UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

LA REVUE DE PARIS

Fr Lit.
R.

LA

REVUE DE PARIS



VINGT-SIXIÈME ANNÉE

TOME QUATRIÈME

Juillet-Août 1919

154272
5/2/20

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
85 bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85 bis

1919



AP
20
R47
1919
juil.-août

LA BATAILLE DU MAROC

I

LES MENÉES ALLEMANDES. — L'ACTION MILITAIRE

La France ne sait pas toutes les batailles qu'elle a gagnées. Elle connaît, sans d'ailleurs les bien connaître, les victoires qui ont, sur son propre sol, des Flandres aux Vosges, arrêté, refoulé et chassé l'envahisseur, mais elle ignore à peu près tout du dehors. Quelques noms d'Orient ont frappé son imagination et flottent dans sa mémoire. Le reste, emporté dans le courant des événements plus prochains, lui a trop longtemps échappé. C'est ainsi que la bataille du Maroc lui est inconnue. Pourtant le Maroc a eu sa bataille, une âpre et rude bataille, que la guerre de 1914 avait trouvée engagée, et qui dure encore. L'armistice du 11 novembre 1918 n'a interrompu les hostilités sur aucune partie du front marocain. En portant ses conditions à la connaissance des admirables troupes d'occupation dont il est, dans tous les sens du mot, le grand chef, le général Lyautey ajoutait :

Votre tâche n'est pas finie. Ici notre adversaire n'a pas désarmé. Ignorant des choses d'Europe, aveuglé par les excitations qu'il a subies depuis quatre ans, il ne se rend pas compte encore que le sort a décidé et que rien, dans l'avenir, ne pourra échapper à notre force dégagée de toute entrave. Plus que jamais, il s'agit de lui faire tête.
Vous ne vous relâcherez pas un instant de votre vigilance dans la

garde que la France vous a confiée. Vous y donnerez l'effort nécessaire pour y briser les dernières résistances. Vous vous rappellerez que dans le conflit qui vient de déchirer le monde, le Maroc a été le premier enjeu de nos ennemis, que les noms de Tanger, de Casablanca, d'Agadir y ont jalonné les étapes qui ont précédé la lutte suprême et que sa soumission totale doit marquer l'effondrement définitif des rêves de la domination allemande sur le continent africain.

Les noms évoqués par le résident général rappellent les efforts accomplis au Maroc de 1905 à 1911 par l'intrigue allemande. Malgré les sollicitations des pangermanistes, l'Allemagne avait paru se désintéresser jusqu'en 1905 de la question marocaine. Elle continuait la politique de Bismarck, qui préférait les diversions coloniales à une action continentale, et elle laissait « le coq gaulois gratter les sables du désert africain ». Sa diplomatie, absente ou indifférente, ne gênait pas la nôtre : elle affectait même d'abandonner à leurs difficultés le sultan et le Maghzen lorsqu'ils en appelaient de nous à elle. Le chancelier de Bülow ne voyait *ni profit ni gloire* à contrecarrer nos desseins. Ainsi, de 1901 à 1904 nous pûmes librement signer des accords auxquels l'Allemagne ne fit pas d'obstacle, avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne.

En 1905 tout changea. Débarqué difficilement en rade de Tanger du *Hohenzollern*, l'empereur Guillaume II fit entendre le 31 mars des paroles dont le ton était nouveau. L'hommage qu'il rendait à la souveraineté du sultan semblait nous porter un défi, aggravé par la proclamation, nouvelle et imprévue, des intérêts de l'Allemagne au Maroc, qu'il entendait « sauvegarder efficacement, sur le pied d'une égalité absolue ». Ces intérêts, encore minimes, n'étaient menacés par personne, et la France, engagée à ce moment dans des négociations avec le sultan Abd-el-Aziz, songeait moins à s'assurer des privilèges qu'à obtenir dans l'empire chérifien des réformes nécessaires à la sécurité de l'Algérie. Le discours brutal de l'empereur exprimait une politique européenne plus qu'une politique marocaine. Il n'entendait pas dire avec le comte Reventlow que le « *Maroc était la dernière occasion offerte à l'expansion allemande* ». Il saisissait un prétexte, théâtralement préparé, pour exercer sur la France, dont tous les intérêts africains étaient solidaires, un chantage comminatoire, qui devait

s'accentuer avec persévérance à mesure que l'action allemande, favorisée par les Karl Ficke et par les Mannesmann, prenait une autorité plus grande dans des intérêts commerciaux et industriels habilement entretenus. Entre le débarquement du *Hohenzollern* à Tanger le 31 mars 1905 et l'apparition du *Panther* à Agadir le 1er juillet 1911, l'histoire enregistrera le développement d'une vaste intrigue, faite de négociations heurtées, de promesses et de refus, où l'Allemagne a montré, avant l'aveu, naïf ou cynique, de M. de Bethmann-Hollweg, ce que valent pour elle les traités internationaux. Liée envers nous par l'acte collectif signé à Algésiras le 7 avril 1906 et par l'accord spécial du 4 novembre 1911, elle n'avait cessé d'en discuter et d'en éluder les dispositions dans un sentiment d'hostilité systématique, contre lequel se brisait en 1913 une démarche loyale, inspirée par un désir d'apaisement, du général Lyautey. Le Maroc était devenu l'un des champs d'action où elle préparait la guerre. Il était en même temps l'un des enjeux de la victoire. Dès 1908 le gouvernement allemand avait fait transmettre à Casablanca par M. Hornung, rédacteur en chef du journal de la légation d'Allemagne à Tanger, des instructions cyniques : *S'il y avait la guerre, il faudrait qu'il fût fait en sorte que pas un Français ne sortît vivant de la Chaouïa.* De son côté, le duc Johann Albrecht von Mecklemburg avait dit : *La palme de la paix, emblème de la plus grande Allemagne, doit être plantée d'abord en Afrique.* Il ne faut rien de plus que ces deux phrases pour dévoiler le double objet de la politique allemande au Maroc, servie par des consuls actifs et par des nationaux sans scrupule, dont la révolte des tribus armées et soudoyées était le principal moyen, dès longtemps, patiemment et perfidement mis en œuvre.

***

Au moment de la déclaration de guerre, notre action militaire avait, au prix d'un grand effort, atteint, à Taza et à Khenifra, deux résultats dont l'importance stratégique était considérable. C'est à Taza que la liaison s'était faite entre le

Maroc oriental et le Maroc occidental par la rencontre, le 17 mai 1914, des troupes du général Gouraud venues de Fez et de la colonne du général Baumgarten arrivée d'Oudjda. D'autre part, la prise de Khenifra, enlevée par le général Henrys, avait réduit le redan, dangereux pour notre sécurité, qui, entre Azrou et le Tadla, menaçait le centre même du Maroc soumis. Accomplies à l'heure où l'Allemagne nous imposait la guerre, ces deux opérations, qui faisaient un égal honneur au commandement et aux troupes, avaient encore besoin, pour produire tous leurs effets, d'être consolidées. L'occupation de Taza devait préparer, pour couvrir nos communications, la soumission des tribus au nord et au sud de la ligne d'étape. D'un autre côté, si la prise de Khenifra nous avait permis d'aborder le pied même du moyen Atlas, les tribus turbulentes que nous avions rejetées de la plaine dans les montagnes au delà de l'Oum-er-Rebia n'attendaient qu'une occasion de reprendre leur hostilité. Aussi, quoique améliorée, la situation autour de Taza et de Khenifra pouvait, si l'on ne prenait pas des mesures complémentaires, devenir critique. Selon le mot du général Lyautey, la déclaration de guerre, au point de vue du Maroc, arrivait trois mois trop tard ou trois mois trop tôt. Trois mois trop tard, parce que, avant l'occupation de Taza et de Khenifra, nous n'étions pas aux prises avec les Riata, les Zayan et les Chleuh et qu'ainsi, maîtres de nos mouvements, nous aurions pu, dans une situation expectante, maintenir une occupation restreinte. Trois mois trop tôt, parce que les mesures de consolidation projetées par les généraux Gouraud et Henrys ne pouvaient amener qu'à l'entrée de l'hiver la soumission complète des tribus et notre pleine sécurité.

L'Allemagne ne s'avisa pas de prendre nos convenances et celles du Maroc. Elle choisit et elle nous imposa son heure. Elle avait, d'ailleurs, au Maroc comme en France, préparé ses mesures, disposé ses moyens, soudoyé ses espions, et elle escomptait avec une confiance égale la révolte du Maroc et la défaite de la France, qui devaient l'une et l'autre, dans un temps rapide, servir les desseins où se complaisait un rêve de domination dans lequel l'Europe, l'Afrique et l'Asie avaient leur part dès longtemps marquée.

Personne ne douta que le Maroc, d'autant plus âprement convoité que sa richesse et sa prospérité dépassaient toutes les espérances, ne fût un des enjeux de la guerre. Mais il ne se rencontra non plus personne pour songer à sacrifier la France au Maroc. Tout le monde comprenait, à Rabat et à Paris, que « le sort du Maroc se réglerait en Lorraine ». La question se posait seulement de savoir comment on pourrait pendant la guerre aménager ce sort et fixer, sans abandonner le protectorat ou sans le compromettre, la contribution qu'il devait apporter à la métropole. La question était délicate : elle n'était pas imprévue. Dès le 12 juin 1914 une dépêche du général Joffre posait les bases de la participation du corps d'occupation à la défense de la métropole. Il semblait au chef d'état-major général de l'armée que les progrès réalisés au cours des dernières années dans l'œuvre de pacification du protectorat permettaient d'envisager et de réaliser ce prélèvement, dont l'importance s'accroîtrait au fur et à mesure que notre autorité serait mieux assise au Maroc. Pour le début et comme principe, le général Joffre prévoyait qu'en cas de mobilisation le Maroc occidental fournirait à la défense nationale *quatre bataillons et quatre sections de mitrailleuses*, choisis parmi les tirailleurs algériens, tunisiens ou même marocains. Si restreint que fût cet appel, il ne revêtait pas une forme impérative, puisque le résident général était invité à faire connaître si la mesure projetée ne soulevait pas de sa part « d'objection primordiale ». D'autre part, les dispositions qui devaient assurer sa réalisation entraient en vigueur le 1er octobre. Je retiens cette date comme une preuve nouvelle des dispositions pacifiques de la France. Chaque fois qu'on ouvrira nos archives, militaires ou diplomatiques, des documents décisifs confirmeront ces dispositions, tandis que si l'on ouvrait les archives allemandes la preuve serait faite d'une préparation belliqueuse qui guettait et hâterait, au besoin, l'heure d'un conflit impatiemment attendu.

Sous réserve de certaines modalités d'exécution, le général Lyautey se mettait immédiatement en mesure de satisfaire aux demandes du général Joffre : il était trop avisé pour ne pas comprendre qu'en cas de guerre continentale, les forces de la métropole devaient être dès le début à leur maximum

de puissance. Un mois plus tard, le 20 juillet, alors que la tension diplomatique était devenue inquiétante, il ne dut pas être surpris que le chef d'état-major général envisageât le prélèvement complémentaire d'un groupe d'artillerie de campagne. Quatre bataillons, quatre sections de mitrailleuses et un groupe d'artillerie de campagne, tels étaient donc, au moment où la guerre allait éclater, les éléments du prélèvement que l'état-major général avait sollicité du général Lyautey sur les forces d'occupation qu'il commandait au Maroc.

Brusquement la conception changea et les exigences s'accrurent. Deux dépêches, parties de Paris le 27 juillet, à une heure d'intervalle, l'une à 18 h. 20, l'autre à 19 h. 20, apportèrent au résident général les instructions du Gouvernement, qui redoutait, et non sans raison, une aggravation de la situation. Le Gouvernement savait qu'il pouvait compter sur le talent et sur le patriotisme du général Lyautey, Français de Lorraine, pour apporter le plus large concours à la défense de la patrie, mais, obsédé par la guerre menaçante où le sort de cette patrie se jouerait, il ne tenait pas un compte suffisant de la situation du Maroc, qui exigeait, elle aussi, des précautions et des dispositions particulières.

La première dépêche, émanée du ministère des Affaires étrangères, était brève et impérative. *Elle limitait l'occupation du Maroc aux principaux ports de la côte et, si possible, à la ligne de communication Khenifra, Meknès, Fez, Oudjda. Tous les postes et marches avancés devaient être momentanément abandonnés.* Enfin, *le premier soin assigné* au général Lyautey consistait *à ramener aux ports de la côte les étrangers et les Français de l'intérieur pour assurer leur sécurité.*

Quoiqu'elle se référât à ce télégramme, la dépêche du ministère de la Guerre avait un ton moins impérieux. Elle paraissait laisser plus de place aux réflexions et à la liberté d'action du général Lyautey. Mais si l'ordre d'évacuation s'y exprimait avec moins de fermeté, le concours *indispensable et possible* qu'on lui demandait dépassait singulièrement celui qu'une dépêche datant à peine de six semaines lui avait fixé. Au lieu des quatre bataillons, des quatre sections de mitrailleuses et du groupe d'artillerie de campagne, c'était *la tota-*

tité de ses bataillons de chasseurs, des zouaves, de l'infanterie coloniale, des tirailleurs algériens et des batteries montées que, d'un geste rapide, on prélevait sur les forces dont il disposait pour occuper et défendre le Maroc.

Que lui restait-il donc? On parlait avec une précision catégorique de la *valeur de 28 bataillons*; mais, même en tenant pour exact le calcul de la quantité, qui était pourtant contestable dans un de ses éléments, la *qualité* et l'*emploi* de certaines troupes soulevaient des objections sérieuses. Il est en effet aisé de comprendre que tels soldats indigènes gagnent, en cas d'insurrection, à être éloignés des foyers locaux d'incendie, où leur présence est plutôt un danger qu'une force, et à être encadrés sur un front éloigné au milieu de troupes sûres. Cette préoccupation trop légitime n'empêchait pas le général Lyautey, qui est un soldat discipliné, de se mettre aussitôt à l'œuvre pour satisfaire aux demandes du Gouvernement dans toute la mesure et le plus rapidement possible. Dès le 31 juillet il avait pris des dispositions pour assurer l'envoi immédiat en France de vingt bataillons et de six batteries montées. J'ajoute, pour en finir avec la contribution directe du Maroc à la guerre continentale, qu'en trois mois il réussit à fournir 40 bataillons et de 40 escadrons, qui jouèrent sur presque tous les champs de bataille un rôle décisif et ajoutèrent des pages de gloire immortelle à l'héroïque histoire des troupes d'Afrique.

Cette contribution, qui avait *décuplé* les prévisions faites en juin 1914, s'accomplit sans que le général Lyautey abandonnât les postes et les marches dont l'évacuation lui avait été primitivement prescrite. Avec le sûr coup d'œil que donnent l'expérience, l'autorité et le sens du commandement, le résident général avait compris tout de suite que, même restreinte, cette évacuation compromettrait le sort du Maroc tout entier, livré aux tribus rebelles, dont le mouvement irrésistible entraînerait les tribus soumises. A peine nos troupes auraient-elles quitté le pays Zaïan que le mouvement général berbère se serait déclenché et aurait engagé dans la révolte, non seulement les Beni-Mtir et les Beni-Mguild que nous venions à peine de rallier à nos armes, mais encore, Marrakech étant livrée à elle-même, tout le pays du Sud, que nos alliés,

les grands caïds, auraient été impuissants à contenir. C'était la ruine assurée, avec le massacre de ceux qui nous avaient été fidèles, de tous les établissements européens à Marrakech, dans la Chaouïa, dans les Doukkala, dans la région de Meknès, et peut-être l'ouragan déchaîné n'aurait-il pas épargné le Gharb lui-même. Et comment, au milieu de l'exaltation de nos adversaires et de la décomposition des tribus soumises, les bataillons enlevés « aux postes et marches avancés » auraient-ils pu se frayer un chemin jusqu'à la côte? Harcelés par les rebelles, ils n'y seraient arrivés qu'au prix des plus grands efforts et des plus douloureux sacrifices, obligés d'abandonner leurs morts, peut-être leurs blessés, et presque impuissants à ramener leur matériel. Qu'eût valu pour la défense nationale un semblable appoint, décimé, fatigué, découragé, brisé par la retraite avant de venir à la bataille?

Le général Lyautey avait — est-il besoin de le dire? — le souci élevé et l'angoisse patriotique de concourir de tous ses efforts à cette défense. Il redoutait même, à l'heure où il pesait et prenait ses responsabilités, qu'on ne l'accusât de céder à un sentiment, personnel et local, de conservation du terrain acquis et qu'on ne lui prêtât l'arrière-pensée de vouloir, à tout prix, sous l'influence d'une ambiance irrésistible, garder le Maroc, « son Maroc », qui lui tenait tant à cœur. Ainsi mis en garde contre lui-même par une psychologie avertie et sagement méfiante, le résident général envisagea avec sang-froid tous les termes du redoutable problème qu'une situation tragique ouvrait devant sa conscience de Français et de Lorrain. Sur le *but* à atteindre, c'est-à-dire sur la contribution aussi forte que possible des troupes d'occupation à la défense nationale, il ne pouvait y avoir ni contradiction ni hésitation ni marchandage : le salut de la patrie primait tout. Sur les *moyens*, la divergence tenait aux différences de conception qui naissent de l'éloignement ou de la proximité des lieux où l'action s'exerce. L'ordre et la suggestion, celle-ci plus ou moins impérative, venus de Paris, trahissaient l'obsession, si naturelle, de la frontière de l'Est, mais ils méconnaissaient la situation du Maroc qui sur tout le front, de Kasbah Tadla à Taza, était en guerre, Au contraire, le général Lyautey, sans nier que le sort du Maroc se jouerait en Lorraine,

comprenait que le seul moyen de donner à la France le maximum de troupes était, *non pas de se mettre à la côte en évacuant l'intérieur, mais, au contraire, d'évacuer la côte, de vider tout l'intérieur en poussant tout ce qui pouvait rester disponible à l'avant, pour maintenir intacte l'armature extérieure.*

Cet avis prévalut dans un conseil du 30 juillet où les généraux Gouraud, Henrys et Brulard et les colonels Peltier et Gueydon de Dives furent convoqués à Rabat. Les régions de Fez, de Meknès, des Zayan, de la Chaouïa, de Marrakech et des Doukkala-Abda étaient ainsi représentées par leurs commandants directs auprès du chef supérieur et responsable. Avec le général Lyautey, il faut répondre franc et net : il n'est pas de ceux qui demandent à enregistrer leur propre opinion, suggérée à des subordonnés passifs ; quand il interroge, c'est pour savoir la vérité, et non pour se complaire dans les flatteries qui la détournent ou la déguisent. Les questions, au conseil du 30 juillet, sont brèves et précises : de même les réponses. Au colonel Peltier : « Pouvez-vous garder Mazagan et Safi avec vos seules réserves? — *R.* Oui, si Marrakech reste occupée; sinon, c'est cinq ou six bataillons qu'il me faudra. » Au colonel Gueydon de Dives : « Que vous faut-il pour garder Casablanca et protéger ses abords? — *R.* Presque rien si Marrakech reste occupée ; sinon, tout ce qu'il y avait en Chaouïa en 1908. » Le général Brulard précise sa situation : « Avec trois bataillons je me charge de garder Marrakech, et avec trois compagnies Agadir. Si je les évacue, tout l'Atlas et le Haouz lâchent, et les grands caïds ne pourront résister au mouvement, qui entraînera tout jusqu'à la Chaouïa. » Au général Henrys : « Que vous faut-il pour garder Meknès et la route d'étapes? — *R.* Presque rien, si Khenifra et le Tadla restent occupés, parce que je m'appuierai sur des populations soumises : sinon, tout ce que j'ai de forces en avant, et encore ! » Le général Gouraud se range à cet avis.

Ainsi la consultation de ces chefs éprouvés est unanime et décisive : elle confirme l'opinion du résident général. Dès qu'on lâchera quoi que ce soit du front avancé, tout craquera, dans un pays soulevé, où la révolte, exaltée par

notre retraite, qu'elle exploitera comme un aveu d'impuissance, coupera les communications et rendra les transports impossibles. Que seront, dans ces conditions, les débris expédiés à la côte, s'ils y arrivent ! Au contraire, en maintenant solidement et le plus longtemps l'armature avancée, on peut retarder, peut-être même conjurer, la rébellion, et conserver la liberté et la sécurité nécessaires pour enlever et envoyer le maximum d'unités et de cadres.

Cette conception hardie du général Lyautey a sauvé le Maroc. Prudent dans son audace même, le résident général avait réservé l'éventualité où, contraint de replier ses ailes, il tiendrait seulement, jusqu'à la dernière extrémité, sur le front Zaïan-Khenifra-Tadla. Mais la fortune aide ceux qui osent. Ni Agadir, ni Mogador, ni Marrakech, ni Taza n'ont été évacués et, par une juste récompense d'un long et glorieux effort, l'occupation du Maroc s'est étendue pendant la guerre à des tribus qui, en 1914, étaient en révolte ouverte contre l'autorité du sultan et contre le protectorat de la France.

Dès le 18 août, le général Lyautey, sans aller jusqu'à prévoir un aussi magnifique résultat, pouvait exprimer l'espoir de maintenir l'armature de l'occupation et de « garder un Maroc intact ». Ce « Lorrain de la frontière » avait peut-être l'ambition de servir ailleurs, sur ce front natal où les grandes batailles auxquelles il était apte allaient décider du sort de la patrie ; mais, quand on est soldat, on ne choisit pas son devoir, et il acceptait, sans rien demander de plus, le « rôle de sacrifice » que le destin lui assignait. D'ailleurs le ministre de la Guerre savait trouver les paroles qu'il fallait dire à ce grand chef et à ses magnifiques soldats pour les encourager dans leur dur et lointain labeur.

Le Gouvernement a dû, à son grand regret, renoncer à employer vos services sur la frontière, parce qu'il estime que vous êtes seul à même d'assurer la lourde tâche qu'il vous a confiée. Cette tâche n'est pas ingrate, puisque, grâce à votre esprit de sacrifice et à vos talents d'organisation, vous réussissez à donner à la Défense Nationale des effectifs plus nombreux que ceux que le Maroc lui avait enlevés... Soyez soutenu par la ferme conviction que l'intervention précieuse de vos contingents contribuera puissamment à hâter le succès décisif permettant de vous rendre rapidement les troupes qui vous sont

nécessaires. Dites à celles de vos admirables troupes qui restent, que le pays comprend toute l'étendue du sacrifice qu'il leur demande. Il leur envoie avec des bataillons territoriaux ses enfants de France pour partager les heures héroïques qu'ils vont vivre. Le haut exemple que vous leur donnez, votre indomptable énergie et votre foi patriotique sont les meilleures garanties du succès final.

Un tel langage ne laissait pas le général Lyautey insensible, mais il revendiquait, avec la ferme tranquillité que donne un plan méthodiquement conçu, la liberté de ses mouvements. Il ne pouvait opérer des réductions sur ses troupes et les expédier en France qu'en maintenant ce qu'il appelait pittoresquement « le contour apparent de l'occupation avancée ». Si les indigènes n'avaient pas l'impression que le front ne serait pas évacué, la digue risquait d'être crevée et de tout emporter dans sa débâcle. A la fin du mois d'août les nouvelles venues d'Europe n'étaient pas bonnes, et le service marocain des renseignements signalait des symptômes peu rassurants sur l'état d'esprit de certaines tribus. La moindre défaillance pouvait avoir le plus fâcheux retentissement et des répercussions irréparables. Pour contenir les rebelles et pour rallier les hésitants, il n'y avait pas d'autre moyen que de s'arc-bouter à l'avant. Le front avancé était la garantie de la sécurité assurée à l'hinterland et à la côte. En vain les Riata et les Berbères avaient-ils tenté des assauts furieux de Taza jusqu'à Khenifra. Le masque, inébranlablement maintenu, n'avait pas fléchi, et rien derrière lui n'avait bougé. L'Allemagne avait fait répandre le bruit qu'elle nous avait sommés d'évacuer le Maroc. Les premiers retraits de troupes qui avaient suivi la mobilisation et la réduction progressive des effectifs avaient donné un corps à cette légende. Ces mesures, dont une propagande habile dénaturait le caractère, avaient exalté le fanatisme et encouragé l'audace des rebelles. Mais au moment de la bataille de la Marne, les tribus, flottantes pendant quelques jours, étaient rentrées dans l'ordre. Elles avaient le sentiment de notre force. La stabilité du front, solidement défendu, avait démenti le mensonge allemand, tandis que l'arrivée des territoriaux affirmait par un fait tangible que la France n'était pas à court d'hommes et qu'elle avait la volonté et les moyens de

tenir le coup. La bataille du Maroc débutait par une victoire.

***

Le maintien intégral du front avancé ne fut pas la seule mesure dont l'influence salutaire s'exerça sur les tribus et assura leur tranquillité. D'autres dispositions, prises avec rapidité et énergie, ruinèrent, du premier coup, les espérances que la propagande allemande avait mises dans une révolte soudoyée du Maroc. L'Allemagne, mal contenue par l'acte d'Algésiras et peu scrupuleuse dans l'application de la convention de 1911, avait établi la légende de sa puissance inviolable et d'une immunité qui n'avait rien à redouter des autorités françaises. Ses menées, que notre diplomatie déplorait plus qu'elle ne les contrariait, justifiaient cette légende. La déclaration de guerre nous rendit notre liberté et il suffit d'une volonté résolue pour démontrer aux indigènes, attentifs aux événements, que nous étions les plus forts. La fermeture des bureaux de poste et des consulats allemands, la saisie de leurs correspondances, la remise dans le droit commun des protégés et des censaux qui avaient abusé pendant tant d'années d'un intolérable privilège, produisirent un effet immédiat. Mais rien ne prouva mieux notre force, mise au service du droit, que l'arrestation et la condamnation de quelques Allemands notoires, dont Karl Ficke, notre principal adversaire depuis son installation ancienne au Maroc, était le chef reconnu, tenace et habile. Sa maison-mère était à Casablanca. Il avait des succursales à Mazagan et à Marrakech. Depuis 1907 il s'était trouvé au centre de toutes les difficultés que nous avions rencontrées au Maroc, où il combattait notre action et narguait notre impuissance. Il n'était étranger à aucun des moyens mis en œuvre pour ruiner notre influence et pour provoquer notre éviction. Son neveu Nehrkorn et son associé Grundler étaient ses complices. Nehrkorn était pour la politique du sabre, mais il savait user d'autres ressources. En 1907, tandis que notre action au Maroc, pourtant si prudente et presque timorée, était violemment dénoncée à la Chambre, il escomptait l'intervention des socialistes pour seconder, à leur insu, les desseins de l'Allemagne. Aidé par

Nehrkorn et par Grundler, Karl Ficke ne négligeait aucune des armes dont il pouvait se servir pour nous nuire. Il protégeait la contrebande de guerre et il distribuait des fusils aux indigènes. Il aidait les légionnaires à déserter et il joua un rôle actif, que sa correspondance, saisie en 1914, a permis d'établir, dans l'affaire des déserteurs de Casablanca. Il avait ses espions, ses protégés et ses censaux, que le consul allemand couvrait de son autorité. Il collaborait, soit sur place, soit à Berlin, à des campagnes de presse où il exerçait un dénigrement haineux contre la France et où il répandait de fausses nouvelles. Il avait soutenu Moulay-Hafid dans sa lutte contre Abd-el-Aziz, tandis que la France ne prenait pas parti dans la querelle des deux frères. Il entretenait des intelligences avec les tribus qui nous étaient hostiles et dont il excitait la rébellion. Malfaisant et cynique, il passait pour invulnérable. Condamné à mort après un procès régulier, il subit le feu avec courage, mais il ne fallut pas moins que ces douze balles pour abattre sa puissance d'intrigue, d'orgueil et de haine, qui, se croyant à l'abri des lois de la guerre, nous avait porté un défi audacieux et prolongé.

L'exécution de Karl Ficke ébranla l'influence allemande : elle ne supprima pas l'action allemande. Le Maroc était un des atouts que l'Allemagne avait mis dans son jeu de guerre. Une carte perdue n'annihilait pas la partie, qui fut engagée selon un plan dont l'ensemble et les détails avaient été réglés, longtemps à l'avance, avec le soin le plus minutieux. Le major Kalle, attaché militaire allemand en Espagne, disait en 1913 : « C'est encore au Maroc qu'on pourra le mieux couper les jarrets de la France », et il avait préparé le couteau. Son chef était le prince Ratibor, grand seigneur fastueux et brutal qui avait transformé l'ambassade allemande à Madrid en un centre, puissamment ravitaillé, de renseignements, d'espionnage et de propagande. Le major Kalle avait pour collaborateurs l'attaché naval von Krohne, de qui relevait tout naturellement l'action sous-marine, et le conseiller von Stoehrer. Ce quatuor fonctionnait avec discipline. Il n'avait pas pu mettre la main sur l'ancien sultan Abd-el-Azíz dont la popularité habilement exploitée aurait pu gêner sérieusement notre influence, et il avait dû se rabattre sur

son frère Moulay-Hafid, dont le règne brutal et cupide n'avait laissé que de déplorables souvenirs. Moulay-Hafid avait plus d'ambition que de courage. Il se vendit, mais, ayant plus de goût pour la débauche que pour l'action, il ne tenta jamais une aventure qu'il jugeait trop périlleuse.

A défaut de sultans détrônés, il ne manquait pas au Maroc de dissidents dont l'ambition et la cupidité pouvaient être utilement exploitées. L'Allemagne ne se refusa pas cette chance. Déjà avant la guerre, elle avait lié partie avec Raïssouli, chérif et brigand, qui, comme chérif, descendait du Prophète et, comme brigand, avait payé dans les prisons du Makhzen les méfaits trop évidents d'une vie d'aventures. Ce singulier personnage opérait dans la zone espagnole, où certaines tribus Djebala lui étaient soumises, et il trompait avec une habileté consommée, par de feintes promesses, le grouvernement de Madrid, dont trop d'agents locaux ne partageaient pas les illusions et ne suivaient pas les instructions, en apparence loyalement correctes. Si Raïssouli gagnait mal l'argent espagnol, — qu'on lui versait à raison de 200 000 pesetas par mois pour rétablir l'ordre ! — il était plus sincère envers les Allemands, qui escomptaient moins son action directe que son influence. Raïssouli opérait devant notre front Nord, et il était rattaché, dans le plan allemand, au port de Tétouan.

A l'Est, dans le Moyen Atlas, Moha-ou-Saïd, rattaché au port de Larache où le consul allemand surveillait et conduisait l'affaire, exerçait son influence sur des tribus berbères que notre récente action sur la Moyenne Moulouya avait séparées sans diminuer leur ardeur belliqueuse. Moha-ou-Saïd, auprès duquel le sultan de Stamboul avait agi en même temps que l'Allemagne, avait dans le Moyen Atlas, dans le Tafilalet et dans le Haut Atlas des lieutenants, chérifs et marabouts, faux ou vrais, dont l'argent venu de Berlin entretenait le zèle.

Au Sud, El Hiba, relié au port de Tarfaya, était pour l'Allemagne un appoint considérable. Il était, comme Raïssouli, un allié déjà éprouvé, dont les frères Mannesmann avaient secondé la fortune, un instant prodigieuse. Fils d'un sorcier, mais intelligent et dévot, lettré et habile, il avait réussi à se faire proclamer prétendant, à rallier les tribus du

Sous, à former une importante harka et, d'étape en étape, à entrer triomphalement à Marrakech le 15 juillet 1912. Pendant deux mois il vécut un rêve magnifique et tous les espoirs paraissaient ouverts à son ambition illimitée quand, brusquement, le 6 septembre, l'armée du colonel Mangin vint troubler la fête. Elle bouscula, dans la plaine de Sidi-bou-Othman, l'armée du prétendant, qui put prendre la fuite. Battu de nouveau en 1913, il trouva dans la guerre de 1914 l'occasion de satisfaire son ambition et sa haine : l'Allemagne, habile à exploiter l'une et l'autre, crut qu'il serait son meilleur agent.

Ainsi, au Nord, à l'Est et au Sud, l'Allemagne avait mis ou remis la main sur des chefs influents, mais isolés, qu'elle devait relier entre eux pour provoquer un soulèvement général. Il fallut quelque temps pour l'organiser. En attendant, nos troupes ont à lutter un peu partout contre les efforts dispersés des tribus rebelles, dont la guerre européenne, que l'Allemagne exploite comme une guerre sainte où l'islamisme aura sa juste revanche, exalte le fanatisme. A Khenifra, attaquée par les Berbères, la situation est un instant tragique. Le général Lyautey télégraphie le 9 août : « Dès maintenant le détachement laissé à Khenifra peut être regardé comme assiégé, mais il tiendra aussi longtemps que possible ; c'est de lui que dépend toute la liberté d'action sur la ligne Fez-Rabat pour le mouvement des troupes à vous envoyer successivement en France ; car le jour où il cédera, la poussée berbère se précipitera. Mais il sait qu'il a un rôle de sacrifice et le remplira jusqu'au dernier homme. » Ce sacrifice est d'autant plus méritoire que les yeux et les cœurs sont tournés vers le front de Lorraine où se joue la partie décisive. Pourtant c'est le même ennemi que, là-bas et ici, nos troupes combattent, et ici le risque n'est pas moindre que là-bas. L'événement ne tarde pas à le démontrer. L'affaire d'El-Harri, à l'est de Khenifra, imprudemment engagée le 13 novembre 1914, par un commandant audacieux, qui a transgressé les ordres reçus, s'achève pour nous par un coûteux désastre. Nous perdons plus de 600 hommes, 30 officiers, 2 batteries et une quantité d'armes et de munitions. Si douloureuses que soient ces pertes, l'effet d'excitation qu'elles produisent sur les tribus en est la plus redoutable conséquence, et il ne faut

rien de moins que la ferme volonté du général Henrys pour rétablir une situation dangereusement compromise.

Dès lors, grâce au général Lyautey et à des collaborateurs dignes de servir avec lui la France, les derniers mois de l'année 1914, où nous réussissons à contenir partout les tribus rebelles, n'ont pas apporté à l'Allemagne les résultats qu'elle escomptait. Son organisation, que notre esprit de décision a déconcertée, n'a pas eu le temps de ramasser et de lier ses efforts. Mais elle juge la partie trop nécessaire, et elle la croit trop sûre, pour l'abandonner. Au cours de l'année qui s'ouvre, elle redouble d'activité, et, du Nord au Sud, elle met en mouvement toutes ses forces, avouées ou occultes, toutes ses influences, anciennes ou nouvelles, tous ses moyens d'action et de corruption, et elle augmente ses partisans d'une recrue d'élite.

Ce n'était pas, en effet, un mince personnage que cet Abd-el-Malek dont l'Allemagne réussit à obtenir le ralliement et le concours au début de 1915. Agé de quarante-cinq ans, il était le propre fils d'Abd-el-Kader, l'émir fameux qui avait laissé dans les tribus un souvenir inoubliable. Le fils ne valait pas le père, mais, fier de son origine, il rêvait de jouer un rôle. Tantôt brouillé avec le Makhzen et tantôt réconcilié avec lui, mécontent et méfiant, aigri et jaloux, il crut que l'Allemagne représentait la force, et il se mit du côté du plus fort. Sa trahison et sa fuite provoquèrent le suicide de son fils qui, boursier de Beyrouth et obligé de la France, refusa de le suivre et préféra la mort au déshonneur : il était, lui, de la race d'Abd-el-Kader. Abd-el-Malek avait, au temps du Rogui, commandé des harkas chez les Rifains; depuis il avait, pour le compte du Makhzen, inspecté les tabors de Tanger. L'avenir démontra pourtant que, si les Allemands ne s'étaient pas trompés sur l'influence de son nom, ils avaient fait un faux calcul en escomptant ses talents militaires.

Avec Raïssouli, Abd-el-Malek, Meha-ou-Saïd et El Hiba, secondés par des lieutenants dont quelques-uns n'étaient pas sans importance, le prince Ratibor avait réuni les éléments propres à hâter l'agression collective qu'il méditait. Tous ces personnages étaient directement reliés aux ports de la zone espagnole, Larache, Tétouan, Melilla, et l'argent qui les entre-

tenait venait d'Espagne. Le coup, pour être bien monté et prêt à l'heure, exigeait l'accord de leurs mouvements, qui déchaîneraient une insurrection générale ; il y eut entre eux des émissaires, et le major Kalle, celui qui voulait nous couper les jarrets au Maroc, tenait tous les fils de la vaste intrigue. On s'étonnera toujours qu'une ambassade installée en pays neutre ait pu avoir l'audace et la liberté d'organiser presque au grand jour une semblable entreprise.

Si bien préparé qu'il fût, le plan allemand avait trop compté au Nord sur Raïssouli et sur Abd-el-Malek, et pas assez avec le général Henrys, qui déploya, au cours d'expéditions successives, des qualités admirables de sang-froid clairvoyant et énergique. Nul n'a mieux que le général Lyautey, attentif à toutes les opérations, qu'il surveillait et au besoin rectifiait, rendu justice à son collaborateur, auquel Fez, menacée par les Djebala, dut son salut au mois de juin. Il est impossible d'écrire en détail, sinon à un point de vue technique pour lequel la compétence me fait défaut, et qui d'ailleurs intéresserait les seuls spécialistes, une histoire compliquée où s'enchevêtrent les noms barbares des tribus mêlées de gré ou de force à cette campagne. Ce que j'en ai lu m'a donné l'impression d'une compétence, d'une méthode et d'une organisation qui ne furent jamais prises en défaut, et ce que j'en ai vu sur les lieux mêmes, où la sécurité des routes conquises et construites égale celle d'Europe, m'a permis de juger des avantages que la nature donnait à nos adversaires. La guerre ne peut s'apprécier que sur le terrain où elle est faite. Celle du Maroc fut difficile et longue, âpre et meurtrière. On ne dira jamais assez quel héroïsme patient, patriotique et désintéressé il a fallu aux chefs et aux troupes pour la mener à bonne fin — une fin qui n'a pas seulement conservé, mais qui a consolidé et agrandi notre domaine dans toute l'étendue de l'empire chérifien.

Au Sud comme au Nord, les Allemands payaient d'audace. Partout ils avaient des agents, des espions et des alliés. Jamais l'argent, qui est le nerf des intrigues, ne faisait défaut. Il en pleuvait à Tarfaya comme à Melilla. Partout les autorités espagnoles fermaient les yeux et on voudrait ne pas pouvoir dire que des agents subalternes ouvraient les mains. Entre Las Palmas et Tarfaya et même entre Tarfaya et Larache,

entre le consul allemand et El Hiba, les courriers fonctionnaient, porteurs d'instructions et d'argent. L'expédition d'un sous-marin, l'*U.-C. 20*, construit spécialement à Stettin, armé d'un canon et de deux tubes lance-torpilles, fut ainsi décidée. Elle entrait dans les plans de l'Allemagne et dans les vues d'El Hiba. Ce fut l'ancien consul allemand à Fez, un personnage de mœurs singulières, mais expert aux choses du Maroc et arabisant, le docteur Probster, qui se chargea de la préparer et de l'entreprendre. Gêné par des chalutiers français et difficilement opéré devant l'estuaire de l'oued Dra, le débarquement fut précipité et sommaire. Menacé et dévalisé par des indigènes pillards, contraint, après sept jours d'abandon, de prendre la route d'Assaka, où des émissaires d'El Hiba et deux rekkas du consul allemand de Larache le rejoignent, le docteur Probster promet et promet encore, mais rien ne vient. Il faut repartir. Cette équipée ridicule n'en vaut pas moins au docteur déçu, quand il rentre à Las Palmas, de la part du consul d'Allemagne, l'accueil qu'aurait mérité la réussite de l'entreprise. Telle est bien l'habitude de l'Allemagne de nier aussi longtemps qu'elle le peut ses défaites et de recevoir en triomphateurs les soldats qui les ont subies. La réception faite en 1915 au docteur Probster par le consul allemand des Canaries est, en raccourci, l'image anticipée des acclamations qui, après l'armistice du 11 novembre, saluèrent à Berlin les troupes défaillantes du Kaiser disparu.

A chacun son rôle. Tandis que le major Kalle organisait la communauté des efforts entre les chefs marocains hostiles à la France et que l'attaché naval von Krohne suivait avec une sollicitude inquiète les préparatifs de l'équipée de l'*U.-C. 20*, est-ce le conseiller von Stoehrer qui alimentait la propagande? J'hésite entre lui, M. Weisberger, qui avait parcouru toute l'Afrique du Nord et le prince Aziz-Hassen, le vaincu de Lula Bourgas, — car, sous l'autorité du prince Ratibor, Allemands, Autrichiens et Turcs rivalisaient d'émulation pour exciter l'Espagne contre nous et pour préparer dans le Maroc tout entier un soulèvement contre le protectorat français. Les brochures, les appels, les pamphlets se multiplient. De Madrid, de Tanger, de Larache, de Tétouan, de Melilla partent les fausses nouvelles, les accusations injustifiées et les

menaces. Telle feuille venimeuse, éditée à Madrid, est rédigée pour jeter le doute sur la solidité de l'armée française et sur sa force de résistance. Un employé du consulat d'Espagne à Tanger rédige un journal germanophile. Au nom de Mahomet V, le sultan de Constantinople, un factum habile prend la forme coranique pour prêcher la guerre sainte contre les Anglais, les Français et les Russes. Un autre appel rédigé par un chérif s'adresse aux musulmans qui servent « malgré eux » dans les rangs étrangers ou habitent des colonies françaises, et les somme, au nom du Prophète, de rallier la cause de l'Islam, promise par l'Allemagne à une éclatante revanche. D'autres appels à la désertion sont répandus à profusion. Aucune occasion n'est manquée de dénaturer la vérité et d'attaquer la France. Quand le général Lyautey expose devant une grande affluence d'indigènes à Souk-el-Arba du Gharb les raisons de la victoire assurée des Alliés, c'est Salah Chérif, secrétaire arabe au ministère de la guerre ottoman, qui lui oppose une réplique où l'ironie se fait perfide et la perfidie agressive.

Comment une semblable propagande, passionnée, mais nuancée, habile à revêtir selon les lieux et les temps toutes les formes, n'aurait-elle pas produit ses effets? Après les terribles ripostes que l'ennemi avait essuyées, au nord de Fez et de Taza, sous les coups durement frappés du général Henrys, il s'était recueilli, mais il n'était pas soumis. Les Allemands tolèrent mal l'inertie de leurs alliés. Ils n'avaient pas lié partie avec Abd-el-Malek et avec El Hiba et ils ne leur avaient pas fourni des subsides pour les laisser dans l'inaction. Les deux chefs dissidents du Nord et du Sud avaient formé d'importantes harkas. La bataille était inévitable. Nos groupes mobiles la livrèrent avec leur vaillance habituelle. Sidi Rabo, le lieutenant d'Abd-el-Malek, fut, le premier, dispersé. Puis Abd-el-Malek, battu à son tour, connut une pitoyable défaite et prit le chemin de la montagne (27 janvier 1916). A défaut de l'honneur, il sauva la caisse, entretenue par l'Allemand Bartels, qui, obligé aussi de prendre la fuite, télégraphia à Madrid : « L'argent est sauf. » Au Sud, le général de Lamothe bouscule les groupes d'El Hiba. Ces actions brillantes furent suivies d'une série d'opérations dont le résultat fut de dégager le

couloir de Fez-Taza et d'exécuter le chemin de fer qui, de l'autre côté, avait été ouvert entre Taza et Oudjda, le 14 juillet 1915. Les régions de Fez, de Meknès, de Khenifra et de Kasba Tadla furent libérées. Il fallut plus de temps pour assainir la région du Tafilalet, mais l'année ne s'acheva pas sans que les tribus, dont les harkas avaient été dispersées, fissent leur soumission. Ce fut une année magnifiquement employée.

L'année 1917 fut consacrée dans la zone insoumise de l'Atlas à une manœuvre qui compte parmi les plus belles de la bataille du Maroc. Elle est ainsi résumée dans un récent *Bulletin de la section d'information du G. Q. G.*

« Cette zone comprenait deux groupements rebelles : au Nord les Riata et les Braber, au Sud les Chleuh, établis dans les massifs les plus élevés, aux extrémités de la chaîne.

» Pendant que le groupe mobile de Bou-Denib (colonel Doury) enveloppe à l'Est le massif des Brabers, en remontant la Moulouya, pendant que les groupes de Fez et de Taza contiennent les rebelles du Nord et de nouvelles attaques d'Abd-el-Malek, et pendant que les groupes de la région de Marrakech, par des colonnes nombreuses, contiennent les Chleuh, une colonne partie de Meknès s'enfonce dans la montagne entre les groupes Braber et Chleuh, la franchit et donne la main dans la vallée de la Moulouya au groupe mobile de Bou-Denib. La zone insoumise est ainsi bloquée et traversée. Les deux groupements rebelles sont investis. De nombreuses tribus font leur soumission. L'importance de cette manœuvre est capitale. On en comprendra les difficultés si l'on pense que l'altitude de la montagne est de 2 000 mètres dans la région la plus basse. »

J'ajoute à ces lignes exactes et sèches que les difficultés et l'importance de cette opération ne peuvent être pleinement appréciées que dans une étude attentive des détails, poursuivie la carte à la main. Si l'opinion publique n'avait pas été absorbée par les événements qui se passaient sur le front de France, elle aurait accordé à ce glorieux épisode de notre action marocaine le juste hommage dont la conception et l'exécution de la manœuvre étaient également dignes.

Ce n'est pas ainsi que les Allemands et leurs associés les Turcs avaient envisagé la campagne. A la suite d'un succès prétendu d'El Hiba, l'ambassadeur d'Allemagne à Madrid et l'ambassadeur de Turquie lui avaient envoyé une lettre qui a été trouvée dans la doublure du pantalon d'un rekka arrêté par un chalutier. Ce document n'est pas assez connu. Il n'en est pourtant aucun qui témoigne avec plus de force probante des moyens employés par la propagande allemande, installée à Madrid, pour maintenir et encourager la dissidence. Il perdrait toute sa saveur si un seul mot en était supprimé :

Louange à Dieu unique !

Que Dieu comble de bonheur les jours du considérable, honorable, respectable chérif, combattant dans la voie de Dieu, Moulay Ahmed Hibat Allah ben Ha El Aïnin.

Que Dieu vous donne la victoire sur vos ennemis.

Que le salut soit sur vous, innombrable, ainsi que la miséricorde d'Allah et sa bénédiction.

Nous faisons connaître à Votre Excellence que nous avons rendu compte aux gouvernements ottoman et allemand de votre grande victoire remportée sur la mehalla du partisan des Français et de l'ennemi de l'Islam, le caïd Haïda ou Mouis.

Nous ne doutons pas de la joie et de la satisfaction de ces gouvernements quand cette nouvelle leur apprendra que leurs partisans et leurs alliés du Mogreb El Aqsa sont victorieux de leurs oppresseurs tandis qu'eux-mêmes remportent la victoire sur leur ennemi dans toute l'Europe et sur toutes les mers.

Il n'est pas douteux que ce soit la preuve qu'Allah (Qu'il soit exalté !) accorde son aide à ceux qui combattent dans la voie de Dieu, pour l'honneur de l'Islam et la liberté des musulmans.

LL. MM. l'empereur allemand et le sultan ottoman, qui s'informent avec joie de la façon dont vous travaillez à la réussite de nos affaires et des vôtres, nous ont prescrit de féliciter, en leur nom, Votre Excellence, à l'occasion de Sa victoire.

Nous vous faisons savoir que, malgré les très grandes difficultés qu'Elles ont rencontrées jusqu'à ce jour, Elles sont toujours disposées à faire tout leur possible pour aider Votre Excellence de tout leur pouvoir et de toute leur force jusqu'à ce que vous soyez parvenu au bout de vos désirs, c'est-à-dire jusqu'à la libération de votre cher pays, de l'oppression des Français. (Qu'Allah les anéantisse !)

En ce qui nous concerne, personnellement, nous vous félicitons également de votre victoire et nous vous faisons connaître que nous sommes prêts à faire, pour vous, tout ce qui sera utile afin que vous arriviez au noble but que vous poursuivez.

Nous demandons à Dieu de vous accorder aide contre l'ennemi. Puissiez-vous demeurer dans la joie et la tranquillité.

Fait à Madrid, le 10 *février* 1917 *de J.-C.*

A gauche :
Suit un cachet portant en arabe, *au centre :* Mohammed Rechad ben Abd-el-Mejid Khan. An 1326.
En exergue : « C'est toi l'avertisseur et tout peuple a un guide.
« O peuples, suivez-moi, je vous mènerai sur le droit chemin. »

A droite :
Suit un cachet portant en allemand :
« Deutsches Vaterland.
Mit Gott für Kaiser und Reich. »

L'année 1918 était pour les Allemands l'année décisive où ils étaient assurés de consommer notre déroute. Quelques déceptions qu'ils eussent trouvées au Maroc, ils ne pouvaient pas négliger de se servir d'un atout de cette importance, dont le gain devait contribuer à la victoire et fixer une de ses conditions essentielles. La rébellion générale était préparée. Le général Aubert dans la région de Taza, le général Poeymirau dans la Moulouya, le colonel Doury dans le Tafilalet, réussirent à déjouer les desseins d'un adversaire exalté par les nouvelles venues du front français. Le résultat de leurs opérations fut de consolider, en l'élargissant, le couloir de Taza et d'ouvrir définitivement la route de Meknès au Tafilalet. L'Allemagne était vaincue à la fois sur le front français et au Maroc. Et le général Lyautey, fier de ces succès, pouvait dire à ses troupes au moment de l'armistice :

Alors qu'en France vos compagnons d'armes lui rendaient l'Alsace-Lorraine, vous lui avez, au Maroc, non seulement gardé la situation acquise en 1914, mais vous y avez largement étendu la zone pacifiée.

Soumis à des privations matérielles et morales constantes sous un climat sévère, vous avez mené cette lutte opiniâtre et ingrate loin de la Patrie, privés du réconfort qu'apportaient à ceux qui combattent sur son sol les encouragements quotidiens.

En ces derniers mois, il a fallu vous demander un effort redoutable sur tous les fronts du Maroc contre un ennemi qui jouait ses dernières cartes.

Vous avez fait preuve d'une endurance, d'une vaillance, d'une abnégation et d'un esprit de discipline dont je suis le témoin et le garant.

Au nom de la France, que je représente à votre tête, je vous remercie.

L'effort demandé à ses troupes par le général Lyautey ne s'acheva pas avec l'armistice. Il a continué pendant huit mois, et il dure encore. A la veille de l'armistice, les Allemands, qui se sentaient perdus sur le front de France, n'avaient pas renoncé à jouer leur partie au Maroc. Réfugiés dans la zone espagnole, où trop souvent l'hospitalité ressemblait à de la complicité, leurs agents, toujours munis de ressources abondantes, excitèrent le zèle de Raïssouli et d'Abd-el-Malek. Les Zaïan, les Tadla, les Ghiata, les Qzenaïa, toutes les tribus guerrières et rebelles furent conviées à la guerre sainte, tandis qu'El Hiba restait en relations radiotélégraphiques avec Fock, l'ancien vice-consul de l'Allemagne à Rabat, qui s'était réfugié à Las Palmas sous le nom de Guillerme Schneider !

L'armistice ne produisit pas immédiatement ses effets au Maroc. En zone soumise il fut interprété comme un gage de pacification et de sécurité. Mais la propagande, inspirée par le consul de Larache, le fit passer dans les cercles insoumis de la zone du Nord comme un répit demandé par l'Allemagne pour préparer une lutte nouvelle et achever la victoire. Il fallut du temps avant que la vérité connue et loyalement interprétée produisît une détente. Dans le Haut Guir et au Tafilalet, nous eûmes à subir, en décembre, de violentes attaques dont la répression, confiée aux colonels Huré et Théveney, fut poursuivie pendant deux mois d'opérations brillantes et décisives. Mais, au nord de Fez, dans la vallée de l'Ouergha, où la pacification paraissait se consolider depuis quelque temps, une brusque conflagration se produisit au début de mars. La Kasba d'Aïn Mediouna, entourée de groupes dissidents et bloquée, connut avant d'être délivrée des journées tragiques, au cours desquelles le lieutenant Salomon montra un sang-froid admirable et un véritable sens de commandement.

J'ai visité avec le général Lyautey le 4 mai cette vallée de l'Ouergha où nos troupes avaient, un mois avant, écrit une des belles pages de notre histoire militaire au Maroc. Cette journée m'a laissé le souvenir inoubliable d'une chevauchée pittoresque dans les fleurs et les hautes herbes, où les spahis, les goumiers et les mokhaznis déroulaient leur brillant cortège,

tandis qu'un avion ronronnait au-dessus de nos têtes et que de tous les côtés les indigènes, peut-être hostiles hier, accouraient aujourd'hui, attirés par la curiosité de voir le grand chef légendaire. Un cirque de montagnes, dont les mamelons se succèdent et se prolongent en lignes parallèles, barre l'horizon. A nos pieds l'Ouergha déploie nonchalamment ses spirales. A gauche, l'animation d'une ville de tentes; on y achève la construction d'un blockhaus qui assurera la tranquillité de ces lieux tourmentés où, il y a trois jours, la révolte gronda encore et qu'un 75 (comment, et par ces pentes, est-il venu là?) a rapidement apaisée. A droite, sur une verte colline, les burnous blancs et les selles rouges, déposés à terre, tandis que les chevaux paissent ou s'ébrouent, composent le plus charmant tableau. Le général Lyautey, d'un pas rapide, va, vient, interroge et inspecte. Il connaît tout son monde et rien ne lui échappe. Dans le bivouac d'Aïn-Aicha la tente abrite un déjeuner sommaire que nous prenons assis sur des caisses, autour de tables improvisées avec deux planches. Le général m'a fait l'honneur de sa table, où prennent place les colonels Theveney et Huré, deux chefs énergiques qui ont fait leurs preuves, et, par une attention délicate, le lieutenant Salomon, le héros de la Kasba d'Aïn-Mediouna. On cause librement, familièrement, en camarades. La guerre — et, ici, où le canon tonnait hier, c'est encore la guerre — rapproche les distances et les grades. Après le déjeuner, les officiers se réunissent sous la présidence du général Lyautey qui, pendant une heure, examine sous tous ses aspects la situation générale et expose à ses collaborateurs son programme et son plan d'action. Admirable leçon, méthodique et claire, au cours de laquelle m'apparaissent les difficultés spéciales à la guerre marocaine, sa complexité, ses surprises, ses dangers. Le général subordonne les décisions et les actions particulières à une conception d'ensemble dont il entend rester le maître. Il ne veut pas se laisser devancer, déborder ou engager par des initiatives isolées et imprudentes : il tient à garder les mains et les cartes libres dans la partie qu'il expose et qu'il s'apprête à jouer jusqu'à l'hiver. Il parle bien, avec des trouvailles d'expression, des formules pittoresques, des images saisissantes où se révèlent un artiste lettré et un voyageur. Quand il se répète,

c'est volontairement, pour enfoncer une idée ou pour réfuter une objection. Seule, autour de nous, la télégraphie sans fil coupe le silence avec son bruit ininterrompu qui ressemble à la marche d'un moteur. Le général ponctue son exposé de fréquents *voilà*. Chacun de nous a une expression qu'il répète, une préposition familière, un adverbe coutumier, une sorte de tic de la phrase, inévitable et inconscient. Le général Lyautey consomme une quantité énorme de *voilà*, dont il nuance les accents au gré de sa pensée, prodigieusement alerte, mobile et vivante. Ses *voilà* ont tous les tons et ils prennent tous les sens. Ils sont impérieux, caressants, persuasifs, irrités, tendres, ironiques, Celui-ci commande, celui-là doute, tel autre interroge. Quand le général a terminé, son *voilà* ouvre la discussion sur des idées précises et sur un plan clairement établi, mais, *voilà*, personne n'a rien à dire, tout a été dit, et vu, et prévu, de telle façon qu'il n'y a plus qu'à passer à l'exécution. Le chef a parlé en chef et j'ai pris, sous cette tente, une belle leçon d'autorité et de discipline.

Quand je sors, je remarque trois fanions plantés en terre, à l'entrée. De couleurs différentes, ils représentent plusieurs unités, mais ils ont tous, accrochés à la hampe, des croix et des palmes qui disent l'héroïque participation de ces corps d'élite aux campagnes de France. Autour de nous des officiers et des soldats, la plupart blessés plusieurs fois, sont des revenants de la grande guerre. Ils savent déjà que le Maroc a sa bataille, et qu'elle est dure ; ils savent, et ils disent, que dans ces montagnes aux âpres défilés, où les surprises sont meurtrières, c'est la France qui continue sa partie. Eux qui reviennent de *là-bas*, ils honorent de leur sympathie fraternelle les camarades dont l'impatience patriotique a si souvent voulu les rejoindre et que leur devoir et leur destin ont retenus *ici*. Avant eux, qui sont des témoins, le ministre de la guerre avait, dès le mois d'octobre 1914, parlé en chef et en juge. Il télégraphiait au général Lyautey :

J'accepte le principe des propositions que vous me faites. Je n'ignore pas combien plus lourde est rendue la tâche de ceux qui sont autour de vous et je tiens encore à rendre hommage à leur esprit de sacrifice en même temps qu'à votre clairvoyant patriotisme. Mais il faut que tous ceux qui doivent rester là-bas, troupes

de l'armée active, des réserves et de l'armée territoriale, sachent — et je vous prie de leur dire en mon nom — que s'il existe de par la force des choses des théâtres d'opérations qui sont secondaires, il ne viendra jamais à l'esprit de personne d'établir de semblables distinctions quant à l'esprit du devoir dans les heures graves que nous traversons. Le devoir de tout Français est de se rallier sous les ordres des chefs autour du drapeau, quel que soit l'endroit où il flotte, et quand la victoire définitive couronnera nos efforts, la reconnaissance du pays ira à tous ses enfants sans distinction, quelle que soit la frontière qu'ils auront défendue.

La victoire est venue. Le pays tout entier prend à son compte les promesses de M. Millerand, et sa reconnaisance va avec fierté aux officiers et aux soldats qui, sous le haut commandement du général Lyautey, ont gagné la bataille du Maroc, — une bataille française, que l'Allemagne, déçue dans tous ses plans, a irrémédiablement perdue.

(La fin prochainement.)

LOUIS BARTHOU

ROME, NAPLES ET FLORENCE

INÉDITS DE STENDHAL

Des cinq fragments inédits publiés ci-après, et que nous avons utilisés pour notre nouvelle édition de Rome, Naples et Florence [1], *les quatre premiers sont tirés d'un des volumes de manuscrits de Stendhal qui appartenaient au pasteur Maystre de Genève; acquis en 1900 par M. Chéramy, ce volume a été adjugé en 1913 à M. Édouard Champion.*

Ils sont entièrement et très lisiblement écrits, au recto de feuillets grand format, de la main de Stendhal, avec de nombreuses ratures et corrections. L'anecdote de Gina est sur quatre feuillets, les marionnettes de Naples sur sept, les marionnettes de Rome sur douze, la préface sur sept.

Ces quatre fragments datent de 1824, époque à laquelle d'actifs pourparlers étaient engagés avec des libraires parisiens pour une deuxième édition de Rome, Naples et Florence [2]. *Stendhal en parle à Mareste dans une lettre du 8 août 1824. Les trois premiers ont été introduits dans l'édition de 1826, mais avec des changements notables; on les trouvera aux dates des 1er octobre 1816, 20 juillet et 10 octobre 1817. Le quatrième est très probablement la préface au sujet de laquelle Stendhal demanda*

1. Qui va paraître incessamment à la librairie Champion (*Collection complète des œuvres de Stendhal*).

2. Qui ne parut qu'en 1826 ; la première, comme on sait, est de 1817.

l'avis de Victor Jacquemont en août 1824 par l'intermédiaire de Mareste, et que Jacquemont trouva détestable *en septembre (voir lettre à Jacquemont du 24 décembre 1825 signée* Tempête). *L'édition de 1826 parut sans la préface. Romain Colomb comptait la donner dans son édition de 1854 (elle est annoncée dans le prospectus de Michel Lévy frères), puis il projeta, d'après une note de sa main consignée sur le manuscrit, de l'insérer dans le volume de* Mélanges *promis par le même prospectus ; mais ce volume ne parut pas à cette époque. Les* Mélanges d'art et de littérature, *publiés en 1867, ne la contiennent pas non plus.*

Le cinquième fragment est extrait du journal le Globe, *numéros des 2 et 8 octobre 1824; l'article, non signé, est intitulé : « Italie. Les Fantoccini à Rome. (Lettre.) » Le manuscrit a disparu ; confié au* Globe *pour l'impression, il n'a sans doute pas été rendu à l'auteur. La partie de l'article que nous reproduisons (les Marionnettes tragiques) a été également écartée par Stendhal de l'édition de 1826, et personne n'en avait plus parlé depuis.*

I

ANECDOTE DE GINA

Un homme fort riche, Zilietti [1], banquier de Milan, arrive un jour à Brescia : il vole à l'Opéra, il y voit une jeune femme d'une figure frappante. Il lui parle ; elle s'appelait Gina ; son mari était le coiffeur à la mode de Brescia. Ici la musique et l'amour font toute la conversation d'une duchesse comme de la femme de son coiffeur ; et, quand celle-ci a de l'esprit, la différence n'est pas fort grande. Il y a des fortunes différentes, mais il n'y a pas de *mœurs différentes*. Tous les Italiens parlent des mêmes choses, chacun suivant son esprit. C'est un des traits frappants de l'état moral de l'Italie : la conversation du plus grand seigneur et celle de son valet de chambre sont la même. C'est qu'une cour dédaigneuse ne s'est pas amusée pendant deux siècles à créer des mots ou des manières ignobles.

1. Note de Colomb sur le manuscrit : *Soreri, véritable nom.*

Zilietti, qui ne devait que passer à Brescia, s'y arrête trois jours ; le quatrième, il enlève la femme du coiffeur [1].

Il vit ici avec elle depuis seize ans ; elle est encore fort belle ; elle en a trente-cinq, et je lui ai été présenté ce soir dans sa loge, où pour la première fois de ma vie j'ai joué au *tarocco*.

Il y a six mois, son amant était malade, car, depuis deux ans, elle a un amant, Radaelli [2], ce charmant poète qui ressemble si peu à nos poètes de l'Académie et qui est maître de langue pour vivre. Zilietti, toujours amoureux à la folie, — après seize ans, notez bien, — est jaloux comme un tigre, et nullement par vanité ; il ne va plus dans le monde depuis seize ans qu'il aime Gina. Celle-ci, hors d'elle-même de savoir son amant en danger, se procure des habits d'homme, et, ne voulant pas se compromettre avec ses gens, invente de descendre de son balcon dans la rue, c'est un premier étage fort élevé *à l'italienne*. Elle descend par une échelle de corde, et, à deux heures du matin, elle va chez son amant habillée en homme. Celui-ci est ravi : il n'était triste de mourir que parce qu'il ne pouvait espérer de la voir encore une fois avant ce dernier moment [3]...

Certainement, rien au monde ne semblerait plus ridicule aux belles dames de Paris et de Londres, et moi qui admire une telle équipée, je m'attends bien à partager le ridicule.

Tout cela m'a été conté par un ami intime de Gina qui ce soir m'a présenté à elle. Je ne prétends pas approuver de telles mœurs, mais je suis attendri, exalté ; demain, il me sera impossible de ne pas approcher Gina avec respect ; mon cœur battra comme si je n'avais que vingt ans. Or voilà ce qui ne m'arrive plus à Paris ou à Londres.

1. Cette *femme de coiffeur* est devenue dans la rédaction définitive de 1826 la *femme d'un noble fort riche*. C'est là un exemple de ce que Mareste appelait d'un mot si juste : *la ducomanie*, qui était un des travers de Stendhal et qui paraissait, même aux contemporains, un tantinet ridicule.

2. *Malaspina*, dans la rédaction définitive de 1826.

3. Nous ne reproduisons dans ce fragment, ainsi que dans les deux suivants, que les passages qui diffèrent de la rédaction définitive de 1826.

II

LES MARIONNETTES DE ROME

Rome, le ....[1].

Il pleut à verse ; impossible de faire notre course au cirque de Caracalla, que M. Nystrom, cet homme d'esprit, Suédois, voulait bien nous démontrer. Je vais, mon cher ami, vous parler des *Marionnettes* : c'est une des choses les plus singulières que j'ai vues dans ce pays.

Il y a quinze jours, à cinq heures et demie, je sortais du café Ruspoli. Ce café, situé sur le *Corso*, le Bondstreet, la rue à la mode de Rome, se compose de huit salles magnifiques ornées de peintures à fresque sur les voûtes et de marbres antiques le long des murs. Dans la plupart de ces salles, les peintures se détachent sur un fond d'or. Elles ont de grandes portes-fenêtres qui ouvrent de plain-pied sur un jardin rempli d'orangers dont les oranges sont jaunes et prêtes à cueillir. Tout cela est magnifique, direz-vous. Hélas ! Tout cela est garni depuis dix ans de je ne sais combien de milliers de toiles d'araignée, qui portent le témoignage de la paresse des Romains, et de leur horreur pour le travail. Les gens du Nord, faibles, blonds, étiolés, ont horreur de ces toiles d'araignée ; elles leur cachent tout à fait la magnificence de ce palais, que dix laquais avec des balais rendraient fort propre en une demi-journée.

Je sortais donc avant-hier soir[2] de ces salles magnifiques et pourtant si choquantes pour nous qui sommes habitués à la propreté de Londres. Vis-à-vis le café, se trouve le palais *Fiano* : un homme à la porte d'une espèce de cave disait : *Entrate, o signori !...* (Entrez, entrez, Messieurs, voir la farce, ça va commencer.) J'entre en effet dans ce singulier spectacle pour la somme de vingt-huit centimes...

1. En marge sur le manuscrit, à l'encre : *Corrigé le* 7 *août* 1824. Titre raturé : *Lettres de Rome,* nº 1. *Les Marionnettes.*

2. Stendhal a oublié de corriger sur son manuscrit : *avant-hier soir*, et de le remplacer par : *il y a quinze jours*, comme il l'avait fait plus haut, au commencement du deuxième paragraphe.

Le peuple de Rome est peut-être celui de toute l'Europe qui aime le mieux la satire fine et mordante. Son esprit extrêmement fin saisit avec avidité et bonheur les allusions les plus éloignées. Ce qui le rend si fort au-dessus du peuple de Londres par exemple, c'est le désespoir. Accoutumés depuis longtemps à regarder leurs maux comme inévitables et interminables, les bourgeois de Rome ne se mettent point en colère contre le pape ou contre son ministre, ils ne désirent pas leur mort : ces ministres seraient remplacés par d'autres également méchants. Ce qu'il veut avant tout, c'est se moquer d'eux, rire à leurs dépens : de là les dialogues si célèbres en Europe de *Pasquin* et *Marforio*. L'on ne saurait rire aux dépens des puissants du jour dans les comédies qui passent à la censure la plus méticuleuse avant d'être représentées ; le *rire* s'est donc réfugié aux *Marionnettes*, qui jouent toujours des pièces improvisées. J'avais besoin, mon cher ami, de cette longue préface, faute de laquelle vous n'auriez pas manqué de vous écrier : « Mauvaise tête ! Esprit romanesque ! »

Je vous dirai donc, sans craindre vos plaisanteries, que j'ai passé une soirée délicieuse aux marionnettes du palais *Fiano*...

Vous avez à Londres la manière à la mode, pour un officier des gardes, de se promener dans Bondstreet ; ici, un jeune *monsignor* de grande maison, par exemple *monsignor Spada*, a une certaine manière de marcher et d'entrer dans un salon qui sur-le-champ fait deviner le rang qu'il occupe...

Les spectateurs s'écriaient à tous moments : *Brava la ciabattina!* On savait que cette cavatine était chantée dans la coulisse par la fille d'un savetier qui a une voix superbe et à qui l'*impresario* des marionnettes donne un écu (cinq francs soixante centimes) chaque soir pour chanter un air...

Cassandrino en un mot étale tous les ridicules d'un vieux garçon, nomme par des sobriquets tous les marchands à la mode de Rome, indique par ses gestes les fats célèbres ou l'étranger (et il y en a toujours un) qui par l'excès de ses ridicules parvient à se faire connaître du peuple de Rome. A chaque mot, il approche sa chaise de celle de la jeune fille. Mais une si agréable visite est interrompue par le jeune peintre, frère de la demoiselle, qui paraît avec des favoris énormes et

des cheveux bouclés fort longs : c'est ici le costume obligé des gens de génie ; je crois qu'il a été inventé par le peintre Bossi de Milan, un des charlatans les plus heureux de ces derniers temps [1]...

Celui-ci, resté seul avec sa sœur, lui dit : « Comment avez-vous l'imprudence de recevoir en tête à tête un homme qui ne peut pas vous épouser ! » Ce trait fort clair et qui désigne l'état de Cassandrino a été applaudi à tout rompre, apparemment par des maris vexés de voir des prêtres chez eux...

Voilà l'esquisse imparfaite d'une farce délicieuse qui constamment a fait rire les spectateurs à gorge déployée, ou leur a donné cette sorte de *rire intérieur* et contenu encore plus agréable...

III

LES MARIONNETTES SATIRIQUES DE NAPLES

Naples, le ......

Je vous ai parlé des marionnettes comiques, des marionnettes tragiques [2] ; il me reste une tâche bien plus difficile : c'est de vous décrire une représentation qui m'a fait un plaisir bien autrement vif.

Après un serment fort sérieux d'être à jamais discret, j'ai vu des *marionnettes satiriques*. Il faut savoir que j'ai retrouvé ici une famille de gens d'esprit, mes anciens amis, extrêmement dévots en apparence, mais au fond *carbonari* s'il en fut. Le résultat de la confiance qu'on a dans ma discrétion a été de me faire admettre à une comédie satirique, dans le goût de la *Mandragore* de Machiavel, jouée par des marionnettes. Dès les premières scènes, la pièce m'a rappelé le délicieux proverbe de Collé intitulé : *la Vérité dans le vin*. Mais ici il y a un feu, une vie dramatique, une énergie baroque dans les situations et dans le style, qui laisse bien loin les

1. Stendhal avait d'abord écrit : *C'est ici le costume obligé des gens de génie, qui cherchent à imiter lord Byron, dont la personne est fort populaire en Italie, depuis surtout qu'il est allé aider les Grecs de sa bourse et de sa personne.*

2. Pour les marionnettes tragiques, voir plus loin le fragment n° 5.

proverbes spirituels et fins, mais froids et décolorés, de Collé et Carmontelle.

La farce d'hier soir est intitulée : *Si fara si o no un Segretario di Stato?* (Aurons-nous un premier ministre?)

Le principal rôle est rempli par un non moindre personnage que Pie VII, le pape actuellement régnant, qui abhorre son *pro segretario di Stato* (son premier ministre *par interim*), le cardinal *della Rovere*[1], vieillard de quatre-vingt-deux ans, autrefois libertin fort adroit et grand séducteur de femmes, mais qui a presque tout à fait perdu la mémoire : ce qui ne laisse pas de produire un singulier effet dans la place de premier ministre...

J'ai remarqué avec plaisir que le manque de respect envers S. S. Pie VII se bornait à le faire paraître sur la scène. Le rôle qu'on lui prête n'est pas ridicule, j'oserais même dire que ce rôle est plus beau que nature. Ce prince, affaibli par l'âge, n'a plus de volonté : on retrouve au contraire quelques restes d'énergie dans la comédie dont le cadre (*l'ossatura*) a été fait par un abbé fort malin qui me semble l'amant d'une des maîtresses de la maison. Un abbé n'oublie jamais en Italie qu'il peut avoir un moment de fortune et devenir cardinal.

Ai-je besoin de vous rappeler que le cadre de la petite comédie est toujours convenu d'avance entre les acteurs, ou, pour mieux dire, entre les personnes qui doivent parler pour les marionnettes. Ce cadre est fixé dans la coulisse sur un pupitre éclairé par deux bougies. Il y a autant d'acteurs dans la coulisse parlant pour les marionnettes, qu'il y a de personnages dans la pièce.

L'actrice qui parle pour l'amoureuse de la comédie est toujours une jeune personne. Je me souviens qu'un jour à Rome, au théâtre du palais *Fiano*, je ne trouvai de place qu'au parterre, tout à fait près de la rampe. Malgré moi je voyais la jeune fille qui parlait pour l'amoureuse, et ce malheur détruisit sur-le-champ ce *faible degré d'illusion* nécessaire pour que le plaisir dramatique soit produit. Je sortis bien vite ; mais, avant que de quitter le théâtre, je remarquai les

1. On remarquera que, dans la rédaction définitive de 1826, Stendhal a supprimé les vrais noms propres, et y a substitué des noms de fantaisie.

gestes de la jeune fille parlant dans la coulisse : ils étaient aussi animés et bien plus naturels que si elle-même se fût trouvée en scène ; et je me souviens qu'elle déplorait la mort de son amant, et avec tant de naturel et de vérité, que trois ou quatre fois le public l'interrompit pour l'applaudir.

En général le dialogue improvisé des marionnettes est plein de naturel et riche d'inflexions, les acteurs parlent bien mieux que s'ils étaient eux-mêmes en scène : ils n'ont à s'occuper ni de leurs gestes ni de l'expression de leurs physionomies...

Ce genre de comédie, quand il ne tombe pas dans le plat défaut d'être méchant et trop satirique, mais quand il reste gai, naturel, comique, de bon ton, est suivant moi l'un des plaisirs les plus vifs que l'on puisse goûter dans les pays despotiques. Je voudrais qu'on introduisît ce genre de plaisir à Paris. Il serait plaisant, au sortir de l'audience d'un ministre, de retrouver Sa Grandeur avec sa toge sur un théâtre de marionnettes.

A propos de despotisme, j'ai oublié de dire à Rome que le premier acteur du théâtre de marionnettes du palais *Fiano* va régulièrement en prison trois ou quatre fois par an. Il paye les deux ou trois espions que la police entretient pour faire un rapport sur l'indécence de l'improvisation de chaque soir. Mais, au lieu de les payer après, il leur compte leur argent avant la représentation, et d'ordinaire les pauvres gens, à demi ivres, sont hors d'état de faire un rapport bien sévère. Ce qui caractérise bien un pays despotique, c'est qu'à Rome le directeur des marionnettes et son associé, le mécanicien qui les fabrique, soldent chaque soir toutes les dépenses du théâtre, comme s'il ne devait jamais rouvrir et se trouver fermer le lendemain. Ils se retirent chaque soir, m'a-t-on assuré, avec un bénéfice net de cinq écus (vingt-huit francs [1]).

1. En face de ce dernier paragraphe, sur le verso blanc du feuillet précédent du manuscrit, une multiplication de la main de Stendhal : 5,60 (valeur de l'écu) × 5 = 28 francs.

IV

PRÉFACE

Un libraire de Londres m'a fait l'honneur de donner une seconde édition de cette brochure. Car en vérité ce n'est pas un livre. L'auteur n'a pas même relu la plupart des notes sur lesquelles fut imprimée la première édition. En ce temps-là j'avais en horreur l'affectation, et j'étais bien résolu de ne pas mendier un succès littéraire à Paris auprès des journalistes. Je comptais ne jamais habiter cette capitale du monde qu'un mois tous les deux ans, pour voir les nouveautés dans les mœurs et au théâtre. Je pensais qu'on ne court la chance d'avoir quelque mérite qu'en étant soi-même, et que, pour réussir à Paris, il faut avant tout *être comme les autres*. J'avais en un mot toute la fierté d'un homme qui vient d'être heureux pendant six mois.

Dans cette troisième édition, je présente au public mon livre de notes à peu près complet ; en 1817, la prudence m'avait obligé à ne pas imprimer beaucoup de choses fort innocentes, et fort peu remarquables assurément, mais qui pouvaient nuire en Italie à des personnes qui m'étaient chères. Ces motifs n'existent plus. La société où l'on s'amuse, la société à la mode, change si fort en sept ans [1] !

Quel intérêt peut présenter aujourd'hui un portrait de l'Italie telle qu'elle était en 1817? — C'est la réponse que j'ai faite aux personnes qui avaient la bonté de m'engager à faire une nouvelle édition. « Tous les voyageurs ne peignent

1. Les ratures n'empêchent pas de lire la phrase primitive ainsi conçue : « *Hélas ! ces motifs n'existent plus. Le monde change si fort en sept ans. La plupart de mes amis sont morts en prison ou exilés, ou ne m'aiment plus.* » Stendhal avait en outre *piqué* la note suivante qui est restée inachevée : « *Le lecteur rencontrera peut-être ici avec quelque plaisir une phrase de Lord Byron. Ce grand poète m'écrivait le...* 1822... » Allusion sans doute à la lettre de Byron à Stendhal du 29 mai 1823, publiée par *le Globe* du 2 novembre 1824, reproduite par Romain Colomb, dans sa *Notice sur Beyle*, et où se trouve un passage concernant les amis disparus : « Tant de changements ont eu lieu depuis cette époque dans le cercle de Milan, que j'ose à peine en rappeler le souvenir... La mort, l'exil et les prisons autrichiennes ont séparé ceux que nous aimions... Le pauvre Pellico ! J'espère que, dans sa solitude cruelle, sa Muse le console quelquefois... pour nous charmer encore un jour, quand son poète sera rendu avec elle à la liberté. »

que les *choses* de l'Italie, les monuments, les sites, les aspects sublimes qu'y présente la nature. Vous, m'a-t-on dit, vous esquissez tant bien que mal les mœurs des habitants, la *société italienne*, cet ensemble d'habitudes singulières d'amour, de volupté, de solitude, de franchise, etc., qui laisse encore quelquefois échapper des grands hommes, un Canova, un Rossini. Tandis qu'en Angleterre et en France, l'affectation indispensable pour le *succès* et la *considération* change tous les artistes en *poupées*. La plupart des voyageurs français qui vont à Rome pour jouir de la belle Italie et se donner une année de délices, en reviennent mourant d'ennui, sans avoir adressé la parole à trois femmes de la société, et le plus beau moment de leur voyage est celui de leur rentrée au café Tortoni. »

Je n'ai pas changé vingt lignes à ces notes telles qu'elles furent écrites en 1817. J'étais heureux alors, et je ne respecte rien au monde comme *le bonheur*. Je ne ferai point d'excuses au public de lui présenter un mauvais livre. Après les deux pages que je viens d'écrire, le lecteur le plus étranger à ma manière de sentir doit savoir à quoi s'en tenir. Si ce livre ennuie, on ne le lira pas ; on voit bien que c'est comme s'il n'existait pas. Il y aurait *tromperie*, si j'avais des amis parmi les gens de lettres qui disposent des journaux. Mais jamais l'on ne m'a fait le plus petit article. Le libraire qui vend un volume intitulé *l'Amour* m'écrit la lettre suivante, que je reçois comme je corrige l'épreuve de cette page :

Paris, 3 avril 1821.

« Monsieur,

» Je désirerais bien être arrivé au moment où je devrais vous faire compte des bénéfices que j'espérais avoir sur votre ouvrage de *l'Amour*, mais je commence à croire que cette époque n'arrivera pas ; je n'ai pas vendu quarante exemplaires de ce livre, et je puis dire comme des *Poésies sacrées* de Pompignan : Sacrées elles sont, car personne n'y touche...

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» F. MONGIE l'aîné,

» libraire. »

Mes ouvrages dussent-ils rester sacrés, comme le dit élégamment M. Mongie, cette circonstance funeste me semble moins humiliante que la nécessité d'aller dans le bureau du *Constitutionnel* solliciter un article. Je sais bien qu'en suivant ma méthode, l'on n'arrive guère à ce qu'on appelle ici de la gloire. Mais, si je voulais solliciter, j'irais à Rome demander une place de *monsignore* : c'est en vérité la seule que je désire. Malgré tout ce que le vulgaire dit et imprime sur l'Italie, un homme qui joue la comédie est aussi rare dans la société à Rome ou à Milan qu'un homme naturel et simple à Paris. Mais, dit-on, à Rome, on ne dit pas de mal de la religion : c'est comme ici un homme bien né ne prononce pas des mots grossiers dans un salon.

Vous croyez que l'Italien est un hypocrite consommé, toujours dissimulant, et c'est l'être le plus *naturel* de l'Europe et qui songe le moins à son voisin. Vous le croyez un conspirateur profond, l'être prudent par excellence, un Machiavel incarné : voyez la niaiserie enfantine des conspirateurs du Piémont et de Naples [1].

Montmorency, le 30 juillet 1824.

V

LES MARIONNETTES TRAGIQUES

Mon cher V***, vous insistez pour que je vous dise quelque chose de la *Ville éternelle*, que j'ai habitée pendant quelques mois; mais quelle partie de son bizarre aspect, moitié antique, moitié moderne, pourrais-je choisir pour texte, qui n'ait été rebattue par les innombrables voyageurs de tout pays, de tout sexe, de toute condition, qui s'y sont succédé depuis dix ans? Rêvant au choix d'un sujet, comme je descendais le *Corso*, je fus tiré de mes idées par les vociférations d'un homme qui, à l'entrée d'une espèce de cave sous le palais *Fiano*, criait à tue-tête : « *Entrate, o signori*, etc. Entrez, Messieurs, entrez, on va commencer ! » J'entrai, et je trouvai

1. Suit une phrase barrée à l'encre : *Ils se sont laissé détruire (?) pour n'avoir pas osé dans le principe souiller leur cause en répandant le sang innocent.*

ce que je cherchais pour vous, un sujet encore vierge. En payant trente-huit centimes, je pus assister à un spectacle de marionnettes [1]...

Ce ne fut que trois jours après, que je pus trouver une soirée libre pour revoir mes chers *fantoccini* du palais *Fiano* ; mais alors la nature du spectacle avait changé du doux au grave, du plaisant au sévère. On nous donna tout simplement en prose une tragédie intitulée *Temisto,* et je crains presque de vous faire rire, en vous avançant que ce soir je pleurai presque autant que j'avais ri la première fois. Voici la tragédie de *Temisto,* qui produisit tant d'émotion, bien que représentée par des acteurs de douze pouces. L'action se passe en Grèce pendant la célébration des fêtes de Bacchus. Le roi Cresphonte fut d'abord marié à Temisto, dont il eut un fils, nommé Phlistène. Erista, femme aussi méchante que belle, ayant conçu une passion violente pour le roi, lui persuada que Temisto lui était infidèle ; bientôt après, la reine outragée disparut, et fut, par les intrigues d'Erista, vendue comme esclave à quelques Égyptiens, qui l'emmenèrent avec eux dans leur pays. Le roi alors épousa Erista. Dix ans après, Temisto revint d'Égypte sous un autre nom, et comme elle était profondément versée dans les mystères mythologiques de cette contrée, elle fut élevée à la dignité de grande-prêtresse de Bacchus, et devint confidente de la méchante reine Erista. Cette exposition, qui pourra vous paraître longue à la lecture, fut improvisée d'une manière claire et rapide aux *fantoccini* : le style avait du naturel et du mouvement. A la vérité, l'histoire était légèrement altérée, et on voyait bien que c'était un Italien du XIXe siècle, et non un Grec des temps héroïques, qui parlait ; mais ce défaut était compensé par l'extrême vivacité du dialogue, qui devint quelquefois si pressé, que les interlocuteurs s'interrompaient l'un l'autre, sur quoi une salve d'applaudissements éclatait dans l'assemblée. A l'ouverture de la tragédie, la reine Erista veut assassiner Phlistène, et, dans ce dessein, elle s'adresse à la grande-prêtresse de Bacchus, qu'elle charge de l'exécution du meurtre, comme pouvant aisément

1. Suit, dans *le Globe*, l'analyse de *Cassandrino, élève en peinture* et du *Puits enchanté*, texte à peu près semblable à celui qui figure dans l'édition de 1826 de *Rome, Naples et Florence*.

l'accomplir au milieu de la licence des Bacchanales. Temisto, quoique saisie d'horreur à la proposition de détruire son propre fils, feint d'y consentir, de peur que la reine ne confie cette exécution à d'autres mains. Il serait trop long de suivre en détail le développement de cette tragédie. Le fond du sujet et la manière dont l'action se noue m'ont rappelé la *Mérope* de Voltaire. J'ajouterai seulement que, dans la dernière scène, l'émotion des spectateurs fut portée à son comble, et que j'ai vu rarement, pour ne pas dire jamais, couler des larmes aussi vraies et aussi abondantes à une représentation tragique donnée par des acteurs de chair et d'os.

Après vous avoir parlé des *fantoccini* tragiques et comiques, je terminerai cette lettre, beaucoup trop longue, par quelques mots sur les *fantoccini* satiriques. Ayant rencontré ici une charmante famille que j'avais intimement connue à Naples, sous le règne de Murat, je fus invité à une représentation particulière d'une comédie satirique dans le genre de la *Mandragora* de Machiavel. Dans cette pièce, les mœurs actuelles de quelques grands de Rome sont retracées avec une fidélité étonnante. Dès la première scène, on se rappelle les proverbes français de Carmontelle, et l'admirable vérité avec laquelle cet écrivain, trop peu apprécié, a peint les mœurs des Français sous Louis XVI. La pièce que je vis dans cette circonstance avait pour titre : *Fera-t-on ou non un Secrétaire d'État*[1] *?...*

J'oubliais de vous dire que le principal acteur, ou, pour parler plus justement, le principal orateur du palais *Fiano*, va régulièrement trois ou quatre fois par an en prison pour quelque atteinte aux bienséances morales ou politiques qui lui échappe dans la chaleur de l'improvisation. Il y serait encore plus souvent envoyé, sans le directeur, qui a soin de payer les deux ou trois espions chargés par la police de surveiller les représentations des *fantoccini*, et de rapporter les indiscrétions impromptues dont ils peuvent se rendre coupables. Ce directeur, homme sage dans son espèce, au lieu de graisser la patte à ces argus après la représentation, le fait d'avance,

1. Suit, dans *le Globe*, l'analyse de la pièce, à peu près semblable à la rédaction définitive de 1826.

en sorte qu'ils sont généralement à moitié ivres au lever de la toile. Une autre circonstance non moins curieuse, c'est que le directeur de ce théâtre et son associé, qui est un charpentier, font chaque nuit leurs comptes, et satisfont à toutes les demandes, comme si l'entreprise était finie. Je me suis laissé dire que leur profit net, une soirée dans l'autre, était d'environ quarante francs à chaque représentation. Girolemo, directeur du théâtre des *fantoccini* à Milan, est mort il y a peu de temps, après avoir amassé une fortune de trois cent mille francs ; il est vrai qu'il la dut en grande partie à l'excellence de ses ballets. Il eût fallu voir, pour y croire, le degré de grâce et de moelleux qu'il savait donner aux ronds de jambes et aux entrechats de ses petits figurants de bois. Il n'était pas rare d'entendre dire à Milan que la première marionnette de Girolemo valait mieux que le premier danseur de la *Scala*. Le principal personnage comique des pièces de Girolemo n'était pas, comme à Rome, Cassandrino. Dans un pays où le gouvernement n'est pas exclusivement entre les mains des célibataires, un pareil caractère eût manqué de sel. Granduja, personnage comique inventé par Girolemo, est un valet piémontais qui, étonné des mœurs et des usages du bon peuple de Milan, fait là-dessus les plus drôles observations dans le patois de son pays. Il y a quelque gaieté dans l'idée d'un tel personnage qui, surpris de tout ce qu'il voit, en demande la raison, ou se l'explique à lui-même par les suppositions les plus burlesques et les plus caustiques. Les Italiens aiment beaucoup dans leurs comédies impromptues ces caractères invariables, dont les habitudes sont de tradition et connues d'avance. Ils épargnent l'ennui d'une exposition ou d'une explication : de là la vogue d'Arlequin, de Pantalon, de Brighella, et il paraîtrait d'après quelques découvertes faites dernièrement à Naples, que des personnages semblables étaient employés dans les pièces atellanes qu'on jouait avant et sous les Romains, à Capoue et dans les villes voisines. Les *fantoccini* sont une ressource unique pour la comédie satirique. J'ai entendu parler d'une comédie de ce genre, jouée dernièrement à Naples, et qui était d'une nature si dangereuse, que les acteurs et le public ne faisaient en tout que six personnes, dont trois spectateurs. A la seconde représentation, les spec-

tateurs changèrent de rôles avec les acteurs, afin que ceux-ci pussent s'amuser à leur tour, etc. [1].

Les fragments I, II et III constituent, en somme, le premier jet *de morceaux imprimés plus tard ; c'est à ce titre que nous les avons reproduits. Ils fourniront aux lettrés un exemple curieux de la méthode de travail et de rédaction de Stendhal.*

Quant à la préface, dont on doit s'étonner qu'elle n'ait pas été publiée plus tôt, elle est intéressante à plus d'un titre; on remarquera surtout que Stendhal y cite in extenso *la lettre du libraire Mongie, qui contient le fameux mot sur le livre de* l'Amour, *mot que tout le monde répétait depuis bientôt cent ans, et dont on ignorait l'origine. On sent que notre auteur a été sensible à la nuance insolente de cette lettre, et il réussit, en quelques mots, à faire partager à ses lecteurs sa juste rancœur. Les nombreuses éditions et traductions de* l'Amour *ont aujourd'hui vengé Stendhal de la raillerie* commerciale *de Mongie.*

DANIEL MULLER

1. L'article du *Globe* se termine par cet *etc.*, peu élégant ; sans doute le rédacteur en chef a coupé la fin de l'article.

HOCHE ET LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE

Pendant la Révolution française, il y eut des projets de République rhénane. Un de ces projets reçut un commencement de réalisation à l'époque du Directoire exécutif et sous les auspices du général Hoche. Au moment où une République rhénane vient de s'établir, il n'est pas sans intérêt de rappeler ces précédents, qui ont déjà été racontés en 1882 par Alfred Rambaud dans son livre : *les Français sur le Rhin*; en 1915 par M. Georges Lote, dans la *Revue des Études napoléoniennes*, et, l'an dernier, avec beaucoup d'ampleur et de précision, par M. Sagnac, sous ce titre : *Le Rhin français sous la Révolution et l'Empire*. Je vais résumer les résultats de leurs recherches, mais en y ajoutant ceux de mes propres recherches au ministère de la Guerre.

I

Lors de la première conquête française, au temps de Custine (1792-1793), la République rhénane qu'on vit alors apparaître disparut aussitôt.

On sait qu'une Convention nationale rhéno-germanique (c'est le nom qu'elle prit), élue par les Rhénans, se réunit le

17 mars 1793, à Mayence, dans la salle des chevaliers de l'Hôtel de l'Ordre Teutonique. Ses chefs étaient d'ardents républicains francophiles : Forster, Hofmann, Wedekind, Dorsch, Metternich. Sur leur initiative, l'Assemblée décréta, le lendemain 18, que, « dès à présent, toute l'étendue du pays entre Landau et Bingen inclusivement, dont les représentants constituent la présente Convention, ne fera plus qu'un État libre, indépendant, indivisible, et soumis à des lois communes à tous et fondées sur les principes de la liberté et de l'égalité ». Comme, d'autre part, la Convention rhéno-germanique ne se contentait pas de rompre le lien avec l'Empereur et l'Empire, mais déclarait déchus tous les ci-devant souverains du pays, petits ou grands, c'était ou il semblait que ce fût la République rhénane.

Mais ni les Rhénans ni les Français ne songeaient sérieusement à établir, alors, un État indépendant.

On le vit bien par l'accueil enthousiaste qui fut fait au général Custine, à son état-major, aux représentants en mission Haussmann, Merlin (de Thionville), Reubell et Simond, quand, à peine le décret rendu, ils entrèrent dans la salle de séances pour féliciter les conventionnels rhéno-germains. Custine assura que la France serait victorieuse. Hofmann remercia les Français qui mettaient leur force de géants au service des faibles Rhénans. On s'embrassa avec des cris de joie, au bruit du canon et au son de la musique militaire qui jouait la *Marseillaise* et le *Ça ira*[1].

Le lendemain, la Convention rhéno-germanique commença à discuter les trois hypothèses : république indépendante? république protégée? incorporation à la France?

Les orateurs semblent avoir été unanimes à demander l'incorporation, au moins provisoire. Ni l'indépendance ni même une alliance n'auraient pu préserver les Rhénans du retour et de la vengeance de leurs anciens tyrans. Forster entraîna l'unanimité par un discours très vif, et fit voter ce décret : « La Convention nationale rhéno-germanique, considérant que ce n'est qu'à la République française et à ses armes victorieuses que l'État naissant du pays situé sur la rive

1. Voir A. Chuquet, *Mayence*, p. 122.

gauche du Rhin entre Landau et Bingen doit son indépendance décrétée le 18 mars 1793; que les liens de l'amitié, de la reconnaissance et des avantages réciproques invitent les deux nations à une réunion fraternelle et indissoluble, décrète à l'unanimité que le peuple rhéno-germanique libre veut l'incorporation à la République française et la lui demande; qu'il sera nommé une députation, prise dans le sein de la Convention nationale rhéno-germanique, à l'effet de manifester ce vœu à la Convention nationale de France. »

De même et récemment, les Savoisiens, par l'organe de leur « Convention nationale des Allobroges », et les Niçois, par l'organe de leur « Convention nationale des colons phocéens », n'avaient proclamé leur indépendance que pour s'incorporer aussitôt à la France.

Les trois commissaires nommés furent Forster, Potocki et ce magnanime Adam Lux qui, plus tard, s'éprit de Chartotte Corday au point de mourir pour elle. Ils emportèrent une adresse signée de quatre-vingt-dix députés, représentant autant de villes et communes. Solennellement accueillis par la Convention nationale de France le 30 mars 1793, Forster déclara en leur nom que les « Allemands libres » demandaient la réunion à la France et étaient « ambitieux de partager la gloire qui attend le nom français ». Le président, qui était Jean de Bry, embrassa les trois Mayençais. Séance tenante, la Convention décréta qu'elle acceptait, « au nom du peuple français, ce vœu librement émis », et, en conséquence, décréta que les villes et communes de Mayence, Worms, Dürkheim, Grünstadt, Fussgönheim, etc., « font partie intégrante de la République ».

Mais ce beau décret resta lettre morte. La République rhénane n'avait fait que paraître et disparaître. Il en fut de même de cette Rhénanie déclarée province française. Battus, nos généraux durent évacuer le pays. Mayence, assiégée, finit par capituler. Toute cette région de la rive gauche du Rhin retomba sous le joug de ses anciens maîtres.

II

Ce ne fut pas pour longtemps.

Dès l'été de 1794, voilà l'ennemi chassé de France, et, après la victoire de Fleurus, voilà la Belgique, voilà le pays rhénan qui retombent en notre possession.

Le Rhin formera-t-il, par une annexion générale, la frontière naturelle et nécessaire de la France, cette frontière jadis proclamée à la tribune par Danton? Aux débuts de cette seconde occupation, ce sont plutôt les idées de modération qui l'emportent, et Carnot est le principal interprète de ceux qui, en fait de frontière, se contenteraient de la Meuse.

Ce n'est plus le système de fraternisation enthousiaste qu'on avait appliqué à la fin de l'année 1792, conformément au décret du 19 novembre de la même année, qui assurait notre aide à tout peuple décidé à secouer le joug de ses maîtres, et au décret du 15 décembre suivant, qui organisait le Révolution dans les pays où nous entrerions. Ces décrets avaient été révoqués par le décret dantonien du 13 avril 1793, où la Convention déclarait qu'elle ne s'immiscerait pas dans les affaires des autres peuples. Le second Comité de salut public revint à la politique militaire de l'ancien régime, et, le 15 septembre 1793, par l'organe de Jeanbon Saint-André, il obtint de la Convention un décret par lequel elle désavouait tout le système de propagande et de fraternisation. Aucun historien, je crois, ne l'a rapporté. Le voici : « La Convention nationale, après avoir entendu le Comité de salut public, décrète que les généraux commandant les armées de terre et de mer de la République, renonçant désormais à toute idée philanthropique adoptée par le peuple français dans la vue de faire sentir aux nations étrangères le prix et les avantages de la liberté, se conduiront envers les ennemis de la France de la même manière que les puissances coalisées se conduisent à son égard, et exerceront à l'égard des pays et des individus subjugués par leurs armes les droits ordinaires de la guerre. »

Le surlendemain, le Comité prit un arrêté en conséquence,

où il était dit que, quand les troupes de la République entreraient en territoire ennemi, les généraux prendraient des otages, lèveraient des contributions, vivraient sur le pays, feraient « prendre et passer sur les derrières de l'armée les vivres, fourrages, bestiaux, chevaux, cordes, fers, chanvres, toiles, cuivre, étoffes, laines et toute espèce de hardes, charbon, bois de chauffage, et tous les objets qui ne seraient pas d'une nécessité indispensable pour le moment et qui pourraient leur être utiles par la suite », saisiraient l'argenterie des églises, les fonds appartenant au fisc, toutes les propriétés publiques transportables, feraient raser les forteresses, combler les puits, détruire les ponts, canaux, écluses, dépaver les chemins.

Quand ce décret fut rendu et quand cet arrêté fut pris, la France était envahie. Mais nous voilà victorieux et envahisseurs. Ces dures mesures seront-elles effectivement appliquées? Oui et non. Oui, en ce sens que nos généraux purent tâcher et tâchèrent de vivre sur le pays, avec plus ou moins d'exactions. Non, en ce sens qu'on ne renonça pas « à toute idée philanthropique », comme le voulait le décret, ni surtout à toute idée de propagande. Ainsi, quand nos armées envahirent l'Espagne, soit à l'Est, soit à l'Ouest, nous fraternisâmes avec les Espagnols.

Que se passa-t-il dans le pays rhénan?

Ce fut l'arbitraire, tantôt un arbitraire doux, tantôt un arbitraire violent, qui nous aliéna pour un temps le cœur des Rhénans.

Je ne ferai même pas une esquisse de l'histoire de cette occupation; car, si bref que je pusse être, il me faudrait beaucoup de place.

Je rappellerai seulement qu'au début, ce fut un régime mixte, militaire et civil. Il y avait les généraux commandant en chef l'armée de Sambre-et-Meuse (Jourdan) et l'armée de Rhin-et-Moselle (Moreau). Il y avait les représentants en mission, dont le plus actif était Merlin (de Thionville). Une administration centrale fut établie à Aix-la-Chapelle. Les membres étaient tous des Français. Le pays fut divisé d'abord en sept districts, administrés par des Rhénans. L'armée manquait de tout. On réquisitionna durement. On se fit presque haïr. Rien ne marchait. Tyrannie et anarchie.

Le Directoire exécutif changea cette organisation. Il supprima l'administration centrale et les administrations de district. Il les remplaça par deux directions générales, qui siégèrent l'une à Aix-la-Chapelle (devenue *Aix-Libre*), pour les pays entre Meuse et Rhin, l'autre à Coblentz, pour les pays entre Rhin et Moselle. Les deux directeurs furent des Français. Ils eurent sous leurs ordres les municipalités, qu'on épura.

Les choses ne marchèrent pas mieux. Nos soldats et les habitants, ceux-là déguenillés et ayant faim, ceux-ci écrasés de réquisitions, ne firent que gémir. « L'armée de Sambre-et-Meuse, dit un contemporain, qui avait conquis un territoire presque aussi grand que la France, était accablée de la plus affreuse misère. Les peuples vaincus avaient été dépouillés, et les vainqueurs languissaient dans le besoin, avilis et méprisés par une foule de fournisseurs et de commissaires du Directoire qui administraient les pays conquis. Ces hommes étalaient le luxe aux yeux du soldat, qui mourait sans secours dans les hôpitaux [1]... »

C'est pour remédier à cette situation désastreuse que le Directoire exécutif s'adressa à Hoche.

III

Les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle avaient été réunies sous le commandement de Moreau. Le Directoire les sépara de nouveau. Par arrêté du 5 pluviôse an V, il nomma Hoche commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse, en maintenant Moreau à la tête de l'armée de Rhin-et-Moselle. Puis, il chargea Hoche d'administrer les pays entre Meuse et Rhin, c'est-à-dire ceux qu'occupait son armée, et aussi les pays entre Rhin et Moselle, c'est-à-dire ceux qu'occupait l'armée de Moreau. Celui-ci n'accepta pas volontiers cette étrange situation, puis il se soumit civiquement.

Avant de quitter Paris, Hoche écrivit au Directoire, à la

1. *Histoire du général Hoche*, Paris, 1809, in-12.

date du 14 pluviôse an V, une lettre qui se trouve aux archives historiques de la Guerre et que je crois inédite. Elle fait bien connaître et la situation du pays rhénan et le programme de Hoche, ce programme dont l'application favorisa l'idée d'une République rhénane.

Hoche y résumait les plaintes générales. « Toute l'armée, disait-il, accuse hautement les administrateurs de l'affreuse disette qu'elle éprouve, sinon au sein de l'abondance, du moins dans un pays qui n'est pas absolument dépourvu. Ne conviendrait-il pas de supprimer ces administrations qui, en admettant qu'elles soient composées des plus honnêtes gens du globe, coûtent infiniment et ne sont de presque aucune utilité, la plupart des commissaires ignorant la langue du pays, et, comme étrangers, n'ayant aucune connaissance de ses productions ni des fortunes particulières de ses habitants. N'est-il pas à craindre, d'ailleurs, que les commissaires, dont les mœurs, les goûts et les usages ne peuvent être les mêmes que ceux des habitants des rives du Rhin, ne dégoûtent ces derniers de la Révolution française et du gouvernement républicain par une exagération mal entendue et de faux principes politiques ou administratifs? Ne serait-il pas plus convenable et utile de rendre aux habitants des pays occupés par l'armée de Sambre-et-Meuse leurs administrations naturelles, les baillis, et aux biens ecclésiastiques leurs chapitres? L'économie semble réclamer cette mesure, que la politique ne désavoue pas. Qui assurera qu'elle n'attirera pas à la République les cœurs aliénés par les brusqueries et les fautes des administrateurs français?... »

Hoche croit qu'une administration de gens du pays sera plus fructueuse pour nous : « L'expérience a prouvé, dit-il, que tel chapitre administré par ses moines nourrissait dix mille hommes et qu'à peine aujourd'hui peut-il fournir à la subsistance de six ou huit cents. L'abbaye de Closterback, près Coblentz, est dans ce cas, et qu'on ne dise pas que ce changement doive être attribué à la présence continuelle des armées, à l'épuisement : la manière vicieuse d'administrer est seule la cause. Qu'on consulte à cet égard les hommes éclairés de l'armée, Jourdan, Kléber, Lefebvre, etc., etc. Il paraît donc convenable de rendre à ce pays ses administrations,

ses tribunaux civils, ses magistrats et ses usages ; c'est au commissaire ordonnateur en chef ou à ses subordonnés à faire, sous la surveillance du général en chef, les demandes de grains, bestiaux et généralement toutes celles dont l'obtention peut être utile aux défenseurs de l'État. »

Mais ne serait-ce pas une réaction? Non, répond Hoche. « L'expérience doit nous avoir corrigés de notre manie de vouloir municipaliser l'Europe. Je nie au surplus que les habitants puissent nous haïr plus qu'ils ne le font et en supposant que la paix nous laisse strictement la rive gauche du Rhin pour limite, je doute qu'on doive établir dans le Palatinat, le Hundsruck, l'archevêché de Trêves, le duché de Berg, etc., le régime constitutionnel. On ne devient pas républicain en un jour ; et ceux qui achètent la liberté aussi cher l'aiment rarement, lorsque sous un maître ils ont été habitués à ne pas payer d'impôts, ou au moins fort peu. Avant donc de savoir si nos opinions peuvent devenir celles des Germains, de qui la nature nous a faits si différents, faisons la guerre à leurs dépens, puisque leur souverain actuel nous y contraint. Vous ne faites d'ailleurs pas de pas rétrogrades. Lorsque vous voudrez introduire nos lois dans le pays conquis, ce qui ne sera peut-être qu'à la paix, il sera temps d'y envoyer des commissaires : comme ils n'auront rien à demander, nul doute qu'ils ne réussissent s'ils se comportent sagement [1]. »

Le Directoire entra dans les vues de Hoche. Il l'autorisa à supprimer les administrations existantes et à en créer une nouvelle. Le ministre de la Guerre lui écrivit, le 18 ventôse an V : « Je ne doute pas que vous ne confiiez cette adminis-

1. Hoche termine cette lettre par des vues de politique extérieure. Pour décider le roi de Prusse à se joindre à nous contre nos ennemis, il propose de faire à son ambition d'énormes concessions. Accordons-lui « ce qu'il désire avec ardeur, une province dont Erlangen serait le centre et qui comprendrait Wurtzbourg, Amberg, Bamberg, Nuremberg, Schweinfurt et peut-être Francfort ». A l'objection que ce serait agrandir bien considérablement le roi de Prusse, il répond : « Que vous importe? Pensez-vous que la maison d'Autriche puisse jamais consentir à cet arrangement, dont après tout le roi de Prusse a dû peser les conséquences? Votre but est la paix continentale. Vous l'obtenez, si votre allié prend les armes un seul moment, et vous vous débarrassez pour longtemps de l'inquiétude de le voir renouer avec l'Angleterre, qui n'économisera rien pour la continuation de la guerre et vous susciter de nouveaux ennemis. » On le voit : Hoche était un politique plus réaliste que sentimental.

tration, ainsi que vous l'annoncez, à des hommes purs, capables et modérés, qui augmentent les produits, les obtiennent sans vexations et en rendent un compte fidèle. Il me semble que le plus sûr moyen de rendre la répartition des contributions plus juste, moins désagréable pour les imposés et exempte des concessions qui aliènent les peuples conquis et déshonorent le nom français, est de confier cette répartition, autant qu'il sera possible, aux propres magistrats du pays. Il n'est pas naturel qu'ils se permettent envers leurs concitoyens les exactions et les injustices qu'ont pu commetre des agents étrangers qui ne faisaient dans le pays qu'un séjour momentané. Par ce moyen, les fonctions des agents immédiats du gouvernement se borneront à stimuler le zèle de ces magistrats et à surveiller l'exacte rentrée des contributions. » En ventôse an V (mars 1795), Hoche prit deux arrêtés de réorganisation, l'un pour les provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin, l'autre pour le reste du pays. On peut dire que l'ancien régime était rétabli dans plusieurs formes de ses institutions et dans une partie de son personnel, aux points de vue administratif, municipal, judiciaire, ecclésiastique, avec les anciennes dénominations. Le clergé était partiellement laissé ou remis en possession de ses biens, avec la dîme. A la place des deux directions, il était créé une Commission intermédiaire unique, composée de cinq Français, et présidée par Shée, homme capable, intègre, sachant l'allemand. Elle siégeait à Bonn, et avait sous ses ordres six districts, administrés par des fonctionnaires rhénans d'ancien régime. Près de chacun de ces districts, un fonctionnaire français, sachant l'allemand, exerçait des fonctions analogues à celles qu'exercaient en France les commissaires du Directoire exécutif près les administrations de département et de canton.

IV

J'ai trouvé aux archives historiques de la Guerre, dans les souvenirs manuscrits du commissaire ordonnateur Pigeon, le texte des premières instructions que Hoche donna à la

Commission intermédiaire. Il lui définit ses fonctions et il lui trace ses devoirs, avec sa précision lumineuse. Pour le moment, il ne s'agit ni d'une politique d'autonomie, ni d'une politique d'annexion, mais seulement de faire l'éducation civique des habitants. Ce ne sont pas les termes qu'il emploie, mais c'est l'esprit de son discours. Quand un fonctionnaire public viendra à manquer, là où il n'était pas élu, la Commission nommera son successeur, qui sera toujours un homme du pays présenté par les autres magistrats. « Dans les villes libres, ajoute-t-il, vous devez faire procéder au remplacement par la voie du choix du peuple, et il est à remarquer que, sans prétendre faire de ce pays une République séparée, ou de nouveaux départements réunis, nous devons augmenter, par tous les moyens qui sont en notre puissance, l'esprit de liberté qui commence à germer dans ces contrées, et dont sont fortement animées les villes de Cologne et d'Aix-la-Chapelle, dont les constitutions sont vraiment democratiques. Vous ferez donc bien de publier de temps en temps de bons écrits, dont la rédaction soit à portée des campagnes. Notre Constitution actuelle est sans doute le meilleur choix que l'on puisse faire, mais la traduction doit être soigneusement traitée. »

Toutes ces vues sont inspirées sans doute par une pensée politique, mais aussi par des nécessités positives et immédiates, par le sentiment des besoins pressants de l'armée. C'est du pays même que le général est obligé de tirer de quoi la faire vivre. Or le pays paiera bien mieux, s'il est content ou rassuré.

Plus va, plus Hoche associe les administrations indigènes à la gestion financière.

Par arrêté du 28 ventôse an V, il avait passé un traité avec le citoyen Durbach pour la régie et la perception des domaines et contributions. Le 16 prairial suivant (4 juin 1797), il résilia ce traité, pour confier cette régie et perception aux vieilles autorités appelées Régences et Sénats, sauf pour les biens du clergé, puisque le clergé les récupérait. Mais Hoche profitait de la concession qu'il faisait ainsi pour élever de huit millions à douze une contribution tant en numéraire qu'en denrées, qu'il avait établie par un arrêté du 10 du même

mois. Il était convaincu que, de la sorte, la contribution de douze millions, perçue par les habitants eux-mêmes, leur serait moins dure que si elle avait été perçue par des agents français, et que, par conséquent, elle rentrerait mieux.

Si on voulait étudier à fond et sur documents originaux l'histoire de l'administration de Hoche, tant financière qu'à tous points de vue, il ne faudrait pas seulement lire, aux archives historiques de notre ministère de la Guerre, ce qui concerne les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, il faudrait explorer le fonds de la commission intermédiaire aux archives d'État de Coblentz. M. le général Mangin a eu l'heureuse idée de le faire inventorier, et ce que j'ai pu voir de cet inventaire m'a montré l'intérêt de ce fonds. Le général songe, m'assure-t-on, à faire copier ceux de ces documents qui ne font pas double emploi avec les documents du ministère. Les historiens lui en seront reconnaissants.

Je me borne aujourd'hui à indiquer quelques traits qui expliquent comment l'idée d'une République rhénane fut favorisée par le système d'administration bienveillante et, pour ainsi dire, conservatrice que suivit le général Hoche dans le pays rhénan.

Sa fiscalité, habilement déguisée sous les anciens usages du pays et appliquée par le vieux personnel indigène, parut presque douce, par rapport aux nouveautés violentes et arbitraires de l'administration précédente, et elle fut bien plus productive.

Une certaine liberté de la presse fut accordée.

Pour la religion, Hoche, qui avait, comme l'a justement remarqué M. Sagnac, l'expérience de la Vendée, se montra très prudent. Il laissa subsister provisoirement, dans ce pays foncièrement catholique, les ordres religieux. Il donna aux curés des pensions convenables.

Ces ménagements n'allèrent pas jusqu'à permettre l'intolérance. Il n'aimait pas les juifs. Il écrivait à Shée « qu'ils ne méritaient nulle part le titre de citoyen », et cependant il approuva un arrêté par lequel la Commission intermédiaire leur accordait les droits civiques.

Quant aux protestants, jusqu'alors persécutés par les catholiques, il prit lui-même l'initiative de leur appliquer

le principe de la liberté religieuse. Ainsi il brisa la résistance du Sénat de Cologne, qui faisait des difficultés à leur accorder un temple.

Il rouvrit l'Université de Bonn.

Il donna généralement une impression de justice et de bonté, en même temps qu'une impression de force et de talent. On l'admira et on l'aima. D'autre part, les Rhénans acquéraient sous lui le sentiment de leurs intérêts communs, une conscience nationale, plus rhénane qu'allemande. Tout ce que faisait Hoche préparait un état de choses, à la fois matériel et moral, d'où une république indépendante semblait pouvoir sortir bientôt.

V

On a dit que, quand les Rhénans apprirent qu'aux préliminaires de Léoben, Bonaparte semblait avoir renoncé, au nom de la France, à la limite du Rhin, ceux des habitants du pays qui s'étaient compromis pour nous eurent peur que les armées françaises, par une brusque retraite, ne les abandonnassent sans défense à la vengeance de leurs anciens maîtres, comme en 1793. C'est pour cela qu'ils auraient voulu s'organiser en République indépendante, afin de tâcher de se défendre eux-mêmes.

Il est possible, probable même, que la nouvelle des tractations faites par Bonaparte avec l'Autriche ait fortifié, développé chez les Rhénans le désir de former une République indépendante. Hais ce désir existait déjà.

Les préliminaires de Léoben sont du 29 germinal en V (18 avril 1797). Or Hoche écrivait au Directoire exécutif dès le 17 germinal (6 avril) pour lui dire que l'état de république indépendante avait les préférences des Rhénans. Quoique cette lettre ait été publiée (par M. Chuquet), on la connaît peu. Hoche y disait que, par ses instructions à la Commission intermédiaire, il s'était proposé « de rapprocher le plus possible les habitants du pays conquis des idées de liberté et des principes de la Révolution française », — ce qui était un peu exagéré : on a vu son opportunisme presque conservateur. Il disait ensuite :

« Il est intéressant que je connaisse l'opinion du Directoire sur cet article. Verrait-il avec plaisir ces peuples se réunir pour former une république indépendante? Son dessein serait-il de les réunir à la France, si ce vœu, formellement exprimé par les habitants, était appuyé par des succès sur la rive droite du Rhin? La première de ces propositions serait sans doute adoptée avec plus de plaisir par les habitants : reste à savoir ce que peuvent commander nos intérêts. Ici où toutes les démarches sont le fruit de la réflexion, l'enthousiaisme ne peut rien. Il faut nécessairement commander par l'estime si l'on peut obtenir de bons résultats. Quelle que soit l'opinion du Directoire, elle sera la règle de ma conduite, et je m'empresserai de seconder ses vues. »

Le Directoire répondit à Hoche sans retard, c'est-à-dire le 24 du même mois (13 avril), et cette réponse est importante pour notre sujet : « Nous sommes satisfaits, disaient les Directeurs, de la direction que vous donnez à l'esprit de ses habitants (les habitants du pays qui borde la rive gauche du Rhin) vers la liberté. Mais ils ne paraissent pas susceptibles de devenir en ce moment citoyens français par la réunion de leur territoire à celui de la République. Ils seraient plutôt propres à former une République séparée, et c'est sous ce point de vue qu'il est utile de les faire aspirer à un nouvel ordre de choses. Nous ne pensons pas, au reste, qu'ils puissent former de quelque temps encore un État indépendant; mais si le progrès des lumières et le rapprochement des intérêts dans les divers bailliages vous paraissent tels qu'on pût leur appliquer le régime intérieur de la République, nous vous autorisons à l'y introduire sous le titre de règlement qui doit émaner de vous seul. En leur donnant toutefois notre Constitution, nous ne prétendons pas nous priver de nos droits de conquête. Nous venons d'adopter cette mesure pour le pays conquis en Italie, où toutes les institutions françaises, à l'exception du Corps législatif, seront mises en activité, l'exercice de la puissance législative étant réservé au général en chef. Nous réunissons ainsi le double avantage de former ces peuples au régime de la liberté, et d'ôter, par cet acte d'autorité, tout prétexte aux vengeances de l'ennemi contre ceux qui auraient embrassé nos principes, dans le cas où ils rentreraient sous

sa domination par l'événement de la paix dont on ne peut prévoir les conditions. » Conclusion : « Méditez, citoyen général, les vues que renferme cette lettre. Entourez-vous de tous les renseignements les plus étendus et les plus fidèles, afin que votre détermination soit à la fois conforme à tous les intérêts qu'elle doit concilier.

» *Signé :* CARNOT, L.-M. REVELLIÈRE-LEPEAUX, BARRAS »

L'établissement d'une République rhénane fut donc proposé nettement par Hoche et adopté non moins nettement par le Directoire exécutif (sans doute malgré un des Directeurs, l'annexioniste, Reubell). On y vit l'accord des vœux des habitants avec les intérêts de la France. Ces vœux ne furent pas sollicités, provoqués : la bienveillante administration de Hoche donna aux Rhénans le goût de l'indépendance et leur en inspira le désir.

Quoique Hoche eût rétabli quelques formes de l'ancien régime, ce n'est pas des conservateurs rhénans que vint l'initiative de fonder un État indépendant, mais au contraire des républicains de 1792, ces francophiles et ces révolutionnaires. C'est une république égalitaire, démocratique, à la la française, qu'ils voulaient fonder. Ils la voulaient aussi unitaire, ce qui ne faisait pas l'affaire des anciens privilégiés, qui perdaient ainsi l'espoir de voir restaurer ces petites tyrannies locales dont ils avaient vécu.

A Cologne, les auteurs de ce mouvement de démocratie et d'indépendance, parmi lesquels il y avait aussi des partisans du rattachement immédiat à la France, étaient surtout l'avocat Sommer, l'ancien franciscain Geich, le journaliste Viergans, avec sa hardie feuille décadaire *le Brutus* ; à Bonn, l'avocat Eschweiler, le médecin Anschel, le professeur Gall ; à Mayence, Metternich ; à Andernach, l'avocat Michel Venedey, originaire de Cologne ; à Coblentz, le professeur Gerhard, le juriste Grebel, le prêtre Beaury, et un tout jeune homme, Joseph Goerres, physiologue et orientaliste, qui semblait avoir hérité de l'enthousiasme d'Adam Lux. A vingt ans, il avait écrit un livre : *la Paix perpétuelle, un idéal*. Il avait envoyé au Directoire un projet de paix perpétuelle

en dix-sept articles : « Il était réservé à notre génération, disait-il, après de longs siècles d'horreur, de voir apparaître tout à coup une puissante nation, qui arrachait à son tyran les droits de l'homme, couverts d'une rouille séculaire, et devenus méconnaissables, qui les proclamât et les plaçât devant les yeux de l'Europe étonnée, dans leur splendeur originelle. Cette grande lumière, qui éclaira toutes les obscurités, épouvanta les despotes... » Dans son journal, *la Feuille Rouge* (*das Rothe Blatt*), il se moqua des princes évêques, des rois confédérés. L'autorité militaire française supprima ce journal, pour un article contre le landgrave de Hesse, avec qui nous étions en paix : Goerres le fit reparaître sous un autre titre : *le Gnome en habit bleu* (*Rubezahl im blauen Gewande*).

Ce jeune homme organisa à Coblentz tout un foyer de propagande pour une république rhénane, ou plutôt, comme il disait, *cisrhénane*. Les partisans de cette république s'intitulèrent, dans tout le pays rhénan, fédérés ou confédérés cisrhénans. Ils arborèrent la cocarde verte, ils déployèrent un drapeau tricolore, vert, rouge et blanc. Le signe d'adhésion à la République cisrhénane consista surtout dans la plantation de *Freiheitsbäume*. La Commission intermédiaire déclara que les communes qui planteraient ainsi des arbres de la liberté et accepteraient le Constitution républicaine seraient affranchies des dîmes et des droits seigneuriaux.

Alfred Rambaud et M. Sagnac ont tracé un intéressant tableau de ce mouvement. J'y renvoie le lecteur. J'en extrais seulement ces deux ou trois traits :

A Coblentz, les corporations de métiers et le Sénat s'étant déclarés contre la République cisrhénane, le général Hardy, qui commandait la place, remplaça le Sénat par une municipalité composée de fédérés, dont Goerres.

Même incident à Bonn, où le Sénat fut également cassé, et remplacé par une municipalité, présidée par Eschweiler. Shée, le président de la Commission intermédiaire, n'hésita pas à assister à une plantation de l'arbre de la liberté, où il s'écria : « Vive la République française ! Vive la République cisrhénane ! »

A Cologne, il fallut briser les mêmes obstacles élevés par les

partisans de l'ancien régime. Les fédérés purent cependant, sous la protection française, célébrer la fête de l'arbre de la liberté et déployér le drapeau cisrhénan.

La petite ville de Rheinbach fut la première et la plus ardente à proclamer la République cisrhénane.

Tout ce mouvement n'était que d'une minorité de gauche. Mais il se développait sans cesse, et il semble bien qu'il aurait réussi, sans le coup d'État du 18 fructidor.

VI

Ce coup d'État n'influa pas seulement sur la politique intérieure de la France. La proscription de Carnot, l'entrée de Merlin (de Douai) au Directoire firent triompher la politique d'annexion.

Dès que Hoche apprit l'événement, il en comprit, il en craignit les conséquences, et, dans la lettre même où il félicitait le Directoire, il lui posa la question avec sa netteté ordinaire. Dans cette lettre, datée de Wetzlar, le 27 fructidor an V, et qui se trouve au ministère de la Guerre, il s'exprime ainsi : « Le peuple français, par votre énergie et grâce à votre persévérance, vient de recouvrer sa liberté. Vous connaissez, citoyens Directeurs, l'horreur dont j'étais animé pour les conspirateurs : plus elle était profonde, plus je dois me réjouir de la grande victoire que vous venez de remporter. Mais, citoyens directeurs, tandis que d'indignes Français redemandaient des fers, un peuple tout entier recouvrait sa liberté ; les habitants de la rive gauche du Rhin proclament hautement les droits de l'homme, et déjà le canton entier de Rheinbach s'est déclaré indépendant et a pris le nom de République *cisrhénane*. Bientôt, si vous le voulez, de Landau et Dusseldorff paraîtra, entre nos frontières constitutionnelles et le Rhin, une république amie des Français. C'est à vous, citoyens Directeurs, à juger de quelle utilité peut nous être un peuple libre entre l'Empire et nous. »

La réponse du Directoire renouvelé ne se fit pas attendre.

Elle est datée du 30 fructidor. Le Directoire s'y réjouit de « l'élan vers la liberté des habitants de la rive gauche du Rhin ». Il ajoute : « Il importe à ces peuples eux-mêmes que vous dirigiez cet élan, et que vous les portiez, non à chercher à se former en une République particulière, qui ne pourrait pas se soutenir d'elle-même, et qui serait pour la France une source d'embarras, mais plutôt à solliciter leur prompte réunion à la République française. Vous acquerrez par là un gloire d'autant plus solide que vous aurez fait une chose extrêmement utile à votre pays. » Cette lettre était signée de Merlin (de Douai), de Reubell, qui avaient toujours été partisans de la politique d'annexion, mais aussi de Barras, le versatile Barras, qui avait signé cette lettre du 24 germinal précédent, où était formulée la politique opposée.

Hoche put-il lire le désaveu de toute son œuvre en pays rhénan? C'est fort douteux. La lettre est du 16 septembre 1797 : Hoche mourut le 19.

A ses funérailles, à Coblentz, Goerres et ses amis déployèrent le drapeau cisrhénan à côté du drapeau français.

La Commission intermédiaire et son président Shée essayèrent de continuer, malgré la lettre du Directoire, la politique de Hoche. Ils firent arborer partout le drapeau vert, blanc et rouge. Ils abolirent les dîmes et les droits seigneuriaux. On dirait que la Commission intermédiaire voulût mettre le Directoire en présence d'un fait accompli. Mais le Directoire ne recula pas. Il cassa la Commission par arrêté du 14 vendémiaire an VI. Il décida en même temps que les habitants de la rive gauche du Rhin ne pourraient porter « d'autre signe de ralliement que la cocarde nationale de France ».

La République cisrhénane n'avait guère consisté que dans son drapeau : supprimer ce drapeau, c'était la supprimer elle-même. Elle avait donc vécu, à peine née.

Deux jours avant le coup d'État du 18 fructidor, l'ancien Directoire avait ôté à Moreau le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, pour réunir cette armée à celle de Sambre-et-Meuse, et confier le commandement de ces deux armées réunies à Hoche sous le nom unique d'armée d'Allemagne. Le successeur de Hoche fut Augereau, qui reçut des instructions pour préparer l'incorporation à la France.

Comment cette incorporation eut-elle lieu? Les documents authentiques des Archives nationales disent que ce fut par une sorte de plébiscite spontané, par un libre mouvement d'adhésion à la République française. Mais c'est là un autre sujet d'étude, fort intéressant. J'ai seulement voulu aujourd'hui, quand ce mot de République rhénane retentit de nouveau dans l'histoire, rappeler un précédent trop oublié, bien qu'illustré par l'initiative et la personne du général Hoche.

Les circonstances sont bien différentes. La première République rhénane était fondée par des démocrates ardents, par des « Jacobins », comme on disait. Celle-ci semble plutôt fondée par des hommes de droite, par des conservateurs. Puisse-t-elle avoir du moins pour résultat de détruire, au pays rhénan, l'hégémonie prussienne !

A. AULARD

SANS RETOUR

I

Les Valleyres passaient tous les étés à une heure de Paris, dans la vallée de la Marne. Leur maison située au flanc d'un coteau dominait un paysage étendu et riant. C'était une petite gentilhommière très simple avec une tourelle et de bons murs. Elle datait d'un siècle environ et s'appuyait à la futaie d'un parc de quatre à cinq hectares. A quelque distance devant la maison, une route séparait ce parc d'un jardin fleuriste en terrasse où une pièce d'eau carrée reflétait le ciel.

Un jour du mois d'août 19.., tous les volets étaient soigneusement clos sur la façade que frappait un ardent soleil. Madame de Valleyres, vers les trois heures de l'après-midi, s'occupait dans sa chambre à demi obscure et fraîche, aux menus rangements, aux patientes recherches qui la tenaient souvent dans une sorte d'activité ménagère, lorsqu'elle entendit le roulement d'une voiture sur le pavé de la grille, puis sur le sable de l'allée. Elle en fut heureuse, car elle aimait les visites, presque toutes les visites indistinctement. Bientôt, on vint lui annoncer que la marquise de Maisoncelles l'attendait au salon.

Madame de Maisoncelles, qui approchait de la cinquantaine comme madame de Valleyres elle-même, habitait dans le voisinage un château Louis XIII entouré d'un parc à la française très réputé. Elle possédait la plus belle fortune du pays. Grande et droite, un peu forte, elle intimidait bien des jeunes femmes par son air de tête et ses petits yeux embusqués

sous un large front. A première vue, elle se formait sur les personnes des idées qui se modifiaient rarement ensuite et qu'elle mettait au-dessus des opinions courantes et de quelques préjugés. Elle avait ainsi des indulgences et des sévérités qui lui appartenaient en propre. Elle ne manquait pas d'une certaine liberté d'esprit et savait même, à l'occasion, s'affranchir des passions du jour. On la rencontrait fréquemment chez de nouveaux riches. Il est vrai qu'elle goûtait la flatterie et n'en trouvait nulle part de plus constante. Madame de Maisoncelles jugeait fort bien les gens de son monde; elle se moquait agréablement des snobs; hors de ce cercle, elle était sujette à d'étranges erreurs. Il était plaisant de voir les littérateurs et les artistes qu'elle accueillait de temps en temps.

La baronne de Valleyres entra dans le salon, souriante. Ses cheveux grisonnants étaient coiffés en bandeaux à l'ancienne mode. Il semblait que les grâces mondaines eussent poli pendant de longues années son visage ovale et régulier où les sentiments les plus convenus s'exprimaient avec un naturel parfait. Personne mieux que madame de Valleyres ne s'entendait à dire : « Quelle aimable surprise ! » ou « Cette chère enfant ». Il y avait une sorte d'onction dans ses manières et l'on sentait sous son front calme et lisse la présence des opinions immuables qui donnaient le repos à sa pensée.

Des meubles de différentes époques se trouvaient réunis dans le salon. Naturellement, le second Empire y dominait. Mais la laideur complexe de l'ensemble était atténuée par la poésie du passé. Cette pièce vous rappelait des intérieurs que l'on avait connus dans son enfance. Elle vous faisait songer à vos grand'mères et l'on y respirait une atmosphère salubre. Les fenêtres ouvertes vers le nord, sur le parc, laissaient entrer la fraîcheur d'une pelouse et de la futaie voisine.

La physionomie de madame de Valleyres fut bientôt animée par le jeu des propos mondains. Elle avait le plaisir d'y exceller. Bien qu'on n'en fût encore qu'à l'échange d'impressions sur la chaleur excessive, toutes les petites histoires du pays se réveillaient agréablement dans sa mémoire. On allait parler sans doute de la santé de madame d'Orival qui vivait

presque toujours sur une chaise longue depuis la naissance de son premier enfant et venait, malgré cela, d'en avoir un second, des toilettes audacieuses de la petite comtesse de Saint-Ribert, des incompréhensibles dépenses des Vargemont que l'on savait pauvres, du château semblable à un palace-hôtel que le baron Fuchs se faisait construire. Madame de Valleyres pouvait écouter pendant des heures de pareilles conversations. Elle aimait que le bruit du monde lui fût ainsi évoqué. La sensation de solitude, qu'elle redoutait par-dessus tout, en était d'autant mieux éloignée. Facile à distraire, elle ne s'ennuyait avec personne, si l'on excepte bien entendu son mari et ses enfants. Une visite de madame de Maisoncelles était la meilleure aubaine.

— Il faut que j'envoie chercher Germaine. Elle serait désolée de ne pas vous voir, — dit madame de Valleyres après quelques instants.

— Tout à l'heure. Je suis venue justement pour vous parler de votre chère fille. Je pense bien souvent à elle, je l'aime beaucoup et ce serait une grande joie pour moi si un jour elle me devait un peu le bonheur qu'elle mérite à tant d'égards. Comme il est difficile de marier nos enfants, de concilier le cœur et la raison dans cette grave affaire !

— Il me semble que vous avez pleinement réussi pour votre fils.

— Oui, ma belle-fille est charmante, je le reconnais...

Elle appuya sur le mot « charmante » pour qu'il en dît long sans qu'il fût besoin d'insister. De fait, elle craignait toujours, en s'étendant sur les mérites de la jeune comtesse de Maisoncelles, d'en arriver au tournant où la franchise reprendrait ses droits. Elle ne comprenait rien aux goûts de ces nouvelles générations élevées en plein air sur des terrains de golf et de tennis.

Elle reprit :

— Germaine embellit tous les jours. Elle est infiniment gracieuse, à la mode du meilleur temps. Sans doute, il s'est déjà présenté de nombreux partis pour elle, mais je crois bien que vous ne regretterez pas d'avoir différé votre choix.

— Nous voulons d'abord un jeune homme agréable et

intelligent, — dit madame de Valleyres. — Le premier point, comme vous pensez, est qu'il sache plaire à Germaine et lui inspirer confiance. Les autres conditions, que nous ne pouvons pas oublier, mon mari et moi, dans notre souci éclairé de son bonheur, ne sont pas moins difficiles à rencontrer. Les jeunes gens de notre monde cherchent la fortune qui devient de plus en plus nécessaire, il faut bien le dire. Ils la cherchent même, et surtout peut-être, quand ils sont déjà riches. Ceux à qui la dot de Germaine, toute faible qu'elle est, hélas ! a paru suffisante, avaient eux-mêmes de maigres revenus. Et je vous avoue qu'il m'est pénible de n'envisager pour cette chère enfant qu'un avenir trop modeste.

— Comme je vous comprends ! Il faut que les soucis d'argent lui soient épargnés.

— C'est mon rêve. Nous avons fait bien des sacrifices pour qu'elle ne souffrît jamais d'être moins riche que ses amies. J'imagine mal qu'une existence de privations doive commencer pour elle au lendemain de son mariage. Évidemment, avec les sentiments dans lesquels elle a été élevée et les qualités sérieuses que je lui vois, — vous m'excuserez, chère amie, de ne point parler d'elle modestement, — il est certain qu'elle supporterait une telle existence avec un courage admirable et chrétien. Mais il m'est bien permis de désirer pour elle une destinée plus douce et plus brillante. Germaine a été heureuse jusqu'à présent ; je voudrais qu'elle le devînt encore davantage.

Madame de Valleyres se tut pour considérer en elle-même le rayonnement de sa propre bonté. Toutes les preuves de son dévouement pour sa propre fille ne s'effaçaient jamais de sa mémoire. Elle les évoquait si souvent ! A ses yeux, tout n'était que tendresse et désintéressement dans son âme. De bonne foi, elle n'y découvrait jamais aucune ombre et n'y voyait pas même les fumées de la vanité.

— J'ai pensé, — dit madame de Maisoncelles, — à un jeune homme intelligent, riche, ambitieux dans la bonne acception du mot. Il ne manquera pas, j'en suis sûre, d'apprécier tout le charme, toute la beauté de Germaine. Et de plus, il sentira, comme il convient, la valeur des alliances et des relations qu'elle lui apporterait en l'épousant. C'est un ami de mon

fils qui joue au polo avec lui. Ne croyez pas cependant qu'il s'adonne exclusivement aux sports. Il m'a paru très au courant de la politique. Il se nomme Ravenel.

— Monsieur de Ravenel?

— Non, Ravenel tout court, mais le nom sonne bien et s'il y joignait un titre, sa noblesse aurait bientôt l'air de remonter à l'Empire, au second Empire tout au moins. Son père, qui est mort il y a plusieurs années, était banquier à Lyon où il a fait une très belle fortune. Il faut savoir gré à Maurice Ravenel de ne pas songer seulement à dépenser cette fortune avec des chevaux, des cocottes et des automobiles. C'est un garçon parfaitement élevé. Il cause agréablement et s'est toujours montré plein de déférence à mon égard. Il va volontiers dans le monde, mais ne témoigne pas d'une façon trop naïve son admiration pour une société qui est encore nouvelle pour lui. Il comprend très bien son époque et je suis persuadée qu'avant peu de temps, il saura se créer à Paris une situation excellente. Il a de la suite dans les idées, de la volonté. Tout cela se lit sur sa physionomie, vous verrez. Enfin, il est bien de sa personne, aimable, spirituel quelquefois : par exemple, lorsqu'il parle des petits jeunes gens d'aujourd'hui. Pour moi, il est marqué du signe de la réussite. Je voudrais bien qu'il plût à Germaine.

— Je le voudrais aussi, après tout ce que vous m'en avez dit. Je sais que vous êtes si bon juge.

— Je dois à ma vieille expérience de ne pas me tromper souvent. Ravenel fera son chemin s'il trouve la femme que je lui souhaite et personne n'est mieux qualifiée que votre fille pour l'aider et pour l'éclairer. Elle recevra les gens avec cette grâce qui ne s'apprend pas et que bien des jeunes femmes de notre monde se sont appliquées à perdre. Ravenel ne veut pas d'une vie oisive. Il compte, après son mariage, acheter une grande propriété, s'établir dans un pays afin de se préparer un avenir politique. Toute une carrière de charité intelligente s'ouvrira pour Germaine. Peut-être Ravenel deviendra-t-il un homme influent, un député très en vue. On dit qu'il parle avec facilité. Il s'est exercé, paraît-il, en soutenant à Lyon quelques candidatures bien pensantes qui furent d'ailleurs malheureuses. Espérons qu'un jour il défendra les bonnes

idées à la Chambre avec éloquence, avec habileté, sans trop permettre à ses électeurs de s'en apercevoir.

— Je suppose qu'il se fera nommer par des conservateurs.

— Certainement, mais il est bon d'avoir aussi les voix de quelques autres. Pour terminer l'éloge de Ravenel, j'ajouterai qu'il a toujours sa mère et qu'il est un très bon fils. Seulement, madame Ravenel n'a aucun goût pour le monde et n'aspire qu'à mener une existence fort retirée. Quelques bonnes œuvres absorbent son esprit d'autorité qui ne s'étend pas sur sa famille. Maintenant, je vous ai tout dit. Voulez-vous voir ce jeune homme?

— Je crois bien, et je vous ai une grande reconnaissance, ma chère amie.

— Il m'a promis de passer une semaine chez moi, après Trouville où il se trouve en ce moment avec mon fils. Je crois qu'ils arriveront tous les deux dimanche prochain ou lundi. Venez déjeuner avec Germaine le jeudi suivant. Je compte aussi, bien entendu, sur monsieur de Valleyres. Ce sera une petite réunion intime qui n'aura rien d'une entrevue officielle.

— Je ne sais comment vous dire...

— Ne me remerciez pas. J'aime beaucoup Germaine. Ma récompense, ce sera son bonheur... si elle en veut bien. Embrassez-la pour moi et dites-lui ou ne lui dites pas nos idées, comme il vous conviendra. Votre fils n'est pas ici?

— Non, il est à Dinard, chez des amis.

— Vous ne pensez pas encore à le marier?

— Mais si, est-ce qu'une mère pense à autre chose? Seulement, il est très jeune. Ah! il nous donne bien quelques soucis, mais je suis convaincue qu'il sera raisonnable à son heure. Mon mari, qui a des amis dans beaucoup de conseils d'administration, voudrait l'envoyer en Angleterre, cette année, pour qu'il apprît les affaires, pour qu'il fût occupé, surtout.

— Il y ferait du « banking », comme dit le jeune Rouzier, qui préfère se livrer à d'autres sports, ainsi que votre fils sans doute. Allons, à jeudi; n'oubliez pas d'embrasser Germaine de ma part. Si vous ne lui dites pas de quoi nous avons parlé, comme je n'ai pas demandé à la voir, elle va supposer qu'il y a dans le pays un tas d'histoires qui ne sont pas pour jeunes filles.

— Au revoir, vous êtes notre Providence.

Après réflexion, madame de Valleyres décida de ne point raconter à Germaine sa conversation avec madame de Maisoncelles. Elle craignait de voir sur le visage de sa fille la petite expression d'inquiétude que l'idée de mariage ne manquait jamais d'y amener. Il lui parut inutile de provoquer par de trop vifs éloges de Ravenel cette simple et sage réponse : « Attendons de le connaître, maman. » Madame de Valleyres ne tenait point à juger par elle-même et sentait bien que son siège était fait par tout ce que lui avait dit madame de Maisoncelles. Les espérances se levaient avec une remarquable facilité dans son âme légère. Et jamais elles ne tombaient que toutes à la fois. Il fallait pour cela qu'une influence nouvelle s'emparât soudain de son esprit. Elle défendait bien contre sa famille des opinions qu'elle avait acceptées de toutes pièces, mais quelques mots dits sur un ton d'assurance par une personne étrangère pouvaient tout ruiner. Les idées se succédaient chez elle sans se combattre. Elle ignorait le doute. La clarté sereine qui émanait, dans sa pensée, de quelques principes indiscutables baignait tous ses jugements.

Elle était bien assurée, cette fois, de demeurer prévenue en faveur de Ravenel. Aucun trouble ne se mêlait à son impatience de le connaître. Comment le verrait-elle autrement que madame de Maisoncelles ne l'avait dépeint? Ses regards s'arrêtaient aux surfaces et d'elle-même elle ne remarquait jamais que les défauts d'éducation. Ravenel lui offrirait l'exemple d'un jeune homme accompli. Déjà, elle évoquait les images fastueuses de l'existence qui serait celle de Germaine. Elle se voyait parlant de sa fille heureuse et riche à de vieilles amies qui devaient la plaindre aujourd'hui. Il est doux que le mariage de nos enfants nous prépare des revanches.

Madame de Valleyres attendait l'heure du thé pour laisser paraître aux yeux de Germaine toute la bonne humeur dont elle ne voulait pas lui dire les raisons. Elle recommanda qu'il y eût du pain grillé. Puis, guidée par de menues pensées, elle circula dans la maison à pas de religieuse. Elle allait inspecter le buffet de la salle à manger, revenait mettre de l'ordre

sur sa table à ouvrage, dans un angle du salon, vérifiait l'état des fleurs disposées en quelques grands vases, songeait à toutes les observations que méritaient le valet de chambre et le jardinier. Bientôt, elle fit ouvrir les volets sur la façade que le soleil ne chauffait plus. L'allée tournante, au sable tout à l'heure étincelant, la pelouse un peu brûlée, les corbeilles de géraniums se trouvaient maintenant à l'ombre des grands arbres qui s'élevaient sur la droite. Une lumière de plus en plus dorée s'épandait sur le jardin fleuriste et sur la vallée. Quelques oiseaux commençaient à traverser de grands espaces. La paix prochaine du soir était annoncée par le bruit déjà plus clair d'une fontaine. Des voix montaient de l'horizon, faibles encore, renforcées par des échos qui se réveillaient à peine. A mesure que le bleu du ciel se fonçait vers l'orient, toute la campagne devenait plus sonore.

Germaine quitta sa chambre, comme elle en avait l'habitude, lorsqu'elle entendit les volets claquer contre les murs. Elle vint prendre le thé avec sa mère dans la salle à manger carrelée où des boiseries, couleur de noyer, luisaient sous la patine du temps. Madame de Valleyres observait la jeune fille d'un regard éclairé par une joie secrète. Elle se disait : « Madame de Maisoncelles a raison. Germaine embellit tous les jours, elle est surtout gracieuse et distinguée. » L'orgueil maternel gonflait son cœur. Toutes les ambitions lui paraissaient justifiées.

En vérité, on apprenait peu à peu combien Germaine était jolie. Sous ses cheveux blonds ondulés, le charme de son visage semblait délivré ou retenu par le mouvement même de ses pensées et la finesse de ses traits se révélait à travers quelque chose d'immatériel et de délicat. De temps en temps, elle dévoilait toute la fraîcheur de ses yeux bleus, toute la rose jeunesse de son teint. Lorsque, animée par la conversation, elle se redressait un peu, l'harmonie de sa personne apparaissait. Elle élevait, pour un instant, les formes sveltes de son corps au-dessus de son indolence.

— Tu sais peut-être, — dit madame de Valleyres, — que j'ai eu tout à l'heure la visite de madame de Maisoncelles. Ses enfants reviennent de Trouville ces jours-ci et elle nous a invités à déjeuner pour jeudi prochain. Nous allons voir

se rouvrir la seule maison qui mette quelque animation dans le pays. J'en suis bien contente pour toi qui n'as pas tant de distractions pendant l'été.

— Oh ! maman, je ne me plains pas. N'est-il pas agréable d'avoir tout le temps qu'on veut pour lire, jouer du piano ou se promener? Je suis très bien entre mon père et vous, dans cette maison et ce jardin que j'ai toujours connus.

— Tes sentiments sont parfaits, ma chère enfant, mais je crois tout de même qu'une existence un peu plus gaie que la nôtre te conviendrait mieux. La seule amie de ton âge qui habite les environs est Françoise de Gouvernes et il est impossible de te conduire souvent chez elle, à cinq kilomètres d'ici, avec un cheval qui fait jusqu'à trois fois par semaine le service de la gare pour ton père. Enfin, ta destinée n'est plus de rester bien longtemps près de nous. C'est peut-être le dernier été qui nous réunit ainsi.

— Maman, vous me disiez la même chose l'an passé.

— Je finirai par avoir raison. Du reste, je suis persuadée que tu feras un excellent mariage. Il y a dans ton caractère quelque chose de réservé qui plaira certainement à l'homme sérieux et bon que je désire pour gendre. Les jeunes filles qui sont trop en dehors, qui manifestent avec trop de vivacité leurs goûts, leurs opinions, trouvent difficilement des maris.

— Il vaut mieux qu'on ne vous connaisse pas trop pour vous épouser.

— Mon enfant, les hommes veulent croire qu'ils seront les maîtres. Il est plus important encore de ne pas les effrayer que de les séduire. Ton charme est fait de douceur, de modestie. Il doit provoquer les sentiments les plus durables, ceux qui sont liés dans les cœurs à toutes les idées saines, à tous les principes qui régissent la famille. Tu as toutes les qualités qu'il faut pour être aimée de la bonne manière.

Madame de Valleyres attendait peu de réponses lorsqu'elle causait avec ses enfants. Elle songeait à tous les soins, à tous les enseignements, à tous les exemples qu'elle leur avait donnés. Elle respirait le parfum d'une bonne conscience et regardait ses paroles s'épandre autour d'elle comme les plis ordonnés d'une robe de douairière. De plus, en toutes les occasions, même s'il lui arrivait de sermonner son fils sur des

fautes qui la choquaient singulièrement ou de parler à Germaine du mariage heureux d'autres jeunes filles, elle entendait au fond d'elle-même une voix qui calmait ses craintes et l'assurait que bientôt tout serait pour le mieux. Elle devait son optimisme à la philosophie qu'elle avait su tirer de sa religion. Elle croyait en effet que la Providence agit souvent par des moyens terrestres pour nous récompenser ou nous punir. Il avait bien fallu qu'elle partageât la vie médiocre qu'avait méritée M. de Valleyres par son inconduite. Mais il était impossible que la fortune lui fût refusée pour ses enfants. Autrement, elle n'eût plus rien compris à la justice du Ciel.

Le goûter était terminé. Germaine se disposait à quitter la salle à manger. Elle se tenait debout près d'une fenêtre, devant la lumière du ciel lointain. Un désir d'activité animait ses yeux. Les mouvements délicats de ses épaules et de ses bras, libres et nus sous une chemisette de linon, disaient le bien-être de son jeune sang rafraîchi par l'approche du soir. Et tout son charme montait à la surface de sa personne.

— Sois tranquille, mon enfant, — reprit madame de Valleyres, — les conseils de mon expérience ne te manqueront pas et tu peux être sûre que je ne t'engagerai jamais à épouser un homme qui ne te donnerait pas toutes les garanties de bonheur.

Elle attira Germaine contre elle et l'embrassa sur la tempe. A l'idée que bientôt elle serait séparée de sa fille qui deviendrait madame Ravenel, la comtesse Ravenel peut-être, elle sentait déjà poindre en son âme une résignation qui lui paraissait une vertu.

— Maintenant, — dit-elle, — tu devrais te promener un peu avec ton père. Tu le trouveras sans doute au fumoir.

Germaine effleura d'une joue les cheveux gris de sa mère, en lui rendant son baiser. Elle ne dit pas ses propres opinions sur le mariage. Du reste, le ton de la conversation, sous sa douceur apparente, refoulait dans le cœur de la jeune fille tout ce qui eût ressemblé à des confidences et jusqu'aux effusions d'une tendresse trop spontanée. Il en était toujours ainsi avec madame de Valleyres. Depuis longtemps, Germaine attendait l'heure d'intimité qui aurait donné une liberté toute nouvelle à ses sentiments. Elle se disait : « Je ne com-

prends pas ce qui paralyse ma confiance auprès de maman et pourquoi, après toutes mes résolutions de lui témoigner plus d'affection et de me faire mieux connaître d'elle, j'en arrive, en sa présence, à l'écouter tout simplement. » Elle évoquait le souvenir des nuits que sa mère avait passées pour la soigner en de graves maladies de son enfance. Et quelquefois une sourde inquiétude pénétrait en son âme. Tout ce dévouement lui était-il adressé bien personnellement? Madame de Valleyres n'était-elle pas, avant tout, une femme de devoir qui ne réglait jamais sa conduite sur des raisons d'ordre sentimental et préférait une sorte de contentement orgueilleux et dévot, qu'elle ne tirait que d'elle-même, à la tendre reconnaissance de ses enfants? Germaine écartait cette idée qui l'eût un peu glacée.

Elle se rendit au fumoir où son père sommeillait à demi près du dernier roman acheté à la gare. Alourdi par quelque embonpoint, M. de Valleyres portait sur son visage aimable et coloré, coupé d'une moustache grise, l'expression d'un renoncement facile aux plaisirs qui lui avaient coûté cher. Rien ne lui restait, en effet, de sa fortune personnelle et même il s'était heurté un peu brutalement au régime dotal de sa femme. Mais les souvenirs de son passé galant le visitaient sans trop l'attrister, une atmosphère de tranquillité se reformait autour de lui dès que madame de Valleyres voulait bien se garder d'allusions pénibles, et il se reprochait d'avoir compromis la dot de sa fille avec un attendrissement qui noyait ses remords.

Ses relations dans un monde qui touche à la finance et notamment celles avec le baron Fuchs lui avaient valu plusieurs places en des conseils d'administration. A Paris, il trouvait accueil chez des femmes fort répandues autrefois et qui s'étaient fait une dignité en vieillissant. Là, on s'honorait de son amitié; on le considérait pour son nom, ses générosités anciennes, les bonnes grâces de ses manières. Il entendait vanter le temps passé ; il s'indignait des mœurs nouvelles de la société et se sentait devenir moral, vertueux plus librement que dans sa famille. M. de Valleyres avait toujours été un viveur ingénu.

Germaine se laissait toucher par le doux égoïsme de son

père et ne se défendait pas d'être émue lorsqu'il s'appuyait à son bras en lui disant : « Tu es ma consolation. » Elle voyait en lui de la faiblesse et de la bonté.

Il pensait : « N'est-ce pas surtout à moi qu'elle ressemble? » En vérité, elle avait comme lui des yeux clairs mais tenait de plus loin la petite flamme qui montait parfois dans ses regards et ne brillait pas chez les Valleyres à toutes les générations.

Elle entraîna son père vers le plateau qui s'étendait au-dessus du parc. Ils se promenèrent au long des champs de blé sur les chemins qui dominent les pentes où croissent des arbres fruitiers. Des peupliers à mi-côte voilaient les premières maisons du village, marquaient l'emplacement d'un lavoir. Au tournant de la vallée, la rivière miroitait sous les ponts d'une petite ville et des collines s'abaissaient à l'horizon. Ce paysage était familier à Germaine depuis son enfance. Il lui avait donné des impressions de solitude et de liberté. Il lui rappelait le temps où elle ignorait le monde. Maintenant, l'idée du mariage telle que la comprenait sa mère, pesait sur son esprit. Elle ne croyait plus que la vie s'ouvre toujours de plus en plus devant nous. Il lui semblait, au contraire, que son avenir était au bout d'une voie étroite et mystérieuse.

II

Huit jours plus tard, une dizaine de personnes se trouvaient réunies au château de Maisoncelles, dans la grande salle à manger où des panneaux d'Hubert Robert mettaient la solennité rêveuse de leurs escaliers déserts, de leurs portiques en ruines que la verdure environne. Par les hautes fenêtres, on découvrait le parc endormi d'un jour d'été avec le manteau de feuillage d'une allée de marronniers et les masses bleues d'une futaie. Le silence des parterres ensoleillés semblait monter dans l'air.

Malgré ses cheveux gris et sa démarche fatiguée, on comprenait encore que le marquis de Maisoncelles eût longtemps intéressé les femmes. L'âge avait mis des cendres sur son visage agréable et distingué. L'expérience avait aiguisé son

regard et souvent il ne partageait pas les opinions que l'on professait autour de lui. Mais une parfaite urbanité et un grand fonds de scepticisme l'éloignaient de toute discussion.

Son fils paraissait bien ne lui devoir que des traits purement physiques et rien qui touchât à l'esprit. Le comte Jean, cavalier élégant, joueur de polo, chasseur à courre et à tir, se montrait dépourvu de toute ironie. Le sérieux des hommes qui se sont mariés très jeunes ne l'abandonnait jamais. Il admirait en tout sa femme, Louise de Maisoncelles, une Diane blonde, adroite à tous les sports et voyageuse infatigable.

A ce déjeuner, en dehors des Valleyres et de Ravenel dont on favorisait la rencontre, il y avait encore la comtesse de Montbarry et Lucien Jaman.

Madame de Montbarry était une vieille fée au profil d'oiseau qui depuis la mort de son mari offrait l'exemple d'une agitation continue. Elle s'était créé des relations dans tous les mondes et multipliait les séjours chez des amis. Tout ce qu'elle observait dans la société nourrissait la vivacité méchante de ses yeux. Merveilleusement affranchie des sentiments de famille, elle disait volontiers : « Mon gendre est stupide, » ou « Ma fille est folle. »

Lucien Jaman, maigre et pâle, presque chauve à trente ans, avait une physionomie ingrate et tourmentée où l'aigreur de son âme provoquait une grimace constante. La délicatesse de sa complexion et la tournure de son esprit lui faisaient rechercher la compagnie des femmes âgées. Il unissait dans sa personne le snobisme des relations mondaines à celui des connaissances artistiques. Il racontait des anecdotes pleines de sous-entendus avec des contorsions du buste, des roulements d'yeux et une voix qui lui eût valu d'explorer librement les détours de tous les sérails.

Ravenel était placé auprès de Germaine. Il avait les cheveux et la moustache d'un noir brillant, les traits réguliers, le menton un peu fort. Large d'épaules et de taille moyenne, il se tenait très droit. Ni l'assurance ni le tact ne lui manquaient. Il se sentait heureusement porté par sa fortune et songeait à la conquête de mademoiselle de Valleyres. Le plaisir qu'il éprouvait en cette réunion choisie animait son visage d'un

éclat mobile. Cet éclat et toute expression de ses sentiments s'atténuaient sous le voile des idées conventionnelles dès qu'il commençait à parler. Il ne cherchait pas à se distinguer des autres, mais à leur ressembler. Madame de Valleyres jugea bien vite qu'il était digne du titre de comte. Elle avait beaucoup réfléchi et tenait à ce qu'il l'obtînt du pape pour son mariage.

Ce fut Lucien Jaman qui donna d'abord le ton à la conversation. Il y jeta des noms propres à foison. On sut que le duc de Lancé se rendait à Dinard, que les Champdeuil étaient rentrés dans leur propriété de Bourgogne. Il fut question des chasses de Touraine, de la saison qui s'ouvrirait en septembre à Biarritz. Madame de Pontault s'était ennuyée à Vichy. Les demoiselles Fringant ne se mariaient pas. On avait encore vu sur le champ de courses de Deauville l'audace maladroite et désespérée de leurs flirts. Félix de Morsang cherchait toujours une héritière, et voici que mademoiselle Le Catelier, cette riche orpheline, venait d'épouser Robert de Grigny, un jeune officier dont on n'avait jamais entendu parler auparavant.

— Elle ne veut pas qu'il donne sa démission, — dit Jaman.

— Elle a bien raison, — déclara madame de Valleyres.

Le marquis de Maisoncelles souriait :

— Elle changera d'avis. Il ne serait pas nécessaire d'être si riche pour se payer un bonheur de province et des joies d'intimité.

— Elle est peut-être née pour ces joies, — reprit Jaman.

— Peut-être, mais je serais étonné que son mari ne rêvât pas bientôt d'une existence moins familiale, — répliqua M. de Maisoncelles.

Madame de Montbarry raconta qu'elle avait connu plusieurs de ces jeunes ménages qui affectaient le goût de la simplicité et le mépris de la vie mondaine. Au bout de quelque temps, on apprenait sur eux des histoires invraisemblables.

— Ainsi, — dit-elle, — vous rappelez-vous les d'Artigny?

— Oui, oui, — répondit madame de Maisoncelles qui se hâtait d'interrompre sa vieille amie en lui indiquant du regard la présence de Germaine.

Madame de Montbarry se contenta de préparer en elle-même pour une occasion meilleure un récit très circonstancié du scandale d'Artigny.

Le comte Jean songeait à sa promenade du matin. Les mouches avaient tourmenté son cheval. Celui de sa femme s'était un peu blessé au garrot. La sécheresse de l'été durcissait tous les chemins. En ce pays, on manquait vraiment de routes sablonneuses et de prairies où il fût agréable de galoper. Il fit à Germaine les éloges de la forêt de Compiègne et des environs de Chantilly.

De temps en temps, il s'adressait à Ravenel. La jeune fille apprit que celui-ci avait acheté une automobile d'un modèle nouveau, une merveille, et qu'il possédait de remarquables poneys de polo. Elle dut avouer qu'elle pratiquait peu de sports et jouait seulement quelquefois au tennis avec Françoise de Gouvernes.

M. de Valleyres confiait à madame de Maisoncelles qu'il était obligé d'aller bien souvent à Paris.

— Ce n'est pas pour mon plaisir, — disait-il, — mais que voulez-vous? lorsqu'on est entré dans les affaires, on n'a plus toute sa liberté.

Il ajoutait :

— Du reste, c'est très intéressant.

Cependant la conversation de tout à l'heure avait enfin pénétré la pensée de Louise de Maisoncelles, jusque-là distraite. Elle dit :

— Moi, je n'aurais jamais pu m'habituer à la vie de garnison. Il est bien heureux que Jean n'ait pas été officier.

Ravenel comprenait que l'on donnât sa démission. L'armée d'aujourd'hui ne ressemblait plus à celle d'autrefois. Il n'y régnait plus la même discipline, les mêmes traditions. Elle était travaillée par la politique. Beaucoup d'officiers des plus capables avaient été déçus à la fois par leurs chefs, leurs camarades et leurs soldats. D'ailleurs, Renan lui-même n'a-t-il pas dit que le plus difficile pour une démocratie était d'avoir une armée?

On fut surpris que Renan eût si bien pensé, et Ravenel, qui pouvait le citer, acquit quelque considération.

— Quelles sont maintenant les carrières ouvertes aux

jeunes gens? — demanda madame de Maisoncelles. — La diplomatie n'a-t-elle pas aussi ses inconvénients?

— Oui, — répondit Ravenel, — je crois qu'il vaut mieux rester indépendant.

Pour sa part, il étudiait la politique étrangère. Il comptait publier en des revues plusieurs articles sur le système des alliances en Europe et l'importance croissante des questions économiques internationales.

— Il vous faudrait un siège de député, — dit madame de Valleyres.

— Je m'en occuperai plus tard.

Louise de Maisoncelles voulut savoir s'il était bonapartiste ou royaliste. Il ne se prononça point. Le ton de la jeune femme révélait tant de grâce étourdie et d'indifférence qu'il fit chanceler le sérieux de la conversation. On sourit et chacun revint à ses préoccupations particulières. Madame de Maisoncelles était contente que Ravenel eût brillé. Quant à lui, il désirait fort peu renverser la République. En somme, il n'affichait le souci des intérêts de la France que pour servir ses ambitions mondaines. Il regarda sa voisine qui lui plaisait déjà et pensa qu'un jour il présiderait peut-être avec elle des dîners très élégants.

Comme on se levait de table, on entendit Lucien Jaman qui disait de sa voix éclatante et fausse :

— Ce qui changera les conditions de bien des choses, c'est que nous aurons assurément la guerre avant deux ans.

Dans le salon, tandis qu'on prenait le café, Ravenel sut apprécier un portrait de Nattier qui représentait une jeune marquise de Maisoncelles avec une fine et gracieuse épaule nue. Puis il s'approcha de madame de Valleyres. Ils échangèrent des propos d'une bienveillance un peu naïve sur des gens que Ravenel connaissait au moins de vue et qui appartenaient à la société du Blaisois. Madame de Valleyres demeurait affectionnée à ce pays qu'elle avait habité pendant longtemps, avant son mariage.

— C'est là, — dit-elle à celui qu'elle considérait déjà comme son futur gendre, — que vous devriez acheter des terres et vous créer une situation politique.

On descendit dans le parc. Bientôt Germaine se trouva

seule avec Ravenel sous les hauts marronniers, à droite des parterres et de la pièce d'eau. Tout le monde s'était éloigné discrètement. Elle ne pouvait plus douter que ce fût une entrevue et sentit au cœur une petite défaillance. Que d'inconnu il y avait pour elle en cet homme sur qui sa mère lui demanderait tout à l'heure son opinion avec tant d'insistance ! Le paysage se voilait à ses yeux d'irréalité.

Ravenel s'informa des goûts de la jeune fille. Elle n'était pas très mondaine. Les mois d'été qu'elle passait à la campagne dans une demi-solitude ne l'effrayaient pas. Depuis son enfance, tout son temps s'était partagé entre Paris et la propriété de ses parents. Au fond, il n'y avait encore eu d'important chez elle qu'une vie intérieure dont elle ne parlait pas. Comme elle craignait de se montrer prétentieuse, elle ne se permit qu'une allusion rapide et modeste à la musique et aux livres qui lui plaisaient. Elle ignorait presque les voyages.

— Les aimeriez-vous? — dit Ravenel.

— Oh ! oui, je crois même qu'en voyage, je deviendrais tout autre que je ne suis. On me reproche souvent ma paresse et j'étonnerais tout le monde par mon activité.

Seulement elle ne goûtait pas beaucoup le voyage qui consiste à se rendre pour un mois dans une ville d'eaux ou sur une plage à la mode. L'Italie et l'Espagne l'attiraient.

Ravenel raconta que, cette année, il avait visité en automobile Caen, Bayeux, le château de Balleroi. Il s'étendit un peu sur les châteaux de France, ces belles demeures qui malheureusement n'appartiennent souvent plus aux familles d'autrefois ou bien sont misérablement entretenues.

— Un des plus beaux châteaux que je connaisse est ce château de Maisoncelles, — ajouta-t-il.

Et tous deux le regardèrent qui se reflétait dans la calme pièce d'eau avec les hautes fenêtres de son rez-de-chaussée, la couleur vieillie de ses briques et les pentes raides de son toit. Germaine aimait aussi le parc, les grandes allées droites qui donnaient au loin sur la campagne.

Ils paraissaient fort bien s'entendre. Ravenel admirait la beauté de Germaine, sa taille flexible. Il songeait que sans doute elle serait écartée de toute coquetterie dangereuse par

l'agréable indolence qu'on remarquait dans sa démarche. Enfin, il voyait en elle tout ce qui témoignait une douce nature et une éducation parfaite. Quelque attendrissement lui venait à l'idée du bonheur qu'il comptait lui offrir avec la fortune. Ah ! il n'avait vu jusque-là que des jeunes filles bien différentes. Il aimait à ne pas sentir devant lui une personnalité qui pût offusquer la sienne, et celle de Germaine était délicatement voilée.

Après qu'on se fut séparé, madame de Valleyres, dans la voiture qui n'avait pas encore franchi la grille de Maisoncelles, s'écria :

— Comme monsieur Ravenel a l'air intelligent ! — n'est-ce pas, Germaine ?

— Oui, maman, peut-être bien, je ne sais pas.

Madame de Valleyres leva des yeux étonnés sur sa fille et dit avec un peu de mauvaise humeur :

— Tu es drôle, mon enfant. Je ne te comprends pas.

III

Germaine fut invitée par madame de Maisoncelles à des goûters, à des parties de tennis. Elle rencontra souvent Ravenel. Possédé chaque fois par une vanité particulière, il aimait que la conversation mît en relief tantôt son intelligence, tantôt ses relations et quelquefois seulement sa fortune. Bientôt il laissa paraître discrètement les ambitions de son cœur. Il songeait que, dans le monde, on lui saurait gré d'un mariage qui allait réparer les injustices du sort à l'égard d'une personne jolie et bien née. Il voyait déjà le sourire d'accueil que la duchesse de Lancé adresserait à la nouvelle jeune femme et qui viendrait tout naturellement jusqu'à lui.

Un jour, madame de Maisoncelles dit à madame de Valleyres qui se trouvait assise auprès d'elle sur le perron du château :

— Ma chère amie, ce que j'avais prévu est arrivé. Ravenel est très épris de votre fille. Il me l'a confié hier soir avec beaucoup d'émotion et de chaleur dans la voix.

— Je ne doute pas, — répondit madame de Valleyres, —

que Germaine reconnaisse tous les mérites de monsieur Ravenel. Elle est fort touchée de ses attentions. Mais cette chère enfant n'interroge pas son cœur sans inquiétude. Je vois tous les combats qui se livrent en elle, bien qu'elle me les raconte peu. Assurément, elle se défend de penser à la fortune de monsieur Ravenel. Elle a tous les scrupules que vous devinez. Le sentiment seul les fera taire.

— Germaine a bien raison de ne pas se hâter. Elle prend le temps de connaître et d'apprécier Ravenel. Il sera d'autant plus flatté de la réponse que pour ma part j'attends avec grande confiance.

Madame de Valleyres partagea cette confiance. Il lui sembla que le mystère qui enveloppait à ses yeux le cœur de Germaine se dissipait soudain et qu'elle apercevait en ce cœur toute la noblesse d'âme, tout le désintéressement qui ne sauraient nuire. Elle se dit : « Ce qui se prépare, c'est un mariage d'amour de part et d'autre. » Dans le ciel pâle qui se creusait au-dessus des grands arbres, par delà les parterres et la pièce d'eau, elle discernait comme un sourire de la Providence, et le couple qui se promenait à quelque distance, au long de l'herbe, lui parut charmant et romanesque. Les larmes lui venaient aux yeux. Dans un élan de gratitude, elle serra la main de madame de Maisoncelles qui lui dit :

— Germaine est un ange, voyez-vous, je l'ai toujours pensé. Ravenel saura de moi toutes les raisons qui la rendent parfois un peu silencieuse auprès de lui. Ses sentiments en deviendront plus forts, je suis heureuse du bien que je vais lui faire. Il est très sincèrement épris, je vous assure. Entre nous, il vaut mieux que bien des petits jeunes gens de notre monde. Et si vous saviez comme il est instruit ! Hier, à propos de quelques bibelots qui nous viennent de famille, il a parlé en connaisseur des objets d'art du dix-huitième siècle. Ah ! votre fille sera entourée de jolies choses. Il a pour la peinture moderne tout le mépris qui convient. « Les artistes d'autrefois, dit-il, se conformaient aux goûts des grands seigneurs qui les employaient. Maintenant, ils ne veulent plus suivre que leur inspiration. On voit le résultat. »

Après quelques instants, madame de Valleyres demanda :

— Croyez-vous qu'il consentirait à porter un titre de comte?

— Mais oui, je n'ai pas vu chez lui d'orgueil mal placé. Et de plus, qui ne trouvera naturel qu'un mariage avec votre fille l'ait anobli?

— Pauvre petite, — dit madame de Valleyres, — il me tarde qu'elle se confie à moi. Je pourrais si bien l'aider à voir clair dans ses pensées.

— Ne vous tourmentez pas, chère amie, Germaine est un ange, oui, je vous le répète, un ange.

Ce soir-là, madame de Valleyres observa sa fille avec un demi-sourire attendri et patient. Elle se livrait à de romanesques imaginations que favorisaient de fréquents silences. Les souvenirs de lectures anciennes se ranimaient en son esprit. N'avait-elle pas aimé les livres qui font à l'idéal une part si légitime, nous exposent de si nobles débats de conscience et s'achèvent, après le récit de nombreux et délicats épisodes, sur l'annonce heureuse d'un mariage riche? Maintenant, elle se disait que Ravenel saurait provoquer chez Germaine le plus désintéressé des amours. N'avait-il pas plus d'intelligence et de cœur que le « jeune homme pauvre » de Feuillet? On pouvait oublier qu'il était riche et ne se le rappeler qu'à l'heure solennelle et rayonnante où le notaire intervient. Madame de Valleyres pensait devant la gravité mélancolique du visage de Germaine :

« Il ne faut point la troubler. Il faut lui permettre de vivre tout son roman puisqu'en somme on ne doit en avoir qu'un seul dans la vie. »

Le lendemain matin, la jeune fille quitta le piano comme sa mère entrait dans le salon.

— Maman, — dit-elle, — je voudrais voir un peu moins souvent monsieur Ravenel.

— Pourquoi, mon enfant, est-ce qu'il te déplaît?

— Non, mais je serais bien contente de passer ici quelques journées de calme et de liberté. Ensuite nous verrons. Dans des trop courts intervalles qui séparent maintenant nos visites à Maisoncelles, je reste sous l'empire d'impressions confuses. Je me souviens de paroles qui semblent témoigner chez monsieur Ravenel, de la générosité de cœur et de l'ouverture

d'esprit. Mais pourquoi me suis-je demandé s'il était sincère? Je me rappelle des compliments qui auraient dû me toucher plus qu'ils n'ont fait. Quelquefois je me dis : nous pourrions vivre longtemps l'un près de l'autre sans jamais nous connaître mieux qu'aujourd'hui. Cependant il m'apparaîtra peut-être sous un jour tout nouveau si je parviens à m'associer à ses ambitions. Ce qui m'éloigne de lui c'est peut-être qu'il est tourné vers l'action tandis que moi, jusqu'à présent, je n'ai guère été portée qu'à la rêverie. Monsieur Ravenel rêve très peu. Assurément, il a de la volonté. Qu'en fera-t-il? Je le saurai plus tard... trop tard.

— Monsieur Ravenel emploiera sa volonté à te rendre heureuse. Ensuite, il servira des idées excellentes qui sont les nôtres, les tiennes. Je ne comprends pas ce qui t'inquiète.

— Quelquefois aussi, — continua Germaine, — j'aimerais qu'il fût moins riche. Je ne sais trop si l'existence brillante qu'il veut m'offrir est conforme à mes goûts. J'ai peur de lui devoir, pour la grande fortune qu'il m'apporte, une sorte de reconnaissance qui me donne quelque timidité vis-à-vis de lui.

— Où vas-tu chercher cette idée? Lorsqu'on a été élevée comme toi, mon enfant, et que l'on appartient à la meilleure société, je t'assure qu'il vous semble tout de suite qu'on a toujours été riche.

— Ah ! je voudrais bien éprouver des sentiments qui ne me permettraient pas de tant raisonner.

— Laisse-moi te dire que tu te défends trop contre eux. Je croyais vraiment qu'il y aurait en toi plus de chaleur et plus d'élan. Enfin, tous ces scrupules te font honneur, mais monsieur Ravenel mérite d'en triompher. Et il y réussira. Personnellement, il ne saurait t'inspirer de la répulsion?

— Non, mais laissez-moi retrouver pendant quelques jours le calme ancien de ma pensée.

— C'est entendu, je parlerai à madame de Maisoncelles et tu réfléchiras toute une longue semaine. Monsieur Ravenel pourra s'éloigner pendant ce temps. Nous sommes ici dans un tel voisinage de Paris qu'il lui sera facile de revenir. Seulement, à son retour, il s'agira de le décourager tout à fait ou d'accepter la perspective de prochaines fiançailles. Réfléchis, mon enfant, c'est à toi seule de te décider. Tu es complète-

ment libre. Toutefois, j'ai le devoir, je pense, de t'éclairer sur quelques points pour que tu ne sois pas victime de ton inexpérience et ne t'exposes pas à regretter un jour ta décision.

Madame de Valleyres entraîna Germaine vers un canapé couvert d'une cretonne à grand fleurage. Les tableaux se détachaient sur les boiseries blanches du salon à leurs places familières. Le parc se montrait par les fenêtres dans l'immobilité d'une heure déjà chaude. On voyait l'herbe fraîche et touffue à l'ombre de la maison et, plus haut, le tournant d'une allée sous un bouquet d'arbres puis un espace découvert, ensoleillé, libre. Il semblait à la jeune fille qu'elle eût mieux respiré là-bas dans la solitude bruissante du jardin. Elle songeait aux retraites qui l'avaient souvent abritée et revoyait jusqu'aux profondeurs des massifs dont les branches basses avaient griffé autrefois ses mollets nus. Comme il lui était arrivé de tenir de longs dialogues avec des personnages imaginaires ! Tout un monde rêvé allait disparaître devant les réalités précises d'un avenir qui ne dilatait pas son cœur. Ces pensées ne prirent à Germaine que le temps d'un soupir. Elle était assise près de sa mère, au bord du canapé. La fatigue courbait un peu son buste, ses cheveux blonds mettaient une ombre sur la douce pureté de son front et la mélancolie de ses yeux s'éclairait à demi. En ce moment, il était bien certain qu'aucune force intérieure ne l'armait pour la lutte.

— Ma chère enfant, — dit madame de Valleyres, — il faut d'abord que tu saches les sentiments de monsieur Ravenel. Il les a confiés à madame de Maisoncelles qui est pour nous une véritable amie. Elle en était émue. Il est absolument sincère. Du reste, pourquoi ne le serait-il pas? Il est un excellent parti et bien des jeunes filles de notre monde seraient heureuses de l'épouser. On lui a fait souvent des avances. Madame de Maisoncelles m'a cité des noms à ce propos. Seulement, monsieur Ravenel a justement discerné que tu n'étais pas comme les autres, il te sait même gré de ton absence de coquetterie à son égard. Il y voit la preuve de tout le sérieux, de tout le désintéressement qu'il y a en toi. Enfin, il te comprend et moi qui te connais si bien, ma chère enfant, et qui trouve que tant de jeunes gens seraient indignes de toi

j'avoue que je m'intéresse à ses sentiments. Il m'inspire confiance. Madame de Maisoncelles a beaucoup d'estime pour ce jeune homme, beaucoup d'estime. Elle lui a rendu de grands services auprès du monde et il ne les a pas oubliés. Depuis sa première jeunesse, il a toujours recherché les sociétés distinguées. On ne peut lui adresser aucun reproche. Sa fortune a été gagnée très honnêtement par son père. « Sous un autre régime, m'a dit souvent madame de Maisoncelles, on l'eût certainement anobli. » Réfléchis donc, mon enfant, mais garde-toi des impressions fausses qui te montreraient monsieur Ravenel tout autre que ne le voient des gens très avisés et très difficiles. Pendant toute cette semaine, je ne te parlerai plus de lui. C'est seule avec toi-même que tu prendras ta décision. Je m'en remets à ta sagesse ainsi qu'aux lumières qui te viendront de plus haut. Je ne doute pas, en effet, que tu demandes ces lumières et qu'elles te soient accordées.

Madame de Valleyres sourit avec confiance. Elle embrassa Germaine sur le front comme pour la bénir avant que la fortune descendît sur elle.

— Tu as toujours été une enfant reconnaissante et douce. Comme je voudrais que ton frère te ressemblât ! Je serai largement payée de tous mes soins, de toutes mes peines si je te vois heureuse.

En quittant le salon, elle se répétait la phrase de madame de Maisoncelles : « Germaine est un ange. » Et pour elle cela voulait dire : « Toutes ses hésitations sont de pure forme, elle épousera Ravenel. »

Pendant huit jours, tout le mystère caché dans l'âme de la jeune fille frémit sans se révéler. Elle n'arrivait point à se connaître. Elle ne s'entendait pas non plus à observer les gens. Et surtout, elle n'avait pas une confiance aveugle en ses impressions. Les regards très jeunes se reflètent et ne pénètrent point; le monde leur apparaît à travers une sorte de brume où semble emprisonnée de la lumière. Germaine était souvent inquiète : elle ne deviendrait clairvoyante que plus tard.

Le matin, elle ouvrait sa fenêtre de bonne heure au souffle frais de la vallée. Puis, en son lit étroit, parmi les meubles clairs qui lui étaient familiers depuis l'enfance, elle songeait : « Comme il me suffirait de vivre encore avec des espérances

un peu vagues ! » Les yeux tournés vers la blancheur du plafond, elle emplissait sa pensée du silence de la maison endormie. Et si on lui avait dit alors : « Il ne sera plus question de Ravenel », elle fût tombée sans doute dans un sommeil tout plein des rêves d'autrefois.

Cependant elle se disait : « D'où me viendra le courage de désoler mes parents en refusant monsieur Ravenel? » Et sa propre faiblesse l'attristait. Puis elle se demandait : « Que dois-je espérer? »

La jeune fille se souvenait d'avoir flirté avec Raymond de Vauchamps au printemps de l'autre année. Elle revoyait la silhouette élégante du jeune homme, son visage mobile comme celui d'un acteur qui sait feindre les émotions. Il excellait à recouvrir d'une douceur insinuante et d'une malice enjouée le plus pratique des égoïsmes. Il se composait un personnage, peut-être pour se tromper un peu lui-même sur la sécheresse de sa nature. Un soir, pendant un cotillon chez madame de Nazel, il avait tout à coup changé d'expression en causant avec Germaine. Avait-il aperçu dans les yeux bleus de la jeune fille une offre naïve, quelque chose comme une fleur pure et fragile qui montait à la rencontre de ses regards à lui? En vérité, il ne désirait pas qu'on le prît trop au sérieux. Germaine était alors presque inconsciente du sentiment qui s'était si peu voilé dans son apparition première et ingénue. Mais elle remarqua fort bien que Raymond de Vauchamps se détournait d'elle. A la même seconde, elle lut dans son cœur, et dans celui du jeune homme. Une angoisse l'étreignit. Troublée, honteuse, comme elle eût voulu disparaître de la petite chaise dorée où elle se trouvait sans voix, avec un sourire qui retombait lentement ! On l'invita pour une valse. Dans le tourbillon de la musique, des lumières, des voix, elle vit s'engloutir une illusion qu'elle ne croyait pas si chère. Pendant le reste de la soirée, Vauchamps fut poli, mais lointain, mais distrait par mille obligations de politesse. Rentrée chez elle au petit matin, Germaine pleura longtemps au creux de son oreiller. Ainsi, celui qu'elle avait cru différent des autres valait à peine le pire d'entre eux. Quelle confiance pouvait-elle garder en son propre jugement? Qu'était le monde? Elle frémit à l'idée d'une découverte pareille à celle de ce jour-là et

qui eût suivi de plus longues illusions. Il lui sembla qu'elle distinguait au plus profond de son cœur un trésor obscur et doux qui resterait toujours ignoré. Elle sentit qu'elle était éloignée de la vie même par toute l'âme qu'elle avait su se créer dans ses rêveries. Cette âme, en qui plus tard elle puiserait peut-être des forces imprévues, lui paraissait bien lourde dans le désarroi de ses sentiments.

Depuis ce temps, Germaine s'était laissé reprendre par son indolence. Bientôt, elle avait appris sans surprise le mariage de Vauchamps avec une riche héritière. Aujourd'hui, voici qu'elle devait se décider pour ou contre Ravenel. Et, devant l'opinion de ses parents, ne lui fallait-il pas plus de confiance dans la vie, plus de volonté pour le refuser que pour l'accepter?

Elle se demandait parfois ce que sa plus chère amie, Simone d'Aigremont, penserait de Ravenel. Simone portait dans ses yeux noirs une flamme droite et tranquille. Elle s'exprimait avec une assurance discrète qui vous rangeait à son avis. L'orgueil de l'intelligence ne se montrait pas chez elle. Il semblait seulement que la vérité rendît un son particulier en tombant sur son âme. On ne connaissait de Simone que la finesse de sa nature et la fraîcheur des impressions que lui donnait l'amitié. Il était impossible de prévoir sa destinée. Sensible et réfléchie, elle n'avait pas l'air de trop rêver.

Un après-midi, Françoise de Gouvernes vint jouer au tennis avec Germaine. Le terrain se trouvait situé à mi-hauteur entre le fond de la vallée et le petit château des Valleyres, dans la prairie qui s'étendait au pied du mur de soutènement du jardin fleuriste. Une avenue de platanes montait sur la gauche. Vers cinq heures, l'ombre d'un bouquet d'arbres s'allongeait sur le jeu. Toute la lumière de l'été l'environnait, largement épandue sur le coteau qui attendait le soir pour respirer. Un peuplier isolé marquait la hauteur du ciel que soulevaient plus loin les toits de la maison et les cimes de la futaie. On sentait, en regardant de ce côté, toute la profondeur calme et ensoleillée du paysage champêtre.

Les deux jeunes filles avaient des chemisettes et des jupes de toile blanche. Elles se reposaient en des fauteuils d'osier, sur l'herbe, près de la table du goûter. Françoise était petite et cambrée, avec des cheveux presque roux et une singulière

vivacité d'expression sur son visage aux narines retroussées. Elle apportait à tous les sports et à la danse des muscles infatigables. Même au repos, son corps souple aux contours arrondis et nets laissait prévoir la rapide agilité de ses mouvements. Très libre auprès de madame de Gouvernes et riche de l'héritage de son père, elle songeait peu à se marier. Les plaisirs de sa vie présente lui suffisaient.

— Germaine, as-tu vu les Maisoncelles depuis leur retour? — demanda-t-elle.

— Oui, plusieurs fois.

— Ah ! ils ne m'ont pas invitée, — reprit-elle sur un ton légèrement pincé, puis elle sourit en regardant son amie.

— Il paraît, — continua-t-elle, — qu'ils avaient en séjour un homme charmant dont tout le pays dit grand bien, monsieur Ravenel. Tu as dû le rencontrer?

— Mais oui.

— On faisait encore son éloge, l'autre jour, chez les d'Orival. J'ai surpris la fin d'une conversation très flatteuse à son sujet et que mon arrivée a interrompue.

« Évidemment, pensa Germaine, on parle de lui et de moi dans toutes les propriétés des environs. Et si je le refuse, je découragerai à jamais la bonne volonté de nos amis. Je passerai pour fantaisiste. Il ne semblera plus qu'on puisse, en conscience, faire cadeau de ma personne à un bon jeune homme. Il n'y a rien à dire contre monsieur Ravenel. Dans ma situation, je dois l'épouser... et l'aimer. »

— Je n'ai pas trouvé monsieur Ravenel désagréable, — répondit-elle à Françoise, — il a l'air instruit et ambitieux.

Françoise n'insista point. Elle n'attendait pas de confidences et voulait seulement savoir si elle avait deviné juste. Les confidences se font d'ailleurs très rarement aux heures d'incertitude. On ne raconte volontiers que l'irréparable.

Quelques instants plus tard, comme elles allaient recommencer de jouer, Françoise eut une seconde d'attendrissement qu'elle n'expliqua point et dit :

— Ma petite Germaine, je t'aime bien.

Le dimanche suivant, les huit jours de réflexion et de liberté se trouvaient largement écoulés. Madame de Valleyres choi-

sit son heure. Ce fut au retour de la messe qu'avec un visage souriant et composé, elle dit à Germaine :

— Eh bien, mon enfant, que faut-il écrire à madame de Maisoncelles?

— Mon Dieu, maman, — dit Germaine, — je ne puis pas...

Elle releva les yeux avant de terminer sa phrase. Quelque chose de dur se mêlait à l'expression inquiète des traits de madame de Valleyres. Des larmes assez douloureuses voilèrent les regards de la jeune fille qui dit :

— Maman, je veux bien revoir monsieur Ravenel.

A ces mots, sa mère lui ouvrit les bras, et, pleurant elle-même, la serra tendrement sur son cœur.

IV

Le temps avait passé et Germaine était depuis plusieurs années déjà la comtesse Ravenel. Un jour, beaucoup de gens se trouvaient à l'heure du thé chez madame de Saint-Hilliers, rue de Rivoli. La clarté d'un ciel de juin où flottaient de beaux nuages entrait par les fenêtres, mais de grands chapeaux surmontés de plumes ou d'aigrettes mettaient à l'ombre les visages des femmes. Il y avait des robes de toutes nuances, de toutes formes et souvent l'indiscrétion de la robe révélait agréablement ce qu'une femme préférait en sa personne. Quelques hommes s'occupaient à poursuivre des flirts. On signalait la présence d'un littérateur connu, celle d'un poète nouveau. Des vieux messieurs, blanchis dans la mondanité et dont les rides ne contenaient point d'ombre, circulaient à travers les salons, et de petits jeunes gens maniérés se dressaient en des groupes d'où fusaient, par instants, des éclats de voix et des rires.

Une robe du bleu le plus tendre accusait les charmes opulents de madame de Saint-Hilliers, faisait ressortir les couleurs étudiées de son teint et le blond ardent de ses cheveux. Les sourires qu'elle adressait à ses invités s'éloignaient en ses yeux comme des soleils couchants. Ils évoquaient le paysage accidenté d'une jeunesse déjà longue. Tout le monde avait connu les intimités de madame de Saint-Hilliers avec un

musicien célèbre, puis avec un poète. L'âge aidant, elle était venue jusqu'à la politique. Maintenant elle rêvait d'incliner sa beauté vers de jeunes ambitieux et de respirer l'encens des plus naïfs éloges.

Dans un coin du salon, la petite comtesse de Chérence, une brune aux épaules maigres que l'on voyait jouer sous la soie luisante d'une sorte de tunique, se tenait dans un fauteuil bas, les jambes croisées, le buste en avant. Quelque chose de troublant rayonnait de sa personne singulièrement repliée. Elle levait une tête chargée de lourds cheveux noirs vers un jeune homme timide. Il semblait qu'en l'écoutant, elle abritât de ses paupières à longs cils tout le travail de sa pensée. Elle ne dérangeait pas en elle-même l'éclosion d'un désir. Peut-être, tout à l'heure, son regard apporterait-il au jeune homme la plus chaude des promesses et comme une image dévoilée de l'amour prochain. Peut-être au contraire ne serait-elle plus tout à coup qu'indifférence.

Debout, très entourée, madame Oisemont balançait une tête magnifique, un peu trop forte. Ses grands yeux se détournaient lentement de ses admirateurs. Elle avait l'air de pâturer en un jardin secret et lointain.

Cependant, la vieille madame de Montbarry était confortablement installée devant une tasse de thé, des gâteaux à la crème et des tartelettes. Un petit cercle recueillait les oracles de sa malveillance et Lucien Jaman lui donnait la réplique. Elle se livrait à de sévères appréciations sur nombre de jeunes femmes.

— Ce sont des poupées, — disait-elle, — ou de petits animaux. Croyez-moi. Du reste, qui se soucie de les aimer?

— Mais je crois, — répondit Jaman, — que l'on aime très souvent madame de Chérence.

— Oui, en passant. Elle fait aux cocottes une concurrence déloyale.

— Pas si déloyale, — murmura Jaman.

Et il se pencha vers l'oreille de son voisin pour insinuer que la jeune comtesse de Chérence ne témoignait pas toujours le mépris absolu des questions d'intérêt. Elle songeait au prix de ses faveurs dès qu'elle commençait à les accorder moins volontiers.

— Je vous entends bien, — dit très haut madame de Montbarry.

Elle railla ensuite la stupidité de madame Oisemont faite pour les entrées majestueuses et muettes dans le restaurant d'un grand hôtel étranger.

— Ses proportions ne sont pas intimes, — dit-elle.

Jaman lui signala madame de Saint-Ribert dressée sur de hauts talons, avec une bouche comme une cerise et des yeux agrandis au crayon bleu. Une robe blanche très étroite et garnie de dentelles permettait d'admirer toute sa personne menue et ronde.

— Celle-ci, — dit-il, — est une petite Walkyrie de la mondanité. Aucun flirt ne peut l'émouvoir. Elle aime infiniment à s'habiller et le contraire ne lui paraît justifié que par la perspective du repos. Que ferait-elle d'un amant? Déjà, elle ne sait où prendre le quart d'heure d'une attention bien distraite que son mari réclame quelquefois.

— Tenez, — s'écria madame de Montbarry, — j'aperçois madame Ravenel. Ah ! si j'étais un homme, voici la femme dont je m'occuperais. Son charme est doux et profond. Il y a une ombre de tristesse dans ses jolis yeux. Son mari la néglige sans doute ou ne lui plaît guère. Regardez comme elle se distingue de toutes les autres. Ah ! je suis bien persuadée qu'elle a une âme.

— Une âme, je ne dis pas.

— A vous de comprendre tout ce que j'entends par là.

— Oh ! je ne suis pas en cause, — dit Jaman avec une aigre modestie. — D'ailleurs, vous n'ignorez pas qu'elle est très recherchée par Henri de Sénart. Il est ici.

Germaine, qui portait depuis deux ans et demi bientôt le nom de comtesse Ravenel, venait en effet d'arriver. Elle causa d'abord avec madame Berthelier qui s'était prise pour elle d'une vive amitié. Madame Berthelier, maigre et brune, les épaules étroites, avait une physionomie intelligente et de beaux yeux. L'amour l'avait déçue, son mari ayant recommencé sa vie de garçon dès le retour de son voyage de noces. Maintenant, il consacrait aux chevaux et aux chiens tout le temps qu'il ne donnait pas aux petites femmes de Paris. Il buvait, en un fumoir que décoraient des bibliothèques

de fusils et de cigares, de nombreux verres d'eau-de-vie. Jeanne Berthelier veillait avec un soin minutieux à la santé et à l'éducation d'une petite fille de cinq ans. Elle s'était créé des goûts indépendants et avait acquis un vrai talent de musicienne. Enfin, elle se montrait pour quelques personnes une amie ingénieuse, dévouée, parfaite. Résolument, elle se défendait de tomber dans l'abîme des peines sentimentales. Mais c'était au prix d'un effort constant qui rendait intéressante l'expression de son visage.

— Ma chérie, — dit-elle à Germaine, — nous devrions bien aller un soir, sans nos maris, écouter *Tristan* aux fauteuils d'orchestre de l'Opéra.

— Ah! je le voudrais bien, — répondit Germaine, — mais tu n'imagines pas ce qu'est mon existence en ce moment. Je me réserve à peine une soirée de temps en temps et je suis si fatiguée que je ne sais plus ce qui pourrait me plaire.

— Je crois que tu t'exagères un peu l'obéissance qu'on doit à son mari. Tu ne vis plus que selon ses goûts à lui. C'est injuste. Il me tarde que tu te reprennes un peu, que tu résistes à ce terrible courant de mondanité.

— Ce serait difficile. J'admire ton énergie. Moi, je suis bien faible, bien faible. Viens donc me prendre, un après-midi, nous irons à la roseraie de Bagatelle ou bien au parc de Saint-Cloud.

— C'est entendu. Veux-tu demain?

— Demain, il y a une garden-party à l'ambassade d'Angleterre et j'y conduis Françoise de Gouvernes.

— Alors, téléphone-moi et, sur ce, je me sauve. Au revoir, ma chérie

Comme Jeanne Berthelier s'éloignait, Henri de Sénart s'approcha.

— Je craignais votre amie, — dit-il. — Elle m'a souvent privé d'un tête-à-tête avec vous. Ah! madame Berthelier vous aime beaucoup. Aujourd'hui, elle est venue ici de bonne heure et je sentais bien qu'elle vous attendait... comme moi.

— C'est une amie.

— Et moi, que suis-je?

— Oh! vous, vous êtes tout à fait autre chose, je crois.

Germaine désirait prendre une tasse de thé. Sénart l'accom-

pagna dans la salle à manger. Ensuite, elle consentit à s'asseoir près de lui dans un petit salon où l'on remarquait déjà quantité de conversations particulières. Madame de Saint-Hilliers y pénétrait parfois discrètement. Madame Oisemont, massive et lourde sur une chaise fragile, se perdait avec un jeune homme très correct dans un flirt presque silencieux. La petite Chérence avait quitté son timide adorateur. Elle riait maintenant au nez d'un monsieur grisonnant. Et le canapé du fond était occupé par deux adolescents imberbes et maniérés.

Sénart, âgé de trente-cinq ans environ, avait des cheveux très noirs séparés par une raie impeccable, le visage mâle et bruni d'un homme de sport, la taille bien prise. A juste titre, on l'estimait séduisant. Quelque chose de velouté passait souvent dans ses regards lorsqu'il causait avec une femme. C'était, pour ainsi dire, un reflet de la peau délicate qu'il avait entrevue, une expression sincère, chaude et pourtant mesurée de sa convoitise. Tout jeune, presque au sortir du régiment, il s'était marié selon les volontés d'une mère dévote. Dès qu'il eut mis sa femme en état de connaître les devoirs de la maternité, il partagea son temps d'une façon réfléchie entre l'amour et les sports de plein air qui donnent au corps de l'élégance et de la vigueur. Amant discret, prévenant, il appartenait tout entier aux femmes du monde et faisait sonner très haut son mépris des amours vénales et rapides. On parlait à mi-voix de quelques-uns de ses succès. L'hiver dernier, une rupture l'avait attristé, disait-on.

— Au fond, je suis un peu surprise que vous soyez si assidu auprès de moi, — lui dit Germaine.

— Il est vrai que vous ne m'encouragez pas beaucoup, — répondit Sénart. — J'ai d'ailleurs tout de suite et parfaitement compris que vous n'étiez pas coquette. Mais vous a-t-on dit que j'étais léger? Je ne le pense pas. En tous cas, vous auriez tort de le croire. Si vous lisiez en moi, vous ne pourriez pas être blessée des sentiments que je vous porte.

— Sont-ils respectueux comme ceux que l'on exprime au bas d'une lettre?

— Mais... oui, en ne donnant pas au mot « respect » un sens... d'éloignement. Vous êtes une intelligence, vous êtes

un cœur, j'ai vu tout cela, je vous le jure, et j'ai vu aussi, pardonnez-le-moi, la beauté délicate, attirante de votre personne. Enfin, puisque cet aveu me brûle les lèvres depuis si longtemps, pourquoi le contenir encore? Je vous aime.

— Vraiment?

— Oui, j'ai résisté d'abord, je prévoyais tant d'obstacles. Maintenant...

— Maintenant, après réflexion, vous ne résistez plus. Pourquoi?

— Vous allez me trouver orgueilleux, mais après réflexion, comme vous dites, j'ai estimé que je n'étais peut-être pas trop indigne de vous. Dans le monde, ils ne sont pas nombreux, les hommes capables d'éprouver un sentiment pareil au mien. Un grand charme d'amitié se mêle à mon amour. Le bonheur qui me viendrait de vous vaut qu'on le mérite longuement. Je le sais, et j'attendrai. J'attendrai que vous ayez le goût, l'impatience d'être aimée. Un jour, toute la sincérité de mon cœur vous apparaîtra. Je suis troublé, conquis profondément. C'est par un prodige de bonne éducation que je ne saisis pas la petite main que vous avez dégantée tout à l'heure pour prendre un gâteau.

— Votre ton m'effaroucherait un peu si je ne pensais pas que de pareilles phrases vous ont déjà servi bien souvent. Croyez-vous que j'ignore toute la réputation... flatteuse que vous avez su acquérir? Il est entendu que vous ne vous souciez pas de votre femme. Mais je vous préviens que mon mari n'a pas fini de compter pour moi. Et si j'ai provoqué votre amour je n'en suis pas fière.

— Vous me faites beaucoup de mal. Pourtant je veux garder confiance. Il est tellement clair que Ravenel ne vous mérite pas. Il est bien incapable de vous comprendre. Du reste, il le prouve et quand on pense... enfin, nous en reparlerons.

— Non, nous n'en reparlerons pas.

Germaine se leva pour s'éloigner en gardant le sourire qui avait constamment voilé aux indifférents le mouvement de cet entretien. Bientôt, elle prit congé de madame de Saint-Hilliers.

Dans l'automobile qui la ramenait chez elle, avenue de

l'Alma, la jeune femme songea surtout aux derniers mots de Sénart. Il avait eu le ton d'un homme renseigné qui se tait par une délicatesse toute provisoire. « Qu'a-t-il voulu dire? se demandait-elle, et que sait-il? »

Le soir, après un dîner chez les d'Orival, Ravenel accompagna Germaine dans sa chambre. Il attendit que, revêtue d'une robe d'intérieur bleu persan, elle commençât de se décoiffer. Jamais, elle n'avait tant désiré être seule. Le parfum de ses cheveux dénoués inquiétait sa pudeur.

— Ma chère amie, — lui dit-il, — je crois que nous avons enfin trouvé la propriété qui nous conviendra. Elle touche à la forêt d'Amboise et se compose d'un château Louis XVI vaste et confortable, d'un parc d'une quarantaine d'hectares, de quelques fermes d'un bon rapport. Les propriétaires actuels sont les Pontault. On a justement parlé, ce soir, de l'homme de confiance qui les a presque ruinés. Ils chassaient à courre et nous céderaient leur équipage. Grâce à cet équipage, notre situation dans le pays sera tout de suite excellente, surtout si j'obtiens de quelques personnes des environs qu'elles soient mes associées à part variable. Elles m'apporteront leur expérience, elles seront intéressées à l'éclat des réunions. Et nous aurons de très brillants automnes.

— Qui vous a parlé de cette propriété?

— Bien des gens, mais celui qui me l'a vantée avec le plus d'insistance est Henri de Sénart. Il habite auprès d'Amboise et s'y entend admirablement en vénerie. Je suis certain qu'il se donnera beaucoup de mal pour que je réussisse. Il a de grands dons d'organisateur que sa fortune modeste ne lui permet pas d'employer pour lui-même.

— Ne sera-t-il pas chez vous comme chez lui? Monsieur de Sénart a merveilleusement les allures de celui qui commande. L'argent et les femmes des autres lui ont toujours assuré de belles revanches contre le sort. Seulement, cette fois, il a peut-être compté sans moi. Je n'ai pour lui aucune sympathie.

— Pourquoi cela? Tout le monde le trouve charmant. Il a de l'esprit, de l'élégance, des succès de toute sorte.

— Que voulez-vous? Il me déplaît.

Ravenel leva les yeux sur Germaine qui avait ramené ses

cheveux blonds des deux côtés de son cou et les nattait sur sa poitrine. Il était contrarié dans ses projets. Un grand désordre régnait dans sa pensée. Tout lui paraissait maintenant compliqué, difficile. Les images qui avaient flatté sa vanité étaient bien près de s'évanouir, et cette vanité se contractait en lui sous une forme irritable et défensive. Sa femme lui devenait bien étrangère dès qu'elle ne servait plus ses ambitions. Comme elle partageait peu ses goûts, ses idées! Ah! il était bien naturel qu'il ne l'aimât point davantage. Bientôt il regretterait de l'avoir épousée. Cependant, il luttait contre ces sentiments dont toute expression eût été maladroite. Il fallait qu'à ses propres yeux, la vérité brutale et basse de son cœur prît le temps de se masquer. Au premier mouvement en succédait un second, plus raisonnable, plus hypocrite. Il se souvenait que des femmes dont l'autorité mondaine était incontestable lui avaient fait de grands éloges de Germaine, et qu'il y avait répondu par un sourire de mari convaincu et amoureux. Il se disait qu'elle lui épargnerait toujours le ridicule d'être trompé. Seulement, les principes les plus sérieux ne commandent pas les attitudes intransigeantes. Quelques paroles de Sénart avaient dû l'offenser. Sans doute, elle s'était exagéré leur importance. Peut-être, en femme du monde habile, aurait-elle pu se faire un ami de ce séducteur sans lui rien accorder.

— Je suis très embarrassé, — dit Ravenel. — Tous les renseignements que j'ai sur cette propriété, je les tiens de Sénart. Comment me passer de lui maintenant? Et je sens bien qu'il le faut. Je suppose qu'il vous a fait la cour un peu... cavalièrement.

— Il me l'a faite aussi sérieusement qu'il en est capable, mais ce n'est pas là ce qui vous trouble, je vois. Du reste, je me serais bien gardée de vous rien dire si monsieur de Sénart n'avait pas été en passe de devenir votre meilleur ami.

— Je juge son procédé comme il convient, n'en doutez pas. Mais laissez-moi vous avouer que je suis très ennuyé. Tout s'annonçait si bien : un pays admirable, habité on ne peut mieux, des chasses à courre et à tir, peut-être un avenir politique. On est très désaffectionné des radicaux dans toute cette région. Il y aurait un rôle intéressant et beau à jouer. Je

désire depuis si longtemps qu'un champ pareil s'ouvre à mon activité. Seulement, si j'ai mécontenté Sénart, il agira contre moi sans aucun scrupule, je le connais. Il a la dent très dure, de l'influence. Que faire?

— Je ne sais pas.

— Évidemment, vous ne cherchez pas beaucoup à m'aider.

— C'est difficile.

— Enfin, n'en parlons plus et nous réfléchirons l'un et l'autre.

Germaine sentit le vague espoir que recouvraient ces mots. Assurément son mari ne lui demanderait pas de grandes explications si elle consentait à se rapprocher de Sénart. « Il pense que tout dépend de moi, se dit-elle. Peut-être n'oubliera-t-il jamais l'occasion que je lui fais manquer. Et il me verrait sans jalousie causer de nouveau et souvent avec monsieur de Sénart. »

— J'ai encore un projet à vous communiquer, — dit Ravenel après quelques instants. — J'espère que, cette fois-ci, je serai plus heureux.

Il voulait donner au cercle du Polo un dîner suivi d'une comédie et d'un bal. Au nombre des invités qui lui feraient honneur, il cita le duc et la duchesse de Lancé, les Maisoncelles, les Champdeuil, les d'Orival, puis, à la surprise de Germaine, les Vargemont. Ceux-ci avaient relevé de leur propre autorité le nom d'une famille depuis longtemps éteinte. Ils vivaient de ressources inconnues. Vargemont, sournois et affairé, n'inspirait pas confiance. Sa femme était fort belle. Elle avait accordé à plusieurs banquiers, disait-on, les faveurs d'une domination méprisante.

Un soupçon traversa l'esprit de Germaine. Elle n'oubliait pas que Sénart l'avait à demi prévenue de l'infidélité de son mari.

— Est-il bien nécessaire d'inviter à dîner les Vargemont? — demanda-t-elle. — Il me semble qu'ils sont un peu déplacés dans une réunion si choisie?

— Vous vous trompez absolument, — répondit Ravenel. — La beauté, l'intelligence de madame de Vargemont sont très appréciées. Je sais qu'elle voit souvent la duchesse. Nous l'avons rencontrée récemment chez les Champdeuil. Et tout

ce qu'on dit sur elle, par jalousie, ne l'atteint pas. Sa situation reste excellente, croyez-moi. Je goûte moins son mari ; cependant, je dois reconnaître que son duel avec le baron Fuchs lui a fait grand bien.

Il se tut, puis reprit devant le silence de Germaine :

— Évidemment, vous ne changerez pas d'opinion sur leur compte et je suis navré de vous déplaire. Mais que voulez-vous, cette fois, il nous est presque impossible de ne pas les inviter.

— Faut-il que nous les ayons pour amis ou pour ennemis, comme monsieur de Sénart ?

— Épargnez-moi votre ironie et cherchez plutôt à me comprendre. J'ai rencontré aujourd'hui même madame de Vargemont au Polo et je lui ai dit mon projet.

— Avant que je le connaisse. Ah ! vous êtes beaucoup plus lié avec elle que je ne pensais. D'ailleurs, vous avez sur cette femme des illusions révélatrices.

— Ne prolongeons pas cette conversation. Vous êtes fatiguée, nerveuse. J'espère que demain vous jugerez de tout plus sainement. Bonsoir.

Germaine demeura seule. Elle ne doutait point que son mari eût une maîtresse. « Il ne m'a épousée que par vanité, se dit-elle, il ne m'a jamais aimée. » Pour tout avenir, elle n'entrevoyait qu'un calme désolé, car elle se promettait bien de répondre toujours avec le même mépris aux déclarations pareilles à celles de Sénart.

V

Aux premiers jours d'octobre, Germaine était aux environs de Compiègne, à Choisy-au-Bac, chez son amie, madame Berthelier. Ravenel ne l'avait pas accompagnée, préférant, en cette saison, le séjour de Paris d'où il est plus facile de se rendre à des invitations de chasse dans toutes les directions. Berthelier, grand chasseur également, ne troublait que de temps à autre le calme de Choisy par les éclats de sa bonhomie un peu brutale.

A la fin d'une soirée paisible, madame Berthelier annonça l'arrivée prochaine d'un jeune peintre à qui elle avait commandé le portrait de sa petite Alix.

— J'espère que cela ne te contrarie pas, — dit-elle à son amie. — C'est un garçon très gentil, très simple, et je lui crois du talent. Tu l'as rencontré autrefois, en Seine-et-Marne. Il se nomme Marcel Jablines.

Germaine assura qu'elle serait contente de le revoir, sur un ton de sincère et profonde indifférence. Puis elle sentit que le nom de Jablines restait doucement écrit dans sa pensée. Les parents de ce jeune homme avaient loué, plusieurs étés de suite, une petite maison à Lagny, dans le voisinage des Maisoncelles. Il avait souvent joué au tennis avec Germaine. Souvent il s'était plu à lui confier un peu de ses ambitions et de ses rêves. Elle évoqua la courbe claire de son front sous ses cheveux noirs, ses yeux sombres. Elle se souvint qu'à bien des reprises, il avait paru troublé auprès d'elle et fut étonnée que sa mémoire lui rapportât tant d'expressions du visage et tant de regards qui avaient témoigné chez lui un sentiment contenu. Voici que les paysages du passé revivaient en elle avec une âme qui était celle de Jablines. Elle se répétait qu'il était intelligent, sensible, ouvert à des impressions de poète. Elle appréciait avec son expérience d'aujourd'hui la qualité des hommages qu'elle avait reçus de lui autrefois.

Dès le premier soir, le jeune peintre fut heureux de l'attention que lui accordait Germaine. Tout d'abord, ils parlèrent assez longuement ensemble du temps de Seine-et-Marne. Puis, se parant de modestie aux compliments qui lui étaient adressés sur ses œuvres, il laissa voir le goût passionné qu'il avait de son art. Enfin, la conversation douce et variée lui permit de révéler, par quelques jugements sur des gens ou sur des aventures, par l'aveu de ce qu'il eût éprouvé en telles ou telles circonstances, un peu des inquiétudes qu'il portait en lui. Il se sentait encouragé, approuvé, délicatement environné par la sympathie de Germaine. La destinée lui paraissait répondre à ses désirs les plus anciens.

Les jours suivants, il se trouva fréquemment seul avec Germaine. Elle l'interrogea sur les projets qu'il avait pu réaliser, sur sa peinture, sur des voyages, sur les charmes d'une existence indépendante. Tout en se livrant à demi, il observait le plaisir qu'elle prenait à causer avec lui. Il reconnut de

mieux en mieux sous la tristesse dont le mariage l'avait revêtue, celle qui lui était apparue autrefois si différente des autres. Ah ! il ne doutait pas qu'elle eût été fortement déçue par Ravenel. Il était content qu'elle fût capable d'émotion devant un paysage ; qu'elle trahît, par la nuance d'un souvenir ou le ton d'un mot, ce qu'il y avait en elle de poésie cachée. Jamais elle ne cherchait à briller par des remarques subtiles. Il semblait toujours qu'elle ne demandât qu'à mieux comprendre encore. La vanité ne fermait pas son esprit, Jablines se montra dépourvu de fatuité. Elle n'eut pas à se reprocher de coquetterie. Ils tournaient à pas de velours autour du mystère de leurs sentiments. La sonorité du monde se faisait douce pour eux par les belles après-midi d'automne dans le jardin de madame Berthelier. Et le soir, ils voyaient s'étendre, au delà des lignes d'horizon qui s'atténuent dans le crépuscule, les libres espaces qui font rêver.

Cependant Marcel travaillait au portrait de la petite Alix dont la fraîcheur blonde s'éclaira bientôt sur sa toile. Lorsque au bout d'une semaine il reprit la route de Paris, le mouvement des plaines ensoleillées qu'il aperçut de son wagon berça ses regrets de l'intimité interrompue. Il était à la fois triste et souriant. Les images qu'il emportait au fond de son cœur lui conseillaient d'espérer. Il était flatté d'avoir su découvrir chez la jeune femme une âme délicate qu'il sentait réservée, un peu farouche, mais qu'il ne soupçonnait pas de froideur. Il songeait aussi qu'elle avait pu remarquer en lui ce que justement il rêvait d'exprimer à travers sa peinture, ce qui le rendait propre à une vie sentimentale, active et profonde. Il se disait : « Ce n'est donc pas en vain que je l'ai aimée autrefois. Je devais la retrouver. Mais il fallait qu'elle eût souffert par son mariage. » Dès qu'il fut dans la solitude de son atelier qui donnait sur des jardin, au delà du Luxembourg, il comprit qu'il n'attendrait pas, sans quelque fièvre, le jour où il lui serait possible de revoir Germaine. Il y avait en lui, sur le bonheur d'un sentiment partagé avec la jeune femme, une sorte de certitude qu'il n'avait peut-être jamais connue. Il s'écriait : « Je veux au moins son amitié. » Il avait l'impression d'être attiré vers elle par une clarté bienfaisante, douce, infinie. Ei il se rappelait bien que les sentiments qui, autre-

fois, l'avaient fait souffrir, étaient toujours nés dans une ombre inquiétante.

Une liaison déjà ancienne l'avait instruit de tous les tourments que cause la jalousie. La rupture définitive remontait à plus de deux années. Depuis ce temps, son cœur et sa sensualité qui parvenaient difficilement à s'entendre, s'étaient fait à tour de rôle des concessions malheureuses. Ainsi le charme de telle femme s'évanouissait lorsqu'elle reprenait avec sa robe son âme un peu vulgaire, lorsqu'elle quittait le silence de la volupté ; celui de telle autre tombait au contraire avec ses vêtements.

Pendant longtemps, Marcel avait craint de s'engager. Longtemps il s'était dit : « Au moment où on croit que le mystère d'une personne va vous être révélé, ce qu'on apprend, c'est tout ce qui l'entoure et se reflète en elle, c'est la banalité de l'existence qui comble ses vœux et la médiocrité du milieu qui lui plaît. Elle cesse immédiatement de nous paraître un peu au-dessus des autres, indépendante et personnelle. Elle rentre, pour ainsi dire, dans le rang, sous nos yeux déçus ; bientôt nous pouvons détester en elle une sottise qu'elle partage avec beaucoup de gens. »

Toujours il avait entendu ne se fier aux conseils de personne, ni même à ses propres raisonnements pour le choix d'une destinée. Il éprouvait une répugnance invincible à s'enfermer au petit bonheur dans un cercle d'habitudes et d'obligations. « Il est singulier, pensait-il, que je me voie amant plutôt que mari. L'idée de famille, dès qu'elle ne m'est pas représentée par mes parents, m'effraie. La famille, je ne la comprends qu'antérieure à moi et, par là, mystérieuse en tout ce qui a présidé à sa formation. »

Marcel était depuis quelques jours à Paris lorsque, à la fin d'un après-midi, il reçut à son atelier la visite d'André Gibert. Celui-ci reprochait souvent à son ami de se confiner dans une demi-solitude. Pour sa part, il comprenait la vie différemment. Joli homme, de tournure élancée, il s'habillait avec recherche et aventurait en de nombreux flirts son amour-propre qui se payait de sourires. Beaucoup de jeunes femmes connaissaient, grâce à lui, les derniers échos des modes intellectuelles. Il parvenait même à créer un goût

subtil chez celles dont les visages annonçaient la plus saine simplicité d'esprit. Récemment, il avait publié un recueil de sonnets. Tout le monde observait sa carrière avec indulgence et, généralement, on estimait qu'un jour il réussirait un beau mariage.

Les deux amis descendirent ensemble jusqu'à la rue de la Paix. Gibert eut occasion de saluer la duchesse de Lancé, la jeune comtesse de Maisoncelles. Il parut en grand flirt avec une belle personne blonde qui sortait d'un magasin. Tout de suite il affecta près d'elle de connaître mille petits secrets qui pouvaient l'intriguer. En l'écoutant, elle ouvrait tout grands des yeux où l'ombre d'aucune pensée ne voilait les sources claires de la jeunesse. Lorsqu'il risquait un nom propre pour la mettre sur la voie des grandes découvertes qu'il avait faites et qui la concernaient, elle comprenait encore moins. Mais elle lui était reconnaissante de provoquer le rayonnement de sa beauté par les traits multipliés de cette conversation vive et factice. A la malice du poète mondain, elle opposait son sourire comme une armure adamantine. En s'enveloppant de la grâce lumineuse et fraîche de ce sourire, elle avait l'air de protéger sa liberté.

Marcel entendit qu'elle se nommait madame Sorèze. Il lui fut présenté comme un peintre du plus grand avenir et protesta modestement. Du reste, la jeune femme regardait Gibert avec le sentiment qu'il se moquait peut-être d'elle. Bientôt, elle monta dans son automobile.

Vers huit heures, Marcel accompagna Gibert dans le restaurant où le peintre Jean-Claude, qui rappelait les hommes de la Révolution par son visage rasé, ses lèvres minces et ses yeux vifs, usait en verve méchante toute l'ardeur que son travail n'avait pas dépensée, ce jour-là. Il enseignait ses passions plutôt que son art à tout un cercle de disciples. Pendant le dîner, Gibert conta des anecdotes sur la société parisienne. Il engagea Marcel à sortir enfin de sa retraite dans l'intérêt même de sa peinture.

— Je t'assure que les succès de la personne aident à celui de l'œuvre, — disait-il. — D'ailleurs, tu ne t'ennuieras pas dans le monde si tu veux bien t'occuper des femmes. Presque

toutes ont trouvé dans le mariage une déception qui les a un peu affinées.

Marcel accepta d'être présenté en des maisons où, plus tard, il aurait sans doute des occasions de rencontrer Germaine. En racontant son séjour chez madame Berthelier, il ne consacra à madame Ravenel qu'une mention rapide et banalement élogieuse. Il n'aimait à parler d'elle qu'avec lui-même et, lorsqu'il aventura le nom de la jeune femme dans la conversation, parce qu'il eût été maladroit de le taire, il ne se défendit pas d'un frisson d'inquiétude comme si l'air ambiant avait touché son secret. Et il s'étendit sur la gentillesse de la petite Alix qui avait posé avec des mines de coquetterie ingénue, en faisant les doux yeux à son peintre.

Mais Gibert lui dit :

— Je ne te conseille pas d'attaquer madame Ravenel. C'est une vertu. Je ne dis pas cela par malveillance. Madame Ravenel n'a aucune affectation d'austérité. On aimerait à l'aimer. Seulement, pour vouloir triompher d'une vertu, il faut avoir une bien grande conscience de son amour... ou de sa muflerie.

Marcel parut réfléchir. Puis il se dit qu'en somme il n'avait encore aucune décision à prendre. Il pensa même : « N'y aurait-il pas quelque lâcheté à m'éloigner de cette jeune femme? On se prépare vraiment une belle existence si l'on n'emploie sa volonté qu'à des renoncements successifs. Du reste, je ne prétends pas attaquer madame Ravenel. Je veux la revoir tout simplement. L'intérêt qu'elle me témoigne me touche. Il m'est agréable de causer avec elle. Je l'admire. »

Tandis que, par ces réflexions, il cherchait à se rassurer, une sorte de chaleur et de trouble montait en lui. Son cœur se serrait étrangement. Tous ces signes indiquaient bien qu'il n'était pas tout à fait sincère vis-à-vis de lui-même. Mais parfois il nous suffit à nos propres yeux d'avoir l'air de nous tromper sans qu'il soit nécessaire d'y réussir. En vérité, l'image de Germaine devenait de plus en plus vivante dans sa mémoire. Ses sentiments n'avaient d'autres exigences pour l'instant, que de grandir et de s'étendre. Ils réclamaient des entrevues avec la jeune femme. Ils voulaient se nourrir avant de s'imposer. De plus, il y avait en eux l'assurance

inavouée, timide, qu'ils sauraient ne pas déplaire. Toute la modestie de Marcel n'empêchait pas que tels regards de Germaine, certainement involontaires, lui eussent donné des espérances.

Il consentit à se rendre à des thés. Il fit aux Maisoncelles des visites qui le remirent en faveur auprès d'eux. Bientôt, madame de Saint-Hilliers lui prodigua les invitations. Et il revit souvent Germaine.

Lorsqu'elle entrait dans un salon avec sa démarche souple et le balancement léger de son buste, il avait le sentiment qu'elle s'insinuait en son regard pour y laisser une empreinte ineffaçable. Chaque fois, tout en causant avec elle selon l'inspiration du jour, il se livrait aux impressions qui éveillaient en lui des rêves d'intimité et de tendresse. L'éclosion spontanée de ces rêves, dans l'atmosphère que composait pour lui la présence de la jeune femme, lui donnait une joie qui éclairait son visage aux instants où il ne craignait pas que ce rayon fût surpris par d'autres que par Germaine. Il était impossible qu'elle ne le vît point. Marcel attachait de l'importance aux moindres opinions qu'elle exprimait sur les gens ou sur les choses. Il se captivait aux grâces des attitudes qu'elle affectionnait particulièrement. Il aimait ainsi qu'elle s'accoudât au bras d'un fauteuil et que, redressant un peu la tête, elle offrît son cou à la lumière. Toute l'âme qu'il avait appris à lui connaître circulait, pour ainsi dire, autour d'elle, passait sans cesse comme une onde sur ses bras nus, sur sa gorge voilée d'une écharpe, paraissant les découvrir mieux encore et rapprocher des yeux leur douceur. Il remarquait à fleur de la peau non cet éclat de vanité qui est en somme un vêtement, mais je ne sais quoi d'attirant, le frémissement de la pudeur qu'aurait à vaincre l'amour. Comme les lèvres de a jeune femme lui semblaient à la fois proches et lointaines !

Il commença bientôt de vivre dans une sorte d'agitation constante et devint incapable de toute pensée qui n'eût pas son amour pour objet immédiat. Il n'était pas maître de ne pas désirer plus que l'amitié de Germaine. Tous les obstacles qui le séparaient d'elle lui apparurent. Il se souvint qu'elle avait témoigné son goût de l'absolu, son horreur des situations où l'on est obligé de mentir. Il songea douloureuse-

ment qu'il n'était pas riche. Que pouvait-il lui proposer qui fût digne d'elle? « Ah ! le plus sage serait de m'éloigner », se disait-il souvent. Puis il s'attendrissait tout à coup, comme si en cherchant à ne plus l'aimer, il se fût montré injuste, presque cruel à son égard. Volontairement il cessait de réfléchir, craignant de fortifier en lui des scrupules et des inquiétudes.

(*A suivre.*)

GEORGES DE LAURIS

PRISONS RUSSES[1]

(D'AOUT A DÉCEMBRE 1918)

II

MOSCOU

Nous sommes à Moscou le lendemain 17 septembre, vers quatre heures de l'après-midi, et, sous une fine pluie d'automne précoce, dans la boue d'une voirie abandonnée à elle-même depuis la révolution d'octobre, nous nous rendons à pied de la gare de Tver au dépôt de la rue Grande Loubianka, nº 9. C'est là qu'est le siège central, pour toute la Russie des Soviets, de la Commission extraordinaire; c'est là que siège le *praesidium* inexorable, composé du Polonais Dzerzinski, président, du Letton Peters, son adjoint, et de moindres personnages, tels que le Juif Bêlenki et le soi-disant Petit-Russien Skrypnik.

Notre arrivée passe inaperçue. Le commandant du dépôt, un Letton malingre et sournois, n'en a pas été avisé.

— De quoi êtes-vous accusés? nous demande-t-il.

Et nous ne pouvons que lui retourner cette même question que périodiquement, par la suite, nous nous entendrons poser un si grand nombre de fois, alors que nous-mêmes nous serions plus curieux que quiconque d'y obtenir une réponse. Le commandant nous renvoie à ses bureaux, où des gens qui

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin 1919.

ne parlent entre eux que le letton paraissent ne savoir que faire de nos personnes. Enfin, conduits par une grande fille blonde au regard dur et à la voix rêche, une Lettonne aussi, nous échouons dans une salle étroite que l'on prendrait pour une salle d'attente, n'étaient les deux gamins hargneux, costumés en soldats, qui en gardent farouchement la sortie.

C'est la salle nº 7. Une trentaine de personnes sont là, attendant leur tour d'être interrogées : quelques-unes allant et venant, les autres assises sur l'unique banquette du lieu ou sur le parquet. Autour de nous des jeunes gens et des jeunes filles parlent anglais avec animation : la Commission extraordinaire a fait arrêter ce matin tout le personnel de la respectable *Young Men's Christian Association* contre laquelle elle lance les accusations les plus étranges, comme de n'avoir contribué au ravitaillement des prisonniers de guerre autrichiens que pour recruter parmi eux des Tchéco-Slovaques antibolchévistes, ou de n'avoir organisé des cantines pour les soldats de l'armée rouge qu'en vue d'entretenir parmi ceux-ci des agents d'espionnage. La gaieté des inculpés, dont la plupart n'ont pas vingt-cinq ans, les venge d'ailleurs de l'absurdité de ces accusations. A les entendre rire on oublierait presque où l'on se trouve. Il suffit, pour s'en souvenir, de jeter un coup d'œil dans le renfoncement de la salle, à la gauche de l'entrée, où, les yeux grands ouverts, deux hommes sont étendus sur le dos, l'un et l'autre, dit-on, Polonais au service des Soviets, convaincus de prévarication et, de ce fait, condamnés à mort, attendant d'un instant à l'autre leur exécution.

Un appareil téléphonique, surmonté d'un avis en interdisant l'usage sous la menace des peines les plus sévères, paraît avoir été mis tout exprès à portée de la main des détenus de la salle 7 pour les engager à prévenir de leur situation leurs amis de Moscou : les factionnaires ont apparemment la consigne de ne pas regarder de ce côté, et là-bas, quelque part, un écouteur est assurément à son poste, le crayon à la main, prêt à noter les communications imprudentes. Mieux vaut ne pas faire confiance au téléphone. Mieux vaut aussi se garder du jeune « mécanicien de la marine » qui se présente comme socialiste-révolutionnaire de droite ayant

beaucoup connu jadis à Paris le camarade Lébédev[1] et désirant tant savoir ce que celui-ci est devenu. Mieux vaut se tenir à distance de ce *menchévik* insinuant qui, chacun le sait, traîne ici depuis des semaines, et dont certains jeux de physionomie, tandis que nous parlons français entre nous, témoignent qu'il s'intéresse plus qu'il n'est convenable à tout ce que nous disons. Nous sommes dans une maison où la confiance règne : les vieilles méthodes de provocation de l'ancienne police y revivent à nouveau, et, sous telle ou telle étiquette, le « mouton » se glisse partout.

Une nuit sur le parquet ; puis une longue journée, au cours de laquelle les interrogatoires se succèdent sans relâche. Vainement nous attendons l'appel de nos noms. Vers quatre heures de l'après-midi, M. Pierre Darcy est amené. Invité poliment, par l'intermédiaire du ministre de Danemark, à se rendre de Pétrograd à Moscou pour y donner quelques explications à la Commission extraordinaire, il vient, alors qu'il se présentait spontanément ici et avant même tout interrogatoire, d'être purement et simplement écroué pour la seconde fois : sa venue bénévole à Moscou atteste sa bonne foi ; son arrestation donne la mesure de l'hypocrisie de la Commission. Par lui nous apprenons les dernières nouvelles : le représentant de l'Angleterre, Lockhart, est interné au Kremlin, tandis que le consul général de France, M. Grenard, le général Lavergne, attaché militaire à l'ambassade de France, et l'un de ses officiers, le commandant Du Castel, sont bloqués dans l'ancien consulat des États-Unis devenu une annexe du consulat de Norvège; Ludovic Naudeau, quelques employés du consulat de France et plusieurs sous-officiers français se trouvent dans la prison de Boutyrki, quelques-uns, comme Naudeau, après avoir passé tout un mois dans la prison de la Taganka ; un certain nombre d'industriels et de commerçants français sont encore détenus dans l'ancienne préfecture (*Gradonatchalstvo*). Peu après son arrivée, M. Pierre Darcy est convoqué chez le juge d'ins-

1. Socialiste-révolutionnaire de droite ayant longtemps habité à Paris comme émigré, engagé volontaire dans l'armée française durant la guerre, lieutenant au 1er régiment étranger, puis au 4e chasseurs d'Afrique, adjoint au ministre de la Marine sous le Gouvernement provisoire.

truction ; il n'est pas encore de retour dans la soirée, lorsque nous sommes transférés dans la salle 8 : a-t-il été lui-même transféré dans une autre salle? aurait-il été libéré?

La salle 8 est sous les combles du bâtiment occupé par la Commission extraordinaire. C'est une sorte de galetas froid et poussiéreux auquel on accède par un méchant escalier de bois en colimaçon : une vingtaine de personnes peuvent y tenir ; de fait, nous sommes là d'abord une douzaine, campant tant bien que mal sur le plancher. L'unique grabat dont nous disposions, repaire de punaises, est abandonné à un cabaretier caucasien, arrêté pour vente clandestine d'alcool, et dont la peau basanée est à l'épreuve de toutes les piqûres d'insectes ; je partage ma couverture avec un Grec, citoyen des États-Unis, M. Kalamatianou, destiné à devenir, cette nuit même, le principal personnage du procès Lockhart, et, pour cette raison, isolé de nous quelques heures plus tard. Nous resterons là du mercredi 18 au mardi 24 septembre, au milieu d'une compagnie bigarrée et changeante : le pasteur anglican de Moscou ; un officier de réserve anglais, le capitaine Hill, et sa jeune femme, Russe de Crimée (ils sont mariés depuis huit jours) ; le correspondant de l'agence Reuter, M. Beringer ; le régisseur d'un théâtre de Moscou ; un ancien président de tribunal de district ; un ex-officier russe ; et, fumant sans cesse des cigarettes ou se faisant tirer les cartes, une petite artiste du Théâtre des Arts, Ekaterine Alexêevna Kalita, et la sœur du colonel Friede qui s'attend à apprendre, d'une minute à l'autre, l'exécution de son frère. Un « mouton », comme il va de soi, s'est mêlé à nous : nous le voyons recevoir quotidiennement un repas fort convenable apporté par un camarade de la Commission, et, chaque soir, écrire sous nos yeux le rapport où il consigne ce qu'il a observé et entendu dans la journée.

Notre ravitaillement, depuis notre arrivée à Moscou, est des plus maigres ; hors la soupe aux choux, les 150 grammes de pain et le dixième de morceau de sucre que la Commission nous alloue, nous en sommes réduits aux menus reliquats de nos réserves antérieures, aux quelques pommes que nous réussissons à faire acheter en ville. A la fin de la semaine seulement, mademoiselle Chidlovskaïa, de la *Young Men's*

Christian Association, nous rend le grand service de nous faire apporter par la Croix-Rouge américaine quelques lamelles de viande et des pommes de terre froides. Pas plus qu'à la forteresse de Pierre-et-Paul les prisonniers n'ont droit à aucune promenade, mais nous ne négligeons pas une occasion de descente au lavabo ou d'excursion à la cuisine, en quête d'eau bouillante pour le thé. Les factionnaires, bien que peu liants, nous escortent volontiers dans ces allées et venues à l'intérieur du dépôt. La plupart de ceux à qui nous avons affaire sont de jeunes garçons qui semblent à peine avoir dépassé la quinzaine, de jeunes morveux qui ne savent être que plats ou provocants, suivant qu'ils ont plus ou moins de raisons de compter sur un pourboire, prodigieusement novices d'ailleurs dans le métier militaire, et dont l'inexpérience suffit à nous expliquer l'avis imprimé que nous lisons partout sur les murs du dépôt, le plus souvent en russe, quelquefois en letton : « Maniez vos armes avec prudence » (« *Obrachtchatsia ostorojno s oroujiem* »). L'un d'eux ne s'est-il pas avisé, au cours de la nuit dernière, vers les deux heures du matin, de s'exercer à charger et à décharger son fusil dont il dirigeait bravement le canon vers les dormeurs commis à sa garde? Le capitaine Vaquier l'ayant vigoureusement tancé comme s'il se fût agi d'un homme de sa compagnie, le gamin sans mot dire, ainsi qu'un enfant pris en faute, est allé déposer son arme dans un coin de la salle.

L'avant-veille de notre départ de la salle 8, le 21, vers neuf heures du soir, nous recevons la visite de deux « camarades » en vareuse de cuir, le revolver à la ceinture ; l'un au front bombé, au menton cruel, au regard mauvais haineusement fixé sur nous comme sur des condamnés : c'est Peters ; — l'autre aux yeux vifs et à l'allure un peu dégingandée de certains ouvriers parisiens, tout prêt à causer avec nous, mais nettement hostile : c'est Bêlenki. Le visage ascétique et au regard fiévreux de Dzerzinski apparaît une minute dans l'encadrement de la porte. L'état-major de la Commission recense lui-même les détenus non encore interrogés : nous faisons observer que, depuis notre arrestation, c'est-à-dire depuis déjà trois semaines, nous attendons vainement un interrogatoire, et Peters, qui, avec un ton menaçant et gros

de sous-entendus accusateurs, affecte de connaître nos noms à tous, se retire en déclarant qu'il va charger « le camarade de La Fare » de nous interroger dès demain. Or le lendemain dimanche, le capitaine Vaqûier seul est appelé : il n'est accusé d'aucun fait précis, sauf d'avoir habité Moscou, où, avant d'y être amené *manu militari*, il n'avait de sa vie mis les pieds.

Le mardi 24 septembre, par groupes de cinq à six, nous descendons les uns après les autres de la salle 8 dans le bureau des enrègistrements, où nous n'entendons parler autour de nous que le letton, et là chacun de nous répond par écrit sur une fiche à un questionnaire imprimé : quels sont nos nom, prénoms, lieu et date de naissance, degré d'instruction, profession et *ressources personnelles*, quand, où et *pourquoi* avons-nous été arrêtés? *A quel parti politique sommes-nous inscrits* ou *à quel parti politique vont nos sympathies*? Ces dernières questions ne nous surprennent point : n'a-t-on point demandé à tel ou tel de nos compatriotes de Pétrograd ce qu'il pensait du « président impérialiste Poincaré », du « dictateur Clemenceau », des « bandes tchéco-slovaques » et surtout de « l'intervention des Alliés dans les affaires intérieures de la Russie »? A l'exception des femmes, dirigées, dit-on, sur un dépôt spécial, nous sommes ensuite presque tous conduits dans le grand dépôt des hommes, au fond de la cour du rez-de-chaussée.

C'est une ancienne salle de la société d'assurances « Iakor » qui peut contenir jusqu'à environ 150 personnes. Une soixantaine de lits en bois (*nary*) y sont disposés sur les côtés et dans la partie centrale ; les derniers venus couchent où ils peuvent, soit dessus ou dessous la longue table étroite où, le jour, s'alignent les théières en fer-blanc, soit, aux soirs de grands arrivages, sur le sommet des casiers destinés jadis aux polices d'assurance : étendus alors dans un équilibre instable aussi dangereux pour les autres que pour eux-mêmes, ils secouent sur les dormeurs qu'ils dominent la poussière de leurs bottes et celle du plafond. La punaise pullule dans toute cette boiserie ; le pou de corps, tombé des vêtements des prisonniers les plus sales, infeste les paillasses.

Nous trouvons là M. Pierre Darcy, de qui la nouvelle arres-

tation, après un interrogatoire caricatural de vingt minutes, a été tout bonnement maintenue ; l'adjudant Guyon, et le chauffeur Dubuis, tous deux arrêtés à la fin du mois de juin et enfermés jusqu'à ce jour d'abord à la Taganka, puis à Boutyrki ; un major et cinq soldats anglais, faits prisonniers sur le front d'Arkangelsk ; un courrier diplomatique roumain, M. Stefanesco ; — parmi les Russes, l'ex-amiral Roujek que nous avions connu à Helsingfors, durant l'hiver 1917-1918, commandant la flotte de la Baltique, et M. Chamil, l'une des têtes du mouvement musulman après la révolution de février. Nous verrons amener ici par la suite : M. Rosset, vice-consul de France, détaché au consulat général du Danemark à Moscou; l'historien Kizévetter, l'un des fondateurs du parti cadet en 1905 et actuellement membre du Comité central du parti, mais que la fragilité de sa santé tient éloigné de toute action politique, et de qui l'arrestation n'en paraît de ce fait que plus odieuse et plus inique ; Melgounov, le directeur de la revue d'études historiques *Golos minouvchago*, et en même temps l'un des leaders de ce parti socialiste populiste auquel les bolchéviks ne pardonnent pas d'avoir soutenu, au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, le programme le plus net et le plus ferme de collaboration avec les Alliés ; Arséniev, privat-docent de l'Université de Moscou, qui paie de son emprisonnement quelques brochures libérales et pro-alliées qu'il a publiées, il y a un an, sous le Gouvernement provisoire, comme Alexinski, à la suite de son arrestation au printemps dernier, paye lentement de sa vie la mise au jour dans la revue de Plékhanov, en juillet 1917, de documents accablants pour les bolchéviks.

La foule des détenus comprend par ailleurs les éléments les plus composites :

Des soldats ou des fonctionnaires des Soviets convaincus de « faute dans le service » (« *préstouplénié po doljnosti* »), comme ce matelot accusé d'avoir laissé tomber entre les mains de l'ennemi, gardes blancs ou Tchéco-Slovaques, le train blindé dont il avait le commandement (c'est notre *staroste*), — ou ce sous-officier qui se qualifie « instructeur de cavalerie », juif corpulent d'Ékaterinodar, tout fier de ses culottes rouges, qui aurait mis la main sur la caisse de son escadron, — ou ces quelques Lettons d'un détachement de Vologda coupables,

à les en croire, d'avoir « refusé de marcher contre les Alliés », mais en réalité, semble-t-il, simples pillards, ayant agi pour leur propre compte sous le couvert de perquisitions qu'ils s'étaient donné à eux-mêmes mandat d'exécuter (ce délit nouveau plaisamment baptisé *samoobysk*). De soi-disant spéculateurs, du plus humble au plus considérable, depuis ce petit marchand habitué à opérer au plein air du marché de Smoensk ou de la Soukharéva jusqu'à M. Naïdionov, l'un des plus grands hommes d'affaires de Moscou, un émule du défunt *self made man* Vtorov. Des contre-révolutionnaires, comme le général Zagriajski, inculpé de relations avec le consulat des États-Unis, — ou comme le matelot Sikorski, naguère ici même juge d'instruction de la Commission extraordinaire, présentement suspect d'avoir je ne sais quels liens avec la contre-révolution, — ou comme tous ces officiers de réserve que nous voyons passer ici chaque jour ; mais ceux-là sont légion...

Puis de simples voleurs, des bandits comme les gens de la noce que nous avons vu amener une nuit sur deux camions automobiles (ils étaient une cinquantaine, hommes, femmes et enfants), épaves de la *Rogojskaïa tchast* cueillies dans un salon d'hôtel borgne, au beau milieu d'un souper de mariage.

Enfin, les pauvres diables arrêtés au hasard, par la lubie d'un milicien ou d'un commissaire : ce Persan, écroué depuis juillet dernier, à qui la Commission vient de faire connaître que, tous renseignements pris, il est retenu « pour s'être soustrait à la corvée de neige » (au plus fort de l'été !) ; — ce promeneur, victime d'une tentative de vol à main armée, arrêté pour le scandale qu'il a soulevé sur la voie publique en appréhendant son agresseur, lequel a été libéré dans les quarante-huit heures, tandis qu'il est lui-même détenu depuis quatre semaines ; — cet employé de la Compagnie des Wagons-Lits qui, dans l'attente d'une personne avec laquelle il avait rendez-vous, a eu l'imprudence de faire les cent pas dans la Loubianka et, ayant de la sorte éveillé la méfiance d'un factionnaire, s'est vu conduire à la Commission où, fouillé séance tenante, il a été trouvé porteur d'une carte de membre de l'Alliance française (mauvaise affaire) ; — et ce passant inoffensif que des soldats, débouchant de la porte

de la Commission extraordinaire au moment où il se trouvait à la hauteur du redoutable n° 9 de la Loubianka, ont arrêté et emmené sur-le-champ « en remplacement » de l'un de leurs prisonniers dont ils venaient de constater l'évasion : celui-là ou un autre, peu importe. Gardez-vous, passants, de la Loubianka.

Nous restons ici quinze jours. Le programme de la journée est invariable. Vers dix heures du matin le *staroste* ramasse la correspondance (il est permis d'écrire sous le contrôle d'une censure très sévère) ; il recueille aussi les pétitions (*zaïavléniia*) adressées à la Commission ; puis il établit la liste des commissions suivant un tarif environ deux fois plus élevé que celui de la forteresse Pierre-et-Paul (le fromage, par exemple, coûte de 35 à 44 roubles la livre). Vers onze heures, distribution de la mince tranche de pain noir et du minuscule morceau de sucre qui reviennent à chacun de nous. Vers une heure de l'après-midi, distribution, par platées de cinq, de l'éternelle soupe de choux au poisson. Vers deux heures, arrivée des « paquets de vivres » envoyés par les amis (pour nous, par la Mission militaire et par la Croix-Rouge), et dont une portion, d'autorité, est confisquée au bénéfice des camarades qui ne reçoivent rien. Vers trois heures, appel des détenus à diriger sur la prison de Boutyrki et départ de ceux-ci soit dans un « panier à salade », soit sur un camion automobile découvert ; quelquefois, entre quatre et sept heures, deuxième ou même troisième appel et nouvelle expédition de prisonniers à Boutyrki. Tout le long de la journée des détenus sont individuellement convoqués par les juges d'instruction (*na dopros*, c'est-à-dire : à l'interrogatoire).

Souvent dans la soirée, entre neuf et dix heures, un dernier appel se produit, sur le sens duquel personne ne se méprend s'il est suivi de l'avis « inutile d'emporter vos affaires » : c'est l'appel des condamnés à mort. Ceux qui sont ainsi appelés passent dans le vestibule qui précède le dépôt ; ils y sont dépouillés de tout ce qui reste dans leurs poches, puis, les mains liées derrière le dos et deux par deux, ils sont emmenés au lieu d'exécution, tantôt dans les caves de l'Académie militaire Alexandre, sur la place de l'Arbat, tantôt au

parc Pétrovski, parfois même dans le sous-sol de la Loubianka : une balle de revolver dans la nuque, et leur affaire est réglée ; les popes, lorsqu'il y en a, sont préalablement habillés de vêtements civils.

Les condamnés ainsi exécutés le sont tous sur simple décision du *praesidium* de la Commission extraordinaire : ils ignorent leur condamnation à mort, car celle-ci ne leur est jamais régulièrement signifiée. Il arrive à certains d'entre eux de vivre, des semaines durant, dans l'ignorance du sort qui leur est réservé, sous la menace permanente d'une exécution éventuelle. Un soir le commandant qui fait l'appel s'arrête au nom de « Riabov ». Deux frères d'une vingtaine d'années, debout l'un contre l'autre, lui ont crié :

— Lequel de nous deux?

Il regarde sa liste et épelle dans le silence de mort de la salle :

— Riabov Léon.

Et celui-ci vient à peine de dire adieu à son frère qu'il croit sauvé, lorsque le commandant appelle cette fois :

— Riabov Pierre, — et ajoute pour éviter tout malentendu : — donc, tous les deux.

La liste de ce soir-là comprenait vingt-sept noms. Le journal nous apprit un peu plus tard que la petite artiste Kalita, notre camarade de la salle 8, fut fusillée ce même jour comme complice des frères Riabov.

Un matin nous voyons amener de Boutyrki le colonel Friede et le jeune Potiomkine (celui-ci n'a pas vingt ans), tous deux accusés d'avoir fourni des renseignements militaires au consulat des États-Unis : assurés, et la rumeur publique confirme cette assurance, d'être fusillés le soir même, ils attendent l'appel de la nuit avec un sang-froid souriant auquel il faut rendre justice. Or, à dix heures, rien ; le lendemain soir, rien non plus ; le surlendemain, ils sont conduits à Boutyrki : leur exécution a été remise sans délai. Ils vivront en prison trois mois encore, ignorant chaque matin s'ils seront encore vivants le soir, jusqu'à ce qu'enfin, la Commission extraordinaire ayant été dessaisie, ils soient traduits, à l'occasion de l'affaire Lockhart, devant le tribunal révolutionnaire suprême : Krylenko fera condamner le premier à mort et le second à cinq années d'emprisonnement. Si la Commission ne fait pas

donner la question, ce dont au reste je ne me porte pas garant, elle sait du moins pratiquer la torture morale.

Notre *staroste*, le matelot Kalétaev, vit d'ailleurs dans une pareille incertitude du lendemain : ses deux prédécesseurs immédiats ont été fusillés ; lui-même ne sait s'il ne le sera pas bientôt à son tour. Cela ne l'empêche pas de vivre joyeusement, réalisant sur les commissions de la journée d'appréciables bénéfices qu'il partage avec le couple de mélodrame de nos gardiens lettons, un boiteux haut comme une botte et un grand maigre bilieux : les « purs », qui, au premier étage, luttent avec une sévérité si implacable contre la spéculation, ignoreraient-ils ce qui se passe au rez-de-chaussée, dans la salle commune du dépôt? Kalétaev n'a pas vingt-cinq ans, mais il a le prestige un peu canaille d'un garçon qui a fait le tour du monde et tiré beaucoup de bordées, à Toulon comme à Vladivostok ; il a l'autorité d'un beau parleur et d'un fort-en-gueule, incapable qu'il est de prononcer une phrase sans l'orner d'un juron effroyable, d'un « mot maternel[1] », comme il dit lui-même. Il faut voir avec quelle malice savoureuse il sait, suivant la consigne qu'il a reçue, distribuer aux citoyens de la troisième catégorie les plus ingrates corvées du matin, glisser sans hésiter le balai des basses œuvres entre les bras des plus bourgeois d'entre les bourgeois. Il faut l'entendre égayer ses voisins de couchette aux dépens des petits Juifs « chpékoulateurs » (il imite leur prononciation), ou chanter gravement les grands offices de l'Église orthodoxe suivant les variantes obscènes de tradition dans la marine russe. Ce serait ironie que de lui demander s'il est bolchévik ou socialiste-révolutionnaire de gauche. Sa réponse est connue d'avance : un crachat de côté avec un « mot maternel ». Les formules politiques, à coup sûr, ne l'impressionnent pas : il est trop vivant pour en être dupe. Il n'est venu à la révolution d'octobre que par indiscipline naturelle, par goût de la lutte ou plutôt de l'aventure ; et dans la flotte ils ont été quantité comme lui. L'ex-amiral Roujek, au moment de partir pour Boutyrki, lui donne l'accolade :

1. Les Russes qualifient de « maternels » (« *matiornyia slova* ») les mots obscènes qui prennent injurieusement à partie « la mère » de l'interlocuteur à qui ils sont adressés.

— Au revoir, tu es tout de même un brave gamin. (« *A ty vsiojé khorochiï maltchik.* »)

Et lui de répondre comme autrefois, avant le fameux *prikaze n° 1* :

— Heureux de vous servir, amiral.

Les journaux, ici, nous arrivent régulièrement, entendons les deux seuls journaux dont l'impression soit autorisée à Moscou : les *Izvêstiia*, officiel du gouvernement, et la *Pravda*, officiel du parti gouvernemental. Nous apprenons ainsi, bien que par fragments et sous une présentation tendancieuse, les derniers succès du front français et la victoire du front macédonien aboutissant à l'armistice bulgare. La défaite allemande apparaît dès à présent comme évidente; et, jusque dans le cadre de notre vie de prison, nous en avons comme la consécration par le Gouvernement des Soviets, lorsque nous voyons amener, le 3 octobre, un distingué courrier diplomatique allemand, von S...ki, arrêté à Orcha soi-disant pour tentative de transfert de bijoux de Russie en Allemagne : notre *staroste*, qui, à défaut de connaissances précises en politique générale, a du moins du flair, ne balance pas une minute sur les égards qu'il mérite et, d'emblée, le commande de corvée aux water-closets. Où sont les temps où le Commissariat des Affaires étrangères n'avait que sourires pour M. de Mirbach? On doit pourtant rendre cette justice à la rigueur de ses principes que, si présentement il est sévère aux impérialistes allemands que, vaincus, il n'a plus à craindre, il n'en reste pas moins figé dans son attitude haineuse à l'égard des impérialistes alliés à la victoire de qui il n'a jamais voulu croire ; et nous n'éprouvons pour notre part nulle surprise à voir arriver ici le lendemain même un chancelier du consulat de Danemark, lequel est chargé, comme on le sait, des intérêts français, et, quelques jours plus tard, l'agent consulaire de France à Tsaritsyne, M. Charbot, et les deux agents consulaires des États-Unis à Tsaritsyne et à Astrakan, l'un et l'autre citoyens américains.

La Commission extraordinaire a fini par s'acquitter envers nous des interrogatoires qu'elle nous doit ; elle a fait tout au moins le simulacre de s'en acquitter. Le 30 septembre, le capitaine Faux-Pas a été interrogé : son tort est d'avoir été

chef du service des passeports à Paris et, de ce fait, chargé en son temps de faire exécuter l'arrêté d'expulsion pris par M. Malvy contre Trotski. Le 2 octobre, il a été conduit chez Trotski, qui l'a reçu en roi de France dédaignant de venger les injures du duc d'Orléans, mais ne l'en a pas moins renvoyé entre les mains de la Commission, et pour longtemps. Le 6, j'ai paru à mon tour dans le cabinet du camarade de La Fare, un jeune garçon d'une vingtaine d'années aux traits fins, mais vulgarisés par une usure précoce, aux longs cheveux rejetés en arrière : né en Russie de parents français, élevé à l'asile français de Pétrograd, il a servi, dit-on, sur le front français, puis, envoyé en Russie en congé de convalescence, n'a pas rejoint son corps ; il est poète futuriste et lit ses vers dans les cabarets de Moscou ; bohème devenu policier, il est entré au service de la Commission extraordinaire, où il remplit les fonctions de secrétaire de Dzerzinski et, accessoirement, pour les affaires françaises, celles de juge d'instruction. L'interrogatoire, en français, a duré cinq minutes :

— Vous êtes accusé d'espionnage contre le pouvoir des Soviets, — prononce en substance le camarade de La Fare. — Vous protestez, et vous demandez sur quoi se fonde cette accusation? Sur des papiers trouvés dans la chambre où vous avez été arrêté. Vous déclarez ignorer ces papiers et priez qu'ils vous soient mis sous les yeux? Il m'est impossible de vous les montrer aujourd'hui, car j'ai transmis votre dossier au Comité Central Exécutif qui statuera. Il n'y a d'ailleurs rien de grave contre vous. Peut-être serez-vous libéré dans huit jours. En attendant, consignez par écrit ce que vous avez à déclarer.

En dix minutes j'ai récusé par écrit l'accusation portée contre moi d'après des documents fantômes, — et j'ai pris congé du camarade. Cette formalité a duré un quart d'heure : je n'ai jamais été réinterrogé par la suite.

Après cinq semaines de prison, les méthodes de la Commission nous apparaissent maintenant en pleine lumière. La Commission arrête le plus souvent au hasard. Elle n'ouvre pas d'enquête, ne poursuit pas d'instruction ; elle ne cherche ni preuve, ni même présomption : elle se contente d'utiliser ce que sa chance peut lui en fournir. Elle n'est active que

dans la mesure où elle « provoque ». Par ailleurs, elle n'est qu'une force passive d'inertie et de désordre qui tâche à garder ceux qu'elle tient. Le *praesidium* décide en son arbitraire souverain : il fait soit exécuter, soit maintenir en prison pour une durée qui n'est jamais fixée, jusqu'à ce qu'une amnistie, ou le manque de place dans les prisons, ou une intervention d'ami, ou simplement un pot-de-vin adroitement payé vienne déterminer par surprise une libération.

Quant aux étrangers comme nous, quant aux Alliés plus particulièrement, ils ne sont que des otages, de qui le sort dépend tout entier des variations de la politique extérieure du Gouvernement des Soviets, et l'on sait combien celui-ci est sensible, dans ce domaine, aux plus légères impressions : nous sommes à la merci d'un discours ambigu de Lloyd George, d'un télégramme de M. Ransome, d'un article de M. Longuet, et surtout d'un nouvel attentat contre Lénine.

Le 8 octobre, M. Pierre Darcy et le capitaine Vaquier sont emmenés vers trois heures à la prison de Boutyrki. Deux heures plus tard, le capitaine Faux-Pas et moi, nous prenons place à notre tour sur le camion automobile découvert, où, soit assis à la turque, soit accroupis, une vingtaine de détenus se serrent les uns contre les autres. L'un des matelots, en armes, qui se tiennent debout sur le devant et sur l'arrière du camion, lance, au moment du départ, ce simple avis : « Le premier qui se lève, fusillé sur place ! » ; et notre « charrette » de prisonniers remonte à rapide allure la Loubianka, traverse les boulevards et, par une série de rues parallèles à la Dolgoroukovskaïa, arrive à l'entrée de la prison de Boutyrki. Nous avons pendant vingt minutes, avec une sensation de plein air que nous ignorions depuis trois semaines, le spectacle étrange à nos yeux de gens allant et venant librement dans la ville, comme si nous apercevions un autre monde, vivant d'une vie autre et dont nous sommes, nous, retranchés.

Cette impression est plus forte, une fois le triple portail de la prison franchi. La grande salle voûtée, mal éclairée, où nous sommes dépouillés une dernière fois de ce qu'il peut nous rester en fait d'argent, de montres et de canifs, — la cour

silencieuse plantée de tilleuls, au centre de laquelle s'élève une petite église et qu'entourent des quatre côtés de hauts bâtiments aux fenêtres étroitement quadrillées de barreaux de fer, — les longs corridors humides sur lesquels donnent les portes des cellules percées d'un viseur exactement de la dimension d'un œil (il n'y a plus même ici le guichet carré de Pierre-et-Paul), tout ce que nous voyons d'abord promet l'abandon et l'oubli. C'est, me souffle le capitaine Faux-Pas, le *lacu profundo*, le fond du puits : du moins n'irons-nous pas plus bas ; peut-être remonterons-nous? Mais c'est aussi, nous le constatons l'un et l'autre en plaisantant, après l'incertitude de nos dernières journées de liberté de la fin d'août, après le va-et-vient fiévreux des dépôts où nous avons séjourné, comme une arrivée dans un port tranquille, avec la double assurance de n'être ni arrêté ni exposé à changer de domicile d'une heure à l'autre.

Derrière chacune de ces portes de cellules toute une maisonnée achève cependant la journée. La longue table du milieu est débarrassée des théières et des cuillers en bois qui l'encombraient. Des parois des murs, contre lesquelles ils ont été appliqués le matin, les lits pliants, constitués par un cadre de fer tendu d'une toile (*koïki*), sont rabattus et calés à leur extrémité opposée par un petit banc mobile dont l'intérieur est creusé en armoire. Quelques prisonniers sont déjà couchés ; d'autres examinent méticuleusement leur linge où le pou foisonne ; d'autres font une chasse préventive aux punaises qui descendent le long du mur vers les dormeurs. Il y a vingt-cinq lits, par conséquent vingt-cinq places par cellule ; de fait, cet effectif est dépassé dans la plupart des cellules, car la prison, qui est faite pour 3000 détenus, en contient en ce moment quelques centaines de plus.

Dès notre arrivée nous sommes en pays de connaissance, et l'on nous accueille comme des camarades. Dans la cellule 58 du corridor 12, où nous sommes amenés, des mains se tendent aussitôt vers nous : nous reconnaissons, parmi plusieurs compagnons de la Loubianka, M. Naïdionov et un petit garde rouge qui avait été notre voisin de couchette. Transférés dès le lendemain matin dans la cellule 60 du même corridor, nous y trouvons le sergent Cadet et le soldat Hug, le major anglais

d'Arkhangelsk et ses cinq hommes, deux négociants anglais, MM. Camber-Higgs et Holdercroft, un professeur anglais, M. Urch, un courrier de la légation de France à Bucarest, M. Story, un officier serbe, deux aviateurs roumains, un petit Italo-Slovène de Trieste qui siffle du matin au soir la chanson de Stenko Razine, et enfin un Bulgare, Pentchévitch de son nom véritable, Sêverski dans la presse, anarchiste de profession et notre *staroste*. M. Pierre Darcy et le capitaine Vaquier se joindront à nous quelques heures plus tard. Ce seront là, avec l'ingénieur Popov et M. Smirnov, attaché à la légation de Serbie, nos compagnons de prison les plus stables; c'est avec eux que nous serons transférés, le 2 novembre, dans la cellule 23 du corridor 3. Nous verrons encore passer ici par la suite, pour des séjours plus ou moins longs, M. Charbot, le sergent Grosley, le caporal Oussikoff, le chauffeur Berthon, MM. Cunières, Faurès, Kammerer, Kerkoff, Pons, Pottier, Schmidt, Yund, trois Belges, M. Pierrard et les frères Grisay, et les deux Américains de Tsaritsyne et d'Astrakhan.

Soit à la promenade où nous nous rendons par corridors, soit dans la promiscuité odieuse des water-closets (ceux-ci sont construits sans cloison de séparation d'après le modèle que l'on trouve encore sur certaines places publiques de Moscou), nous faisons la connaissance de plusieurs Tchèques et de quelques Polonais, la plupart arrêtés l'été dernier au moment où, *via* Arkangelsk, ils se préparaient à rejoindre en France leurs unités nationales ; nous rencontrons aussi l'ex-procureur du Synode Samarine et l'ancien général-gouverneur de Moscou, Djounkovski. Parfois, les jours où la Croix-Rouge vient nous ravitailler (trois fois par semaine), nous pouvons échanger quelques mots avec le professeur Maksa et M. Cermak, à qui leur qualité de collaborateurs de Masaryk vaut d'être logés dans le bâtiment des « cellules pour un et pour deux » (appelées uniformément *odinotchki*). C'est dans ce bâtiment que se trouvent le lieutenant Charpentier, arrêté dès le mois de juillet, le docteur Kichkine, président du Comité Central moscovite du parti cadet, quelques autres membres du même Comité, et de hauts dignitaires ecclésiastiques ; c'est là qu'a échoué l'historien Kizévetter, là que seront conduits la plupart des officiers de la Mission militaire française

arrêtés par la suite. De temps à autre, nous apercevons des figures de connaissance à travers les barreaux des fenêtres qui nous dominent (j'aperçois un jour Melgounov), et des conversations s'engagent, criées à tue-tête, de bas en haut et de haut en bas ; quelquefois, suspendu à une longue ficelle, un morceau de pain contenant la poste fait le va-et-vient le long du mur entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs ; les gardiens laissent faire.

Le règlement de la prison de Boutyrki est celui de l'ancien régime. A six heures du matin, lever (le gardien frappe avec sa clef sur la serrure en criant : « *Vstavat !* » « Debout ! ») ; à six heures un quart, contrôle rapide par un adjoint du commandant (*provêrka*) ; puis distribution du pain ; ensuite sortie de dix minutes pour se rendre au lavabo et au water-closet à l'extrémité du corridor ; vers la fin de la matinée, promenade facultative d'une demi-heure dans une des cours intérieures, fermée par de grands murs ; vers onze heures, soupe de choux au poisson et quelquefois, en plus, un peu de chou solide ou même de viande bouillie ; après la soupe, nouvelle sortie de dix minutes dans le corridor ; à quatre heures, seconde soupe de choux au poisson ; vers cinq heures, troisième et dernière sortie de dix minutes dans le corridor ; à six heures du soir, nouveau contrôle. Après le contrôle du soir toute sortie dans le corridor est interdite jusqu'au contrôle matinal : un haut baquet cylindrique, la *parachka* [1], tient lieu de tinette ; deux prisonniers, à leur tour de rôle, vont le vider le matin, le portant chacun par une oreille. La lumière crue des lampes électriques est de rigueur dans les cellules pendant toute la nuit. Une fois tous les quinze jours environ, le bain de vapeur. De temps à autre, des corvées qu'on recherche plutôt qu'on ne les évite, comme celle d'aller chercher le pain dans les cuisines (centre unique d'informations, d'ailleurs généralement reconnues inexactes), ou celle de fendre et de scier du bois dans la cour (passe-temps apprécié dans la belle saison).

1. *Parachka* est proprement le diminutif familier du prénom féminin *Prascovie*. On dit donc plaisamment en russe « la petite Prascovie », comme on dit en français « M. Jules » en parlant d'un vase de nuit, ou « un Eustache » en parlant d'un couteau.

En conservant son ancien règlement, la prison de Boutyrki a gardé en même temps la plus grande partie du personnel subalterne de l'ancien régime. Ce sont les gardiens (*nadzirateli*) placés sous les ordres des gardiens-chefs (*otdêlionnyé*), ceux-ci à raison d'un par corridor. A part quelques vieux, tout ce monde est foncièrement vénal, complaisant ou brutal suivant que sa patte est ou non graissée ; notre gardien-chef du corridor 3, un nouveau venu de la révolution d'octobre, le matelot Doukhonine, est à cet égard d'un cynisme qui désarme. Le directeur de la prison (*natchalnik*) est un jeune homme d'une trentaine d'années que les prisonniers jugent favorablement. Le commandant, par contre, Bêlogorodski, ancien portier du *Polytechnicum* de Riga, n'est qu'une créature de la Commission extraordinaire détachée ici pour que les règlements y soient appliqués dans l'esprit de férocité et de fanatisme propre à la Commission. Nous l'avons vu venir une fois dans notre cellule, petit pot à tabac rouquin, aux yeux rusés et cruels, à l'air candidement fat, et comme notre *staroste* se réclamait, à je ne sais plus quel propos, de sa qualité de Bulgare :

— Pardon, cher, — l'a-t-il interrompu avec un geste large de suffisance et en jouant avec sa chaîne de montre, — il n'y a pas de Bulgare qui tienne ici ; nous n'avons plus aucune nationalité : le règne de l'Internationale est venu...

Les secrétaires chargés de l'enregistrement des prisonniers (*pisari*) sont choisis parmi les prisonniers mêmes : il y en a un par corridor et, à un grade supérieur, un par corps de bâtiment. Nous avons souvent, dans la cellule 23, la visite du *pisar* de notre corps de bâtiment, vieux renard maigre emprisonné depuis des mois pour une vilaine affaire d'argent et qui, du ton le plus obligeant et seulement pour « rendre service », nous propose sans relâche « les affaires les plus avantageuses », jonglant, pour quelques tablettes de chocolat, avec des centaines de roubles, ni plus ni moins que M. Mechtcherski dans sa cellule de Pierre-et-Paul ; on le traite de vieille canaille : cela ne le trouble ni ne le décourage. Les garçons chargés de l'entretien des corridors et des salles sont pareillement des prisonniers. L'un d'eux, un vieux paysan de Pouchkino qu'on appelle Stépan, fait commerce d'eau bouil-

lante pour le thé, et il vante sa marchandise comme il vanterait de hauts crus : — « Qui veut de l'eau, de la plus bouillante, de la meilleure ? »

Les semaines passent ainsi les unes après les autres, longues, lourdes d'incertitude. Nous n'avons, pour en alléger le poids, que les nouvelles victorieuses de France et la curiosité passionnée avec laquelle nous suivons le développement des événements en Russie. Tout contact avec l'extérieur, si bref soit-il, nous est à cet égard infiniment précieux : visites du représentant de M. de Scavenius à Moscou, l'infatigable M. Schou-Kjeldsen ; échange rapide de quelques propos d'ordre tout pratique avec les infirmières admirablement dévouées de la Croix-Rouge internationale que voit chaque semaine celui d'entre nous qui est chargé de la distribution des paquets (d'abord mesdames Gillet et Silly, puis mademoiselle Carlier, qui s'est juré de ne quitter la Russie qu'en même temps que le dernier prisonnier français) ; enfin la lecture quotidienne des deux grandes feuilles gouvernementales, ligne à ligne et surtout entre les lignes. C'est à cela que tient notre patience, à cela et encore à la vue que nous avons de la cellule 23, par-dessus des bâtiments et des cours intérieures, dans l'encadrement d'un portail, à deux cents mètres de nous, d'un carré de rue où l'on aperçoit à chaque instant des gens libres qui passent.

De ces diverses sources nous apprenons que le siège du consulat des États-Unis a été levé, et que M. Grenard, consul général de France, et le général Lavergne ont été autorisés à quitter la Russie en même temps que M. Lockhart, en échange du plénipotentiaire des Soviets à Londres Litvinov et de sa suite. M. Labonne, consul de France, adjoint à M. Grenard, s'est joint à ceux qui partaient. Le commandant Du Castel a été séparé du général Lavergne pour être conduit d'abord à la Commission extraordinaire, puis de là au Kremlin. Nous apprenons d'autre part qu'après avoir été bloqués pendant huit jours dans le collège français de jeunes filles de Sainte-Catherine, où ils ont leur résidence, les derniers officiers de la Mission militaire française ont été arrêtés le 23 octobre et amenés à Boutyrki : le commandant Chapouilly, chef du détachement, le commandant Guibert, les lieutenants Barré,

Beaulieux, Illiaquers et Foissy, et l'adjudant Jeannot. Le 1er novembre, les *Izvêstiia* nous apportent la nouvelle de la constitution d'un gouvernement national en Bohême, et nos camarades tchèques entonnent gravement dans les cellules voisines l'hymne d'amour à leur terre natale « *Kde domov muj ?* ». Le 7 novembre, nous prenons notre part, entre quatre murailles, de la célébration de l'anniversaire de la révolution d'octobre : double ration de pain, un quart de beurre et des bonbons de la fabrique française Siou qui n'ont pas dû coûter cher à ceux qui nous les offrent ; il ne nous manque que de pouvoir admirer les chefs-d'œuvre futuristes qui s'étalent sur la place Rouge et sur le marché des Chasseurs (*Okhotny Riad*).

La révolution allemande se développe à nos yeux dans le miroir déformateur et souvent d'ailleurs plaisant de la presse bolchéviste. Elle nous est présentée d'abord comme une révolution éminemment socialiste, et l'on nous annonce la reprise imminente des relations diplomatiques entre Berlin et Moscou; le Comité Central Exécutif, d'enthousiasme, décide l'envoi immédiat d'un train de blé en Allemagne. Or, Ioffé n'est pas rappelé à Berlin, et le blé est refusé par les Allemands. La campagne contre les socialistes non spartakistes, un instant calmée, se ranime aussitôt avec une violence nouvelle : indépendants aussi bien que majoritaires sont traités en ennemis pires que leurs adversaires bourgeois. Leur chute est annoncée chaque jour pour le lendemain ; Spartacus doit triompher; déjà Radek entrevoit l'alliance de la Russie des Soviets avec l'Allemagne spartakiste contre les impérialistes alliés, et voilà que Liebknecht et Rosa Luxembourg sont assassinés... Les thèmes essentiels des *Izvêstiia* et de la *Pravda* sur la révolution allemande nous sont devenus familiers ; nous pouvons prévoir à coup sûr quel est celui qui sera traité à propos de tel ou tel télégramme de Berlin, et nous saurions, s'il le fallait, à la condition d'avoir le talent de MM. Reboux et Muller, écrire des *A la manière de...* Stéklov ou de Boukharine.

Quant à la politique intérieure, nos camarades russes de Boutyrki, à défaut même des journaux, suffiraient à nous tenir au courant. Conversations et lectures se complètent. Les feuilles officielles annoncent la réconciliation imminente

des *menchéviks* avec les bolchéviks; le Comité Central Exécutif admet à nouveau en son sein ces pécheurs repentants : mais les prisons russes, et la nôtre d'abord, sont remplies de *menchéviks*, et Martov et Dan, à qui la parole vient d'être rendue, ont dit en un meeting à quel point ils demeuraient les adversaires des dictateurs bolchéviks. La leader des socialistes-révolutionnaires de gauche, Spiridonova, a été mise en liberté, mais combien reste-t-il encore de ses compagnons de parti entre les mains de la Commission extraordinaire? Combien de socialistes-révolutionnaires de droite ont-ils été fusillés? Combien sont encore détenus? Combien en arrête-t-on encore chaque jour? Malgré l'avantage momentané qu'ils ont su tirer du recul des troupes tchéco-slovaques et des éléments volontaires de la Volga, malgré la consolidation que leur vaut la révolution allemande, les bolchéviks demeurent des isolés dans le vaste camp socialiste russe, et quiconque n'est pas de leur « fraction » est leur ennemi.

Aussi bien voyons-nous qu'à l'intérieur même de cette fraction la lutte est fréquente entre les purs révolutionnaires et les hommes du gouvernement. C'est ainsi qu'un conflit, depuis longtemps latent, se précise dans le courant d'octobre entre la Commission extraordinaire et les commissariats de l'Intérieur et de la Justice : une polémique s'engage ouvertement dans la presse officielle entre ces divers organes. Le camarade Peters soutient brutalement, à sa manière, les prétentions de la Commission, nouveau Comité de Salut public qui tend à s'affranchir du pouvoir central et devient une menace pour celui-ci. Il fait publier dans la revue de la Commission [1] un appel à la violence émanant d'une Commission de district du gouvernement de Viatka. Pourquoi, lit-on en substance dans cet appel, pourquoi avez-vous laissé Lockhart quitter la Russie? « Dites pourquoi vous ne lui avez pas fait subir les supplices les plus raffinés afin d'obtenir de lui les renseignements, les adresses dont il devait, cet oiseau d'importance, avoir les poches pleines. Vous auriez sans peine découvert de la sorte quantité d'organisations contre-révolution-

1. *Hebdomadaire des Commissions extraordinaires pour la lutte avec la contre-révolution et la spéculation* (en russe: *Ejénédélnik...*, etc.), n° 3 du 6 octobre 1918, pp. 7 et 8.

naires... Assez de mignardises ! Assez jouer à ce jeu méprisable de la *diplomatie* et des *représentants étrangers* ! Lorsqu'on a pris un gredin dangereux, il faut en tirer tout ce qu'on peut, puis, sans plus, l'expédier dans l'autre monde. » L'esprit de la Commission est tout entier dans cet appel, et, quelques mesures que le Kremlin se décide à prendre en son décret du 2 novembre [1], il ne le maîtrisera pas. Le commissaire adjoint anx Affaires étrangères Karakhan continuera à se rendre en personne chez le camarade Peters à chaque fois qu'il aura besoin de lui parler; il ne le fera pas simplement mander dans son cabinet : Peters restera une puissance qu'il faut ménager.

Cet esprit de la Commission n'est-il pas d'ailleurs au fond celui de la révolution d'octobre? Si le Kremlin, publiquement, le désavoue, ne laisse-t-il pas le champ libre, dans la coulisse, à ceux qui s'en inspirent? Ni Lounatcharski, ni Riazanov, ni Kaménev n'admettraient d'être les complices de cette *Troisième section*, renouvelée de l'ancien régime, qu'est devenue la *Commission extraordinaire* ; Kaménev met quelque coquetterie à présider la commission de contrôle imposée à Dzerzinski-Peters par le Comité Central Exécutif, comme Litvinov, qui, le 15 novembre, nous fait l'honneur de sa visite, Juif trapu, rond et rasé, affecte de parler avec un dédain souriant du système d'otages alliés admis par le commissariat des Affaires étrangères. Mais de fait, derrière cette façade officielle que le Gouvernement des Soviets tient à montrer à l'Europe, tout continue comme par le passé.

Le 14 octobre, le capitaine Faux-Pas, ayant refusé de répondre aux questions d'ordre militaire qui lui étaient posées par le camarade de La Fare, a été immédiatement enfermé sur l'ordre de celui-ci dans une sorte de carcer de 2 m. 10 de longueur et de 1 m. 70 de largeur, éclairé par un guichet de 15 centimètres sur 20 centimètres et meublé de deux banquettes de 55 centimètres de largeur : il a été laissé trois jours dans ce réduit en compagnie de deux autres prisonniers, l'un des trois reclus devant s'étendre sur le plancher entre les deux banquettes. Le 3 novembre, une « laideur »

1. Ce décret fait dépendre la Commission extraordinaire du Conseil des Commissaires du peuple et lui impose la collaboration avec les commissariats de l'Intérieur et de la Justice.

de vingt ans, accompagnée d'un jeune homme en vareuse de cuir, vient nous soumettre à un nouvel interrogatoire d'identité ; elle demande à M. Pierre Darcy, comme d'ailleurs à chacun de nous successivement :

— Quand et *pourquoi* avez-vous été arrêté? Quelles sont *vos ressources personnelles*? Vivez-vous *de votre travail*? Quelles sont *vos convictions politiques*?

Au vieux Stépan, notre *ouborchtchik*, elle ne pose que cette simple question : — « Combien de désiatines de terre possèdes-tu ? » Ce qui veut dire : ne serais-tu pas de ces paysans riches *(koulaki)* ou tout au moins aisés *(sérédniaki)* que les communistes considèrent comme leurs ennemis?

La plupart des dossiers, déclare-t-elle, sont égarés : il faut les reconstituer ! Le 15 novembre, Litvinov, apparaissant à la porte de notre cellule, appelle « les soldats anglais », seulement *les soldats* : il veut ignorer le major qui est là ; quelques jours plus tard, à la suite de cette visite, les soldats sont transférés à la maison de la Propagande, où le dogme bolchéviste leur sera enseigné en leur langue par quelque Israélite du Nouveau Monde, cependant que le major Frazer, après avoir éprouvé plusieurs jours durant le confort du *carcer* du capitaine Faux-Pas, sera remis en cellule à Boutyrki au régime de réclusion le plus sévère. Le 23 novembre, le Letton Antonov, membre du *praesidium* de la Commission, ex-musicien au cachet des salons bourgeois de Riga, conduit auprès de nous M. Martini, le délégué de la Croix-Rouge danoise, et, non sans un imperceptible pli d'ironie au coin des lèvres, promet pour le lendemain ou le surlendemain à l'un sa libération, à l'autre son transfert dans une clinique, à un troisième la liquidation immédiate de son affaire, toutes promesses sans autre fondement que ce procédé de moquerie grossière habituel à la Commission, cet *izdêvatelstvo* qui soulève la colère des prisonniers. Le 10 décembre, un gardien vient appeler à la porte de la cellule 12 :

— Anichine ! Y a-t-il ici quelqu'un de ce nom-là? (« *Est takoï ?* ») — Et, comme il croit entendre qu'on lui répond affirmativement, il prononce le mot magique : — *Na svobodou !* (En liberté !) — Et il ajoute ce mot plus magique encore : — *Na voliou !* (Va vivre à ta fantaisie !)

Ses appels tombent dans un silence de mort ; contrairement aux rites, personne n'applaudit : Anichine a été fusillé il y a cinq jours par ordre de cette même Commission qui prétend aujourd'hui le libérer. L'arbitraire demeure, et il va s'aggravant d'un chaos chaque jour plus profond.

Pour se défendre contre cet arbitraire et ce chaos, le prisonnier n'a le choix qu'entre deux armes : la grève de la faim (*golodovka*) ou l'*avis à la Commission* (*zaïavlénié*). La première est de tradition dans les prisons russes : on la dit encore efficace, et cela, contre toute apparence, même auprès de la Commission ; de fait, on y recourt moins souvent qu'à la seconde. Celle-ci est à la portée de tous les courages et de tous les estomacs, et certains de nos compagnons en font usage, sans aucun effet d'ailleurs, plusieurs fois par semaine : on les voit, le soir, sous la lampe, écrire de longs avis à la Commission ; ils en donnent lecture à leurs intimes ; après une mise au point laborieusement concertée, ils les font remettre au réveil par le *staroste* à l'adjoint du commandant. Il n'est pas un de nous, je crois, qui n'ait cédé à la tentation de ces faciles coups d'épée dans l'eau : je n'y résistai pas, quant à moi, lorsque le 24 novembre le camarade Skrypnik passa dans notre cellule, et je fis le geste, qui me paraissait vain, de lui remettre en mains propres mon *avis à la Commission* rédigé la veille.

Le 12 décembre au soir, vers neuf heures, j'entendais à ma grande surprise appeler mon nom suivant les formules d'usage :

— Y a-t-il ici quelqu'un de ce nom? Ah ! c'est vous? Votre prénom et celui de votre père? Oui, c'est bien vous. Rassemblez vos affaires (« *Sobiraïte vechtchi* ») ; en liberté !

On applaudit. M. Pierre Darcy et le capitaine Faux-Pas, camarades de trois mois devenus des amis (il y a des amitiés de prison comme il y a des amitiés de tranchée), n'étaient malheureusement pas appelés. Je traversai la cour plantée de tilleuls, ces tilleuls verts encore à notre arrivée, puis bientôt jaunes, tout couverts de neige maintenant. Une heure plus tard, mon billet de sortie en poche, j'étais à la porte de la prison, dans la nuit, par vingt-cinq degrés de froid, tenant d'un bras un panier et de l'autre un gros paquet de couvertures, hésitant sur la direction à prendre, et j'entendais le

factionnaire, du fond de son col de fourrure, m'encourager d'un ton bonhomme :

— Allons ! qu'est-ce que tu attends là? Veux-tu aller à droite? Tu le peux. Veux-tu aller à gauche? Tu le peux aussi. Tu es libre à présent.

Oui, sans doute, mais il faut reprendre l'habitude de la liberté.

Le lendemain, vers les trois heures de l'après-midi, dans les bureaux de la Commission extraordinaire, où j'étais venu pour retirer mon passeport, je me trouvais en face du camarade de La Fare, qui me fixait d'un regard d'étonnement et de courroux :

— Que faites-vous ici? Qui vous a libéré, vous?

— Mais, n'est-ce pas vous-même, camarade?

— Moi, non pas! De ma vie je n'ai pensé le faire (n'avait-il pas cependant parlé, il y a plus de deux mois, d'une libération dans les huit jours?). J'ai transmis votre affaire à Krylenko, au tribunal révolutionnaire suprême. Il n'y a que Krylenko qui ait pu vous faire mettre en liberté. Il faut tirer cela au clair.

Coup de téléphone au tribunal révolutionnaire suprême : là-bas on ignore mon nom ; sur un second coup de téléphone, on s'en souvient, mais on fait connaître en même temps que Krylenko n'a pas encore pris connaissance du « dossier des affaires françaises » et, par suite, n'a pu songer à me libérer. Coup de téléphone au *praesidium* de la Commission : existe-t-il un ordre de libération à mon nom? Il est répondu qu'il n'en existe pas. Coup de téléphone à la prison : de qui est signé l'ordre en exécution duquel j'ai été mis en liberté la veille au soir? Le commandant de la prison demande à prendre son temps, et il finit par répondre, vingt minutes plus tard :

— L'ordre est signé du camarade Skrypnik.

De La Fare n'a pas attendu la réponse ; c'est Bêlenki qui la reçoit ; il hausse les épaules et dit simplement, comme s'il se parlait à lui-même :

— C'est Skrypnik qui a eu la fantaisie de cette libération ! (En russe : « *Skrypnik vzial da i osvobodil.* »)

Contre toute attente je suis maintenu en liberté.

Le camarade Skrypnik, ayant lu en toute bonne foi et sans nulle prévention mon *avis à la Commission* du 24 novembre, m'avait compris dans une longue liste d'amnistie, tandis que le camarade de La Fare me déférait devant le tribunal révolutionnaire suprême. J'avais été arrêté par hasard : j'étais libéré par hasard. Il m'était accordé par mégarde ce que, malgré tous leurs efforts (dont je les remercie), les meilleurs de mes amis russes n'avaient pu m'obtenir.

Me voilà rendu à la liberté dans la Moscou des Soviets (*Sovêtskaïa Moskva,* comme s'intitule fièrement le nouveau livre d'adresses des administrations officielles). C'est une Moscou déserte, affamée, morte. Tous les magasins, à quelques dizaines près, y sont fermés pour cause de nationalisation ou de municipalisation : que leurs vitrines soient demeurées découvertes ou qu'elles soient masquées par des volets, c'est d'ailleurs partout le même vide. Peu de passants. Presque plus de traîneaux (les chevaux sont mobilisés), et à quel tarif montent sans broncher ceux des *izvochtchiks* qui tiennent encore? Le prix moyen d'une course atteint *cinquante roubles* (*polousotnia*), au lieu des *quinze* à *vingt* roubles de l'été dernier, au lieu des *trente* à *cinquante kopeks* de l'avant-guerre. Seuls, les tramways continuent leur service, surchargés de grappes humaines, pris d'assaut, à 1 r. 20 la place (en attendant le prix prochain annoncé par Larine : une *kérenka,* soit 20 roubles la place). Plus de vivres : les rares magasins des Soviets ne sont pas en état de fournir les rations auxquelles les cartes d'alimentation donnent droit ; on en est réduit à rôder aux alentours des gares pour y guetter l'occasion d'acheter quelques livres de pain (de 12 à 15 roubles) ou de viande (de 35 à 45 roubles). Plus de combustibles : le bois, en raison de la désorganisation des chemins de fer, n'arrive plus en quantité suffisante à Moscou. Plus de vie intellectuelle non plus : il ne s'imprime de littérature que la littérature « du parti » et du gouvernement. La recherche de la vérité a pris fin, puisque la vérité est trouvée, et nous en lisons l'une des formules imprimées en lettres rouges sur tous les murs de Moscou : « La révolution est la locomotive de l'histoire. »

C'est l'âge d'or.

M. Pierre Darcy, notre ami, est mort le 23 décembre, quelques heures après que nous eûmes arraché à la Commission l'autorisation de le transporter dans une clinique. Il était demeuré dans l'hôpital de la prison pendant cinq jours, abandonné aux soins d'un infirmier ignorant et d'un criminel de droit commun. Karakhan, deux mois durant, avait refusé avec acharnement au Gouvernement danois sa mise en liberté; Karakhan encore s'était opposé avec un pareil acharnement à son transfert dans une clinique.

ANDRÉ MAZON

L'ASCENSION DE M. BASLÈVRE[1]

XVII

Vingt-quatre heures plus tard, M. Baslèvre reçut du gardien de bureau envoyé aux nouvelles l'annonce que Claire n'était plus. Jusqu'à ce moment, il avait dû aller et venir comme tout le monde, garder la patience de chaque jour, et subir avec un visage égal les affres d'une agonie mentale qui, minute par minute, suivait celle du visage. Il n'est pas au monde de pires tortures : elles paient les joies cueillies dans le mystère.

— La concierge a répondu que la dame avait passé, aujourd'hui, vers quatre heures...

— Ah !... la concierge vous a... hé bien, c'est parfait... me voilà renseigné...

Et M. Baslèvre qui achevait sa signature, avec le secrétaire à ses côtés, acquiesça d'un signe de tête. Il avait envie de pousser des cris : cependant, il ne se serait pas exprimé autrement s'il avait appris qu'un dossier perdu était retrouvé. La plus grande aventure sentimentale dont le bureau directorial eût été le témoin, s'achevait sans éveiller d'échos sinon de phrases administratives.

Le dernier paraphe tracé, M. Baslèvre parut soupirer d'aise,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mai, du 15 mai, du 1er juin et du 15 juin 1919.

sourit au secrétaire et, sur l'assurance qu'il ne restait aucun travail, déclara :

— Profitons-en pour lever plus tôt la séance : imitez-moi et partez.

Quand il eut traversé l'antichambre, les gardiens de bureau échangèrent un coup d'œil averti.

— Étonnant, — murmura l'un d'eux, — à quel point le patron, ces temps-ci, est devenu de bonne humeur !

Dans la rue, des rédacteurs qui rencontrèrent aussi M. Baslèvre firent la même remarque, bien qu'il ne parût pas, cette fois, s'apercevoir qu'on le saluait.

Arrivé chez lui, il ferma sa porte à double tour, et avant de fermer aussi la fenêtre, se pencha une seconde vers la place. Les arbres y étaient verts, les façades roses, le square bruyant comme de coutume. Alors que tout aurait dû se voiler, s'éteindre ou se taire, tout demeurait pareil, se refusant à marquer la petite chose à quoi se réduit la disparition d'un être humain, fût-il le plus aimé ! Seul, le cœur d'un vieil homme en mourait. Encore M. Baslèvre avait-il les yeux secs quand, après avoir retiré son pardessus et ses gants, il prit dans un coffret le legs de Claire et s'installa devant sa table. Libre d'abandonner le masque, il restait le même : pétrifiés par la souffrance, ses traits ne pouvaient plus changer !

Longuement d'abord, M. Baslèvre contempla l'enveloppe sur laquelle la main désormais inerte de la bien-aimée avait tracé son nom. Il regardait l'écriture en elle-même, comme dans un musée on regarde un dessin du Vinci ou une feuille de Rembrandt, c'est-à-dire avec l'étonnement qu'à une heure donnée de l'existence du monde, un être vivant eût créé cela, et que, les siècles écoulés, cela survive encore ! En même temps, il s'efforçait d'évoquer le visage, mais sans y parvenir.

Puis, sans hâte, il prit un coupe-papier et avec d'infinies précautions le glissa sous le revers.. Il y eut un léger crissement, et d'un seul coup l'enveloppe se déchira, libérant des feuillets que M. Baslèvre reconnut avant même de les toucher : sa lettre !

Ainsi Claire avait gardé les pages où pour l'unique fois de sa vie il avait jeté sans contrainte le grand cri de son amour :

non seulement elles n'avaient pas été détruites, mais revenaient, témoins fidèles, certifier l'émoi qui les avait accueillies, le bonheur secret que peut-être elles avaient donné. M. Baslèvre, devant cette découverte, aurait dû ressentir une ivresse : il n'éprouvait même pas de la surprise. Celle-ci ne serait venue que si les choses s'étaient passées autrement.

Les feuillets retirés un à un, une seconde enveloppe parut encore, et ceci non plus n'étonna pas M. Baslèvre. Il n'aurait pu, à coup sûr, préciser son attente ; cependant, il lui semblait nécessaire que Claire, avant de le quitter, eût résolu de lui donner la réponse si longtemps attendue. Celle-ci ne comportait qu'une courte page, et il lut :

« Mon ami, j'ai menti : votre amour est la flamme à laquelle je réchauffais mon âme qui grelottait ; votre lettre, l'eussé-je détruite, aurait continué de l'incendier, puisque, à force de relire, les mots s'y étaient gravés. Bénie soit la mort qui m'en permet l'aveu !

» Mon ami, j'ai menti : on ne résiste pas à un amour tel que le vôtre, je vous aimais... Bénie soit toujours la mort qui me libère et m'assure l'éternité pour vous rejoindre !

» Mon ami, si vous étiez tenté de m'en vouloir parce que je me suis tue, rappelez-vous qu'à notre dernière entrevue vous aussi vous êtes porté garant d'un passé que je connaissais, hélas, depuis peu, et que, cependant, pour ce mensonge, j'ai souhaité vous prendre dans mes bras en criant merci.

» Mon ami, je vais mourir, mais le cœur plein de vous, dans la joie de votre tendresse et vous livrant la mienne. Que la merveille de notre double émoi vous aide à vivre ! Je ne veux pas être pleurée. Ce moment ineffable, loin de séparer, est le premier qui rapproche. Je ne vous quitte pas : je vais vous attendre. Je vous aime comme vous m'avez aimée. La mort me donnant à vous, je ne me reprendrai plus... »

Ici la main, sans doute, avait défailli : aucune signature ne suivait la phrase inachevée.

M. Baslèvre se renversa contre le dossier et aspira l'air. Il contemplait la muraille nue, mais sans la voir ; il s'appuyait de toutes ses forces contre le fauteuil, mais ne le sentait pas.

Il n'éprouvait que la sensation bizarre d'une étreinte invisible.

Ceci dura quelques secondes au plus : après quoi, la muraille reparut, le corps accablé retrouva son appui et l'étreinte s'évanouit.

Alors il comprit que Claire était bien morte : arraché à son calme glacé, la tête enfouie dans ses mains, il commença enfin de pleurer, sans le besoin de cris qui l'avait torturé au ministère, avec le soulagement particulier que donnent les larmes quand il semble que la douleur va couler avec elles.

Il pleurait sur l'amour de Claire qui n'était plus désormais qu'une chose morte comme elle, sur les heures qui auraient pu être et ne seraient pas. En même temps, et par une singulière contradiction, son cœur endolori hésitait à se plaindre d'une fin qui, en le dépouillant de tout, révélait pourtant quelle avait été sa richesse. Mystère inexplicable que la douceur ainsi insinuée dans sa détresse ! Il souffrait atrocement, et il n'était pas désespéré. C'était en vérité comme si l'être dont il avait perçu l'étreinte était revenu le prendre dans ses bras et l'y gardait, blotti.

Lorsque M. Baslèvre parvint à se calmer, la nuit tombait déjà. Dehors, le square, grilles fermées, était redevenu muet. Les façades décolorées s'effaçaient dans la pénombre. Un tel silence de funérailles pesait sur la maison qu'on avait envie de s'enfuir.

Ayant replacé pieusement le legs de Claire dans le coffret, M. Baslèvre ne résista pas à la suggestion et repartit.

Tandis qu'il descendait l'escalier, la face ravagée et l'allure raide, mademoiselle Fouille montait précisément, son pot à lait en main, absorbée elle aussi par on ne savait quelles pensées douloureuses. Ils se saluèrent, mais ne s'arrêtèrent pas. Aucun d'eux ne songea non plus à remarquer combien l'autre était changé.

En passant devant la concierge qui tricotait au pas de la porte, M. Baslèvre dit également :

— Ne vous inquiétez pas, madame Gerbois ; il est probable que je reviendrai tard.

— Ah ! Monsieur va en soirée? — répliqua celle-ci avec un air de complicité maternelle, car, depuis la maladie, elle

avait pris l'habitude de considérer le directeur un peu comme sa propriété.

Déjà loin, M. Baslèvre ne put répondre : il avait pris maintenant la direction du boulevard Blanqui.

Il ne comptait pas entrer dans la maison. L'évocation du visage immobile et peut-être décomposé suffisait à le glacer jusqu'aux moelles. Gustave, au surplus, l'aurait-il permis, lui qui n'avait pas même fait part de la mort de Claire? De ce côté, retardée pour des raisons qu'on voyait mal, la rupture était devenue certaine... Non, M. Baslèvre retournait là-bas pour autre chose : simplement, il voulait parcourir les chemins d'autrefois avec la nouvelle certitude que Claire lui avait léguée. Aux avenues, aux pavés, qui avaient regardé passer son amour désemparé, il venait dire : « C'est encore moi. Elle est partie, mais elle m'aimait. »

Pèlerinage poignant, où le cœur, écrasé par la mort, il ne cessait d'évoquer la vie et quelle vie! celle — la seule que les choses auraient dû jadis lui révéler, puisque alors déjà toutes savaient ! Étrange spectacle aussi que celui de cet homme en redingote, respectable et correct, errant avec les couples louches et les rôdeurs.

Soudain, la maison parut. A l'étage, une lueur à peine visible filtrait à travers une persienne. Bouleversé, M. Baslèvre alla s'asseoir sur un banc et, les yeux fixés sur la lueur, les mains jointes comme s'il allait prier, murmura :

— Elle est là.

Ensuite, il cessa de penser. Anéanti, prostré, il se contentait de rester à cette place, veilleur fidèle et ignoré, pareil encore à un mendiant jusque dans le suprême adieu.

Des heures passèrent. Par-dessus les toits, successivement le ciel acheva de s'éteindre et se peupla d'étoiles. A leur tour, les étoiles s'effacèrent. Le jour pointa sa face blême. M. Baslèvre n'avait pas bougé.

— Qu'est-ce que vous faites là? Vous êtes malade? — dit brusquement un gardien de la paix qui venait d'approcher.

M. Baslèvre s'éveilla en sursaut :

— Je ne fais rien... je songe ...

A la vue de la rosette du dormeur, le gardien haussa les

épaules sans insister. Rappelé à lui, M. Baslèvre s'aperçut alors qu'il grelottait.

— Allons ! — soupira-t-il, — il est temps.

Des deux mains ensuite, pieusement, il envoya un baiser vers la lueur qui, mangée par l'aube, achevait de s'éteindre. Ce fut l'adieu suprême, déchirant dans sa simplicité. Après cela, il s'éloigna. Un silence, pareil à celui de Claire, descendait sur son âme. Hélas ! moins heureux que la morte, il allait continuer de vivre !

XVIII

Ensuite, des jours affreux... Littéralement, M. Baslèvre n'était plus qu'un désespoir qui marche. Il ne parlait à personne, en dehors des nécessités de service ; il avait disparu du cercle. Si, par hasard, il entendait le pas de mademoiselle Fouille dans l'escalier, il fuyait. Madame Gerbois, elle-même, en vint à s'inquiéter.

Le soir de l'enterrement de Claire, auquel Gustave ne l'avait pas convié, il entra chez la fleuriste de la rue de Bellechasse, y choisit une brassée de roses rouges et la porta sur la tombe. Il n'y retourna plus : le cimetière le chassait. Ainsi pas un lieu où se donner désormais l'illusion d'approcher d'elle : chez lui, pas une photographie. Sans la lettre à laquelle il n'osait plus toucher, il aurait pu croire que l'aventure n'avait pas existé : à coup sûr, elle paraissait finie et seuls des souvenirs, revenant par grandes ondes, ridaient de loin en loin la surface du temps, tels des cercles sur un lac quand une pierre vient de toucher le fond.

Il faut aussi pour s'intéresser à la vie que cette vie se rattache à un désir. Or, M. Baslèvre n'en connaissait qu'un qui était de ne pas exister. Puisque son âme était morte, à quoi bon s'obstiner à vivre? Jamais il n'avait perçu à ce degré la totale inutilité d'une présence humaine en un point de l'univers : il ne mettait pas de différence entre lui et un brin de mousse dans la forêt. Sa douleur même était négative, tout entière faite d'absence : quelque chose ou quelqu'un, il ne savait, manquait autour de lui et le malaise en résultant rendait intolérables les gestes antérieurs.

Ceux-ci continuaient, pourtant. Un seul parmi eux vaut d'être retenu. Peu de jours après la catastrophe, M. Baslèvre congédia sa femme de ménage et la remplaça par celle qui avait « servi jadis chez madame Gros ». C'était une personne silencieuse, docile et qui répondait au nom de Virginie. Gustave, paraît-il, l'avait renvoyée sans ménagements. Madame Gerbois fut chargée de l'initier aux soins de la mansarde directoriale. M. Baslèvre, lui, ne la rencontrait jamais ; il était naturel d'ailleurs qu'il voulût échapper aux balayages.

Des semaines coulèrent... puis un soir, comme M. Baslèvre était chez lui, un livre en main et les yeux au plafond, l'ombre d'un désir autre que celui de la mort passa enfin sur lui.

Ayant retiré la lettre de Claire du coffret où elle reposait comme dans un cercueil, il tenta de la relire. Dès les premiers mots il s'arrêta, stupéfait de s'apercevoir qu'il la savait par cœur. Il avait donc suffi d'une seule lecture pour la graver dans sa mémoire ! Mais si les termes étaient restés, leur sens profond avait dû lui échapper : sans cela, comment expliquer l'allégresse qui suivit?

Arrivé au bout, il abandonna le feuillet, baissa la tête, et brusquement ramené aux impressions de la première heure, crut sentir passer sur lui, pareil au vent du soir, l'amour de Claire. Miracle de la tendresse en apparence la plus lointaine et la plus vaine : après un passé qui ne lui avait rien donné et ressemblait à une faillite, voici que, dégagée de l'ombre funèbre, la vérité l'illuminait. Claire n'était plus, mais Claire l'avait aimé ! Il n'avait même pas le souvenir d'un baiser et tant d'amants, las de courir vers la minute ineffable qui se dérobe, auraient pu l'envier ! Allons ! rebâtissons les heures vécues ! Qu'elles reparaissent, dépouillées du mystère que la mort emporta ! Pas une tache les flétrissant ; une probité totale ; la beauté de l'aimée purifiée au creuset de l'épreuve et sans cesse grandie. Par contre, comme Claire peu à peu avait obligé M. Baslèvre à comprendre ce qu'est l'amour et quels renoncements l'élargissent en faisant monter l'âme ! comme, guidé par elle, il avait gravi la côte et toujours respiré un air plus vif !

On répondra : immolation déplorable de deux êtres qui auraient dû tomber aux bras l'un de l'autre. Est-ce bien sûr, puisque ce soir, M. Baslèvre ne regrettait — rien, non, pas même le silence de Claire ! Vivante, il aurait pu douter d'elle : dans la mort, il n'y a que franchise et lumière, et, grâce à l'aveu de la morte, quelle assurance merveilleuse que désormais Claire demeurait à lui seul !

Car, ceci encore frappait M. Baslèvre, que dans son adieu Claire n'avait plus songé à lui recommander l'homme pour qui, cependant, elle avait tout sacrifié. A l'heure suprême, sa pensée avait cherché uniquement celui qui, de même, l'adorait uniquement. Plus de partage ! S'il est une vie au delà, si, libérée, l'âme flotte à son gré, ce n'était plus là-bas près du mari, ni au cimetière qu'il fallait chercher Claire, mais ici, dans la chambre désolée, près de l'élu :

« Je ne vous quitte pas... Je ne me reprendrai plus !... » La fin de la lettre qui, cette fois, sonne aux oreilles de M. Baslèvre comme prononcée à voix basse : ensuite l'impression que l'absence vient de cesser et qu'alentour quelqu'un est là, invisible et présent...

— Misère ! — murmura M. Baslèvre d'une voix brisée, — je viens de rêver !

Il ne rêvait pas : Claire était revenue ; l'aventure recommençait !

Qu'on ne croie pas à de la chimère : désormais, en effet, la pensée de Claire s'installa dans l'âme de M. Baslèvre pour ne plus la quitter. Si, regardant l'avenir, il n'apercevait qu'une allée sans issue, du moins l'aimée y marchait-elle devant lui. Dans le présent, elle le guidait. A tout instant, sur le point d'agir, il se demandait : « Qu'en penserait-elle? » et, la décision prise, la besogne faite, il se tournait encore vers elle : « Est-ce bien cela? êtes-vous contente? » Jamais il n'avait vécu ainsi près d'elle. Il la portait en lui. Elle était devenue son témoin, son arbitre, le juge de ses mobiles, le confident de ses moindres mouvements d'âme. Il en arrivait à oublier parfois la réalité au point de se dire : « Quand je la verrai, je lui demanderai... » Par-dessus tout, sa passion ressuscitée s'exaltait : certain d'être accueilli, aucun regard n'arrêtant

plus ses aveux, il jetait sa tendresse à la morte, et à force d'amour finissait par la rendre vivante.

Combien de temps cela dura-t-il? Encore des jours, des semaines, comme auparavant ses révoltes : jours et semaines miraculeux, tissés tour à tour d'exaltations singulières et de sérénité.

M. Baslèvre s'obstinait à éviter mademoiselle Fouille, ne revenait pas au cercle ; sa solitude apparente était pareille : mais il avait cessé d'être seul. On le voit, c'était bien l'aventure tout entière revenue : il n'était pas jusqu'au travail de dépouillement intérieur qui ne semblât se poursuivre, puisque à force de n'exister plus que pour une morte, M. Baslèvre en était venu à se détacher définitivement du monde et de lui-même.

Il faut marquer ici quelques-uns des faits qui traversèrent cette période et tout d'abord le plus notoire, car il défraya la curiosité du ministère.

Avisé par le ministre de sa prochaine promotion au grade de commandeur de la Légion d'honneur, M. Baslèvre déclara s'effacer devant les titres d'un collègue plus ancien. Par quels chemins était-il arrivé à dédaigner ce qui avait paru l'idéal lointain de sa carrière? Ni le secrétaire, ni Michon, ni personne ne le soupçonnèrent. M. Baslèvre même s'en rendit-il un compte exact? Il y a des moments dans la vie où l'on commet des actes qui semblent naturels bien qu'aucun motif ne semble y avoir poussé, et parce qu'ils sont la résultante d'une longue habitude d'âme.

D'autre part, après avoir longtemps évité avec soin la rencontre de Virginie, — la nouvelle femme de ménage, — M. Baslèvre s'avisa tout à coup de s'attarder chez lui le matin, simplement pour la voir entrer, comme autrefois elle devait entrer chez Claire. Le dimanche, il ne s'en alla plus quand elle venait. Comme elle était taciturne, il s'abstenait de lui parler, mais tandis que, silencieuse, elle vaquait à ses besognes, de quels regards d'envie ne la couvrait-il pas? C'est qu'ayant vécu près de Claire, elle avait des souvenirs qu'il eût payés de sa vie, et auxquels pourtant elle ne tenait pas !

Une seule fois, il demanda :

— Pourquoi vous a-t-on congédiée, là-bas?

— Où ça, là-bas?

— Chez les Gros.

Virginie hésita, puis cédant à sa rancune en dit plus en deux minutes qu'en plusieurs semaines :

— Entre Monsieur et moi, ça ne pouvait plus aller. D'ailleurs, maintenant, Dieu sait ce qu'il fait ! L'autre jour encore, on parlait de tout saisir. Avec des gens pareils on n'est jamais payé...

M. Baslèvre fit un geste dont on n'aurait su s'il était approbation ou découragement. Il avait espéré entendre parler d'*elle*.

Enfin, il eut d'étranges curiosités, rechercha ainsi les maisons où Claire avait habité jeune fille, une pension où elle allait suivre des cours et dont elle lui avait donné le nom, par hasard. Malheureusement tout avait disparu, chassé par des immeubles neufs ou des percées de rues : à Paris, les pierres roulent comme les gens et passent avec eux. Il lui arrivait aussi de rêver parfois à l'inexplicable lien qui avait attaché Claire à Gustave : mais alors on eût dit que sa pensée était détournée par un guide invisible et très vite, saisi de malaise, il revenait à sa propre tendresse.

Ainsi installé dans son bonheur irréel, planant dans un ciel invisible, M. Baslèvre pouvait croire l'aventure hors d'atteinte. Quel danger l'eût menacé? il traversait l'univers sans s'y mêler : il vivait réfugié dans un rêve où aucun œil humain n'était capable de le rejoindre. Aussi bien, les mois, l'un après l'autre, passaient sans le toucher : après août, septembre doré comme les raisins qu'il donne et les premières journées d'automne dont la fraîcheur fait grelotter l'âme, octobre enfin décrochant des branches les feuilles jaunes... Mais a-t-on réfléchi que pour détruire une telle félicité, une pensée suffisait, une seule, passant comme un éclair?

Elle surgit un soir d'octobre. On ne doit s'étonner que d'une chose, c'est que, si parfaitement harmonique avec les faits, elle eût mis tant de jours à paraître. Et ce fut le dernier stade de cette période, la dernière étape aussi de M. Baslèvre sur la route de douleur : au delà, il n'y aurait plus eu que la mort...

Donc, un soir, M. Baslèvre, relisant la lettre comme cela lui arrivait à peu près chaque jour, songea tout à coup :

« Si pourtant Claire n'avait écrit qu'elle m'aimait que pour me consoler? »

Pensée folle évidemment. Il y a des mots qui gonflent au vent de la passion comme des voiles et, sans elle, tomberaient impuissants à soulever un cœur. Depuis des semaines, M. Baslèvre avait écouté ceux-là sans cesser d'être porté par eux : si Claire ne l'avait pas aimé, auraient-ils réalisé pareil miracle? Cependant, aimer vraiment, avait dit aussi Claire, n'est-ce pas penser au bonheur de l'autre? La certitude de sauver un être peut suffire à créer l'émotion souveraine dont l'écho retentira ensuite, quel qu'ait été le mobile, quelle que soit la vérité : Claire, certaine de sauver son ami, n'aurait-elle pas eu le même accent? M. Baslèvre avait bien osé, par amour, lui affirmer la fidélité de Gustave ! Si la tendresse féerique dont il se grisait depuis des jours n'avait été que l'aumône d'une amitié inquiète? Si Claire avait menti?...

Pensée folle : encore un coup pensée logique et qui, une fois venue, livrait le présent dévasté au pire des doutes — celui qu'on sait d'avance condamné à rester sans réponse !

A quoi bon décrire ce qui suivit? Un vent glacé — peut-être la brise mouillée qui arrivait de la place — couvrit les épaules de M. Baslèvre. Il ne pleura point. Il n'eut pas de révolte. Uniquement, il comprenait que l'invisible auprès duquel sa douleur s'était calmée, venait de s'éloigner. Avec une infinie tristesse, il replia la lettre et, certain de n'y plus toucher, la remit dans son coffret avec autant de soin que s'il se fût agi d'un corps humain. Le coffret refermé, la chambre reprit son aspect ordinaire, M. Baslèvre son attitude de tous les jours : et de fait, extérieurement, qu'y avait-il de changé? M. Baslèvre, qui avait cru avec délices, venait de cesser de croire : de telles révolutions, même si l'on doit n'y pas survivre, n'affleurent pas au dehors...

Après cela, rien, ou plutôt l'agonie d'heures qui se traînent et qu'aucun intérêt ne traverse. M. Baslèvre vivait et c'était pourtant comme s'il n'eût pas vécu. Ses seuls mouvements d'âme étaient des alternatives de foi mystique et de négation désespérée. Ah ! la torture du doute où vous laissent les

morts ! Il arrive encore qu'à un vivant on tente d'arracher son secret : mais les morts, eux, gardent un effrayant silence : parce que Claire était morte, M. Baslèvre savait que, dût-il interroger jusqu'au dernier souffle, il n'obtiendrait pas de réponse.

Du monde vivant, il ne percevait plus également que les seules formes douloureuses. Il suffit d'être impotent pour remarquer un boiteux, dans la rue. Parce qu'il souffrait, après avoir tant d'années côtoyé la souffrance sans la voir, M. Baslèvre ne découvrait plus qu'elle et en avait pitié : hélas ! pas plus que le temps ne soulagerait son doute, il ne pouvait tarir la source de misère dont le flot inondait les seules contrées que rencontrât son regard.

Avez-vous vu quelquefois un aveugle se guider, sur le trottoir, avec une canne? Son corps est raide, ses prunelles fixes, son visage impassible. Il n'a pas l'air de soupçonner que d'autres êtres circulent autour de lui : il ne semble pas non plus redouter les obstacles. M. Baslèvre maintenant était ainsi : pour lui également il n'y avait plus que de la nuit — une nuit où tout se passe, où rien ne paraît.

Octobre encore. Aux Tuileries, deux silhouettes avancent l'une vers l'autre : la première est d'un homme grand, l'épaule déjetée, la seconde roule à pas rapides comme une boule. Toutes deux suivent la ligne d'asphalte qui coupe le jardin et que recouvre aujourd'hui la jonchée lumineuse tombée des branches.

Soudain, un heurt léger dû à la marche rapide sans se préoccuper des promeneurs ; deux gestes de surprise, puis un arrêt :

— Tiens ! vous par ici?

— Quel hasard?

C'est Michon et c'est M. Baslèvre. Mais qui les reconnaîtrait? Car Michon est aujourd'hui sans sourire, son épaule succombe sous un fardeau ; rien positivement ne décèle en quoi il est changé, cependant il est devenu autre. Et, de même, M. Baslèvre est autre, malgré le masque neutre et les yeux toujours vifs : il n'est pas utile que l'indéfinissable ait modifié des traits pour qu'on le sente autour d'un être.

Grâce à l'imprévu de la rencontre, chacun a eu le temps

d'entrevoir une seconde le personnage véritable que l'officiel vient remplacer aussitôt.

Et les voix poursuivent, avec le timbre d'autrefois :

— Vous flânez?

— Vous couriez?

Il y a des jours où pour répondre à une première question on se hâte toujours d'en poser une deuxième...

— En tout cas, — reprend M. Baslèvre, — ce lieu nous sert d'académie : quels propos philosophiques m'apportez-vous?

— De quelle couleur sont vos pensées? — réplique Michon.

M. Baslèvre baisse les yeux vers le sol :

— Vous rappelez-vous que la dernière fois, c'était le printemps? — murmure-t-il. — Ce sont aujourd'hui les feuilles sèches.

— Image de la vie : il y a des jours où l'on est content et d'autres où cela ne va pas.

— Qu'est-ce qui ne va pas?

— Le métier.

— Vous venez de tuer un malade?

— J'ai fait pis : je n'ai pu le sauver. Mais je vous parle hébreu, ô le plus sage des directeurs !

— Croyez-vous?

Un petit intervalle vide... M. Baslèvre reprend :

— Était-ce quelqu'un de chez nous?

— Non, une femme... à laquelle je m'intéressais.

— Et qui vous le rendait?

— Peut-être.

Encore un intervalle ; tous deux semblent réfléchir à des sujets dont ils ne parlent pas.

— Il est possible en somme que la mort ne soit qu'une absence un peu longue, — recommence Michon. — Qu'est-ce qui vous ferait souffrir, vous, dans une absence?

Et M. Baslèvre tardant à répondre :

— A dire vrai, des absents ont toujours, quoi qu'il arrive, la perspective du retour une fois ou l'autre, tandis que des morts....

C'est M. Baslèvre, cette fois, qui achève :

— Tandis que les morts se taisent... sans revenir...

Un geste évasif de Michon, que suit une crispation des lèvres :

— La mort m'irrite parce qu'elle est bête : elle finit tout et n'apprend rien : c'est du néant.

M. Baslèvre fait un geste pareil :

— Non, — répond-il encore, — elle est pire : c'est du silence, alors qu'on interroge.

— Dites donc, mon cher directeur, vous n'êtes pas gai non plus : autant se retrouver un jour meilleur...

— A une prochaine rencontre ! en hiver...

« Ainsi, songeait M. Baslèvre, celui-là souffre peut-être comme j'ai souffert, quand il n'a pu sauver Claire... Peut-être sait-il, en revanche, qu'on l'a aimé? S'il soupçonnait son bonheur!... »

Écrasant les feuilles d'un pas lourd, il retomba dans sa rêverie. Sans se lasser, il continuait d'interroger une image devenue presque effacée, comme s'il n'était pas sûr encore que la mort est « du silence alors qu'on interroge »!

XIX

Ce même jour, mademoiselle Fouille, sa tâche terminée, descendit vers six heures pour faire ses commissions du soir. En la voyant passer, madame Gerbois dit à son mari :

— Je ne sais ce qu'elle a; mais, sûr! elle couve quelque chose.

Quoi qu'il en soit, mademoiselle Fouille franchit la porte, suivant l'usage, sans hâte et la tête droite, puis, arrivée à l'angle de la rue Saint-Antoine, toujours suivant l'usage, disparut dans la foule.

Qu'elle eût changé, cependant, n'était pas niable. Et d'abord ses cheveux, jusqu'alors demeurés très noirs, grisonnaient. Sa robe brune aussi, qui si longtemps avait paru neuve, s'était fripée : on ne pouvait s'empêcher d'en remarquer la coupe désuète. Quant au sautoir en jais, enroulé nerveusement autour du doigt, il paraissait maintenant une vilaine petite chose bonne au plus à orner une vieille fille. Seule, la marche restait pareille, volontaire et rapide, une

marche qui, chaque jour, au départ, rasait le sol plutôt qu'elle ne se posait.

A six heures, en octobre, la nuit est déjà venue. La journée avait été de celles où l'on respire une magnificence éparse sur la terre : son déclin était encore plus beau. L'air limpide et traversé de souffles tièdes, le ciel net de brumes, tout évoquait l'été finissant. Il semblait impossible de vivre sans allégresse.

En moins de cinq minutes, mademoiselle Fouille atteignit la gare de Vincennes. Après avoir inspecté d'un coup d'œil les alentours, elle étouffa un soupir et commença d'arpenter le trottoir le long des arcades. Elle le faisait avec une extrême tranquillité. Les gens qui la croisaient ne pouvaient soupçonner qu'elle attendît quelqu'un ou quelque chose. En fait, elle s'imposait d'aller jusqu'à un réverbère déterminé et de ne revenir sur ses pas qu'après l'avoir atteint. Dès qu'elle tournait, elle apercevait l'horloge située au-dessus du hall, mais elle s'obligeait aussi à ne la regarder que revenue au point de départ. Le reste du temps, elle calculait mentalement la durée de minutes dont chacune, en tombant, mettait sur son âme un petit poids d'anxiété supplémentaire.

Viendrait-il?

S'il ne venait pas, pourtant?...

A chaque pas qui approchait, son cœur bondissait : puis, l'erreur reconnue, elle éprouvait un choc, telle une machine arrêtée en vitesse. Combien d'êtres inconnus n'avons-nous pas bouleversés, simplement parce que nous passions?

Un quart d'heure... une demi-heure... Obstinée, mademoiselle Fouille continuait d'aller et venir. Soudain, elle décida :

— Si dans cinq minutes je ne l'ai pas aperçu, je repartirai.

Et du coup, parce qu'elle venait de fixer une limite à son attente, elle souffrit moins. Elle avait cessé de guetter les bruits de pas. Elle n'était plus tentée de tirer sa montre pour surveiller le temps. Elle respirait à peu près comme d'habitude.

Ce premier délai écoulé, elle s'en accorda un second. Cependant, malgré son calme apparent, on n'aurait pas pu attendre plus qu'elle n'attendait. On eût dit que d'une manière continue son être lui échappait pour aller scruter l'ombre.

Enfin, elle s'arrêta. Elle était revenue près de la gare. Sa voilette relevée, elle se plaça en pleine lumière pour qu'*il* ne pût prétexter ne pas l'avoir aperçue, mais en même temps une détresse faisait flageoler ses jambes, car tout à coup elle réalisait la rupture que, depuis trois mois, elle avait senti venir. Puisqu'il n'était pas accouru après sa lettre suppliante, il ne reviendrait plus ! Tant de souffrances pour aboutir à cette douleur suprême ! mieux aurait valu ne pas être.

Alors, sans plus rien regarder, elle abattit sa voilette et, du pas qu'on lui voyait jadis quand elle rentrait heureuse, elle retourna rue de Béarn. A chaque devanture, la lumière s'efforçait d'éclairer son visage : à quoi bon? Mademoiselle Fouille avait repris son air de tous les jours : tous les jours et depuis si longtemps n'était-ce pas la vie d'une âme morte qu'elle menait?

Au même moment, M. Baslèvre, revenant des Tuileries, approchait de la porte. Suivant son habitude, depuis la mort de Claire, à la vue d'une silhouette qu'il croyait reconnaître, il ralentit le pas, bien décidé à éviter la rencontre. Était-ce d'ailleurs mademoiselle Fouille qu'il apercevait là? Non ; il se trompait : la rue était obscure, et on distinguait mal...

Le bec de gaz allumé devant la loge projetait devant l'entrée du 16 un grand carré lumineux. Mademoiselle Fouille, qui ne se savait pas regardée, entra dans la clarté. Cette fois, M. Baslèvre s'arrêta.

Rêvait-il? Plus de doute, c'était bien mademoiselle Fouille qui marchait de la sorte et elle avait des cheveux blancs ! Il l'avait quittée triomphante au lendemain du voyage : il retrouvait une vieille femme, sans toutefois l'air apaisé que donne la vieillesse quand elle vient à son heure. Les rides que creuse le burin de la douleur ont une dureté qui les décèle au premier examen : le visage de mademoiselle Fouille n'était pas seulement flétri, il était devenu presque méchant.

Une seconde suffit pour percevoir de tels changements et en tirer la conclusion : M. Baslèvre murmura :

— Pauvre fille ! son amant l'a quittée !

On voit aussi combien ceci est simple. Les moyens qu'emploie la vie pour nous conduire le sont toujours. Pendant des mois, mademoiselle Fouille avait subi de telles tortures que

ses cheveux, sa figure, son allure étaient devenus méconnaissables : et ni Andréa, ni les petites, ni personne n'avaient rien deviné. Un jet de lumière tombe sur elle au moment où M. Baslèvre la regarde et, parce que celui-ci souffre lui-même, aussitôt il comprend et dit : « La rupture est venue. » Que ce fût d'aujourd'hui, d'hier ou de plus loin, peu importe : elle était.

M. Baslèvre fit un geste découragé. Une souffrance de plus... qu'y pouvait-il? Mademoiselle Fouille, après tout, n'était pas à plaindre. On ne perd jamais tout à fait un amour que la vie peut ranimer : il n'y a de vraies douleurs que celles que font les morts! Mais, cela, le savait-elle et ne fallait-il pas le lui dire?...

A ce moment précis, mademoiselle Fouille acheva de traverser la lumière pour disparaître dans la cour. Si M. Baslèvre eût hésité plus longtemps, rien sans doute ne serait arrivé et l'aventure serait restée sans dénoûment. Au contraire, sans plus réfléchir, il se précipita pour la rejoindre : une fois de plus, la destinée venait de tourner.

— Hé bien? — dit-il, — ne voulez-vous pas reconnaître un ami?

Déjà au premier étage, mademoiselle Fouille dut penser qu'on ne s'adressait pas à elle ; cependant, elle tourna la tête et, interdite à la vue de M. Baslèvre, s'arrêta.

— A défaut de visites, ne puis-je au moins m'enquérir de vos nouvelles? — poursuivit celui-ci après l'avoir rejointe.

— Vous me suiviez?

En même temps, une expression d'effroi traversa son regard.

— Non, — reprit vivement M. Baslèvre, — je faisais comme vous, je rentrais, je vous ai aperçue... et voilà... Que de choses depuis notre dernière entrevue !...

Mademoiselle Fouille qui s'était remise à monter ne put retenir un nouveau tressaillement.

— Excusez-moi, — murmura-t-elle d'une voix étouffée, — de quelles choses s'agit-il?

— Oh ! — fit M. Baslèvre, — je parle en général, et il est naturel que vous ignoriez... J'ai eu un deuil...

Comme un écho, mademoiselle Fouille répéta :

— Un deuil... qui n'en a pas?

Elle s'arrêta en même temps sur une marche : on aurait cru qu'elle ne pouvait continuer. M. Baslèvre s'arrêta aussi et d'une voix grave :

— Justement, je tenais à vous dire... c'est même ce qui m'a poussé à vous rejoindre... tous ne sont pas pareils. On croit quelquefois avoir perdu un être parce qu'il s'éloigne momentanément...

Mademoiselle Fouille, toujours arrêtée, dut cette fois s'appuyer sur la rampe. Elle semblait uniquement attachée à reprendre une respiration qui lui manquait.

— La mort seule laisse sans espoir... Un vivant, lui, peut toujours revenir, — acheva M. Baslèvre.

— Pourquoi me parlez-vous ainsi? — soupira mademoiselle Fouille.

Elle examinait M. Baslèvre avec effroi.

— Parce que... en vérité...

Et M. Baslèvre comprit qu'il ne pourrait poursuivre. Devant lui, en effet, comme un éclair, une pensée venait de surgir qui n'était à vrai dire que la suite logique de son acte. Puisqu'il avait obéi au désir de consoler, pourquoi demeurer à mi-chemin et ne pas tenter de ramener le vivant à celle qui le croyait définitivement perdu?

Voyant que la phrase ne s'achevait pas, mademoiselle Fouille soupira douloureusement :

— Excusez-moi : j'ai beau être très lasse, comme ce soir, je ne puis m'attarder.

Elle abandonna la rampe et repartit. M. Baslèvre, un peu en arrière, suivait. C'était lui maintenant qui chancelait, tant l'idée, après l'avoir illuminé, l'épouvantait.

Auparavant, revoir Gustave eût déjà paru intolérable : mais le revoir pour cela !

— J'ai vraiment peur que ce ne soit mon tour d'être souffrante, — dit encore mademoiselle Fouille, cependant qu'arrivée enfin devant sa porte elle tentait d'introduire la clé dans la serrure.

M. Baslèvre frissonna.

— Qui sait alors si je ne vous ai pas rencontrée ce soir parce qu'il est écrit que je dois vous aider à guérir?

— Inutile, merci. Je ne suis pas comme vous : je vis en famille...

La clé, d'un coup, venait de faire tourner le pêne. Andréa qui avait entendu la porte s'ouvrir cria, du fond de sa cuisine :

— Où as-tu encore rôdé pour rentrer si tard ?

— La famille compte peu, — dit M. Baslèvre à mi-voix. A bientôt. Qui sait !...

Mademoiselle Fouille ne répondit que par un geste de main sans illusion et, poussant la porte, disparut...

Arrivé dans sa chambre, M. Baslèvre dut s'y prendre à trois reprises avant de parvenir à allumer sa lampe. Installé ensuite dans son fauteuil, il réfléchit.

Tout d'abord, il avait espéré ne s'occuper que de mademoiselle Fouille. Étonné de sa longue indifférence à l'égard d'elle, il songeait : « S'il se fût agi d'une typhoïde, la maison aurait été bouleversée : elle meurt de perdre son amant, personne ne s'en soucie. » Il revoyait surtout les yeux de mademoiselle Fouille, des yeux de détresse qui auraient suffi pourtant à révéler le drame... Mais déjà, derrière eux, une autre image se glissa.

Soudain, il n'y eut plus qu'elle. M. Baslèvre eut un sursaut et voulut fuir : il n'aurait pu. Celui que jusqu'alors une force mystérieuse avait jalousement écarté de ses pensées venait de reparaître et de la même manière irrésistible s'installait : désormais, Gustave était devant M. Baslèvre !

Retombant sur son siège, celui-ci eut un cri sourd :

— S'il savait à quel point je le hais !

De la haine était le mot juste ; M. Baslèvre n'était plus jaloux : il haïssait... Et subitement, avec la violence d'un flot qui rompt sa digue, les motifs de cette haine jaillirent. Sans Gustave, Claire ne serait pas morte ! Comme il l'avait trompée ! Quel mépris d'une tendresse unique ! Après le martyre de l'angoisse indicible, l'abandon cynique, et lui, pendant ce temps, courant le tripot, une maîtresse au bras !...

Arrivé à ce point, M. Baslèvre devint blême : subitement aussi il venait de lui apparaître que mademoiselle Fouille autant que Gustave avait tué Claire ! Et c'était la même qu'un instant plus tôt, il projetait de ramener à son amant !

Qu'aurait-il fait de plus s'il eût voulu tuer Claire une seconde fois?

— Jamais !

Ensuite, une impression de chute dans un trou noir. Il ne se reconnaissait plus. Lourdement, pour respirer de l'air, il dut aller vers la fenêtre. En bas, le square gisait, solitaire et silencieux. Ouatée d'ombre, la place avait l'air ironique : on aurait dit qu'elle se moquait des volontés d'un pauvre homme.

— Jamais ! — répéta M. Baslèvre.

D'ailleurs, maintenant qu'il en était là, il s'étonnait de n'avoir pas reconnu tout de suite l'absurdité de son projet. Escompter un attendrissement de Gustave était puéril : qu'il s'agît de sa femme ou de sa maîtresse, celui-là ne se plaisait qu'aux désastres ! Et où le rejoindre? Pour s'éviter des insistances inutiles, ayant congédié mademoiselle Fouille, il avait dû déjà changer de quartier, quitter Paris peut-être... Ainsi tout concordait à condamner une démarche vouée à l'insuccès avant même que d'être odieuse. M. Baslèvre avait obéi à la pitié : soit, que cette pitié demeure, mais à jamais lointaine et pareille à un pardon !

Ayant quitté la fenêtre, M. Baslèvre sentit une paix lasse s'insinuer ensuite dans son âme : la crise était passée, l'obsession chassée : délivré, il n'avait plus qu'à dormir comme s'il n'avait jamais revu mademoiselle Fouille, comme si Gustave n'existait plus...

Le lendemain, quand il se leva, ce fut pour retrouver la même impression de paix. Sa volonté n'avait pas changé ; il dut même faire effort pour se rappeler son émoi de la veille : décidément, la vie reprenait le train normal. Cependant, il n'aurait su dire d'où venait qu'il en trouvât le poids plus lourd encore que d'ordinaire.

Tout à coup, comme il achevait sa toilette, la porte s'ouvrit, sans toc préalable pour avertir, et Virginie entra.

A la vue de M. Baslèvre, elle recula, confuse :

— Je demande pardon à Monsieur, je le croyais parti... j'ai dû me tromper d'heure.

— C'est bon, — dit M. Baslèvre à peine attentif à l'inci-

dent, — mettez-vous dans un coin et attendez que je sois parti pour commencer.

Elle obéit. Lui continua de se vêtir ; de temps à autre, il la regardait, trouvant désagréable la présence d'un témoin.

Comme si elle prenait conscience de ce que ce regard avait d'hostile, Virginie, bien que taciturne à l'ordinaire, commença par changer de place, puis se décidant :

— Monsieur a dû apprendre ce qui arrive chez monsieur Gros?

Elle disait cela, tranquille, ayant cherché dans sa cervelle le seul sujet qu'elle connût capable d'alimenter la conversation.

M. Baslèvre, qui mettait sa redingote, s'arrêta net, mais sans répondre.

— Ce n'est pas parce que j'ai quitté monsieur Gros, — poursuivait Virginie, — mais on voit bien que tout était vrai...

— Quoi, tout?

— Déjà du vivant de Madame, on ne connaissait que lui dans le quartier pour parier aux courses : depuis, naturellement, ça ne pouvait qu'être pis, si bien qu'il doit filer et qu'on va vendre...

— Vendre? — répéta M. Baslèvre, toujours sa manche en l'air.

— Hé bien, oui ! le mobilier, les frusques, tout ce qu'il a...

— Ah ! le mobilier doit être...

La voix de M. Baslèvre expira :

— Merci, — acheva-t-il.

Et sa manche enfin glissée, il sortit. Il affectait une allure dégagée. Gustave partait? Cela ne changeait rien à ses décisions d'hier, cela n'avait même avec elles aucun rapport...

Cependant, ses mains tremblaient et il voyait flotter un brouillard devant ses yeux. Passant devant la porte de mademoiselle Fouille, il reprit tout haut :

— Très curieux, j'avais prévu qu'il s'en irait : je n'avais pas pensé qu'on devrait vendre...

Au même instant, un frisson le secoua jusqu'aux moelles : le mot soudain lui apparaissait avec son sens précis et sa menace immédiate.

Vendre, c'est-à-dire livrer à toutes les curiosités, à tous

les contacts, ce qu'avait vu et touché Claire : c'est-à-dire encore ajouter à la mort de l'aimée la mort des choses et quelle ! la moins respectueuse, la plus sale. Enfin ! à la pensée que demain, peut-être, les reliques d'un bonheur, — qui avait été à lui, en somme, comme à Gustave, — subiraient l'estimation hâtive d'un marchand à la toilette ou que dissipées au vent d'enchères publiques elles iraient peupler des étalages de trottoir, la colère de M. Baslèvre, sa grande colère retenue la veille, sortait. S'il avait à ce moment rencontré Gustave, il lui aurait sauté à la gorge et crié :

— Rends-moi tout ! tu n'as pas le droit...

Fureur vaine : Gustave avait le droit ! Car voici l'extraordinaire : M. Baslèvre ne tenait pas à ses meubles, ni à sa table, ni à son lit, ni aux bronzes commémoratifs ; sans hésiter, il les aurait jetés à la rue ou livrés à un revendeur et, sans doute, à cause de cela, il en était le maître incontesté : au contraire, les seuls objets qui fussent entrés dans sa vie, les seuls capables d'évoquer à ses yeux une émotion ou un souvenir vraiment chers, ceux-là étaient aux mains de *l'autre*, et *l'autre* était libre, lui, d'en disposer à son gré !

Emporté par une tempête intérieure, M. Baslèvre acheva de descendre. Arrivé dans la rue, il répéta comme un homme ivre :

— Cela ne doit pas être ! J'interdirai que cela soit !...

Mais comment l'empêcher? N'était-ce pas déjà? Si Gustave n'avait même pas remis à demain?

D'un geste raide, M. Baslèvre héla un fiacre qui passait :

— 98, boulevard Blanqui.

Le cheval, à petit trot, tourna le dos à la direction du ministère. Enfoncé dans le coin de la voiture, M. Baslèvre, qui avait décidé douze heures avant de ne pas revoir Gustave pour défendre mademoiselle Fouille, allait maintenant chez Gustave pour défendre des biens qui n'étaient pas à lui : les motifs changent, mais la route est pareille : et une fois parti, sait-on jamais où l'on arrive? Sait-on surtout que si les morts se taisent, c'est pour mieux commander?

Sans le savoir, M. Baslèvre obéissait...

XX

Au cours du trajet, M. Baslèvre, l'âme tout entière tournée vers l'intérieur, cessa de percevoir le monde réel. Les rues se succédaient et il ne les voyait pas. Des lieux apparaissaient, pleins de la mémoire de l'aimée, qu'à d'autres minutes il n'aurait pu traverser sans battement de cœur et il les contemplait sans les reconnaître. La notion du temps lui échappait aussi. Bien que la voiture le conduisît avec lenteur, il n'en ressentait pas d'impatience. Quand il arriva enfin devant la maison, il n'aperçut même pas une affiche manuscrite collée près de la porte : « Mobilier à vendre », mais gravit d'une traite les étages et sonna. Il semblait dirigé par la seule angoisse de trouver les meubles dispersés : en réalité, il n'était plus que le serviteur inconscient de la force mystérieuse qui avait décidé de le conduire au port.

On entendit un pas traîner dans l'antichambre ; la porte s'ouvrit : c'était Gustave qui répondait lui-même.

A la vue de M. Baslèvre, il eut un recul violent :

— Toi ! que viens-tu faire encore ici?

Sans se soucier de l'hostilité non déguisée qui l'accueillait, M. Baslèvre avança aussitôt comme s'il était invité à pénétrer.

— J'ai à te parler, — dit-il, — rassure-toi, je ne serai pas long.

— C'est que, moi aussi... je suis très occupé...

— Raison de plus pour ne pas nous attarder sur ce palier. Où me reçois-tu?

— Le cabinet est ouvert, tu peux y aller.

M. Baslèvre n'avait pas attendu la réponse pour passer déjà dans la salle à manger : bien que les meubles y fussent encore, il avait l'impression de rentrer, un lendemain de vol, dans un domaine à lui. Dieu merci ! toutes choses ici étaient encore présentes; cependant, quel changement ! Restés à leur place de la veille, les sièges épars criaient le désordre à demeure. Partout de la poussière, une saleté qui avait gagné les murs, des odeurs de nourriture qui flottent. Si le déménagement

n'avait pas commencé, c'était comme si les déménageurs avaient passé.

— Avance donc ! — dit Gustave qui suivait.

Le cabinet donnait une impression pire de vie au jour le jour et d'incurie devenue régulière. Des objets traînaient : ici une brosse, là des cartons, un peigne, des bouteilles. A demi rempli de détritus de cigares, un cendrier, seul occupant de la table de travail, empestait. Tout était intact et tout était devenu vilain, triste de la tristesse spéciale aux garçonnières d'où la femme est exclue.

Mais quand Gustave se fut installé, M. Baslèvre eut une bien autre surprise. Quelles aventures avaient pu donner au joyeux vivant d'autrefois ce regard éteint, cette face mâchurée par une fatigue de mauvais aloi? Plus de tenue, non plus : un débraillement, la chemise ouverte, le veston maculé. On se demandait : « Par où a-t-il passé? » Il était possible qu'il eût souffert : on était sûr aussi que la souffrance n'avait servi qu'à le flétrir et la compassion s'arrêtait d'elle-même...

Presque aussitôt, d'ailleurs, et précisément parce que M. Baslèvre l'examinait ainsi, Gustave s'efforçait de reprendre une attitude ironique et dédaigneuse. Les traits fripés se raidirent, le dos se redressa; un rictus sans bienveillance tordit la bouche et négligeant d'offrir un siège :

— Hé bien, — dit-il, — parle maintenant : rien ne t'en empêche.

Avant de répondre, M. Baslèvre tira d'abord à lui le siège qui était auprès de la cheminée et s'assit. Décidé ensuite à supprimer les détours inutiles :

— On m'a conté que tu allais partir : est-ce exact? — répondit-il.

Gustave haussa les épaules :

— Et après?... en quoi est-ce ton affaire?

M. Baslèvre poursuivit :

— On m'a dit aussi que tu avais l'intention de te débarrasser de ce qui est ici.

— Possible encore. N'as-tu pas lu l'affiche à l'entrée?...

Chose étrange, ils s'exprimaient à peu près à voix basse. Ils avaient l'air de marcheurs installés à une halte et qui sentent qu'elle ne les reposera pas, tant l'étape est encore

longue. Tous deux ressentaient moins l'étonnement de se trouver en tête à tête que de la peine à exprimer leurs pensées.

Gustave reprit :

— Est-ce tout?... dans ce cas, il était inutile... je ne comprends pas que tu m'aies dérangé. J'avais cru pourtant te faire suffisamment sentir que je ne tenais pas à un revoir... ceci, sous réserve, bien entendu, de raisons graves.

Il rectifia avec un second haussement d'épaules :

— ... Et encore !...

— Moi non plus, — répliqua M. Baslèvre, — je ne comptais pas revenir.

— Alors?

Et tandis que Gustave levait les yeux sur M. Baslèvre, continuant d'interroger, celui-ci baissa les siens. Il éprouvait un embarras subit. Il s'apercevait brusquement que, sans avoir rien dit, il n'avait rien à ajouter.

— Alors? — répéta Gustave.

La réponse qui vint fut la seule qu'on devait ne pas attendre :

— Peut-on aussi connaître tes intentions au sujet de ceux que tu laisses?

En vérité, il aurait été incapable de savoir pourquoi il s'exprimait ainsi : il sentait que la question n'avait rien à voir avec ce qui l'avait amené, mais elle s'était imposée à lui, comme si quelqu'un la lui eût dictée.

Gustave parut chercher, puis froidement :

— Serait-ce à toi que tu penses?

— Je pense à une femme que j'ai rencontrée hier, et que tu dois connaître mieux que moi, bien que nous ayons eu jadis des rapports d'intérêt.

Gustave eut le geste d'un homme qui se rappelle, tout à coup, un nom vainement cherché :

— Mademoiselle Fouille, peut-être, ta voisine?

— Ah ! — fit M. Baslèvre interloqué, — tu savais...

— Il paraît.

Quelques secondes s'écoulèrent. Voyant que M. Baslèvre n'ajoutait rien, Gustave reprit d'une voix mordante :

— J'admire la rage qui te pousse à t'occuper de mes affaires : mais je serai bon prince, pour le cas où tu serais

chargé d'un mandat. J'estime beaucoup la personne dont tu parles ; c'est pourquoi je suis convaincu qu'elle sera la première à se féliciter de me voir enfin muni d'un emploi régulier, celui-ci dût-il me conduire à mille lieues de Paris.

M. Baslèvre acheva ironique :

— Bref, la méthode continue de te plaire : on passe, on disparaît... le tour est joué.

— Tu ne prétends pas cependant que je l'emmène en Amérique?

— Si loin? C'est donc une fuite?...

— Départ, fuite ou voyage, cela ne regarde que moi.

— Pas tout à fait, semble-t-il.

Et M. Baslèvre, avec un geste découragé, conclut comme pour lui-même :

— Allons ! ta destinée est bien toujours pareille : faire souffrir ceux qui t'aimaient. Triste que les autres n'aient pas eu, autant que toi, le cœur léger !

— De grâce, — répliqua encore Gustave, — trêve d'homélies : je ne suis pas d'humeur à les subir.

Il parut ensuite que désormais M. Baslèvre n'avait qu'à se lever, Gustave à donner congé. Cependant, aucun des deux ne bougea. Il semblait à M. Baslèvre qu'une autre chose, la seule en vérité qu'il eût cherchée ici, n'était pas venue et qu'il devait l'attendre. Quant à Gustave, s'il avait au début désiré d'en finir le plus vite possible, il avait perdu sa hâte et, le front buté, le corps tassé, ne se taisait que faute de trouver encore pour sa pensée les mots souhaités.

Un instant s'écoula, durant lequel l'un et l'autre ne paraissaient plus occupés que d'examiner le parquet.

Ce fut soudain Gustave qui reprit :

— Notre adieu, pour être définitif, ne doit pas être moins sincère. Je n'en ai pas recherché l'occasion, mais du moment que la voici et que c'est toi-même qui me l'apportes, il serait bête de ne pas l'utiliser à satisfaire un vieux désir de tout mettre au point... Tu affirmes qu'il était dans mon destin de faire souffrir ceux qui m'aimaient. Ne me laisse pas ce privilège : parts égales, s'il te plaît, car enfin, toi, — oui, toi, — qu'as-tu donc fait par ici?

Comme au début, sa voix affectait l'indifférence : toute-

fois, la cigarette qu'il venait d'allumer tremblait au bout de sa main.

Stupéfait, M. Baslèvre le contempla sans répondre. Il poursuivit :

— Oh ! inutile de feindre : tu sais fort bien de quoi je parle. Du camarade que, bêtement, je fus solliciter, un jour de rogne contre un chef imbécile, je pouvais tout attendre... sauf ce que tu m'as apporté et qui était bien le plus inattendu, comme le moins tolérable.

Toujours muet, M. Baslèvre continuait de le regarder avec des yeux où passait de l'effroi. Toujours paisible aussi, du moins en apparence, Gustave conclut :

— Reconnais que je ne suis pas seul à savoir apporter des souffrances, là où je passe. Il me semble que lorsque tu t'en mêles...

Cette fois, M. Baslèvre, devenu livide, ne le laissa pas achever :

— Tais-toi, — fit-il si bas, qu'on avait peine à l'entendre, — ce que tu oses penser ajoute un acte abominable à ce tu as fait.

D'un geste rageur, Gustave jeta au hasard la cigarette qu'il mâchonnait :

— Les grands mots n'empêcheront pas la chose d'avoir été et, que j'aie subi cela, je ne le pardonne ni à toi... ni à elle !

— Ta femme était une sainte ! — dit encore M. Baslèvre.

— Allons donc ! comme si j'ignorais qu'à dater de ton apparition, le règne du troisième a commencé !

Mais, subitement, M. Baslèvre venait de se lever :

— Misérable !

Ensuite la chose que M. Baslèvre attendait tout à l'heure, sans la connaître, celle pour laquelle il est uniquement venu et qui, entrée en trombe, souffle comme une poussière tout ce qui fut auparavant...

Au cri de M. Baslèvre, Gustave aussi s'était dressé, avait quitté la table et approchait. Enfin ! leurs deux haines si longtemps cachées sous le masque des attitudes conventionnelles allaient donc s'affronter sans détour ! Inutile de se colleter : des coups auraient trop mal exprimé la rancune de leurs âmes : en revanche des mots choisis et jetés bouche à

bouche, des mots où la lumière jaillit, éclaire à fond et permet de blesser à coup sûr !

M. Baslèvre répéta :

— Misérable ! demande-lui pardon !

— J'ai vu ! — jeta Gustave.

— Tu mens !

— Je ne mens pas : elle t'aimait !

— Tu l'as tuée, et c'est toi qui l'accuses !

— Oh ! je sais très bien, tu n'as jamais été son amant : qu'est-ce que cela fait puisqu'elle t'aimait !

Cela sonnait pour la seconde fois : M. Baslèvre n'entendait toujours pas.

— Tu te trompes ! elle a vécu pour toi !

— Tu te trompes ; quand elle vivait, c'est à toi qu'elle pensait : quand elle allait mourir, c'est toi qu'elle a demandé !

Ah ! pour le coup, M. Baslèvre commençait d'entendre ! Il chancela,

Gustave, croyant qu'il prenait peur, eut un rire furieux :

— La preuve que je dis vrai, c'est qu'*avant* je t'ignorais : qu'est-ce que cela me faisait que tu existasses ou non ! Tandis qu'aujourd'hui...

Son poing se leva.

—... Aujourd'hui, je t'écraserais si j'osais ! Voleur ! voleur ! qui me l'as prise, et comment ! de la manière la plus hypocrite, la plus insaisissable, la plus certaine ! Un autre l'aurait enlevée, j'aurais peut-être pardonné ; mais toi, tu n'avais pas l'air de t'en occuper, on ne pouvait rien te dire, tu ne faisais rien, tu ne parlais pas et je n'ai plus cessé de t'avoir chez moi, contre moi ! Tant que tu n'avais pas encore paru, j'étais assuré d'elle, quoi qu'il y eût. Tu passes : on ne m'a plus supporté. Absent, tu étais entre nous : présent, tu me chassais.. La pire des trahisons, te dis-je, la trahison de l'âme, celle sur laquelle on ne revient pas, si totale que l'autre compte à peine ! Que m'importe qu'elle n'ait pas été ta maîtresse ! elle t'a donné mieux que son corps : elle t'a aimé avec son âme, plus qu'un amant, et jusqu'au dernier souffle ! Comprends-tu maintenant que je ne puisse ni vous séparer, ni pardonner? Tu ne dis rien?... Tu commences à percevoir que le brave homme ici n'est pas celui qu'on pense? Parfait ! Après cela,

j'ai conscience, moi aussi, que le nécessaire est dit. On peut se quitter : bonsoir, et que la vie ne nous rapproche plus jamais... jamais !...

Il se tut.

M. Baslèvre, lui, sans un mot, sans un geste, continuait d'écouter : il aurait voulu écouter toujours. La mort n'est donc pas l'éternel silence puisqu'elle peut crier à un vivant : « Ne doute plus ! Es-tu sûr que l'on t'aimait vraiment? »

Miracle de la délivrance, merveille de l'aventure qu'aucune angoisse ne traversera plus ! Voilà donc pourquoi M. Baslèvre a dû venir ; on voulait qu'il entendît la chose ! Et c'est Gustave qui l'a dite, Gustave qui, s'il avait su, aurait payé de la vie le droit de se taire et dont chaque parole de haine, au contraire, recréait du bonheur !

Voyant que M. Baslèvre ne bougeait pas, Gustave reprit :

— As-tu compris? va-t'en !

M. Baslèvre s'obstinait à ne pas entendre qu'on le chassait : il ne percevait qu'une sensation d'allégresse surhumaine. Entre la résurrection de la pensée de Claire et la colère de Gustave avait surgi un espace démesuré : aucun cri n'était capable de le franchir.

Gustave saisit le bras de M. Baslèvre :

— Faudra-t-il que de force...

Au contact brutal de la main qui tentait de l'entraîner, M. Baslèvre eut enfin le sursaut de l'homme qu'on réveille :

— Attends ! — dit-il se dégageant d'un coup rude.

Puis ses yeux qui depuis un instant n'avaient cessé de scruter Gustave s'agrandirent : une stupeur passa sur son visage. A la lumière de « la chose » il apercevait maintenant *l'autre*, avec sa face de pauvre auquel on a volé le festin, ses traits fanés, sa bravade superflue. A la même lumière, il découvrait aussi que la délivrance était payée par la douleur du misérable. Une vague de pitié dissipa son ivresse. Il ne savait encore comment témoigner ce qu'il ressentait : n'importe, la pensée qui libère commençait de lever dans le cœur illuminé.

— Attends ! — dit-il une seconde fois.

Puis d'un pas hésitant, il revint à la cheminée et s'y accouda. Autant il avait souhaité d'abord s'enfuir pour

savourer l'immense joie reconquise, autant il comprenait désormais l'impossibilité absolue de s'éloigner sans essayer de panser la blessure dont il profitait.

Décontenancé, Gustave de son côté recula jusqu'à la table, et s'appuyant contre elle, les bras croisés :

— Quoi encore? — demanda-t-il.

M. Baslèvre répliqua simplement :

— N'est-il pas juste que je parle à mon tour?

Les lèvres de Gustave s'entr'ouvrirent pour répondre : un geste de M. Baslèvre le prévint.

— Que tu le veuilles ou non, j'exige que tu m'écoutes. Non pas que j'aie l'intention de me défendre ! Ce que tu as vu ou cru voir se passait plus haut que nous, dans un domaine que ta volonté n'atteint pas. Quoi que tu en penses, d'ailleurs, tu ne m'as pas blessé... au contraire... je te remercierais plutôt. Sans doute enfin, je n'ai pas tout compris : on ne comprend jamais tout. Si par exemple, je sais à présent pourquoi, m'étant venu chercher, tu es devenu tour à tour moins amical, puis agressif et aujourd'hui mon ennemi, je saisis moins le sentiment dont tu as souffert. Qu'est-ce qu'une jalousie qui survit à une tendresse qui n'est plus ou qu'en tout cas, chacun de tes actes démentait? Au surplus, ce sont là choses secondaires. Encore un coup laissons le passé : on est libre de le bénir ou de le détester : on ne le changera pas : il est. En revanche, l'avenir demeure : si incertain qu'on l'imagine, nous en sommes un peu maîtres et je me demande... je te demande... ce que penserait du tien, s'il était là, celui qui, jadis, a dû souvent regarder l'heure à cette pendule, en y songeant...

Aux derniers mots, Gustave n'avait pu réprimer un tressaillement :

— Je te prierai de ne pas mêler à nos querelles des souvenirs qui y sont étrangers, — fit-il d'une voix sèche.

M. Baslèvre ne parut pas entendre : pensif, parlant autant pour lui-même que pour Gustave, il poursuivit :

— Que dirait-il de ses beaux rêves envolés pour la plupart au vent de tes folies? Que me dirait-il surtout, à moi, qui, sans le vouloir, semble n'être revenu dans ton existence que pour aider à leur écroulement?

Cette fois, les yeux de Gustave avaient quitté M. Baslèvre :

— De grâce, — interrompit-il encore, — laisse mon père où il est et... quittons-nous.

M. Baslèvre répliqua avec un hochement de tête :

— Trop tard, vieux : depuis que cette idée m'est venue, je ne pourrais plus... tu sais bien que se quitter sur des paroles de colère serait impossible... Il ne le permettrait pas !

Penché ensuite vers la pendule il l'écouta battre un instant, comme si ç'avait été un cœur vivant. A mesure, il sentait aussi son âme devenir légère et la route apparaître. Après une suprême hésitation, devenu pareil à Claire, il allait tenter, fût-ce aux dépens de lui-même, le salut de l'homme qu'il avait tant haï !

— Écoute, — reprit-il, — n'est-ce pas toi qui m'as dit, le jour où nous nous sommes retrouvés, que la vie est un grand chemin ou chacun marche à son pas, en attendant de se rejoindre au but final? Après cette rencontre, chacun de nous va repartir et, sans doute, ne nous retrouverons-nous jamais... sauf au terme dont tu parlais. Mais tu as perdu ton foyer, peut-être la sécurité de demain : laisse-moi te montrer, en guise d'adieu, que ce qui est détruit peut se refaire : la vie est un perpétuel recommencement...

Sa voix peu à peu devenait très douce, presque affectueuse. Tourné vers Gustave qui ne cherchait plus à l'interrompre, il avait l'air pourtant de s'adresser à un autre auditeur visible pour lui seul.

— Écoute encore : rappelle-toi le clos ou nous allions, le châtaignier qui était à l'angle et sous lequel on goûtait, et un peu plus loin, si content ! ton père, nous regardant... Alors, sans doute tu ne te demandais guère ce que tu deviendrais plus tard, mais quelle que dût être ta destinée, comme tu étais bien sûr de rester pareil à lui !

Gustave, cette fois, fit un geste vague :

— Oh ! — murmura-t-il, — nous sommes loin de Limoges !

— Moins loin que tu ne le penses, puisque aujourd'hui surgit l'occasion de redevenir comme l'ancêtre, un honnête et un brave homme ! Recommence, te dis-je ! Si tu consens à ne plus jouer, qu'est-ce qui t'oblige à partir? Des dettes?... tu as perdu?... La somme est grosse?... Soit : quelqu'un y pourvoira, auquel tu ne devras rien, non, pas même de la recon-

naissance, puisque, suivant ton désir, cet entretien est le dernier. Ton foyer n'existe plus?...

Ici M. Baslèvre eut une imperceptible hésitation. Il lui avait été indifférent d'offrir sa fortune : aller au delà devenait sacrilège. Après avoir frémi à la seule perspective de la vente de quelques meubles, allait-il attenter de ses propres mains à la mémoire de l'aimée? Un déchirement intérieur fit vaciller son regard. Une seconde, il douta de pouvoir continuer : mais sans doute l'auditeur invisible approuvait-il, car déjà il reprenait :

— ... Hé bien, ne t'ai-je pas prévenu, tout à l'heure, que ton départ aurait pour conséquence un abandon douloureux? Je me refuse à juger le passé : on peut être cruel sans le savoir ; on peut aussi ne pas mesurer très bien sa cruauté... La femme dont je parle t'a donné tout : qu'à ses côtés, tu puisses retrouver un bonheur simple et sain, qu'à son exemple, tu te laisses reprendre à l'effort quotidien, cela encore est possible, certain... Va la chercher : et au grand jour, désormais, chemine à côté d'elle, gardé contre toi-même par l'amour d'une vivante et le souvenir d'une morte qui, elle aussi, n'a cessé de t'aimer !...

Enfin, il avait achevé... Ensuite une sensation de délivrance et de richesse dans le dépouillement total. Ayant offert même la mémoire de Claire, il ne lui restait rien à sacrifier. La cime était atteinte : après, il n'y a plus que la sérénité des espaces solitaires...

Un lourd silence suivit. Toujours appuyé contre la table, Gustave continuait de regarder le sol : il ne paraissait pas s'apercevoir que M. Baslèvre avait cessé de parler.

— Non, — dit-il enfin, — ce n'est que du rêve...

— Pourquoi? — murmura encore M. Baslèvre, bien qu'il n'éprouvât pas de surprise.

Gustave leva les yeux vers lui :

— Parce qu'une nouvelle aventure aboutirait aux mêmes catastrophes.

Il laissa passer un instant avant de poursuivre et, tout à coup, revenu lui aussi aux appellations d'antan :

— Que veux-tu, vieux ! ta franchise m'a touché et j'y réponds par une franchise égale. Je suis joueur : je ne cesserai

pas de l'être. Oh ! cela n'est pas venu tout de suite... Quand j'ai épousé Claire, j'ignorais jusqu'au nom de la cote. Nous nous aimions alors... On a eu même de belles années !... le départ est toujours beau... Puis, un jour, c'est un camarade qui m'a conduit là-bas... un pari fait à l'aveugle, un gros gain... j'avais découvert la joie de la vie : je ne peux plus m'en passer.

Il s'exprimait, à son tour, avec effort. On avait le sentiment qu'il établissait un bilan pour lui-même.

— Quant à la femme dont tu parles, — reprit-il, — qu'elle se dise qu'en disparaissant je vais lui rendre service. Si j'étais resté, je l'aurais tuée de chagrin, quand même, et aussi vite... Au moins, à New-York, là-bas, je serai seul, je ne ferai de mal à personne et j'aurai ce qu'il me faut : un cercle à conduire, du jeu tout le long de la nuit... le jeu des autres évidemment ! mais l'odeur m'en suffira, en attendant l'occasion de recommencer, toutefois pas de la manière que tu espérais.

Lourdement, ensuite, il se redressa, tenta de sourire et conclut :

— Reconnais que c'est tout à fait ce que je pouvais désirer... tout à fait...

Il y eut un nouveau silence, solennel et profond comme ceux qui accompagnent la mort. N'en était-ce pas une, d'ailleurs, que Gustave annonçait?

M. Baslèvre attendit un peu, puis voyant que Gustave n'ajoutait rien, quitta l'appui de la cheminée.

— En ce cas... — commença-t-il.

Gustave approuva d'un signe.

— Oui, — dit-il, — je crois que maintenant nous n'avons plus qu'à tâcher de nous oublier.

— Nous oublier... — répéta M. Baslèvre pensif : — tu as raison, c'est le mieux.

Il reprit encore :

— Quand dois-tu vendre ce qui est ici?

— Dans quelques jours... quand j'aurai trouvé à sous-louer, car j'ai un bail.

— Et... à quand le départ?

— Dans trois semaines.

— Alors, bonne chance !

Une lueur fugitive éclaira les yeux de Gustave.

— Souhaite-la moi : c'est en effet la seule chose à laquelle je tienne encore... vraiment.

Ce fut le dernier mot. M. Baslèvre descendit sans tourner la tête : il savait que Gustave ne le rappellerait pas.

Arrivé dehors, il voulut une dernière fois regarder la maison où il avait connu tant de joies et tant de détresses : mais un papier blanc collé à la muraille détourna aussitôt son attention. Il approcha et lut : « Mobilier à vendre. S'adresser ici. » Il n'avait pas aperçu cette affiche à l'arrivée et, sans doute alors elle ne l'aurait pas arrêté, tandis que maintenant elle avait l'air de vouloir lui parler.

Un long moment, il resta devant elle : soudain, une clarté illumina ses traits, la première en vérité depuis que Claire n'était plus : après quoi, il se mit en marche et s'éloigna d'un pas rapide. Un dialogue merveilleux s'échangeait dans son âme :

— Doutes-tu encore? — disait une voix.

— Es-tu contente? Est-ce bien ce que tu as voulu? — répondait-il.

Devant lui, derrière lui, tout était pur : son cœur battait comme des ailes et il avait envie de sangloter, de même qu'autrefois, la nuit du grand adieu...

ÉPILOGUE

Deux années s'écoulèrent, suivant leur cours égal et irrésistible. A Paris, les mois se dépensent en menue monnaie et quand on jette le calendrier, on est stupéfait de se trouver ruiné sans avoir rien acheté.

Deux années...

Rue de Béarn, rien n'avait changé ou peu de choses. Encore ce peu de choses était-il un retour à des habitudes anciennes. Pendant quelque temps, on avait vu M. Baslèvre sortir à des heures diverses, manquer le ministère, être malade, et revenir fréquemment sans avoir dîné. Aujourd'hui, sans plus de raisons connues, il descendait de sa chambre à l'heure exacte adoptée depuis trente ans, ne se plaignait jamais d'être indis-

posé et dînait régulièrement au Volney. Surtout il avait repris son allure sereine, c'est-à-dire que, parvenu au sommet de la hiérarchie, il bornait ses ambitions à des vacances bien choisies et à un minimum de rapports avec le Parlement.

Quelques nouveautés pourtant s'étaient implantées dans le cours paisible de sa vie. La plus notable était la suivante : chaque samedi, M. Baslèvre partait pour la campagne et disparaissait jusqu'au lundi. Madame Gerbois tenta vainement de découvrir où gisait l'éden choisi par le directeur pour abriter ses repos hebdomadaires et plus tard sa vieillesse. M. Baslèvre était discret. Il allait donc en villégiature, on ne sait où, et en revenait avec une mine fleurie. Le grand air lui était favorable.

Autre nouveauté de moindre importance : Virginie avait cessé de venir, sans qu'on éclaircît le problème soulevé par sa disparition. Était-elle partie d'elle-même ou avait-elle été congédiée? Quoi qu'il en fût, M. Baslèvre pria madame Gerbois de diriger désormais son ménage : marque de confiance qui fut accueillie après hésitation, bien qu'elle flattât.

Enfin, à l'inverse de ce qu'on pouvait attendre, les relations de M. Baslèvre et de mademoiselle Fouille ne s'étaient pas développées. Une visite au nouvel an, rarement une rencontre dans l'escalier ou aux abords de la maison. A peine les questions d'usage échangées sur la santé ou la saison, ils se quittaient en hâte et dissimulant mal leur désir commun d'échapper à une gêne qui les oppressait également, sans qu'on sût au juste à quoi elle se rapportait.

Si M. Baslèvre avait peu vieilli, mademoiselle Fouille, sans cause apparente, était devenue méconnaissable; les cheveux tout blancs, la face éteinte, elle s'était courbée, avait dû renoncer à ses courses du soir et finit même par refuser des leçons au dehors. Le plus souvent, elle demeurait chez elle ; d'autres fois, prise d'un désir inexplicable de rôde, elle partait de grand matin, et rentrait tard, toujours plus accablée. Au début, on avait dit : « Qu'a-t-elle? » Faute de réponse, on s'inquiéta moins : bientôt on n'y songea plus du tout. Il est dans la destinée de certains êtres d'attirer l'indifférence. Andréa, néanmoins, se plaignait que sa sœur fût devenue morose; à quoi madame Gerbois répondait avec philosophie :

« C'est l'âge. » Quant aux petites, qu'auraient-elles remarqué puisque mademoiselle Fouille apportait à enseigner la règle des participes la même conviction de Messie?

Pour le reste, maison, quartier, locataires ou voisins, tout avait marché d'un pas égal sur la route du temps et se croyait semblable. De même, dans un train, les voyageurs ne remarquent pas la fatigue qui les change.

Or, il arriva que, retenu un samedi soir à Paris par une cérémonie officielle, M. Baslèvre dut remettre au lendemain son départ habituel pour la campagne. On était alors en mai, à peu près exactement à l'anniversaire du jour où M. Baslèvre avait dîné chez Claire. Que ces heures étaient loin !

Au matin, en se levant, M. Baslèvre aperçut un ciel barbouillé de nuages et maussade. Place des Vosges, les arbres semblaient haleter dans le brouillard et sur les façades des palais se lisait l'expression lépreuse des mauvais jours. Pourtant M. Baslèvre quitta sa chambre le sourire aux lèvres : sans doute était-il satisfait d'échapper à l'air pesant de la ville et à ses meubles qui, moins soignés que jamais, exhalaient une odeur d'attristante pauvreté.

Madame Gerbois, le voyant allègre, dit gaîment :

— Rien qu'à l'idée de partir, Monsieur va déjà mieux. Moi aussi j'aimerais tant avoir une maison à Fontenay !

Tantôt elle désignait Fontenay pour la villégiature de son rêve et tantôt quelque autre endroit, ceci dans l'espoir vain qu'un jour M. Baslèvre dirait : « C'est là que je vais. »

— Pleuvra-t-il? — répondit M. Baslèvre sans marquer même d'un mot qu'il était sensible à une telle courtoisie.

En même temps, il agitait son parapluie comme pour tâter l'humidité de l'air.

— Si la gare n'est pas loin, Monsieur n'a rien à craindre.

Alors, à demain, madame Gerbois ; qu'il pleuve ou non, les trains n'attendent pas.

Et M. Baslèvre se mit en route, cependant que madame Gerbois le contemplait de loin.

— Sûr qu'il s'en va par Vincennes ! songea-t-elle, il prend toujours à gauche.

Mais elle se trompait, car, arrivé à la Bastille, M. Baslèvre traversa de biais la place pour gagner le quai de la Râpée.

Au loin, la gare d'Austerlitz profilait sa silhouette lourde : il ne parut pas plus s'en soucier que de celle de Vincennes. Après avoir franchi la Seine, paisible, il monta la côte du boulevard de l'Hôpital et suivit le boulevard Saint-Marcel.

De ce côté, la vie de Paris reprenait, populaire et bruyante. Un dimanche d'autrefois, M. Baslèvre avait aussi passé là, escorté par la même gaîté : comme ce dimanche, des voitures chargées de fleurs longeaient le trottoir. Seul, le marchand au panier n'y était plus, mort de misère, sans doute...

Étrange pouvoir de quelques mots jetés au vent pour vendre un bouquet ! Parce qu'il y a très longtemps un pauvre avait dit à cet endroit : « Ce sont toujours les vieux qui aiment le mieux », M. Baslèvre aujourd'hui se demandait : « Qu'est-il devenu? » et, seul au monde, songeait encore à lui !

— Combien vos muguets?

Il prit deux bottes sur la voiture. Ensuite, il approcha du banc où étaient assis deux vieilles gens qui s'apprêtèrent à lui faire place : mais il remercia d'un signe : il ne voulait que regarder l'endroit où le visage avait respiré un bouquet pareil à ceux qu'il tenait dans la main. Que d'amour, alors, dans ce geste ! Hélas ! M. Baslèvre, tout à la douleur du premier sacrifice, n'avait pas su comprendre : douceur amère des heures lointaines, faut-il qu'on vous recherche, vous qui ne rappelez que notre aveuglement et des erreurs !

Étonnés de l'insistance de M. Baslèvre à les examiner, les vieilles gens allaient se lever quand même; il fit un nouveau signe, et décidément oubliant de quitter Paris se dirigea, cette fois, vers la place d'Italie : il se rendait *à la maison.*

Il en gravit les étages sans interroger, au préalable, le concierge : en montant, son cœur battait avec allégresse : quand il eut sonné, ce fut Virginie qui vint ouvrir :

— Voyant que Monsieur n'avait pas couché, — dit-elle, — je me suis demandé s'il viendrait aujourd'hui.

— En effet, — répondit M. Baslèvre, — j'avais ma soirée prise : une fois n'est pas coutume ; le déjeuner est-il prêt tout de même?

Sans écouter la réponse, il se dirigea vers la salle à manger où deux couverts étaient préparés, mit un bouquet sur l'un

d'eux, alla déposer l'autre dans la chambre et, revenu près de la table, soupira :

— Comme on est bien !

M. Baslèvre, enfin ! était de retour à sa campagne.

Miracle de l'amour qui demeure ! Tout était pareil ici, les meubles, les tentures ; ainsi qu'autrefois la porte du bureau était ouverte et sur la cheminée, la pendule du père Gros battait à petits coups. Au milieu de la table, trois roses rouges, dans un vase de verre, souriaient à la nappe blanche. Tout à l'heure, Virginie, comme jadis, annoncerait le repas et M. Baslèvre s'assiérait au bout de la table. Son couvert n'avait pas changé de place, ni celui de Claire à demi caché sous les muguets. Claire allait-elle donc rentrer? Était-elle même jamais partie?

Ainsi, l'appartement repris, les meubles rachetés, la servante revenue, chaque dimanche, M. Baslèvre était libre d'abolir le temps et, loin du ministère, uniquement réfugié dans le passé qu'il ressuscitait, retrouvait l'illusion d'une présence sans égale. Ce n'est rien encore...

Qu'est en effet la résurrection de choses que le temps n'atteint pas, à côté de celle de l'être même? On peut toujours racheter des meubles et faire d'une demeure un sanctuaire. La merveille était ailleurs, au temple érigé dans l'âme et que la tendresse avait peuplé. Comme Claire vivait en lui et toute à lui ! Une sécurité sereine ; de longs colloques où l'invisible a cessé de se taire. Il ne la quittait plus, sentait ses pensées rejoindre sa pensée et une immense quiétude répondre à ses appels. Il faut pour pénétrer de telles impressions avoir connu soi-même l'effroyable douleur où l'on vogue après la perte d'un être cher : seuls ceux qui les ont subies diraient quelle force créatrice en émane. Ici, elle recréait l'amour !

Cependant, inconscient du miracle qu'il réalisait, M. Baslèvre s'était assis. Il ne regardait nulle part, ou plutôt regardait tout, et à mesure se pénétrait de l'accueil des choses. Jamais il ne l'avait trouvé plus doux, sans doute parce que, n'ayant pu venir dès la veille, il en jouissait doublement. Le calme était profond, l'air léger. Que Paris était loin et loin la place des Vosges ! Pour imaginer la rue de Béarn, il eût

fallu un grand effort et il était absurde d'y songer ! On n'est jamais, d'ailleurs, si près que lorsqu'on se flatte d'être loin : au même instant, une sonnerie retentissait à l'entrée. Étonné, M. Baslèvre tendit l'oreille, puis, stupéfait, se dressa : il venait d'entendre mademoiselle Fouille !...

Elle disait :

— Je vous demande pardon, madame ! on m'a assuré en bas qu'il n'y avait que vous dans l'appartement et je voudrais...

Puis, une exclamation :

— Mais, Dieu me pardonne ! vous êtes Virginie !

— J'avais bien aussi reconnu mademoiselle...

— Quel bonheur ! Vous, au moins, n'hésiterez pas à m'accorder la permission d'entrer et de jeter un coup d'œil... Oh ! vous ne regretterez pas...

— Inutile, mademoiselle : Monsieur, sans doute...

— Me voici, — dit M. Baslèvre apparaissant au seuil.

Au son de cette voix, la plus inattendue de toutes, mademoiselle Fouille eut peine à retenir un cri de saisissement. Il poursuivit :

— Craindriez-vous de faire l'inspection demandée alors que le maître de la maison s'offre, lui-même, à la conduire?

Et avançant d'un pas :

— Ne voyez-vous pas aussi que le mieux est de vous résigner à m'expliquer pourquoi vous la souhaitiez?

Il s'exprimait avec un mélange de condescendance et d'ironie : il ne cherchait pas, d'ailleurs, à comprendre ce qui arrivait ou, du moins, il n'en sentait que le côté inquiétant.

Mademoiselle Fouille, elle, dans sa surprise, avait posé la main sur le pène de l'entrée et s'y était appuyée comme sur une canne. A mesure que M. Baslèvre parlait, elle s'efforçait de suivre sans y parvenir ; cependant, quand il eût achevé, elle inclina la tête :

— A votre gré, — murmura-t-elle.

Et abandonnant son appui momentané, elle pénétra d'un pas lourd.

— Virginie, je ne déjeunerai pas tout de suite, — dit M. Baslèvre qui s'effaçait pour laisser passer mademoiselle Fouille.

Il ferma ensuite la porte. Il n'aurait su ni ce qu'il allait dire, ni ce qu'il ferait, mais tout à coup, son grand bonheur d'auparavant s'était éloigné. Il suffit d'une intrusion humaine pour bouleverser l'âme des choses ; parce que mademoiselle Fouille venait de pénétrer ici, le recueillement de la pièce venait aussi de s'enfuir et toute douceur avec lui !...

Assis, face à face, ils restèrent à se considérer.

Il y a mille manières de réagir à une présence. M. Baslèvre en ce moment devait soupçonner que mademoiselle Fouille avait découvert, on ne sait par quel moyen, le mystère de ses absences et voulu satisfaire une curiosité aussi intolérable qu'indiscrète. Il aurait pu encore être irrité de subir un entretien qu'à l'évidence il avait toujours évité avec soin.

Au contraire, cela seul le frappait que mademoiselle Fouille se trouvait dans la salle à manger de Claire, c'est-à-dire de tous les lieux où elle n'aurait point dû pénétrer, le plus sacré. Avant même de parler, M. Baslèvre eut ainsi un mouvement pour se relever aussitôt et passer dans le cabinet voisin. Cependant, à peine esquissé, son geste s'arrêta. Une main se serait posée sur son épaule qu'il aurait repris de même sa première attitude.

En face de lui, mademoiselle Fouille paraissait uniquement occupée d'attendre. Le hasard l'avait jetée dans une aventure imprévue. Elle en acceptait d'avance les conséquences. Au surplus, toutes ne seraient-elles pas négligeables, en regard du supplice intérieur qu'elle ne cessait de vivre?

Étonnée que M. Baslèvre se tût, elle crut nécessaire de commencer :

— J'espère, — dit-elle, — que vous accepterez de me croire, si j'affirme que j'ignorais absolument que ce fût ici « votre campagne ». Je n'avais, en venant, aucune raison de m'attendre à vous rencontrer ; encore moins désirais-je violer le secret d'une retraite que vous avez le droit de garder à l'abri des commérages.

M. Baslèvre se contenta d'acquiescer d'un signe de tête. Toujours désireuse d'éviter le silence, mademoiselle Fouille poursuivit :

— Vous pouvez demeurer sans crainte au sujet de ma découverte... involontaire. On ne sait jamais où je vais, ni

pourquoi. J'ai toujours eu l'habitude et le goût de me taire.

M. Baslèvre hocha de nouveau la tête et répondit cette fois :

— Iront-ils jusqu'à vous empêcher de m'avouer ce qui vous intéressait dans cet appartement et pourquoi vous avez eu le désir de le visiter?

Elle hésita : en même temps, son regard levé parcourut les aîtres, se fixa une seconde sur la table où étaient les deux couverts :

— A quoi bon? ce désir est passé...

— Vous en êtes le meilleur juge. Me confierez-vous, au moins, d'où vient qu'après avoir tenu à une visite domiciliaire au point de la risquer chez des inconnus, vous y renoncez subitement? Y serais-je, sans le vouloir, pour quelque chose?

— A quoi bon? — reprit-elle encore, — je ne suis entrée que pour m'excuser près de vous. Je vous demande de répondre à mon sincère regret par une égale indulgence et d'oublier que je vous ai dérangé.

Elle se leva. Elle semblait, à la fois, pressée de prendre congé et consciente de ce que ses réponses avaient d'énigmatique.

— On dirait, — murmura M. Baslèvre, — que vous avez hâte d'éviter des questions que, pourtant, suivant votre désir, je ne poserai pas.

— Non, — fit-elle, — je vois simplement que vous attendez quelqu'un et je ne veux pas, à une première indiscrétion, en ajouter une seconde.

De la main, elle désignait le couvert fleuri.

M. Baslèvre frissonna :

— Rassurez-vous, je n'attends jamais personne ici.

Une seconde passa : il acheva :

— ... Vous êtes la première à y pénétrer... bien qu'entre toutes, celle sur qui je comptais le moins.

Le visage de mademoiselle Fouille eut une soudaine anxiété.

— A mon tour, j'aurais envie de demander pourquoi ces derniers mots?

— Mais, — conclut M. Baslèvre, — suivant votre exemple, je répondrais : « A quoi bon?.... »

Tous deux, maintenant, étaient debout. Ils s'efforçaient de garder un ton aisé que démentait le tremblement impercep-

tible de leurs voix. Dans les quelques phrases qu'ils avaient échangées ne se trahissait plus une simple gêne, mais trop d'arrière-pensées. Cependant, sans rien ajouter, mademoiselle Fouille approcha de la porte : et sans doute en seraient-ils restés là, si M. Baslèvre n'avait aperçu, de nouveau, son regard dirigé vers la table.

— Encore? — murmura-t-il, à mi-voix.

Elle se retourna :

— Je vous ai dit déjà que je vous croyais et ne demandais rien. Si vous saviez, d'ailleurs, combien je suis loin de toute curiosité et de la vie !...

— Alors, mettons que c'est moi qui souhaite ne pas vous laisser partir en imaginant des choses qui ne sont pas.

Subitement, M. Baslèvre était devenu grave. La pensée qu'on pût le supposer infidèle — même sans savoir à quel passé — l'irritait comme une injure.

Il poursuivit, fixant mademoiselle Fouille au fond des yeux :

— Si je demeure ici, c'est qu'ici a vécu la seule femme que j'aie aimé et qui m'aima.

Mademoiselle Fouille paraissait maintenant suspendue à ses paroles.

— Il y a longtemps, n'est-ce pas, qu'elle n'y demeure plus? — répliqua-t-elle vivement.

— Bientôt trois ans.

— C'est bien ce que je pensais...

— Depuis trois ans, — continuait M. Baslèvre, — rien n'a changé ici : voyez, ce sont là ses meubles, son couvert... D'autres vous affirmeraient qu'elle est morte... pour moi, elle est toujours vivante !

— Vous dites que depuis trois ans, tout est pareil?...

— Vivante, j'étais séparé d'elle : morte, je ne la quitte plus.

— Mon Dieu! — murmura mademoiselle Fouille.

Et, défaillante, elle tomba sur un siège.

— Qu'avez-vous? — s'écria M. Baslèvre.

— Rien... un peu de faiblesse... je ne suis plus très forte, en vérité. Cela va passer... Cette femme, du moins, dont vous parliez, n'était pas mariée?

— Mariée?... — répéta M. Baslèvre, — si elle ne l'eût pas été, comment aurais-je été séparé d'elle? D'ailleurs, — acheva-t-il, presque malgré lui, — ne le saviez-vous pas?

Elle ne dut pas entendre.

— Mon Dieu ! — murmura-t-elle encore.

Puis, appuyant ses coudes sur la nappe blanche, elle enfouit sa tête dans les mains. Une lumière illumina M. Baslèvre :

— Auriez-vous ignoré par hasard...

Un sanglot fut la seule réponse.

— Se pourrait-il que je vous révèle son existence, moi qui ne vous pardonnais pas le mal que vous lui avez fait ?

Un second sanglot secoua mademoiselle Fouille :

— Ah ! je n'en suis plus à une découverte près ! J'en arrive à douter qu'il soit parti !

— Il l'est !

— Si j'étais sûre qu'il fût vivant !

— Il vit !

Mais arrivée à ce point, mademoiselle Fouille se redressa épouvantée : enfin, elle s'apercevait que M. Baslèvre répondait à ses questions.

— Ciel ! soupçonnez-vous seulement de qui je parle !

M. Baslèvre répliqua simplement :

— Vous voyez bien que tout s'éclaire, même cela !

Et stupéfaits, ils se turent, non que les mots les eussent effrayés, mais parce que, tout à coup, ils osaient s'examiner sans détour. Enfin ! plus de mystère ! une irruption de vérité, les masques qui s'abattent, l'abîme qui paraît...

Un abîme, en effet, car si M. Baslèvre, réfugié dans le décor où a vécu Claire pour y oublier le martyre de l'absence, ne semble pas moins dépouillé que mademoiselle Fouille, réduite à visiter furtivement le dernier domicile de son amant pour raviver la mémoire d'un bonheur qu'elle n'aura plus, l'analogie s'arrête là. Il y a mille façons d'aborder au même port : elles dépendent du voyage, et l'accueil de la rive n'est jamais que le reflet de l'âme qu'on lui ramène.

Ici impossible de concevoir deux aventures plus diverses : celle de M. Baslèvre, tissée d'attentes, de réserves et de renoncements — une seule fois il avait parlé, on l'avait écarté, et les gens pratiques auraient ri de sa candeur à obéir — made-

moiselle Fouille, au contraire, ayant tout connu des ivresses partagées, de l'amour ayant tout subi, y compris les ruptures, les reprises et l'abandon. Quand deux êtres ont parcouru de telles routes divergentes, aucune force ne saurait plus les réunir. Un instant auparavant, M. Baslèvre et mademoiselle Fouille avaient pu croire que leur amitié allait renaître : parce qu'ils s'apercevaient à visage découvert, avant que de poursuivre ils savaient déjà que cette amitié devait finir et que leurs mots sonneraient comme des adieux.

Ce fut ensuite quelque chose de très court, simple comme toutes les fois qu'on trace un trait final au bas d'une page de vie.

M. Baslèvre, s'efforçant d'exprimer la pitié réelle qu'il ressentait, reprit le premier :

— Jadis c'était vous qui tentiez de me consoler sans bien y parvenir ; aujourd'hui pourrais-je espérer de vous le rendre ?

Mademoiselle Fouille eut un redressement farouche :

— Impossible : il faudrait pour cela me rendre aussi ce que je n'ai plus et ce n'est pas en votre pouvoir.

Il répliqua :

— La douleur, quelquefois, aide à mieux vivre. N'est-ce pas depuis que j'ai perdu ma bien-aimée que je sens mon cœur délivré?

— Le mien ne bat que pour désespérer. Nous ne parlons pas la même langue, faute sans doute d'avoir traversé les mêmes contrées.

M. Baslèvre eut un triste sourire :

— C'est donc que vous n'avez pas aimé vraiment?

— Ou que j'ai aimé d'autre manière.

— Mon amour, — soupira M. Baslèvre, — m'a révélé la souffrance et la pitié. Tout de lui m'a grandi. Jusqu'au sein de la détresse, je ne cesse pas de le bénir.

— Le mien, — repartit mademoiselle Fouille, — s'est débattu dans le mensonge. Sa honte me submerge, et, tel quel, si un miracle me le rendait, je l'accueillerais avec transport.

— Je vous plains, — conclut M. Baslèvre, — en effet, il semble bien que je vous sois inutile.

Encore un intervalle poignant. Alentour, la pièce, témoin

muet, avait l'air de contempler ces deux êtres parvenus à l'heure souveraine où l'on juge sa vie.

S'apercevant que M. Baslèvre n'ajoutait rien, incapable elle-même de proférer un mot, mademoiselle Fouille mit d'un geste las son mouchoir dans son petit sac et avant de se lever jeta un dernier regard vers la table. M. Baslèvre tressaillit. Tel un doigt mystérieux, un rayon de soleil venait en effet d'avancer sur la nappe pour y atteindre l'une des roses rouges. Convaincu de recevoir là un ordre secret, et toujours silencieux, il tendit la fleur à mademoiselle Fouille, qui ne put retenir un geste de surprise.

— Pourquoi toucher à ce que vous désirez garder intact? — dit-elle sans avancer la main.

— Parce que c'est l'heure du pardon. N'est-ce pas lui que vous avez cherché ici... sans le savoir?

Enfin debout, mademoiselle Fouille sembla d'abord ne point comprendre, puis hocha la tête :

— Il est possible : cependant ai-je été coupable, et doit-on m'en vouloir de souffrances que j'ignorais imposer?

Lentement elle prit la rose, en aspira le parfum et la glissa dans son corsage. Ils n'échangèrent point d'autres adieux : tout n'était-il pas dit?

Penché par-dessus la rampe, M. Baslèvre écouta le pas de mademoiselle Fouille s'évanouir dans l'escalier. Revenu ensuite dans la salle, il approcha encore de la fenêtre pour la voir traverser, là-bas, la place d'Italie.

Pauvre fille! Elle avait eu de l'amour tout ce que lui-même avait éperdument regretté, et voici qu'elle s'en allait, l'âme perdue, le cœur labouré de chagrin sans autre refuge que les mauvaises humeurs d'Andréa ou les fautes de ses « petites »!

Lui aussi, demain, retournerait au lot quelconque d'occupations sans grandeur qui était sa part. Demain, il reparaîtrait au bureau comme hier. Devant lui, semblait-il, rien que des gestes médiocres, toujours semblables, et dont aucun ne manquerait à l'univers, le jour où ils disparaîtraient. Cependant, quelle différence, et quelle douceur! Hors d'atteinte, défiant les hasards de l'existence, une immense tendresse illuminait son chemin. Claire ne le quitterait plus. Était-ce elle qui vivait en lui ou lui en elle? Qu'importe! Sûr qu'elle l'aimait,

il était sûr de lui répondre par une constance égale, et dormeur éveillé n'aurait pu découvrir s'il vivait le rêve ou la réalité !...

Alors, comprenant le don merveilleux qu'est un amour véritable, mesurant la prodigieuse ascension au terme de laquelle son cœur se reposait, il joignit les mains.

— O ma bien-aimée, — murmura-t-il, — qu'as-tu fait de l'homme que j'étais et que je ne reconnais plus?

Sur la table, les muguets et les roses embaumaient. Une paix divine éclairait l'humble asile des grands souvenirs de M. Baslèvre. On aurait cru aussi que, tout bas, la morte répondait :

— J'ai fait de toi une âme !

ÉDOUARD ESTAUNIÉ

LES ARTS ET LA VIE

Lettre d'un correspondant. — M. Henri-Matisse. Léonard de Vinci. Watteau. Echelle des valeurs. — Article de M. Blaise Cendrars. Taine et son cours d'esthétique. — Passons des théories aux œuvres ; l'Embarquement pour Cythère; Watteau, les La Tour de Saint-Quentin ; l'Étendard du Sacré-Cœur ; Monument aux Morts de la Guerre. — MM. René Piot, Georges Desvallières et Gustave Moreau. Expérience personnelle.

Un de nos lecteurs, peintre, nous écrit :

« On vous apercevait, un jour de mai, visitant les nouvelles salles ouvertes au Louvre ; je vous ai suivi. Vous êtes longuement resté devant les Léonard, les Rubens, les Rembrandt, les La Tour, et je vous laissai, contemplant *l'Embarquement pour Cythère*. Une heure plus tard, vous me rejoigniez rue Richepanse, où un même mobile nous avait sans doute conduits. Combien, Monsieur, eussé-je voulu savoir ce que vous vous disiez à vous-même, en présence des toiles de Henri-Matisse, que MM. Bernheim exposaient dans leurs galeries... Vos articles sur le cubisme trahissaient une gêne, et vous avouerais-je que je ne vous ai pas, tout de suite, compris? Curieux temps que celui où, en une même après-midi, le même

homme *doit* se faire une opinion sur Matisse et sur *la Joconde* retrouvée, mise au soleil, en face d'une fenêtre dont la lumière pénètre les couches de vernis que trois siècles superposèrent !... Vous vous servez des mêmes mots pour parler du Vinci, et des pochades de Henri-Matisse ; j'ai dû mener chez MM. Bernheim des amis à moi, venus exprès de Copenhague, pour y faire leur choix. Ils ont discuté plusieurs jours, avant de choisir celle de ces toiles qui représenterait le mieux, dans leur collection célèbre, le génie de Henri-Matisse. Un journal a répandu le bruit que vous-même, Monsieur, aviez acheté un Braque. Serait-il indiscret de savoir quel fut votre dessein?... Nous qui revenons de la guerre, nous nous sentons plus désorientés qu'avant. Il en est parmi nous qui n'ont jamais vu le Louvre, fermé depuis cinq ans ; pendant nos « permissions », notre seule ressource, c'était d'aller chez les marchands de tableaux modernes... »

***

Oui, je me suis attardé devant *la Joconde* et devant des Matisse.

Serait-ce une audace, ou rien d'original, que de considérer Vinci comme un grand génie qui fait de la peinture, en théoricien, plutôt que comme le plus grand peintre de la Renaissance? Or, M. Matisse — n'est-il pas à l'instar des meilleurs de cette époque de reconstruction — ou plutôt ne veut-il pas être un théoricien? Nous bornons là le parallèle. Mais il nous semble utile d'établir des points de comparaison, et si l'on porte un jugement sur les modernes, de ne jamais oublier ceux auxquels ils succèdent, la réaction qu'ils représentent.

La discussion devient difficile, par défaut d'une « échelle des valeurs » ; dans notre génération nous étions déjà bien peu érudits ; quant à ceux qui nous suivent, l'on démêle vite qu'ils en savent moins encore, qu'ils n'ont rien lu et vu peu de choses : d'où leurs engouements soudains et déconcertants; puis comme conséquence, la situation de certains artistes à la

mode, dont la gloire et le succès local, sont dus à ce que ces favoris sont pris dans « le lot » — comme l'on dit d'un cheval de courses — et le lot qui est sur le programme du jour. Il semble urgent d'élargir le concours, à moins que Paris ne consente à s'endormir dans une admiration mutuelle, qui est le narcissime d'une ville de province...

*
* *

« *Il faut comparer pour juger.* »

Pour plus de commodité, nous imaginerions volontiers deux échelles parallèles de même hauteur, du même nombre de barreaux, sur chacun desquels nous figurerions un ancien et un moderne, le premier sur l'échelle de droite, le second sur l'échelle de gauche. Au même degré de ces deux échelles, nous situerions, en face l'un de l'autre, deux artistes dont les buts et les tendances, sinon la valeur, se prêteraient à la comparaison. Quand nous disons à propos des ouvrages de Braque : « c'est de la peinture », le lecteur doit sous-entendre notre critérium : la qualité *art*. Une œuvre est « de l'art », ou n'en est point ; cette œuvre ne peut pas être *presque* de l'art, non plus qu'un métal n'est *presque* de l'or, *presque* de l'argent ; mais du faux, du simili. L'Art existe dans la sculpture nègre et dans la *Vénus de Milo*, il est présent dans toutes les toiles de Braque, de Picasso ou de Derain ; — quant à la forme *d'expression*, quant à la *valeur* de cet art « d'avant-garde », ce sont celles d'un pays, d'une époque, d'une race, d'une civilisation, ou d'une heure dans le développement de l'Art éternel, universel ; l'heure où nous vivons.

Le « Cubisme » — comme écrit M. Blaise Cendrars — « *pourra désigner dans l'histoire de la peinture contemporaine certaines recherches des peintres entre les années 1907-1914. Il serait niais de ne pas vouloir reconnaître l'importance du mouvement cubiste, comme il était imbécile d'en rire.* »

Si nous parlons avec insistance des impressionnistes, des néo-impressionnistes, des futuristes ou des cubistes, c'est qu'ils constituent, historiquement pour le moins, des « faits

sociaux » de notre temps, des phases caractéristiques d'une incessante évolution, que doivent étudier le critique d'art et l'historien non moins que le romantisme en 1830.

Répéterons-nous : « d'après les œuvres, jugez l'époque »? La nôtre, nous devons en chercher la beauté, y croire, ou en être exclus.

Elle est inquiétante, mais elle nous passionne, quoiqu'on nous assure que nous sommes assez bas « sur la route qui descend des cimes où régna l'Art serein, l'art lucide »; mais nous nous résoudrons non sans peine à croire cela, et ne permettrons pas à l'espérance de faiblir en nous. Si les phases de l'évolution se succèdent avec une telle vélocité, les réactions sont soudaines, certains s'attendent à se retrouver un jour prochain à peu près là où nous étions, il y a vingt ans, trente ans. Cette mobilité n'est-elle pas un des signes et la conséquence fatale d'une époque bouleversée où peu d'hommes font ce qu'ils étaient nés pour faire? Les recherches des peintres, en 1907-1914, témoignaient d'un abus de la *raison* en révolte contre le culte de l'*instinct* (le cubisme après l'impressionisme), et voici qu'on nous annonce, non pas encore un sursaut de l'instinct, — heureusement, car combien d'erreurs l'instinct n'a-t-il pas excusées? — mais une *peinture constructive* en même temps que sensuelle, vivante : ce que nous désirons le plus. Bon augure!

Nous ignorons encore ce que nous réserve la jeunesse d'aujourd'hui « saine, bien musclée et vivante ». Elle existe, n'en doutons pas, puisqu'elle parle.

M. Blaise Cendrars nous assure qu'elle a

« ...le sens de la réalité. Elle a l'horreur du vide, de la destruction, elle ne raisonne pas le vertige. Elle est debout. Elle vit. Elle veut construire. Or, on ne construit que dans les profondeurs. Et c'est la couleur qui est l'équilibre. La couleur est un élément sensuel. Les sens sont la réalité. C'est pourquoi le monde est coloré. Les sens construisent. Voilà l'esprit. Les couleurs chantent. En négligeant les couleurs, les cubistes négligèrent le principe émotif qui veut que pour être vivante (vivante en soi, surréelle), toute œuvre porte un élément sensuel.

La génération « retour du front » a l'esprit éveillé par d'autres problèmes et ses recherches s'aiguillent dans une nouvelle direction. Avant tout, elle se sent très maîtresse d'elle-même. Elle veut construire. Et je ne crois pas qu'elle s'égare dans de longues recherches

théoriques, car elle a des éléments en main : la couleur. Elle construira par la couleur.

Je ne ferai pas l'historique du cubisme ni l'exposé des doctrines. Je renvoie aux ouvrages qui en ont parlé et qui ont démontré la haute tenue de cette peinture. Je me bornerai à faire ici la critique de l'erreur initiale du cubisme, erreur toute théorique qui est aujourd'hui la deuxième cause, une cause externe, de l'effritement du cube. Quelles ont été les quatre principales préoccupations théoriques des peintres cubistes?

1° La recherche de la profondeur (réalité sur réalité, vie);

2° L'étude des volumes (espace) ;

3° L'étude des mesures (temps) ;

4° Critique et revision de tout ce qui est « métier » en peinture (technique).

Je formule : réaliser la profondeur par le rayonnement des volumes et la multiplication des mesures à l'aide d'une technique raisonnée.

Cette formule ne fut jamais observée intégralement. Dès le début, les cubistes l'ont singulièrement réduite en perdant de vue le point un pour le confondre avec les points deux et trois amalgamés. En effet, sous le prétexte de serrer la *réalité* de plus près, ils ont censément multiplié l'*espace* par le *temps*, ce qu'ils ont naïvement appelé la *quatrième dimension*, créant ainsi une hérésie où ils n'approchèrent jamais que la *réalité de l'objet*, et non pas la *réalité en soi*. Autrement dit, ils étudièrent la *progression dans l'espace*, c'est-à-dire la *matière* (*de l'objet*) et non pas la *progression dans la profondeur*, c'est-à-dire *le principe* (*de la réalité* [1]).

Réduites à la réalité de l'objet, de synthétiques les recherches devenaient analytiques. Aussi voyons-nous rapidement les peintres cubistes s'astreindre à ne faire plus que des natures-mortes et, prenant l'effet pour la cause, introduire bientôt des matières authentiques dans leurs toiles, telles que tessons de bouteille, faux cols, papiers, bois, faux bois, étoffes, cheveux, voire « l'objet » lui-même tel qu'il se trouve dans le commerce ! C'était, trouvé, le contraire de ce que l'on avait cherché. Car cet objet incongru, il fallut « l'arranger » picturalement, et l'on aboutissait ainsi au domaine de la « mode ». C'est pourquoi le cubisme, qui devait rénover la peinture, n'est jamais sorti des limites du « goût ». Il a instauré le règne du simulacre, ce qui est, en art, la suprême hérésie. (Ici, on touche à la sorcellerie, et je suis sûr qu'examiné au point de vue occulte, le cubisme livrera d'effrayants, de terribles secrets. Certaines toiles cubistes font penser à certaines opérations de magie noire, tant elles dégagent de charme imprévu, troublant,

1. Les futuristes, eux, divisèrent l'espace par le temps et n'étudièrent jamais que le *dynamisme* (de l'objet) et non pas la *rythmique* (de la matière), c'est-à-dire la *progression sur un plan* et non pas la *progression dans l'espace* ; la *mécanique* et non pas le *chimisme* dont certains cubistes se sont doutés.

malsain : elles envoûtent, littéralement. Ce sont des miroirs magiques, des tables de sorcellerie.)

Vis-à-vis de ce que sera la peinture constructive de demain, le cubisme théorique est comme le Trocadéro vis-à-vis la tour Eiffel : sans lendemain, sans réalisation possible. Cette comparaison s'applique aux théoriciens du groupe. Et si, malgré ceux-ci, l'expérience cubiste ne fut pas entièrement négative, nous le devons aux antithéoriciens du groupe, trois peintres de tempérament qui représentent les trois aspects successifs du cubisme, à Picasso, à Braque, à Fernand-Léger. »

Ces mots que certains lecteurs trouveront peut-être obscurs, passionnent des milliers de gens intelligents — de même que l'article excellent de M. André Lhote (dans la *Nouvelle Revue française*).

Nous sommes loin des théories de Léonard de Vinci et même de celles de Maurice Denis. « Qu'est-ce que cela va donner? — dit-on. — Le besoin d'ordre que nous sentons partout, ne produit encore que du chaos. »

Si la *Monna Lisa*, la *Vierge aux Rochers* du grand théoricien m'a causé, à les revoir, moins d'émotion que Rubens, Titien, Rembrandt, Watteau — quelle tristesse nous envahit dans les galeries Bernheim, au milieu de ces pochades faciles et hâtives de M. Henri-Matisse, répondant à un besoin incontestable d'un public qui ne sait plus ce que c'est qu'un tableau et semble perdre la notion du bien et du mal faire ! M. Matisse, comme M. Marquet, auront été les victimes de leurs impresarii et de leur succès *commercial* : comme le furent Ziem, Daubigny, Claude Monet et tant d'autres que devine le lecteur et dont on préfère taire les noms. Qu'est-ce donc, le Beau pour eux? Ce que des marchands et quelques critiques assermentés de l' « avant-garde » nous obligent à croire tel. Il y a la camaraderie aussi, un manque d'isolement dans le travail et — il faut toujours y revenir : la conversation, la littérature... le snobisme des « modernités ».

Les deux échelles des valeurs comparées, que nous voulions dresser, est-il opportun de les établir? A peine en avais-je le désir, que déjà j'hésite. Comme je demandais à un jeune peintre si les couleurs de vernis jaune n'étaient pas un charme de plus dans *l'Hélène Fourment* de Rubens, il me fut répondu que, sous ces couches ambrées, l'on retrouverait « la fleur d'une

Berthe Morisot ». Chacun sait la haute opinion que nous professons de cette charmante et quoique traditionnelle, très originale, artiste; néanmoins ces deux noms associés nous donnent à réfléchir... car, partout, c'est aujourd'hui la même habitude, d'associer des noms au hasard, de procéder par vagues analogies, flatteuses pour nous...

Il est des maîtres d'autrefois, dont se reclament, comme nous l'avons souventes fois remarqué, les « avant-garde » et d'une façon assez inattendue : Poussin, Ingres, David. Dieu sait ce qu'on en arrive à appeler *Poussinesque*, *Ingresque*, ou *Davidien* ! Mais cette logomachie est la naïve traduction d'un besoin de retour à une discipline, à l'équilibre, à la raison; d'un besoin de science, de technique, très obsédant après un quart de siècle d'indiscipline. Les avant-derniers esthéticiens et étudiants en art, ont tellement bafoué la *technique*, le *métier* et détruit les écoles où l'on s'efforçait encore de les enseigner, que soudain les jeunes constatent leur embarras à mettre sur pied un ouvrage qu'ils croient porter dans leur cerveau, à l'état de projet magnifique, mais qu'ils sont incapables de réaliser. Et ils s'intéressent tout à coup à des tableaux d'avant-hier, ne valant que par la facture, de même que l'on commence à collectionner les meubles Louis-Philippe et du second Empire, parce qu'ils sont *bien faits* et que leur style prend de la saveur, d'être différents des nôtres.

La jeunesse va découvrir chaque jour de petits Pompéi qui ne sont qu'enduits d'une couche de poussière.

***

Notons un fait : l'admirable *Cours d'esthétique* [1] d'Hippolyte Taine, aux élèves de l'École des Beaux-Arts, et qui est une encyclopédie de la pensée humaine, ces deux volumes ne sont pas en librairie ! Pas plus que ceux d'un maître dont M. Vandérem vous entretient si éloquemment ici même. Personne ne connaît le grand critique d'art Théophile Silvestre, dont *les Artistes français, études d'après nature*, me rendent bien modeste, quand on me fait éloge de mon *De*

1. H. Taine : *la Philosophie de l'Art*, librairie Hachette, 1903 (en réimpression).

David à Degas. Si les marchands de tableaux lisent Platon et Kant, leurs clients devraient lire du Taine, du Théophile Silvestre. Ils ont trop lu de théories, depuis celles de notre éminent ami M. Maurice Denis : *Du Symbolisme et de Gauguin vers un nouvel ordre classique, 1890-1910.* Les meilleurs esprits, comme M. Maurice Denis, furent malgré eux responsables, en une certaine mesure, des théories extrémistes que, selon M. Blaise Cendrars, vont secouer les « *retour du front* ». Il faudrait étudier, par exemple le chapitre de Denis sur *l'Esthétique de Beuron* et les formules mathématiques par quoi le Père Didier, de ce monastère, « entend exprimer » *en formes et figures, des sentiments et des idées conformes à la liturgie catholique* ; les chapitres sur la *Liberté épuisante et stérile ; de Gauguin et de Van Goh au classicisme* et la définition du néo-traditionnisme. Excellentes pages, mais d'une influence que Taine n'aurait sans doute pas appelée *bienfaisante*, si l'on se prévalait de tout ce que contient d'explosifs cette machine à réformer l'art. « *C'est trop demander que demander le calme à nos esprits. Les gens de la Renaissance laissaient jaillir leurs œuvres infiniment profondes et esthétiques, de l'abondance de la nature.* » Or, la plus récente expérience nous prouva qu'en quelques esprits germait l'idée de supprimer le visage humain, l'*homme* ; on aboutissait à la nature morte. Taine, dont la méthode est celle des naturalistes, du pur darwinisme, met l'homme au sommet de la création : au-dessus du lion parce que l'homme a plus de moyens moraux (sa vraie force à lui) pour atteindre au but suprême qui est la richesse. « *Nous montons degré par degré vers ces formes supérieures qui sont le but de la nature, et vous verrez* — dit Taine aux élèves de son cours — *vous verrez la parenté de l'art avec la morale.* »

« *Dans le courant tempétueux de la vie, les caractères sont des poids qui nous font tantôt couler à fond, tantôt nous maintenir à la surface. Ainsi s'établit une autre échelle* (des valeurs), *les caractères s'y classent selon qu'ils nous sont plus ou moins nuisibles ou salutaires, par la grandeur de la difficulté, ou de l'aide qu'ils introduisent dans notre vie, pour la détruire ou la conserver.* » Taine consacre la leçon où nous prenons ces phrases à l'homme moral et aux œuvres d'art qui l'expriment.

« Nous voyons tous les jours des individus et des sociétés prospérer, accroître leur puissance, échouer dans leurs entreprises, se ruiner, périr ; et chaque fois, si l'on prend leur vie en bloc, on trouve que leur chute s'explique par quelque vice de structure générale, par l'exagération d'une tendance, par la disproportion d'une situation et d'une aptitude, de même que leur succès a pour cause la stabilité de l'équilibre intime, la modération d'une convoitise ou l'énergie d'une faculté. »

La Philosophie de l'Art, de Taine, surplombe les sujets de réflexion que nous indiquons ici. Nous y renvoyons nos lecteurs [1]... L'art récent s'avéra le contraire de *la richesse* : la pauvreté, la navrante indigence des moyens, toujours, et souvent de l'idéal. « *L'importance et la bienfaisance sont deux faces d'une qualité unique, la force, considérée tour à tour par rapport à autrui et par rapport à elle-même* [2]. » Bienfaisance du caractère physique et du caractère moral : dans le premier cas, c'est, selon Taine, Phidias, la plastique même ; dans le second, c'est Rembrandt. Le sens de la qualité *bienfaisante* s'est perdu, dans notre démocratie. Il s'agira de le retrouver, à l'usage dans une société rebâtie. Et c'est à cette fin que l'on aperçoit tant d'esprits spéculatifs se tendre, dont quelques-uns s'exerceraient mieux ailleurs que dans les Arts.

***

Mais en voici assez. Pour le moment, ne parlons plus de théories et des théoriciens. Nous jugerons dorénavant les œuvres en elles-mêmes, comme nous les jugeâmes jusqu'à ces temps troublés. Il nous semble que nous avons appris et exercé notre métier, sans préoccupations doctrinales, si avec sévérité pour nous-même. Avant que les jeunes ne fassent les philosophes, il conviendrait qu'ils apprissent la grammaire. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui se lamentent sur

1. Selon que les caractères sont les plus importants ou bienfaisants, ils sont à une place plus haute, et mettent à un rang plus haut les œuvres d'art par lesquelles ils sont exprimés.

2. P. 313, IIe vol. de *l'Esthétique* de Taine.

leur propre faiblesse comme nous nous lamentons sur la nôtre; qu'ils s'en prennent à leurs prédécesseurs, artistes, critiques en révolte, qui ont nié, comme des étourneaux et des ignorants, que le *métier* fût la base de leur art. On ressent une certaine pitié de voir les cadets si désorientés déjà, et l'erreur d'hommes dont le développement s'arrête court.

Chaque courrier nous apporte des lettres touchantes : « Savez-vous que vous avez une famille anonyme de lecteurs, qui vous demande une méthode, une langue, celle que votre expérience vous a montrée la plus logique? Apprenez-nous à écrire : nous serons éloquents ensuite, car nous croyons avoir quelque chose à dire. Un grand défaut des gens qui parlent d'art et de métier, c'est qu'ils ne prennent pas la peine de définir nettement, comme le conseille Pascal, les mots dont ils se servent. De grâce parlez-nous ! »

Ailleurs : « L'auteur de cette lettre, malgré ses succès, avoue qu'il ne sait rien et qu'à chaque tableau il se voit forcé de réinventer la peinture, et quelle peinture, hélas ! Alors, découragé, c'est le bolchevisme, n'est-ce pas, qui... »

D'un autre encore : « Vous nous devez un traité du métier de la peinture. Ah ! combien nombreux, qui n'avons pu nous exprimer faute de savoir (on ne nous a rien appris), et n'étant pas de bons artisans, sommes tombés sur les genoux, à mi-côte, abattus... »

De tous côtés, les mêmes gémissements, les mêmes invocations aux aînés qui, comme nous du moins, croyons savoir si peu, et qui avons aussi frappé à toutes les portes, en vain !

Quel sera le désespoir de nos petits-fils, s'ils s'aperçoivent qu'il est trop tard pour « renouer les maillons de la chaîne » depuis trop longtemps rompue, et volontairement, avec une imprudente audace, par leurs grands-pères!

Aura-t-on assez ri de la « Tradition » et de ceux qui la révéraient ! Dans un volume prochain des *Propos de peintre*, je republierai des polémiques, qui datent de vingt ans, les insultes dont je fus abreuvé dans les Revues d'avant-garde où les Jean Dolent, les Charles Morice, les Roger Marx, les Frantz Jourdain me traitèrent d'*amateur*, de *réactionnaire*. Et nous fûmes, plusieurs, congédiés, comme correcteurs, dans les ateliers de peinture où trônaient les esthéticiens-élèves

de la Mittel-Europa ! Cette génération-là demandait non pas qu'on lui apprît à construire une figure, mais s'attendait à des conversations sur l'Esthétique... mais quelle esthétique? Celle des marchands de tableaux d'avant-garde. Et c'est ainsi que des galeries-modernes, des boutiques à tendances hardies remplacèrent le Louvre, bien avant que ce musée ne fût fermé pour cause de guerre ; or aujourd'hui, l'impatience de ce même public est telle, que l'administration s'émeut, pour la calmer choisit quelques chefs-d'œuvre et les exhibe dans de petites pièces ci-devant réservées aux dessins et aux bibelots.

***

La *Monna Lisa*, *la Belle Ferronnière* ; *la Mise au tombeau* du Titien ; les Rubens ; les Rembrandt ; enfin, tout au bout de l'aile nord, près d'une fenêtre c'est *l'Embarquement pour Cythère* : donc quelques prodiges du génie des hommes.

J'entends de jeunes avant-garde regretter qu'on ne nous ait pas plus tôt rendu le *Gille* — qu'ils tiennent pour un chef-d'œuvre plus sévère, plus grave, et je serais presque de leur avis ; mais *l'Embarquement* me semble un miracle d'un certain genre de chez nous, une *toile de chevalet*, un sujet typiquement français, pimpant et sentimental, clair. Ce que lui reprochent les purs, c'est qu'il ait inspiré tant de littérateurs et qu'on ait écrit à son propos tant de pages de rhétorique-cuistre, parfois niaises, sans compter les poèmes. Et Verlaine, cependant?... Il faut, en effet, se méfier des ouvrages plastiques qui se prêtent aux commentaires et font dessécher les écritoires. Néanmoins nous continuerons de mettre *l'Embarquement* en évidence dans l'histoire de l'art français. Nous ne l'avions jamais vu d'aussi près, et pénétré de lumière.

Watteau ignora Gainsborough, à peu près son contemporain, croyons-nous ; mais le paysage enchanteur qu'il inventa est un paysage de Gainsborough, une « nouveauté » du XVIIIe siècle.

Gérard de Nerval, dans son *Voyage d'Orient*, nous dit :

« Il faut avouer que Cythère n'a conservé, de toutes ses beautés, que ses rocs de porphyre, aussi tristes à voir que de simples rochers de grès. Pas un arbre sur la côte que nous avons suivie, pas une rose, hélas! pas un coquillage le long de ce bord où les Néréides avaient choisi la conque de Cypris. Je cherchais les bergers et les bergères de Watteau, leurs navires ornés de guirlandes, abordant des rives fleuries; je rêvais ces folles bandes de pèlerins d'amour aux manteaux de satin changeant et je n'ai aperçu qu'un gentleman qui tirait aux bécasses et aux pigeons, et des soldats écossais blonds et rêveurs cherchant peut-être à l'horizon les brouillards de leur patrie. »

Nous y chercherions peut-être nos parcs bruns et vert-d'argent, le Saint-Cloud d'où Watteau fait partir ses amoureux pour l'Ile de la Déesse du Tendre.

Étrange et si moderne composition cinématographique de ce tableau peint en 1719, par un homme de vingt-cinq ans! L'avez-vous remarqué? de droite à gauche, c'est le même couple, qui semble girer comme des valseurs et être pris tour à tour par l'appareil du « tourneur », quand ils se lèvent de terre, se mettant à danser, se présentant de face, de dos, de profil. Rodin (voir *l'Art; propos recueillis par Paul Gsell*, sa description de *l'Embarquement*), Rodin dit : « Si la peinture et la sculpture peuvent faire mouvoir des personnages, il ne leur est pas défendu de tenter plus encore et dans un même tableau ou dans un même groupe sculptural, plusieurs scènes qui se succèdent. » Et il cite *l'Enlèvement d'Europe*, de Véronèse, puis *l'Embarquement*. Ailleurs il dit : « *Notez d'abord que le mouvement est la transition d'une attitude à une autre*[1]. »

L'Embarquement est le contraire de l'art statique que l'on confond trop avec le grand art noble.

Oui, la facture est facile, souvent mince, d'une adresse incroyable dans *l'Embarquement*; la couleur est faite pour séduire comme un couvercle de bonbonnière. Mais étudiez ces mains, ces chevilles délicates, grosses comme des mouches, et qui sont si justes, si bien construites, d'un modelé si gras, qu'une photographie de *l'Embarquement*, agrandie et projetée sur un écran (expérience que j'ai vu faire avec tant de dessins de maîtres), prend plus d'autorité, d'ampleur, au

1. Voir son explication de la statue du Maréchal Ney, par Rude.

lieu de se fondre, de s'amollir et même de se désagréger, comme c'est le cas des dessins de Léonard.

La couleur? Elle n'est qu'un monochrome, un barbottage de terre-verte, de brun de Bruxelles, d'ocre. On ne sait ce qui colore, argente et dore cette toile, ce frottis de boue, et qui paraît diaprée comme une aile de papillon du Brésil.

Qui veut apprendre à peindre, qu'il fasse une copie de *l'Embarquement pour Cythère* — et il y apprendra « bien des petites choses » sur l'art des colorations, autant que sur le dessin. Ce dessin a l'âpreté, la nervosité de contours, l'aigu des gravures de Jacques Callot et d'Abraham Bosc. Après cent ans de dessin rond (nous ne parlons ni de Poussin, ni de Lenain), l'école française se réveille, avec Watteau, rebondit, palpite, renaît.

Watteau dessine par l'intérieur et non point par le *trait* le contour, ce fil de fer extérieur. Ce n'est pas un *trait*, qu'il voit et trace sur le papier, mais une ronde-bosse, figurine, dont il ploie les articulations, incline la tête, la relève à son gré. Son dessin est un dessin *d'articulation* — même quand il n'y a que le *trait*.

Le dessin peut être *articulé*, comme dans les vases antiques grecs, où les figures se construisent anatomiquement par le trait, tel chez Rodin.

Il y a confusion sur le mot « *dessin* », qui, aujourd'hui, chez un Picasso, ne suggère point les trois dimensions, mais une seule, là où ses commentateurs prétendent que Picasso dessine une tête « à la manière d'Ingres ». Confusion, confusion, vague analogie, encore !

Qui se donnerait la peine d'étudier Watteau, et dans *l'Embarquement pour Cythère*, surtout, y découvrirait : style, sur réalisme, synthèse, mais se reposant sur la science de la forme ; interprétation constante des membres et des traits, mais non déformation arbitraire et voulue; déformation qui est une nécessité de tempérament, et que Watteau ne pourrait pas faire autre, tandis qu'un dessin au trait de Picasso, esprit tourmenté, multiple et divers, est tantôt « ingresque », égyptien, japonais, à la Lautrec, souvent une arabesque d'ornemaniste.

Watteau nous apparaît l'aboutissant plastique de l'effort

du XVIIe siècle ; l'ordre dans la libre imagination : Descartes, Pascal, Racine, Lafontaine. Chez Watteau, vous apprendrez ce que le style épuré, sévère, ajoute à la *forme vivante* ; chaque individu a son caractère propre, mais ennobli par de belles proportions. La nature est le contraire de *l'imitation*.

***

Nous préparons, mais n'avons point la place ici de traiter comme il le faut, tant de problèmes qu'Antoine Watteau a résolus. Que lui a-t-il manqué?

On s'extasie sur « l'étendue du clavier de Picasso », étendue comparée, sans doute, aux restrictions systématiques de ses congénères ; et l'on assure que ce Catalan parisien nous vient directement de Watteau ; que son cubisme « est fils de la mandoline du maître valenciennois »; ce mot, qui date de 1919, lu dans cent cinquante ans fera peut-être sourire — mais il aura eu un sens pour les « *retour du front* ».

Il faudrait analyser le système de composition, la perspective scénique, l'interprétation théâtrale du jeune phtisique de Valenciennes, un Beardsley louisquatorzième, mort si tôt, mais qui eut le temps d'accomplir une œuvre vaste, pourtant ciselée comme un sonnet, et où il fondit et fit françaises les techniques de Rubens et de Titien. Il eut « l'étrange fortune de plaire au roi de Prusse, plus qu'aux Français de son époque, pour ensuite séduire et charmer les plus austères comme les plus avertis ». Celui-là fut — ou il n'en est pas — un *initiateur*. Sa place était marquée dans le « *paradis des créateurs* » ; et il doit de plus en plus retenir les modernes, par son goût du décor, par son réalisme épuré, son symbolisme humain, si clair et qui nous touche comme le chant de *Madelon* entendu dans les bois...

D'ici à ce que la version définitive de *l'Embarquement pour Cythère* nous soit ramenée du Palais impérial de Berlin, étudiez, jeunes artisans, celle du Louvre, que Watteau présenta comme pièce de réception à l'Académie, résumé d'innombrables connaissances si vite acquises; étudiez son art

du paysage : comment avec un arbre de Saint-Cloud qu'il tend à la façon d'un dais de feuillage sur le proscenium, il reconstruit toute une forêt; l'arbre dessiné par *articulations*; le creusement mystérieux des perspectives par un maître « dessinateur des jardins », oui, jardinier, décorateur, architecte, géomètre, ornemaniste... il possède un ensemble de *métiers*, de spécialités dont une seule suffirait à chacun de nous, qui regardons avec envie l'exécution d'un trumeau peint, après Watteau, par quelque anonyme artisan de village.

*
* *

Les pastels de La Tour, échappés à l'incendie de Saint-Quentin, sont pour quelques semaines au Louvre. La réputation de ces portraits est telle, que la foule a envahi les salles où nous les pouvons voir, en payant cinq francs pour une œuvre de guerre; foule déçue — assure-t-on. La Tour ennuie par sa sécheresse, le dépouillé de sa facture, son manque d'invention dans les accessoires et la présentation de ses modèles. On lui préfère, aujourd'hui, le délicieux, le grand Péronneau, qui est autrement que lui coloriste, piquant, savoureux, artiste et tout autant psychologue.

La Tour en cela passe pour inégalable, mais comme une sorte de possédé, un médecin diabolique, chirurgien, oculiste, qui mettrait le verrou sur sa porte, s'enfermerait avec son modèle, le triturerait comme une grenouille, voulant savoir ce qu'il y a dans le crâne de ses contemporains. Combien l'investigation d'un masque humain par La Tour nous semble être une opération douloureuse, pratiquée avec un soin méticuleux, de lentes recherches et hésitations !

C'est aux littérateurs qu'il doit sa réputation, à ceux de son temps, qui légèrement traitaient Péronneau. L'injustice est si criante, que l'on a presque envie de nier les talents de La Tour. Les pastels du musée saint-quentinois ne sont pas supérieurs à ceux du Louvre ; ceux qui sont composés et « finis » paraissent assez mornes comme présentation, d'un faire un peu fatigué, mou, sans charme, ni imprévu. Restent les masques, les études, ce qu'il ne vendait pas.

Il a été trop écrit des personnages représentés, pour que nous tentions aujourd'hui d'en choisir l'un plutôt que l'autre. Qu'il suffise pour *les Arts et la Vie* de noter l'indifférence qu'avouent les artistes à l'endroit de La Tour; et non seulement les jeunes, que l'âme des autres a cessé d'intéresser, mais ceux aussi qui le croyaient plus profond et plus bel exécutant.

La Tour restera une victime de la guerre. Si ses pastels n'ont pas souffert du voyage, le « cliché » pris de lui, il y a plus de deux cents ans, s'est brisé quand la fameuse collection rapportée de province, s'ouvrait au Louvre. Ce renversement de l'opinion, surtout qu'il ne crée pas un nouveau « cliché » qui ne serait pas plus exact que le précédent !

***

Nous avions dès notre premier article des *Arts et la Vie* fait prévoir que *l'Art nègre* serait bientôt l'objet d'une ferveur à Paris, et quelques mois à peine écoulés voici que la galerie Devambez, la plus mondaine, s'ouvre pour lui. Les pensées que nous suggère cette riche et curieuse collection, il nous plaît d'en trouver d'analogues dans les quelques lignes qu'un romancier de grand talent, M. Francis Carco, publie dans la *Rose Rouge.* Nous les citerons ci-dessous, afin que nos lecteurs se rendent compte que nos réticences, qu'on pourrait croire celles d'un « passéiste » ou de quelqu'un de trop prudent, seraient comprises aussi, sinon partagées par un moderniste ; réticences quant à la « qualité » de l'admiration, de la part du public, quant au choix des objets exposés, non pas sur la valeur de la sculpture nègre. Il est évident que certaines pièces, de belle plastique, ont autant de caractère, d'expression et d'humanité, que des fragments de haute époque, hindous, égyptiens ou assyriens dont s'honorent le Louvre et le British Museum. Ce qu'il y a d'extrêmement intéressant, c'est l'influence qu'une telle esthétique a et aura sur les modes, sur nos artistes, notre littérature et le public ; la nouvelle confusion, l'équivoque qui se créeront, à son sujet,

comme par une fatalité. Mesdames, M. Poiret rapporte d'Afrique des cuirs et des peaux pour vous vêtir... en vue des fêtes nègres.

Qu'un connaisseur mette sous vitrine, à côté d'un vase antique, des poteries sans valeur marchande parce qu'il leur a reconnu de la beauté, c'est légitime; mais il y a aussi des tribus sauvages où l'on échange de l'or contre des verroteries.

« Ce n'est pas un des faits les moins négligeables, dans l'histoire de l'art français contemporain, écrit M. Francis Carco, que ce changement radical des valeurs auquel nous assistons. Il faut y voir l'affirmation de tendances générales et, sans nous arrêter à telles ou telles formes empruntées, qui sont les canons de la nouvelle école, reconnaître que les peintres ont mis toute leur foi dans un état de la sensibilité, si rapproché de celui de l'âme barbare et primitive, que rien avant lui ne semble plus exister. Ce renversement devait se produire à dater du moment où, dégoûtés d'acquérir — dans des genres déterminés — la certitude que tout avait été dit et même peint avant eux, les artistes sont remontés aux sources de l'inspiration et de la création plastique. Aujourd'hui, les voici arrivés à l'art nègre et, qu'on le veuille ou non, décidés à se réclamer uniquement de lui.

» Cette découverte, à vrai dire, n'était point pour certains une révélation. Déjà dans l'atelier de Picasso, chez Vlaminck, parmi les livres et les bibliothèques des poètes de notre génération et jusque chez les « marchands » de peinture, de très curieux spécimens de la statuaire nègre s'offraient à la méditation de la plupart d'entre nous. Mais jamais ensemble, comparable à celui que M. Paul Guillaume a réuni à la galerie Devambez, ne nous parut plus complet ni plus digne de retenir l'attention du public. Nous y trouvons les objets familiers au culte des deux principes de la première religion, des masques à barbe de laine tressée, des armes, et ces étonnantes statues de la divinité noire dont les attitudes animales sont pour beaucoup dans l'admiration que nous en avons.

» Je ne pense pas que cette admiration s'éteigne bientôt. Les artistes dont elle stimule le goût, en même temps que la candeur toujours prête à « donner dans le panneau », sont sincères, et s'ils sont allés jusqu'à tout condamner qui n'apporte

pas la preuve du désintéressement le plus absolu, c'est qu'ils veulent découvrir le monde et le recréer dans ses apparences sensibles. Nous voyons le risque qu'ils courent. Et ils ne l'ignorent pas... Mais l'admiration pour un art — quel qu'il soit — dont nous ne connaissons que des fragments peut nous entraîner à de bien singulières conclusions. Ce n'est pas, en effet, sans surprise que j'ai retrouvé, à la galerie Devambez, des masques que, tout enfant, j'ai pu voir, dans des villages canaques, fichés au bout d'une lance et qu'ici l'on a suspendus au mur... comme s'ils avaient dû, de tout temps, prendre place entre une vitrine et un appareil de téléphone. »

***

Le Musée des Arts décoratifs à invité M. Piot à exposer un ensemble de son œuvre. Cet artiste est, avec M. Desvallières et M. Rouault, l'un des plus célèbres élèves de Gustave Moreau; respecté pour la tenue de sa carrière, son idéal esthétique, il fut à la tête des néo-impressionnistes, il maintient la tradition des disciples des Elie Delaunay, des Puvis de Chavannes, de ces maîtres dont Ary Renan nous rapportait autrefois les propos. C'était encore la suite de M. Ingres, mais aussi de Chenavard. M. Piot a sacrifié plusieurs années de sa maturité à copier les maîtres en Italie pour apprendre le métier de la fresque, de la détrempe, de la peinture, à la cire et à l'œuf. La fresque n'a plus d'arcanes pour lui et ses fac-similés de décorations primitives, de Florence, d'Assise, sont des tours de force manuels.

Jadis, M. René Piot avait exécuté une série de fresques dont il eut la grandeur d'âme de supporter avec un souriant stoïcisme la destruction presque totale, lors des inondations de la Seine.

Il a subi bien d'autres déboires, que sa foi lui permit d'accepter sans découragement. C'est avec respect et sympathie que ses confrères ont regardé les études, dessins et peintures, les projets de décorations, les nus, les fleurs, les papillons, mille fantaisies ornementales qui font penser à Odillon Redon,

un peu à Gauguin, aux Chinois, aux Persans, aux ballets russes, écrit M. André Michel, et même aux nègres, tout en restant des Piot, c'est-à-dire des ouvrages d'une candeur d'inspiration toute quatrocentiste. Ces choses là, toujours un peu archaïques ou pompeuses, ne trouvent pas aisément leur place dans nos pratiques immeubles ; il faudrait à Piot des cloîtres, des églises ou bien des palais, tels que les plantent, sur la scène, les décorateurs d'une *Elektra*, de Strauss, ou M. Bakst quand il reconstitue les remparts de Troie pour madame Ida Rubinstein et Émile Verhaeren. Cependant la villa d'André Gide, à Auteuil, s'honore d'une fresque, unique fragment sauvé des flots. Cela s'appelle l'*Hymne homérique*, cela pourrait être quelque cosmogonie papoue, ou une transcription picturale des *Nourritures terrestres*, mais peu importe le sujet, puisque cette peinture d'une couleur aussi intense que des Jules Romain ou des Signorelli, tient bien sa place autour d'une cheminée belge, entre des fauteuils en tapisserie Louis XIV et quelques-uns de ces meubles de palissandre toujours chers à une vieille famille bourgeoise ; c'est là un des rares panneaux peints à même le mur, qu'on pourrait donner comme exemple à des propriétaires soucieux d'originalité, mais à la fois prudents.

Le « clavier » de M. Piot est « d'une telle étendue » qu'il équivaut presque à un trottoir roulant d'exposition universelle, ce qui serait un péril pour un homme moins équilibré, moins sage, moins retenu par les règles d'une école ou d'une autre. Qu'il peigne un fruit exotique, des fleurs, des papillons, ou un éphèbe africain jouant du tambour, M. Piot a ses références à Monte-Olivetto, dans les plus purs monuments de l'Ombrie et de la Toscane, de l'Inde ou du Cambodge.

La République devrait ouvrir une vaste école des arts décoratifs, dont M. Piot serait le directeur et où il tiendrait plusieurs cours, capable comme il l'est d'enseigner aux élèves tout ce que ceux-ci demandent de technique — si ce n'est pour un tableau, car les couleurs à l'huile répugnent à M. Piot comme une sale médecine qui fait du mal. D'ailleurs sa pensée serait à l'étroit dans le cadre où Rembrandt enferme les *Pèlerins d'Emmaüs*.

Fresquiste donc, et architecte, il a conçu un *Monument aux*

Morts de la guerre, comportant une chapelle triomphale, des sanctuaires pour tous les cultes du souvenir et un *Baptistère du sang*, qui serait, dans la pensée de l'auteur, une construction hexagonale, dont chacun des côtés « serait alternativement décoré de figures encadrées de colonnes et de grandes fresques surmontées d'un vitrail ». Sans emplacement désigné. Sera-ce le mont Valérien, le Père-Lachaise, les fortifications rasées, le Chemin des Dames ou Verdun? Montmartre conviendrait, si la Basilique n'était pas plutôt convenable, semble-t-il, à M. Georges Desvallières.

Un monument aux morts de la guerre, quel thème plus exaltant pour nous autres artistes? Ce qu'une imagination aussi riche que celle de M. Piot, de tant de littérature, inventerait ! quels mythes, quels symboles ! Des textes, des ordonnances savantes tiendraient ce « Mémorial » au-dessus des contingences terrestres. Pourtant, M. André Michel écrit : « J'ai été très vivement intéressé, mais pas également persuadé partout, je dois l'avouer. Certaines parties, *la ruée dans les ruines*, par exemple, avec les belles volutes de ses fumées et de ses flammes, les gestes cadencés de ses gnomes beuâtres, ressemble à un finale de ballet russe et éveille des impressions qui sont plutôt d'esthètes raffinés et qui, dans un pareil lieu, contrarient plus qu'elles ne servent et n'expriment l'émotion et l'attente des cœurs... » Mais qui s'est promené dans les Salons de 1919, sait ce que la guerre aura fait perpétrer aux artistes. M. Piot mérite la palme.

Il y aura beaucoup à écrire, dans quelque temps, sur ces monuments commémoratifs. Chaque canton en commande un, d'un bout à l'autre de l'Europe.

***

L'école de Gustave Moreau devait produire quelque chose de noblement intellectuel, comme le *Monument aux Morts*, de M. Piot, et ce grand succès du Salon de 1919 : *l'Étendard du Sacré-Cœur*, par M. Georges Desvallières.

Cet ouvrage pathétique, dramatique, et « vécu » a reçu

des tributs d'admiration, de toutes parts. Aussi bien les querelles de doctrinaires se sont tues devant ce Christ pantelant qui trébuche dans les fils de fer barbelés, mais juste à point stylisés, tend son cœur-viscère, sur le blanc magnifique de notre drapeau national. Le fond du tableau est noir, comme du laque de Coromandel; la figure du Rédempteur, d'une anatomie savante, est barbouillée de sang, comme les statues baroques des églises d'Espagne; il y a là un effet réaliste sans trompe-l'œil, néanmoins très puissant; une mise en page très habile comme dans les estampes en couleurs de ces publications de naguère où M. Steinel clamait la révolution sociale. Une des originalités de cet *Étendard du Sacré-Cœur*, c'est qu'il pourrait être à la fois le drapeau rouge des humanitaires mystiques, celui de M. Barbusse, et la sacrée bannière de M. Claudel. L'ardente foi catholique de M. Desvallières, la sympathie que communique à toute âme bien née la vaillance du héros militaire et la générosité du peintre « arrivé » pour ses jeunes confrères; son ouverture pour toutes les audaces esthétiques, son libéralisme, envers les autres et la rigueur de ses convictions personnelles, n'est-ce point suffisant pour qu'un artiste de si riche nature soit le maître de ces jours troublés?

C'est pourquoi M. Desvallières avait acquis une position exceptionnelle depuis qu'il prit en main les intérêts des « fauves ». Tout le monde lui doit de la reconnaissance, et nous les premiers, pour les belles « rétrospectives » qu'il organisa, pour la largeur de ses vues, sa fiévreuse inquiétude de ne rien dissimuler, entre les nouveautés étrangères qu'on proposa au jury, ayant, plus que quiconque, lui, le patriote, le Français de bonne race, l'autorité nécessaire, quand il protestait contre une trop jalouse xénophobie, sentant comme M. André Gide que « c'est une absurdité que de rejeter quoi que ce soit du concert européen ».

M. Desvallières fut aussi, par son honnêteté et sa clairvoyance, le régulateur du Salon d'Automne, dans l'histoire duquel il aura sa page. Au moment où les guides commençaient de se détendre, il y avait encore quelques cochers de tradition dont il fut l'un — pour les rassembler.

On compte au Parlement d'anciens élèves de la rue des

Postes, qui gardent leur foi et siègent à l'Extrême-Gauche. En art, cette subtile politique comporte un danger aux trop intelligents, aux mystiques, aux plus généreux, ce n'est point qu'on leur tranche un jour la gorge — car ils ne craignent rien — mais que leur cœur ardent ne soit pas assez surveillé par la raison, que leur œuvre manque d'unité dans sa direction. MM. Desvallières et Piot restent à la Droite.

Si l'on a reproché au Salon d'Automne l'influence étrangère qu'il répandait sur la jeunesse, hier encore quelqu'un demandait : «Voyez-vous un caractère français dans l'œuvre de Desvallières? *L'Étendard du Sacré-Cœur* et le *Monument aux Morts*, de Piot, vous semblent-ils figurer nos angoisses de la guerre? »

Pour le style, je ne sais pas ; mais « l'artiste qui, lorsqu'il crée, se préoccupe d'être Français et de faire œuvre « bien française », se condamne à la non-valeur ». (André Gide, *Réflexions sur l'Allemagne.*)

Le sentiment de MM. Piot et Desvallières est par excellence français. Seraient-ce donc les moyens d'expression, leur esthétique, leur goût, qui le seraient moins? Trop intellectuels !

Nous semblerions nous contredire en avançant que la culture, l'éducation des musées les enrène ; non, ce n'est pas *les* maîtres, mais *leur* maître, Gustave Moreau, qui tient en servage ses élèves par la conception qu'il avait du *sujet* à traiter picturalement. Quand nous aurons le loisir de parler esthétique, au lieu d'ouvrages exposés dans le mois, nous étudierons le problème du sujet pictural et de son développement par rapport au peintre-individu : est-il des motifs qui rendent, et d'autres qui ne rendent pas, comme l'assure M. Paul Claudel, — qu'il faut entendre discourir, sur le *thème lyrique*? Je ne m'aventurerais point à transcrire les merveilleux développements du grand poète et du philosophe. J'incline à croire qu'il n'y a rien d'absolu en cette matière. Certains thèmes favoris du romantisme, de l'impressionnisme et du cubisme, ne sont ni pauvres ni riches en eux-mêmes. Le thème de « la nature impassible devant la douleur humaine », la mélancolie d'un « jeune homme d'une sensibilité un peu maladive » inspire à Berlioz des mélodies

admirables, la *Tristesse d'Olympio* à Victor Hugo, et fait écrire des pages exécrables à d'autres romantiques. Tout consiste à se demander si l'auteur d'une œuvre d'art possède un instrument d'accord avec son sentiment intérieur ; surtout si cet auteur avait quelque chose à dire, de si impérieux qu'il ne pouvait point hésiter sur la forme, le style, la dimension qu'il donnerait à son ouvrage. La plupart du temps c'est la disproportion entre le thème et l'œuvre, qui infirme celle-ci. La juste proportion d'une œuvre est régie par des lois que de rares créateurs n'ont point apprises et qu'ils appliquent *a priori* : c'est ce qu'on appelle *savoir d'instinct*.

Puisque j'ai parlé d'un tableau de Georges Braque (1er mai, *R. de P.*) que je dénommais *Chevalerie*, et que je comparais à une pierre tombale dans une cathédrale, je dois honnêtement ajouter qu'une reproduction en blanc et noir, de la même toile, parue dans le magazine romain *Valori plastici*, m'a convaincu que ce motif prenait sa valeur complète, si réduit mathématiquement. D'autres tableaux cubistes, dans le même numéro, et d'assez médiocres, comme *tableaux*, devenaient agréables et éloquents même, en tant que vignettes. Le thème de la *Guitare* est riche pour MM. Braque, Picasso et pauvre pour leurs imitateurs. Quant à la dimension de ses toiles, je crois que M. Braque ne songe qu'à la réduire.

***

Expérience personnelle.

Ayant à commémorer la guerre dans une église normande, j'envisageai de quelle façon je traiterais mon sujet. Je fis plusieurs esquisses; les premiers temps, la Mort, la Guerre, se présentèrent à moi comme « stylisées » picturalement, pour l'éxécution d'un panneau qui devait couvrir toute une muraille de forme ogivale. Je vis d'abord dans la partie supérieure de cette surface, le Ciel des Chrétiens habité par des anges, des saints : l'Espérance, la récompense paradisiaque après la mort. Dans mes premières études, l'humanité souf-

frante ne figurait que sous le crêpe des donateurs, de chaque côté d'un groupe d'anges, et assistant par la pensée un soldat qui expire sur le champ de bataille.

J'abandonnai ce programme ; je renonçai au symbolisme guerrier, à la scène du héros expirant, aux cadavres, aux anges, à tout ce que je n'avais pas vu. Deux ans plus tard, lors d'un service funéraire à l'intention des fils de notre canton, ce fut à la Toussaint que ces mères, ces pères, ces veuves et ces orphelins avec lesquels j'ai vécu, qui sont un peu de ma famille, se présentèrent à moi, picturalement et émotionnellement, autour de notre clocher cauchois. Ils étaient réunis, à l'ombre d'un if datant des croisades, fétiche du bourg, et mon tableau se trouva dès lors composé, parce que ce n'était plus un thème offert à mon raisonnement, mais un spectacle pictural d'où se dégageait le thème : la Mort, la Guerre, l'Espérance.

Vaille que vaille, ce rétable érigé au-dessus des plaques de marbre noir où seront inscrits soixante-quatre noms de nos frères tombés pour la Patrie — mon œuvre est inspirée par un sentiment individuel et collectif. Il paraît qu'elle émeut, alors que ma première version eût été un devoir d'écolier sur lequel je me serais fait des illusions, monté artificiellement la tête, et ce n'eût été qu'une pièce de commande sur un thème de concours, bien pauvre pour le portraitiste que je suis. Sans l'apport de la nature, sans l'émotion *visuelle*, je n'avais point le droit de traiter un sujet si actuel ; il me fallait voir, derrière ces braves gens en deuil, autour d'un cercueil anonyme, toute la France au bout de la rue du village, situer la scène.

Si je me suis permis de parler, pour une fois, d'une peinture de moi (car je peins, je n'ai jamais fait plus de peinture, quoique j'écrive), que mes lecteurs l'entendent : c'est afin de leur faire suivre le travail intérieur qui fait lâcher à un peintre un thème mauvais pour lui et en trouver un meilleur[1].

Si l'artiste ne porte pas en soi son sujet, comme la coque d'un œuf le germe, l'œuvre est factice. La théorie ne doit

1. Mon tableau qui devait être exposé aux « Arts décoratifs » en juin n'a pu l'être, à cause des difficultés de transport, la partie architecturale, due à M. Victorien Lelong, étant exécutée à Rouen par les élèves de l'École régionale.

pas précéder l'œuvre, mais en être le corollaire déduit par l'auteur. D'où le péril de l'enseignement d'un Gustave Moreau et de la plupart de nos doctrinaires.

Je suis surpris, plus encore que mes amis, d'avoir exécuté mon *Hommage aux Morts*; nullement sûr de sa valeur picturale, si convaincu, du moins, de mon émotion ; et il ne me reste que chagrin de m'être entendu dire par le plus intelligent des jeunes poètes, un ami qui connaît ma vie... mais il est « d'avant-garde » : « Ah ! comme vous avez choisi un *sujet ingrat* ! »

J.-É. BLANCHE

LES FINANCES FRANÇAISES

APRÈS LA GUERRE

Après cinq années d'effroyables batailles, de sacrifices immenses d'existences humaines et d'argent, comment s'étonner des difficultés financières et économiques qui assaillent notre pays? Depuis le 1er août 1914, c'est par centaines de milliards que nous avons dépensé les capitaux accumulés par notre épargne séculaire; des millions d'hommes ont été mobilisés, arrachés à la production industrielle et agricole, source de bien-être et de richesse, pour être employés à des œuvres de destruction et de mort. Beaucoup de ceux qui ont échappé aux hécatombes sanglantes reviennent des champs de carnage mutilés ou affaiblis, accablés par les deuils, les privations et les dettes. La France victorieuse est encore plus meurtrie que ses ennemis et elle se demande avec angoisse par quels miracles d'énergie et de labeur elle pourra réparer les ruines du conflit, unique dans l'histoire du monde, que le fer et le feu ont semées sur son territoire.

Maintenant qu'il s'agit de liquider ce lourd passé de gloire et de sacrifices, en aurons-nous le courage et la force? Serons-nous capables de supporter nos charges, de reconstruire nos usines et nos villes détruites, d'accroître notre production nationale dans une mesure suffisante pour vivre et faire honneur à nos engagements?

Commençons par dresser le bilan de nos Finances de guerre.

Ce n'est pas très simple. Notre comptabilité publique est compliquée et obscure. Elle a conservé ses vieux règlements et ses traditions archaïques. La clarté, la précision et la rapidité sont des qualités dont elle n'a pas encore compris les avantages. Elle ignore les procédés modernes de la gestion financière anglaise qui permet de connaître, chaque semaine, le montant des dépenses et des recettes de l'État. Elle aime mieux persister dans l'antique méthode de l'« exercice » qui l'oblige à porter au compte des ressources propres à une même année toutes les recettes encaissées en retard et à rattacher à l'année précédente les dépenses qui lui appartiennent, bien qu'elles ne soient payées qu'après le 31 décembre. On comprend que, dans ces conditions, les comptes définitifs d'un exercice ne soient arrêtés qu'avec de longs retards : ceux de 1914 à 1918 ne sont point encore établis, et quand pourront-ils l'être?

Pour savoir ce que nous avons dépensé depuis le 1er août 1914, nous ne pouvons pas non plus nous référer aux cahiers de crédits ordinaires, extraordinaires, additionnels ou spéciaux, qui ont été distribués aux Chambres. Le total dépasse 200 milliards, y compris les dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 1919. Mais ces crédits seront-ils en partie annulés ou, au contraire, seront-ils suivis de nouvelles demandes? Personne ne peut le prévoir. Adoptés sous forme de douzièmes provisoires qui s'enchevêtrent les uns dans les autres, prévus souvent au hasard et toujours avec précipitation, contrôlés dans les mêmes conditions, ces crédits ne peuvent évidemment fournir que des éléments d'évaluation variables. Il n'est pas possible, d'ailleurs, en temps de guerre, d'équilibrer le budget, de faire des prévisions de recettes et de dépenses annuelles : le produit des impôts est incertain et le montant des dépenses l'est plus encore. La hausse générale des prix provoque des charges inattendues et les événements font apparaître la nécessité de pourvoir à des besoins urgents. Le budget n'est plus qu'une fiction et il est condamné à des déficits sans cesse accrus. Pour y faire face, le Trésor doit se procurer des ressources exceptionnelles au moyen de prélèvements sur les disponibilités de la dette flottante et surtout par des emprunts à terme plus ou moins long.

On confond, parfois, surtout dans les Chambres, les deux services distincts du budget : la comptabilité publique, qui le prépare et en contrôle l'exécution, et le mouvement général des fonds, qui en est le banquier. Or, en temps de guerre, c'est ce second service qui est le plus important et dont la tâche est la plus lourde. On paraît même ne pas s'en être aperçu, puisqu'on n'a même pas rapporté, à l'heure où nous écrivons, le projet de crédits destinés à réorganiser une direction surchargée de besogne. Quoi qu'il en soit, le banquier du budget, qui procède à des encaissements et à des décaissements quotidiens, est en mesure d'établir une « situation » du Trésor permettant de se rendre compte des ressources employées. Cette situation est arrêtée chaque mois et adressée, régulièrement, aux membres des commissions financières des deux Chambres qui la lisent ou ne la lisent pas. Elle devrait être publiée par le *Journal officiel*, car elle est très instructive. Elle indique, d'une part, le montant de l'encaisse du Trésor à la fin du mois, et, de l'autre, les opérations principales intéressant la dette flottante, la dette à terme, la dette consolidée et le chiffre des avances de la Banque de France et de la Banque d'Algérie. En ajoutant à ces ressources diverses le produit des impôts, qui est publié chaque mois, on peut donc connaître assez exactement le total des sommes mises à la disposition du Trésor, et, quand on veut savoir ce qu'il a payé, il suffit d'en déduire le montant de son encaisse.

Ce procédé, qu'on n'emploie pas d'ordinaire, est cependant le seul qui permette de se faire une idée juste des dépenses soldées par l'État et des moyens de Trésorerie employés pour remplir ses engagements. Jetons les yeux sur le tableau des principales ressources réalisées par le Trésor du 1er août 1914 au 30 avril 1919 [1] : nous y lisons que leur montant s'est élevé, pendant cette période, à 160 963 862 000 francs, et, comme le Trésor n'avait plus en caisse, à la date du 30 avril dernier, que 293 millions, il avait par conséquent payé la différence aux créanciers de l'État, soit 160 670 millions en chiffres

1. Ce tableau figurera dans le rapport général du budget des services civils de 1919, dont son auteur, M. Louis Marin, a bien voulu nous communiquer les épreuves.

ronds. Les ressources du Trésor se sont réparties, au cours des années de guerre, de la manière que voici :

Période du 1er août au 31 décembre 1914		6 263 207 000 fr.
—	Année 1915	22 721 604 000
—	— 1916	29 634 455 000
—	— 1917	37 464 072 000
—	— 1918	45 988 213 000
—	— 1919	18 892 311 000
	Total	160 963 862 000 fr.

Il résulte des chiffres détaillés de ce tableau, que nous ne pouvons publier ici, que, au 30 avril 1919, les bons du Trésor ordinaires et les bons de la Défense nationale en circulation dépassaient 30 369 millions ; que les emprunts extérieurs s'élevaient à 28 milliards environ ; les souscriptions aux emprunts en rente perpétuelle avaient atteint près de 54 milliards et les avances de la Banque de France, 22 400 millions. La part des impôts était très faible : elle ne s'élevait qu'à 24 041 millions, soit 15 p. 100 seulement de ce formidable total de 160 milliards [1].

Ces 160 milliards de ressources ont été entièrement dépensés : ils ont servi à payer les frais de la guerre et des services civils. Mais, à cette même date de fin avril, il restait à solder 4 milliards environ d'indemnités de démobilisation, ou peu s'en faut, et un pécule d'environ 1 milliard aux pères de famille ou aux héritiers de nos morts. Il restait aussi à contracter des emprunts évalués à 75 milliards pour la reconstitution des régions pillées, brûlées ou saccagées par l'ennemi. Cela formerait déjà un total d'au moins 240 milliards qui n'est même pas complet, puisqu'il ne comprend pas les comptes spéciaux du ravitaillement, des échanges de marks en Alsace-Lorraine et les nouvelles dépenses qui vont se poursuivre cette année. Enfin, la démobilisation n'est pas terminée, loin de là, et il ne faut pas s'attendre à un budget équilibré par des ressources normales avant le délai de quatre ou cinq ans au

1. Il est en outre à remarquer que le montant des dépenses payées jusqu'au 30 avril 1919 s'est progressivement et largement accru au cours de chaque exercice. De 22 milliards en 1915 et de 29 milliards en 1916, il passe à 45 milliards en 1918. Pendant les quatre premiers mois de cette année, il s'élève à 18 892 millions et, s'il devait se maintenir dans les mêmes proportions, il atteindrait donc 56 676 millions pendant l'exercice 1919.

moins qui suivra la signature de la paix : pendant cette période difficile, notre loi de finances annuelle comportera un compte de liquidation alimenté par l'emprunt, ce qui revient à dire que nous augmenterons encore nos dettes. On a calculé, d'une manière assez optimiste à notre avis, que les intérêts de ces diverses dettes atteindraient 10 milliards par an, y compris la charge des emprunts contractés avant la guerre, mais en mettant à part les intérêts et l'amortissement des futurs emprunts destinés à la reconstitution des régions du Nord et de l'Est. En ajoutant à ces 10 milliards la nouvelle dette viagère de 4 milliards par an environ qui sera payée aux mutilés et aux familles de nos morts, on arrive ainsi à un total de 14 milliards. Cette charge annuelle figurera au budget ordinaire des dépenses ; elle formera ce qu'on appelle avec raison une dépense incompressible ; l'État ne peut l'éviter sans faire banqueroute, c'est-à-dire sans s'exposer aux pires fléaux, à la débâcle du crédit public et privé, avec toutes les conséquences mortelles du régime bolcheviste dont la Russie nous a donné le triste exemple.

Peu à peu, il est vrai, ces charges écrasantes s'atténueront par des amortissements automatiques qui ont été prévus avec sagesse par M. Ribot dans les premières conventions de 1914, relatives aux avances de la Banque de France. Elles diminueront en outre, chaque année, par le décès d'un certain nombre de bénéficiaires des pensions viagères. En réalisant des économies sévères dans le budget des services civils et militaires, qui pourrait être réduit à 4 milliards par an, lorsque le compte de liquidation sera réglé, il n'en resterait pas moins un total de dépenses de 18 milliards par an au minimum à couvrir par des recettes permanentes, ce qui veut dire que nous aurions à équilibrer un budget trois fois plus lourd que celui d'avant-guerre. Mais nous ne parlons que d'un avenir encore éloigné. Avant d'arriver à la période des budgets normaux, nous serons exposés, pendant cinq ou six années, il faut bien le répéter, aux plus rudes difficultés financières qu'aucun pays ait jamais connues. Cette année même n'allons-nous pas dépenser, si les crédits demandés par le Gouvernement sont votés par les Chambres, plus de 40 milliards?

La vérité sur notre situation financière était connue depuis longtemps par le petit nombre de personnes qui suivaient avec attention le mouvement des dépenses publiques, qui apercevaient les erreurs commises et qui en redoutaient les périls. Mais si elles avaient parlé, on ne les aurait peut-être pas écoutées, ou on leur aurait répondu qu'elles tenaient un langage pessimiste et décourageant. La censure, au surplus, aurait arrêté certaines critiques, sous prétexte qu'elles auraient nui au crédit public. Tandis que, en Angleterre, les Finances publiques ont été discutées avec passion et souvent même avec une sévérité excessive, on a mieux aimé, en France, garder ou imposer le silence. Cependant, dès que l'armistice a été signé, il n'y avait plus aucune raison de se taire. Des explications ont été demandées à diverses reprises au ministre des Finances qui déclarait ne pouvoir les fournir au cours des négociations du traité de paix. Et, pendant qu'on se taisait, une campagne déconcertante se poursuivait dans divers journaux : elle avait pour but de dissiper les inquiétudes qui commençaient à se répandre dans les milieux informés, en proclamant la nécessité de faire payer à l'Allemagne la rançon de sa défaite, d'exiger d'elle des indemnités qui combleraient le gouffre béant du déficit budgétaire.

L'Allemagne paierait ! Elle réparerait toutes ses infamies, tous ses crimes, tous ses attentats contre la civilisation, ce qui eût été, en effet, de toute justice. En France, comme en Angleterre, pendant la période électorale de l'année dernière, on a sigulièrement abusé de cette promesse de faire payer par l'Allemagne les frais de la guerre. Dès le 19 décembre 1918, le ministre des Finances affirmait à la tribune du Sénat sa volonté de ne « s'adresser au contribuable français — pour payer les dettes de la guerre — que lorsque tous les efforts auraient été accomplis par le Gouvernement de la République pour exiger de l'ennemi la réparation de tous ses crimes et de tous ses forfaits ». Le ministre ajoutait même : « Cette revendication nous la fondons sur notre droit... Toutes les conditions du traité de paix prendront pour fondement la violation du droit, l'envahissement de notre territoire, la destruction systématique de notre industrie dans les départements du Nord et de l'Est; nous imposerons nos conditions à l'Allemagne

parce qu'il y a eu des victimes civiles, parce qu'on a tué sur le sol de France plus de soldats que partout ailleurs, parce que nous avons été, comme le rappelait M. Ribot, la principale victime de cette guerre... C'est donc au nom du droit que nous agissons ; jamais la considération budgétaire n'entrera dans l'esprit du ministre des Finances, lorsqu'il dressera le bilan de tous les dommages causés par l'ennemi et qu'il en réclamera, comme il en a le devoir, l'intégrale réparation. » Comment s'étonner, après ces fières et justes paroles, que la presse ait poursuivi une campagne encourageant le public à l'optimisme, lui faisant entrevoir, ce qui était absurde, une ère de reconstitution financière rapide — parce que l'Allemagne payerait — et l'incitant par cela même à ne plus faire d'économies, à ne plus s'imposer les moindres privations? Comment s'étonner en outre, que des affiches signées d'un nom vénéré entre tous, aient été apposées sur tous nos murs pour proclamer que de justes réparations nous seraient accordées par nos ennemis? Et comment, enfin, être surpris que les membres du Parlement, comptant sur la promesse ministérielle, se soient laissés aller à de nouvelles prodigalités, qu'ils aient voté de nouveaux subsides en faveur de telles ou telles catégories d'électeurs?

Certains publicistes, dont l'optimisme n'avait d'égal que l'ignorance des plus vulgaires notions économiques, avaient répété sans cesse que les charges écrasantes de la guerre nous seraient remboursées par nos ennemis. Ils avaient cité des chiffres impressionnants sur la fortune de l'Allemagne. Les capitaux mobiliers et immobiliers, les terres et les maisons, les mines et les usines, l'outillage industriel et agricole, les chemins de fer, etc., étaient évalués à des sommes fantastiques. Rappelant la célèbre brochure [1] que le docteur Helfferich,

1. Cette brochure était sans doute un hommage rendu par un financier ambitieux à son empereur. Mais elle avait aussi pour but, en glorifiant et en exagérant la prospérité économique de l'Allemagne, d'accroître son crédit sur les marchés de Londres et de Paris. Les banquiers allemands se procuraient alors et à très bon compte, en Angleterre et en France, des avances qu'ils pouvaient ensuite répartir avec profit soit entre leurs nationaux, soit entre leurs emprunteurs habituels de l'Autriche-Hongrie et des pays d'Orient. Ils trouvaient même le moyen de se faire rembourser leurs créances extérieures sur le produit d'emprunts contractés en France. C'est ainsi que sur les 500 millions de l'emprunt turc émis à Paris le 3 avril 1914, les banques allemandes ont prélevé sans délai les 75 millions qui leur étaient dus par le gouvernement ottoman.

alors directeur de la *Deutsche bank*, publiait en 1913 à l'occasion du jubilé de Guillaume II, ils affirmaient que la richesse allemande, qui, d'après eux, s'était même accrue pendant la guerre, suffirait à nous indemniser de toutes nos pertes. Qu'on s'emparât des grandes usines, des mines et des chemins de fer d'outre-Rhin, qu'on les fît travailler à notre profit, et les Français n'auraient pas la peine de supporter de lourds impôts pour acquitter leurs dettes : l'Allemagne paierait !

Elle paierait, mais avec quoi? Sa fortune pouvait être évaluée à une centaine de milliards de plus ou de moins ; ses biens matériels pouvaient atteindre une valeur plus ou moins considérable et d'ailleurs difficile à déterminer exactement : la question de savoir ce que l'Allemagne *pouvait* payer était tout autre. M. Charles Rist a clairement expliqué dans une récente étude [1] « que le capital allemand, quelle que fût sa valeur en francs ou en marks, n'était pas une somme d'argent liquide, mais un ensemble de biens matériels dont la plus grande partie n'était pas transférable et se trouvait par cela même hors de notre atteinte ». Les capitaux — sauf toutefois l'or, les titres étrangers et les stocks de marchandises ou de matériel — ne sont point transportables ni, par conséquent, saisissables. On ne peut faire état que du *revenu* qu'ils assurent à leurs détenteurs et c'est sur ce revenu qu'on peut déterminer la capacité approximative de paiement du débiteur.

Cette capacité est, en outre, subordonnée à une autre condition : ce n'est évidemment pas en marks et en billets de la *Reichsbank* que l'Allemagne doit nous verser une indemnité, c'est en *francs*, c'est-à-dire en monnaie française, et, par suite, elle doit se procurer du change, comme nous avons dû le faire nous-mêmes, de 1871 à 1873, pour lui payer une indemnité de 5 milliards. Or ce change se vend et s'achète, de même que toutes les marchandises. Il fait l'objet de transactions quotidiennes sur les marchés internationaux. Il se paye plus ou moins cher selon que l'acheteur a plus ou moins de créances extérieures à échanger contre les créances que l'extérieur possède sur lui. En sorte que, pour nous verser une indemnité en espèces, l'Allemagne doit nécessairement soit acheter du

1. *Action nationale* d'avril 1919 : *Indemnité de guerre et commerce international.*

change à un cours très onéreux pour elle — le mark n'est guère coté à Genève plus de 40 centimes et il baisserait d'autant plus que les demandes seraient plus actives —, soit exporter des marchandises et nous remettre, au cours du jour, les lettres de change qu'elle pourrait ainsi tirer sur ses créanciers. Mais en ce qui touche les billets de la *Reichsbank*, sa monnaie courante, elle ne nous serait d'aucun secours pour équilibrer nos budgets. Les marks, que nous avons échangés en Alsace-Lorraine pour des francs, ne pourront, par exemple, nous servir qu'à payer les marchandises importées d'Allemagne. Si nous les vendions à l'étranger, nous ne pourrions toucher, en ce moment, que 40 centimes par mark — si tant est que nous trouvions des acheteurs de marks — et subir par conséquent une perte de 85 centimes, puisque nous les avons payés aux Alsaciens-Lorrains 1 fr. 25.

Ainsi, pour nous verser une indemnité annuelle, l'Allemagne devrait s'acquitter soit en or, — et il n'en reste plus que 2 150 millions de francs dans les caisses de la *Reichsbank*, soit en valeurs étrangères — et nous ne connaissons pas le montant de celles qu'elle détient ; soit, enfin, au moyen de lettres de change représentatives de ses exportations. De ces divers modes de règlement, c'est assurément le dernier qui serait le plus important : il nous permettrait de vendre à notre tour du change à nos importateurs, de rembourser, de cette manière, les avances de la Banque de France, et, en outre, de nous libérer des dettes extérieures que nous avons contractées en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs pour payer nos achats de vivres et de munitions. Mais, pour que cette indemnité nous fût versée, il faudrait, bien entendu, que l'Allemagne développât son commerce extérieur, qu'elle fît des exportations dont le montant devrait largement dépasser celui de ses importations. Elle ne peut payer qu'en produisant et en vendant au dehors. Si, comme certains protectionnistes français, anglais et américains le demandent, son commerce extérieur était entravé par des droits de douanes prohibitifs elle serait sans doute ruinée, mais par cela même elle ne pourrait pas remplir ses engagements et solder ses dettes. Il faut qu'elle exporte ou qu'elle ne paye pas.

Dans ces conditions, il était évidemment puéril de faire miroiter à nos yeux les centaines de milliards que l'Allemagne devait à ceux auxquels elle avait déclaré la guerre ou qu'elle avait obligés à participer au conflit. Oui, certes, elle les devait, car, sans sa brutalité agressive, nous ne serions pas aujourd'hui accablés de dettes dont les intérêts vont être si lourds — sans parler des charges considérables qui résulteront de la reconstitution économique des régions pillées et dévastées sur l'ordre de Guillaume II et des chefs de son armée. Oui, l'Allemagne aurait dû réparer tous ces effroyables dommages. Elle le pouvait dans une mesure assez large; mais comment s'y prendre pour l'y contraindre?

Les négociations ont traîné en longueur. Elles étaient sans doute difficiles. Quand les soi-disant techniciens se sont réunis pour évaluer le montant des dommages, ils ne pouvaient évidemment pas le connaître. Mais ils auraient pu se renseigner d'avance sur les possibilités de paiement de leurs ennemis. Cela ils ne l'ont même pas fait. Dès le début, il a fallu renoncer à parler d'indemnité de guerre. On a substitué à ce terme clair les mots de « réparations » et de « dommages » dont on a énuméré avec soin les diverses catégories. Ces réparations ne s'appliquent nullement aux frais proprement dits de la guerre qui resteront à la charge des Alliés; elles comprennent les dommages résultant de la guerre : pensions militaires, remboursements des exactions commises dans les villes occupées, destructions de toutes les propriétés et de tous les biens accomplies par l'ennemi, etc. Le chiffre de ces dommages sera fixé par la commission interalliée des réparations chargée, en outre, d' « étudier périodiquement la capacité de payer de l'Allemagne et de déterminer la quotité et les modalités des paiements à effectuer par ce pays ».

Que de difficultés, de discussions et de récriminations à prévoir si de pareilles clauses avaient été maintenues dans le traité de paix! Un texte nouveau a été élaboré; il ne paraît guère nous offrir de plus sérieuses garanties et il nous oblige à débattre avec des fourbes, experts en chicane, des questions ardues et complexes. Mais, en fin de compte, que nous paierait l'Allemagne? Pendant la période qui s'écoulera

jusqu'au 1er mai 1921, elle s'engagerait à verser une provision de 25 milliards représentés par un bon de pareille somme qui ne serait pas payée intégralement : on en déduirait les frais d'occupation militaire, le montant des aliments et des matières premières qui seraient exportés en Allemagne. Le solde de cette provision, s'il en reste un, serait ajouté aux nouveaux bons de 50 milliards qui seront remis par l'Allemagne, à partir de 1926, à la commission des réparations et sur lesquels nous aurions éventuellement à percevoir un peu plus de la moitié, 55 p. 100. Mais ces bons ne produiraient qu'un intérêt de 2 1/2 p. 100 jusqu'en 1926 et de 5 p. 100, plus 1 p. 100 d'amortissement, après cette date. Enfin une troisième série de bons de 50 milliards pourrait être réclamée à l'Allemagne, quand la commission le jugerait à propos, et serait productive des mêmes intérêts de 6 p. 100. Ainsi, dans la première période de 1919 à 1921, nous ne toucherions rien ou presque rien ; dans la seconde, de 1921 à 1926, l'Allemagne paierait les intérêts des bons de 50 milliards à 2 1/2 p. 100, soit 1 250 millions dont notre part serait de 700 millions environ par an. Dans la troisième période, il est vrai, la somme à percevoir serait beaucoup plus forte, puisque les intérêts s'élèveraient à 6 p. 100, mais, en attendant, nous serions obligés de supporter seuls la charge des pensions militaires de 4 milliards par an et celle des emprunts contractés pour la reconstitution économique des régions envahies.

Lorsque, dans l'admirable discours qu'il a prononcé, le 30 mai, à la tribune du Sénat, et dont nous aurons à parler plus loin, M. Ribot a cité ces chiffres, un mouvement de stupeur s'est produit dans la Haute Assemblée. Mais les évaluations de l'éminent orateur n'en étaient pas moins certaines. Le ministre des Finances ne les a point contestées : il s'est borné à dire qu'il ne pouvait pas s'expliquer à l'heure actuelle sur ce sujet délicat. Peut-être, en effet, n'était-ce pas commode. Ce qu'on lui a reproché très justement, ce n'est pas de se refuser à des commentaires d'un traité de paix encore en suspens à la date du 30 mai, c'est de n'avoir pas voulu donner plus tôt son avis sur notre situation financière, de ne pas en avoir indiqué les remèdes et d'avoir fait naître, dans le pays, des illusions dangereuses, suivies d'une déception profonde.

Dès le lendemain de l'armistice, il devait attirer l'attention du Parlement sur l'énormité des dépenses engagées depuis 1914, s'opposer aux sollicitations de charges nouvelles qui surgissaient de tous les côtés et prendre, au contraire, des mesures pour ne pas les augmenter. Mais le succès de l'Emprunt du mois de novembre 1918, émis au moment où s'achevait la victoire du maréchal Foch, avait évidemment fait naître des espérances optimistes et le ministre croyait, parce qu'il voulait le croire, que l'Allemagne paierait !

Mais l'Allemagne ne pouvait pas payer, du moins sans délai, tout ce qu'elle nous devait et elle ne pouvait, même plus tard, en payer qu'une partie [1]. Voilà ce qu'on aurait dû savoir. Voilà pourquoi on avait le devoir impérieux de ne pas se griser de mots, d'établir le bilan de nos pertes matérielles et de dire la vérité au pays et aux Alliés. Si, dès le mois de novembre 1918, on avait eu un réel souci des Finances publiques, il fallait envisager l'énormité de nos dettes, se rendre compte du fardeau qui pesait sur nos épaules, non seulement par le fait de la guerre, mais par les conséquences

1. A l'heure où nous écrivons, le texte du projet de traité de paix n'a pas encore été publié. Mais les notes communiquées à la presse font prévoir que nous n'avons pas obtenu des garanties suffisantes en ce qui touche le montant des dommages. On s'est refusé, paraît-il, à organiser une Société financière des nations, si utile cependant pour défendre nos intérêts et nous aider à réparer nos énormes pertes. Nous avons besoin d'argent tout de suite. La Société financière des nations aurait pu nous en procurer sans délai en gageant un emprunt international sur les annuités que l'Allemagne se serait engagée à lui verser. Cet emprunt aurait été, en outre, garanti par les grandes et les petites puissances faisant partie de cette Société.

Au fur et à mesure que cet emprunt aurait été émis par tranches successives, on aurait réparti son produit entre les ayants droit et dans la mesure des dommages subis par eux. Que serait-il arrivé, si l'Allemagne n'avait pas rempli ses engagements? Les Alliés, ayant un intérêt solidaire à l'y obliger, auraient d'autant moins hésité à faire sentir leur force que, si l'Allemagne n'avait pas payé les coupons de la dette, ce sont eux qui auraient été obligés de les payer. Une telle combinaison financière, à la fois pratique et offrant les meilleures garanties, aurait eu enfin cet immense avantage de fortifier l'union des Alliés après comme pendant la guerre, ce qui est indispensable pour éviter de nouvelles catastrophes. Il est très regrettable qu'une proposition de cette nature n'ait pas été faite avec assez d'énergie et d'insistance. La vérité est que, depuis l'armistice, nos négociateurs n'ont pas eu une mentalité de vainqueurs. C'est cependant nous qui avons gagné la guerre, sans doute avec l'aide de nos alliés, mais nous avons joué le rôle décisif, en subissant, d'ailleurs, les plus lourdes pertes.

qu'elle allait entraîner. Il fallait prévoir que de nouveaux emprunts seraient à émettre, de nouveaux impôts à établir. Mais les prévisions, les programmes d'avenir ont-ils été conçus? La volonté de suivre une politique financière conforme à l'intérêt national s'est-elle même manifestée un seul instant? Non : les Gouvernements ont pris l'habitude, pendant la guerre, comme avant et après, d'agir pour vivre, de se tirer d'embarras par des expédients ou des manœuvres parlementaires, et, au lieu de regarder la France, de jeter les yeux sur les groupes de la Chambre des députés. Mais cette Chambre elle-même, si souvent désemparée et toujours divisée comme toutes les foules qui encombrent les palais législatifs, est-elle à ce point inaccessible à la vérité qu'on soit obligé de toujours la lui cacher?

L'insistance du Sénat a fini toutefois par faire fléchir l'obstination du ministre des Finances à ne point parler. La discussion de l'interpellation sur la situation financière, qui s'est ouverte le 18 avril dernier, au Luxembourg, a été interrompue par les vacances de Pâques. Elle s'est poursuivie ensuite avec une certaine lenteur, mais à partir du moment où le Sénat a voulu qu'elle s'achevât par un vote, M. L. Klotz n'a pu s'empêcher de prendre la parole et il a prononcé, le 27 mai, un discours très intéressant et assez complet. Que ne l'a-t-il pas prononcé plus tôt! Tout ce qu'il a dit, ce jour-là, aurait pu l'être au lendemain de l'armistice. Et que d'erreurs auraient été évitées, s'il avait suivi lui-même la politique d'ordre et d'économie dont il a si vigoureusement proclamé l'urgence! Quoi! le ministre des Finances s'aperçoit, après tant de prodigalités, qu'il est temps de s'arrêter, de comprimer les dépenses et de préparer l'équilibre du budget? Il n'avait pas senti plus tôt la nécessité « de mettre un frein à l'accroissement des dépenses publiques », et il n'avait pas compris, avant le 28 mai, « qu'il n'y avait pas de finances possibles dans ce pays, si l'on continuait à dépenser sans compter »? Il fallait le dire nettement, lorsque la Chambre, cédant à des entraînements regrettables, votait des primes, des allocations en faveur des électeurs qu'elle redoute d'autant plus que son mandat est épuisé, qu'elle sera bien obligée, un jour prochain,

de comparaître devant le suffrage universel. Le ministre aurait bien dû appliquer plus tôt le programme qu'il a tracé. Y a-t-il songé lorsqu'il a déposé des demandes de crédits qui s'élèvent à 44 milliards pour l'exercice 1919? Est-ce donc réaliser des économies que d'engager des dépenses de plus en plus fortes? Est-ce préparer l'équilibre du budget que de laisser en plein désarroi l'administration qu'on dirige, de ne pas la rendre capable de percevoir les nouvelles taxes sur le luxe, de faire rentrer l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices de guerre? Le ministère des Finances est aujourd'hui impuissant à remplir sa lourde tâche. Ses services sont désorganisés, mutilés, et ses agents sont moins nombreux qu'avant la guerre, alors que leurs devoirs sont dix fois plus étendus. La place fait même défaut pour contenir les employés auxiliaires et les dossiers : on a été obligé de déplacer du Palais du Louvre les régies financières de l'enregistrement et des contributions directes, de les transporter l'une sur la place Vendôme et l'autre sur le boulevard des Invalides, ce qui fait perdre un temps précieux aux fonctionnaires lorsqu'ils vont conférer avec leur chef.

Ce n'est pas d'hier, il est vrai, que des erreurs ont été commises dans la gestion des Finances publiques et la responsabilité n'en incombe pas au seul département ministériel qui en a la charge. Sous prétexte d'encourager les « civils » à « tenir » jusqu'au bout, on ne leur a imposé que beaucoup trop tard des restrictions nécessaires ; on a multiplié les subventions et les secours, on a élevé sans cesse les salaires des ouvriers mobilisés qu'on a occupés dans les ateliers de la guerre à fabriquer des armes et des munitions et, par ces prodigalités sans mesure, on a jeté dans la circulation une masse énorme de billets de banque, provoqué par suite une hausse générale des prix, ruineuse pour nos budgets [1]. On aurait bien dû réfléchir plus vite aux conséquences de tant de faiblesses et suivre plus tôt une politique adaptée aux événements. Tandis que, sur le front, les soldats sacrifiaient leur vie au salut du pays, ceux qui restaient à l'arrière n'auraient-ils pu s'imposer de plus grandes privations, vivre plus simplement et donner l'exemple de l'épargne? Nous

1. Cf. notre étude sur la *Hausse des prix*, dans la *Revue de Paris*, 1er avril 1919.

avons assisté, depuis cinq ans, à un spectacle étrange : des fortunes scandaleuses s'édifiant sur les ruines et les dévastations de nos frontières ; des parvenus s'enrichissant sans scrupule, lorsque de pauvres gens étaient dans la détresse ; la cupidité des profiteurs de la guerre s'étendant à toutes les catégories de gros et de petits vendeurs de comestibles ; des spéculations effrénées sur toutes les marchandises de première nécessité. Voilà pourquoi nous sommes menacés aujourd'hui de désordres sociaux, provoqués en grande partie par la cherté des vivres, pourquoi surgissent des crises industrielles suivies d'un affaiblissement de la production qu'il serait, au contraire, indispensable d'accroître.

Ces fautes lourdes auraient pu être évitées, si les pouvoirs publics avaient consenti à prévoir les périls économiques et financiers de l'après-guerre. Le Gouvernement devait avertir les Chambres, leur rappeler que l'existence du pays était en jeu, que les anciennes habitudes de gaspillage n'étaient plus de mise et que l'intérêt privé devait céder le pas, plus que jamais, à l'intérêt national. S'il ne l'a pas fait, s'il a suivi le Parlement au lieu de le conduire, et s'il lui a même caché la vérité, c'est sans doute parce qu'il croyait plus habile de se taire, d'user et d'abuser de la censure pour que le public ne sache rien. Mais les ténèbres finissent toujours par se dissiper, et, lorsque la vérité éclate, la surprise, sinon la colère, succède au mirage décevant de l'illusion. L'inquiétude se répand et on se demande par quels moyens on sortira du gouffre où on s'est laissé entraîner.

Par quels moyens? Par le travail, par un travail persistant, par nne production de plus en plus large, comme M. Ribot l'a clairement expliqué au Sénat et au pays dans l'éloquente réponse qu'il a faite, le 30 mai, au discours du ministre des Finances. Il faut lire, dans le texte officiel, cet admirable exposé d'une situation compromise, mais nullement désespérée. Simple et vigoureux, aisé à comprendre et d'un robuste bon sens, le discours de M. Ribot est un modèle de courage et de lucidité. Au moment où il allait l'achever, il a ressenti une faiblesse passagère qui l'a obligé à s'arrêter, pendant que la Haute Assemblée tout entière lui faisait de longues ovations. Mais il n'en a pas

moins réussi, par un sursaut d'énergie, à dire tout ce qu'il voulait dire et, après avoir parlé pendant plus de deux heures, à conclure son discours par des conseils de la plus haute moralité. Il s'est alors produit une scène unique dans notre histoire parlementaire : l'orateur parlant assis à la tribune du Sénat, tandis que tous ses collègues, debout dans l'hémicycle, applaudissaient sa vaillance et saluaient d'acclamations prolongées la confiance qu'il témoignait à la France, — à la France, dont les vertus se sont peut-être engourdies, mais qui a toujours triomphé de ses difficultés par son travail et qui saura réparer dans la paix victorieuse les deuils cruels et les épreuves de la guerre. N'a-t-elle pas mérité l'admiration du monde par la résistance qu'elle a opposée à ses implacables assaillants, et n'a-t-elle pas vaincu le plus orgueilleux et le plus redoutable des ennemis?

Si les négociations des préliminaires de paix ont été trop longues et suivies de projets d'insuffisantes réparations, rien ne démontre qu'elles ne pourront pas être corrigées par des ententes nécessaires entre les Alliés. Pour rester ce que nous avons été dans le passé, le rempart de la civilisation et de la liberté contre la barbarie et l'esclavage, il faut qu'on nous aide, parce que nous ne pourrions supporter seuls le poids de nos dettes d'hier et de demain. Sans nous et sans nos morts, l'Europe tombait sous le joug allemand. Mais nous avons voulu vaincre et nous avons vaincu, en payant chèrement le prix de notre victoire. M. Ribot l'a rappelé aux peuples qui ont secondé nos efforts : « Nous avons souffert, a-t-il dit, plus que personne; nous avons perdu 1 500 000 de nos enfants et combien de mutilés ! Et, parce que notre pays a été le théâtre de la guerre, parce que c'est chez nous que l'on s'est battu, il faudra qu'on nous laisse supporter seuls toutes les conséquences de la guerre et faire face seuls à toutes les incertitudes de payements de l'Allemagne? Non, je dis que c'est une injustice ! Ceux qui ont combattu avec nous sauraient, au fond de leur conscience, qu'ils manqueraient à la haute équité s'ils nous laissaient supporter seuls un tel fardeau.

» Et ma conclusion est celle que j'indiquais en décembre

dernier — je n'en ai point d'autre aujourd'hui —, ma conclusion c'est qu'il faut mettre en commun ces dépenses de réparations et ces dépenses de pensions. C'est que, s'il y a des emprunts à faire pour parer aux insuffisances provisoires si notables que j'ai indiquées, il faut que ces emprunts soient faits, non pas, messieurs, par nous séparément, mais par la communauté des Alliés. Il faut que les insuffisances soient supportées non par nous séparément, mais par la communauté elle-même, non pas en proportion de nos souffrances et de nos sacrifices, mais en proportion des ressources de chacun. Voilà ce que veut la justice, voilà ce que veut l'équité. »

Ces nobles paroles, dont l'affichage a été voté par l'unanimité du Luxembourg, auront au dehors le retentissement qu'elles méritent. Oui, nos Alliés nous doivent leur concours; mais, pour l'obtenir, il faut leur montrer que nous sommes résolus à suivre sans délai la politique financière dont le Sénat, après M. Ribot, a tracé le programme dans un ordre du jour admirablement motivé[1]. Il faut montrer à nos Alliés que nous sommes dignes de conserver leur confiance par cet esprit de labeur et d'épargne, d'économies publiques et privées, dont nous avons longtemps donné l'exemple. Il faut que cessent ces conflits du travail qui rendent la production impossible à l'heure où nous avons le devoir impérieux de créer des richesses nouvelles, de réaliser de grands progrès économiques, de reconstituer nos industries et d'améliorer nos cultures. Il ne faut pas que se renouvellent ces brusques arrêts des moyens de transports qui énervent la population parisienne et qui discréditent la capitale de la France. Le

1. Voici le texte de cet ordre du jour voté par l'unanimité des membres du Luxembourg.

« Le Sénat,

» Approuvant les déclarations du ministre des Finances et comptant sur le Gouvernement pour obliger nos ennemis, responsables, aux réparations légitimes et nécessaires,

» établir avec nos Alliés une entente financière et douanière qui sauvegarde nos intérêts,

» assurer l'équilibre budgétaire par une plus stricte économie dans les dépenses, par une politique de justice fiscale exempte de tout caractère vexatoire et par le libre développement de la production du pays,

» mettre un terme aux recours du Trésor à la Banque de France et rembourser les emprunts à la circulation en faisant plus largement appel aux disponibilités de l'épargne, notamment par l'émission de prochains emprunts de liquidation,

» passe à l'ordre du jour. »

crédit n'est offert qu'à ceux auxquels on accorde confiance et nous avons besoin de larges crédits extérieurs pour passer les années difficiles qui vont suivre la conclusion de la paix. Avant de retrouver notre prospérité, nous aurons à traverser une période intermédiaire de quatre ou cinq ans, plus peut-être, pendant lesquelles de rudes efforts devront être accomplis, des travaux énormes entrepris et menés à bonne fin, un courage à toute épreuve se manifester dans tous nos actes. Nous trouverons des appuis efficaces et prochains, si nous comprenons l'étendue de nos devoirs et si nous avons le sentiment de plus en plus vif de l'intérêt national.

GEORGES LACHAPELLE

CORRESPONDANCE

A Monsieur Ernest Lavisse,

Directeur de la *Revue de Paris.*

Monsieur le Directeur,

On me signale, dans la *Revue de Paris* du 1er juin dernier, un article sur *les Relations de la France avec le Saint-Siège*, dans lequel je suis mis en cause par les lignes suivantes : « La France fit respecter ses prérogatives et le Saint-Siège dut s'incliner devant les protestations que lui apporta l'évêque de Périgueux en visite *ad limina.* » (P. 516.)

Si l'article de M. H. C. devait être lu par les seuls catholiques, une rectification serait superflue. Nul d'entre eux ne saurait, malgré l'affirmation de l'auteur, douter, après tant de documents publiés, que le rôle du Saint-Père pendant la guerre a été un rôle de justice et de bienveillance pour notre patrie. Nul ne saurait davantage, parmi ceux qui connaissent l'épiscopat de France, attribuer à l'un de ses membres l'attitude qui m'est donnée.

Mais il est des esprits toujours prêts à accueillir les affirmations tendancieuses contre le Souverain Pontife et à essayer de mettre en opposition le Chef de l'Église et ceux qui s'honorent de le suivre en tout, de le vénérer et de l'aimer.

Pour ces lecteurs mal avertis, j'ai le devoir de m'inscrire en faux contre l'interprétation qui est donnée de ma démarche du mois de mars 1918.

Je n'aurais pu, sans impudence, rappeler au Pape les prérogatives de la France : il ne les a jamais oubliées.

Je n'aurais jamais accepté, le cas échéant, de me faire l'interprète d'une protestation.

Évêque français, je mis aux pieds du Souverain Pontife l'expression d'un désir de la France catholique.

Il n'avait pas à s'incliner. C'est moi, bien plutôt, qui m'inclinai profondément devant une preuve, ajoutée à tant d'autres, de sa condescendance pour mon pays.

Je ne crois pas devoir répondre plus longuement à l'article en question. Un simple appel à votre loyauté décidera, j'en suis sûr, l'insertion de cette rectification dans votre prochain numéro.

Veuillez agréez, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

† MAURICE,
Évêque de Périgueux.

Nous avons, selon l'usage, communiqué cette lettre à l'auteur de l'article critiqué par Monseigneur l'évêque de Périgueux. Nous avons reçu de lui la lettre que voici :

Paris, le 11 juin 1919.

Monsieur le Directeur,

Monseigneur l'évêque de Périgueux ne dément pas les faits que j'ai rapportés. Il proteste seulement contre la manière dont j'interprète sa « démarche du mois de mars 1918 ». Il affirme qu'il n'a fait ni transmis au Vatican aucune *protestation* contre les agissements par lesquels la Custodie de Terre Sainte, conformément à des instructions de la Secrétairerie d'État, travaillait à abolir les prérogatives de notre protectorat.

Il me suffit que Monseigneur l'évêque de Périgueux reconnaisse qu'au cours de son voyage *ad limina* il mit « aux pieds du Souverain Pontife l'expression d'un désir de la France catholique ». Je renoncerai sans peine à l'expression qui choque mon contradicteur, et remplacerai, s'il le désire, « protestations » par « respectueuses remontrances ». Quelle qu'en ait été la forme, une seule chose importe : c'est que la démarche fut efficace, et que Monseigneur Rivière contribua ainsi à sauvegarder le patrimoine de la France en Orient. Tous les Français lui en seront reconnaissants.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

H. C.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

225

LETTRES INÉDITES

DE

GUSTAVE FLAUBERT

C'est à madame Louis Loviot, née Delzant, une grande amie des livres, d'ailleurs petite-fille, fille et veuve de bibliophiles qu'appartiennent, aujourd'hui, seize des lettres qu'on va lire, et qu'elle voulut bien nous communiquer en souvenir de notre amitié pour son mari. La collection particulière d'ouvrages anciens que Louis Loviot, très jeune encore, avait déjà su rassembler et qui, selon son désir, vient d'être dispersée, occupait une place d'honneur, mais restreinte dans l'ensemble d'une bibliothèque considérable, sans cesse accrue, où les lettres de Flaubert aux Sandeau [1] continueront de voisiner avec de très précieux manuscrits de Lamartine, de Verlaine, de Théophile Gautier, des Goncourt et de Mallarmé.

C'est M. Alidor Delzant qui, en 1885, sauva cette correspondance de la destruction. Dans les dernières semaines de sa vie, madame Jules Sandeau se plaisait à relire les vieilles lettres avant de les jeter au feu, sans égard pour les signatures les

1. Avec la plus grande amabilité, madame Caroline Franklin Grout nous accorda l'autorisation de publier ces lettres. Presque à la veille du centenaire de Gustave Flaubert, nous sommes heureux d'adresser à madame Franklin Grout l'hommage de notre admiration pour son oncle, en même temps que l'expression de notre très vive et très respectueuse reconnaissance. — Nous avons rencontré la même bienveillance chez M. Henri Portier, neveu des Sandeau, qui nous fournit d'utiles indications et qui trouvera ici l'assurance de nos plus sincères remerciements.

plus illustres. M. Delzant qui, à cette époque, la voyait presque tous les jours, put cependant, deux ou trois fois, intervenir avec succès, notamment en faveur de Renan et de Flaubert. Pourquoi madame Sandeau voulait-elle supprimer des lettres dont quelques-unes sont de si pittoresques documents d'histoire littéraire, qui toutes sans exception, disent la modestie, la délicatesse, l'infinie bonté du grand romancier et surtout en quelle estime il tenait ses deux amis? Pourquoi donc, quelque temps plutôt, madame Sandeau sollicitée, devait-elle si vivement s'opposer à leur publication? La perte d'un fils et d'un mari adorés, la vieillesse et la maladie, avaient-elles, peu à peu, de désespoir en désespoir, aigri le cœur de la plus douce des femmes, au point qu'elle eût voulu garder jalousement, pour elle seule, et même anéantir, plus égoïstement encore, des souvenirs dont la mort menaçait de la séparer?

L'amitié de Gustave Flaubert pour les Sandeau remontait loin. Au temps où il se décidait à publier *Madame Bovary* et où il était venu s'installer à Paris, les Sandeau étaient conviés aux petits dîners intimes du boulevard du Temple. La société, peu nombreuse, était choisie. On y rencontrait Sainte-Beuve et Théophile Gautier [1]. En 1865, celui qui se vantait de descendre d'un Iroquois et qui cependant se montrait à la cour, écrivait à sa nièce : « La princesse Clotilde, me voyant au bras de madame Sandeau, a demandé à sa cousine Mathilde si c'était ma femme ; là-dessus, plaisanteries des deux princesses sur mon compte. »

Lorsque madame Sandeau mourut, la presse s'accorda pour faire l'éloge de la femme charmante et discrète qui disparaissait. Le comte de Pontmartin [2] lui consacra un article pompeux où, çà et là, entre le brouillard des périodes transparaît l'aimable et vraie figure de celle qui fut, si longtemps, l'inspiratrice et l'idole d'un mari définitivement revenu des romantiques erreurs de sa première jeunesse.

Quant à ce mari, qu'on a un peu trop facilement traité

1. Caroline Commanville. *Souvenirs intimes*. (*Correspondance* de Gustave Flaubert. Charpentier, Paris, 1887.)

2. Feuilleton de *la Gazette de France* du 9 mai 1885. Lire, sur Pontmartin l'article d'Émile Zola, intitulé *Monsieur le comte*, paru dans *le Figaro* du 17 décembre 1880.

d'écrivain paresseux et qui était avant tout un brave homme, un trait suffira pour en dire l'extrême bonté.

Voici comment Jules Claretie conte l'anecdote [1] :

« Balzac vivait avec Sandeau dans une intimité complète, en pleine misère vaillante...

» Mon cher, — dit-il un jour à Sandeau, — il me faut vingt francs, un louis ! trouve-moi cela, je vais en soirée. Je n'y puis aller le gousset vide. Fouille tes poches, bats les buissons, égorge un éditeur, fais ce que tu voudras, mais il me faut un louis.

» C'était en hiver, ce pauvre Sandeau avait un manteau chaud, sans luxe, mais auquel il tenait beaucoup, un de ces manteaux dont on s'enveloppe à la cavalière, comme un Andalou dans sa cape. Il descendit avec son manteau, et rapporta le louis à Balzac.

» A quelque temps de là, Balzac allant prendre le thé encore chez quelque duchesse de Langeais, dit, le plus naturellement du monde à son ami :

» — Prête-moi ton manteau.

» — Non, — dit Sandeau, — je ne te prêterai pas mon manteau !

» — Tu y tiens donc tant ! Tu as peur que je te le gâte ! Tu en es à l'égoïsme des vêtements ?... Eh bien, soit, j'irai sans manteau... Je boutonnerai mon habit. Je grelotterai. Je m'enrhumerai, je...

» Et s'arrêtant, tout à coup, dans ses brusqueries, devant le bon sourire doux de Sandeau qui le regardait attendri, sans un reproche, il devint tout rouge, serra dans ses robustes bras de Tourangeau le petit Limousin timide et, les larmes aux yeux, comprenant tout :

» — Ah ! mon pauvre enfant, — dit-il, — je suis une brute, et je te demande pardon ! »

Toute la pensée des Sandeau était occupée par leur fils unique, jeune officier de marine que la phtisie devait prématurément emporter. « Je sais un dernier roman qu'il aurait pu écrire, dit M. Gustave Frédéric en parlant de Jules Sandeau, c'est le roman de son fils, mourant à Menton d'une

1. *Jules Sandeau*, par Jules Claretie (1883).

maladie de poitrine, pendant qu'une jeune fille, atteinte du même mal, s'éteignait dans une maison voisine. Jamais ces deux malades ne s'étaient parlé, mais ils se suivaient des yeux, de la pensée. Un peu des fleurs et des fruits qu'on apportait chaque jour à la jeune fille, était envoyé à celui qu'elle ne connaissait que par leur commune tristesse, par cette sympathie de deux existences qui se voient finir toutes deux du même coup, en même jeunesse. Et quand elle expira, lui, quelques heures après, rendit l'âme. »

La dernière lettre de la série que nous publions est précisément adressée à madame Sandeau, à propos de ce deuil.

Tels étaient les amis au cœur débordant de tendresse dont le commerce charma si longtemps le grand Flaubert. Les lettres qu'il leur écrivit se passent aisément de commentaires. Il nous a cependant paru intéressant de les entourer de quelques notes, — deux ou trois fois, par exemple, à propos d'écrivains oubliés, d'œuvres plus oubliées encore, car de même que le vêtement de certains noyés s'attarde à flotter un instant, les noms ne sombrent pas toujours dans l'oubli avec la même rapidité que les œuvres.

Nous signalerons comme tout à fait savoureuses, quatre lettres qui intéressent la candidature de Baudelaire à l'Académie française ; mais les deux billets de Baudelaire sont déjà connus. Ceux de Flaubert sont inédits ; l'un des deux provient de la collection Delzant-Loviot, l'autre nous fut aimablement communiqué par M. Louis Conard. On nous permettra d'attacher quelque prix à la phrase initiale de ce très court billet : « Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. »

ANDRÉ DODERET

I

A Madame Jules Sandeau [1].

Chère Madame,

Voici tout ce que j'ai pu obtenir de renseignements sur Grandcamp [2]. Je me dépêche de vous les envoyer.

Depuis que je suis ici, je n'ai fait que dormir, mais aujourd'hui que je commence à me réveiller, je vais me mettre aux Penarvan [3]. Je suis étourdi par le calme et le silence qui m'entourent. Au milieu de tout cela j'ai pensé à vous, comme vous voyez.

Je vous demande la permission de vous baiser les mains, et de me dire, chère Madame,

Votre tout dévoué (formule à part).

G^ve FLAUBERT

Croisset, près Rouen.

N.-B. — Il faut voir Rouen en allant à Caen.

II

A Madame Jules Sandeau.

Croisset, dimanche 7 [4].

Quelle surprise, chère Madame! et comme j'ai été attendri de votre souvenir! Je pense souvent à vous, et vous auriez reçu des volumes, si j'avais cédé à mon envie. Je vais donc répondre à toutes vos questions.

Et d'abord, il m'est très « agréable de savoir que vous êtes encore de ce monde ». J'espère vous y voir longtemps et je compte bien, cet hiver, reprendre nos bonnes causeries, le jeudi, vers quatre heures du soir, quand les bourgeois et les

1. Cette lettre semble avoir été écrite durant l'été de 1858. C'est au printemps de cette même année que Flaubert visitait Constantine, Carthage, la Tunisie.

2. Grandcamp-les-Bains, commune du Calvados.

3. *La Maison de Penarvan*, roman de Jules Sandeau, paru en 1858.

4. Été 1859.

bourgeoises sont partis ! Vous souffrez avec indulgence toutes les sottises qui me passent par la cervelle. On se trouve heureux près de vous. Comment n'y pas revenir?

La chaleur vous gêne donc? Vous avez manqué, en écrivant ce mot, d'y adjoindre l'épithète de *tropicale*. Il le faut ! (Voir tous les journaux et ouïr les exclamations des personnes rouges agitant des mouchoirs.) Quand on a dit : « Ah ! il fait une chaleur... une chaleur... vraiment... tropicale ! ! ! » on est soulagé. Les maniérés formulent « sénégalienne ».

Moi, je me réjouis de cette température. Le soleil m'anime et me grise comme du vin. Je passe mes après-midi dans des négligés peu convenables, fenêtres closes et jalousies fermées. Je me plonge, le soir, dans la Seine qui coule au bas de mon jardin. Les nuits sont exquises, et je me couche au jour levant. Voilà. D'ailleurs, j'aime la nuit passionnément. Elle me pénètre d'un grand calme. C'est une manie, un vice.

Quant aux ennuis du monde, comme je ne vois absolument *personne*, j'en subis peu. Mais j'en ai d'autres et qui les valent bien ! Ceux de la littérature et ceux du cœur ! Le fardeau du style à remuer et l'éternel *moi* qui vous pèse ! En définitive, je m'amuse peu sur la planète.

Vous me demandez si mon roman sera bientôt fini [1]. Hélas, non ! j'en suis au tiers. Un livre a toujours été pour moi une manière spéciale de vivre, un moyen de me mettre dans un certain milieu [2]. J'écris comme on joue du violon, sans autre but que de me divertir, et il m'arrive de faire *des morceaux* qui ne doivent servir à rien dans l'ensemble de l'œuvre et que je supprime ensuite. Avec une pareille méthode et un sujet difficile, un volume de cent pages peut demander dix ans. Telle est toute la vérité. Elle est déplorable. Je n'ai pas bougé depuis bientôt trois mois. Mon existence est plate comme ma table de travail et immobile comme elle.

Humez bien le vent de la mer, à Honfleur ! J'ai passé par là

1. *Salammbô*. Flaubert dut, pour la première fois, penser à *Salammbô* en 1849, au cours de son voyage en Orient. Il se documentait déjà en 1856. Le roman qui longtemps s'appela *Carthage*, ne fut achevé qu'en avril 1862.

2. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie, 26 décembre 1858. « Je ne pense plus qu'à Carthage, et c'est ce qu'il faut. Un livre n'a jamais été pour moi qu'une *manière de vivre* dans un milieu quelconque. Voilà ce qui explique mes hésitations, mes angoisses et ma lenteur. »

de bonnes vacances dans ma jeunesse et j'y ai beaucoup vécu, sentimentalement.

Les deux mains que vous me tendez, permettez-moi de les baiser — et croyez-moi,

Tout à vous (bien que ce soit une locution banale).

G[ve] FLAUBERT

Qui donc vous empêche de revenir par Rouen? Venez donc. Je vous montrerai un tas de choses que vous ne connaissez pas.

Quand vous n'aurez rien de mieux à faire, envoyez-moi un peu de votre écriture. Votre lettre m'est arrivée, vous voyez. La poste a été plus intelligente que le pseudo-cocher de fiacre, qui, l'année dernière, n'a pu vous dire où j'étais.

III

A Madame Jules Sandeau.

Samedi 30 septembre. [1859.]

Je suis tout étourdi et ébloui par les deux nouveaux volumes d'Hugo [1], d'où je sors à l'instant. J'ai des soleils qui me tournent devant les yeux et des rugissements dans les oreilles. Quel homme ! [2]. Mais parlons de vous.

Comme c'est aimable de m'avoir écrit ! de vous être souvenue de moi ! Cette *ingrate de fièvre* est-elle passée? L'eau est un peu froide pour la *mener aux Bains*. Voici l'hiver qui vient

1. *La Légende des Siècles* qui parut le 26 septembre 1859.

2. « Quel homme que ce père Hugo, sacré nom de Dieu ! Quel poète ! Je viens, d'un trait, d'avaler les deux volumes ! Tu me manques ! Bouilhet me manque ! Un auditoire intelligent me manque ! J'ai besoin de gueuler trois mille vers comme on n'en a jamais fait ! Et quand je dis gueuler — non, hurler ! Je ne me connais plus ! Qu'on m'attache ! Ah ! ça m'a fait du bien !

» Mais j'ai trouvé trois détails historiques et qui se trouvent dans *Salammbô*. Il va falloir que je les enlève, car on ne manquerait pas de crier au plagiat. Ce sont les pauvres qui ont toujours volé !

» Ma besogne va un peu mieux. Je suis en plein dans une bataille d'éléphants, et je te prie de croire que je tue les hommes comme les mouches. Je verse le sang à flots. » Lettre à Ernest Feydeau qui doit dater de cette même année 1859 et non de 1861.

et, tantôt, la Seine déferlait au pied de mon mur avec des airs d'océan. Il paraît que c'est l'Équinoxe et que les marées doivent être ainsi? Pourquoi *doit-on* crier contre l'hiver? Quant à moi, je vois revenir avec plaisir la saison des grands feux et des longues heures sous la lampe. C'est d'ailleurs le temps où je sors de mon antre — où je retourne à Paris— où je pourrai vous revoir. Comme j'espère bavarder chez vous, dans deux mois!

J'ai eu, ces dernières semaines (et j'ai encore), des inquiétudes et des tracas domestiques assez graves. On a beau vouloir s'écarter de toutes les affaires et affections humaines, on tient toujours à la terre ; et on n'a pas fait trois pas qu'on se déchire à toutes les épines ou qu'on barbote dans des fanges. Votre charmant souvenir m'a fait grand bien, je vous assure.

J'ai beaucoup songé à vous, depuis que je vous sais à Honfleur. Voilà un *depuis* qui n'est guère convenable? Mais j'ai longtemps vécu dans ce pays-là. Quelque chose de mon cœur y est resté. C'était une rencontre, peut-être?

Si vous tenez à savoir ce que je fais, apprenez que je suis au milieu des éléphants et des batailles. J'éventre des hommes avec prodigalité. Je verse du sang. Je fais du style cannibale. Voilà.

Et puis — et surtout —

Je vous baise les deux mains.

G^ve FLAUBERT

Donnez-moi donc, je vous prie, votre numéro dont je doute.

Je veux que ceci vous arrive avant lundi. Je n'avais plus que ce soir pour vous écrire. Mais ne jugez pas mon affection aussi courte que ma lettre!

IV

A Madame Jules Sandeau.

Croisset. Jeudi. [Novembre 1859.]

C'est moi!

Comment allez-vous? Il m'ennuie de ne pas avoir de vos

nouvelles! Où êtes-vous maintenant, et comment se passe votre vie? Écrivez-moi donc un peu.

Quant à moi, je n'ai absolument rien à vous dire, si ce n'est que dans un mois, j'espère me précipiter rue du Cherche-Midi. Mes jours s'écoulent dans une monotonie et une régularité monacales. Je suis seul maintenant — (ma mère est à Paris). Je ne vois personne et je n'entends rien. De temps à autre un *remorqueur* passe sous mes fenêtres. La Seine murmure, les grands arbres sans feuilles se balancent, et pendant la nuit le vent bruit. Voilà tout. Je suis perdu dans des rêveries et des lectures sans fin ni fond. J'ai fait, cet été, de la médecine [1], de l'art militaire, etc., un tas de choses fort inutiles. Une idée en amène une autre et je me laisse aller au courant, sans trop songer à ma besogne. Voilà pourquoi je suis si longtemps à pondre un livre. « Mon dernier petit [2] » a cependant avancé. Maintenant, j'en vois la fin. Pourvu qu'il vous plaise! car je tiens beaucoup à votre estime littéraire. Comment accepterez-vous ce tissu d'extravagances? En tout cas, la tentative est honnête. J'ai fait ce que j'ai cru *bien*. Or, nous ne valons quelque chose que par nos aspirations.

Je suis en ce moment un peu troublé par l'idée d'un voyage en Chine. Il me serait *facile* de partir avec l'expédition française. Et je ne vous cache pas que je lâcherais très bien mon travail et mes travaux, pour m'en aller au pays des paravents et du nankin, si je n'avais une mère qui commence à devenir vieille et que ce départ achèverait.

Voilà la seconde fois que je *rate* la Chine!

Voyager (bien que ce soit un triste plaisir) est encore la meilleure chose de la vie — puisque tout, ici-bas, est impossible : l'Art, l'Amour, etc., et même le Bien-Être, — j'entends la parfaite Santé du Corps et de l'Ame, que je vous souhaite, — comme on dit à la fin des Sermons. Mais je suis lugubre, il me semble? C'est peut-être l'influence de Moloch (dont je décris

1. Voir la lettre à Ernest Feydeau (1859). « C'est une chose étrange comme je suis attiré par les études médicales (le vent est à cela dans les esprits). J'ai envie de disséquer. » Et l'on pense à la critique de Sainte-Beuve : « Flaubert tient la plume comme d'autres tiennent le scalpel. »

2. *Salammbô.*

le sanctuaire)[1] — ou bien celle de mes trente-huit ans qui vont sonner dans quinze jours? Hélas, oui[2]!

« Ah! si mon cœur osait encor se renflammer!
Ne sentirai-je plus de charme qui m'arrête?
Ai-je passé le temps d'aimer[3]? »

Comme dit notre *immortel* fabuliste, l'*inimitable* La Fontaine.

Avez-vous lu *la Légende des Siècles*? Comme c'est beau! J'en suis resté ébloui.

Quel cabire[4], quel colosse que ce père Hugo!

Mais tout cela doit plaire très peu au bon public. Tant qu'on ne le prend par un vice, il vous échappe, ce bon public. Plus nous irons et plus le talent se séparera de lui.

Dans ce ramassis de badauds et de misérables qui composent la Grand'Ville, il [faut] bien faire des exceptions, cependant. — Vous savez qu'il s'y trouve un petit coin où ma pensée se reporte souvent. Acceptez-la, pour si peu qu'elle vaille — et permettez-moi de baiser vos deux mains,

En me disant,

Tout à vous.

G[ve] FLAUBERT

V

A Madame Jules Sandeau.

Dimanche. [5 août 1860.]

Je m'ennuie de vous extrêmement. De jour en jour j'attends de vos nouvelles — et comme elles n'arrivent pas, je vous en demande.

Que faites-vous? Que devenez-vous? Que lisez-vous? etc.! etc.! L'atroce été que nous avons, vous jette-t-il un peu de noir dans l'âme? Moi, je me rôtis les tibias devant

1. Le treizième chapitre de *Salammbô* « Moloch », commencé en juillet, occupait encore Flaubert en novembre.

2. Flaubert étant né le 12 décembre 1821, cette lettre serait donc du 28 novembre 1859.

3. *Les deux Pigeons.*

4. *Cabires.* Font partie d'un groupe de dieux grecs, appelés les « grands dieux ». -Index de *Salammbô.*

ma cheminée, comme en plein décembre — en ruminant un tas de vieilles choses et bâtissant encore (comme si j'étais jeune !) des plans de livres, de voyages et de vie. Je pousse de grands soupirs. Je fume pipes sur pipes, puis je retourne à ma table. Telle est la façon diaprée dont s'écoulent mes jours. Les angoisses de la littérature succèdent aux aplatissements de l'existence. Et toujours ainsi ! Cela alterne — c'est un duo, une harmonie.

J'entremêle mes lectures *puniques* (qui ne sont pas légères) d'autres facéties graves. Je me livre maintenant au volumineux bouquin de mon ami le Dr Pouchet, sur les générations spontanées[1]. Je regrette de ne pas être un savant et puis... je songe à vous ! bien que vous ne vouliez pas le croire.

Voici les vacances qui vont venir. Vous allez avoir chez vous votre fils, ce sera une douceur. Savourez-la. On en goûte peu. Cette époque de distribution de prix me remet toujours en mémoire mon temps de collège. J'ai un grand respect pour ce que j'étais alors (bien que je fusse parfaitement ridicule) — et si je vaux quelque chose, c'est peut-être à cause de cela? — Nous étions un petit cénacle où bouillonnait et flamboyait, je vous le jure, la plus furieuse exaltation poétique et sentimentale qu'il soit possible de contempler. Nous couchions la tête sur des poignards. On se suicidait *pour tout de bon*. Nous étions beaux comme des anges !

Pourquoi, diable, vous dis-je tout cela?

Le but ou le prétexte de ma lettre (comme vous voudrez) était de vous demander si, à la fin de la semaine prochaine, (c'est-à-dire après la fête de S. M.) vous serez chez vous? — et l'heure à laquelle on peut vous voir? — Répondez-moi, hein?

Et laissez-moi vous baiser les mains.

G^ve FLAUBERT

1. Voir la lettre à Ernest Feydeau du dimanche 5 août 1860. « ...Je lis maintenant le volume de mon ami le Dr Pouchet sur *l'Hétérogénie*, cela m'éblouit. Quelle quantité de splendides bougreries il y a dans la nature ! »

Et plus loin : « A la fin de la semaine prochaine (après les fêtes de Sa Majesté), je serai à Paris. »

Les deux lettres furent donc écrites le même jour.

VI

A Madame Jules Sandeau.

Croisset, près Rouen. Dimanche. [Été 1860?]

Eh bien, c'est joli ! Voilà trois semaines que j'attends une lettre de vous. Pas de nouvelles, rien !

Comment ! Je me transporte à Bellevue [1], afin de jouir de la vôtre (pardon) ! j'endure une chaleur africaine et la soif comme dans le désert ! je me rabats sur l'Institut [2], etc... enfin j'ai passé une journée abominable à courir après vous — vainement — et vous ne me dites pas que vous en êtes un peu fâchée.

Vous qui ne passez pas votre journée à écrire, — envoyez-moi une très longue lettre.

Je m'ennuie de vous. J'ai bien envie de voir vos jolis yeux, votre jolie bouche et je vous baise les deux mains très longuement. Voilà tout ce que j'avais à vous dire, depuis que je suis,

Tout à vous.

G[ve] FLAUBERT

VII

A Madame Jules Sandeau.

1er septembre. [1860].

Comme voilà longtemps que je n'ai entendu parler de vous ! — et qu'il est doux de vivre ainsi sans savoir si les gens que l'on aime sont morts ou vivants ! Où êtes-vous? Que devenez-vous? Que lisez-vous? etc..? Allez-vous en vacances quelque part? à des eaux, à des bains quelconques? — ou bien restez-vous tout bonnement dans votre jardin? — Et cette fameuse Promesse de venir me faire une petite visite ?...

Quant à votre esclave indigne, il continue à mener la même

1. Les Sandeau possédaient une propriété, aux environs de Paris, à Bellevue.

2. Jules Sandeau avait été nommé conservateur à la Bibliothèque Mazarine, en 1853.

existence que par le passé, une vie de curé, ma parole d'honneur ! Il me manque seulement la soutane. Quant à la tonsure et au reste, c'est complet.

Puisque vous êtes une personne littéraire et que vous vous intéressez à mes longues turpitudes, je vous dirai que le mois prochain j'espère commencer mon dernier chapitre [1]. Le tout sera, probablement, fini au jour de l'an. Mais plus j'avance dans ce travail, plus j'en vois les défectuosités et plus j'en suis inquiet !

Je donnerai, je crois, aux gens d'imagination, l'idée de quelque chose de beau. Mais ce sera tout, probablement? Bien que vous m'accusiez de manquer absolument de bon sens, je crois en avoir dans cette circonstance. Or, vous verrez que ma prédiction se réalisera : mon bouquin ne fera pas grand effet.

Eh bien, vos amis sont décorés : Nadaud et Énault. Énault et Nadaud [2]. Quel duo! Quel attelage ! En voilà qui trouvent l'art de plaire ! et aux Dames surtout.

Je ne sais pas d'autre nouvelle, car je ne vois personne et je ne lis rien — de moderne du moins — et avec tout cela je ne m'amuse guère.

Écrivez-moi un peu, afin que j'aie une petite illusion et que je me croie à vos côtés, quand nous sommes seuls.

Adieu. Ne vous ennuyez pas trop.

Songez à moi, dans vos moments perdus. Et laissez-moi vous baiser les mains bien longuement.

A vous.

G^ve^ FLAUBERT

(La fin prochainement.)

1. Il s'agit toujours de *Salammbô*. Flaubert écrivait, la veille, à Ernest Feydeau : « J'ai fait de mon treizième chapitre vingt-deux pages ; il doit en avoir une quarantaine. L'avant-dernier et le quinzième, qui aura dix pages, me demanderont bien encore deux bons mois. » Et plus loin : « J'arrive aux tons foncés. On commence à marcher dans les tripes et à brûler les moutards. Baudelaire sera content. »

2. Gustave Nadaud, compositeur et chansonnier (1820-1893). Louis Énault, romancier (1824-1900). « .. M. Louis Énault est un des écrivains de l'époque qui fait le plus d'honneur aux lettres parce qu'il a le bon esprit de respecter ses lecteurs en se respectant lui-même par la sévérité dont il use envers ses œuvres d'imagination. » (*Le grand Dictionnaire Larousse.*)

LA BATAILLE DU MAROC[1]

II

UN PROTECTORAT QUI PROTÈGE. — L'ACTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le général Lyautey avait trop d'expérience et trop de clairvoyance pour envisager la bataille du Maroc, dont il savait l'importance et les difficultés, sous le seul aspect de l'action militaire. Dès le premier moment il avait compris et il avait dit que les forces morales et que les mesures politiques ne joueraient pas dans le sort de l'empire chérifien un rôle moindre que les effectifs. Commandant en chef et résident général, il cumulait entre ses mains tous les pouvoirs et son autorité ne connaissait d'autres limites que les instructions reçues du Gouvernement. Celui-ci saisit heureusement assez vite les dangers d'une intervention lointaine et fréquente et il laissa au général ses coudées franches. Cette liberté, inspirée par une sage confiance, sauva le Maroc des hésitations et des contradictions qu'une autre méthode, même pratiquée avec les meilleures intentions, n'aurait pas manqué d'accumuler.

Le général Lyautey aime l'autorité. Elle entre, comme la hiérarchie et comme la discipline, qui en sont les conditions,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.

dans sa conception sociale. L'autorité lui apparaît comme la forme supérieure et nécessaire de l'action. Il ne s'en sert, d'ailleurs, que pour agir. Il n'est pas de ceux qui ont le souci de dégager leur responsabilité. Il l'engage, au contraire, pourvu que ses mouvements soient libres, avec une sorte de résolution joyeuse, dont l'élan gagne et emporte ses subordonnés. Élevé à l'école du général Gallieni, il préconise l'union inséparable de la politique et de la guerre ; il est un administrateur autant qu'un soldat. Au Tonkin et à Madagascar, il avait fait ses écoles et ses preuves. Quand la guerre de 1914 le surprit au Maroc, il y avait deux ans seulement qu'il y exerçait le Protectorat au nom de la France, mais aucun des ressorts de son mécanisme ne lui échappait. Le général Lyautey travaille beaucoup, et il sait travailler. Si vite qu'l comprenne, il ne s'en donne pas moins le temps de réfléchir. Il a le goût des arbres, sans que jamais ils lui cachent la forêt. Il a des vues d'ensemble, un but, une orientation. Au Maroc il s'était adapté au Protectorat, non par nécessité, mais par conviction. Il ne le subissait pas comme une modaité diplomatique : il l'acceptait comme un instrument de travail dont la souplesse convenait mieux qu'une administraton centralisée à la complexité des problèmes posés dans un pays où les éléments méfiants et rebelles conservaient encore une grande force.

En 1914, sur les 420 000 kilomètres carrés dont se compose le Maroc, nous en occupions seulement 163 000. Pour maintenir cette ocupation, et avant même de songer à l'étendre, il fallait, au moment où les hostilités s'ouvraient, inspirer une entière confiance, non seulement aux tribus soumises, mais même au Makhzen et aux autorités locales. L'Allemagne avait, par sa propagande et par son action, donné, dans les années qui précédèrent la guerre, l'impression d'une force organisée qui ne redoutait aucune concurrence. A peine entrée en guerre, elle clamait sa supériorité et elle exaltait sa victoie. Au Maroc comme ailleurs, elle répandait de fausses nouvelles. Entre elle et nous, qui croire? La justice de notre cause n'était pas un argument qui pût émouvoir l'âme indigène, encore trop près de la nature pour ne pas voir dans la force la marque et la preuve du droit. En attendant

que la force décidât, seules notre sérénité et notre confiance pouvaient exercer sur le Makhzen et sur les tribus une impression salutaire. Avec la rapidité habituelle de son coup d'œil, le général Lyautey vit que notre action vaudrait ce que vaudrait notre attitude. Il fallait continuer la vie normale, au moins dans ses apparences. Si nous ne changions rien à nos habitudes et aux leurs, et si leurs intérêts ne subissaient aucun trouble et aucun dommage, il y avait des chances pour que l'ordre ne fût pas compromis dans les tribus soumises. Selon le mot du général Lyautey, qui excelle à caractériser les situations par d'heureuses formules, il fallait « garder le sourire ». Il le garda, et le Maroc avec lui. La formule se répandit comme une consigne, dure, mais nécessaire, et dont tout le monde, sur l'ordre du chef, comprit la nécessité. La vie extérieure parut ne pas changer. Tandis que la France entière était transformée en place de guerre, le Maroc, sauf sur ses lignes avancées, jouissait de la continuité de la paix. L'exécution des travaux publics employait la main-d'œuvre indigène, que l'oisiveté et la misère auraient rendue trop sensible aux excitations de la dissidence. Les contrôles civils et les services municipaux poursuivaient leur œuvre et, restés ouverts par contrainte, dans un intérêt public, les établissements de crédit alimentaient la vie économique. La mobilisation était atténuée. Des colons qui voulaient partir pour la France, où l'on se battait, étaient maintenus par ordre dans leurs fermes, sur leurs exploitations. A l'un d'eux, sergent de réserve, démobilisé par une injonction supérieure sur son propre domaine, et qui suppliait qu'on le laissât rallier son poste, le résident général répondait :

C'est ici qu'est votre devoir militaire, au milieu de ces centaines d'indigènes qui ont confiance en vous, à qui vous assurez le travail, qui sont justement inquiets de l'agitation voisine, que votre seule présence va rassurer, tandis qu'à votre défaut, je serais peut-être obligé d'y envoyer une ou deux compagnies, que vous rendez ainsi à la défense nationale.

Pour imposer un tel sacrifice il fallait payer d'exemple. Le général Lyautey ne songea pas à se dérober, si pénible qu'il fût, à ce devoir. J'ai dit comment son âme de Lorrain dut souffrir en silence du rôle, si grand certes, mais si éloigné

de la frontière natale, que lui assignait le destin. A côté de lui, d'autres eurent la même abnégation. Aucun de ses officiers n'était plus près de son esprit et de son cœur que le colonel Berriau, un chef d'élite, qu'il avait connu dans le Sud Oranais, à Beni-Ounif, en 1903. Une amitié fraternelle les unissait. Directeur des Affaires indigènes et du Service des renseignements au Maroc, le colonel Berriau succomba en décembre 1918 à la tâche qu'il remplissait avec un zèle supérieur. En rendant hommage à sa mémoire, le général Lyautey disait :

Berriau avait fait le plus cruel des sacrifices. Au moment où la guerre éclata, il ne me demanda rien, ne m'en parla jamais. Il y eut à cet égard entre lui et moi comme un pacte tacite, nos yeux se disaient ce que nous sentions tous deux. Il avait compris que sa place de guerre était ici, qu'il ne pouvait pas être ailleurs. Il savait bien que s'il m'avait dit : « Je n'y tiens plus, je veux aller là-bas », je lui aurais dit : « Allez-y ! » Mais il ne me le demanda jamais, parce qu'il savait que son devoir de guerre était ici ; et moi, je ne le lui proposai jamais, parce que je savais qu'il était indispensable.

Peut-on s'étonner que, gardés au Maroc, de tels hommes aient gardé le Maroc à la France ?

***

Le général Lyautey n'eut, la guerre déclarée, qu'à poursuivre la politique dont le développement avait depuis deux ans donné tant d'heureux résultats. En favorisant l'intronisation comme sultan de Moulay-Youssef, le résident général avait eu la main heureuse. Que fût-il advenu — comme il en a fait lui-même l'hypothèse — s'il y avait eu un sultan « ne nous donnant qu'un concours de surface, mais nous trahissant en dessous (nous avons connu ces temps) ou si, n'en ayant pas du tout, nous avions été privés de la force qu'il nous apporte »? Il a suffi au frère des deux derniers sultans de gouverner avec loyauté pour réussir dans une fonction où avaient échoué la faiblesse cupide d'Abd-el-Aziz et l'hypocrisie sanguinaire de Moulay-Hafid. Au cours de l'audience que Sa Majesté Moulay-Youssef m'a fait l'honneur de m'accorder, j'ai été frappé par la simplicité accueillante

de ses manières, par sa connaissance, jusque dans les détails de la situation de son empire, par son bon sens tranquille et ferme, par sa courtoisie aisée et par son évidente correction. En acceptant le Protectorat de la France, il a assuré sa souveraineté et il l'a établie sur les bases les plus solides. Seul, il serait discuté et impuissant à maintenir l'ordre. Avec nous, son pouvoir s'étend sur des tribus qui n'avaient jamais encore reconnu l'autorité du Makhzen, et il jouit d'une sécurité complète. Ayant pris le parti le plus sage, il s'y est tenu avec une loyauté impeccable dont la guerre a fourni la preuve décisive. Ses proclamations aux contingents marocains qui combattaient à nos côtés lui donnèrent l'occasion d'affirmer dès le début des hostilités sa fidélité prévoyante. Aussi le général Lyautey a-t-il su toujours, et à propos, rendre hommage à ses qualités et à son concours. Il a loué son « esprit éclairé et clairvoyant », ses « avis si judicieux » et son « haut souci de la justice ».

L'instrument diplomatique qui règle les rapports du Gouvernement de Sa Majesté chérifienne et du Gouvernement de la République française n'est l'œuvre ni de Moulay-Youssef ni du général Lyautey. C'est un traité signé à Fez le 30 mars 1912, par le sultan Moulay-Hafid et par M. Régnault, ministre de France au Maroc. Ses neuf articles ont établi en termes clairs un régime, « fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale », qui, ayant résisté à l'épreuve de la guerre, a prouvé sa solidité. Le général Lyautey, tout en usant des droits que le traité donne au résident général, en particulier dans le domaine des opérations militaires ou de la police, s'est appliqué à respecter avec un soin rigoureux la souveraineté du sultan. Le Protectorat n'est pas à ses yeux une formule : il est un régime. Ce régime sauvegarde « le respect et le prestige traditionnel du sultan » (article 1er). Le général Lyautey a relevé ce prestige et accru ce respect. Il n'a pas tenté de passer à travers les mailles assez larges du traité : il s'est soumis à ses conditions, sans sortir de son rôle et sans excéder ses attributions. Aucun abus de pouvoir n'est à sa charge. Il n'a fait que ce qu'il avait le droit contractuel de faire. En donnant sa pleine part à l'autorité du sultan, il s'en faut qu'il ait diminué ou déconsidéré la sienne. Tout au

contraire : il s'est grandi en se limitant. Le sultan est un chef religieux. Ce titre lui confère sur les indigènes une influence supérieure à celle qu'il tient de son titre politique. Il faut qu'elle soit intacte et qu'elle paraisse telle. Les articles d'un traité, même très simple et très clair, comportent des nuances dont la délicatesse est inaccessible aux indigènes. Mais rien ne leur échappe des formes extérieures du respect. Ils ont le sens du protocole, de la *Caïda*, de l'habitude traditionnelle. Quand il est reçu par le sultan, le général Lyautey accepte les exigences du protocole avec l'aisance d'un grand seigneur auquel les bonnes manières sont naturelles. Il n'élude aucun des trois saluts réglementaires, entre lesquels il met la distance consacrée. Quand il sort, il marche à reculons et il n'oublie pas non plus les saluts que la *Caïda* impose. En se pliant à ce cérémonial, le résident général n'accomplit pas seulement un acte de courtoisie, il fait de la politique, et de la meilleure. Il montre aux indigènes par un fait tangible que le Protectorat de la France n'a pas changé leur souverain et qu'ils doivent toujours au sultan, proclamé par les Ouléma selon les règles traditionnelles, leur respect et leur obédience.

J'ai assisté à Rabat, dans le palais de Moulay-Youssef, à une audience accordée par Sa Majesté chérifienne au général Lyautey. C'est là que le rite protocolaire m'est apparu pour la première fois comme le symbole précis de la politique du Protectorat. Mais je crois que j'en ai mieux senti la signification quelques jours plus tard, à Fez, sous une tente, dans une circonstance moins solennelle. C'était pendant la *fête des tholbas*. Les *tholbas* sont des étudiants, que la renommée de la mosquée de Karaouïn, dont la beauté et l'enseignement sont également célèbres, a surtout attirés à Fez. Au mois d'avril ils ont leur fête, qu'ils célèbrent aux portes de la ville sainte, dans une immense plaine, sur les bords de l'Oued, en face de la ligne neigeuse du Moyen Atlas. Ils nomment aux enchères leur sultan dont la royauté éphémère, à laquelle la ville de Fez fournit sa liste civile, régnera pendant dix jours de fêtes. Autour des tentes qui abritent les *tholbas*, les notables de la ville ont les leurs, où ils viennent avec leurs femmes et leurs enfants se rafraîchir, s'amuser, dormir et goûter la splendeur d'une nature incomparable. Cela rappelle un peu la *feria* de

Séville. Accompagné d'une garde d'enfants pacifiquement armés de lances de bois, le *sultan des tholbas*, monté sur un beau cheval, promène indolemment dans la plaine et autour des murs, avec un sérieux qui fait rire, ses regards de roi fainéant et précaire. Il reçoit sans sourciller des visites et des hommages. Quand le sultan, le vrai, est à Fez, il se rencontre dans la ville des tentes avec son « frère » improvisé et ils échangent, chacun entouré de ses féaux chevaliers, des discours dont la solennité comique amuse la foule immense accourue pour la cérémonie traditionnelle. A défaut de Moulay-Youssef, absent, j'ai vu l'un de ses frères, harangué par le *Sultan des tholbas*, qu'abritait une ombrelle verte, tandis qu'un héraut lisait, au milieu des rires, le discours de bienvenue. Après le frère de Moulay-Youssef, le général Lyautey vint apporter ses hommages... et cinq cents francs d'or au *tholba*, sérieux et grave, qu'il saluait, comme l'autre, du titre de Sidna. Et ce furent, à l'entrée et à la sortie de la tente, les trois courbettes réglementaires, celles de la sortie à reculons, que j'avais vues au palais de Rabat. Ainsi, jusque dans la caricature de ce cérémonial burlesque, le résident général, fidèle à une pensée profonde, affirmait la souveraineté du sultan et il traitait, en apparence avec les mêmes égards de respect protocolaire, le *tholba* qui devait sa couronne éphémère au jeu des enchères et la *Majesté*, vraie celle-là, que sa naissance avait appelée aux honneurs suprêmes. Je suis bien sûr que les notables de Fez, attentifs aux moindres mouvements du général, ne furent pas insensibles à cette nuance et que, les fêtes finies, les *tholbas*, rendus à leurs études, commentèrent à Karaouïn, dans les autres mosquées et dans leurs *medersas* la haute leçon politique qu'un geste avait suffi à fixer.

***

Respectueux envers le sultan, dont il maintient le prestige traditionnel, le général Lyautey sait user de toutes les forces qu'une organisation sociale plusieurs fois séculaire met à sa disposition. Dans la région du Haut Altas, difficile à garder, la politique supplée à l'action de nos armes ou la complète. Sans l'influence héréditaire et sans l'alliance loyale des grands

caïds, les compagnies réduites qui sont réparties de Demnar à Agadir seraient insuffisantes à maintenir l'ordre parmi les tribus turbulentes qui composent une population de trois millions d'habitants. Seule la collaboration des chefs indigènes nous permet de remplir notre tâche et d'assumer les responsabilités qui nous lient envers le sultan, auquel nous devons la sécurité. Il n'est personne pour nier les abus qu'entraîne avec elle la féodalité sur laquelle nous nous appuyons. Nos efforts tendent à les atténuer, en attendant qu'un régime nouveau les supprime, mais nous n'avons pas inventé cette organisation que les siècles ont faite ; sans nous, elle s'exercerait contre nous, et l'Allemagne nous a appris, au cours même de la guerre, quels dangers s'élèveraient contre notre autorité et contre l'ordre public si les grands chefs du Sud ne nous apportaient pas leur aide fidèle et efficace. En deçà et par delà l'Atlas, ce sont les caïds et les pachas qui, sous notre direction et sous notre contrôle, ont combattu, refoulé ou apaisé les tribus hostiles. L'ancien grand vizir Madani-Glaoui, un homme de grande allure et de haut prestige, un vrai chef, avait, après avoir organisé la région de Demnat, étendu son influence jusqu'au Thodra. Son frère, El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, qui avait secondé son action, a pris la direction politique de la toute-puissante famille. Il est, lui aussi, un chef. Reçu par lui à Marrakech, dans son beau palais, avec la somptuosité d'un seigneur de grande race, j'ai pu apprécier ses qualités de fin lettré musulman, la pénétration de son esprit cultivé et son attachement à la France, dont il fut l'hôte en 1913. Depuis 1912, il a combattu à nos côtés. On le dit guerrier magnifique. Ce fut lui qui, en septembre 1912, après l'affaire de Sidi Bou Othman, sauva à Marrakech les Français prisonniers d'El Hiba. Depuis il a pris part, jusqu'à Taroudant, avec des contingents levés sur ses domaines, à toutes les opérations de police que nous avons effectuées dans la région du Grand Atlas. La guerre n'a ni ému sa confiance ni troublé sa fidélité. Au début de 1919, il nous a rendu les plus grands services. A la nouvelle du soulèvement du Tafilalet organisé par Si Mohamed-Nefrouten, le chérif du Sahara, il lève 10 000 hommes dont il prend le commandement. Malgré le froid et la neige qui obstruent les cols, il emmène son armée

à travers le Grand Atlas, atteint la vallée du Dadès, puis du Thodra, pour aboutir au Farklo où il établit la liaison avec notre colonne du Ziz. Il bouscule les Aït Atta, il maintient dans l'obéissance et il organise les régions qu'il traverse, et il disperse la harka de Si Mohamed Nefrouten. Ce beau fait d'armes lui a valu, en mars, la croix de grand officier de la Légion d'honneur.

***

Le respect de la souveraineté du sultan dans tout ce qui intéresse la conscience et le statut musulmans, et la collaboration avec les grands chefs indigènes ont puissamment aidé le général Lyautey à gagner sur le terrain politique la bataille du Maroc. Mais la victoire aurait été indécise et précaire si le résident général n'avait pas pratiqué à l'égard des indigènes eux-mêmes une politique attentive, prudente, équitable et bienveillante. Ce fut, dès son arrivée au Maroc, son premier souci. Son expérience l'y préparait, mais la situation ethnographique la lui imposait. Quoique la vie des tentes et le mouvement des tribus nomades rendent les statistiques assez incertaines, on peut évaluer à environ 5 400 000 habitants la population indigène de la zone française au Maroc. Le quart de cette population n'est pas encore soumis à notre autorité ou administré directement. Si l'on retient les chiffres approximatifs de la population urbaine, on comptait au 1er janvier 1918, 409 059 musulmans contre 40 190 Français. Le nombre global des indigènes et leur proportion dans la population urbaine où sont nos principaux établissements suffisent à déterminer une politique. Le général Lyautey en a fixé les traits essentiels dans un remarquable rapport du 1er décembre 1916. A ce moment, après seize mois de guerre, il pouvait, en jetant un regard en arrière, apprécier les difficultés vaincues et les résultats obtenus. Pour obtenir ces résultats il avait fallu surmonter des difficultés dont la guerre avait peu à peu modifié le caractère sans en atténuer la gravité. Le coup monté par l'Allemagne avait raté, puisqu'elle n'avait pas réussi à transformer en une révolte générale les rébellions particulières, que ses agents avaient provoquées. Nous restions, solidement établi, l'état protecteur, mais les événements, qui

paraissaient avoir résolu en notre faveur la question politique, posaient brusquement une question de solidarité religieuse. En Turquie, en Tripolitaine, en Égypte, en Asie Mineure, les musulmans étaient entrés dans la lutte, de gré ou de force, et s'il n'y a pas d'unité politique de l'Islam, il n'en est pas moins « une caisse sonore », où tout se propage et s'amplifie avec une extraordinaire rapidité. Habile à exploiter des incidents fâcheux, comme l'échec des efforts des Alliés à Gallipoli et les revers des Anglais à Kut el Amara, l'Allemagne se présentait en libératrice. Elle promettait aux pays de l'Islam, rendus à l'indépendance, de les restaurer dans leur intégrité, et sa propagande avait d'autant plus de chances d'être entendue, qu'à la différence de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, elle n'exerçait en pays musulman de domination que sur les colonies lointaines et mal connues du Centre Africain. Il lui manquait, heureusement, l'atout qui aurait pu lui assurer le gain de la partie. Elle avait bien essayé de faire intervenir le sultan de Stamboul, mais le sultan du Maroc est un iman couronné dont le khalifat religieux est absolument indépendant du Khalifat turc. *C'est en son nom que l'on dit la prière*, et ceux-là mêmes qui sont en révolte plus ou moins ouverte contre sa puissance temporelle acceptent sa suprématie religieuse. Cette indépendance est une force : en respectant l'une, le général Lyautey s'est acquis le bénéfice de l'autre ; en rassurant les consciences, il a apaisé les esprits. Non content de rendre hommage au sultan absent, de se dire « le premier serviteur de Sidna » et de proclamer son autorité religieuse, il n'a pas manqué une occasion de favoriser le contact du souverain avec son peuple et de démentir ainsi publiquement, par des égards vus de tous, la légende allemande d'un Moulay-Youssef auquel manquaient la liberté et le respect. Après les fêtes de l'Aïd à Fez, la preuve de notre politique était faite et le résident général pouvait dire :

Le sultanat restauré y a manifesté une force d'attraction dont notre œuvre pacificatrice a eu tout le profit. A voir le sultan accomplir en toute indépendance, sans aucune immixtion européenne, avec tout l'éclat traditionnel, les rites de la fête religieuse, les délégations venues de toutes les régions du Maroc ont compris, mieux que par tous les discours, notre résolution de sauvegarder scrupuleusement

leur religion et leurs coutumes. A constater de leurs yeux la confiance réciproque entre le sultan et moi, entre ses vizirs, le personnel du Makhzen et les chefs de l'administration française, elles ont compris que l'esprit de collaboration cordiale entre les deux organismes n'était pas une vaine parole et qu'on ne songeait pas à leur demander de rien abdiquer des choses auxquelles ils étaient les plus attachés. Le bruit s'en est répandu rapidement et au loin, et c'est ainsi qu'on a pu voir venir à Fez, pour « saluer le sultan » et bénéficier de sa « baraka », des dissidents des plus qualifiés comme des plus humbles, qui s'étaient jusqu'ici refusés à tout rapport avec nous. Du palais du sultan tous sont venus à la résidence, et le lien s'est noué. Ils sont rentrés dans leurs tribus, disant l'accueil du chérif couronné qui, sur leurs têtes, avait dit la « fatia », la prière coranique, les présents qu'ils en avaient reçus, les égards dont l'entouraient les chefs français, et d'autres sont revenus, nous apportant leur soumission et résolus à rester avec nous.

Ce spectacle frappait d'autant plus les indigènes qu'ils avaient le bénéfice d'une liberté religieuse égale à celle de Sidna. En promettant au peuple marocain, réuni à Aïd-el-Kebir, le 28 septembre 1917 « le respect scrupuleux du plein exercice de sa religion, la sauvegarde et l'accroissement de ses biens religieux et des biens privés, le maintien intégral de son statut, de ses coutumes et des habitudes de sa vie quotidienne », le général Lyautey avait pour garants les actes qui depuis cinq ans illustraient son administration. Non seulement le statut personnel de l'indigène, sa propriété immobilière et sa liberté religieuse avaient été rigoureusement protégés, mais le résident général avait favorisé par le développement des *medjless* et des *djemaas* la participation directe et élective des indigènes à la vie administrative. Il n'appartient pas à cette catégorie d'indigénophiles dont l'archaïsme, figé dans une formule immuable, se refuse à toute évolution. Il a le souci des transitions et des adaptations, mais son esprit ne se refuse à aucun progrès et son principal collaborateur, le colonel Berriau, définissait excellemment, dans une conférence, en mai 1918, le caractère de cette politique :

L'établissement du Protectorat, un choix meilleur des fonctionnaires, un contrôle plus attentif de leur gestion, ont permis de délivrer la masse des administrés de ce régime d'arbitraire, d'oppression et de violence.

Mais ce n'est pas tout et notre devoir ne s'arrête pas là. Il nous

faut encore donner aux indigènes les moyens d'exprimer par des organes officiels leurs besoins et leurs désirs, de les faire collaborer à nos travaux et de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions matérielles.

A cet effet, le Protectorat vient de créer deux séries d'organes qui assureront la participation de l'indigène à la vie politique du pays.

Dans le domaine politique et administratif, on a donné aux villes des medjless, véritables conseils municipaux, qui discutent les intérêts des cités et collaborent à leur administration. Dans les tribus, on a institué les djemass qui sont, comme vous le savez, des assemblées de notables auxquelles sont reconnues, sous la présidence de leurs caïds, des attributions administratives et parfois juridiques.

Dans le domaine économique, on a doté les villes de Chambres de commerce où les notables commerçants indigènes pourront discuter leurs intérêts, formuler leurs vœux, et contribuer ainsi à l'essor économique du pays. Dans le même ordre d'idées, les populations rurales sont représentées par les Chambres d'agriculture.

C'est là une innovation très hardie.

Je ne crois pas qu'il existe dans nos vieilles colonies une organisation semblable...

*
* *

Il n'existe pas non plus une colonie française, ou étrangère, qui ait donné pendant la guerre le spectacle dont le Maroc offrit, à trois reprises, à la France l'étonnement et la fierté. L'Exposition de Casablanca en 1915, la Foire de Fez en 1916 et la Foire de Rabat en 1917, achevèrent de donner ses traits à une politique hardie et confiante, qui n'attendait pas de la seule force des armes la sécurité du pays et la tranquillité des esprits. Décidément, le Maroc « gardait le sourire ». Tandis qu'il apportait à la métropole, après lui avoir envoyé plus de bataillons qu'elle ne pouvait en attendre, des produits de ravitaillement, et qu'ainsi il concourait à la défense nationale de tous ses efforts et par tous les moyens, le résident général avait le souci de parler le moins possible de la guerre à la masse marocaine et de ne pas créer chez elle une curiosité inutile et dangereuse. Certes, au milieu des deuils qui accablaient le pays et des dangers qui le menaçaient, il en coûtait au général Lyautey de maintenir au Maroc « la façade extérieure de la vie, son décor même et sa représentation ». Mais cette sérénité apparente n'était-elle pas la preuve

de notre confiance, et celle à laquelle les indigènes seraient le plus sensibles? C'était *un geste de guerre* que le résident général avait fait en décidant l'Exposition de Casablanca et il la qualifia, en l'ouvrant, d'*Exposition de combat.* Aux manœuvres occultes des Allemands qui tentaient d'envelopper le Maroc dans un réseau d'intrigues pour le conduire, le jour venu, jusqu'à la révolte et le détacher de la France, le général Lyautey répondait par une affirmation publique de la puissance de la France et de la tranquillité du Maroc. Il pouvait dire que jamais aucune exposition ne s'était ouverte dans de telles conditions, tandis que le pays protecteur soutenait la plus terrible des guerres et que le pays protégé, gardé aux frontières, luttait, dans des combats presque quotidiens, contre des dissidents farouches, payés et armés par l'ennemi du dehors. En soixante-seize jours, plus de deux cents pavillons avaient dressé une féerie, surgie de terrains vagues où un an avant les chasseurs poursuivaient les lièvres. En soixante-deux jours, l'Exposition, ouverte devant El-Hadj-Omar-Tazi, pacha de Casablanca, et El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, vit défiler 120 000 indigènes, venus de partout, des villes ou du bled, et représentant toutes les classes. Tout le Maroc avait été comme secoué et attiré par une manifestation dont le succès s'était propagé jusque dans les tribus les plus éloignées. Les dissidents eux-mêmes en avaient eu la curiosité. Battu, mais non soumis, un chef redoutable de harkas, Abd es Selam, protégé autrichien de Larache, qui bataillait encore contre nous en juin 1915, dans le nord de notre zone, fit brusquement, en septembre, des ouvertures au colonel Simon. A la condition de pouvoir visiter l'Exposition de Casablanca, il acceptait toutes les autres conditions qu'il avait refusées obstinément jusque-là. Le général Lyautey eut la bonne grâce et l'esprit politique de recevoir, sur « le grand marché », cet adversaire de la veille qui, depuis, devint notre allié et combattit à nos côtés sur le front de l'Ouergha.

L'année d'après, à la foire de Fez, tenue presque sous les portes de la ville, à quelques kilomètres de la zone du feu, les indigènes affluaient chaque jour par dix ou vingt mille. On voyait au milieu d'eux des Beni-Ouaraïn et des Riata qui appartenaient à des tribus rebelles de la montagne, mais on

y voyait aussi, venus à Fez pour la première fois, des dissidents illustres, ralliés de la veille, tels que le chérif Moulay-Mohamed-Tserroucheni, le chef de guerre Si Saïd ou Mohamed et les délégués de la Zaouïa des Marmoucha d'Almis.

L'Exposition de Casablanca et la Foire de Fez avaient si brillamment réussi qu'on pouvait désespérer de mieux faire. Pourtant, en 1917, Rabat, Rabat la Blanche, eut à son tour sa foire, tenue devant un des plus beaux horizons que ma vie de voyageur insatiable m'ait fait connaître, et qui, matériellement et moralement, éclipsa tout. Elle garda d'ailleurs au milieu des attractions, dont les femmes mêmes du sultan voulurent goûter le charme si nouveau, la décence que la situation de la France commandait. Chacun comprenait ce que l'on avait voulu faire.

Ce que nous faisons ici? disait le général Lyautey. — Nous voulons une fois de plus faire toucher du doigt à ce peuple qui s'est si complètement et loyalement uni à nous, que, si rude que soit la lutte dans laquelle nous sommes engagés, nous gardons intactes notre puissance et notre richesse. Ce que nous faisons ici? — Nous suscitons, pendant une période annuelle, un lieu d'union des cœurs et des activités où tous les Français du Maroc puissent se regarder dans les yeux, se rapprocher les uns des autres et travailler la main dans la main ; un lieu où les Marocains, venus de toutes les extrémités de l'empire, puissent se réunir, se reconnaître, constater les ressources de leur pays, la prospérité et le progrès que nous leur apportons, pour en rapporter l'écho dans leurs tribus les plus lointaines, encourager ainsi celles qui, pour le plus grand nombre déjà, collaborent avec nous, et portent chez les autres, de moins en moins nombreuses, l'encouragement à nous venir et le découragement à nous combattre.

*
* *

Le général Lyautey n'aurait pas — et une fois n'eût pas été coutume — exprimé sa pensée tout entière s'il n'avait pas devant les Français, les colons et les indigènes marqué un autre caractère de l'*Exposition de Combat* qu'il inaugurait. Il n'eut garde d'y manquer. « Ce que nous faisons ici? — Vous le savez. Nous combattons le bon combat pour que notre commerce prenne définitivement au Maroc la place qu'il doit y garder et pour que d'autres, vous savez lesquels, la trouvent bien prise. » Ces *autres*, il n'était pas nécessaire de les nommer

pour que chacun les reconnût, et chacun aussi comprenait que la bataille du Maroc ne se livrait pas moins sur le terrain économique que sur le terrain politique et militaire. En 1915, à Casablanca, le général Lyautey avait dit :

Ce que nous avons voulu faire ici, c'est un geste de guerre, parce qu'il nous est vite apparu que cette guerre sans précédent se livrait sur tous les terrains et qu'elle employait toutes les armes. Nous ne nous sommes pas seulement trouvés en face, nos alliés et nous, de la plus meurtrière machine de destruction, mais de l'organisation la plus puissante et la plus généralisée, embrassant tous les domaines, et nous avons compris que c'était dans toutes les manifestations de l'activité humaine qu'il fallait la contrebattre et cela, sans perdre un instant, sans répit.

Vous venez de lire les déclarations récentes où notre adversaire proclamait ouvertement et cyniquement son programme, non pas seulement de domination militaire et politique, mais d'asservissement économique, et c'est à ce programme que nous répondons ici, dans ce Maroc, qui a été un des premiers enjeux de cette lutte, en affirmant notre volonté de vivre et de prospérer par nous-mêmes, et de ne pas nous laisser asservir.

En 1916, à Fez, le résident général exprimait, en d'autres termes, la même pensée, et il dégageait avec force le double caractère de la bataille dans laquelle il conduisait la France à une glorieuse et précieuse victoire :

Tandis que nos troupes, nos chères, nos braves et admirables troupes, luttent quotidiennement, avec une vaillance et une abnégation qu'on ne connaîtra jamais assez, sur toute la périphérie de notre couverture marocaine, et non seulement la maintiennent inébranlable, mais encore la reportent constamment un peu plus avant, ici, partout, à l'abri de leur protection, se livre le combat des chantiers, des entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Vous connaissez l'adage : « Le pavillon couvre la marchandise. » Vous savez sous quel pavillon s'abritait la marchandise qui prétendait naguère au monopole du marché marocain. Ce pavillon, il est battu, et c'est le nôtre aujourd'hui, nos chères et glorieuses trois couleurs, qui « couvre la marchandise », sans exclure certes aucune des concurrences loyales et amies auxquelles le champ reste largement ouvert...

L'Allemagne menait depuis des années sur ce champ de bataille une lutte âpre et méthodique, et, sans être loyale, sa concurrence se faisait de plus en plus terrible. Le chiffre de ses ventes s'accroissait d'une façon régulière et trahissait la

continuité de ses efforts. De 5 573 861 francs en 1911, il était passé à 13 177 674 francs en 1913. Le premier semestre de 1914 avait atteint 6 252 181 francs, chiffre supérieur pour six mois à celui de l'année 1911 tout entière. Elle ne négligeait rien pour gagner le marché marocain, qu'elle nous disputait avec une énergie disciplinée sur laquelle notre commerce devrait se décider à prendre enfin exemple. Il me souvient qu'au début de la guerre une revue avait ouvert une enquête sur l'organisation allemande pour la comparer à l'organisation française. Je me refusai à y prendre part, parce qu'on voulait me faire dire, comme à tant d'autres, ce que je ne voulais pas dire, ne le pensant pas, à savoir que nos qualités d'organisation dépassaient celles de l'Allemagne. Passe encore pour nos qualités que, prises en elles-mêmes, je ne crois pas inférieures. Mais il en va tout autrement de l'usage que nous en faisons. Nous n'avions au Maroc ni l'initiative, ni l'audace, ni la forte organisation que l'Allemagne mettait dans ses entreprises industrielles et commerciales. Rien n'est instructif à cet égard comme l'effort fait par la *Marokko Mannesmann C°* pour accaparer économiquement le Maroc. J'ai sous les yeux des dossiers où cette action est étudiée avec une minutie qui ne laisse rien dans l'ombre. J'en extrais quelques points de faits essentiels.

En 1912, la *M. M. C.* était une société à responsabilité limitée ; au mois de mai 1914, trois mois avant la guerre, elle se transformait en une société par actions au capital de trois millions de francs. Son principal établissement se trouvait à Hambourg, son siège social à Casablanca. Elle avait au Maroc comme succursales : Casablanca, Fedalah, Fez, Marrakech, Médina, Marrakech-Mellah, Mazagan, Mogador, Saffi, Soc Djuma et Tanger, auxquelles se trouvaient affiliés de nombreux comptoirs : Tétouan, Azila, Melilla, Ceuta, Larache, El Ksar, Meknès, Oudjda, Rabat, Mehedia, Sefrou. N'ai-je pas raison de penser que cette seule énumération a déjà la force d'une démonstration? Les principales succursales avaient à leur tête un personnel allemand et partout il remplaçait, dès que les circonstances le permettaient, le personnel indigène. De nombreux voyageurs parcouraient le Maroc pour le compte de la compagnie. Autour de la *M. M. C.* s'étaient

constitués un *syndicat minier* qui visait l'accaparement de la zone espagnole, et la *Marokko Export C°*, qui se proposait l'achat des forêts de chêne-liège. La *M. M. C.* pratiquait principalement le commerce de commission, dont elle avait le plus souvent la représentation exclusive, qui avait pour objet l'importation au Maroc des marchandises allemandes. Le nombre des maisons représentées était très grand et il va de soi que toutes les marchandises susceptibles d'être vendues au Maroc entraient dans la combinaison. C'étaient des compagnies allemandes ou autrichiennes qui effectuaient le transport. La société n'avait pas d'ailleurs un objet rigoureusement limité et ses statuts dévoilaient le plan de la vaste entreprise qu'elle projetait. « La Société a pour objet les opérations, *ainsi que les entreprises agricoles et industrielles, particulièrement au Maroc. La Société peut également s'intéresser à d'autres entreprises quelconques, ou entreprendre elle-même.* »

De même que la maison Karl Ficke, la Compagnie Mannesmann associait à ses combinaisons industrielles, commerciales et économiques le souci constant d'une action allemande. Elle attendait des indigènes auxquels elle faisait appel plus d'influence que de compétence et elle voyait moins en eux des commis commerciaux que des agents politiques. Elle tendait surtout à augmenter par ce moyen le nombre de ses *censaux*.

Les censaux étaient les auxiliaires indigènes des commerçants étrangers qui jouissaient au Maroc du privilège des Capitulations. Tels que leurs patrons, et sur leur désignation, les censaux échappaient à la juridiction locale et ne relevaient que de la juridiction des consuls sur les registres desquels ces patrons étaient inscrits. Tant que les commerçants étrangers étaient les seuls à réclamer le bénéfice de la protection consulaire, il y avait des raisons sérieuses à faire valoir pour la leur accorder, surtout dans les temps troublés où l'administration et la justice chérifiennes n'offraient pas les garanties d'autorité et d'impartialité nécessaires. S'il y avait des abus, le nombre en était restreint. Avec l'extension de la protection aux censaux, le nombre en devenait illimité. Il y avait bien eu en 1880 une convention internationale qui, pour remédier à un mal grandissant et intolérable, avait fixé à deux par maison le nombre des censaux, mais, au Maroc

comme en Europe, l'Allemagne pratiquait en matière de traités, avant de l'avoir publiquement avouée, la théorie du *chiffon de papier*. Elle agréait et elle protégeait des censaux au delà de la quantité que la convention de 1880 lui accordait. Elle les choisissait avec soin et elle n'hésitait pas à changer ceux qui avaient cessé de plaire ou de servir. La direction de Hambourg recommandait en octobre 1913 à un de ses correspondants de remplacer les censaux « qui n'auraient pas rempli les conditions que nous sommes en droit d'exiger ». Toutes ces conditions n'étaient pas de l'ordre commercial. L'Allemagne n'avait pas hésité en effet, même depuis le traité du 4 novembre 1911, à étendre en dehors même des auxiliaires indigènes de ses maisons de commerce, le privilège de l'exterritorialité à des indigènes non commerçants, mais connus pour leur hostilité contre la France. Les Mannesmann accablaient leurs consuls sous des demandes dont ils n'attendaient pas toujours l'instruction et le règlement pour transformer en censaux des chefs rebelles dont ils voulaient exploiter contre nous les ressentiments ou les ambitions. Ne vit-on pas, en 1913, « Robert Mannesmann, dans la région de Saffi, distribuer, de son propre chef, des patentes de protection aux Oulad Bou Aziz, aux Chaouna et aux Oulad Maadra, et son frère Otto envoyer, le 28 novembre de la même année, une carte de censal à Abdullah-Ben-Brahim, chef des contingents du Tiout au service du rebelle Mohammed-Hiba »? On pourrait douter de ces faits, qui révèlent tant d'audacieux cynisme, s'ils n'étaient affirmés dans son livre sur *la Politique marocaine de l'Allemagne* par Louis Maurice, un pseudonyme qui abrite le nom d'un diplomate distingué dont les renseignements ont été puisés aux sources les plus sûres.

Ainsi secondés par leurs commis voyageurs et par leurs censaux, ceux-là affectés à l'action commerciale, ceux-ci employés à l'espionnage et à l'action politique, les Mannesmann s'ingéniaient à inonder le marché marocain de *l'universalité* des produits allemands, ou autrichiens, qui pouvaient y trouver leur emploi. Sera-t-on étonné qu'ils eussent recours aux procédés habituels en Allemagne pour démarquer les produits français auxquels ils voulaient faire concurrence? Je prie qu'on m'en croie sur parole : j'ai dépouillé là-dessus

des dossiers suggestifs. Qu'on me croie aussi si j'affirme que l'emprise allemande a rencontré trop souvent des concours imprévus et faits pour surprendre. Les administrations françaises au Maroc ne se sont pas toutes fait scrupule d'adresser parfois à des maisons allemandes des commandes qui auraient pu et dû prendre une autre direction. Ajouterai-je que certaines maisons françaises de la métropole choisissaient d'une façon singulière leurs représentants au Maroc? J'en sais une, et des plus connues, qui avait pour agent à Tanger l'interprète de la légation d'Allemagne, dont la déclaration de guerre provoqua le brusque départ pour un port espagnol.

La guerre a dissous la *Marokko Mannesmann C°* : elle a mis fin à ses manœuvres et à ses affaires. Il dépend de l'administration du Protectorat, libérée par le traité de paix, qu'elle ne reprenne plus ses manœuvres, et il dépend du commerce français, qui ne peut que gagner à s'organiser méthodiquement, d'interdire à l'industrie et au commerce allemands de rentrer au Maroc, même par la porte espagnole. La France occupe le premier rang parmi les nations qui sont en relations commerciales avec le Maroc. En 1917, sur un chiffre global d'échanges qui s'élevait à 386 238 618 francs, elle comptait pour 272 757 969 francs. La progression a été continue. En 1912, nos importations et exportations représentaient 43,37 p. 100 du total ; 59,53 p. 100, en 1913 ; 61,48 p. 100, en 1914 ; 65,93 p. 100, en 1915 ; 70,67 p. 100 en 1916 ; 70,62 p. 100, en 1917. Ces chiffres donnent raison à l'optimisme que le général Lyautey manifestait à la Foire de Fez en 1916. Le pavillon français a remporté au Maroc sur le terrain économique la même victoire que le drapeau français a gagnée dans l'action militaire sur l'Allemagne. Mais il ne suffit pas de vaincre : il faut savoir profiter de la victoire.

***

Le général Lyautey n'a pas besoin, pour profiter de la victoire et pour en développer les avantages, du conseil qu'Annibal, amolli par les délices de Capoue, dédaigna dans la bouche de l'un de ses lieutenants. En guerre sur son propre

sol avant les hostilités qui déchirèrent l'Europe, il sut faire la guerre. Mais, pendant qu'il faisait la guerre, il préparait la paix par une politique dont la hardiesse était la forme d'une sagesse réfléchie et prévoyante. S'il eut, dès les premiers jours de 1914, le courage de dire qu'au Maroc « la séance continuait », le résident général comprit que jamais il n'avait été plus nécessaire de poursuivre, malgré toutes les difficultés, le plan de travaux déjà dressé et commencé. La bataille économique engagée au Maroc, qui n'était sous un autre aspect que la prolongation de la bataille militaire et de la défense politique, fut gagnée par l'exécution d'un vaste programme de travaux publics. Ce n'était pas seulement, comme je l'ai dit, le moyen de détourner la masse indigène des tentations que lui offrait la dissidence ; c'était la façon la plus habile et la plus probante de témoigner notre confiance dans l'issue de la guerre. C'était une nécessité vitale. L'action économique compensait l'insuffisance des effectifs. Le général Lyautey avait dit : « Tout nouveau chantier ouvert vaut un bataillon », et cette heureuse formule avait gagné les esprits, animé les cœurs et exalté toutes les espérances. Je ne crois pas qu'on conduise encore les hommes par des mots. Les mots ne valent que par les idées, bonnes ou mauvaises, justes ou fausses, dont ils sont l'expression. Il en est des mots comme des drapeaux : les hommes ne s'y attachent qu'en proportion de l'idéal qu'ils renferment. Au mérite de frapper l'imagination par sa forme pittoresque, la formule du général Lyautey ajoutait la force entraînante d'une pensée profonde. Elle n'était pas un aphorisme : elle était un programme. Tout le Maroc, avide de travail, s'y rallia et en fit une réalité.

Les administrations publiques lui donnèrent l'exemple. Avec le général Lyautey, il faut comprendre et il faut obéir. Il a la routine en horreur, et les lenteurs administratives, et les solutions toutes faites. Rien ne répugne plus à son tempérament d'action que l'uniformité d'un règlement figé, apte à tout et propre à rien. Homme d'initiative, il provoque chez ses subordonnés les initiatives, et il les encourage.

Je ne sais rien de plus caractéristique à cet égard que la lettre d'envoi aux commandants de subdivision et de terri-

toire d'une circulaire du 9 novembre 1917 pour leur recommander l'organisation dans chaque poste où se trouve un effectif européen, si réduit qu'il soit, d'un lieu de réunion, de lecture et de repos pour la troupe et pour les sous-officiers.

En vous envoyant la note-circulaire ci-jointe, j'appelle sur elle votre particulière attention. Ce que je demande, c'est qu'elle ne tombe pas dans le gouffre des circulaires qu'on lit, qu'on classe et dont on ne s'occupe plus, ou mollement. Je demande aussi qu'elle ne se trouve pas paralysée par l'automatisme des transmissions hiérarchiques et de l'esprit administratif, mais que cela devienne quelque chose de vivant, de personnel, de souple, et d'essentiellement variable selon les gens, les lieux, et les modalités, et qu'avant tout, cela ne tombe pas dans le domaine des projets, avant-projets, états T, modèles-types et gabarits. Je demande aux commandants de la région de s'y intéresser comme moi-même, de prendre la chose à cœur, et de vraiment intéresser chacun, de haut en bas, à la réalisation la plus pratique, la plus simple et la plus rapide.

Voilà certes une façon de commander et d'administrer dont je doute qu'il soit possible de trouver l'équivalent dans une administration de la métropole. La circulaire elle-même était écrite du même ton. Elle excluait avec vigueur les constructions à longue échéance, les projets grandioses et une lente recherche du mieux où trop souvent le bien hésite et échoue. Elle faisait appel à la *volonté des commandants* : « Ce qui importe, c'est qu'ils *veuillent* », et elle contenait un passage digne d'être donné en exemple à des administrations que l'Europe a fini par ne pas nous envier.

Le moyen pratique d'aboutir, c'est de charger de ces installations, dans chaque place, camp ou poste, un personnel spécial, un officier, un sous-officier, un homme de troupe non pas quelconques, mais particulièrement dégourdis, ayant le goût et le sens des installations. Ils existent toujours, il s'agit de les trouver, de leur laisser beaucoup d'initiative en tirant parti de l'esprit d'émulation, de l'amour-propre et du désir de faire œuvre personnelle qui sont toujours le meilleur stimulant de toute réalisation que glace et paralyse l'action administrative et hiérarchique.

Je pensais à cette circulaire un matin du mois de mai tandis que le général Lyautey m'entraînait, dans le tourbillon d'une visite rapide, au milieu des travaux achevés, commencés ou

projetés de la petite ville de Kenitra, située dans la boucle du Sebou, le grand fleuve du Maroc, à 17 kilomètres de son embouchure. Il y a six ans il n'y avait que la Kasbah : aujourd'hui il y a une ville de 6 000 habitants, 14 000 mètres de rues, des villas, des jardins, des édifices publics, une gare, un port. La gare a transporté en 1916 et en 1917 29 000 voyageurs : elle a reçu ou expédié pendant ces deux mêmes années réunies 20 744 370 tonnes. Le mouvement commercial du port de 1913 à 1717, soit durant cinq ans, au cours desquels la barre a été impraticable pendant 358 jours, a été de 114 833 tonnes, représentant en francs une valeur de près de 67 millions. Pour une ville construite depuis six ans et inachevée, qui donne encore l'impression d'un chantier dispersé, j'ose dire que ce n'est vraiment pas mal et je n'ai pas été tenté de reprocher au général Lyautey la fierté paternelle avec laquelle il m'en faisait — un peu trop rapidement — les honneurs. J'imagine qu'il ne s'est pas attardé « aux projets, avant-projets, états T, modèles-types et gabarits ». Il a voulu, il a agi, il a réussi.

C'est un grand constructeur de villes que le général Lyautey. Ancien collaborateur du général Gallieni au Tonkin et à Madagascar, il a, pour l'initiative, pour la méthode et pour l'action — j'ajoute : pour la réussite — de qui tenir. Il envoyait de Langson le 9 février 1895 une lettre encore inédite qui donne une juste idée de sa façon de voir, de comprendre et d'écrire.

Sensations d'Amérique : — une ville naît — sur le sol nu, les avenues sont tracées sur un vaste plan ; — les premiers travaux datent de quatre mois, du début de la bonne saison, seule favorable aux travaux ; et une cinquantaine de maisons s'élèvent déjà, à mi-étage, suivant un tracé rectiligne, américain. Au milieu, la future résidence du colonel (Gallieni), presque un palais, conçue pour affirmer la puissance française. Le quartier indigène bordait le fleuve, quartier de paillottes et de torchis ; le colonel, par mesure de sécurité, de police et d'aspect, ne veut plus que des briques et des tuiles, — le moyen est simple : il fait éventrer ce ramassis, y trace ses rues, puis il jette par terre tout un secteur, en laissant bien le terrain aux propriétaires, mais sous la réserve qu'avant quinze jours ils auront recommencé, sur l'emplacement de leur paillotte de la veille, une construction définitive en briques, charpente et tuiles. Dame, le colonel veut faire

surgir en deux ans de la broussaille une ville de pierre, de fer, avec lumière électrique, quais, promenades ; il l'aura.

J'ai assisté hier à une de ces opérations ; c'est au moins pittoresque. Déjà les secteurs A et B sont à l'ordonnance, les anciens propriétaires ont trouvé le nécessaire pour faire les maisons exigées, et une fois leur parti pris, ils ont mis de l'entrain et leur goût personnel, et c'est resté très indigène et amusant tout en devenant maçonnerie. Cette fois, c'était le tour du secteur C ; les habitants prévenus depuis huit jours avaient déménagé, et ont installé des campements sur le terrain vague d'en face. Voici un tailleur avec sa machine à coudre, installé sous un abri de paillassons et de boîtes de farine, à côté d'un gargotier qui a refait en plein vent tout son étalage. La pioche a été mise ce matin, et les deux tiers du secteur sont par terre, et déjà aujourd'hui sur le terrain à peine déblayé on voit les indigènes commencer leurs fondations en briques.

Nous passons avec l'officier chancelier ; il accroche un Chinois : « C'est toi qui vas être content d'avoir une belle maison en pierre au lieu de ta sale cagna en paillotte. » Tout ceci qui doit vous sembler un peu expéditif est ici absolument justifié. Depuis des siècles, ce peuple frontière est opprimé de la façon la plus draconienne tantôt par les mandarins chinois, tantôt par les mandarins annamites ou par les pirates de l'un et l'autre habit ; on leur prenait tout, c'est bien simple, argent, marchandises, femmes, avec un régime de coups de bâtons à l'appui.

L'autorité ne leur est jamais apparue que sous la forme immédiatement impérative. Le parlementarisme et le formalisme administratif leur échappent totalement, et si l'on avait procédé par expropriation légale, enquête *de commodo et incommodo*, voies d'affiches, temps de pourvoi, etc., les intéressés auraient trouvé cela incompréhensible, ennuyeux, et surtout faible. Ils comparent encore avec le passé et trouvent, en somme, que puisque le grand mandarin français veut une ville, il est encore bien bon de leur laisser le terrain et de ne pas se payer chaque matin une récréation d'une heure en coups de rotin sur leur dos, histoire de rire ; c'était l'apéritif des mandarins.

Et vraiment ça surgit de terre ; il y a là une intensité de création et d'activité empoignante. On entend le sifflet du chemin de fer. Il vient déjà deux trains par jour ; entre les tracés des avenues ce ne sont que charpentes métalliques, fours à chaux, fosses à pisé, briqueteries ; et rien n'était intéressant comme d'accompagner ce soir le colonel dans sa tournée de propriétaire, suivi de deux ou trois agents, garde d'artillerie, officier chancelier, commissaires de police qui sont des ministres, comptant les briques de la journée, plantant sa canne dans le pisé, harcelant l'un, complimentant l'autre, voyant tout, notant tout, puis achevant sa tournée par la ronde des blockhaus de protection à deux kilomètres de la ville, interrogeant le lihn-co de garde, comptant les hommes et, chemin faisant, m'entretenant de ses

projets : une jumenterie qu'il veut faire dans ces anciennes rizières, — le général Sou lui a promis des poulinières ; plus loin un jardin botanique pour acclimater et essayer des essences de France ; ici une chute d'eau de deux mètres qui donnera l'électricité l'an prochain, etc., etc. Son cerveau est en constante genèse, et vraiment, à regarder simplement ce qui en un an est sorti de son coup de baguette, on croit tout possible.

Ce matin, il a eu une joie : un mandarin de Lang-Tchéou est arrivé dans sa chaise laquée verte pour voir *de visu* le chemin de fer, l'arrivée du train, toucher et comprendre. Sur-le-champ, pendant sa visite, les lettrés ont été attelés à lui rédiger en « caractères » une explication détaillée, et une dépêche partie pour Hanoï a demandé qu'on tirât immédiatement à cent exemplaires en chinois, les horaires, tarifs, etc. Ce dont il s'agit, en effet, c'est de détourner sur le nouveau chemin de fer le transit de 10 000 tonnes de filés de coton qui représentent la consommation normale de Lang-Tchéou et arrivent actuellement par Hong-Kong, voie anglaise.

Ce dont, en dehors des résultats pratiques, je jouis en dilettante, c'est de constater ce magnifique spécimen d'homme complet, de voir réalisé ce type de chef absolu, soldat et administrateur, rustique et cérébral, de toucher à un homme qui, pour avoir un habit catégorisé, ne se croit pas forcément parqué dans le 2 novembre 33 et développe, à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité. Et ce qui est très intéressant aussi, ce sont les hostilités. Pour les colonels du modèle habituel, c'est un fumiste et un agité ; les corrects bureaux de l'état-major d'Hanoï se voilent la face chaque fois qu'il saute à pieds joints par-dessus le filet des circulaires, chaque fois qu'il s'étonne au bout d'un mois de n'avoir pas de réponse à une question qui peut se résoudre d'un coup de télégraphe. On lui répond que « la question est à l'étude » ; j'ai même dû parfois lui rédiger cette formule, lui s'en tord, et quand la question lui revient étudiée, il y a beau temps qu'il l'a résolue. Enfin, ici même, à côté des officiers enthousiastes, passionnés, qui le bénissent d'avoir rempli leur vie, donné un aliment à leur activité, une fonction à leurs organes, un objectif à leurs facultés, de les avoir sortis, en décuplant leur rôle, de la dépression morbide de la lourde vie des postes, il y a les indignés qui déclarent que si on leur a appris à commander l'exercice, ce n'est pas pour être maires, architectes, ingénieurs. A côté des Grandmaison qui donnent à plein collier, il y a tous les caporaux dont le chœur clame : « Il nous embête ! » Il le sait, s'en moque. Et comme l'égotisme ne perd jamais ses droits, je me lèche d'entendre user contre ce grand entraîneur des mêmes clichés que contre mes humbles essais de jadis. Toutes initiatives ont même sort et mêmes ennemis. Et puis cet homme qui a guerroyé sous tous les ciels, manié la troupe à tous les grades, croit lui aussi à l'évolution nécessaire du rôle de l'officier. Il voudrait quelques piastres de plus pour faire ici une salle de lecture et semer sa citadelle de jeux et de

jardins. Son expérience vaut pourtant bien celle des adjudants-majors de France, et j'ai donc raison !

Mais, comme il connaît son monde : « Voyez-vous, me dit-il, en exposant ses plans, ses plans du Langson à venir, ses larges idées de relations commerciales avec la Chine, sa conception de l'organisation définitive de ce pays ; voyez-vous, je vous dis cela, mais je me garde bien de leur dire à Hanoï, je les épouvanterais et l'on m'arrêterait net. Le fonctionnaire français, général ou préfet, ne craint qu'une chose, les idées générales et les vues à longue portée ; je leur sers donc des plats pour leur estomac, je leur rapetisse tout ce que je fais, j'avance en cachette, en louvoyant, en atténuant toujours la portée des choses, en donnant comme mesures de simple police, de détails, de rectification de commune, mes actes les plus osés et en somme les plus révolutionnaires, et alors ça passe. » Est-ce assez cela et conforme à la consigne générale de frousse, de timidité, de petit bout de la lorgnette. Et pourtant, j'ai la conviction qu'on pourrait tout oser et parler clair. Mais dame, il faudrait rompre en visière à toute la hiérarchie, violer toutes les règles étouffantes que notre fausse conception de la discipline a laissées s'établir, ne pas craindre d'y laisser ses galons et sa carrière régulière et crier carrément par le livre, le journal, le forum...

Est-ce seulement au colonel Gallieni que ressemble ce portrait si vivant, si coloré, tumultueux et fait de verve? J'y retrouve de nombreux traits auxquels le commandant Lyautey ne ressemblait pas moins et qui, accentués depuis vingt-quatre ans, rendent avec un relief saisissant la physionomie du résident général de la France au Maroc. Oui, vraiment, en lisant ces lignes si crues et si pleines, où se révèlent l'homme d'action et l'écrivain — un écrivain dont l'Académie sera encore plus fière quand toute sa correspondance sera connue — je me représente autant que le général Gallieni celui qui fut son élève préféré, son ami, son continuateur. Je revois sur son champ d'action, au milieu « des résultats pratiques », qui attestent la vigueur et la variété de son œuvre, ce « magnifique spécimen d'homme complet », ce « type de chef absolu, soldat et administrateur, qui développe à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité ». Je suis repris, à la réflexion et à distance, par « l'intensité de création et d'activité » qui, là-bas, m'avait « empoigné » si fortement. Et je salue d'un même hommage d'admiration et de gratitude ces deux grands serviteurs de la France qui l'ont enrichie, par une adminis-

tration pacifique, dont aucun colonial anglais n'a dépassé le modèle, du Tonkin, de Madagascar et du Maroc.

S'il n'a pas été « parqué dans le 2 novembre 33 », qui veut dire le règlement militaire sur le service intérieur, le général Lyautey, constructeur des villes marocaines, a pourtant connu des « entraves » dont le général Gallieni avait secoué la chaîne. Respectueux de la souveraineté du sultan, et du droit de propriété soit du Makhzen, soit des particuliers, il a établi, par une série de *dahirs*, une législation sur l'aménagement des villes et de l'expropriation, dont le préambule de celui du 20 Djoumada El Oula 1332 (16 avril 1914) fixe poétiquement l'intention et l'objet.

Louange à Dieu seul !

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Considérant que les villes de Notre Empire ne cessent de se développer et qu'il est nécessaire de réglementer ce développement dans l'intérêt de l'esthétique, de l'hygiène, de la sécurité publique et de la circulation :

A décrété ce qui suit...

Ce qui suit, cette législation originale et souple, qui a créé en 1914, pour le Maroc, un droit nouveau emprunté aux meilleurs textes et aux plus récents de nombreux pays, mériterait d'être étudié en détail. Je m'y refuse, mais à regret, pour ne pas déborder le cadre d'un article dont l'objet doit forcément se limiter et ne pas se charger d'une technicité un peu abrupte. Mais je ne peux me dispenser de dire le souci esthétique avec lequel le général Lyautey a préservé les villes indigènes à Rabat, à Marrakech, à Meknès, à Fez. Grâce à lui, grâce à son goût éclairé des belles choses, elles sont intactes et elles resteront inviolables, avec leur caractère propre, leur vie particulière et les chefs-d'œuvre d'art qu'elles renferment. Le Maroc est heureusement et définitivement protégé contre les « embellissements » qui ont ravagé et déshonoré Alger. C'est un grand service que le résident général, venu à temps, a pu rendre à tant de merveilles dont mes yeux restent éblouis.

***

Murs, ville,
Et port,
Asile de mort,
Mer grise
Où brise
La brise,
Tout dort.

Ces vers du poète des *Orientales* ne s'appliquent pas au Maroc. Le Moghreb ne dort pas, la mer n'y est pas grise, ses murs, ses villes et ses ports ont l'animation d'un réveil coloré, bruyant et actif, et au lieu des « Djinns funèbres, fils du trépas », c'est une fée bienfaisante qui a répandu dans l'empire chérifien le mouvement, l'ordre et la vie. Partout au Maroc les villes, les ports, les écoles, les hôpitaux se développent. La « séance a continué » et la bataille est gagnée. Il s'en faut certes que tout soit parfait, achevé, définitif, et que l'œuvre n'ait pas ses fissures ou ses lacunes. Mais qui les connaît aussi bien que le général Lyautey? A propos de certaines attaques dont l'absence de mesure n'était pas faite pour servir l'intérêt français, il me disait un jour : « Je sais bien tout ce qui manque, et nul ne pourrait mieux m'interpeller que je ne le ferais moi-même. Mais Paris ne s'est pas bâti en un jour, et tient-on compte des difficultés que la guerre m'a créées? »

Ceux qui savent en tiennent compte. Sur sept ans d'une administration, heureusement continuée pendant quelques mois par l'habile intérim du général Gouraud, le général Lyautey a subi, sans parler de sa guerre propre, quatre ans d'une guerre continentale qui a, de toutes façons, pesé lourdement sur le Maroc. Combien de projets ont été ajournés, diminués ou sacrifiés ! Avec la paix tout va reprendre et se développer, refleurir et revivre. L'heure est venue d'un plus grand libéralisme et d'une place plus large faite à la représentation élective. Nul ne comprend et n'admet mieux que le résident général cette nécessité.

Aidé par une femme admirable, dont seule une discrétion respectueuse m'interdit de louer en détail l'œuvre bienfai-

sante, qui lui vaut la gratitude publique et une émouvante popularité, le général Lyautey a le *sens social*. Si tout dans notre temps ne lui plaît pas au même degré, il n'en est pas moins de son temps, qu'il sait comprendre, et de son pays, qu'il a servi superbement. Le Maroc est son œuvre et c'est lui, vraiment, qui l'a donné à la France. Quand la France saura tout le prix de cette conquête, elle appréciera la contribution magnifique que la bataille du Maroc a apportée à sa victoire. Elle saura aussi que la libération du Maroc, arraché à l'emprise allemande et dégagé des entraves du traité de 1911, est une des clauses les plus heureuses, dont les conséquences peuvent à peine se mesurer; du traité de Versailles du 28 juin 1919. Le Maroc est, pour tout dire, l'un des plus importants facteurs de l'avenir de la France.

LOUIS BARTHOU

L'IDÉE

A ceux qui ont lutté, qui ont souffert ou qui sont morts pour une Idée.
A ceux qui ont agi ! En opposition avec ceux qui n'ont fait que parler.

I

LES DÉTERMINATIONS

1er août 1914. Au Brésil, dans les environs de Rio-de-Janeiro.

Il est cinq heures de l'après-midi. C'est le moment où, le soleil ayant perdu de sa force alanguissante, la vie renaît dans les exploitations.

Celle de Fernando Molabre, le grand éleveur de chevaux, est pleine, depuis longtemps déjà, de bruit et d'agitation.

Dans les différents ranchos, distants les uns des autres de plusieurs kilomètres, des gauchos conduisent les bêtes aux abreuvoirs ou parcourent les vastes pacages pour vérifier l'état des poulains ; d'autres sont occupés au dressage, des palefreniers procèdent à la réfection des litières, des fermiers déchargent des voitures de fourrage.

La demeure du maître, située au centre de l'immense domaine, s'entoure d'allées et venues de gens, fournisseurs ou employés, qui entrent dans les bureaux, en ressortent, emplissant les couloirs et les cours de leur verbe sonore et de leurs discussions bruyantes.

Seul, le bâtiment principal, habitation de M. Fernando, reste silencieux au milieu de cette vie exubérante.

Une galerie couverte, protégée contre les ardeurs du soleil par de grands panneaux en paille tressée, lui fait une ceinture d'ombre. Un parc, où des hamacs se balancent entre de hauts arbres feuillus et qui retentit en ce moment des rires de trois enfants, lui apporte le parfum de ses fleurs et la fraîcheur de ses cascades.

La pièce principale de la maison est une large salle commune, à la fois bureau et bibliothèque, dont l'ameublement offre une disparate qui surprend les regards de celui qui, pour la première fois, y pénètre.

D'un côté, se dresse une haute cheminée que dominent des trophées de chasse, des armes et une coiffure de chef peau-rouge. Des photographies de chevaux sont accrochées au mur et, dans un angle, des harnachements sont disposés avec soin sur des tréteaux.

De l'autre côté, toute la longueur de la cloison est occupée par des rayons chargés de livres et dans lesquels s'encastre un canapé. Des bustes de philosophes les surmontent. Une table couverte de brochures et de revues, de confortables fauteuils, un tapis de haute laine, complètent l'ameublement de ce coin plus intime, que des paravents isolent et qui forme contraste avec la simplicité sportive de l'autre partie de la pièce.

Un domestique indien dispose sur une table des alcarazas de terre brune et des verres.

Lucien Boutron entre, venant de l'intérieur de la maison. C'est un homme de trente-trois à trente-quatre ans, petit, chétif, à l'air hésitant et timide. Il porte un bonnet noir sur la tête, des lunettes sur le nez et des manches en lustrine aux bras. Après avoir posé des registres sur un guéridon, il se tourne vers l'Indien.

BOUTRON. — Il n'est encore venu personne?

L'INDIEN. — Personne...

BOUTRON. — Bon... Merci...

Il va vers la porte-fenêtre qui donne sur le parc et appelle : « Marcel !... Marcel !... Ah ! vous êtes là ?... Très bien !... Soyez sages !... N'allez pas vers la pièce d'eau ! »

On entend une voix d'enfant qui répond : « Oui, oui, on est sage ! »

Boutron retourne vers la cheminée à l'instant précis où deux

gauchos, qui viennent de descendre de cheval dans la cour, font leur entrée.

PREMIER GAUCHO. — Bonjour, monsieur Boutron.

BOUTRON. — Bonjour, mes amis.

PREMIER GAUCHO. — Le maître n'est pas là?

BOUTRON. — Monsieur Fernando vient d'être appelé au Rancho Castro.

DEUXIÈME GAUCHO. — C'est la première fois que je lui vois manquer le rapport hebdomadaire.

BOUTRON. — Il s'agissait d'une chose qui ne souffrait pas de retard.

PREMIER GAUCHO. — Sans doute un service à rendre à quelqu'un !

BOUTRON. — C'est cela même.

PREMIER GAUCHO. — Je l'aurais parié. Quel brave homme !

DEUXIÈME GAUCHO. — Ça, on peut le dire !

BOUTRON. — On doit le dire !... Pour nous tous, ce n'est pas un patron...

PREMIER GAUCHO. — C'est un père !

DEUXIÈME GAUCHO. — Aussi, tout le monde abuse-t-il de lui. Monsieur Fernando par-ci, monsieur Fernando par là. On s'adresse à lui dans toutes les circonstances.

PREMIER GAUCHO. — Il tranche nos débats, gère nos intérêts, nous donne des conseils.

DEUXIÈME GAUCHO. — Et nous nous en trouvons bien.

BOUTRON. — Il a de si belles conceptions de la vie et de la justice !

DEUXIÈME GAUCHO. — Et puis, il ne voit pas les choses comme les autres.

Tout en parlant, les deux hommes se sont versé à boire. Ils vident leurs verres.

PREMIER GAUCHO. — Alors, à qui devons-nous remettre nos papiers?

BOUTRON. — A moi. Le maître m'a prié de le remplacer. Voyons... Rancho Luiz !...

PREMIER GAUCHO (*posant sur la table des feuilles qu'il tire d'une sacoche*). — Voici la situation des chevaux, celle du matériel, l'état du fourrage.

BOUTRON. — Pas d'incident?

PREMIER GAUCHO. — Aucun.

A ce moment, un troisième gaucho entre dans la pièce en coup de vent. Il est rouge, couvert de poussière, essoufflé comme un homme qui vient de fournir une longue course rapidement. Boutron se lève aussitôt et va au-devant de lui.

TROISIÈME GAUCHO. — Je suis en retard ! Excusez-moi.

BOUTRON. — Ah ! Gomez, enfin !... Eh bien?

TROISIÈME GAUCHO. — Eh bien, Alvarez est introuvable !

BOUTRON. — Il n'est pas rentré chez lui?

TROISIÈME GAUCHO. — Non. Il est parti ce matin au petit jour, emportant son fusil, et, depuis, on ne l'a plus revu.

BOUTRON. — Alors, monsieur Fernando ne pourra pas lui parler?

TROISIÈME GAUCHO. — J'en ai peur.

BOUTRON. — Oh ! c'est désolant !

PREMIER GAUCHO. — Que lui arrive-t-il donc, à Alvarez?

TROISIÈME GAUCHO. — Vous n'êtes pas au courant?

DEUXIÈME GAUCHO. — Non.

TROISIÈME GAUCHO. — Sa femme s'est sauvée avec Morizio.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est folle !

TROISIÈME GAUCHO. — Que voulez-vous? L'amour ne se commande pas !

PREMIER GAUCHO. — Il en a beaucoup de chagrin?

TROISIÈME GAUCHO. — Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est qu'il a juré de les tuer tous les deux !

DEUXIÈME GAUCHO. — C'est épouvantable !... Tu le crois capable...

TROISIÈME GAUCHO. — Lui? Sans aucun doute ! Dans la colère il ne se connaît pas ; il le fera comme il l'a dit !

BOUTRON. — Tuer... tuer !... Quelle folie !... A quoi cela avance-t-il, je vous le demande un peu?

TROISIÈME GAUCHO. — Certes ! Mais vous raisonnez en homme doux et pondéré, monsieur Boutron. Alvarez est un impulsif, un brutal. En ce moment il voit rouge et si sa femme se trouve sur son chemin, avec Morizio, il commettra un crime... quitte à le regretter après !

BOUTRON. — Oui... et à pleurer... à souffrir toute sa vie !... Si le maître pouvait seulement lui parler !

TROISIÈME GAUCHO. — Lui seul est capable d'empêcher un malheur.

BOUTRON. — Mais il faudrait qu'il le vît maintenant, sans quoi...

TROISIÈME GAUCHO. — Heureusement, Merizio et la femme sont partis pour Rio hier ; ils ne rentreront que ce soir ou demain.

BOUTRON. — Ah ! tant mieux !

TROISIÈME GAUCHO. — Et puis, nous veillerons de notre côté.

BOUTRON. — Je vous en supplie... Il faut éviter ce crime affreux, à tout prix !

TROISIÈME GAUCHO. — Comptez sur moi. Je vais repartir tout de suite pour attendre Alvarez. Voici les états du rancho.

BOUTRON. — Merci... Allez vite !

TROISIÈME GAUCHO. — Au revoir. Je vous tiendrai au courant.

Il serre la main de Boutron et celles de ses camarades, puis sort.

DEUXIÈME GAUCHO. — Bon retour !

***

PREMIER GAUCHO. — Eh bien, en voilà, une histoire !

BOUTRON. — Ne m'en parlez pas. Je ne vis plus depuis qu'on est venu nous l'apprendre... Voyons... finissons le rapport... Rancho Wertzer !

DEUXIÈME GAUCHO (*posant ses papiers sur la table*). — Rien à signaler dans l'élevage ; les poulains vont bien.

BOUTRON. — Parfait !

DEUXIÈME GAUCHO. — Mais notre gérant, monsieur Wertzer, m'a chargé de prévenir monsieur Fernando qu'il allait sans doute être obligé de quitter le Brésil et qu'il fallait se préoccuper de lui trouver un remplaçant.

BOUTRON. — Quitter le Brésil? Et pour quelle raison?

PREMIER GAUCHO. — C'est facile à deviner, voyons. Wertzer n'est-il pas Allemand?

DEUXIÈME GAUCHO. — Si.

PREMIER GAUCHO. — Et ne dit-on pas que l'Allemagne va faire la guerre?

BOUTRON. — Ah ! vous croyez que c'est pour cela?

PREMIER GAUCHO. — Dame !... Je suppose.

BOUTRON. — C'est bien possible, en effet !

PREMIER GAUCHO. — A ce propos, quelles sont les dernières nouvelles, monsieur Boutron?

BOUTRON. — Le courrier n'est pas arrivé de Rio... Mais les télégrammes d'hier annonçaient la situation comme très grave... Enfin, il n'y avait encore rien d'irréparable... Ah ! mon Dieu, j'espère bien que les choses s'arrangeront... Une guerre à notre époque serait une telle monstruosité...

DEUXIÈME GAUCHO. — Ça vous intéresse, monsieur Boutron; vous êtes Français, n'est-ce pas?

BOUTRON. — Je suis Français.

PREMIER GAUCHO. — Mais ça ne peut pas vous toucher.

BOUTRON. — Comment?

PREMIER GAUCHO (*avec un gros rire*). — Dame ! vous seriez bien tranquille ici.

Boutron se redresse et le regarde pour la première fois fixement dans les yeux. Sa voix, sans rien perdre de sa douceur, se fait plus ferme et moins hésitante.

BOUTRON. — Vous êtes fou, mon ami. Si le malheur voulait qu'il y eût la guerre, je partirais aussitôt.

PREMIER GAUCHO. — Vous?... Un homme si paisible?...

BOUTRON. — On peut être paisible et ne pas manquer de bravoure.

PREMIER GAUCHO. — Oh ! ce n'est pas ce que j'ai voulu dire ! Excusez-moi. Mais comme je savais que vous aviez quitté la France depuis longtemps...

BOUTRON. — Dix ans !

PREMIER GAUCHO. — Comme je vous ai entendu dire que vous n'y aviez pas été heureux...

Le regard de Boutron se détourne à nouveau, sa voix redevient tremblante, mais prend un ton d'infinie tendresse.

BOUTRON. — Elle est ma patrie tout de même ; je n'ai point

cessé de l'aimer et, si on l'attaque, j'estime qu'il est de mon devoir de la défendre... C'est mon idée !

PREMIER GAUCHO. — Vous avez raison...

On entend du bruit dans la cour, des pas de chevaux et une voix d'homme qui crie : « Holà ! quelqu'un ! »

DEUXIÈME GAUCHO. — Tiens, des visiteurs pour vous, monsieur Boutron.

BOUTRON. — Des visiteurs?

PREMIER GAUCHO. — Je vais voir qui c'est.

Il se dirige vers la porte.

BOUTRON. — Merci.

DEUXIÈME GAUCHO (*quand son camarade est sorti*). — Dites-moi, monsieur Boutron... madame Miroslawa est-elle là?

BOUTRON. — Non, mon ami. Elle est allée avec madame Jacqueline Dupont et monsieur Dimitri visiter l'hôpital en construction.

DEUXIÈME GAUCHO. — Ah ! c'est dommage... J'aurais bien voulu lui dire bonjour et la remercier encore. Elle a soigné un de mes gosses si gentiment !

BOUTRON. — Ça ne m'étonne pas.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est venue le voir tous les jours pendant une semaine. Au moment le plus grave, elle est restée deux nuits auprès de lui... Elle l'a sauvé.

BOUTRON. — Comme elle en a sauvé d'autres.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est si dévouée !

BOUTRON. — Et puis, elle est docteur en médecine.

DEUXIÈME GAUCHO. — Vous lui direz toute ma reconnaissance, monsieur Boutron.

BOUTRON. — C'est entendu.

DEUXIÈME GAUCHO. — Le bruit court dans les ranchos qu'elle va épouser monsieur Fernando. Est ce exact?

BOUTRON. — Pas que je sache.

DEUXIÈME GAUCHO. — Tant pis ! Ils se compléteraient bien tous les deux. Avec un homme comme lui qui bâtit des écoles, s'occupe de nous, une femme comme elle qui crée des hôpitaux et nous soigne, on serait sûr d'être heureux longtemps dans l'exploitation.

BOUTRON. — Égoïste !... Après tout, cela se fera peut-être un jour... On ne sait jamais...

DEUXIÈME GAUCHO. — Eh bien, je vous assure que leur noce sera belle !

Le premier gaucho reparaît sur la galerie.

PREMIER GAUCHO. — Monsieur Boutron, c'est monsieur Hernandez, qui arrive de Rio, à cheval avec un autre homme pour parler au maître.

BOUTRON. — Ah ! bon... Faites-le entrer, je vous prie.

DEUXIÈME GAUCHO. — Allons, au revoir !

BOUTRON (*lui serrant la main*). — A bientôt !

DEUXIÈME GAUCHO. — N'oubliez pas ma commission, surtout.

BOUTRON. — N'ayez pas peur.

DEUXIÈME GAUCHO (*ouvrant la porte*). — Entrez donc, messieurs.

Les nouveaux arrivants entrent dans la salle, les gauchos sortent aussitôt.

Hernandez est un homme d'une quarantaine d'années, grand, solide. Type du gros commerçant brasseur d'affaires. Son compagnon, plus mince, plus affiné, est un garçon de trente ans environ, élégant et aimable.

***

HERNANDEZ. — Bonjour, Boutron. La santé?

BOUTRON. — Très bonne, monsieur Hernandez, je vous remercie.

HERNANDEZ (*faisant les présentations*). — Monsieur Boutron, comptable de l'exploitation. Monsieur Béjart, vice-consul de France à Rio.

BOUTRON. — Très honoré, monsieur le consul.

HERNANDEZ. — Monsieur Fernando Molabre est-il là?

BOUTRON. — Non, monsieur Hernandez.

HERNANDEZ. — Ah ! sapristi, c'est très ennuyeux ! Nous avons besoin de le voir aujourd'hui même. Quand rentrera-t-il?

BOUTRON. — Je vais appeler son secrétaire, Pierre Dupont.

Il pourra sans doute vous renseigner... Moi, je ne sais pas au juste.

HERNANDEZ. — C'est cela. Merci... Faites vite !

BOUTRON. — Je vous le ramène à l'instant... Si vous voulez vous rafraîchir?...

Il désigne les alcarazas et les verres.

HERNANDEZ. — C'est une idée !

Boutron sort. Hernandez s'approche de la table.

HERNANDEZ. — Je vous sers?

BÉJART. — Oui.. oui... Assez, merci... (*Il tire un étui de sa poche.*) Une cigarette?

HERNANDEZ. — Tout à l'heure.

Ils boivent et s'installent dans les fauteuils.

BÉJART. — Alors, vous êtes certain que je trouverai ici...

HERNANDEZ. — Tout ce que vous voudrez ! Les élevages Fernando Molabre sont les plus importants de la Sud-Amérique. Vous en avez bien entendu parler, bon sang, depuis cinq ans que vous êtes vice-consul à Rio?

BÉJART (*gêné*). — Oui... certainement... Mais je n'avais pas idée de ce qu'ils pouvaient fournir. Vous savez, on s'occupait peu des ressources du pays, au consulat.

HERNANDEZ (*éclatant de rire*). — Ah ! Français !

BÉJART. — Cette dépêche de mon gouvernement m'a pris au dépourvu. Ce Fernando pourra me procurer deux mille chevaux de deux à quatre ans?

HERNANDEZ. — Plus si vous le désirez... Ah ! à moins que...

BÉJART (*inquiet*). — A moins que...

HERNANDEZ. — A moins que votre collègue du consulat d'Allemagne qui, lui, est au courant des ressources du pays, ne vous ait précédé !

Béjart se lève, comme mû par un ressort et dit d'un ton effaré : « Sapristi ! »

HERNANDEZ. — Je ne le crois pas, d'ailleurs, car il était encore absent hier... Et puis, Fernando n'aurait peut-être pas voulu traiter avec lui.

BÉJART. — Il aime la France?

HERNANDEZ. — Il n'aime pas l'Allemagne.

BÉJART. — C'est la même chose.

HERNANDEZ. — Pas tout à fait.

Un temps.

BÉJART. — Quel homme est-ce, ce Fernando?

HERNANDEZ. — Un homme extraordinaire.

BÉJART. — Brésilien?

HERNANDEZ. — Non.

BÉJART. — Argentin?

HERNANDEZ. — Non plus. Il n'est rien.

BÉJART. — Comment rien?

HERNANDEZ. — Rien... Il n'est rien.

BÉJART. — Il a bien une nationalité?

HERNANDEZ. — Je ne crois pas.

BÉJART. — Comment cela peut-il...

HERNANDEZ. — Ah ! c'est une histoire !

BÉJART. — Racontez.

HERNANDEZ. — Donnez-moi une cigarette, alors... Merci.

Il se lève, allume la cigarette que Béjart vient de lui offrir, fait quelques pas et reprend :

Eh bien, il y a une quarantaine d'années, à peu près, dans un état du Nord, le Texas, je crois, une riche famille européenne, dont j'ignore la nationalité exacte, était venue s'installer. Il y avait une fille, très belle, dit-on. Cette jeune fille, un beau soir de printemps, fut... séduite, ont dit les uns, violentée, a dit la famille, par un Indien, le fils d'un chef, dont les territoires de réserve touchaient à la propriété de ses parents. Elle en eut un fils. Aussitôt après son accouchement, elle s'embarqua pour l'Europe, ainsi que son père et sa mère, laissant l'enfant à de braves gens, avec une forte somme pour l'élever et le faire instruire. On ne la revit jamais plus. C'était la mère de Fernando.

BÉJART. — Histoire curieuse !.. Et le père?

HERNANDEZ. — Oh ! le père !... Le père était rentré le soir même dans sa tribu et il ignora, sans doute, toujours qu'il avait laissé un rejeton derrière lui. Fernando grandit, fit de bonnes études, très complètes, puis, quand il eut vingt ans, partit prospecter dans le Colorado. Il trouva de l'or, accumula

une jolie fortune, voyagea et, un beau jour, arriva au Brésil. Séduit par la douceur du pays, il acheta des terres et installa ces magnifiques élevages dans lesquels vous vous trouvez aujourd'hui. Voilà.

BÉJART. — Très intéressant. Il ne s'est pas fait naturaliser Brésilien?

HERNANDEZ. — Non.

BÉJART. — Alors, il n'a pas de patrie?

HERNANDEZ. — Peut-être, officiellement, est-il inscrit sur les registres de l'état civil au Texas, c'est probable ; mais, en réalité il n'a pas de patrie, et je crois qu'il ne tient pas à en avoir une.

BÉJART. — Ah ! ah !... je vois : c'est un anarchiste.

HERNANDEZ. — Un indépendant, simplement. Fernando n'est pas un ennemi de l'ordre et des lois. C'est un homme très sociable, très bon, faisant le plus de bien possible autour de lui.

BÉJART. — Il donne beaucoup d'argent?

HERNANDEZ. — Évidemment ; mais il fait mieux que de donner de l'argent, il fonde des hôpitaux, des crèches, des écoles surtout, où il fait instruire les enfants de ses fermiers et, aussi, quelques jeunes Indiens dont il s'occupe personnellement.

BÉJART. — En souvenir de ses origines?... C'est très bien.

HERNANDEZ. — Mais ce n'est pas tout ! Il a donné un nom à cette propriété : « Le Refuge »... Et je vous assure qu'elle est bien baptisée, car Fernando recueille ici tous les malheureux, tous les déshérités, tous les désemparés de la vie, à quelque classe de la société et à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

BÉJART. — Allons donc !

HERNANDEZ. — Vous verrez autour de lui des compatriotes à vous. D'abord le comptable, ce Louis Boutron que je vous ai présenté et qui vient on ne sait d'où, les uns disent du bagne.

BÉJART. — Du bagne?

HERNANDEZ. — On le prétend. Et puis le secrétaire, Pierre Dupont, qu'on est allé chercher, un fils de famille chassé par ses parents pour avoir épousé la femme qu'il

aimait et dont il allait avoir un enfant. Vous verrez aussi une Russe : madame Miroslawa, une femme-médecin, qui fut abandonnée par un homme qu'elle adorait, et que Fernando découvrit à Rio mourant de faim et prête à se suicider.

BÉJART. — Extraordinaire.

HERNANDEZ. — Le vétérinaire de l'exploitation est un nommé Dimitri Paklañ, originaire de la Pologne allemande, exilé de son pays comme révolutionnaire patriote. Dans les ranchos, vous trouverez un Italien, Battisti; un Allemand, Wertzer, et d'autres, et d'autres !... La pitié de Fernando est inépuisable. Il pratique l'indulgence et l'amour de l'humanité.

BÉJART. — C'est un drôle de type !

HERNANDEZ. — Un chic type !

BÉJART. — Un peu fou !

HERNANDEZ. — Si vous voulez !

Un silence assez long. Béjart s'est levé. Il fait le tour de la pièce, regarde les photographies et se plante devant la bibliothèque dont il examine les volumes avec soin.

HERNANDEZ. — Un autre verre d'orangeade?

BÉJART. — Merci... Oh ! oh ! voilà une bibliothèque bien inattendue chez un Indien ! Que de philosophes ! Socrate, Platon, Descartes, Pascal, Voltaire, Diderot, Auguste Comte, Schopenhauer, même Bergson !

HERNANDEZ. — C'est intéressant, tout ça?

BÉJART. — Je vous avoue ne pas y avoir souvent mis le nez !

HERNANDEZ (*qui s'est approché*). — Tiens ! Quel est ce livre qui est retourné, là, au milieu?

BÉJART. — Attendez.

Il monte sur le canapé et atteint le volume qu'il ouvre.

Nietzsche !... Une réflexion est écrite au crayon sur la première page, sans doute par votre ami.

HERNANDEZ. — Que dit-elle?

BÉJART (*lisant*). — « Livre faux et dangereux. Le culte de la force est, en réalité, une faiblesse. Ce n'est que par la bonté, l'indulgence, la pitié, c'est-à-dire par l'amour, que l'homme peut s'élever... » Pas mal pour un sauvage !



Pierre Dupont paraît sur la galerie suivi de Boutron. Il a vingt-huit ans, mais semble beaucoup plus jeune. Ses cheveux blonds, son teint clair, sa petite moustache fine, lui donnent un aspect d'adolescent. Seul, son regard, empreint d'une gravité qui surprend, indique qu'il a déjà souffert de la vie. Une ride, dont le sillon profond se creuse entre ses sourcils, témoigne d'une volonté réfléchie, proche de l'entêtement.

Il s'avance vers Hernandez, la main tendue.

PIERRE. — Je ne vous ai pas fait trop attendre, monsieur Hernandez ?

HERNANDEZ. — Non, non, cher ami. (*A Béjart.*) Je vous présente Pierre Dupont, dont je viens de vous parler... Monsieur Béjart, vice-consul de France.

PIERRE (*après avoir serré la main de Béjart*). — Vous désirez voir le patron?

HERNANDEZ. — Oui, au sujet d'un marché de chevaux pour le compte du Gouvernement français. Sera-t-il longtemps absent?

PIERRE. — Je ne pense pas. Il doit être à présent sur le chemin du retour.

BÉJART. — C'est que je voudrais être rentré à Rio avant la nuit.

PIERRE. — Si vous le désirez, je peux vous conduire au-devant de lui. Nous avons des chances de le rencontrer au croisement des routes. Vous pourrez alors gagner la ville directement.

BÉJART. — Parfait !

HERNANDEZ. — Seulement nos chevaux sont bien fatigués.

PIERRE. — On va vous en seller d'autres et j'enverrai un homme demain vous ramener ceux-ci.

HERNANDEZ. — Bonne idée.

PIERRE. — Une minute et je suis à vous.

BOUTRON. — Ne te dérange pas, je vais donner les ordres.

PIERRE. — Tu es bien gentil. Merci.

Boutron sort.

PIERRE (*aux deux visiteurs*). — Ce ne sera pas long. Vous vous êtes rafraîchis?

HERNANDEZ. — Oui. J'ai fait les honneurs.

Un temps assez long. Pierre hésite un peu, puis s'adresse à Béjart.

PIERRE. — Monsieur le consul, puis-je vous poser une question?

BÉJART. — Certainement.

PIERRE. — Hernandez a dû vous dire que j'étais Français. En cette qualité, je suis, en ce moment, assez préoccupé, vous vous en doutez.

Croyez-vous sincèrement que l'Allemagne va nous déclarer la guerre?

BÉJART. — Hélas, monsieur, j'en ai bien peur.

PIERRE. — Ah !... vous pensez?

BÉJART. — C'est mon opinion. Si vous avez des dispositions à prendre.

PIERRE. — Elles sont prises depuis deux jours.

BÉJART. — Je vous en félicite, et si je puis vous être utile en quoi que ce soit, je le ferai avec le plus grand plaisir. Hernandez m'a mis rapidement au courant de votre histoire...

PIERRE. — Oh ! elle est bien banale.

BÉJART. — Mais toute à votre honneur.

PIERRE. — Je vous demanderai simplement, monsieur le consul, le jour où la guerre éclatera, de me faciliter mon départ dans le plus bref délai.

BÉJART. — Vous rejoindrez immédiatement?

PIERRE. — Certes et désolé de n'être pas là pour le premier coup de chien ! Je serais parti avec angoisse si j'avais dû laisser ma femme et mon fils seuls et sans ressources, puisque mes parents me causent cette peine de ne pas vouloir les connaître, mais à présent que, grâce à Fernando, je les sais en sûreté auprès d'une nouvelle famille, je partirai presque joyeusement.

BÉJART. — Alors, nous ferons peut-être route ensemble.

PIERRE. — Vraiment?

BÉJART. — Oui, j'ai l'intention de quitter l'administration pour aller prendre ma place d'officier de réserve. Her-

nandez vous dira que je suis un fonctionnaire imprévoyant, je tâcherai, là-bas, d'être un chef utile.

BOUTRON (*revenant sur la galerie*). — Les chevaux vont être prêts.

BÉJART (*se tournant vers lui*). — Quant à vous, monsieur Boutron, je ne connais pas votre histoire...

BOUTRON (*gêné, et très vite*). — Mon histoire?... Oh!... elle serait trop longue, monsieur le consul... (*cherchant ses mots*) et... et... j'éprouverais quelques difficultés à vous la raconter.

Le consul se met à rire et lui tape cordialement sur l'épaule.

BÉJART. — Je ne vous la demande pas... Mais si, avant de partir, je puis vous servir, tout à votre disposition.

BOUTRON. — Je suis touché...

HERNANDEZ. — En route ! Nous prendrons les chevaux à leur sortie de l'écurie.

PIERRE. — C'est ça.!... Passez donc, monsieur le consul.

Ils vont pour sortir, mais au même instant Jacqueline Dupont, Miroslawa et Dimitri Paklan paraissent dans l'encadrement de la porte. Béjart, qui se trouve le premier, s'efface et s'incline.

BÉJART. — Oh ! pardon... Entrez donc, mesdames, je vous en prie...

Les nouveaux arrivants pénètrent dans la salle. Jacqueline est une jeune femme de vingt-cinq ans, très agréable, sinon jolie. Elle est mise simplement, mais avec goût. C'est la petite Parisienne du type courant. Miroslawa, très brune, plus grande, un peu étrange, d'allure décidée, donne par ses gestes, ses attitudes, l'impression d'une nature ardente et nerveuse, contenue par une grande volonté. Elle a trente ans. — Dimitri est un homme de trente-cinq ans, de haute taille, large d'épaules, à l'air très doux et très droit.

Pierre s'est précipité et fait les présentations.

PIERRE. — Monsieur le vice-consul de France, Jacqueline Dupont, ma femme, madame Miroslawa, notre amie, notre médecin, notre providence.

MIROSLAWA. — Le dernier mot est de trop, Pierre, je vous en prie...

PIERRE. — Dimitri Paklan, un Polonais ami de la France

BÉJART (*serrant la main de Dimitri*). — Enchanté, monsieur.

JACQUELINE (*que la vue de Béjart semble impressionner*). — Oh! Monsieur le consul, excusez-moi, mais je suis folle d'inquiétude... Avez-vous des nouvelles récentes d'Europe?... Où en est la situation?

BÉJART. — Il n'y avait rien de changé ce matin, madame.

JACQUELINE. — Ah!

PIERRE (*vivement*). — Mais monsieur le consul me disait à l'instant, qu'à son avis, une petite détente semblait se manifester.

JACQUELINE. — C'est vrai?

PIERRE. — Oui, oui... Ne te fais pas de mauvais sang. Nous allons au-devant de Fernando. Je serai rentré dans une heure, dans une demi-heure ou dans vingt minutes, selon l'endroit où nous le rencontrerons.

HERNANDEZ. — Pardonnez-nous de partir si vite.

BÉJART. — Mes respects, mesdames.

PIERRE (*embrassant sa femme*). — A tout à l'heure, mon cher amour.

MIROSLAWA. — Bonne promenade!

Béjart, Hernandez et Pierre sortent.

*
* *

MIROSLAWA. — Eh bien, vous voyez, Jacqueline, les choses vont s'arranger.

JACQUELINE. — Mon Dieu, si cela pouvait être!

DIMITRI. — Vous avez entendu ce qu'a dit le consul?

JACQUELINE. — Il n'a pas dit grand'chose... C'est Pierre...

MIROSLAWA. — Vous n'êtes pas raisonnable... Une pareille tension ne peut finir en vingt-quatre heures.

JACQUELINE. — Mais que vient-il faire ici, ce consul?... pourquoi a-t-il besoin de voir Fernando? Cette visite me tourmente.

MIROSLAWA. — Oh! alors, là, vous exagérez, ma chérie... Ce monsieur a bien le droit de se promener et d'aller, si cela lui plaît, acheter un cheval aux élevages Fernando Molabre.

JACQUELINE. — Vous avez raison, je suis stupide!... Mais

j'ai si peur... Pensez donc... Mon Pierre ! Je n'ai que lui au monde ; mes parents sont morts, les siens ne veulent pas me connaître... Il est tout pour moi... La pensée qu'il pourrait être appelé à se battre, me bouleverse... Après tant de misères, nous étions enfin heureux, tranquilles, et il faudrait... Ce serait épouvantable !

DIMITRI. — Ne pensez pas à cela.

MIROSLAWA. — Une guerre en 1914 !... C'est impossible !

DIMITRI. — Chassez toutes ces idées...

BOUTRON (*cherchant à faire une diversion*). — Madame, je vous rends compte que votre fils Marcel a été très sage.

JACQUELINE (*dont le visage s'éclaire*). — Oh ! merci, Boutron, vous l'avez bien surveillé?

BOUTRON. — Je suis allé le voir plusieurs fois; il joue dans le jardin avec Œil-de-Tigre.

MIROSLAWA. — Œil-de-Tigre?... Qu'est-ce cela, donc?

BOUTRON. — Le fils du jardinier indien. C'est M. Fernando qui l'a surnommé de la sorte parce qu'il a les yeux verts.

JACQUELINE. — Vous permettez que j'aille embrasser mon rejeton?

MIROSLAWA. — Allez donc !... Et, surtout, plus de tristes pensées !

Jacqueline sort dans le parc. Ses compagnons la regardent s'éloigner.

DIMITRI. — Pauvre Jacqueline, comme elle se tourmente...

MIROSLAWA. — Elle aime tant son Pierre.

BOUTRON. — C'est le plus gentil petit ménage que l'on puisse voir. (*Un temps.*) Eh bien, madame Miroslawa, êtes-vous satisfaite de votre inspection?

MIROSLAWA. — Enchantée ! L'hôpital sera complètement fini dans quinze jours. C'est très bien. (*A Dimitri qui lui offre à boire.*) N'est-ce pas?

DIMITRI. — Admirable ! Il faut aller voir ça, mon cher, c'est à souhaiter d'être malade ! Miroslawa a fait là des merveilles.

MIROSLAWA. — Pas moi, l'entrepreneur !

DIMITRI. — Tout a été construit d'après vos plans et sous votre direction.

BOUTRON. — Vous vous êtes donné assez de mal !

MIROSLAWA. — Ne croyez pas cela. Les choses sont faciles avec de l'argent, et Fernando en a mis à ma disposition sans compter. C'est à lui que revient tout le mérite.

DIMITRI. — A lui et à vous, c'est exact.

MIROSLAWA. — Vous savez, Boutron, que déjà une salle fonctionne dans le bâtiment des enfants !

BOUTRON. — C'est prodigieux !

Jacqueline reparaît, radieuse et riant aux éclats.

MIROSLAWA. — Qu'y a-t-il donc?

JACQUELINE. — Œil-de-Tigre et Marcel jouent à l'attaque du courrier. Ils se sont collé des pétales de coquelicots sur le visage et fiché des plumes de coq dans les cheveux ; ils sont terribles !

BOUTRON. — Et le courrier?

JACQUELINE. — C'est la fille de la cuisinière. Elle s'enfuit en poussant des hurlements effroyables. Quant à mon fils, il m'a crié : « Maman, sauve-toi ! Œil-de-Tigre va te scalper ! » A six ans et demi, ce n'est pas mal.

DIMITRI. — Il promet !

JACQUELINE. — Ça lui fait du bien de s'agiter au grand air. Lui qui était si pâlot en France, il a maintenant de bonnes joues rouges et fermes !... Allons... où est mon ouvrage?

DIMITRI (*poussant devant elle une petite table de travail*). — Le voici... La couture, déjà?

JACQUELINE. — Il faut bien. Marcel grandit si vite, qu'à peine un costume terminé, je dois lui en faire un autre.

MIROSLAWA. — Vous êtes une bonne petite maman. Moi, je vais classer les fiches de tous les enfants de la colonie. Vous savez que ce cher Boutron m'a installé des casiers admirables et, qu'en plus de son travail, il a voulu tenir ma comptabilité sanitaire?

DIMITRI. — Rien ne m'étonne de lui.

BOUTRON. — Je suis trop heureux d'aider un peu madame Miroslawa dans son œuvre... Les enfants, je les aime tant !

MIROSLAWA. — Vous n'en avez jamais eu?

BOUTRON. — Jamais !

MIROSLAWA. — Hélas ! On se console en aimant ceux des

autres, n'est-ce pas?... Venez, Boutron, nous allons arranger tout cela.

Elle sort à gauche, suivie du comptable.

***

Dimitri regarde longuement Miroslawa s'en aller, puis il se dirige vers la porte afin de s'assurer qu'elle est bien fermée. Pendant ce temps, Jacqueline s'est mise au travail. Mais, bientôt, son angoisse la reprend, elle laisse tomber son ouvrage sur ses genoux, et demeure immobile, les yeux perdus au loin. Enfin, tout à coup, elle éclate en sanglots.

Dimitri qui, après avoir hésité une minute, s'approchait d'elle pour lui parler, s'avance vivement.

DIMITRI. — Jacqueline !... Ma grande amie !... Qu'avez-vous?

JACQUELINE (*surprise*). — Ah !... vous étiez là, Dimitri?... Pardonnez-moi... Je pensais être seule... Alors, je me laissais aller... Voilà si longtemps que je me retiens pour ne pas montrer mon inquiétude à Pierre... Je n'en pouvais plus...

DIMITRI. — Pleurez, Jacqueline...

JACQUELINE. — Non, c'est ridicule !... Je ne veux pas... C'est fini... Je serai courageuse... Il ne faut pas que Pierre puisse voir que j'ai pleuré...

Elle se lève et va s'essuyer les yeux devant une petite glace qui se trouve contre un mur. Un long silence. Elle se tourne, alors, vers Dimitri.

JACQUELINE. — Vous avez l'air préoccupé, vous aussi, mon ami. Pas d'ennui, au moins?

DIMITRI. — Jacqueline, je dois vous parler d'une angoisse qui me serre le cœur. Vous êtes ma camarade et j'estime la droiture de votre caractère. Il faut que vous me donniez un conseil.

JACQUELINE. — Un conseil, moi?

DIMITRI. — Oui.

JACQUELINE. — De quoi s'agit-il?... Si je puis...

DIMITRI. — Excusez-moi de vous entretenir d'une chose personnelle au milieu de vos préoccupations. Mais vous êtes

la seule à qui je puisse faire cet aveu... Et le sentiment dont il s'agit est si grand, qu'il mérite, je crois, votre secours...

J'aime, Jacqueline, j'aime depuis plusieurs mois d'un amour profond et définitif...

JACQUELINE (*l'interrompant, en souriant*). — Miroslawa !

DIMITRI (*étonné*). — Vous vous en êtes aperçue?

JACQUELINE. — Une femme s'aperçoit toujours de ces choses.

DIMITRI. — Pourtant, Miroslawa, elle, ne l'a pas vu, n'est-ce pas?... Je vous jure que j'ai tout fait pour qu'elle l'ignorât...

JACQUELINE. — Elle l'ignore, en effet, rassurez-vous... On n'est clairvoyant qu'en ce qui concerne les autres !... Donc, vous aimez Mira?

DIMITRI. — Oui... et je suis affreusement malheureux !

JACQUELINE (*riant, malgré elle*). — Comme vous avez dit ça, mon ami !... Voilà que vous me faites rire, et je vous assure que je n'en ai pas envie... Vous aimez une femme exquise, intelligente, jolie; elle est libre; vous aussi. Tout cela n'est pas très dramatique jusqu'à présent.

DIMITRI. — Mais si, Jacqueline. Vous ne vous en rendez pas compte, mais je suis dans une situation très angoissante. D'abord, rien ne me permet de supposer que Mira consentirait à devenir ma femme...

JACQUELINE. — Demandez-le-lui.

DIMITRI. — Je ne peux pas le lui demander.

JACQUELINE. — Pourquoi?

DIMITRI. — Je suis un homme loyal, mon amie. Toute ma vie je me suis efforcé de ne pas nuire à mon prochain. Il me semble que je ne pourrais plus jamais être heureux si j'avais, par inattention ou par égoïsme, brisé le cœur d'un autre homme. A plus forte raison celui de l'homme admirable que j'aime comme un frère et à qui je dois tout !

JACQUELINE. — Ah !... Je comprends...

Dimitri attend quelques secondes, puis courageusement, il demande avec une voix blanche que l'émotion fait trembler :

DIMITRI. — Jacqueline, croyez-vous que Fernando aime Miroslawa?

Jacqueline ne répond rien. Elle reste songeuse et hoche la tête.

DIMITRI. — Oui... Vous le croyez?

JACQUELINE (*vivement*). — Oh ! je ne prétends pas cela !

DIMITRI. — Vous m'avez dit, tout à l'heure, qu'une femme était clairvoyante en amour quand il s'agissait des autres. Vous avez dû, vous qui vivez plus près d'eux...

JACQUELINE. — Oui, oui... Mais Fernando n'est pas un homme ordinaire ; il a une telle maîtrise de lui-même qu'on ne peut pas lire aisément dans son cœur !

DIMITRI. — C'est juste. Il a une vie intérieure intense et il éprouve je ne sais quelle pudeur à se livrer.

JACQUELINE. — Parfois, j'ai cru qu'il l'aimait... et puis, l'instant d'après, j'en ai douté.

DIMITRI. — C'est bien vrai?... Oh ! vous pouvez me parler franchement. Je vous jure, sur mon honneur, que s'il l'aime je partirai immédiatement très loin, j'irai cacher ma douleur à l'autre bout du monde, j'en mourrai peut-être, mais il ne sera pas dit que j'aurai une fois rendu le mal pour le bien et fait douter un homme de l'amitié et de la reconnaissance.

JACQUELINE. — En toute sincérité, Dimitri, je ne puis rien vous dire, car je ne sais rien. C'est une question que je me suis posée souvent, sans pouvoir la résoudre !

DIMITRI. — Alors?... Je ne peux pourtant pas rester dans cette indécision, c'est impossible... Il faut que je sache... Il le faut... Conseillez-moi. Que dois-je faire?

JACQUELINE. — C'est bien simple et vous n'avez pas à choisir. Parlez-lui.

DIMITRI. — A qui?

JACQUELINE. — A lui.

DIMITRI. — A Fernando?

JACQUELINE. — Oui.

DIMITRI. — Vous croyez?

JACQUELINE. — Deux hommes de votre valeur et de votre conscience ne doivent aborder une pareille situation que de front. Aucun doute ne peut subsister entre vous. Parlez-lui !

DIMITRI. — J'avais bien envisagé cette solution...

JACQUELINE. — Et?...

DIMITRI. — Je l'avais rejetée par peur d'une réponse cruelle. Mais c'était lâche... Vous avez raison. Votre claire

logique de femme honnête n'a pas hésité, là est donc la vérité. Je lui parlerai dès son retour.

A ce moment on entend au dehors deux coups de fusil assez proches. Jacqueline sursaute en poussant un cri. Dimitri se dirige vers la galerie,

DIMITRI. — Qui s'amuse à tirer ainsi?

JACQUELINE. — C'est insensé ! On ne doit pas chasser à côté de la maison... Mon Dieu ! si les enfants...

Elle court à la porte donnant sur le parc.

DIMITRI (*descendant les marches*). — Je vais voir.

Miroslawa et Boutron entrent précipitamment.

MIROSLAWA. — Vous avez entendu?

BOUTRON. — Pourvu que ce ne soit pas...

JACQUELINE. — Quel est l'imprudent?...

BOUTRON (*à Dimitri*). — Vous voyez quelque chose?

DIMITRI (*du dehors*). — Oui... Un homme et une femme qui se sauvent à cheval... des gens qui courent... Une bagarre !... Ah ! voici Fernando et Pierre.

MIROSLAWA. — Ils n'ont rien, eux, au moins?

DIMITRI. — Non, non... Ils viennent poussant un gaucho devant eux et le protégeant contre les autres qui le menacent... Les voici.

Il s'écarte.

***

On entend une rumeur, des cris de « A mort ! Assassin !... Canaille ! » et Fernando paraît. Aidé de Pierre, puis de Dimitri, il écarte une dizaine de gauchos et de garçons d'écurie qui veulent frapper un de leurs camarades armé d'un fusil.

Fernando Molabre est un homme de quarante ans au masque énergique et volontaire. D'une taille moyenne, il appuie sur des jambes nerveuses un corps que l'on devine d'une souplesse et d'une force rares. Dans son visage d'un brun mat, les orbites se creusent sous les sourcils, les pommettes sont proéminentes. La mâchoire solide achève de donner à la physionomie un aspect de rudesse sauvage que tempèrent le rayonnement d'un grand front dégagé et l'expressive beauté des yeux.

C'est le type synthétique du mélange de races. Pour l'instant, il fait tête aux hommes qui n'osent pas franchir le seuil.

FERNANDO. — Allons ! voyons !... Laissez-le ! (*Il pousse le gaucho dans la pièce.*) Entre là, toi !

DES VOIX. — A mort l'assassin !... Donnez-le-nous !... On va le pendre à un arbre !

FERNANDO. — Je vous en prie, mes amis, retirez-vous !

UN HOMME. — Il a voulu tuer, on le tuera !

FERNANDO. — Ta justice est un peu simple !... Laissez-moi régler cette affaire tout seul... Vous avez confiance en moi, n'est-ce pas?

LES VOIX. — Oui... Oh ! certes, monsieur Fernando... Bien entendu !...

FERNANDO. — Vous m'avez confié les fonctions de juge... Cet homme m'appartient.

LES VOIX. — Le maître a raison !... Pourtant !... Si, si... Non... Laissons-le faire !...

FERNANDO. — C'est parfait !... Au revoir !

Les hommes se retirent. Pierre ferme la porte. Le bruit des voix diminue progressivement. Fernando va vers le gaucho qui se tient toujours au milieu de la salle, le fusil à la main, l'air furieux et buté.

FERNANDO (*dont la voix tremble un peu*). — Comment, Alvarez, c'est toi, toi qui fais une chose pareille?

ALVAREZ (*provocant*). — Oui, c'est moi !

FERNANDO. — C'est toi qui t'embusques derrière un buisson, avec un fusil, et qui cherches lâchement à assassiner un homme et une femme?

ALVAREZ (*s'emportant*). — Cette femme est ma femme qui m'a quitté et cet homme est son amant qui me l'a prise. C'est mon droit !

FERNANDO. — Ton droit?

ALVAREZ. — Oui !

FERNANDO. — Ah ! ça, tu es ivre !

ALVAREZ. — Je n'ai rien bu.

FERNANDO. — On n'a le droit de tuer personne !

ALVAREZ. — Ça, c'est votre opinion, ce n'est pas la mienne.

Quant à ces deux-là, je les ai ratés aujourd'hui, mais je ne les raterai pas la prochaine fois, je vous en réponds !

FERNANDO (*violent*). — Tu ne recommenceras pas !

ALVAREZ (*au comble de la rage*). — Je recommencerai ! Je veux tuer ma femme, vous entendez, je veux tuer ma femme et je la tuerai !

FERNANDO. — Pourquoi?

ALVAREZ. — Parce qu'elle m'a trompé.

FERNANDO. — Elle ne t'a pas trompé !

ALVAREZ. — Si !

FERNANDO. — Non. Elle t'a quitté, ce n'est pas la même chose.

ALVAREZ (*un peu interloqué*). — Ça... tout ça... c'est des mots....

FERNANDO. — C'est un fait !

ALVAREZ. — Quitté, trompé... pour moi, ça revient au même !... Comment? Je rentre chez moi avant-hier... je trouve la maison vide?... Sur la table, une lettre de ma femme, me disant qu'elle ne m'aime plus, qu'elle en aime un autre, qu'elle part avec lui... et vous croyez que je vais accepter ça, sans rien faire?...

FERNANDO. — Tu ne peux pourtant pas faire que ta femme t'aime à nouveau, si elle ne t'aime plus !

ALVAREZ (*buté*). — Non !... Mais je peux la tuer !

FERNANDO. — Et après?

ALVAREZ. — Après... après...

FERNANDO. — Tu seras plus heureux?

ALVAREZ. — Oui, elle sera punie.

FERNANDO. — Punie, quand elle sera morte !... Ça...

ALVAREZ (*après une seconde d'hésitation*). — Tiens !... là, vous avez raison !... La mort n'est pas une punition !... Eh bien, je tuerai son amant, l'homme qu'elle aime... Comme ça, elle souffrira, comme ça, elle sera véritablement punie !

FERNANDO. — Tu tiens donc absolument à la punir?

ALVAREZ. — J'y tiens !

FERNANDO. — De quoi veux-tu la punir?

ALVAREZ. — De ne plus m'aimer.

FERNANDO. — Ah ! çà, tu es fou ! Crois-tu qu'on soit maître d'aimer ou de ne pas aimer à volonté?... Elle t'a aimé !...

Est-ce sa faute si elle ne t'aime plus?... Es-tu bien sûr que ce ne soit pas la tienne?

ALVAREZ. — Ma faute?

FERNANDO. — Oui.

ALVAREZ. — Ça, c'est comique, par exemple !

FERNANDO. — Non, c'est douloureux. Es-tu sûr d'avoir toujours été pour ta femme, le mari que tu aurais dû être?

ALVAREZ. — Oui, monsieur Fernando.

FERNANDO. — Es-tu sûr de n'avoir rien à te reprocher?

ALVAREZ. — Parfaitement !

FERNANDO. — Ah ! oui?... Quand tu allais au marché à Rio, tu n'as jamais trompé ta femme avec des filles?

ALVAREZ. — Oh !... ça...

FERNANDO. — Réponds-moi honnêtement !

ALVAREZ (*cherchant ses mots*). — Elle... elle ne l'a jamais su!

FERNANDO. — Qui te l'a dit?... Ne t'est-il pas arrivé quelquefois, et même souvent, de boire plus que tu n'aurais dû?

ALVAREZ. — Un petit coup de vin, par-ci par-là, ce n'est pas un crime !

FERNANDO. — Quand tu avais bu, ne t'est-il jamais arrivé de rentrer chez toi titubant, disant des bêtises et puant l'alcool?

ALVAREZ. — Ça...

FERNANDO. — A ces moments-là, ayant perdu le contrôle de toi-même, ne t'est-il pas arrivé de prendre des colères absurdes et de lever la main sur ta femme?

ALVAREZ. — Mais...

FERNANDO. — Rentre en toi-même, interroge-toi... N'as-tu jamais fait les choses que je t'ai dites?

ALVAREZ (*après une hésitation*). — Ce... Ce n'est pas une raison.

FERNANDO. — Ah ! tu trouves?... Tu trouves que ce n'est pas suffisant pour dégoûter une femme, pour tuer peu à peu l'amour en elle?... Qu'est-ce qu'il faudrait donc, juste ciel, si cela ne suffisait pas !

Et quand, à bout de vexations et de souffrances, cette femme trouve un homme qui a pour elle les attentions, les douceurs, le respect, la tendresse dont son mari l'a sevrée depuis si longtemps, il faudrait qu'elle fût assez forte pour

commander à son cœur, renoncer au bonheur qui s'offre enfin à elle et jouer la comédie infâme de l'amour dans le lit de celui pour qui elle n'a plus que de la crainte et du dégoût?

Eh bien, non ! Cela est au-dessus des forces humaines ! Nul homme n'a le droit de demander un pareil sacrifice !

ALVAREZ (*s'obstinant*). — Je ne veux pas qu'elle soit à un autre !

FERNANDO. — Tu ne veux pas !... Et quel droit as-tu de vouloir?... Qu'est-ce que tu fais de la liberté, pour laquelle tu cries si haut et si fort?

Ta femme t'a aimé, elle ne t'aime plus, c'est son droit ! Elle te le dit loyalement et, plutôt que de te tromper en cachette, elle s'en va dignement sans rien emporter de ton bien qui est pourtant un peu à elle ! De cela tu devrais lui savoir un gré infini !

ALVAREZ. — Faudrait peut-être que je lui dise merci?

FERNANDO. — Oui !... Si le hasard te mettait face à face avec elle, tu devrais ôter ton chapeau et lui dire : « Femme, tu m'as aimé, merci ! Tu m'as donné ta pureté, ta jeunesse, la fraîcheur de ton cœur et de ton corps, merci ! Tu as partagé mes travaux et mes peines, merci ! Tu as été ma compagne fidèle durant de longues années, j'ai trouvé près de toi le réconfort et la tendresse qui consolent, merci !

Pour te récompenser, je t'ai fait du mal, pardon !

Je t'ai traitée comme un être inférieur, toi qui me dépassais de cent coudées, pardon !

Je n'ai pas compris tout ce qu'il y avait en toi d'indulgence et de pitié, pardon ! Je t'ai froissée, je t'ai peinée, pardon ! pardon ! pardon !

Aujourd'hui, tu ne m'aimes plus, c'est ma faute !

Tu quittes notre foyer et tu t'en vas essayer d'en créer un autre, je te salue très bas, malgré mon sot orgueil, malgré ma peine, et je baise le bas de ta robe, humblement, car je lis dans tes grands yeux mélancoliques que tu ne te diriges pas vers cette existence nouvelle avec le même enthousiasme juvénile que je t'ai connu jadis !

Hélas ! par ma faute, tu doutes à présent de la vie ! Je fus l'assassin de tes tendres illusions. Femme, c'est le front dans la poussière que je te demande pardon ! »

Voilà ce que tu devrais lui dire, si tu la rencontrais !

ALVAREZ (*interloqué*). — Monsieur Fernando !

FERNANDO. — Au lieu de cela, tu veux la torturer encore ! Tu la guettes à l'affût pour la tuer !... Tuer !... Mais sais-tu ce que c'est que de tuer?... Sais-tu le supplice que tu te réserves, une fois tombée la colère absurde qui t'aveugle?

ALVAREZ (*se reprenant*). — Je m'en moque !

FERNANDO. — Tiens, il y a ici un homme qui a tué et qui avait plus de motifs que toi de vouloir se venger... demande-lui quelle fut sa vie, dans la suite !

Il se retourne vers Boutron qui, depuis un moment, pleure doucement la tête dans ses mains, sans que personne s'en soit aperçu.

Boutron, parle à ce fou qui s'obstine, parle-lui, toi qui sais !

Tous les assistants, surpris, regardent le comptable.

ALVAREZ. — Vous, monsieur Boutron?

BOUTRON. — Oui... moi... J'ai tué !... J'ai tué ma femme et son amant !

Il s'arrête, hésite une seconde, fixe du regard ses amis qui baissent la tête et, se redressant avec courage, il continue :

Personne ne le savait ici que le maître... Je n'aurais pas voulu... Mais cela peut vous sauver... je dois parler... Voilà...

J'étais établi horloger, en France... J'avais une femme que j'adorais... Elle... elle ne m'aimait pas... elle me méprisait parce que j'étais timide et faible... Elle se moquait de moi... elle me parlait comme à un chien... Je supportais tout, dans la crainte de la voir partir.

Nous avions un employé aussi grand que j'étais petit, aussi fort que j'étais faible, aussi assuré que j'étais craintif !...

Un jour... Un jour, j'étais allé faire une course et il se trouva que je rentrai plus tôt que je ne l'avais prévu... Personne dans le magasin... Je montai à l'appartement... Entendant parler dans la chambre, j'ouvris la porte brusquement... et je les vis... tous les deux... là... chez moi... dans mon lit !... En m'apercevant, pâle, suffoqué... m'appuyant contre le mur pour ne pas tomber, ma femme se mit à rire et cria : « Ah ! c'est pour ça que tu es revenu plus tôt?... Tu voulais savoir?...

Eh bien, tu sais !... Va-t-en ! Celui-ci est un homme et je l'aime ! Va-t'en ! »

Je descendis comme un fou au magasin, je pris dans la caisse un revolver qui s'y trouvait... et je remontai... Ils méprisaient à tel point ma faiblesse, qu'ils n'avaient pas même refermé la porte à clef !... J'entrai... Je fis feu sur eux... Je tirai les six balles du barillet... Lui, atteint au cou et à la tête, roula dans la ruelle, raide mort !... Elle, blessée grièvement, s'était soulevée...

Affolé, dégrisé... je m'approchai... Elle me regarda profondément, prit ma tête dans ses mains... et murmura : « Tu étais donc un homme?... Pardon !... » Elle se renversa en arrière... Elle était morte !

Alors... Alors, brusquement, je compris !... Une lueur éclaira ma pauvre cervelle... Dans la trahison si basse, si laide de cette femme, il y avait un semblant d'excuse... Tout n'était pas de sa faute... il y avait aussi de la mienne... oui, de la mienne... ! J'avais été trop faible, trop timoré, sans caractère... Elle n'avait jamais eu l'impression d'avoir en moi un protecteur... un homme, enfin. Sa faiblesse de femme avait eu peur de la mienne...

Ah ! il y a dans le cœur humain et dans l'âme humaine tant de choses impondérables qu'on ne sait jamais, on ne peut jamais savoir !

C'est pourquoi il faut avoir pitié des autres et de soi-même ! Si vous saviez la vie qu'on mène quand on a tué ! Moi, je fus arrêté, jugé, condamné, envoyé au bagne, sans m'en rendre compte !... J'étais perdu... Je voyais sans cesse devant mes yeux, ses grands yeux remplis d'effroi et d'étonnement. J'entendais sa voix déjà lointaine : « Tu étais donc un homme !... » Je l'entends encore en ce moment... Il n'y a pas de nuit où je ne revive cette scène... C'est affreux ! C'est affreux !

Pendant ce récit, Alvarez s'est peu à peu effondré sur une chaise. A présent, il laisse tomber son fusil et cache sa tête dans ses mains.

ALVAREZ. — Mais je souffre, moi !... Je souffre !

FERNANDO (*s'approchant de lui*). — Souffre tout seul, frère... Ta souffrance te grandira ! (*Il lui prend la main.*)

ALVAREZ (*à travers ses larmes*). — Oh ! maître... maître... je ne sais plus... Que dois-je faire?

FERNANDO. — Pardonne !... Rentre chez toi. (*Il le conduit vers la porte.*) Médite sur les cendres de ton bonheur, et, que de ta peine, naisse dans ton cœur plus d'indulgence et plus de bonté... Va... Ta colère est bien morte?

ALVAREZ. — Oui, maître.

FERNANDO. — Tu n'as plus tes horribles idées?

ALVAREZ. — Je vous laisse mon fusil... Je n'ai plus envie que de pleurer.

Il sort vivement. Tous les personnages le regardent s'éloigner, le dos courbé, titubant, pliant les genoux, écrasé par le poids trop lourd de sa douleur.

***

MIROSLAWA (*très émue, s'adressant à Fernando*). — Oh ! mon ami, mon ami, que vous avez dit de bonnes et de belles choses !

PIERRE. — Chaque fois que je vous entends parler sur la vie, il me semble que je deviens meilleur !

JACQUELINE. — Quelle admirable éloquence !

FERNANDO. — Ce n'est pas moi qui fus éloquent. (*Montrant Boutron.*) C'est lui, parce qu'il était plus que moi dans les réalités de la vie... Tu me pardonnes, mon ami, de t'avoir mis en cause?... Il le fallait pour sauver cette femme et pour défendre cet homme contre lui-même.

BOUTRON. — J'accepte avec joie les conséquences de cette confession publique, puisqu'elle a pu empêcher un nouveau crime !

DIMITRI. — Vous avez été très brave, Boutron ; donnez-moi la main.

PIERRE. — A moi aussi.

BOUTRON (*touché*). — Merci, mes amis, merci.

MIROSLAWA. — Moi, je vous embrasse.

BOUTRON. — Que vous êtes bonne ! (*A Jacqueline qui lui tend la main aussi.*) Merci, madame Jacqueline.

PIERRE. — Quand on pense que, sans vous deux, ce misérable...

FERNANDO (*l'interrompant*). — Chut ! enfant... Pas de mots trop durs !... Ce n'est pas un misérable, c'est un homme, tout simplement, un homme mené par cette force inconsciente qu'on appelle l'instinct. Il faut avoir beaucoup réfléchi, beaucoup souffert, voyez-vous, pour savoir dominer son instinct par sa raison.

Tout à l'heure, quand Alvarez a tiré sur sa femme, j'ai bondi vers lui, le poing levé et j'ai failli le frapper, comme les autres... vous avez remarqué?... C'était l'instinct qui me poussait, et, sans doute aussi, un lointain atavisme brutal et cruel... Je me suis repris à temps, mais vous voyez bien qu'il faut être toujours sur ses gardes.

Allons, ne pensons plus à cette histoire. Nous aurons beaucoup de travail demain, réglons rapidement le programme de la journée... Excusez-nous, mesdames, c'est l'heure des affaires...

Il va s'asseoir à son bureau.

MIROSLAWA. — Nous vous laissons... Vous me permettez d'emmener Boutron pour finir mon classement?

FERNANDO. — Certes.

JACQUELINE. — Moi, je vais coucher mon fils et reconduire Œil-de-Tigre à sa mère.

MIROSLAWA (*riant*). — Prenez garde à votre chevelure.

JACQUELINE (*de même*). — Je suis très brave.

Elles sortent, l'une à gauche avec Boutron, l'autre à droite.

***

FERNANDO. — Dimitri, nous avons deux mille chevaux à fournir au consul de France dans le plus bref délai. Nous commencerons le travail de classement demain matin à la première heure.

DIMITRI. — Parfait.

FERNANDO. — Pierre, soyez assez aimable pour transmettre aux ranchos les heures de convocation.

PIERRE. — Je vais téléphoner des bureaux.

FERNANDO. — C'est ça ! Toi, Dimitri, tu seras présent, bien entendu, pour la visite sanitaire. Les chevaux seront ensuite conduits à Rio.

DIMITRI. — Compris.

FERNANDO. — Nous sommes bien d'accord tous les trois?... Bon. Allez, Pierre. (*Pierre sort.*) Moi, je vais reprendre les états et faire une première liste d'après les livres. A tout à l'heure.

Il va pour sortir, mais Dimitri le retient.

DIMITRI. — Un instant, veux-tu?... J'ai à te parler.

FERNANDO. — Tout de suite?

DIMITRI. — Oui, si cela ne t'ennuie pas.

FERNANDO. — Je suis à tes ordres. Qu'y a-t-il?

DIMITRI. — Voilà plusieurs semaines que je désire avoir un entretien avec toi... et que je n'ose... Aujourd'hui, je me suis décidé... Mais, si j'attends, mon courage s'en ira peut-être et alors...

FERNANDO (*surpris*). — Que tu n'oses?... Courage?.... Qu'est-ce que tout cela signifie?... Tu n'oses pas me dire quelque chose, à moi?... Tu n'as donc plus confiance en mon amitié?...

DIMITRI. — Oh ! Fernando, que vas-tu penser là? Tu sais bien que je n'ai pas d'autre ami que toi au monde. Mais... il s'agit d'une chose si délicate que j'aurais voulu trouver la vérité moi-même, sans être obligé de te la demander, car je me méfie de toi.

FERNANDO. — Tu te méfies?

DIMITRI. — Oui, de ton cœur... Comprends-moi... Il y a des gens dont on doute parce qu'on les sait capables de vous sacrifier à eux-mêmes, à leurs intérêts, à leur bonheur... Toi, on doute de toi, parce qu'on a peur que tu ne te sacrifies pour les autres, que tu ne fasses passer leur bonheur avant le tien... C'est pourquoi je te supplie de me répondre avec une absolue franchise.

FERNANDO. — De quoi s'agit-il, mon Dieu?

DIMITRI (*le regardant bien dans les yeux*). — J'aime Miroslawa.

Fernando ne détourne pas son regard. Il reste une minute silencieux.

FERNANDO. — Ah !... Et... tu le lui as dit?

DIMITRI. — Non. Je me suis même efforcé de ne pas le lui montrer.

FERNANDO. — Pourquoi?

DIMITRI. — Parce que j'avais un doute. J'ai eu peur, j'ai peur encore que tu ne sois, de ton côté, amoureux d'elle, et, comme je ne voudrais, pour rien au monde, te causer un chagrin, si léger soit-il, je n'entreprendrai aucune démarche sans être fixé sur ce point et sans avoir ton assentiment.

FERNANDO (*avec un grand élan sincère*). — Mon cher Dimitri, tes paroles me touchent plus que je ne puis dire. Je suis ému profondément par ta démarche... Agis sans crainte, mon frère, parle à Miroslawa, dis-lui ton amour... Elle ne peut pas trouver, pour refaire sa vie, un homme plus digne d'elle.

DIMITRI (*joyeux*). — Oh ! merci !... Merci !... tu ne l'aimes donc pas?

FERNANDO. — Follement !

DIMITRI. — Quoi?... Tu l'aimes?

FERNANDO. — Comme toi, de toutes les forces de mon cœur et de mon âme !

DIMITRI (*avec désespoir*). — Tu l'aimes?

FERNANDO. — Et après?... Est-ce une raison parce que je l'aime, pour qu'il faille nécessairement qu'elle se mette à m'aimer?... Non, n'est-ce pas?... Je lui ai offert autrefois d'associer sa vie à la mienne. Elle m'a répondu qu'elle ne désirait pas se remarier, qu'elle me demandait le temps de réfléchir, que, peut-être, un jour... Donc, elle ne m'aime pas. Il est tout naturel que tu lui offres à ton tour ton dévouement et ta tendresse.

Mais Dimitri n'entend plus rien. Effondré dans un fauteuil, il cache ses yeux dans son mouchoir et pleure.

DIMITRI. — Non... Non !... Tu l'aimes, c'est fini... Je te remercie de m'avoir parlé avec franchise... C'est fini !

FERNANDO. — Pourquoi?

DIMITRI. — Je ne veux pas te voler le bonheur auquel tu aspires.

FERNANDO. — Tu déraisonnes.

Il s'assied près de lui, prend ses mains dans les siennes et le force à le regarder.

Il ne s'agit pas de moi, en ce moment, ni même de toi. Il s'agit d'elle, et uniquement d'elle !

DIMITRI. — D'elle?

FERNANDO. — Parfaitement !... Suppose que Mira, un jour, par lassitude d'être seule, par désir de créer une famille, se décide à refaire son foyer et qu'elle m'épouse, s'imaginant que, parmi les hommes dont elle estime le caractère, je suis le seul à l'aimer ; puis qu'elle découvre plus tard, par hasard, qu'il y avait un autre homme plus jeune, plus près d'elle, qui l'aimait avec la même force, quelle amertume n'éprouverait-elle pas? Quel regret du vrai bonheur coudoyé et définitivement perdu?

Voilà ce que nous devons avant tout éviter, Dimitri.

Vois-tu, il faut toujours s'efforcer de donner à la liberté individuelle toutes les facilités et toutes les garanties.

Il ne s'agit pas en ce moment, je le répète, de toi ou de moi, il s'agit du grand principe de la liberté humaine.

C'est avec ce principe qu'il faut être scrupuleusement honnête.

DIMITRI. — Mais...

FERNANDO. — Que sont nos petits intérêts personnels à côté de cette pure et noble idée?

Ah ! mon ami, lorsqu'on a voué, comme moi, sa vie à la recherche de la liberté, lorsqu'on l'aime d'un amour sincère et profond, on éprouve pour elle un immense respect !.

Si tu savais comme tout se ligue contre elle : l'éducation, les préjugés, les traditions, les religions, les convenances, les intérêts, les superstitions... Il n'y a pas jusqu'à la pitié, la noble et sainte pitié, qui ne vienne, comme en ce moment, aider à l'entraver.

N'ajoutons pas une embûche à toutes celles que le libre arbitre rencontre sur son chemin.

Pour que Miroslawa puisse se déterminer librement, il faut qu'elle sache ! Déclare-lui ton amour, Dimitri ; si tu ne le faisais pas, c'est moi qui lui parlerais à ta place ; mais je ne serai pas obligé d'en arriver là, n'est-ce pas? Tu consens à lui dire toi-même ta passion?

DIMITRI. — Je ne sais... Comment voir clair en moi?

Fernando se lève, va à la porte de gauche qu'il ouvre, et après avoir eu un mouvement imperceptible d'hésitation, il appelle :

FERNANDO. — Mira !

DIMITRI (*courant à lui*). — Que fais-tu?

FERNANDO. — Mira !

MIROSLAWA (*du dehors*). — Qu'y a-t-il?

FERNANDO. — C'est notre ami Dimitri qui a besoin de vous parler. Il n'ose pas... C'est pourquoi je vous appelle.

MIROSLAWA (*paraissant dans l'encadrement de la porte*). — Il n'ose pas?... C'est une plaisanterie, je pense...

FERNANDO. — Pas du tout !... Je vous laisse... Grondez-le, il le mérite... Au revoir.

Il regarde longuement Dimitri et Miroslawa, puis sort sur la galerie et disparaît.

Dehors, le jour a baissé assez rapidement. Les ardoises des toits reflètent les derniers rayons pâlis du soleil ; un grand calme s'étend sur toute la campagne.

***

Miroslawa s'approche de Dimitri qui reste au milieu de la pièce, la tête baissée.

MIROSLAWA. — C'est vrai Dimitri, que vous n'osiez pas me parler?

DIMITRI. — C'est vrai, Mira.

MIROSLAWA. — Ce que vous avez à me dire est donc si difficile et si grave?

DIMITRI. — Oui, très difficile et très grave... ou, tout au moins, très sérieux.

MIROSLAWA. — Je vous écoute.

DIMITRI. — Excusez-moi... Mais je suis pris au dépourvu... Je n'aurais pas voulu aborder un pareil sujet aussi brusquement... Je ne sais comment vous dire?...

MIROSLAWA. — Dites-moi franchement. Vous savez bien que je ne suis pas une femme avec qui l'on est obligé de prendre des détours. Je suis pour vous une bonne camarade. Ai-je fait quelque chose qui vous ait déplu?... Vous, ai-je, sans le vouloir, froissé?...

DIMITRI (*vivement*). — Oh ! non, Mira... Non, c'est beaucoup plus important.

MIROSLAWA. — Raison de plus, alors, pour parler nettement.

DIMITRI. — Oui, c'est juste ! Hésiter plus longtemps serait faire insulte à votre beau caractère et donner à mes intentions une allure suspecte indigne d'elles.

J'ai à vous dire, Mira, que, depuis de longs mois déjà, j'éprouve pour vous un amour très grand et que je n'ai plus qu'une seule ambition, celle de devenir, si vous y consentez un jour, votre associé, votre défenseur, en un mot, votre mari !

Vous voyez c'est à la fois très simple et très considérable... Cela tient en peu de mots... Pourtant le sentiment est si grand que je suis à présent tout interloqué de l'avoir exprimé aussi vite... et j'éprouve le besoin de parler encore... Mais j'ai dit ce que j'avais à vous dire, Mira... et je n'ai rien à ajouter. Ne me répondez pas tout de suite... Réfléchissez... Voyez... Ne me répondez pas.

Il s'est dirigé en parlant vers la porte ; il s'apprête à sortir, mais Miroslawa l'arrête d'un geste.

MIROSLAWA. — Si, Dimitri, je désire vous répondre immédiatement, au contraire, car il s'agit d'une question de principe. Si j'attendais, vous pourriez croire que votre personne est en cause et je vous jure que cela n'est point ! J'ai pour vous, au contraire, une haute estime ; votre caractère me plaît, votre bonté me touche, nos âges sont en rapport, vos conceptions de la vie sont pareilles aux miennes, nous sommes de la même race... enfin, il y aurait bien des raisons pour que je m'unisse à vous plutôt qu'à un autre... Mais je ne comprends pas le mariage sans amour et...

DIMITRI. — Et vous ne m'aimez pas?

MIROSLAWA. — Et je ne veux plus aimer !

Elle va vers la fenêtre, contemple un moment le coucher du soleil et revient près du jeune homme.

Connaissez-vous ma vie, Dimitri?

DIMITRI. — Je n'ai pas besoin de la connaître !

MIROSLAWA. — J'entends bien que vous n'avez pas l'âme assez mesquine pour avoir désiré connaître mon passé avant de m'offrir votre avenir. Vous n'avez pas besoin de savoir ce que je fus, il vous suffit de savoir ce que je suis, et, en cela, vous vous élevez au-dessus des autres hommes. Pourtant, je

tiens à vous mettre au courant, non point par un vain scrupule, indigne de vous et de moi, mais pour que vous compreniez ma détermination actuelle.

Elle le fait asseoir en face d'elle.

Rassurez-vous ; mon existence, qui me semble avoir été si longue par l'immensité des douleurs que j'y souffris, tient en quelques mots.

Vingt ans : toutes les illusions, tous les rêves et je ne sais quelle attente anxieuse de l'amour !

Mariée par une famille aux idées étroites à un homme beaucoup plus âgé que moi, brutal et grossier.

Une agonie affreuse de mes espérances dans le dégoût et la révolte.

Enfin, un jour, la découverte tragique de la volupté au milieu du vice et le plus répugnant. Alors, la peur de moi-même, la vision d'une chute irrémédiable, le sursaut d'une énergie latente, la ruée vers le travail qui sauve et le dévouement qui purifie.

Voilà mon entrée dans la vie, mes lamentables débuts de femme !

Puis ce fut la rencontre inattendue de l'amour ! Un homme se présenta, qui semblait réaliser mon idéal, et sur qui je plaçai mes admirables facultés d'aimer. Nous partîmes ensemble ; j'abandonnai mari, famille, considération mondaine et situation sociale. Lui-même résilia l'emploi qu'il occupait et nous commençâmes à travers le monde une course errante qui devait se terminer ici, au Brésil.

Ce fut d'abord un délire des sens et de l'âme. Nous vivions sans réfléchir et sans compter... Bientôt la misère vint. Je n'en aurais pas souffert si elle n'avait pas modifié le caractère de mon amant, ou, plus exactement, si elle ne l'avait point fait apparaître tel qu'il était en réalité !

Il s'aperçut alors que sa passion n'avait été qu'un caprice, et, un soir, il s'en alla en me laissant un banal mot d'excuses.

Je ne poussai pas de grands cris et je n'éprouvai point un de ces désespoirs furieux de femelle abandonnée.

Ma peine était plus profonde ; elle venait de moi seule, car la lumière s'était faite en mon âme. Je voyais que, moi aussi,

je m'étais trompée inexcusablement. Je n'avais pas aimé cet homme, j'avais aimé l'amour !

Dans cette union, j'avais tout donné, sentimentalement, physiquement, et voilà que je me retrouvais brisée, lasse, et plus que jamais écœurée !

Je ne sais pas quelle est la plus grande souffrance : du plaisir physique sans amour ou de l'amour sans objet. Mais je crois bien que cette dernière est la pire. Quand une fois je l'eus découverte et analysée, je pris une telle peur de moi que je résolus de mourir, plutôt que de risquer une nouvelle erreur, aussi dégradante.

Fernando, par hasard, me rencontra au moment où j'allais en finir avec la vie et me sauva en me montrant que le dévouement aux malheureux, aux petits, à tous ceux qui souffrent, à tous ceux qui sont faibles, était de l'amour encore, de l'amour purifié, grandi.

C'est à cet amour-là que j'ai voué mon existence, je ne veux pas redescendre.

Voilà les raisons, Dimitri, qui me poussent à refuser votre offre. Vous voyez qu'elles n'ont rien de désobligeant pour vous. Mais je ne veux plus aimer jamais, jamais !

DIMITRI (*avec une émotion sincère et une grande fougue*). — Pourtant, Miroslawa, il n'y a pas une douleur dans chaque amour... Je vous assure que celui que j'éprouve pour vous est au-dessus de tout soupçon !... Ce n'est pas une simple folie des sens !... J'aime votre âme et votre cœur à l'égal de votre beauté... Je voudrais pouvoir me dévouer pour vous, je voudrais pouvoir vous créer une vie toute de bonheur... Enfin... enfin... je vous supplie de ne pas prendre une décision irrévocable... Réfléchissez... Étudiez-moi... Mettez-moi à l'épreuve... J'attendrai... Jamais plus un mot d'amour ne sortira de mes lèvres... Mais ne me dites pas que c'est fini... que je ne dois plus espérer... Vous ne pouvez pas savoir ce que ce serait pour moi... Laissez-moi le droit de vous aimer dans l'ombre, discrètement... Oh ! vous le pouvez, Mira. Je vous jure que je n'éprouve pour vous qu'une immense tendresse très pure et qu'aucune pensée vilaine ne peut vous effleurer... Mais ne me dites pas que c'est fini, ne me le dites pas... surtout...

Miroslawa, troublée, s'est levée. Dimitri, toujours assis, a glissé légèrement de son fauteuil, tout en parlant, si bien qu'il est, à présent, presque à genoux. Il a pris une des mains de la jeune femme dans les siennes et appuie sur elle son front brûlant. Elle frissonne, se penche légèrement vers lui, de sa main restée libre elle esquisse au-dessus de sa tête un geste de caresse... mais elle se reprend aussitôt, se dégage avec une certaine brusquerie et s'écarte effrayée.

MIROSLAWA. — Laissez-moi... Ne dites plus rien... Ne dites plus rien... (*Elle va à la porte de gauche et appelle :*) Boutron !... Boutron !... Apportez-moi mes registres ici, je vous prie !

Et comme Jacqueline passe sur la galerie, elle court vers elle.

Jacqueline !... Eh bien, les enfants sont couchés?...

Elle se retourne vers Dimitri qui la regarde avec tristesse.

Je vous demande pardon...

***

Le crépuscule vient tout doucement, la pièce se remplit d'ombre; dehors une buée légère sort de la terre surchauffée, une brise agite les feuilles roussies des arbres.

JACQUELINE (*entrant*). — J'ai reconduit Œil-de-Tigre à sa mère. Il était si fatigué que j'ai dû le porter et ce terrible chasseur de scalps s'est endormi dans mes bras.

MIROSLAWA. — Pauvre petit bonhomme.

BOUTRON (*entrant par la gauche*). — Voici vos registres, madame.

MIROSLAWA. — Merci... Dimitri, allumez, s'il vous plaît... Il fait sombre... C'est d'une tristesse ! (*Dimitri tourne le commutateur.*) Ah ! A la bonne heure !

Elle va s'installer devant le bureau.

JACQUELINE. — Où est mon mari?

DIMITRI. — Au téléphone des bureaux.

FERNANDO (*venant du dehors*). — Le courrier est-il arrivé?

MIROSLAWA. — Pas encore.

FERNANDO. — C'est surprenant.

Il s'approche de Dimitri et l'entraînant à l'écart, il lui demande tout bas :

Que t'a-t-elle répondu?

DIMITRI. — Qu'elle ne voulait plus aimer.

Une lueur brille dans les yeux de Fernando. Il dit simplement avec une imperceptible intonation joyeuse : « Ah ! »

MIROSLAWA (*à Jacqueline qui a repris son ouvrage*). — Encore au travail?

JACQUELINE. — Je n'ai presque rien fait aujourd'hui.

Soudain, la cour, jusqu'à maintenant silencieuse, s'emplit de bruit. On entend des claquements de fouet, des pas de chevaux, des appels.

BOUTRON. — Voici le courrier, enfin !

Un murmure de voix nombreuses parvient jusque dans la salle.

JACQUELINE. — Quel est ce bruit?

BOUTRON. — Ce sont les employés et les garçons d'écurie qui réclament leurs colis et leurs lettres.

JACQUELINE. — Ils sont joliment bruyants.

DIMITRI. — Comme de coutume.

FERNANDO. — A chaque courrier, c'est la même chose.

Mais un silence profond a succédé au tumulte, puis on distingue la voix d'un homme qui parle seul, et, brusquement, des exclamations violentes retentissent.

JACQUELINE. — Aujourd'hui, c'est tout différent.

MIROSLAWA. — Oui, en effet !

JACQUELINE (*inquiète*). — Vous entendez?... Vous entendez?... Ils crient !

FERNANDO. — Quelque discussion !

MIROSLAWA. — Non... Il y a autre chose sûrement.

La rumeur augmente encore.

JACQUELINE (*la gorge serrée*). — Mais qu'ont-ils donc tous?

DIMITRI. — Vous avez raison, ce n'est pas naturel.

JACQUELINE. — Oh ! il faut que je sache !... Je vais aller...

Elle se dirige vers la porte, mais celle-ci s'ouvre brusquement

à cet instant même, et Pierre apparaît. Il est pâle, ému au point qu'il ne peut parler et doit s'appuyer une seconde contre le mur.

JACQUELINE. — Pierre !... Pierre !... Qu'est-ce que tu as?

FERNANDO. — Que se passe-t-il?

MIROSLAWA. — Vous êtes tout pâle !... Parlez... Parlez vite !

BOUTRON (*comprenant*). — Ça y est, Pierre?

PIERRE. — Oui !

FERNANDO. — La guerre?

PIERRE. — La guerre !

JACQUELINE (*se jetant dans ses bras avec un grand cri*). — Ah !... Pierre !... mon Pierre...

PIERRE. — Sois brave, ma chérie !

MIROSLAWA (*effondrée*). — La guerre !

DIMITRI (*rageusement*). — La guerre !

BOUTRON (*avec une joie extatique*). — La guerre !

FERNANDO (*grave*). — Ils ont osé !

Un grand silence lourd. Jacqueline sanglote nerveusement contre la poitrine de son mari qui lui embrasse le front. Les autres se recueillent.

PIERRE (*à Jacqueline*). — Allons, mon petit, sois courageuse... Ne pleure pas comme ça... tu me fais de la peine !

JACQUELINE. — Mon Pierre, mon Pierrot, mon grand !

PIERRE. — Ce n'est pas terrible, quoi !... Il fallait s'y attendre !... Je suis sûr de n'être pas tué, moi... C'est un pressentiment... Ah! tu vois... Voyons, une Française doit être forte !

JACQUELINE (*s'essuyant les yeux*). — Tu as raison... C'est fini. Je ne pleurerai plus... C'est fini... Je te le promets... Tu comprends, la surprise... Mais, rassure-toi, je n'amollirai pas ton courage... Je saurai ne plus pleurer...

PIERRE (*s'efforçant de rire*). — C'est ça !... Bravo !... Je reviendrai avec des tas de galons, et des tas de croix, tu verras !... Ce sera superbe... Ah ! ils nous déclarent la guerre !... Ah ! ils veulent encore venir prendre nos pendules, ils vont voir !... J'arrive d'Amérique, moi, Pierre Dupont... C'est quelque chose, ça !... Je suis sûr que si le kaiser s'était douté que j'allais rentrer tout de suite, il aurait hésité !...

JACQUELINE. — Il rit, lui... Quel enfant !

FERNANDO. — Non, quel homme !

BOUTRON. — Eh bien, et moi?... Tu ne crois pas que je représente un fameux renfort?

PIERRE. — Sapristi !

BOUTRON. — Tu vas voir les Prussiens !... Quand je vais leur lancer mes manches de lustrine à la figure... ils foutront le camp !...

MIROSLAWA. — Ma parole, on dirait que vous êtes contents !

BOUTRON. — Mais oui, je l'avoue, je suis content !

MIROSLAWA. — Content?

BOUTRON. — Parfaitement, content !... Content d'avoir enfin une occasion de faire quelque chose de propre, content de pouvoir peiner et souffrir pour un idéal, avec l'espoir de mourir chiquement sur un champ de bataille, au lieu de crever, rongé de remords, dans un lit ! Content à l'idée que ma carcasse sera enfouie dans la terre de France, de ma France que je n'espérais plus revoir... Oh ! oui, madame Miroslawa, je suis content, je suis content, je l'avoue, je suis très content !

FERNANDO (*souriant*). — Égoïste !... Et vous, Pierre?

PIERRE. — Moi, ce n'est pas de la joie que j'éprouve, mais de la colère ! Quand je pense que les barbares vont, encore une fois, tenter de s'approprier la douce France où il fait si bon vivre, pour comprimer son esprit dans le moule étroit de leur casque à pointe, je deviens fou de rage !... C'est que je les connais ; j'ai été en Allemagne. Je sais la haine qu'ils ont pour notre indépendance ! C'est le génie français qu'ils veulent saper et détruire. Nous serons là pour les en empêcher. Nous lutterons jusqu'au dernier pour l'avenir de notre race.

DIMITRI. — Très bien, Pierre !

PIERRE. — Mais ils sont forts... Ce sera dur !... C'est pourquoi je me désole en pensant que je ne serai pas là dès le premier jour. Ils vont essayer de faire vite, allez !... Pourvu que nous arrivions à temps... Y aura-t-il un bateau tout de suite?

DIMITRI. — Le consul a dû faire le nécessaire. Nous irons à Rio demain matin.

MIROSLAWA. — Comment « nous irons »?... Est-ce que vous, Dimitri...

DIMITRI. — Bien entendu, je pars avec eux !

PIERRE. — Ah ! c'est chic, ça, Dimitri !

BOUTRON (*sautant de joie*). — Vous venez?... Vous venez avec nous?...

FERNANDO. — Tu pars?

DIMITRI. — Je vais me battre pour la France !... C'est mon devoir... Je paierai ainsi une dette ancienne !

BOUTRON. — Ah ! ma France, on t'aime, va, on t'aime !

DIMITRI. — Elle est notre lumière !

Miroslawa qui, pour cacher son émotion, était allée sur la galerie, revient précipitamment.

MIROSLAWA. — Wertzer !... Voici Wertzer qui descend de cheval et se dirige par ici !

PIERRE. — Wertzer !

JACQUELINE. — Cet Allemand !... Que veut-il?

BOUTRON. — Il doit partir, lui aussi.

JACQUELINE (*à Fernando*). — Je ne veux pas le voir. Chassez-le ! Chassez-le !

FERNANDO. — Excusez-moi, Jacqueline, Wertzer vient me trouver, moi. C'est un homme qui m'a toujours servi loyalement, il fait son devoir, et je n'ai pas de raison...

JACQUELINE. — Je vous demande pardon... Ma douleur me rend folle... Ne m'en veuillez pas...

***

Wertzer a gravi rapidement les marches qui conduisent à la galerie; il s'arrête sur le seuil de la porte en voyant tous les habitants de la maison réunis, retire son chapeau, s'incline légèrement devant Jacqueline et Mira qui sont ensemble et s'avance franchement vers Fernando.

C'est un homme de quarante-deux ans, grand, large d'épaules, à la tête massive, aux yeux d'un bleu faïence, à la mâchoire solide. Son visage reflète une joie intense, pas méchante, presque enfantine.

WERTZER. — Ah ! je suis bien heureux de vous trouver là, maître.

FERNANDO. — Bonjour, Wertzer

Il lui serre la main.

WERTZER. — Vous savez la grande nouvelle?

FERNANDO. — Oui.

WERTZER. — Je pensais bien que cela ne devait pas tarder à se produire... Mais je ne supposais pas que les choses iraient si vite... Je suis navré de vous laisser dans l'embarras... mais il me faut rentrer immédiatement, vous comprenez?

FERNANDO. — Je comprends.

WERTZER. — Votre exploitation va se trouver bien démunie, c'est ennuyeux. Mon ami Dupont et mon ami Boutron doivent vous quitter, eux aussi?

FERNANDO. — En effet !

WERTZER (*s'approchant des deux Français, la main tendue*). — Serrons-nous une dernière fois la main, voulez-vous? Nous avons toujours vécu dans la plus parfaite intelligence et ce n'est pas une raison parce que nous allons être ennemis demain, malgré nous, pour que nous cessions brusquement de nous estimer.

PIERRE (*lui serrant la main, après une seconde d'hésitation*). — Vous avez raison.

BOUTRON (*de même*). — Nous faisons tous notre devoir.

WERTZER. — Je vous souhaite personnellement bonne chance. Si je puis, à un moment donné, vous être utile, n'oubliez pas le major Wertzer du 3e uhlans. On ne sait pas ce qui peut arriver. D'ailleurs, nous nous reverrons bientôt, si nous ne sommes pas tués, car cette guerre sera très rapide.

BOUTRON. — Croyez-vous?

WERTZER. — J'en suis certain. Dans un mois et demi ou deux mois, nous serons à Paris et dans quatre mois tout sera fini.

PIERRE. — Vous serez à Paris?

WERTZER. — Sans aucun doute.

PIERRE (*s'emportant*). — Ah ! çà, vous rêvez ! Vous pensez donc que les Français sont des lâches qui ne sauront pas se défendre?

WERTZER. — Loin de moi... Les Français sont d'admirables soldats, tout le monde le sait, et nous mieux que tout le monde, mais ils n'ont pas les moyens de nous résister.

BOUTRON. — Qu'en savez-vous?

WERTZER. — Je le sais, croyez-moi. Vous ne vous rendez

pas compte de l'outillage formidable dont dispose l'Allemagne, du nombre d'hommes colossal qu'elle va pouvoir jeter sur la France. Il n'y a pas de courage, d'héroïsme, qui puissent quelque chose contre cela.

PIERRE. — Ce n'est pas prouvé !

WERTZER. — Croyez-moi ; rien n'arrêtera l'Allemagne ! La grande race germanique, brisant le cadre étroit qui la comprimait, va s'étendre sur le monde !

FERNANDO. — Dans quel but?

WERTZER. — Occuper sous le soleil la place à laquelle le nombre de ses enfants lui donne droit, prendre le rôle prépondérant et directeur que son intelligence, sa culture, sa moralité l'appellent à jouer !

FERNANDO. — Pour cela?

WERTZER. — Elle englobera la Belgique, la Pologne russe, les provinces baltiques qui sont allemandes. L'Autriche prendra la Serbie et s'ouvrira un débouché vers la mer, à travers la Macédoine grecque...

BOUTRON. — Beau programme !

PIERRE. — Et la France, qu'est-ce que vous en ferez?

WERTZER. — A la France nous prendrons les ports du Nord, dont nous aurons besoin plus tard contre l'Angleterre, les bassins miniers nécessaires à notre industrie et sans doute aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie pour notre expansion coloniale !

JACQUELINE. — Quel aplomb !

WERTZER. — A moins que...

PIERRE. — A moins que vous ne soyez battus?

WERTZER. — Non, c'est impossible ! A moins que la France ne soit assez sage pour comprendre quel avantage elle aurait à s'allier avec nous, sous notre domination amicale, et c'est la solution que je souhaite de tout mon cœur, car je l'aime énormément. D'ailleurs, croyez-moi, la plupart des Allemands ont, pour ce beau pays, une réelle affection.

PIERRE. — Une convoitise !

WERTZER. — Ils en aiment l'esprit créateur ; ils regrettent de voir ses richesses rendues improductives par un manque d'ordre et de méthode !... Administrée par l'Allemagne, la France grandirait du double !... Ce serait magnifique.

BOUTRON. — J'en hurle d'admiration !

WERTZER. — Mais elle comprendra... de gré ou de force. Nous sommes résolus. Nous ferons son bonheur malgré elle !

BOUTRON. — Merci !

WERTZER. — Comme nous ferons, ensuite, le bonheur de l'humanité en lui donnant notre culture et notre discipline.

BOUTRON. — Joli cadeau !

WERTZER (*continuant avec un accent prophétique*). — Car le peuple allemand est appelé à diriger le monde, il est l'élu de Dieu, le peuple-roi étant, de tous les peuples, le plus vertueux et le plus fort !

BOUTRON. — Simplement !

WERTZER. — Excusez-moi de vous parler ainsi, mais je ne puis faire autrement ; le moment est venu de crier cette vérité aux hommes ! Voici révolus les temps promis où va se réaliser le beau rêve de la grande hégémonie prussienne prédite par notre empereur qui est le représentant du Seigneur sur la terre. Je tressaille d'un noble enthousiasme et je souhaite de vivre assez pour assister à l'établissement de cette ère de félicité !

Allons, au revoir, monsieur Fernando, au revoir, mes amis. Je vais porter ma modeste pierre à la grande construction du bonheur universel... A bientôt ! Bonne chance !

Il sort théâtralement sans qu'aucun des assistants muets d'étonnement ne songe à prononcer une parole.

*
* *

BOUTRON (*après un temps*). — Il est complètement fou !

MIROSLAWA. — C'est incroyable !

DIMITRI. — Je suis stupéfait !

PIERRE. — Pas moi. Voilà les Allemands tels qu'on les ignore.

JACQUELINE. — Ils ne sont pas tous comme celui-là, je suppose.

PIERRE. — Tous, à des degrés différents ! Ils vont à cette guerre qu'ils espéraient avec une joie d'illuminés et la lutte sera formidable. Mais, j'ai foi dans notre cause. Nous ne rêvons pas, nous, d'asservir le monde ; nous voulons simple-

ment vivre libres et indépendants. Si jamais une pareille contrainte nous était imposée, la vie ne vaudrait plus la peine d'être vécue !

JACQUELINE (*se serrant contre lui*). — Mon Pierre, ne parle pas ainsi !

PIERRE. — Mon amour, je dis ce que je pense. Élevons nos âmes et préparons-nous à tous les sacrifices.

Il écarte doucement sa femme et s'avance vers Fernando. Sa voix tremble un peu pendant qu'il parle. A certains moments, même, elle fléchit et s'étrangle, mais il se ressaisit aussitôt.

Mon cher Fernando, dans cette minute suprême de mes résolutions, en vous remerciant de tout ce que vous avez fait pour moi...

FERNANDO (*vivement*). — Je vous en prie, Pierre.

PIERRE. — Je veux vous demander de faire plus encore. C'est en ce moment que je sens d'une façon particulièrement cruelle la séparation imposée par mes parents. J'aurais voulu serrer ma mère sur mon cœur et lui confier ma femme. Hélas ! c'est impossible... N'en parlons plus...

C'est donc à vous, mon ami, que je remets Jacqueline et mon petit Marcel. De les savoir sous votre garde, cela me donnera du courage et de la patience. Si je meurs, ne les abandonnez pas, en souvenir de moi.

JACQUELINE. — Mais je veux t'accompagner en France. Il me serait impossible de rester si loin de toi.

Il l'arrête d'un geste à la fois autoritaire et tendre. Toute son attention est concentrée vers ce que Fernando va lui répondre. Celui-ci attend quelques secondes puis plante son regard dans les yeux du jeune homme et lui dit d'une voix grave :

FERNANDO. — Je suis touché, Pierre, de la marque de confiance que vous me donnez, mais je ne puis plus accepter, au moins sous cette forme, le dépôt sacré que vous voulez remettre entre mes mains.

PIERRE (*surpris*). — Vous ne pouvez plus?

FERNANDO (*lentement, en détachant bien chaque mot*). — Non, car, moi aussi, je pars avec vous ; moi aussi, je vais aller me battre à vos côtés !

PIERRE. — Vous?

BOUTRON (*bondissant*). — Oh ! quelle joie !

JACQUELINE. — Fernando !

DIMITRI. — Tu veux?

FERNANDO. — Oui ! J'hésitais... Mais les paroles de Wertzer ont déchiré le voile qui me cachait la vérité. Je vais aller me battre à vos côtés, car ce n'est pas seulement la France qui est en jeu, c'est aussi la liberté du monde !

MIROSLAWA. — Vous avez raison, mon ami.

FERNANDO. — Vous, Pierre, et vous, Boutron, vous allez risquer votre vie pour la défense de votre patrie ; toi, Dimitri, pour payer une dette ancienne ; moi, qui n'ai pas de patrie, moi qui ne suis lié par rien sur cette terre, je vais offrir la mienne, à l'Idée, à la grande Idée de la Liberté universelle !

Le triomphe de cette race germanique, je le vois clairement à présent, serait celui du despotisme le plus intolérable. L'humanité serait arrêtée dans sa marche en avant. Elle piétinerait à nouveau, et, pendant des siècles, peut-être, tournerait sur place, comme un fauve derrière les barreaux d'une cage. Cela ne doit pas être, ou, tout au moins, nous devons tout faire pour que cela ne soit pas !

J'irai me battre !

MIROSLAWA (*enthousiasmée*). — Nous partirons tous et chacun de nous s'efforcera de servir, dans la mesure de ses moyens.

BOUTRON. — Quel triomphe pour notre cause !

PIERRE. — Bravo, Fernando ! Voilà un noble langage !

JACQUELINE. — Vous êtes admirable !

DIMITRI. — Tu es le plus grand de nous tous !

FERNANDO. — Erreur ! Je suis comme vous, conséquent avec moi-même. Chacun doit servir son idéal.

BOUTRON. — Il n'y a pas jusqu'à ce Wertzer qui n'en ait un, lui aussi !

FERNANDO. — Tu te trompes, Boutron ! Wertzer n'en a pas ! Un idéal est, par définition même, abstrait et désintéressé. L'esprit de conquête et de domination n'est pas un idéal !... C'est un appétit, tout au plus !

(A suivre.)

JEAN-JOSÉ FRAPPA

LA CONDUITE DE LA GUERRE

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

La guerre sur le front occidental a présenté trois phases nettement distinctes.

La première s'étend du commencement des hostilités à l'époque où les lignes se stabilisent, c'est-à-dire au milieu de novembre 1914. Elle comprend la première bataille générale entre Sarrebourg et Mons (18-24 août) et la bataille de la Marne, puis l'extension de la lutte vers la mer, enfin les deux tentatives des Allemands pour rompre la gauche des Alliés sur l'Yser et à Ypres. C'est la guerre de mouvements, sans emploi de retranchements autres que les ouvrages hâtivement creusés sur le champ de bataille.

La deuxième phase est celle de la guerre de tranchées, où les adversaires combattent d'une position à l'autre ; les grandes offensives visant la percée, les attaques à objectifs limités, les combats locaux alternent avec de longues périodes de stagnation. Ce régime se prolonge pendant plus de trois ans.

Le 21 mars 1918, l'armée allemande réussit à forcer les positions britanniques : la troisième phase commence. La guerre est reportée en terrain libre et c'est là que, l'offensive germanique ayant échoué, se livrent les batailles décisives. Après deux mois de victoires en rase campagne, les troupes alliées

se trouvent de nouveau devant les anciennes positions ennemies auxquelles elles ont fait face si longtemps. Mais la défense y est désorganisée, la résistance affaiblie. Les fortifications allemandes ne tiennent nulle part ; elles sont enlevées et dépassées sur tout le front de bataille lorsque la signature de l'armistice vient arrêter les hostilités.

Ainsi les opérations nous apparaissent sous l'aspect de deux périodes relativement courtes de guerre de mouvements, séparées par une autre, beaucoup plus longue, de guerre de positions. Si caractérisées que puissent être ces trois phases, il ne faudrait pas croire que dans chacune d'elles la physionomie de la lutte fût demeurée invariable. Au contraire, elle s'est transformée presque continuellement. L'objet même des offensives, la manière dont elles ont été menées, comme les procédés employés par la défense et jusqu'à l'armement des troupes n'ont cessé de subir des changements.

Il semble intéressant, malgré le petit nombre de documents publiés jusqu'à maintenant, de rechercher les causes de ces changements et de l'évolution constante qu'a suivie la conduite de la guerre dans chaque parti. Qu'on ne s'attende pas à trouver ici des révélations sur les opérations militaires, encore moins des plaidoyers ou des réquisitoires pour ou contre tel chef, telle coterie. La présente étude ne fait état que des sources d'information connues de tout le monde : communiqués alliés, résumés officiels du *Bulletin des Armées*, rapports britanniques, recueils de souvenirs ou ouvrages critiques parus en librairie ; elle ne s'attache qu'aux faits et ignore les personnes.

I. — LES DOCTRINES DE GUERRE

Pour pouvoir suivre l'évolution qu'a subie la conduite de la guerre, il convient d'abord d'en connaître le point de départ, c'est-à-dire la doctrine adoptée au moment où les hostilités ont commencé.

L'origine de la doctrine de guerre allemande est beaucoup plus ancienne que celle de la nôtre. Elle remonte à 1816, date à laquelle fut fondée l'École générale de guerre de Berlin,

centre d'études militaires pour les meilleurs sujets du corps d'officiers prussien. Le célèbre Clausewitz devint presque aussitôt directeur de l'établissement, qui prit plus tard le nom d'Académie de guerre. Ce brillant historien militaire orienta le travail de ses élèves vers la discussion des campagnes passées, notamment celles de la période napoléonienne ; il leur apprit à en dégager des principes généraux et des conclusions pratiques.

Un des meilleurs disciples de Clausewitz, Moltke, chef d'état-major général de l'armée prussienne en 1858, ne tarda pas à discerner ce qui manquait aux cours de l'Académie de guerre. Sans doute l'histoire militaire est une source féconde d'enseignements, mais elle ne suffit pas. A scruter toujours les événements d'autrefois, on perd de vue ceux qui se passent sous les yeux. Or à cette époque, il s'était produit, depuis la bataille de Waterloo, bien des changements qui devaient influer profondément sur la conduite de la guerre.

Le système de recrutement prussien, celui de la nation armée — que Moltke méditait déjà de développer — allait fournir des effectifs beaucoup plus nombreux que ceux qui avaient paru dans les guerres précédentes ; d'autre part, l'extension des voies ferrées et l'invention du télégraphe électrique facilitaient les transports et les liaisons ; enfin, la mise en service récente du fusil à aiguille et du canon rayé augmentait la rapidité de tir de l'arme du fantassin et la portée de l'artillerie.

Moltke fut le seul de son temps à se rendre compte clairement de la transformation que ces conditions nouvelles allaient apporter à la physionomie de la guerre. D'autres grands capitaines, comme Frédéric et Napoléon, ont brillé davantage sur les champs de bataille, mais la supériorité de leurs armées ne leur a pas survécu. Moltke au contraire n'a pris qu'une part indirecte à quelques-unes des plus belles victoires prussiennes ; en revanche, il a su réaliser, comme nul autre, une organisation militaire complète et durable. Instruit du passé, observant le présent, pressentant l'avenir, il a créé une doctrine de guerre répondant aux besoins de son époque et susceptible de s'adapter sans heurt aux situations qui naîtraient longtemps après. En voici les grandes lignes.

Moltke a d'abord fait siens les trois principes cardinaux de Napoléon : action offensive contre l'armée ennemie, concentration des moyens, économie des forces. Seule l'offensive donne la victoire ; la conception générale du chef doit être offensive ; ses lieutenants doivent avoir l'esprit offensif. Mais il faut se garder d'attaquer prématurément, à l'aveuglette. « *Erst waegen, dann wagen* »; d'abord peser, puis oser. N'agir qu'avec toutes les troupes dont on peut disposer ; ne pas risquer de les faire battre séparément. Enfin, si l'ennemi est entreprenant, supérieur en nombre, ne pas oublier les avantages qu'une défensive localisée peut donner en permettant de contenir l'adversaire sur certains points avec des effectifs restreints pour rassembler le gros des forces à l'endroit où on recherche la décision.

Le système de Moltke diffère essentiellement de celui de Napoléon en ce qui concerne le fonctionnement du haut commandement. L'empereur dirigeait tout lui-même et ne permettait à ses lieutenants que d'exécuter à la lettre les ordres qu'il leur donnait. Moltke estima qu'avec les armées considérables qu'il allait avoir à manier, avec la profondeur que prendrait la bataille en raison des progrès de l'armement, une pareille méthode n'était plus applicable. Le général en chef ne pouvait continuer à régler personnellement la marche de chaque corps d'armée pour conduire seul la bataille. Au lieu d'ordres strictement exécutoires, il donna à ses subordonnés des instructions d'un caractère plus général, des « directives », comme il les appela ; il leur laissa, dans ce cadre élargi, une grande initiative. De même que Napoléon a créé les corps d'armée, de même Moltke est le véritable initiateur de la guerre d'armées.

Ainsi le commandement en chef, ne pouvant plus embrasser l'ensemble de la bataille, s'en écarte délibérément et renonce à intervenir dans les mouvements tactiques. Mais il continue à régner en maître dans le domaine de la stratégie, dresse le plan de campagne, préside à la concentration des armées, dirige leur marche à l'ennemi. Ne conduisant pas la bataille aussi étroitement que ses prédécesseurs, il lui est difficile d'y intervenir après qu'elle est engagée. Il doit prévoir à l'avance la manœuvre décisive et ce ne pourra donc être qu'un mou-

vement enveloppant, débordant une ou les deux ailes de l'adversaire. Les réserves à la disposition du général en chef seront massées à l'avance derrière un des flancs, si possible derrière les deux.

La victoire ne résultera donc pas de l'inspiration du commandant en chef au cours du combat ; elle sera assurée par le développement méthodique d'un plan préconçu. Pour mettre cette doctrine en pratique, il faudra prévoir de loin les événements ; le plan de campagne sera poussé très avant et les mouvements réglés jusqu'à la première bataille si on le peut. Il appartiendra aux commandants d'armées d'exploiter ce plan, et c'est pourquoi ils seront dotés de puissants moyens d'action, le commandement supérieur n'en conservant que peu ou point pour lui-même. Jadis Napoléon se constituait, en sus de la Garde, une grosse réserve d'artillerie et de cavalerie pour s'en servir sur le champ de bataille au moment décisif. Moltke emploie sa cavalerie entière à la découverte et répartit toute l'artillerie entre les corps d'armée et les divisions. Il veut que ses lieutenants, auxquels il cède la responsabilité sur le terrain du combat, aient toutes les ressources entre leurs mains et des ressources aussi abondantes que possible ; la proportion d'artillerie à infanterie sera toujours plus forte dans l'armée allemande que dans les autres.

Telle est, résumée à grands traits, la conception de Moltke. L'Académie de guerre la diffusa dans l'armée et y réalisa promptement l'unité de doctrine. Les campagnes triomphales de 1866 et de 1870 en consacrèrent la valeur. A la mort du vieux maréchal, ses principes régnaient sans conteste et personne n'a jamais osé y toucher depuis. Pendant plus de cinquante ans, les générations d'officiers prussiens les ont appris dans les écoles et appliqués sur le terrain. En 1914, le commandement allemand en était comme pétri.

La masse des effectifs, un outillage perfectionné, un entraînement constant, le souffle guerrier entretenu depuis un demi-siècle dans le pays, tout cela mis au service des principes de Moltke faisait de l'armée allemande un instrument d'une extrême puissance. On pouvait prévoir que la mise en marche en serait parfaite et qu'elle se présenterait à la première bataille avec toutes les garanties de la victoire. Mais si cette

première victoire n'était pas décisive, si elle ne réduisait pas l'ennemi à merci, la doctrine risquait de se trouver en défaut, car elle s'accommode mal de l'imprévu. Fondée sur une préparation supérieure, elle est peu apte à faire face à l'inconnu. Sa lenteur, sa lourdeur menacent de la mettre en état d'infériorité devant un adversaire manœuvrier et habile.

La doctrine de guerre française n'a pas connu l'heureuse carrière de sa rivale. Elle ne s'est pas formée dans le recueillement d'une longue paix et n'a pas grandi à l'ombre du succès. Née dans la défaite, ses marraines furent l'incertitude et l'angoisse.

Au lendemain du désastre de 1870, toute l'armée était à refaire. Dès qu'on se ressaisit, on vota une loi de recrutement sur le modèle prussien, on dota nos troupes d'un fusil et d'une artillerie d'excellente qualité, mais ces précieuses améliorations ne pouvaient donner leur plein rendement tant que nos unités s'exerçaient au hasard et que nos généraux ignoraient la manière de les employer.

La guerre avait amplement démontré l'insuffisance du commandement. Éduqués à la funeste école d'Afrique, les chefs militaires du second Empire avaient complètement perdu de vue les conditions de la guerre européenne. Ils trouvèrent avantageux de décréter que la guerre est un art et non une science, qu'on naît avec le génie d'un grand capitaine et qu'il est impossible de l'acquérir. Cette théorie commode eut pour résultat de leur faire négliger l'étude et de les rendre incapables, le moment venu, de diriger les mouvements des armées placées sous leur commandement. Faute de connaissances techniques et d'expérience manœuvrière, ils furent paralysés dès qu'ils se trouvèrent en face d'un ennemi actif, et voués à la défensive passive.

Lorsqu'on entreprit de créer une doctrine de guerre pour l'armée nouvelle, chacun se rendit compte que cette défensive passive avait été le facteur principal de la défaite et qu'il fallait la rejeter absolument. Comme on devait s'y attendre, les vaincus, pleins d'admiration pour leurs vainqueurs, entreprirent d'abord de les imiter en tout. Nous avions calqué l'organisation de l'armée, son recrutement sur ceux des Alle-

mands. On créa l'École supérieure de guerre à l'image de la *Kriegsakademie.* Moltke devint chez nous, comme outre-Rhin, le maître infaillible de toute science militaire.

Bientôt l'examen attentif de son système fit apparaître que le feld-maréchal prussien s'était surtout inspiré des préceptes et des exemples napoléoniens, qu'il n'avait fait que les interpréter en les adaptant aux conditions de son temps. On remonta à la source ; on s'attacha à l'étude des campagnes du premier Empire, tombées depuis longtemps dans l'oubli. Un revirement se produisit. Le douloureux souvenir de 1870 était déjà moins obsédant et nos officiers commençaient à se fatiguer de copier servilement leurs ennemis.

A l'offensive selon la méthode allemande, on voulut opposer une offensive de caractère français et on crut en découvrir la formule dans une phrase de l'empereur, qui recommandait « de s'engager partout et de voir », puis de « provoquer l'événement » avec une masse de manœuvre. Ce principe servit de base à l'enseignement donné à l'École de guerre sous la direction des brillants théoriciens qui s'y succédèrent, les Maillard, les Cardot, les Langlois, les Bonnal. Il fut codifié dans le chapitre intitulé, *le Combat*, de notre règlement sur le service en campagne de 1895, dont voici le résumé.

Seule l'offensive permet d'obtenir des résultats décisifs. La bataille se fractionne en trois phases : 1° le combat de préparation, mené d'abord par les éléments de sûreté (cavalerie, avant-gardes), puis par une partie du gros de l'armée ; il est destiné à user l'ennemi, à orienter le chef sur les conditions dans lesquelles il lancera son attaque décisive ; 2° l'attaque décisive, exécutée sur le point le plus faible de la ligne ennemie au moment opportun par une masse de manœuvre tenue jusque-là à l'écart de la lutte ; 3° l'entrée en ligne de la réserve générale destinée à poursuivre en cas de victoire ou à couvrir la retraite en cas de revers.

Il y a vingt ans, cette doctrine était admise sans réserve par toute notre armée, mais son règne ne devait avoir qu'une courte durée. Dès les premières années du XXe siècle, les revers de l'armée britannique dans l'Afrique australe devinrent l'occasion d'ardentes polémiques en France. Certains écrivains militaires, notamment le général de Négrier, préten-

dirent que l'attaque décisive telle que la préconisait notre réglement était vouée au même sort que les assauts anglais contre les positions des Boers. Défendue vigoureusement par les généraux Langlois, Bonnal et leurs disciples, la doctrine en honneur resta maîtresse du champ de bataille, mais pour se voir assaillir peu après d'un autre côté.

Une tendance nouvelle se manifestait chez de nombreux officiers ; elle visait à stimuler l'esprit offensif, que l'enseignement officiel leur semblait insuffisamment développer, à exalter les forces morales trop négligées à leur gré. Napoléon a dit des forces morales qu'elles comptent pour les trois quarts à la guerre ; on y ajouta le quatrième quart, sans paraître se rappeler que les forces morales sont surtout la résultante de forces matérielles. Comme toute théorie, en art militaire, gagne à s'appuyer sur des faits historiques, on reprit la critique des guerres passées, et aussitôt Moltke dut descendre de son piédestal. N'avait-on pas trouvé dans ses écrits des passages où il admettait, en certains cas, l'emploi de la défensive? Puis, dans plusieurs ouvrages allemands, qui se répandirent en France à cette époque, des révélations semblèrent indiquer que quelques lieutenants de Moltke s'étaient montrés plus agressifs que lui. Alvensleben, commandant le IIIe corps d'armée, s'était jeté le 16 août avec de faibles effectifs sur l'armée de Bazaine et l'avait contrainte à livrer bataille. Ce général fut célébré à l'envi et devint le grand triomphateur de 1870 pour avoir imposé sa volonté offensive non seulement à ses adversaires, mais même à ses chefs.

La nouvelle école prêchait que l'offensive est le salut en tout état de cause, qu'on ne peut jamais être trop offensif, qu'il faut attaquer toujours et partout. Malgré son exagération, peut-être à cause de cette exagération même, le parti de l'offensive à outrance gagna rapidement du terrain et finit par prévaloir malgré la résistance de certains milieux et surtout de l'École de guerre, où on tenta vainement de mettre un frein à l'ardeur des néophytes. Désormais chaque chef de parti dans les *Kriegspiels*, chaque commandant d'unité aux manœuvres ne songea qu'à paraître plus offensif que le voisin. Peu à peu on en arriva à ne plus redouter qu'une chose : que

l'ennemi ne réussît à prendre l'offensive avant soi. L'initiative de l'offensive, tel fut le but qu'on proposa à tous. Il semblait que le seul fait d'attaquer le premier assurait le succès.

A force de s'entendre dire *qu'il fallait* attaquer et jamais *comment il fallait* attaquer, les officiers à tous les échelons de la hiérarchie militaire commencèrent à oublier qu'à moins de circonstances exceptionnelles, une offensive n'a de chances de réussir que si elle est soigneusement préparée, soutenue pendant son développement et bien exécutée. Il ne suffit pas de se jeter sur l'ennemi dès qu'on l'aperçoit ; il est nécessaire d'étudier le terrain, de faire donner à l'infanterie l'appui le plus efficace que l'artillerie peut lui fournir, d'utiliser les couverts, de prendre des formations judicieuses, en un mot de manœuvrer. Faute de ces précautions, l'offensive se termine généralement par un échec sanglant. Or, le règlement disait : « Une infanterie brave et énergiquement commandée peut marcher sous le feu le plus violent, même contre des tranchées bien défendues et s'en emparer. » Cette phrase, qu'un de nos plus célèbres généraux voulait voir inscrire en lettres d'or dans les chambres des soldats, est significative ; elle recommande uniquement les qualités morales, la bravoure, l'énergie ; il n'est pas question de réflexion, d'habileté, de manœuvre. Tel théoricien de l'offensive poussait la frénésie jusqu'à recommander « l'imprudence dans l'offensive comme la meilleure des sûretés » et s'écriait, dans une conférence demeurée classique : « Oui, messieurs, c'est la brigade Wedel qui nous a battus. » Or, la brigade Wedel est celle qui se fit tailler en pièces le soir de la bataille de Rezonville, parce que son chef, croyant n'avoir devant lui que quelques batteries, tomba sans s'y attendre dans le gros de la division de Cissey.

Les funestes résultats de cette exagération ne tardèrent pas à infecter l'organisme de l'armée. Sans doute, au commencement de l'instruction, les petites unités continuaient à apprendre l'utilisation du terrain et l'emploi des cheminements défilés, mais dès qu'arrivait l'époque des exercices à double action, l'infanterie s'empressait de ne plus tenir aucun compte de ce qu'on lui avait enseigné pendant la première partie de l'année. Tous ceux qui ont pris part ou

assisté à des grandes manœuvres dans les années qui précédèrent la guerre se souviennent de ces lourdes colonnes marchant en pleine vue de l'artillerie adverse, de ces épaisses chaînes de tirailleurs s'avançant alignées et impassibles sous la fusillade, de ces charges à la baïonnette courant pendant des centaines de mètres, drapeaux déployés, tambours battant, clairons sonnant, exposées aux rafales des mitrailleuses sans s'en soucier le moins du monde. L'armée prenait ainsi des habitudes de témérité et de négligence qui s'aggravaient de jour en jour.

Le haut commandement s'était laissé gagner par la doctrine nouvelle de l'offensive à outrance. Notre stratégie s'en imprégnait comme notre tactique. C'était le dogme universel. Son influence se répandit partout, s'exerçant non seulement sur l'art militaire, mais encore sur les questions de matériel, sur l'armement des troupes. Pendant les dernières années du XIXe siècle, nous avions toujours montré le chemin du progrès aux autres armées, adoptant avant elles un fusil de petit calibre à poudre sans fumée (1886) et un canon à remise en batterie automatique (1897). Plus tard, lorsque le culte exclusif des forces morales relégua dans l'ombre les moyens matériels, nous nous laissâmes distancer. On craignait pardessus tout d'encombrer les unités, de diminuer leur mobilité et leur élan. Quand l'artillerie lourde de campagne fut créée et se développa en Allemagne, le haut commandement français ne s'en inquiéta pas ; il estima que ce matériel devait alourdir les grandes unités et diminuer leur capacité offensive ; c'était le condamner sans appel. Pour répondre aux multiples constructions de nos voisins, nous nous bornâmes à mettre en service un dispositif augmentant l'angle de chute du projectile de 75 et à fabriquer vingt et une batteries d'obusiers d'une portée médiocre.

Les mitrailleuses, qui avaient fait leurs preuves dans l'Afrique du Sud et en Mandchourie, ne furent introduites que tardivement dans nos régiments et non sans timidité. On ne constitua ni compagnies, ni sections autonomes ; celles-ci ne devaient l'être qu'en cas de mobilisation. L'instruction s'en ressentit, d'autant plus qu'on marchandait les animaux de bât et les munitions d'exercice.

Dans la cavalerie, toujours pour exalter les forces morales, on maintint, véritable défi au bon sens, douze régiments de cuirassiers.

Enfin, la doctrine nouvelle, dans son intransigeance aveugle, nous enleva le bénéfice des exemples que procuraient les guerres contemporaines, particulièrement celle de Mandchourie, dont les conditions se rapprochaient sensiblement de celle d'un grand conflit européen. Au lieu d'y chercher la vérité sans idée préconçue, on s'efforça surtout d'y découvrir la consécration des principes acceptés. On condamna l'inaction des Russes, on s'enthousiasma pour la fougue des Japonais et ce fut à peu près tout. La préparation minutieuse et les méthodes d'attaque des vainqueurs, leur science profonde de l'utilisation du terrain, enfin et surtout leurs travaux défensifs pendant les périodes d'accalmie du combat ou d'arrêt entre les batailles, tout cela fut négligé. Il s'agissait là, disait-on, d'une guerre coloniale ; en Europe, tout irait plus vite et on ne pourrait voir se produire, étant donné l'esprit offensif qui y régnait, les longs entr'actes dont naquit en Extrême-Orient la guerre de positions.

Pendant tout le temps qui sépara nos deux guerres contre l'Allemagne, les yeux se tournèrent beaucoup plus vers le passé que vers l'avenir ou même le présent. Les théoriciens fondèrent notre dernière doctrine de guerre en disséquant les ordres d'Alvensleben ou de Frédéric-Charles plus qu'en méditant sur les réalités qui les environnaient. Aussi a-t-on pu dire sans paradoxe que nous avons mis quarante ans à apprendre ce qu'on aurait dû faire pour gagner les batailles que nous avions perdues en 1870.

En 1914, l'armée française est moins bien outillée, moins bien instruite que la colossale machine allemande à laquelle elle va se heurter. Sa doctrine de guerre lui a inculqué une passion irréfléchie de l'offensive ; elle aura une grande part de responsabilité dans notre première défaite, qui nous mettra à deux doigts de notre perte, mais, après une expérience chèrement acquise, dépouillée de ses exagérations, elle aidera la vaillance et l'abnégation de nos soldats à réparer leur échec et à ressaisir la victoire.

II. — LES PLANS DE CAMPAGNE

La meilleure doctrine ne vaut que par l'emploi qu'on en fait. Sa première application est le plan de campagne où, dès le temps de paix, sont réglés la formation, le rassemblement des armées et leur marche à l'ennemi.

Le plan de campagne de Moltke en 1870 avait parfaitement réussi et placé les armées allemandes dans des conditions de supériorité marquée vis-à-vis des Français avant même de les avoir abordés. La frontière franco-allemande était divisée à ce moment en deux parties : l'une, dirigée du Sud au Nord, suivait l'obstacle naturel du Rhin, que renforçait du côté français, celui des Vosges; l'autre, incliné du Sud-Est au Nord-Ouest, ne présentait pas d'accidents de terrain s'opposant à la marche des armées. Moltke, restant sur la défensive, le long du fleuve, pénétra en France par toute la partie de la frontière qui s'ouvrait à lui, entre le Rhin et le Luxembourg.

Au lendemain de la guerre, la situation générale restait sans changement appréciable malgré les annexions. La ligne des Vosges avait remplacé celle du Rhin. A partir du Mont Donon, la partie de la frontière orientée du Sud-Est au Nord-Ouest conservait le même caractère que la fraction correspondante de l'ancienne. Il n'y eut donc rien à modifier au plan de campagne précédent. Moltke s'attacha uniquement, pendant la fin de sa vie, à multiplier en Alsace-Lorraine les chemins de fer et les quais de débarquement, de manière à pousser le plus en avant possible les transports stratégiques et à hâter ainsi la concentration de ses armées.

Le feldmaréchal mourut en 1891, quelques mois après la disgrâce du prince de Bismarck, dont la politique avait toujours facilité sa tâche. Tant que Bismarck fut au pouvoir, la Prusse n'eut jamais qu'une grande puissance à combattre. Notre désastre ne le désarma pas, car il comprit que la France s'en relèverait promptement. Ne pouvant frapper un second coup pour nous abattre définitivement, il voulut du moins nous empêcher d'améliorer notre situation en Europe par des

alliances. C'est pourquoi il ne fit rien pour entraver nos entreprises coloniales, qui devaient, dans son esprit, distraire notre attention de l'Alsace-Lorraine et nous susciter des difficultés avec l'Angleterre. D'ailleurs, par la conclusion de la Triple-Alliance, son coup de maître, il semblait nous arracher à jamais tout espoir de revanche.

A cette politique prudente succède l'ambition tapageuse de Guillaume II, avec ses provocations à l'Angletrre et à la Russie. Le tsar Alexandre se rapproche aussitôt de la France, et dès 1893 l'Allemagne doit compter avec l'éventualité d'une guerre sur ses deux frontières de l'Ouest et de l'Est. C'est un problème ardu qui se pose au Grand état-major de Berlin. A l'armée française réorganisée, rajeunie, peuvent s'ajouter les ressources presque inépuisables de l'empire moscovite. Cependant l'armée russe est dispersée sur d'immenses espaces, mal desservis par des voies de communication insuffisantes. Il lui faudra donc beaucoup de temps pour concentrer ses troupes sur la frontière. D'où la déduction naturelle de battre séparément les deux adversaires, d'écraser la France avant que son alliée puisse intervenir efficacement. Mais pour réussir il faut faire vite et mettre la France hors de cause en quelques semaines.

Depuis 1870, la situation en Lorraine avait changé ; son territoire, resté sans défenses après le traité de Francfort, s'était couvert de fortifications, non pas de places isolées, comme Metz et Strasbourg, mais de barrières continues utilisant les avantages naturels du sol. Deux lignes d'ouvrages, celle de la Haute-Moselle et celle des Hauts de Meuse, s'appuyant sur les vastes camps retranchés de Belfort-Épinal et de Toul-Verdun, ne laissaient libres que les minces couloirs de Charmes et de Stenay. Dès leurs premiers pas sur notre territoire, les Allemands se seraient heurtés à ces boulevards trop puissants pour être enlevés d'assaut et difficiles à tourner par la brèche étroite ménagée entre eux. Seul un mouvement de grande envergure par les pays neutres permettait de les éviter.

L'existence de ces digues n'était pas le seul obstacle à la rapidité de l'attaque allemande. Le manque d'espace pour les effectifs, qui croissaient à chaque renouvellement de la loi de

recrutement, l'eût également entravée. Déjà en 1870 la frontière du Rhin à la Moselle suffisait à peine au déploiement stratégique des Prussiens et de leurs alliés. En approchant de la Sarre l'armée de Steinmetz empiéta sur la zone de marche du prince Frédéric-Charles ; celui-ci enjoignit à un de ses généraux de faire dégager, au besoin par la force, les routes qui lui étaient attribuées. Sur un front tout aussi exigu, les assaillants eussent été obligés de s'échelonner en profondeur et de ramener la guerre à une lutte d'usure peu faite pour brusquer la décision.

Ces considérations militaient en faveur d'une offensive par la Belgique et le Luxembourg. Un coup d'œil sur la carte montre d'ailleurs que la voie d'invasion la plus courte vers Paris passe par cette région. Aucun obstacle naturel. Trois places seulement, Liége, Namur, Maubeuge, isolées, sans lien entre elles et qu'il semblait facile de réduire ou de masquer à peu de frais, jalonnent la route de Paris, par les vallées commodes de la Meuse et de l'Oise.

La tentation était trop forte. Pour le gouvernement impérial, aveugle exécuteur des volontés du Grand état-major, le « chiffon de papier » d'un traité de neutralité n'allait pas peser lourd en regard des exigences stratégiques.

Sitôt leur décision prise, les Allemands se mirent à l'œuvre avec ardeur. De même que pendant vingt ans ils avaient perfectionné le réseau alsacien-lorrain et les lignes adjacentes, de même, à partir de la conclusion des accords franco-russes, ils ont procédé à la réfection des voies de la Prusse rhénane aboutissant à la frontière belge. En même temps, ils entreprenaient de fortifier les provinces annexées en créant les camps retranchés de Metz-Thionville et de Strasbourg-Molsheim, ainsi que les ouvrages de Neuf-Brisach et d'Istein sur le Rhin.

Ces divers travaux prouvaient l'abandon de l'ancien plan de campagne de Moltke pour un nouveau, qui consistait à reporter vers le Nord la masse principale des forces allemandes, à maintenir à gauche une attitude expectante pour faire tourner par la droite notre système fortifié de Lorraine.

Le commandement français ne tarda pas à être éclairé sur le changement d'orientation des projets allemands, mais il

restait dans l'ignorance au sujet de l'amplitude du mouvement débordant.

Il s'agissait de savoir si les envahisseurs franchiraient ou non la Meuse. Dans cette dernière éventualité, leur marche par les pays neutres se réduirait à une manœuvre d'aile destinée simplement à faire tomber la ligne des forteresses lorraines. Dans la première, le mouvement prenait une tout autre signification ; il menaçait directement Paris, transportait le point décisif de la lutte sur un théâtre très éloigné de la frontière commune, de la région des troupes de couverture, centre de gravité naturel des deux partis.

Les publications de nos écrivains militaires révèlent l'incertitude dans laquelle on a vécu en France pendant de longues années. La solution de la rive gauche de la Meuse compta relativement peu de partisans. La plupart des auteurs, parmi lesquels les généraux Langlois et Bonnal, estimèrent que les Allemands ne se risqueraient pas contre Liége et Namur et qu'ils se contenteraient d'utiliser les routes des Ardennes belges, au sud de la Meuse. A la veille de la rupture, le haut commandement semble s'être rangé à cet avis.

Le Grand état-major allemand ne s'est jamais plu aux demi-mesures. Du moment qu'il avait résolu de violer la neutralité de la Belgique, il entendait tirer de cet acte tout le profit qu'il pouvait en recueillir. Son intention était d'économiser le plus possible de troupes devant notre ligne fortifiée, de la Suisse à Verdun, pour agir avec le maximum de ressources en terrain libre, de Verdun à l'Escaut. La répartition des forces était faite en conséquence.

En Alsace, de la frontière helvétique au Donon, un détachement d'armée, ne comprenant qu'un corps d'armée de réserve et des formations territoriales, resterait strictement sur la défensive.

Deux armées, la VIIe (de trois corps d'armée) et la VIe (de cinq corps d'armée), devaient se concentrer entre le Donon et Metz, région où on attendait le gros effort de notre part. Leur rôle était d'abord de contenir les Français, ensuite de passer à l'attaque. Il ne pouvait s'agir là que d'une démonstration ayant pour objet, en menaçant la trouée de Charmes, de maintenir d'importants effectifs adverses loin du terrain

de l'action principale ; les barrières fortifiées françaises ne permettaient pas de pousser à fond de ce côté.

Pour la véritable offensive, entre Verdun et l'Escaut, les Allemands déployaient cinq armées à travers le Luxembourg et la Belgique. Trois d'entre elles, les Ve, IVe et IIIe, fortes les deux premières de cinq corps d'armée chacune, l'autre de quatre, marchaient sur un large front pour aborder la Meuse entre Verdun et Namur.

La masse de manœuvre, à la droite du dispositif, comprenait les deux armées les plus puissantes — l'une comptait six corps d'armée, l'autre sept — la IIe et la Ire ; elles étaient désignées pour opérer de l'autre côté de la Basse-Meuse et de la Sambre. Le mouvement décisif leur était confié. En outre, si le roi Albert refusait le passage, la mise hors de cause de l'armée de campagne et des places belges leur incombait.

Liége serait enlevé de vive force par une attaque brusquée, Anvers masqué par un détachement, Namur réduit par la grosse artillerie de siège,

Ce plan, d'une grande simplicité, est l'application parfaite de la doctrine de Moltke : concentration des moyens, économie des forces, large déploiement, manœuvre enveloppante préconçue, tous ses principes s'y trouvent exprimés. Il est la reproduction du plan de 1870 à plus grande échelle, avec cette seule différence que la manœuvre se fait par la droite (Ire et IIe armées en Belgique) au lieu de s'exécuter par la gauche (armée du Prince royal sur la Lauter). Comme dans la dernière guerre, on adopte une attitude expectante sur la partie du front naturellement forte ou couverte d'ouvrages solides, pour prononcer l'offensive dans toute la région de parcours facile. L'étendue du déploiement a augmenté avec les effectifs : elle a plus que doublé. Il en résulte que l'aile marchante aura un trajet très long à accomplir ; en conséquence le centre et surtout la gauche seront à pied d'œuvre bien avant la droite ; elles devront attendre assez longtemps que celle-ci arrive à leur hauteur pour commencer leur mouvement.

Du point de vue militaire, le seul inconvénient de cette manœuvre logique, harmonieuse, remarquablement conçue, est d'étirer à l'extrême la ligne de communications de l'aile

droite et de rendre ainsi assez précaire le ravitaillement d'unités qui seront fatiguées par de longues marches. Nous ne parlons pas ici des dangers politiques de l'aventure, qui allait ranger la Belgique et l'Angleterre du côté de la France au premier jour de la lutte.

On a vu que la doctrine stratégique française se résumait d'un mot : initiative de l'offensive. La mise en pratique n'en était pas facile. Pour pouvoir l'appliquer intégralement, il eût fallu ou que les territoires neutres fussent respectés, ou que les armées françaises y eussent devancé l'ennemi, ce qui n'entrait nullement dans nos intentions. Notre plan de campagne de 1914 témoigne du désir de tenir compte à la fois des préceptes de la doctrine et des circonstances concrètes ; il fait des concessions aux uns et aux autres ; c'est une cote mal taillée entre l'offensive à tout prix et l'expectative, entre le sentiment et la raison.

Une partie de nos forces s'aligne devant la frontière allemande prête à la franchir entre la Suisse et Metz (1re et 2e armées) : c'est la partie offensive du plan. Une autre fraction se place en observation devant Metz et la fontière belge jusqu'à la hauteur de Mézières (3e et 5e armées) : c'est la partie expectante du plan. Enfin une réserve (4e armée) se masse à proximité des nœuds de voies ferrées au sud de l'Argonne.

Ce dispositif démontre que notre haut commandement croyait que les Allemands ne franchiraient pas la Meuse en Belgique. Notons aussi l'erreur grave commise en groupant toute une armée de choc dans le triangle compris entre Verdun, Toul et Metz, places qui se neutralisaient ; un grand déploiement de forces sur un pareil terrain ne s'explique pas.

Le 1er août, dans la soirée, les troupes prussiennes envahissent le Luxembourg; le lendemain, le gouvernement de Berlin somme la Belgique de livrer passage à ses armées. Ces événements étaient prévus; mais le 5 août, l'attaque furieuse de Liége par des forces importantes fournit une précieuse indication. Si les Allemands avaient voulu limiter leur manœuvre à la rive droite de la Meuse, ils se seraient contentés de masquer Liége, comme ils allaient le faire quelques jours

plus tard pour Anvers. Leur acharnement à emporter d'assaut le camp retranché souligne leur intention d'opérer de l'autre côté du fleuve et de s'en assurer les passages.

Les jours suivants, tous les renseignements concordent à établir que des masses considérables se dirigent sur la Meuse et la franchissent en amont et en aval de Liége, dont plusieurs ouvrages tiennent encore. Le commandement français se rend compte de son erreur. Il est urgent de prendre des mesures pour parer à la menace d'enveloppement. On étend la ligne au Nord-Ouest en faisant remonter la 5e armée vers la Sambre et en intercalant la 4e entre elle et la 3e ; cette dernière appuie aussi à gauche. A la suite de ces évolutions, les forces françaises sont divisées en trois groupements : à droite, les 1re et 2e armées entre la Suisse et la Moselle ; au centre, les 3e et 4e armées devant les frontières luxembourgeoises et belges jusqu'à Mézières; à gauche, la 5e armée, dans l'angle de la Meuse et de la Sambre, entre Dinant et Charleroi. L'armée britannique — environ quatre divisions — doit se concentrer à Maubeuge. Pour réaliser ce nouveau dispositif, il a fallu procéder à un remaniement en prélevant des unités de la droite au profit de la gauche.

Nos armées prennent l'offensive successivement, de l'Est à l'Ouest, à mesure qu'elles sont prêtes.

Le 7 août, à l'extrême droite, un détachement s'élance par la trouée de Belfort sur Mulhouse. Le lendemain, la droite et le centre de la 1re armée escaladent la crête des Vosges. Entre le Donon et Metz, la gauche de la 1re armée et la 2e en entier s'ébranlent, le 14, vers Sarrebourg, Dieuze et Delme.

Le 21, la masse centrale (3e et 4e armées) se met en mouvement et pénètre en Belgique.

Seule la 5e armée n'a pas le temps de prévenir l'offensive adverse ; le 21, avant qu'elle ait terminé ses préparatifs d'attaque, les Allemands enlèvent les passages de la Sambre, et, le 23, poussent énergiquement au delà avec leur IIe armée, tandis que leur Ire armée fonce sur la mince ligne britannique entre Sambre et Escaut.

Nous avons limité à ses traits essentiels l'exposé du plan de campagne français et des modifications qui y ont été

apportées jusqu'à l'engagement de la bataille générale. Si bref qu'il soit, cet exposé en fait apparaître les faiblesses ainsi que la situation d'infériorité dans laquelle il plaçait nos armées vis-à-vis de l'ennemi.

Certes, le commandement français se trouvait désavantagé d'emblée par la violation de la neutralité belge, mais nous avons montré qu'il ne pouvait pas l'ignorer et que seulement l'importance de l'aile droite allemande et l'amplitude de son mouvement lui restaient inconnus. Dans ces conditions, le bon sens conseillait d'éviter tout déploiement prématuré et, sous la protection d'une couverture suffisante, de grouper le gros de nos forces, largement articulé, dans une région centrale, de manière à être en mesure d'agir à bon escient dès qu'on serait fixé sur les intentions de l'ennemi, qui ne pouvait les dissimuler longtemps. Cette solution était la seule qui permît de conserver la possibilité d'une manœuvre stratégique ; elle était logique, raisonnable et n'excluait aucunement une offensive vigoureuse.

Malheureusement elle ne s'accordait pas avec la doctrine exaltée qui gouvernait l'armée. L'opinion n'eût pas admis qu'on n'attaquât pas sans délai les troupes allemandes qui se trouvaient à portée. Toute concentration retardant cette attaque aurait fait crier à la faiblesse, à la pusillanimité, voire à la trahison. La crainte d'encourir un tel blâme a peut-être inspiré au commandement la formule bâtarde qu'il a adoptée.

On pouvait espérer que l'attaque de Liége et le passage de la Meuse par les Allemands feraient abandonner la recherche de l'initiative de l'offensive par une attaque immédiate en Alsace et en Lorraine. En effet, cette attaque ne pouvait contre-balancer les dangers du mouvement allemand au delà de la Meuse que si elle progressait très rapidement et atteignait les lignes de communication de l'ennemi.

Voyons la carte. A la gauche de ce front d'attaque, toute la vallée de la Moselle est barrée par les fortifications de Metz et de Thionville, que l'insuffisance de nos calibres mettait à l'abri d'une attaque de vive force. A droite, la plaine alsacienne fermée au Sud par la Suisse, au Nord par le camp retranché de Strasbourg, à l'Est par le Rhin doublé de la

Forêt-Noire, se présente comme une impasse dont la possession ne donne aucun avantage stratégique. Il ne reste donc, pour agir librement, que la fraction de la frontière comprise entre Metz et le Donon, donnant accès à un pays que coupent en grande partie les étangs de la Sarre. En somme, région aisée à défendre, flanquée d'un côté par la place d'armes de Metz, de l'autre par les Vosges, peu propre par conséquent à la marche rapide de masses importantes. L'espoir de menacer par là les communications d'armées traversant la Belgique et le Luxembourg était une pure chimère.

Le théâtre d'opérations belge nous offrait un terrain d'action infiniment plus séduisant. La nature le divise en deux parties, que sépare la Meuse : à l'Est, les plateaux boisés des Ardennes, à l'Ouest les plaines très ouvertes du Brabant, du Hainaut et des Flandres.

C'est là, sur la rive gauche de la Meuse, qu'il fallait transporter notre offensive car, de Belfort à la Mer du Nord, c'est la seule contrée propice. On devait s'y décider dès que l'attaque de Liége annonça l'intention de l'ennemi, et on avait tout le temps, deux semaines pleines, pour préparer la manœuvre. Afin d'attaquer avec des forces suffisantes à notre gauche, il convenait d'en économiser à droite et de nous tenir sur la défensive en Lorraine. L'excellente barrière fortifiée de la Moselle et des Hauts de Meuse n'avait besoin que de faibles effectifs pour se garder et libérait le gros des forces de notre aile droite, leur permettant de s'employer avec plus de profit à l'autre extrémité du front. Ainsi rien ne nous empêchait de répondre au plan allemand du tac au tac et de chercher à remporter la victoire là où elle devait donner les plus grands résultats.

En prenant ce parti, on sacrifiait Nancy et une partie de la Meurthe-et-Moselle, riche en industries métallurgiques, mais le Nord et le Pas-de-Calais avaient-ils moins de valeur et gagnait-on au change en les abandonnant?

De plus, en reportant notre offensive à gauche, on la retardait de quelques jours. C'est à quoi le commandement ne put se résoudre. Il se contenta d'appliquer le plan primitif en allongeant la ligne vers le Nord-Ouest. Cette dernière opération ne s'exécuta pas sans peine à cause du déploiement

prématuré des 3e et 5e armées ; le mouvement de rocade qu'on leur imposa s'accomplit avec lenteur. Finalement, notre dispositif général prenait l'aspect d'une très longue ligne où la densité des troupes était à peu près égale partout, sauf devant Metz et sur la Meuse, entre l'embouchure de la Semoy et Dinant, où deux solutions de continuité se creusèrent.

Depuis 1870, nos historiens et nos professeurs de stratégie n'ont cessé de railler les chefs des armées impériales pour avoir formé leurs troupes en cordon le long de la frontière. En 1914, comme conséquence d'un plan mal conçu et hâtivement corrigé, nos armées figuraient de nouveau un cordon, plus long encore, avec lequel on devait non plus se défendre, mais attaquer sur tout son développement, avec le seul objet d'attaquer, sans idée de manœuvre, en faisant abstraction de l'ennemi, en aveugle.

III. — LA GUERRE DE MOUVEMENTS EN 1914

Depuis les premiers jours de la guerre on n'a cessé de répéter que les Allemands nous ont attaqués, en août 1914, avec une grande supériorité numérique ; l'opinion publique a fini par en être convaincue. Rien pourtant n'est moins exact.

Le résumé officiel des opérations, paru le 5 décembre 1914 dans le *Bulletin des Armées*, nous apprend que l'offensive d'août a été entreprise par les Allemands avec 21 corps d'armée actifs et 13 de réserve. Le corps de la Garde étant double des autres, cela fait 70 divisions de choc qui marchèrent vers nos frontières, plus 10 divisions de cavalerie.

L'armée française mettait en ligne 21 corps actifs, dont un à trois divisions, plus 25 divisions autonomes, le groupe alpin et 2 divisions d'Afrique, au total la valeur de 71 divisions. Nous disposions également de 10 divisions de cavalerie.

Avant d'être engagé, un corps d'armée allemand (corps de réserve de la Garde) repassa le Rhin pour se rendre sur le front oriental, pendant qu'aux forces françaises se joignaient le corps expéditionnaire britannique et l'armée belge. La balance penchait donc nettement dans la deuxième quinzaine d'août du côté des Alliés.

Si l'armée allemande ne disposait pas d'effectifs plus importants que la nôtre, en revanche elle lui était supérieure par l'organisation plus complète de ses formations de réserve, par le nombre de batteries et la puissance des calibres de son artillerie. Elle possédait de grosses pièces de siège, des canons à longue portée, des obusiers à tir rapide, toutes pièces modernes devant lesquelles nous faisions triste figure avec nos vingt et une batteries Rimailho et notre vieux matériel de Bange à tir lent. Les unités de mitrailleuses allemandes étaient mieux pourvues et plus entraînées que les nôtres. Enfin et surtout, l'instruction tactique des troupes allemandes avait été judicieusement comprise et ne s'acharnait pas à pousser l'infanterie dans la voie dangereuse que lui traçait notre règlement. De toutes les causes de notre défaite dans la première bataille générale, celle-ci est à coup sûr prépondérante.

On a beaucoup reproché au commandement français d'avoir lancé le 7 août un détachement sur Mulhouse. Cette accusation ne saurait être retenue étant donnée la faiblesse des effectifs engagés. Une pointe de ce genre, tant qu'elle n'absorbe pas de fortes unités, ne peut avoir d'effets fâcheux. L'ennemi en a exécuté deux, tout à fait analogues, le 10 août en Woëvre et le 15 contre Dinant, qui lui ont coûté plus cher que notre première opération en Haute-Alsace. Ces levers de rideaux ont cependant eu un résultat funeste pour notre armée, car le commandement s'en est prévalu pour attiser la témérité de nos fantassins, qui n'avaient certes pas besoin de ce stimulant. « Nos assauts à la baïonnette ont mis les Allemands en fuite », dit le communiqué du 9 août ; les « Allemands ne résistent décidément pas à l'arme blanche », appuie celui du 12. Enfin, le 13, il est annoncé officiellement que « les projectiles de l'artillerie lourde allemande se sont révélés très peu efficaces ».

Au lendemain de ces rodomontades, l'offensive française commençait en Lorraine. Pendant plusieurs jours il n'y eut que des engagements partiels. Le 20 août notre infanterie se jetait follement, sans appui efficace d'artillerie, contre les lignes allemandes de Delme à Sarrebourg. Après avoir été fortement éprouvée par le feu, son élan se brisait partout et

elle se repliait devant la contre-offensive des VIe et VIIe armées allemandes.

Le 21 août, c'est le tour des 3e et 4e armées. Leur confiance était telle que dans cette région boisée, coupée, des Ardennes belges, que n'avaient pu reconnaître ni les avions, ni la cavalerie, on pénétra sans s'éclairer, sans dispositif de sûreté, en faisant abstraction complète de l'ennemi. Cette insouciance coupable reçut le châtiment qu'elle méritait. Presque partout l'infanterie fut surprise en formation de marche, l'artillerie en colonne de route. Pertes graves ; dès le 22, le mouvement en avant s'arrêta et il fallut céder du terrain.

Enfin, le 23 août, notre 5e armée, pressée de front par la IIe armée allemande sur la Sambre, menacée à revers par la IIIe qui força le passage de la Meuse, se vit obligée de reculer ; il en fut de même des divisions britanniques en danger d'être écrasées par les masses de la Ire armée.

Ainsi, le soir du 23 août, du Donon à l'Escaut les Alliés sont partout mis en échec [1]. Leur gauche est en péril ; il faut aviser au plus vite. Deux solutions se présentent. On peut, ou bien se mettre sur la défensive un peu en arrière du champ de bataille et tenter d'y arrêter l'assaillant, ou attaquer de nouveau après avoir pris du champ en arrière.

La première de ces solutions est, après une défaite, l'expédient banal, qui vient naturellement à l'esprit et ne nécessite de la part du chef que le minimum de combinaisons et d'activité. Un général timide, un Canrobert, un Kouropatkine, l'eût sans doute choisie. Elle ne fait le plus souvent que retarder l'heure du désastre final et semblait particulièrement hasardeuse dans le cas présent, car le temps manquait pour étayer l'aile aventurée.

Le commandement français était trop imprégné de l'esprit offensif pour recourir à cette méthode. Il choisit la deuxième solution, la plus difficile, mais la seule par laquelle il fut possible d'arracher à l'ennemi la supériorité qu'il avait acquise. Elle imposait un cruel sacrifice, celui d'une large bande du

1. Dans la Woëvre, le groupe de divisions accolé à la 3e armée, remportait un succès marqué, mais cet avantage local ne pouvait influer en aucune manière sur l'ensemble de la situation.

territoire de la patrie. Pour se retirer rapidement sans atteindre le moral de la troupe, pour diriger l'armée vers la ligne la meilleure, l'arrêter au bon moment, ni trop tôt, ni trop tard et reprendre alors la marche contre l'ennemi, il faut un coup d'œil sûr et une fermeté de caractère peu commune.

Le 25 août, une instruction générale prévient les armées en retraite que leur mouvement rétrograde n'a pour objet que de reprendre l'offensive dans des conditions plus favorables ; en voici le premier paragraphe :

La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles, prélevées dans la région de l'Est, une masse capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi.

C'est donc bien l'offensive qu'on va prendre à la prochaine rencontre, mais cette fois une idée de manœuvre s'y ajoute. On ne va plus attaquer, comme la première fois, pour attaquer ; on va attaquer pour envelopper l'aile droite de l'ennemi. On quitte le domaine de la pure théorie pour envisager le cas concret et s'occuper des Allemands. La doctrine dont l'exagération et l'intransigeance nous ont fait perdre la bataille au mois d'août, tempérée, assagie par l'examen de la situation, nous donnera la victoire en septembre.

Qu'on retienne les quelques lignes citées ci-dessus, qui expriment la décision prise le 25 août. En elles se trouvent l'annonce des événements des jours suivants, l'exposé du mouvement qui va arrêter l'ennemi, bouleverser son plan de campagne, changer le cours de la guerre. C'est là tout le « miracle » de la Marne.

La décision prise, on passe aussitôt à l'exécution. La 6e armée se constitue au Sud de la Somme, d'où elle doit, d'après les intentions du général en chef, se lancer, le 2 septembre, dans le flanc de la Ire armée allemande. Cette manœuvre est rendue impossible par la rapidité de la retraite de l'armée britannique, qui découvre la 5e armée et oblige le commandement à différer la reprise de l'offensive.

Le recul des armées alliées va donc continuer vers le Sud.

Comme le prescrit l'instruction générale du 25 août, la 5e armée entraînant avec elle le corps expéditionnaire britannique, cherchera le contact avec la 4e armée en appuyant à l'Est. La solution de continuité qui existait entre ces deux armées sur la Meuse disparaîtra et l'ensemble de nos forces, précédemment réparti en trois tronçons, ne formera plus que deux masses séparées par la Woëvre, de la Meuse à la Moselle, où elles seront reliées par le cordon des forts du système Verdun-Toul. La masse de Lorraine continuera à livrer, en avant de nos places de guerre, une bataille séparée au cours de laquelle elle repoussera l'adversaire. La lutte principale, celle dont dépendra le sort du pays, sera soutenue par les armées du groupe occidental.

En recherchant la liaison à l'Est, la 5e armée et l'armée britannique vont passer à une certaine distance de Paris, lorsqu'elles arriveront à sa hauteur. Le rôle que le camp retranché peut jouer alors attire immédiatement l'attention. Ou l'ennemi l'attaquera et sa ligne se tendra à l'extrême, s'appauvrira, deviendra trop ténue pour résister à une attaque générale, ou il poursuivra uniquement la destruction des armées qu'il a vaincues en Belgique et en ce cas il devra défiler devant la forteresse. Ces considérations inspirent aussitôt au commandement français sa résolution ; il arrêtera la retraite de manière à profiter des avantages que lui offrira la situation géographique de Paris.

Quelle sera la ligne d'où on repartira à l'attaque? Pour que la manœuvre désirée puisse se développer avec fruit, il importe que le front ennemi ait suffisamment dépassé Paris pour que sa droite soit exposée aux coups et qu'il ne l'ait pas cependant dépassé à tel point que les troupes de la place ne soient plus à portée d'intervenir. On peut concevoir l'attaque lorsque les Allemands auront atteint la Marne, quoique, à cette hauteur, leur flanc ne soit pas encore très compromis; on ne peut la remettre plus loin que la Seine. Le premier de ces cours d'eau apparaît comme la limite minima, le second comme la limite maxima qu'on doive laisser à la marche des têtes de colonnes germaniques. En exécution de ce plan, le général en chef prescrit à la 6e armée de se diriger sur Paris, et aux 3e, 4e, 5e armées, de continuer la retraite vers la ligne de la Seine et de l'Ornain.

Cette dernière partie de l'ordre a été violemment critiquée ; on a reproché au commandement d'avoir exagéré la profondeur du repli. Une pareille accusation ne paraît pas fondée. L'indication de la ligne de la Seine et de l'Ornain ne signifiait pas qu'en tout état de cause on reculerait jusque-là. Certes, il aurait été possible, au lieu d'une instruction générale, de donner plusieurs ordres successifs à mesure que le besoin s'en serait fait sentir, d'indiquer par exemple, d'abord la ligne de la Marne, puis celle du grand Morin et ne parler de celle de la Seine que le moment venu, si cela devenait indispensable. Mais cette manière de procéder a le double inconvénient d'énerver les exécutants et d'imposer au commandement un travail ininterrompu. En donnant l'ordre de prendre largement du champ, comme il l'a fait, le général en chef s'est libéré de toute préoccupation pour les jours suivants et a pu se consacrer tout entier à l'étude de la marche de l'ennemi, étude qui aboutit à arrêter le mouvement de repli le 5 septembre et à prendre aussitôt l'offensive générale dont sortit la victoire de la Marne.

Pendant la retraite de l'armée française, l'enthousiasme régnait dans le camp opposé. Joie explicable. Tout avait réussi aux Allemands. Leurs armées semblaient mues par un mouvement d'horlogerie impeccable et sûr. La mobilisation, la concentration, le déploiement de l'énorme masse, sa marche à travers la Belgique s'étaient déroulées dans les moindres détails conformément au programme établi d'avance. L'irrésistible raz de marée avait balayé la courageuse, mais éphémère résistance des Belges, puis, du premier coup, rejeté les forces anglo-françaises sur un front de plus de 300 kilomètres.

Il y avait pourtant une ombre au tableau. Le plan allemand escomptait l'enveloppement de l'aile gauche alliée par des forces très supérieures, grâce à quoi une défaite écrasante serait infligée à l'adversaire. Cet espoir ne se réalisait pas. Nos armées n'avaient pas subi de désastre ; elles s'étaient dégagées du champ de bataille, avec des pertes sérieuses sans doute, mais sans être entamées nulle part. Ainsi la campagne ne s'achevait pas au premier jour par un coup de tonnerre.

Le contact perdu, il importait de le reprendre au plus vite

et de frapper sans retard le coup décisif. Les Allemands n'y parvinrent pas. Seule l'extrême droite, la Ire armée, serra d'assez près le corps britannique pour le contraindre à combattre, le défit, mais ne put l'empêcher d'échapper pour la seconde fois à son étreinte.

L'armée d'invasion descendait vers le Sud. Elle arrivait d'un côté au contact de Verdun, de l'autre à portée de Paris. La présence de ces deux camps retranchés à proximité immédiate de la zone d'opérations aurait donné à réfléchir à des généraux moins certains de leur triomphe. Mais les chefs allemands n'en tinrent aucun compte ; le spectacle du champ de bataille de Belgique, jonché de cadavres ennemis et de canons abandonnés, leurs prises en personnel et en matériel les convainquirent que les armées françaises avaient reçu le coup mortel et que leur moral n'avait pas résisté à la défaite. Il suffirait de les rejoindre pour les achever. Contre un ennemi découragé point n'est besoin de savantes combinaisons; il n'y a qu'à courir sur lui par le chemin le plus court comme Moltke à Sedan, et l'atteindre pour le disperser ou l'anéantir [1]. Dans leur hâte de rattraper l'adversaire, les Allemands négligent Verdun et Paris, franchissent la Marne et s'engouffrent dans la plaine champenoise entre les deux camps retranchés.

C'est la faute qu'attend le commandement français. Dès la fin d'août, la plupart des unités engagées dans la première bataille ont reçu des renforts de leurs dépôts et recomplété leurs effectifs, sauf les cadres ; les canons et les mitrailleuses perdus ont été en grande partie remplacés; la gauche a été de nouveau renforcée par des prélèvements opérés sur la droite; une nouvelle armée, la 9e, est constituée au centre. Nos forces ainsi réorganisées font demi-tour et se précipitent sur l'envahisseur.

Au moment où les Allemands croient détruire facilement les débris d'une armée vaincue, les voici eux-mêmes assaillis de tous côtés. Le 6 septembre, de front, sur les deux flancs, les Français attaquent. C'est la surprise, presque le désarroi.

1. « La marche reprendra demain dès l'aube. Partout où on trouvera l'ennemi, on l'attaquera vigoureusement. » (Directive du G. Q. G. prussien pour la journée du 31 août 1870.)

On s'attendait à tout, excepté à une offensive d'un adversaire qu'on croyait tenir à merci. On est surtout inquiet des attaques de flanc; celle de l'Est, entreprise par la 3e armée française, dont le chef s'est cramponné à Verdun malgré l'autorisation qu'il a reçue de reculer sur l'Ornain, n'est pas très dangereuse, car cette armée est réduite à deux corps et un groupe de divisions de réserve. Mais celle de l'Ouest, menée par la 6e armée, prend sur le champ une allure menaçante. Rien ne peut être plus désagréable au commandement allemand. Depuis l'avènement de la doctrine de Moltke, la manœuvre débordante est chez lui comme un sixième sens et voilà qu'il s'est mis dans le cas non seulement de ne pouvoir l'employer, mais encore d'en tomber victime.

D'abord désorientés, les Allemands se ressaisissent vite. A chacune des ailes une armée fait face au péril d'enveloppement, la Ire à l'Ouest, la Ve à l'Est. Les trois armées du centre tentent de percer la ligne française par une attaque de front, puisque c'est la seule chance de succès qui reste. Mais la IIe armée est bientôt mise en très fâcheuse posture par le changement de front de la Ire et sa droite doit céder du terrain sous la pression des Alliés. En vain, sa gauche, soutenue par la IIIe armée, multiplie ses efforts désespérés contre notre 9e armée ; elle ne parvient pas à l'enfoncer.

Le 9 septembre, les attaques allemandes sont partout contenues; leur ligne fléchit de plus en plus entre Meaux et Montmirail ; elle va être percée. L'heure de la retraite a sonné. Il faut sortir, quoi qu'il en coûte, de la tenaille où on s'est imprudemment enfoncé. Le 10 au matin, les Alliés trouvent le vide devant eux ; les colonnes ennemies se replient partout vers le Nord. Arrivées à l'Aisne elles font tête. De Verdun à l'Oise la lutte s'embrase. C'est la troisième bataille qui commence.

Malgré leur défaite, les Allemands ne peuvent se résoudre à renoncer au plan de campagne primitif. Maintenant qu'ils sont hors de l'étau, ils vont essayer de ressaisir la victoire qu'ils croyaient tenir sur la frontière et qui vient de leur échapper à la Marne. L'idée leur vient naturellement de reprendre la manœuvre qui a déjà été couronnée de succès : ils conserveront une attitude défensive sur la plus grande

partie du front, y économiseront des effectifs, qui seront employés à tourner l'adversaire au delà de l'Oise.

Les Français trouvant les Allemands en position et déjà fortement établis vont eux aussi abandonner leurs efforts de front pour chercher le flanc de l'ennemi, du seul côté où cela est possible, à l'Ouest.

Les deux partis en présence puisent en même temps dans les troupes du front de Lorraine ; les déplacements d'unités sont parallèles. L'adversaire non seulement ne parvient pas à nous envelopper, mais il est incapable d'allonger son dispositif vers l'Ouest et c'est sur une ligne orientée du Sud au Nord, s'allongeant chaque jour, que se heurtent les renforts opposés sans obtenir ni les uns ni les autres d'avantage marqué. Il est visible que l'équilibre tend de plus en plus à s'établir entre les adversaires, dont aucun ne paraîtra bientôt plus en mesure de remporter une victoire décisive. Plus la bataille s'approche de la mer, plus les Allemands redoublent d'efforts ; ils s'aperçoivent qu'ils vont perdre à la fois la dernière occasion de tourner la ligne alliée et de s'emparer des ports du Pas-de-Calais, qu'ils ont négligé d'occuper auparavant et dont la conquête rendrait précaires les relations entre la Grande-Bretagne et la France. Aussi jettent-ils en Flandre toutes les troupes disponibles ; le corps de siège d'Anvers, que la chute de la forteresse vient de libérer, les divisions d'*Ersatz* [1] arrivant toutes fraîches d'Allemagne, les corps d'élite retirés du front d'Alsace et de Champagne.

La ruée lancée d'abord sur l'Yser par attaques denses, sans cesse renouvelées, sur un terrain défavorable, plaine bourbeuse quadrillée de voies d'eau, échoue avec de lourdes pertes, et finalement les inondations tendues par les Belges rendent toute la région maritime impraticable.

Il faut déplacer le front d'attaque plus au Sud. Le saillant constitué à la hâte par les Alliés autour d'Ypres semble vulnérable. Malgré l'intervention des meilleures unités et la

1. L'*Ersatz* correspond à ce qu'on appelait autrefois chez nous la deuxième portion du contingent. Il est composé des hommes en surnombre au moment de l'incorporation des recrues, qui ne font alors que quelques semaines de service. Il fallut compléter l'instruction des unités ainsi composées avant de les mettre en ligne, d'où le retard dans leur arrivée au front.

vigueur de leurs assauts, les Allemands ne réalisent que des gains de terrain sans importance et doivent se résigner, au milieu de novembre, après un mois d'offensives infructueuses, à cesser leurs tentatives de percée.

La bataille de l'Yser achève la bataille de la Marne et la complète. Elle scelle l'effondrement du plan de campagne allemand. L'espoir de mettre rapidement la France hors de cause s'est évanoui. De la violation de la neutralité belge les avantages militaires ont disparu ; seuls subsistent les inconvénients politiques, l'entrée en campagne des Anglais, le mécontentement des neutres.

Pour que le plan réussît, il aurait fallu que la campagne de 1914 suivît la même courbe que celle de 1870, où l'armée du Prince royal, aile marchante du dispositif de Moltke, déborda la droite de Mac-Mahon à Frœschwiller et mit son armée en déroute ; celle-ci se déroba à la poursuite, mais, hâtivement reformée, ne trouva hors d'état de résister à un nouveau choc à Sedan. Les Allemands en 1914 crurent que tout allait se passer d'une manière identique et, après leur victoire du début, ne tinrent plus aucun compte des excellents principes qui la leur avaient procurée. Du côté opposé, phénomène inverse. Après le revers initial, le commandement s'aperçoit que l'offensive n'est pas une panacée, qu'il faut manœuvrer ; la troupe a appris de son côté à ne pas confondre l'élan avec la témérité.

Bref, à la première bataille les Français ont attaqué sur tout le front, les Allemands ont monté une manœuvre bien conçue ; ceux-ci l'ont emporté. A la seconde rencontre, les Allemands ont marché droit devant eux, les Français ont manœuvré à leur tour et ont gagné la partie. Sur l'Yser, et à Ypres, nouvelle attaque de front allemande, nouvel échec.

La preuve est faite de la doctrine de guerre qui s'appliquait le mieux à la guerre de mouvements dans les conditions où elle se pratiquait en 1914.

IV. — LES OFFENSIVES FRANÇAISES EN 1915

Au milieu de novembre, les Allemands renoncent à enfoncer les lignes alliées et à provoquer la décision sur le front occidental. Leur plan de campagne a fait faillite ; il ne leur reste d'autre issue que d'en prendre le contre-pied, de rester sur la défensive en France et en Belgique, d'accabler la Russie et de revenir ensuite vers l'Ouest avec toutes les forces libérées par la liquidation du front oriental.

La nouvelle entreprise s'annonce favorablement. Le colosse moscovite s'est montré moins redoutable qu'on ne prévoyait, car l'indigence de l'outillage et des moyens de transport a entravé la mise en valeur de ses immenses ressources. Privées après quelques mois du matériel de guerre nécessaire, les armées russes se trouvent paralysées, à la merci d'un ennemi moins nombreux, mais mieux pourvu. Celui-ci toutefois doit compter avec l'hiver ; dans les plaines glacées de Galicie et de Pologne, ce n'est qu'au printemps, dans six mois, qu'une campagne active deviendra possible.

La lutte va donc changer d'allure sur notre front. Aux opérations rapides, aux chocs violents répétés coup sur coup succédera la guerre de positions. Les Allemands ont constaté depuis le début de la guerre et particulièrement depuis que les lignes se sont fixées sur une partie du front, combien l'armement actuel facilite la défensive. Ils vont s'en prévaloir pour ne laisser sur le front occidental que des effectifs réduits. Leur défensive ne sera d'ailleurs pas passive. Ils saisiront toute occasion de frapper ; on les verra fréquemment attaquer, soit pour s'emparer d'un point important, soit pour reprendre du terrain perdu, soit pour expérimenter un engin d'une invention récente, un procédé de combat inédit. Ces actions auront évidemment pour objet de maintenir le niveau guerrier de leurs unités et de tenir l'ennemi en haleine ; elles resteront toujours localisées ; aucune tentative de percée ne sera entamée pendant plus d'un an.

Le haut commandement français mit beaucoup de temps à comprendre que des opérations d'une autre nature commen-

çaient, que la tactique de la guerre de mouvements ne pouvait plus être appliquée comme auparavant. Au lendemain de l'insuccès des Allemands à Ypres, il sembla croire que l'ennemi était à bout de forces et qu'une offensive poussée énergiquement en aurait raison. Pourtant la continuité des retranchements sur tout le théâtre d'opérations excluait toute possibilité de manœuvre, obligeait à des attaques purement frontales. Ces attaques, on venait d'en faire pendant deux mois en Lorraine, en Argonne, en Champagne et on n'avait pu voir ce qu'elles coûtaient et ce qu'elles rapportaient. Malgré ces exemples dont on venait d'être témoin, une offensive importante fut prononcée sur plusieurs points du front entre l'Artois et l'Oise, le 17 décembre ; elle échoua partout.

Après cette déconvenue commence une période très confuse qui durera jusqu'au mois de mai suivant et pendant laquelle il semble bien qu'il y ait eu de fréquents désaccords entre le commandement et les exécutants. Le commandement, pressé par l'opinion de libérer le territoire national, harcelé par les demandes des Russes qui manquent de munitions et voient approcher l'orage, craint d'être taxé de mollesse et prescrit des attaques. En dépit de l'avertissement du 17 décembre se joignant aux précédents, l'offensive irraisonnée n'a pas encore vécu. L'artillerie n'a pu encore améliorer son matériel, les munitions ne sortent des usines qu'en quantités modestes. Pourtant la seule concession du haut commandement consiste, comme il le dit officiellement, à « substituer des opérations de moindre envergure aux offensives violentes qui risquent d'être plus onéreuses que productives ». Malheureusement, ces opérations de moindre envergure sont des attaques peu ou point préparées et entreprises avec des moyens insuffisants, le plus souvent contrairement à l'avis des exécutants, qui, placés au contact de la réalité, en sentent les périls.

Sur tout le front les lignes se sont immobilisées dans la situation où elles se trouvaient en fin de combat après les batailles de septembre (à l'Est et au Centre) et d'octobre (au Nord-Ouest). Dans certains secteurs, les tranchées adverses sont à quelques mètres de distance seulement, trop proches pour que l'artillerie puisse intervenir ; dans d'autres

au contraire elles sont trop éloignées pour que l'infanterie puisse franchir d'un seul élan le terrain qui les sépare ; rarement elles sont à distance d'assaut l'une de l'autre. Nulle part nos positions n'ont pu être aménagées, « équipées » comme on dira plus tard, en vue de l'attaque. Les parallèles de départ, d'où les troupes se lancent à l'assaut, les places d'armes pour les soutiens, les multiples boyaux nécessaires aux ravitaillements et aux évacuations, les emplacements de batteries, les dépôts de munitions, de matériel, de vivres, tout cela n'existe pas ou n'est encore qu'ébauché.

Les troupes chargées d'attaquer se rendent compte de toutes les lacunes de la préparation ; elles demandent des moyens supplémentaires et surtout des délais. On leur accorde parcimonieusement les premiers, on leur refuse généralement les seconds et on réitère l'ordre d'attaquer.

Après un bombardement plus ou moins long des ouvrages ennemis pendant lequel le tir, observé rudimentairement, endommage peu les retranchements, l'infanterie se porte en avant dans ses formations du commencement de la guerre. Le plus souvent elle ne parvient pas jusqu'à la première tranchée opposée ; si elle l'atteint, le combat s'engage dans les boyaux, où on essaie de progresser à la grenade. Pendant des heures ou pendant des jours, suivant le cas, l'affaire dégénère en une lutte d'usure coûteuse pour les deux partis, mais surtout pour l'assaillant, désavantagé par son ignorance du terrain. Au mieux, celui-ci gagne péniblement quelques lignes de tranchées, quelques centaines de mètres en profondeur, derrière lesquelles l'ennemi a eu le temps de construire de nouveaux ouvrages, de tendre de nouveaux réseaux de fil de fer, où l'offensive épuisée s'arrête définitivement.

Tout le long du front on voit se produire des offensives de ce genre, dont aucune n'obtient de résultat plus important que l'occupation de quelques observatoires. Une de ces opérations, celle menée du 16 février au 8 mars en Champagne, prend les proportions d'une véritable bataille par l'importance des effectifs engagés et la durée de son développement ; elle ne réussit pas mieux que les autres.

On semblait devoir continuer toujours à conduire la guerre de tranchées comme la guerre de mouvements et à s'enfoncer

de plus en plus dans l'ornière sans essayer d'en sortir, quand, au mois de mai, la physionomie de l'offensive changea radicalement.

Depuis quelque temps, les supplications toujours plus instantes de la Russie avaient déterminé le commandement français à engager une opération capable de fixer de gros effectifs allemands et de soulager nos alliés sur le front oriental. Il choisit comme terrain d'action le saillant de la ligne allemande au nord d'Arras.

Le général commandant le corps d'armée chargé du rôle principal était un ancien professeur du cours de tactique d'infanterie à l'École de guerre, où, comme nous l'avons dit, on avait tenté, de réagir contre la doctrine de l'offensive à outrance et où l'enseignement s'était toujours évertué à serrer de près la réalité. Ce général avait discerné que les errements en vigueur ne pouvaient mener à rien, qu'il fallait à une situation nouvelle des moyens et des procédés nouveaux.

La défense avait acquis une puissance de destruction insoupçonnée avec la mitrailleuse employée à courte distance pour balayer un glacis; d'autre part, la tranchée et le réseau de fil de fer constituaient un couvert et un obstacle qui protégeaient merveilleusement l'infanterie en position. Cette combinaison de la mitrailleuse, de la tranchée et du réseau de fil de fer s'était révélée comme un organe contre lequel les ressources ordinaires de la guerre de campagne restaient impuissantes. Pour triompher de ces moyens de destruction et de protection qui avaient donné jusque-là la supériorité à la défense, la seule solution consistait, pour l'attaque, à réunir des moyens de destruction et de protection plus efficaces encore.

Nous avons dit que la préparation d'artillerie se faisait sans méthode et sans précision. On allait remédier à ces lacunes par un programme soigneusement établi dans lequel on indiquait aux artilleurs non plus une région à battre, mais des destructions à accomplir. Les armées venaient de recevoir le matériel nécessaire, notamment les canons de tranchée Dumézil, dont les bombes devaient niveler les réseaux de fil de fer, et les mortiers de côte auxquels aucun abri n'était capable de résister.

L'attaque d'infanterie devait se modifier encore plus complètement que la préparation d'artillerie. Les modifications portaient sur la distance d'assaut et la formation de combat. On s'était enfin aperçu que la distance du point de départ au premier objectif, le trajet pendant lequel l'assaillant est en butte aux rafales des mitrailleuses et aux barrages d'artillerie, n'est pas un facteur négligeable. Elle fut fixée à 150 mètres environ.

D'autre part, la formation habituelle d'attaque en guerre de mouvements, la chaîne de tirailleurs suivie de loin par des colonnes, fut abandonnée : il importait en effet pour les unités d'assaut de franchir le plus vite possible la zone dangereuse et par conséquent de se suivre à très faible distance et toutes déployées dès le départ. Cette succession de lignes a reçu le nom de *vagues d'assaut.*

Enfin, une dernière innovation consistait à mettre les troupes d'attaque face à l'objectif dans leur formation d'assaut et en les abritant du tir de l'ennemi. Pour y parvenir, on creusait sur tout le front de l'offensive, à 150 mètres environ de la première tranchée adverse, une tranchée qui s'appela la *parallèle de départ*, puis, derrière cette parallèle, d'autres tranchées pour les vagues suivantes, ou des places d'armes reliées à la parallèle de départ par des boyaux y donnant rapidement accès.

Un pareil aménagement du terrain exige une somme de travail considérable. Le commandant de l'attaque d'Artois fit prévaloir ses vues en haut lieu ; il obtint le temps et les moyens nécessaires à la réalisation de son plan. Le succès fut foudroyant.

Le 9 mai, entre Carency et la Targette, l'attaque submergeait les lignes de tranchées successives des Allemands, progressait par endroits de 4 kilomètres, capturait 3 000 prisonniers, 6 canons, beaucoup de matériel. Malheureusement cette rupture du front n'avait pas été prévue. Après six mois de tâtonnements et d'échecs, on en était arrivé à s'hypnotiser sur la première ligne ennemie au point de ne plus rien considérer au delà. Dans l'offensive du 9 mai, les effectifs étaient suffisants pour enlever les positions, mais non pour exploiter ce succès. Aussi nos fantassins se trouvèrent bientôt

isolés au loin, sans soutien, sans appui d'artillerie, au moment où leur magnifique effort les avait épuisés. Recevant des coups de face, de flanc, à revers, ils se virent arrêtés alors qu'ils avaient franchi la zone organisée par l'ennemi et qu'il ne leur restait plus d'obstacles à surmonter. Ils durent se contenter de s'établir sur le terrain conquis — dont il fallut même abandonner une partie — de se mettre en mesure de résister aux contre-attaques et de se relier avec l'arrière.

L'occasion de tirer parti de cette brillante opération était passée. C'est ce que le commandement ne voulut pas admettre. Au lieu de mettre un terme à une offensive qui avait rendu ce qu'elle pouvait, on voulut en profiter et l'élargir à droite et à gauche, en même temps qu'on reprenait la poussée en avant. Mais la situation avait changé ; les avantages que nous donnait la préparation n'existaient plus. La lutte reprit le caractère des précédentes : poussées locales répétées, combats pied à pied, siège de localités. Jusqu'à la fin de juin, on s'usa à conquérir les maisons de Neuville-Saint-Vaast, les tranchées du massif de Lorette, le dédale de boyaux du sinistre Labyrinthe.

Il fallut près de deux mois pour qu'on renonçât à persévérer dans cette voie et qu'on se décidât à revenir au principe de l'offensive préparée, comme celle du 9 mai, en mettant à profit l'expérience acquise, en perfectionnant la méthode employée ce jour-là.

Il s'agissait d'une opération bien plus considérable que toutes les précédentes, résolue encore une fois à l'appel des Russes, dont la résistance se désorganisait de plus en plus. On espérait non plus remporter un simple succès tactique, mais rompre les lignes ennemies sur un large front, exploiter à fond la percée, faire déboucher en terrain libre des masses de cavalerie suivies de plusieurs corps d'armée.

Le terrain le plus propice parut être cette même plaine de Champagne où on s'était déjà battu au commencement, puis à la fin de l'hiver. Sur tout le front occidental, il n'y avait aucune région où des progrès rapides rencontreraient moins d'obstacles naturels, où la cavalerie trouverait plus d'espace découvert. En outre, tout gain important dégagerait deux secteurs très sensibles, ceux de Reims et de l'Argonne. Enfin,

la contrée dans laquelle on comptait porter la guerre est très faiblement peuplée, avec de pauvres cultures, sans industries; la dévastation y serait moindre qu'ailleurs.

Le commandant de corps d'armée qui avait conduit l'affaire de Carency, promu aux fonctions de chef d'armée, fut chargé de la direction de l'attaque de Champagne.

Les différences entre cette offensive et celle du printemps portaient sur trois points : étendue du front d'attaque, densité des troupes, fixation des objectifs. Ces modifications résultaient des enseignements de la dernière affaire.

Comme on ne recherchait plus l'occupation de quelques tranchées, mais la rupture complète, dans toute leur profondeur, des défenses ennemies, il importait de ne pas envoyer à l'attaque une mince colonne, trop exposée par son étroitesse aux actions de flanc, mais de donner de l'air à l'offensive en augmentant son front. De 7 kilomètres qu'il mesurait en Artois, il fut porté à 25 en Champagne, s'étendant de la Main de Massiges jusqu'à proximité d'Auberive. Pour nourrir le mouvement en avant, au lieu des quelques vagues d'assaut du mois de mai parties sans soutiens, sans réserves derrière elles, on rassembla sur le terrain de l'action des forces considérables ; dans chaque secteur d'attaque, il y eut un corps d'armée en première ligne, un en réserve. Le corps d'armée de tête ne mettait lui-même en première ligne qu'une division, dont le chef conservait généralement un régiment sur quatre à sa disposition, de sorte que, en définitive, trois régiments seulement restaient pour former les vagues d'assaut. On réalisait de cette manière un très fort échelonnement, dispositif excellent à condition de donner en temps utile l'impulsion aux divers éléments destinés à seconder les troupes d'attaque.

Ces troupes d'attaque, au lieu de recevoir des objectifs rapprochés comme cela avait été la règle jusqu'alors, se virent assigner des buts éloignés, de façon à dépasser largement tout le système des organisations allemandes.

Les autres dispositions préparatoires rappelaient, à peu de chose près, celles de la dernière offensive. Le terrain avait été aménagé soigneusement ; l'artillerie disposait de nombreuses batteries de calibre suffisant et d'abondants lots de

munitions. Toutes les conditions requises pour remporter la victoire paraissaient réunies.

Ce fut l'exécution qui se trouva en défaut. La préparation d'artillerie qui dura cinq jours ne réussit pas à frayer sur tout le front un passage sûr aux fantassins ; des nids de mitrailleuses qui avaient échappé au canon firent échouer l'attaque sur la partie du terrain où ils exerçaient leur action. Partout ailleurs les vagues d'assaut dépassèrent la première et souvent la deuxième position, mais, par suite d'une conception vicieuse de l'emploi des unités de seconde ligne, elles se trouvèrent aussi isolées, aussi impuissantes que celles qui avaient percé les lignes ennemies en Artois au mois de mai. Les commandants de divisions et de corps d'armée, au lieu de mettre les troupes restées à leur disposition en marche assez tôt pour appuyer la première ligne, les conservèrent en expectative ou ne s'en servirent que pour faire face, dans les trouées pratiquées par les vagues d'assaut, aux tranchées ennemies intactes des deux côtés de ces trouées. Les troupes de première ligne, prises sous le feu de tous côtés, attendirent en vain du renfort, et n'eurent d'autre ressource que de s'accrocher au sol ou de se replier. Pendant ce temps, des corps d'armée entiers demeuraient l'arme au pied à quelques kilomètres en arrière.

L'assaut avait été donné dans la matinée du 25 septembre ; le soir même, malgré la conquête de profondes bandes de terrain, la capture de 15 000 prisonniers et d'une centaine de canons, la tentative de percée avait échoué, la ligne allemande s'était reconstituée. Cependant, le lendemain on reprit l'attaque. Le commandement ne voulait sans doute pas avouer son insuccès ; il lui répugnait d'avoir rassemblé tant de troupes pour ne pas les employer, quoique le moment en fût passé ; il était comme le joueur qui « court après son argent ». Le résultat ne s'écarta en rien de celui des autres actions ainsi engagées. On avança un peu, on prit Tahure, et il fallut s'arrêter sans avoir gagné grand'chose, au prix de pertes élevées. Du moins l'offensive amena les Allemands à suspendre leurs opérations en Pologne et les armées russes purent reprendre haleine. L'hiver arrivait et avec lui le salut.

Le répit gagné par nos alliés fut le seul profit de nos opéra-

tions de 1915, de toute une année d'innombrables offensives, qui nous coûtèrent plus cher que les grandes batailles de 1914, mais où celles d'Artois et de Champagne marquent d'indéniables progrès. L'automne se termina sans action importante sur notre front. Notre commandement, nos états-majors s'évertuaient à tirer des conclusions des récentes batailles. « En Artois, disait un général, nous avons attaqué comme des enfants, en Champagne comme des vieillards ; espérons que la prochaine fois nous attaquerons comme des hommes. » Mais, la prochaine fois, ce n'est pas nous qui devions attaquer.

(La fin prochainement.)

RÉGINALD KANN

SANS RETOUR[1]

VI

Germaine songeait souvent aux sentiments de Marcel. Il provoquait en elle par sa présence, et mieux encore par les souvenirs qu'elle gardait de chacune de leurs entrevues, des sortes d'éclairs pareils à ceux qui se dégagent pour nous des premières notes d'une symphonie. Elle était avertie de l'existence même de joies qu'elle n'espérait pas de connaître. Il lui semblait bon que son cœur s'ouvrît et se répandît dans la solitude. « Cette fois, je devrai me défendre contre moi », se disait-elle, et le monde se trouvait embelli, à ses yeux, du reflet de l'amour. Elle s'exaltait à la perspective des luttes intérieures et des tristesses qui nous élèvent. Sans trop d'effroi, elle pensait que, plus tard, le chagrin qui suit un renoncement douloureux lui tiendrait compagnie.

Souvent elle ne sortait qu'à la fin de l'après-midi. Il lui plaisait de lire, sur les conseils de Jablines, des œuvres de Tolstoï, d'Eliot ou de Balzac.

Germaine était depuis le déjeuner dans le petit salon qu'environnait le silence de l'appartement et la fenêtre versait un jour d'hiver sur les pages de son livre, lorsqu'un domestique ouvrit la porte pour annoncer le baron Jean de Valleyres.

Le frère de Germaine, âgé de vingt-cinq ans environ, n'était

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.

pas grand, mais joli garçon, avec un front barré d'entêtement, des yeux clairs, qu'une expression vaniteuse et défensive rendait constamment un peu fixes, des moustaches blondes très retroussées. Jusqu'à présent, d'heureux emprunts lui avaient toujours permis de tenir son rang. Il était fier des complaisances gratuites d'une femme richement entretenue. Il avait la narine insolente et le plus absolu mépris de toute opinion contraire à la sienne.

Germaine remarqua bien vite qu'il était soucieux. Après quelques phrases de dégoût sur les théâtres et sur le monde, il parla d'un de ses amis qui venait de partir pour Nice.

— Il va jouer au polo et peut-être monter en aéroplane, — dit-il. — Je l'aurais bien accompagné.

— Pas en aéroplane.

— Pourquoi?

— Tu sais bien que maman ne le voudrait pas.

Jean de Valleyres haussa les épaules.

— On a bien le droit d'exposer sa vie si cela vous amuse.

Il s'informa des projets de Germaine. Et comme elle n'en avait point, il pensa qu'elle tirait bien peu d'agréments de sa fortune.

— Tu te plais donc à Paris en cette saison? — demanda-t-il.

— Autant qu'ailleurs.

— Ah! tant mieux pour toi.

Pendant un silence, Germaine vit passer une ombre sur le visage de son frère. Il répéta ce qu'il avait dit en arrivant :

— A cette heure-ci, je croyais bien trouver ton mari.

— Tu voulais lui parler?

— Oui et non. Il m'a demandé un renseignement. Enfin, je lui téléphonerai.

Bien qu'il ne fût pas en veine de causerie, il prolongeait sa visite; il restait là, immobilisé par sa déception.

— Pardonne-moi si je suis indiscrète, — dit Germaine, — mais je suis persuadée que tu as des ennuis.

— Pas du tout.

— Autrefois, tu me les confiais. A plusieurs reprises, j'ai parlé pour toi à maman avec un demi-succès.

— Je me rappelle bien. Tu es une très gentille sœur. Allons, je te laisse à tes livres. Au revoir.

— Jean, je ne voudrais pas te froisser. Écoute-moi cependant. Il y a eu, ces jours derniers, entre mon mari et moi, un léger désaccord. Je n'aimerais pas qu'en ce moment il s'acquît des droits à ta reconnaissance... et à la mienne.

Elle rougit un peu. Son embarras renforçait la dignité muette de Jean de Valleyres.

— Tu ne m'en veux pas, — reprit-elle, — et tu es bien sûr que je ne puis rien pour toi, ni par moi-même, ni par maman.

— Mais non, tu ne peux rien. En vérité, je dois quinze cents francs à un ami qui me les réclame sur un ton déplaisant. Et je cherche un prêteur qui ait assez confiance en moi pour ne pas exiger des garanties impossibles. Je le rembourserai dans un an, dans dix-huit mois au plus tard. J'espérais que ton mari me donnerait un conseil.

Germaine réfléchit.

— Si maman veut m'aider, je parviendrais peut-être à t'avancer mille francs. Et papa, lui as-tu parlé?

— Oh! non, je le connais trop. Il est l'égoïsme en personne. Je t'assure qu'il se soucie peu de nous. A toi, il te fait des phrases qui l'attendrissent lui-même. Avec moi, il garde le silence ou murmure des promesses qui n'en sont pas. Dès qu'il est débarrassé de ma présence, il se dépêche de tout oublier. Du reste, il n'est pas riche.

— Maman non plus. Aussi je ne vois pas comment tu règleras jamais tes dettes.

— Sois tranquille. Dans un an, je me marierai de telle façon que les soucis d'argent me deviendront inconnus. Je suivrai ton exemple.

Il avait parlé dans la simplicité de son ambition et n'eût pas compris que Germaine fût blessée. Il ajouta :

— L'argent, c'est bien la première chose qu'il faut avoir.

— Les héritières ne sont pas très nombreuses. Enfin, je sais que maman s'occupe de toi. Tu lui feras grand plaisir lorsque tu consentiras à l'écouter.

— Ce serait le moyen de ne jamais réussir. Quand j'aurai choisi une jeune fille bien riche et un peu laide, je jouerai le grand jeu. Aucune vieille dame n'ira parler de moi à ses parents. Je m'adresserai à son cœur directement. Est-ce que tu attends quelqu'un? Je crois qu'on a sonné.

— J'attends madame de Monval.

— Alors, je me sauve.

— Téléphone-moi avant le dîner. J'aurai vu maman.

Il ne répondit pas. N'était-ce pas lui qui méritait des remercîments? Il ne doutait pas que Ravenel lui eût prêté quinze cents francs et peut-être davantage. « Avec lui, se disait-il, j'aurais parlé d'une dette plus importante. » Toutefois, il embrassa la main de sa sœur moins distraitement que de coutume.

Vers cinq heures, Germaine rencontra Jabline chez madame Berthelier. Ils s'assirent au fond du salon, sur un grand canapé. Elle avait mis une robe bleue qui conduisait agréablement les regards vers la jeunesse de son visage. Maintenant, on ne remarquait plus dans ses attitudes l'indolence d'autrefois. Elle était constamment en éveil. Le sentiment qui grandissait en elle donnait quelque chose de plus précis à tous les contours de sa personne. Il la portait, pour ainsi dire, à la rencontre de la vie. Et mille émotions venaient l'effleurer, qui lui apprenaient que le renoncement n'était conforme ni à son âge, ni à sa nature. Elle éprouvait de petites jalousies lorsque Jablines témoignait trop d'admiration pour la beauté ou l'intelligence de quelques femmes. Tandis que celles-ci lui paraissaient douées d'un pouvoir de séduction qui demeurait toujours aussi présent et aussi fort, elle songeait que le charme qui monte d'un cœur tendre s'effarouche et se voile promptement. Lorsqu'elle apprit que Marcel devait faire le portrait de madame de Réau, elle détourna, un instant, ses yeux qui s'attristaient. Puis elle dit :

— Madame de Réau est en situation de vous rendre les plus grands services. Vous serez le peintre à la mode, si vous avez su lui plaire. Et je ne doute pas que vous y réussirez. Elle est très écoutée par les gens du monde. Elle a de l'influence, dit-on, sur les ministres. On l'admire parce qu'elle a dans le caractère quelque chose de décidé qui impose. Depuis la mort de son mari qui lui a laissé de quoi assurer son indépendance, elle étend sur un milieu composé des éléments les plus divers une autorité de souveraine. Il y a en elle beaucoup d'orgueil et de coquetterie.

Elle se tut, puis ajouta :

— Enfin, je suis bien contente.

Et cependant, il semblait que ces mots fussent portés par un soupir. Tous deux rêvaient mélancoliquement d'un autre portrait. Mais il était bien certain que Ravenel ne se soucierait jamais d'encourager un jeune peintre.

Germaine reprit.

— Madame de Réau occupera beaucoup de votre temps et de votre pensée. Elle s'entend fort bien à conquérir. Prenez un peu garde.

Ce jour-là, un rayon nouveau, celui de la chance, éclairait le visage de Marcel. Et Germaine songeait qu'ainsi paré d'ardeur et de jeunesse, il plairait à d'autres femmes qui le comprendraient moins. Voici qu'elle se sentait soudain attirée vers lui d'une façon plus vive. Elle croyait le voir s'embarquer pour une destinée libre et heureuse où elle eût tant voulu l'accompagner. Troublée, elle lui dit, en se levant pour se rapprocher des autres personnes :

— Comme il doit être agréable de promener à Paris un succès naissant !

Tout à la fin de la journée, Germaine se rendit chez sa mère qui habitait sur la rive gauche, près de Sainte-Clotilde. Elle y plaida la cause de son frère et se surprit à dire :

— Je vous assure, maman, qu'il a des idées très raisonnables. Il m'a parlé de mariage en des termes qui sont un gage de sa sincérité.

— J'espère bien, — répondit madame de Valleyres, — qu'aucune de ces créatures avec lesquelles il se plaît un peu trop n'a sur lui une véritable influence. Je me souviens que l'an dernier, il a su rompre très à propos avec une femme divorcée. Mais j'ai eu déjà trop de bontés pour lui. Je crois que l'aider en ce moment serait lui rendre un très mauvais service. Je veux qu'il sache enfin que l'argent est difficile à trouver. Ah ! il exerce ma patience. Enfin, je n'ose pas me plaindre. Le ciel m'a récompensée en toi, ma chère enfant.

Elle s'informa de Ravenel qui préparait sa candidature au Jockey. Il avait bien raison de croire que son entrée en ce cercle serait la meilleure consécration de sa noblesse récente. Madame de Valleyres estimait que lorsqu'on peut dire d'un homme : « Il est du Jockey », cela répond à toutes les petites

questions méprisantes que tant de gens aiment à poser. Pour son mari et son fils, elle avait toujours considéré que c'était à la fois un droit et un devoir que d'appartenir à ce club.

— J'ai voulu que Jean s'y présentât dès la sortie du régiment, — dit-elle, — et je me suis opposée ensuite à la démission de ton père qui trouvait la cotisation trop lourde. Je prévoyais que cette économie pourrait nuire un jour à mon gendre.

Germaine craignait un échec.

— Pourquoi donc? — s'écria madame de Valleyres. — Maurice a tant d'amis.

— Oui, mais il est bien facile aux amis de mettre des boules noires sans qu'on les soupçonne de cette petite trahison.

— Oh ! je vais te gronder pour ta défiance. Tu sais bien qu'on aime beaucoup Maurice.

Avant de s'en aller. Germaine tenta encore d'obtenir que sa mère vînt en aide à Jean.

— Je crains qu'il ne s'adresse à mon mari et cela me serait un peu désagréable, — dit-elle. — Je suis bien sûre, maman, que vous me comprenez.

Madame de Valleyres réfléchit puis, toute heureuse de sa propre bonté, elle déclara :

— Je tiens à t'épargner toute contrariété. Je vais te donner cinq cents francs pour ton frère.

Jean de Valleyres apprit, le soir, par téléphone, que mille francs étaient à sa disposition.

VII

Marcel sentit bientôt qu'il ne réussirait pas le portrait de madame de Réau, ou tout au moins qu'elle serait déçue en n'y découvrant point des grâces qu'il ne savait pas inventer. Il remarquait des pauvretés de ton sur le visage de la jeune femme. Son intérêt de peintre n'était pas excité. Il craignait de laisser trop paraître en son œuvre l'âme impérieuse et sèche qu'il avait surprise. Il imposa bien des réserves à son pinceau.

Madame de Réau, brune, mince, assez grande, était repré-

sentée en robe de soie lamée d'or, assise de trois quarts sur un fauteuil, près d'une petite table et d'un bouquet de roses rouges. La volonté de plaire aiguisait les traits de son visage et ses yeux vifs et beaux paraissaient guetter le moment où elle pourrait tendre sur quelque nouvel admirateur les rênes d'une amitié oppressive. Ses cheveux noirs ornés d'un cercle de brillants s'écartaient sur un front poli qui portait le signe de l'ambition. En sa personne étroite, on devinait l'armature d'un acier flexible et éprouvé. Elle commandait l'attention sans provoquer la sympathie. La vérité contenue dans ce portrait ne se dégageait pas au premier regard. Une ombre un peu froide l'enveloppait.

Beaucoup de gens vinrent à l'atelier. Ils se répandirent en vagues compliments coupés de réticences plus vagues encore. Madame de Réau réservait son opinion. Elle prétendait laisser à ses amis toute liberté de jugement. Ceux qui la connaissaient bien prenaient cependant sur sa figure le mot d'ordre des éloges modérés. Et ils pensaient que bientôt le plaisir du dénigrement leur serait accordé. Ils préparaient donc les phrases qui leur feraient honneur et se souvenaient naturellement qu'ils avaient toujours douté du talent de Jablines.

Marcel comprit que la faveur mondaine s'éloignait de lui, mais le jugement qu'il portait lui-même sur son œuvre était le plus grave. Il ne voyait pas en effet dans le portrait de madame de Réau ces traits qu'une heureuse inspiration vous a fait rencontrer et qui demeurent sur la toile, encore tout chauds de la vie où l'on a su les cueillir. Pour reprendre confiance en lui-même, il se penchait sur des feuilles où pendant des nuits entières il avait tracé le visage et la silhouette de Germaine. Et il songeait : « Ce portrait que je ne ferai jamais eût été mon chef-d'œuvre. »

Un soir, très impatient de rencontrer Germaine et sachant qu'elle avait dîné chez les Jean de Maisoncelles, il décida de s'y rendre vers les dix heures, selon l'invitation qu'il avait reçue. La jeune femme, dès qu'il vint la saluer, remarqua la gravité triste de ses yeux et pensa : « Que va-t-il me dire? » Elle pâlit légèrement, mais il fallait bien qu'elle continuât de causer avec Philippe de Champdeuil, un garçon brun, élancé, flexible, qui lui exposait ses goûts raffinés sur la toilette et

sur l'ameublement. Il décrivait la robe persane portée à un bal récent par la comtesse de Chérence. Il prétendait souffrir lorsque, dans un salon, les nuances n'étaient pas combinées de façon savante avec un ton dominant et d'heureuses oppositions. Parfois, il recourait à des jeux de physionomie, à de menus gestes des doigts pour indiquer que les mots ne pouvaient rendre toute la subtilité de sa pensée.

Marcel savait par expérience que Champdeuil ne vous cède jamais la place. Il s'éloigna donc et fut abordé par la belle madame Sorèze. Elle lui parla de son ami André Gibert, demanda s'il avait du talent et ne dissimula point qu'il ne lui plaisait guère. Du reste, elle comprenait mal qu'on fût en confiance avec les littérateurs.

— Ils ont toujours des idées de l'autre monde, — disait-elle. — On ne sait jamais ce qu'ils croient surprendre en vous.

Dans un coin du salon, madame de Vargemont, assise près de Lucien Jaman, écoutait ses histoires avec un calme méprisant. Sa physionomie régulière et froide recouvrait ses pensées d'un marbre poli. Et les pointes de sa malveillance toujours aiguisée se distinguaient seulement de temps à autre aux coins de ses yeux. Elle était armée et attentive. Il n'y avait point de réunion qui ne lui offrît un intérêt particulier. Il fallait qu'elle se conciliât l'amitié aveugle de telle femme. L'impression que tel homme emporterait d'elle ne lui était pas indifférente. Elle préparait de loin l'avenir. Cette fois, elle méditait d'encourager furtivement le comte de Chavannes que son mariage avait enrichi et qui, jusqu'à présent, ne s'était voué qu'aux amours faciles. Madame de Vargemont commençait à se lasser de Ravenel. De plus, elle s'irritait de n'être point devenue l'amie de Germaine. La conversation de Jaman ne l'intéressait pas. Cet homme qui n'avait pas même les mœurs qu'on pouvait imaginer d'après l'afféterie de ses manières, ne représentait rien pour elle. Il semblait médire à tort et à travers. Elle était méchante autrement et, par moquerie, défendit contre lui quelques réputations. Bientôt elle se leva pour rejoindre Chavannes. Et elle parut lui trouver de l'esprit tandis que Ravenel, silencieux dans un groupe où cependant on parlait de la chasse, la surveillait d'un œil un peu lourd.

Enfin, Marcel s'approchant de Germaine lui dit :

— Comme je voudrais causer avec vous pendant une heure, loin de tous ces gens! J'ai des projets à vous confier. Je vais peut-être quitter Paris.

— Pour longtemps?

— Je ne sais pas.

— Et vous irez?

— En Italie ou plus loin. Rien n'est décidé. Je verrai. Du reste, cela ne dépend pas que de moi.

— Et de qui cela dépend-il?

— Je vous le dirai si vous voulez bien m'écouter un jour... en amie.

Troublée, elle ne disait rien et s'efforçait de sourire. Il continua :

— Vous n'imaginez pas comme le jardin du Luxembourg est tranquille et charmant en cette saison. Ne serait-il pas naturel que nous allions nous y reposer ensemble au soleil après que je vous aie servi de guide au musée? Je ne suis pas compromettant comme un homme du monde. D'ailleurs, c'est justice, je n'ai pas les mêmes audaces.

Germaine réfléchit.

— Vous me proposez une imprudence, — répondit-elle. — Enfin, j'accepte tout de même.

Ils furent séparés. Madame de Saint-Hilliers emmena Marcel. Souriante et dans un geste qui approchait du jeune peintre sa poitrine opulente, elle dit :

— J'aime vos tableaux et je crois bien qu'ils m'ont révélé votre caractère qui me plaît aussi beaucoup. Venez me voir prochainement. Je vous donnerai de bons conseils pour votre avenir.

Ravenel vint annoncer à sa femme qu'un bridge l'attendait au cercle et qu'il partait. Ce départ fut observé par la petite comtesse de Chérence qui rejoignit ensuite quelques hommes au fumoir et mit la conversation sur Germaine. On était bien sûr de n'être dérangé ni par Jablines ni par elle, et tout d'abord on se demanda si elle connaissait la liaison de son mari et de madame de Vargemont. Cette liaison se faisait d'autant mieux remarquer depuis quelque temps que Ravenel n'était pas toujours maître de sa jalousie et que, fréquemment, dans

le monde, il essayait d'obtenir par des mots dits à voix basse qu'une explication intime fût prochaine. Madame de Chérence déclara :

— Si Germaine Ravenel n'était pas au courant, madame de Vargemont serait devenue son amie la plus chère. Du reste, pourquoi voulez-vous qu'elle ne soit pas clairvoyante? Assurément, elle n'aime pas son mari et les sentiments seuls permettent les illusions.

Le regard vif et direct sous ses longs cils noirs, la jeune femme fumait des cigarettes d'Orient sur un grand canapé. Une robe verte à reflets bleu-paon la serrait étroitement des hanches aux genoux, puis s'entrouvrait sur des bas de dentelle d'or.

Près d'elle était assis le duc de Lancé, dont la physionomie correcte et tranquille annonçait que tout son esprit flottait de lui-même au niveau des conversations du monde. Il énonçait peu d'opinions, mais on voyait bien qu'il ne pensait pas à autre chose. Il tenait sa place avec une sorte d'autorité inconsciente et discrète. La plénitude rose de son visage orné d'une fine moustache blonde reposait les yeux.

Il y avait là d'Orival, Félix de Morsang, joli homme souvent déçu dans ses ambitions matrimoniales et marqué des plis d'une amertume un peu dédaigneuse, Sénart qui, depuis son échec auprès de Germaine, avait su obtenir la complaisance d'une jolie Anglaise, Jaman, Philippe de Champdeuil.

Félix de Morsang affirma que madame Ravenel était au mieux avec le peintre Jablines.

— Peut-être, — dit madame de Chérence. — Pourtant, je ne le crois pas. J'ai l'impression qu'elle serait moins triste ou le serait différemment. On n'est pas triste dans un amour comme dans une prison.

Champdeuil avoua que la peinture de Jablines ne l'intéressait qu'à demi. Puis, s'éloignant, il se perdit à formuler pour lui seul des jugements qui ne seraient pas compris.

Le duc de Lancé plaignit le sort de cette jeune femme qu'il trouvait charmante. Il ajouta :

— J'espère bien qu'elle se consolera d'avoir été trompée par Ravenel.

Jaman ne croyait pas qu'un tel mari l'eût rendue heureuse en l'aimant.

— Comme il est dommage qu'elle n'ait point d'enfants, — s'écria d'Orival. — Les femmes sont nées pour être mères.

Madame de Chérence n'osa point répliquer : « Et les hommes pour distribuer la maternité, n'est-ce pas? » Mais elle dit avec conviction :

— Les enfants c'est l'avenir, ce n'est pas tout le présent.

Quant à Sénart, il déplora l'amitié de Germaine pour Jablines sur un ton qui n'admettait pas la contradiction. Et, comme on l'interrogeait des yeux, il répondit :

— Les artistes sont dangereux. Même lorsqu'ils fréquentent avec assiduité le monde, par ambition ou par snobisme, ils n'en connaissent que rarement la pensée et les usages. Ils ne savent pas concilier les droits de la tendresse avec les véritables intérêts d'une femme. Parfois ils l'entraînent, sans trop le vouloir, vers une aventure qui la déclasse. D'ailleurs, quelque révolte contre la société se mêle toujours aux sentiments qu'ils inspirent. Il y a autour d'eux un parfum de bohème. Au fond, ils n'ont aucune de nos idées ou les ont à leur manière, ce qui est pire.

Jaman approuva. Seulement, il fit remarquer que l'amour comptait avec l'argent aujourd'hui et il finit par dire :

— Si monsieur Jablines est assez loin de nos idées pour rêver d'enlèvement, de mariage peut-être avec une femme déjà mariée, croyez bien cependant qu'il se souviendra fort à propos que presque toute la fortune du ménage appartient à Ravenel.

Après un silence, Félix de Morsang demanda :

— Est-ce que Jablines n'a pas été l'amant de madame de Saint-Hilliers?

— Comment voulez-vous qu'on sache? — répondit Sénart.

Jean de Valleyres, ce soir-là, partit avec sa sœur de chez les Maisoncelles. Il profitait ainsi de l'automobile qui le conduirait rue Royale lorsque Germaine serait rentrée. Il était dans la voiture depuis quelques instants et n'avait pris que le temps de sourire au luxe qui lui plaisait lorsqu'il dit :

— J'ai été surpris de voir Jablines. Je croyais sa carrière mondaine terminée. Enfin, elle est au moins compromise. Il n'a pas grand talent, à ce qu'on prétend. Pour moi, je ne connais aucun de ses tableaux.

Germaine se tut. Il continua :

— Il n'y a rien de plus singulier que ces artistes qu'on rencontre pendant une ou deux saisons et qui disparaissent ensuite. Généralement c'est le caprice d'une femme mûre qui les a lancés. On raconte qu'ils ont beaucoup d'avenir, on se pâme devant leurs œuvres. Quand ils ne doutent plus de rien, ils se permettent enfin quelque bonne indélicatesse vis-à-vis de l'une de leurs protectrices. Les yeux s'ouvrent à la fois sur l'homme et sur le peintre.

— Il est très injuste d'attribuer à monsieur Jablines un succès de ce genre.

— Je ne dis pas. Je sais seulement que sa faveur est en baisse. Son portrait de madame de Réau lui a fait du tort.

VIII

Par un après-midi ensoleillé, Germaine se rendit à l'entrée du Luxembourg qui est au bas de la rue de Médicis. Elle traversa tout le jardin avec Marcel et bientôt ils furent assis l'un près de l'autre, au bord d'une pelouse, dans un coin paisible et provincial, près de l'avenue de l'Observatoire. Les arbres où pointaient quelques bourgeons mettaient des ombres fines sur le gazon. Un souffle tiède amollissait le sol et tout le paysage était empli d'un rayonnement égayé çà et là par des reflets plus vifs. Le réveil des choses semblait peupler l'espace et l'agrandir. Des femmes avaient apporté leurs ouvrages. Installées sur des pliants, elles formaient de petites sociétés et travaillaient en surveillant leurs enfants. Le son de leurs voix et l'air de leurs visages disaient leurs vie menues et renfermées. Le cercle rétréci de leur horizon se traçait idéalement autour d'elles et leurs personnes prenaient trop peu de relief pour que l'impression de solitude fût diminuée par leur présence. On croyait seulement entendre à l'infini autour de soi le faible bruit des existences innombrables et modestes.

— Peut-être, — dit Marcel, — ne causerons-nous plus jamais comme aujourd'hui ; peut-être suis-je à la veille d'un grand voyage. Laissez-moi vous parler selon mon cœur. Ce

qu'il en adviendra, je l'ignore et je n'ai pas à le prévoir. J'ai sur les lèvres l'offre de toute mon existence. Si je dois souffrir, je veux au moins que ce soit sous vos yeux et comme au soleil, d'une blessure profonde et ouverte. Le premier jour, chez madame Berthelier, il m'a semblé que vous reveniez à moi du fond de tous mes rêves. Comment aurais-je résisté à la force qui se faisait si douce pour me porter vers vous? Je me suis bien dit que vous n'étiez pas heureuse. Tous les secrets de votre nature me sont apparus, mêlés aux grâces dont ils ont l'air de se recouvrir. Souvent, un de vos regards m'a révélé tout un passé d'impressions délicates, un peu douloureuses. Ah ! je n'ai pas lutté contre mes sentiments et ils n'ont pour moi aucune obscurité. Je sais que vous pourriez combler toutes les attentes qui sont en moi. Ne vous offensez pas, je vous en supplie. Je suis venu ici sans autre intention que de rompre la solitude intime où j'étouffais.

Germaine s'enfermait toute tremblante dans une minute d'un émoi indicible. Éblouie par le soleil épandu sur le gazon, elle sentit monter des larmes à ses yeux et murmura :

— J'espérais vous garder plus longtemps pour ami. Voilà qu'il faut déjà que nous nous séparions.

— Ah ! pourquoi?

— Ne m'avez-vous pas vous-même parlé d'un grand voyage?

— Je ne sais plus...

Ils se turent parce que des gens approchaient. Ils entendirent des pas lents sur le sable de l'allée et le grincement des roues d'une voiture d'enfant. Un pensionnat de petites filles en robes bleues passait de l'autre côté de la pelouse. Germaine inclinait la tête et se détournait de Marcel. La contraction de tous ses nerfs lui était sensible. Cependant, la lumière du jardin pénétrait sa pensée, semblait venir en elle à la rencontre d'une autre clarté, prisonnière celle-ci dans le fond de son cœur et qu'il ne tenait qu'à elle de délivrer. Elle était comme au seuil d'un monde où tout eût été nouveau pour elle. Un oiseau qui chantait sur une branche voisine avait bien l'air d'appartenir à ce monde enchanté. Et le printemps, autour de Germaine, paraissait attendre, pour rayonner dans tout son éclat, qu'elle voulût bien y consentir.

Mais avec un effort, elle amassait dans ses yeux l'ombre du passé pour que son amour en fût voilé.

— Il faut que vous partiez, — dit-elle. — Il le faut pour vous. Je serais coupable en vous retenant.

Puis comme elle ne pouvait plus douter que tout son visage la trahissait, elle ajouta :

— Il le faut aussi pour moi.

— Alors je vous laisserais seule. Je n'aurais apporté dans votre vie qu'une souffrance de plus. Non, non, c'est impossible, je resterai. J'ai parlé de voyage. Oh ! je partirais si je vous aimais moins ou si je vous voyais heureuse... heureuse d'un bonheur qui m'écarterait.

— Que ferez-vous? Quelles sont vos espérances? Vous n'avez pas lutté contre vos sentiments. Moi, je n'ai pas à lutter contre les miens pour repousser toute idée d'une liaison où ils seraient humiliés.

— Je sais bien que je ne puis vous proposer que des folies, au jugement des gens. Mais la vraie folie, n'est-ce pas de demeurer dans une existence où l'on souffre? N'est-il pas affreux que tout soit sacrifié au repos, à la vanité d'un mari comme le vôtre? La vie qui vous est faite ne répond à rien de votre cœur, ni de votre esprit. Elle est à la fois sans soutien et sans but. Elle ne peut pas vous créer de devoirs. En vérité, vous êtes libre... libre si vous le voulez. Je rêve de vous garder tout à fait, de vous emporter. Et jamais, je ne renoncerai à ce rêve. Avec vous, tout me serait donné par surcroît. J'aurais le courage qui commande à la fortune. Vous m'apporteriez même du génie. Comme je saurais peindre tout ce que nous aurions aimé ensemble !

— Il faut que je rentre, — dit Germaine.

— Pas encore.

— Si, je ne veux pas vous écouter davantage. Vous ne me parlez que dans l'exaltation.

— Vous me permettez de vous revoir?

— Je ne devrais pas.

— Oh ! ne m'abandonnez pas.

Il pensait : « J'ai parlé trop tôt, j'aurais dû attendre encore. » Il devenait humble, suppliant. Germaine debout, maintenant, se raidissait contre son émotion. Il dut se lever.

Et comme tous deux s'éloignaient de leurs chaises, un gamin leur cria en courant :

— Au revoir, les amoureux.

Ils suivirent lentement une allée que l'ombre envahissait déjà. Bientôt ils furent en vue du palais. Le jardin découvert s'étendait devant eux sous un grand ciel très doux où montaient les bruits de la ville. Des espaces infinis s'offraient à leur tristesse. Déjà ils avaient l'impression du vaste désert où ils se trouveraient l'un sans l'autre. Et Marcel disait :

— Laissez-moi rester votre ami.

Elle ne lui répondait pas encore, mais elle ne le fuyait plus. Comme elle passait près des balustrades qui dominent les parterres, elle vint s'y accouder silencieusement. L'heure avait interrompu les jeux des enfants, et leur gaîté ne couvrait plus la mélancolie sonore du jet d'eau. Germaine comprenait bien qu'elle ne s'en irait pas en désespérant Marcel. Mais elle entendait ne lui dire une parole indulgente qu'au moment de le quitter. Dès qu'elle aurait changé d'attitude, son amour allait monter à ses lèvres et dans ses yeux. Elle ne parviendrait plus qu'à le contenir quelques instants. Et il ne fallait pas que Marcel fût témoin de cette effusion.

Il répétait :

— Je ne puis croire que ce soit fini de notre intimité, de nos causeries. Suis-je si coupable? Je vous ai dit la vérité. Je n'ai manifesté aucune exigence. Ne me punissez pas si cruellement.

Reprenant sa marche pour se diriger vers la rue de Médicis, elle répondit :

— Je ne vous punis pas. Nous serons amis plus tard si plus tard vous le désirez. Maintenant, que vous dire sinon : voyagez. Votre ami Jacques Morel a souvent exercé sur vous des influences heureuses, m'avez-vous dit. C'est un artiste délicat. J'ai compris qu'il avait pour vous une grande affection. Ne vous accompagnerait-il pas?

— Je ne veux pas m'en aller. L'air d'une ville où vous ne seriez pas me semble irrespirable. Écoutez-moi. Je vous jure de causer avec vous comme auparavant. Rien ne paraîtra changé entre nous. Vous saurez seulement que je suis tout à vous. Acceptez au moins d'éprouver ma sagesse.

Il essayait encore de la convaincre lorsqu'ils sortirent ensemble du jardin. Ils approchaient de la station des voitures.

— Alors, dans un instant, je serai seul. Sans vous soucier de ce que je deviendrai, vous m'aurez dit : adieu.

— Non, je ne vous dis pas adieu. Mais réfléchissez bien. Séparons-nous tout de même un peu si vous ne partez pas. Un jour, sans doute, vous suivrez mon conseil sans que je vous l'aie répété.

Seule dans le fiacre automobile, elle s'enfonça dans l'ombre et appuya son mouchoir sur sa bouche. Elle sentit bien que ses larmes n'étaient pas toutes amères. Le frisson qui la secouait éveillait en elle des forces nouvelles, inconnues. Comme sa santé avait toujours été fragile, elle se demanda si ces forces ne seraient pas destructives. Puis elle pensa : « Suis-je aimée à ce point? N'est-il pas vrai aussi que je l'aime? Seulement, je garde ma raison. »

IX

Ravenel attendait madame de Vargemont dans un petit appartement situé au rez-de-chaussée, sur une des rues qui avoisinent l'avenue Kléber. Le soleil couchant parait d'une lumière dorée les maisons d'en face et la rumeur de la ville se mêlait à cet éclat. La pièce où se tenait Ravenel était meublée à l'anglaise. Malgré l'ombre discrètement ménagée, il n'y régnait pas une atmosphère d'intimité. Ainsi que la chambre au vaste lit de cuivre et aux tentures claires qu'une porte ouverte laissait apercevoir, elle paraissait ne refléter que le rapide courant de la vie moderne. Il s'abritait là des amours qui n'avaient point le temps de rêver. Quelques gravures galantes témoignaient le respect traditionnel des voluptés du dix-huitième siècle. On remarquait au coin d'un bureau d'acajou la photographie joliment encadrée du duc de Lancé sur son poney de polo.

Madame de Vargemont avait su flatter et dominer Ravenel. Il admirait son allure, le coup d'œil qu'elle jetait sur les champs de la mondanité, ses opinions sur les gens. Près d'elle,

il songeait toujours avec un trouble qui avivait ses désirs, qu'elle pourrait être une ennemie redoutable. Pour qu'il eût en lui-même toute la confiance nécessaire, il fallait que la faveur de cette jeune femme lui fût clairement acquise. En ce moment, il se disait : « Pourquoi accorde-t-elle tant d'attention à cet imbécile de Chavannes? » Il se rappelait aussi comment il avait refusé de s'engager plus avant dans une affaire que recommandait Vargemont. Quelques coups discrètement frappés à la porte qui donnait sur l'escalier lui annoncèrent l'arrivée de sa maîtresse.

Bientôt, elle fut auprès de lui dans le salon. Grande, large d'épaules et de hanches, elle était vêtue d'une robe sombre. Sous sa voilette, son visage régulier s'éclairait d'un sourire qui n'entr'ouvrait pas ses lèvres. Ravenel cherchait à l'embrasser :

— Mon cher, — dit-elle, — vous avez une précipitation de collégien.

Puis dirigeant sur lui ses yeux clairs, elle ajouta :

— J'ai bien cru que je ne viendrais pas.

— Pourquoi me dites-vous cela?

— Parce que c'est la vérité. Vous pensez peut-être que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, mais je suis d'un autre avis.

— Et vous êtes venue pour me dire des vérités?

— Peut-être, si l'occasion s'en présente.

Elle s'assit au coin du bureau, assura de la main l'équilibre de son chapeau sur ses cheveux châtains et parut attendre que son amant, par quelques mots peu réfléchis, lui donnât l'avantage de la riposte. Il saisit la main gantée de la jeune femme :

— Depuis quelque temps, vous vous plaisez à me tourmenter. Que vous ai-je fait?

Il pensait : « Elle m'en veut peut-être parce que je n'ai pas écouté son mari. Après tout, leurs intérêts sont liés. » Du reste, il ne prêtait point d'élévation d'âme à madame de Vargemont, mais une sorte d'élégance qu'il croyait être de race et que rien ne pouvait entamer. Elle avait souvent une façon particulière d'interpréter les choses et ne daignait pas s'expliquer. Il acceptait d'être étonné par elle.

— Que vous ai-je fait? — reprit-il. — Vous m'infligez un vrai supplice lorsque devant moi vous encouragez Chavannes par des sourires et des approbations qui certainement ne sont pas sincères. Je ne saisis pas les raisons qui vous font agir. Mais je ne doute pas que vous en ayez. Peut-être provoquez-vous ma jalousie afin d'obtenir je ne sais quelle preuve de mon attachement. Expliquez-vous. Je ne comprends pas.

— Je cause avec monsieur de Chavannes parce qu'il est aimable. Il se peut aussi que vous m'ayez un peu déçue.

— Oh ! Jeanne, — dit-il.

Elle avait été son orgueil. Depuis longtemps déjà, elle pensait pour lui. Tout à coup, il se trouva comme averti de sa propre faiblesse. Sa fatuité chancelait. Craignant d'avoir révélé sa misère par le ton de sa voix, il affecta la violence :

— Je vous en prie, ne me poussez pas à bout. Vous ne savez pas ce dont je serais capable.

— N'essayez pas de m'effrayer. J'ai encore de la bonté pour vous puisque je suis ici. Du reste, je pense bien que vous reculeriez devant un scandale qui rejaillirait sur vous autant que sur moi. Un scandale, mon cher, ne vous servirait pas. C'est un luxe de grand seigneur... ou d'artiste. Vous n'êtes pas très heureux en ce moment. Un éclat ne vous ouvrira pas les portes du Jockey dont fait partie Chavannes. N'oubliez pas vos ambitions politiques qui sont également en souffrance. Soyez raisonnable.

— Cela dépend de vous. Je n'admets pas l'idée que vous vous éloigneriez de moi, surtout de cette façon, sans que j'aie le moindre tort à votre égard.

— Vous aimeriez mieux avoir pris les devants.

Elle sourit. En vérité, elle ne lui en voulait pas ou, du moins, elle avait une telle certitude de pouvoir satisfaire, en se jouant, les petites rancunes qu'elle lui gardait, que ses traits se détendirent dans une expression de fausse indulgence. Il la pria de retirer son chapeau. Elle y consentit. Comme elle était debout devant la glace qui surmontait la cheminée, son image lui donna des conseils de malice :

— Il faut croire, — dit-elle, — que j'accapare toute votre

jalousie car vous n'en témoignez guère à votre femme, à ce qu'il me semble.

— Que voulez-vous dire?

— Que vous ne dérangez pas beaucoup ses amitiés.

— Je ne comprends pas.

— Naturellement.

Il haussa les épaules, mais du reste, cette attaque contre sa femme lui paraissait appartenir au genre classique et le rassura sur les sentiments de sa maîtresse. Celle-ci éprouvait à s'engager dans les intrigues de la malveillance le bien-être le plus conforme à sa nature. On pouvait lui voir une palpitation de narines et un regard qui montraient combien le goût des complications rusées et de la domination était lié en elle aux secrets ressorts de la volupté.

Elle reprit :

— Vous avez toute confiance en votre femme parce qu'elle a repoussé les hommages d'un Sénart et de quelques autres. Il semble en effet que vous n'ayez pas à redouter pour elle une aventure légère... celle que tout le monde ne sait pas. Vous êtes exposé à mieux que cela.

— Vous ne connaissez pas ma femme.

— Et vous, êtes-vous bien sûr de la connaître? Vous pensez qu'elle a de la fierté, qu'elle a reçu les meilleurs principes, qu'elle a de la conscience enfin. Tout cela est bon, mais, croyez-moi, en certaines circonstances, il n'y a d'un peu solide que le respect de l'opinion. Et on prétend que madame Ravenel a quelque disposition à mépriser les jugements du monde.

— Où voulez-vous en venir?

— A vous donner un bon conseil. Éloignez d'elle un jeune peintre.

Ravenel fronça les sourcils à la perspective d'une explication avec sa femme sur un pareil sujet. Madame de Vargemont avait réussi à l'inquiéter. Pour achever son œuvre, elle ajouta :

— Je vous préviens que l'on commence à causer. On est si malveillant !

Puis elle dit encore :

— Surtout, soyez adroit.

Il gardait un visage préoccupé. S'approchant de lui, elle posa sa main sur son épaule.

— Vous voyez bien que je suis une amie.

Après un instant de silence, il répondit;

— Oui, vous êtes une amie, ma seule amie.

Comme il l'entraînait, elle dit seulement :

— Je voudrais bien n'être pas décoiffée.

X

Germaine, seule en son petit salon où elle venait de recevoir quelques personnes indifférentes, rêvait tristement à la tombée du jour. Elle n'osait plus voir aussi souvent Marcel qui n'avait pas quitté Paris. Et vraiment, en dehors de son amour, tout n'était que solitude autour d'elle. Qu'est-ce que la famille lorsqu'une communion de sentiments et des ressemblances de nature n'y créent pas d'intimité? De quel secours sont les amitiés? Madame de Monval habitait presque définitivement les environs de Pau. Il était question pour Françoise de Gouvernes d'un mariage où, lasse des plaisirs légers, elle paraissait tout à coup ne plus chercher que des joies tranquilles et simples. Madame Berthelier se maintenait dans une constante agitation de cœur et d'esprit grâce à ses devoirs maternels, à l'organisation d'œuvres de charité, au spectacle des infortunes qu'elle excellait à découvrir.

Il arrivait à Germaine de songer : « Quand je serai vieille, je voudrais un soir livrer mon secret tout doucement à une amie éprouvée par des tristesses. » Ce secret, la jeune femme s'épuisait à le contenir ; ne faudrait-il pas qu'une fois au moins son rayonnement parvînt à une autre âme?

Le petit salon s'emplissait d'ombre et Germaine eut peur qu'on ne la surprît ainsi dans l'obscurité. Elle alluma une lampe sur la cheminée. Debout, une sorte de lassitude lui rendait sensible toute la forme gracieuse de sa personne. Elle vit la lumière sur son bras. Elle aperçut l'image de ses cheveux blonds. Allait-elle pleurer d'être jolie? De loin, elle envoya comme un hommage de sa beauté à celui qu'elle n'avait pas vu depuis plusieurs jours. Ses yeux exprimèrent une tendresse

infinie. Puis elle toucha le marbre de la cheminée pour se ressaisir. Et elle crut sentir que tout le froid de son existence montait dans ses veines.

En ce moment, un domestique vint l'avertir que monsieur le comte était rentré. Par exception, elle dînait chez elle et seule avec son mari. Sans doute, il la quitterait de bonne heure pour aller au cercle. Dès qu'il fut auprès d'elle, Germaine, afin de lui préparer par avance une sortie naturelle, dit qu'elle avait un peu de migraine et se coucherait tôt.

— J'en suis désolé, — répondit-il, — et d'autant plus que je voulais causer avec vous.

— Oh ! je pourrai tout de même vous entendre.

Voyant qu'il avait le front barré d'ombre, elle ajouta :

— Vous avez eu quelque ennui, peut-être une querelle?

— Non, je ne me suis querellé avec personne. Rassurez-vous si toutefois cela vous inquiétait. Ce qui me préoccupe n'est pas très grave... ou du moins... Enfin, je ne peux pas m'expliquer en quelques mots. Je préfère attendre que nous ayons tout loisir.

Pendant le dîner, ils échangèrent sur les uns et les autres des propos indifférents. Puis, au fumoir, où le café avait été servi, Ravenel commença :

— Ma chère amie, nous causons trop rarement ensemble. Il nous devient ainsi difficile d'aborder les sujets les plus simples. Ce que j'ai à vous dire, ce soir, est peut-être délicat. Je crois cependant obéir à un sentiment que vous partagez. Ne vous déplaît-il pas, comme moi, que les gens viennent à soupçonner le désaccord ou plutôt le silence qui règne entre nous?

— Oui, cela me déplaît, mais que faire? Votre liaison avec madame de Vargemont n'est pas mystérieuse. Une liaison avec cette femme ne saurait l'être puisqu'on ne doute jamais qu'elle en ait une et que nécessairement on cherche à savoir. Vous êtes fâché des bruits qui courent. Les sympathies ne vous sont peut-être pas acquises?

— Il ne s'agit pas de cela.

— Expliquez-vous.

— D'abord, je vous en prie, ne voyez sous mes paroles aucun sentiment de jalousie. J'ai confiance en vous. Je n'ignore

pas à quel point votre nature est droite et vos principes solides. Seulement, les gens ne sont pas forcés de vous connaître aussi bien et l'on remarque auprès de vous la présence assidue d'un jeune homme, d'un peintre, monsieur Jablines.

— Qui le remarque?

— Mais... moi... et j'ai toute raison de penser que les autres ne se privent pas d'en parler.

— Je rencontre en effet monsieur Jablines de temps en temps. Il vient me voir quelquefois. Je rencontre et reçois de même Lucien Jaman, Maisoncelles, Félix de Morsang lui-même.

— Oui, mais il y a entre les personnes que vous citez et Jablines une différence, c'est que Jablines n'est pas tout à fait de notre monde et qu'ainsi ce qui pour Maisoncelles, Jaman et d'autres n'est que l'usage d'une liberté courante, devient pour lui une faveur.

— Monsieur Jablines est un artiste. N'oubliez pas qu'il est recherché dans les maisons que vous estimez le plus. N'avons-nous pas dîné avec lui chez les Champdeuil, chez le duc de Lancé?

— En effet, mais, croyez-moi, nous n'avons pas à recevoir des artistes. Laissons à d'autres ce snobisme que je ne comprends pas. Enfin, il serait trop long de discuter ces questions-là. Au surplus, elles importent peu. Je n'imagine pas que vous teniez essentiellement à monsieur Jablines, et le sacrifice que je vous demande n'est donc pas considérable. Voyez-le moins souvent. Évitez de le froisser si cela vous est désagréable... bien que... mais marquez-lui bien clairement une indifférence progressive.

Germaine se redressa :

— J'entends sur ce point ne consulter que ma conscience, — dit-elle. — Il est singulier que vous gardiez toutes les libertés et qu'il me soit même défendu de choisir mes amis. Je ne me compromets pas. Vous êtes obligé de reconnaître que je mérite votre confiance. Restons-en là si vous n'avez rien d'autre à me dire.

— Oh ! vous prenez les choses de bien haut, de plus haut qu'il ne convient, je vous jure.

Maintenant, Ravenel n'éprouvait plus un sentiment de

gêne comme au début de cet entretien. Il semblait qu'il fût jeté dans la lutte et toutes les armes qui pouvaient blesser Germaine s'offraient à lui. Il s'irritait du regard de la jeune femme, de son attitude. Le flot de ses plus anciennes rancunes revenait battre la résistance qu'il rencontrait soudain. Les poings à demi serrés, il marchait dans la pièce où flottait la fumée de son cigare. Dans un instant, il parlerait sans contrainte.

Germaine assise, le buste droit, sur un grand fauteuil de tapisserie, attendait avec le courage le plus tranquille. Jamais elle ne s'était senti une pareille lucidité d'esprit et ne doutait pas qu'elle fût sur le point d'apercevoir en elle-même d'importantes vérités. Le mot de la situation allait lui apparaître tout à l'heure. Elle ressemblait aux gens qui, par une nuit d'orage, guettent les éclairs pour découvrir une physionomie ou déchiffrer une lettre. Et elle était bien certaine de ne pas détourner ses yeux de la lumière, de dire sans hésitation ce qu'elle aurait vu et compris.

Ravenel se rapprocha d'elle :

— Ah ! je puis dire que je n'ai jamais trouvé en vous de vraies complaisances, — reprit-il. — Si l'on connaissait mieux l'histoire de notre ménage, il n'est pas sûr que l'on me donnerait toujours tort. Qu'avez-vous jamais fait pour moi? Ne vous êtes-vous pas montrée indifférente, presque hostile aux ambitions que j'ai eues, et que vous deviez approuver? Jamais vous n'avez été pour moi une amie, celle qui pense avec vous, celle qui vous comprend. Et vous prétendez que je vous sois reconnaissant d'une sorte de loyauté qui n'est en somme qu'une loyauté d'adversaire. Si nous faisions nos comptes, on verrait ce que j'ai apporté dans votre vie et le peu que j'ai reçu en retour. Je vous dois que ma carrière politique n'ait pas encore commencé. Vous m'avez empêché, pour des raisons à vous, de m'établir dans une province où tout me souriait. Et si je n'ai pas su découvrir un autre pays, si je l'ai cherché mollement, c'est que j'ai bien senti combien vous m'aideriez froidement auprès de mes électeurs. Croyez-vous aussi que j'eusse échoué au Jockey si vous aviez consenti à vous lier, comme cela vous était si facile, avec les femmes de tels ou tels hommes influents? Pour la duchesse de Lancé elle-

même, vous n'êtes que correctement polie. Vous préférez madame de Monval, madame Berthelier. Joli calcul. Jamais la pensée de servir mes intérêts ne vous effleure. Ah ! je me suis bien trompé sur votre compte lorsque je vous ai rencontrée en Seine-et-Marne, chez les Maisoncelles. Je vous ai jugée d'après les propos de votre mère, d'après l'atmosphère qui vous environnait. Toutes les qualités que je désirais en vous, le monde où vous avez été élevée semblait me les garantir. Je n'ai pas soupçonné que vous étiez justement dans ce milieu une personne qui ne ressemblait pas aux autres, une exception, et que je serais éloigné de vous par tous les goûts qui auraient dû nous rapprocher. Mes façons à moi de penser et de sentir sont celles de votre monde. Assurément, monsieur Jablines en a d'autres qui vous plaisent davantage. Cependant, vous serez bien forcée de ne plus le voir. J'ai résolu de ne rien accorder au déplorable esprit d'opposition qu'il y a en vous.

— Pour parler comme vous faites, il faut être bien sûr de son pouvoir.

— Je connais mes droits et voici ma volonté : vous ne recevrez plus monsieur Jablines ici, chez moi; vous ne causerez plus avec lui dans le monde. Si je vous parais brutal, je le regrette. Avec le temps, vous m'excuserez peut-être ou, du moins, vous comprendrez qu'il m'a été impossible de vous persuader doucement. Je ne vous demande pas de me répondre. Le mieux est que je vous laisse réfléchir.

— Restez encore. Vous m'avez dit un grand nombre de vérités, ne voulez-vous pas en entendre aussi quelques-unes avec les conclusions qu'elles imposent. Vous regrettez amèrement de m'avoir épousée. Je conviens que j'ai eu tort de vous accepter et j'étais peut-être plus coupable car les pressentiments, les inquiétudes ne m'ont pas fait défaut. Tout à l'heure, il y avait dans votre voix l'expression d'une hostilité profonde, ancienne. Depuis longtemps déjà, vous pensiez tout ce que vous m'avez dit. Il n'est pas probable que vous changerez un jour d'opinion et moi, certainement, je serai toujours la même. Au nom de quelle espérance, nous obligerions-nous donc à vivre ensemble? Quel intérêt peut nous réunir? Puisque nous n'avons pas d'enfants, la situation est

simple à régler entre nous. J'espère que cette fois nous allons être d'accord. Séparons-nous.

Ravenel écoutait avec un regard lourd et fermé. Il répondit :

— Vous êtes folle.

Il n'entendait pas renoncer aux avantages mondains que son mariage lui procurait. Après tout, la vie extérieure comptait surtout pour lui et il refusait de se trouver soudain seul en présence de gens qui, pour la plupart, auraient pris le parti de Germaine. Un instant, le calme de la jeune femme l'inquiéta. Il en vint à se reprocher l'énergie dont il avait fait preuve en vue de mériter l'admiration de madame de Vargemont. Puis, songeant à la modeste fortune des Valleyres, il se rassura bientôt au point de sourire à demi.

— Réfléchissez bien, — dit-il, — à toutes les conséquences d'une séparation. Et ne croyez pas que je vais me prêter à quelque comédie, me laisser condamner, par complaisance, à vous servir une forte pension.

— Je n'en accepterai jamais aucune.

Ces mots eurent l'air de créer autour d'elle un espace qui la protégeait contre son mari. Les gens riches, alors même qu'ils se flattent que tout leur est dû pour des mérites indépendants de leur fortune, sentent bien qu'on les désarme lorsqu'on méprise l'argent. Ravenel aurait été le maître d'une jeune femme qui eût adoré le luxe. Cependant, il avait attaché du prix, en se mariant, à la simplicité des goûts de Germaine. Il dit :

— Vous êtes folle, je ne sais que penser de vous. Jusqu'à présent, je ne vous ai pas fait l'injure de mettre en doute votre honnêteté d'épouse. Maintenant, je me demande si vous ne rêvez pas d'aller vivre n'importe où, en marge du monde, avec monsieur Jablines. Ah ! je serais vengé bien vite si vous réalisiez un tel projet. Mais tout me semble possible. Allons, répondez-moi. Êtes-vous la maîtresse de Jablines?

Germaine leva les yeux et dit simplement :

— Non.

Elle était consciente de toute la franchise empreinte sur son visage et dans ses regards. Elle dédaignait de témoigner quelque indignation.

Après un instant de silence et d'immobilité, Ravenel haussa les épaules en s'éloignant :

— Je ne suis pas très loin de vous croire, — dit-il, — et pourtant... Enfin, je saurai prochainement à quoi m'en tenir. En attendant, voulez-vous un conseil ? Allez raconter à votre mère votre beau projet de séparation. Elle vous parlera le langage de la sagesse. Bonsoir. Quand vous serez devenue plus raisonnable, nous recauserons.

Et il sortit.

Germaine regagna sa chambre. Elle pensait : « Il me déteste. J'aimerais mieux vivre tout à fait seule et dans une sorte de misère que de rester auprès de lui. »

XI

Madame de Valleyres habitait près de Sainte-Clotilde une maison où sommeillait la poésie du passé. Une porte cochère qu'on ouvrait peu séparait de la rue, d'ailleurs paisible, une voûte silencieuse comme celle d'un couvent, une cour où l'herbe poussait entre les pavés et qui semblait contenir entre ses murs une fraîcheur et une ombre séculaires. Le silence de l'escalier se refermait vite sur les moindres bruits ; le temps avait mis jusque sur les marches et sur la rampe une patine de souvenirs qui caressait les yeux, les invitait à la rêverie, peut-être au repos. A sentir peser sur ses paupières tout ce qui flottait là de l'existence des gens d'autrefois, on songeait à s'endormir pour longtemps, à se bercer en évoquant de lointaines images.

L'appartement de madame de Valleyres se composait de quelques pièces assez vastes qu'elle avait meublées à l'ancienne mode en rassemblant ce qui lui était venu de plusieurs héritages. On remarquait dans le salon des fauteuils recouverts d'une soie foncée, une armoire de Boulle avec incrustations de cuivre sur bois noir, quantité de bibelots et de photographies sur les tables. Une pendule qui représentait un temple à l'amour ornait la cheminée. Tous les objets paraissaient enveloppés de leur histoire et les portraits d'un Val-

leyres officier sous Louis XVI et de sa femme dominaient ce petit monde tranquille.

Madame de Valleyres menait une existence provinciale. Elle voyait surtout quelques vieilles amies qui demeuraient sur la paroisse. Les échos du monde arrivaient peu jusqu'à elle, bien qu'elle les accueillît volontiers. Elle pensait sur toutes choses comme elle avait fait trente années auparavant et, dans sa retraite, parvenait à nourrir sa vanité. Le sentiment d'avoir établi sa fille richement ne cessait pas de l'environner à ses propres yeux d'une sorte d'auréole. Elle ne doutait pas que d'autres mères dussent l'envier et trouvait au fond de sa conscience les sources d'une satisfaction continue.

La marquise de Maisoncelles causait justement avec elle, vers les trois heures de l'après-midi, lorsque Germaine entra dans le salon.

— Voici ma fille qui va nous donner les nouvelles du monde, — s'écria madame de Valleyres. — Jamais les réceptions n'ont été plus nombreuses. J'en lis tous les matins les comptes rendus dans *le Gaulois*.

Madame de Maisoncelles s'informa des danses à la mode, qui lui paraissaient choquantes et qui étaient pour sa belle-fille les occasions de vifs succès.

— Maintenant, — dit-elle, — on danse à toutes les heures et avec des robes étonnamment indiscrètes.

Elle cita les noms d'Américaines qui donnaient des soirées très select et très audacieuses.

— Il y a des maîtresses de maison qui ne permettent chez elles que la valse, — dit Germaine.

— De mon temps, c'était le quadrille qu'on permettait seulement en certains bals. Ah ! on a fait un grand pas depuis ce temps-là.

Avant de partir, madame de Maisoncelles leva ses yeux perçants sur Germaine et lui dit :

— Vous semblez fatiguée. C'est la saison qui veut cela. Vous sortez sans doute tous les soirs. Prenez garde. Nous sommes au quinze mai. Comment tiendrez-vous jusqu'en juillet si vous ne vous reposez pas? Allons, à bientôt. Venez me voir, n'oubliez pas que je vous aime beaucoup.

— Germaine sait tout ce qu'elle vous doit, — dit madame de Valleyres.

La jeune femme changea de physionomie dès qu'elle fut seule avec sa mère dans le salon.

— Maman, — dit-elle, — j'ai à vous parler de choses graves et je voudrais que mon père les entendît aussi.

— Tu me fais peur. Qu'est-il arrivé?

— Ce qui arrive dans bien des ménages. Je vous expliquerai tout.

— Ah ! mon Dieu, si je m'attendais !

— Je sais bien.

On fit prévenir M. de Valleyres. Il entra bientôt avec la bonhomie souriante et distraite qui ne le quittait jamais. Naturellement, il ne remarqua point la mine de Germaine en l'embrassant. Ses yeux étaient admirablement habitués à ne point voir. Et même il semblait que de ses regards émoussés il éloignât tout ce qui pouvait le contrarier dans la vie. Du reste, le cercle des habitudes où il se plaisait lui paraissait à l'abri de toute atteinte. Les difficultés avec sa femme ne recommenceraient point puisqu'il n'avait plus d'argent à dépenser ou presque plus. Sa fille était bien mariée. Il se flattait de l'aimer. Il pensait rarement à son fils. En somme, il s'intéressait surtout à la nièce d'une femme chez laquelle il passait la plupart de ses après-midi. De bonne foi, en tapotant affectueusement les bras et les hanches de cette jeune personne qu'il jugeait digne du bonheur le plus honnête, il goûtait des impressions de vertu et de pureté.

Lorsqu'il sut ce dont Germaine voulait parler, il s'apprêta seulement à témoigner de la sensibilité, comptant bien que sa femme saurait intervenir, écarter les nuages qui menaçaient le repos de la famille.

Madame de Valleyres prit le soin de condamner sa porte, puis elle vint s'asseoir près de sa fille et lui dit :

— Nous t'écoutons, mon enfant.

Alors, Germaine raconta ce qu'avait été son existence depuis le mariage. Elle fit le portrait de cet homme dont elle connaissait si bien toute la médiocrité brutale. Une idée étroite et dure, celle de s'imposer au monde et d'être envié, tenait lieu chez lui de sentiment et de pensée. C'était avec

cette idée qu'il eût fallu s'accorder. On ne rencontrait que sécheresse et que vide lorsqu'on prenait une autre voie pour s'approcher de lui.

— J'en ai fait souvent l'expérience, — disait la jeune femme. — Les humiliations, les froissements ne m'ont pas été épargnés. Bientôt, j'ai compris qu'il attendait de moi tout simplement le partage de ses ambitions et de sa vanité.

Elle dit ensuite comment elle avait soupçonné la liaison de Ravenel et de madame de Vargemont :

— Une fois avertie, — continua-t-elle, — je les ai observés dans le monde, je suis passée souvent près d'eux à l'improviste. Un soir enfin, il m'a été donné d'entendre une phrase édifiante. Mon mari sait bien que je l'ai entendue.

— Une phrase n'est pas une preuve, — dit madame de Valleyres.

— Elle contenait cependant une allusion précise à un rendez-vous.

Germaine en vint à la scène de la veille, aux reproches que lui avait adressés Ravenel.

— Il ne me permet de relations qu'avec les gens qui peuvent le servir ou qu'il est flatté de connaître. Il prétend régir mes amitiés et il m'a parlé sur le ton d'un maître qui ne cherche plus qu'à se faire craindre. J'ai la certitude qu'il me déteste.

— Je suis bouleversée, — dit madame de Valleyres. — Je te croyais heureuse. Pourquoi ne nous as-tu pas confié plus tôt tes chagrins?

— Je n'ai rien dit tant que j'ai pu les supporter. Qu'aurais-je gagné à détruire vos illusions? Aujourd'hui, je viens vous annoncer la grave résolution que j'ai prise. Je veux me séparer de monsieur Ravenel.

Madame de Valleyres gardait la tête inclinée. Elle avait posé une main sur les genoux de sa fille et accordait un temps à l'émotion qu'elle se faisait un mérite de dominer. Elle invoquait le ciel pour obtenir le courage qui lui était si nécessaire et attendait qu'un peu de calme revînt en son esprit, que les paroles efficaces lui fussent inspirées. Regardant la jeune femme à travers deux larmes qui brillaient aux coins de ses yeux, elle répétait :

— Ma pauvre enfant, ma pauvre enfant !

Un accablement courbait les épaules de M. de Valleyres. Sa physionomie exprimait : « Que peut-on dire? » et il ne doutait pas cependant que sa femme saurait parler.

Celle-ci d'abord embrassa Germaine avec une sorte d'onction réfléchie.

— Je te comprends, — dit-elle. — Il est tout naturel que la première pensée qui te soit venue soit celle de quitter ton mari et de l'abandonner à son indignité. Pourtant, il serait très fâcheux pour toi de céder à ce mouvement de révolte. Heureusement, je suis là. Mes conseils, mon appui ne te manqueront pas. Ah ! ma pauvre chère enfant, je ne croyais pas que j'aurais jamais un tel rôle à jouer auprès de toi. Je suis bien émue, bien malheureuse.

— Maman, — dit Germaine, — je ne vois pas ce qui pourrait me retenir auprès de monsieur Ravenel. Il n'y a entre nous aucun lien sérieux. Du moins, il n'y en a qu'un seul, c'est sa fortune. Et si elle m'empêchait de m'affranchir, ce serait là de ma part une lâcheté.

— Prends garde. Tu déplaces la question.

Madame de Valleyres se recueillit. Les paupières baissées, elle rassembla les arguments qui lui paraissaient d'ordre supérieur. Elle commençait toujours par exprimer ceux-ci, gardant pour finir, les arguments moins nobles, peut-être parce que, tout de même, elle leur croyait plus de pouvoir.

— Mon enfant, — reprit-elle, — il est possible que nous différions d'avis sur le mariage. Je pense qu'à lui seul il constitue un lien très sérieux, un lien consacré qu'il ne convient pas de briser avec légèreté. Je suis d'un temps où le divorce n'était pas admis. En ce temps-là, on ne craignait pas de se reconnaître des devoirs. Mon enfant, personne ne comprend mieux que moi toute la peine que tu éprouves, je la partage mais il faut que je te parle en toute franchise. Ton devoir est de rester près de ton mari. Il est très coupable envers toi. Ne le condamne pas cependant sans appel. Tout à l'heure, tu as parlé de lui dans la colère. Cette colère était justifiée, je me hâte de le dire, mais enfin, je connais aussi Maurice Ravenel.

D'un geste, elle arrêta sur les lèvres de Germaine une interruption.

— Je n'excuse pas sa faute. Seulement, tu n'as peut-être pas été tout à fait sans reproches dans les premières discussions qu'il y a eues entre vous. Pourquoi méprises-tu chez lui des ambitions qui sont très naturelles? Je t'assure que si tu montres de la douceur, de la patience, il te sacrifiera madame de Vargemont beaucoup plus tôt que tu ne crois. Il a peut-être été conduit vers elle par un secret dépit. Bientôt, il la jugera. Ton honnêteté, ta pureté auront leur revanche. Je me souviens d'un roman où une femme ayant dit : « Vous devez me mépriser » à l'homme à qui elle s'était donnée, il lui répondait : « Parbleu. » C'était là de la bonne psychologie. Lorsque Ravenel te reviendra, tu verras reparaître en lui les qualités que tu méconnais assez naturellement aujourd'hui. Et ce sera ta récompense.

— Maman, — dit Germaine, — je vous assure que je ne puis m'attendre à aucune surprise heureuse, de la part de mon mari. Il y a entre nous une hostilité de fond que rien n'atténuera jamais. La liaison avec madame de Vargemont n'est qu'un épisode dans notre histoire. Comment compterais-je sur le retour de ce qui n'a jamais été?

Madame de Valleyres suivait le cours de ses idées.

— Réfléchis bien, — dit-elle, — songe que par une séparation, c'est toi surtout que tu puniras. Je ne parle pas des ressources modestes qui te resteraient. Il ne s'agit pas de soulever la question d'argent. Elle ne doit jamais venir qu'en tout dernier lieu. Mais enfin l'existence d'une femme séparée est une triste existence. Elle est obligée à des précautions infinies pour déjouer la malignité du monde. Puis c'est un avenir de solitude qui s'ouvre devant elle. Représente-toi bien en quelles conditions tu devrais vivre si ton projet se réalisait. Moi, j'en frémis pour toi. Je t'assure que tu nous causerais à ton père et à moi le plus grand chagrin.

— Oui, oui, — murmura M. de Valleyres.

Germaine laissa le silence se prolonger quelques instants comme pour montrer qu'il n'existait entre les idées de ses parents et les siennes aucun contact. Puis elle dit :

— Nous ne nous entendons pas. Je ne puis accepter de payer le luxe qui m'entoure par ma présence auprès d'un homme qui me déteste certainement. Vous seriez de mon

avis si je pouvais mettre sous vos yeux tous mes souvenirs, si vous l'aviez seulement entendu me parler hier soir.

— C'est toi peut-être surtout qui le détestes, — dit madame de Valleyres.

— Je ne l'aime pas. D'ailleurs mon parti était pris quand je suis venue, et il est irrévocable.

— Ce sont là de grands mots, ma chère enfant, et tu nous permettras de nous étonner que nos conseils aient si peu d'importance pour toi. Je voudrais que ton père nous laissât seules quelques instants.

Il y consentit. Lorsqu'il se fut éloigné, madame de Valleyres attacha longuement ses regards au visage de Germaine et dit :

— Mon enfant, n'aurais-tu pas quelque secret motif pour désirer si fort une séparation? D'où vient que ta résolution date d'hier alors que tu connais depuis longtemps la liaison de ton mari? Je me demande pourquoi la liberté te paraît tout à coup si nécessaire, si précieuse, et je crains que tu ne nous aies pas tout dit.

— L'existence avec monsieur Ravenel me serait bien moins intolérable si j'étais de celles qui cherchent... et trouvent des compensations.

— Oui, mais tu peux éprouver je ne sais quel sentiment romanesque. La tentation ne revêt pas les mêmes formes pour toutes les âmes. Je remarque en toi quelque chose de décidé et d'ardent qui m'effraie. Il faudrait te confier à moi, mon enfant. Je saurais te préserver des erreurs les plus dangereuses.

— Ce que je vous ai dit de mon mari ne suffit donc pas pour justifier ma résolution? Évidemment, j'ai eu trop de patience. Il m'en coûtait de troubler votre repos. Hier soir, je suis arrivée au bout de ma résignation ou plutôt j'ai pensé que cette résignation pourrait bien devenir une lâcheté. Tout à coup, j'ai été prise d'une invincible répulsion pour la fortune même de monsieur Ravenel.

— Cependant, s'il t'exprimait des regrets, si tu recevais de lui les assurances que tu dois désirer?

— Je ne tiens pas à écouter de nouveaux mensonges.

— Je n'obtiendrai rien de toi aujourd'hui. Mais il ne faut pas que les événements se précipitent. Du reste, tu n'as

certainement pas les moyens d'agir. Et ne compte pas sur mon aide pour briser dans ta vie ce qui peut encore y assurer l'ordre et la dignité.

— Comme vous êtes dure, maman !

— Non, je fais mon devoir. Tu m'en seras reconnaissante un jour. Je te plains. J'espère que tu seras bientôt éclairée, puis consolée.

Et elle soupira, regrettant que sa fille n'implorât point le Ciel qui lui eût envoyé de bienfaisantes lumières. Germaine n'avait point gardé de la religion l'idée qui l'associe à tous nos intérêts. C'était seulement chez elle un souvenir d'émotions passées, une partie vague et confuse de l'idéal. Toujours assise auprès de sa mère, elle songeait : « Je ne puis pas même pleurer entre ses bras. » Des larmes brûlantes vinrent à ses yeux. Elle se sentait brisée, perdue comme une enfant dans un désert de sécheresse. Par moments, d'ailleurs, la fatigue ne laissait subsister dans sa pensée qu'une sorte de plainte enfantine et tendre qu'elle n'osait exprimer. Elle se faisait petite, elle se blottissait dans le vide et le désir d'être environnée de l'affection qui réconforte courait sur toute sa personne. La fraîcheur de sa jeunesse flottait sur son chagrin. Elle appuyait un mouchoir à ses lèvres. Quelques cheveux blonds descendaient sur ses joues. Voici qu'elle eût été sans force devant une parole douce. Mais le silence se prolongeait.

Madame de Valleyres se leva pour rappeler son mari. Germaine tendit les mains vers lui quand il entra. Il les prit en disant :

— Calme-toi, mon enfant, calme-toi, je t'en supplie.

— Vous me comprenez?

— Oui, mais sois bien raisonnable.

— Pensez-vous, comme maman, que je n'aie qu'à m'incliner, à accepter de monsieur Ravenel toutes les humiliations... et la fortune?

Il parut embarrassé.

— Mon Dieu, je ne veux pas blâmer ta mère, ni toi. Il faut de la patience, beaucoup de patience.

Il continuait à tenir les mains de sa fille entre les siennes, mais on voyait bien que sa pensée ne se fixait pas. Il passait en fermant à demi les yeux au travers d'un moment pénible.

Au fond, il était persuadé que tout s'arrangerait et songeait vaguement à sa propre existence qui ne serait pas longtemps troublée. Tout son égoïsme de faible apparut à Germaine qui baissa la tête et perdit ses regards dans un angle de la pièce pour empêcher que cette révélation se précisât trop douloureusement.

Après un temps elle dit :

— Je vais rentrer.

Elle ajouta :

— Je n'aurai pas l'héroïsme de dîner ce soir chez les Champdeuil.

Madame de Valleyres approuva :

— Repose-toi bien, mon enfant, repose-toi bien.

Et elle posa sur le front de Germaine le baiser d'une tendresse qui se réservait.

XII

A peine rentrée de chez ses parents, Germaine écrivit une lettre aux Champdeuil, en fit placer une autre sur le bureau de son mari, puis se coucha. Pendant toute la nuit, elle laissa luire l'électricité sur sa table. Les scènes avec son mari, avec sa mère se retraçaient indéfiniment dans son esprit, tandis qu'elle fixait des yeux la calme blancheur des draps et que le silence coulait vers elle des murs de la chambre et des rideaux. Bientôt elle se rappela des paroles de Jablines, le revit lui-même comme il s'était montré au jardin du Luxembourg. Elle se demandait : « A-t-il su lire en moi? Depuis ce jour-là, m'âime-t-il davantage? » Facilement, elle se fût inquiétée. Et elle s'étonnait de sentir qu'elle pourrait si vite et si bien oublier les déceptions trouvées près de son mari, même près de ses parents si une autre déception ne s'y ajoutait pas. Reconnaissant tout l'empire que l'absent exerçait sur son cœur, elle fermait à demi les yeux. Le soupir qui soulevait sa poitrine s'accompagnait d'un mouvement des épaules et des bras qui semblait esquisser le geste de l'étreinte. Comme il eût été bon de se confier à lui, de le rendre heureux ! Elle ne gardait plus que ce rêve qui, cependant, lui paraissait encore

impossible à réaliser. Elle n'oubliait pas qu'elle était presque pauvre. Elle craignait de peser sur l'existence du jeune homme. Et cependant elle n'imaginait pas non plus que, seule, elle pourrait se défendre contre lui, en l'aimant.

Au matin, lorsque sa femme de chambre l'eut coiffée, elle s'étendit sur une chaise longue. Pour réparer ses forces, elle ne prit que du thé. Vers les deux heures de l'après-midi, on lui apporta une lettre.

Madame de Valleyres écrivait :

« Ma chère enfant,

» J'ai eu ce matin la visite de ton mari. Il reconnaît ses torts, mais prétend qu'il est bien revenu de ses égarements. Il en serait revenu depuis longtemps, m'a-t-il dit, si tu ne l'avais pas découragé chaque fois qu'il a tenté de te reconquérir. Tu ne possèdes point d'armes contre lui, m'a-t-il assuré. Il m'a raconté toute votre conversation d'avant-hier et comment il avait provoqué ta révolte en te demandant de voir un peu moins souvent un jeune peintre qui te fait du tort aux yeux du monde, monsieur Jablines. Plutôt que d'y consentir, tu as agité des idées de séparation. La ruine définitive et publique de ton ménage aurait été consommée si elle n'avait dépendu que de toi. Cependant ton mari ne te soupçonne d'aucune complaisance coupable pour monsieur Jablines. Ce qu'il m'a dit a réconforté mon cœur de mère, je te l'avoue et, en te le répétant, je ne veux pas douter que tu y seras sensible. Il voit en toi une âme romanesque dont il faut ménager les susceptibilités tout en la mettant en garde contre les vaines apparences du sentiment, tout en la défendant contre elle-même. Il est prêt à la réconciliation la plus franche pourvu que tu veuilles bien lui donner satisfaction sur monsieur Jablines. Un seul mot de ta part suffira. Et il y répondra par l'engagement d'être à l'avenir un mari fidèle et attentif. Il m'a dit son respect pour toutes les idées sérieuses. Son repentir d'une faute qui a peu duré m'a semblé très sincère. Ce qu'il exige est naturel. En somme, j'ai retrouvé le gendre que je croyais avoir.

» Maintenant, je voudrais retrouver ma fille. Lorsque tu

échapperas enfin à l'influence de sentiments que je ne veux pas connaître, tu ne comprendras pas comment ton esprit s'est arrêté un jour à d'aussi déraisonnables projets. Ne m'en parle plus. Si tu dois en rougir, que ce soit devant toi seule. Je t'ai dit toute ma pensée et je craindrais de l'exprimer en des termes trop vifs s'il y avait entre nous une sorte de discussion. Du reste, n'as-tu pas appris qu'il ne faut pas discuter les tentations mais les repousser délibérément? Dieu merci! nous savons toujours clairement quel est notre devoir. Fais donc le tien qui est de tendre la main à Ravenel et d'éloigner monsieur Jablines. Ton père et moi, nous attendons l'instant où nous lirons sur ton visage que la raison et la vertu ont triomphé, que tu ne rêves plus d'une impossible et chimérique séparation.

» Pense à tes parents, à moi qui n'ai jamais eu en vue que ton bonheur et croyais bien que ton mariage l'avait réalisé. Qui ne l'aurait cru devant les avantages incontestables qu'il t'apportait? Vraiment je ne puis me reprocher les conseils que je t'ai donnés autrefois. Ma conscience est tranquille. Fasse le Ciel que tu sois forte et digne de notre nom! Je te recommande à lui et je t'embrasse.

» TA MÈRE »

Germaine, après avoir lu, garda longtemps cette lettre sur ses genoux. Elle interrogeait ses souvenirs d'enfance. L'affection de sa mère avait toujours été aussi convenue. Elle se rappelait son retour après un long séjour à Nice, dans la première année de son mariage. Le sourire de madame de Valleyres n'avait point révélé que l'absence de Germaine l'eût fait souffrir. En somme, il lui suffisait de vivre avec l'idée qu'elle se formait de sa fille. Monsieur de Valleyres, lui, s'attendrissait volontiers. Mais il désirait qu'on ne lui demandât pas davantage. Il craignait toute confidence qui l'eût obligé à prendre parti. Parfois, supposant que Germaine aurait pu se plaindre ou le consulter, il s'était ingénié à multiplier les sujets de conversation indifférents et vagues. La jeune femme voyait donc la solitude s'étendre pour elle sur le passé. Et, tout à coup, il lui parut qu'au souffle froid de cette solitude, un grand courage venait à son cœur. Elle pensa : « Je saurai

m'affranchir. Je partirai. » Par la fenêtre, elle regardait la rue qui monte vers le Trocadéro. Le ciel clair de l'horizon captivait ses regards. Elle répéta : « Je partirai, ce serait accepter de mourir que de rester ici. D'ailleurs, j'ai prononcé les paroles sur lesquelles on ne revient pas. » Elle calcula que les revenus de sa dot ne dépassaient guère sept mille francs et ne fut pas effrayée. Elle résolut d'emporter, à titre d'acompte sur ce qu'on lui devrait, la somme importante qui se trouvait justement dans son tiroir. Toute cette activité pratique de sa pensée remettait des couleurs à ses joues.

Debout et brave, elle sentit que l'image de Jablines n'avait jamais cessé de lui être présente. L'amour s'emparait d'elle au point de l'étourdir. Il lui sembla qu'elle s'enveloppait des regards qu'elle avait souvent remarqués dans les yeux du jeune homme. Elle voulut le voir aussitôt, lui dire ses projets. Sonnant sa femme de chambre, elle demanda une robe bleue, une chemisette de linon dont les revers s'épinglent à ceux de la veste. Elle s'habilla vite puis choisit une petite toque en paille surmontée d'une plume et assortie à la robe. Un mois auparavant, ainsi vêtue, elle avait été rejoindre Marcel au Luxembourg.

Sitôt prête, elle descendit sur l'avenue. Une auto l'emmena vers le quartier lointain où demeurait Jablines. Dans la voiture, elle se tenait droite et cueillait d'un regard vif le mouvement des passants, l'éclat du soleil sur la rivière. Elle passa près de la gare d'Orsay. Boulevard Saint-Germain, au long de la chaussée bruyante, les arbres étendaient leur ombre sur un trottoir paisible. Puis elle vit des rues aux boutiques provinciales, Saint-Sulpice avec la fraîcheur de la fontaine sur la place, enfin les arbres du Luxembourg contre le ciel qui semblait se rapprocher des choses. Il leur versait la douceur du printemps sans réveiller le passé qui dormait là. Le Paris neuf, envahi par les étrangers, était bien loin. Germaine entrevoyait un monde poétique, profond, intime. Elle allait vers lui en fuyant tout ce qui jusqu'à présent, autour d'elle, avait été si factice et si dur. Elle pressentait l'oubli des gens inutiles et des années perdues. Devant ses yeux, mêlé au soleil du jardin et des trottoirs, elle croyait voir trembler le reflet attirant des vérités qui sortiraient de son cœur. Déjà,

il lui semblait goûter des impressions telles qu'en y renonçant, elle mourrait d'ennui. Ah ! sa résolution était bien prise. Elle ne rentrerait dans sa vie d'autrefois que pour quelques heures.

Lorsque la voiture se fut arrêtée devant la porte de Jablines, Germaine griffonna quelques mots à la hâte, puis descendit et pria la concierge de les porter à l'atelier. Ensuite, elle remonta dans l'auto qu'elle fit avancer de quelques pas. Elle craignait qu'un ami du jeune homme, que Gibert, par exemple, sortît en cet instant et l'aperçût. Marcel était chez lui comme toujours à pareille heure. Bientôt il parut :

— Vous, — dit-il, — quelle surprise !

Il sentit la petite main nerveuse et froide dans la sienne.

— Je suis venue pour causer avec vous, — dit Germaine. — Mais nous serons mal dans cette voiture. Chez vous, sans doute, on nous dérangerait à moins d'une consigne qui me gêne un peu. Et puis je crains l'escalier, la sortie.

Ils allèrent à l'avenue de l'Observatoire et s'assirent au pied d'un arbre, non loin de la fontaine de Carpeaux. Là, Germaine dit son histoire ; elle peignit sous les couleurs les plus vraies sa situation avec son mari, celle avec ses parents. Et elle conclut :

— Je vais partir. Il importe peu que la séparation soit prononcée contre moi. Qu'ai-je à ménager?

Un grand charme montait de la fragilité délicate qu'on devinait sous sa bravoure.

— Je vous aime de toute mon âme, — dit Marcel. — Ma vie entière est à vous. Je veux dissiper l'ombre qui est sur votre bouche et dans vos yeux. Rien maintenant ne m'empêchera de vous suivre. Si même vous me le défendez, je ne saurai pas vous obéir.

Germaine songeait avec une sorte de stupeur : « J'oublie tout, je suis presque heureuse. » Cependant, elle croyait avoir agi surtout par dignité blessée. Elle s'était dit, sans autrement réfléchir : « Il faut que j'avertisse Jablines de mon départ. » En sa présence, elle ne commandait plus à son visage. Il s'éclairait. Le silence devenait chaud comme un baiser.

— Je partirai demain, — dit bientôt Germaine. — Je ne sais pas trop pour quelle destination. J'ai pensé au lac de Genève, à Montreux.

— Je vous accompagnerai.

— Oh ! non, je puis être observée, je partirai seule.

— Je vous rejoindrai donc.

Elle murmura :

— Je ne vous le défends pas.

Lorsqu'ils se quittèrent, Marcel envisageait l'avenir, la grande aventure qui décidait de sa vie, avec une ardeur joyeuse. Pour éloigner de lui les difficultés qu'il était bien forcé de prévoir, il se dit : « J'entamerai la somme que m'a léguée mon oncle. » Cette somme était modeste, mais il comptait bien que plus tard sa peinture le rendrait riche. Comment en douter lorsque la faveur du destin semblait si évidente ! Marcel admirait l'enchaînement des circonstances qui l'avaient enfin rapproché de Germaine. Au-dessus du tumulte de sa tendresse et de ses désirs, s'élevait un sentiment de confiance, voulu, fort et serein.

XIII

Le train entrait en gare de Montreux. Germaine qui attendait Marcel sur le quai le vit descendre d'un compartiment. Bientôt il prit la main gantée de la jeune femme qui portait une robe sombre de voyageuse. Toutes les sonorités environnantes se mêlaient à leur émotion. Un souffle frais et libre caressait leur visage. Vraiment, ils croyaient se rejoindre au bout du monde. Le mouvement des gens inconnus leur était agréable. Germaine fut saluée par un employé qui l'avait renseignée tout à l'heure. Le profil des montagnes s'effaçait dans le crépuscule. Une lumière égale et grise, reposante, flottait sur les rues de la petite ville tandis que les roses du couchant s'éteignaient, sans doute, dans l'eau tranquille du lac. Germaine accueillait Marcel en ce pays où jusqu'à présent elle s'était sentie étrangère et qui se découvrait à elle sous un jour nouveau et plus familier depuis l'arrivée de Jablines. Il semblait que l'amour en prît possession et se dit : « Voici le premier abri qui me sera cher. » La jeune femme pensa, sans oser l'exprimer encore : « Nous sommes chez nous. » Les impressions douces réveillaient en elle quelque chose d'inquiet. Son âme s'y livrait avec crainte,

les redoutant toujours furtives et menacées. Après tout le courage dont elle avait fait preuve, elle se retrouvait timide et il lui était impossible d'imaginer que la vie ne fût pas cruelle.

— Je ne comprends pas, — dit-elle, — comment j'ai pu m'arracher à tout ce qui me blessait dans mon existence d'autrefois. C'est vous qui avez fait ce miracle. Depuis que je vous ai rencontré, je ne suis plus la même.

Il appuya contre lui le bras de la jeune femme.

— Dites-moi que vous ne regrettez rien, que vous avez confiance?

Elle ne répondit que d'un regard. Leurs visages étaient près l'un de l'autre.

Ils entrèrent à l'hôtel qu'une rue seulement séparait de la gare. Marcel monta dans sa chambre. Il aperçut les montagnes violettes du soir au delà du lac teinté de mauve au couchant. L'eau clapotait contre les rives. Quelques lumières commençaient à briller. Le jeune homme s'était accoudé à la fenêtre et le paysage lui paraissait une coupe d'ombre voluptueusement douce. Il emplissait ses yeux des lueurs lointaines ou les abaissait vers le jardin de l'hôtel, sur des feuillages voilés d'une brume transparente. En se disant : « Il faut que Germaine soit heureuse, » il acceptait comme un devoir ce qui répondait au désir profond de son cœur. Ses nerfs en vibrant semblaient protéger en lui l'attente de délices infinies.

Vers huit heures, il se trouva dans la salle à manger, assis à une petite table, en face de Germaine.

— Il me plaît que nous soyons entourés d'inconnus, — dit-il. — Je pense avec joie à tous les espaces que j'ai traversés pour vous rejoindre et sur lesquels la nuit tombe maintenant. Nous sommes seuls, vraiment seuls. Je vous aime, Germaine, je vous aime. Ces mots que je vous ai si souvent adressés de loin, ce soir, je vous regarde les entendre.

Elle répondit, souriante :

— Je n'ai plus que vous. Mais ne me demandez pas trop de paroles, ne m'en veuillez pas si je tremble un peu.

Résolue à ne pas différer le don d'elle-même, il lui semblait parfois qu'elle aspirait à l'immolation de sa pudeur. Lorsque

celle-ci serait vaincue, Germaine pourrait enfin se reposer. Elle éprouvait une sorte de lassitude étrange qui laissait en elle comme un foyer. Et elle distinguait au delà d'instants qu'elle n'osait pas imaginer, celui où sur l'épaule de Marcel, elle respirerait un bonheur apaisé. Ah ! elle était vraiment et totalement une amoureuse. La confuse idée des révélations qui lui seraient apportées bientôt, la bouleversait.

— Je veux que vous n'ayez plus de craintes, — dit Marcel.

Germaine s'inclinait un peu vers la table et il semblait qu'à chaque respiration toute la jeune fraîcheur de ses épaules, de ses bras, de sa gorge vînt jusqu'à Marcel comme une onde. Il était troublé par la souplesse de sa taille. Il accueillait toute sa personne dans un désir de la défendre, de l'étreindre et de la bercer. Puis, comme il avait su deviner combien elle était pure, il se demandait : « Obtiendrai-je pour ce soir tout le bonheur que je rêve? » Il avait peur de rencontrer je ne sais quelles défenses instinctives. Tandis qu'elle demeurait silencieuse, il parlait pour étourdir son impatience.

— Nous ne serons jamais séparés, — dit-il, — jamais. Il me semble d'ailleurs que mes sentiments resteraient à demi prisonniers s'ils n'avaient pas devant eux l'infini. J'aperçois toute la suite des jours qui seront parfumés et chauds de votre présence. J'ai une sensation de liberté que je n'avais jamais connue. Toutes mes impressions pourront s'étendre, se prolonger. La fuite du temps me devient presque indifférente. Autrefois, elle m'a toujours surpris et révolté. Ç'a toujours été un mystère pour moi que les trésors contenus dans une minute puissent disparaître dans la minute suivante. Où vont-ils? Vers quel ciel? Aujourd'hui, vous êtes là. Toute ma vie vous appartient, je suis heureux.

Il expliqua comment ils s'épouseraient un jour, puis reprit :

— Avec vous, j'aimerai toutes les heures. J'ai des visions de printemps et des visions d'hiver. Je songe à des pays et à des chambres. Je m'enveloppe de mon bonheur et je rêve aux joies qui éclaireront vos yeux. Germaine, nous voyagerons en des villes d'Espagne et d'Italie. Nous verrons du soleil sur des pierres anciennes. Nous écouterons les rumeurs matinales de Florence, de Venise. Je vous sentirai près de moi,

dans un coin frais, touffu, arrosé des jardins de l'Alcazar à Séville. Les images de notre amour se multiplieront. Nous confierons les nuances de notre tendresse à ces témoins discrets que sont les choses pour qu'elles viennent nous les redire indéfiniment.

— Marcel, Marcel, j'ai en vous toute confiance. Seulement, il me semble que devant la vie et toutes ses menaces, nous sommes deux enfants.

— Je ne suis pas un enfant, je vous assure.

— Mais si, Marcel, plus que moi, peut-être, et comme le sont d'ailleurs bien des artistes.

Il protesta sans la convaincre.

Elle dit encore :

— N'avez-vous pas des illusions sur moi? Je ne m'exagère pas ma valeur. Je ne suis pas une intellectuelle. Si j'allais ne pas comprendre ce qui vous séduit dans beaucoup d'œuvres d'art! Celles qui ne s'adressent qu'à l'esprit je les entends peu et ne me risque pas à les juger.

— Vous êtes infiniment sensible, rien ne vaut mieux.

Un instant, elle se souvint de toutes les amours où les femmes ont fini par souffrir.

— Peut-être, — dit-elle, — ne serons-nous jamais plus heureux qu'en ce moment.

— Oh ! Germaine, que dites-vous là?

— Pardonnez-moi.

Le dîner fini, ils descendirent au bord du lac, sur la promenade. Ils ne trouvèrent la solitude qu'assez loin de l'hôtel, sur un banc qu'ombrageait un petit arbre tordu. Là, devant le paysage empli des lueurs laiteuses de la lune, du bruit tranquille de l'eau qui recouvrait quelques rochers, leurs lèvres s'unirent pour la première fois. Ils restèrent longtemps, jetés aux bras l'un de l'autre. Puis les yeux de Germaine se rouvrirent sur la douceur pâle du visage de Marcel. Et elle murmura :

— Quoi qu'il advienne, je ne paierai jamais trop cher cette minute.

Lorsqu'ils furent rentrés à l'hôtel, Germaine prévint les instances de Marcel et dit, dans un souffle, au moment de le quitter devant sa chambre :

— Je vais venir.

En effet, elle ne tarda pas à le rejoindre. Il l'attira contre lui. Tout à coup, par des gestes rapides, elle se dévêtit. Elle sacrifiait elle-même sa pudeur avec l'audace et la précipitation qui marquent le courage des faibles. Puis, entre les bras de Marcel, ce fut à toute l'exaltation de son amour qu'elle demanda de fondre en une seule impression, vaste et profonde, toutes celles qui l'eussent agitée de mille manières.

Vers le matin, brisée, elle s'endormit. Le soleil paraissait entre les rideaux lorsqu'elle ouvrit les yeux. Sur le visage de Marcel qui s'éveillait aussi, il n'y avait que reconnaissance, tendresse et joie. Elle sourit.

(*La fin prochainement.*)

GEORGES DE LAURIS

LES FÊTES DES VICTOIRES A PARIS SOUS LA RÉVOLUTION

Les fêtes publiques, qui tiennent une si grande place dans la vie sociale de la Révolution, n'eurent pas toutes le même but, le même sens et les mêmes caractères. Il y eut les fêtes anniversaires : dès 1790, la Fédération du 14 juillet, en même temps qu'elle symbolisait l'unité de la patrie, célébrait aussi le souvenir de la prise de la Bastille. Et de même, la République eut ses fêtes commémoratives du 14 juillet, du 10 août, du 1er vendémiaire, puis du 9 thermidor, ayant pour but d'inviter le peuple à se réjouir des faits que rappelaient ces dates.

D'autres fêtes eurent pour objet de célébrer une fois pour toutes certains événements ou d'honorer certains hommes : telles la fête de la translation des cendres de Voltaire au Panthéon, le 11 juillet 1791 ; celle des Suisses de Châteauvieux, le 15 avril 1792; celle en l'honneur de Simoneau, le 3 juin suivant.

Puis viennent les fêtes religieuses, ou du moins destinées à remplacer celles de la religion catholique : fêtes de la Raison, de l'Être Suprême.

D'autres enfin offrent un caractère symbolique, philosophique : telles furent celles que la Convention institua, au moment de se séparer, par la loi du 3 brumaire an IV : fêtes de la Jeunesse, des Époux, de la Reconnaissance, de l'Agriculture de la Liberté, etc.

Parmi les fêtes de la seconde catégorie, destinées à célébrer un événement actuel, il faut ranger celles qui furent décrétées en l'honneur des victoires remportées par nos armées.

I

Naturellement, ces fêtes n'eurent lieu qu'à partir du moment où la France fut en guerre : il n'y en eut donc pas sous la Constituante. Naturellement aussi, les revers par lesquels la guerre débuta pour nous ne permirent pas d'en célébrer sous la Législative. Valmy vint arrêter l'invasion : l'ère des victoires commençait avec la Convention.

Cependant, il faut arriver à la bataille de Jemmapes pour trouver une proposition de fête. Le 9 novembre 1792, après la lecture des lettres de Dumouriez et de Beurnonville annonçant cette victoire, Jean De Bry demanda que, « pour célébrer la première victoire gagnée en bataille rangée par les armées de la République », il fût institué une fête nationale. Après quelques observations de Lasource, il retira sa proposition de rendre cette fête annuelle, mais il insista pour que cette victoire fût célébrée par la République.

Barère combattit cette proposition. « Des fêtes pour des massacres d'hommes ! s'écria-t-il ; non, citoyens, nous n'imiterons pas le despotisme... Quoi ! des milliers d'hommes ont péri ! car les Autrichiens sont des hommes... Trois cents Français ont laissé au milieu de nous des veuves et des orphelins, et nous parlerions de fêtes ! Parlons d'un monument funèbre et d'un éloge public pour nos défenseurs !... »

Mais Vergniaud exprima un avis opposé. « Comme nos généraux n'ont pas ajourné la victoire, dit-il, nous ne devons pas ajourner l'expression de notre joie. Il a péri des hommes, sans doute, dans ces batailles ; mais enfin, c'est la liberté qui triomphe... Prononcez aussi l'éloge funèbre des héros de la liberté, mais que la fête ait lieu ! que le regret d'avoir perdu des défenseurs se confonde dans la joie d'avoir vu triompher la liberté ! »

Il exalta l'enthousiasme qui avait poussé nos soldats à voler aux frontières pour repousser l'ennemi ; il demanda qu'on entretînt ce feu sacré par tous les moyens qu'offraient

les circonstances. « L'aliment le plus efficace pour le vivifier, ce sont les fêtes publiques... C'est par de pareilles fêtes que vous ranimerez sans cesse le civisme. Chantez donc, chantez une victoire qui sera celle de l'humanité. Il a péri des hommes, mais c'est pour qu'il n'en périsse plus... »

Et sur sa proposition, la Convention décréta une fête nationale pour honorer le succès des armées de la République, et renvoya au Comité d'instruction publique pour présenter les moyens d'exécution.

Ce Comité s'occupa de la question dans ses séances des 14, 15, 17 et 19 novembre. David, Quinette et Mercier furent chargés de faire un rapport ; une somme de 20 000 livres fut mise à la disposition du pouvoir exécutif pour les frais de cette fête ; mais c'est tout ce qui fut fait. Ni à la Convention, ni au Comité d'instruction publique il n'en fut plus question. D'une part, l'opinion publique fut probablement absorbée par le procès de Louis XVI ; d'autre part, la France traverse, en 1793, une nouvelle période de désastres : c'est la défaite de Neerwinden, c'est la trahison de Dumouriez, ce sont les revers de Custine sur le Rhin, la perte de Mayence et de Valenciennes, l'invasion de la France par cinq armées ennemies. A l'intérieur, c'est l'insurrection de la Vendée, c'est la révolte de Lyon, c'est Toulon qui se livre aux Anglais. Enfin, les derniers mois de l'année ramènent la victoire : Hondschoote en septembre, Wattignies en octobre ; en décembre Toulon est repris et Landau est débloqué.

La reprise de Toulon, surtout, excita une joie immense. Barère l'annonça à la Convention le 4 nivôse an II (24 décembre 1793), et cette fois, ce fut lui qui proposa de la célébrer par une fête, en même temps qu'il faisait décréter que l'armée dirigée contre Toulon avait bien mérité de la République. « Depuis longtemps, dit-il, le peuple nous demande des fêtes civiques. Quelle plus belle circonstance s'est présentée aux législateurs pour décréter une fête nationale ! C'est là, c'est au milieu du peuple, en présence de sa justice impartiale et souveraine, que les représentants près l'armée de Toulon doivent distribuer des couronnes civiques et les récompenses nationales aux soldats de la République qui ont fait des actions héroïques... »

Le Comité de salut public fit adopter un décret portant qu'une fête nationale serait célébrée dans toute l'étendue de la République, le décadi suivant, et que la Convention tout entière y assisterait.

C'est David qui fut chargé, de concert avec le Comité d'instruction publique, d'organiser cette fête « en mémoire des victoires des armées françaises, et notamment à l'occasion de la prise de Toulon ». Son projet, qu'il présenta le 7 nivôse, comportait un long cortège qui se déroulerait sous les yeux du peuple. Une salve générale du parc d'artillerie placé à l'extrémité occidentale de l'île de Paris annonçait, à sept heures du matin, le commencement de la fête. Les députations armées des quarante-huit sections partaient simultanément pour se réunir dans le jardin du Palais national (les Tuileries). Chaque section fournissait cent hommes armés. Les quarante-huit sections conduisaient au Jardin national les blessés qu'elles renfermaient dans leur sein, et les installaient dans quatorze chars, préparés à cet effet et consacrés aux quatorze armées de la République. Puis le cortège partait des Tuileries pour se rendre au Temple de l'Humanité (les Invalides), dans l'ordre suivant :

Un détachement de cavalerie ouvrait la marche, précédé de ses trompettes et suivi de tous les sapeurs. Venaient ensuite quarante-huit canons sur deux files, traînés et environnés par des détachements de canonniers de chaque section ; puis, précédé de tambours, un groupe de citoyens, composé des sociétés populaires, des comités révolutionnaires, des tribunaux, de la Commune et du Département de Paris, des communes environnantes et du Conseil exécutif provisoire, avec leurs bannières.

Les Vainqueurs de la Bastille, précédés de tambours, étaient suivis des quatorze chars représentant les armées du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle, des Ardennes, du Nord, des côtes de Cherbourg, des côtes de Brest, de l'Ouest, des Pyrénées occidentales, des Pyrénées orientales, de Toulon, du Var, des Alpes, et l'armée révolutionnaire. Un vaisseau qui se trouvait chez Pache était porté dans le cortège, avec l'inscription : Armée navale.

Ces chars étaient séparés par les détachements armés des

quarante-huit sections, formant bataillon carré, drapeaux en tête et chantant des hymnes à la Victoire. Chaque char était entouré de jeunes filles vêtues de blanc, ornées de ceintures tricolores et portant à la main une branche de laurier.

Puis venait la Convention, environnée d'un ruban tricolore que portaient les vétérans et les enfants de la patrie entremêlés. Enfin, après un groupe nombreux de tambours et la musique de la garde nationale, venait un dernier char, celui de la Victoire, rempli de drapeaux enlevés à l'ennemi et portant le faisceau national, surmonté de la statue de la Victoire. A ce faisceau étaient attachées quatorze couronnes, de chacune desquelles partait une guirlande de laurier entrelacée de rubans tricolores et tenue par un guerrier choisi dans chacun des chars. Un détachement de cavalerie avec ses trompettes fermait la marche.

Arrivé au Temple de l'Humanité, le cortège s'augmentait des invalides, auxquels le président de la Convention exprimait la reconnaissance du peuple. Puis on se rendit au Champ-de-Mars et l'on chanta un hymne dans le Temple de l'Immortalité, autour duquel étaient rangés les quatorze chars remplis des défenseurs de la liberté. Les jeunes filles, en passant devant ces chars, y déposaient les branches de laurier.

Enfin, au bruit d'une musique guerrière et des chants de triomphe, le Conseil général de la commune de Paris conduisait les blessés à un banquet civique et fraternel.

J'ai dit que la reprise de Toulon avait provoqué une joie immense. Les rapports adressés journellement au ministre de l'intérieur par ses agents secrets, les « observateurs de l'esprit public », nous en font connaître les manifestations. Ils nous montrent les marchands de chansons se multipliant depuis cet heureux événement, et faisant retentir l'air de nos victoires; le peuple, dans toutes les rues, chantant l'*Hymne des Marseillais*, se pressant en foule aux représentations gratuites données à cette occasion par les théâtres, s'entretenant à l'avance de la fête projetée, s'étendant sur la magnificence dont elle devait être accompagnée. « La fête qui doit avoir lieu demain est aujourd'hui l'objet de toutes les conversations, écrit, le 9 nivôse, l'un de ces observateurs; partout on entend dire : « Nous irons. »

Les rapports qui suivirent la fête nous donnent également des renseignements sur le succès qu'elle obtint. Elle fut, disent-ils, très brillante, très gaie, très patriotique; la plus grande fraternité y régna. Le ciel lui-même parut prendre part à la joie publique. Un peuple immense y assistait. Dans toutes les rues, on chantait des chansons et des hymnes patriotiques ; dans les cafés, on chantait aussi avec enthousiasme le *Ça ira* et la *Marseillaise*, on criait : « Vivent la Nation et la République, et nos braves sans-culottes qui ont repris Toulon ! » Rue du Bac et dans plusieurs autres, où le cortège défila, on voyait cette inscription sur les portes de tous les marchands de vin : « A demain, citoyens ! Aujourd'hui nous sommes tous à la fête. »

La vue des blessés qui étaient dans les chars produisit une vive émotion dans le public. On disait : « Voyez ces malheureux ! Tout infirmes qu'ils sont, cela n'empêche pas qu'ils chantent encore les victoires que les troupes républicaines remportent sur les esclaves. » Cette vue augmentait encore la haine du peuple contre les tyrans. Des femmes disaient : « Comment ! il ne viendra pas un temps où nous pourrons mettre à la guillotine tous ces rois ! » D'autres répondaient : « Avant trois ans, ils y seront tous. »

Les réjouissances se prolongèrent une partie de la nuit. Au Gros-Caillou, elles durèrent jusqu'à minuit. Dans le quartier de l'Arsenal, des citoyens avaient mis devant leurs maisons des tables couvertes de pain, de viande, de vin et d'eau-de-vie, destinées à ceux qui reviendraient de la fête. Les maisons de ce quartier étaient toutes illuminées.

Cependant, il y eut aussi quelques critiques. On se plaignit surtout que la cérémonie eût commencé trop tard. Une grande partie du peuple qui attendait le cortège au Champ-de-Mars se retira, voyant qu'il n'arrivait pas à l'entrée de la nuit. N'oublions pas, en effet, que le 10 nivôse an II, c'est le 30 décembre 1793 : à ce moment de l'année, la nuit vient vite. L'organisation avait été un peu défectueuse. Le général de l'armée révolutionnaire, Boulanger, suait sang et eau à vouloir mettre chacun à sa place et disait qu'il y perdait la tête ; ce qui inspirait cette réflexion à un citoyen : « S'il perd la tête pour une cérémonie, que serait-ce s'il était en face de l'ennemi? »

D'autres personnes se plaignaient du peu d'ordre qui régnait dans la marche ; mais un bon sans-culotte observait que les fêtes de la liberté ne devaient pas ressembler à celles de la tyrannie. « Ce ne sont point ici les processions symétriques des cordons bleus et des parlements, où de vils satellites maintenaient l'ordre en repoussant l'honnête citoyen à coups de crosse ; c'est le mélange de toutes les classes du peuple, que réunissent et confondent la sainte égalité et la douce fraternité... Ce qui donne surtout à ces fêtes civiques un prix que celles des despotes n'ont jamais eu, c'est que ce n'est point la fête d'un petit nombre d'individus privilégiés, mais bien celle de la masse entière du peuple... »

Le lendemain, on ne s'entretenait partout que de la fête ; partout, chacun exprimait la joie qu'il y avait éprouvée. Depuis les enfants jusqu'aux vieillards, tous désiraient en voir une pareille au moins tous les mois.

Toutes les victoires, néanmoins, ne furent pas fêtées avec autant de pompe. Pour celle de Fleurus, par exemple, un concert fut donné, le 11 messidor, au Jardin national, rempli d'une foule immense qui dansait en chantant des airs patriotiques, en attendant le concert. A neuf heures du soir, la façade du palais donnant sur le jardin fut illuminée par plusieurs cordons de lampions, et l'Institut national de musique, auquel s'étaient joints un grand nombre d'artistes des différents théâtres, donna un concert qui dura deux heures, sur une estrade autour de laquelle flottaient les drapeaux pris aux ennemis. Des airs patriotiques et guerriers, des hymnes et des chœurs furent exécutés au milieu d'un silence qui n'était interrompu, à la fin de chaque morceau, que par les cris de « *Vive la République ! Périssent les tyrans !* » Après le concert, les danses reprirent et durèrent jusqu'à la naissance du jour. On disait : « C'est l'invincible Cobourg qui paie les violons. »

II

Au début de l'an III, la Convention chargea le Comité d'instruction publique d'organiser une fête, qui fut d'abord fixée au 10 vendémiaire, pour célébrer « les victoires rapides

de nos armées et l'entière évacuation du territoire de la République ».

Cette fois, le porte-parole du Comité fut Marie-Joseph Chénier. On était après le 9 thermidor : la réaction contre le régime précédent se manifestait dans les idées artistiques comme dans les idées politiques. Les rapports de Chénier à la Convention sont, en même temps qu'un réquisitoire contre la Terreur, une critique des conceptions de David, l'ami de Robespierre. Le 7 vendémiaire, Chénier montrait la nécessité « d'imprimer aux fêtes nationales un caractère solennel et d'en écarter sans retour les détails minutieux, les images stériles, également indignes du génie du peuple et des talents qu'il rallie autour du char de la Liberté ». Il comparait la grandeur des événements qu'il s'agissait de fêter et la faiblesse, la nullité des ressources créées jusque-là pour leur célébration : « Des arts paralysés, des talents rebutés par un long dédain, nuls monuments durables et forts comme la liberté, mais des matériaux sans cohérence, des esquisses sans dignité..., des plans bizarres sans originalité, durs sans énergie, fastueux sans véritable richesse, monotones sans unité ; des fêtes, en un mot, colossales dans leur objet, petites dans leur exécution, et n'offrant d'imposant que la présence du peuple, qui a voulu la République, et de la Convention, qui l'a fondée... Nos fêtes nationales n'ont pu avoir et ne peuvent avoir encore le caractère auguste qui leur convient. » Il en rejetait la faute sur le régime de la Terreur, qui avait persécuté les gens de lettres ou déclamé contre eux, et sous lequel les talents distingués dans les beaux-arts se cachaient ou languissaient dans les cachots. « Il est temps, disait-il en terminant, que dans la République on puisse avoir du génie impunément ; il est temps que les talents dispersés par l'épouvante se rassemblent fraternellement sous l'abri de la protection nationale. Alors, mais alors seulement, nous aurons des fêtes et des monuments dignes du peuple, car le génie a besoin de la liberté, et la liberté a besoin du génie. »

Comme il avait montré les entraves que le Comité avait rencontrées dans l'organisation de la fête projetée, on demanda qu'elle fût retardée d'une décade ; mais le deuxième décadi de vendémiaire avait été consacré par un décret à la transla-

tion des cendres de J.-J. Rousseau au Panthéon. En conséquence, la fête fut ajournée au 30 vendémiaire. A ce propos, Bourdon (de l'Oise) demanda que la Convention se défît « de la manie de faire des processions. C'est le peuple, ajouta-t-il, qui doit être tout dans les fêtes... Ses représentants ne doivent s'occuper que de travailler à son bonheur... Renonçons donc à cette manie monarchique de nous donner en spectacle dans les fêtes du peuple. »

Le 27 vendémiaire, Chénier fit un nouveau rapport : nouvelle critique des cérémonies publiques antérieures au 9 thermidor. La Convention et le Comité d'instruction publique ont senti, dit-il, « qu'il fallait renoncer à ces processions éternelles qui consument une journée entière, qui fatiguent le peuple sans l'amuser ». Ils avaient également renoncé aux représentations théâtrales, dont profitait une très petite partie du peuple. Le projet qu'il avait conçu comportait « des jeux militaires, exécutés dans le Champ de la Fédération... par ces jeunes élèves de l'École de Mars, au milieu des trophées de nos quatorze armées triomphantes, au milieu de nos braves soldats si glorieusement mutilés pour la cause de la liberté ; une musique fière et belliqueuse, animant des danses civiques ; des hymnes préparant de nouvelles victoires en chantant les victoires passées ; le Temple de l'Immortalité s'ouvrant devant le peuple, devant ses représentants, devant ses défenseurs... ; le président de la Convention nationale gravant, pour l'histoire et pour les siècles, sur la pyramide du Temple de l'Immortalité, le nom des armées de la République et de leurs principales victoires... »

C'est ce plan qui fut adopté. La Convention en avait applaudi un autre, présenté dans la séance du 7 vendémiaire par Merlin (de Thionville); elle en avait ordonné l'impression, mais elle s'était bornée à cette marque d'estime. Les idées de Merlin étaient curieuses, étranges aussi ; elles méritent de retenir un instant notre attention.

Merlin partait de ce principe qu'une fête n'est pas un spectacle : au spectacle le peuple écoute ou regarde ; dans une fête il doit être occupé. « Il ne suffit pas, pour prendre plaisir à une fête, d'y être spectateur; il faut y être acteur. L'inaction du peuple a nui jusqu'ici aux fêtes publiques ; l'inaction

avant et pendant la fête le fatigue et l'épuise... C'est une fatigante, une pénible séance pour cent mille personnes, d'être plusieurs heures de suite à attendre pour écouter et considérer debout, pendant plusieurs heures, sous la verge d'une police au moins gênante. » Il voulait que la musique, au lieu d'être écoutée par le peuple, eût pour objet d'exciter ses chants, de les diriger, de les animer. Au lieu d'un seul orchestre, au centre de la réunion, il en demandait treize, placés à égale distance les uns des autres, pour être entendus de tous les assistants, qui chanteraient avec ou après eux ; ou plutôt, il n'en demandait qu'un, au centre, renforcé d'un orgue moyen, et il proposait de distribuer à la périphérie douze grandes orgues, auxquelles seraient jointes des voix de tous genres. « J'invite Gossec à tenter cette nouveauté », disait-il.

Il concevait la fête comme une sorte de drame, qu'il divisait en actes et en scènes, et dont il esquissa le plan. La scène se passait au Champ de la Réunion (Champ-de-Mars). La Convention devait se grouper autour de la statue de la Liberté. Les citoyens arriveraient de leurs sections sur douze colonnes et par douze entrées. Ils porteraient leurs offrandes à la Liberté : les prémices des récoltes, des fruits, des guirlandes de fleurs, des gerbes. Puis ils garniraient les amphithéâtres entourant le Champ de la Réunion. Après plusieurs coups de canon, le drame commence. Au premier acte, le peuple chante, accompagné par les douze orchestres du pourtour : « Représentants, de la Liberté c'est aujourd'hui la fête; rien ne doit-il la troubler? » L'orchestre du centre répond « avec un calme imposant » : « De la Liberté c'est aujourd'hui la fête. Peuple, tes ennemis y viendront à tes pieds. » La moitié des orchestres de chaque côté répète ces paroles sur le même ton; l'autre moitié les répète « avec transport et y ajoutant quelques expressions d'enthousiasme, comme *Vive la République*, etc. ». Un chœur général les répète « avec plus de transport et d'enthousiasme encore ». L'orchestre central chante : « Citoyens, rassemblez vos offrandes, hâtez-vous de les consacrer à la Liberté ; de la Liberté c'est aujourd'hui la fête ; peuple, tes ennemis y seront à tes pieds. »

Chœur général : « Hâtons-nous, rassemblons nos offrandes, venons célébrer la Liberté. »

A l'acte II, le canon gronde, les tambours battent la charge au loin. Au centre, un coryphée annonce : « L'armée de la République attaque Bellegarde. » La moitié des orchestres répète ces paroles sur le même ton que l'orchestre central ; l'autre moitié les dit à son tour, « avec l'expression qui annonce un moment de doute sur le succès ». Chœur universel, invocation à la Liberté et à l'Égalité.

Au troisième et dernier acte, douze chars, ornés de feuillages couverts de fruits, de gerbes, de pampres et de flammes tricolores, et traînés par des taureaux (dont, précise Merlin, les cornes ne sont pas dorées), entraient et se dirigeaient vers le centre, « conduits par des citoyens en habits villageois et non pas en esclaves »; des chants religieux, des airs rustiques et belliqueux, des fanfares, des salves d'artillerie précédaient l'annonce de nos victoires ; elles étaient proclamées par l'orchestre du centre, répétées par tous les autres, et Merlin indique soigneusement ce qui sera dit « avec transport », ce qui sera dit « avec enthousiasme », ce qui sera dit « avec la plus grande véhémence ». Puis quatre chars, couverts des dépouilles de nos ennemis, entraient et se plaçaient au pied de la Liberté. Le tout se terminerait par une dernière salve d'artillerie. Après quoi, les orchestres joueraient, chacun de son côté, des airs gais, variés, dansants ; les citoyens étaleraient sur l'herbe leur dîner de famille ; la jeunesse danserait. A la nuit, « quelques milliers de fusées volantes, nobles et vives images de l'élan républicain à l'escalade de la tyrannie », s'élèveraient dans les airs. Enfin, des illuminations traceraient aux citoyens le chemin de leurs foyers, et ils rentreraient chez eux, « en chantant quelque refrain chéri ».

Nous avons vu que la Convention se contenta d'applaudir ce projet, mais le Comité d'instruction publique n'en tint aucun compte. Voici, d'après le plan qui fut adopté et le compte rendu que donna le *Moniteur*, quelle idée nous pouvons nous faire de la fête telle qu'elle eut lieu.

Dès le point du jour, un rappel général invitait les citoyens à s'y rendre et le carillon de la Samaritaine donnait le signal de l'allégresse publique. A peine le soleil était-il levé que l'atmosphère se couvrit d'un épais brouillard ; mais bientôt « la sérénité d'un beau jour succéda aux brumes de matin ».

Partout, on voyait les citoyens se diriger vers le Champ de la Fédération. La force armée des sections de Paris s'y rendait aussi, tambours battants et enseignes déployées. Le programme portait qu'elle devait s'y rassembler à neuf heures précises du matin; le *Moniteur*, dans son compte rendu, dit qu'il était environ deux heures lorsque toutes les sections furent arrivées.

Les blessés des diverses armées et les militaires invalides étaient groupés autour du rocher qui avait été élevé au milieu du champ pour la fête de l'Être Suprême, du 20 prairial, mais qui avait changé de forme et qui offrait l'aspect d'une redoute.

La Convention s'était réunie à l'École militaire. Quand la force armée de Paris, les blessés et les invalides furent assemblés, elle sortit de l'École militaire et s'avança vers le rocher au son d'une musique triomphale. Elle était précédée de l'Institut national de musique, qui prit également place sur le rocher.

Le président de la Convention, qui était alors Cambacérès, prononça un discours « analogue à la cérémonie ». Il commença par évoquer le souvenir du 20 prairial, du jour où « un conspirateur hypocrite » était venu dans ce même endroit « étaler l'appareil fastueux de la tyrannie et brûler en l'honneur de la divinité un encens qu'en secret il réservait pour lui ». Aujourd'hui le peuple et ses représentants venaient y proclamer la liberté, et la défaite des despotes coalisés contre elle. Il invita les assistants à répéter à l'envi le cri de la victoire : « Le territoire de la République est évacué ! » Il compara les premiers succès remportés par l'armée française, alors que l'ennemi fugitif couvrait encore nos frontières de ses bataillons, avec les triomphes actuels, définitifs. « Nous disions alors : nous avons vaincu tel jour, en tel endroit, à telle heure ; nous disons maintenant : nous avons vaincu tous les jours, à toute heure, en tout lieu. Nous disions : une telle armée a été défaite; aujourd'hui nous disons : toutes les armées ont disparu. Autrefois, après la victoire, il nous restait des craintes et des périls; aujourd'hui, plus d'alarmes : la victoire est complète... » Puis il évoqua le moment où, sur les ailes de la victoire, viendraient l'abondance et le bonheur, et la

douceur de raconter les maux passés, en les comparant avec la félicité présente.

Après ce discours, l'Institut national, sous la direction de Gossec, exécuta le *Chant du départ.*

Un peuple immense couvrait les glacis, tout autour du Champ de la Fédération, à l'extrémité duquel avait été construit un fort que les élèves de l'École de Mars devaient emporter d'assaut. Leur cavalerie, dont une partie avait pris les couleurs des ennemis, fit d'abord dans la plaine une petite guerre. Lorsque le fort eut été enlevé et que le drapeau tricolore eut remplacé sur ses tours les enseignes blanches qui y avaient flotté pendant le siège, la Convention descendit du rocher et se rendit au Temple de l'Immortalité, élevé au milieu du Champ-de-Mars, entre le rocher et l'École militaire. Les élèves de l'École de Mars, les blessés des armées et le char de la Victoire, devant lequel on portait les trophées formés de drapeaux ennemis, firent le tour du champ et se rendirent aussi au Temple de l'Immortalité. Les trophées furent déposés au sein de la représentation nationale, et le président, au nom du peuple français, grava sur une pyramide élevée au milieu du temple les noms des armées de la République et l'énumération de leurs victoires.

Le soir, le Jardin national fut illuminé; sur le bassin circulaire en face du pavillon de l'Unité, dans une île où, dix jours auparavant, avaient été déposées les cendres de Rousseau, était un petit monument contenant une urne funéraire consacrée aux mânes des guerriers morts pour la patrie. Une députation de la Convention vint, au nom de la nation entière, déposer sur cette urne une couronne de chêne, d'après le plan de la fête, de laurier, dit le compte rendu du *Moniteur.*

Des orchestres se tenaient dans le Jardin national, place de la Bastille, place du Panthéon, et la fête des Victoires se termina par des danses joyeuses.

III

Nous voici au Directoire. Les victoires de nos armées continuent. Celles de l'armée d'Italie surtout frappent l'imagi-

nation et excitent l'enthousiasme. Bonaparte et ses lieutenants, Laharpe, Masséna, Augereau, battaient les Autrichiens et les Piémontais à Montenotte, Millesimo, Dego, Ceva, Mondovi : en quinze jours, l'armée d'Italie remportait six victoires, prenait vingt et un drapeaux (dix aux Autrichiens, onze aux troupes sardes), cinquante-cinq pièces de canons, et faisait perdre aux ennemis 25 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Le Conseil des Cinq-Cents, le 17 floréal an IV, et le Conseil des Anciens, le lendemain, décidèrent que la fête de la Reconnaissance (fixée par la loi du 3 brumaire au 10 prairial) serait en même temps une fête de la Victoire. Cette loi fut consacrée par un arrêté du Directoire, le 20 floréal. Ce même jour, le Directoire reçut en audience publique les vingt et un drapeaux pris à l'armée austro-sarde, qui lui furent apportés par Junot et Murat, aides de camp de Bonaparte. Des discours furent prononcés par Petiet, ministre de la guerre, Junot et Carnot, à ce moment président du Directoire. Celui-ci donna l'accolade fraternelle à Junot et à Murat et leur remit des armes que le Directoire leur offrait comme récompense de leur conduite. Cette petite cérémonie, qui dura une demi-heure, fut comme le prélude de la fête du 10 prairial.

Cette fête, d'après le « programme » qui en fut dressé, offre déjà un caractère bien différent de celles de la Convention. C'est une fête pour les « autorités », non plus pour le peuple.

Elle fut célébrée, comme la précédente, au Champ-de-Mars. Au centre était une plate-forme de douze pieds de haut, sur trente toises de diamètre, entourée de quatorze arbres auxquels étaient attachés les trophées et drapeaux des quatorze armées, avec le nom de chacune d'elles inscrit sur des boucliers placés devant ces arbres. Au milieu, sur un piédestal entouré de quatre trépieds antiques d'où s'élevait continuellement une épaisse fumée d'encens, se dressait la statue de la Liberté, le bras droit levé en l'air, le bras gauche appuyé sur l'acte constitutionnel. Derrière elle était un grand chêne, dont les branches étaient garnies de drapeaux pris aux ennemis, excepté ceux des puissances avec lesquelles la France avait fait la paix et dont les envoyés assistaient à la fête. Devant la statue de la Liberté était dressé l'autel de la Patrie, chargé de couronnes civiques et de palmes. De chaque côté, à une

distance de trente pieds, étaient placées, sur des piédestaux un peu moins élevés que celui de la Liberté, des Victoires, sous la figure de Renommées, tenant d'une main une palme ornée de couronnes, et de l'autre embouchant la trompette guerrière. Le Champ-de-Mars était entouré de peupliers, en nombre égal à celui des départements français, et des drapeaux tricolores flottaient aux branches.

Le programme fixait la place du Directoire, des ministres, de la garde nationale, de l'armée de l'intérieur, des autorités constituées. La garde nationale était divisée en quatorze camps, représentant les quatorze armées. Le programme ajoutait : « La consigne sera sévèrement donnée de ne laisser pénétrer ni dans les camps ni dans les places désignées que ceux à qui ces places seront réservées. Il sera, pour cet effet, envoyé des cartes imprimées à chacune des autorités constituées, au nombre de deux mille... L'enceinte du Champ-de-Mars destinée à la fête sera en conséquence fermée par un cordon de la garde nationale parisienne. »

Enfin, le programme annonçait que la fête durerait, pour la cérémonie, jusqu'à la retraite du Directoire. « Des danses, ajoutait-il, pourront s'établir ensuite et durer jusqu'à la chute du jour. » Les danses, qui faisaient partie intégrante de ces fêtes, sous la Convention, sont maintenant considérées comme une partie purement accessoire, et en quelque sorte tolérées.

Au lever du soleil, la fête fut annoncée sur le Champ-de-Mars par le bruit du canon. Les cinq Directeurs, en grand costume, se rendirent à l'École militaire, accompagnés des ministres, messagers d'État et huissiers, de la garde et de l'État-Major. Leur arrivée fut annoncée par une salve d'artillerie. Les autorités constituées s'étaient placées sur le tertre élevé au milieu du Champ-de-Mars. La foule était massée sur les grands talus qui entouraient le Champ. Un cordon de la garde nationale garnissait tout le tour de l'enceinte. L'infanterie et la cavalerie étaient rangées en bataille à l'intérieur de cette enceinte. Des troupes formaient une double haie depuis l'École militaire jusqu'au tertre qui y faisait face.

Une députation des autorités constituées se rendit à l'École

militaire pour y chercher le Directoire, qui se mit alors en marche, précédé des ministres, du corps diplomatique, de la députation des autorités constituées, des cavaliers et de la garde directoriale, et, au son d'une musique militaire, vint s'asseoir sur des sièges élevés, en avant de la statue de la Liberté. Ceux qui les accompagnaient s'assirent des deux côtés, en demi-cercle.

Notons ici que, contrairement à ce qui se passait pour la Convention, les deux Conseils n'avaient aucune place dans cette fête. L'article 72 de la Constitution de l'an III portait, en effet, que le corps législatif n'assistait à aucune cérémonie publique et n'y envoyait pas de députation. C'était une consécration du vœu que nous avons vu formuler par Bourdon (de l'Oise), le 7 vendémiaire an III.

Après une symphonie militaire éxécutée par le Conservatoire de musique, il se fit un grand silence. Le secrétaire général du Directoire lut le décret qui fixait la célébration de la fête et en déterminait le motif. Puis Carnot, comme président du Directoire, prononça un discours dans lequel il adressait un témoignage solennel de la reconnaissance nationale à tous ceux qui travaillaient pour le bien de la France, aux artisans de la Révolution, et surtout aux armées républicaines, dont il célébra les exploits.

Après ce discours, pendant que le Conservatoire exécutait des hymmes de victoire composés par Chénier, Lebrun, et mis en musique par Gossec, Méhul, les députés des quatorze armées s'avancèrent, accompagnés des vétérans et des soldats blessés. Ils montèrent sur la colline, reçurent les couronnes civiques pour eux et les drapeaux pour chaque armée, puis rentrèrent dans les quatorze bataillons dont chacun représentait une armée. Ceux-ci s'avancèrent avec leur musique et leurs nouveaux drapeaux déployés, s'étendirent dans la plaine et, soutenus par la cavalerie, exécutèrent des évolutions. Les porte-enseignes montèrent sur la colline, et Carnot attacha à chaque drapeau une couronne de chêne.

Le *Chant du départ* et la *Marseillaise* furent joués, et toute la colonne défila devant la colline. La fête se termina par des évolutions militaires et par une salve générale de canon. Puis le Directoire se retira dans le même ordre qu'il avait

suivi pour venir, et le Champ-de-Mars fut ouvert au peuple pour les danses.

Certes, cette cérémonie, à en lire les détails, ne manque pas de grandeur; mais ce fut une cérémonie officielle bien plus qu'une fête populaire. Son grand défaut fut de se développer dans un espace restreint, loin des spectateurs, qu'une ligne de gardes nationales maintenait à l'écart.

Outre le procès-verbal officiel que nous trouvons dans le registre du Directoire, nous avons des récits de contemporains, et ce sont des documents plus intéressants, parce qu'ils nous donnent des impressions de témoins. L'un de ces documents est une lettre écrite par un maître de ballet, Jean-Georges Noverre, à un de ses amis, et datée de Saint-Germain-en-Laye, 29 prairial an IV. C'est une critique impitoyable de la fête.

« Je n'ai rien vu, écrit Noverre. Tout était offert et tout était placé dans une perspective si éloignée que je ne distinguais rien... N'eût-il pas été bon de supprimer les programmes et d'y substituer des télescopes? Alors on aurait vu le plateau, la figure de la Liberté et celles des Renommées ; enfin on aurait vu le pouvoir exécutif et les ambassadeurs qu'on désirait voir et qu'il a été très impossible de distinguer, dans le très petit pâté qu'on avait très économiquement placé au milieu d'une table immense... On n'eût pas mieux réussi si l'on avait destiné cette fête aux aveugles. »

« Ce spectacle, qui devait être imposant, était pauvre et insignifiant, dit-il encore... Le plateau que l'on avait élevé au centre de la place et qui formait le point principal de la fête, était trop écrasé et à peine aperçu ; il eût fallu doubler au moins son élévation. La figure de la Liberté, celles des Renommées, quoique infiniment plus grandes que nature, n'étaient que très vaguement distinguées. Donc, la place était trop vaste ou les objets de décor étaient trop petits. »

On pourrait dire que ce Noverre, qui avait été, sous l'ancien régime, maître en chef des ballets de l'Opéra et, par la protection de Marie-Antoinette, ordonnateur des fêtes de Trianon, était animé de sentiments royalistes qui lui faisaient dénigrer cette fête républicaine ; que cette critique d'un homme qui déclare qu'il a fait des fêtes toute sa vie et qu'il pourrait

encore en faire, est dictée par une sorte de jalousie professionnelle. Mais voici un autre témoignage : c'est celui d'un docteur en droit de Hambourg, Frédéric-Jean-Laurent Meyer, qui a, dans un livre très intéressant, décrit Paris tel qu'il le vit lors d'un séjour qu'il y fit en l'an IV. Son livre, *Fragments sur Paris*, fut traduit par le général Dumouriez ; cette traduction parut à Hambourg en 1798. Les jugements de cet étranger sont impartiaux et ses sentiments sont plutôt sympathiques. Il assista à la fête du 10 prairial ; il en fit une description dans laquelle il en signale toutes les beautés ; mais il formule aussi des critiques qui ne sont nullement inspirées par la passion et qui confirment celles de Noverre, bien qu'exprimées sur un ton plus grave et dépourvu d'ironie.

Il fait d'abord une observation générale au sujet de ces fêtes, dont la plupart ressemblent à un spectacle de l'Opéra. « Sous cet aspect, dit-il, quelques-unes ont un effet pittoresque, agréable pour l'œil, mais elles n'en ont aucun sur l'âme du spectateur ; il n'y est ni intéressé, ni acteur ; il leur est étranger ; son esprit et son cœur n'éprouvent aucune sensation dans ces illusions théâtrales. »

Il dépeint le public de ces fêtes, composé d'oisifs attirés par la curiosité, par le désœuvrement, par le désir de chercher à s'amuser. Et il prend comme exemple la fête du 10 prairial, qu'il déclare du reste avoir été très brillante, grandement et noblement ordonnée, et dans la juste proportion du Champ-de-Mars.

« Le Champ-de-Mars, en lui-même, dit-il, est un excellent local pour ces solennités, à cause de sa position, de sa grandeur, de sa régularité, lorsque de grandes masses d'hommes en groupes, des scènes guerrières, des triomphes, des processions, sont bien distribués dans ce vaste espace. C'est ce que j'ai vu à la fête de la Victoire ; mais la scène principale était concentrée au centre de la place sur une hauteur qu'on y avait élevée. Tout ce qui s'y passait n'était vu et entendu que par ceux qui étaient rassemblés sur cette colline en vertu de leurs emplois... La plus grande partie des spectateurs est placée sur la large digue qui entoure tout le Champ-de-Mars, et trop éloignée du point central pour prendre part aux scènes qui s'y passent. De ce point, on tient des discours au

peuple ; le peuple ne les entend pas... Un excellent orchestre exécute une musique excellente ; on chante en chœur des hymnes patriotiques. Le peuple, du côté qui est sous le vent, entend seulement le son bruyant des instruments à vent et le bruit des timbales... Toutes les cérémonies se passent sur la colline, on y fait les sacrifices à la déesse de la Patrie, on y distribue les couronnes civiques. La multitude voit seulement dans le lointain des nuages épais de fumée qui s'élèvent de l'autel ; on n'en voit pas davantage, même avec la meilleure lunette d'approche, parce que les arbres et la terrasse de la colline et de l'amphithéâtre renferment dans leur centre tout le spectacle pour les assistants les plus voisins et coupent la vue dans l'éloignement. Le peuple ne voit que ce qui se passe hors de cette enceinte... »

Et, après une description à laquelle j'ai emprunté un certain nombre de détails, pour les combiner avec le compte rendu que donne le procès-verbal du Directoire, il termine par ces mots :

« Les évolutions militaires, au son d'une musique guerrière, firent un grand effet. Le reste de la cérémonie fut en pure perte pour le plus grand nombre des spectateurs. Leur nombre était fort petit en proportion de la population de Paris. La plupart, trop éloignés pour voir le spectacle, restèrent froids et indifférents, malgré les *Vive* et les battements de mains qui partaient souvent de la colline, qu'ils ne répétaient point, parce qu'ils en ignoraient la cause. Il en resta fort peu pour la danse. »

IV

Terminons par quelques mots sur une solennité qui eut lieu l'année suivante, le 10 ventôse an V, et qui s'éloigne encore plus des fêtes populaires de la Convention.

Le 30 pluviôse an V, Bonaparte avait, de Tolentino, écrit au Directoire pour lui annoncer l'envoi de soixante drapeaux conquis par l'armée d'Italie sur les Autrichiens composant la garnison de Mantoue. C'est Augereau qui les apportait.

Le Directoire organisa une fête pour la réception de ces drapeaux ; elle eut lieu le 10 ventôse (28 février 1797).

La veille, les deux Conseils donnèrent un banquet en l'honneur d'Augereau. Un des assistants, Marragon, membre du Conseil des Anciens, nous en a laissé le récit dans une lettre qu'il écrivit à un de ses amis. « Nous étions plus de cinq cents, dit-il; l'objet a été de fêter les braves officiers de l'invincible armée d'Italie qui nous ont apporté tant de trophées, témoins irrécusables de leurs victoires multipliées. Augereau, le fier Augereau, était à leur tête... Les présidents des deux Conseils ont porté alternativement douze toasts, précédés et suivis d'une musique guerrière... On a chanté plusieurs hymnes. »

Un détail nous montre la transformation qui s'accomplissait peu à peu. Ce n'est plus le triomphe de la Liberté qu'on fêtait, c'est le triomphe d'un homme, du jeune général en qui semblait s'incarner la victoire. Jérôme, le plus jeune frère de Bonaparte, assistait au banquet. Il n'avait pas encore douze ans et demi. Augereau le prit dans ses bras et le posa sur la table. « Tous les yeux, écrit Marragon, se sont fixés sur cet enfant où l'on voyait briller le génie et les traits de son frère, et bientôt il a été enlevé de toutes parts. Chacun se disputait le plaisir de l'embrasser et de le serrer dans ses bras. »

Le lendemain, 10 ventôse, la fête eut lieu, non plus au Champ-de-Mars, mais dans la première cour du Palais du Luxembourg, la salle des audiences n'étant pas assez vaste pour la cérémonie.

Le ministre de l'intérieur invita le Directoire à descendre dans la cour. Le Directoire, précédé de ses huissiers et messagers d'État et accompagné des ministres et du corps diplomatique, se rendit dans la cour et se plaça sur une estrade qui avait été élevée au milieu, au pied de l'arbre de la liberté. Un trophée de plusieurs drapeaux autrichiens, précédemment envoyés par l'armée d'Italie, était suspendu à cet arbre, surmonté d'un drapeau tricolore.

Une foule de citoyens remplissait la cour et se pressait aux fenêtres du Palais. La garde à cheval du Directoire était rangée en double haie autour de l'estrade, et la garde à pied garnissait la cour et y maintenait l'ordre. Une musique militaire jouait des airs patriotiques.

Une salve d'artillerie annonça l'arrivée d'Augereau et des soixante drapeaux pris à Mantoue. Il entra, au milieu des

acclamations et des cris de *Vive la République!* Soixante vétérans le suivaient, dont chacun portait un drapeau autrichien.

Arrivé à l'estrade, il fut présenté au Directoire par le ministre de la guerre, Petiet, qui prononça un discours. Puis Augereau parla. Le public était impatient de l'entendre, dit le *Moniteur.* « A ses côtés étaient son père, vieux militaire en qui l'air martial semble encore, malgré ses cheveux blancs, respirer l'ardeur des combats, et son frère, compagnon de ses travaux comme son aide de camp. Près de lui on distinguait aussi, avec un vif intérêt, un frère du général en chef Bonaparte ; chacun s'étudiait à reconnaître sur sa figure les traits du conquérant de l'Italie. »

Augereau protesta de l'inviolable attachement de l'armée d'Italie à la Constitution de l'an III et du désir qu'elle avait de procurer à la République une paix aussi durable que glorieuse.

Puis Reubell, président du Directoire, prononça quelques paroles et donna l'accolade fraternelle à Augereau ; il lui remit un drapeau tricolore, que le corps législatif lui avait décerné, et lui fit don, au nom de la République, d'une armure.

Les vétérans qui portaient les drapeaux défilèrent alors devant le Directoire, qui retourna ensuite dans le lieu de ses séances, accompagné d'Augereau, et en observant le même ordre que pour venir.

Pour satisfaire la curiosité d'une foule immense de spectateurs qui, n'ayant pu trouver place dans la cour, s'étaient répandus dans le jardin du Luxembourg, les drapeaux y furent promenés « au milieu des vives acclamations, de l'allégresse générale et des accents d'une musique guerrière » ; puis les vétérans revinrent dans l'intérieur du Palais, escortés par la garde montante, et déposèrent les drapeaux sous les yeux du Directoire, à côté de ceux qui servaient de trophées aux précédentes victoires de l'armée d'Italie.

Ainsi cette fête n'avait même plus eu lieu sur une place publique, dans un vaste emplacement où la foule pût du moins, comme l'année précédente, voir de loin l'endroit où se passait quelque chose ; elle se déroula dans la cour intérieure

d'un palais, entre quatre murs, et l'on peut supposer que les assistants étaient uniquement des invités. Il fallut, pour que le public pût en avoir sa part, une part minime, promener les drapeaux dans le jardin du Luxembourg. Ces fêtes, on le voit, s'éloignent de plus en plus de celles de la Convention.

Mais toutes, elles offrent un caractère commun : elles ont pour but de célébrer *des* victoires, — que ce soit la reprise de Toulon, ou les victoires qui ont amené l'évacuation du territoire français, ou celles de l'armée d'Italie ; mais ce n'est pas *la* victoire finale, celle qui doit amener la paix. Quand on les célèbre, on est toujours en guerre. La foule manifeste la joie patriotique, la fierté que lui inspirent les succès de nos armes ; le sentiment qu'elle éprouve, ce n'est pas cet immense soulagement que nous avons connu le 11 novembre 1918 ; ce n'est même pas la satisfaction d'en avoir fini avec une guerre infiniment moins angoissante que celle dont nous sortons, la satisfaction que pouvaient témoigner, par exemple, les Parisiens qui, sous le second Empire, acclamaient nos troupes à leur retour de Crimée ou d'Italie.

La Révolution a célébré des victoires, mais non la paix. Voilà pourquoi ces fêtes que nous avons décrites, de quelque éclat qu'aient voulu les revêtir leurs organisateurs, quelque allégresse qu'elles aient excitée dans l'âme des assistants, ne sauraient être comparées à la réception que Paris va faire à nos poilus, quand ils suivront la voie triomphale, dans l'enthousiasme populaire qui saluera en eux, en même temps que les héros de « la Grande Guerre », les artisans de la victoire et de la paix.

PAUL MAUTOUCHET

LES LETTRES ET LA VIE

Sur l'immortalité des académiciens, on prête à Jules Simon une parole amère : « Notre immortalité ! Vingt-quatre heures de louanges au lendemain de notre mort, deux heures d'éloges à la réception de notre successeur, voilà où ça commence et où ça finit ! »

Paul Hervieu — dont, faute de place, je n'ai pu vous parler l'autre mois — Paul Hervieu n'aura guère bénéficié que d'une partie de ces avantages posthumes. Car le discours que M. de Curel lui a consacré constitue un des morceaux les plus malicieux qu'ait jamais entendus la Coupole.

C'est évidemment une innovation, puisque jusqu'ici ces brimades formaient l'apanage exclusif des récipiendaires. Mais il demeure qu'ayant enduré à l'entrée les paternelles taquineries de Brunetière et à la sortie les mordantes remarques de M. de Curel, Paul Hervieu se trouve avoir subi un traitement exceptionnel.

Ce coup de deux a paru à beaucoup de gens bien dur. Et le second, tout au moins, me semble comporter des réserves que l'on voudra bien croire impartiales si l'on considère que la longue intimité qui me lia à Paul Hervieu, avait, pour mon grand regret, complètement cessé depuis des années.

Donc, si vous permettez, écartons les lauriers de papier vert dont M. de Curel a courtoisement masqué ses rigueurs, soufflons sur la légère couche de sucre dont il a saupoudré ses acidulés et regardons le dessous, c'est-à-dire sa pensée intime sur Paul Hervieu, comment il se le représentait, et

comment il nous l'a dépeint. Nous avons, au total, un jeune bourgeois parisien, à la fois parvenu mondain et parvenu littéraire, ayant grimpé de la roture aux salons, de la basoche à l'écriture, se hissant, un pied devant l'autre, du barreau à la chronique boulevardière, de la chronique au roman, du roman à on ne sait quelle tragédie sans lendemain, et finalement tout ébloui tant de son accès dans le beau monde que de son admission aux belles lettres.

Si piquante que soit cette pointe-sèche — je devrais mettre ce mot composé au pluriel — et si alerte le burin dont M. de Curel l'a enlevée, les moins prévenus conviendront qu'elle ne nous offre de Paul Hervieu qu'une effigie bien diminuée. Il y a même dans cette esquisse plus que des sévérités — de véritables erreurs de dessin.

De la première qui concerne l'esprit de Paul Hervieu, M. de Curel est excusable puisqu'il nous avoue n'avoir rencontré que deux ou trois fois l'auteur de *l'Armature*. A le fréquenter plus assidûment, M. de Curel n'eût pas manqué d'apprécier mieux son esprit qui, par la finesse, l'humour profond et le parfum constant de littérature qui l'imprégnaient, était bien tout l'opposé de la vulgarité boulevardière. Sur les œuvres, les gens, les traits de caractère on citerait de Paul Hervieu des centaines de mots délicieux — et terribles — qui loin de rappeler le Bienvenu du *Tintamarre* évoquaient le La Rochefoucauld des *Maximes*. Et l'on en aura peut-être des échantillons de choix le jour, prochain j'espère, où sera publiée la correspondance complète de l'auteur.

Mais à défaut de l'homme même, les œuvres dressent déjà leur rectification. Lisez les livres humoristiques d'Hervieu : *Diogène le chien, les Deux plaisanteries*, certaines lettres de *Peints par eux-mêmes*, certaines pages de *l'Armature*, lisez la *Bêtise parisienne*, ces chroniques excellentes et comme j'en souhaiterais aujourd'hui — *experto crede...* — à beaucoup de gazettes. Puis vous me direz si c'est là l'esprit d'un observateur ou celui d'un simple faiseur de nouvelles à la main.

D'autres griefs élevés par M. de Curel paraissent en fait, plus fondés. Ainsi il ne semble pas niable que Paul Hervieu ne courut jamais le cerf ou le sanglier, non plus qu'il n'exécuta, en battue, le coup du roi.

Mais de ce qu'un auteur ne mena pas la vie de maître d'équipages et ne fut pas un grand fusil, s'ensuit-il forcément qu'il soit fermé au sentiment de la nature?... *L'Alpe homicide*, entre autres, cette suite de nouvelles aussi sobres et combien plus émouvantes que celles de Mérimée, s'inscrivent en faux contre une pareille doctrine. Paul Hervieu écrivait ce livre à vingt-huit ans, après huit saisons d'alpinisme militant ; et rien n'y sent l'apprenti, l'effort de métier, tout, au contraire, la communion la plus spontanée avec les splendeurs de la nature.

De même pour ce qui est des ascendances de Paul Hervieu et de leur influence sur son œuvre. Sans doute il est incontestable que Paul Hervieu n'était pas né. Mais de ce qu'un auteur n'a pas son nom au d'Hozier, résulte-t-il nécessairement chez lui une incapacité foncière à retracer les mœurs de la haute société, leurs détours, leurs secrets et même leurs faiblesses? Il semblerait plutôt que, talent à part, un nouveau venu sera plus vivement frappé par les particularités de cette société que ceux qui, à y vivre constamment, finissent, dans l'émoussement de l'habitude, par ne les plus apercevoir, par n'y plus prendre garde.

Nous avons, du reste, dans notre littérature, un exemple célèbre à l'appui, celui d'un petit croquant de bonne bourgeoisie parisienne comme Paul Hervieu : j'ai nommé Jean de La Bruyère. Sur les prérogatives des ducs et pairs, sur les questions de tabouret et les contestes de blason, La Bruyère ne vaut certes pas Saint-Simon. Mais trouvez-vous que l'humble salarié des Condé soit fort au-dessous du grand seigneur, quand il s'agit de peindre au vif la foule illustre des *Mémoires* et quand il nous donne à leur sujet : *De la Cour, Des Grands, Des Biens de fortune*?

Que M. de Curel ait protesté contre certaines duretés de Paul Hervieu à l'égard des milieux mondains et qu'il ait, en regard, montré les hautes et fortes vertus de sa caste, rien, assurément de plus généreux et de plus légitime. Seulement où son plaidoyer dévie, c'est lorsqu'il tourne au réquisitoire et veut disqualifier le témoin en raison de ses origines.

Que dis-je, M. de Curel va plus loin. Il en arrive à dénoncer Paul Hervieu comme un pratiquant des ridicules

mêmes ou des méfaits qu'il flagelle. Ainsi *Peints par eux-mêmes* n'est visiblement, sauf les épisodes passionnels, qu'une âpre satire du snobisme mondain. « Snob, vous-même ! » crie M. de Curel à Paul Hervieu, sans d'ailleurs ajouter à son cri trop de preuves. *L'Armature,* d'autre part, constitue, avec les *Biens de fortune* de La Bruyère, ce qu'on a écrit de plus cinglant, de plus corrosif contre la diabolique puissance de l'argent dans la société. Mais M. de Curel n'en verra pas moins dans ce redoutable pamphlet qu'un scandaleux hommage au Veau d'Or.

Le malentendu, au fond, n'a pas de quoi étonner : éternelle mésaventure de tous les satiristes. Vous fustigez dans un roman, dans une pièce, un travers, un vice. Vous voilà aussitôt taxé de complicité avec ce travers ou ce vice. Le mot d'ordre de la société, c'est : « Chut ! ». Gare à l'auteur qui l'enfreint. Les bassesses ou les tares qu'il révèle rejailliront sur lui comme la boue sur le balai. Mufle, immoral, anarchiste, calomniateur, depuis d'Aubigné, en passant par Molière, jusqu'à Balzac, toujours les mêmes épithètes qui l'attendent. Baudelaire seul peut-être avait là-dessus prévu son sort, inscrivant en épigraphe au titre des *Fleurs du mal* les vers fameux des *Tragiques* :

> On dit qu'il faut couler les exécrables choses
> Dans le puits de l'oubli et au sépulchre encloses,
> Et que par les escrits le mal ressuscité
> Infectera les mœurs de la postérité ;
> Mais le vice n'a point pour mère la science
> Et la vertu n'est pas fille de l'ignorance.

Précaution qui, du reste, ne l'empêcha pas d'être traîné en correctionnelle et dûment « salé ». Mais en matière littéraire, la voix du ministère public n'est pas sans appel. Et j'ai idée que *Peints par eux-mêmes* ou *l'Armature* survivront aux censures de M. de Curel comme *Madame Bovary* ou *les Fleurs du mal* aux conclusions de M. Pinard.

En dirons-nous autant des pièces de Paul Hervieu? M. de Curel ne nous laisse sur leurs chances de durée que de bien précaires espoirs, atténuant d'un cruel peut-être l'immortalité qu'il leur promet. Ici la plus grande circonspection s'impose, car quoi de plus fécond en illusions d'optique que les

prédictions sur la durée des œuvres théâtrales? Qui, par exemple, eût deviné, au temps où les Augier occupaient toute la scène de leur éclat, que les pièces destinées à subsister dans l'immense répertoire de leur époque, seraient probablement *la Parisienne, les Corbeaux,* et quelques comédies de Meilhac et Halévy ?

La Course du Flambeau, la Loi de l'Homme, l'Énigme, qui ne connurent leur vraie fortune et ne prirent leur vrai rang qu'avec le commencement du vingtième, se joindront-elles un jour à cette glorieuse liste? M. de Curel a certes le droit de ne pas s'engager sur ce point, puisque ne s'est pas encore écoulée la trentaine d'années au bout desquelles s'accuse généralement ou la pérennité ou la décrépitude d'une pièce.

Mais où la malice de l'auteur des *Fossiles* me paraît s'égarer, c'est dans ses aperçus sur le style de ces œuvres magistrales. A en croire M. de Curel ce serait un style endimanché qui se faisait beau pour « aller dans la tragédie », tel un courtaud de boutique pour aller dans le monde. D'où il faudrait conclure ou bien que Paul Hervieu reniait comme un charabia trivial tout le style de ses œuvres précédentes, dont chacun sait pourtant la haute tenue et l'art raffiné. Ou bien que la tragédie lui apparaissait comme un genre de gala où il importait d'arborer l'enflure et la grandiloquence. En réalité, Paul Hervieu ne commit ni l'une ni l'autre de ces erreurs.

Le ton « simple et naturel » que préconise au théâtre M. de Curel, rien n'eût été plus facile à l'auteur de *l'Énigme,* comme le démontreront plus tard ses lettres d'un tour si libre, si familier, et comme l'attestait journellement l'aisance aiguë de sa conversation. D'autre part, avec cette perspicacité pratique que donne aux maîtres le sentiment de leur supériorité et des concessions à faire pour rendre cette supériorité accessible au public, il n'ignorait aucun des avantages scéniques que lui eût rapportés un dialogue plus proche du dialogue coutumier.

S'il renonça à ces facilités et à ces revenants-bons, ce ne fut donc pas, comme suppose M. de Curel, par une vénération didactique et quelque peu puérile pour le genre qu'il exerçait. Ce fut — et je parle non sur hypothèses, mais sur confidence

— par un double respect pour l'idéal dramatique qu'il s'était créé et pour les sujets qu'il traitait.

Pensant laborieusement, comme tous ceux qui pensent d'une façon personnelle, arrachant une à une ses idées des profondeurs de la réflexion, une fois sa pensée au clair, il lui voulait une expression digne d'elle, la forme la plus strictement adaptée et la plus noble. Puis, en outre, comme le plus souvent il imaginait des cas et des caractères au-dessus du commun, leur prêter l'abandon de notre langage journalier, nos bavardages, nos badinages, lui eût paru plus qu'une faute de goût, une faute de vérité, bref, une sorte de tricherie.

Périlleuse conscience, puisque même dans les menues répliques du dialogue, à moins de rompre l'unité du ton, elle forçait Paul Hervieu à garder l'accent altier et guindé des épisodes principaux. Cela choquait chez certains spectateurs l'instinct du réalisme. D'autres souriaient, demandant où l'on s'était jamais dit bonjour ou bonsoir comme cela. Et les critiques accusaient l'auteur d'affectation, de maniérisme...

Paul Hervieu, tout imbu de son idéal, ne se fit jamais à ces reproches : « Quoi ! s'écriait-il, parce que j'écris en prose, je n'aurais pas le droit, sur la scène où l'on joue Corneille, Racine, Victor Hugo, de parler autrement qu'Henry Monnier ou monsieur... »

Et il citait des contemporains, dont ma discrétion taira les noms...

Mais il va de soi que celui de M. de Curel n'y figurait pas. Aussi, quand je cherche les raisons de l'étrange désaccord entre l'auteur de *la Fille sauvage* et son prédécesseur, j'en viens à penser que toute son explication réside dans une petite phrase du discours de M. de Curel : « Je n'ai rencontré Paul Hervieu qu'une ou deux fois. »

Oui, voilà le mal. Il n'eût fallu, pour l'éviter, que quelques fois de plus.

Écrivains de large envergure, rivaux mais aux mêmes régions de l'art, s'ils s'étaient davantage connus, tous deux étaient faits pour se comprendre, et pour s'aimer presque.

*
* *

Vous vous souvenez peut-être qu'il y a quelque six mois je

vous signalais l'espèce de chaos et d'anarchie que présentait le roman actuel. Ni tendances déterminées, ni écoles fixes, mais une surabondance de tentatives variées, en tous les genres : réaliste, psychologique, sentimental, etc. J'espérais que, peu à peu, de cette surabondance même, comme nous l'avions vu pour les poètes, se dégageraient des lignes plus saisissables, une orientation plus marquée. Rien n'en a été, et au bout de six mois, nous avons une situation inchangée : chacun tirant de son côté au mieux.

L'inverse semblerait plutôt vraisemblable ; et cette dispersion se comprendrait mieux chez les poètes que nous verrions sans étonnement éparpillés par le souffle de l'inspiration aux quatre coins du ciel littéraire ; tandis que les romanciers, tous soumis aux mêmes devoirs d'observer et de composer, nous paraîtraient plus aptes aux théories ou groupements d'école. Mais les faits sont là. Trois ou quatre jeunes poètes que rassemble l'identité de leurs préférences ou de leurs aversions, voilà une revue qui se crée, une esthétique qui s'édifie, une école qui se fonde. Le romancier au contraire sera presque toujours un isolé, suivant son tempérament propre et ne professant de doctrines qu'une fois son œuvre achevée, quand encore il lui arrive de bien savoir comment et pourquoi il accomplit cette œuvre.

Prenons la période de 1820 à 1850, les illustrations du roman d'alors : Balzac, Dumas, George Sand, Stendhal. Chacun opère à sa guise, sans se soucier du voisin ; et c'est seulement sur la fin de sa vie, que Balzac s'apercevra de Stendhal.

Sous le second Empire, mêmes constatations. Un J.-J. Weiss pourra se créer une notoriété éphémère par son article sur la *Littérature brutale* où il masse pêle-mêle Dumas fils, Feydeau, Flaubert -- et frapper par là le public qu'impressionnent toujours les synthèses à dehors philosophiques. Mais le rapprochement ne tient pas debout. Dumas est un dramaturge romantique mâtiné d'un moraliste qui s'ignore encore. *Fanny* est un accident heureux dans l'œuvre de Feydeau. Flaubert est un créateur et un maître.

L'influence même de *Madame Bovary* reste nulle pendant des années.

Champfleury essaie bien d'inventer le « réalisme », mais ses tristes romans nous montrent toute la distance de la conception à l'exécution. Et les ouvrages de Duranty, son féal, quoique présentant plus de valeur, n'aboutissent, par la pauvreté de la forme et la vulgarité minutieuse des détails, qu'à l'avortement obscur.

Il faut attendre sept ans, jusqu'en 1864, pour noter avec *Germinie Lacerteux* un premier choc en retour de la secousse qu'a imprimée *Madame Bovary* au roman français, car les autres ouvrages des Goncourt : *Charles Demailly, Sœur Philomène, Renée Mauperin* sont bien plus près de Duranty que de Flaubert.

En 1863 Flaubert reparaît, mais se détachant lui-même de sa première voie, c'est avec un roman historique : *Salammbô*. Et à ce roman historique c'est en 1867 un roman réaliste des Goncourt qui répond : *Manette Salomon*. Et l'année d'avant, ç'a été Victor Hugo abordant le roman humanitaire avec *les Misérables*.

Cependant Zola débute. Par quels romans? Des livres marqués de Flaubert, de Goncourt? Nullement. Des feuilletons mélodramatiques comme *les Mystères de Marseille, Madeleine Férat, Thérèse Raquin, la Confession de Claude*, ou de petits récits bénins comme *les Contes à Ninon*.

Alphonse Daudet débute aussi. Mais sous l'égide de quel maître? De Charles Dickens. Et c'est *le Petit Chose*, et ce seront *les Contes du Lundi*.

Enfin, en 1870, paraît *l'Éducation sentimentale*. Pour Flaubert cela ne représente qu'un roman de plus, après deux autres, sans préméditation de bouleversement littéraire ou de création d'école. Pour toute une génération de romanciers, cela va être néanmoins le grand modèle, le roman-type quant à la forme, la composition, les développements. La Bible naturaliste est née.

Zola ne fait pas qu'en partir pour commencer les Rougon-Macquart. Il en tire les éléments d'une doctrine, il y trouve le point de ralliement d'une école. Neuf ans plus tard, comme Victor Hugo lançant *la Muse romantique*, Zola et ses adeptes publient, avec un défi insolent à la critique, *les Soirées de Médan*. Pour la première fois, dans notre littérature, le roman

se présente publiquement avec des cadres disciplinés, une esthétique officielle, une direction accusée.

Mais ce ne sont là qu'apparences. Ni Goncourt, ni Alphonse Daudet ne figurent dans *les Soirées de Médan*. Et quant à Flaubert, malgré son affection pour Zola, il ne cesse, dans ses lettres, de s'indigner soit contre ses prétentions de chef d'école, où il ne voit qu'offenses à l'art et publicité, soit contre le vague de ses théories.

Dix ans plus tard, d'ailleurs, le temps lui donnait raison. Le roman psychologique reparaissait. Le groupe de Médan s'était dissocié. De tout ce bruit et de toutes ces polémiques, ne subsistait que ce qui eût eu pareillement surnagé sans programmes ni doctrines : quelques livres, quelques noms — ceux des plus forts.

Et si l'on envisage la suite, elle confirme ce que nous a appris le passé sur les destinées du roman français : ni dogmes, ni écoles, mais de-ci de-là un tempérament de romancier ou de conteur qui se révèle, fait date, grandit, selon son instinct, ses moyens, ses dons — en attendant le suivant.

De ces intermittentes apparitions d'étoiles nous avons eu deux exemples récents en la personne de M. Georges Duhamel et de M. Pierre Benoit. Nous vous en citerons peut-être un autre tout à l'heure.

Mais dans l'intervalle, on peut distinguer un certain nombre de jeunes romanciers qui, n'ayant pas encore atteint au succès éclatant, n'en méritent pas moins et la lecture de ce qu'ils ont donné et l'espoir de ce qu'ils donneront.

Voici d'abord un groupe de psychologues qui, sans constituer à proprement parler une école, peuvent être rapprochés pour leurs affinités sociales, leur classicisme, leur sobriété, leur culture, leur élégance : M. Gilbert de Voisins, M. Jean-Louis Vaudoyer, M. Émile Henriot.

Si je ne m'attarde pas beaucoup au premier, ce n'est pas mésestime pour ses deux derniers romans : *le Mirage* et *l'Esprit impur*, l'un où il nous dépeint un type amusant et attendrissant de mari un peu timbré, l'autre où il nous conte l'angoissante et lente agonie d'un homme que poursuit la phobie de la démence. C'est plutôt en raison du grand cas que je faisais de ses deux remarquables romans : *le Bar de la Fourche*

et *l'Enfant qui prit peur.* Il y avait là une sensibilité, une profondeur, et je dois le dire, un soin, que j'ai eu le regret de ne pas retrouver au même degré dans ses récents livres. Je préfère donc une autre occasion pour vous parler de ce romancier qui compte déjà et sur qui nous pouvons compter.

M. Jean-Louis Vaudoyer et M. Émile Henriot se ressemblent sinon comme deux frères du moins comme deux cousins germains. Tous deux ont débuté par la poésie, par des vers raffinés et élégiaques, publiés en délicates plaquettes. Tous deux professent les mêmes goûts les plus antinomiques : le culte du classicisme le plus strict et celui du modernisme le plus ballet russe, l'amour des élégances les plus surannées et celui du chic le plus dernier cri. Tous deux écrivent en un style châtié, ennemi du faux éclat, comme de la vaine pompe. Tous deux ont pareillement subi l'influence de M. Anatole France. Tous deux, comme l'auteur du *Lys Rouge*, chérissent l'art, l'amour, l'Italie. Et s'il fallait absolument les différencier, on pourrait dire que M. Henriot est plus 1820 que M. Vaudoyer, et M. Vaudoyer plus second Empire que M. Henriot.

C'est du reste effectivement un personnage second Empire autour duquel gravitent les chapitres des *Permissions de Clément Bellin*, le nouveau roman de M. Vaudoyer. Une sorte de duchesse de Castiglione dont la beauté sauvée des ans à force de sortilèges secrets, garde quand même, malgré sa fraîcheur factice et ses atours modernes, comme l'aspect d'un Constant Guys. En fait, l'éblouissante madame Contale, dont Clément Bellin s'est follement épris au cours d'une permission, a passé la soixantaine. Mais à l'instar de la duchesse sa devancière, comme elle ne s'est donnée à Bellin que dans l'obscurité, celui-ci ignore tout de son état civil. Et par bonheur, un obus le tue avant qu'il ait pu apprendre l'âge de sa divine bien-aimée. Je dis par bonheur, l'auteur ayant pris ce quiproquo, sinon au tragique, au pathétique, et laissant aux mauvais esprits la responsabilité d'en sourire. Telle quelle, l'histoire n'en est pas moins pleine de grâce, abondante en traits ou en personnages pittoresques, et d'un agrément constant. Mérimée en eût fait une nouvelle. Maupassant un conte. Tout augmente ! Seulement ici, il n'y a pas à se plaindre.

Valentin, de M. Henriot, est — à ce prénom-titre vous l'avez déjà deviné — un émule d'*Adolphe*. Comme sujet, l'analyse impitoyable, tenace et dénudée d'un cas de passion s'alliant à un cas de conscience. Nul détail physique, nul portrait des héros, trois cœurs aux prises, presque sans corps. Deux de ces cœurs sont deux amis étroitement unis, le troisième une femme, maîtresse de l'un, puis devenant, après une héroïque résistance, maîtresse de l'autre. Vous voyez le drame. Les épisodes nous en sont retracés par M. Henriot d'une façon serrée, rapide, poignante, dans une langue dépouillée de toutes fioritures, et rien de plus curieux que le contraste entre la froideur classique de ce style et la véhémence romantique des personnages. Le livre n'a sans doute pas l'âpreté ni la généralité d'*Adolphe*, mais il dépasse de beaucoup en portée et en émotion *l'Instinct et le Souvenir*, le précédent roman de M. Henriot, et il fait au jeune romancier grand honneur.

Puis en regard de ce trio de psychologues n'évoluant que dans le sentiment et les parages mondains, voici un duo de réalistes populaires, j'entends ayant choisi pour cadre les faubourgs et pour héros de petites gens, sinon pis : M. Alfred Machard et M. Francis Carco.

Trique, gamin de Paris, forme le tome neuvième de cette série que M. Alfred Machard eût pu, tel Ratisbonne, intituler la *Comédie enfantine* et qu'il a dénommée plus ambitieusement : *l'Épopée au Faubourg*. Vous y retrouverez avec leur candeur, leurs bravades, leur langage stéréotypé, toutes ces mômes et tous ces lardons dont M. Alfred Machard s'est institué, avec M. Poulbot, le peintre breveté ; c'est-à-dire beaucoup de verve, beaucoup de vérité, beaucoup de talent. Cependant, pour être sincère, M. Alfred Machard me semble sur une pente dangereuse. A ce train, ses *Cent gosses* du début ne tarderont pas à devenir les *Cent mille gosses*. Il tourne au père Gigogne. Et à se borner continûment aux mêmes personnages, il finira par se répéter, si ce n'est déjà fait. Figurez-vous Victor Hugo, après le succès triomphal de Gavroche, s'obstinant à ne plus nous offrir que des gavroches ; fatalement, un jour ou l'autre, il aurait rebuté le lecteur. En se confinant sans répit à la hauteur de Nénesse, de Titine

ou de Trique, M. Machard court les mêmes risques. Il sait voir, entendre, décrire. Qu'il ferme donc sa nursery en plein vent et qu'il nous donne désormais, sur d'autres sujets, d'autres types, les bons livres que nous espérons de lui.

M. Francis Carco a commencé comme Huysmans par des croquis parisiens intitulés *Instincts*, et continué comme Charles-Louis Philippe par la peinture des apaches et de leurs compagnes. La présentation de ces personnages m'est difficile, non qu'ils aient choqué ma pudeur, mais parce que la politesse me commande de vous croire sur ce chapitre plus chatouilleux que moi. *Instincts*, le titre du premier livre de M. Carco pourrait, d'ailleurs, servir de titre général à tous ses autres livres, car ce qu'il a voulu nous y décrire, ce sont, au sein même de la civilisation et de l'ordre, des héros quasiment sauvages et n'obéissant qu'aux impulsions de la primitive nature. En quoi il diffère de Charles-Louis Philippe, sans le surpasser, car si *Bubu de Montparnasse* nous offrit également des personnages crapuleux et des milieux louches, la description de ces personnages et de ces milieux ne formait pas le but unique de l'auteur. Elle n'était pour lui qu'un moyen d'attirer la pitié sur certaines misères, l'attention sur certain péril social ; et Louis Philippe s'y montre bien moins un adepte du naturalisme qu'un disciple du Tolstoï de *Résurrection*.

M. Francis Carco, quoique n'étant dénué, quand il le faut, ni de générosité, ni d'émotion, goûte évidemment un plaisir plus direct au maniement de ses personnages ; et c'est vraisemblablement à la sympathie amusée ou attendrie de leur auteur que ceux-ci doivent tant de relief et de vitalité. Somme toute, ils ont rencontré en M. Carco un annaliste fidèle, ingénieux, hardi, doué d'une « patte » énergique ; et pour peu que vous ne soyez pas trop collet monté, je vous engage à lire leurs diverses aventures, depuis le singulier *Jésus-la-Caille* jusqu'aux *Malheurs de Fernande* et aux *Innocents*. Ce sont partout des récits attachants ou comiques, ou dramatiques, qu'un humour presque permanent élève au-dessus du plat réalisme. Pourtant je crierais volontiers à M. Carco le même casse-cou qu'à M. Machard. Les petits bars, les hôtels borgnes, tout le grouillement des bas-fonds, sujets aussi dignes de

l'artiste que tant d'autres, mais à condition de ne pas s'y enliser et de se rappeler qu'ici-bas, dans la vie, dans la société, il n'y a pas que les grinches, les filles et les conflits de leurs instincts farouches.

Et pour finir, voici un « isolé », M. Marcel Proust, avec *Du côté de chez Swann* et *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, deux romans tellement bizarres, tellement émancipés de toute discipline, bref, tellement anormaux qu'on s'épuiserait à en dire tous les défauts, toutes les étrangetés et qu'on se perd même à y vouloir choisir.

D'abord leur masse que je qualifierai d'éléphantiforme, car ces deux volumes à eux deux représentent bel et bien, typographiquement, sept ou huit romans de la dimension courante. Et M. Proust nous en annonce sous presse trois autres de même taille. C'est le record des six mille pages de *l'Astrée* battu !

Ensuite leur minutie qui dépasse en raffinements les pires tortionnaires de la psychologie. Deux maîtres, dont l'œuvre a certainement influé sur M. Proust, Dickens et Tolstoï, nous indisposaient souvent par la lenteur de leurs récits et la ténuité de leurs remarques. Auprès de M. Proust, il font figure de trains-éclairs. Au bout de cent pages, on récapitule ce qu'on a lu : on se trouve avoir suivi une promenade ou assisté à un déjeuner. C'est plus que de la psychologie au microscope ; c'est de la psychologie en pellicules de cinéma, où un pas, un geste se décomposent en vingt clichés.

Ensuite le style, d'une correction presque toujours absolue, mais offrant des enchevêtrements, des puzzles tels que les plus aguerris s'y reprennent à deux fois sur chaque phrase. A croire que M. Proust, en s'exerçant à pasticher Saint-Simon — et avec quel brio ! — a contracté le germe de la période interminable et des incidentes casse-tête.

Enfin, les négligences allant par endroits jusqu'au rabâchage, comme par exemple, au tome II, où page 426 nous apprenons que « les rêves du héros se trouvèrent libres de se reporter sur telle ou telle des amies d'Albertine et d'abord sur Andrée ». Puis à la page 433, que « ses rêves se retrouvaient libres de se reporter sur telle ou telle des amies d'Alber-

tine et d'abord sur Andrée ». Ce qui, la seconde fois, manque un peu d'imprévu.

Quant au sujet de ces pachydermiques volumes, oh ! des plus simples, un souffle, un rien : *1re partie* : le héros, un petit garçon de vieille bourgeoisie, s'amourache à la campagne d'une petite voisine, mademoiselle Gilberte Swann ; *2e partie* ; histoire méticuleuse de la liaison qui a précédé le mariage de madame Swann et de M. Swann, parvenu mondain de haut bord, membre du Jockey ; *3e partie* : divers rapprochés avec Gilberte, puis rupture ; *4e partie* : séjour à la mer, amourette avec une petite jeune fille du nom d'Albertine, et flirts vagues avec ses compagnes. Et c'est tout.

Eh bien, après cet éreintement carabiné, je vous étonnerai fort en vous déclarant qu'avec le *Jean Barois* de M. Martin du Gard paru en 1913, les deux volumes de M. Proust forment, à mon avis, une des œuvres les plus intéressantes, les plus captivantes, pour ne pas dire les plus importantes qui aient vu le jour en ces dernières années.

Ils sont le contraire de tout ce que j'aime : ordre, choix, sobriété. Techniquement parlant, ils n'existent pas, sont construits en dépit de tout bon sens et de toutes règles — ni romans, ni mémoires, ni recueil de maximes — des hottes à souvenirs et à impressions plutôt que des livres.

Mais qu'importent les fautes de métier, si en arrière on trouve quelqu'un, une âme, une sensibilité personnelle, une intelligence vive et libre? Et c'est le cas pour M. Proust.

Dans ces neuf cents pages de texte archi-serré, presque pas une seule de médiocre, presque pas une seule qui ne charme l'esprit, qui n'émeuve, qui ne fasse sourire. Il n'est pas jusqu'au style même dont les méandres et les contorsions ne s'achèvent à chaque instant en un tour piquant, un mot qui frappe, une image neuve, un trait d'écrivain. Ajoutez-y, sauf quelques silhouettes un peu conventionnelles et vulgaires, comme la vieille bonne Françoise ou le jeune cuistre parnassien Bloch, toute une galerie de silhouettes mondaines, égalant pour la finesse ou le relief, les meilleurs portraits de *Guerre et Paix*. Ajoutez un sens délicat des sites, de la nature. Enfin, une grâce osée à peindre les amours puériles comme je ne m'en rappelle d'analogues que dans le déjà nommé

Guerre et Paix ou dans le joli livre de M. Larbaud, *Enfantines*. Et vous comprendrez comment, en nous donnant tant de mal, M. Proust peut nous donner tant de plaisir.

Tout ce que je reprocherais à l'auteur de *Swann* ce ne sont pas ses travers de technicien qui me semblent irrémédiables, ce n'est pas l'espèce de paresse artistique dont ils témoignent ; ce serait plutôt certaines faiblesses dans les tonalités de ses récits.

Il y a là dedans, en mainte remarque, en mainte observation, en maint souci, comme du poussiéreux, du désuet. Le snobisme même qui imprègne ces pages, quoique l'auteur s'en défende, date déjà, paraît 92, Sagan, cordon de moire noire ; et quelque chose des préjugés bourgeois d'alors plane sur toute l'œuvre.

M. Proust alléguera que c'est de l'histoire. Mais précisément, ce qui caractérise l'histoire, c'est de nous donner la sensation du révolu et non du démodé.

Souhaitons donc que dans ses prochains livres, M. Proust arrive rapidement à notre époque. Car au contact de l'heure actuelle, il perdra certainement cette buée archaïque, ce je ne sais quoi de vieillot qui ternit un peu ses récits.

***

Le titre de *l'Indiscret*, de M. Edmond Sée, que le Théâtre-Français vient de reprendre avec un vif succès, est assez amphibologique. Il fait croire à une comédie de caractère, quand c'est une comédie de sentiment qui nous attend. Le héros n'est pas indiscret par tempérament, mais par occasion ; ses indiscrétions ne proviennent pas du besoin de parler, de briller ; elles ne sont que des exutoires à ses joies ou à ses douleurs de cœur. En réalité, il ne trahit pas, il déborde. D'où un certain trouble chez le public qui, sur la foi du titre, ne demande qu'à rire de ses indiscrétions — traits de caractère — puis reste surpris de ses exaltations tragiques — traits de passion.

Par contre, l'héroïne semble un personnage moins défendable puisqu'elle ne s'avise de l'indiscrétion de son amant et ne s'en révolte que dans l'instant où elle se dispose à le tromper. Les protestations qu'elle élève au nom de son honneur menacé

ne représentent que des échappatoires vers une aventure nouvelle. Dans ses griefs, elle a tout le comique du loup se plaignant de l'agneau. Sa rouerie risque de faire sourire. Et en tout cas, elle n'émeut pas.

Mais tous ces légers défauts disparaissent sous la sincérité, l'humanité, la chaleur dont est animée la comédie de M. Sée. C'est une de ces pièces comme en produit seule la jeunesse, une œuvre où un cœur s'avoue, se vide, et dont les cris comptent dans le répertoire de la douleur humaine.

Certains ont trouvé odieux ce jeune chérubin en contravention avec tous les usages du monde et de la société. Cela tient peut-être à ce qu'ils ignorent combien l'amour peut rendre anarchiste. Qu'eussent-ils dit de Pouchkine, qui, en plein Opéra, en pleine première loge, mordait, dans une crise de jalousie, l'épaule nue de sa perfide maîtresse?

FERNAND VANDÉREM

P. S. — Les concours de tragédie-comédie au Conservatoire ont présenté cette double particularité d'être universellement déclarés médiocres et de déclencher sur les concurrents une avalanche de lauriers : trente-trois candidats primés sur cinquante.

Il est vrai que beaucoup des concurrents mâles ayant perdu quatre ou cinq années au front, il s'agissait, vu la limite d'âge, de les couronner au plus vite, si l'on ne voulait pas qu'ils quittassent la maison, dénués de tout diplôme. Et du moment qu'on y allait si largement avec les messieurs, comment, sans manquer à la galanterie, se montrer pingre envers les dames? Au résumé, de part et d'autre, ce qu'on appelait, en 1914, des prix de guerre.

Il faut aussi noter la haute équité de M. Lafferre n'hésitant pas à repêcher d'autorité trois infortunés candidats, omis sur la liste de concours. Ce repêchage a été accueilli par ce que l'*Officiel* nomme des « mouvements divers ». Néanmoins, nous avons désormais, rue de Grenelle, plus qu'un grand-maître : un maître. Et comme il est écrit au livre de *Samuel* : « *Rex erit super nos, et judicabit nos rex noster, et egredietur ante nos.* »

Parmi les lauréats, je signalerai M. Drain, qui jouera agréablement les Barré, mademoiselle Renard qui a une bien belle voix et une bien belle auto, et mademoiselle Renaud qui marque déjà de la personnalité et à qui je crois de l'avenir.

F. V.

L'ÉVOLUTION DU JAPON

SA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

Depuis des mois, le monde, de toutes ses forces encore organisées, se débat, lutte pour un renouveau d'équilibre, un aboutissement de paix, d'une paix toute de reconstitution rapide. Dans l'immense dénuement de l'Europe, son épuisement économique, une production intensive, tant agricole qu'industrielle, est immédiatement nécessaire : production pour les besoins intérieurs, mais aussi pour les besoins extérieurs, pour les marchés autrefois tributaires des industries de l'Entente, des marchés capables de l'aider à revivre, à reconstituer ses réserves financières.

L'Angleterre, pays exportateur par excellence, dont l'outillage n'a pas été atteint durant la guerre, s'est lancée en avant sitôt l'armistice signé. Manchester, la grande cité des filatures, des tissages, qui couvre le monde de ses cotonnades, a fait ses offres habituelles à ses grands clients, l'Inde et la Chine. Or, Inde et Chine, surtout l'Inde, ont fort peu répondu : un nouveau fournisseur avait surgi depuis peu de temps, un concurrent que la lutte d'Europe — le *harakiri* des grandes nations de race blanche — a grandi à un degré que peu de gens encore soupçonnent.

Oui, il s'est levé, dans l'Orient lointain, un nouvel empire, une vigoureuse nation, qui se développe fébrilement, dans l'enthousiasme, l'orgueil légitime de sa rapide croissance, du « potentiel » que représentent ses 75 millions d'âmes.

Cet empire, c'est le Japon, la terre de la déesse Soleil, ardente, vivifiante, reine de l'Asie, — reine du monde un jour, pensent secrètement ses fils. L'emprise économique du Japon, durant la guerre, ne s'est pas confinée à la Chine, à l'Indo-Chine, aux Indes néerlandaises et à l'Inde anglaise ; elle s'est étendue jusqu'en Afrique australe, jusqu'en Amérique, le sud-Amérique surtout. L'Europe elle-même, l'Angleterre principalement, a été touchée sur son propre sol, dans l'industrie de la bonneterie en particulier — bonneterie de soie, mais aussi de coton.

Le cri d'alarme vient d'être jeté par les Chambres de commerce. Le *Times* du 12 avril dernier va jusqu'à dire que la concurrence japonaise, en ce qui concerne la lingerie de coton, est un désastre véritable pour le marché intérieur anglais. La situation apparaît si sérieuse, en ce qui regarde surtout les grands marchés de l'Orient aux centaines de millions de clients, que le Gouvernement est sommé par les industriels du Lancashire d'avoir à constituer, d'urgence, une mission de spécialistes qui s'en irait enquêter sur les marchés de l'Inde et d'Extrême-Orient.

N'est-il pas impressionnant cet exemple d'une menace aussi directe, venant de si loin, à l'industrie anglaise, à la si puissante industrie des textiles, menace surgissant d'un nouveau-né dans le monde économique, d'un insulaire si pauvre, si dénué de moyens il y a vingt ans encore, un nouveau-né qui entend brûler les étapes d'une croissance normale, qui aspire à un développement de géant?

Mais c'est aussi l'Amérique qui s'émeut : les États-Unis envoient en Europe une mission spéciale de l'industrie cotonnière, parce que « les progrès rapides de l'industrie textile japonaise ont créé de ce côté une situation difficile en France, en Belgique, en Russie et en Angleterre (New-York, 18 mai) ».

Il devient donc particulièrement intéressant et utile de faire connaître au public français, en un résumé précis, toute l'étendue de l'effort économique japonais, de ses réalisations ces dernières années, depuis 1914 principalement. Il importe également de se résigner, une bonne fois, à considérer dans le Japon autre chose que le pays des bibelots minuscules et

des kimonos fleuris ; il importe de l'envisager sous son aspect réel, son indéniable métamorphose en puissance économique, en puissance politique aux ambitions illimitées ; une puissance avec laquelle il faudra de plus en plus compter.

Telle est la réalité ; rien ne servirait de chercher à s'illusionner sur des apparences et même sur quelques faits isolés. Une longue étude d'un diplomate à ce sujet, récemment parue, est particulièrement décevante : elle nous rejette dans le passé, dans le Japon de *Madame Chrysanthème*, laisse totalement dans l'ombre, incompris, le puissant avatar réalisé, avec les inquiétantes aspirations nouvelles qui en jaillissent, irrésistibles, violemment impérialistes.

La guerre a permis au Japon de développer son commerce, ses industries, sa marine marchande à un degré extraordinaire, dépassant toute prévision. Les profits ont été immenses et tout de suite utilisés pour plus de progrès, plus de puissance industrielle.

Les bénéfices énormes réalisés par l'industrie japonaise lui ont naturellement permis d'amortir en totalité ou en grande partie ses dépenses de développement ou de création d'usines, de chantiers, ses dépenses d'exploitations nouvelles, minières, par exemple : ces dernières doivent la libérer de toute dépendance étrangère en ce qui concerne l'*acier*, dont le Japon consomme actuellement 1 200 000 tonnes, tandis qu'il n'en produit que de 550 à 600 000. L'effort a été tel en 1918 que la production a atteint 800 000 tonnes et comme cet effort n'ira qu'en s'accentuant, que de nouveaux gîtes importants sont mis en exploitation, on peut estimer que d'ici quatre à cinq ans elle ne sera pas loin de 1 200 000 tonnes. Cette quantité, d'ailleurs, est déjà envisagée comme un minimum : l'État-Major et la Marine, d'accord avec les métallurgistes, étudient déjà les moyens de produire 5 à 6 millions de tonnes d'acier annuellement.

Le Japon étant pauvre en minerai de fer, c'est la Corée, mais surtout la Chine qui est mise à contribution : au Hou Pé, mines de Ta Yé ; au Chan Tong, mines de Tsïn Ling Tchen ; en Mandchourie méridionale, mines de Pen Hsi Hou et de Ngan Chan Tien. Les gîtes actuellement étudiés de cette der-

nière province réprésenteraient 250 millions de tonnes de minerai. La Mandchourie du Nord serait encore plus minéralisée, et en minerais de toute sorte.

En ce qui concerne le cuivre, le Japon en possède abondamment : sa production est bien près d'atteindre 100 000 tonnes. Il se place maintenant au deuxième rang des pays producteurs de ce précieux métal, dépassant l'Espagne, le Mexique, la Russie.

Il y a encore lieu de signaler l'argent, le plomb, l'antimoine, dont la production devient intéressante, le soufre, qui est très abondant (production de 72 000 tonnes en 1915), et enfin l'or, dont la quantité extraite devient appréciable : 7 500 kilogrammes en 1915.

Quant au charbon, il est abondant et bon marché, parce que facilement distribué par eau à travers la mer Intérieure. La consommation pour les transports et l'industrie a passé de 7 280 000 tonnes, en 1906, à 16 260 000, en 1915.

Un autre combustible important est le pétrole qui s'exploite à Sakhaline de plus en plus. La production en 1915 a atteint 2 568 000 kokus[1]. D'autres gîtes pétrolifères ont été récemment découverts dans l'île de Formose.

La force motrice hydro-électrique jouera aussi, d'ici longtemps, un grand rôle, en raison du nombre considérable de chutes d'eau qui existent dans ce pays partout accidenté.

Le Japon a donc les moyens de fournir à sa population laborieuse de la force motrice à très bon compte. Aussi le nombre de ses ouvriers d'usines et d'ateliers a-t-il passé de 622 000 en 1906, à 910 800 en 1915, et a dépassé le *million* en 1917. Les industries textiles utilisent déjà plus de 600 000 ouvriers et se développent encore considérablement. Le Japon en crée aussi en Chine et veut même en établir en Indo-Chine et jusque dans l'Inde anglaise. Lui qui, il y a dix à quinze ans, ne possédait que quelques centaines de mille broches, en compte à l'heure actuelle 3 millions sur son seul territoire insulaire.

L'industrie de la laine, qu'on ignorait totalement au Japon, il y a encore peu d'années, a compté en 1915 comme chiffre

1. Koku = 1 hectolitre 80.

d'affaires pour 40 284 000 yens [1]; elle fabrique principalement des mousselines, flanelles, serges, draps et couvertures. Les industries du fer, la construction mécanique, inexistantes il y a peu de temps, occupent à l'heure actuelle 120 000 ouvriers au moins. Les industries chimiques, plus de 100 000 ; l'alimentation, 151 000 ; la fabrication du papier, les articles en cuir, bois et bambou pour l'exportation, 85 000. Mais le plus étonnant développement est celui de l'industrie électrique, qui, en 1906 ne comptait que 1 284 moteurs d'une force de 4 063 kilowats, en utilisait 42 000 en 1915 (générateurs à vapeur), d'une force de 137 000 kilowats. Ce chiffre est largement dépassé maintenant, puisque rien qu'en force hydro-électrique, le Japon s'est enrichi d'une production de 760 000 kilowats, atteinte en juillet 1918. En outre, il s'adonne de plus en plus à la fabrication d'appareillages électriques, et durant la guerre, sous le stimulant de la nécessité, il a réussi à construire les machines électriques de grande puissance qu'il achetait encore en Allemagne. Il établit maintenant des dynamos de 10 000, de 12 000 kilowats, et des turbines de 7 000. Aussi a-t-il commencé à exporter sérieusement, sextuplant son exportation en quatre ans.

J'ai fait allusion aux industries chimiques. Le Japon les développe fiévreusement, en ayant saisi toute l'importance tant au point de vue industriel qu'au point de vue militaire. Personne n'a suivi plus attentivement que lui les progrès si homicides de cette guerre. Aussi entend-il se libérer entièrement de toute dépendance étrangère en ce qui concerne toute fabrication d'ordre chimique. Il possède depuis des années des spécialistes éduqués en Allemagne qui, depuis leur retour, se sont attachés à former de nombreux élèves. Le Japon s'est naturellement beaucoup adonné à la fabrication des couleurs synthétiques, à celle des médicaments de toute sorte, et il faudra compter avec lui pour les produits de cet ordre [2]. Il fabrique même, prétend-on, de la morphine pour les Chinois, en remplacement de la pipe d'opium.

En verrerie, il a fait d'immenses progrès, si bien que la Belgique a fini d'exporter désormais des vitres en Chine.

1. Yen = 2 fr. 60.

2. Il a produit, en 1917, 20 000 livres anglaises d'iode et d'iodures.

Mais les vitres, c'est peu de chose : le Nippon peut nous expédier maintenant presque toute la délicate verrerie de laboratoire et jusqu'au thermomètre médical.

Le Japon a résolument abordé l'industrie de l'horlogerie, il produit par milliers montres et pendules. Il imite toutes les quincailleries, fait de la tôle émaillée et a même réussi à exporter, en 1916, pour 12 millions de yens d'articles en fer ou en acier ouvré. Il imite tous nos instruments scientifiques, fabrique des mètres, des balances de précision, des lunettes astronomiques, des jumelles prismatiques, des microscopes Il fabrique aussi toute sorte de parfums, de savons, y compris ceux de luxe, des liqueurs et même des cognacs [1], ou encore notre vermouth, qu'il se garde bien de boire, qu'il se contente d'exporter. On l'accuse même d'imiter un peu trop facilement les produits de grande marque européens et américains : mais le haut commerce japonais et le Gouvernement réagissent de plus en plus contre ces abus.

Le Japonais essaye d'imiter aussi certaines fabrications, certains tissus de soie pour le goût européen, les velours en particulier et même les rubans. Il est encore loin de nous, mais il poursuivra son initiative avec la patience, la ténacité qui le caractérisent. Sa concurrence est d'autant plus à envisager, pour certains produits, qu'il possède la matière première en abondance. Il a sextuplé sa production de soie grège en quinze ans; et avec la disparition de la sériciculture en France, nous dépendons de plus en plus du Japon. Il y a bien la Chine, mais le Japonais cherche à mettre la main sur la production de ce pays, visant ainsi à devenir, en même temps que le grand producteur, le grand répartiteur mondial de la soie grège. En 1916, il a vendu pour 604 millions et demi de yens de soie brute ou ouvrée, la soie brute exportée aux États-Unis, en France et en Italie comptant pour le chiffre énorme de 267 millions de yens.

Il agit de même en ce qui concerne les oléagineux dont la Chine est si riche en quantité et variétés. Or, cette question des oléagineux est de la plus haute importance, intéresse tout particulièrement Marseille, d'autant plus que l'Angleterre

1. Alors que la culture de la vigne n'existe pas chez lui.

semble devoir se réserver toute la production de l'Inde dont nous étions largement tributaires.

Le Japon a un énorme avantage sur nous du fait de sa proximité de la Chine. Il se glisse partout, va dans la profondeur des provinces, des moindres districts, peut traiter directement avec le producteur, l'acheteur, dont il parle la langue. De plus, le Japonais userait de certains moyens, à l'allemande, qui lui feraient le plus grand tort s'ils se développaient, s'ils ne restaient l'erreur de quelques marchands trop habiles.

On a aussi accusé le haut commerce japonais de viser à l'accaparement des principales matières premières de l'immense Chine par des combinaisons entre les grandes compagnies de navigation et les grands exportateurs japonais. Mais cette tentative, si elle s'est quelque peu matérialisée, ne saurait durer, — ne serait-ce qu'en raison des risques courus par les spéculateurs, et des représailles inévitables. Le Japon en viendra rapidement à une conception plus nette des limites que comporte toute loyale concurrence.

La presse japonaise a commencé, ces derniers mois, une campagne où elle dénonce ces pratiques, ne pouvant les nier. Elle dénonce, en particulier, la tromperie sur la quantité et la qualité des marchandises délivrées aux clients de Chine, d'Australie, des Indes. Elle s'exprime à peu près ainsi : « Une ère nouvelle doit s'ouvrir où l'industriel, le commerçant, l'armateur auront conscience de tous leurs devoirs et tiendront désormais à honneur de laver le Japon d'accusations hélas ! méritées. Au travail donc, dans l'intérêt mieux compris du grand Japon. »

Et il est à l'œuvre, le Japonais, dévorant d'activité, se multipliant. Aussi, son effort sera-t-il puissant, remarquablement continu. Il sera d'autant plus sérieux, cet effort, qu'il sera compact, réunira tous les éléments d'efficacité. Au Japon, en effet, toute l'industrie, tout le commerce, tous les capitaux sont entre les mains de quelques hommes, tels que les Mitsui, les Kuhara, les Assano, les Susuki, les Sumitomo. Ils possèdent les charbonnages, les gîtes métallifères, emmagasinent la production agricole, construisent et

possèdent les navires, les usines; ils sont exportateurs et importateurs de tous produits, et les banques sont leurs banques. Les docks des ports sont leurs docks. Une armée d'artisans, de marins, d'employés de toute sorte gravitent autour de la famille Mitsui. Les employés supérieurs, ingénieurs, chefs d'entreprise, capitaines de navires constituent la « clientèle » de ce clan, au sens romain du mot. Et, roi de la soie, roi du coton, roi des oléagineux, roi du cuivre, tous ces potentats du « business » sont trustés ou se trustent chaque fois qu'il est nécessaire, que l'intérêt général l'exige. Et par qui sont-ils mus? D'où vient le mot d'ordre qui courbe toutes les volontés, éteint momentanément toutes les convoitises particulières? Du Trône, du Palais mikadonal, ou plutôt des vrais gouvernants, des *Genros*, qui restent pendant que ministres passent, qui restent malgré toutes les attaques dont ils sont l'objet depuis quelque temps. D'ailleurs, peu importe qu'ils disparaissent : leur esprit subsistera, l'esprit de toutes les générations d'ancêtres, affolées d'amour pour le Dai Nippon, la Terre sacrée de la déesse Soleil.

Il ne faudrait pas croire toutefois que l'action du Gouvernement soit tracassière, tyrannique : tout au contraire. Elle est prudente, avertie, a le souci de n'être qu'une aide, une protection, la *régulatrice* de tous les efforts dans un but sacré : la grandeur du Japon. Donc, rien de plus tutélaire, de plus efficient que le Gouvernement japonais. De là, dans le travail, sur tout le territoire, entente, unité d'organisation, discipline de l'ouvrier, conscience du devoir ; grèves rares sauf pour injustices flagrantes ou apparaissant telles. Quant à l'industriel, à l'homme d'affaires, il a toute l'audace américaine. La perspective d'une grande perte ne l'arrête jamais; il recommence, refait une fortune, d'autant mieux que le clan s'emploie toujours à le relever.

Le Japon est donc formidablement armé pour la concurrence, étant donné surtout que sa population atteint déjà près du double de la nôtre. Évidemment, il a encore beaucoup à apprendre et à perfectionner, mais il possède les facteurs de succès matériels et moraux : main-d'œuvre nombreuse, à bon marché, croissant rapidement, capable d'adaptation technique rapide, sinon d'effort créateur ; force motrice et transport à

bon marché ; usines, ateliers neufs avec outillage moderne, navires neufs en grande partie, le tout amorti; 3 millions de tonnes de bateaux contre 790 000 en 1914, et le tonnage actuel, avec la multiplication des chantiers, pourra s'accroître rapidement. Le Japon veut obstinément que sa flotte marchande atteigne 5 millions de tonnes dans les trois ou quatre années qui vont suivre, comme il veut, non moins ardemment, que sa flotte de guerre égale un jour la puissance de la flotte anglaise.

Facteurs moraux : homogénéité de la race pour la plus grande masse de la population ; unité de vue, d'objectifs; patriotisme intense, foi en une haute destinée : la domination de l'Asie et même du monde !

En résumé, l'effort industriel et commercial du Japon depuis vingt ans, mais surtout depuis ces dix dernières années, a été remarquablement continu, tenace, comportant tous les sacrifices individuels ou collectifs en vue d'une fin assignée, ardemment poursuivie : la libération progressive du pays, de la tutelle économique étrangère.

Les résultats obtenus sont considérables : le Japon de Loti, le Japon des bibelots, des riens charmants est sur la voie de devenir un vaste atelier, une puissante usine, où la haute métallurgie voisine avec la grande filature de soie ou de coton, la fabrique de bonneterie, de dentelles même; où les tissages de laine, les distilleries des sous-produits de la houille prospèrent à côté de l'humble boutique où se modèlent encore magots et bouddhas, où se peignent éventails et kimonos, dans un contraste impressionnant.

De 1914 à 1917 inclus, l'accroissement de capital japonais placé dans l'industrie atteint, dans ce pays en formation, le chiffre de 2 milliards 200 millions de yens. Fabriques de celluloïd, de carton, de papier européen, fabriques d'articles de bureau, y compris crayons et même la plume-réservoir ; travail du caoutchouc, même pour bandages d'auto ; galvanoplastie, électricité médicale, céramique sanitaire, lunetterie, le petit homme jaune entreprend tout. L'humble artiste d'antan est devenu mécanicien, électricien, verrier, chimiste. Le charpentier, constructeur de barques, rive maintenant de lourdes tôles d'acier sur les chantiers Mitsubichi ou

Kawazaki; et le pêcheur de la mer Intérieure, qui ne perdait jamais ses côtes de vue, court à l'heure présente les océans sur de lourds cargos, de grands paquebots construits de plus en plus à Nagazaki, à Kobé, à Yokohama. Le paysan, au sabot-escabeau, pataugeant dans la rizière, est devenu mineur. Le rendement des mines a doublé entre 1914 et 1917, et la valeur des minerais et métaux exportés en 1916 a atteint 120 432 500 yens.

Mais si le Japonais s'est montré capable de créer rapidement toutes sortes de fabrications inconnues de lui, il y a peu d'années, il n'a pas déployé moins de qualités de volonté, d'esprit de suite et de patiente organisation dans le développement de l'industrie agricole : en ce qui concerne la sériciculture, en particulier, il a obtenu des résultats tout à fait remarquables. Ayant pris soin d'étudier les méthodes Pasteur, et surtout de les appliquer rigoureusement, sans faiblesse, il a réussi à sextupler sa production de soie grège, en moins de vingt ans, alors que la Chine est restée à peu près stationnaire.

Le coton brut que le Japon a produit jusqu'ici, en très petite quantité, devient l'objet de toutes les attentions du Gouvernement et des industriels. La Chine peut en fournir une quantité considérable, mais ce que le Japon veut cultiver, ce sont les variétés à longue soie d'Amérique et d'Égypte. Il a déjà obtenu en Corée des résultats encourageants, et il va poursuivre inlassablement ses expériences, non seulement en Corée, mais en Mandchourie méridionale : il est bien décidé à se libérer de la tutelle américaine et anglaise.

Il veut être, aussi, producteur de laine, ce à quoi il n'avait jamais songé autrefois. Il a introduit différentes races de moutons, dont l'australien, dans son île septentrionale, le Hokkaido. Il va faire de même en Corée et en Mandchourie. Il se pousse aussi vers la Mongolie, où l'élevage du mouton est très développé, mais avec qualité de laine médiocre.

Et ce n'est pas tout : notre ambitieux Japonais veut avoir son lin, son chanvre et son jute, comme il a déjà la soie et espère produire le coton qui lui est nécessaire. Le chanvre pousse facilement partout en Extrême-Orient, surtout dans le Nord. Quant au lin, les expériences faites, ces dernières années, en Mandchourie, sont concluantes : ce textile y pousse facile-

ment, mais la fibre demande à être améliorée par la sélection et une meilleure culture : le Japonais n'y faillira pas. Il cultive déjà le lin belge au Hokkaido. Est-ce qu'il n'a pas réussi en 1916 à exporter 828 000 livres de fil pour dentelle, — de qualité très médiocre, c'est vrai, mais ce n'est qu'un début?

Je signalerai encore les oléagineux, le tabac, le sucre qui attirent de plus en plus l'attention du Japonais : la Mandchourie si vaste et si productive est pour lui un important réservoir de ces produits. La Mandchourie du Sud est le vrai sol à *soja*, le fameux haricot huileux qui s'exportait par centaines de mille tonnes en Angleterre, avant la guerre.

Les essais de culture de betteraves à sucre tentés récemment dans cette même province ont réussi : la betterave a donné un rendement moyen de 13 p. 100. C'est la Compagnie japonaise du Chemin de fer Sud-Mandchourien, — dont les entreprises de tout ordre ne se comptent plus et pourraient être un exemple pour nous, — qui a fait cette expérience appelée à un grand développement. L'usine de traitement des betteraves a été construite à Moukden et achevée en 1917.

Mais c'est à Formose — la grande île qui commande la Chine du Sud et les bords de Shanghaï, donc l'accès à l'immense bassin du Yangtse —, c'est à Formose que le Japon a fait le plus gros effort de production de sucre, — sucre de canne. Cette production s'est si vite développée que le Japonais est, à l'heure actuelle, exportateur de sucre et tend à concurrencer les Philippines et les Indes Néerlandaises. En 1916, il a exporté pour une valeur de 16 421 000 yens rien que de sucre raffiné.

Il est aussi brasseur et grand exportateur de bière dans l'Extrême-Orient. Il s'est instruit à l'école des Allemands, puis les a évincés du marché. Devenu brasseur, il s'est mis à la culture de l'orge et du houblon.

Bref, partout le Japon augmente le nombre de ses produits de culture et surtout tend à en améliorer le rendement et la qualité. Il a créé des écoles, un institut agronomique au Hokkaido, partie du Japon dont le climat se rapproche le plus de nos climats tempérés. Il a créé des fermes-modèles jusqu'en Corée et en Mandchourie. Un vaste plan de transfor-

mation agricole, y compris l'arboriculture, est en voie d'exécution dans tout l'empire.

L'élevage, cette branche de l'agriculture presque ignorée au Japon, il y a peu d'années, a pris un développement remarquable, l'élevage du cheval en particulier, mais aussi du bœuf, du mouton. Il y a des stations d'expériences, des haras, en particulier au Hokkaido. On s'efforce à n'importe quel prix d'améliorer les races indigènes par des reproducteurs étrangers.

Au milieu de ces créations, transformations, améliorations inlassablement poursuivies, le Japonais insulaire ne saurait oublier que la mer est une source inépuisable de richesse ; aussi l'exploite-t-il, depuis quelques années, rationnellement, scientifiquement. Il a créé des écoles de pêche, intensifié la pisciculture, une spécialité des races jaunes ; il a construit des flottilles spéciales de haute mer, à voile et à vapeur, qui s'en vont dans la mer d'Okhotsk capturer la baleine, le phoque, le thon, la bonite, la morue. Ces flottilles sont montées par 48 000 marins. Sur les côtes du Japon, de Chine et de Sibérie, il pêche, en quantité croissante, le hareng, la sardine, l'anchois, le saumon et l'esturgeon. C'est pourquoi l'industrie des conserves de poisson est en voie de développement rapide au Japon.

Il exporte un produit que nous n'avons jamais songé à exploiter : la gélatine des algues marines, le *kanten*, dont il a vendu en 1916 pour 2 460 650 yens.

On voit la multiplicité des entreprises et les progrès réalisés.

Ce résumé de l'effort industriel, agricole et commercial japonais est assez éloquent. Cette nation homogène, d'une vitalité si grande, concurrente économique d'aujourd'hui, de demain surtout, ne mérite-t-elle pas quelque peu notre attention? Je sais bien que la plupart de ses fabrications sont encore défectueuses, inférieures aux nôtres, le resteront même un certain temps, quelques-unes toujours sans doute. Mais qu'importe? L'amélioration se fera graduelle ; d'ailleurs l'article moyen, médiocre même, trouve plus facilement preneur parmi les centaines de millions de Jaunes ou d'Hindous. Je sais bien que le Japon est sans grande expérience encore, va trop vite même, dans son zèle de néophyte industriel, d'in-

génieur, de technicien encore insuffisant, et surtout sans intelligence créatrice; mais cette intelligence n'est pas une nécessité, car l'Européen, l'Américain s'évertueront, comme par le passé, à l'initier à toutes leurs inventions.

Naturellement aussi le Japon subira des crises économiques, des crises sociales, en raison de l'avidité des possédants; mais sa vitalité, sa capacité de vouloir et de travail sont telles, son patriotisme, son orgueil aussi, dans le violent désir d'égaler en tout la race blanche, que nous devons nous convaincre qu'il deviendra, d'année en année, un concurrent plus redoutable. Il le sera d'autant plus que sa marine marchande, au tonnage déjà important, est ainsi organisée qu'elle peut transporter au loin à très bon marché.

La guerre lui a aussi permis de prendre pied commercialement en Indo-Chine, dans l'Inde Anglaise, l'Afrique Australe, l'Égypte, l'Asie Mineure, le Centre et le Sud-Amérique, et même l'Europe. Le Sud-Amérique est particulièrement visé en ce moment : il tente un effort considérable tant sur la côte orientale, plus éloignée, Argentine et Brésil, que sur la côte occidentale, Chili, Pérou et Mexique. Ce printemps, deux expositions de produits japonais se tiendront à Buenos-Ayres d'une part, à Rio de Janeiro d'autre part.

Son avenir, son développement total, impressionnant, est aujourd'hui plus que jamais assuré : la Conférence de la Paix, liée par des traités secrets, abandonne le Chantoung aux Japonais et laisse dans l'ombre la question de Mandchourie, d'importance mondiale cependant : toute la Chine du Nord tombe dans la sphère d'influence, l'emprise immédiate du Japon.

Que représente cette Mandchourie? Rien moins qu'une immense région de 810 000 kilomètres carrés (France, 536 000), plus riche encore que le Chantoung dans ses parties cultivées et possédant en outre, dans la moitié nord, un vaste territoire encore inexploité, capable du plus grand développement agricole, pastoral et minier. La Mandchourie a donc une énorme valeur économique d'autant que sa population, très vigoureuse, s'accroît rapidement, atteint déjà près de 20 millions d'âmes.

Il est aussi important de mentionner, en ce qui concerne plus directement l'Europe, que la seule grande voie de communication terrestre, facile et rapide, entre la France, l'Angleterre et l'Extrême-Asie, le Transsibérien, traverse la Mandchourie, que le tronçon-terminus, dit de l'Est chinois, long de 1 700 kilomètres, constitue le seul débouché de l'Europe en Chine. Or, ce n'est plus la Russie effondrée qui domine l'énorme province de Mandchourie et son grand tronçon ferré terminus, mais bien le Japon qui l'en a chassée, comme on le sait et l'occupe virtuellement depuis. Déjà, en 1914, la soie grège asiatique s'est détournée en partie de la voie de mer, a pris le Transsibérien, si bien que Moscou se préparait au moment de la guerre à devenir le marché de la soie en Europe, au détriment de Lyon et de Milan. La Sibérie, ce Canada asiatique, est maintenant considérée dans sa partie orientale, comme sphère d'influence japonaise où l'industriel, le commerçant nippon doivent avoir influence, action prépondérante.

On ne saurait reprocher au Japon sa dévorante activité, son bel effort d'expansion économique, mais nous, Français, devons toutefois nous souvenir que la Russie asiatique, y compris l'Oural, a été surtout développée avec nos capitaux et nos ingénieurs, que la grande voie ferrée reliant l'Europe à l'Extrême-Asie a été en grande partie construite avec ces mêmes capitaux : nous est-il donc possible de nous désintéresser de ces vastes régions aussi importantes politiquement qu'économiquement?

Qu'est le Chantoung? Une vaste province de 30 millions d'hommes, riche en houille et en fer, mais aussi en produits agricoles de toute sorte : céréales, légumineuses, oléagineux, sans oublier ces précieux textiles que sont la soie, le coton et le chanvre. L'Allemagne avait fait un bon choix et c'est un véritable protectorat qu'elle exerçait sur le Chantoung, qu'elle dominait par la construction de la voie ferrée Tsing Tao-Tsinan, celle de Tientsin-Hsu-Tcheou et la mainmise sur les principaux gîtes miniers.

Mais quelle situation découle de la seule maîtrise du Japon sur le Chantoung ? La ligne ferrée Tsing-Tao-Tsinan conduit sur les communications directes de la Chine du Nord avec la Chine Centrale permet de menacer la capitale, Pékin, de

l'*isoler*, même, de l'immense bassin du Fleuve Bleu. On comprend donc l'émotion de la Chine à ce moment, sa profonde inquiétude. Elle se voit virtuellement dépossédée d'un territoire deux fois grand comme la France et pour elle de si grande valeur économique, d'un territoire qui permet au Japon de la dominer politiquement.

Certains m'ont posé la question : « Mais pourquoi cet immense pays de 400 millions d'âmes ne se défend-il pas? » C'est ignorer que la Chine n'est qu'une masse amorphe, inorganique, en crise d'évolution, de croissance, pacifiste dans l'âme, et n'ayant qu'un fantôme d'armée qui serait brisée par le Japon à la première tentative de résistance.

Nous espérons toutefois que le Japon sera généreux puisqu'il se proclame le champion de la paix en Asie, le champion des faibles surtout. Mais ce qu'il nous est difficile d'oublier, nous, c'est que le Japon, cet empire guerrier de 75 millions d'âmes, d'une si belle audace, d'une si grande vigueur, va devenir rapidement, par l'exploitation si directe de la Chine aux immenses ressources, une puissance formidable, politiquement, économiquement : ce n'est plus l'équilibre asiatique seulement qui est rompu, surtout depuis la débâcle russe, mais bien l'équilibre mondial. C'est là une réalité qu'il serait vain de nier.

Le remède existe, mais il faudrait avoir le courage, la patience de l'appliquer : il s'agirait d'aider, de protéger la Chine, nous les grandes nations de race blanche, de la sortir du chaos politique, du chaos financier où elle se débat, s'enlise, d'en faire la « régulatrice » de la paix asiatique, de la paix mondiale, peut-on dire, si l'on sait regarder dans l'avenir. Le Japon pourrait coopérer à cette grande œuvre pacifique, l'activer considérablement ; il en retirerait le suprême bénéfice, lui le voisin immédiat de la Chine, si fortement organisé déjà pour une poussée économique des plus féconde.

J'ai exposé une série de faits, et de ces faits la conclusion est aisée.

Loti a dit : « Petit, vieillot, à bout de sang et de sève, est le Japonais ; j'ai conscience de sa momification qui va bientôt s'achever... » Loti n'est pas allé au delà des appa-

rences : cet émotif a cédé à des impressions, des impulsions sentimentales, au lieu de faire appel à son jugement pour scruter des faits, rien que des faits. Il n'a vu qu'un masque, non le vrai facies, la vraie forme physique, saine incontestablement. Surtout il n'a pas su voir l'âme ardente, si jeune et si puissante de volonté.

Écoutez aussi un Anglais, sir Arnold : « Le Japonais tient plus de la nature de l'oiseau ou du papillon que de celle de l'homme ordinaire. Il ne voudra ou ne pourra jamais prendre la vie au sérieux. » Des oiseaux, des papillons, des enfants ne pensant qu'à leurs jeux, ces Nippons, ardents guerriers, industriels, agriculteurs progressifs. Des papillons, ces profonds réalistes, d'un si bel esprit de suite, attelés depuis vingt ans à une formidable tâche politique et économique de domination asiatique ! Des papillons, ces Jaunes débordant de vitalité, trop conscients de leur force présente et future ! Des oiseaux, ces lutteurs qui se poussent sur la scène du monde par tous les moyens !

Nous sommes en présence d'une grande nation, d'une très grande nation en formation rapide. Elle va vite, trop vite même à cette heure, embrasse trop à la fois, mais soyez sûr qu'elle se contrôlera, restreindra d'elle-même, sans tarder, mettra au point ses industries, ses finances pour le développement intensif, le rayonnement mondial du grand Japon. Sans repos, sans faiblesse, sans arrêt, il se poussera de l'avant, le Japonais, dans l'exaltation de son orgueil, de sa foi en de hautes destinées, dans son immense amour, son *fétichisme* véritable pour son sol, celui de tant d'ancêtres valeureux qui jamais ne souffrirent sa violation par un ennemi, quelque puissant fût-il.

Dr A.-F. LEGENDRE

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LETTRES INÉDITES[1]

DE

GUSTAVE FLAUBERT

VIII

A Madame Jules Sandeau.

21 octobre. [1861.]

Quelle *gente* lettre vous m'avez écrite ! Il n'est pas possible de lire rien de plus aimable et de plus charmant. J'en ai été ravi et touché. Tout ce que vous me dites de mon livre est bien encourageant et bien bon. Mais qu'en résultera-t-il? Je commence demain mon dernier chapitre que je compte avoir fini vers la fin de janvier [2]. Quant à la publication, il est fort probable (entre nous) qu'elle se trouvera reculée jusqu'à l'automne prochain ou prochaine [3] ; à moins que mon éditeur

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919, la notice de M. André Doderet.

2. Et en janvier 1862, Flaubert écrira aux Goncourt : « *Carthage* n'en finit ! J'ai commencé hier le dernier chapitre. »

3. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie. Croisset, 18 janvier 1862 : « ... Je ne sais cependant si je publierai immédiatement ou si je n'attendrai pas le mois d'octobre à cause des *Misérables* du grand Hugo, dont il va paraître deux volumes, le mois prochain. Cette publication colossale va durer jusqu'au mois de mai (car deux volumes doivent paraître chaque mois), et à cette époque-là commence une mauvaise saison pour les livres. Bref, je trouve un peu imprudent et impudent de me risquer à côté d'une si grande chose. Il y a des gens devant lesquels on doit s'incliner et leur dire : Après vous, monsieur. — Victor Hugo est de ceux-là. »

(je ne sais lequel) ne veuille risquer la chose quand même. Mais il me semble, à moi, très présomptueux et assez stupide de vouloir attirer l'attention publique pendant tout le temps que *les Misérables* paraîtront. Or, si les huit volumes paraissent tous les mois, deux à deux, à partir de février, ce sera une affaire de quatre mois, ce qui me rejette en juin, époque détestable. Voilà.

Je comptais, cet été, sur un peu d'argent pour prendre l'air. C'est de ce côté-là seulement que la chose me blesse. Car je n'ai nullement la maladie typographique. Dès que j'ai fini un livre, il me devient complètement étranger, étant sorti de la sphère d'idées qui me l'a fait entreprendre. Donc, quand *Salammbô* sera recopiée — et recorrigée, je la fourrerai dans un bas d'armoire et n'y penserai plus, fort heureux de me livrer immédiatement à d'autres exercices. Advienne que pourra ! Le succès n'est pas mon affaire. C'est celle du hasard et du vent qui souffle.

Je ne tiens compte que des intentions. C'est pour cela que je m'estime, les miennes étant hautes et nobles. Et voilà pourquoi j'ai défendu le doux Vacquerie. S'il n'a pas plus de talent, est-ce sa faute? Je garde toute ma haine et tout mon dédain pour les gens qui font des choses *convenables* et réussies, — et j'aime mieux un bossu, un nain et même un crétin du Valais qu'un Mosieu quelconque. Il n'est pas donné à tout le monde d'être ridicule. Êtes-vous bien sûr que dans vingt-cinq ans, *la Camaraderie* [1] ou *la Calomnie* [2] sera plus admirée que

1. *La Camaraderie* ou *la Courte échelle*, comédie en cinq actes et en prose, par Eugène Scribe, Théâtre-Français, 29 janvier 1837.

2. *La Calomnie*, comédie en cinq actes et en prose, du même auteur (Théâtre-Français, 20 février 1840). « L'œuvre dramatique la plus pénible, écrit Jules Janin, la plus embrouillée, la plus remplie de fautes de français et la plus triste qu'ait jamais produite l'auteur. » Quelques heures avant la représentation, le Dr Flourens était élu membre de l'Académie française qui lui conférait son premier et unique titre de gloire en le préférant à Victor Hugo. « Ah ! la journée du 20 février 1840, dit encore Jules Janin, sera marquée dans nos annales d'un caillou noir. L'éloquence et les belles-lettres de ce pays auront subi ce jour-là un rude échec. Quelle malheureuse journée pour l'Académie française, je vous prie ! une si incroyable injustice le matin, une si mauvaise comédie le soir ! »

les Funérailles de l'Honneur[1] ? Parlons d'autre chose : le sujet n'est pas gai.

Je viens de me livrer à des lectures médicales sur la Soif et la Faim — et j'ai lu entre autres la thèse du Dr Savigny, le médecin du radeau de la Méduse. Rien n'est plus dramatique, atroce, effrayant. Quel est le sens providentiel de toutes ces tortures? Mais je connais quelque chose de bien plus affligeant pour l'humanité. C'est la *Jessie* du sieur Mocquart[2]. Parlez-m'en un peu. Quelles idées! quel langage! quelle conception! Les expressions me manquent pour exprimer mon horreur.

Vous avez bien raison d'aimer les voyages. C'est la plus amusante manière de s'ennuyer, c'est-à-dire de vivre, qu'il y ait au monde. Ce goût-là, quand on s'y livre, ne tarde pas à devenir un vice, une soif insatiable. Combien n'ai-je pas perdu d'heures dans ma vie à rêver, au coin de mon feu, de longues journées passées à cheval, dans les plaines de la Tartarie ou de l'Amérique du Sud! Mon sang de peau rouge (vous savez

1. *Les Funérailles de l'Honneur*, drame en sept actes, en prose, par Auguste Vacquerie (Porte-Saint-Martin, 30 mars 1861). Voici quelques extraits du compte rendu de Théophile Gautier : « La scène se passe à Séville en 1362, sous ce roi que l'Histoire appelle don Pèdre le Cruel, et la légende don Pèdre le Justicier... A en croire doña Florinde, l'honneur de don Jorge serait en danger, et le fier jeune homme n'entend pas raillerie sur ce point : « S'il y avait jamais sur mon honneur, s'écrie-t-il, je ne dis pas une tache, mais l'ombre d'une ombre, celui qui rêverait, oui, qui rêverait seulement qu'on a touché à mon nom ferait bien de ne pas me dire son rêve!... » Un tapage nocturne causé par Zorzo, coupe-jarret au service de doña Florinde, fait paraître don Pèdre et Béatriz au balcon, et, dans la maîtresse du roi, don Jorge reconnaît sa mère... Les complications les plus masquées s'ensuivent... Enfin, au septième acte, tout s'explique, même le titre... « Un cortège funèbre apporte une bière couverte d'un drap rouge. Don Jorge l'ouvre et fait voir au roi qu'elle est vide. « Où est le cadavre? dit le roi surpris. — Je vais vous le dire... Seigneur, vous m'avez fait grâce; donc je suis désarmé devant vous et l'affront est ineffaçable... Mon honneur est mort... Eh bien! les morts, on les enterre... Descendez le cercueil! » Béatriz se punit en s'empoisonnant et meurt pardonnée. Son fils lui a dit : « Ma mère! »

2. *Jessie*, roman, par C. Mocquart (Paris, 1861, 2 vol.), où l'auteur se propose (c'est lui-même qui parle) de « montrer à quel degré peut s'élever le dévouement d'une jeune fille pour vaincre un grand préjugé et sauver l'honneur de son père ». Voir la lettre à Ernest Feydeau, 1861. « J'ai lu *Jessie*. Rien ne ressemble plus à un chef-d'œuvre tant c'est d'une stupidité continue et irréprochable. Quelle conception! quel plan et quel style! Il n'est pas possible d'imaginer une ordure plus infecte, et dire que ce monsieur-là passe pour un homme d'esprit, un lettré, un malin, un homme fort! O dérision! amertume! »

que je descends d'un Natchez ou d'un Iroquois) se met à bouillonner, dès que je me trouve au grand air, dans un pays inconnu [1]. J'ai eu quelquefois (et la dernière entre autres, c'était, il y a trois ans, près de Constantine [2]), des espèces de délire de liberté où j'en arrivais à crier tout haut, dans l'enivrement du Bleu, de la Solitude et de l'Espace. Et cependant je mène une vie recluse et monotone, une existence presque cellulaire et monacale. De quel côté est la Vocation?

Je vous félicite d'avoir été heureuse, ces vacances, à propos de votre cher fils que « j'aime en vous », comme diraient les gens d'église.

Écrivez-moi de longuissimes lettres où vous direz tout ce qui vous passera par la tête. Plus il y en aura et mieux ce sera. Je pense à vous très souvent et très profondément, et j'ai grande envie de vous revoir.

Je vous baise les mains.

(*Signature illisible.*)

*
* *

Charles Baudelaire à Gustave Flaubert [3].

Janvier 1862.

Mon cher Flaubert,

J'ai fait un coup de tête, une folie que je transforme en acte de sagesse par ma persistance. Si j'avais le temps suffisant (ce serait fort long), je vous divertirais beaucoup en vous racontant mes visites académiques.

On me dit que vous êtes fort lié avec Sandeau [4] (qui disait il y a quelque temps à un de mes amis : « M. Baudelaire écrit donc en prose? »). Je vous serais infiniment obligé si vous lui

1. « Le sang de mes aïeux, les Natchez ou les Hurons, bouillonne dans mes veines de lettré et j'ai sérieusement, bêtement, animalement envie de me battre. » Extrait d'une lettre à George Sand, d'une de ces lettres écrites pendant la guerre de 1870 et qu'il est curieux de relire aujourd'hui. (*Correspondance.* IV. — Éd. Louis Conard.)

2. Le 12 avril 1858, Flaubert partit pour l'Afrique où il visita Constantine. Cette lettre est donc bien de 1861.

3. Pour la commodité de la lecture, nous intercalons les deux lettres de Baudelaire dans la correspondance de Flaubert, au lieu de les rejeter en note. Charles Baudelaire. *Lettres,* 1841-1866. *Mercure de France,* 1906. 2 vol. in-12.

4. J. Sandeau appartenait à l'Académie depuis 1858.

écriviez ce que vous pensez de moi. J'irai le voir et je lui expliquerai le sens de cette candidature qui a tant surpris quelques-uns de ces messieurs.

Il y a bien longtemps que je désire vous envoyer une brochure sur Wagner, et puis, je ne sais plus quoi. Mais, ce qui est bien ridicule pour un candidat, je n'ai pas un livre de moi chez moi.

Sainte-Beuve a fait lundi dernier, dans *le Constitutionnel*, à propos des candidats, un article chef-d'œuvre, un pamphlet à mourir de rire.

Tout à vous. Votre bien dévoué.

IX

Gustave Flaubert à Jules Sandeau.

Croisset, 16 janvier. [1862.]

J'ai une singulière requête à vous faire, mon cher ami.

Voici l'histoire :

J'ai reçu hier, une lettre de Baudelaire m'invitant à solliciter votre voix pour sa candidature à l'Académie.

Or, comme je trouve insolent de vous donner, en cette matière, un conseil, *je vous prie* de lui donner votre voix — si vous ne l'avez déjà promise à quelqu'un.

Le candidat m'engage à vous dire « ce que je pense de lui ». Vous devez connaître ses œuvres. Quant à moi, certainement, si j'étais de l'honorable assemblée, j'aimerais à le voir assis entre Villemain[1] et Nisard[2] ! Quel tableau!

Faites cela ! Nommez-le ! Ce sera beau ! Il paraît que Sainte-Beuve y tient?

Je ne sais rien de toutes ces choses dans mon petit trou, étant acharné à la fin de *Carthage* qui aura lieu dans deux ou trois semaines — après quoi, j'irai vous serrer les deux mains.

C'est ce que je fais à distance — en vous priant de me

1. Villemain (Abel-François), professeur, écrivain, ministre, membre de l'Académie française en 1821, à l'âge de trente et un ans.

2. Nisard (Jean-Marie-Napoléon-Désiré), critique littéraire, entra à l'Académie en 1850, l'emportant, à une forte majorité, sur Alfred de Musset.

déposer aux pieds de madame Sandeau, et de me croire, mon cher maître,

Tout à vous.

G^ve FLAUBERT

X

A Charles Baudelaire.

Dimanche soir. [Janvier 1862.]

Mon cher Baudelaire,

Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. Donc, sans rien comprendre à votre lettre, je viens d'écrire à Sandeau *en le priant* de voter pour vous. Mais sa voix doit être promise.

J'ai tant de questions à vous faire et mon ébahissement a été si profond qu'un volume ne me suffirait pas.

J'espère vous voir avant un mois.

D'ici là, bonne chance.

Et tout à vous.

G^ve FLAUBERT

Malheureux! vous voulez donc que la Coupole de l'Institut s'écroule.

Je vous *rêve* entre Villemain et Nisard.

***

Charles Baudelaire à Gustave Flaubert.

3 février 1862.

Mon cher ami,

M. Sandeau a été charmant, sa femme a été charmante, et je crois bien que j'ai été aussi charmant qu'eux, puisque nous avons fait, à nous tous, un concert d'éloges en votre honneur, si harmonieux que cela ressemblait à un véritable trio exécuté par des artistes consommés.

Pour mon affaire, Sandeau m'a reproché de le prendre à l'improviste. J'aurais dû le voir plus tôt. Cependant, il par-

lera pour moi à quelques-uns de ses amis de l'Académie ; *et peut-être, peut-être, pourrai-je*, dit-il, *arracher quelques voix de protestants dans le vote pour le fauteuil Lacordaire.* C'est tout ce que je désire.

Sérieusement, l'enthousiasme de madame Sandeau pour vous est grand, et vous avez en elle un avocat, un panégyriste plus que zélé. Cela m'a mis en grande rage de rivalité, et je suis parvenu à trouver quelques motifs d'éloge qu'elle avait oubliés.

Voici la lettre de Sandeau. Voici un petit journal qui vous amusera peut-être.

Tout à vous. A bientôt.

XI

Gustave Flaubert à Madame Jules Sandeau.

Croisset, lundi 14. [Juillet 1862.]

Vous devez être bien contente, maintenant que vous avez votre cher fils? Aussi ne me suis-je pas trop pressé de vous répondre. Sa compagnie doit vous tenir lieu de tout plaisir, en admettant que vous en ayez un peu à lire mes tristes lettres.

Je suis comme le temps, sombre et sans soleil. Maintenant que je n'ai plus de travail suivi, je ne sais que devenir [1]. Je rêvasse et je patauge au milieu d'un tas de plans et d'idées. La moindre chose que j'entrevois me semble impossible ou inepte. J'avais pris un sujet antique, pour me faire passer le dégoût que m'avait inspiré la Bovary. Pas du tout ! Les choses modernes me répugnent tout autant ! L'idée de peindre des bourgeois me fait d'avance mal au cœur. Si j'avais dix ans de moins (et quelque argent de plus) j'irais en Perse ou aux Indes, par terre, pour écrire l'histoire de Cambyse ou bien celle d'Alexandre. Voilà au moins des milieux qui vous *montent le bourrichon*. Mais s'exalter sur des messieurs ou des dames, je n'en ai plus la force. Je lis de droite et de gauche,

1. Flaubert, qui avait terminé *Salammbô* en avril, commença à corriger les épreuves en septembre. Le roman parut chez Michel Lévy, le 24 novembre 1862 (un vol. in-8°).

je dors beaucoup, je m'ennuie considérablement et je ne trouve rien. Tel est mon état.

Vous verrez probablement, un de ces jours, Bouilhet. Il vous expliquera sa conduite envers madame Plessy [1] et comment il n'a pu, jusqu'à présent, rien faire à cet endroit. Tâchez de les réconcilier et d'arranger les choses. Je regarderais comme déplorable pour la pièce [2] de Bouilhet que madame Plessy n'eût pas le rôle de la duchesse.

Mais notre ami Bouilhet (entre nous — je dis *entre nous*, — car ce reproche mérité le révolte) est d'une lourdeur, d'une négligence, d'une maladresse, d'une *veulerie* insigne dans toutes les choses de ce monde. Il a besoin, dans son intérêt, qu'on le surveille et qu'on le pousse. Et encore !

Du Camp m'a écrit de Naples, deux fois, — de vous envoyer mille bons souvenirs. Il est maintenant à Bade.

Je ne sais encore si j'irai à Vichy au mois d'août. En tout cas, nous nous reverrons au milieu de septembre.

Adieu. Bonne humeur et bonne santé. Je vous baise les mains bien tendrement.

G^ve FLAUBERT

XII

A Jules Sandeau.

[1863.]

J'irai vous dire adieu demain matin. Je pars demain soir ou lundi matin. Ma petite maman me réclame.

1. Madame Arnould-Plessy (1819-1897). Elle débuta au Théâtre-Français en 1834. Au comble du succès, elle quitta furtivement Paris pour aller se marier à Londres et jouer à Saint-Pétersbourg. « On avait donné à cette charmante fauvette, dit *le grand Dictionnaire Larousse*, une cage dorée, le biscuit le plus frais, l'eau la plus pure ; n'importe : l'ingrate fuyait pour aller établir son nid sur les bords glacés de la Néva. » A la suite d'un procès retentissant, madame Arnould-Plessy fut déchue de ses droits de sociétaire et condamnée à cent mille francs de dommages-intérêts. Elle rentrait à la Comédie-Française comme pensionnaire en 1855.

Flaubert parle assez souvent de madame Plessy qu'il s'étonnera, dans une lettre à madame Roger des Genettes (1876), de n'avoir point vue aux obsèques de George Sand.

2. *Dolorès*, drame héroïque en quatre actes et en vers. (Théâtre-Français, 22 septembre 1862.)

Bouilhet a promis les corrections de sa *Faustine*[1] pour la fin de la semaine prochaine.

Nous sommes l'un et l'autre *exténués*. Voilà quatre nuits que je ne ferme l'œil. Adieu. A demain. De onze heures à une heure? Est-ce votre heure? ou bien de trois à six — ce qui m'arrangerait mieux.

A vous toujours.

G^ve FLAUBERT

XIII

A Madame Jules Sandeau.

Jeudi [1865.]

Moi aussi, j'ai été très souffrant cet hiver et je le suis encore. Des rhumatismes, des névralgies et un spleen abominable : voilà mon lot, depuis trois mois[2]. Vous voyez que nos tempéraments sont sympathiques.

Présentement, j'ai un affreux rhume de cerveau. C'est ce qui m'empêche de sortir. Mais dès le commencement de la semaine prochaine, je compte bien aller vous voir. A quelle heure sortez-vous? à quelle heure rentrez-vous? à quelle heure peut-on se présenter? Je vous baise les mains, bien longuement et suis le vôtre, vous savez.

G^ve FLAUBERT

XIV

A Madame Jules Sandeau.

Samedi [1867.]

Si je vous écrivais chaque fois que je pense à vous, je me ruinerais en timbres-poste. Comment d'ailleurs ne songerais-je pas à votre jolie mine, puisque je l'ai là, devant moi,

1. *Faustine*, drame antique en cinq actes et en prose par Louis Bouilhet. (Porte Saint-Martin, 20 février 1864.)

2. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie. Croisset, 11 mai 1865. « Mon hiver a été assez triste. J'ai souffert de rhumatismes et de névralgies, violemment... »

clouée sur mon armoire aux pipes ! Je voudrais bien la voir en nature. C'est tout ce que j'ai à vous dire.

Que faites-vous? Que lisez-vous? etc. Et votre cher fils?

Vous devez être maintenant revenue à l'Institut?

Comment va madame Plessy? On m'a conté qu'elle était ou avait été très malade?

Quant à votre ami, il espère, à la fin de janvier, avoir terminé la seconde partie de son roman [1] ! Comme il m'embête ! Comme il m'embête ! Après celui-là, bonsoir ! Je dirai adieu aux bourgeois pour le reste de mes jours.

J'oubliais de vous remercier de votre dernière lettre qui était ravissante. Le mot est bien usé, n'importe ! Ici, je le maintiens bon. Pourquoi est-on si *attaché* à vous?

Une de vos prédilections m'est revenue à la pensée, dernièrement, en lisant, dans le dernier volume de Michelet, son jugement sur Rousseau. Ce jugement-là (qui est le mien et que, par conséquent, j'admire) a dû vous choquer? Car vous aimez ce vieux drôle, autrement vous ne seriez pas femme. A toutes les objections que l'on fait contre lui, on vous répond qu'il avait « tant de cœur » ! Moi aussi j'en ai, mais je n'ai pas précisément toutes ses habitudes, ni sa descente [2], — ni son style, hélas !

Nous ne nous sommes pas vus depuis que votre ami Feuillet a publié *Camors* [3]. Je trouve cela très remarquable. Jamais il n'a si bien fait.

Et votre époux, « a-t-il quelque chose sur le chantier » ?

Je voudrais bien produire une œuvre qui vous enchantât, car vous êtes une des personnes dont j'estime le plus le goût, — malgré votre voisinage de l'Académie.

Envoyez-moi quelquefois de votre écriture.

Je vous baise les deux mains, aussi longtemps que vous le permettrez.

G^ve FLAUBERT

1. *L'Éducation sentimentale.*

2. J.-J. Rousseau souffrait d'une double hernie inguinale. (Voir l'ouvrage d'Alfred Bourgeault sur *J.-J. Rousseau*, page 159.)

3. *Monsieur de Camors*, roman par Octave Feuillet (1867).

XV

A Madame Jules Sandeau.

Mercredi, 3 heures.

Ah ! sapristi ! comme il est difficile de se rencontrer, ma chère amie. Nous qui vous attendions aujourd'hui, nous en sommes tout « *marrys* ! »

Je ne serai pas chez moi vendredi dans l'après-midi, parce que j'ai un rendez-vous avec un commissaire de police pour des renseignements littéraires. Mais j'y serai tout l'après-midi de samedi et, en venant à quatre heures, vous trouverez ma nièce qui rentrera pour vous recevoir.

Mille tendresses de votre vieux fidèle.

Gve FLAUBERT

XVI

A Jules Sandeau.

Je ne vais pas vous voir, parce que je vous suppose dans tous les embarras d'une première.

Quand a-t-elle lieu? Est-ce demain ou après-demain? J'aurais besoin de le savoir.

Et ma place (ou mes places)? Comment les aurai-je?

Bonne chance et mille bonnes tendresses.

Gve FLAUBERT

Lundi matin.

XVII

A Madame Jules Sandeau.

Lundi soir [Mars 1877][1].

Comme j'ai pensé à vous aujourd'hui! Je ne vous ai pas quittée! — et je ne veux pas m'endormir sans vous dire combien votre peine m'afflige et comme je participe à votre

1. Jules Sandeau fils mourut dans les premiers jours de mars 1877.

douleur. — Je sais ce que sont ces moments. J'ai passé par là ! J'ai enseveli mes mieux aimés et je les ai baisés au front, dans leur dernier costume. Les chagrins du passé me reviennent à propos du vôtre. Si je pouvais supporter la voiture, j'irais vous voir et vous serrer les mains bien tendrement. C'était pour vous une compagnie si douce ! Ah ! je vous plains, pauvre chère amie. Moi qui fais métier d'écrire, voilà que je ne trouve pas un mot ! C'est qu'il n'y en a pas. Eh bien, pleurez ! soyez triste ! dégorgez votre cœur, et dites-moi, de temps à autres, comment vous allez.

Mille bonnes tendresses et tout à vous.

G^ve FLAUBERT

LA CONDUITE DE LA GUERRE
SUR LE FRONT OCCIDENTAL[1]

V. — 1916 : VERDUN ET LA SOMME

Le plan de campagne allemand de 1915 contre la Russie avait échoué comme celui de 1914 contre la France. Les armées du tsar, quoique fortement éprouvées, gagnaient l'hiver sans être disloquées. La perte de la Galicie, de la Pologne, de la Courlande, puis celle de la Serbie, n'avaient pas anéanti la résistance des Alliés dans l'Est de l'Europe.

Pendant ce temps, l'Italie était entrée en lice, l'Angleterre poussait ses armements, le blocus maritime se resserrait. Les Allemands comprirent l'urgence d'aboutir rapidement, ce qui n'était possible que par une victoire complète sur le front occidental. Leur prochain coup allait donc être dirigé contre la France ; ils prirent pour objectif Verdun.

Le choix de Verdun comme point d'attaque a provoqué de nombreux commentaires et de vives critiques. Il convient, pour l'apprécier, de se reporter au moment où il a été fixé, aux derniers jours de 1915. A cette époque, malgré plus d'une année écoulée, les Allemands étaient encore hantés par le souvenir de leurs deux grandes défaites de la Marne et de Flandre.

Pour l'emporter, pour imposer la paix à l'Entente, ils esti-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919.

maient nécessaire, comme en 1914, de faire tomber Paris, origine des principales voies de communication alimentant le front allié, centre très important d'industries de guerre, cœur et cerveau de la France.

Une opération visant Paris pouvait se concevoir de trois manières : marcher droit sur la capitale, après avoir rompu le centre de la ligne adverse, ou bien en percer la gauche sur un point entre l'Oise et la mer du Nord, puis se rabattre ensuite sur Paris, ou enfin exécuter une manœuvre similaire contre la droite entre Reims et les Vosges.

Le premier de ces mouvements exposait aux mêmes dangers qu'en 1914; il s'enfonçait en pointe au delà de l'angle déjà formé par les lignes sur l'Oise, rendant les flancs de l'armée assaillante aussi vulnérables que celui de Kluck à la bataille de la Marne.

La deuxième manœuvre, contre notre gauche, offrait une perspective plus alléchante, car elle conduisait d'abord, en cas de réussite, à la côte et isolait toutes les forces alliées combattant au nord de la zone d'action choisie ; le développement ultérieur de l'opération en eût été grandement facilité. Mais elle présentait un grave inconvénient. A la fin de l'hiver, dans la partie septentrionale de la France, le sol est presque partout imprégné d'eau, mou, sans consistance. Le bombardement intense, considéré alors comme le prélude indispensable de l'offensive, transformerait le terrain en un marécage où l'infanterie passerait avec beaucoup de peine et où les attelages s'embourberaient. On n'avait pas oublié les inondations de l'Yser et les boues d'Ypres.

Ce péril n'existait pas sur les plateaux caillouteux de Lorraine, d'une altitude moyenne de 300 mètres; les eaux de pluie s'y écoulent rapidement et n'entretiennent pas dans le sol la même humidité qu'en Picardie ou en Artois. Au demeurant, la situation de Verdun semblait précaire. Sur la rive droite de la Meuse, les lignes allemandes s'enfonçaient comme un coin jusqu'à Saint-Mihiel ; sur la rive gauche elles s'infléchissaient vers le Sud-Ouest de manière à tenir sous le canon la seule ligne de chemin de fer à voie normale desservant encore la forteresse. Nos positions devant Verdun formaient ainsi un saillant, cause de faiblesse. Elles étaient doublées, il est vrai,

par les défenses permanentes du camp retranché, mais tous les sièges précédents avaient montré que les ouvrages les mieux cuirassés, les abris les plus fortement bétonnés ne résistaient pas aux projectiles de gros calibre dont disposait l'adversaire. C'est pourquoi on avait retiré presque toute l'artillerie de nos forts pour la répartir derrière les tranchées du front.

Si Verdun succombait, la ligne des Hauts-de-Meuse jusqu'à Saint-Mihiel tombait du même coup; Toul était menacé à revers, toute la défense de l'Est ébranlée, l'offensive vers Paris dégagée sur son flanc extérieur.

Rappelons aussi que l'armée allemande faisant face à Verdun était sous le commandement du Kronprinz, auquel on n'était pas fâché de donner l'occasion de conquérir des lauriers, car l'idée d'un échec ne venait à personne. L'attaque de Verdun commença avec la même certitude de vaincre que l'offensive du mois d'août 1914. Nos ennemis se flattaient de ce qu'aucune troupe ne tiendrait sous la masse de projectiles de leur formidable artillerie.

C'était aller un peu vite en besogne. Nos organisations au nord du camp retranché de Verdun ne pouvaient certes pas prétendre à la perfection, mais elles étaient confiées à des soldats courageux, qui donneraient aux renforts le temps d'arriver. Les Allemands auraient affaire ensuite, dans ce champ clos de quelques hectares, à presque toutes les unités de notre armée, dont la ténacité et l'abnégation devaient provoquer l'étonnement de leurs adversaires et l'admiration du monde.

La tactique défensive avait subi, depuis le commencement de la guerre de tranchées, comme la tactique offensive, des modifications notables. Avant la guerre, on l'avait systématiquement négligée en France. Quand elle s'imposa, à l'automne de 1914, et qu'il fallut, bon gré mal gré, y recourir, on s'aperçut de l'ignorance de tous, états-majors et troupe, qui ne l'avaient jamais ni étudiée, ni pratiquée.

Notre tactique défensive se forma au fur et à mesure des événements, par à-coups et sans idée directrice.

A la fin de la poursuite qui termina la guerre de mouvements en 1914, notre première ligne se couvrit hâtivement

d'une tranchée qui fut bientôt continue et dont la distance à la tranchée allemande variait beaucoup d'un secteur à l'autre. Puis les soutiens et les réserves creusèrent d'autres tranchées plus en arrière pour se garantir des obus.

La tranchée avancée était d'abord fortement occupée par une chaîne dense de tirailleurs, que couvrait un réseau de fils de fer. On comptait sur le nombre des fusils, corsé par les barrages d'artillerie et par l'action des mitrailleuses placées dans la tranchée même et tirant droit devant elles, pour repousser les attaques. Nos fantassins, serrés les uns contre les autres, constituaient une cible très vulnérable pour les projectiles de toute espèce — grenades, obus et surtout torpilles — dont le nombre et la puissance destructive augmentaient chaque jour.

La nécessité de diminuer les pertes conduisit à chercher les moyens d'amoindrir les risques courus par les hommes sans affaiblir la défense. On en trouva de trois sortes.

En premier lieu, on ménagea à proximité de la tranchée des abris souterrains. Puis la défense s'échelonna en profondeur. L'unique tranchée de première ligne fut doublée, triplée, de manière à constituer toute une position qu'on appela la première position ou la position principale de résistance. Les défenseurs de la première tranchée y furent répartis. Les ouvrages où se tenaient les réserves formèrent une deuxième position reliée à l'autre par des boyaux ; elle devait servir de refuge aux garnisons de la première au cas où celle-ci tombait aux mains de l'adversaire et de base aux contre-attaques destinées à la reconquérir.

Enfin, on nuança aussi la défense dans le sens du front. Sans abandonner la continuité des lignes, on exploita la configuration du sol pour renforcer certaines parties par des ouvrages plus complets, solidement tenus, qu'on appela des *centres de résistance*. Les intervalles qui les séparaient n'étaient que faiblement occupés ; on comptait surtout sur les feux croisés des centres de résistance pour en interdire l'accès à l'ennemi, car on s'était enfin aperçu que l'efficacité de la mitrailleuse est fort augmentée lorsque, au lieu de tirer de front, elle est employée en flanquement ; on sortit donc ces engins de la tranchée pour les mettre sous des abris spéciaux

orientés vers le flanc des attaques ennemies. Ces procédés n'étaient en somme que la résurrection du système de Vauban, avec ses bastions et ses courtines, appliqué à la fortification de campagne.

Tel était le schéma de la défensive au commencement de 1916. Il va sans dire que l'organisation des lignes n'était pas identique sur tout le front. Elle variait sensiblement dans les différents secteurs suivant l'importance des opérations qui s'y étaient déroulées, la densité des troupes qui les occupaient, leur ardeur et leur habileté aux travaux de terrassement.

Entre l'Argonne et la Woëvre, qui avaient été le théâtre de combats acharnés, la zone de Verdun, portion du front allant d'Avocourt aux Éparges, représentait le type du secteur calme. Aucune attaque, ni française, ni allemande, depuis plus d'un an ; front faiblement tenu, travaux assez peu avancés, soit par manque de main-d'œuvre ou de matériel, soit par excès de confiance due à la proximité des forts.

Les Allemands avaient accumulé d'énormes ressources en artillerie derrière le front d'attaque. Des hauteurs dominantes leur fournissaient une série d'excellents observatoires ; partout des bois et des ravins dissimulaient les batteries étalées en un gigantesque arc de cercle, d'où les feux convergeaient sur nos positions. Les pièces à longue portée battaient la ville même de Verdun, goulot par lequel passaient obligatoirement tous les renforts, tous les approvisionnements dirigés vers les premières lignes sur la rive droite de la Meuse.

Le Grand État-major, toujours convaincu de son infaillibilité, s'imaginait tenir la formule de l'offensive victorieuse, qui nous avait échappée pendant l'année précédente. Profitant de la masse d'artillerie dont il disposait, il remplaçait la préparation de plusieurs jours, telle que nous l'avions exécutée en Champagne, par un bombardement de quelques heures seulement, mais où l'intensité du tir compensait la durée du nôtre. C'était la préparation fulgurante, qui devait par son effet moral autant que par les destructions qu'elle produirait anéantir complètement la capacité de résistance des défenseurs, après quoi le rôle de l'infanterie allemande devenait aisé. Au lieu de vagues nourries s'élançant sur tout le front

d'attaque, on emploierait des détachements isolés, procédant par infiltration à travers le terrain bouleversé, reconnaissant les points épargnés par le canon, évitant de heurter de front les centres de résistance insuffisamment démolis, se glissant par les intervalles pour les déborder et montrant ainsi le chemin au gros des troupes qui encercleraient les derniers défenseurs et les contraindraient à se rendre. Cette méthode, moins rapide que celle dont nous avions usé, semblait plus sûre ; les assaillants n'avançaient qu'à bon escient par les itinéraires les moins dangereux, avec des soutiens à portée. La consommation de projectiles devait épargner celle des vies humaines : on dépensait plus de métal pour verser moins de sang.

Le 21 février, la préparation d'artillerie commence un peu après 7 heures et atteint bientôt une violence extrême, très supérieure à tout ce qu'on a vu précédemment. Nos soldats cloués au sol ou terrés dans leurs abris assez médiocres, souffrent beaucoup, mais trouvent encore l'énergie nécessaire pour résister vigoureusement quand, dans l'après-midi, l'infanterie allemande entre en action sur un front d'une douzaine de kilomètres entre le village d'Ornes et la Meuse.

A la tombée de la nuit, les assaillants n'ont entamé que faiblement nos lignes.

Dès le lendemain la tâche de l'artillerie adverse se complique. A cette époque, en effet, on ne savait pas encore suivre les progrès de l'infanterie en lui faisant jalonner un front par des panneaux individuels dont un avion, spécialement chargé de ce service, relevait les emplacements pour en informer le commandement. On en était réduit aux renseignements apportés par des coureurs, des pigeons, ou transmis téléphoniquement lorsque les lignes n'étaient pas coupées, cas exceptionnel. Dans ces conditions, l'incertitude sur la situation exacte des combattants gênait les artilleurs hantés de la crainte constante d'atteindre leurs camarades avec les obus destinés à l'ennemi. Les tâtonnements qui en résultaient donnaient à notre infanterie quelque répit, dont elle savait profiter.

Le 22 février, malgré leur supériorité numérique écrasante, les Allemands doivent lutter toute la journée pour se rendre maîtres de la première position ; le village de Brabant, centre

de résistance à l'extrême gauche, n'est évacué que dans la nuit. A la droite, dans l'Herbebois, des éléments tiendront jusque dans la matinée suivante.

L'attaque diminue de vigueur le 23 ; elle n'aborde notre deuxième position que sur sa droite, au bois de la Wavrille, dont elle finit par s'emparer après plusieurs tentatives infructueuses.

Le quatrième jour de la bataille, la lutte reprend avec acharnement pour la possession de la deuxième position. L'artillerie allemande trouvant des objectifs plus nets, mieux définis, tire à toute volée. Vers midi, l'attaque d'infanterie se dessine sur la ligne entière et gagne rapidement du terrain. Nos soldats, épuisés par trois jours de combats disproportionnés, voyant leurs effectifs fondre d'heure en heure, n'ont plus les ressources voulues pour contre-attaquer comme ils l'ont fait chaque fois qu'ils l'ont pu depuis le 21. En moins de trois heures, la deuxième position en entier est conquise. Les divisions françaises sont à bout de forces, incapables de prolonger la défense ; ce qui en reste se replie, et, à ce moment critique, aucune troupe fraîche n'est en vue.

Dans cette lugubre soirée du 24 février, la route de Verdun est ouverte à l'ennemi ; il n'en est séparé que par la double ligne des forts, qui, sans artillerie, quelques-uns sans défenseurs, ne forment qu'une barrière illusoire. Mais, surpris du vide qu'ils trouvent tout à coup devant eux après la résistance opiniâtre des jours précédents, les Allemands hésitent. Ils semblent redouter un piège, ne pas oser aborder la zone des ouvrages permanents sans une nouvelle préparation d'artillerie. La reprise du mouvement est remise au lendemain matin ; il sera trop tard.

Pendant la nuit, les premières unités du 20e corps ont atteint Verdun et se sont déployées au nord de la ville. Dès le jour, ces troupes d'élite ont pris la place des débris des divisions qui ont supporté pendant de si longues heures une pression formidable ; sans attendre l'adversaire, elles se portent résolument en avant. D'abord décontenancés par ce mouvement inattendu, les Allemands cèdent du terrain, mais ils ne tardent pas à constater l'infériorité numérique de ceux qui leur font face et reprennent l'offensive. Louvémont, le fort de

Douaumont sont enlevés, mais là s'arrêtent les progrès de l'ennemi. La lutte, sans rien perdre de son acharnement, se cristallise autour du village de Douaumont et devant la côte du Poivre.

L'occasion qui s'offrait au commandement allemand, il ne la retrouvera plus. Comme en 1914, il a trop compté sur une préparation méthodique et parfaite, il l'a exploitée lentement et s'est trouvé pris de court par l'allure de son propre succès du 24 février; il s'est montré une fois de plus inapte à exploiter une situation imprévue.

Tous ses efforts ultérieurs demeurent stériles. En vain il élargit le théâtre de l'action en portant la lutte à l'Ouest de la Meuse à partir du 6 mars; en vain il multiplie ses attaques sur les deux rives avec des forces sans cesse renouvelées; il ne parviendra jamais à Verdun.

Nous avons souligné l'erreur commise par le commandement français en s'acharnant, après chaque offensive manquée, à recommencer ses attaques sur le même terrain dans des conditions de moins en moins favorables. Que dire de nos ennemis qui s'entêtent avec une rage puérile à jeter dans la fournaise dévorante bataillon après bataillon, régiment après régiment, division après division. La prudente tactique du début de l'offensive est tôt oubliée ; plus de reconnaissances, plus d'infiltration. Des attaques à coups d'hommes, des cohues jetées comme en holocauste contre nos tranchées. Aucune combinaison de moyens, aucune ébauche de manœuvre; la fureur seule semble dicter les ordres.

Ce sera un des titres de gloire du haut commandement français d'avoir discerné promptement que le sort de Verdun ne pouvait se décider sur les glacis de ses forts et qu'on ne soulagerait la place de la pression obstinée pesant sur elle qu'en entamant ailleurs une offensive étendue.

L'armée française, dont presque toutes les unités s'usaient successivement sur les bords de la Meuse, n'était pas en état de l'entreprendre seule. Au contraire, l'armée britannique semblait tout indiquée pour cette tâche. L'introduction du service obligatoire en Grande-Bretagne et le merveilleux effort militaire des Dominions avaient permis d'envoyer en

France et en Belgique un nombre respectable de divisions, auxquelles venait de s'ajouter la meilleure partie du corps expéditionnaire des Dardanelles. Les forces britanniques, parfaitement armées et équipées, abondamment ravitaillées, dotées de services où les hommes et le matériel foisonnaient, n'avaient eu à défendre, depuis la fin de la guerre de mouvements, qu'un front fort restreint. Leur activité belliqueuse s'était bornée aux affaires de Neuve-Chapelle, d'Ypres (avril 1915) et de Loos, qui avaient mis en jeu des effectifs modestes. Le moment paraissait venu pour nos alliés d'outre-Manche de prendre aux opérations une part mieux en rapport avec les contingents qu'ils avaient débarqués sur le continent. Ils ne s'y refusèrent pas ; une armée française devait d'ailleurs leur apporter son concours. Il fut décidé que les troupes britanniques attaqueraient à fond au nord de la Somme, tandis que trois corps d'armée français, à cheval sur la rivière, délogeraient l'ennemi des positions gênantes pour le flanc droit de l'attaque principale.

Notre action se présentait donc sous la forme d'une offensive à objectifs limités, mission facile comparée à l'opération de Champagne et à l'implacable lutte devant Verdun. Nous allions nous y engager dans les conditions les plus favorables, car la bataille ininterrompue depuis la fin de février nous avait beaucoup appris.

Le réglage par avion des batteries lourdes s'était perfectionné. L'observation et la photographie aériennes donnaient la possibilité de contrôler très exactement et presque instantanément l'état des destructions produites par notre artillerie, puis les progrès des fantassins au moyen des panneaux blancs que les hommes déployaient sur le sol à la demande de l'aviateur. Les moyens de liaison à terre s'étaient aussi développés. Enfin, l'artillerie, dont l'aide pour l'infanterie n'était guère efficace autrefois dès que les vagues d'assaut quittaient la parallèle de départ, lui fournissait maintenant une protection plus durable, grâce au barrage roulant qui précédait la marche.

L'armée britannique, faute d'instruction et d'expérience, n'avait pas encore acquis la même valeur technique que la nôtre. Son aviation, il est vrai, montrait déjà la supériorité qui devait s'affirmer au cours des années suivantes, mais l'in-

fanterie employait des formations massives, qui la vouaient à des sacrifices aussi lourds qu'inutiles ; quant à l'artillerie, elle avait pris l'habitude bizarre d'arroser d'une densité uniforme de projectiles toute la zone ennemie à portée de ses pièces, sans concentrer son tir sur les points qu'occupait l'adversaire et d'où il pouvait entraver les assaillants.

L'attaque alliée, lancée le 1er juillet sur un front d'une quarantaine de kilomètres (environ 25 pour l'armée britannique, 15 pour la nôtre), eut le résultat auquel on devait s'attendre. Les Français avancèrent très vite, tandis que les troupes britanniques ne pénétraient nulle part profondément dans la position ennemie. Les jours suivants la lutte ne changea pas de caractère. Dans le secteur français, les progrès furent si rapides que le 4 juillet les objectifs définitifs fixés à nos divisions étaient en leur pouvoir. Au contraire nos voisins s'épuisaient encore à conquérir tranchée par tranchée les premières lignes allemandes ; leurs pertes étaient extrêmement élevées et leurs prises très inférieures aux nôtres. En somme, l'attaque secondaire réussissait et l'attaque principale subissait un dur échec.

Bientôt le commandement britannique dut se reconnaître incapable de poursuivre l'action sans un appui plus accentué de notre part. Pour soulager les combattants de Verdun il fallut bien y consentir. Pourtant nous savions que dans la guerre de positions aucune mission n'est plus ingrate que cellle qui consiste à changer inopinément un plan en cours d'exécution. Le pis était que nous prenions cette décision au moment où l'ennemi, remis de sa surprise, commençait à recevoir des renforts et à réorganiser la défense.

Les troupes françaises s'engagèrent donc de plus en plus dans la lutte qui se livrait au nord de la Somme, sans retrouver les faciles succès des premiers jours, mais leur dévouement arrêta en peu de temps l'offensive allemande contre Verdun. Pendant le mois de juillet, la bataille s'apaise devant la citadelle lorraine ; les deux partis en retirent leur artillerie, y réduisent leurs effectifs. Dans les premiers jours d'août, les abords de la place ont presque repris la physionomie d'un secteur normal ; notre grande forteresse est sauvée. Toutefois,

sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi est parvenu si près de la dernière ligne de forts qu'il semble indispensable de le refouler pour mettre la ville à l'abri d'une attaque brusquée. On y parvient en deux étapes. La première action, le 24 octobre, nous rend le fort de Douaumont et provoque l'évacuation de celui de Vaux ; la deuxième, le 15 décembre, élargit les résultats obtenus et établit nos lignes au delà de Louvémont et de Bezonvaux.

Ces deux affaires, offensives à objectifs limités comme celle des premiers jours de juillet dans la Somme, furent couronnées d'un succès complet. La préparation minutieuse et la confiance qu'elle inspira donnèrent à nos troupes une telle impulsion, un tel ascendant sur l'adversaire que celui-ci se défendit à peine et que quelques heures de combat suffirent à remettre pour toujours en notre possession le terrain si âprement disputé pendant des mois entiers d'une lutte sans merci.

On voit que nous étions arrivés presque à la perfection dans la conduite de ce genre d'opérations. Malheureusement nous en faisions aussi d'autres, moins fructueuses. Pendant la fin de l'été, nos troupes non seulement continuèrent à prendre une part importante aux offensives renouvelées des Anglais sur la rive droite de la Somme, mais encore elles prolongèrent sur la rive gauche leur front d'attaque vers le Sud jusqu'à hauteur de la petite ville de Nesle.

Depuis le commencement de juillet jusqu'à la fin de l'année, malgré quelques accalmies, la bataille de la Somme ne s'arrêta jamais. Cette longue continuité d'efforts éprouvait beaucoup les armées alliées.

Elle ne pesait pas moins lourdement sur l'armée allemande, incapable de susciter une diversion en attaquant un autre point du front, comme nous l'avions fait pour secourir Verdun. Ses pertes énormes sur le front occidental, les renforts qu'elle avait dû envoyer aux Autrichiens en Galicie, lors de l'offensive du général Broussiloff au mois de juin, enfin sa campagne d'automne en Roumanie ne lui laissaient aucune disponibilité. Il ne lui restait qu'à combattre sur place du mieux qu'elle pouvait.

A nos offensives de 1915, les Allemands avaient fait face en s'échelonnant en profondeur et s'en étaient bien trouvés. Sur la Somme ils furent amenés à amplifier encore ce procédé de défense. Le bombardement de plusieurs jours, entretenu par l'artillerie française avant l'assaut du 1er juillet, avait eu pour conséquence d'ébranler tellement les garnisons des lignes avancées qu'elles s'étaient trouvées hors d'état de combattre le moment venu. Heureusement pour l'ennemi, le tir des batteries britanniques, dispersé au hasard, n'eut pas les mêmes effets, sans quoi la première journée de bataille se fût probablement terminée par une catastrophe pour la défense.

Forts de l'expérience ainsi acquise, les Allemands jugèrent bon de soustraire autant que possible leur infanterie au bombardement en vidant à peu près complètement leur première position, que l'assaillant enlevait sans peine, mais dont on essayait ensuite de le chasser par des contre-attaques.

Cette tactique livrait presque fatalement du terrain à l'ennemi, mais elle lui imposait une consommation énorme de munitions et l'obligeait à une longue suite d'attaques successives. Pendant qu'il les préparait, les travailleurs allemands avaient le temps de construire de nouveaux ouvrages en arrière de ceux qui existaient. Dans ces conditions, l'offensive trouvait toujours des obstacles à surmonter et n'avançait que lentement.

Nos adversaires ont donné à cette méthode de combat le nom de *défense élastique*, appellation dont on s'est copieusement moqué dans les pays de l'Entente et fort mal à propos. Qu'importait à nos ennemis de céder de temps à autre quelques centaines de mètres de sol étranger! Grâce à ce sacrifice insignifiant, ils réussirent à éviter la rupture de leur front et cela avec des effectifs, un matériel, des approvisionnements moindres que ceux des Alliés. Après six mois de progrès presque continus nous n'avions pu atteindre Péronne, ville située à moins de 10 kilomètres de la ligne de départ.

VI. — L'ANNÉE 1917

Dans les premiers jours de septembre 1916, le feld-maréchal von Hindenburg fut nommé au commandement suprême des armées allemandes et s'adjoignit comme principal collaborateur le général Ludendorff, avec le titre de premier quartier-maître général.

Le nouveau général en chef n'avait encore commandé que sur le front oriental, où il s'était acquis une grande réputation. En prenant en main la direction des affaires militaires de la Quadruplice, il sembla hésiter à compromettre sa gloire en France, où s'étaient usés avant lui les deux chefs du Grand État-major, Moltke et Falkenhayn. Hindenburg avait d'ailleurs toujours prêché qu'il était de l'intérêt des empires centraux de désarmer d'abord les plus faibles de leurs adversaires pour avoir en main toutes leurs ressources lorsqu'il s'agirait de se mesurer avec les plus forts. C'était le programme du commencement de 1915 qui revenait sur l'eau, mais d'autres moyens devaient être mis en œuvre pour atteindre le même but, la liquidation du front oriental. Après la défaite des Roumains dont allaient facilement venir à bout Mackensen sur le Danube et Falkenhayn dans les Carpathes, on se proposait de désagréger la Russie non par une offensive militaire, mais par l'intrigue politique.

Au moment de l'avènement d'Hindenburg, la bataille de la Somme, après une accalmie pendant le mois d'août, se ranimait, s'enflammait de plus belle. Le feld-maréchal craignant de voir la pression prolongée des Alliés amener un fléchissement de la ligne allemande et désireux avant tout de ne pas se laisser entraîner dans une interminable lutte d'usure sur le front français, prit un parti radical. Il décida de reporter carrément la défense en arrière, en abandonnant un bande importante de terrain et en organisant derrière elle des positions nouvelles.

Cette détermination comportait le double avantage de réduire le front et d'établir les lignes à l'emplacement le mieux approprié. Au lieu de se retrancher hâtivement sous

le fusil et le canon, au gré des fluctuations de la bataille, on travaillerait en toute tranquillité et on pourrait mettre à profit les enseignements recueillis, les progrès réalisés dans l'art de la fortification de campagne.

Aux deux principes déjà mis en pratique — flanquement et échelonnement en profondeur — Hindenburg en ajoutait un troisième. Il avait remarqué que l'artillerie de l'attaque faisait bon marché des positions les plus fortes, des abris les plus solides, dès qu'elle en connaissait le site exact. Les efforts de la défense devaient donc tendre à dissimuler son organisation à l'ennemi, à désorienter ses observateurs, à semer de pièges l'interprétation des photographies aériennes. Plus de lignes continues, plus d'ouvrages à contours, nets, plus de réseaux de fils de fer tirés au cordeau, plus de casemates de mitrailleuses aux renflements révélateurs. Au contraire, des éléments de tranchée sans liens apparents, des lacis de boyaux dans lesquels ne peut se deviner le point d'appui ou le centre de résistance, des réseaux en zigzag à tracé capricieux et déroutant, des mitrailleuses portées au dernier moment dans un trou d'obus ou en plein champ. Ainsi fut conçue et réalisée l'organisation des positions qui s'étendirent d'Arras à Soissons, devant lesquelles les Allemands, saccageant le pays, créèrent un glacis de dévastation et de mort. Les Alliés leur donnèrent le nom de ligne Hindenburg qu'ils étendirent ensuite à toute la première position allemande, ainsi améliorée, de la Suisse à la mer.

Le repli sur ces positions s'exécuta au mois de mars 1917 ; il fut savamment conduit par des arrière-gardes peu nombreuses, mais hérissées de mitrailleuses légères qui retardèrent la poursuite et donnèrent au gros des unités allemandes le temps de garnir en toute quiétude la ligne Hindenburg devant laquelle les troupes franco-britanniques s'arrêtèrent.

Cette retraite ne prit pas les Alliés au dépourvu. Depuis plusieurs semaines ils la pressentaient à des indices significatifs, et, avant même qu'elle commençât, ils préparaient une offensive sur d'autres parties du front.

Le choix s'était porté sur les zones adjacentes à la ligne Hindenburg. Les Anglais attaqueraient entre Arras et Lens, en direction de Douai, les Français entre Soissons et l'ancien

champ de bataille de Champagne sur un développement de plus de 50 kilomètres.

La dimension du front d'attaque suffit à montrer l'importance de l'offensive que l'on projetait. Il ne s'agissait rien moins que d'une rupture complète et rapide des lignes ennemies, d'une bataille qui devait être portée en quelques jours jusqu'à la frontière belge.

Nos autres offensives avaient été imposées par des considérations du moment, celles de 1915 par les défaites russes, celle de la Somme par le péril que courait Verdun. La grande opération de 1917, au contraire, a été décidée par le commandement en toute liberté, sans qu'aucun événement vînt peser sur sa détermination. On s'y lançait avec l'espoir de voir bientôt l'attaque britannique et l'attaque française se rejoindre sur la Sambre, après avoir débordé de chaque côté la ligne Hindenburg. On l'apercevait déjà encerclant toute l'armée ennemie de Picardie, isolant celle de Flandre, libérant la côte de la mer du Nord... Ce serait une grande victoire stratégique, une affaire décisive.

Aucune de nos offensives n'avait inspiré une pareille confiance. Ce sentiment s'expliquait par tout un concours de circonstances qui tendaient à exalter la foi dans le succès. L'ensemble de l'année 1916 avait été nettement favorable à l'Entente. Le retentissant échec des Allemands à Verdun, les victoires de Broussiloff et ses innombrables captures, l'entrée en action avec tous leurs moyens de l'armée britannique sur le front occidental et de l'armée italienne sur le Carso, rejetaient dans l'ombre le désastre roumain. Il n'était pas jusqu'aux théâtres d'opérations secondaires où les prises d'Erzeroum, de Monastir et celle, toute récente, de Bagdad, ne portaient des coups sensibles aux alliés de l'Allemagne. Le repli sur la ligne Hindenburg avait mis le comble à l'optimisme. On voulut moins voir dans le mouvement de l'ennemi une manœuvre, qu'un aveu d'impuissance. On se persuada encore une fois, après tant d'autres, qu'il était hors d'état de s'opposer à une poussée vigoureuse. Chacun se remémorait avec complaisance notre dernière attaque au Nord de Douaumont où quatre de nos divisions avaient fait en quelques heures 9 000 prisonniers, capturé ou détruit plus de 80 canons.

Quelle difficulté trouverait-on à renouveler cet exploit à plus grande échelle? Les généraux qui y avaient présidé venaient justement de recevoir le commandement, l'un de l'ensemble de nos forces sur le front occidental, l'autre d'une des armées d'attaque. Il leur suffirait d'appliquer à Soissons et à Reims la tactique qui avait triomphé devant Verdun.

Dans l'enthousiasme général, on ne discernait pas que le problème était tout différent. A Verdun, le 15 décembre, comme le 24 octobre, comme sur la Somme le 1er juillet, nous avions exécuté des offensives à front restreint, à objectifs rapprochés ; elles ne ressemblaient en rien à la rupture de positions très étendues, rupture qu'on prétendait ensuite exploiter à fond. Par le but qu'elle se proposait, l'offensive en préparation ne pouvait se comparer qu'à celle du 25 septembre 1915 en Champagne.

Or pour celle-ci on avait choisi le secteur le plus facile, le moins accidenté. La nouvelle offensive au contraire s'en prenait à des positions très fortes naturellement : la crête du Chemin des Dames, dont on abordait de front les éperons minces à bords escarpés, séparés par des conques boisées, semées de *creutes*, abris défiant tout bombardement; le canal de l'Aisne à la Vesle, obstacle dangereux à passer en pleine vue du fort de Brimont ; la chaîne des monts de Champagne dominant tout le terrain environnant, dure escalade aussi. On se promettait, après la percée, des résultats stratégiques immenses, mais il fallait d'abord percer et on ne paraissait pas sentir la nécessité de mettre tous les atouts dans son jeu pour cette première phase de l'opération.

L'artillerie avait sans doute fait beaucoup de progrès depuis dix-huit mois, tant en augmentant et en perfectionnant son matériel qu'en en améliorant l'emploi ; mais le front d'attaque était double et absorbait d'énormes ressources en batteries et en munitions.

D'autre part, on a vu qu'une des principales causes de l'échec éprouvé en Champagne avait été l'isolement des premières vagues d'infanterie privées du secours de l'artillerie. Autant que le retard des réserves, le manque d'engins d'accompagnement leur avait été fatal. Le déplacement des batteries même légères ne s'accommodait pas des terrains très acci-

dentés du front d'attaque choisi. On comptait beaucoup sur des chars d'assaut, imités des tanks anglais, dont quelques spécimens avaient figuré avec éclat au mois de septembre sur la Somme ; malheureusement nos modèles étaient dotés d'un moteur trop faible ; on ne pouvait d'ailleurs les utiliser que dans un secteur très mince, près de Berry-au-Bac.

Aucune de ces considérations ne modéra la foi passionnée et universelle dans la victoire. Ce sentiment atteignit un tel diapason qu'il fit négliger toute prudence et éclata en coupables indiscrétions. Le public, longtemps avant l'offensive, en était instruit. Dès le mois de février, sur le boulevard, on nommait à mi-voix les armées désignées pour y prendre part, leurs chefs, les objectifs à atteindre tel jour, à telle heure. Comment s'étonner que l'ennemi fût exactement renseigné et prît des mesures en conséquence?

La mauvaise fortune voulut que la pluie se mît à tomber dès les premiers coups de canon et ne cessa guère. L'observation aérienne devint à peu près impossible et on consommait des munitions en quantité sans nuire beaucoup aux positions ennemies. L'infanterie exigeait une préparation plus complète, ce qui fit remettre de jour en jour la date de l'assaut. Le moment vint où, les stocks d'obus s'épuisant, il fallut prendre le parti soit de contremander l'offensive, soit de l'exécuter, sans avoir terminé le programme des destructions. Déjà l'armée britannique était partie à l'attaque enlevant avec brio la crête de Vimy et débouchant dans la plaine de Douai. Nous ne pouvions laisser nos alliés agir seuls alors qu'ils comptaient sur notre intervention. C'est dans ces conditions fâcheuses que l'offensive commença sur les deux tiers du front d'attaque, entre Soissons et Reims, dans la matinée du 16 avril. La 6e armée attaquait le Chemin des Dames ; la 5e s'engageait entre Berry-au-Bac et Reims ; la 10e, en réserve, devait exploiter les avantages obtenus par les deux autres, appuyée par la cavalerie.

Dans le secteur du Chemin des Dames, l'assaut parvint en quelques rares points jusqu'à la crête ; il ne put nulle part la dépasser. Entre Craonne et l'Aisne, région plus praticable, la première position fut enlevée, mais les chars d'assaut qui devaient accompagner l'attaque restèrent en panne sous les

obus et furent détruits pour la plupart; nos troupes ne purent s'emparer que d'une partie de la deuxième position. Enfin, de l'Aisne à Reims, on échoua presque complètement.

Le lendemain l'aile gauche de la 4e armée entrait en action, emportait une partie de la chaîne des Monts, mais ne réussissait pas à pousser plus loin.

Ainsi sur tout le front d'attaque, nous étions immobilisés quelques heures après le début de l'affaire ; aucun des objectifs fixés n'était atteint. La 10e armée, mise en marche pour dépasser les unités de première ligne et continuer leur action, n'avait plus qu'à faire demi-tour. La tentative de percée avortait irrémédiablement.

On a raconté depuis que l'offensive avait été arrêtée à la demande de quelques membres du Parlement venus en visite à un quartier général important. Intervention superflue ; les fils de fer et les contre-attaques de l'ennemi avaient suffi.

Le 4 mai, on reprenait l'attaque du Chemin des Dames et après trois jours de lutte on gagnait la crête, mais sans parvenir à en chasser les Allemands. Pendant l'été, les efforts de chaque parti pour rester maître exclusif de cette longue ligne de précieux observatoires conduiront à des combats sanglants et opiniâtres qui n'aboutiront pas.

En France, le mécontentement était général. Il s'expliquait sans peine, car une déception profonde suit toujours la ruine d'espérances exagérées. On payait maintenant les chants de victoire prématurés, la publicité intempestive dont on avait entouré cette opération militaire. Le désarroi de l'arrière exerça sur l'humeur des troupes une influence funeste, qui, jointe à des causes d'un autre ordre, provoqua des mutineries dans un petit nombre de régiments. Ce n'était qu'un feu de paille, qui ne pouvait avoir de conséquences graves. Il exigeait néanmoins une remise en main des unités, dans la détente et le calme de manière à faire renaître partout la sérénité et la constance, vertus dont l'armée française donnait depuis trois ans le plus admirable spectacle.

Le général qui venait de prendre le commandement en chef des forces françaises comprit qu'il fallait éviter autant une grande attaque qu'une inaction absolue. On en revint aux offensives à objectifs limités. Deux opérations, l'une en août

à Verdun, l'autre en octobre sur le plateau de la Malmaison, montées avec la même précision que celles de l'année précédente furent couronnées d'un égal succès. A Verdun on reprit à peu de chose près ce qui restait à l'ennemi du terrain qu'il avait conquis en 1916 ; la victoire de la Malmaison nous rendit enfin seuls possesseurs du Chemin des Dames, en obligeant l'adversaire à se retirer au nord de l'Ailette.

Lorsque notre offensive d'avril eut échoué, celle que l'armée britannique menait en Artois devint sans objet. Nos alliés ne la continuèrent pas et réservèrent leurs ressources à une opération qui les intéressait plus directement.

La région côtière de la Belgique servait alors de base aux entreprises des sous-marins allemands et aux raids d'aéronefs sur Londres. Les lignes anglaises des environs d'Ypres n'étaient guère éloignées des repaires des agresseurs. On voulut consacrer le reste de la belle saison à en purger la Flandre maritime.

Le 7 juin l'offensive commençait par la prise de la crête de Messines, enlevée avec le même entrain que celle de Vimy au mois d'avril. La suite des événements ne confirma pas cet heureux début. L'été fut exceptionnellement pluvieux et transforma le sol flamand en un marécage où les hommes s'enlisaient. En outre, les troupes britanniques trouvèrent dans le commandant de la IVe armée allemande, le général Sixt von Arnim, un adversaire redoutable. Aucun des lieutenants d'Hindenburg ne s'entendit mieux à adapter au terrain ses prescriptions pour la défense des positions. Malgré sa persévérance et les sacrifices qu'elle consentit, l'armée britannique, quand l'avancement de la saison mit un terme aux opérations, n'avait pas dépassé les collines de Paschendaele, très éloignées encore des centres d'aviation et des ports.

Ainsi l'automne était venu sans que la situation des Allemands eût été mise en péril, ni en France, ni en Belgique. Sur le front oriental, les visées d'Hindenburg étaient sur le point de réussir. Une rapide offensive en Galicie, menée avec l'appoint de trois divisions, une attaque brusquée sur Riga, un débarquement dans les îles russes de la Baltique, suffirent à décourager les armées vacillantes de Kerensky ; la propa-

gande fit le reste. Les chefs bolchevistes, fondés de pouvoirs du germanisme, s'apprêtaient à s'emparer du gouvernement à Pétrograd.

Le succès inespéré de sa politique en Russie donna toute latitude à Hindenburg pour d'autres entreprises. Cédant aux objurgations de l'Autriche, le commandement allemand l'aidait pour la troisième fois à frapper, en fin d'année, sa voisine la plus embarrassante. Après la Serbie en 1915, la Roumanie en 1916, c'était le tour des Italiens. En quelques jours, leur aile droite fut rejetée du Carso et du Haut-Isonzo jusqu'à la Piave ; une armée presque entière se rendit en rase campagne. Pour conjurer le péril extrême que courait leur alliée, la France et le Royaume-Uni dépêchèrent des corps d'armée au delà des Alpes. Une puissante diversion s'imposait en outre sur notre front afin de fixer les effectifs allemands qui s'y trouvaient.

L'armée britannique s'en chargea et inaugura à cette occasion une tactique toute neuve, diamétralement opposée à celle qui avait toujours guidé les assaillants.

Nous avons vu qu'une préparation d'artillerie, plus ou moins longue, mais toujours très nourrie, était considérée comme le prélude obligé de toute attaque d'infanterie. Le canon, en nivelant réseaux et tranchées, en culbutant les mitrailleuses et en démoralisant les garnisons des ouvrages, ouvrait la voie à l'infanterie.

La préparation présentait de graves inconvénients. D'abord elle renseignait l'adversaire et, plus elle durait, plus elle le mettait à même d'amener des renforts sur le champ de bataille. Ensuite elle bouleversait le terrain et créait une zone impraticable aux voitures, séparant les troupes d'attaque des ressources dont elles avaient besoin pour continuer le combat. On avait beau multiplier les détachements du génie, constituer des dépôts de matériaux et d'outils tout près de la parallèle de départ, la remise en état du terrain n'allait jamais assez vite et l'infanterie, après avoir dépassé la première position adverse, se plaignait invariablement de manquer de tout et principalement de l'appui de l'artillerie. Aussi le *canon d'accompagnement* devint-il le sujet de toutes les discussions, le but de toutes les recherches. Des foules d'inventeurs propo-

sèrent d'innombrables modèles. Le génie inventif des Anglais produisit le premier engin pratique : le tank.

A l'aide de ses bandages à chenilles, ce véhicule franchissant les trous d'obus, les tranchées, écrasant sous son poids les fils de fer, frayait des sentiers aux fantassins à travers les réseaux. Protégés par un blindage à l'épreuve de la balle ordinaire, les occupants, avec leurs canons et leurs mitrailleuses, dispersaient les défenseurs par des rafales à bout portant, réduisaient les nids de résistance, poursuivaient les fuyards, brisaient les contre-attaques. On ne parvint naturellement à se servir utilement de ces machines redoutables qu'après de longs tâtonnements. Les premières, en très petit nombre, qui parurent sur la Somme, ne servirent que d'auxiliaires à l'infanterie dans des attaques partielles. Un an plus tard, le tank était au point ; il existait en quantités suffisantes.

Le 21 novembre, la 3e armée britannique attaqua sans aucune préparation d'artillerie sur un front d'une quinzaine de kilomètres devant Cambrai. Les tanks rendirent tous les services qu'on en espérait. L'ennemi surpris combattit à peine sur ses deux premières positions que les fantassins britanniques traversèrent au pas de course. Dans la matinée, les gains de terrain en profondeur étaient supérieurs à 8 kilomètres et des éléments d'infanterie avaient même forcé le passage de l'Escaut dans la boucle de Masnières. Mais il existait une troisième position assez rudimentaire, il est vrai. Les renforts allemands venus de l'arrière se hâtaient à toute allure vers ces tranchées sur lesquelles se précipitaient également les troupes britanniques. Dans cette course, l'ennemi l'emporta. Quand les Anglais arrivèrent devant les ouvrages, ils furent accueillis à coups de fusil. Les tanks n'avaient pu suivre jusque-là, les soldats étaient exténués ; l'attaque se voyait enrayée devant ce dernier obstacle. Quelques minutes de retard dans l'arrivée des renforts de l'adversaire et la porte était ouverte à la cavalerie qui attendait avec impatience le moment de se lancer dans la plaine de Cambrai. Au cours de la nuit, l'ennemi afflue de partout. Le lendemain, l'offensive britannique se heurte en tous lieux à un adversaire qui s'est repris et l'accueille de pied ferme ; elle n'accomplit que des progrès insignifiants, puis s'arrête tout à fait.

Jamais depuis le commencement de la guerre de positions sur le front occidental on n'avait touché de si près à la rupture complète des positions ennemies. Le tank s'annonçait comme l'agent le plus efficace des actions décisives futures.

En dépit de ses éclatants débuts, l'opération de Cambrai n'était pas appelée à se solder par un important bénéfice pour nos alliés. Les troupes britanniques qui, contrairement à une tradition ancienne, se montrèrent toujours dans cette guerre plus aptes à l'attaque qu'à la défense, ne surent organiser comme il l'eût fallu le terrain conquis. Leurs nouvelles lignes affectaient la forme d'un saillant prononcé, fort dangereux, dont l'adversaire profita pour lancer quelques jours plus tard une violente contre-offensive. Les vainqueurs du 21 novembre durent abandonner une grande partie de leurs gains, ils perdirent presque autant de prisonniers et de canons qu'ils en avaient capturé.

La campagne de 1917 prit fin, en France, sur cette victoire allemande.

VII. — L'OFFENSIVE ALLEMANDE EN 1918

On peut dire qu'une nouvelle guerre commençait avec l'année 1918. La Russie avait disparu, l'Amérique prenait sa place.

Le front oriental en s'effondrant ne laissait d'autre obligation aux empires centraux que l'entretien de troupes d'occupation et de surveillance. Les forces italiennes se trouvaient pour plusieurs mois dans l'incapacité de prendre l'offensive par suite de leurs pertes récentes. Tel était, pour l'Allemagne, le résultat brillant de la campagne de 1917, après laquelle elle n'avait plus à redouter les Alliés que sur le front de France, mais tous ces avantages étaient compensés par la déclaration de guerre des États-Unis.

Les Allemands, qui comptaient sur leurs sous-marins, firent d'abord bon marché de cette intervention. A la fin de 1917, un grand nombre de transports avaient déjà accompli le trajet de New-York en Europe, sans qu'aucun fût torpillé. Cette constatation dut donner à réfléchir à nos ennemis, car

du moment que les États-Unis se montraient résolus à participer de tout leur pouvoir au conflit mondial et que leurs navires arrivaient à bon port, on était bien obligé de prendre en considération leurs ressources inépuisables en hommes et en matériel, supérieures à celles de la Russie et qui ne couraient pas comme elles le risque de rester inexploitées.

Dans cette situation nouvelle, quel parti devait prendre l'Allemagne? Se prononcerait-elle pour la défensive ou pour l'offensive? En ce dernier cas continuerait-elle à s'attaquer aux plus faibles (front macédonien, front italien) ou se retournerait-elle contre les plus forts (front français)?

La première de ces trois solutions consistait, après avoir renforcé le front par tous les moyens, à y attendre les attaques des Alliés avec l'espoir que plusieurs tentatives infructueuses les lasseraient et qu'ils accepteraient alors d'entrer en pourparlers. C'était se résigner à une paix de compromis, dans l'hypothèse la plus favorable, résultant d'une usure prolongée. Or l'Allemagne s'était toujours refusée à appliquer cette méthode qui semblait moins recommandable que jamais dans la phase du conflit où on était parvenu.

La deuxième solution n'offrait pas plus d'avantages. En mettant les choses au mieux, si l'Allemagne chassait les Alliés des Balkans, si elle consommait la défaite de l'Italie, quels bénéfices en retirerait-elle? Quelques victoires de plus, de nouveaux territoires occupés, de quoi fournir le texte de communiqués retentissants. Tout cela ne terminait pas la guerre.

Au contraire, une offensive triomphant sur le front occidental lui donnait la certitude de dicter sa volonté à la coalition et jamais elle ne trouverait des circonstances meilleures.

La défection de la Russie libérait une quantité imposante de troupes, de canons, d'avions, de matériel de toute sorte. Il était facile de transporter ces disponibilités sur le front occidental avant que l'afflux américain ne prît de grandes proportions. Mais il fallait se hâter, car le courant une fois établi entre les États-Unis et la France ne s'arrèterait plus et rétablirait bientôt en faveur de l'Entente l'équilibre des effectifs, puis lui assurerait une supériorité constamment accrue.

Indépendamment de ces arguments purement techniques, la logique conseillait de profiter du coup d'aiguillon que la débâcle russe avait donné à l'enthousiasme de l'Allemagne et surtout de ses alliés ; il était à prévoir que cette surexcitation durerait peu et ferait place au désespoir si la chute de la France ne suivait pas à bref délai celle de son alliée de l'Est.

Ludendorff, dont l'autorité était devenue prépondérante, se déclara pour l'offensive sur le front occidental, sans restriction, sans arrière-pensée, en réunissant tous les moyens afin de percer les lignes et de mettre fin à la campagne le plus vite possible. L'exemple donné à Cambrai par l'armée britannique montrait qu'une percée était réalisable. Les Anglais avaient opéré sans préparation d'artillerie, grâce à leurs tanks. Au commencement de l'année 1918, l'armée allemande possédait un trop petit nombre de ces engins pour pouvoir en constituer l'ossature d'une attaque.

Ludendorff a déclaré depuis que cette pénurie provenait de l'incapacité des usines à livrer le matériel demandé. Mauvaise excuse. L'industrie germanique avait eu dix-huit mois devant elle et elle nous a montré par ses constructions de sous-marins ce qu'elle peut produire en un pareil laps de temps. Il est plus que vraisemblable que le haut commandement a d'abord fait fi d'une invention étrangère et n'en a reconnu la valeur que trop tard.

Pour rompre le front occidental, Ludendorff s'inspire des procédés dont s'est servi l'été précédent le général von Hutier à la bataille de Riga. Faute de tanks une préparation d'artillerie s'impose, mais elle ne dépasse pas quelques heures, comme à Verdun. Elle change aussi d'objet ; au lieu de viser à la destruction des ouvrages ennemis, elle ne cherche qu'à réduire leurs défenseurs à l'impuissance. A cet effet, aux obus explosifs employés exclusivement autrefois, on substitue dans une large mesure les obus toxiques pour obliger les fantassins ennemis à garder leur masque, dont le port prolongé produit un affaissement profond.

Au moment de l'assaut, une troisième espèce de projectile s'abat en rafales sur les positions à conquérir : les obus fumigènes. Ils créent autour des combattants des ténèbres contre

lesquelles projecteurs et fusées éclairantes demeurent impuissants. Les feux flanquants, sur lesquels repose tout le mécanisme de la défense, ne peuvent plus fonctionner; fusiliers et mitrailleurs tirent au hasard dans cette nuit artificielle. La lutte s'engageant corps à corps, les assaillants, infiniment plus nombreux, ont beau jeu contre une poignée d'hommes à demi suffoqués.

La première position enlevée, il faut prévoir la continuation accélérée du mouvement avec un appui d'artillerie diminuant progressivement. C'est la phase la plus critique de la bataille pour l'offensive, celle où les équipages n'ont pas encore passé. Les fantassins ne peuvent compter que sur ce qu'ils emportent avec eux. D'où nécessité d'armer l'infanterie aussi puissamment que possible, non plus avec des pistolets et des grenades comme on faisait lorsqu'on envisageait surtout le combat dans les tranchées et les boyaux, mais avec des engins à longue portée, les seuls qui permettent de gagner rapidement du terrain, de recommencer la guerre en rase campagne. Le fusil et la mitrailleuse reprennent leur prépondérance de jadis ; on y ajoute la mitrailleuse légère, qu'on répand à profusion et qui devient l'arme principale de l'infanterie, puis le *minenwerfer* léger pour faire office de canon d'accompagnement.

L'assaut commence dès les premières lueurs de l'aube afin de donner le plus de temps possible aux unités pour pénétrer profondément au delà de toutes les positions et en finir avec les tranchées.

Les conditions tactiques de l'offensive ayant ainsi été fixées, restait à choisir la partie du front où on l'exécuterait. La situation des lignes n'avait pas changé depuis deux ans, époque de l'attaque contre Verdun.

On se rappelle qu'alors le Grand État-major avait rejeté l'idée d'une attaque directe vers Paris par crainte de contre-offensives sur les flancs comme en 1914. Il avait préféré frapper contre l'aile droite alliée que contre l'aile gauche, quoique le bénéfice stratégique apparût moindre en cas de succès. Les raisons qui avaient inspiré ce choix — bouleversement par l'artillerie d'un sol détrempé — ne subsistaient plus, car la préparation plus courte, faite surtout avec des

obus toxiques et fumigènes, produirait peu de dégâts au terrain.

Il fut donc décidé d'attaquer l'aile gauche des Alliés et de l'aborder entre la Scarpe et l'Oise; cette dernière rivière servait alors de limite entre les zones française et britannique. Ludendorff se proposait de pousser vers l'Ouest en prenant la Somme comme axe de marche, de manière à séparer les deux grandes armées alliées, à isoler les Anglais et les Belges des Français en les poussant sur un territoire resserré, où on les tiendrait à merci.

Les Allemands passèrent l'hiver à transporter leurs divisions de Russie en France, à étudier dans le plus grand détail la prochaine offensive et à faire répéter par les unités sur des polygones aménagés en arrière du front, les diverses phases de la bataille de rupture, la *Durchbruchschlacht.*

Pendant ce temps, les Alliés se préparaient à recevoir le choc ; d'un commun accord ils avaient décidé de rester sur la défensive tant que la supériorité numérique de l'ennemi serait trop forte. Cette détermination donne la mesure du chemin parcouru par le haut commandement français depuis les jours de la doctrine de l'offensive à outrance. La rude école de la guerre avait eu raison des théories de l'abstraction.

Les efforts des Alliés tendirent surtout à économiser des troupes sur les positions de défense, de manière à se ménager des réserves prêtes à intervenir si l'ennemi réussissait à percer. Sage précaution, car le 21 mars l'attaque allemande faisait irruption au travers des lignes britanniques, s'approchait d'Amiens et de Beauvais, menaçant de couper toute communication entre les armées britannique et française.

La défaite était grave, mais du mal naquit le remède. Devant le danger le plus sérieux qu'ait couru l'Entente depuis les journées critiques qui précédèrent la bataille de la Marne, les Alliés serrèrent les rangs. Tous consentirent à se placer sous un commandement unique. On ne verrait donc plus ces longues négociations, ces pourparlers souvent plus politiques que militaires qui s'engageaient chaque fois qu'on projetait une action combinée des forces alliés. Lorsque nos petits-neveux liront l'histoire de cette guerre, ils ne pourront en croire leurs yeux quand ils découvriront, par exemple, qu'en

septembre 1914 le corps britannique intercalé entre les 5e et 6e armées françaises échappait à la direction du général Joffre, bien que figurant au milieu de sa ligne de bataille. Il n'était que temps de créer l'organe qui pût mettre en œuvre tous les moyens en les concentrant au lieu de les disperser.

Au même moment se produisait un événement d'importance presque égale. Le péril où nous jetait le succès de l'offensive ennemie ouvrit les yeux aux chefs du gouvernement et de l'armée des États-Unis. Jusque-là l'envoi des unités américaines avait gardé une allure un peu processionnelle. Un an après le vote de la déclaration de guerre, il n'était encore arrivé en France que quatre divisions de combat. Chacun y mit du sien. Les États-Unis hâtèrent le recrutement et l'organisation des troupes ; la France fournit des instructeurs, des chevaux, des canons ; l'Angleterre prêta une partie de sa flotte de paquebots. Grâce à la bonne volonté de tous, la densité des transports atteignit le chiffre de 300 000 hommes par mois et s'y maintint.

De son côté le général Pershing mettait à la disposition du nouveau commandant en chef allié toutes les unités sous ses ordres. La portée de cette offre ne fut pas bien comprise de tous. On y vit un beau geste et rien de plus, car elle ne devait avoir pour conséquence immédiate que d'envoyer une seule division à la bataille de Picardie. Mais ceux qui étaient plus au courant de la situation réelle de l'armée américaine en comprirent la véritable signification. Les divisions arrivaient en Europe à peine dégrossies. Après quelques essais, il avait été convenu de les mettre à l'instruction pendant trois mois avant de leur confier un secteur du front. La proposition du général Pershing ne tendait à rien moins qu'à renoncer de plein gré aux avantages de cette instruction, méthodiquement graduée et développée, pour mettre sans délai ses troupes en première ligne. Ceci s'appliquait non seulement aux unités déjà débarquées, mais aussi à celles à venir ; ces dernières furent jetées dans la fournaise avec moins de ménagements encore, comme cette division qu'on a pu voir engagée dans l'offensive de juillet alors que son infanterie n'avait jamais fait encore l'école de bataillon et venait de toucher ses mitrailleuses moins de quinze jours auparavant.

On s'est souvent étonné du manque de connaissance et du défaut de préparation des troupes américaines, des pertes que ces lacunes leur ont values, des occasions qu'elles leur ont fait perdre, des retards qu'elles ont entraînés. Qu'on se dise bien que ces faiblesses mêmes sont un des plus beaux titres de nos alliés des États-Unis à notre reconnaissance, car elles ont eu pour cause l'impatience d'entrer dans la lutte et la clairvoyante conception des nécessités de la campagne. Les sacrifices des Américains en 1918 ont évité à toutes les armées de l'Entente d'avoir à en supporter en 1919.

Revenons à l'offensive allemande. L'opération du 21 mars, préparée dès longtemps, fut exécutée avec toutes les précautions et toute l'énergie requises. Avant tout il importait de garder le secret sur la date et le lieu de l'attaque. En matière de discrétion on peut se fier aux Allemands; ils ne se livrèrent pas aux intempérances de langage qui avaient annoncé à tout le monde l'offensive française de l'année précédente. Les troupes, amenées de loin, faisaient route de nuit et ne bougeaient pas de leurs cantonnements pendant le jour, tandis que des démonstrations et des simulacres de préparatifs attiraient l'attention des Alliés sur d'autres parties du front.

La préparation d'artillerie commença au milieu de la nuit. L'assaut partit au petit jour. A gauche la 3e armée britannique tint bon, mais à droite la 5e fléchit. L'infanterie allemande envahit les positions, s'empara des batteries et, par l'intensité de son feu de mitrailleuses, brisa les contre-attaques. Gagnant rapidement du terrain, elle se trouva bientôt au delà de toutes les lignes de défense. Plus elle avançait, plus elle n'avait à compter que sur ses fusils et ses mitrailleuses; l'artillerie attelée ne pouvait marcher à la même allure à travers tous les obstacles; quant aux minenwerfer, on les avait bien halés à bras d'hommes, mais leurs munitions, grosses torpilles très peu maniables, étaient en grande partie restées en arrière.

Du côté britannique, les divisions de secteur n'existaient pour ainsi dire plus. Les quelques débris échappés au désastre se repliaient, appuyant instinctivement à gauche, vers leurs compatriotes, en sorte qu'un vide se creusait le long de l'Oise.

Le matériel de première ligne avait entièrement disparu ; on évacuait ce qu'on pouvait des dépôts plus en arrière. Les voies d'accès au champ de bataille se couvraient d'impedimenta qui entravaient l'entrée en ligne des réserves. C'est ce qui explique que, sur certains points, les Allemands aient trouvé le terrain à peu près libre dès le troisième jour de la bataille. Ils en profitèrent pour franchir presque sans opposition le canal Crozat, obstacle sérieux où la défense aurait pu facilement s'accrocher.

Le 23 mars, les premières réserves apparaissaient. C'étaient la cavalerie et le 5e corps français; elles barraient la solution de continuité des lignes au nord de Noyon. A leur gauche, les troupes britanniques renforcées disputaient à l'ennemi les passages de la Somme et de la Tortille, mais le 25 les Allemands franchissaient de vive force ces cours d'eau et la lutte se poursuivait sur les plateaux désolés, témoins des batailles de 1916.

Dans ces actions en rase campagne, les assaillants avaient l'avantage du nombre; les divisions fraîches venaient sans cesse bourrer la ligne de bataille, mais les difficultés de ravitaillement s'accroissaient en proportion de la profondeur du terrain conquis et de la densité des combattants. Par les rares chemins praticables et encombrés, l'artillerie ne rejoignait que peu à peu, lentement. Au contraire, les Alliés, disposant d'un réseau de communications intact, quoique chargé, ne rencontraient pas les mêmes difficultés pour faire soutenir les fantassins par l'artillerie.

La marche en avant des Allemands dura une semaine ; elle atteignit le cours de l'Avre. Le 28 mars, près de Montdidier, une brillante contre-attaque française marqua la fin de ses progrès. Après un nouvel effort entre Moreuil et Lassigny, le 30 mars, l'ennemi, se souvenant sans doute de Verdun, sembla renoncer à percer le nouveau front franco-britannique. Les attaques des jours suivants en direction d'Amiens avaient plutôt pour objet de masquer les préparatifs de la nouvelle offensive qu'ils projetaient plus au Nord.

N'ayant pu atteindre son but en Picardie, Ludendorff chercha un point d'attaque moins éloigné de la mer et choisit la région de la Bassée, tenue en partie par l'armée portugaise,

estimée moins aguerrie que les troupes britanniques. L'usure considérable de la première bataille obligea à restreindre le front de combat et à entamer l'affaire avec des effectifs moindres de moitié. Même tactique, même succès initial, même intervention des réserves alliées qui rétablirent la situation après une période critique. Commencée le 9 avril, l'offensive arrive à son apogée le 26 par la prise du mont Kemmel dont elle ne parvient pas à déboucher ; le 29 elle est définitivement enrayée.

L'armée allemande a besoin de reprendre haleine et pourtant le temps presse, car des pertes terribles ont éclairci ses rangs et, si elle en a infligé d'aussi fortes aux Alliés, elle n'a pas comme eux la venue régulière des convois américains pour combler les vides des grandes tueries.

Après ses insuccès contre l'aile gauche alliée, Ludendorff ne s'obstine pas dans la même région, il porte ses efforts sur l'aile droite, où il soupçonne, non sans raison, que les réserves sont moins denses, entre Soissons et Reims. Cette troisième offensive, identique aux deux premières, a d'abord une allure encore plus irrésistible. Les formidables positions du Chemin des Dames sont enlevées si vivement que le soir même (27 mai) les Allemands passent l'Aisne et touchent la Vesle à Bazoches, avec leurs patrouilles avancées. Le secteur, très faiblement tenu, a été d'autant plus vite envahi que ses maigres réserves, au lieu de chercher à retarder l'ennemi en se cramponnant au terrain, se sont jetées dans la mêlée pour être emportées instantanément par la tourmente ; élan généreux, mais irréfléchi. Heureusement le pilier de Reims tient bon, celui de Soissons ne cède que le troisième jour. Incapable de s'étendre en largeur, l'attaque ne tarde pas à se trouver en flèche, se dépense vite et vient mourir sur la Marne le 1er juin. Toutes les tentatives pour agrandir la poche vers l'Ouest demeurent infructueuses.

Le moment semble venu de pousser droit sur Paris, non par la région boisée de Compiègne et de Villers-Cotterets, trop accidentée, trop coupée, mais par la rive droite de l'Oise, où, après les collines s'élevant au sud de Noyon, on ne rencontre plus d'obstacles jusqu'à la Seine.

L'attaque, lancée le 9 juin, sur un front de 35 kilomètres,

accuse bientôt une certaine mollesse ; elle ne perce qu'au centre et peu profondément. Le surlendemain une contre-offensive de notre gauche reprend une grande partie des positions perdues ; l'ennemi renonce à continuer une affaire si mal engagée.

Cette opération révèle une fatigue manifeste chez le soldat allemand. En dépit des promesses de ses chefs, il ne voit pas venir la fin de la guerre tant annoncée. Le haut commandement, constatant la lassitude de son armée, doit s'avouer qu'en persévérant dans ses attaques pour ne remporter chaque fois qu'un demi-succès, il fait le jeu de son adversaire et va au-devant de la catastrophe. Doit-il abandonner l'offensive et retourner derrière la ligne Hindenburg? Il en est peut-être temps encore. Vaut-il mieux tenter un effort désespéré pour arracher la victoire?

Ludendorff se résout à une suprême tentative. Il va jouer sa dernière carte en montant une dernière offensive, qui dépassera en amplitude, en abondance de moyens, toutes les autres. Le front d'attaque s'étendra de Sainte-Menehould à Château-Thierry, pivot du mouvement ; les lignes de défense rompues, on pourra, par une large conversion, descendre la rive gauche de la Marne vers Paris.

Il fallut un mois pour préparer cette opération sans précédent et aussi pour remettre au point le nombre d'unités nécessaire. Certaines négligences donnèrent l'éveil aux Français. Des mouvements insolites furent remarqués ; notre artillerie canonna les positions ennemies et les bois fort nombreux qu'elles traversaient. De grosses explosions s'y produisirent trop près de la première ligne pour qu'il pût s'agir de dépôts d'obus; ce ne pouvaient être que d'importants stocks de bombes de *minenwerfer* et leur présence signifiait sans doute possible une attaque prochaine. On jalonna ainsi tout le front de l'offensive ; on lut les intentions de l'ennemi comme dans un livre ouvert.

Le 14 juillet, tout était prêt. Pour la cinquième fois, les Allemands allaient reproduire la même manœuvre sans y rien changer. C'était faire la partie belle à la défense. Sachant où et comment la tentative se produirait, elle eût été impardonnable de ne pas la déjouer. Pour tromper l'assaillant, le

commandement français fit évacuer à l'avance presque complètement la première ligne et organisa la résistance sur la deuxième, derrière laquelle il déploya toute son artillerie.

Le bombardement allemand laboura des ouvrages inoccupés, répandit des nappes de gaz et de fumée dans des zones sans défenseurs. Puis l'attaque d'infanterie donna à son tour dans le vide. A l'ouest de Reims, où nos lignes n'étaient qu'ébauchées, elle avança quelque peu et prit pied au sud de la Marne, mais à l'est de la cité champenoise, devant nos anciennes positions, elle fut clouée sur le sol.

Ce moment précis marque la défaite de l'Allemagne.

VIII. — LA RIPOSTE VICTORIEUSE DES ALLIÉS

Depuis la fin de mars le commandement allié attendait le moment de passer à l'offensive. Au commencement de juillet, les trois conditions nécessaires se trouvaient enfin réunies : usure de l'ennemi, groupement de réserves suffisant, occasion tactique avantageuse.

Les poches formées par les offensives allemandes étaient entourées de trois côtés par les lignes alliées, ce qui les exposait à des dangers semblables à ceux des saillants dans la guerre de tranchées. Celle qui s'étendait entre Reims et la forêt de Villers-Cotterets était la plus profonde et en même temps la plus étroite, partant la plus vulnérable. Il fut décidé qu'on attaquerait cette poche simultanément sur ses deux flancs, les 6e et 10e armées à l'Ouest, la 5e à l'Est; ces offensives devaient marcher au-devant l'une de l'autre et opérer leur jonction près de Fère-en-Tardenois. Le commandement allié était déjà alors parfaitement orienté sur l'imminence de la grande opération ennemie, mais il résolut d'exécuter la sienne quoi qu'il arrivât ; la date en fut fixée au 17 juillet.

L'adversaire nous prévint le 15. En poussant une partie de ses forces au delà de la Marne il augmentait les périls de sa situation, mais il rendait impossible toute attaque de notre 5e armée, qui ne pouvait plus songer qu'à se défendre.

Rien ne fut changé aux instructions qu'avaient reçues les

6e et 10e armées, sauf la date de l'opération qu'on retarda de vingt-quatre heures. Nos soldats, excédés de se battre depuis quatre mois sur la défensive, accueillirent avec joie l'ordre d'attaque.

Le 18 juillet, sans préparation d'artillerie, précédées de chars légers, les vagues d'assaut surprirent et défirent l'ennemi. Malgré les nombreux renforts que les Allemands avaient concentrés dans le voisinage pour exploiter leur offensive sur la Marne, ils furent incapables de rétablir le combat. Ils parvinrent cependant à sauver leurs troupes engagées au Sud de la rivière et à gagner la ligne de la Vesle, où ils échappaient à l'enveloppement.

On ne peut s'empêcher de remarquer la singulière ressemblance des deux batailles de la Marne, leur parallélisme absolu. A une moindre échelle, celle de 1918 est l'exacte reproduction de celle de 1914 : le massif de Villers-Cotterets y tient le rôle du camp retranché de Paris, Reims celui de Verdun, l'armée Gouraud celui des armées de Castelnau et Dubail. Les mêmes causes avaient produit le même résultat.

La lutte faisait encore rage sur la Vesle que déjà les troupes franco-britanniques attaquaient la poche de Picardie.

Le commandement allié avait longuement temporisé avant de prendre l'offensive, mais, une fois commencée, elle ne devait plus s'arrêter. Nous ne fatiguerons pas le lecteur par le récit des opérations compliquées qui aboutirent à la victoire finale. Nous nous contenterons d'en indiquer le caractère.

On peut y distinguer trois périodes ; offensive en deçà de la ligne Hindenburg, contre cette ligne et au delà.

En avant de la ligne Hindenburg, sur les contours des poches, les troupes allemandes n'étaient couvertes que par des ouvrages rudimentaires, qu'elles n'avaient pas eu le temps de consolider. C'est ce qui donnait aux attaques par surprise de grandes chances de réussir. Le commandement allié multiplie ces attaques sans les pousser très loin, s'efforçant surtout de frapper vite et souvent. Il ne cherche aucun résultat stratégique. Visiblement son but consiste à ne laisser aucun répit à l'adversaire, à le harceler sur tant de points différents qu'il ne pourra user pour une contre-offensive de

ses réserves, toutes absorbées par la nécessité de boucher les trous de ses lignes qui craquent à chaque assaut.

Les Alliés marchent de victoire en victoire. Sans doute l'armée allemande combat encore avec la bravoure d'une troupe disciplinée, longtemps habituée au succès ; ses détachements d'arrière-garde surtout, par leur dévouement autant que par leur habileté à manier la mitrailleuse, retardent les progrès des vainqueurs ; mais dans son ensemble, l'armée a perdu la foi dans l'heureuse issue de la guerre ; elle n'a plus confiance en ses chefs.

Le haut commandement allemand est tout à fait décontenancé ; incapable de réagir, de monter la moindre contre-attaque, arrivant toujours trop tard à la parade, il semble concentrer son attention sur la rédaction de communiqués dissimulant ses revers.

De son côté, le général en chef allié presse l'ennemi avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'il le sent fléchir davantage. Il n'impose pas aux exécutants un modèle d'attaque invariable, comme son rival, pendant quatre mois, l'a fait de l'offensive type Hutier. Il laisse à chacun toute initiative pour combattre selon son tempérament, ses habitudes, ses ressources.

Ce qu'il faut surtout admirer, c'est l'art magistral avec lequel le commandement sait faire jouer ses réserves, la vitesse foudroyante — démoniaque, a dit un général allemand — de la concentration des moyens en vue de chaque nouvelle attaque. Ces efforts continus imposent de dures épreuves aux hommes, mais ils savent qu'on les mène à la victoire et ne sentent plus la fatigue.

Avant la fin de septembre, les poches allemandes ont été réduites ; l'ennemi est partout rejeté dans les positions du système Hindenburg, où jadis il a pu se croire inexpugnable. Quel changement ! Les troupes qu'il faudrait échelonner dans ces lignes nombreuses et enchevêtrées ont fondu en avant de la forteresse. Les restes exténués des armées qui en sortirent si ardentes, pour aller conquérir Paris, reviennent, talonnés par l'adversaire, s'aligner dans leurs anciennes tranchées. Les Alliés leur laisseront-ils le temps de s'y organiser?

Non. Du 25 au 28 septembre, de puissantes offensives

abordent ces positions, autrefois si redoutables. Le 26, l'armée américaine s'ébranle entre la Meuse et l'Argonne et la 4e armée française entre l'Argonne et la Suippe, puis, le 27, la 1re armée britannique devant Cambrai et, le 28, le groupe d'armées du roi Albert en Flandre.

Cette deuxième phase de l'offensive n'a pas le même caractère que la précédente. Aux attaques isolées, visant uniquement des avantages tactiques, succèdent des opérations plus vastes, plus solidaires les unes des autres, portant en elles la possibilité de résultats stratégiques Elles s'acheminent vers la manœuvre d'ensemble, vers la bataille générale.

Les modalités d'exécution conservent leur variété. Certaines armées reviennent à la préparation d'artillerie, soit de quatre ou cinq heures à la manière allemande, soit d'une journée entière.

Les grandes attaques de la fin de septembre mordent toutes profondément dans la ligne Hindenburg. Aux deux ailes extrêmes, les Américains et les Belges, novices en offensive, voient leurs progrès ralentis par les difficultés de ravitaillement, tandis que la marche menaçante de la 4e armée obtient un premier succès stratégique en obligeant l'ennemi à évacuer la boucle de l'Aisne.

Puis la droite britannique et notre 1re armée s'enfoncent dans les positions adverses au nord de l'Oise, dont la chute entraîne celle du massif de Saint-Gobain. Au milieu d'octobre, la ligne Hindenburg est dépassée partout de Verdun à la mer.

Alors commence la troisième phase. Avec la perte de la ligne Hindenburg, le dernier espoir de l'armée allemande s'est évanoui. Ludendorff a avoué qu'il s'était considéré comme vaincu dès l'attaque du 8 août ; l'opinion publique dans les empires centraux s'est rendu compte de la défaite le 30 septembre en apprenant la défection de la Bulgarie; l'armée, déjà découragée depuis longtemps, a encore fait bonne contenance pendant quelque temps, mais après s'être vue chassée en moins de trois semaines de ses meilleures positions elle commence à fléchir. Quelques éléments s'accrochent désespérément aux positions de repli, discontinues, de valeur inégale, qui subsistent derrière la ligne Hindenburg, mais

sur plusieurs points des défaillances se produisent, empêchant toute défense organisée.

L'offensive des Alliés commence à prendre l'allure d'une poursuite. On sent approcher le moment du désastre; une attaque importante préparée sur le front de Lorraine, entre Metz et les Vosges, fixée au 14 novembre, doit consommer la catastrophe. Les Allemands ne l'attendent pas et préfèrent accepter toutes les conditions des vainqueurs en signant, le 11 novembre, l'armistice qui met fin aux hostilités.

La guerre se terminait par un triomphe que les plus optimistes, quelques mois auparavant, n'auraient jamais cru voir se réaliser si promptement. Les fautes du commandement allemand eurent une grande part à ce rapide dénouement. Ce n'est pas que Ludendorff se trompa en prenant l'offensive; seule elle pouvait sauver l'Allemagne trop usée pour supporter une prolongation de la guerre. Mais cette sage conception, il ne sut pas l'exécuter.

Son erreur primordiale a été de rechercher une victoire stratégique du premier coup, trop vite, avant qu'elle fût mûre, puis de renouveler cette tentative tout le long du front en offensives se succédant sans jamais qu'aucune d'elles tînt compte des résultats acquis par les précédentes. Erreur encore de s'obstiner dans une formule d'attaque rigide, si bonne fût-elle, de la reprendre cinq fois sans y rien changer et deux fois après de longs intervalles.

Dans la dernière année de la guerre, comme dans la première, nous voyons le commandement allemand égal à lui-même : toujours habile à préparer une campagne, toujours lent, lourd dans l'accomplissement de son plan, embarrassé par les situations inopinées, impuissant à en tirer parti.

Quel contraste offre en 1918 le commandement allié ! Comme il excelle à s'adapter aux circonstances, à saisir l'occasion favorable ! Quelle fermeté dans la défense, quelle ardeur, quelle souplesse dans l'attaque ! Ce qui domine tout, c'est sa bouillante activité. « Activité, activité, vitesse... » prêchait l'Empereur. Jamais conseil n'a été mieux suivi. Nous avons dit que l'offensive allemande du début de la guerre rappelait celle de Moltke en 1870 ; de même les attaques des

Alliés dans la dernière année sont comparables aux manœuvres napoléoniennes des campagnes d'Italie et de France.

CONCLUSION

De ce rapide examen se dégagent les deux caractères particuliers de la guerre qui vient de prendre fin, ceux qu'on ne trouve dans aucune de celles qui l'ont précédée.

Pour la première fois l'importance des effectifs engagés de part et d'autre a eu pour effet de créer un front continu en travers de tout le théâtre d'opérations. Pour la première fois aussi, pendant le cours de la guerre, les moyens matériels, l'armement surtout, se sont perfectionnés sans arrêt et ont amené des changements continuels dans les procédés de combat.

Cependant, si la physionomie de la campagne varie, les principes directeurs de l'art militaire restent les mêmes. La dernière guerre n'y a rien changé ; elle n'en a pas fait connaître de nouveaux et a confirmé ceux qui étaient établis. On y a vu triompher, comme dans tous les temps, l'offensive manœuvrière, la concentration des moyens, l'économie des forces.

Les campagnes sur le front occidental ont surtout fait ressortir les conséquences fatales des doctrines abstraites, se targuant de posséder une formule de victoire toute faite.

La doctrine de Moltke n'est pas ici en cause ; elle est saine, parce qu'elle oblige ses adeptes à préparer de façon serrée toute opération, après quoi elle ne leur fournit qu'un cadre très vaste et ne dicte aucun schéma. Moltke l'a appliquée lui-même à la perfection, mais ses disciples s'y sont montrés moins experts. Ils savent encore préparer une campagne, mais ils ne savent plus que cela. Au cours de l'exécution, ils se montrent hésitants, désorientés. Ils en arrivent à oublier la doctrine de leur maître, à agir même à l'encontre de ses préceptes. Ainsi nous voyons le second Moltke, successeur indigne de son oncle, s'exposer à être enveloppé sur la Marne, Falkenhayn s'acharner à des attaques de front devant Verdun, Ludendorff recommencer en 1918 la faute commise en 1914, au même point et dans des conditions identiques.

Le commandement français s'est d'abord encombré d'une doctrine qui, n'admettant d'avance qu'une offensive immédiate, s'éloignait volontairement de la réalité. Après la défaite qu'elle lui valut il consentit à tenir compte de la situation matérielle et n'eut pas à s'en repentir. Puis, lorsque la guerre eut revêtu un caractère inattendu en s'immobilisant, il chercha sa voie jusqu'après la bataille d'Artois en 1915. A ce moment se produit un étrange revirement. Le commandement passe d'un extrême à l'autre ; après s'être nourri de pure abstraction, il tombe dans l'empirisme absolu. Il échafaude chacune de ses manœuvres sur les données fournies par l'opération précédente ; la Champagne est comme le corrigé de l'Artois, Douaumont de la Somme, le Chemin des Dames de Douaumont.

En 1918, le général en chef ne se laisse pas diriger par des formules préconçues, ni par les exemples de la veille ; il s'inspire de la situation présente, du cas concret et trouve ainsi le chemin de la victoire.

Il nous a montré que le chef doit avant tout voir et comprendre ce qui se passe autour de lui, pour monter sa manœuvre. Tel a été l'enseignement de l'histoire, telle est la leçon de la récente guerre.

Les grandes écoles militaires rouvrent leurs portes. On va y reprendre les cours de tactique, de stratégie, l'étude des campagnes. Fort bien, mais qu'on évite l'erreur où on est tant de fois tombé. Qu'on ne codifie pas l'art de la guerre pour favoriser la paresse d'esprit et une molle routine. Qu'on ne représente pas les opérations finales comme la perfection à reproduire telle quelle, à l'avenir. Les victoires de 1918 sont magnifiques, mais elles sont d'hier. Demain les conditions auront peut-être changé et les procédés de combat qui assuraient le succès l'année dernière pourraient l'an prochain conduire à la défaite. Qu'on mette au rebut la campagne modèle et la bataille type. Qu'on enseigne aux futurs généraux à se décider sur des faits, non à appliquer des formules.

A la guerre, il n'y a pas de règles à suivre : il n'y a que des cas à traiter.

RÉGINALD KANN

L'IDÉE[1]

II

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le 10 janvier 1916, à Paris.

La neige tombe à gros flocons, qu'une bise glaciale emporte et dont elle cingle les visages.

Dans le centre de la ville, les chaussées, au milieu desquelles on a jeté du sable et du sel, sont couvertes d'une boue froide que piétinent les passants hâtifs aux cols relevés.

Mais Montmartre, délaissé par les employés municipaux, se dresse tout blanc au-dessus de la cité. Dans une des rares rues anciennes de ce quartier épargnées par les spéculateurs en grands immeubles, non loin du Sacré-Cœur dont l'inélégante silhouette rappelle, à présent, un vaste sorbet à la vanille, s'élève une coquette villa construite autrefois, sans doute, par un artiste.

Contre la porte de la grille dont est clos le jardin qui précède la maison, on peut lire sur une petite plaque enfouie dans le réseau noueux d'un lierre desséché, cette indication « Le Refuge ».

Entrons :

Le jardin est couvert d'un tapis blanc qui craque sous les pieds.

Quelques marches, une porte vitrée et l'on pénètre directement dans le salon de la villa.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919.

C'est une pièce assez grande, éclairée, outre la porte, par une fenêtre en pan coupé donnant sur la partie du jardin qui se trouve derrière l'habitation.

Peu de meubles : un canapé, un fauteuil, un guéridon, des chaises. La salle a été dégagée pour qu'on puisse installer devant la fenêtre une longue table sur laquelle sont placées des piles de tricots, cache-nez, passe-montagnes, chaussettes, etc. Des paquets tout préparés, entourés de toile, sont disposés en tas le long des murs.

Jacqueline Dupont, assise devant le guéridon, écrit des adresses sur des étiquettes qu'elle passe à madame Lumet, une ouvrière à la journée, et à Marguerite, une femme de chambre, occupées, l'une et l'autre, à confectionner des paquets.

MADAME LUMET (*qui, depuis un moment, a cessé de travailler pour regarder par la fenêtre*). — Oh ! quelle neige ! Quelle neige !... Venez voir, madame Jacqueline...

JACQUELINE. — Ma foi non... Cela me fait trop de peine de penser qu'il y a des hommes dans les tranchées par des temps pareils !

MARGUERITE. — Et depuis si longtemps !

MADAME LUMET (*se remettant au travail*). — Qui aurait pu penser que le 10 janvier 1916, cette maudite guerre ne serait pas finie?

JACQUELINE. — Avez-vous reçu des nouvelles de votre mari, ces jours derniers?

MADAME LUMET. — Avant-hier, madame.

JACQUELINE. — Il va bien?

MADAME LUMET. — Oui, mais il se plaint du froid et de la boue... Oh ! de la boue surtout !

JACQUELINE. — J'espère que les bottes caoutchoutées que nous lui envoyons pourront le protéger un peu.

MADAME LUMET. — Je pense, elles sont splendides... et je ne sais comment vous remercier...

JACQUELINE. — Laissez donc !... D'abord, moi, je ne suis que l'exécutrice des ordres de monsieur Fernando... et puis, on ne fera jamais assez pour ces braves garçons qui supportent tant de misères avec un tel courage et une telle patience.

MARGUERITE. — Surtout pour ceux qui, comme le mari,

de madame Lumet, ne sont pas Français et se battent parce qu'ils l'ont bien voulu !

JACQUELINE. — Certes.

MARGUERITE (*craignant de l'avoir vexée*). — Ce n'est pas pour diminuer le mérite des autres...

JACQUELINE. — Bien sûr ! Et peut-être ne se rend-on pas assez compte, en France, de la reconnaissance qu'on doit à ces étrangers.

MAMAME LUMET. — Oh ! étrangers... Mon mari habitait Paris depuis dix ans; moi, je suis Française... Alors, quand la guerre a éclaté, il m'a dit : « J'allais me faire naturaliser. Je dois agir comme si je l'étais. J'ai profité des bonnes choses de la France, il est juste que je partage les mauvaises. » Je ne voulais pas le laisser partir, mais il s'est fâché : « Tes frères vont se battre. Je ne veux pas rester chez moi, comme un lâche ! » Il n'y avait rien à répondre, c'était trop naturel.

JACQUELINE. — Oui, mais j'ai honte quand je pense que des jeunes Français ont pu demeurer chez eux pendant ce temps.

Un silence. L'ouvrière va poser un nouveau colis sur le tas des autres.

MADAME LUMET. — Là !... Encore un paquet fini.

JACQUELINE. — Quelle heure est-il?

MADAME LUMET. — Trois heures et demie.

MARGUERITE. — Le temps vous semble long, hein, madame?

JACQUELINE. — Je l'avoue.

MADAME LUMET. — C'est à cinq heures que monsieur Pierre arrive?

JACQUELINE. — Cinq heures moins dix.

MADAME LUMET. — Il y a longtemps depuis sa dernière permission?

JACQUELINE. — Cinq mois.

MARGUERITE. — Et ces mois-là comptent double.

JACQUELINE. — Triple !

MADAME LUMET. — Plus encore ! Ce sont des siècles !

Un temps.

JACQUELINE. — La cuisinière n'oublie pas qu'elle doit aller chercher Marcel à l'école aujourd'hui?

MARGUERITE. — Non, madame; elle est même déjà partie pour faire des courses avant de le prendre à quatre heures.

JACQUELINE. — Son papa va encore le trouver grandi...

MARGUERITE. — Je comprends.

On entend un coup de sonnette dans le jardin.

JACQUELINE. — On a sonné à la grille ; voulez-vous regarder?

MADAME LUMET (*soulevant le rideau de la porte vitrée*). — C'est un soldat. (*Elle ouvre.*) Tournez le bouton, ce n'est pas fermé... Par ici... Venez vite !... Oh ! quel temps !

Un soldat apparaît dans l'embrasure. Il est tout blanc de neige.

LE SOLDAT (*sur le pas de la porte*). — Pardon, mesdames, c'est bien ici le Refuge?

MADAME LUMET. — Oui, entrez, entrez.

LE SOLDAT. — Je vais me secouer un peu.

JACQUELINE. — Vous vous secouerez à l'intérieur.

LE SOLDAT (*pénétrant avec précaution dans la pièce, très intimidé*). — Je suis tout mouillé et j'ai les pieds crottés.

MADAME LUMET. — Ça n'a pas d'importance.

JACQUELINE. — Vous êtes ici chez vous. Donnez-lui un verre de vin chaud, Marguerite.

MARGUERITE. — Tout de suite.

Elle sort à droite.

JACQUELINE (*au soldat*). — Vous voulez bien?

LE SOLDAT. — Ce n'est pas de refus... par ce froid... Je vous demande pardon de vous déranger, mesdames... Voilà ce qui m'amène... Un camarade m'a dit, quand je suis parti en permission, qu'il y avait à Montmartre une œuvre appelée le Refuge, où l'on donnait du linge aux soldats de la Légion... Alors, je suis venu voir si c'était vrai... parce que je ne suis pas riche... et dame !...

JACQUELINE. — C'est exact. On vous donnera ici tout ce que vous voudrez, et même, si vous ne savez pas où loger...

LE SOLDAT. — Oh ! je vous remercie... Mon ancien patron a bien voulu me recevoir... et puis, ma permission est finie... Je pars dans une heure et demie.

JACQUELINE. — Enlevez votre capote, on va la faire sécher.

LE SOLDAT. — Je n'aurais pas le temps... C'est encore loin, Montmartre, de la gare de l'Est.

JACQUELINE. — Alors, approchez-vous. De quoi avez-vous besoin?... D'un tricot?... d'un caleçon?... d'un cache-nez?... Oui, je vois, vous avez besoin de tout? Tenez, madame Lumet, mettez-lui un assortiment complet dans une de nos musettes imperméables.

LE SOLDAT. — Oh! c'est trop!

MADAME LUMET. — Laissez-moi faire.

JACQUELINE (*s'asseyant devant le guéridon*). — Venez ici, maintenant; vous allez me donner votre nom, votre compagnie, etc. On vous enverra un paquet de temps en temps.

LE SOLDAT (*ravi*). — Eh bien, vrai!

JACQUELINE. — Vous vous appelez?

LE SOLDAT. — Ludovic Schmidt, 4e compagnie, 1er étranger, secteur postal 406.

JACQUELINE (*écrivant*). — Bien. De quel pays êtes-vous?

LE SOLDAT. — De la Suisse.

MARGUERITE (*rentrant, portant triomphalement un bol d'où monte une fumée légère*). — Voilà qui va vous réchauffer, mon brave... Prenez garde, c'est bouillant.

De nouveau la sonnette du jardin se fait entendre. Madame Lumet regarde au dehors.

MADAME LUMET. — Le commissionnaire vient prendre les paquets, madame Jacqueline.

JACQUELINE. — Bon.

LE SOLDAT (*qui boit son vin chaud à petites gorgées*). — Vous envoyez tout ça au front?

MARGUERITE. — Il en est déjà parti autant ce matin.

MADAME LUMET. — Et c'est comme ça tous les jours!

LE SOLDAT (*admiratif*). — Eh bien, vrai!... Eh bien, vrai!...

Le commissionnaire entre et charge dans un grand panier les paquets qu'il emporte. Marguerite l'aide.

JACQUELINE (*au soldat*). — Tenez, prenez ces dix francs pour vous acheter du tabac.

LE SOLDAT. — Oh ! non... ça... je ne veux pas... Non, c'est trop... Vraiment... ça... je ne veux pas.

Mais Jacqueline lui a déjà glissé le billet dans la poche de sa capote.

JACQUELINE. — Allez !... Allez !... C'est l'usage ici... Tous les soldats qui viennent nous voir reçoivent dix francs !

LE SOLDAT (*abasourdi*). — Eh bien, vrai !... Si ça se sait, vous allez avoir des clients !

MADAME LUMET (*riant*). — On commence à en avoir pas mal !

LE SOLDAT. — C'est la maison du bon Dieu, pour sûr !

Il pose le bol. Madame Lumet lui passe autour du cou le cordon d'une musette gonflée qu'elle vient de remplir de toute sorte de choses.

MADAME LUMET. — Voilà votre linge.

LE SOLDAT. — Eh bien, vrai !... Je ne sais comment vous remercier.

JACQUELINE. — Ne remerciez pas, c'est plus vite fait.

Marguerite, qui a aidé le commissionnaire à porter son panier jusqu'à sa voiture à bras dans la rue, revient en courant.

MARGUERITE. — Quel sale temps !... Ça n'arrête pas... Madame Jacqueline, il y a un homme qui demande à vous voir.

JACQUELINE. — Un soldat?

MARGUERITE. — Non, un civil... un étranger sûrement !

JACQUELINE. — Faites-le entrer.

LE SOLDAT. — Je me sauve... Pardon pour le dérangement... Je voudrais vous dire...

JACQUELINE. — Inutile. Si vous êtes content, n'oubliez pas la maison et revenez à votre prochaine permission.

LE SOLDAT. — Ça, pour ça... Soyez sans crainte... Au revoir, mesdames... et merci !...

Il va pour sortir mais s'efface devant la personne que Marguerite introduit et qui n'est autre qu'Alvarez, un Alvarez un peu maigri, changé surtout par le costume européen qu'il porte et dans lequel il semble gêné.

***

ALVAREZ (*sur le seuil*). — Brou ! On peut dire qu'il fait froid, madame Jacqueline, dans votre pays !

Jacqueline se retourne, frappée par l'intonation de cette voix qu'elle croit reconnaître et pousse un cri de surprise en reconnaissant le gaucho. Le soldat est parti.

JACQUELINE. — Ah !... Mais... Mais je ne me trompe pas !... Alvarez !

ALVAREZ. — Lui-même.

JACQUELINE. — Alvarez ici?... Ah ! par exemple !... Depuis quand êtes-vous en France?

ALVAREZ. — Depuis deux jours. (*Il va vers elle, la main tendue.*) Bien content de vous voir, madame Jacqueline. Vous ne vous attendiez pas à ma visite, hein?

JACQUELINE. — Ah ! certes non !... Mais pour quelle raison êtes-vous venu?

ALVAREZ. — Je vous expliquerai plus tard...D'abord, au plus pressé. Le maître?

JACQUELINE. — En bonne santé. Il est ici.

ALVAREZ. — Comment, il est ici?... Il ne se bat donc pas?

JACQUELINE. — Il ne fait que ça depuis quinze mois. Mais il est venu à Paris en permission et repart ce soir, par le train de huit heures.

ALVAREZ. — J'arrive à temps, alors !

JACQUELINE. — Il va rentrer d'un moment à l'autre.

ALVAREZ. — Et votre mari?

JACQUELINE. — Il sera à Paris dans une heure. !

ALVAREZ. — Ah ! çà !... On peut dire que j'ai de la chance... les trouver tous les deux, c'est admirable !

JACQUELINE. — Vous allez même voir Dimitri.

ALVAREZ. — Non?

JACQUELINE. — Si... Il a été blessé très grièvement aux jambes, voilà quatre mois environ. Nous avons pu obtenir son transport dans un hôpital de Paris dont Miroslawa est un des médecins. Aujourd'hui, pour sa première sortie, il a voulu absolument venir ici, afin de voir Pierre dès son arrivée. Mira est allée le chercher en voiture.

ALVAREZ. — Quelle joie pour moi !... A peine débarqué... Dites-moi encore, madame Jacqueline... Et monsieur...

On entend la cloche de la grille.

JACQUELINE. — Tenez, les voici peut-être. (*Elle soulève le rideau.*) Non, c'est Fernando.

ALVAREZ. — Ce qu'il va être surpris !

JACQUELINE. — Avouez qu'on le serait à moins.

MADAME LUMET (*qui a fini de ranger les affaires sur la table*). — Vous n'avez plus besoin de moi, madame?

JACQUELINE. — Non, non, madame Lumet.

MADAME LUMET. — Je vais mettre les mandats à la poste en m'en allant.

JACQUELINE. — C'est ça !

MADAME LUMET (*sortant à gauche avec Marguerite*). — Au revoir, monsieur, madame !

***

Fernando entre par la porte du jardin. Il porte, comme le soldat qui était là il y a quelques minutes, l'uniforme de la Légion. Képi et capote kaki, culotte et bandes molletières de la même couleur. Sur sa poitrine, la Croix de guerre avec une étoile.

FERNANDO. — Il n'est venu personne pour moi, ma petite Jacqueline?

JACQUELINE. — Si, ce monsieur.

FERNANDO (*qui ne reconnaît pas tout d'abord Alvarez placé à contre-jour*). — Oh ! pardon, je ne vous voyais pas... (*Il s'approche.*) Mais... Est-ce que je rêve?

ALVAREZ. — Non, maître, c'est bien moi.

FERNANDO. — Alvarez !

JACQUELINE. — Quelle surprise, n'est-ce pas?

FERNANDO. — Par exemple, oui !... Une bonne surprise ! (*Il lui serre affectueusement les mains.*) Comment vas-tu, mon ami?

ALVAREZ. — Très bien !... Ah ! je suis heureux, monsieur Fernando, si heureux !... bientôt dix-huit mois que vous êtes parti... De vous revoir... ça me fait un bien !

FERNANDO. — Tu arrives du Brésil?

ALVAREZ. — J'ai débarqué au Havre, avant-hier.

FERNANDO. — Et qu'est-ce qui t'amène?

Alvarez hésite une seconde, son visage se rembrunit brusquement, et il dit d'une voix sourde :

ALVAREZ. — Je ne pouvais plus vivre là-bas.

FERNANDO. — Ah !

Il va à lui, pose ses deux mains sur ses épaules et le regarde fixement dans les yeux.

Tu n'as pas fait de bêtise, au moins?

ALVAREZ. — Non, maître, rassurez-vous... Mais je suis parti pour ne pas être tenté d'en faire une.

FERNANDO. — A la bonne heure !

ALVAREZ. — J'ai d'abord essayé de vivre chez moi, comme vous me l'aviez conseillé... Mais je souffrais trop... Alors, j'ai quitté les ranchos pour prendre du travail à Rio... C'était mieux... Les mois passaient... Il me semblait que j'allais guérir... Un jour, au marché, je me trouvai face à face avec ma femme... Je ne fus plus maître de moi... Je lui criai des insultes, je levai la main sur elle... Mais, heureusement, je pensai à vous... et alors je me sauvai comme un fou...

Le lendemain, je pris du service sur un bateau qui venait en France... et me voici... Je vais m'engager, moi aussi. Je veux secouer ma peine, l'arracher de mon cœur, ou bien crever, parce que je n'en peux plus !... Voilà !

FERNANDO. — Tu as été brave, c'est parfait. Ici, dans l'action, dans la lutte, tu guériras.

ALVAREZ. — Je l'espère... (*Un temps.*) Et... madame Jacqueline m'a donné des nouvelles de tout le monde, de son mari, de monsieur Dimitri, de madame Miroslawa... Mais il y en a un auquel je pensais toujours là-bas... toujours... Celui qui m'a sauvé, monsieur Boutron... Qu'est-il devenu?

JACQUELINE (*douloureusement*). — Ah !...

FERNANDO. — Il est guéri, lui, le pauvre ami.

ALVAREZ. — Guéri?

FERNANDO. — Il est mort.

ALVAREZ. — Mort?

FERNANDO. — Il a été tué le 8 mars dernier.

ALVAREZ (*hébété*). — Ah !... Mort... Monsieur Boutron... (*Très ému.*) Ça me fait de la peine.

JACQUELINE. — Nous avons tous eu beaucoup de chagrin.

FERNANDO. — Comme il n'avait pu donner son nom, il s'était engagé à la Légion étrangère et se trouvait dans le même bataillon que moi, mais dans une autre compagnie. Je le voyais parfois au cantonnement ou dans les tranchées. Il souffrait beaucoup physiquement.

ALVAREZ. — Il n'était pas fort.

FERNANDO. — Mais, plus il peinait, plus il souffrait, plus il semblait heureux... Son pauvre visage amaigri rayonnait d'une joie intense qui rendait ses yeux brillants... Parfois, il semblait extasié... Pauvre ami !

Le 8 mars, nous attaquions une position très forte qui nous dominait... Sa compagnie était en première vague, la mienne venait ensuite.

Le tir de barrage franchi, nous dûmes nous jeter à plat ventre et avancer en rampant, car des mitrailleuses nous prenaient par côté... Le terrain montait... La première compagnie avait franchi la crête et occupait des éléments de tranchées boches... Nous, nous nous pressions pour la rejoindre. Soudain, devant moi... à quelques mètres, j'aperçus le cadavre d'un homme... un des nôtres... Il était tombé en arrière, les bras étendus, et sa tête sanglante était tournée de mon côté... C'était Boutron.

ALVAREZ (*les larmes aux yeux*). — Hélas !

FERNANDO. — Et le hasard faisait que, serré dans la ligne des tirailleurs... c'était vers lui, directement, que j'avançais.

Je dus passer par-dessus son corps !... J'aurais voulu m'arrêter, lui rendre les derniers devoirs... Impossible !... Il fallait suivre le mouvement... Je n'eus que le temps de l'embrasser sur le front... Une balle l'avait frappé à la tempe... Il était mort sur le coup, et il semblait sourire ! Pauvre ami !...

Les brancardiers, qui venaient derrière, l'ont enterré sur place. Il dort, à présent, comme il l'avait tant souhaité, dans la terre de France.

ALVAREZ (*pleurant sans se retenir*). — Oh !... pauvre monsieur Boutron ! Ça me fait de la peine, vous savez...

J'aurais tant voulu le revoir... J'ai une peine... Excusez-moi...

FERNANDO. — Il était de ceux que l'on doit pleurer... Il avait une âme très belle, très douloureuse.

ALVAREZ. — J'irai prendre sa place.

FERNANDO. — Tu auras raison.

ALVAREZ. — Si je pouvais être avec vous au feu et puis, un beau jour, mourir, comme ça, dans vos bras !

FERNANDO. — Il ne faut pas chercher la mort. Il faut vouer sa vie à une cause noble. Celle que tu serviras ici est la plus belle de toutes.

ALVAREZ (*résolument*). — Je m'engagerai demain, monsieur Fernando.

FERNANDO. — C'est ça.

ALVAREZ. — Voulez-vous me donner l'hospitalité ici pendant quelques jours?

FERNANDO. — Je pense bien !

ALVAREZ. — Alors, je vais aller chercher mes bagages à la gare où je les ai laissés.

FERNANDO. — Prends une auto et reviens vite pour me serrer la main avant mon départ.

ALVAREZ. — Ce ne sera pas long. A tout à l'heure. Madame Jacqueline, embrassez votre mari pour moi.

JACQUELINE. — Je n'y manquerai pas.

FERNANDO. — Au revoir.

Alvarez remet son manteau qu'il avait posé sur la table, et sort.

*
* *

FERNANDO (*au bout d'un moment*). — Cet Alvarez, croyez-vous... Voilà une visite que nous étions loin de prévoir, hein?

JACQUELINE. — Certes !

FERNANDO. — Il en est des hommes comme des nations. Tous sont entraînés dans la sanglante mêlée.

JACQUELINE. — Celui-ci, par exemple, n'a pas la moindre raison de se battre ; il n'obéit à aucune idée.

FERNANDO. — Quelle erreur ! Il a une idée comme les autres !

JACQUELINE. — Laquelle?

FERNANDO. — La même que nous. Il vient défendre la liberté.

JACQUELINE. — Lui, défendre la liberté?... Vous plaisantez. Et quelle liberté, grand Dieu?

FERNANDO. — La sienne!... Son amour et son orgueil le dominent. C'est donc contre eux qu'il va se battre!

Voyez-vous, on aura beau chercher, ergoter, le mobile inconscient de toutes les actions humaines, bonnes ou mauvaises, justes ou maladroites, est toujours le même : Liberté.

C'est une loi de nature. Rien ni personne ne lui peut résister.

Voilà pourquoi les chagrins, les regrets, les remords, sont peu à peu rejetés hors de l'âme qu'ils gênent, comme les corps étrangers sont expulsés de l'organisme dont ils arrêtent le développement.

JACQUELINE. — Il existe pourtant des douleurs et des remords pour lesquels on ne trouve pas de libération...

FERNANDO. — Il y en a toujours une : la Mort.

JACQUELINE. — C'est vrai!

FERNANDO. — Le suicide, quelle que soit la forme plus ou moins déguisée qu'il prenne, est la suprême manifestation de l'indépendance humaine.

Tout ce qui entrave la liberté, Jacqueline, est, tôt ou tard, destiné à être brisé.

En entendant cette dernière phrase, la jeune femme a tressailli. Une pensée intérieure assombrit brusquement son visage.

JACQUELINE. — Hélas! que vos paroles me font mal!

FERNANDO. — Et pourquoi donc?

JACQUELINE. — Parce qu'elles correspondent à une pensée qui me torture et dont je vous ai déjà parlé. Je suis, moi, semblable à ces chagrins que vous évoquez et je sens bien que ma destinée est d'être, un jour, rejetée comme eux.

FERNANDO. — Voulez-vous bien ne pas dire des choses pareilles!

JACQUELINE. — Elles sont vraies. Depuis longtemps, il se fait un travail sourd et profond dans l'âme de mon mari. Il ne s'en doute pas, et, si on le lui disait, il protesterait de

bonne foi, mais je suis une entrave pour lui, je l'empêche, malgré moi, d'avoir la vie qu'il eût souhaitée, et, dans ce conflit où je ne peux, où je ne veux combattre, je prévois que je ne tarderai pas à être vaincue.

FERNANDO. — Il s'agit de sa brouille avec ses parents?

JACQUELINE. — Oui. Quand la guerre a éclaté, il a, vous le savez, caressé l'espoir de se réconcilier avec eux. Il leur a écrit pour leur demander s'il pouvait aller les voir avec son fils et moi ; ils lui ont répondu de venir seul. Alors, il s'est fâché et ne leur a plus jamais donné de ses nouvelles. A sa première permission, je lui ai demandé instamment de ne pas prolonger cette situation atroce pour une mère, il n'a rien voulu entendre. Je sais qu'il en sera de même cette fois-ci, et, pourtant, il est malheureux ; sa joie de me revoir est mêlée d'une sorte de regret amer que je devine en lui et le temps n'est peut-être pas éloigné où il va finir par m'en vouloir.

FERNANDO. — Avez-vous un fait nouveau, une indication précise?

JACQUELINE. — Non... Mais tant de petites choses... Autrefois, dans ses lettres, il ne me parlait jamais de ses parents ; à présent, à propos de tout, il évoque son père ou sa mère... Jadis, il condamnait brutalement leur attitude; aujourd'hui, sans l'excuser, il cherche à l'expliquer. Tenez, l'autre jour, quand il a reçu la Croix de guerre, il m'a écrit : « Que maman serait heureuse si elle savait !... » Cela m'a glacé le cœur... Sa famille lui manque étrangement.

FERNANDO. — C'est vrai. Il est de ces jeunes Français qui, trop faibles pour ne pas trembler devant les responsabilités d'avenir que représentent leurs enfants, sentent la nécessité de s'appuyer sur le passé solide de leurs ascendants.

Ils ne comprennent point la grandeur d'être seuls ! Ce n'est pas leur faute ; ils font partie d'un grand rouage social qui ne souffre pas qu'on lui retire une seule pièce.

JACQUELINE. — Vous voyez que j'ai raison de me tourmenter. Le jour où Pierre osera se dire à lui-même : « C'est par Jacqueline que je suis malheureux », ma condamnation sera bien près d'être prononcée.

FERNANDO. — Il ne dira pas cela, petite amie, car, auparavant, j'aurai arrangé les choses.

JACQUELINE. — C'est vrai?... Vous consentez à lui parler? Que vous êtes bon!... Il faudra lui dire qu'il peut concilier ses devoirs envers sa mère et envers moi... que je ne tiens pas à être reçue dans sa famille!... Vous exigerez qu'il consacre la moitié de sa permission à ses parents. J'aime mieux ne l'avoir que trois jours, mais qu'il soit plus entièrement à moi, sans arrière-pensée.

FERNANDO. — J'espère même faire beaucoup mieux.

JACQUELINE. — Quoi donc?

FERNANDO. — C'est mon secret. Allez chercher votre mari; ce doit être l'heure.

JACQUELINE. — J'attends l'automobile qui va amener Dimitri et Mira... Mais, qu'allez-vous faire?

FERNANDO. — Vous le saurez quand j'aurai réussi... si je réussis.

JACQUELINE. — Pourtant...

Une automobile s'arrête devant la porte de la grille; le chauffeur corne deux ou trois fois pour prévenir et la sonnette du jardin tinte.

FERNANDO. — Tenez, voici votre voiture.

JACQUELINE (*regardant en dehors*). — Oui, c'est elle, en effet!... Oh! mais Dimitri marche très bien tout seul, avec ses béquilles.

FERNANDO. — La jambe droite est complètement guérie... Pour la gauche, il faudra encore deux mois.

***

Marguerite accourue a ouvert la porte. Miroslawa entre la première, puis guide Dimitri qui monte les marches. Mira n'a pas changé; elle semble au contraire plus vivante, plus agitée. Dimitri, au contraire, est très amaigri, très pâli. Ses traits creusés sont ceux d'un homme qui a souffert. Il y a encore un peu de fièvre dans ses yeux brillants.

MIROSLAWA. — Là... doucement... Prenez bien garde aux marches... Ne cognez pas votre pied.

FERNANDO (*à Dimitri*). — C'est admirable!... Tu vas bientôt pouvoir courir.

DIMITRI. — N'est-ce pas?

MIROSLAWA. — Jacqueline, avancez le canapé, je vous prie.

JACQUELINE. — Voici... avec des coussins pour poser sa tête.

DIMITRI. — Merci... Quel mal je donne !...

MIROSLAWA. — Attention de ne pas faire glisser vos béquilles sur le parquet... là... doucement !...

DIMITRI (*s'arrêtant pour souffler et regardant autour de lui*). — C'est gentil, ici, dites-moi !... Mira m'avait bien décrit la maison, mais je ne m'imaginais pas que ce fût si grand !

FERNANDO. — Tu feras le tour du propriétaire tout à l'heure. Repose-toi d'abord.

Mira et Fernando soutiennent Dimitri et l'aident à s'asseoir.

DIMITRI (*passant sa main sur son front*). — Ouf !... Je ne suis pas encore bien solide, vous savez.

MIROSLAWA. — Il a perdu tant de sang !... Hier encore il s'est trouvé mal... Vous ne vous sentez pas souffrant?

DIMITRI. — Non, non... Ça va bien... très bien... Merci, ma chère garde-malade.

JACQUELINE (*qui a mis son manteau et son chapeau*). — Vous m'excusez, mais je cours vite à la gare.

DIMITRI. — Enfin, on va donc le voir, cet ami Pierre !

MIROSLAWA. — Jacqueline, je vous préviens que je l'em brasserai.

JACQUELINE. — J'y compte bien... A tout à l'heure.

Elle sort.

FERNANDO (*à Dimitri*). — Je te demande aussi cinq minutes, mon vieux ; je fais construire dans le jardin un grand dortoir pour les camarades en permission ; il faut que je me rende compte où ça en est avant la nuit et que je donne mes dernières instructions au contremaître. Je reviens dans un instant.

DIMITRI. — Ne te gêne pas pour moi, je t'en prie.

FERNANDO. — Je ne serai pas long.

Il sort à son tour.

*
* *

Dimitri s'est étendu sur le canapé, il appuie sa tête contre le

dossier et met sa main devant ses yeux, Miroslawa s'approche, légèrement inquiète.

MIROSLAWA. — Vous êtes fatigué?

DIMITRI. — Un peu... Le grand air... l'automobile... La tête me tourne...

MIROSLAWA. — Je vous disais bien que ce serait trop pour une première sortie. Je m'en veux de vous avoir cédé.

DIMITRI. — Rassurez-vous. Quelques minutes de repos et mon malaise sera passé.

MIROSLAWA (*arrangeant les coussins sous sa tête*). — Êtes-vous bien ainsi?

DIMITRI. — Très bien, Miroslawa.

MIROSLAWA. — Voulez-vous boire quelque chose?

DIMITRI. — Non.

MIROSLAWA. — Alors, ne bougez plus, ne parlez pas, fermez les yeux.

DIMITRI (*implorant*). — Restez près de moi.

MIROSLAWA. — Bien entendu.

DIMITRI. — Tout près... Asseyez-vous là... Tenez-moi la main, comme vous faisiez quand le chirurgien fouillait mes plaies avec son bistouri.

MIROSLAWA. — Enfant gâté... Voilà...

Elle s'assied à côté de lui et prend sa main doucement dans les siennes. Il veut parler encore.

Chut !... Ne dites plus rien.

DIMITRI. — Oh ! ça ne me fatigue pas de parler... Au contraire... Si je me laisse aller, la faiblesse me prend... Il y a une grande part de nervosité dans mon cas...

Dimitri reste quelques instants silencieux; il sourit les yeux fermés et son visage reflète une joie intérieure profonde.

DIMITRI. — Il me semble que le contact de votre main fait pénétrer en moi de la force... Je suis bien.

MIROSLAWA. — Il ne faudra pas vous énerver, ni trop vous agiter quand Pierre sera là... Vous lui direz bonjour et je vous ramènerai aussitôt.

DIMITRI. — Si vite?

MIROSLAWA. — Oui, oui. Ma responsabilité est engagée. Si

vous aviez de la fièvre ce soir, le médecin-chef me gronderait.

DIMITRI. — Je ne veux pas.

MIROSLAWA. — Alors, il faut être raisonnable.

DIMITRI. — Je ferai tout ce que vous voudrez, Miroslawa. Mais je suis tellement heureux d'être ici... seul avec vous... Là-bas, à l'hôpital, je n'ai jamais pu vous parler comme je l'aurais voulu, à cause des autres blessés tout proches... Je n'ai jamais pu vous dire ma grande reconnaissance pour les soins si doux que vous m'avez donnés.

MIROSLAWA (*sur la défensive*). — Vous n'avez pas à me remercier, Dimitri, j'ai rempli mon rôle de médecin et d'amie.

DIMITRI. — Oui, mais si gentiment... et même, parfois... vous me pardonnez, de vous dire cela... presque tendrement... (*Sur un mouvement.*) Ne vous fâchez pas, mon amie... et, si je me suis trompé... eh bien, ne me le dites pas... J'ai fait un si beau rêve... Il sera toujours temps de me rappeler à la réalité... Vous voyez, j'ose vous parler ainsi parce que j'ai les yeux fermés... Si je les ouvrais... peut-être verrais-je votre regard... sévère... et alors, ce serait fini !... Et je suis si heureux... Je me figure, en ce moment, que vous êtes penchée sur moi et que vous me regardez avec ces yeux apitoyés que vous aviez quand on me faisait mal... Il me semble que vous allez m'embrasser sur le front, comme vous avez fait un jour où je souffrais trop et où je pleurais en enfonçant mes ongles dans votre chère main que j'avais toute meurtrie.

Mira, qui s'était peu à peu approchée de lui et qui, déjà, effleurait son front de ses lèvres, s'est rejetée brusquement en arrière.

MIROSLAWA (*d'une voix blanche*). — Dimitri... je vous en prie...

DIMITRI. — Ne me détrompez pas, Miroslawa... je suis si content... Il y a des points d'or qui voltigent devant mes yeux... Ma tête se vide... (*Sa voix faiblit progressivement.*) Il me semble que je tombe dans un grand trou sans fond... Mais c'est bon. Je voudrais mourir en ce moment... Je vous aime, Mira... je vous aime... (*Presque dans un souffle.*) Je vous aime !...

Sa tête roule sur les coussins. Miroslawa, qui cachait ses yeux avec sa main, se redresse brusquement.

MIROSLAWA. — Dimitri !... Dimitri !... Oh ! il est évanoui... pauvre ami ! Comme il est faible !...

Elle soulève les coussins et l'étend plus complètement, puis elle va à la porte et appelle :

Marguerite !... Apportez-moi l'éther, monsieur Dimitri se trouve mal.

Elle revient près du jeune homme, dégrafe son col, puis le regarde longuement. Sa tête tout doucement se penche vers la sienne, et, soudain, comme entraînée par une force irrésistible, elle pose ses lèvres sur les siennes.

Entendant du bruit, elle se redresse, affolée, et aperçoit Fernando qui, debout près de la porte du jardin, la regarde. Elle pousse un cri étouffé.

A ce moment entre Marguerite.

MARGUERITE. — Ce pauvre monsieur Dimitri !... Que lui arrive-t-il?

MIROSLAWA (*se dominant*). — Ce n'est rien... une syncope...

Elle bassine les tempes de Dimitri et lui fait respirer l'éther.

MARGUERITE. — Il est encore bien peu solide.

MIROSLAWA. — Le voici qui reprend connaissance... Nous allons le coucher sur le lit, dans la chambre à côté. Il sera mieux.

FERNANDO. — Je vais vous aider. (*A Dimitri qui ouvre les yeux :*) Eh bien, mon vieux?

DIMITRI. — Qu'est-ce qui m'est arrivé?

FERNANDO. — Tu t'es trouvé mal.

DIMITRI. — Encore?... Oh ! c'est stupide... Je suis désolé...

MIROSLAWA. — Ne parlez pas... Vous allez vous étendre sur un lit, quelques instants... Prenez Fernando par le cou et appuyez-vous de l'autre côté sur Marguerite... Là...

Elle ouvre la porte de gauche.

FERNANDO. — N'aie pas peur, je te tiens solidement... Ça va?

DIMITRI. — Oui.. ça va... ça va...

MIROSLAWA (*à Fernando, au moment où ils vont sortir*). — Fernando, vous reviendrez, je vous en prie, j'ai à vous parler.

FERNANDO. — Tout de suite.

MIROSLAWA. — Marguerite restera près de Dimitri.

DIMITRI. — Vous m'abandonnez?

MIROSLAWA. — Oui... Quand je suis là, vous bavardez... et vous voyez le résultat... Soyez sage un moment.

***

Ils sont sortis. Restée seule, Miroslawa va à la fenêtre, l'ouvre, respire longuement, puis, l'ayant refermée, elle vient s'effondrer dans un fauteuil.

MIROSLAWA. — Je suis folle !... Je suis folle !... Quel vertige m'a prise... (*Elle met sa tête dans ses mains et murmure avec un accent désespéré :*) Non, je ne veux plus aimer !... Je ne veux plus aimer...

Un moment se passe, puis Fernando revient. Il regarde quelques secondes Miroslawa sans rien dire et hoche la tête douloureusement. Puis il ferme les rideaux de la fenêtre et allume l'électricité, car au dehors la nuit est presque complètement venue. La jeune femme s'est levée. Il s'approche d'elle et lui parle avec une grande douceur dans la voix.

FERNANDO. — Que désirez-vous de moi, Miroslawa?

MIROSLAWA (*se levant, très exaltée*). — Oh ! Fernando !... Fernando !... Tout à l'heure, là... vous avez vu?... (*Il baisse la tête.*) — Je vous jure... ce baiser était le premier... je vous le jure !... je vous le jure !

FERNANDO. — Je vous crois, Mira.

MIROSLAWA. — C'est une force irrésistible qui m'a poussée... Sauvez-moi ! Il faut que vous me sauviez.!

FERNANDO. — De quoi donc?... Dimitri vous aime ; vous venez de vous apercevoir que vous l'aimiez à votre tour, c'est un grand bonheur pour lui, et sans doute aussi pour vous. Il n'y a là rien de bien dramatique.

MIROSLAWA. — Si, Fernando,!... Si, c'est une chose dramatique pour moi !... Je ne veux plus aimer... j'ai trop souffert... Je ne veux plus revivre les heures effroyables d'autrefois... Et, pourtant, malgré une lutte constante de tous les instants, je sens pénétrer en moi les sentiments que j'ai éprouvés jadis...

et, par delà leur douceur présente, je découvre l'amertume affreuse qui leur succédera inévitablement !... Non... non... C'est impossible !... Je ne veux plus aimer !... Sauvez-moi !... Sauvez-moi !...

FERNANDO. — Calmez-vous, Mira, calmez-vous ! Cette exaltation est mauvaise. Asseyez-vous près de moi et causons tranquillement.

MIROSLAWA. — Tranquillement !...

FERNANDO. — Il le faut !... Si l'on veut se déterminer librement dans la vie, c'est en soi-même qu'on doit, d'abord, établir la liberté, et il n'y a pas de liberté dans l'affolement ou la colère... Calmez-vous, Mira !

MIROSLAWA. — Je ne demande qu'à vous écouter.

FERNANDO. — Votre cas est simple et vous vous troublez sans raison.

MIROSLAWA. — Pourtant...

FERNANDO. — Seulement, comme tous les êtres humains, vous qui savez tant de choses, vous ignorez tout de vous-même, car vous n'avez pas encore su arracher de votre âme les broussailles ataviques ou traditionnelles qui lui cachent la vérité. Vous avez peur de l'amour, Mira, et vous ne savez même pas si vous aimez !

Vous criez : « Je ne veux plus aimer ! » et vous n'avez pas encore connu l'amour !

MIROSLAWA. — Hélas ! si !

FERNANDO. — Non ! Vous avez cru le connaître, mais ce n'était pas lui.

MIROSLAWA. — Peut-être...

FERNANDO. — Le véritable amour, Miroslawa, est un sentiment si grand et si beau qu'il ne peut rien engendrer que de doux et de noble ! Il ne faut pas se méfier de lui. Mais il est rare et il y a des milliers d'hommes et de femmes qui ne l'ont jamais trouvé sur leur chemin.

Tous les chagrins, tous les drames proviennent de ce que l'on ne sait pas distinguer l'amour de ses contrefaçons. On le confond avec l'amitié, avec la tendresse, avec la pitié, et surtout, surtout avec le « désir », et c'est là que réside la plus grave de toutes les méprises.

Vous n'avez pas aimé, Miroslawa, vous avez désiré !

MIROSLAWA. — Oh ! taisez-vous !

FERNANDO. — Pourquoi? Le désir charnel n'est pas une honte ! Il a sa grandeur, il a sa noblesse, il est, lui aussi, une émanation du divin, puisqu'il est un hommage à la force et à la beauté !

Mais les prêtres ayant voulu l'interdire aux hommes l'ont dépeint comme une chose basse et avilissante et, en agissant ainsi, ils ont créé un des plus grands maux dont souffre notre pauvre humanité.

Ceux qui ne se sont pas libérés de l'emprise religieuse n'osent pas s'avouer à eux-mêmes qu'ils désirent ; bien mieux, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font que désirer, ils s'imaginent aimer !

Et quand leur désir est assouvi, ils éprouvent tout à coup ce désarroi moral, cette désillusion, ce vide de l'âme qui vous ont fait tant souffrir.

Persistant dans leur erreur, ils maudissent, comme vous, l'amour et l'accusent d'être la cause de leurs douleurs !

Ils ne comprennent pas, les malheureux, qu'ils ne l'ont point connu et que leur souffrance provient uniquement de ce qu'ils ont demandé au désir, qui est éphémère, ce que, seul, peut donner l'amour, qui est immortel !

Arrachez ces broussailles qui vous cachent la vérité, Miroslawa, puis regardez votre passé... Vous n'avez pas aimé... Vous n'avez fait que désirer !

MIROSLAWA (*épouvantée*). — C'est affreux !

FERNANDO. — Aujourd'hui, si vous aimez vraiment, abandonnez-vous sans arrière-pensée. Mais prenez garde de ne pas vous tromper, non seulement pour vous, mais aussi pour Dimitri.

MIROSLAWA. — Mais comment savoir?... Comment? Car enfin, dans le véritable amour, il entre aussi du désir. Si un homme s'est placé assez haut dans l'ordre moral pour qu'on ne puisse plus voir l'humanité en lui, si son âme est assez grande pour vous attirer seule, ce n'est pas de l'amour, qu'on éprouve pour lui, c'est de l'admiration, de la vénération... Ce sont les sentiments que j'ai pour vous, Fernando !

Une expression douloureuse contracte le visage de Fernando qui reste un moment sans répondre.

FERNANDO. — Vous avez raison, Mira, il doit y avoir du désir dans un grand amour afin que la fusion des deux êtres soit complète. Mais ce désir, voué à n'être que temporaire, ne doit tenir que la seconde place.

Le tout est donc d'avoir assez de force pour s'élever au-dessus de soi-même afin de s'établir comme juge impartial de ses propres émotions et départager son âme et son corps. Seuls, les êtres supérieurs, et vous êtes du nombre, peuvent arriver à ce dédoublement.

MIROSLAWA. — Que me conseillez-vous, alors?

FERNANDO. — De vous éloigner pour un temps de l'homme qui vous trouble. Si vos rêves d'avenir avec Dimitri ne sont composés que de visions charnelles, vous ne faites que désirer. Dans la solitude votre chair souffrira, mais elle souffrira seule, puis, peu à peu, le temps vous apportera l'apaisement, et, enfin, la délivrance avec l'oubli.

MIROSLAWA. — Je vous comprends... Je partirai... On demande des infirmières volontaires pour les ambulances du front, je donnerai mon nom demain...

Là-bas je me mettrai à l'épreuve. Je veux bien sacrifier ma liberté à un sentiment, je ne veux pas la sacrifier à une sensation !

FERNANDO. — C'est très bien, Mira. Du moment que vous avez le courage de prendre cette résolution, vous êtes déjà sauvée.

Un coup de sonnette les interrompt.

MIROSLAWA (*nerveuse*). — Qu'est-ce donc encore?

FERNANDO (*regardant au dehors*). — Des gens que j'attendais et avec qui je vous demande de vouloir bien me laisser seul. Ce sont les parents de Pierre Dupont.

MIROSLAWA. — Les parents de Pierre ici?

FERNANDO. — Je leur ai écrit hier soir pour les prier de venir me voir cet après-midi au sujet d'une communication importante concernant leur fils.

MIROSLAWA. — Vous voulez...

FERNANDO. — Je vais essayer.

MIROSLAWA. — C'est bien, ce que vous faites là !

FERNANDO. — La lutte est pour moi partout. Là-bas, sur le

front, je me bats pour la grande liberté des nations et des races ; ici, je dois lutter pour toutes les petites libertés individuelles sans qui l'autre ne serait qu'un leurre !

MARGUERITE (*entrant par le jardin*). — Un monsieur et une dame demandent monsieur Fernando Molabre.

FERNANDO. — Faites-les entrer.

Marguerite sort.

MIROSLAWA. — Bon courage, mon vaillant ami !

Elle s'en va par la porte de gauche.

***

MARGUERITE (*introduisant les Dupont*). — Si monsieur et madame veulent entrer.

Dupont est un homme de soixante ans environ. Un visage rose qu'encadre une large barbe blanche très soignée, des yeux un peu naïfs, un front pas très haut sur lequel glisse une mèche de cheveux soyeux habilement ramenée. Un air de bonhomie naturelle et de dignité voulue.

Quand il parle, ses yeux se tournent à chaque instant vers sa femme pour quêter une approbation.

Madame Dupont, elle, a cinquante-deux ans. Un peu plus grande que son mari, elle est mise avec une certaine élégance de bon goût. Elle paraît autoritaire mais pas méchante.

D'ailleurs, l'un et l'autre ont, en ce moment, la figure contractée par l'émotion et l'angoisse. Fernando s'est avancé au-devant d'eux, et, après s'être incliné, il approche des sièges.

DUPONT. — Monsieur Fernando Molabre?

FERNANDO. — C'est moi. Donnez-vous la peine de vous asseoir.

DUPONT (*très nerveux*). — Monsieur, répondez-nous tout d'abord... Nous sommes mortellement inquiets, ma femme et moi. Vous nous avez écrit que vous aviez une communication à nous faire au sujet de notre fils cadet... Hélas ! est-ce que le pauvre enfant... Mon Dieu... ce serait épouvantable !...

MADAME DUPONT (*douloureuse*). — Dites-nous toute la

vérité, monsieur... Nous serons forts... Mais cette incertitude... Mon petit Pierre.

FERNANDO (*très vite*). — Rassurez-vous ! Il est vivant ! bien vivant !

MADAME DUPONT. — Oh !... Merci... Merci, mon Dieu !

DUPONT (*s'effondrant sur une chaise*). — Nous avons eu si peur, quand nous avons reçu votre lettre...

MADAME DUPONT. — Il est vivant !... Il est vivant !... Pierre... mon chéri... (*Elle pleure nerveusement.*) Excusez-moi !

FERNANDO. — C'est moi, madame, qui dois vous prier de me pardonner.

DUPONT. — Vous ne pouvez pas savoir les heures que nous venons de vivre, monsieur !... Rester sans nouvelles de lui pendant des mois, puis, tout à coup, recevoir ce mot si court, cette convocation... Nous n'avons pas pleuré... Alors... à présent... la détente, n'est-ce pas... (*Il s'essuie les yeux.*)

FERNANDO (*touché*). — C'est trop naturel. Je comprends votre émotion ; je l'avais même quelque peu escomptée... Elle va faciliter étrangement notre conversation.

DUPONT. — Alors, monsieur... s'il n'est pas mort... il est blessé sans doute... grièvement blessé?

MADAME DUPONT. — Il est estropié... défiguré... infirme?

FERNANDO. — Non, madame. Il est en parfaite santé et, tout à l'heure, il arrivera même à Paris en permission.

MADAME DUPONT (*surprise*). — Ah !...

DUPONT (*se levant et reprenant toute sa dignité, c'est-à-dire tirant soigneusement son gilet*). — Alors, monsieur... Je ne comprends plus !... plus du tout votre façon d'agir !

FERNANDO. — Je vais vous fournir, monsieur, tous les éclaircissements nécessaires. Veuillez m'écouter sans mauvaise humeur et ne voir, dans la démarche que je fais en ce moment, que le désir d'être utile à Pierre et à vous-même !

DUPONT (*caressant sa barbe*). — Je veux bien vous entendre. Mais vous me permettrez de trouver bizarre le procédé qui...

FERNANDO. — Réservez votre jugement, monsieur, je vous le demande en grâce !... Je vous ai adressé cette convocation ambiguë volontairement, pour me rendre compte... J'étais bien certain que vous arriveriez ici bouleversés... Pardonnez-

moi ; l'expérience était utile pour moi. Elle ne l'était pas moins pour vous.

Puisque la crainte d'apprendre la mort de votre fils vous désespérait, puisque la pensée qu'il pouvait être infirme vous émouvait cruellement, l'idée de le savoir malheureux ne pourra pas vous laisser insensibles.

MADAME DUPONT. — Oh ! certes !

DUPONT. — Pierre est malheureux?

FERNANDO. — Profondément.

DUPONT. — Ah?... (*Il passe ses pouces dans les échancrures de son gilet et se promène de long en large tout en parlant.*) Eh bien, que voulez-vous que je vous dise, monsieur, je n'en suis pas étonné. Il y a longtemps que j'avais prévu ce qui arrive aujourd'hui !... Pierre est malheureux, c'est désolant, mais je ne suis pas fâché de voir que, cette fois-ci encore, je ne m'étais pas trompé. (*Doctoral et un doigt vers le ciel.*) Voyez-vous, monsieur, quand on se marie comme il s'est marié...

FERNANDO (*l'interrompant, très calme*). — Oh ! mais vous n'y êtes pas du tout, monsieur. De ce côté Pierre a, au contraire, toutes les joies désirables !

MADAME DUPONT. — J'en suis surprise !

DUPONT. — En êtes-vous sûr?

FERNANDO. — Certain !

DUPONT. — C'est regrettable.

FERNANDO. — Ce qui rend votre fils malheureux, c'est tout simplement de ne pas pouvoir, quand il vient, comme aujourd'hui, en permission, se blottir un peu dans les bras de sa chère maman, pour laquelle il a conservé une véritable adoration.

MADAME DUPONT. — Mon petit Pierre !

FERNANDO. — J'ai donc estimé qu'il était de mon devoir d'ami d'intervenir et de vous supplier de consentir à le recevoir.

MADAME DUPONT (*vivement*). — Mais c'est notre plus cher désir, monsieur.

DUPONT. —Nous ne souhaitons que cela.

MADAME DUPONT. — Aujourd'hui, comme au début de la guerre, nous sommes prêts à lui pardonner, à lui ouvrir nos bras. Il sera reçu chez nous comme l'enfant prodigue.

FERNANDO. — Oui, mais il faut le recevoir tout entier, madame.

MADAME DUPONT. — Tout entier?

FERNANDO. — Votre fils, à présent, n'est plus seul. Il faut...

DUPONT (*brusquement*). — Jamais!

MADAME DUPONT (*de même*). — Cette femme ne mettra pas les pieds chez nous!

FERNANDO. — Pourquoi?

MADAME DUPONT. — Parce que!

DUPONT. — Ça, monsieur...

FERNANDO. — C'est votre affaire et ce n'est pas la mienne?... Évidemment!... Pourtant, je crois avoir quelques titres à m'en mêler. J'habitais avant la guerre le Brésil, dont je possède la plus grande propriété foncière. C'est à Rio de Janeiro, voilà quatre ans, que j'ai rencontré Pierre.

Il avait longuement cherché du travail et végétait dans un misérable emploi qui ne lui fournissait pas de quoi nourrir les siens. Je le recueillis chez moi, ainsi que sa femme et son enfant; je lui fis une situation plus conforme à ses goûts et à son instruction. Il me rendit les plus grands services et devint peu à peu mon secrétaire, mon bras droit, presque mon associé. Il devint, surtout, mon ami. De son côté, il n'eut, je crois, qu'à se louer de moi et nous avons, l'un pour l'autre, une affection fraternelle. Voilà pourquoi je me suis permis...

DUPONT. — Je vous suis très reconnaissant de ce que vous avez fait pour mon fils, monsieur, mais...

FERNANDO. — Laissez-moi continuer, je vous prie. Donc pendant à peu près trois ans, nous avons vécu sous le même toit et, si j'ai appris à estimer Pierre, j'ai appris, en même temps, à apprécier celle qui est sa compagne.

Je puis vous affirmer, en connaissance de cause, qu'il n'y a pas de nature plus honnête, ni plus droite que la sienne. C'est une bonne épouse et une mère admirable.

DUPONT (*catégorique*). — Inutile d'insister, monsieur... Nous resterons inflexibles.

FERNANDO. — Mais la raison?

DUPONT. — Pierre s'est marié contre notre volonté, il nous a fait des sommations, nous l'avons prévenu à ce moment-

là que jamais sa femme ne serait admise dans notre famille. Nous ne reviendrons pas sur cette décision ! (*A sa femme.*) N'est-ce pas, mon amie?

MADAME DUPONT. — Parfaitement !

FERNANDO. — Ce n'est pas pour une question d'amour-propre que vous allez, je suppose, vous entêter à faire le malheur de votre fils?

MADAME DUPONT. — Évidemment, mais il y a d'autres raisons !

FERNANDO (*nerveux*). — A la bonne heure !... Et puis-je savoir lesquelles?

MADAME DUPONT. — Cette femme nous a volé notre enfant, je ne la verrai jamais !

DUPONT. — Ah ! elle a bien mené son affaire, la maligne ! Elle l'a bien entortillé, notre fils !... Voulant l'amener au mariage, elle a été assez adroite pour se faire faire un enfant !...

FERNANDO. — Elle aimait, elle s'est donnée sans arrière-pensée et sans garantie. Si votre fils avait été un petit misérable, comme il y en a tant, il aurait pu la planter là avec cet enfant qu'elle n'avait pas eu « l'adresse » de se faire faire, mais qu'il avait eu, lui, la maladresse de procréer. Et, sans doute, nous n'avez pas dû manquer de le lui conseiller?

DUPONT. — Certainement, monsieur, et je m'en vante !

FERNANDO. — Il n'y a pas de quoi !

DUPONT. — Oh ! on lui aurait fait une rente importante, rassurez-vous ! Nous ne sommes pas des barbares ! Mais elle a tout refusé !

FERNANDO. — Elle aimait.

MADAME DUPONT. — Elle voulait se faire épouser.

DUPONT. — C'est notre argent qu'elle visait !

MADAME DUPONT. — Et c'est encore notre argent qui l'attire aujourd'hui.

FERNANDO. — Mais non, madame ! Elle se moque pas mal de votre argent ! Outre que c'est une nature désintéressée, elle n'en a nul besoin, je vous assure. Pierre avait chez moi une très belle situation. Je lui en conserve tous les avantages pendant la guerre, et, après, elle ne fera qu'augmenter. Sa femme le sait. Elle sait aussi que, s'il est tué, je continuerai à lui payer les appointements de son mari sa vie durant. J'en

ai fait le serment à Pierre. Elle sait encore que, si je meurs, mes biens reviendront, par testament, à mes trois meilleurs amis, dont est votre fils... et je vous garantis, monsieur, que je suis infiniment plus riche que vous !

DUPONT. — Alors, que cherche-t-elle?

FERNANDO. — Uniquement le bonheur de son mari. Si Pierre l'avait écoutée, il aurait accepté de vous voir en dehors d'elle. Encore tout à l'heure, elle m'a supplié de l'y pousser.

MADAME DUPONT. — C'est très bien, ce qu'elle a fait là !

DUPONT. — Oui, c'est très bien !... Cela prouve qu'elle est intelligente... Elle a compris, elle !... Voyez-vous, monsieur, il n'y a pas d'autre solution et, puisque vous avez sur Pierre un peu d'ascendant, vous devriez lui persuader...

FERNANDO (*sèchement*). — Je ne ferai jamais une infamie pareille, monsieur ! J'ajoute que si je la tentais, Pierre m'arrêterait dès les premiers mots !

DUPONT. — Cet entêtement est insensé !

FERNANDO. — Mais c'est le vôtre qui est inexplicable ! Je viens de faire tomber la seule raison que vous m'ayez objectée... et vous persistez !... Je ne comprends plus !

DUPONT. — Eh bien, monsieur, puisqu'il faut vous en fournir d'autres, ce ne sera pas difficile !

Ma femme est une femme honnête, monsieur, vertueuse, d'une piété exemplaire !... C'est une sainte, monsieur !

MADAME DUPONT. — Paul, je t'en prie...

DUPONT. — Laisse-moi dire, mon amie !... Oui, monsieur, c'est une sainte !

FERNANDO. — Je n'en doute pas, monsieur... Et après?

DUPONT. — Après?... Après, elle ne peut pas recevoir chez elle, à son foyer, une femme... une femme qui...

FERNANDO. — Une femme qui?...

DUPONT (*très vite*). — Une femme qui a été la maîtresse de son fils !

FERNANDO (*s'emportant*). — Je sais bien que dans votre monde, monsieur, les femmes n'ont pas pour habitude d'être les maîtresses de leurs maris.

DUPONT (*sur le même ton*). — En tout cas, pas avant leur mariage, certainement non, monsieur.

MADAME DUPONT. — C'est une faute impardonnable, un péché qu'il faut expier toute sa vie.

FERNANDO. — Une faute!... L'amour, la tendresse, la confiance, ce joli don de soi-même qui est le geste le plus émouvant de la femme amoureuse!

DUPONT (*sec*). — C'est notre opinion et nous ne sommes pas disposés à en changer.

FERNANDO (*se maîtrisant*). — Eh bien, je l'adopte pour un moment, encore qu'elle me dépasse... Je l'adopte!... J'admets que ce soit une faute, un péché, comme vous dites!... Mais, puisque madame Dupont est une femme pieuse, qu'est-ce qu'elle fait de l'indulgence et du pardon?

Est-ce que la plus pure de toutes les femmes, la plus vertueuse, la plus sainte, Marie, mère de Jésus, n'a pas accepté que Magdeleine pleurât à côté d'elle au pied de la croix et l'aidât à soutenir le corps divin de son fils mort?

Celle-là est tout en haut de l'échelle des êtres; c'est la femme vertueuse et bonne, sévère pour elle-même, indulgente pour les autres et pitoyable aux pécheurs!

Mais prenez-y garde, à l'autre bout de cette même échelle, tout en bas, au-dessous de la femme méchante, au-dessous de la scandaleuse, au-dessous de la prostituée, il y a aussi la femme vertueuse : celle qui n'a ni indulgence, ni pitié!

Vous n'êtes pas cette femme, madame; vous êtes bonne et compatissante. J'ai lu dans vos yeux tout à l'heure la tendresse de votre cœur. Songez que votre fils est malheureux, songez qu'il y a une femme, une épouse fidèle comme vous, une mère comme vous qui se tourmente. Ayez pitié d'eux...

MADAME DUPONT (*déjà ébranlée*). — Vous me pressez, monsieur... Je ne sais plus que décider... Pourtant...

A ce moment, quelqu'un frappe à la porte de gauche.

FERNANDO (*interrompant madame Dupont*). — Une minute, je vous prie... Qu'est-ce que c'est?

La porte s'ouvre tout doucement et un petit garçon apparaît. C'est Marcel. Il a près de huit ans et porte encore ses cheveux longs bouclés. Sa ressemblance avec Pierre est frappante. En voyant des personnes étrangères dans le salon, il s'arrête surpris et intimidé.

MARCEL. — Tu me permets, dis, monsieur Fernando, de prendre le livre d'images qui est sur la table?

FERNANDO. — Mais oui, mon mignon, certainement.

L'enfant traverse la pièce et, en passant devant madame Dupont, dit poliment :

« Pardon, madame ! »

Il prend le livre, repasse devant les Dupont qui le suivent malgré eux du regard. Au moment de sortir, il se retourne.

MARCEL. — Merci, Fernando.

FERNANDO. — Sois bien sage, mon chéri.

Quand Marcel a refermé la porte, Fernando dit simplement à madame Dupont :

— C'est votre petit-fils, madame.

Un flot de larmes brusques, impérieuses, envahit les yeux de la vieille dame qui met sa tête dans ses mains. Dupont, saisi par une émotion qui lui serre la gorge, se promène nerveusement sans pouvoir parler. Après quelques minutes, il parvient à se reprendre.

DUPONT. — Ah ! quelle triste chose !... Quelle triste chose !... (*Un temps.*) Nous ne sommes pas méchants, monsieur... Ce n'est pas le désir de faire du mal à cette femme qui nous pousse à agir comme nous le faisons... Je vous garantis que nous ne sommes pas méchants..

FERNANDO. — Certainement, monsieur, vous n'êtes pas méchants... Vous êtes bien pis !

DUPONT. — Mais non, monsieur, mais non... Vous jugez les choses d'un point de vue élevé... philosophique. Mais je vous assure qu'il y a, dans la vie, des considérations dont il faut tenir compte !... Ainsi, nous, si nous voulions aujourd'hui recevoir la femme de Pierre, l'admettre dans la famille... Eh bien, nous ne le pourrions pas... Non, monsieur, nous ne le pourrions pas !

FERNANDO. — Parce que?

DUPONT. — Parce que?... Parce que nous en avons dit trop de mal !... Nos relations s'étonneraient. La plupart de nos amis cesseraient de nous voir... Ainsi, par exemple, notre fils aîné serait dans une situation des plus pénibles... C'est un

garçon très bien, très rangé, qui ne nous a donné, lui, que des satisfactions. Il a épousé, il y a plusieurs années déjà, mademoiselle Florent-Tigeois... la grande maison de conserves Florent-Tigeois... et il est devenu l'associé de son beau-père... Il est certain que les Florent-Tigeois ne voudraient pas que leur fille vît sa belle-sœur !

FERNANDO. — Eh bien, monsieur, elle ne la verrait pas !

DUPONT. — Quelle situation pour mon fils aîné !... D'ailleurs, je ne prendrai pas une détermination aussi grave sans le consulter... et je suis convaincu qu'il s'opposera à l'entrée de cette femme dans notre maison.

FERNANDO. — De quel droit?

DUPONT. — Du droit... du droit que lui confère la dignité de sa vie... le respect de sa femme... sa responsabilité des affaires...

FERNANDO. — Que fait-il, en ce moment, votre fils aîné?... Il se bat?

DUPONT. — Il fait beaucoup mieux que de se battre, monsieur, il ravitaille l'armée !

FERNANDO. — Et il gagne beaucoup d'argent?

DUPONT (*fièrement*). — Certes !... Il est si intelligent et si travailleur !

FERNANDO. — Alors, il n'a pas le droit d'avoir une opinion ! D'ailleurs, s'il s'était battu, il n'aurait pas des idées aussi mesquines !

DUPONT. — Ce ne sont pas des idées mesquines !... Ce sont des idées de notre monde !... Nous ne sommes pas des anarchistes, nous ! Nous sommes des bourgeois !

FERNANDO (*éclatant*). — Des bourgeois !... Ah ! voilà le grand mot lâché !... Je l'attendais !... Des bourgeois !... Qu'est-ce que c'est que ça : des bourgeois?

DUPONT. — Mais, monsieur, ce sont des gens honorables, de la classe moyenne... qui ont un peu de bien, du bien qu'ils ont gagné eux-mêmes...

FERNANDO. — Et qui sont, comme tels, forcés d'avoir certaines idées, de respecter certaines convenances?

DUPONT. — Mais oui.

FERNANDO. — Des idées qu'ils n'avaient pas hier, avant d'être des bourgeois et qu'ils n'auront plus, demain, s'ils

cessent d'être des bourgeois?... Eh bien, non, monsieur, vous vous trompez !... Ce n'est plus ça !

A notre époque, la bourgeoisie n'est plus une classe de la société, ce n'est plus qu'une ligue de gens de tous les mondes contre le progrès ! Il y a des ouvriers qui ont l'âme bourgeoise, il y a des millionnaires qui sont de grands idéalistes.

Les bourgeois, et, je le répète, il y en a dans les campagnes et dans les villes, dans les usines et dans les salons, les bourgeois, ce sont des gens intéressés, âpres au gain, réfractaires à tout idéal ; ce sont des gens qui ont trop d'indulgence pour leurs vices et pas assez pour les vertus des autres, qui vivent le nez collé contre un petit horizon étroit et tout proche, et qui, sans être foncièrement mauvais, font du mal par routine, en acceptant, sans les analyser, des principes tout faits, par paresse d'étudier les idées nouvelles. Voilà ce que sont les bourgeois ! Vous ne devez pas vous vanter d'en être !

DUPONT. — Permettez...

Mais Dupont ne peut continuer car la porte du jardin vient de s'ouvrir brusquement, une voix joyeuse a crié : « Bonjour, Fernando ! » et Pierre, casque de tranchées, capote déteinte, Croix de guerre, galons de sergent, musette au côté, fait son entrée suivi de Jacqueline.

***

MADAME DUPONT. — Pierre !

En apercevant ses parents, le jeune homme s'arrête.

PIERRE. — Papa !... Maman !... Ici !

MADAME DUPONT. — Mon petit Pierre !... Mon enfant !...

Elle lui tend les bras, mais Pierre prend sa femme dans les siens et attend.

FERNANDO (*à Dupont*). — Tenez, monsieur, vous disiez tout à l'heure que votre fils aîné gagnait de l'argent... et pourtant, c'est un pauvre !

Les nouveaux riches, les vrais nouveaux riches, ce sont ceux-ci !... Riches des spectacles effroyables qu'ils ont vus, riches des sacrifices qu'ils ont faits et, par-dessus tout, riches de gloire !

Le monde est à eux !... C'est par eux et c'est aussi pour eux qu'il se transforme !

Ceux qui, comme votre fils, ont défendu la Patrie et la Liberté, ceux qui se sont jetés sur le sol et l'ont serré dans leurs bras, sous les obus et sous les balles, qui se sont cramponnés à lui avec leurs mains crispées, puis s'y sont incrustés pour le mieux défendre, ceux-là en ont pris possession. Il est à eux plus qu'aux autres ! Ils ont le droit de parler haut dans la famille et dans la société !

Il prend Jacqueline par la main et, tout en parlant, la conduit peu à peu vers madame Dupont.

Et celles-ci, les pauvres femmes, qui, sans protester, sans pleurer, ont vu partir leurs maris et sont demeurées au foyer avec leurs enfants, qui, depuis le début de la guerre, vivent dans une angoisse quotidienne, attendant anxieusement des nouvelles, se disant, à chaque communiqué de combat : « Il était peut-être là ! », tremblent à chaque coup de sonnette, et, courageuses néanmoins, trouvent en elles assez de force pour supporter sans plaintes cette existence de martyres, est-ce qu'elles n'ont pas droit à un peu de pitié, est-ce qu'elles ne sont pas les égales des mères héroïques?

Serrez celle-ci sur votre cœur, madame, elle est votre fille par la douleur... Accueillez-la pour que son mari puisse retourner à son rude devoir, l'esprit libéré d'un lourd souci et pour que, si le malheur veut qu'il soit tué là-bas, vous puissiez le pleurer ensemble, vous, les femmes qui l'avez aimé !

MADAME DUPONT (*enlaçant brusquement Jacqueline*). — Oh ! ne dites pas ça !... Mon Pierre, mon enfant !...

JACQUELINE. — Pierre !... Mon amour !... Mon grand !...

Et, réunies par la même crainte, elles pleurent dans les bras l'une de l'autre.

FERNANDO. — Allons, Pierre, embrasse ton père, c'est un brave homme !

DUPONT (*ouvrant ses bras à Pierre*). — Mon fils !... (*A Fernando.*) Vous savez... vous m'avez abasourdi... vous m'avez ému... J'ai cédé... Mais je ne partage pas toutes vos idées, je tiens à vous le dire !

FERNANDO. — Ça n'a pas d'importance !... A présent,

allez là-haut embrasser votre petit-fils !... Vous verrez, il vous ressemble... physiquement !

MADAME DUPONT (*à son fils qu'elle embrasse à son tour*). — Nous l'avons aperçu tout à l'heure... Quel beau bébé et qu'il est mignon !

PIERRE. — Il est gentil, n'est-ce pas?... J'ai hâte de le revoir, moi aussi !... Venez vite. (*A Fernando.*) Je ne sais comment te remercier...

FERNANDO. — Embrasse-moi, car je pars à l'instant même.

PIERRE. — Déjà?

FERNANDO. — Hélas !

On entend, dans le jardin, des voix joyeuses qui appellent : « Fernando !... Oh ! eh ! Fernando !... En route !... »

Et tiens, voilà des camarades qui viennent me chercher pour faire route avec moi. (*Il entr'ouvre la porte.*) Entrez !... Entrez !... (*Il revient au milieu de la pièce.*) Allons, au revoir, Pierre, bonne chance ! Au revoir, petite Jacqueline.

JACQUELINE. — Mon grand ami... Je suis heureuse !

FERNANDO. — Moi aussi, je vous assure... Au revoir, monsieur et madame Dupont ! Sans rancune, hein?... Allez voir votre petit-fils.

Il les pousse vers la porte de droite.

DUPONT (*prêt à sortir*). — Vous êtes un diable d'homme !... Mais, vous savez, je ne partage pas toutes vos idées !

FERNANDO. — Vous y viendrez !

DUPONT. — Néanmoins, je suis bien content de vous avoir connu.

***

Tous les autres personnages sont sortis; Fernando, resté seul, se dirige rapidement vers la porte de gauche qu'il ouvre.

FERNANDO. — Miroslawa !... Miroslawa !... Ah ! vous êtes là?

MIROSLAWA (*entrant*). — Eh bien?

FERNANDO. — Le combat fut rude !... Mais j'ai enlevé, l'une après l'autre, toutes les tranchées de l'adversaire.

MIROSLAWA. — Quel bonheur !

FERNANDO. — Ils sont là-haut, près de l'enfant ! C'est l'attendrissement général. Je pars content !

MIROSLAWA. — Et moi, je partirai après-demain.

FERNANDO. — Comment va Dimitri?

MIROSLAWA. — Mieux... Il s'est assoupi... Voulez-vous que j'aille...

Elle fait un mouvement vers la chambre.

FERNANDO (*l'arrêtant*). — Non, ne le réveillez pas... Vous lui ferez mes adieux. Courage, Miroslawa !

***

Quatre légionnaires chargés de musettes et de paquets entrent en trombe, venant du jardin.

LE PREMIER LÉGIONNAIRE (*avec un fort accent américain*). — Allo ! my dear poteau !... Il est temps de partir !...

LE SECOND (*voix grave de Slave*). — Nous allons être en retard ! (*Apercevant Miroslawa.*) Oh ! pardon, madame !

FERNANDO. — J'ai une auto pour nous conduire. (*A la jeune femme.*) Ma chère Mira, voulez-vous me permettre de vous présenter quatre de mes meilleurs camarades?

MIROSLAWA. — Je serai ravie de faire connaissance avec ces messieurs.

FERNANDO (*désignant le deuxième légionnaire*). — Michel Androff, un compatriote à vous ; nihiliste n'ayant jamais tué personne... si ce n'est par les tableaux qu'il peint !... Ne faites surtout pas faire votre portrait par lui, car il mettrait vos yeux dans le coin droit de la toile, votre chevelure dans le coin gauche, au milieu, ce que reflète la glace de votre cabinet de toilette, et, en bas, ce à quoi pense la petite fille de votre concierge qui joue devant la porte.

MIROSLAWA (*riant*). — Vous exagérez !

ANDROFF. — Pas énormément, madame. Mais cette conception d'art peut se défendre.

MIROSLAWA. — Vous êtes cubiste, monsieur?

ANDROFF. — Non pas !... Les cubistes sont des poncifs; je suis futuriste !

FERNANDO (*présentant le troisième légionnaire*). — Auguste Van Tropfen, Hollandais. Poète décadent. Écrit en français... ou, tout au moins, en est persuadé !

TROPFEN (*riant*). — Merci.

FERNANDO (*désignant le quatrième*). — Miguel Gorzia, un fils de l'Andalousie ! Peintre comme Androff, mais d'une école plus avancée. !

MIROSLAWA. — Est-ce possible?

GORZIA. — N'en doutez pas, madame !

FERNANDO. — C'est un intentionniste !... (*Revenant au premier légionnaire.*) Enfin, William Spinser, Américain, profession : neurasthénique, ce qui est naturel si l'on songe qu'il a, jusqu'à ce jour, employé sa fortune à acheter des tableaux d'Androff et de Gorzia, et des livres de poètes comme Tropfen.

SPINSER. — Madame, cette Piau-Rouge ne pigeait rien du tout à la biauté !

FERNANDO. — Enfin, ce sont quatre fous !... Mais quatre fous généreux et héroïques qui me pardonnent mes plaisanteries, parce qu'ils savent que je les aime énormément.

ANDROFF. — Nous le plaignons, voilà tout.

FERNANDO. — Je n'ai pas besoin de vous dire qu'habitant depuis longtemps Paris, ils se sont engagés dès les premiers jours de la guerre.

MIROSLAWA. — C'est très beau !

GORZIA. — Naturel !... Moi, j'adore la France. C'est le seul pays où l'on ait compris, ou fait semblant de comprendre mes œuvres. Je lui devais bien de la reconnaissance !

TROPFEN. — Puisque la France est ma patrie littéraire, il était de mon devoir de défendre son patrimoine artistique, n'est-ce pas?

ANDROFF. — Exilé politique, je ne pouvais pas prendre rang dans l'armée russe. Je me bats ici pour la Russie !

SPINSER. — Moi, je me suis dit : « Spinser, old fellow, tu t'ennuies. Va un peu taper sur les gueules boches, ça te distraira ! »

MIROSLAWA. — Ça vous a distrait?

SPINSER. — Énormément.

FERNANDO. — Et il tape bien, je vous assure. Il n'y en a pas deux comme lui pour lancer une grenade.

SPINSER. — Je ne fais absolument rien, en comparaison de cette Piau-Rouge, madame. Il est tout à fait extraordinaire !

ANDROFF. — Merveilleux !

FERNANDO. — Je vous en prie...

GORZIA. — Si vous saviez ce qu'il fait !

FERNANDO (*gêné*). — Gorzia, ne parlons pas de ça !

GORZIA. — Pourquoi?... Il ne vous a jamais raconté, madame?

MIROSLAWA. — Mais non.

FERNANDO (*nerveux*). — Cela n'intéresse personne... Partons !

GORZIA. — Nous avons le temps !

TROPFEN. — Il est trop modeste.

GORZIA. — Madame, ce Fernando, si doux, si serviable, est le plus terrible soldat du régiment !

FERNANDO. — Ne le croyez pas, Miroslawa.

GORZIA. — Il est toujours volontaire pour les patrouilles dangereuses.

ANDROFF. — Et il a une façon bien à lui de les exécuter. Il part seul, sort de la tranchée dès qu'il fait nuit, se met à plat ventre et s'avance en rampant.

GORZIA. — Il n'y a que lui qui sache ramper comme ça !

SPINSER. — On dirait une serpent, tout à fait.

ANDROFF. — On ne l'entend pas !... Il gagne ainsi lentement les abords de la tranchée boche. Il repère les emplacements de mitrailleuses, ceux des crapouillots... et revient au petit jour. Généralement, il n'essuie pas un coup de fusil, tant il sait bien s'aplatir et ne pas faire le moindre bruit.

TROPFEN. — Et quelle patience !... Parfois, il met une heure pour faire un mètre.

GORZIA. — Il a un œil de chat et voit dans la nuit comme en plein jour.

SPINSER. — Et quelle oreille !... Il entend tout ce qui se passe chez l'ennemi.

FERNANDO. — Tout cela n'a rien de bien merveilleux... Allons-nous-en.

GORZIA. — Attends donc !... Mais où il est le plus beau,

madame, c'est quand il a découvert un poste d'écoute boche en avant de la ligne !

FERNANDO. — Ça va bien !... Ça va bien !

GORZIA. — Ça, c'est du grand art... Il part, comme je vous l'ai dit... s'arrange pour aborder de biais le trou où est blottie la sentinelle allemande, et, tout à coup...

FERNANDO (*violent*). — Assez, Gorzia !

MIROSLAWA (*intéressée*). — Et tout à coup?

GORZIA. — Il saute sur cette dernière, sans bruit... comme un tigre... On n'entend rien... pas un cri... pas une plainte !... Quand Fernando revient, il a les mains toutes rouges de sang !... Le boche est mort !

MIROSLAWA (*avec effroi*). — Ah !

FERNANDO (*furieux*). — C'est ridicule, mon cher, de raconter ces choses-là !

MIROSLAWA (*qui regarde Fernando comme si elle le voyait pour la première fois*). — Vous faites cela, Fernando?

TROPFEN. — Il le fait, madame, et souvent !... On dirait qu'il éprouve de la joie à tuer !

MIROSLAWA. — C'est vrai, Fernando?

FERNANDO. — Eh bien, oui, Mira, c'est vrai !... A ce moment-là, je suis un autre homme... Oh ! véritablement... C'est un autre qui prend ma place... un moi inconnu qui surgit des profondeurs de ma subconscience !... Un besoin me pousse, le goût du sang m'attire... C'est ma race qui reparaît et me pèse sur les épaules... Je sens bouillonner en moi je ne sais quels instincts cruels, quels atavismes sauvages... Oh ! certes, je pourrais les retenir, mais je les laisse aller volontairement ! Ils sont les chiens de meute que je découple et que je lance sur la bête immonde !

MIROSLAWA. — C'est affreux !

FERNANDO. — Mais, rassurez-vous, et ne me jugez pas trop mal... Quand toutes ces horreurs seront finies, quand la paix sera revenue... je saurai les reprendre en laisse et les museler définitivement. C'est à quoi il faudra que chacun de nous s'applique avec soin. Nous devrons oublier ce que nous avons vu... oublier ce que nous avons fait... oublier la mort, pour ne plus penser qu'à la vie féconde, oublier la haine, pour nous vouer à l'amour !

TROPFEN. — Tu as raison.

MIROSLAWA. — Vous faites cela, Fernando?

FERNANDO. — Miroslawa, je suis un homme comme un autre ; il y a de tout en moi. Mais ma volonté est toujours dominante et c'est librement que je tue... ou, plus exactement, que je laisse le moi inférieur accomplir sa sinistre besogne !

ANDROFF. — Quand je ferai son portrait, je n'oublierai pas ce dédoublement. Quelle idée !

MIROSLAWA (*à part, songeuse*). — Un homme comme un autre !

FERNANDO. — A présent, en route !

SPINSER. — Yes, il est l'heure !

FERNANDO. — Adieu, Mira. (*Bas, pendant que les autres reprennent leurs paquets.*) — N'oubliez pas qu'en vous, il y a aussi deux êtres bien distincts : la femme primitive, amoureuse charnelle, et la femme supérieure que vous avez créée par votre volonté.

MIROSLAWA. — Je ne l'oublierai point !

FERNANDO. — Adieu !

TROPFEN. — Au revoir, madame, nous allons reprendre notre rôle de bouchers.

SPINSER. — Je vous présente mes respects.

MIROSLAWA. — Bonne chance et bon courage !

ANDROFF. — Oh ! le courage n'est pas ce qui nous manque. Le plus dur, voyez-vous, ce n'est pas le danger, mais la servitude !

GORZIA. — Pour sûr !

ANDROFF. — Ce n'est pas l'idée de retrouver les obus, les grenades, les balles, qui me tourmente, moi ; c'est plutôt celle de revoir mon sergent et mon adjudant !

TROPFEN. — Oui, et de supporter encore les mille petites tracasseries d'une discipline mesquine !

GORZIA. — Pour des hommes libres, quelle misère !... Quand je pense à toute la hiérarchie militaire qui me domine, je me sens écrasé !

TROPFEN. — Avoir au-dessus de soi : un caporal, un sergent, un aspirant, un adjudant, un sous-lieutenant, un lieutenant, un capitaine, un commandant, un colonel, des généraux,

dont quelques-uns sont des braves gens, certes, mais dont la plupart ne nous valent pas, quelle désolation !

FERNANDO. — Taisez-vous, pauvres malheureux !... Si vous souffrez de ces choses, c'est que vous êtes en dessous de votre idée.

Songez toujours, pour vous soutenir, que le plus bel usage qu'un homme libre puisse faire de sa liberté, c'est de la sacrifier pour un grande cause. En avant !

Il sort, entraînant ses camarades. Miroslawa, sur le pas de la porte, le regarde monter en voiture et disparaître au tournant de la rue, puis elle revient au milieu de la pièce, où, debout, immobile, les yeux perdus au loin, elle répète tout bas : « Un homme comme un autre! »

(La fin prochainement.)

JEAN-JOSÉ FRAPPA

LECTURES ÉTRANGÈRES

Walter Pater. — Le dernier roman de Blasco Ibañez.
Le Centenaire de Tourguénieff.

Bjœrnstjerne Bjœrnsön a écrit, un jour de mauvaise humeur, que la France était au point de vue intellectuel séparée de l'ensemble du monde par une sorte de muraille de Chine, qui l'isolait de tous les courants d'idées qui traversent l'Europe. Et cette opinion absurde a été souvent reprise par nos ennemis, et même quelquefois par nos amis. Et si l'on écoutait quelques-uns de nos critiques protectionnistes, on serait parfois tenté de donner à son tour, dans un moment de mauvaise humeur, raison à Bjœrnstjerne Bjœrnsön. Mais il faudrait alors oublier que, justement, c'est en France que pendant plus d'un siècle, nos écrivains et nos critiques ont fait le plus magnifique effort possible pour comprendre et pour s'assimiler les esprits les plus différents de l'univers et leur donner chez nous droit de cité morale. Cet ensemble de travaux considérables a malheureusement peu touché le grand public, mais de madame de Staël à Joseph Texte ou à Auguste Angellier, que de chemin parcouru ! Pour le rendre sensible, pour le faire mieux connaître à nos amis lointains, il eût suffi pourtant d'un guide bien modeste.

Nous aimerions indiquer ici, quand ils paraissent, les travaux de cet ordre et aussi donner de temps en temps quelques indications sur les mouvements littéraires de l'étranger,

montrer ce qu'ils doivent à la France et ce que nous pouvons leur emprunter, attirer l'attention sur des écrivains d'ailleurs trop peu connus encore ou trop oubliés. Il ne s'agit point de mener une enquête trop vaste et dont l'ampleur excéderait nos forces, mais d'éclairer, de-ci de-là, une figure qui gagnerait à être étudiée ou qui aurait à nous apporter émotion ou pensée nouvelles. La France, — et nous aurons maintes fois à revenir là-dessus, — a une belle mission littéraire à remplir, celle qu'elle a toujours remplie d'ailleurs. Par l'humanité et la clarté de son génie, elle rend les races compréhensibles les unes aux autres, elle est comme le terrain d'entente des grandes cultures du monde; elle possède quelque chose de sociable, qui humanise les génies les plus rudes et les plus éloignés du sien. Elle filtre pour les races du Sud les fleuves écumeux et trop chargés d'éléments disparates que le Nord précipite sur nous. C'est ce que dit magnifiquement Michelet dans son *Histoire de France* : « Notre Gaule était comme ce vase de la mythologie galloise où bout et déborde incessamment la vie ; elle recevait par torrents la barbarie du Nord pour la verser aux nations du Midi. »

Si nous formulons, en manière de préambule à ces pages, des pensées aussi ambitieuses, ce n'est nullement pour essayer de persuader à nos lecteurs que nous sommes dignes de concourir à ces choses ou que nous prétendons même l'essayer, mais nous rappelons des vérités si élémentaires dans l'espoir de donner plus de courage aux écrivains qui, par crainte d'être mal entendus, hésiteraient à entreprendre les travaux dont nous parlions tout à l'heure. C'est aussi pour rappeler à ceux qui affirment que nous n'avons pas besoin de culture étrangère et que nous nous suffisons absolument à nous-mêmes, que le Rhône descend vers nous, tout chargé des neiges alpestres et que ce sont cependant des eaux formées sous un autre ciel qui reflètent, avec pureté et avec force, quelques-uns de nos paysages les plus français et les monuments qui portent encore l'empreinte des plus vieilles civilisations méditerranéennes.

***

Entre les récents écrivains anglais, Walter Pater est un de ceux qu'on a le plus admirés outre-Manche et que l'on connaît le moins en France. Il a pourtant aimé et compris notre pays comme bien peu l'ont fait : il y avait en lui quelque chose de français, je veux dire le goût d'un art qui se suffit à lui-même, sans arrière-pensée morale ou utilitaire (comme chez Ruskin, par exemple). Il a poussé très loin, — et à la manière de nos écrivains, — l'amour d'un style parfait à la savante musique, et il a écrit sur des paysages ou sur des figures de chez nous quelques-unes de ses plus belles pages. Autant de raisons pour lui rendre ici un peu de l'amour qu'il nous portait.

Il y a quelques années, on traduisit ses *Portraits imaginaires*, qui sont admirables (celui, entre autres, de Watteau). Mais le traducteur de cet ouvrage serra le texte de si près, contraignit avec une telle rigueur notre langage à se servir de la syntaxe anglaise, que la lecture en est bien difficile. Aujourd'hui, M. Roger-Cornaz publie une traduction de *la Renaissance*, qui est une des œuvres essentielles de Walter Pater, et cette traduction est si pure et si nette que l'ouvrage semble presque pensé en français. Je souhaite que cela nous rende familier ce livre excellent. M. Roger-Cornaz est d'ailleurs un jeune écrivain romand, plein de talent, et dont certains contes, qui n'ont pas été sans subir l'influence du Régnier de *la Canne de Jaspe*, ont beaucoup de charme et d'invention.

Walter Pater est né en 1839 à Shadwell et mort le 30 juin 1894. Il représente à la perfection ce que peut être cette éducation d'Oxford et de Cambridge, quand elle s'adresse à un vrai lettré et qu'elle forme cet étonnant mandarinat, qui est aujourd'hui comme le dernier témoignage d'une religion disparue. Walter Pater lui doit peut-être d'avoir été ce monstre ou cette merveille moderne : un intellectuel pur. Il passa à peu près toute sa vie au collège de Brasenose, à l'écart de toute activité extérieure, à l'écart même de la vie, et méditant, je pense, sans trêve sur les plus hauts phénomènes spirituels.

Tous ses livres en portent la trace. On sait que chacun est le fruit d'un long, d'un savant mûrissement. Jamais rien de hâtif, d'improvisé chez lui. Pendant des années, il laisse se former dans son esprit cette œuvre où il veut s'exprimer, — où il s'exprimera parfois lui-même, nous le verrons plus loin, au point de substituer presque insensiblement sa personnalité à celle qu'il prétend étudier. Au fond, dans cette étude, il n'est vraiment guidé que par son intuition et son amour. J'entends bien qu'il était un érudit et de la meilleure sorte, mais rien de son travail ne laisse entrevoir l'érudit. Ce n'est point un labeur à l'allemande, avec notes, discussions et références. Quand il dit des figures de Botticelli : « Ce sont plutôt des hommes et des femmes de condition mêlée et incertaine, toujours attirants, revêtus parfois par la passion d'un caractère de beauté et d'énergie, mais attristés sans cesse par l'ombre que projettent sur eux les grandes choses auxquelles ils se refusent », rien, que sa propre chaleur de cœur, ne lui donnera cette clairvoyance.

Et il ajoute lumineusement : « Toute sa morale n'est que sympathie. Et c'est cette sympathie qui, remplissant son œuvre de plus de vérité humaine qu'on n'en peut trouver ailleurs, fait de lui, tout visionnaire qu'il est, un réaliste si puissant. » On pourrait presque en dire autant de Pater.

Roger-Cornaz nous dépeint Walter Pater dans « son étroit appartement du collège de Brasenose, qui ressemblait à la cellule d'un moine raffiné. Les murs en étaient peints d'un jaune délicat, les portes, de noir. Autour de la cheminée, s'enroulaient les rinceaux dorés d'une ornementation de goût ancien. Aucun luxe, aucune richesse ; seulement il y avait toujours sur la table un bol plein de feuilles de roses. » Stuart Merrill qui, lui, l'avait personnellement connu, me l'a dépeint, un jour, comme un homme maladivement délicat, plein de réserve et de réticences. « Tout en lui, me disait-il, semblait conseiller l'oubli. » Et à cause de l'atmosphère qu'il créait, il le comparait un peu à notre Mallarmé.

Walter Pater a écrit un certain nombre d'essais, sur *Wordsworth* et *Charles Lamb*, d'abord, puis des *Études grecques*, plus tard les *Portraits imaginaires*, *Prosper Mérimée*, *Platon et le Platonisme*. *Quelques grandes Églises de France*, un *Pascal*,

enfin, inachevé. Ajoutons un essai romanesque, *Gaston de Latour*, qu'il n'a jamais fini et qui se passe en France au temps des guerres de religion, et son admirable *Marius l'Épicurien*, qui est moins un roman historique au sens pittoresque que nous donnons à ce terme, que l'étude de certaines manières de sentir la vie et les idées, pendant une période particulièrement complexe de l'histoire du monde. Pour beaucoup des lecteurs de Pater, *Marius l'Épicurien* est son chef-d'œuvre, mais c'est peut-être bien aussi cette *Renaissance* dont nous avons à parler aujourd'hui.

Elle contient, en effet, deux des plus beaux portraits de Léonard de Vinci et de Michel-Ange qu'il soit possible d'imaginer, et, chose plus touchante pour nous, d'adorables pages sur de vieilles histoires françaises (*Amis et Amile* et *Aucassin et Nicolette*), et sur Joachim du Bellay. Et l'on peut essayer de démêler dans cette œuvre ce qui caractérise le style critique de Walter Pater.

Quand Taine veut nous montrer quelqu'un, il accumule les détails pittoresques, énumère les particularités physiques, il dépeint l'époque, fouille les mémoires, esquisse à grandes hachures une biographie, donne ses références, fait des citations ; nous avons, au bout du compte, quand il n'est pas parti d'un point de vue faux (car il est logicien, avant tout), un portrait vivant, riche en couleurs, d'un beau relief, qui fait quelquefois penser, par sa minutie et par sa vigueur, à une figure en pied, exécutée par un vieux maître hollandais. Avec Walter Pater, il en va tout autrement ; Pater n'entre jamais directement dans son sujet, il procède sans composition visible, il tourne autour de la personne à délimiter, il la tâte avec des antennes délicates, l'approche, puis la cerne de plus en plus, et ce sont alors des indications si justes, si nettes (sans paraître précises), un choix si sûr, si artistique de traits subtils, de réflexions profondes, que le visage, comme par miracle, se reforme sous nos yeux, non point matériel, non point physique, mais pour ainsi dire, intellectuel, spiritualisé, reconstitué dans ses éléments essentiels. Un tel art, la grâce presque inanalysable d'une telle critique, il faut lire *la Renaissance* pour en goûter l'ensorcellement.

Ou il faut lire dans les *Portraits imaginaires* le portrait de Watteau sous le titre de *Un Prince des peintres de cour. Un Prince des peintres de cour* n'est pas une critique et n'est pas un roman ; c'est un journal, tenu par une cousine supposée de Watteau, et cette cousine est sans doute amoureuse de lui, mais cette cousine est une fille de Walter Pater, elle n'avouera pas son secret. Et, à travers ce pâle journal, on voit se dessiner, peu à peu, la figure de l'auteur de *l'Embarquement pour Cythère*; elle ne s'affirme jamais : un fantôme passe et disparaît ; pas de descriptions brillantes (et faciles) de la peinture de Watteau, pas d'inutile couleur locale ; deux ou trois traits, mais si justes que tout Watteau y est résumé. Et soudain, voici la dernière phrase magnifique et mystérieuse, si perspicace, dans sa simplicité déchirante : « Il a été un malade toute sa vie. Il a toujours cherché dans le monde quelque chose qui n'y était pas dans une mesure satisfaisante, — ou qui n'y était pas du tout. »

Je connais peu d'œuvres d'art plus parfaites que ce portrait, et je n'en sais guère qui, avec des procédés aussi unis, parviennent mieux à donner l'illusion de la vérité.

Il en est de même tout le long de *la Renaissance*, et c'est le secret même de ce livre exquis. Personne n'a moins d'idées toutes faites que Walter Pater. Il se place en face d'un phénomène, comme si nul ne l'avait encore regardé. Il s'en imprègne tout naturellement et finit par l'expliquer, non point comme s'il s'agissait d'une chose excentrique, mais au contraire, d'ordre intime. Il voit très bien que la Renaissance commence dès le XIIe siècle, et il s'aperçoit avec autant de lucidité que, de toutes les époques qui ont marqué dans l'histoire de l'humanité (la Réforme et la Révolution, par exemple), la Renaissance a été la seule qui ait pu créer un progrès sans susciter d'affreux conflits. « Dans les régions enchantées de la Renaissance, écrit-il, il n'est pas nécessaire d'être toujours sur ses gardes. Il n'y a pas deux partis bien définis, il n'y a pas d'exclusions absolues. Tout s'y ressent de cette unité de culture qui réconcilie les belles choses entre elles, pour l'embellissement de nos esprits. Plus un homme a été représentatif de la Renaissance, plus aussi cette condition s'est trouvée remplie en lui. »

Walter Pater était un disciple de Ruskin. Il dut à ce maître d'aimer la beauté des formes, mais il y avait en Ruskin une sorte d'apôtre protestant ; le souci de la vie morale et celui de l'utilité finirent par l'emporter chez lui sur tout autre but. Et Walter Pater, à son tour, eut un disciple, qui fut Oscar Wilde et qui voulut importer dans le domaine de la réalité cette exclusive passion des choses plastiques. On sait combien il eut plus tard à s'en repentir. Seul, Walter Pater demeura fidèle à son rêve, ignorant qu'il y eût une société, ignorant que la beauté pût devenir une tentation extérieure. Il demeure un type exceptionnel dans la littérature anglaise, un artiste pur, au sens où les Français et les Italiens entendent ce mot. Tout ce qu'il a écrit est d'une adorable délicatesse et d'une extrême subtilité, mais d'une vitalité faible. Ses sens sont trop aiguisés, ils ressentent la vie sans vigueur, et lui-même, dans son interprétation d'autrui, se laisse envahir par sa propre personnalité. Le fonds de son être était cette réserve avec laquelle il perçoit le monde, il lui fallait sans cesse interposer un miroir entre son esprit et les apparences, et cette réserve était telle qu'il finissait par la voir partout. Il la voit même chez Michel-Ange, chez qui ce n'était certes pas le trait dominant. « Chez Michel-Ange, écrit-il, il y a toute la maturité d'un homme fait qui touche aux choses sérieuses avec précaution et désintéressement... » Cette précaution et ce désintéressement, voilà qui peint bien notre Walter Pater, mais non point l'homme de la Sixtine !

Ce manque de vitalité fausse quelquefois le jugement de ce grand esprit critique. Malgré sa clairvoyance, il se laisse troubler. Il voit de la caducité, de la faiblesse là où on les trouverait le moins. Il dira de Ronsard et de ses disciples : « Cette école a le charme d'une chose sans grande vigueur, ni puissante originalité, mais tout empreinte de la grâce que donnent une longue étude, des raffinements toujours renouvelés, la reprise constante des mêmes pas, l'usure patiente des mêmes angles ; c'est cette *fadeur exquise*, cette délicatesse, cette caducité de ceux qui ne peuvent plus rien supporter de trop fort et de trop véhément. Ses mérites sont ceux de la vieillesse, la grâce, la perfection, l'achèvement dans la minutie des détails. » Cela est-il exact? Il me semble

que cette définition s'appliquerait assez bien à notre poésie verlainienne ou à celle qui a suivi un chemin parallèle de l'autre côté de la Manche, à Arthur Symons, à Ernest Dowson. Mais voit-on cette décadence dans notre poésie du XVIe siècle, si drue, si vigoureuse, malgré son maniérisme plus apparent que réel, et d'une fraîcheur telle que les siècles n'ont rien pu lui enlever de son émail? Cette critique s'applique-t-elle à tel ou tel sonnet de Ronsard :

A vous de ce lierre appartient la couronne;
Je voudrais, comme il fait, et de nuict et de jour,
Me plier contre vous, et languissant d'amour,
D'un nœud ferme enlacer votre belle colonne!

Sur les terribles statues symboliques de la chapelle de Médicis, il finira par écrire ceci : « Enfin, une lueur passagère, un reflet insensible sur ces figures trop précises ou trop incertaines ; un rêve qui s'attarde un instant avant que l'aube l'efface ; un rêve sans but, incomplet, impuissant ; quelque chose qu'on entend à peine, qu'on touche à peine, dont on peut à peine se souvenir ; un souffle, une flamme entrevue par l'entre-bâillement d'une porte; une plume emportée par le vent. » On distingue très nettement ici ce qui est encore l'observation de Michel-Ange et ce n'est déjà plus que la rêverie familière de l'auteur, qui finit par ne plus être sensible qu'à soi-même!

Au fond de Walter Pater, comme chez tous les grands critiques, il y avait un poète caché, un poète mort. Un critique, c'est peut-être un lyrique renversé. Ce lyrisme se retrouve dans Walter Pater au moment où, sollicitant les secrets du génie, il en vient à voir le reflet de son propre esprit apparaître à la place de ceux qu'il interroge!

***

Le dernier roman de Vicente Blasco Ibañez, *Mare Nostrum*, est une œuvre bouillonnante, emportée par un violent souffle épique, riche jusqu'à l'excès, en sa truculence et en son éclat. On y trouve dans leur pittoresque toutes les qualités et tous les défauts du grand romancier espagnol.

En réalité, *Mare Nostrum* contient deux livres assez distincts, bien que par son affabulation ils n'en forment qu'un : d'une part, un magnifique poème de la mer, et en particulier de la nôtre, la Méditerranée, et d'autre part, un roman un peu mélodramatique où la guerre intervient, sans en être le principal sujet, comme dans *les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse.*

Le héros du livre est Valencien comme l'auteur. En cet homme qui s'appelle Ulysse Ferragut, et dont le premier amour, quand il était enfant, a été le portrait d'une impératrice byzantine, Constance-Auguste, Blasco Ibañez symbolise le Méditerranéen, l'homme d'aventures, toujours tenté de prendre les chemins liquides et de promener, selon leur gré, son appétit d'inconnu et de fortune : race à laquelle ont appartenu, depuis Ulysse, et Christophe Colomb, et Bonaparte, et Masséna, et Garibaldi! Cet Ulysse Ferragut, qui a pour oncle une sorte d'étonnant personnage, appelé *le Docteur*, et qui ressemble à un triton, s'embarque à son tour. Cela nous vaut les plus belles pages du roman, des descriptions émouvantes de tempête et de visions australes, une peinture grasse, épaisse, comme visqueuse, de la mer printanière, au moment où les poissons entrent dans la saison des amours. Mais à Naples, Ferragut devient l'amant d'une belle personne équivoque qui se trouve finalement être une espionne au service de l'Allemagne. Elle réussit, à force de volupté, à endormir les scrupules du marin, qui accepte d'entrer dans la ténébreuse association. Il ravitaille les sous-marins qui rôdent dans la Méditerranée. Et le jour où le fils de Ferragut, Télémaque, viendra en Italie pour tenter d'arracher son père à cet esclavage, ce sera un des sous-marins ravitaillés par Ulysse qui coulera son navire et causera sa mort.

Je n'aime pas beaucoup cette catastrophe qui sent son feuilleton, mais je ne vais pas en faire un reproche à Blasco Ibañez dans un moment où l'on ressuscite le roman d'aventures ! D'ailleurs, on sent bien qu'il tient moins à son sujet lui-même qu'au prétexte qu'il lui offre de chanter la mer et de faire vivre ses personnages. Et l'on sait à quel point il s'y entend ! Les Espagnols ont un sens extraordinaire du réalisme. Ils aiment le personnage pittoresque, le relief, la verrue,

la vérité anecdotique, même excessive. Ils excellent à peindre la vie extérieure plus que l'intérieure (quand ils ne sont pas des mystiques) mais cette peinture garde toujours une merveilleuse saveur, le genre de saveur, me semble-t-il, que montre au grand soleil un vagabond aux loques éclatantes. Il faut se garder de pousser trop loin cette image, car elle a une part de conventionnel. Il n'en est pas moins vrai que leurs écrivains — et sans oublier l'incroyable Cervantès, ni les romanciers picaresques — ont un don particulier pour faire jaillir en pleine pâte ces figures vivantes, ardentes, bien plantées, lourdes d'une belle vie sensuelle, qui semblent presque exagérées à nos yeux, tant notre optique est différente, et qui naissent naturellement, sans que l'auteur ait besoin pour cela, comme un Dickens, de recourir à la caricature. Qu'on se rappelle l'extraordinaire grouillement, l'humain polypier, qui se développe autour de la cathédrale de Tolède, dans la *Catedral,* où le monde de *toreros,* de *picadors* et d'*aficionados* qui traverse *Sangre y arena.* Ici, c'est Toni, le second du navire, ou *el tio* Carragol, ce dévot féroce, et bien d'autres, qui sont de même veine.

La qualité maîtresse de Blasco Ibañez, c'est son œil. Il a un œil qui voit tout, qui distingue chaque chose, l'isole d'abord, puis la replace dans son ensemble. Aussi n'y a-t-il pas un être dont il ne fixe aussitôt l'image unique. Il sait en quoi un matelot, un prêtre, un pêcheur, diffèrent des autres matelots, des autres prêtres ou pêcheurs. Et il semble vraiment que ses livres, à l'origine, au lieu d'être de lentes germinations de son cerveau, soient des grappes de visions, agglutinées les unes aux autres, autour de visions centrales originelles. Que l'on lise ici une des pages les plus saisissantes de *Mare Nostrum,* la description d'un repas de poulpes, dans l'aquarium de Naples :

« Quelque chose tomba dans l'eau, descendant peu à peu ; un morceau de sardine morte qui laissait fuir des filaments de chair et des écailles jaunes. Une étrange solidarité semblait exister entre les monstres. Celui-là seul s'agitait pour manger, qui voyait la proie le plus près de lui. Peut-être se soumettaient-ils volontairement à attendre leur tour? Peut-être leur

vue n'atteignait-elle pas beaucoup plus loin que leurs tentacules !

» Celui qui était le plus proche du verre se déplia soudain avec la violence d'un ressort qui se déclenche, d'un projectile qui fait explosion. Il sauta, resta collé au sol par une de ses pattes, tenant les autres en haut comme un faisceau de reptiles. D'informe haillon, il se changea en une étoile monstrueuse, remplissant presque toute la cuve de son corps gonflé de rage et d'eau, colorant toute sa membrane de vert, de bleu, de rouge.

» Les tentacules se saisirent de leur triste proie, se pliant en dedans pour la porter à la bouche. La bête se contracta, s'aplatit jusqu'à reposer sur le sol. Les pattes disparurent, et il ne demeura visible qu'une bourse tremblante par laquelle passait comme une houle, de bout en bout, le gonflement digestif. C'était un bouillonnement de mucosités qui se coloraient et se décoloraient avec les contorsions de la fureur assimilatrice, laissant à découvert de temps à autre des yeux stupides et féroces.

. . . .

» Freya protesta, le gardien ne leur avait jeté que des corps inanimés. Elle désirait la lutte, le sacrifice, la mort. Les morceaux de sardines étaient un repas sans substance pour ces bandits qui ne trouvaient de saveur qu'à l'aliment assaisonné d'assassinat.

» Comme si les poulpes avaient entendu ses plaintes, ils s'étaient laissés choir dans le fond de sable, flasques, inertes, respirant par leurs entonnoirs.

» Une petite écrevisse commença à descendre, à l'extrémité d'un fil, avec une gesticulation désespérée.

» Elle se serra encore plus contre Ulysse, émue à la pensée du spectacle prochain. Une des bourses convertie en étoile bondit, ses pattes serpentèrent, cherchant le nouveau venu. En vain, le gardien remonta jusqu'en haut le fil, s'efforçant de prolonger la chasse. Les tentacules collèrent leurs irrésistibles ventouses au corps de la victime et à la ficelle, tirant sur cette dernière avec une telle force, qu'elle se rompit, laissant tomber au fond le poulpe avec sa proie.

» Freya fit un mouvement comme pour applaudir.

« Bravo ! » Elle était extrêmement pâle. Une chaleur de fièvre passait, à travers ses vêtements, du côté de son corps au côté de Ferragut qui lui servait d'appui.

» Elle avançait le buste vers le cristal pour mieux voir l'activité dévoratrice de cet estomac en forme de pyramide qui avait sur sa pointe une minuscule tête de perroquet, avec deux yeux féroces, et à l'entour de sa base l'écheveau tordu de ses pattes pleines de cercles saillants. Le poulpe pressait l'écrevisse contre sa bouche, lui injectant sous la carapace le produit venimeux de ses glandes salivaires, paralysant tout mouvement de résistance. Ensuite, il l'avala lentement dans une déglutition de boa.

» — Que c'est beau ! — dit-elle.

» Les autres bêtes avaient également leurs victimes vivantes, et les paralysaient, et les dévoraient, agitant leurs corps mollasses, sur lesquels le gonflement de la nutrition faisait passer des rayons et des mirages de diverses couleurs.

» Alors le gardien jeta une écrevisse, mais en liberté, sans attache aucune. Freya cria d'enthousiasme.

» C'était la chasse telle qu'elle se déroule dans le féroce mystère de la mer, la course de la mort, la destruction précédée d'angoisse et de hasards émouvants. Le pauvre crustacé, devinant le péril, nageait jusqu'aux rochers pour se mettre à l'abri dans la grotte la plus proche. Un poulpe bondit derrière lui, tandis que les autres continuaient leur digestion.

» — Il s'échappe ! il s'échappe ! — s'écria Freya, palpitante d'intérêt.

» L'écrevisse courut sur les pierres, s'abritant dans leurs sinuosités. Le poulpe ne nageait plus, il courait aussi comme un animal terrestre ; grimpant sur les rochers avec ses griffes armées qui lui servaient d'appareils de locomotion. C'était la lutte d'un tigre contre un rat... Comme l'écrevisse avait déjà la moitié du corps caché dans les lichens verts d'un trou, sur son arrière-train, tomba un de ces serpents pesants, l'arrachant d'une secousse irrésistible de ses ventouses, et la faisant disparaître dans l'écheveau de ses tentacules.

» — Ah ! — soupira Freya, se rejetant en arrière comme si elle avait voulu s'évanouir sur la poitrine d'Ulysse.

» Celui-ci frémit, avec la sensation qu'un anneau de pres-

sion, tremblant, s'était enroulé à son corps. Les actes de cette déséquilibrée avaient fini par exciter ses nerfs.

» Il crut qu'un monstre de la même espèce que ceux de l'aquarium, mais beaucoup plus grand, une pieuvre gigantesque des fonds océaniques, s'était glissé traîtreusement jusqu'à ses épaules, lui jetant soudain un de ses tentacules. Il éprouvait la pression de cette griffe à sa ceinture, chaque fois plus serrée, plus farouche.

» Freya le tenait assujetti avec un de ses bras. Elle s'était violemment enlacée à lui et lui pressait la taille de toute sa force, comme si elle avait voulu couper en deux son corps vigoureux.

» Alors il vit s'approcher la tête de cette femme, avec une rapidité agressive, comme pour le mordre... Ses yeux agrandis, larmoyants et vagues, semblaient être loin, très loin. Peut-être ne le voyait-elle pas... Sa bouche frémissante et bleuie par l'émotion, une bouche ronde et en relief comme un muscle absorbant, chercha la bouche du marin, s'emparant d'elle, la tirant avec ses lèvres.

» Ce fut un baiser de ventouse, long, dominateur, douloureux. Ulysse reconnut qu'il n'en avait jamais connu de pareil. La salive de cette bouche, remontant au fil des dents, déborda dans la sienne comme un doux poison. Un tremblement jusqu'alors inconnu courut au long de son épaule, lui faisant fermer les yeux.

» Il se sentit vidé comme si tout son intérieur eût été liquéfié, passant dans l'autre corps à travers l'impérieuse succion. Il eut le pressentiment que ce baiser allait dater dans sa vie; qu'une nouvelle existence commençait pour lui ; qu'il n'arriverait jamais à se détacher de ces lèvres mordeuses et caressantes, qui avaient une lointaine saveur de cannelle, d'encens et de forêt asiatique, peuplée de plaisirs et d'embûches. Il se laissa entraîner par cette caresse de fauve, la pensée perdue et le corps inerte et résigné, pareil au naufragé qui descend et descend à travers les couches infinies de l'abîme, sans jamais arriver au fond [1]. »

Peut-être y a-t-il quelque chose d'un peu convenu dans

1. Ferragut mourra aussi dans un naufrage.

cette analogie entre Freya et la pieuvre, mais il faut ajouter qu'ici cette comparaison qui serait critiquable ailleurs, arrive après des pages et des pages de saturation marine, ce qui fait qu'elle prend place à son tour dans un vaste ensemble qui la nécessite et qu'elle y perd ce caractère de littérature qu'elle trouve peut-être à se trouver ainsi isolée. Mais il fallait l'isoler, tout de même, pour mettre en valeur ce côté hallucinant, à force de rendu, de l'art de Blasco Ibañez. On le voit ici au naturel et jusque dans sa minutie. Blasco Ibañez vous obsède, il revient à la charge, il vous montre une chose et vous la remontre, jusqu'à ce que vous ne puissiez plus vous en distraire, qu'elle ait le caractère pesant, le volume, l'aspect véritable d'une chose extérieure et que l'on distingue avec ses yeux, que l'on pourrait prendre avec sa main.

Cette Freya, d'ailleurs, féroce, hystérique, inhumaine, a un caractère symbolique aux yeux de Blasco Ibañez. Dans *Mare Nostrum*, on découvre de plus en plus cette tendance à généralisation, à allégories, qui fait évoluer dans un sens nouveau l'esprit de ce grand réaliste. Nous avons vu déjà combien Ulysse est, à ses yeux, le Méditerranéen même. Lisez le portrait de l'oncle, du *Triton* :

« Puis il se déshabillait et se jetait à la mer. Ulysse le voyait s'enfoncer dans le cercle d'écume tracé par son corps. Maintenant il se rendait compte de la profondeur de ce monde fantastique, composé de roches vitreuses, de plantes animales et d'animaux pétrifiés. Le corps brun du nageur prenait, en descendant, une transparence de porcelaine. On l'eût dit en cristal azuré, une statue fondue dans la pâte d'un miroir de Venise qui se briserait en mille morceaux, dès qu'elle toucherait le fond.

» *Il cheminait comme une divinité abyssale*, en arrachant les plantes et en poursuivant avec ses mains les éclairs de vermillon et d'or qui se cachaient dans les fentes des rochers. Des minutes entières s'écoulaient : il allait rester au fond; jamais il ne remonterait. Et l'enfant pensait avec inquiétude à la possibilité d'avoir à guider seul la barque jusqu'à la côte. Tout à coup, le corps de cristal blanc prenait une teinte verte, son volume augmentait. Puis il passait au brun cuivré, et

voici qu'à la surface une tête surgissait en s'ébrouant, et que le nageur élevait les bras pour offrir au gamin toute sa moisson sous-marine. »

Certains critiques ont nié la parenté de Blasco Ibañez et d'Émile Zola. Avec des différences dues aux divergences des races (et encore Zola était-il Vénitien comme Blasco Ibañez est de Valence), elle est pourtant évidente. Tous deux traitent le roman comme une vaste symphonie (Blasco Ibañez raffole de la musique et en parle avec ravissement et lucidité, dans bien des pages de son œuvre), avec des thèmes principaux qui se poursuivent, reviennent, donnent l'atmosphère du livre, sa couleur : tous deux, nés réalistes, ont évolué vers ces grands symboles simples, qui font d'un être rencontré au hasard une sorte de figure mythologique, d'un groupement quelconque, élémentaire ou humain, une puissance mystérieuse et géante ; tous deux répugnent aux personnages trop raffinés de mœurs ou d'esprit (les grandes dames de Blasco Ibañez sont aussi peu justes que celles de Zola), et adorent au contraire les êtres simples, rudes, violents. J'ajoute que Blasco Ibañez, né sur une terre heureuse, a une connaissance de l'instinct, supérieure à celle de Zola, et d'abord, parce qu'il montre une gamme d'instincts plus riche, plus variée, que l'auteur de *Nana*, aux yeux de qui il n'en existait guère que deux ou trois, et ensuite, parce que ceux qu'il met en lumière sont libres et pleins, et donnent du prix à la vie. Zola, naturellement pessimiste, a essayé d'être optimiste, Blasco Ibañez a peut-être essayé d'être pessimiste, et ses romans finissent généralement mal, mais toute son œuvre contient une joie tranquille, un bonheur profond d'exister, une force puissante qui font qu'on oublie la malechance des héros, les injustices de la vie et les lamentations de beaucoup d'entre eux, pour se repaître l'esprit de ces fresques brutales et sensuelles, où l'homme travaille, peine et lutte, mais où on le sent pleinement satisfait d'atteindre son but et d'obtenir, — volupté, argent, terre ou renom, — ce qu'il demande à ce monde. Les héros de Blasco Ibañez, quels que soient leurs tourments, sont tous un peu pareils à

cet Ulysse Ferragut, audacieux aventurier, mais qui oublie tout, dès qu'il est heureux.

***

Les Russes sont trop occupés par leurs expériences sociales (où ils essaient de ramener la numération humaine au chiffre de zéro), pour avoir pensé à célébrer le centenaire d'un des plus grands de leurs écrivains, et nous-mêmes, trop occupés par ailleurs, et d'ailleurs un peu trop déçus par eux, pour avoir songé à l'honorer dignement. Il serait fâcheux néanmoins d'avoir laissé passer la date de sa naissance sans essayer de délimiter la figure d'Ivan Serguiévitch Tourguénieff et de voir ce qu'il a eu de spécifiquement russe et ce qu'il a eu d'européen.

Pendant longtemps, Tourguénieff a passé pour être un cosmopolite, et une grande partie de son œuvre se déroule hors de Russie. Mais personne n'était plus Russe que lui; il l'était par son sentiment de l'inquiétude, ce qu'on appelle là-bas la *tasca*, qui lui rendait la France insupportable quand il y était et la lui faisait adorer quand il l'avait quittée; il l'était par son impuissance à vouloir, ses grands élans, suivis de rechutes, sa tristesse accablée, cette conviction indéracinable que tout est inutile, cette ambiguïté d'esprit qui malgré lui, le rendait suspect à ses amis de France. Et ces sentiments inspirent son œuvre. Et puis, qui donc a mieux que lui aimé, décrit la terre russe, les grands espaces, les villages, avec leurs maisons de bois, les groupes de bouleaux, et l'étang, avec ses oiseaux sauvages, et la magnifique solitude ! Tous ses personnages ont à son exemple quelque chose de particulièrement russe; ils souffrent d'un désœuvrement profond de l'esprit; ils cherchent une raison à leur destinée; leur malaise est bien un peu d'origine sociale, mais il est aussi, je pense, de cause climatérique ; ils ont quelque chose de naïf, de paresseux et d'enfantin, ils ont l'impression d'être des hommes de trop. Il y a quelque chose, non de rompu, en eux, mais de lâche et de détendu : leur ressort vital. « Il y avait un obstacle aussi insurmontable qu'incompréhensible entre mes idées, mes

sentiments et leur expression », est-il dit justement dans le *Journal d'un homme de trop*. — « Ce qui est terrible, dit Tourguénieff, écrivant en son propre nom, c'est qu'il n'y a rien de terrible, ni une idée, ni une chose, rien. Il n'y a qu'une éternelle succession d'êtres falots et d'éventualités désespérément quelconques. » Cette passivité, ce manque de réaction et de philosophie constructive, sont-elles des choses essentiellement russes? On peut le croire si l'on songe au prodigieux *Oblomoff* de Gontcharoff, type si national qu'on a pu faire avec son nom un substantif d'expression courante, relatif à son état moral, si l'on se représente tant d'autres héros de romans, si l'on réfléchit à l'extraordinaire apathie avec laquelle une énorme majorité du peuple russe a supporté le bolchevisme. Est-ce une condition du climat, comme nous le disions tantôt, est-ce une particularité ethnique, est-ce le résultat d'un déplorable état social? L'avenir l'apprendra à nos enfants. Mais il ne faut pas voir exclusivement du romantisme dans Tourguénieff, puisque ses traits les plus essentiels se retrouvent aujourd'hui dans Gorki et dans Artybatzchew.

Une autre particularité de ses personnages, c'est leur désordre d'esprit ; quelle nuée d'agitateurs, de velléitaires, de bavards imprécis, de contradicteurs véhéments s'agitent dans ses livres ! On peut juger, d'après leurs conversations comme d'après celles des *Possédés* de Dostoïewsky, ce qu'a pu être la fièvre cérébrale de la révolution ! Certes, tous ces agités ne sont pas la Russie, mais ils en sont un élément, le plus vague et le plus turbulent à la fois, celui qui se résume par des accès de violence impulsive, au sein même de l'apathie, et par le goût de la cité construite dans les nuées. Que si l'on croit maintenant cette situation d'esprit purement contemporaine, qu'on relise dans *Fumée*, qui date de 1860, les réflexions de Potoughine !

Tourguénieff a vécu longtemps à Paris et fréquenté bien des écrivains français. Il est visible qu'il ne les comprenait pas et qu'eux ne le comprenaient pas davantage. Les anecdotes rapportées par Goncourt témoignent de cette surprise; elles sont belles d'ailleurs et significatives. Aux romanciers sensuels et minutieux de cette époque, qu'il dut paraître romantique, ce géant russe avec ses amours mystérieuses et ses

sentiments indécis[1] ! Aujourd'hui cependant, on s'aperçoit qu'il est bien près d'avoir touché à la vérité humaine, non plus russe, mais universelle, plus efficacement que ses contemporains d'alors. Il a pris cependant beaucoup à l'esprit français (et peut-être même à Mérimée), le don de faire court, de choisir, de mettre en valeur ce qui est choisi, art tout latin qui a toujours manqué aux écrivains de sa race. Sans doute, à son tour, influença-t-il Maupassant qui lui doit, je pense, d'avoir développé en lui cet appétit du mystère qui manque si terriblement à ses premiers livres. Il influença très fortement aussi le grand romancier américain Henry James, et surtout à ses débuts.

Le cynisme de ses amis parisiens l'étonnait et le choquait; il a toujours parlé du *surnaturalisme* de l'amour. Le mot est de lui et il est significatif. Il permet de comprendre comment ce romancier réaliste a exprimé de l'humanité quelque chose de plus vaste, de plus mystérieux et de plus vrai que les autres écrivains français de son époque.

Ivan Tourguénieff traîna toute sa vie un ennui vague, un ennui de célibataire, errant un peu au hasard, dépaysé à la fin de son existence, aussitôt qu'il quittait la famille Viardot. Il finit par mourir chez nous, près de ses amis, et malgré quelques crises de mauvaise humeur, dans l'amour de la France, dont il regrettait bien un peu qu'elle ne l'aimât pas davantage. Il fut d'ailleurs francisé en partie, grâce aux critiques. On a peut-être oublié une clairvoyante étude d'Émile Hennequin, mais sûrement pas les belles pages si lucides et si complètes que lui a consacrées M. Paul Bourget, dans ses *Nouveaux Essais de Psychologie contemporaine.*

Malgré les années écoulées, le charme de Tourguénieff demeure intact et d'autant plus inexplicable que ce n'est qu'au second examen qu'il paraît aussi évident ; à la première lecture, la lenteur de son récit, une sorte d'indécision permanente, un style qui semble vague déçoivent un peu. Cependant, on ne lui résiste guère. Ayant eu le désir d'analyser sa méthode, nous avons lu au hasard une de ses nouvelles : nous sommes tombé sur *Jacques Passinkoff,* qui

1. Flaubert, seul, semble l'avoir sincèrement aimé, justement à cause de ce romantisme.

se trouve dans le volume intitulé ici *Scènes de la Vie russe.*

Jacques Passinkoff est l'histoire cruellement vraie d'un jeune homme (le narrateur du conte), qui est amoureux d'une de ces jeunes filles silencieuses et fidèles que l'on voit souvent chez Tourguénieff. Et comme son amour le rend vigilant, il surprend indiscrètement une lettre adressée à la silencieuse Sophia et par laquelle il apprend qu'elle nourrit un sentiment passionné pour un homme vulgaire, qui fréquente chez ses parents et qui s'appelle Constantin Alexandrovitch Assanoff. Il ne peut se retenir de dévoiler son indiscrétion à Sophie Nicolaïevna qui le met à la porte. Le pauvre amoureux, dans sa tristesse, confie sa peine à son meilleur ami, Jacques Passinkoff, un jeune romantique, une sorte de rêveur plein de grands sentiments et de rêves irréalisables. Et le doux Jacques Passinkoff réconcilie le héros de l'histoire avec Sophie et avec le médiocre Assanoff. Puis les années passent, et dans un district quelconque, longtemps après, le principal personnage retrouve Passinkoff mourant. Il apprend alors que son camarade, sans l'avoir jamais dit, a aimé aussi cette Sophie, mais qu'il n'a jamais pu l'oublier. Passinkoff meurt, et, longtemps après, le héros rencontre la triste Sophie, mal mariée et assez malheureuse. Il lui confie la grande passion de son ami, mais la jeune femme lui apprend à son tour que Jacques, lui aussi, a été aimé sans le savoir, et par sa propre sœur aînée, Barbe, « grosse blonde vermeille, âgée de dix-huit ans, qui était constamment assise à la fenêtre, regardant les passants ». Enfin, une malheureuse créature que Passinkoff a recueillie par pitié vient voir le narrateur. Elle pleure cet amant de qui elle s'est crue aimée et qui n'aimait, lui, qu'un fantôme. Et comme elle est misérable, il lui donne quelque argent.

Cette histoire est le type même de la nouvelle de Tourguénieff. Elle se développe à travers plusieurs épisodes, séparés par des espaces de temps, et dont chacun la rend plus triste à la fois et plus profonde. Tous les personnages y sont malheureux, malheureux d'un malheur morne et quotidien ; tous y aiment mal, on apprend trop tard qu'ils auraient pu avoir un peu de bonheur ; personne ne récrimine, mais sans avoir à le formuler, on constate que la vie est mal faite. Et

il se dégage de ces pages une émotion si vraie, si juste, si poignante, qu'on en a le cœur serré et presque les larmes aux yeux. Or, aucun auteur n'est moins exagéré, ni ne transpose moins la réalité. D'où vient donc que si peu d'entre eux aient touché à elle d'aussi près que Tourguénieff? Nos réalistes français semblent souvent secs ou faux à côté de lui; les Anglais déforment souvent la vérité; mais chez le calme Tourguénieff, on voit agir des êtres humains véritables, non pas les plus typiques, non des caractères grossis dix fois comme dans Balzac, non pas des caricatures vivantes, comme dans Dickens, mais les plus voisins de nous, les plus simples, les plus unis. Chez lui, pas un personnage n'est démesuré, pas une situation excessive; en même temps, rien n'est entièrement dit, les héros ne se révèlent pas d'une façon complète, ils ne se connaissent d'ailleurs jamais tout à fait, il y a toujours en eux un profond inconscient et un grand mystère, — ce mystère que les artistes de grande race ne dissipent jamais entièrement et qui, plus qu'une clarté toujours trop vantée, fait leur mérite véritable. Nous sentons que Tourguénieff en savait toujours plus sur ses héros qu'il ne l'avouait lui-même, et c'est cela qui les fait si vivants. Dans *Jacques Passinkoff*, la situation n'est pas élucidée. Nous ne saurons jamais très bien ce qui s'est passé entre Sophie et Assanoff, ni si elle n'a pas eu aussi un sentiment tendre pour Jacques Passinkoff, ni ce que Passinkoff a été pour cette compagne de hasard ramassée à la fin de sa vie. « L'âme d'autrui, a dit Tourguénieff, c'est la forêt obscure... » En chacun de ses personnages, cette forêt se ramifie, comme chez nous tous, en mille sentiments, les uns arrivés à leur plein développement, les autres, embryonnaires, tous contradictoires, composites, formant cette chose insaisissable, mouvante et merveilleuse : une personnalité humaine !

J'ai choisi *Jacques Passinkoff* comme modèle de cet art simple et charmant. J'aurais pu aussi bien élire *les Deux amis*, ou *le Roi-Lear de la steppe*, ou cette admirable *Abandonnée*, qui est peut-être son chef-d'œuvre, ou tel chapitre des *Récits d'un Chasseur*. Ses romans ont sans doute moins de perfection technique, mais quelles richesses ne trouvera-t-on pas dans ces vastes études : *Pères et Enfants*, *Fumée*, *Eaux*

printanières, *Une Nichée de Gentilshommes*, *Dmitri Roudine*, *Un Bulgare*? Une partie de ces œuvres a fâcheusement vieilli : la critique contemporaine. Les satires des bains de Baden-Baden ou des panslavistes sont médiocres ; elles le paraissaient d'ailleurs aux contemporains. Elles sont aussi haineuses. Ce calme Tourguénieff avait des rancunes sourdes et tenaces contre ceux qui l'avaient irrité. Il se vengeait sur ces têtes de Turc de ne pouvoir prendre carrément un parti politique et d'osciller entre les révolutionnaires, à qui il promettait tout sans jamais tenir ses promesses, et les conservateurs envers qui il gardait une secrète affection. Mais ceci dit, quelle rare pénétration dans ces romans ! Rappelez-vous madame Odintsoff, *Pères et enfants* cette femme gentille et froide, qui fait un peu penser à la Michèle de Burne, de Maupassant. De page en page, elle se livre davantage à nous, avec sa coquetterie comme involontaire, son impuissance à sentir et sa sympathie sincère pour le nihiliste Bazaroff. A aucun moment du livre, on ne la voit tout entière, et, le roman fermé, elle est inoubliable. Nous avons une idée aussi vivante de la madame Arnoux, de Flaubert, mais Flaubert nous fait dix portraits de madame Arnoux, depuis sa première apparition sur le bateau jusqu'à sa dernière visite à Frédéric Moreau : portraits vifs, précis, énergiques, limités. Rien de pareil chez Tourguénieff. Et Marianne (*Terres vierges*), Gemma (*Eaux printanières*), Irène (*Fumée*), ne sont pas moins caractéristiques.

On a reproché à Tourguénieff une certaine mollesse dans ses peintures, un certain manque d'énergie, qui s'accordaient d'ailleurs à son caractère. Mais que l'on relise le récit de la mort de Bazaroff ! Madame Odintsoff vient le voir ; son mal est contagieux ; il lui conseille de prendre place dans un coin, assez loin de lui.

« Elle traversa rapidement la chambre et s'assit dans un fauteuil qui touchait au divan.

» — Vous êtes généreuse... — murmura-t-il. — Si jeune, si fraîche, si élégante, dans cette vilaine chambre, auprès de ce ver à moitié écrasé qui se tortille encore !... Allons, adieu ! vivez longtemps, et jouissez de la vie, dépêchez-vous !... Hein, moi qui me promettais d'abattre tant de besogne, moi qui

me considérais comme une espèce de géant, et qui étais persuadé que j'avais une mission ! Et voilà, mon brave géant, ta mission consiste à mourir décemment.

» Il étendit la main, chercha son verre. Anna Serguiéïvna lui donna à boire sans se déganter et en retenant sa respiration.

» — Vous m'oublierez, — reprit-il, — et vous aurez raison. Mon père vous dira que la Russie vient de perdre un homme qui lui était bien précieux. Ne contrecarrez pas ses radotages. Consolez-les, lui et ma mère. Prenez une lanterne à la main, et marchez, marchez, vous ne trouverez pas les pareils de ces gens-là... Moi, nécessaire à la Russie !... Attendez, je m'embrouille, il y a là des chiens...

» Il ferma les yeux et posa sa main sur son front. Madame Odintsova se pencha vers lui :

» — Eugène Vassiliévitch, je suis toujours là.

» Il retira sa main, se souleva un peu, ouvrit les yeux tout grands :

» — Adieu ! — dit-il, en un suprême raidissement de ses forces... — Écoutez. Jamais il n'y a eu un baiser entre nous. Soufflez sur la lampe qui se meurt, et qu'elle s'éteigne !

» Anna Serguiéïvna posa ses lèvres sur le front de Bazaroff.

» — Merci, — dit-il, en retombant. — Et maintenant..., les ténèbres ! »

Ce récit-là est digne des plus belles morts, racontées par Shakespeare ou par Balzac. Et quelles révélations sur l'âme de Bazaroff que les mots qui lui échappent !

C'est peut-être là le suprême don de Tourguénieff : il fait passer leur âme dans les paroles, dans les gestes de ses personnages. Mais l'âme, dans ce sens-là, qu'est-ce donc? Il nous semble qu'elle est ce réseau profond, secret, fait d'hérédités et d'élans ancestraux, de désirs et de rêves, de sentiments et de velléités, de clairvoyance et d'inconscient, qui est au fond de nous-mêmes et qui est l'expression la plus achevée de notre individu. Ce n'est pas tout à fait le caractère, ni l'intelligence, et c'est ce qui détermine souvent notre destinée. Des romanciers excellents comme les Goncourt ou Daudet ont trouvé souvent des mots de caractère ou de situation, mais

l'âme est généralement absente de leurs romans ; Zola, parfois, l'a laissée entrevoir dans l'obscure poussée de l'instinct.

Et cette âme, cette forêt profonde, est devenue si inquiétante, si intense à ses yeux, qu'elle a fini par envahir l'œuvre de Tourguénieff. Ce sont alors ces *Apparitions*, ces poèmes en prose troublants, ces visions pessimistes et hallucinées qui emplissent ses dernières pages. Il cherche infatigablement ce qui se cache au fond de nous, ce que Maeterlinck appelle l'Hôte inconnu.

Ce sentiment juste de l'âme qui a permis à Tourguénieff de faire des caractères de femme authentiques. On peut les comparer à certaines créations des romanciers anglais ; rarement aux inventions des nôtres. On trouve dans George Eliot, dans Meredith, dans Henry James, des figures pareilles aux siennes. Et ce qu'elles ont de commun, les unes et les autres, je veux bien croire que c'est une certaine façon de s'exprimer, mais plus encore une structure morale. Elles semblent plus réelles que les nôtres, parce qu'elles sont en même temps moins logiques et plus près de la Nature. Elles raisonnent moins et s'abandonnent davantage aux forces obscures qui viennent d'elles-mêmes (et qui ne sont pas uniquement l'instinct sensuel). Nous savons parfaitement ce que pensent, ce que veulent une Emma Bovary, une Mathilde de la Môle, une madame de Mortsauf. Et quand elles s'expriment ou agissent, on suit l'intention précise, la démarche réfléchie, la ligne de conduite. Les plus romanesques mêmes (les héroïnes de George Sand) ratiocinent et font des plans ; leur être conscient seul nous apparaît. Mais la loyale Maggie ne sait pas bien pourquoi elle enlève un fiancé à sa cousine en désespérant son propre amoureux (Eliot : *le Moulin sur la Floss*), mais Christina Light n'est pas entièrement responsable de son action sur Roderick Hudson (James : *Roderick Hudson*), mais Clotilde de Rüdiger obéit à des raisons mal définissables en refusant à Alvan, son amoureux, l'entrevue qu'il sollicite, ce qui précipitera la catastrophe (Meredith : *les Comédiens tragiques*). Et nous aurions pu trouver des exemples analogues chez Shakespeare comme chez Dostoïewsky. Et de même, quand ces femmes parlent, elles laissent échapper, non ces habiles discours, ces paroles mesurées de nos Latines, mais ces balbu-

tiements profonds, ces échappées subites sur leur vie intime, ces étranges clartés que nous admirons chez elles. Nous avons cité de grands noms étrangers ; il ne faut pas oublier un des nôtres. Qu'on songe à Phèdre, à Hermione, à Bérénice ; ce n'est pas autrement qu'elles laissent entrevoir ce qu'il y a de plus général et de plus inexplicable dans le caractère féminin. Racine est allé plus loin que n'importe qui dans ce domaine.

Il y a bien des points encore de l'œuvre de Tourguénieff qu'il eût été curieux d'élucider, mais ces pages sont déjà trop longues. Du moins, puissent-elles décider quelques lecteurs à le relire et surtout nos éditeurs à réimprimer d'admirables œuvres que l'on ne trouve plus guère en librairie et qu'il est fâcheux d'abandonner à ce point !

EDMOND JALOUX

SANS RETOUR[1]

XIV

Au commencement de l'automne, Germaine et Marcel étaient descendus jusqu'à la Méditerranée. Ils avaient cherché, sur la côte qui va de Saint-Raphaël à Toulon, un asile pour y prolonger ce temps béni où l'amour comptait seul. Et c'est ainsi qu'un soir, vers les cinq heures, comme octobre finissait, ils se trouvaient assis l'un près de l'autre, sur la terrasse d'un hôtel qui domine le village de Bormes, une large et creuse vallée, puis un horizon marin où se détachent les îles d'Hyères. Il semblait qu'autour de ces îles dont le soleil frappait au loin les falaises rocheuses, on vît monter l'haleine bleue de la mer. La vallée s'emplissait d'ombre. Des amandiers tremblaient dans la lumière oblique du couchant, au souffle léger venu de l'ouest. Toute la campagne était douce et comme veloutée. Le relief des arbres sur des pentes lointaines apportait aux regards une caresse. Dans la direction du Lavandou, au delà d'une chapelle gardée par des cyprès, un rayon dorait, sur un dernier escarpement de la montagne, les pierres d'une large tour. Un autre escarpement, à la droite de l'hôtel, portait, environnées d'eucalyptus, les ruines d'un château.

Germaine et Marcel prenaient du thé sur une petite table de fer, sous les mimosas qui ne fleurissent qu'en hiver. Au

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet et du 15 juillet 1919.

bord de la terrasse, des aloès, des figuiers de Barbarie se pressaient les uns contre les aûtres, mêlant au soleil comme des armes leurs feuilles luisantes et dures. Le jardin descendait par étage, avec des allées à demi ombragées et des escaliers de bois, jusqu'aux premières maisons de Bormes. Devant l'hôtel même, il y avait quelques plates-bandes de pensées et d'œillets, des buissons de roses remontantes. Ces fleurs pénétrées par la tiédeur du couchant avaient l'air, devant cet horizon si vaste, de se recueillir avec bonheur dans l'intimité de leurs parfums. De temps à autre, Germaine enfermant en elle-même la radieuse image de la mer et des îles, baissait les yeux vers un coin de terre. Elle observait un arbuste, son ombre sur le sol, les plantes modestes qui croissaient alentour. Elle remarquait le mouvement des branches d'un amandier. Ces détails, qui s'étaient approchés de son cœur et qu'elle avait isolés dans le cercle d'un doux éblouissement, assuraient la précision émouvante des souvenirs. Plus tard, lorsque la jeune femme évoquera le séjour de Bormes, cet arbuste, ce rayon de soleil sur le sable viendront lui dire : « Vous étiez là ; vous nous aimiez. »

Marcel fumait des cigarettes. Il lui semblait que la marche de son sang s'accélérait lorsque ses regards, pendant une seconde, enveloppaient Germaine tout entière. Il aimait qu'elle se reposât dans l'air du soir. Constamment, il se sentait associé aux menues impressions de la jeune femme. Il respirait avec elle. Il comprenait le langage de ses attitudes. Il saisissait mille nuances dans les grâces délicates de son visage. Dans les moindres mouvements de sa personne, il voyait enfin quelque chose de la vie nouvelle qu'elle avait reçue de leur amour. Pendant les mois qu'ils venaient de passer ensemble, comme elle s'était révélée sensible et vive ! Quelle jeunesse de cœur elle avait montrée ! Marcel se rappelait des causeries indéfinies sur le charme innombrable des heures. Parfois il lui avait dit :

— Mais vous voyez avec des yeux d'artiste, ma chérie.

— C'est que je vois avec les vôtres, Marcel.

Maintenant, ils étaient à la veille de quitter ce pays. Pour la dernière fois, ils regardaient la fin souriante du jour sur la campagne. Germaine soupira.

— Pensez-vous, — dit-elle, — que demain nous serons sur la route de Paris !

— Paris ne va pas nous séparer.

— Tout de même, il nous réunira moins. Mais je suis raisonnable. Je comprends même que vos idées sur ce retour soient différentes des miennes. Vous reverrez vos parents, des amis. Vous avez peint des tableaux qui, sans doute, seront admirés. A Paris, moi je n'aurai que vous, comme ici. Et peut-être il ne dépendra plus de moi seule que vous soyez heureux.

— Germaine, n'emportons-nous pas en nous-mêmes les fleurs « que nul ne peut cueillir »?

Quelques instants se passèrent, puis elle dit :

— Nous avons vécu un rêve.

Elle pensait à Montreux, aux premiers jours de solitude avec Marcel, aux promenades sur les petits chemins qui sont au-dessus de Territet, aux stations prolongées sous les sapins de Villars. En été, ils s'étaient réfugiés dans ce pays qui domine la vallée du Rhône.

— J'aimais, — dit Germaine, — à retourner souvent avec vous aux mêmes places. La régularité de nos habitudes m'enchantait. Notre existence ressemblait ainsi à celles qui ne sont pas inquiètes. Au long des jours, vous m'avez parlé de tout ce qui est précieux dans la vie. J'ai compris comment votre art l'embellissait pour vous. Je vous ai vu travailler.

Elle évoqua la chambre de Villars ouverte à la fraîcheur du soir. Puis ils se souvinrent d'une vieille demoiselle qui leur avait adressé la parole dans la salle à manger, de la figure avenante de l'hôtelier, d'un jeune ménage étranger qui se livrait alors aux joies poétiques et traditionnelles du voyage de noces. L'homme était mince avec une sorte d'assurance militaire dans l'attitude et, dans le regard, l'expression d'une tendresse conforme à l'ordre sans inquiétudes et sans secrets. La femme avait des yeux de faïence à fleur d'un visage tranquille, un teint de santé sur les joues, de la gorge, des hanches. Tous deux ne craignaient pas d'afficher la saine sensualité qui fonde les familles nombreuses. Et jamais l'arrivée de Germaine et de Marcel n'avait paru les troubler lorsqu'au détour d'un chemin ils s'embrassaient sur la bouche.

— Nous étions plus discrets, — murmura Germaine.

Elle rappela leur dernière promenade à la pointe de Brigançon, la route en corniche sous des pins, les petites plages où la mer était si transparente et si calme avec les arbres des promontoires qui s'inclinaient sur elle ; des fumées, à l'horizon, dans le soleil, marquaient d'une brume rousse l'entrée du port de Toulon.

— J'aurais voulu, — dit-elle, — demeurer longtemps avec vous sur le sable et qu'une maison à nous, modeste et blanche, fût auprès.

Ils attendirent, pour rentrer, que la nuit vînt. Les malles étaient ouvertes dans leur chambre. Des vêtements encombraient le lit. De vieux journaux traînaient de tous côtés. C'était fini de l'installation provisoire et chère, des fauteuils rapprochés, de la table qui portait les livres et les dessins. Germaine contenait son émotion. Et peut-être aurait-elle souhaité l'absence de Marcel pour quelques instants parce qu'alors elle eût pleuré librement. Voici que le temps commençait déjà où elle devait lui cacher les inquiétudes de son cœur.

Pendant le dîner, ils parlèrent de leurs projets. Germaine voulait découvrir un appartement dans le quartier du Luxembourg.

— Je chercherai dans quelque rue, — dit-elle, — une vieille maison qui ne vous déplaise pas trop et où les loyers soient modestes. Je vivrai là comme en province. C'est vous qui traverserez souvent la Seine et me rapporterez les nouvelles de Paris. Je ne veux pas que vous négligiez les intérêts de votre art. Je vous assure que je saurai vous attendre avec patience. Quelquefois, j'irai à votre rencontre dans ce beau jardin où vous m'avez montré pour la première fois toute la profondeur désintéressée de votre tendresse. Lorsque vous descendrez de chez vous, après le travail, vous me verrez à une place que j'aurai choisie et que nous aimerons. Pourvu que je n'aperçoive pas bientôt sur votre visage je ne sais quels soucis ! Car enfin nous ne serons plus, comme ici, livrés à toute la fantaisie de nos cœurs.

La douceur triste de sa voix émut Marcel. Il répondit :

— Vous êtes mon enfant chérie. A l'écho de chacune de vos paroles en moi, je sens que je vous appartiens tout entier. Notre amour est un cristal sans fêlure où tout vibre à l'infini. Je vous en supplie, ne vous inquiétez pas.

— Comme vous êtes bon ! comme je vous aime !

Les yeux de Germaine se voilèrent un instant, puis elle reprit :

— Il faudra que j'établisse avec soin mon budget. Maintenant, je sais ce qu'il me sera permis de dépenser. Assurément, je ne ferai pas d'économies, mais vous verrez comme je serai raisonnable. Et j'espère aussi qu'il vous paraîtra que je conserve un peu d'élégance.

Quelque temps après qu'elle eut envoyé de Montreux à ses parents l'expression respectueuse des sentiments qu'elle leur gardait, tout en ne pliant pas sous leur autorité, une lettre du notaire trouvée à la poste restante lui avait appris que les revenus de sa dot lui seraient servis. Elle ne savait rien d'autre.

— Germaine, — dit Marcel, — il est convenu que pour commencer nous n'habiterons pas ensemble. Vous auriez chez moi, avant notre mariage, une situation fausse qui nous serait pénible à tous deux. Seulement, il me paraît souverainement injuste que nos intérêts ne soient pas mêlés. Pourquoi vous imposer des privations qui ne sont pas nécessaires? J'ai les revenus d'une centaine de mille francs que j'ai hérités d'un oncle. Mes parents m'aident un peu. Cette année, je compte bien gagner plus de six mille francs. Vous voudriez que tout cela fût pour moi seul? Je serais donc plus riche que vous? Pourquoi? La plus belle preuve de confiance que vous puissiez me donner, c'est d'accepter sans discussion tout ce que je vous offrirai.

En vérité, il avait légèrement exagéré l'héritage dont le capital était déjà entamé. Et il n'espérait pas non plus gagner autant d'argent au moins pour cette première année, car plus tard il tenait à se persuader qu'elle lui apporterait une fortune.

— Oh ! Marcel, — dit Germaine, — j'ai mes idées sur cette question.

— Ce sont des préjugés.

— Peut-être, mais c'est tout justement être honnête que

d'avoir des préjugés lorsqu'il s'agit d'argent. Ne me tourmentez pas.

— Ce sont les riches, ma chérie, qui ont établi ce principe que l'argent est une chose sacrée qui ne se donne pas. Pour se protéger, ils ont créé la fierté des pauvres. Elle n'est légitime que vis-à-vis d'eux et comme réponse à leur égoïsme. Que vient-elle faire entre nous? Le vrai trésor, ce sont les dons que j'ai reçus de vous. Toute ma vie ne pourra m'acquitter. Et lorsque nous sommes si profondément, si heureusement mêlés l'un à l'autre, vous considérez cependant que mon argent n'est pas le vôtre.

— En accepteriez-vous de moi si la situation se retournait?

— Non, parce que j'ai le devoir et les moyens d'en gagner. Vous, ma chérie, vous ne sauriez qu'être patiente et souffrir sous mes yeux. La situation ne peut pas se retourner. Mais vous aurez toute confiance en moi. Vous n'infligerez pas à mon amour l'humiliation de vos refus. J'arriverai à vous convaincre quand il le faudra.

— Croyez-vous?

— J'en suis certain, n'en parlons plus ce soir.

Ils s'étaient levés de table. Ils s'en allèrent sous le grand ciel d'étoiles jusqu'au tournant de la route d'où l'on découvre les lumières du village. Ils croisèrent une petite Toulonnaise et son amoureux.

— Reviendrons-nous jamais en ce pays? — dit Germaine. Peut-être serait-il triste d'y revenir.

— Pourquoi?

— Parce que nous avons passé ici un temps de vacances. Il ne dépend pas de nous que la vie ne devienne pas plus grave.

Dans leur chambre, ils finirent de ranger les objets, de fermer les malles. Puis, dans la pièce déjà toute dépouillée de leur âme, ils ne regardèrent plus qu'eux-mêmes. Une impatience pareille à celle du premier soir les saisit. Jamais un appel plus ardent n'avait été adressé à toute la volupté de leur amour.

XV

Un après-midi de janvier, Marcel Jablines se rendait chez le marchand de tableaux Müllheim, rue Laffitte. Il traversa le magasin où justement on accrochait des toiles parmi lesquelles il reconnut, sous un jour qui lui parut la dépoétiser, une de ses propres études, celle qui représentait des eucalyptus aux environs de Bormes, avec un ciel d'automne et la mer entre leurs branches. Il eut un regard triste pour cette clarté lointaine qui lui souriait au travers d'une atmosphère poussiéreuse. Tous les tableaux réunis là par hasard ne s'accordaient point. Beaucoup semblaient gênés par de terribles ou fâcheux voisinages. Des tons brutaux, souvent plus voulus qu'observés, éclataient par endroits. La peinture conventionnelle s'offrait la première aux yeux. Puis son éclat factice avait l'air de retomber ou plutôt de s'éloigner en se glaçant. Les œuvres sincères seules, vives ou discrètes, se faisaient pénétrantes. Marcel remarquait un paysage de Sisley : un rang de peupliers sur une berge de la Seine avec les tons légers et roses des jours de printemps précoce. Il voyait toute la lumière fine d'une véranda à demi ensoleillée, autour d'un visage de jeune fille, sur une toile de Berthe Morisot. La couleur délicate et vraie d'une femme nue de Corot s'harmonisait avec le ciel et la verdure qui l'entouraient comme dans l'œuvre des plus grands maîtres anciens.

Un jeune homme de profil sémite donnait des ordres dans le magasin. Il serra la main de Marcel.

— Mon père est là, — dit-il, — désirez-vous le voir?

— Certainement.

A ce moment, la porte d'un corridor s'ouvrit et Müllheim parut. Il reconduisait un visiteur dont les cheveux longs graissaient le col d'un pardessus râpé et qui portait sur un visage aux yeux enfoncés dans leurs orbites, aux traits accentués, la marque d'une vocation artistique peu favorisée. Des sentiments de haine couvaient sans doute en son cœur contre Müllheim. Il continuait de parler à voix basse, de fournir toute les explications qu'on ne lui demandait pas. Il exprimait

la confiance qu'il avait en son propre talent. Müllheim balançait la masse de sa personne qui occupait toute la largeur du corridor. Inerte et patient, il n'écoutait pas, tout entier aux préoccupations d'une affaire qu'il tentait avec un Greco. Il s'agissait de mettre en rivalité plusieurs collectionneurs et l'État. « Il serait honteux qu'un tel tableau n'allât point au Louvre », avait dit un journal influent.

L'artiste comprit enfin qu'il ne triompherait pas, par des mots de la dernière heure, de l'impassibilité commerciale du marchand. Il se tut soudainement, puis après avoir pris une seconde la main grasse et molle qui lui était tendue, il partit comme on s'élance dans la mer.

Müllheim aperçut alors Jablines et vint à lui. Il l'accueillait toujours aimablement. Ce n'était pas qu'il fût disposé à le beaucoup servir, mais il tenait à ne point le mécontenter. Marcel connaissait des gens riches, il s'habillait avec correction et, de plus, il ne demandait jamais d'avances.

— Venez dans mon cabinet, — dit Müllheim, — je vous montrerai mon Greco et nous pourrons causer.

Marcel entra bientôt dans une pièce qu'on avait aménagée entre des salles d'exposition et qui recevait le jour d'en haut. Un grand bureau à cylindre encombré de papiers y tenait une large place. Il y avait une bibliothèque en bois noir avec des registres, quelques tableaux au mur : une meule de Monet, une femme nue très rose de Renoir. On voyait aussi une danseuse de Degas penchée en avant pour rattacher un de ses chaussons. Dans l'ombre, les muscles tendus de sa jambe, sous l'envol de la courte jupe, le creux de son dos, la maigreur de son épaule s'accusaient. Tout à côté, une tête de fille rousse par Toulouse-Lautrec. Enfin, sur une chaise, un portrait d'homme du Greco. Les yeux vivaient singulièrement dans une physionomie qui semblait tordue par le vent. La maigreur du visage, celle du cou prenaient des tons de décomposition. L'homme était drapé dans un manteau d'un vert acide.

— Qu'en pensez-vous? — demanda Müllheim.

— Il y a dans ce tableau, — répondit Jablines, — de quoi satisfaire les peintres et les littérateurs. Certains traits révèlent un maître ; d'autres, par leur étrangeté, provoquent les commentaires à l'infini.

— C'est ce qu'il faut, — dit le marchand. — Les gens qui aiment ce portrait ont la joie de mépriser ceux qui ne le comprennent pas. On discute, on se passionne. J'ai déjà de fort belles offres, mais je serais capable d'un sacrifice pour que cette toile fût au Louvre. Évidemment, je ne voudrais pas que le sacrifice devînt trop grand, car enfin on ne peut pas fouler aux pieds tous ses intérêts pour l'amour de son pays. Allons, prenez ce fauteuil, cher ami.

Müllheim s'assit à son bureau. Il était content de la finesse qu'il montrait tantôt vis-à-vis des artistes, tantôt vis-à-vis des clients. Ses petits yeux avaient une malice intermittente dans son visage épais. Quelquefois, il paraissait presque sommeiller. Puis il se réveillait pour dire, avec une lenteur voulue, des phrases qui donnaient à réfléchir, semblaient lourdes de bon sens ou d'arguments irréfutables. Il ne parlait pas à tous le même langage. Il se gardait seulement d'être tout à fait sincère avec personne. Sans doute, il ne l'était pas avec lui-même. Cependant on lui eût fait injure en le supposant plus qu'à moitié dupe des paroles d'admiration ou de générosité qu'il proférait à l'occasion. Un de ses gestes favoris était de repasser longuement un couteau à papier sur la paume de sa main gauche. Le peintre Jean-Claude disait : « Il a l'air d'aiguiser avec soin la lame qui doit nous tondre. »

Cette fois, s'appuyant d'un coude au bras de son fauteuil, Müllheim dit, avec une bonhomie encourageante :

— Parlons un peu de vous. Avez-vous travaillé? J'ai vendu tout récemment pour mille francs un de vos paysages.

Sur un mouvement de Marcel, il ajouta :

— Vous m'aviez permis de le céder à ce prix.

— Oui, mais j'espérais mieux tout de même.

— J'ai cependant eu de la peine à décider l'amateur. C'est le fils d'un gros marchand de drap. Il s'appelle Vigneux. Vous ne le connaissez pas?

— Non.

— Je crois qu'il vient de se marier et il a fait construire un hôtel près de l'avenue du Bois. J'ai eu aussi la visite du baron Fuchs. Il voulait savoir si vos tableaux prendraient bientôt de la valeur. Je le lui ai affirmé. Il m'a paru craindre que ce ne fût pas de son vivant.

— Pensez-vous que ce sera de mon vivant, à moi? — demanda Jablines.

— Oh ! certainement.

— Cependant, voici plus d'un an que je suis revenu de mon voyage et qu'ai-je vendu? Une dizaine de toiles dont quelques-unes ne m'ont pas rapporté cinq cents francs.

— Mon cher ami, — dit Müllheim, — la peinture est très difficile à vendre et il faut bien reconnaître que vous ne m'aidez pas. Vous n'organisez pas la moindre réclame autour de votre nom. Vous travaillez avec conscience, vous avez du talent. C'est fort bien, mais cela ne suffit pas. De cette façon, on atteint seulement la postérité ou bien on est découvert tout à coup lorsqu'on a soixante-dix ans. Vous avez des relations dans le monde et dans la presse. Pourquoi ne vous en servez-vous pas? Persuadez donc à quelques littérateurs que vous avez du génie. Formez avec quelques peintres ou sculpteurs une société d'admiration mutuelle. C'est excellent. Fréquentez des arrivistes. Vous ne gagnez rien à vivre comme vous le faites, avec des amis qui vous ressemblent. Voyez comme Louis Lazare, Maurice Ferbach et bien d'autres ont su lancer leurs œuvres. Ils sont très jeunes.

Marcel réprima un sourire et Müllheim continua :

— Ne négligez pas les journalistes. Il est très bon que le nom d'un peintre soit connu avant qu'on ait vu ses tableaux. Les gens les regardent alors d'un œil averti. N'oubliez pas que le plus souvent, ils n'y entendent rien. La retraite laborieuse n'est pas dans les mœurs du jour. Il y a quelque temps, vous aviez paru en sortir. Maintenant, vous y êtes retombé, c'est un grand tort. Je vous parle en ami.

— Je vous remercie, mais pour suivre vos conseils, il me faudrait m'astreindre à des démarches qui m'effraient un peu.

— Savez-vous ce qui vous nuit encore? Vous n'avez pas d'opinion politique. Si vous étiez traditionaliste ou socialiste, toute une presse aurait des raisons de vous vanter. Le traditionalisme est sans doute ce qui vaut le mieux. Mais le socialisme a aussi ses riches. Réfléchissez bien à tout cela. Je ne souhaite à personne de réussir autant qu'à vous. J'ai pour vous une vraie sympathie. Tenez, un dernier mot, à propos

de vos œuvres, cette fois. Vous avez un talent original, c'est certain. Seulement vous l'appliquez à des sujets trop différents. Vous m'apportez des paysages, des intérieurs, des portraits, des nus. Enfin, vous cherchez à vous renouveler. C'est encore une erreur. Le public se déconcerte. Il faut un œil de connaisseur pour discerner en des œuvres si diverses les éléments d'une personnalité. Rappelez-vous que beaucoup de peintres sont devenus célèbres avec un seul tableau qu'ils ont toujours refait.

Un employé apporta une carte de visite à Müllheim. Jablines se leva.

— Je suis très content de vous avoir vu, — dit le marchand. — Surtout ne m'en veuillez pas de ma franchise.

Au moment de sortir de son cabinet, il ajouta :

— Si vous pouviez faire le portrait d'une jolie femme très en vue, voilà qui serait bien. Retournez dans le monde ; intéressez des femmes à votre succès.

— Je n'ai pas trop réussi avec madame de Réau.

— Vous devrez votre revanche à une de ses rivales.

Müllheim, qui ne pensait plus maintenant qu'au visiteur annoncé, accompagna Marcel jusqu'au magasin. Il lui dit : « Au revoir » avec le visage le plus indifférent, puis voilant d'un sourire l'expression gourmande que lui donnait toujours l'espoir d'une bonne affaire, il aborda l'homme riche qui l'attendait.

Lorsque Marcel se trouva dans la rue, il sentit que cet entretien n'avait pas fortifié son courage. Il gagna les boulevards qui commençaient de s'éclairer. Les gens se hâtaient dans une atmosphère humide. De temps en temps, une lumière électrique violente marquait l'entrée d'un cinéma. De faux diamants tournaient dans une devanture. Au coin de la chaussée d'Antin, le passage des autos et des fiacres arrêtait tout un flot de public impatient. Marcel se rappela que souvent il avait été le seul rêveur perdu dans cette foule. Souvent une sorte d'activité intérieure lui était venue au cours des flâneries. Il avait aimé les lourds chevaux des omnibus d'autrefois, lorsqu'ils sortaient d'une rue étroite, le brouillard piqué de lumière sur les places, les perspectives qu'offrent, dans la diversité des éclairages, de longs trottoirs

couverts de monde. Une impression émouvante donnée par le coudoiement de toutes les existences inconnues se dégageait pour lui de ces spectacles. Il lui semblait d'ailleurs qu'il n'était perdu parmi ces gens que pour un temps, qu'il serait l'élu d'une destinée particulière. Il pensait aux arts et à l'amour, à tout l'imprévu des rencontres, aux intimités où le cœur se dévoile et qui laissent une empreinte de nous dans une autre âme, aux œuvres qui apprendraient bientôt à tous ceux dont la sensibilité se rapprochait de la sienne, de quels yeux il regardait les choses.

Aujourd'hui, enfermé en lui-même, il songeait à ses tableaux qui ne se vendaient pas, à son nom qui demeurait obscur. La situation était difficile. Sur les conseils d'un ancien camarade de régiment qui travaillait à la Bourse, il avait hasardé et bientôt perdu, en des spéculations, une partie de l'héritage de son oncle. Que serait l'avenir? Il le craignait pour Germaine et pour lui. « Je ne sais peut-être que rêver, se disait-il, je ne suis pas celui que je croyais être. » Il lui paraissait cruel d'être déçu par sa propre nature, et tandis qu'il se jugeait pareil à bien d'autres, s'accusait de n'avoir jamais eu qu'un semblant d'originalité, tout se ternissait pour lui, même son amour. Ni son cœur, ni son esprit ne parvenaient plus à s'exalter. N'avait-il pas donné à Germaine des illusions sur lui? Il s'était cru bien fort au moment où il avait voulu la conquérir et lorsqu'il s'était élevé avec elle dans une sorte d'apothéose amoureuse. Les heures d'exception, il savait les vivre, mais les autres? Il se répétait : « Je l'aime, je l'aime, mais je ne puis oublier sur ses lèvres les soucis qu'elle partage avec moi et qui la tourmentent, l'attristent peut-être plus que moi. » De loin, il croyait voir s'ouvrir le cœur de la jeune femme et respirait le parfum mélancolique du trésor qu'il y savait contenu. Il se rappela qu'au dernier hiver, elle avait été longtemps souffrante et que, l'autre soir, elle lui avait paru bien pâle. Près d'elle, il devait constamment se défendre contre l'attendrissement qui ruine les courages. Et il se demandait : « Comment ne suis-je pas mieux inspiré? Comment tout son amour, dont je n'ai jamais pu douter, ne réveille-t-il pas mieux ma confiance en moi-même? » Parfois les sourdes réclamations d'une sensualité lasse de la

tristesse se faisaient jour en lui. Il pensait : « J'aurais tant voulu que Germaine fût bien portante, gaie. »

Rue Royale, il entra dans un restaurant où se réunissaient avant dîner des artistes qu'il fréquentait rarement. Il vit Jean Claude et son cercle de disciples. André Gibert lui présenta un jeune journaliste dont les yeux très noirs brillaient d'une flamme toute méridionale. On remarquait la figure énergique et brune d'un peintre castillan, le regard aigu du dessinateur Coudré, mince et nerveux, répandu dans le monde des théâtres et dans celui des salles d'armes. Enfin, M. Dennemont, âgé d'une cinquantaine d'années, la barbe déjà grise, important par la fortune qui lui avait permis d'acquérir plusieurs tableaux célèbres, parlait de la revue d'art qu'il désirait fonder. Jusqu'à présent, il s'était contenté de jouir paresseusement du renom d'amateur éclairé. Maintenant il rêvait d'atteindre aux honneurs, d'entrer peut-être à l'Institut.

Il raconta comment ses idées avaient été accueillies par des gens de différents milieux. Des ministres l'approuvaient et il se croyait certain de réussir parce qu'il ne ménagerait pas l'argent. Il disait :

— Une revue d'art bien faite aura très vite sur le public et sur le gouvernement une autorité considérable. Il s'agit d'éviter toute erreur, de se garder à la fois d'une timidité trop grande et d'une hardiesse inconsidérée dans les jugements.

M. Dennemont voulait organiser des expositions, découvrir des artistes. Il entendait réserver d'intelligentes faveurs à l'art décoratif.

— Comme mes projets sont immenses, — dit-il, — je cherche quelqu'un qui ait un goût très sûr et soit capable de me seconder vraiment, Je lui donnerai même une part d'initiative dans la direction de la revue. Et je reconnaîtrai largement ses services.

— Prenez un littérateur, — conseilla Jean Claude. — Ceux qu'attire la critique d'art sont très nombreux.

— Oui, mais je doute de leur compétence.

Il était fort embarrassé dans le choix de celui qui voudrait bien penser pour lui sans trop s'en arroger le mérite.

— Il vous faudrait un Fromentin obscur, — dit Coudré.

— Évidemment.

Marcel sortit du restaurant avec M. Dennemont. Celui-ci, vaguement averti que l'existence du jeune peintre était difficile, songea : « Voici peut-être le collaborateur avisé et modeste qui me conviendrait le mieux. » Il dit :

— Vous devriez bien m'aider dans ma recherche. La situation que je propose est fort belle. Dix mille francs par an ne sont pas à dédaigner. N'avez-vous personne à mé recommander puisque, sans doute, vous ne pouvez pas être tenté, vous-même, par mes offres?

— Mais si, je suis tenté.

— Vraiment?

— Je vous assure.

— Votre concours me serait très précieux. Seulement, je n'ose vous affirmer que votre travail personnel n'en souffrirait pas, surtout au début.

Marcel eut un geste d'indifférence triste.

— Réfléchissez, — reprit M. Dennemont. — Je vous attendrai chez moi à la fin de la semaine prochaine. A bientôt donc.

— A bientôt.

XVI

Germaine s'était installée tout en haut de la rue Monsieur-le-Prince, près du boulevard Saint-Michel. Elle passait le second hiver dans un appartement de quinze cents francs où les meubles qu'elle avait pu reprendre chez Ravenel voisinaient avec ceux qui lui venaient de Jablines. Il avait dit : « Je vous les prête, il est bien entendu que vous me les rendrez quand nous serons mariés. D'ailleurs je ne les ai pas achetés, ils étaient au grenier de mes parents! » Germaine avait dû aussi accepter d'autres dons. Marcel n'eût jamais consenti à dîner presque tous les soirs rue Monsieur-le-Prince sans partager les dépenses.

Madame de Valleyres ne connaissait plus sa fille. Elle s'était opposée au divorce et, par suite d'une entente avec Ravenel, avait obtenu même que la séparation fût prononcée

le plus tardivement possible. Elle estimait surtout qu'un second mariage serait le scandale. Maintenant, après tant de mois écoulés depuis le départ pour Montreux, il fallait encore, d'après la loi, attendre ce mariage pendant deux ans et demi. Madame de Valleyres espérait bien que Germaine se repentirait auparavant. Elle appelait sur sa fille les douleurs qui purifient et ne doutait pas que Jablines fût capable de toutes les trahisons. « Lorsqu'elle viendra pleurer sa faute auprès de moi, je lui pardonnerai, disait-elle. Jusque-là, je veux tout ignorer. » Au moment du procès de séparation, Germaine avait revu son père. Il s'était montré attendri, gêné. En la quittant, il avait cherché à exprimer je ne sais quelle confiance. Deux amies seulement, madame de Monval et madame Berthelier, étaient restées fidèles. . . . .

Au soir du jour où il avait rencontré M. Dennemont, Marcel dînait chez la jeune femme. Dans la salle à manger, sous la lampe qui mettait de paisibles reflets sur deux compotiers de porcelaine, il répéta les paroles de Müllheim sans y joindre d'inutiles commentaires.

— C'est bien vrai que vous n'êtes pas un arriviste, — dit Germaine. — Mais pourquoi ce Müllheim, qui reconnaît votre talent, ne vous aide-t-il pas davantage?

— Il m'aidera s'il voit que je commence à réussir. Pour le moment, il a bien d'autres affaires. Mais parlons de vous. Êtes-vous sortie aujourd'hui?

— Non, j'étais fatiguée. Et puis il ne me plaît guère de sortir lorsque nous ne nous promenons pas ensemble. Je suis restée longtemps près de la fenêtre du salon. J'ai encore dans les yeux la façade grise et sale de la maison d'en face. Vous savez que les petits ouvrages ne m'ennuient plus. Tout en faisant de la broderie anglaise pour une de mes chemisettes, je pensais aux vieilles femmes qui travaillent en surveillant la rue. J'ai vu passer des gens pauvrement vêtus, des filles maigres et pâles, des enfants pas beaux. Je croyais écouter une symphonie de misère et me suis rappelé nos lectures de Dostoïewski. Aussi, lorsqu'enfin les rideaux ont été fermés, j'ai repris *Crime et Châtiment*. Je le lisais quand vous êtes arrivé.

— Oh ! Germaine, quelle existence est la vôtre !

— Ne croyez pas que j'aie voulu me plaindre. D'abord j'aime ce petit appartement, surtout à l'heure des lampes, lorsqu'il est mieux séparé de tout et que vous êtes près de moi. Et puis, je ne crains pas trop la solitude. Ici, c'est la vie de province. Je fréquente un peu mes voisins. A l'étage au-dessus, il y a toute une famille qui prépare des chapeaux à bon marché pour les magasins du Louvre. Le père est employé dans une maison de banque, la mère est une excellente personne. L'une des deux filles a de jolis yeux noirs qui lui vaudront peut-être des amoureux. Elle est vive, elle aime les cinémas où on la conduit le dimanche. L'autre est plus sérieuse.

Germaine parlait comme on le fait après de longs silences. Elle respirait l'amour afin de revivre et toute la nonchalance de sa personne s'animait doucement. L'air environnant mettait autour d'elle une caresse. Il lui semblait que sa taille, que sa nuque étaient soutenues. La présence de son amant coulait dans ses veines.

Le cœur de la jeune femme ne demandait qu'à s'ouvrir au bonheur le plus délicat. Mais bientôt l'ombre qu'elle remarquait sur le visage de Marcel lui rappelait ses tristes pressentiments. Il ne lui avait pas conté la fâcheuse opération de Bourse du printemps dernier. Seulement, elle craignait qu'il eût contracté quelque dette, engagé l'avenir. Elle songeait : « Peut-être ne m'a-t-il pas dit la vérité sur sa fortune, sur l'argent que lui rapportent ses tableaux. » Elle se tourmentait de sa carrière d'artiste. Si elle ne doutait pas qu'il eût les dons les plus précieux, elle le savait prompt au découragement, sujet à des crises pendant lesquelles il ne travaillait pas. « Les couleurs du monde se ternissent quelquefois devant mes yeux, disait-il. Tout à coup, il me paraît indifférent de les reproduire. Elles ne signifient plus rien. On dirait que les fils invisibles qui les reliaient à ma sensibilité ont été rompus. Je me dis : « Ce mur est gris, cet arbre est » vert. » Ce gris et ce vert ne me touchent plus. Ils sont devenus abstraits et froids. Tout ne dégage plus que de l'ennui. » Germaine avait pénétré le caractère de Marcel. Vraiment, il n'était pas fait pour lutter contre les difficultés. Une sorte de joie qui rendait rayonnante la générosité de sa nature, lui

était absolument nécessaire. Autrement, il versait dans le pessimisme le plus sombre. « Il est affreux, se disait la jeune femme, que je ne puisse me dévouer à lui comme je l'entendrais. Il me cache les complications de sa vie parce que c'est moi qui les ai apportées. » Un jour, s'il en venait à trop souffrir dans ses ambitions, parviendrait-elle à le consoler? Elle ne le croyait pas. D'ailleurs, elle souffrirait alors autant que lui. Et elle ajoutait : « Je ne suis pas bien sûre que ces souffrances nous uniraient. » Il lui apparaissait que, peut-être, à ce moment, Marcel serait distrait de son amour. C'est peut-être seulement chez la femme que le chagrin renforce les sentiments. Elle pensait aux lois naturelles et profondes qui se jouent des êtres, à tout le mystère d'un cœur différent du sien.

Ce jour-là dans la petite salle à manger de la rue Monsieur-le-Prince, elle sentit bientôt la gracieuse animation qui lui ôtait sa lassitude, se changer en fièvre inquiète. Elle avait surpris les regards de Marcel pendant un instant où il ne se croyait pas observé. Elle fit un effort sur elle-même afin de causer comme auparavant et résolut de provoquer des confidences, tout à l'heure, au salon, lorsqu'ils seraient vraiment seuls et tout près l'un de l'autre.

— Et madame Berthelier? Et madame de Monval? — dit-il. — Voilà longtemps que vous ne les avez pas vues. Du reste, pourquoi d'autres ne viennent-elles pas?

— Je n'avais que deux amies. C'est déjà très beau, je vous assure. Ne me plaignez pas de tout ce qui est en dehors de notre amour. C'est en vous seulement qu'on peut m'atteindre, Marcel.

Lorsqu'ils furent dans le salon, elle s'approcha de lui. Ils étaient debout devant la cheminée. Une bûche, en se consumant, éclairait la robe noire et bleue de Germaine, rendait sensible la douce élégance de son attitude, la grâce des lignes qui montaient vers l'ombre. Les cheveux blonds de la jeune femme retombaient un peu sur ses tempes. Elle avait posé la main sur le bras de Marcel et la gravité de son regard se faisait pénétrante.

— Vous ne vous confiez pas à moi, — dit-elle. — Je sais bien que c'est par générosité. Mais je vous vois triste et je souffre de tout ce que j'ignore en vous.

Il lui prit la main avec émotion.

— Vous avez froid.

— J'avais chaud, tout à l'heure. Ce n'est rien. Dites-moi ce qui vous préoccupe. Je veux tout savoir.

Ils s'assirent sur un divan près d'une table où la présence de quelques livres, sous la lampe, semblait agrandir l'horizon intime, le peupler de toutes les évocations du monde qui s'enfermaient entre leurs pages. Marcel sentait l'épaule de Germaine contre la sienne. Il était tout près du cœur de sa maîtresse et voyait, sous une lumière paisible, se soulever les dentelles de son corsage.

— J'ai pris aujourd'hui même une résolution importante, — dit-il. — Vous allez la connaître.

Et il expliqua la situation que lui offrait M. Dennemont.

— Mais, — dit Germaine, — vous aurez très peu de liberté. A chaque instant, vous serez pour monsieur Dennemont l'homme absolument nécessaire. Je le prévois bien. Il est riche et ambitieux. Il usera de vous sans discrétion. Et vos tableaux, que deviendront-ils?

— Je les reprendrai plus tard. D'ailleurs, je ne suis content ni d'eux ni de moi.

— Vous me faites de la peine. Comme je nuis à votre talent ! Il vous fallait pour travailler une sorte d'insouciance rêveuse que vous n'avez plus. Vos nerfs sont trop délicats. Dès que la vie est un peu méchante, elle vous blesse plus qu'un autre.

— Vous trouvez que je n'ai pas de courage ?

— Vous avez le courage qu'inspirent les sentiments, Marcel. Vous êtes capable de grands sacrifices. Ce courage-là m'effraie. J'aimerais vous voir celui que donnent la confiance en soi-même et la foi dans l'avenir.

— La foi dans l'avenir, je l'ai eue, toute l'année dernière. Si je la conservais encore, où irions-nous? Votre existence deviendrait bientôt plus modeste, plus triste. Je ne supporte pas cette idée. J'ai escompté ce que j'espérais de mes tableaux si la vente avait été heureuse ; j'ai escompté aussi d'autres bénéfices. Maintenant, il ne s'agit plus de se prendre à des mirages. Et je me félicite d'avoir rencontré monsieur Dennemont.

Des larmes montaient aux yeux de Germaine.

— Qu'ai-je fait, — dit-elle, — en vous aimant? Si tous deux nous avons, un jour, méprisé l'argent, comme il se venge aujourd'hui !

— Oh ! ne regrettez rien, je vous en conjure.

La serrant contre lui, il l'embrassa doucement près de l'oreille. La caresse des cheveux, le contact de la peau délicate et chaude le troublèrent. Il respira le parfum qui était mêlé au souvenir de tant de joies et, pendant un instant, une pensée d'amour l'occupa tout entier. Cependant, la jeune femme gardait les yeux fixés sur la table claire et s'absorbait dans ses réflexions. La pendule sonna dans l'ombre. Une lourde voiture fit trembler un peu la maison. Le salon tiède et bien clos évoquait l'image d'un bonheur calme.

— Je ne puis discuter avec vous, — reprit Germaine. — Vous ne m'avez jamais dit l'exacte vérité sur votre situation. Ce soir, ne me cachez rien. J'ai peur que l'héritage de votre oncle ne soit plus intact. Quels bénéfices avez-vous escomptés qui ne devaient pas venir de vos œuvres? N'auriez-vous pas commencé de vous ruiner?

— Ma chérie, laissez-moi vous répondre seulement que si je refusais la proposition de monsieur Dennemont, je serais fou. Jamais une pareille chance ne me reviendra. J'ai bien réfléchi, ces temps derniers. J'ai même causé avec Gaël, cet ancien camarade de régiment qui est dans les affaires. Je sais qu'il est presque impossible à un homme qui n'a que des compétences d'artiste, de trouver un emploi. Je n'ai pas le droit de me désintéresser du lendemain. Il serait terrible de connaître un jour avec vous la vraie misère.

— Je ne sais que vous dire. Je souffre, par avance, de tous les regrets, de tout l'ennui qui vous attendent près de monsieur Dennemont. Et je pense que c'est moi qui ai mis l'être d'imagination et de fantaisie que vous êtes, dans une si cruelle alternative.

— Je m'y suis mis par ma propre maladresse. Enfin, n'exagérons rien. Monsieur Dennemont me laissera quelques loisirs. Ils seront pour vous et pour ma peinture. Et puis qui sait? Il arrivera peut-être tout à coup que mes tableaux se vendront mieux.

La jeune femme pleura longuement sur l'épaule de Marcel.

Lorsqu'elle releva la tête, l'air du salon parut glacé à ses joues brûlantes. Toute frissonnante, elle prit soudain conscience de sa fragilité et murmura :

— Je voudrais mourir pendant que vous m'aimerez encore.

XVII

Marcel connut près de M. Dennemont une existence active. D'abord, il y eut de longues discussions pour choisir le titre de la revue qu'on nomma : *Grande Revue des Arts*. Puis il fallut se prononcer sur des modèles de couverture, adopter un format. M. Dennemont se préoccupait de l'impression, de l'encadrement des pages; il étudiait les mérites de différents graveurs ; il se livrait à cette joie que découvrent les gens riches dans un travail facile qui leur fera honneur. Souvent un pli se creusait entre ses sourcils; ce pli qu'il croyait dû à la réflexion n'exprimait qu'une attente paisible, celle de l'opinion que Jablines saurait donner discrètement.

M. Dennemont fit installer des bureaux, aménager une salle d'exposition, dans le quartier de la Madeleine, rue Vignon. Il passait là ses journées. Toute son intelligence lui semblait s'épanouir dans une atmosphère administrative. Il se sentait porté par le respect de ses employés. Il aimait les pas dans les corridors, les portes qui battent, les voix qui interrogent. Très accueillant pour les journalistes, pour tous les agents de publicité, il ne se lassait pas d'exposer ses idées et se montrait fier de la complaisance payée qu'on lui témoignait.

De plus en plus, sa revue lui parut une grande œuvre. Elle justifiait toute la peine, toutes les démarches qu'il imposait à ses collaborateurs et principalement à Marcel. Un critique d'art anglais, Walter Smith, consentit à envoyer de Rome, où il demeurait, une préface pour le premier numéro. Ce numéro publié le 15 avril annonçait pour le mois suivant une exposition de l'art décoratif au XVIIe siècle. M. Dennemont se promettait aussi de rassembler prochainement des tableaux de Courbet en grand nombre. Ces deux projets d'exposition

obligèrent Jablines à des voyages. Il se rendit à Bordeaux, à Toulouse, à Marseille, à Lyon. Malheureusement, toute cette agitation ne parvenait pas à le distraire. Il vérifiait souvent le mot de Goncourt : « Ce qui a entendu le plus de bêtises au monde, c'est peut-être un tableau de musée. » Souvent, dans le coin du wagon qui l'emportait, il se rappelait tristement les rêveries d'autrefois. Il souffrait de ne plus voir sur les choses cette atmosphère qui venait sans doute de son cœur et lui donnait le désir de peindre. Un contact si quotidien avec l'œuvre des autres appauvrissait son imagination. Il sentait se former en lui, à l'exercice continuel de la critique, comme un noyau d'amertume et d'aridité. Il lui arrivait d'éprouver, à l'égard d'artistes dont les succès ne lui semblaient pas justifiés, une sorte d'animosité qui lui déplaisait à lui-même. « Autrefois, se disait-il, j'étais heureux de penser aux peintres que j'admire et je me contentais d'ignorer les autres. »

Au mois d'août, il obtint seulement deux semaines de vacances et fit avec Germaine un séjour mélancolique à Pourville auprès de Dieppe. Il avait emporté ses pinceaux, quelques toiles. Les premiers jours, il admira le mouvement des hautes herbes sur les falaises, la fraîcheur bleue de la mer, saisit avidement des yeux les couleurs qui reflétaient de l'infini et de la liberté. Il décida de travailler chaque matin pendant que Germaine se reposerait; mais voici que bientôt, comme il était seul devant ces paysages qu'il eût voulu aimer, quelque chose de pire que la tristesse, l'ennui, s'empara de sa pensée. Il regrettait presque l'agitation de Paris. « J'avais l'illusion, se disait-il, qu'il me suffirait de quelques loisirs pour me retrouver peintre. Je ne l'ai plus. Aucune œuvre n'est créée sans un état d'âme qu'il faut mériter par la patience s'il ne vous est pas accordé tout de suite. A quoi bon rapporter d'ici un ou deux tableaux qui ne vaudront pas ceux que j'ai peints autrefois, qui ne pourront que me nuire? »

Bien qu'il ne dit pas ses impressions à Germaine, elle savait les deviner. Auprès d'elle, ne commençait-il pas à craindre la monotonie des heures? Volontiers, il projetait des excursions. Mais le temps presque toujours pluvieux ne favorisait pas les promenades dans la campagne normande, les voitures coûtaient cher et Germaine qui dormait peu était souvent

bien lasse. Comme elle déplorait cette fatigue et tous les repos que Marcel devait respecter !

Parfois elle lui disait : « Allez à Dieppe. Le mouvement des gens vous distraira. Ici la plage est triste pour vous. Moi, je resterai bien tranquille et ce soir, quand vous reviendrez, je serai mieux. » Elle accompagnait ces derniers mots d'un sourire pour y enfermer la demi-promesse de joies trop rares. Marcel refusait d'abord de la quitter puis, lorsqu'il avait compris qu'assurément elle ne lui reprocherait jamais ces courtes absences, il acceptait en se donnant à lui-même des raisons où ne parût pas entrer trop d'égoïsme, en recommandant à Germaine de chercher le sommeil. Elle demeurait sur une chaise longue, en face de la mer, et songeait : « Son bonheur me serait bien nécessaire, je ne suis pas de celles qui savent donner du courage. »

Fréquemment, elle se demandait : « Ne suis-je pas moins aimée? » Par délicatesse, elle évitait de provoquer les mots qui l'eussent rassurée. Au moindre froid, elle serrait ses bras sur sa poitrine et frissonnait. A ce frisson, toute la maigreur de sa personne se révélait à Marcel sous ses vêtements. Elle toussait. La tendresse de Marcel se montrait surtout dans les inquiétudes que lui causait la santé de Germaine. Et elle pensait en l'observant : « C'est peut-être dans un grand chagrin qu'il reprendra toute la conscience de son amour. » Ne croyant pas au retour du bonheur passé, elle perdait le goût de vivre. Dans le silence désolé d'une nuit, elle se persuada qu'elle était mortellement atteinte.

Ils rentrèrent à Paris.

Quelques mois plus tard, un soir d'hiver, Marcel, en arrivant rue Monsieur-le-Prince, trouva madame Berthelier dans le salon.

— Germaine est couchée, — lui dit-elle, — et je vous attendais. Vers les trois heures, elle a été prise d'une quinte de toux et comme elle portait son mouchoir à ses lèvres, ce mouchoir s'est couvert de sang. Aussitôt, elle m'a envoyé un mot. Je suis accourue et j'ai fait chercher mon médecin, le docteur Pérat. Il sort d'ici. L'hémoptysie n'a pas été trop forte heureusement. Mais la malade est dans un tel état d'épuisement que les plus grands soins seront nécessaires pour la sauver.

Madame Berthelier, petite et mince, semblait s'effacer. On ne voyait d'elle que le rayon de bonté qui émanait de ses yeux noirs. Toute la sincérité du chagrin de Marcel lui apparut. Il dit :

— Depuis longtemps, je la supplie de partir pour la Suisse, pour le Midi. J'aurais dû insister davantage, partir avec elle. Oh ! je veux qu'elle vive. Je n'ai plus que ce désir au monde. Je sacrifierai tout. N'est-il pas trop tard ?

— Je ne crois pas. Germaine est si jeune !

— Il faudrait qu'elle aidât la nature et j'ai peur qu'il y ait en elle trop de résignation.

Madame Berthelier répéta les paroles du médecin, en appuyant sur celles qui contenaient un encouragement. Elle ajouta :

— Il reviendra demain. Il a prescrit une immobilité presque complète, le plus grand calme. Son espoir est que dans un mois ou six semaines, elle pourra quitter Paris. Un séjour dans un air salubre et pas trop vif, à Arcachon, par exemple, parviendra seul à la remettre. Ayez confiance. A bientôt.

Une garde en blanc se leva d'un fauteuil lorsque Marcel entra dans la chambre. Il prit un instant la main amaigrie que lui tendait Germaine et recommanda le silence. Une lampe avec un journal épinglé à son abat-jour pour que le lit restât dans l'ombre, éclairait sur le coin d'une commode une installation de pharmacie. Marcel s'assit près du feu qui rougeoyait sans bruit. Il croyait voir au plus loin dans les secrets de l'âme qui luttait maintenant contre la mort. Que d'amour il y découvrait ! Il eût voulu se mettre à genoux, parler à Germaine comme on prie. Les mots d'une tendresse qui devrait opérer des miracles se prononçaient dans sa pensée. Étreint par l'émotion, il se leva. Comme il gagnait doucement la porte de la chambre, un long regard vint jusqu'à lui. Il s'efforça d'y répondre par un sourire et murmura :

— Je vais revenir.

— Ne revenez pas tout de suite. Dînez un peu, — dit Germaine.

Dès qu'il fut dans le salon désert, il sanglota comme un enfant.

Des jours passèrent dans l'inquiétude. Un après-midi,

madame Berthelier se rendit chez madame de Valleyres. Celle-ci écouta gravement la meilleure amie de sa fille, puis, essuyant une larme, elle répondit :

— Ah ! je l'avais bien prévu. Cette pauvre enfant n'était pas faite pour une pareille existence. Je vois tout ce qu'elle a dû souffrir. Celui qui l'a entraînée dans une voie aussi affreuse est bien coupable. C'est lui qui a changé le cœur de Germaine. C'est lui qui nous expose aujourd'hui au plus cruel malheur. Je vous remercie, madame, d'être venue me trouver. Je sais quel est mon devoir. J'irai offrir à ma fille des soins qu'elle ne refusera pas, je l'espère.

— Germaine ignore ma démarche, — dit madame Berthelier. — Je la préviendrai ce soir même de votre visite. Voulez-vous me permettre maintenant d'aborder un point délicat? Je n'ai pas à défendre devant vous monsieur Jablines, mais, en ce moment, ne cherchez pas à l'écarter de votre fille. Qu'elle n'ait pas à choisir entre vous et lui. Excusez-moi d'oser vous donner un conseil. Je ne songe qu'à la santé de mon amie et, assurément, vous pensez, comme moi, qu'il importe avant tout de la guérir.

Madame de Valleyres se préparait à se montrer admirable.

— Il me suffira de ne pas le rencontrer, — dit-elle. — Je ne prétends pas ôter à Germaine sa liberté. Elle verra jusqu'où peut aller le dévouement d'une mère. Je ne doute pas qu'alors elle réfléchisse. Les bons sentiments feront leur œuvre. Lorsqu'on a été élevée comme elle, on ne s'égare jamais jusqu'à la fin.

Le témoignage de sa conscience donnait, une fois de plus, à madame de Valleyres le calme accoutumé. Elle voulait croire que Germaine recouvrerait la santé dans la saine atmosphère de la famille. Elle imaginait une convalescence très longue qui lasserait la patience de Jablines. Le scandale d'un second mariage était bien éloigné.

Lorsque Germaine apprit qu'elle reverrait sa mère, elle dit à madame Berthelier.

— Vous avez bien fait. D'abord, je ne veux pas juger maman. Autrefois les idées ont été plus fortes chez elle que les sentiments, mais je n'ai pas le droit de la repousser.

Le lendemain, madame de Valleyres se présenta rue

Monsieur-le-Prince. Elle embrassa sa fille sur le front, causa longuement avec la garde, dit des paroles de confiance.

— Si tu me laisses te soigner, mon enfant, tu guériras.

Aucune allusion ne fut faite au passé. Tous les jours suivants, madame de Valleyres montra la même réserve. M. de Valleyres vint aussi et manifesta plus de tendresse. Marcel, averti le premier soir, n'osa rien dire.

Au bout d'un mois, le médecin déclara que Germaine était capable de supporter un voyage. Il parla d'Arcachon.

— J'espère que là-bas, — dit madame de Valleyres, — tu accepteras d'être chez moi?

— Serai-je libre comme ici?

— Oui, mon enfant.

— Laissez-moi payer sur les revenus de ma dot une part au moins de la location?

— Nous verrons cela. Reste tranquille et sois bien sûre que tout sera fait pour le mieux.

Il fallut que Germaine dit à Marcel en quelles conditions elle désirait partir pour Arcachon.

— Mais j'étais prêt à vous suivre. J'attendais même ce temps avec impatience. Pourquoi me quittez-vous? — dit-il.

— Rien n'est changé entre nous, Marcel. Vous viendrez me voir là-bas aussi souvent que vos occupations vous le permettront. Nous n'habiterons pas sous le même toit, mais il est convenu que je vous recevrai aux heures du jour que nous choisirons. J'ai réfléchi longuement. Jamais je n'accepterai que vous quittiez votre revue en ce moment, que vous perdiez votre situation à cause de moi. Je ne veux pas non plus rester à Paris près de vous pour que vous vous sentiez responsable si je ne guéris pas. D'ailleurs, vous ne consentiriez pas à me garder ici. Je sais tous les sacrifices dont vous êtes capable. Si je les refuse, c'est que je songe à votre avenir, à notre avenir à tous deux peut-être. Ne m'obligez pas à discuter, je vous en prie. Vous me donnerez un peu de calme en cédant à ma volonté. Sans ce calme, que deviendrai-je? Ayez confiance en moi. Ce séjour à Arcachon me rapprochera de maman si elle comprend enfin tous les sentiments qui sont dans mon cœur et qui ne méritent pas qu'on les condamne. Je vous aimerai toujours, Marcel, n'en doutez pas.

— Oh ! ma chérie, faut-il vraiment vous obéir? Comme je souffre !

Elle appuyait sa tête à l'oreiller. Elle était lasse.

— Ne dites rien, — reprit-elle, — ne dites rien.

Tandis que Marcel tenait la douce main de la jeune femme entre les siennes, réprimant un sanglot, ne bougeant plus, elle continuait de le regarder.

XVII

Un jour de juin, vers les deux heures de l'après-midi, Marcel et Germaine suivaient en voiture, sur la hauteur d'Arcachon, une des avenues de la ville d'hiver. L'ombre des pins, cette ombre tiède où il demeure tant de clarté, recouvrait par endroits le trottoir et la chaussée. Le soleil donnait sur les barrières blanches des petits jardins, sur les balcons de bois des villas, sur les stores qui abritaient à demi les chaises longues des malades. Il semblait que le beau temps fût accueilli avec dévotion. Il régnait en silence dans l'air immobile et pur. Au pied de cette colline ombragée s'étendent les eaux calmes du bassin puis, au delà, l'Océan. Quel repos on goûte dans ce voisinage adouci de l'immensité !

Germaine était enveloppée d'un grand manteau sombre. Sur les traits fins de son visage, toute sa jeunesse voilée restait présente. L'éclat de ses cheveux blonds devenait émouvant.

— Je suis content, — dit Marcel — de cette première promenade. A chacun de mes voyages, je vous ai vue dans l'ombre triste d'un petit salon ou dans votre jardin si étroit. Il me semble qu'aujourd'hui nous retrouvons un peu de liberté. Cette lumière vous fera du bien. Vous l'aimerez.

Germaine regardait les pins qui s'élevaient, auprès de la route, sur un terrain encore à vendre. Plus loin, le soleil chauffait une pente sablonneuse, des troncs rougeâtres, des touffes de plantes sèches. Et là, sans doute, on devait entendre le passage léger d'un lézard, des craquements d'écorce, tout ce murmure indistinct qui paraît la voix de la lumière. La jeune femme songeait : « Il y a des instants où je crains la mort, d'autres où je crains la vie. C'est le mouvement de mes

forces qui en décide. Comme l'engourdissement des choses doit être bon ! » Elle répondit :

— Cette chaleur est bienfaisante. Et puis, vous êtes là, Marcel. Votre présence et cette lumière donnent aux minutes une sorte d'étendue infinie. Elles sont comme un lac ensoleillé, comme le bassin que nous verrons tout à l'heure entre les arbres. On ne peut regarder au delà. Je ne pense même pas au soir qui tombera bientôt.

— Germaine, votre guérison est entre vos mains. Seulement, il faut la désirer de toutes vos forces. Et je voudrais vous convaincre que nous serons heureux, très heureux lorsque vous serez guérie.

— Depuis quelque temps, vous ne dites rien qui ne me touche profondément. Vous êtes bien tel que je l'avais cru autrefois.

Il effleura de ses lèvres le cou de la jeune femme et reprit :

— Oh ! je m'adresse bien des reproches. Pourquoi vous ai-je laissé voir mes découragements? Maintenant, je ne puis comprendre ce qui manquait à mon bonheur lorsque vous étiez près de moi. L'épreuve a mûri mon cœur qui ne valait pas le vôtre.

— Marcel, vous avez fait à l'amour une large place dans votre existence. Vous m'avez mêlée à tous vos rêves, à toutes vos ambitions. Jamais, auprès de moi, votre sincérité n'a été en défaut. C'est par votre travail et par moi que vous auriez pu être heureux. Il vous était nécessaire de vous exprimer doublement. Je ne vous reprocherai pas d'avoir eu les nerfs d'un artiste délicat. La vie seule est coupable. Du reste, je n'ai jamais prétendu vous offrir une passion qui tient lieu de tout. J'ai moins d'orgueil et plus de tendresse.

Après un silence, elle ajouta :

— Toutes les injustices qui vous ont atteint m'ont blessée. J'ai bien le sentiment qu'un jour vous prendrez votre revanche. Si je n'y assiste pas, je l'aurai au moins prévue.

— Ne dites pas ces mots qui me font mal. Sans vous, je ne prendrai pas de revanche et que m'importe ! Faites-vous un devoir de vous guérir, ma bien-aimée.

En ce moment, on apercevait la vaste étendue claire du bassin. Des arbres inclinés se détachaient sur la lumière. Des

terres basses et plantées de pins fermaient au loin l'horizon, semblaient un nuage étroit et gris posé sur l'eau.

Germaine se rappelait comment elle s'était mariée selon la volonté de sa mère ; elle revoyait les scènes qui avaient précédé son départ avec Jablines. Elle se disait : « Sans cette grande aventure où j'ai connu tant de délices et tant de souffrances, j'aurais fini par mourir d'un désespoir secret. » Les souvenirs montaient vers sa pensée par ce jour ensoleillé d'Arcachon, comme les flots viennent s'étendre sur une plage qui éblouit les yeux.

— Nous ne sommes ni l'un, ni l'autre, de ceux qui commandent à la destinée, — dit-elle. — Votre foi en vous-même est fragile. J'ai souvent trop peu de confiance dans le pouvoir de mon amour. Tous les deux, il faut constamment que nous soyons rassurés dans la vie. Nous avons été deux enfants. Plus de caractère et moins de sensibilité eût mieux valu. Mais si nous étions différents, nous ne nous aimerions pas ainsi.

— Ah ! je vous réponds de moi, maintenant, — dit Marcel. — Je vous en supplie, jurez-moi que l'avenir ne vous effraie plus.

— Je vous jure qu'il me paraîtrait terrible de vous quitter.

Sa voix se brisa dans les larmes. Elle frissonnait.

— Ma chérie, ma chérie, — dit Marcel. — Qu'avez-vous?

Elle répondit très bas :

— Oh ! j'ai peur. Pourtant, je me croyais bien du courage aujourd'hui. Je voulais tant vous en donner ! J'avais résolu de vous dire ce qui pourrait mettre en vous le plus de calme. Mais je vous aime trop, je vous aime trop et mon amour me brise. Il est presque affreux que de pareils élans soient possibles quand on est si faible !

Marcel tremblait.

— N'est-il donc pas vrai, Germaine, que vous allez mieux?

Elle murmura :

— Je ne sais pas.

Il voyait bien qu'elle luttait contre l'épouvante. Il lui prit les mains, il voulait parler. Mais que dire lorsque la douleur ne saurait arracher que des cris? Un sanglot montait dans sa gorge. Et son visage exprimait une telle détresse que Germaine fit sur elle-même un grand effort et se ressaisit.

— Ne vous désespérez pas. Je me soignerai et vous voyez bien que je veux vivre.

Marcel se demandait : « N'a-t-elle pas eu le secret avertissement qu'elle serait vaincue par son mal? » Il n'arrivait pas à chasser de son esprit une pensée superstitieuse, l'idée que les puissances fatales s'étaient manifestées à Germaine et qu'un instant elle n'avait pu douter de son sort. Comme il souffrait ! Éprouvant la tiédeur des mains de la jeune femme, regardant son visage embelli par une grande douceur voulue, il se disait : « Mais je l'adore, je l'adore » comme si, tout à coup, il eût senti mieux que jamais la force de sa tendresse. Il n'y avait plus en lui qu'une flamme ardente et pure, si pure que s'il avait serré Germaine entre ses bras, le contact eût paru celui des âmes. Ils auraient offert l'image la plus douloureusement passionnée de l'amour, la plus émouvante. N'est-il pas des exemples qui témoignent la pitié divine? Il désirait tant croire à cette pitié qu'il prononça des paroles d'espérance sur le ton d'un acte de foi.

— Germaine, Germaine, — dit-il, — vous guérirez, je vois en vous tout l'infini du bonheur que vous me donnerez encore.

Les invocations de son enfance revenaient à ses lèvres. Et lui qui depuis longtemps n'avait trouvé dans sa propre nature que des sources d'arguments rationalistes, ne lui semblait-il pas que, dans le cœur de la jeune femme, il avait découvert ce qui ne peut mourir?

La voiture cependant regagnait doucement la villa de Germaine. Le cocher suivait les ordres qu'on lui avait donnés par avance. Il mettait son cheval au pas dès que le soleil chauffait la route.

— Je vous ai effrayé, — dit Germaine. — Pardonnez-moi. Si j'ai eu peur, c'est que la vie devient trop précieuse quand on est aimée. Ma confiance en vous n'a jamais été plus grande. Que ne suffit-elle pour éloigner toutes les menaces ! Marcel, le médecin assure que je vais mieux et je le crois aussi ; sincèrement, je le crois.

— Quand pourrai-je vous entourer de soins, de prévenances à toutes les heures? Je veux tout quitter pour vous.

— Attendez, attendez. Soyez raisonnable. Peut-être obtien-

drez-vous bientôt que monsieur Dennemont vous laisse plus de liberté?

— Je n'en doute pas. Maintenant que la revue est lancée, je suis moins nécessaire. On va le décorer, dit-on, au mois de juillet. Cette première satisfaction calmera ses ambitions et la perspective de diminuer mon traitement ne lui déplaira pas. Germaine, retournerons-nous ensemble à Bormes? En quel pays verrai-je les délicieux sourires de votre convalescence?

Marcel devait rentrer à Paris le lendemain. En se séparant de la jeune femme, il dit :

— Je ne tarderai pas à revenir et je resterai bien plus longtemps auprès de vous.

Puis il appuya ses lèvres sur une petite main qui tremblait. Toute une profondeur amoureuse et céleste lui apparut dans un regard. Il entendit ce mot doucement prononcé :

— Courage.

Quelques jours plus tard une violente hémoptysie se déclarait. Germaine fut emportée en quelques heures.

La douleur de Marcel eut peu de témoins. Il exaltait en lui la vie des souvenirs, préférant les souffrances les plus aiguës à la vision désolée de l'avenir. Et il semblait jeter ses ambitions d'autrefois, ses désirs, tout ce qui le rattachait aux choses et aux gens, jusqu'à ses goûts d'artiste, dans le foyer qui dévorait son cœur en illuminant par éclairs une image adorée. Il se détruisait ainsi avec passion et se disait : « Je ne puis plus que mourir en témoignage de mon amour. » Sans cesse, il sanglotait au bord de l'abîme qui le séparait de Germaine.

Les grandes catastrophes qui bouleversent le monde sont parfois accueillies par les cœurs déchirés comme une affreuse mais efficace diversion... L'approche de la guerre, — on était à la fin de juillet 1914, — la certitude qu'elle allait éclater redonnerait à Marcel Jabline le courage d'affronter la vie. La mobilisation décrétée, quand il sut à quelle date, en quel lieu il devait « rejoindre », un silence d'une qualité nouvelle s'étendit sur les ruines de son cœur. Il demeurait immobile, apaisé pour la première fois et dans l'attente d'être revêtu du

beau courage des désespérés. Ah ! il était bien assuré de ne pas regarder en arrière. Il ne souhaitait rien pour lui-même, aucune gloire. Il abdiquait sa personnalité comme dans une entrée en religion. Il aspirait à se livrer tout entier et il était tenté de sourire au destin qui sans doute le ferait mourir. Il donna une pensée aux amants que la guerre allait surprendre en plein bonheur, en plein rêve. « Si Germaine vivait toujours, pensa-t-il, si elle était auprès de moi !... » Il imagina l'angoisse qui l'aurait torturée. « Et moi-même, — s'avoua-t-il, — j'aurais eu moins de force... »

D'une ardeur presque mystique, où se mêlaient inextricablement l'élan vers ces régions mystérieuses où la morte l'avaient précédé, et le vœu de donner à la patrie ce qui demeurait encore en lui de vivant, il salua la guerre atroce, mais pour lui, pour d'autres peut-être, libératrice.

GEORGES DE LAURIS

LE DERNIER ROI DE FRANCE

Pendant les premiers jours de l'année 1918, on a pu lire dans certains journaux français et étrangers une note émanée du bureau politique de la presse autrichienne et conçue à peu près en ces termes : « Il a été procédé au transport, du couvent des Franciscains de Castagnavizza, près de Goritz, au couvent des Carmélites de Vienne, des cercueils de Charles X, roi de France, du duc d'Angoulême, dernier dauphin de France et de sa femme, fille de Louis XVI, du comte de Chambord et de sa femme, la princesse Marie-Thérèse de Modène. » Une autre note a expliqué que cette translation a eu pour but de dérober les sépultures royales au feu de l'artillerie italienne, qui se croisait avec celui de l'artillerie autrichienne, aux confins des deux États. Ces cercueils sont ceux de personnages mêlés activement à notre histoire pendant la première partie du siècle dernier, et il peut être intéressant de rechercher comment le divorce s'est accompli entre eux et la nation française, il y a bientôt cinquante ans.

En 1818, la branche aînée des Borubons de France semblait près de disparaître. Elle était représentée par les deux frères de Louis XVI, Louis XVIII qui était sans postérité et le comte d'Artois, dont les deux fils n'avaient ni l'un ni l'autre d'héritiers mâles. Les royalistes pouvaient craindre que, dans un délai plus ou moins éloigné, le chef de la branche cadette, Louis-Philippe d'Orléans, ne fût appelé au trône. En apparence, depuis quelque temps, les deux familles étaient récon-

ciliées. Dès 1800, Louis XVIII avait, par un acte public, pardonné au fils de Philippe-Égalité le vote régicide de son père. Toutefois, au point de vue politique, une grave dissidence subsistait entre eux. Aux Tuileries et surtout au pavillon Marsan, la royauté restaurée tendait à interpréter la Charte au profit d'un système se rapprochant de l'ancien régime, tandis que l'hôte du Palais-Royal frayait ouvertement avec les libéraux, héritiers de la tradition révolutionnaire.

Tel était l'état des choses et des esprits, quand naquit le duc de Bordeaux (29 septembre 1820). Sur le vieil arbre qu'on avait cru voué à la mort, un rameau inattendu venait de fleurir. L'avenir se rouvrait devant la maison d'Artois au détriment de la maison d'Orléans. L'allégresse fut générale dans le monde officiel. Louis-Philippe signa de bonne grâce l'acte de naissance. Le nonce du pape, en présentant ses compliments au roi, appela le nouveau-né l'enfant de l'Europe. Les deux plus grands poètes du siècle, alors à leurs débuts, Lamartine et Victor Hugo, qui devaient être plus tard les oracles de la démocratie républicaine, célébrèrent en beaux vers son entrée dans le monde. A l'aide d'une souscription nationale, le château de Chambord fut offert en hommage à l'héritier du trône.

Pendant ses dix premières années, Henri-Dieudonné d'Artois eut tous les yeux des royalistes fidèles tournés vers lui. Il vécut à côté de « Mademoiselle », sa sœur aînée, recevant une éducation appropriée au rang qu'il devait occuper. En 1825, à Reims, il fut témoin du sacre de son aïeul, qui semblait annoncer le retour complet à l'union ancienne entre le trône et l'autel, et la restauration de la monarchie très chrétienne. A cette occasion, Louis-Philippe reçut le titre d'Altesse Royale et recouvra la jouissance de tous les biens qui lui avaient été confisqués pendant la Révolution. On parla à la cour d'un mariage possible entre la sœur aînée du duc de Bordeaux et le duc de Chartres, fils aîné du duc d'Orléans. En 1829, au pavillon Marsan, un bal masqué auquel présidait ce dernier conjointement avec la duchesse de Berry sembla sceller la réconciliation des deux familles. Mais la Révolution de 1830 changea du tout au tout les rapports des d'Artois et des d'Orléans et inaugura dans le sein de la maison de Bourbon

une guerre intestine qui s'est poursuivie jusqu'à la fin du XIXe siècle.

On sait par quelle suite de crises ministérielles le gouvernement de Charles X fut amené peu à peu à prendre une attitude menaçante à l'égard des libertés publiques, à interpréter arbitrairement l'article 14 de la Charte et à rendre des ordonnances qui équivalaient à un coup d'État. De là une insurrection qui, en trois jours, devint une révolution. Les troupes royales durent évacuer la capitale et se replier sur Saint-Cloud. Un gouvernement provisoire s'installa à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de La Fayette. Si à ce moment le duc d'Orléans, alors à Neuilly, eût été livré à lui-même, et si Charles X l'eût appelé auprès de lui, il est probable qu'il se serait rendu à Saint-Cloud, mais l'ordre n'arriva pas. Par contre, les journalistes, les pairs, les députés qui s'étaient associés à la révolution allèrent à Neuilly et firent auprès du prince les plus vives instances pour qu'il acceptât les fonctions de lieutenant-général du royaume. On estimait son concours nécessaire pour arrêter la guerre civile et étouffer l'anarchie menaçante. Il hésita plusieurs jours et finit par aller à l'Hôtel de Ville, et consentit à prendre cette cocarde tricolore qu'il avait déjà portée en 1792.

Cependant le vieux roi, immobile à Saint-Cloud, s'imaginait n'avoir affaire qu'à une échauffourée. La première alarme lui fut donnée par la duchesse de Berry. Cette princesse avait aperçu de loin le drapeau tricolore flottant sur les tours de Notre-Dame ; elle supplia le roi de lui permettre d'aller à Paris présenter son fils aux insurgés. Non seulement le roi la retint, mais il ordonna aux troupes de se replier sur Rambouillet. Là, il signa son abdication et celle du dauphin en faveur de son petit-fils, en conférant la lieutenance générale au duc d'Orléans. Devant les régiments encore réunis autour de lui, il proclama Henri V roi ; puis il fit signifier ses volontés au gouvernement de l'Hôtel de Ville. Mais les événements avaient marché. La Chambre des députés prit acte de l'abdication de Charles X et du dauphin, et proclama le duc d'Orléans roi des Français, sous le nom de Louis-Philippe Ier.

Ce jour-là, le gouverneur du duc de Bordeaux entra chez

son élève qui jouait avec sa sœur et, après l'avoir profondément salué, lui dit : « Sire! » L'enfant ne comprenait pas; il y eut un silence, puis le gouverneur reprit : « Sire, je suis chargé de vous apprendre que le roi, votre auguste grand-père, n'ayant pu faire le bonheur de la France, c'est vous, Monseigneur, qui allez être roi sous le nom de Henri V. » Alors l'enfant, s'apercevant que c'était sérieux : « Comment ! bon papa qui est si bon n'a pas pu faire le bonheur de la France et on veut me faire roi, moi ! Allons jouer, ma sœur. » Il devait bientôt s'apercevoir que celui qui venait d'abdiquer en sa faveur prenait moins que personne au sérieux le titre royal de son petit-fils.

C'eût été folie que de vouloir, à Rambouillet, tenter la résistance. On décida qu'il fallait se résigner aux événements et prendre, sous la surveillance des commissaires du nouveau gouvernement, le chemin le plus court pour passer à l'étranger, c'est-à-dire la route de Normandie qui conduit par Cherbourg en Angleterre. Quatre compagnies de gardes du corps formaient une escorte d'honneur. Dans une relation contemporaine, je lis : « Charles va à très petites journées ; la dauphine est presque toujours à cheval et Madame (la duchesse de Berry) en habit d'homme... Le roi, pour se distraire, tire aux moineaux ; le Dauphin est pitoyable, la dauphine pleure beaucoup, Madame est dans un état violent... » Le vieux roi craignait surtout d'apercevoir sur son passage le drapeau tricolore. Il fallut, pour qu'il pût s'embarquer sans avoir aperçu cet emblème détesté, lui faire traverser l'arsenal qui aboutit directement au port, où un navire américain, le *Great-Britain*, l'attendait : « Gardez précieusement cet enfant, lui dit Odilon Barrot, un des trois commissaires chargés de veiller sur sa sûreté, il pourra être un jour utile à la France. » A Valognes, Charles X avait licencié ses gardes du corps avec ces mots : « Je reçois vos étendards; ils sont sans tache; j'espère qu'un jour mon petit-fils vous les rendra de même. »

La famille royale fut suivie dans l'exil par un certain nombre de ses fidèles. On compta dans l'armée près de sept mille officiers démissionnaires : bon nombre d'entre eux prirent du service à l'étranger, surtout en Autriche. De Barante, alors ministre de France près de la cour de Sardaigne,

signale l'affluence des fugitifs à Turin et dans toute l'Italie du Nord. En Suisse, à Fribourg, le collège des jésuites se peupla de leurs enfants et des journaux se fondèrent, qui défendaient la cause des Bourbons exilés. L'émigration redevenait un devoir comme à l'époque révolutionnaire. Tous ceux qui, dans le clergé ou la noblesse, regrettaient l'ancien régime, recommencèrent contre la dynastie d'Orléans les menées de Coblence contre Louis XVI et l'opposition clandestine des émigrés rentrés à l'Empire. Ces irréconciliables confondirent çà et là leurs récriminations avec celles des révolutionnaires. Ainsi s'accomplissait la manœuvre qui consistait à coaliser l'un et l'autre parti contre l'ennemi commun. A l'étranger, les légitimistes redevinrent les amis des monarchies, que celles-ci fussent gouvernées par des Bourbons d'Espagne et de Naples ou par des Habsbourg.

En Angleterre, le roi et le dauphin parurent oublier ce qui s'était passé à Rambouillet. Le premier déclara nul le titre de lieutenant général du royaume qu'il avait conféré au duc d'Orléans et se réserva de pourvoir à la régence, dès que les circonstances le rendraient nécessaire. Il assurait cependant cette régence à la duchesse de Berry, au cas où il viendrait à mourir avant la majorité de son petit-fils.

La famille royale ne devait rester que peu de temps en Angleterre où Charles X s'était établi à Holyrood. A la fin de l'été de 1832, elle se réfugia sur le continent, en Autriche, là où Metternich s'imposait à l'Europe comme le seul interprète compétent des traités de 1815. Divers motifs furent mis en avant pour expliquer ce changement de résidence : l'entente cordiale établie entre Louis-Philippe et le gouvernement anglais; les inconvénients pour le fils aîné de l'Église d'un séjour en pays protestant; on parla aussi d'un procès qui venait d'être intenté au ci-devant comte d'Artois par un de ses créanciers de jadis. Le départ donna lieu à plus d'un incident pénible. Des bâtiments de transport ne furent offerts que de mauvaise grâce par le ministère britannique. On n'obtint qu'à grand'peine des passeports de la cour de Vienne. Charles X, le duc d'Angoulême et le duc de Bordeaux, suivis de près par la duchesse d'Angoulême et Mademoiselle, s'embarquèrent à Leith sur un navire frété par eux. Le comte de

Ponthieu (Charles X), le comte de Marnes (le duc d'Angoulême) débarquèrent à Altona et ne firent que traverser les États prussiens. Ils apprirent là qu'ils recevraient l'hospitalité dans l'ancien palais des rois de Bohême, au Hradschin de Prague. Metternich ne tenait pas plus que les Anglais à paraître favoriser les Bourbons. Quant à la duchesse de Berry, elle n'entendait pas se confiner en Autriche ; elle avait déjà pris un autre chemin pour tenter la fortune en Vendée et y rendre, par les armes, la couronne à son fils.

L'expédition qu'elle avait organisée la conduisit secrètement sur les côtes de France et de là en Vendée, au milieu des compatriotes de La Rochejacquelein et de Charette. Il lui plaisait de reconquérir le trône de son fils en héroïne semblable à celles qu'elle avait admirées dans les romans de Walter Scott. Elle traversa la France déguisée en paysan sous le nom de Petit-Pierre, et gagna le Bocage, où elle eut à lutter contre les chefs du parti légitimiste de l'intérieur, Berryer, Bourmont qui lui prédirent l'insuccès d'une entreprise en somme fatale à sa cause. Elle n'en fit pas moins un appel aux armes, qui n'aboutit qu'à l'inutile combat de La Pénissière (4 juin). Elle se cacha à Nantes ; mais le gouvernement de Louis-Philippe dépêcha Deutz à sa poursuite ; ce misérable découvrit le secret de sa retraite et la força de se livrer à la police. Elle fut emmenée en captivité au fort de Blaye où l'attendaient bien d'autres épreuves. Lors de son dernier passage en Italie, elle avait épousé à Rome le comte Hector de Lucchesi-Palli, chambellan du duc de Parme, et avait reçu de l'archevêque de Besançon, le cardinal de Rohan, la bénédiction nuptiale. Sur le point d'être mère, elle dut déclarer cette union, et, une fois délivrée, elle fut reconduite hors de France. Un homme, à Paris, avait contribué plus que personne à la déconsidérer ; c'était le ministre de l'Intérieur, celui qui avait décidé Louis-Philippe à accepter le trône et qui plus tard empêcha le petit-fils de Charles X de restaurer la branche aînée des Bourbons.

Pendant que ces événements se passaient en France, Charles X organisait à Prague sa petite cour de souverain *ad honores*. Celle-ci avait pour principaux membres le cardinal de Latil et Blacas, le fils du conseiller de Louis XVIII à

Gand, devenu ainsi maire héréditaire du palais, comme sous les derniers Mérovingiens. Nous assistons alors à un singulier spectacle. Le vieux roi soutenait que sa légitimité était antérieure et supérieure à celle de son petit-fils et traitait celui-ci d'usurpateur par anticipation. Il ne lui accordait que la survivance. Il alléguait que l'acte confirmatif émanant de lui et rédigé à Lullworth n'avait pas été promulgué, que d'ailleurs le dauphin avait refusé de le signer. Enfin il soutenait que la double abdication n'avait été qu'un acte opportun destiné à faciliter à la duchesse de Berry sa tâche de régente, sous des conditions qu'elle n'avait pas remplies.

A ce singulier conflit d'ordre à la fois politique et intime prenaient part les personnes de l'entourage particulier de Henri V, le baron de Damas, la duchesse de Gontaut, Mgr Fraysinnous, Barrande, Cauchy, etc. Pendant plusieurs années, jusqu'à la mort de Charles X, il ne fut question que de cela au Hradschin. Selon les uns le duc de Bordeaux avait été présenté aux troupes comme roi de France. La double abdication de Rambouillet avait été portée à Paris et enregistrée par les deux Chambres; elle devait faire loi, même dans l'exil. Ni le dauphin ni Charles X, tant qu'ils avaient été sur le sol français, n'avaient repris leurs droits : bien plus, une fois en Angleterre, ils avaient notifié leur abdication à toutes les puissances. Enfin, quand Madame était venue en Vendée, c'était en qualité de régente et assistée d'un conseil de régence. Selon les autres, les abdications avaient été arrachées au roi et au dauphin par la force des circonstances. Il aurait pu paraître extraordinaire à Prague qu'on appelât Sire et Majesté l'aïeul, l'oncle et leur héritier à tous deux : cela n'empêchait nullement que le jeune prince ne devînt le seul roi régnant, une fois rentré en France. Les conditions des actes de Rambouillet n'ayant pas été remplies, Charles X était rentré dans la plénitude de ses droits et la duchesse de Berry avait perdu tous les siens par son mariage avec Lucchesi-Palli.

Pendant plusieurs années, jusqu'à la mort de Charles X, il ne fut question que de cela au Hradschin. On voulait oublier qu'en France s'était formé un parti nouveau qui se disait, par réaction contre les prétentions du vieux roi et de son fils, le parti des *Jeunes France* et reconnaissait Henri V comme

le seul souverain capable de réconcilier la nation avec les Bourbons de la branche aînée. Ce parti avait des adhérents à Prague et jusque dans la famille royale, puisque la duchesse de Berry le favorisait de son mieux. Celle-ci avait commencé avec son beau-père, par lettres, des négociations en vue d'être réunie à ses enfants. Ces pourparlers aboutirent [1]. Après de longues hésitations, Charles X la reçut, l'autorisa même à se faire accompagner par son second mari, mais lui fit comprendre que Lucchesi serait admis à sa petite cour seulement à titre familial. Depuis lors des relations suivies s'établirent entre la duchesse installée à Brandéis et son beau-père, mais, quand elle s'assit à sa table, elle eut la douleur de voir que Henri V n'était pas assis au haut bout. Elle comprit qu'on la regardait déchue de ses droits comme régente et comme mère et qu'on ne lui laisserait pas l'éducation de son fils. En fin de compte, elle consentit à habiter Venise. Son rôle politique était fini pour toujours. Son caractère léger, l'antipathie réciproque qui régnait entre elle et la duchesse d'Angoulême, les enfants qu'elle avait eus de son second mari, tout contribuait à l'éloigner du centre de sa nouvelle famille. Elle devait mourir en juin 1870, à la veille des événements qui semblaient devoir frayer les voies à la troisième Restauration.

Quand le duc de Bordeaux fut arrivé à l'âge fixé pour la majorité de nos rois, les *Jeunes France* voulurent aller le saluer dans l'exil. Une députation vint à Prague, dont faisait partie Chateaubriand, mais on ne l'admit qu'à condition que l'orateur ne prononcerait pas le mot *Sire* en s'adressant à l'héritier en expectative de Charles X. Des vagues protestations de fidélité retentirent, auxquelles celui-ci répondit en termes non moins vagues. Madame, que Charles X avait éloignée pour la soustraire aux hommages des *Jeunes France*, fut rejointe par son fils à Léoben. Ce départ avait pour but de dérober Henri V à ceux qui venaient si loin acclamer sa majorité.

En mai 1836, toute la famille quitta Prague pour se rendre

1. Voir la correspondance de la duchesse de Berry, publiée ici même par MM. de Pradel de Lamase. (*Autour de Henri V*, *Revue de Paris* du 15 novembre et du 15 décembre 1916.)

à Tœplitz, puis à Goritz, près de la frontière italienne. Elle partagea son temps entre cette ville et le château de Kischberg, propriété du duc de Blacas. Charles X mourut à Goritz le 6 novembre suivant.

***

Pendant cette période de sa vie, Henri V s'était formé peu à peu l'esprit et le caractère, au milieu d'une élite de maîtres aussi compétents que dévoués. Dès l'enfance, il avait été entouré de personnes choisies avec soin parmi les anciens familiers du comte d'Artois en Angleterre, mais celui qui exerça le plus d'influence sur le jeune prince fut le baron de Damas. Il avait servi la Russie après avoir été élève au collège des Jésuites de Pétersbourg. Il s'appliqua à assouplir le caractère naturellement violent que son élève tenait du duc de Berry et se fit assister par deux Pères de la Compagnie, Druilhet et Deplace, dont il obtint l'admission à Prague; mais ces nouveaux venus ne restèrent que peu de temps en fonctions et se retirèrent d'une cour où certains préjugés régnaient contre eux. Le baron de Damas les suivit dans leur retraite. Ils n'en avaient pas moins réussi à marquer fortement de leur empreinte l'esprit et le caractère de leur élève.

Lorsqu'il eut atteint sa majorité, le duc de Bordeaux fut autorisé à compléter son éducation en se présentant dans les diverses cours de l'Europe, qui lui firent comprendre combien il est difficile pour un roi *in partibus* de se faire agréer, même au passage, par les souverains entre lesquels se partageait la direction des affaires en Europe. Il visita, sous la conduite du duc de Lévis, d'abord Rome, puis les petites cours de l'Italie et enfin une grande partie de l'Europe occidentale. Partout il trouva devant lui des gouvernements hésitants entre le désir de ne pas nier les droits qu'il tenait de la double abdication de son aïeul et de son père, et celui d'éviter tout froissement diplomatique du côté du roi des Français. A Rome, sa venue fut considérée comme malencontreuse par la cour pontificale; le corps diplomatique s'émut; le pape Grégoire XVI finit par recevoir le duc de Bordeaux comme un simple

fidèle et encore subit-il les réclamations du gouvernement français. A Naples, à Florence, mêmes réserves calculées, mêmes procédés qui avaient pour but de prévenir des observations venant de Paris. Les légitimistes n'en regardèrent pas moins comme un succès pour leur cause l'accueil fait à Rome à celui qui, en somme, ici et là, était le fils aîné de l'Église. Plus tard, il visitera en pèlerin et en touriste ces contrées de l'Orient qui furent au moyen âge des terres françaises, le Liban, la Palestine, l'Égypte, où le petit-fils de saint Louis retrouvait la trace de ses premiers ancêtres.

Dès la fin de 1843, à Londres, Henri-Dieudonné avait fait pour la première fois acte de prétendant au trône de France. S'il ne fut pas reçu par la reine Victoria et les membres du gouvernement, il vit venir à lui, dans un hôtel de Belgrave-Square, les chefs du parti légitimiste, entre autres Chateaubriand et cinq députés. Cette manifestation fit grand bruit au Palais-Bourbon, lors de la discussion de l'adresse et du vote sur les flétris. « On a revu là le vieux Coblence, écrit un royaliste fidèle, le philosophe Ballanche, comme si la Révolution n'eût jamais existé. »

En 1844 (3 juin), mourut le comte de Marnes, autrement dit Louis XIX. Ce prince, homme médiocre qui, en certaines circonstances, avait montré des qualités sérieuses, s'était cru obligé de prendre le titre royal; mais il refusa toujours d'être appelé *Sire* et *Majesté*. Il déclara qu'il ne ferait acte de roi qu'une seule fois, pour transmettre son autorité à son neveu, lors de la restauration de la monarchie. Le duc de Bordeaux conduisit son deuil et notifia à toutes les cours le décès de son prédécesseur. La veuve (c'était la fille de Louis XVI), continua d'être appelée dans son intérieur « la reine », jusqu'à sa mort en 1851.

En 1846 (16 novembre), Henri d'Artois épousa une fille du duc de Modène, le seul souverain qui n'eût pas reconnu la royauté issue de la Révolution de 1830. Louis-Philippe fut accusé par-dessous main d'avoir favorisé cette union, sous le coup d'informations qui lui faisaient supposer que la fille du duc de Modène était incapable de donner des enfants à son mari. Plus tard, à Vienne, un légitimiste français, interrogé par un diplomate russe sur les motifs qui avaient détourné le

comte de Chambord d'une abdication en faveur du comte de Paris, affirmait avoir entendu dire à ce prince : « Je suis marié avec une femme qui ne peut avoir d'enfants, mais elle peut mourir, je peux me remarier, et dans ce cas, je ne saurais sacrifier d'avance les droits de mes futurs enfants. » Marie-Thérèse d'Este devait rester toute sa vie la compagne fidèle et dévouée de son mari, presque son directeur de conscience, qui devait le maintenir dans la « ligne droite » où il persévéra jusqu'à la fin.

Après la mort de son oncle, Henri se partagea entre deux résidences. Il vécut l'été à Frohsdorf, château situé dans la banlieue de Vienne, et l'hiver à Venise où il retrouvait sa mère. Ils devenaient alors voisins l'un de l'autre, le prince au palais Vendramini et Madame au palais Cavalli, aux deux extrémités du Grand Canal. Ici et là son entourage constitua un centre, où des pèlerins de tout ordre, gentilshommes ou paysans de l'Ouest, venaient apporter à l'exilé l'hommage de leur fidélité. Peu à peu, Henri V vit arriver jusqu'à lui des parents qui accentuèrent le caractère cosmopolite de sa petite cour, ses neveux de Parme, ses cousins des Deux-Siciles, ses demi-frères de père et de mère, le comte de La Roche, le duc Della Grazia, le prince de Montenuovo et ces derniers, par les faveurs dont ils furent l'objet, purent se croire des légitimés, comme le duc du Maine et le comte de Toulouse à la cour de Louis XIV.

Ce fut à Venise qu'il apprit la Révolution de 1848. Il ne protesta contre la république que par des lettres privées et alla recevoir les légitimistes français sur les bords du Rhin, à Cologne, à Ems, à Wiesbaden. Il leur recommanda d'affirmer leur dévouement à sa personne en s'abstenant des fonctions civiles, ne les laissant libres de servir leur pays que dans l'armée. A cette époque il prit, avec le titre de comte, le nom de son château et se qualifia *Monseigneur* ; façon détournée d'éviter d'être appelé *Sire* et *Majesté* jusqu'au moment de sa rentrée en France comme roi.

En 1849, il se laissa *interviewer* par un journaliste républicain, Charles Didier, qui fut accueilli sans difficulté et formula en ces termes les motifs de sa visite : « J'ignore, et Dieu seul peut le savoir, quelles chances vous sont réservées dans l'avenir ; mais, si vous avez une chance de régner, si le peuple

français croit devoir préférer le principe héréditaire dont vous êtes le représentant au pouvoir électif, dans ce cas, c'est la France elle-même qui viendra vous chercher et, dans ce cas, vous n'avez qu'une chose à faire, attendre les événements. » Il lui fut répondu sans hésitation que le représentant de la légitimité « n'entreprendrait jamais rien contre les pouvoirs établis ; que, s'il rentrait en France, ce ne serait jamais que pour y rétablir l'ordre ; que son principe est toute sa force et qu'il saurait avec l'aide de Dieu remplir tout son devoir ». Charles Didier sortit de Frohsdorf bien persuadé que, si quelqu'un pouvait se faire accepter des Français comme représentant du pouvoir héréditaire, ce devait être le comte de Chambord. Celui-ci de son côté se convainquit alors que la France ne l'avait pas oublié. Il put croire désormais que le régime présidentiel inauguré par un Bonaparte mourrait bientôt et que lui-même deviendrait alors facilement le « roi restauré ».

Pendant les mois qui précédèrent le 2 décembre, la question de la révision de la Constitution fut posée à l'Assemblée législative à l'instigation de Louis-Napoléon qui lui-même prétendait rétablir la monarchie à son profit. Berryer était depuis plus de vingt ans au Palais-Bourbon le principal défenseur de la légitimité et il crut devoir intervenir dans le débat, car il voyait dans la discussion de cette question un moyen d'ouvrir une porte au gouvernement de son choix. Dans un discours prononcé au milieu d'un silence qui ne fut coupé que par les applaudissements de ses amis politiques, il présenta, l'histoire à la main, l'apologie de la maison de Bourbon et rappela à grands traits, avec sa magnifique éloquence, tout ce que les rois capétiens avaient fait pour la France; il rappela aussi les tristes souvenirs que les excès de la Révolution et les guerres de l'Empire avaient laissés de leur passage et, par contre, les heureuses initiatives dues au gouvernement de la Restauration. Il conclut en priant ses amis de ne pas céder devant la sédition et l'ambition toujours menaçantes, devant les séditieux de la veille et les ambitieux du lendemain, et d'attendre, à plus ou moins longue échéance, un meilleur avenir.

Quelques mois après, comme il le craignait, Louis-Napoléon justifiait ses appréhensions et confisquait la république à son profit. L'année suivante, l'Empire était rétabli. Dès le 25 octobre 1852, le comte de Chambord protesta, par un manifeste, contre l'avènement de Napoléon III. Il affirma que le génie et la gloire du premier Napoléon n'avaient rien pu fonder de stable et que l'héritier du premier empereur n'aurait pas un sort plus heureux que lui ; puis, dans une instruction particulière, il prescrivit à ses partisans de s'abstenir de toutes les fonctions publiques et de ne pas prêter serment à l' « usurpateur ». Néanmoins le Sénat impérial, dès sa fondation, put être décoré des principaux noms de la noblesse légitimiste. Beauvau, Mortemart, Bauffremont, La Rochejacquelein, Pastoret. Ces deux derniers surtout causèrent du scandale parmi leurs amis, le premier à cause du passé vendéen de ses ascendants, le second comme ayant été un des exécuteurs testamentaires de Charles X. Ce qui mit le comble à l'indignation, ce fut l'adhésion du duc de Guiche (plus tard duc de Gramont), ancien camarade d'enfance du duc de Bordeaux, gratifié, par testament de la duchesse d'Angoulême, de 900 000 livres de rente. Aux Tuileries, l'impératrice Eugénie se plut à réunir dans un musée les principales reliques de Marie-Antoinette et se montra dans un bal costumé habillée de façon à rappeler instinctivement le souvenir de la dernière reine de Versailles.

Ce fut pendant cette période que naquit entre la branche aînée et la branche cadette de la maison de Bourbon la question de la fusion, suspendue tant qu'avaient vécu Louis-Philippe et la duchesse d'Angoulême. Le duc de Nemours, qui avait toujours passé pour le plus légitimiste des princes d'Orléans, et le comte de Chambord se rencontrèrent à Nervi. Entre les deux cousins régnait un malentendu que l'un tenait à perpétuer et que l'autre désirait dissiper avant toute réconciliation politique. Le premier voulait obtenir du chef de sa famille des assurances formelles sur trois points : 1° maintien du drapeau tricolore ; 2° rétablissement du régime constitutionnel ; 3° concours de la volonté nationale au rétablissement de la monarchie nationale. Sur les deux derniers points, le comte de Chambord ne souleva

aucune objection ; au premier il opposa un refus catégorique et les négociations furent rompues, sous prétexte que ce n'était pas loin de la France que l'on pouvait disposer d'elle... La reine Marie-Amélie put écrire avec raison : « On a voulu nous faire passer sous les Fourches Caudines. »

Pendant les premières années de l'Empire, Henri V vint à plusieurs reprises conférer avec ses partisans près de la frontière française. En juillet 1860, lorsqu'il vit le clergé se détacher de Napoléon III en qui il avait espéré, au vu de certains actes, le fauteur d'une restauration religieuse, il se dit, dans une de ces lettres-programmes qu'il prodiguait à ses fidèles, « prêt à payer de son sang le triomphe d'une cause (celle du pouvoir temporel de la papauté) qui est celle de la France, de l'Église et de Dieu même ». Sur le terrain où les intérêts catholiques et monarchiques sont mêlés, il s'efforça d'aviver la lutte contre le régime impérial. Il alla porter ses condoléances à son cousin le roi des Deux-Siciles, François II, détrôné par la maison de Savoie. Enfin, en 1870, il vendit son palais de Venise, qui avait été pavoisé par ordre aux couleurs de la révolution italienne quand les troupes de Victor-Emmanuel eurent fait leur entrée dans la Ville Éternelle.

La guerre franco-allemande et la chute du second Empire réveillèrent les espérances du comte de Chambord. Il mit à la disposition de la Société de Secours aux blessés son château de Chambord et protesta très haut, par une lettre adressée à tous les gouvernements (3 janvier 1871) contre le bombardement de Paris par les Prussiens. Il essaya même d'une intervention officieuse auprès du roi Guillaume en vue du rétablissement de la paix ; la princesse de Sayn-Wittgenstein s'était chargée de faire parvenir sa lettre à Versailles. Ce fut Bismarck qui répondit par le même intermédiaire. Il eût voulu savoir si, lors des négociations de la paix future, le roi restauré ne réclamerait pas l'Alsace et la Lorraine. Cette assurance lui manquant, il empêcha son maître de répondre. Plusieurs années après, le comte de Chambord disait à son neveu le duc de Parme : « Si j'avais consenti à une cession de territoire, je serais roi de France. »

Aussitôt après la déclaration de guerre, il s'était trans-

porté sur la frontière suisse et, de là, il fit donner à ses partisans, dans une lettre rédigée par Blacas, la consigne de prendre part à la défense nationale. On parla même de son entrée en Franche-Comté, où il aurait reçu l'hospitalité d'un de ses fidèles. On alla jusqu'à parler d'une troupe qu'il se proposait de lever pour combattre à sa tête l'étranger. En réalité, ni lui, ni le comte de Paris ne parurent alors dans les armées françaises ; le duc de Chartres et le prince de Joinville représentèrent en Normandie et sur la Loire l'ancienne maison royale. Les légitimistes purs ne versèrent leur sang que dans les rangs des zouaves pontificaux, revenus d'Italie sous la bannière de Castelfidardo.

A ce moment-là, au milieu des maux causés par l'invasion étrangère et la guerre civile, beaucoup de Français se reprenaient à souhaiter un pouvoir fort, assurant la sécurité de tous à l'intérieur et à l'extérieur. Obéissant à une idée qui s'était imposée de longue date à son esprit, Ernest Renan, libre penseur et candidat républicain de la veille, prêchait, dans un essai sur la réforme intellectuelle et morale en France, les bienfaits de la monarchie très chrétienne. Il en appelait à l'idéal réalisé par les Capétiens, celui des rois oints du saint-chrême de Reims. Mais, ses convictions personnelles étaient trop en désaccord avec cette vue sur le passé pour qu'il fût écouté. L'appel indirect qu'il faisait à la nation passa pour un jeu d'esprit qui sous sa plume avait tout l'air d'un paradoxe, où il se jouait de lui-même et de ses lecteurs.

En février 1871, lorsque le gouvernement de la défense eut cédé la place à l'Assemblée nationale, on put constater que les royalistes avaient bénéficié de leur attitude patriotique en face de l'Allemagne, car ils s'y trouvaient en possession de la majorité ; majorité bien fragile, en face de deux cents républicains modérés ou radicaux, elle comptait quatre cents monarchistes, eux-mêmes divisés en légitimistes ou orléanistes ; plus un groupe de bonapartistes qui devait être à un certain moment l'arbitre de la situation entre les deux fractions du parti monarchique.

Ici commence une période capitale dans la vie du comte de Chambord, celle de sa vie active et militante, qui dura

de 1871 à 1873. Durant cet espace de temps, il lutte pour faire prévaloir le principe de la légitimité en France contre les partisans de la monarchie de 1830, de la république de 1848 et contre les fidèles du second Empire. Avant de le suivre sur ce terrain, essayons de résumer ses idées sur toutes les idées de la politique intérieure.

***

Dans un premier manifeste aux Français (5 juillet 1871), il s'exprimait ainsi : « Nous fonderons ensemble, quand vous voudrez, sur les larges assises de la décentralisation et des franchises locales, un gouvernement conforme aux besoins réels du pays... Nous reprendrons, en lui restituant son caractère national, le mouvement national de la fin du siècle dernier... » Et il terminait par ces mots : « Henri V ne peut abandonner le drapeau blanc de Henri IV. » C'était renouer la tradition léguée par Louis XVI à ses successeurs, lorsque, le 23 juin 1789, devant les États généraux, il proclamait nécessaire son initiative en fait de réformes et n'entendait pas qu'elles lui fussent imposées par la nation ; lorsqu'en 1814, Louis XVIII repoussait la Constitution du Sénat impérial et octroyait la Charte à ses sujets. Toutefois, Henri V se refusait à adopter, dans les affaires religieuses, les « libertés gallicanes » ; il entendait se conformer à l'évolution accomplie dans l'Église par la proclamation, toute récente, de l'infaillibilité. Il concevait les rapports entre la France et le Saint-Siège autrement que ses prédécesseurs, autrement même que Charles X, qui avait conservé dans une certaine mesure la tradition de Louis XIV. Il voulait être le roi très chrétien, le principal collaborateur du pape dans l'intérêt de la France et du monde. Peut-être cédait-il à ce mouvement semi-religieux, semi-politique qui, pendant les dernières années du XIXe siècle, a exalté certaines imaginations et propagé la légende du « grand pape » et du « grand roi ». D'autre part, il comprenait le bienfait de la décentralisation et appréciait l'intérêt qu'il y a à rendre toutes les parties de l'État aussi indépendantes que possible du pouvoir central. En cela encore il renonçait à suivre les errements de l'ancien

régime, notamment celui de Louis XIV, qu'il appelait « le premier des Napoléons ».

Mais une question surgit alors, qui mit en présence le comte de Chambord et l'Assemblée nationale, question où chaque partie croyait son honneur engagé et qui devait anéantir les espérances de l'un et changer les destinées de l'autre. Ce fut la question du drapeau. Henri V venait de dire : « Le drapeau blanc a flotté sur mon berceau, il ombragera ma tombe. » Pour lui c'était le seul national, consacré comme tel par l'ordonnance du 16 avril 1816. En France, au contraire, ce drapeau était le symbole des abus de l'ancien régime, il rappelait les invasions de 1814 et 1815, tandis que les trois couleurs rappelaient les conquêtes politiques de la Révolution et les gloires de l'Empire. De là un malentendu volontaire des deux parts, qui devait faire échouer au port la troisième Restauration.

On sait quel était l'état de la France en 1871. L'Assemblée nationale avait à réparer les ruines faites par la Prusse et la Commune, puis à rédiger une Constitution et à assurer de toute façon l'avenir. Il lui fallait immédiatement un chef qui pût se diriger dans la tâche écrasante qui lui était échue. Au premier moment, les monarchistes ne crurent pouvoir mieux faire que de conférer le pouvoir exécutif à Thiers, c'est-à-dire à un homme politique qui s'était montré hostile à Charles X et à Louis-Philippe et avait déclaré un jour à la tribune qu'il serait toujours, quoi qu'il arrivât, du parti de la Révolution. Thiers persuada à l'Assemblée qu'il fallait ajourner jusqu'à la libération du territoire l'option à faire entre la monarchie et la république. Du moins, à la faveur du pacte de Bordeaux, les royalistes purent établir entre eux un accord qui préparait la réconciliation entre les maisons d'Artois et d'Orléans. La loi de proscription contre les Bourbons fut abolie le 8 juin 1871, et rien ne paraissait plus s'opposer tant à une rencontre entre les deux princes qu'à l'union de leurs partisans. Le comte de Paris fit savoir à son cousin qu'il était prêt à se rendre auprès de lui et rentra en France au moment où de son côté le comte de Chambord franchissait la frontière. Ce dernier traversa Paris encore tout plein des images de la guerre civile, passa devant les ruines du palais où il était né, puis arriva

au château de Chambord qu'il jugeait une tribune excellente pour s'annoncer à la nation française. Là il reçut ses amis de l'Assemblée, qui le supplièrent inutilement de céder à la nécessité, d'avoir pitié de la patrie, de ne pas se tuer lui-même. Avec une fermeté douce, tempérée par des démonstrations de bienveillance, il leur résista jusqu'au bout. L'évêque d'Orléans, cet abbé Dupanloup qu'il avait vu dans son enfance aux Tuileries, ne fut pas plus heureux ; et les uns et les autres, quelques jours après, purent lire le manifeste du 5 juillet, où ils apprirent que le comte de Chambord ne voulait se prêter à aucun accommodement : « Je n'ai pu, disait-il aux Français, me refuser au bonheur de revoir ma patrie, mais je ne veux pas donner par ma présence de nouveaux prétextes à l'agitation des esprits... Je quitte donc ce Chambord que vous m'avez donné... En m'éloignant, je ne me sépare pas de vous, la France sait que je lui appartiens. » En même temps, il écartait la proposition d'entrevue faite par le comte de Paris en lui répondant, par une note à la troisième personne qu'avant de le recevoir, il jugeait plus loyal de s'expliquer « sur certaines questions réservées ». C'était ajourner à une date indéfinie la réconciliation ; c'était oublier en même temps que son droit royal avait été reconnu par l'Assemblée nationale et qu'il lui fallait abandonner, s'il voulait réussir, cette chimère du droit divin dans laquelle il s'était toujours complu.

Malheureusement il se sentait approuvé par une partie du clergé français ; le journal *l'Univers* et son principal rédacteur Louis Veuillot le soutenaient sans réserve. Celui-ci exaltait le « grand bon sens » du comte de Chambord et accusait de trahison les légitimistes libéraux. En cela il se trouvait d'accord avec Victor Hugo. Le poète qui, au cours de sa longue vie, avait changé tant de fois d'école et de drapeau, publiait à l'adresse du comte de Chambord ces vers moitié dédaigneux et moitié ironiques :

J'étais adolescent quand vous étiez enfant.
J'ai sur votre berceau fragile et triomphant
Chanté mon chant d'aurore...
Vous avez raison d'être honnête homme. L'histoire
Est une région de lutte et de victoire
Où plus d'un vient ramper, où plus d'un vient sombrer;
Il mieux vaut en sortir, prince, qu'y mal entrer.

Au commencement de 1872, le comte de Chambord lança un nouveau manifeste où il déclara qu'il n'abdiquerait jamais ; que, si le drapeau blanc avait éprouvé des revers, il y avait des humiliations qu'il n'avait pas subies et que lui-même ne consentirait jamais à être le roi légitime de la Révolution. Il entendait ainsi écarter les orléanistes qui, ne pouvant opérer la fusion à leur gré, voulaient établir une sorte d'interrègne où le duc d'Aumale sous le « drapeau chéri » qu'il avait servi et servait de nouveau comme général, deviendrait en même temps lieutenant général du royaume. Il vint à Anvers commenter son manifeste à ses partisans et protester qu'il ne voulait être ni de loin ni de près le successeur de Louis-Philippe. Du programme qui lui fut apporté par 280 députés, il accepta toutes les demandes relatives à une participation de la nation au pouvoir législatif, mais sur la question du drapeau il resta inflexible, et on le verra bientôt reprendre pour une fois la formule des rois de l'ancien régime en écrivant à *Monsieur* l'évêque d'Orléans qui lui avait recommandé comme nécessaire l'adoption des trois couleurs. Ce prélat venait de donner sa démission de membre de l'Académie française après l'élection du libre penseur Littré; ce qui lui valut cette leçon du comte de Chambord : « La France ne comprendrait pas mieux le chef de la maison de Bourbon reniant l'étendard d'Alger qu'elle n'eût compris l'évêque d'Orléans se résignant à siéger à l'Académie française, au milieu de sceptiques et d'athées. »

Pendant toute cette année, les députés légitimistes et leurs collègues orléanistes multiplièrent entre eux les conciliabules et les conversations sur les moyens d'opérer la fusion monarchique et par suite la Restauration. Ils avaient à leurs côtés, tout prêt à concilier les vues des uns et des autres, un ancien ministre de la République de 1848, qui passait pour tenir de très près, par sa mère, à Louis XVI. Il ne cachait pas ses préférences pour un « Concordat » entre la royauté et la nation impliquant l'abandon du drapeau blanc et l'acceptation du régime parlementaire. Il eût voulu faire prévaloir dans le domaine politique la transaction à laquelle il avait attaché son nom dans le domaine politique par la loi sur l'en-

seignement votée en 1850. Le comte de Falloux fut alors, dans les couloirs de l'Assemblée un des hommes qui, comme on l'a dit, firent le plus sans y paraître.

Au milieu de l'année 1873, lorsque Thiers eut été remplacé par le maréchal de Mac-Mahon, la situation se trouva soudain éclaircie et la visite du comte de Paris au comte de Chambord put avoir lieu le 5 août, à Frohsdorf. Tous les détails de cette entrevue avaient été réglés d'avance. Pour éviter tout malentendu dans l'avenir, on était convenu d'une déclaration spécifiant pour Henri V la reconnaissance de son droit primordial et pour les d'Orléans la reprise de leur rang dans la famille royale. De Vienne, le comte de Paris demanda à remplacer la déclaration projetée par une autre qui redisait les mêmes engagements et remplaçait le dernier par celui-ci : « Je m'engage en mon nom et au nom des princes de ma maison, à ce que vous ne trouviez parmi nous aucun compétiteur. » Admettre cette correction était d'autant plus impossible qu'elle excluait la première pensée : reprendre son rang dans la famille royale. Le comte de Chambord, pour résoudre la difficulté, invita son cousin à venir à Frohsdorf. En arrivant, le comte de Paris prononça sa solennelle déclaration : « Sire, je viens non pas seulement saluer en vous le chef de ma famille, mais reconnaître le principe dont vous êtes le seul représentant... » A ces mots le comte de Chambord l'interrompit et ne lui laissa pas prononcer le dernier paragraphe ; il l'attira à lui, l'embrassa et le félicita de venir « reprendre son rang dans la famille ». Rien de plus. La question de la succession était ainsi réservée. Elle le sera jusqu'à la fin.

Dans cette entrevue, les représentants des maisons d'Orléans et d'Artois n'avaient pas abordé la question du drapeau. A l'Assemblée nationale, on eût voulu savoir si Henri V persistait à ce sujet dans son intransigeance. Il fit passer en France une note où il s'exprimait ainsi : « Quant à la question du drapeau, M. le comte de Chambord, à sa rentrée en France, se réserve de la traiter directement avec l'armée. Il se fait fort d'obtenir une décision compatible avec son honneur... » Phrase vague, qui ne pouvait satisfaire les orléanistes. Les légitimistes estimaient de leur côté que l'Assemblée n'avait qu'une chose à faire : proclamer le roi. Une proposition inter-

médiaire surgit ; elle était ainsi conçue : « Le drapeau tricolore est maintenu ; il ne pourra être modifié que par l'accord du roi et de l'Assemblée. »

L'auteur de cette proposition, Chesnelong, était un orateur disert, qu'on supposait très capable de vaincre, par son insinuante faconde, les scrupules du prince exilé. L'entrevue eut lieu à Salzbourg le 14 octobre. Le comte de Chambord reçut, non sans quelque impatience et avec le désir manifeste d'abréger la discussion, les propositions qui lui étaient apportées. Sur les questions et les garanties constitutionnelles, il ne fit aucune objection et donna même des signes d'assentiment. Chesnelong avait réservé pour la fin de son plaidoyer la question capitale du drapeau, comme l'assiégeant qui déblaie les abords d'une place avant d'attaquer le réduit central. Il lui fut répondu par un seul mot, toujours le même et prononcé avec la même fermeté douce : « Jamais je n'accepterai le drapeau tricolore. — Je n'ai pas entendu la parole que Monseigneur vient de prononcer », répliqua Chesnelong avec une insistance digne d'un meilleur sort ; et le prince de continuer : « Je parlerai lors de ma rentrée en France. Je présenterai alors une solution que je me fais fort d'obtenir de l'Assemblée nationale. » Chesnelong, qui se voyait déjà repartant sans avoir rien obtenu, sollicita pour le soir une seconde entrevue qui lui fut accordée d'assez mauvaise grâce. Il reparut porteur de trois déclarations qu'il avait rédigées. Le comte de Chambord accepta les deux premières, parut d'abord accepter la troisième, celle qu'on a lue plus haut, puis déclara qu'il ne pourrait se mettre ainsi à la discrétion de l'Assemblée nationale. Ainsi il aboutissait à réduire son programme à un seul article : la reconnaissance de son droit illimité d'initiative.

De retour à Versailles, Chesnelong crut devoir taire le *jamais* catégorique prononcé en sa présence. De part et d'autre, on continua à croire que la Restauration allait automatiquement s'accomplir. Le comte de Damas vint de Frohsdorf commander les carrosses et les chevaux de gala du cortège royal lors de l'entrée à Paris. Les orléanistes paraissaient croire toutes les difficultés aplanies. On voyait déjà l'héritier des vieux rois saluant en territoire français le « drapeau teint du sang de nos soldats ». Une fois de plus, le comte de Cham-

bord en finit avec l'équivoque par sa lettre à Chesnelong du 27 octobre. En voici les principaux passages : « On me demande le sacrifice de mon honneur... Je ne peux pas consentir à inaugurer un règne réparateur par un acte de faiblesse... » Quant au comte de Paris, il ne parlait pas de lui comme d'un héritier destiné à le seconder et à lui succéder, mais comme d'un parent qui était venu à lui, se bornant à apporter « des assurances de paix, de dévouement et de réconciliation ». L'Assemblée nationale comprit ; républicains et bonapartistes s'unirent pour décerner au comte de Chambord une apothéose qui leur laissait le champ libre.

Celui-ci n'avait pourtant pas perdu tout espoir. Il avait conçu le projet hardi et singulier de se présenter lui-même à l'Assemblée et de se faire proclamer roi, le maréchal-président à ses côtés. Quelques jours après, il entrait en France par Belfort ; déguisé en valet de chambre semblant guider M. de Monti et toussant comme un vieillard cacochyme, et arriva sans être reconnu à Paris. J'ai entendu raconter qu'en traversant le bois de Boulogne, il aperçut sur un banc cette inscription barbouillée à la craie par un passant : « Vive Henri V », et en conclut, un peu témérairement, que la nation française formait des vœux pour son rappel. Quelques instants après, à Versailles, il s'écria en apercevant le balcon du palais : « C'est sur ce balcon que mon grand-oncle a reçu les derniers outrages en face du drapeau tricolore, et j'adopterais ce drapeau ! Jamais ! » Un peu plus loin il se rejeta avec dégoût au fond de sa voiture en voyant le même emblème flotter sur la préfecture de Versailles, résidence du président de la République.

Ce fut sous le coup de ces impressions qu'il s'établit dans la maison d'un de ses fidèles, le comte de Vanssay, et, de là, envoya Blacas demander au maréchal de Mac-Mahon une entrevue. Il eût voulu venir en personne et sous sa protection se présenter à l'Assemblée. Il croyait qu'en ce moment, avec le prestige de son nom et le concours de l'armée, il pourrait, par un coup de surprise, s'emparer du pouvoir ; mais Mac-Mahon se souvint qu'avant tout il était le chef légal de l'État et l'exécuteur des volontés de l'Assemblée ; il répondit qu'il ne pourrait avoir avec le comte de Chambord ni entretien

secret, ni entrevue publique. Malgré cet échec, Henri demeura encore dix jours à Versailles, se faisant rendre compte de ce qui se passait à l'Assemblée. Durant ce temps, il ne reçut aucun député, ni aucun de ses partisans. On soupçonnait sa présence à Versailles, mais il réussit à en garder le secret jusqu'au bout. Enfin, le 19 novembre, quand la prorogation des pouvoirs du maréchal fut votée, il laissa venir à lui les principaux députés chargés de ses intérêts à l'Assemblée, échangea avec eux des paroles d'amitié et d'adieu, puis, le 20 novembre, repartit pour Frohsdorf. Cette fois, c'était bien en émigré qu'il quittait la France, dont ni lui ni sa famille n'étaient plus exclus; mais il estimait ne pouvoir rester dans un pays où il n'était, comme roi, ni reconnu ni obéi. On ne pensa plus qu'à organiser le *septennat*. Trois ducs : Broglie, ministre des Affaires étrangères, d'Audiffret-Pasquier, neveu du dernier chancelier de France, Decazes, fils du conseiller favori de Louis XVIII, se dirent l'un à l'autre la parole de Mirabeau au Jeu de Paume : « Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier; délibérons »; puis, la mort dans l'âme, avec le souci secret de réserver l'avenir de la monarchie, ils rédigèrent les lois constitutionnelles de la République.

L'année suivante (15 juin 1874), le duc de La Rochefoucauld-Bisaccia déposa une proposition de rétablissement de la royauté, qui ne réunit qu'une majorité insuffisante et, le 2 juillet, le comte de Chambord publia un dernier manifeste où il déclarait maintenir toutes ses déclarations de l'hiver précédent, s'élevait contre la formule du « roi qui règne et ne gouverne pas » et rappelait aux Français que son idéal était « la monarchie chrétienne et française ». La campagne qu'il faisait depuis trois ans était définitivement close. Lorsqu'en 1875 l'Assemblée nationale céda la place aux Chambres chargées de mettre à exécution les lois constitutionnelles votées par elle, les élections avaient donné la majorité, au moins dans la Chambre des députés, aux républicains. Peu à peu, pendant les années suivantes, ceux-ci devinrent les maîtres absolus du pays et enlevèrent aux anciens partis tout espoir de reconquérir le pouvoir en France.



Pendant les dix années suivantes, le comte de Chambord et le comte de Paris vécurent à l'écart l'un de l'autre. L'union n'existait ni dans leurs idées ni dans leurs opinions. Le premier pensait qu'un roi est au-dessus des représentants, comme Charles X ; l'autre estimait qu'il n'est que l'exécuteur de ses volontés, comme Louis-Philippe. Ils continuèrent donc de vivre, l'un à Paris, au château d'Eu ou à Twickenham, se tenant sur la réserve vis-à-vis du gouvernement républicain, s'occupant de questions sociales, témoin son livre sur la *Situation des ouvriers en Angleterre*; l'autre reprenant sa vie d'autrefois et se livrant de plus en plus à l'influence de ses agnats étrangers. Il se demandait si, comme chef de la maison de Bourbon, il n'avait pas le droit de disposer de sa succession politique en leur faveur, et cela en vertu d'une parenté plus étroite que celle qui l'unissait aux d'Orléans. D'autre part il craignait de diviser le parti monarchique, car il connaissait dans son entourage certains légitimistes exaltés qui, s'abusant sur leur importance, mettaient en avant la candidature d'un Bourbon d'Espagne à sa succession. Ils oubliaient que Philippe V, par des lettres patentes enregistrées aux Cortès en 1712 et entérinées au Parlement de Paris, avait renoncé pour lui et ses successeurs à la couronne de France ; que de plus cette renonciation avait fait l'objet d'un article spécial du traité d'Utrecht (1713), stipulant que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient être réunies sur la même tête. Pour répondre à ses adversaires, le parti des descendants du duc d'Anjou (Philippe V) avait un argument tout prêt. Puisqu'un Bourbon ne pouvait régner à la fois à Paris et à Madrid, pourquoi le chef de la famille dépossédée d'Espagne ne passerait-il pas la main à son neveu don Juan, personnage d'ailleurs insignifiant et qui n'avait ni les goûts ni les attitudes d'un souverain? Quant au comte de Chambord, jusqu'à quel point admettait-il cette solution? On ne connaît de lui aucune déclaration explicite à ce sujet.

Tel paraît avoir été l'état d'esprit de Henri V, lorsqu'il fut atteint (juillet 1884) de la maladie qui devait l'emporter. Quand les princes d'Orléans, avertis qu'il touchait à sa der-

nière heure, arrivèrent à Frohsdorf, Madame les reçut et les conduisit au chevet de son mari : « Sire, dit le comte de Paris en employant la formule dont il s'était déjà servi lors de de l'entrevue du 5 août 1873, nou avons appris que Votre Majesté était souffrante et nous sommes venus prendre de ses nouvelles. » L'entrevue dura sept ou huit minutes ; le malade remercia ses cousins du témoignage d'intérêt qu'ils venaient lui donner ; mais pas un mot de politique ne fut prononcé. Nous savons aujourd'hui qu'il n'avait rédigé de testament politique ni dans un sens ni dans un autre ; de plus, que, dans son testament privé, il n'avait inscrit que ses cousins étrangers et totalement oublié ses cousins français. Enfin, l'année précédente, il avait dit à un de ses familiers, partisan des droits des Bourbons d'Espagne : « Je ne puis toucher à la question de ma succession tant que je ne serai pas sur le trône. » C'était une façon détournée de ne pas se prononcer pour l'un ou l'autre des deux partis qui s'agitaient autour de lui, et de dire : « Après moi, advienne que pourra. »

Le 23 août, il mourut. Quand il s'agit de régler la cérémonie des funérailles, la comtesse de Chambord exhiba un papier contenant les lignes suivantes : « Connaissant les intentions de mon mari, je déclare que je veux que son enterrement soit un acte de famille et que la place de chacun soit réglée par le droit de parenté. » En conséquence, l'ordre des places dans le cortège funèbre fut ainsi déterminé : au premier rang le duc de Parme, fils de la sœur de Henri V, au second le comte de Paris. Celui-ci céda, mais, aussitôt sorti de l'église, il déclara qu'il n'irait pas à Goritz, sinon en tête de tous les princes de la maison de France, et repartit pour Vienne. Les milliers de Français venus pour assister aux funérailles s'étaient rangés autour de lui et lui avaient offert inutilement de lui faire sa place immédiatement après le cercueil.

L'enterrement eut lieu le 3 septembre. Le prince de la Tour et Taxis, représentant de l'empereur François-Joseph, conduisait le deuil. Don Juan le suivait, comme chef de la maison de Bourbon. On avait oublié que, ces obsèques étant de famille, le duc de Parme eût dû marcher le premier ; en revanche, le duc Della Grazia, frère utérin du défunt, ne prit point place dans la famille. Puis venaient les archiducs, les infants, puis

les zouaves pontificaux, les délégations des comités royalistes et des cercles catholiques venus de France et enfin une foule de fidèles légitimistes qui n'étaient là que pour rendre un dernier hommage à celui qui, même mort, était pour eux le « roi ». Ce long cortège funèbre traversa la ville et, après l'office des morts chanté dans la cathédrale, monta au couvent des franciscains de Castagnavizza. Avant l'ensevelissement un vieux paysan breton, ancien combattant de 1832, déposa sur le cercueil un drapeau blanc fleurdelisé, comme un linceul.

A la nouvelle de sa mort, *l'Union*, son organe officiel en France, cessa sa publication. Les comités royalistes furent partout invités à se dissoudre. La monarchie, telle que l'entendait Henri V, était bien morte dans notre pays.

Sa veuve, qui de tout temps avait été sa confidente et sa conseillère, veilla avec un soin jaloux sur sa mémoire. Elle confia les papiers du défunt à un jésuite, le P. Marquigny, et le chargea d'écrire la biographie du défunt. Ce religieux s'était fait une réputation dans la région du nord de la France en y préconisant en chaire la création des cercles catholiques et d'autres œuvres inspirées du même esprit. Mandé par le comte de Chambord, il avait eu avec lui plusieurs entretiens et l'avait encouragé à persévérer dans ses idées au sujet du rétablissement de la monarchie ; sa mort le consterna. Il se félicita du moins de pouvoir rendre hommage à sa mémoire, quand Madame l'eut à son tour appelé à Frohsdorf et lui eut entr'ouvert les archives où se trouvait la vaste correspondance du défunt. Il vit que, sur la question ouvrière, le « roi » était documenté mieux que personne et se proposa, en rédigeant sa biographie, de lui rendre particulièrement hommage à ce point de vue. Une mort subite mit à néant son projet. La comtesse de Chambord disparut elle-même en juin 1886.

Dès son retour de Goritz, le comte de Paris agit comme si Henri V l'eût fait son héritier politique. Il notifia sa mort à tous les souverains, mais ne mit au bas de ses lettres que cette signature : Philippe comte de Paris, interdisant ainsi qu'on l'appelât soit Philippe VII, soit Louis-Philippe II. Il prit pour armes l'écusson aux trois fleurs de lis d'or sur champ d'acier, mais en surmontant celles-ci du lambel de la

maison d'Orléans. Il fit à l'empereur d'Autriche une visite que celui-ci lui rendit immédiatement, comme à un souverain. En France, la presque unanimité des royalistes continuait à le regarder comme le légitime successeur de Henri V ; aussi en 1886, fut-il traité comme tel par le gouvernement de la République. Les Chambres votèrent une loi qui expulsait de France tous les prétendants et leurs héritiers directs. Le comte de Paris partit pour l'Angleterre, où il devait résider jusqu'à la fin de sa vie. Plusieurs fois encore, il attira sur lui l'attention, tout comme le comte de Chambord, par des publications où il affirmait que la monarchie restaurée dans sa personne resterait le meilleur garant de tous les droits et de toutes les libertés. Il mourut le 8 octobre 1894.

Au cœur de la vieille France, au-dessus des plaines mornes de la Sologne, on voit se dresser à travers les ombrages d'un immense parc les clochetons et les dômes du château offert au duc de Bordeaux presque aussitôt après sa naissance. Chambord a été pendant quelques jours, en 1871, la résidence du prince qui en avait pris le nom, lorsque après quarante ans d'exil, il reparut dans sa patrie. C'est maintenant une demeure délabrée, abandonnée, dont le propriétaire actuel, le duc de Parme, est sujet autrichien ; à l'heure qu'il est elle est placée sous le séquestre infligé à tous les biens des étrangers situés en France.

LÉONCE PINGAUD

LES ARTS ET LA VIE

A un de mes correspondants,
père d'un fils artiste pour lequel il s'inquiète.

Le printemps et le début de l'été, ce qu'avant la guerre on appelait la grande saison de Paris, furent, en 1919, presque autant que jamais remplis par les manifestations de l'Art : tableaux exhibés, ventes, concerts de musique, ouverture de salles de théâtre, naissance de revues, innombrables livres d'où nous voudrions dégager pour vous, monsieur, quelque sens, si nous n'étions pas encore un peu sous le régime de la restriction mentale. La victoire nous cache ses secrets. Je vous engage à réciter tout bas à vous-même le magnifique poème de Paul Valéry : *Palmes.*

Cependant qu'elle s'ignore
Entre le sable et le ciel
Chaque jour qui luit encore
Lui compose un peu de miel.
Sa douceur est mesurée
Par la divine durée
Qui ne compte pas les jours,
Mais bien qui les dissimule
Dans un suc où s'accumule
Tout l'arome des amours.

Patience, patience,
Patience dans l'azur !
Chaque atome de silence
Est la chance d'un fruit mûr !
Viendra l'heureuse surprise :
Une colombe, la brise,

L'ébranlement le plus doux,
Une femme qui s'appuie
Feront tomber cette pluie
Où l'on se jette à genoux.

Qu'un peuple à présent s'écroule,
Palme !... irrésistiblement
Dans la poudre qu'il se roule
Sur les fruits du firmament ;
Tu n'as pas perdu ces heures
Si légère tu demeures
Après ces beaux abandons ;
Pareille à celui qui pense
Et dont l'âme se dépense
A s'accroître de ses dons !

*
* *

Les ouvrages de l'esprit révèlent autant que les faits quotidiens, publics et privés, un état sans précédent, comme vous le constatez mélancoliquement. Ni au lendemain de la Renaissance dont les guerres étrangères, intestines et civiles, avaient brusquement arrêté chez nous l'expansion ; ni au lendemain de la Révolution, les ustensiles du travail ne semblent être ainsi restés épars sur les chantiers, toutes les théories esthétiques, les principes, les écoles discutés. Les rapports mêmes entre concitoyens, selon leur âge et leur station, deviennent difficiles, dites-vous encore, et vous vous lamentez, aux premières secousses d'un « chambardement général » peut-être prévu par quelques gens réfléchis? Que la guerre n'ait point écarté tous les périls, vous cause une angoisse comparable à celle d'une famille frappée par la mort de plusieurs enfants et à qui le médecin annoncerait, soudain, que le seul survivant, à peine réchappé d'une terrible opération, en devra subir une autre plus grave encore. Les parents espèrent que le diagnostic est faux, le cachent au malade qui se raccroche à la vie et veut en jouir immédiatement.

Mais votre fils — regardez-le — voyez sa mine vermeille...

*
* *

Quels seront plus tard les souvenirs de cette époque prodigieuse dans la mémoire de ce Français qui aura eu moins de

vingt ans aujourd'hui? La page blanche d'une âme s'ouvre, que la vie s'y inscrive. Déjà les vieux disaient des adolescents que nous fûmes : « Ils n'ont ni respect, ni enthousiasme. » Or, nous avions respect et enthousiasme, mais pour d'autres maîtres, sans doute, et d'autres œuvres que les leurs. « Nous étions encadrés, soutenus », m'écrivez-vous? Oui, et notre liberté était lente à acquérir, notre jugement se modelait petit à petit, d'après des exemples, par l'expérience. Nous avons établi nos sanctuaires à côté de tombes que nous n'eussions point songé à détruire, dans une hypogée dont la voûte nous semblait devoir être éternelle. D'où le développement parfois si tardif de la personnalité, chez les artistes, et ces graves et honnêtes ouvrages, plus tard recherchés, si un génie s'y laissait pressentir, mais que la plupart ne surpassèrent point, quels que dussent être ensuite leurs efforts et leurs ambitions. Nos jeunesses ne connurent que restrictions, interdictions, dans un monde où un homme ne comptait qu'à partir de sa maturité, parfois même de sa vieillesse ; on nous enseignait que le talent vient tard, et plus tard encore sa récompense, ou point du tout. La jeunesse était tenue en état d'infériorité et suspicion, je puis dire que nous étions « handicapés » par les aînés dont nous nous appliquions à acquérir les connaissances — et nous nous y efforcions parce que celles-ci constituaient un indispensable sauf-conduit, autant que pour le plaisir que nous dérivions de l'étude, alors moins interrompue par l'appel du dehors.

Aujourd'hui, votre fils de dix-huit ans, épargné, mais émancipé par la guerre, pourquoi resterait-il chez vous, vieilles gens, quand la rue, après un long sommeil, se remet à bruire, bourdonne invitante? L'Adolescence, notre belle souveraine, propage alentour le frémissement de sa sève, nous recevons l'écho des salves qui célèbrent son avènement. Comme un soir de 14 juillet d'antan, l'air retentit des cuivres, des pétards ; mais d'épileptiques jazz-bands (boucan américain), remplacent les tziganes aux restaurants ; la roue du *Moulin Rouge* tourne à nouveau, *Tabarin* rouvre ses portes, Montmartre illumine les courtes nuits du solstice d'été, où la reine couche sur le trottoir, après que les étoiles se sont mises au lit. Et toute licence succède aux contraintes, par la Cité qui offre à

une population trépidante, et trop souvent vacante, l'illusion de l'activité, mille moyens de charmer les loisirs de l'expectative comme pour des permissionnaires entre deux attaques. Le temps est beau, il fait chaud, tout le monde est sorti, les grévistes se baladent : leurs enfants dans les avenues aux grands arbres déjà roussis, font leur choix d'immeubles qu'ils désignent comme leur demeure prochaine, le présent locataire une fois délogé.

On déménage ! Votre fils de dix-huit ans, qu'auriez-vous à lui proposer de stable? Quel avenir, quelle carrière? Ce sera pour lui d'en choisir une, et de se faire une religion accordée avec ce que va être son imprévisible vie. Et lui qui part pour un ailleurs inconnu, vous voudriez que votre fils restât avec ceux qu'on chasse? Les camarades de votre fils seront dans l'industrie ; ils savent les marques, le mécanisme des automobiles, rêvent d'en posséder plusieurs — ou bien ils s'embarqueront pour les Amériques. Et en attendant le signal du départ, c'est l'oubli des horreurs d'hier dans la féroce jouissance des plaisirs retrouvés.

Mais votre fils de moins de vingt ans est peintre, un « intellectuel » ; vous le figurez-vous au milieu des artistes auxquels il s'associera? Ce qu'il lira, ce qu'il verra, entendra? Cet âge subit d'abord l'influence du plus proche, on y fait ce que près de soi font les autres, ralliant la troupe en marche au point où on la rencontre. Ne vous étonnez donc pas si votre fils vous tourne le dos : votre fils est normal. Il ne le serait point, s'il vous écoutait au lieu de prêter l'oreille à ceux qui l'ont devancé. Qu'importe s'il se trompe un peu, pourvu qu'il pense? Patience, patience !...

...l'âme se dépense
A s'accroître de ses dons.

***

Vous semblez croire, monsieur, que nous sommes aux derniers jours du monde. Dites plutôt du *nôtre*. Si l'adolescence est souveraine, nous sommes aussi sous le règne de l'antinomie ; en proie à la lutte des forces contraires, plus apparentes et irrésistibles que jamais. La vie intense et rapide

prend de ce chef un caractère aussi nouveau que les œuvres, si déconcertantes pour vous, qu'exposent ou que publient les artistes — « dont le but n'est plus de remplir une place quand elle sera vide, de travailler et d'attendre chacun son tour ». Le désir emporte tout : ce qu'ils exigent, c'est qu'il soit parlé d'eux et de récolter, dès les semailles. Ils ont trop connu l'ennui, ils en ont la terreur, comme de l'uniforme ; ils sont assoiffés d'individualisme, mais se sentent perdus dès qu'ils sont seuls. L'exécutant, plutôt que de tenir sa partie dans l'orchestre, couvre, en jouant plus fort, le son de l'instrument voisin. Chacun voudrait être un soliste, constamment applaudi, mais *dans la bande à laquelle il est affilié* — car il faut appartenir à un syndicat — ou n'être pas ! D'où un apparent souci d'obédience corporative, et en sous-main, agitation du meneur de réunion publique, toujours prêt à parler. Ce double besoin, qui s'atteste, du haut en bas de la société, a déjà de curieuses répercussions sur l'art et les artistes. Et vous vous en affligez exagérément, monsieur.

Il n'y aurait point de mal à parler haut, pour celui-là qui aurait quelque chose d'important à dire. « *L'œuvre d'art la plus accomplie sera tout aussi bien la plus personnelle et il n'est d'aucun profit pour l'artiste de chercher à se résorber dans le flot.* » (André Gide, *Réflexions sur l'Allemagne.*) « *Ce n'est pas en se banalisant, mais en s'individualisant, si l'on peut dire, que l'individu sert l'État; et même c'est en se nationalisant qu'une littérature* (ou un art) *prend place dans l'humanité et signification dans le concert.* »

Mais que notre envie de citer ces réflexions si profondes ne nous les fasse point déformer en les appliquant au jeune artiste qui veut retenir sur lui seul l'attention du public. Elles ont, sous la plume d'André Gide, un tout autre sens et qui nous intéresse encore davantage, en corrélation avec les tendances de l'esthétique la plus « neuve ». En effet, une des prétentions de l'extrême « avant-garde » — que le public taxe d'anarchie et de bolchevisme, — au moment même où l'art semble se « rebarbariser » — c'est d'être française (surtout en musique et littérature). L'instinct des « novateurs » en ébullition les incline vers ce qu'ils croient n'appartenir qu'à nous. Et ils jettent leur gourme en fleuretant avec Mimi

Pinson, s'éprennent d'un soi-disant folklore de notre pays, qu'ils dénichent là où vous ne l'auriez pas trouvé... La chanson populaire du caf'conc', le quadrille et la polka, le cornet à piston de Musard, la parade foraine, le manège de chevaux de bois, excitent l'imagination de ces gars solides, qui croient « dissiper les brumes germaniques » et aspirent (heureusement!) à alléger l'atmosphère séquanienne.

Fort bien : « *L'œuvre la plus personnelle,* écrit M. André Gide, *sera la plus profondément nationale, la plus particulière, ethniquement parlant, et aussi bien la plus humaine et celle qui peut toucher le plus les peuples étrangers.* » Humaine ! Oui, mais voilà... Si ce caractère humain existe dans les arts « neufs » — de combien de maniérisme ne se recouvre-t-il pas, d'ésotérisme, et pour nous servir d'un mot démodé, de symbolisme, si *nouveau* soit-il? Car *symbolisme* peut être appelée toute traduction que l'art donne de la nature.

Si les thèmes les plus riches sont les éternels et les plus universels — et les écoles s'accordent sur ce point, — il est à craindre que les thèmes qu'élisent nos « novateurs » n'émeuvent qu'un public très restreint.

L'esthétique « neuve » de qui veut se « rebarbariser » et exalte l'art des nègres, est-elle autre chose que la plus récente des préciosités? Il y a beau temps, les peintres ont remis en honneur l'imagerie populaire d'Épinal, l'anglaise, la russe, les estampes japonaises ; une partie de l'art contemporain est redevable à cette influence rafraîchissante ; mais de combien de pauvretés aussi ! Il a été fait un étalage de la naïveté et du « sentiment », que devait nécessairement suivre une réaction. Il n'est pas moins grave que le « sentiment » soit tant ridiculisé, ou redouté par l'esthéticien d'avant-garde : le sentiment dont les ondes se propagent comme la chaleur et le son à travers l'espace, et atteint des sensibilités d'autant plus nombreuses qu'il est plus *humain*, plus généreux, plus riche, plus profond.

Or, cette voix intérieure, qui se communique à tous les hommes, celle qui les touche, d'où vient-elle aujourd'hui? A défaut des grandes œuvres tant annoncées pendant la guerre, et tandis qu'un Barbusse, un Georges Duhamel, un Maurras ou un Paul Claudel, chacun d'un autre pôle, adressent

leur message aux collectivités, les jeunes artistes avec les jeunes écrivains semblent se livrer à un petit jeu de magie blanche où ne peuvent prendre part que quelques initiés, munis d'un certificat, le *Dignus est intrare* des docteurs moliéresques.

Nous disions artistes et écrivains, parce que tous s'appuient les uns sur les autres et ne peuvent plus être dissociés dans l'*avant-garde*.

Fussiez-vous dans les coulisses, vous vous délecteriez de ce qui s'y passe, fort joyeusement d'ailleurs ; la « cuisine » du cubisme, c'est-à-dire de l'« art nouveau », n'est pas manipulée par des théoriciens aussi graves et réfléchis que M. André Lhote, quoique tous les adhérents promulguent bien haut des règles et bâclent des théories de groupes, lesquelles ils se hâtent, chacun en particulier, de ne point suivre.

La discipline du groupe n'est qu'apparente ; derrière le rideau, il y a des rixes. La discipline de parti n'existe vraiment que dans sa politique extérieure.

On peut signaler deux courants en sens contraire très significatifs à cette heure, et qui bientôt formeront mascaret en se rencontrant.

Quoique « les jeunes » veuillent avant tout faire du nouveau, nous avons dit qu'ils prétendent être « français » et renouer une sorte de tradition. Jamais on n'a autant parlé de nationalité ni de classicisme, que depuis que le caractère national d'une œuvre est à peine reconnaissable. Il ne suffit plus de composer de la musique « française », de peindre « à la française », on veut remonter à la source de la « tradition française ». Jamais on ne s'est autant réclamé de la Tradition, dans les manifestes, les programmes de revues, que depuis que quelques-uns à peine se doutent encore qu'il y ait eu une tradition. Discipline, ordre, coordination des valeurs, d'une part ; anarchie, révolte, ignorance de l'autre. Votre fils qui a moins de vingt ans, tombe soudain dans cette « pagaye » : un romantisme échevelé, dont il est amusant de suivre les petites extravagances de chaque jour; et une prétendue recherche du classicisme !

***

L'art, comme nous l'avons dit dans notre premier article,

étant un « fait social », se ressent, au lendemain de la guerre, du malaise d'une société en plein conflit des idées nouvelles, et des traditionnelles. Certains craignent que, déshéritée, elle n'ait du mal à se reconstruire en rejetant tous les principes — peut-être éternels — qu'une longue civilisation avait établis. L'extrême avant-garde a acquis des droits qu'il ne faut point lui contester ; mais des minorités bruyantes semblent toujours être la majorité, en temps de révolution, d'autant qu'elles sont mieux organisées. En politique, les partis extrêmes ont seuls un plan défini, un semblant de discipline, ce qu'on appelle des « directives » — ce qui n'implique pas plus la réussite probable que la beauté du programme.

Dans les arts, y a-t-il un parti de conservation qui repose sur une doctrine, et possède des esprits aussi ouverts et puissants que celui d'un Charles Maurras? La droite, n'est-ce pas pour les artistes l'Académie, l'Institut, l'École des Beaux-Arts, l'Administration des Salons officiels — donc le contraire de la Tradition, que ces Corps glorieux ont méconnue et piétinée ? M. Maurras, imbu de pur classicisme et de tradition, en littérature, a pris, comme critique d'art M. Louis Dimier, qui « marche » avec M. Cormon contre la jeunesse indépendante. On essaie de trouver un terrain d'entente, pour la défense des intérêts matériels au moins des artistes ; on a même pu sentir un vague désir d'union sacrée, mais la moindre tentative avorte : les uns parlent une langue que n'entendent point les autres. L'art dresse entre eux une barrière — et aucun ne transigera, en tant que « créateur ».

La Droite n'a jamais compris que l'art n'est presque jamais à droite, dans la société moderne.

Les revues qui traitent des questions d'art, les livres d'essais, de critique, obtiennent une faveur qu'ils n'avaient jamais eue ; se lisent autant presque que des romans, ce qui est effrayant ! Les moindres journaux signalent et commentent les « nouveautés artistiques » des vitrines parisiennes, les plus obscures auditions musicales ; c'est l'époque de la discutaillerie et non plus de la critique. La critique n'avait plus de puissance ; le reportage d'atelier en reprend une considérable. Le jeune homme de moins de vingt ans, quelles « gazettes » lira-t-il?

Nous avons ici souvent mis à contribution des articles

choisis dans les publications récentes, tels la *Rose Rouge. Littérature, le Crapouillot, les Marges*, d'autres encore sont écloses ou ont ressuscité pendant l'armistice. On y trouve souvent des choses précieuses, mais qui sont des pierres brillantes, non reliées entre elles par une monture. Ces périodiques ne constituent guère des « tribunes ». Or, voici que s'en rouvre une qui était attendue, et vers laquelle de toutes parts, se tournaient des espérances.

De quelles responsabilités la chargent le consentement des artistes et l'attitude qu'elle prit dès avant qu'on pût la juger !

Dans son *Historique, sommaire, but et tendances*, noté qui accompagnait le bulletin d'abonnement, la rédaction se disait persuadée « ... que ce dont la France a encore aujourd'hui le plus besoin, c'est d'un organe spéculatif. Il faut à tout prix, le plus tôt possible, qu'un endroit se retrouve où l'on puisse penser et créer librement. Notre génie si dégagé, si indépendant, si indomptable, a subi pendant la guerre une des plus violentes contraintes qu'il se soit vu imposer. On l'a forcé, les événements eux-mêmes l'ont contraint à parler un langage dur, et souvent faux et détourné. Il aspire maintenant de toutes ses forces à reprendre son libre discours ; il réclame le droit de ne plus rien dire que de pur ; tous ceux qu'il possède et anime éprouvent déjà en eux-mêmes les impatiences de sa sincérité.

» Il ne s'agit pas d'oublier la guerre ; il s'agit d'en sortir, d'en déboucher ; après avoir été si longtemps tel qu'on devait être, il s'agit de se retrouver tel qu'on est. » La « *N. R. F.* » se propose donc « de rouvrir les écluses de la spontanéité et de l'invention françaises. Elle refuse de définir trop exactement son objectif de peur de le limiter arbitrairement. Elle attend, elle désire, elle n'a d'autre ambition que d'accueillir la première ce que notre génie va composer *de meilleur*. Elle ne s'en tiendra pas pourtant à un éclectisme passif ni ne dispensera une égale faveur aux productions les plus disparates... »

Je voudrais donner le morceau en entier, comme exemple de l'état d'esprit des moralistes *retour du front* — et des « meilleurs ».

« Reprendre son libre discours » ? — Après les contraintes de la guerre, voici bien la restriction mentale, les réticences

d'après guerre, un souci de balancement, un scrupule amoindrissant. Les amis de M. Jacques Rivière ont beaucoup donné dans le romantisme, tout en suivant les règles de la composition classique ; flotté entre la tradition française, qu'ils croient incarner, et le germanisme dont certains possédaient la culture, subissaient la domination. Ils n'étaient fermes que contre l'académisme, jsqu'à l'intransigeance parfois aveugle.

On sent un embarras collectif, en ces pages liminaires où les contradictions ne manquent pas. Nous retrouvons dans ce texte l'angoisse que traduisait M. Jacques Rivière — l'une des plus pénétrantes intelligences de sa génération — dans sa pathétique préface à *l'Allemand*, livre d'un prisonnier, lumineuse étude d'un Français, à qui la guerre a « imposé des certitudes » qu'il n'avait point auparavant.

Esthéticien, critique, directeur, est-il sûr d'*accueillir ce que notre génie va composer de meilleur*? N'est-ce pas par prévention de secte, que son aréopage avait d'abord rejeté et failli perdre pour toujours la collaboration d'un psychologue et d'un styliste merveilleux, parce que ce romancier qui dépeint des gens élégants, et fit illustrer un livre par Madeleine Lemaire, avait écrit dans un journal mondain? La composition serrée et classique, dans l'ensemble des ouvrages de ce traducteur de Ruskin — ensuite tant admiré par l'avant-garde, — n'était-elle pas, dès l'abord, apparue dans des pages détachées? Comment expliquer ce revirement d'esthéticiens si dégagés, si indépendants, croient-ils, si « indomptables » comme « le génie français »? Ces hommes distingués qui formaient jadis un groupe uni par la camaraderie, ont été politiquement divisés par la guerre. Dans l'ordre esthétique *où leurs convictions s'affirmeront avec le plus de netteté*, la politique ne manquera pas d'intervenir, je devrais ajouter à la politique, les épithètes *sociale*... et *religieuse* : surtout, leur *moralité*.

Je m'excuse auprès de M. Fernand Vandérem si la littérature se confond, ici, avec les arts, mais les critiques-littérateurs ont assez parlé de nous autres, pour que nous parlions d'eux à notre tour. Nos « convictions » — mettons notre moralité de peintres — peuvent être aussi fermes que celles de ces littérateurs, mais ce qui nous manque et ce que nous

réclamons, c'est une commune mesure, pour juger de notre *métier*, une apparence de règle au moins, laquelle on ne sait où chercher. Le bien écrire, le bien dire n'est point perdu ; mais supposons qu'on voulût faire en ce moment, une association de peintres, de statuaires, de musiciens, dont les ouvrages eussent une tenue aussi décente dans sa technique, où se retrouveraient-ils? L'autorité d'un Paul Claudel, d'un André Gide, d'un Paul Valéry, « versificateur », nous n'en avons point l'équivalent dans notre corporation. Chacun de ces écrivains a ses tendances individuelles ; s'ils représentent une tradition, ce n'est que par la pureté de leurs moyens d'expression et leur « moralité ».

Mais déjà, pour les « retour du front », ce sont des ancêtres — même M. Rivière — et qui n'expriment ni l'esthétique, ni la pensée « nouvelle », quoique leurs cadets s'étayent sur eux, les encensent, comptent sur leur approbation et redoutent leurs foudres ou leur silence. Et c'est là un des subtils malentendus sur lesquels repose la tour d'ivoire que restaure M. Rivière et un autre danger.

Pourtant quel exemple que celui de M. André Gide! Nous ne saurions nommer un artiste qui en peinture ou musique, ait su, comme M. André Gide, homme de lettres, discipliner sa sensibilité, sa curiosité inassouvie, errante, aventureuse, s'élever vers l'universalité, en restant inquiet des plus récentes, des plus transitoires « modernités ». M. André Gide « *ne trouve pas précisément de défenses et de prohibitions dans la lettre de l'Évangile* » et « *à la face de Dieu* » danse « *le rigaudon du fol espoir et le menuet dit des légitimes aspirations* ». Il a aussi « *l'entrechat subit de la spontanéité* », en s'allant baigner dans l'Isis, comme un jeune étudiant d'Oxford. Et il a bien le souci de rester camarade avec les plus jeunes et les plus audacieux. « Tutor »... oui! mais comme dans les universités britanniques, copain de jeux. Dans les collèges religieux, il en va de même des maîtres et de leurs élèves...

C'est qu'encore une fois, en littérature, il reste un semblant de critérium : celui du bon ouvrier; dans les arts plastiques, il n'est rien de tel, quoique nous disions *ex abrupto* : « ceci est de la peinture, ceci est de la statuaire » comme nous disions : « ceci est de la musique » — arts qui devancent de plusieurs

années, dans leur « évolution », la littérature, et influent sur elle assez lentement. Les hommes de lettres, comme nous l'avons déjà marqué, ont commis de mémorables erreurs quant aux œuvres plastiques et prêté leur concours, dans les pires malentendus. L'ancienne « *N. R. F.* » régente et conservatrice du goût, prudente, classique dans sa forme, mais inquiète d'originalité et des audaces « sincères et ingénues », ne considéra dignes d'attention dans ses chroniques sur la peinture contemporaine, d'autres artistes que ceux des « Indépendants » — et aujourd'hui, un nouveau programme annonce qu'elle « *s'appliquera à introduire quelque lumière dans la question si controversée du* cubisme » — sans plus — et au moment où, derrière le rideau, les esthéticiens du cubisme avouent que « cubisme » n'est pour eux qu'un mot, « masquant toute espèce de nouveautés ». Or, que lira le jeune homme de moins de vingt ans, dans le numéro 1 de la « *N. R. F.* », dont les fondateurs, *plutôt qu'à poser des principes, à prescrire des règles, songeaient à écarter les broussailles de toute sorte, rêvaient d'établir dans le royaume de la littérature et des arts un climat rigoureusement pur, qui permît l'éclosion d'œuvres parfaitement ingénues*? Il trouvera, de M. Lhote, des considérations sur le cubisme, d'une logique parfaite, d'une expression excellente, mais qui pourraient être d'un professeur de sciences. M. Lhote est un peu le Julien Benda de l'esthétique. La contrainte qu'imposent de tels principes, l'*a priori*, le *pédantisme* d'école, ce ton dogmatique, mettront en fuite le petit Français, qu'appelle la vie, qui s'est fait tatouer par M. Van Dongen, pour se rendre avec M. André Gide à la fête où M. Paul Guillaume, conférencier, disait, aux applaudissements de toute une salle en délire : « L'homme et la femme modernes doivent tendre à avoir un cerveau nègre... » Que lui chaut, à votre fils, que M. Bergson se dispute avec l'auteur de *Belphégor*, ou avec M. Jacques Rivière, que Péguy appelle *monsieur* Descartes ? La *Nouvelle Revue Française* ne s'est point aérée pendant les vacances sanglantes.

Nous ne croyons pas que l'esprit didactique ait encore trouvé une formule opérante pour la jeunesse artiste d'aujourd'hui. Il y a trop longtemps que n'ont été créées des œuvres plastiques, telles qu'on puisse en déduire des théories « cons-

tructives ». Les théories les plus solides en apparence, ont le défaut de précéder encore l'œuvre définitive. Ce qu'il nous faudrait, ce serait un tableau, un monument de la sculpture, une symphonie d'orchestre, qui gagneraient à leur auteur l'opinion d'une élite, sinon de la majorité des autres artistes, comme *Palme* a conquis celle d'écrivains, jadis insensibles à Paul Valéry, ou ignorants de son œuvre.

Bien plus qu'un article comme celui de M. André Lhote sur le cubisme excitera le jeune homme de moins de vingt ans, l'amusera telle critique fantaisiste — et combien cubiste — parue dans *Littérature* au sujet de la peinture de M. Lhote.

« *Mille petites lignes qu'il ne rassemble point au bon moment réservent à André Lhote le souci de fuir dans mille directions. La toile qu'il découvre par un travail opiniâtre ne lui montre pas son image. Il n'a plus que son ombre, chère ombre variable. Il est perdu.*

» *De grands espaces clairs, des nudités percées, trouées, forcées, des châteaux de sable invisibles et les rubans que nos ménagères achètent un prix fou. De grands espaces clairs et vides.*

» *En fermant les yeux, je vois le plus réel des crépuscules; agissant de partout. Il restera bien cette lune mince ou cette plus grosse part de la lune, mais dans la bouche, soudain, j'ai l'extrême mauvais goût d'une pensée qui me vient de* tirelire. » Signé « *Cadum* », nom d'un savon « nouveau ».

Le jeune homme de moins de vingt ans devra trouver son chemin entre la critique de *Littérature* et celle de la « *N. R. F.* » M. André Gide patronne cette jeune revue, lui prête le meilleur de ses bonnes feuilles. Où en sommes-nous, vous y reconnaissez-vous, ô monsieur X..., mon correspondant?

Nous sommes parvenus à un stade où il faut déblayer, nous débarrasser de tous les impedimenta que l'« intellectualisme » a accumulés autour du peintre. M. Jacques Rivière m'écrit : « *Un peintre qui s'interdirait de ne jamais penser sur la peinture et de jamais rassembler ses idées en un faisceau autant que possible cohérent, courrait une bien dangereuse aventure. Après les hasards de l'impressionnisme et pour nous arracher au culte du tâtonnement, il est temps que des esprits dogmatiques se mettent à l'ouvrage et s'occupent de mettre un peu d'ordre, de précision et de tendance dans cette débandade.* »

En effet, Lhote paraît un de ceux qui pourraient travailler le plus utilement dans le sens de M. Jacques Rivière, mais gare au point de vue, quand même du régent d'études !

Peintre, je suis persuadé qu'il y a là une embrouille, que perpétue sans que s'en rende compte l'esprit littéraire. Aujourd'hui, la direction nous est donnée par des écrivains, qui raisonnent dans des salles de rédaction ; jadis, nous la recevions de nos patrons, dans les ateliers. Il est absurde, je le reconnais, d'évoquer sans cesse hier, car nous ne pouvons point oublier qu'aujourd'hui et demain doivent compter plus pour nous que la veille. Néanmoins, nous avons connu une génération, et point si éloignée en somme, où l'ordre, la précision, les tendances, étaient sensibles, dans les œuvres — même chez les impressionnistes — dont les « leaders » avaient reçu l'éducation la plus directe, de peintres qui avaient tiré leurs principes de leur observation de la nature. Le *culte du tâtonnement* date du jour où l'*imitation* a été jugée indigne de l'artiste, et où l'on a substitué à l'imitation, la recréation, l'interprétation, la déformation systématiques et raisonnées pour aboutir au « surréel » sensuel des cubistes.

Gustave Moreau, pour qui l'on n'a plus assez d'invectives, aura-t-il été plus néfaste que nos raisonneurs d'avant-garde ? En face de l'impressionnisme, Moreau fut un dilettante dogmatique ; et ce sont ses élèves, naguère si louangés par la défunte « *N. R. F.* », qui ont entraîné la débandade. Il semble que M. Rivière soit prêt à recommencer. La parole de M. Ingres, *le révolutionnaire par excellence*, a produit d'assez pauvres élèves. Son « goût » n'a répandu que bien plus tard son parfum ; ses contemporains ne l'ont pas savouré et son *métier* étant très difficile, la plupart de ses disciples immédiats se le sont mal assimilé. Ingres qui, avec Chardin, Manet, Cézanne, depuis dix ans *dirige la peinture d'Europe*, ne pouvait pas enseigner son *goût*, essence exquise de sa personnalité, pas plus que Corot, Manet ou Cézanne à leurs imitateurs. Le goût précieux et mièvre d'un Gustave Moreau, au contraire, nous empoisonne encore, comme nous l'avons écrit ailleurs : « le goût », substitué à la qualité picturale (surtout en Angleterre, en Amérique, à la suite de Whistler), le goût, prétention qui s'est vulgarisée dans la société moderne, a pris une

signification péjorative, par l'abus qui en fut fait — et cela, jusqu'à devenir une injure dans certaines bouches.

Or, aujourd'hui en art, le *goût* nous paraît plus pauvre que la technique, et il n'y a pas d'esprits dogmatiques qui nous enseigneront le goût, qui nous referont un goût « national ». La Beauté, comme l'entendait Moreau, les souvenirs de musées, s'interposant entre la nature et l'artiste ; la stylisation, le symbolisme, le naturalisme, autant que le réalisme photographique et que le plus bas académisme, ont détourné le peintre de l'imitation. Le visage humain, le rendu d'une expression, ont petit à petit disparu des préoccupations du peintre et par besoin de retrouver une technique pure en s'attaquant au rendu d'objets très simples, — manie d'époque, ou influence de la décoration, — le peintre a renoncé à regarder l'humanité. Cette lacune dans la technique devra être au plus tôt comblée, et quelques hommes de goût et de beau métier suffiront un jour à cette tâche. Mais il faudrait avoir le courage et l'autorité suffisante que donne *une œuvre*, pour proclamer bien haut que le métier seul compte pour le peintre, comme M. Paul Valéry répondant à ses admirateurs : « Je ne suis qu'un *versificateur*. » M. Jacques Rivière, qui croit à la bienfaisance des « esprits dogmatiques », à leurs « tendances », pense en homme de lettres. Il n'a point le même critère pour les arts et pour la littérature, où son goût est reconnu infaillible par les gens d'entre quarante et cinquante ans. Pour nous, il est un Gustave Moreau, un Chenavard.

Notre échec, si nous tentons d'établir une échelle des valeurs, le désarroi de la critique d'art, tiennent peut-être à un malentendu qui est celui des *écoles*. Il n'y en a pas ! Il n'y a que des *manifestes* de café ou de salon. L'abus des systèmes, la discipline même, restreignent l'exercice de notre sens critique, auquel une camaraderie franc-maçonne — sociale — ne permet presque plus de choisir. En restreignant nos goûts, en les circonscrivant par des formules, on supprime le *goût*, et le choix qui sont l'Art même. On joue sur le mot « éclectisme » qu'on enveloppe des papiers de soie du sophisme et des brumes de la restriction mentale. Au nom du Ciel, rentrons dans la Vie, quitte à nous casser le col !

Un homme naît avec du goût comme il naît peintre, poète,

musicien, mathématicien. Qui a du goût n'a point à répudier des admirations qu'il a eues : parce qu'il ne se trompe jamais tout à fait. « L'intellectualisme », le raisonnement aident à former le goût des autres, mais aussi souvent l'égarent. Nous en arriverons à maudire l'intelligence! Il vaudrait peut-être mieux que la génération nouvelle fût une génération de « manuels », capables d'un seul concept, mais d'amour.

L'on est mis en défiance par la rapidité de « l'évolution » qui s'opère dans « le goût » de la jeunesse, dont les « évolutions » sont des palinodies trop souvent sans mobile intérieur et soumises à la mode.

« *Un artiste ne saute pas de marches; s'il en saute, c'est du temps perdu, car il faut les remonter après* », déclarait M. Jean Cocteau dans *le Coq et l'Arlequin* qui semble être un réquisitoire contre une bonne part de la confrérie — au lieu d'un plaidoyer en sa faveur. Et ce tract fut un manifeste d'école, il est juste de le rappeler, concerté, et « autour de la musique », exprimant une pensée collective. C'est pour cela que nous nous y référons et que M. André Gide, dans sa première « lettre ouverte » de la « *N. R. F.* », reconnaît implicitement l'importance des aphorismes qui s'y entre-choquent — ou alors cette lettre n'aurait de sens que pour vingt lecteurs. « *La réalité seule motive l'œuvre d'art importante.* » « *C'est en distribuant beaucoup de pacotille et en imitant beaucoup le phonographe, que tu apprivoiseras les nègres et que tu pourras te faire entendre.* » — Ceci ne vous ouvre-t-il pas les yeux, monsieur ?

S'ils étaient solennels, ce serait à désespérer, car ils se contredisent à chaque nouvelle « évolution ». Leurs manières pourraient être aussi variées que leur humeur et que les modes, si leur progrès était patient dans l'étude de la technique ; mais ils font bien plus que de sauter des marches, ils volent, ils tournoient comme des alouettes autour d'un miroir où ils mirent un visage camouflé. Une de leurs punitions, c'est d'avoir la honte des ouvrages qu'ils ont signés trop tôt et où se laissait voir leur véritable physionomie ; mais on la devine sous tous les masques dont ils la couvrent, ils le savent bien, ils le désirent même ; car ils sont convaincus qu'ils en ont une. Alors, quel aveu de servitude, et que signifie « évolution », si ce n'est travestissement?

Retenez qu'il y a une intention très touchante, dans les manifestes, ou *tracts* de ces « retour du front » : c'est leur désir mystique de renoncement, en vue de l'Art [1]. Le renoncement de 1919 !

***

Entre le dogmatisme pédant et le dogmatisme divertissant, il est sans doute trop tôt, cet été, pour voir clair. Peut-être faudrait-il un peu plus se taire, se recueillir, si...

Chaque atome de silence
Est la chance d'un fruit mûr !

Mais si vous avez hâte, monsieur, que je vous propose une conclusion qui dissipe vos inquiétudes paternelles, écoutez-moi : laissez donc encore votre fils faire sa partie de sirène dans l'orchestre américain, pendant que la Schola la plus disciplinée rouvre « *les écluses de la spontanéité et de l'invention* » (française) — avec « *liberté limitée* » dans la critique, ne l'oublions pas ! Il est vraisemblable que si votre fils et ses camarades, témoins de tant d'événements ont quelque chose à dire, ils vont bientôt trouver leurs moyens d'expression « *cette nouveauté encore complexe et confuse* » dont M. Rivière travaillera « *de toutes ses forces à accoucher la France... Le fruit prodigieux et encore secret de ces cinq années de monstrueuse incubation.* » « *L'organe de la Renaissance intellectuelle française promet aux lecteurs qui voudront bien la suivre, qu'entre ses pages ils verront peu à peu transparaître, se former et grandir la France nouvelle.* » Obstétrique de l'Art français !

A nous qui datons de loin, semble parfois abusif le retour sempiternel du nom de cette terre où nous sommes nés, et de certaines expressions dont les jeunes se servent comme s'ils leur attachaient un sens rare et tout particulier à l'époque actuelle. Exemple :

France, Français, Jeune, Nouveau, Nouveauté, Nouvelle, Neuf, Novateur, Beau, Beau-neuf, Tradition, Classicisme, National, Avant-Garde, Modernité, Précurseur, Indépendance, Liberté, Ordre, Doctrine, Certitude, Deviner, Devancer, Révolutionnaire, Tendance, Évolution.

1. Nous ne pouvons point passer sous silence un livre comme *le Potomak* (de Jean Cocteau), récit ésotérique d'une conversion : une sorte d'Introduction à la vie dévote du cubiste.

Ces quelques mots ont le record de la fréquence dans le glossaire de 1919, comme le nom de Boulanger, au temps du boulangisme. Les phrases où ils se glissent deviennent des lieux communs qui mériteraient chacun un commentaire. Hélas ! Léon Bloy n'est plus là pour les ajouter à sa collection et nous en donner l'exégèse, avec sa verve grasse de pamphlétaire catholique.

Votre fils mettra d'autres mots à la mode, il y aura d'autres lexiques « d'époque »; mais d'ici à cinquante ans, quand le « Goût » qui seul établit, avec le « Temps », une échelle solide des valeurs, aura renversé les fragiles calculs de nos contemporains, notre « dogmatisme » apparaîtra presque aussi « jeune » que celui des intolérables esthéticiens allemands l'était vers 1900.

Lors d'une visite que je fis à Berlin avec un de mes confrères, Herr Dr. Max Liebermann nous invita dès le premier soir à dîner chez lui. Pour nous faire honneur, il avait assis à côté de chacun de nous un critique fameux qui n'en revenait pas que nous n'eussions des barbes blanches. Comme mon ami et moi inaugurions une exposition le surlendemain, dans les galeries d'un marchand de tableaux, nous y donnâmes rendez-vous à ces messieurs. Ces professeurs avaient été, pendant le repas, d'une politesse cérémonieuse, s'exaltant sur l'art de notre pays. Herr Liebermann avait, sur ses murs, des Manet, des Degas, presque exclusivement des impressionnistes de chez nous ; mais aussi beaucoup de sa peinture, depuis les scènes hollandaises, si fignolées à ses débuts, jusqu'aux plates et misérables pochades de sa vieillesse. Il était fier de son *évolution* que les journalistes, ses convives, célébraient comme celle de l'Art allemand lui-même.

Ces critiques nous reconduisirent à notre hôtel et nous leur demandâmes dans quels journaux, et quand paraîtraient leurs articles :

— Ah ! — firent-ils, — ce n'est pas nous que vous verrez à la galerie Schulte. Nous sommes des critiques « avancés », ceux qu'on envoie à Paris pour découvrir les « chénies moternes ». Si vous aviez exposé chez Cassirer, nous aurions parlé de vous.

— Mais alors, — interrogea mon ami, — si nous exposions à la Sécession de Charlottenburg, dont nous sommes socié-

taires, et dont vous êtes les critiques sans doute, est-ce que vous passeriez la plume aux critiques d'arrière-garde, pour rendre compte de nos ouvrages?

Il y eut un silence, et le gros Allemand, dont je revois le visage, se retourna vers l'autre, décontenancé. Puis, se reprenant, il conclut, subtil :

— Cela dépend de vos « tendances ». Il y a, dans la peinture, l'Esthétique, au-dessus de la technique... comment dirais-je?... (et il chercha le mot français) il y a le « Stimmung » moderne, et puis il y a la morale de la doctrine !...

Et il nous représenta qu'un grand empire comme l'Allemagne, en pleine renaissance des arts plastiques et évolution intellectuelle, devait sérier les questions, en suivant une méthode scientifique — qu'il déclarait d'ailleurs ne pas encore posséder — dans l'analyse du *Weltanschaunung*. Lui, il était spécialiste pour l'école française, à partir du « postcézannisme ». Or, ces professeurs, comme nous nous en aperçûmes bientôt, étaient en train d'influencer tous les artistes de Charlottenburg.

Ne me faites pas dire, monsieur, que ces bons cuistres allemands aient des sosies chez nous — ni que nous n'ayons plus de bons sens. Vous en avez beaucoup, votre fils l'héritera de vous, et nous savons bien que le bon sens a d'autres filles que la platitude.

Dormez donc sur vos deux oreilles : s'il se prenait les pieds pour quelque temps dans les fils tendus aux artistes par les écrivains, il s'évadera bientôt. Ce qu'il y a encore de plus tenace au monde, c'est la « prévention » — mais votre fils n'en aura pas comme les artistes d'avant-guerre — peut-être même point assez...

Aussi bien, aurais-je dû, peut-être, consacrer cette lettre à la *Prévention*, au lieu de vous parler de dogmatisme, de système, de doctrine. M. Jacques Rivière professe (s'adressant à M. Julien Benda) que la « *N. R. F.* », elle-même, n'a jamais eu de « doctrine d'ensemble qui fût parfaitement cohérente ». Ils ont « refusé d'en avoir une ». Ils ne se vantent que de ceci : « Quand l'art intellectualiste, aujourd'hui en bouton, se sera complètement épanoui, on s'apercevra que nous avons été les précurseurs véritables. »

Et ceci est peut-être juste, du moins pour la littérature, si d'une assurance un peu trop capitane... et novice !

Je découpe dans la *Rose Rouge* du 10 juillet 1919, cette fantaisie pleine de finesse, de gaîté et d'ironie et qui semble venir à souhait pour commenter cette lettre à un père inquiet, pour le rassurer [1].

1. *Interview imaginaire de Pablo Picasso.* — Le célèbre peintre lisait.

Croire que le célèbre peintre ne sait pas lire serait une lourde erreur (il a appris dans la collection des *Nick Carter*). Il sait lire, il sait parler, il sait se taire, il sait vendre, il sait séduire : s'il n'avait été Picasso, il aurait choisi d'être Don Juan. Il sait même peindre. Au fond, je crois qu'il sait tout.

Donc il lisait, — non point un livre : un journal, — et, dans le journal, un article du citoyen Jean Longuet, article d'après lequel il était en train de faire, avec règle, compas, truelle et pinceau, le portrait de ce député.

Pablo Picasso était vêtu d'un de ces costumes de toile que les ouvriers appellent « bleus ». Ce bleu venait du faubourg Saint-Antoine, authentiquement. Mais l'esclave, immobile au coin de l'atelier, portait un habit noir de chez Roole et ne touchait les accessoires destinés au maître — terrine de mortier, rouleaux de papiers peints, éclats de verre — qu'avec des mains gantées de suède blanc.

Je ne m'embarrassai point de vains préambules.

— Illustre et confortable maître, commençai-je, je voudrais bien savoir — et je n'agis point par curiosité malsaine — de quelle façon je devrais m'y prendre pour occuper un atelier aussi spacieux que le vôtre et, servi par un domestique aussi correct que le vôtre, me vêtir d'une autre manière que vous. — Pablo Picasso ne traîna pas à répondre : « Il faut peindre ! » proféra-t-il. — Je m'en doutais, fis-je. La littérature ne vaut plus rien. Or, j'ai été rendre visite à M. Rosenberg, et, émerveillé de la surface que vous occupez sur ses murs, j'ai cru comprendre que vous tenez, pour un temps qui est son affaire et la vôtre, le bon bout.

— Et vous voudriez vous-même?... Que vous dirai-je? Il faut peindre ! C'est très difficile. Pour peindre, il faut être au courant. Voyez ce portrait. J'y exprime l'activité du sujet, ses préoccupations. Je mets à droite un quadrilatère de crépi rose, qui représente la Fédération du Bâtiment. A gauche, je figure une locomotive — transports, cheminots —. Ici, j'aurais étendu du noir de houille, signifiant la mine et les mineurs ; mais ceux-ci sont en grève, je ne mets rien. Tout au plus, dans ce vide, un fragment de cuir de Russie pour signifier la politique étrangère. Au centre une bouteille avec l'étiquette MARC DE FANTAISIE, ce qui fait la synthèse, n'est-ce pas? Puis, je dessine au sommet du tableau un porte-voix, j'y fixe un mégot...

Effectivement, le peintre étendait le mortier, fignolait une petite locomotive et une grosse bouteille, dessinait le porte-voix et, puisant dans le cendrier, collait un mégot à son rebord inférieur...

— Et j'allais oublier les industries du papier ! (Il découpa un triangle de papier peint, sans hésiter sur la nuance, l'établit dans un coin.) Voilà qui est fait.

— Ce portrait de Jean Longuet est revendicatif, concédai-je. Comptez-vous le vendre cher?

— On vend toujours cher, répliqua Pablo Picasso, jamais assez cher, cependant. Quand je vois un amateur emporter une de mes toiles, après l'avoir payée un bon prix, je me demande : « Pourquoi m'a-t-il acheté cette toile et pourquoi la lui ai-je vendue? Pour moi c'était quelque chose ; pour lui, ce n'est rien... »

— Pardon, je comprends tout au moins pourquoi vous la lui vendez ! Puis, il n'y a pas que des amateurs. Parfois, un jeune peintre vous rend visite, exprime son admiration, vous connaissez l'orgueil de faire un disciple.

Picasso nuança de gravité son perpétuel sourire, et, ayant médité une minute :

A la vérité, tout le préjudice que nous a fait la haute critique, qui, répétons-le à satiété, a une énorme responsabilité dans *l'art intellectualiste* — tout ce mal est dû à la *Prévention* des « intellectuels ». Nous dirions snobisme, si nous ne craignions pas cet anglicisme à double et triple lame, et quoique en anglais, snobisme ait un emploi plus large. Prétention à se mettre à part, autant qu'ambition de s'élever; « ambitieuse, sotte vanité », dit le dictionnaire ; mais aussi, en français, nous avons le snobisme à rebours, une peur de ressembler aux snobs du bel air et qui créa chez certains esprits d'élite, le préjugé, la Prévention, l'exclusivisme de maints doctrinaires ou moralistes d'avant-hier et, je le crains, d'aujourd'hui.

Il est impossible que cette morgue, ce « cant », ce maintien clérical, résistent aux sarcasmes que leur ménagera une jeunesse bouillonnante, vigoureuse ; délassée, ou plutôt guérie de sa folie qui est encore de la fatigue, elle se verra, telle qu'elle est, victorieuse dans la nature, et si elle se refait une esthétique, ce seront des règles simples, après toutes les formules de transition, « constructives et destructives » — comme l'écrit M. André Lhote — qu'imaginèrent ses aînés.

Alors réapparaîtra la figure humaine dans les arts plastiques : le visage de cet animal supérieur dont le crâne sait créer de si magnifiques abstractions.

Il aura donc fallu que les cubistes aient été « aux extrêmes limites de leur hiérarchie à rebours », pour que l'Homme remonte au sommet de l'échelle des Valeurs?

JACQUES-É. BLANCHE

— Ce qui me plaît, dit-il enfin, quand un jeune peintre admire une de mes toiles, c'est qu'il ne peut jamais dire si c'est un portrait ou un paysage.

J'étais un peu déconcerté, car enfin... je regardais le portrait de Jean Longuet je l'appelais en moi-même *Après-midi au bois de Vincennes* et je comprenais très bien : le crépi rose figurait les maisons de banlieue ; la locomotive, le train de Ceinture; le porte-voix pouvait passer pour une corne de chef de gare (celle qui sert à déterminer les départs) et le mégot a sa place indiquée sur les pelouses, ainsi que la bouteille de marc (de fantaisie). Le papier peint, lui-même, parfois... Je n'osais faire part de ces réflexions au maître. Du reste, celui-ci donnait, avec le plus dur accent cubiste, un ordre à l'esclave : « Esclave, tu vas descendre l'escalier de service et, par le souterrain de la cave, tu iras chercher au Bar-du-Coin trois amers-saccharine. Remonte vite et ne triche pas en passant par la rue ! »

— Car je ne permets pas que mes esclaves circulent à la lumière du jour, m'expliqua l'illustre maître. C'est plus convenable.

ROBERT DE LA VAISSIÈRE

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ET

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Le grand romancier Wells, que le tragique des temps a un moment fait descendre dans l'arène politique, a écrit avec sagacité : « L'expression Ligue (ou Société) des Nations sert de plus en plus fréquemment à exprimer de façon générale toute conception nouvelle du monde tel qu'il doit sortir de la guerre. » Mais le succès même de la locution a, par un certain côté, fait sa perte. Comment un mot qui veut exprimer l'orientation prochaine des sociétés politiques, donc aussi de l'âme humaine, n'aurait-il pas, en se popularisant, perdu toute signification précise? De plus en plus la locution est synonyme de celle de « Justice internationale ». Avec une expression déjà usée à cause de son prodigieux succès, comment réussirions-nous à construire, au moins par le raisonnement, un organisme juridique vivant, aux contours arrêtés?

Un petit nombre de conceptions très distinctes permettent de résumer toutes les formes possibles de groupements politiques dans l'ordre international.

C'est en premier lieu l'*Alliance politique*, c'est-à-dire le lien librement contracté pour une durée variable par diffé-

rentes nations qui décident de mettre leurs revendications et leurs forces militaires et économiques en commun, dans toute la mesure où le pacte d'alliance le prévoit. Pratiquées certes depuis la plus haute antiquité, les alliances politiques ont toujours été nouées et dénouées entre peuples selon leur intérêt national à chaque époque, souvent même selon leurs appétits de conquête les plus scandaleux. Il leur arrive cependant de n'avoir qu'un but de pure défense contre toute agression étrangère : tel fut le cas de l'Alliance franco-russe et de l'Entente cordiale. C'est dans cet esprit que la plupart, sinon la totalité des nations de l'Entente vont rester alliées. Rien de plus légitime, certes. Cependant, même dans cette hypothèse qui est la plus heureuse, le mieux qu'on puisse dire de l'alliance politique est qu'elle est amorale, — une nation n'ayant aucun mérite à prendre toutes précautions pour n'être pas molestée par d'autres. Si cette forme de groupement diminue le nombre des guerres, elle accroît par contre la violence et l'étendue de celles qui éclatent. — Demain elle rendra les plus légitimes services aux nations démocratiques de l'Entente, mais, instrument de guerre autant que de paix, elle ne saurait nous intéresser beaucoup ici. Ayons cependant pour elle une suffisante considération comme pour la forme embryonnaire la plus modeste qu'il soit possible de découvrir à la Société des Nations.

Nul ne confond cette dernière avec une simple alliance politique, mais au contraire les trois formes suivantes de groupements sont sans cesse envisagées comme réalisant chacune la Ligue des Nations.

Avec l'*Alliance judiciaire*, nous nous élevons d'un coup à un groupement beaucoup plus ambitieux, — nous dirions beaucoup plus perfectionné, — n'était l'absence de toute sanction pratique.

Il y a Alliance judiciaire, quand deux ou plusieurs nations décident de soumettre un certain nombre ou la totalité de leurs différends collectifs de nature juridique à un organisme judiciaire international chargé de les départager, et s'engagent sur l'honneur à exécuter chacune pour leur part les arrêts qui seront rendus. Si le conflit n'est pas de nature juridique, les nations aux prises ne se feront la guerre qu'après avoir,

l'une ou l'autre, repoussé la solution préconisée par un conseil arbitral obligatoirement consulté. L'alliance est prévue pour un temps déterminé. Bien loin qu'il s'agisse d'une extension territoriale ou économique à réaliser au profit d'une nation, il n'est question ici que d'éviter un recours aux armes. L'Alliance politique vise à conquérir, l'Alliance judiciaire vise à maintenir le *statu quo* : leurs buts autant que leurs moyens diffèrent donc totalement. Malgré certains précédents historiques, cette forme de groupement, on peut même dire de société entre nations n'est entrée dans l'usage courant que depuis les deux conférences de la Haye de 1899 et 1907, depuis la deuxième surtout. Le nombre des conventions d'arbitrage signées entre puissances depuis 1907 est très grand. Cependant l'institution, sans faire entièrement faillite, est bien loin d'avoir répondu à l'attente de ses partisans. Quand la grande tension du mois de juillet 1914 s'est produite, la Cour de la Haye a exactement pesé un peu moins qu'un fétu de paille. Nul n'a songé un instant qu'elle suffirait à dénouer le conflit. Nous verrons de quelle vue superficielle de la réalité s'étaient contentés les pacifistes protagonistes de l'institution nouvelle. Le problème des sanctions est, dans cette hypothèse, un cercle vicieux : les sanctions non guerrières souvent envisagées alors pour éviter la guerre jetteraient une telle perturbation générale qu'elles conduiraient, par la force même des choses, au recours aux armes.

Nous arrivons maintenant à un groupement nouveau, qu'avec effort nos démocraties victorieuses ont essayé de réaliser entre elles. Nous proposons de dénommer *Ligue* ou *Société fédérale* cette forme d'alliance particulière, — toutes les autres expressions employées, Ligue des Nations, Union ou Fédération d'États, étant si galvaudées qu'elles n'ont aucun sens précis.

La Ligue fédérale se définit en deux mots : la juxtaposition de l'alliance politique et de l'alliance judiciaire, chacune étant librement contractée et pour un temps déterminé. Les États adhérents sont d'abord des alliés politiques ; ils ont entre eux une mutuelle confiance, car les mêmes tendances démocratiques les gouvernent, sinon la Ligue fédérale, écartelée entre des principes contraires, se scinde et meurt. Ils s'en-

gagent à ne *jamais* se combattre les armes à la main tant que leur société subsistera. S'ils viennent à avoir un différend juridique, ils le soumettront obligatoirement, parce qu'alliés judiciaires, à une Cour de Justice. Si leur différend est de nature politique, ils le feront trancher par un arbitre, mais ne devront pas recourir aux armes parce qu'alliés politiques. Peuples tous démocratiques et pacifiques, ils obéiront à l'arbitrage politique aussi bien qu'à l'arrêt judiciaire. Enfin ils mettront en commun toutes leurs forces militaires et navales si une nation étrangère vient à attaquer l'une quelconque des nations adhérentes au groupe.

Dans l'ordre négatif, la Ligue fédérale a pour caractéristique de ne pas constituer un État au-dessus des États-membres. Il n'y a pas Sur-État car aucune des nations adhérentes n'aliène de façon définitive le moindre de ses attributs de souveraineté nationale. Les engagements souscrits au profit du groupe l'ont tous été librement. Ils sont révocables soit en tout temps, soit à l'expiration de chaque période convenue. Ne point porter une atteinte grave à l'indépendance des nations-membres, voilà le trait fondamental de la société nouvelle. « En concédant à cet organisme international les pouvoirs nécessaires pour le maintien de la paix, les nations, dit M. Léon Bourgeois, n'abdiquent rien de leur souveraineté véritable. Nous ne voulons pas créer au-dessus des nations une sorte de Sur-État qui porte atteinte à leur souveraineté et pèse sur la liberté de chacun d'elles[1]. »

Voilà la thèse. Elle est on ne peut plus nette. Mais donner et retenir ne vaut. Dès lors que chacune des nations adhérentes conserve son autonomie, l'exécution des arrêts ou sentences arbitrales ne peut guère être assurée que par la bonne volonté des gouvernements nationaux. De fait, en l'absence d'une force armée internationale, les membres de la Ligue fédérale souscrivent seulement l'engagement d'honneur d'exécuter les décisions de justice ou les sentences arbitrales intervenues. Nul engagement plus strict n'est possible, car il empiéterait sur l'autonomie politique des nations.

Si utile soit-elle, la Ligue fédérale demeure insuffisante,

1. Allocution prononcée à l'assemblée constitutive de l'Association française pour la Société des Nations, à Paris, le 10 novembre 1918.

précaire même. N'absorbant en elle aucun des attributs souverains des États-membres, elle aura pour seuls organes permanents une conférence d'ambassadeurs et une Cour de Justice, peut-être aussi un secrétariat d'études. Par la force des choses son organe exécutif ne sera que la réunion des premiers ministres des nations fédérées ou leurs délégués immédiats. Ces ministres nationaux se renouvelleront fréquemment au pouvoir. Il arrivera que plusieurs seront secrètement hostiles à tout progrès ou même à toute action de la Ligue fédérale. En tout cas, eux seuls auront autorité pour ordonner les mesures d'exécution pratique des arbitrages ou arrêts rendus. Ils pourront y mettre la plus grande mollesse.

De cette mauvaise volonté secrètement nourrie, un principe redoutable décuplera le danger et frappera presque de stérilité la société nouvelle : le principe de toute action diplomatique, celui de l'*unanimité nécessaire des voix.* Mille fois l'expérience, ratifiant le raisonnement, a montré que les intérêts des États sont toujours, à un certain degré, antagonistes, et qu'il faut renoncer à voir un accord unanime se faire en faveur d'une action internationale énergique. L'accord ne se réalise jamais que par transactions, par marchandages. La majorité des États ne pouvant se passer de l'adhésion de la minorité, celle-ci vend toujours cher son consentement. La solution finale est une cote mal taillée, que caractérise la mollesse, la lâcheté parfois de l'action pratique décidée. A-t-on jamais vu, depuis qu'il y a eu des diplomates assemblés autour du tapis vert, autre chose que des solutions partielles et, de suite, défectueuses? Bâtie sur la règle de l'unanimité des voix, la Ligue fédérale portera en elle toutes les tares de ce principe, — consécration pratique des souverainetés nationales jalousement maintenues.

Tranchons d'un mot : utile comme toutes les mesures indispensables de transition, réalisant un progrès sur l'état politique du monde avant la grande guerre, la Ligue fédérale ne représente qu'un type bâtard, par essence éphémère autant qu'imparfait. Pour autant que nous pouvons le connaître, plus pratique et mieux armé de garanties, le projet français élaboré par la commission que préside M. Léon

Bourgeois présentait bien moins d'imperfections que le pacte adopté par la Conférence.

Un grand progrès ne sera effectué que le jour où la Société des Nations, devenue un organisme vivant et agissant, sera investie d'un pouvoir de décision propre, bref constituera un *Sur-Etat.*

Celui-ci est tout le contraire de la Société fédérale. On peut le définir un *groupement international doté d'un Conseil législatif et d'un Pouvoir exécutif autonomes, délibérant à la majorité des voix* et possédant tous deux le droit de commander, dans une sphère déterminée, au législatif et à l'exécutif des nations adhérentes. Ajoutons que les nations membres du Sur-État sont définitivement privées du droit de se retirer du groupe ; un lien de subordination organique les relie à l'organisme nouveau. Nous sommes loin ici du simple lien contractuel, que les États membres de l'Alliance politique ou judiciaire ou de la Société fédérale pouvaient, à leur gré, librement dénouer à tout moment ou à l'expiration du terme du contrat. Le Sur-État est la forme solide, efficace, que la Société des Nations revêt quand les nations adhérentes lui ont délégué un pouvoir propre d'exécution, — une portion de leur propre souveraineté. Il n'apparaît pas que les temps soient déjà mûrs pour instituer intégralement une société politique si nouvelle, — disons le mot : si révolutionnaire ; mais nous aurons à le regretter vivement, car il n'y a pas de grand progrès international à attendre tant que les nations intéressées resteront jalousement attachées à ce qu'elles dénomment orgueilleusement leur souveraineté. D'ailleurs, dès maintenant, des emprunts importants pourraient être faits au mécanisme du Sur-État.

« Une science, disait l'abbé de Condillac, est une langue bien faite. » Notre ambition n'est pas de faire — déjà — de l'étude des groupements internationaux une véritable science. Cependant il nous paraît impossible de parler avec sérieux ou profit de semblable sujet sans distinguer au moins les trois types qui viennent d'être définis. Le faisons-nous? Tout s'éclaire et la cacophonie que nous présentent les dernières études consacrées à ce généreux problème se dissipe. Non seulement ces trois formes d'agrégation internationale sont

parfaitement concevables, mais toutes trois, demain, devraient sans doute coexister.

L'Alliance judiciaire, extension de l'œuvre de la Haye, et comprenant l'Allemagne et la Hongrie, nos ennemis, pourrait sans délai être constituée. En même temps une Ligue fédérale devrait être organisée entre nous, Alliés, et les États neutres démocratiques. Enfin au sein de la Société fédérale pourrait se former dès aujourd'hui un groupe restreint de nations très vraiment démocratiques et qui souscriraient aux obligations du Sur-État. Nous avons donc à étudier des *genres non exclusifs l'un de l'autre, mais concomitants* : aussi pourrons-nous reconnaître à chacun ses mérites respectifs. On voit donc quel intérêt il y a à différencier dans l'esprit ce qui est tout différent dans les faits.

Telle forme d'engagement international qui convient à une démocratie très avancée, est intolérable à un peuple moins éduqué. Puisque nos États modernes sont parvenus les uns et les autres à des degrés très différents de développement politique, il est conforme au plus élémentaire bon sens de leur proposer des modes d'association très divers.

***

La Ligue des Nations, telle qu'on la conçoit en général, doit se composer, pensent ses partisans, d'un tribunal pour trancher tous différends et d'une armée ou police internationale pour exécuter les arrêts des magistrats. En effet, qui est-ce qui maintient l'ordre public au sein d'un État? Assurément, dit-on, le juge et le gendarme. Dés lors, pourquoi n'en serait-il pas de même au sein de la Société internationale?

Sous cette forme facile et presque pittoresque se trouve posée, et en deux mots tranchée, une des questions les plus graves, disons même la question maîtresse de tout le problème : les différends qui éclatent entre nations sont-ils tous réductibles à de purs problèmes de droit, même en une Société des Nations parvenue à son complet perfectionnement? N'y a t-il pas entre États des questions de puissance irréductiblement distinctes

des questions de droit soulevées entre eux? Bref, n'existe-t-il pas entre eux des différends proprement politiques ou économiques qui, par essence même, sont distincts des conflits juridiques parfois engagés?

Le débat ne saurait être tranché si l'on ignore quelle conception se faire du droit, autrement dit ce qu'est la loi. Or de celle-ci les juristes ne donnent en général que des définitions purement formelles, telle que la définition — tant admirée — du plus grand juriste allemand du XIX[e] siècle, Jhering : « Le droit est un intérêt juridiquement protégé. » Ne savions-nous pas, avant même que Jhering se fût exprimé, que le droit est une faculté juridique, et ne pouvions-nous pas soupçonner que cette faculté s'adaptait aux intérêts essentiels des bénéficiaires du droit?

Une vue beaucoup plus élémentaire et réaliste pénètre, à notre avis, plus au fond du problème : le droit est, à chaque moment du temps, l'expression assez imparfaite de l'équilibre des capacités ou forces humaines en présence. Envisageons-nous le droit intérieur de chaque nation, c'est-à-dire défini par le moyen de la loi? Des transactions s'opèrent entre les partis qui forment la majorité du corps politique chargé de dire le droit, — Conseil du roi, Corps législatif ou Parlement. La majorité impose la loi à la minorité, mais tient compte dans une large mesure des désirs de cette dernière, car ses membres qui tiennent certains pouvoirs de leur naissance ou leur fortune ont besoin d'être ménagés. La loi réalise donc un certain équilibre des puissances organiques en concurrence. S'agit-il du droit contractuel, résultant de conventions entre particuliers? Le caractère de transaction, d'équilibre, est évident : chaque partie contracte librement et de manière à sauvegarder au mieux tous ses intérêts. On le voit donc : le droit, à prendre les mots dans leur sens large, est toujours un traité de paix, mais il n'est que cela.

Le droit conventionnel ou légal réalise-t-il ce que nous convenons d'appeler l'équité? Rarement. Souvent, en effet, l'un des deux contractants se laisse plus ou moins duper. Il est fréquent aussi que la majorité du corps politique qui fixe la loi, opprime jusqu'à un certain degré la minorité. Justice et droit ne sont pas synonymes. Mais par cela seul que la

transaction a été établie, elle se doit exécuter, — sous peine d'aboutir à l'anarchie sociale. En tout cas, une chose est indubitable : correspondant à un état donné des forces humaines en conflit, le droit, qui souvent est injuste dès son établissement même, devient, avec le temps, intolérable. Il se doit réadapter sans cesse aux conditions sociales nouvelles : tel est l'office du législateur ; tel aussi l'office des particuliers qui, périodiquement, réforment les contrats à leur expiration. A aller au fond des choses, le droit a sa source et sa mesure dans les capacités réciproques des parties en présence : capacité de production d'une part, besoin de consommation de l'autre. Il est le revêtement extérieur des puissances humaines les plus intenses.

Comment peut-il donc se faire que le langage courant distingue comme tout à fait opposées les questions de droit et les questions de puissance? Uniquement, selon nous, parce que l'opinion publique, peu rompue à l'analyse, admet, avec souvent trop d'optimisme, que le droit correspond toujours à l'équité, — et croit à tort en général que, par puissance, il faut toujours entendre la force brutale et aveugle. C'est là la théorie allemande. Nous la repoussons expressément. Mais que le droit soit rarement l'équité, nous l'avons dit. D'autre part, on ne peut contester que la puissance qui décide des relations humaines n'est pas, hormis le cas de guerre, la force toute brutale et matérielle. J'entends bien que le postulat de plus en plus inconscient de nos démocraties est le respect automatique de la loi du nombre. Celle-ci représente une relation de forces, puisque le parti le plus nombreux l'emporte. Mais c'est là une forme de coercition bien différente de celle qui naît de la pure force physique. L'opposition entre les deux expressions « question de droit » et « question de puissance » est donc purement verbale puisque le droit n'est pas l'équité et que la puissance n'est pas la force matérielle. A parler correctement, reconnaissons que « question de droit » est synonyme de « question d'interprétation des textes ou conventions en vigueur ». Par « question de puissance » il faut désigner l'ensemble complexe des capacités humaines susceptibles de provoquer la modification du droit antérieur. Désormais, nous devrions dire *problème d'interprétation juri-*

dique d'une part ; *problème de réformation du droit* d'autre part.

Entre l'un et l'autre problème il y a toute la différence qui sépare la création d'une règle, de sa mise à exécution, — sa naissance d'une part, son fonctionnement de l'autre. Le langage courant avec ses locutions « question de droit » et « question de puissance » est donc parfaitement défectueux, mais les deux idées qui sont au fond des expressions usuelles sont tout à fait distinctes. L'espoir de nombreux pacifistes qui affirment qu'un jour, même lointain, les questions dites de droit absorberont toutes les questions dites de puissance, n'est donc point raisonnable.

Le grand problème de la vie internationale est de réaliser cette perpétuelle adaptation du droit écrit — traités de paix ou conventions amiables — aux nécessités justes de la vie, c'est-à-dire à la fois à la capacité industrielle des peuples et à l'intensité respective des besoins ressentis par chacun d'eux. Par quels organes s'est, jusqu'à maintenant, faite dans l'histoire de l'humanité cette constante adaptation? On ne peut pas s'y tromper : toutes les plus nécessaires, les plus heureuses modifications du droit ont été dues aux guerres. Certes, beaucoup de conflits armés ont eu un mobile et un résultat injustes, infâmes parfois. Aussi la parole du célèbre historien allemand Treitschke, qui regarde la guerre comme « d'institution divine », est-elle barbare et puérile à la fois. Mais, à vouloir aller trop loin en sens opposé, nous aurions tort nous-mêmes. A prendre les choses en gros, la guerre a été, dans le passé, la grande redresseuse de torts. La destruction et le meurtre ne peuvent pas être en eux-mêmes un élément de progrès, mais, le plus souvent, la guerre a consacré le triomphe des nations les plus nombreuses et les plus travailleuses, c'est-à-dire de celles qui ressentaient effectivement la plus grande intensité de besoins et avaient le plus de mérite. La guerre dans le passé a donc été, non un élément direct, mais du moins une condition du progrès général, car elle a, le plus souvent, transféré les pouvoirs politiques d'un peuple corrompu et incapable à un peuple beaucoup plus actif et adonné au progrès. A l'époque assez récente où les populations, même en Europe, n'avaient encore aucune conscience

nationale, il était excellent et juste que les gouvernements les plus capables accrussent progressivement la sphère de leur autorité. Les grandes nations modernes ne se sont point constituées autrement. Le jour, — tardif, — où la conscience nationale est apparue, le problème, certes, a changé de face et dès lors les frontières sont apparues comme définitives.

Voyons quelles ont été jusqu'à ce jour les causes profondes des guerres : ainsi nous mesurerons mieux si la guerre a, en général, été ou non conforme à l'équité.

La cause essentielle de conflit n'a certes pas besoin d'explications : le désir de conquête, la soif de s'enrichir qu'avaient une dynastie royale, parfois aussi l'aristocratie ou les grands industriels de la nation agressive, quelquefois même toute la nation. Que de fois, des anciens Romains aux modernes Prussiens, la guerre n'a-t-elle pas été vénérée par des peuples entiers comme la forme d'industrie nationale la plus lucrative, seule capable d'assurer d'un coup à toute la nation victorieuse un brusque enrichissement? Car, en dépit de l'opinion de M. Norman Angell, il est assuré qu'avant la guerre de 1914, toutes les guerres « réussies », y compris, certes, celle de 1870, avaient valu au vainqueur une prodigieuse amélioration de ses revenus, de ses moyens de vie. Comme l'a spirituellement remarqué M. Charles Gide, la « Grande illusion » — titre du livre — n'est autre que celle que se fait l'auteur lui-même.

Mais — heureusement en un sens — la grande guerre vient de changer tout cela : même pour nous qui sommes vainqueurs, la lutte qui nous fut traîtreusement imposée est une déplorable aventure économique. De plus, entre pays civilisés, toute guerre de conquête fait maintenant horreur à la conscience publique. Les expéditions coloniales présentent des caractères absolument différents que nous avons précédemment essayé de définir [1].

La grande conflagration de 1914 a eu pour motif la soif de conquête, mais ce n'est point une raison pour s'imaginer que toutes les guerres ont ce seul mobile. Plusieurs causes

1. *Revue de Paris*, 15 décembre 1918, *Les Conditions préalables à la Société des Nations*.

absolument légitimes expliquent et, jusqu'à nouvel ordre, nécessitent celles-ci.

En premier lieu se place la *volonté d'affranchissement des peuples opprimés*. En face de l'oppression, disait une vieille maxime de notre grande Révolution, « l'insurrection est le plus sacré des devoirs ». Qui aurait pu contester aux Tchèques, aux Polonais, aux Yougo-Slaves, aux Roumains de Hongrie, le droit, le devoir même de recourir aux armes, faute de tout autre moyen d'obtenir leur libération? Ne nous leurrons point. Tant que la carte d'Europe ne correspondra pas, au moins à peu près, aux revendications des peuples conscients de leur nationalité, la guerre par les armes restera certaine à plus ou moins brève échéance.

Il n'y a pas à distinguer selon que la guerre est déclarée par la nation qui veut s'affranchir de la tutelle politique d'un État oppresseur, ou par un peuple étranger [1].

Les Alliés ayant vaincu, cette cause sainte de guerre va, avec le traité de paix, disparaître, du moins d'Europe.

Ce motif légitime de conflits aboli, deux autres subsistent : l'un, assez exceptionnel, est le refus persistant opposé par une nation au remboursement des capitaux qui lui furent prêtés par l'étranger. Le non-paiement par un État des biens considérables prêtés par une nation étrangère n'est pas

1. Plusieurs catégories de guerres d'affranchissement se présentent : tantôt, au sein d'un État, le peuple qui allume le conflit veut s'affranchir de la tutelle qu'il subit : c'est alors une guerre *interne d'affranchissement*. Tantôt la guerre est décidée par une nation déjà constituée sous forme d'État et qui veut libérer des populations de même race et de même sentiment national. Les populations affranchies formeront un État nouveau distinct de tous autres ou bien se rattacheront à leur mère-patrie. La Russie, déclarant en 1876 la guerre à la Turquie, voulait libérer la race bulgare et provoquer la reconnaissance par l'Europe d'un nouvel État autonome. Dans ce cas spécial, la guerre d'affranchissement peut porter le nom de *guerre de solidarité*. Au contraire la Roumanie, ouvrant en 1916 les hostilités contre l'Autriche, faisait une *guerre externe d'affranchissement* car elle savait que les Roumains de Transylvanie n'avaient point de vœu plus cher que leur réunion politique à leurs frères de la Roumanie officielle. L'initiative du conflit n'appartenait pas aux intéressés directs, les Roumains opprimés. Or, dans l'un quelconque de ces trois cas de guerre de libération, l'assaillant a un égal droit à notre respect et notre sympathie. Surtout en ces mois de victoire où l'Entente a jeté bas l'armature monstrueuse des Empires centraux et proclame la libération politique de plus de 50 millions d'hommes en Europe, nous plaindrions celui qui ne sentirait point que faire la guerre dans un but de libération n'est pas seulement un droit, mais un devoir. Il serait donc faux de penser que déclarer la guerre est toujours un tort.

plus admissible que le refus de paiement opposé au sein d'un État par un débiteur de mauvaise foi. Si la nation emprunteuse est en faillite, elle doit du moins donner à son créancier certains gages : le produit de ses droits de douane par exemple. Si elle s'y refuse et répudie sa dette, l'État créancier peut entreprendre toutes opérations qu'il jugera à propos. La mauvaise foi entre États ne saurait être tolérée. L'admettre reviendrait à tuer la possibilité même de tout engagement international. Les nations pauvres seraient les plus atteintes par cet arrêt de toutes opérations de crédit. Il serait souhaitable qu'un organisme international, obligatoirement saisi du litige par l'État créancier, soit à même de faire rendre gorge aux États débiteurs. En l'absence de cette autorité supérieure, la guerre, à défaut de tout autre procédé de règlement, apparaît non seulement comme juste, mais comme un facteur de moralité internationale. Sans cette épée de Damoclès, que d'États emprunteurs auraient trouvé expédient de se déclarer en faillite pour ne pas rendre les sommes à eux prêtées ! Au sein d'une nation, y aurait-il beaucoup de débiteurs qui rembourseraient leurs créanciers en l'absence de tous tribunaux?

Le plus souvent, par bonheur, la menace d'opérations armées suffit, car les pays débiteurs, pauvres, démunis d'armée et de flotte comme de capacité de résistance économique, cèdent à la simple apparition d'un cuirassé ou d'un croiseur. Que de fois la Turquie ne nous a-t-elle pas donné cette comédie pacifique !

Il existe une dernière cause de conflits légitimes, qui aboutit également à la guerre en l'absence de toute autorité assez puissante pour faire réformer le droit. Celui-ci, simple traité de paix ou formule d'équilibre entre les parties en présence, est, par nécessité, changeant et mobile, car ce que nous avons dit du droit intérieur à chaque nation est aussi vrai du droit international. — Entre nations comme entre particuliers, il a besoin d'être perpétuellement réformé, de façon à concrétiser sans cesse le nouveau point d'équilibre des capacités humaines en lutte. Les titres de propriété, les droits acquis, ne sont pas une base suffisante. La capacité de production économique, jointe à la volonté morale de tirer parti, par la

science et le travail, des ressources que la terre et les eaux offrent à notre activité, est d'un peuple à l'autre, d'un individu à l'autre, extrêmement diverse : presque nulle chez les races primitives, elle est très grande chez les peuples scientifiquement éduqués.

Joignons à cela que les capacités de consommation, bref les besoins des hommes sont illimités, alors qu'en dépit de tout travail et de toute invention, les moyens de les satisfaire demeurent toujours limités. Le plus juste, — de ce point de vue, — semble donc que tous les moyens de production soient répartis entre les peuples de façon que le rendement maximum en soit obtenu. Les nations en possession de l'outillage métallurgique moderne auront par exemple le droit de mettre en valeur les gisements de houille ou de métaux inexploités, sous quelques cieux que se trouvent ces derniers. Mais, de toute évidence, les peuples industriels devront partager le produit de l'entreprise avec le peuple qui a prêté le sol ou le sous-sol. Même à supposer que le peuple prêteur du gisement n'ait pas fourni la main-d'œuvre, on peut toujours penser que tôt ou tard, ce peuple retardataire aurait appris les méthodes scientifiques et aurait lui-même tiré parti des richesses naturelles de son propre sol. La nation industrielle, qui sera souvent un État colonisateur, prive donc le peuple colonisé de cette lointaine possibilité d'avenir. Elle doit donc, comme en toute association, faire un partage des fruits.

Il faut même aller plus loin et noter qu'une théorie exclusive ne peut, en fait d'équité sociale, être admise. *Le travail et la capacité technique* ne sauraient être les seuls facteurs de la justice distributive. Il faut faire sa place — une large place — à la souffrance humaine, bref au besoin, ou plutôt à la *plus grande intensité des besoins concurrents ressentis* par les peuples. A côté de la capacité réelle de production, la capacité organique et normale de consommation nécessaire pour vivre. Telle est la solidarité sociale que les gueux les plus paresseux ou les plus impotents rendent peut-être quelques services, si impossibles à chiffrer soient-ils, à l'ensemble de leurs concitoyens — quand ce ne serait que la crainte de la misère que leur vue inspire. Mais quand

bien même cela ne serait pas, la pitié humaine est un fait; l'humanité se mutilerait à diminuer ou nier toute sensibilité émotive. Le besoin cruel, la souffrance que cause l'insatisfaction des désirs élémentaires donne à l'homme un certain droit à recevoir. Mais aller plus loin, dire que les richesses devraient être réparties entre les hommes à proportion de leurs besoins serait violemment inique, car alors quelle prime à la fainéantise ! Rien non plus ne saurait être aussi maladroit, car ceux dont le besoin serait le plus grand seraient presque toujours les plus incapables et les plus paresseux, de sorte qu'à suivre ce critérium, les richesses seraient la plupart improductivement consommées par des oisifs ; et les éléments travailleurs, mal nourris, diminueraient leur production : l'humanité entière s'appauvrirait rapidement. Il y a donc un degré à ne jamais dépasser, même dans l'altruisme. Au demeurant, qu'est-ce donc que la justice sociale, le droit? Entre peuples ne sont-ils pas encore plus difficiles à fixer qu'entre individus? Mais il est certain qu'ils existent quelque part dans une *conciliation convenable de ces deux principes distincts* : *le travail utile d'une part, le plus grand besoin ressenti de l'autre.*

Nous aboutissons ainsi à une théorie complexe qui pourrait s'intituler la loi de suprématie des plus intenses capacités humaines — capacité de production d'une part, besoin de consommation de l'autre. Mais qui dit capacité dit, en fin de compte, force ou puissance. Il n'en faut pas plus pour inciter certains esprits à prétendre que cette théorie est analogue ou identique à la théorie allemande de la force seul fondement du droit. Et on ajoute : voici bien des années déjà, les Allemands, et à leur tête Treitschke, enseignent que les traités n'ont qu'une valeur relative et momentanée, car ils marquent le rapport éphémère qui existe entre les forces de deux ou plusieurs peuples. — Cependant cette vague analogie de termes ne démontre rien, car tout le problème est de savoir quelle conception les Allemands se font de la force qui conditionne le droit. A la base de leur raisonnement il y a toujours la conviction naïve et monstrueuse que, représentants de la race élue, seuls ils ont des intérêts et des droits. Ainsi, systématiquement, ils ne tiennent jamais compte que des activités ou

des forces allemandes. Seconde erreur : ils entendent par force (à titre essentiel ou même exclusif) la seule puissance matérielle, la seule force de coercition militaire. Là est entre nous une opposition capitale. Le droit pour eux c'est de s'emparer par violence de toute population hostile et de toute richesse étrangère sur lesquelles ils peuvent faire main basse. Nos ennemis sont logiques avec eux-mêmes. Du moment qu'ils nient ou bien oublient l'existence du droit des autres, il est inévitable que leur force matérielle s'identifie avec leur droit. Et c'est là leur pensée à tous. Mais la base du raisonnement est scandaleuse.

Quel rapport entre cette doctrine de confiscation et de vol à main armée et la nôtre qui affirme que les richesses naturelles et les produits doivent être partagés entre les hommes tout à la fois d'après leurs capacités de production et leurs besoins de subsistance? Quelle autre formule atteint sans doute à une plus exacte justice distributive? — En dénaturant une doctrine, il est toujours aisé de la rendre insoutenable, mais un semblable procédé ne condamne que ceux qui y recourent. Quant au fait que nous sommes d'accord avec les auteurs allemands pour constater la valeur momentanée des traités, nous ne saurions en être émus. Suffirait-il qu'une théorie soit partagée ou découverte par un Allemand pour devenir, par là même, fausse? Une si étrange phobie serait une victoire pour nos ennemis qui auraient ainsi en mains le moyen de nous précipiter dans l'erreur. Faut-il répéter que la vérité scientifique demeure la même, quelle que soit la nationalité de ceux qui, les premiers, l'ont exposée?

Nul ne peut affirmer quelle combinaison réalise dans chaque espèce pratique le maximum d'équité, mais il n'est pas douteux que la justice ne saurait être l'immutabilité. Un droit ne demeure jamais acquis : le droit ne se possède pas, il se réacquiert perpétuellement. Par cela même qu'il a existé longtemps, tout droit devient injuste. Mais les peuples, soit devenus riches et un peu inactifs, soit demeurés barbares, incapables d'exploiter leurs richesses et hostiles à toute influence externe, refusent d'habitude aux étrangers le droit d'intervenir. Au contraire telle nation, autrefois peu nombreuse et purement agricole, qui a vu sa population doubler ou tripler et acquis

une activité industrielle intense, désirera obtenir une plus vaste sphère d'activité. Si elle est demeurée féodale comme l'Allemagne, elle voudra s'emparer de la terre et de la population étrangère voisines. Elle aura soif de conquêtes militaires. Elle aura tort. Parvenue à la conception démocratique, elle se contentera d'acquérir une zone d'influence coloniale s'il y a encore des terres vacantes. En tout cas elle demandera la faculté de placer ses capitaux, d'exploiter les richesses minérales des pays moins industrialisés, acceptant de partager équitablement produits et bénéfices avec la nation concédante. Si la nation à demi oisive refuse, et que nul organisme international puissant ne peut intervenir, c'est le conflit armé. A tort nous dirions injuste cette guerre due à la fois à une capacité industrielle supérieure et à un inégal accroissement des besoins économiques. Pas plus que les guerres de libération nationale ou de remboursement des capitaux prêtés, ces guerres de réformation du droit écrit, de réadaptation des traités à l'équité entre nations ne sont à blâmer. Au contraire leur disparition pure et simple retirerait à l'humanité un immense facteur de moralisation.

Les nations stagnantes ont des obligations vis-à-vis des nations progressives et laborieuses. Le fruit de la paresse ou de l'ignorance est une diminution de pouvoir, mais en tout, il y a la manière. *Il est rare malheureusement que les nations progressives n'exagèrent pas leurs droits à réclamer des nations assoupies une trop brusque régression de leurs pouvoirs.*

Rien ne serait certes aussi contraire à notre pensée que faire l'apologie de la guerre, mais il nous faut laisser à des hommes de parti pris, incapables d'analyse, l'imprudence de contester le rôle utile, indispensable même qu'un grand nombre de guerres ont joué jusqu'à ce jour car les expéditions de pure et vaine conquête n'ont point sans doute formé dans l'histoire la majorité des conflits armés. Ayant compris le passé, nous voudrions savoir améliorer l'avenir.

*
* *

La guerre a, jusqu'à maintenant, eu pour fonction propre de révolutionner le droit. Ce fut là son grand office historique.

La loi de la vie étant le changement, soyons assurés que *jamais la lutte entre peuples ne disparaîtra de la terre. Seulement cette lutte peut, elle doit* — et cela sera capital — *changer de forme.* La guerre par les armes est sauvage et cruelle, déshonorante même. Mais quel succédané donner aux conflits sanglants? Nous croyons que, pour réaliser cette métamorphose, il suffit, mais il faut que la Société des Nations future prenne modèle sur la pratique interne de chaque État sainement analysée. Tout le problème est là. On commet une erreur capitale en croyant qu'un tribunal et une armée sont essentiels à la Ligue des Nations. Ce sont les deux choses seules dont elle peut presque se passer. Et il n'y a, à affirmer cela, aucun paradoxe.

Il n'est point vrai que le juge et le gendarme maintiennent à eux seuls, ni même à titre principal la paix dans les États modernes. C'est avant tout le législateur qui a ce mérite car son office pacifique est de modifier, parfois de bouleverser le droit. Une doctrine idyllique et désuète enseigne que le législateur doit tenir la balance égale entre les classes sociales. Ce serait peut-être à recommander si cela était jamais possible. Mais comment ne pas voir que toute loi, quelle qu'elle soit, ne peut pas ne point profiter à telle catégorie de citoyens plutôt qu'à telle autre? Un suffisant équilibre entre les classes étant favorable, nécessaire même à la vie de toute collectivité, il faut que les pouvoirs publics s'employent à favoriser l'ascension des classes pauvres au détriment des classes fortunées, — propriétaires (les statistiques de l'annuité successorale le prouvent) de beaucoup plus que la moitié de la fortune nationale. De fait, en chaque pays, le Parlement a pour office, essentiel peut-être, de rendre le recours à la force inutile pour les classes populaires, les pouvoirs publics faisant progressivement acquérir à ces dernières des revenus améliorés. Ainsi les facultés légales et l'aisance matérielle des classes salariées s'accroissent de pair, au fur et à mesure que le rôle effectif de celles-ci augmente dans la vie nationale.

Le Parlement établit sans cesse la paix entre les partis représentants des diverses catégories sociales car, sans cesse, il crée à nouveau, il réforme le droit. Il est donc par essence un instrument révolutionnaire. Comment méconnaître que

l'office du juge et celui du législateur sont précisément inverses?

Qu'une assemblée politique internationale, comprenant un nombre de délégués proportionnel aux forces réelles de chaque pays, — forces économiques, financières, éventuellement militaires — soit constituée. Qu'en cas de différend entre États associés, cette assemblée soit prise non pour juge, car il ne s'agit pas de juger, mais pour autorité souveraine, chargée de créer le droit nouveau, — et vous pourrez espérer que les peuples voudront bien s'éviter les horreurs de la guerre armée. Les partis et les États lutteront au sein de l'Assemblée internationale tout comme aujourd'hui luttent entre eux les partis au sein des Assemblées nationales. La guerre ne disparaîtra pas du monde, elle se métamorphosera, sa forme s'altérera. On voit donc ce qu'il y a de profond et de vrai *en partie* dans la théorie pessimiste de ceux qui disent la guerre éternelle et salutaire aux hommes. Il est exact qu'il faut à l'humanité un organe actif de réformation, sinon de révolution dans l'ordre international. Mais rien n'empêche, tout, au contraire, oblige à substituer aux formes barbares de la lutte par les armes les formes perfectionnées de lutte au sein d'un corps politique. Si l'Assemblée internationale est composée de telle sorte qu'elle reproduise aussi fidèlement que possible les forces vives de chaque pays, pourquoi les peuples n'accepteraient-ils pas le verdict du vote, de préférence au verdict des armes? La loi de la majorité politique vaut, en tout état de cause, mieux que la loi des armes.

Une Cour de Justice ne saurait de beaucoup avoir la même efficacité qu'un Parlement, une Assemblée internationale. Un tribunal est un collège de juges dont l'office est de dire le droit, c'est-à-dire de déterminer le sens des engagements souvent confus pris par les intéressés ou le sens des droits et obligations que la loi leur confère ou impose. Bien loin de modifier le droit, le juge ne le crée pas, il le maintient en dépit de l'obscurité des textes. Un juge est, par essence, un conservateur des droits acquis. La petite Hollande a pour devise nationale : « Je maintiendrai. » Le juge peut prendre la même ou celle-ci : « Je conserverai. » Or, où a-t-on vu que des désaccords fréquents se produisaient entre États dans l'interprétation des traités signés par eux? *Les guerres sont-*

elles la conséquence de désaccords juridiques nés de l'ambiguïté des conventions signées? Qui songerait à le soutenir? Non, elles naissent de ce que les peuples, toujours en perpétuelle évolution, ont besoin d'une continuelle réadaptation du droit aux nécessités vivantes. L'enfantillage de la conception du tribunal, juge souverain des peuples, saute aux yeux. Or cette conception simpliste n'est pas seulement le fait de la foule ignorante : le plus souvent elle est celle des gouvernants !

Les différends entre peuples ont très rarement une base juridique. Presque toujours ils sont uniquement des problèmes de capacités et de besoins — bref de puissance. Quel bruit n'a-t-on pas fait dans le clan des pacifistes autour de l'arbitrage de la Cour de la Haye dans l'affaire dite de Hull? Or quelle plus insignifiante chose que cet incident? L'escadre russe étant en guerre prend pendant la nuit des chalutiers de pêche anglais pour des torpilleurs japonais et, affolée, tire. Ridicule méprise ! Que la Russie ait dû payer les frais de ces bateaux de pêche coulés, cela est très compréhensible. Mais appelle-t-on cela un conflit entre grandes nations? Heureuse humanité, où les conflits entre peuples reviendraient à débattre le prix marchand de quelques barques chavirées par mégarde !

Au degré près, toutes les affaires solutionnées par voie d'arbitrage ressemblent à cette aventure de pêche. L'irritation de la presse anglaise à la suite de cette méprise prouve non la gravité de l'incident, mais la susceptibilité nationale de la Grande-Bretagne. Ont seuls été soumis à l'arbitrage les différends pour lesquels en tout état de cause les gouvernements étaient résolus à ne point recourir aux armes. A défaut de l'auguste assemblée de la Haye, n'importe quel homme pris pour arbitre par accord amiable aurait fait aussi bien. Mais le jour où de véritables conflits internationaux se sont levés en Europe, le jour où l'Austro-Allemagne eut décidé qu'il lui fallait Salonique et la voie de Bagdad, de quel poids ont pesé la Cour de la Haye et tout son protocole? Même si la guerre avait pu être évitée, elle n'aurait été qu'ajournée car le bouleversement de la carte d'Europe était indispensable.

Par profession même (l'enseignement et la pratique du droit s'interpénétrant sans cesse), nous serions tenté d'exa-

gérer le rôle des magistrats. Mais nous n'avons, de notre vie, ouï dire que les codes et les lois étaient capables d'indiquer à un juge comment déplacer une frontière pour satisfaire au principe des nationalités, ou bien fixer quels droits économiques, quelle faculté de transport par voie ferrée ou par fleuve un peuple étranger devra acquérir sur le territoire d'un pays voisin tombé en décadence. Il n'y a point là matière à juridiction.

On nous accordera sans doute que la justice de la cause des nationalités opprimées par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie tsariste était la même en 1913 qu'aujourd'hui en 1919. Le bouleversement de la carte d'Europe qui est en train de s'effectuer, est souverainement juste, toutes erreurs de détail mises à part. Or peut-on penser qu'une Cour d'arbitrage internationale, si auguste fût-elle, aurait jamais osé bouleverser les frontières, tirer deux grands États, la Bohême et la Pologne, du néant, — si l'on en juge par l'apparence extérieure, — porter les limites de l'État serbe de Belgrade à Fiume, joindre à la Roumanie les rives du Dniester proche d'Odessa et les monts de Transylvanie?

Qu'on veuille se poser avec loyauté cette simple question et l'on comprendra — cruellement — combien la guerre ou tout autre organe de réformation du droit — donc de révolution — demeure fatal, même en présence d'une Cour de justice internationale. Qu'auraient pu faire les « Grands Juges » assemblés en 1913, sinon s'incliner devant les frontières politiques, telles qu'elles résultaient des traités signés?

Mais faisons une hypothèse folle : imaginons que jamais un magistrat ait la témérité de déchirer de sa propre autorité une loi ou un traité, c'est-à-dire de commettre, au sens légal du mot, une forfaiture, dans un but de justice supérieure. Toute autorité lui manquerait pour se faire obéir des peuples. A-t-on jamais songé aux accès de rire et de colère agressifs qui auraient secoué non pas seulement l'empereur, mais tout le peuple allemand, socialistes et ouvriers compris, si une Cour de Justice avait en 1913 déclaré juste le retour de l'Alsace-Lorraine à la France et l'érection de la Pologne en État autonome avec Dantzig et la Vistule? Comment les peuples que ces modifications léseraient, s'incli-

neraient-ils devant l'arrêt de magistrats jugeant, au su et au vu de tout le monde, en dehors de toute loi existante? Le reproche d'arbitraire serait partout, car on sait que l'office du juge n'est pas d'innover. En effet un juge s'insurgeant contre la loi, quoi de plus imprévu? Les évolutions de jurisprudence sur lesquelles certains auteurs, notamment M. Maxime Leroy, fondent de si grandes espérances, ne sont possibles qu'en l'absence de lois sur la matière ou en présence de textes confus et contradictoires. Et que sont-elles, à tout prendre? Elles mettent cent ans à faire moins que le législateur en une journée. Et les innovations réelles, celles qui n'ont pas leur base dans une loi ou un texte analogues, demeurent toujours impossibles au juge. En quel pays du monde a-t-on d'ailleurs vu les magistrats être des révolutionnaires, eux les gardiens de l'ordre établi? Envisageons un problème où la solution était mille fois plus aisée qu'en fait de conflits internationaux : la question des loyers pendant la guerre. Supposons que le Parlement ait donné pleins pouvoirs aux juges pour résoudre tous conflits entre locataires et propriétaires, selon les lignes de la plus grande équité. Pense-t-on que jamais les juges auraient adopté des solutions aussi radicales que le Parlement français avec les exonérations ou réductions de plein droit? Il y a des États comme l'Angleterre où le droit est demeuré essentiellement coutumier, c'est-à-dire livré à la décision du juge que nul texte écrit ne vient entraver. Or on constate que les droits coutumiers sont demeurés déplorablement traditionnels. Ce n'est point le juge anglais, mais le Parlement de Westminster qui a introduit toutes les grandes innovations, quand ce ne serait que les réformes agraires en ce pays conservateur.

Avec mélancolie nous devons constater que le public — et souvent les gouvernements — se font encore les plus grandes illusions en croyant à l'efficacité pacifique des Cours d'arbitrage entre peuples. A chacun son métier : juger et légiférer sont deux choses distinctes, sinon opposées.

Dans une organisation internationale, la Cour de Justice ne peut avoir entre les gouvernements adhérents qu'un rôle, — minime, — celui de fixer en cas d'hésitation le sens des engagements contractuels signés ou de condamner aux répa-

rations correspondantes tel État coupable d'une faute vénielle, en la personne de ses agents.

Même au cas où la guerre naît du refus de remboursement par la nation débitrice des richesses prêtées, le juge, remarquons-le, serait incompétent ou insuffisant, car les moyens d'exécution par lesquels un État créancier se fait rembourser par son débiteur ne peuvent pas être assimilés à ceux en usage entre particuliers. Là encore le degré d'emprise de l'État créancier sur l'État failli doit varier selon le degré de décadence ou d'incapacité de l'État débiteur. C'est une question d'art au moins autant que de justice : le politique sera là à son affaire, non le juge.

La vérité nous paraît extrêmement claire et simple. De nos jours, quiconque veut commander avec autorité doit avoir été élu. Le dogme de l'élection par le peuple au point où il est partagé par nos contemporains, est très probablement absurde. Mais il est. L'élection populaire, c'est, de nos jours, l'Esprit saint descendant sur la tête du roi et lui conférant la puissance souveraine. Seulement au lieu d'avoir un seul roi, oint du Seigneur, nous en avons huit ou neuf cents, ce qui est beaucoup plus absurde. Qu'un médiocre ou un imbécile parvienne, par basses flatteries, à se faire élire et, de méprisé qu'il était hier, il sera respecté demain. Bref, il n'y a plus dans nos sociétés qu'une force commandante : les pouvoirs élus.

La charte de nos démocraties, c'est la loi du nombre, la loi du plus fort exprimée par l'élection. Une Assemblée législative internationale formée par délégation des Parlements nationaux aura donc — seule — l'autorité voulue pour modifier les bornes territoriales puisque la loi résulte d'un combat et que, toujours, le plus faible a reconnu la force du vainqueur. Si l'Assemblée est, entre peuples associés, équitablement composée, soyons sûrs que le plus fort sera aussi le plus juste.

Jusqu'à maintenant, en l'occurrence, le militaire et le diplomate tranchaient seuls. Par une erreur complète, beaucoup ont demandé que, désormais, le juge ait la décision. Nous proposons, nous, que ce soit le politique, l'élu. Au lieu de généraux en lutte sur le champ de bataille, des législateurs

communs prononceront la décision. N'en déplaise à de trop ambitieux partisans de l'organisation nouvelle, cette révolution est capitale.

***

Le 14 février 1919 les délégués alliés à la Conférence de la Paix, réunis en assemblée solennelle, rendaient public le projet de pacte de Société des Nations formée « en vue de favoriser la collaboration des nations et de leur assurer la paix et la sécurité ». Le 28 avril dernier, le projet, légèrement modifié, était converti en pacte définitif. Il repose sur des principes assez clairs, quand on prend soin de dépouiller le texte de ses obscurités apparentes.

A la base de la Ligue, des sessions, groupant en assemblée les délégués des États adhérents, — chaque État ayant droit à une voix, — se tiendraient à intervalles réguliers. A côté de cette assemblée existerait le Conseil exécutif de la Ligue, comprenant les représentants des cinq grandes puissances alliées, plus quatre représentants de petits ou moyens États désignés par l'assemblée des délégués. Ce Conseil exécutif, véritable organe maître de la future Société des Nations, se réunirait fréquemment, au moins une fois par an. Assemblée et Conseil exécutif seraient formés par les désignations individuelles des États, sauf peut-être les quatre représentants au Conseil des petites nations. Au contraire le dernier organe de la Ligue, le Secrétariat permanent, serait nommé par le Conseil exécutif, agissant comme organe de la Société des Nations. Assemblée de délégués et Conseil exécutif seraient des organes internationaux au sens propre du mot, c'est-à-dire formés entre nations. Le Secrétariat permanent seul serait un organe fédéral, ne tenant son pouvoir d'aucune nation déterminée.

Trois grands principes énoncent toutes les obligations des membres de la Ligue. Les États conviennent que « le maintien de la paix nécessite la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale en tenant spécialement compte de la situation géographique de chaque pays et des circonstances » (article 8). Ainsi le principe de la limitation des armements entre nations est-il nettement

affirmé. Mais aucune règle ne précise encore selon quels principes cette diminution d'armements sera effectuée : « Le Conseil exécutif est — simplement — chargé d'établir le plan de cette réduction. »

Les États « hautes parties contractantes » s'engagent, en deuxième lieu, à se garantir mutuellement « leur intégrité territoriale et leur indépendance politique ». Cette clause de commune protection contre toute agression extérieure est de beaucoup, à notre sens, l'engagement le plus important du pacte. Certes il ne présente aucune nouveauté, étant le but essentiel de toute alliance politique, dont il forme une clause de style. Mais, énoncé en ce moment par les États-Unis, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, ratifié par nos alliés et demain par plusieurs États neutres démocratiques admis dans la Ligue, il revêt une importance exceptionnelle. En face de l'Allemagne et de la Hongrie, violemment hostiles, et de la Russie mystérieuse, susceptible de défaillances nouvelles, il assure non cet équilibre de puissances qu'à grand tort, selon nous, on présente comme le but et le principe de la politique mondiale, mais la suprématie des puissances pacifiques sur les puissances germaniques demeurées annexionnistes et brutales, — impénitentes toujours. — En ses huit lignes courtes et banales, l'article 10 du projet assure peut-être au monde un demi-siècle au moins de paix.

Les États membres de la Ligue souscrivent une dernière obligation. « Aucune nation, a déclaré le président Wilson en son discours récent, ne devra faire la guerre, avant que tous les moyens de régler le différend qui peut donner lieu à conflit, aient été essayés pleinement et équitablement. » Ainsi la Ligue, non seulement n'interdit pas à ses membres d'entrer en guerre dans certaines circonstances avec un État étranger non adhérent, mais *la guerre entre États associés n'est pas absolument interdite*. Elle n'est que vivement déconseillée. Avant d'entreprendre une guerre avec un État coassocié, les États antagonistes devront solliciter un arbitrage si le différend, à leur avis, est susceptible d'une pareille voie de règlement (article 13). Les antagonistes auront le choix de désigner à l'amiable des arbitres ou de s'en remettre à la décision de la « Cour permanente de Justice internationale ».

Si le différend ne paraît pas solutionnable par voie d'arbitrage, c'est-à-dire s'il est trop grave pour que l'autorité d'arbitres soit reconnue et leur décision exécutée, le Conseil exécutif se saisira du conflit. S'il a la chance de parvenir à une opinion unanime, abstraction faite des puissances parties au litige, il « recommandera » la solution qui lui semblera juste, mais, en aucun cas, il ne pourra décider. S'il y a désaccord au sein du Conseil, la minorité et la majorité publieront chacune un exposé contenant les recommandations que l'une et l'autre considèrent comme justes et utiles » (article 15). Mais de toute façon, qu'il se forme ou non un accord unanime des puissances, la guerre ne pourra intervenir que trois mois au plus tôt après que les arbitres auront rendu leur décision ou que le Conseil aura publié sa recommandation ou ses rapports divergents (article 12). Enfin aucune des puissances antagonistes ne devra recourir à la guerre contre tout membre de la Ligue qui se conformera à la sentence des arbitres ou à la recommandation du Conseil. En d'autres termes, s'il y a arbitrage rendu ou recommandation formulée à l'unanimité en dehors des parties en cause, aucun des adversaires n'aura le droit d'entreprendre la guerre si l'autre se conforme à la sentence arbitrale ou à la recommandation des puissances.

Hors ces deux cas, la guerre demeure permise après une attente de trois mois.

Quel jugement porter sur le projet de pacte de la Conférence de la Paix? Une critique du texte, article par article, pourrait faire ressortir les imperfections de détail ou même les graves difficultés pratiques que l'application du pacte risque d'entraîner ; mais nous n'atteindrions pas à l'essentiel qui est le suivant : *oui ou non, la méthode générale à laquelle le projet a recours — la diplomatie — est-elle de nature à écarter toute guerre à venir?*

Quatre méthodes pour solutionner les conflits entre États peuvent être proposées, et point davantage : deux méthodes en usage depuis l'origine du monde, — *la guerre, la diplomatie* — deux autres toutes nouvelles qui demeurent en espérance, — une *Cour de Justice* internationale, un *Parlement commun* à compétence limitée. La conscience moderne repousse la

guerre comme une méthode barbare et coûteuse. La méthode diplomatique n'a, dans le passé, guère compté que des échecs : l'histoire des Diètes germaniques est là pour en témoigner. Le raisonnement démontre la stérilité de la méthode judiciaire. Seule reste la méthode parlementaire qui, analysée avec soin, s'affirme efficace. Cependant les Alliés réunis à Paris n'ont pas cru nécessaire de recourir à ce dernier procédé si nouveau. Alors que l'opinion publique les croyait — qu'on nous permette l'expression — lancés sur la fausse piste de la méthode judiciaire tant prônée depuis les Conférences de la Haye, les ministres alliés, déroutant les pronostics, ont élu pour moyen de solution le vieux, l'archaïque moyen de la diplomatie.

Des félicitations leur sont dues pour n'avoir pas sacrifié à l'idole du jour : la Cour de Justice. Leur œuvre marque un *coup de barre complet*. Un modeste petit article — l'article 14 — mentionne la création d'une Cour de Justice internationale, mais tout démontre que ce tribunal est là presque pour la forme. Cette Cour n'a, de plein droit, aucune compétence. Les nations en litige ne la saisiront de leur différend que par accord mutuel, si elles y consentent toutes, traduisez : quand le différend sera de si minime importance que même un juge ordinaire aurait la compétence et l'autorité pour le trancher sans embarras. Dès que l'affaire sera sérieuse, les premiers ministres des cinq grandes puissances auxquels seront adjoints quatre délégués des petits États, réunis en Conseil exécutif, interviendront seuls. Soit, mais le problème ne se trouve pas tranché par là. Que vaut en effet le mécanisme proposé?

La diplomatie a-t-elle jamais été capable d'éviter une guerre? Il n'y paraît pas, car elle n'est qu'un moyen de négociation. Que, par des transactions plus ou moins loyales, les diplomates réussissent à ajourner les guerres : oui, de toute évidence, mais ces ajournements ne dénouent rien, car *les joutes diplomatiques ne donnent pas la mesure de la vitalité des peuples*, elles ne sont pas un critérium de leurs droits réels. L'État le plus minuscule peut afficher en négociations les plus folles prétentions : rien n'obligera ses diplomates à céder, — que la guerre. En un langage souvent alam-

biqué, la diplomatie tire la conclusion des guerres ou elle masque un temps la nécessité d'un statut international nouveau. Depuis que le monde existe, ce sont seulement les armées en campagne qui ont donné les solutions entre peuples. Le diplomate est le corollaire, l'accessoire du général vainqueur, ou si l'on préfère, la diplomatie est le trait qui souligne et clôt l'addition : elle n'est point l'addition elle-même.

Au demeurant les Alliés ont constitué une simple Alliance judiciaire renforcée d'une Alliance politique. Mais la cohésion, dès maintenant, y est toute précaire. *Telle qu'ils l'entendent, la Ligue des Nations existe déjà sous la forme de la Conférence de la Paix*, et spécialement du « Comité des quatre ». Nous ne voyons pas que l'unanimité y soit trop aisément obtenue. La Ligue projetée s'analyse en premier lieu comme constituée par l'Entente stabilisée et accrue, demain, de quelques petits États neutres démocratiques, Suisse, Norvège, Danemark... Cependant, par une heureuse innovation, cette Entente élargie va posséder un statut politique et juridique : réduction des armements; commune protection contre les nations extérieures ; système d'arbitrage ou de conciliation. Amalgame et mise au point des ordinaires conventions d'alliance politique et des traités d'arbitrage signés depuis dix à vingt ans, la Ligue proposée — nouvelle sans être originale — réalise à peine ce type de groupement que nous avons dénommé une Ligue fédérale. Cependant si les instruments matériels sur lesquels elle repose ne sont pas bien neufs, l'esprit qui anime ce pacte est nouveau. Pour la première fois un souffle d'idéalisme humanitaire vivifie les traditionnelles formules des chancelleries.

Révolutionnaire par son esprit, l'organisation nouvelle demeure archaïque par ses méthodes. Aussi a-t-elle pour caractéristique essentielle d'être une *œuvre de transition* : elle clôt une époque et en prépare une autre. Dans sa forme et avec ses méthodes actuelles nous ne pensons pas qu'elle puisse subsister longtemps. Elle devra, pour vivre, perfectionner son mécanisme. Nous craignons que le Conseil exécutif ne soit souvent paralysé car, voué à la règle de la quasi-unanimité, il n'aura pas de puissance d'innovation et de décision, et

ne pourra pas modifier le droit entre peuples conformément aux faits nouveaux. Les États en conflit interpréteront les modifications à apporter aux traités de façons d'autant plus divergentes que nul principe de solution n'a été esquissé par le pacte, sauf à l'endroit des colonies. Les problèmes d'Europe ayant une bien plus grande acuité, il eût été beaucoup plus urgent de présenter par exemple les lignes maîtresses d'une théorie complexe des nationalités. L'Italie et la Serbie ont toutes deux, à des degrés divers, collaboré à la rédaction du texte : n'aurait-il pas mieux valu qu'elles conviennent de l'importance respective qu'il faut reconnaître en matière territoriale aux vœux des populations, aux facteurs géographiques et stratégiques, ou même à ce que l'on dénomme les droits historiques?

Si elle n'améliore pas son mécanisme, la Société des nations, déchirée par des intérêts politiques divergents, perdra son caractère d'Alliance politique et tombera au rang de simple Alliance judiciaire. Échouant ainsi à demeurer une Ligue fédérale, elle serait une réédition à peine améliorée du groupement juridique formé en 1899 et 1907 à la Haye, et sans gloire ni méchanceté, elle devrait poursuivre une inactive vie.

La Société des Nations, si elle renferme d'immenses lacunes, a du moins le mérite de demeurer assez souple. L'imprécision même de ses formes ménage la possibilité d'heureuses modifications. Peu de choses sont à retrancher du pacte si beaucoup sont à y ajouter. Les Alliés ont tiré le meilleur parti de très vieilles méthodes de gouvernement. Espérons que l'organisme constitué fonctionnera assez bien comme Alliance politique chargée de garantir les résultats essentiels de la grande guerre. Mais, tôt ou tard, si elle ne se transforme pas en un Sur-État doté d'un Parlement interallié, la Ligue échouera à rendre inutile le recours aux armes.

L'erreur qui a engendré les principales imperfections du pacte a été, croyons-nous, le désir de faire tout de suite trop grand. Comme naguère aux Conférences de la Haye, les rédacteurs du pacte de Paris ont voulu bâtir un édifice où les États de l'Univers pourront, tôt ou tard, tous entrer. Déjà quatorze États ont adhéré, dont le Japon, la Chine et le Brésil.

A notre sens ces trois États sont de trop. Que des pays féodaux et d'une mentalité si prodigieusement différente de la nôtre, comme la Chine et le Japon (car le Japon n'a qu'un vernis occidental), qu'un pays lointain et instable comme le Brésil aient donné leur consentement, — voilà qui nous paraît de nature inquétante. A trop embrasser on étreint mal. Demain les 54 États du monde, sans compter les Dominions, seront sollicités, à part les quatre États ennemis. C'est beaucoup trop, car la solidité d'un groupement international est d'autant plus faible qu'un plus grand nombre d'États y a adhéré. Heureusement, du fait de la représentation des petits États par quatre délégués seulement, l'adhésion de ces derniers sera surtout de pure forme.

Voulant embrasser tous les États de la terre, la pensée n'a pas pu venir aux rédacteurs du projet de proposer une limitation — même restreinte — de la souveraineté nationale et de créer un Sur-État. Or là était le nœud du problème. Un Parlement commun, doué à l'origine d'une simple autorité consultative, aurait seul fourni aux associés un instrument de décision, vrai succédané de la guerre. Prier les Parlements nationaux des pays démocratiques de nommer chacun une délégation au Parlement interallié n'aurait, sans doute, pas été à l'issue de cette grande catastrophe sanglante, une œuvre trop ambitieuse. Les peuples auraient admis cette grande innovation. A juste titre la délégation du Canada a-t-elle — mais sans succès — proposé la constitution d'une Assemblée législative entre Alliés. Nos gouvernements ont mieux aimé rester fidèles à des formules anciennes, vivifiées — ils l'espèrent — d'un esprit nouveau. Ce qui est fait demeure. Souhaitons à la Ligue de ne pas trop tôt se disjoindre. Elle deviendrait en tout cas une formule morte si, par folie, l'Allemagne y était admise : celle-ci ne pourrait avoir d'autre but que de diviser le nouvel organisme et le désarmer aussitôt.

Telle qu'elle se présente, la Ligue est un effort sincère mais encore bien timide de progrès dans l'ordre international. Elle nous paraît précieuse moins pour ce que, déjà, elle réalise que pour les germes qu'elle a déposés dans la conscience des peuples. La Conférence de la Paix n'a pas forgé un instrument efficace de décision entre les peuples, mais elle

a préparé les voies à cette grande œuvre. Pourquoi un Sur-État entre la France, l'Angleterre, les États-Unis et nos alliés d'Europe ne pourrait-il pas se constituer, qui serait le cœur et le centre vital de la Ligue? Déjà nos trois Parlements — fait sans précédent — vont avoir l'honneur de conclure par leur vote une alliance franco-anglo-américaine. Cette intervention de nos Assemblées élues et cette entente entre peuples parvenus au même degré de démocratie marquent un progrès décisif vers ce groupement supérieur d'États auquel l'avenir appartient.

BERNARD LAVERGNE

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LA JOURNÉE BRÈVE

I

NATIVITÉ

La nuit d'été, courte et sereine, faite de deux crépuscules, s'achevait; lorsque Philippe ouvrit, comme un voleur, la porte de la bibliothèque, il vit clairement les grands fantômes des arbres sur le ciel, demeuré pâle depuis hier soir, et qui pâlissait encore à l'approche du jeune matin.

Jamais il ne pénétrait avec indifférence dans ce lieu consacré, ni, comme dans les autres pièces de l'appartement, avec une émotion familière et tiède. Ici pourtant, il était plus qu'ailleurs chez lui, mais comme le prêtre est chez lui dans son église ; ordinairement seul : il ne songeait pas à en exclure sa femme, compagne intime du corps et de la pensée ; mais il appréciait la réserve de Madeleine, qui s'abstenait de l'y venir joindre parce que « la femme ne monte pas à l'autel », ou n'y venait que mandée par lui et ne franchissait point le seuil sans murmurer en souriant quelque ingénieuse variante du *Domine non sum digna.*

L'habitude rendait machinale, et ne blasait point cependant, cette religion qui tenait en crainte Philippe à l'aspect de la cité des livres ; cité morte, où reposent, ainsi que dans un columbarium, tous les restes et toutes les cendres du génie humain. Son premier regard essayait toujours de compter tant de volumes. Leur pêle-mêle, non moins que leur foule,

le décourageait : il baissait la tête et sentait à chaque fois, comme une fugitive mortification, sa solitude et sa chétiveté. Il ne pouvait se défendre de relever la vue, pour admirer cette chose de beauté dont la caresse ne le lassait point : la tapisserie sans paysage ni personnages que faisaient au mur les reliures diverses et que le hasard seul avait composée.

Il aimait aussi — vanité d'auteur — la décoration par lui-même inventée, dans le goût encore tout entaché de romantisme qui subsistait à cette époque, dix années à peine avant la fin du siècle : le bureau de chêne, dont la façade était un panneau de coffre ancien sculpté en haut relief, où grimaçaient des sortes de nains à la Téniers que Louis XIV eût appelés magots ; dans l'un des angles de la pièce, un escalier de chaire pour monter à l'étroite galerie qui régnait à mi-étage ; entre les deux fenêtres, ce meuble hollandais dont les volets demeuraient toujours ouverts, et dont chaque tiroir était peint d'une miniature de sainteté ; jusques enfin à ce chandelier d'église placé à gauche du fauteuil où il s'asseyait pour écrire, et à ce cierge pascal colorié au bout duquel sifflait une flamme de gaz.

Mais ce qui, plus que chaque détail, lui plaisait et flattait son snobisme ingénu, c'était l'air de dignité du logis. Il avait fait la trouvaille d'un rez-de-chaussée d'hôtel historique dans le faubourg Saint-Germain. Il possédait cette rareté : en plein Paris, un parc au moins trois fois centenaire. Il en connaissait tous les arbres par leurs noms officiels, comme Chateaubriand ceux de l'infirmerie Marie-Thérèse. Le souvenir de *René*, une curiosité littéraire, plutôt sans doute qu'un zèle sincère pour la botanique, l'avaient engagé à pousser cette étude. La nature lui faisait un peu peur ; elle l'intimidait plus que les livres. Il ne s'apprivoisait pas à la longue avec elle comme avec eux. Sa majesté le surprenait toujours et, ce matin, lui parut encore plus auguste, mais pour le coup ne l'étonna point ; car il sentait entre son cœur et elle comme un accord de plénitude, au lieu qu'on n'a coutume de sentir qu'une irritante et inconvenante discordance et comme un parti pris de contrariété.

Il lui parut que le même tressaillement qui l'agitait, agitait les plantes près de leur réveil, qu'elles étaient, comme lui,

émues. Il regarda le ciel entre les arbres, et vit que l'Aurore n'ouvre pas les portes de l'Orient d'un seul grand geste, mais par petits mouvements brefs et saccadés. Il tendit l'oreille et croyait écouter le silence ; et soudain il s'aperçut que ce prétendu silence était un prodigieux et assourdissant concert de chants d'oiseaux.

Alors, il alluma le cierge pascal, repoussa, d'une main brusque et impatiente, l'in-folio des œuvres de Platon, son divin maître, avec le commentaire de Marsile Ficin, qui était toujours sur sa table ; il prit une feuille de papier à lettres, et sans chercher les mots, sans hésiter, sans penser, il écrivit :

« Un fils vient de me naître, Rex, il y a une heure. Votre nom m'est monté aux lèvres quand je l'ai vu dans son berceau, et j'ai décidé qu'il s'appellerait comme vous : Rex. »

Puis il posa la plume, écarta le papier, relut, d'assez loin, cette phrase, qu'il n'avait pas *voulu* écrire, qui lui avait été inspirée ; et ces caractères, où il ne reconnaissait pas son écriture, ainsi que des signes magiques évoquèrent de l'oubli les choses passées, les êtres lointains : Rex Tintagel, son ami, Oxford, le premier éveil de son esprit, de sa sensibilité, cet étrange roman de son adolescence qu'il appelait : « Mon aube ardente ».

Ce fut, avec la précision fatigante des hallucinations, un de ces raccourcis de mémoire où toute une vie se résume à la minute d'un danger mortel, et où la suite pressée des événements usurpe l'aspect de l'éternité. Philippe était, pour la seconde fois, soudain et miraculeusement transporté dans cette ville où, à vingt ans, il avait eu le caprice de vivre quelques mois. Il en respirait l'air vif, les parfums d'herbes, ceux de l'eau. Il voyait si distinctement les créneaux et les tours, les clochers et les coupoles, qu'il ne pouvait se défendre de murmurer : « Ici est la cathédrale, ici Magdalen, ici la belle rotonde de la Radcliffe Camera. »

Il voyait un paysage composite, symbolique : ensemble le Parson's pleasure, où il entendait rire les baigneurs, et la Mésopotamie, jardin de délices. Ashley Bell, le grand poète exilé d'Amérique, accueilli par l'Angleterre, était là ; comme d'ordinaire coiffé d'un feutre à larges bords, vêtu grossièrement, le veston et la chemise déboutonnés, mais pareil à un

roi pasteur, et du banc de gazon où il était assis dictant des oracles comme d'un trépied ou d'un trône ; vénérable dès sa trentième année, depuis lors immortellement jeune.

Autour du maître, Philippe voyait et reconnaissait les disciples. Sur la rivière, dans le bateau plat, mollement étendu parmi les coussins rouges, lord Swanage — Swan — se penchait vers le fleuve au point que ses abondants cheveux pâles et moirés retombaient sur son visage, et il se mirait au travers, comme un Narcisse, dans l'onde que sans la troubler il effleurait du bout de ses doigts. Aux pieds de Bell, le petit Billee Liphook jouait, et il entendait la Parole sans l'écouter. A gauche se tenait l'ennemi, l'Allemand Lembach ; à droite, l'ami, Rex Tintagel. Et il semblait à Philippe Lefebvre que c'était encore le jour de sa vocation. Rex venait le chercher sur la rive opposée, l'amenait devant Ashley Bell. Et le poète demandait :

— Qui est-ce?

Et Rex Tintagel répondait :

— Mon camarade.

Philippe s'était maintes fois ressouvenu de ces choses, depuis le jour qu'il avait précipitamment quitté Oxford, à la nouvelle d'un incident de frontière, d'une guerre peut-être imminente. Il avait maintes fois rêvé qu'Ashley Bell lui faisait signe, et que Rex, pour le conduire auprès du Maître, détachait le bateau de la rive. Jamais cependant il n'était retourné là-bas, même de Londres, où il allait souvent, jamais il n'avait osé revoir la terre promise qu'il ne voulait plus appeler dorénavant que son paradis perdu. Plus redoutable que le glaive de feu au poing de l'ange, une superstition que lui-même il ne s'expliquait point lui en interdisait l'approche.

Bien qu'il y eût jadis vécu en marge de l'Université, hôte d'un suspect, d'un paria, il avait reçu l'empreinte d'Oxford, comme ces Anglais qui, après leurs études, ne peuvent plus exister ailleurs et y restent fixés. Mais surtout il avait reçu l'empreinte du mystérieux prophète, et elle demeurait sur son esprit comme les stigmates sur le corps de François d'Assise. Il n'avait, depuis lors, pu concevoir aucune pensée qu'il ne rapportât point à son maître ; il n'osait pas même les exprimer en son propre nom ; quand il essayait d'écrire, il

substituait au moi haïssable le personnage d'Ashley Bell; il le mettait en scène, il s'effaçait derrière lui. Si bien que Bell aurait pu dire de Philippe, en souriant, comme Socrate de Platon : « Ce jeune homme me fait dire bien des choses. »

Mais Ashley Bell ne parlait pas ainsi, car il ne savait rien de son disciple. Philippe, après le brusque adieu, et quoiqu'il eût le cœur brisé par la séparation, n'avait pas écrit une seule lettre à cet homme, qui durant toute sa vie en avait écrit de si amples et de si belles à ses camarades ordinaires : les vagabonds, les gens du port et les conducteurs de tramways. A peine s'était-il deux ou trois fois rappelé au souvenir de miss Florence Bell, par devoir de politesse. Sa correspondance avec Tintagel avait traîné un peu plus longtemps; mais Tintagel ne savait pas plus écrire qu'il ne savait parler : il fallait le deviner. Pourquoi Philippe, qui naguère le devinait si bien, avait-il feint de ne plus savoir lire entre les lignes de ses lettres glacées? Pourquoi lui avait-il répondu sur le même ton, du même style contraint, et bientôt cessé de répondre? Pourquoi Rex avait-il cessé d'écrire?

Un jour, après plusieurs années, il avait rompu le silence pour annoncer à Philippe son mariage. L'année suivante — l'année dernière — il lui avait annoncé la naissance d'un fils. Il ajoutait :

« Nous l'avons appelé Philippe... »

Il se gardait bien d'ajouter :

« C'est pour l'appeler comme vous. »

Mais Philippe n'imputait qu'à la discrétion raffinée de Tintagel cette absence de commentaire.

Il relut la phrase que lui-même avait écrite :

« Un fils vient de me naître, Rex, il y a une heure. Votre nom m'est monté aux lèvres quand je l'ai vu dans son berceau, et j'ai décidé qu'il s'appellerait comme vous : Rex. »

Il se demanda si cette formule, qui d'abord lui avait paru d'une solennité un peu trop biblique, n'affectait pas, au contraire, un tour trop familier.

Philippe avait aussi, l'an dernier, annoncé à Tintagel son mariage, mais le mot qu'il lui avait écrit n'était guère moins banal et impersonnel qu'un billet de faire-part. Il n'y déclarait de Madeleine que le nom. Une pudeur l'avait empêché d'en

tracer un de ces crayons où cependant il excellait. Il n'avait pas avoué à son ami ce charme qui, déjà, ne le séduisait point, mais l'attachait, cette belle santé qui était comme la saison du corps ; ni dessiné ce visage pur, sans surprises ; ce noble front où les cheveux blonds, ondés, se partageaient en deux nappes égales ; ces yeux gris qui se reposaient à loisir sur les objets et sur les âmes, ni cette bouche où il y avait autant d'âme que dans les yeux ; toute cette expression enfin de sagesse et de fidélité. Il n'avait pas écrit à Tintagel : « Celle que j'ai choisie est la compagne dont le cœur est sûr. »

Il ne lui avait pas non plus révélé qu'il avait eu la singulière fortune de rencontrer une jeune fille, comme lui-même, depuis l'enfance, indépendante et seule au monde sans y être abandonnée, réfléchie, mûre avant le temps, mais de qui la maturité hâtive n'était qu'une grâce de surcroît. A la vérité, si Philippe n'avait rien écrit à Rex de tout cela, c'est aussi qu'il était un peu fâché que Rex lui eût annoncé son propre mariage trop sèchement. Il songeait : « Je lui en dirai toujours autant de ma femme qu'il m'en a dit de la sienne. »

Sa réserve jalouse avait un autre motif. Dès le jour des fiançailles, l'intimité de Philippe et de Madeleine était devenue soudain conjugale au sens le plus noble du mot : c'était le don réciproque et absolu, la communauté de l'humble vie quotidienne et la communauté de l'esprit. Philippe ne pouvait matériellement point dérober à sa compagne les souvenirs de l'aube ardente, puisque toute sa pensée en procédait, et son travail où il ne doutait pas qu'il dût toujours l'associer. Jamais cependant il ne lui parlait de ce matin des matins d'une façon directe et positive, et elle-même ne l'interrogeait pas. Ils en respectaient l'un et l'autre, au même titre, le mystère et l'ineffable. Madeleine n'ignorait pas Ashley Bell, mais aurait pu croire à la rigueur que c'était un personnage fabuleux, et que Philippe avait imaginé ce maître de sa pensée, comme les poètes de la Renaissance les maîtresses de leurs sonnets. Oxford demeurait pour Philippe Lefebvre le jardin secret, pareil à cet autre jardin où, le soir de son arrivée, il s'était introduit presque par effraction, et où il avait médité au seuil de la terre promise.

Il était si déterminé à n'en révéler rien dans les assemblées

de profanes que, même à son ami d'enfance parisien André Jugon, il n'avait fait que des récits évasifs de ses deux termes d'Oxford. Leur amitié s'était ressaisie après cette intermittence, dont il semblait, mais faussement, que le souvenir s'effaçât parce que l'on n'y faisait aucune allusion. Ils étaient même plus étroitement liés, à rebours de la coutume, depuis qu'ils étaient mariés tous les deux. André Jugon avait fait ce qu'on appelait encore, en ce temps-là, un sot mariage. La bourgeoisie ne les excusait guère environ la fin du XIX[e] siècle, et notamment le monde artiste, qui se donnait, par contenance, des airs de bohème, mais qui était, dans le genre bourgeois, l'espèce la plus timorée. André Jugon, étudiant en médecine, avait épousé une de ses camarades, étudiante, sa maîtresse qu'il avait rendue mère.

Il eût malaisément plaidé les circonstances atténuantes. Cette brave fille, d'origine russe et qui s'appelait Sonia, était trop dépourvue de charme slave. Parmi tant d'autres jeunes filles, ses compatriotes, qu'une soif honorable de science a poussées à l'émigration, son physique ne la faisait malheureusement pas remarquer, et elle ne se recommandait pas davantage par une intelligence alarmante, ni par des doctrines hardies. Elle ne se targuait d'aucun ascétisme et n'avait point, comme la plupart des étudiantes russes, rayé l'amour de ses papiers : elle avait au contraire cédé à André Jugon avec une facilité qui était plus du Quartier latin que des milieux nihilistes.

Après la cérémonie du mariage, au lieu de devenir pour son mari, comme il semblait tout indiqué, une associée et une collaboratrice, elle s'était empressée de renoncer à la médecine, afin de se consacrer uniquement aux soins du ménage. Elle y témoignait un zèle digne de louange, mais terre-à-terre. Son honnêteté était au-dessus du soupçon, sa vulgarité était excessive. Elle manquait de toute fantaisie, et Philippe Lefebvre disait en riant que ce n'est vraiment pas la peine d'épouser sa maîtresse, quand on doit se réveiller le lendemain marié comme si on était allé chercher sa femme en province.

Cette manière de conversion de Sonia ne lui avait pas même servi à effacer la tache de la « réparation » et à vaincre le

préjugé : elle y eût sans doute mieux réussi avec un peu moins de vertu et un peu plus d'agrément. On ne se souciait pas de la recevoir ; mais elle ne se souciait pas elle-même d'être reçue, et elle avait signifié d'abord à André qu'elle entendait qu'il continuât de fréquenter seul le monde où il avait ses habitudes. Elle ne laissait pas cependant d'être fort sensible à la bonté de Madeleine Lefebvre, qui l'accueillait chaque fois qu'elle voulait bien venir ; et elle n'abusait pas de la permission, car elle avait décidément toutes les qualités, la discrétion entre autres, et une timidité extrême.

André Jugon, de qui la situation conjugale avait malgré tout on ne sait quoi de faux, ne s'était pas moins écarté de la règle dans la pratique de son métier. Il avait poussé jusqu'au bout ses études, il était ancien interne des hôpitaux, et il n'exerçait pas la médecine illégalement ; mais il avait quasiment l'air de l'exercer en amateur. Il s'était fait une spécialité de psychologie qui lui assurait une grande clientèle de femmes et surtout d'artistes ou d'hommes de lettres. Il était le directeur de conscience de tous les gens connus, sans être, à proprement parler, le médecin de personne, sauf des malades imaginaires. On causait avec lui quand on avait des troubles nerveux indéfinissables, ou même des scrupules ou des ennuis ; mais, quand on avait la fièvre typhoïde ou seulement un rhume de cerveau, on consultait un de ses confrères. Il avait trop d'esprit pour s'en fâcher.

L'excellente Sonia, qui surmontait aisément sa timidité naturelle ou sa discrétion pour rendre service et se dévouer, avait osé offrir à Madeleine de lui tenir lieu de garde. Elle était demeurée là toute la nuit. André y était venu aux nouvelles environ quatre heures du matin. Il arrivait rue de Babylone, juste comme Philippe quittait la chambre de sa femme et passait dans la bibliothèque. Après avoir jeté sur le nouveau-né un regard de parrain ou d'oncle plutôt que de médecin, il fut tout droit où il pensait trouver son ami ; et il entra assez brusquement, sans se faire annoncer, faute de domestiques, ni s'annoncer lui-même ou heurter à la porte. Philippe avait maintenu le protocole ancien de leur amitié. André Jugon avait toujours le droit, qu'il avait seul, de se croire chez lui chez Philippe Lefebvre et d'agir en conséquence. Ce sans-

gène commandé était encore plus que jadis désagréable à Philippe, et il avait cette bizarrerie d'en goûter d'autant plus la petite mortification.

Au moment qu'il entendit et reconnut le pas d'André, il se rappela soudain le matin du départ pour Oxford et une entrée pareillement brusque de son ami, dans cet appartement voisin de la place Malesherbes qui avait été son premier logis de garçon, et comme l'ébauche de celui-ci. Ses yeux tombèrent par hasard sur le billet qu'il avait commencé d'écrire à Rex Tintagel. Pour le dissimuler, il le glissa sous d'autres paperasses, d'un mouvement instinctif, mais dont l'hypocrisie puérile fut consciente ; et il observa que sa sensibilité, d'ailleurs comme celle de Jugon, redevenait enfantine chaque fois qu'il reprenait le contact avec son camarade d'enfance.

André pourtant était plus changé que Philippe. A force de jouer au directeur auprès de ses malades et pénitents ordinaires, il avait fini par subir une manière de déformation professionnelle, et s'était mis, sans y penser, à faire aussi le directeur avec Philippe Lefebvre. Leurs confidences, peu à peu, avaient tourné à la confession : d'abord réciproque ; mais, depuis assez longtemps, l'habitude de cette réciprocité semblait perdue ; sauf quand Lefebvre, par boutade, disait à Jugon, comme l'Ingénu dit au récollet : « Allons, mon ami, je t'ai conté mes péchés, tu ne sortiras pas d'ici que tu ne m'aies conté les tiens. »

Mais Philippe n'en usait plus avec André si librement. Il semblait avoir conçu, pour son camarade plus jeune, ce respect gauche, honteux, quasi contre nature, qu'ont les frères aînés pour les cadets devenus prêtres. Bien qu'il eût le sentiment fort net de sa supériorité, et une solide confiance en lui-même, il éprouvait fréquemment le besoin de ces chuchotements au tribunal de la pénitence et de ces humbles consultations. Les protestants, qui ne reconnaissent, hors Dieu, d'autre juge que leur conscience, ont souvent peine à supporter cette vaste solitude de leur for intérieur ; et Philippe n'était pas protestant en ce point. Il se flattait d'avoir éliminé aussi tout esprit catholique ; mais il dépendait trop de son hérédité pour n'être pas tenté aux heures

de crise par ce grand réconfort que promet la communication *à autrui* des secrets trop lourds, le substitut du confident et juge suprême ne fût-il, en l'espèce, qu'un laïque, docteur en médecine.

Il advint à cet incrédule ce qui advient aux croyants qui ne sentent le poids de leur conscience qu'au moment qu'ils avisent une occasion de la décharger. Philippe tout à l'heure ne pensait être bouleversé que par la joie prodigieuse d'avoir vu de ses yeux, touché de ses mains maladroites, un être vivant, fils de ses œuvres : il aperçut qu'il était en proie à une angoisse indicible et ne s'en pourrait délivrer ni même ne la saurait comprendre qu'après l'avoir expliquée à son ami. Il lui lança un regard de détresse. André était lui-même bouleversé d'avoir vu le fils de Philippe ; et toujours selon l'étiquette de leur enfance, il affectait des manières d'autant plus rudes et indifférentes que son émotion était plus profonde.

Mais il ne put garder cette attitude quand il reçut l'appel muet de son ami. Machinalement il ouvrit les bras, Philippe s'y jeta. L'absurdité de ce geste, qui ne leur avait jamais été coutumier même à douze ans, leur causa ensuite une grande gêne. Ils demeurèrent face à face, interdits. Puis Philippe alla, par contenance, fureter sur son bureau, mettre un peu d'ordre parmi ses papiers, ranger la lettre à Rex dans un buvard. André s'étendit sur le divan ; et lorsque Philippe, enfin, tourna la tête de son côté, il dit, en exagérant l'accent joyeux de sa voix :

— Eh bien, je viens de voir Philippe II.

— Qui appelles-tu Philippe II? — demanda Philippe d'une voix mal assurée, qui trahissait la surprise, la méfiance, on ne sait quelle fâcherie.

— Qui veux-tu que j'appelle Philippe II, sinon ton fils? — repartit André Jugon en riant, et cependant avec une arrière-pensée grave, que Philippe Lefebvre pénétra, qui accrut son obscure angoisse. — Ton héritier présomptif, — reprit Jugon avec une cruauté qu'il soupçonnait peut-être. — Tu l'appelleras comme tu voudras : moi, je ne pourrais jamais l'appeler autrement que Philippe II.

« Moi, songea Philippe, je le nommerai Rex ; mais seul

je lui donnerai ce nom, et dans le secret de mon cœur. Nul n'en saura rien, pas même Rex Tintagel. »

Et, retrouvant d'un geste sûr comme un geste d'aveugle le billet qu'il avait caché, il le déchira, en jeta les fragments dans une corbeille. « J'enverrai, se dit-il, à Rex le même avis banal qu'à tout le monde. »

Il releva les yeux, rencontra le regard d'André Jugon, qui voyait clair en lui, et du même coup y vit clair. Il éprouva ce qu'un parodiste a traduit assez plaisamment par ce vers :

Puisque vous savez tout, je ne vous cache rien ;

et il sentit avec plus d'urgence le besoin de déclarer à André tout ce qu'André devinait déjà. Comme aux temps lointains de leur enfance, ils aimaient aborder de plain-pied et soudainement les questions les plus transcendantes. Ils n'avaient cure des entrées en matière ni des transitions. Le sublime leur était encore si naturel qu'ils passaient sans se guinder de la platitude aux sommets de l'esprit.

— André, — dit Philippe Lefebvre d'une voix seulement un peu plus sourde, — je viens d'éprouver à la vue de mon enfant nouveau-né la plus intense joie physique et la plus affreuse anxiété morale dont il me paraît que la sensibilité d'un homme soit susceptible. J'aspirais à la paternité de tout mon désir, mais sans la connaître ; elle ne m'a été révélée que tout à l'heure et elle ne répond à rien de ce que j'avais préconçu. C'est un double mystère, qui enveloppe celui de la vie et de la mort. Nul plus ingénument que moi n'a goûté la joie de vivre, d'être, d'accroître son être et d'y persévérer. Elle n'est que l'embryon d'une autre joie, identique mais centuple, la joie de créer. Quand j'ai vu tout à l'heure que j'avais créé un autre moi, j'ai été si transporté qu'il m'a fallu toute ma bonne éducation et une sorte de dignité stupide pour ne me point mettre à danser devant ce berceau comme Saül devant l'Arche. Et en même temps, j'ai senti passer la mort...

» André, le flambeau qui vient de s'allumer m'a signifié pour la première fois qu'un jour, bientôt, mon propre flambeau doit s'éteindre. Il me semble que ma journée est près de finir ; combien elle fut brève ! Je n'ai pas trente ans, on dit que je parais moins et j'ai la faiblesse d'en être flatté. Mais

j'ai une tristesse et comme un remords quand j'aperçois — et je l'aperçois aujourd'hui cruellement — que le peu que j'ai fait jusqu'ici est proportionné à mon âge apparent, non pas à mon âge réel. Je n'ai pas grand'peine à embrasser d'un seul regard cette courte carrière. Bien que je me targue de vouloir ce que je veux, elle ne s'est pas développée à la rigueur selon la loi que je lui avais assignée. J'ai, il est vrai, sauvé mon indépendance et mon loisir. J'ai beaucoup senti, honorablement pensé... Il y a aussi, dans ma destinée, un peu trop de littérature pour mon goût.

» Sans doute, je ne suis pas devenu, ce qui est l'idéal de presque tous mes jeunes contemporains cultivés, un faiseur de romans professionnel; mais j'ai publié, — oh ! de rares idéologies, même assez hermétiques : elles ont obtenu, toutes, une singulière fortune, je dirai presque compromettante, dans un public où on ne me voit pas souvent. Tu y fréquentes davantage, et sans toi j'ignorerais peut-être que je suis quelque chose comme un prince de la jeunesse. Je le suis à peu de frais, et pourtant je m'enivre de cette gloire facile autant que de mon adolescence fausse et prolongée. Elle attiserait, s'il n'était pas superflu, ma passion d'exister et mes appétits.

» André, j'ai faim de tout, je n'ai encore tâté de rien et voici que la cène est finie. Tu vas te moquer : il me semble que je n'ai pu donner l'être sans le renoncer pour moi, comme ces animaux rudimentaires qui ne peuvent se propager sans mourir.

André ne se moqua point, mais répondit en docteur, avec une sécheresse positive :

— Tu as passé une nuit blanche, tu es bouleversé, très nerveux. Tu verras les choses sous un autre aspect, quand tu auras dormi deux heures et recouvré ton sang-froid.

Philippe aurait trouvé cette réponse d'une vulgarité choquante, s'il ne se fût assuré que Jugon parlait ainsi terre-à-terre uniquement pour le ramener sur la terre. Il lui en sut gré, et sentit même un léger apaisement.

André reprit alors, avec un peu plus de philosophie, cependant toujours familière :

— Tu viens de dire que cet accident fâcheux de mourir en se propageant n'arrive qu'aux animaux les plus élémen-

taires. Tu m'accorderas bien que tu es un être supérieur.

— Nous sommes... — murmura Philippe, avec son enfantin et charmant sourire.

— Oui, — fit André Jugon sans fausse modestie.

— Mais, — dit Philippe, — cette fameuse allégorie de la course des lampes?...

— Elle est, — repartit André, — sommaire comme toutes les allégories. Elle ne tient compte que des faits les plus généraux, elle néglige les particularités et les exceptions. Crois-tu que les aînés qui transmettent la torche à leurs cadets n'aient désormais plus rien à faire que de suivre des yeux les petites flammes vacillantes qui s'éloignent? Souvent un de ces cadets tombe avant d'avoir atteint le but, et celui qui vient de donner le flambeau le reprend.

Ils étaient l'un et l'autre de sensibilité si délicate qu'ils aperçurent ensemble le vague mauvais présage de ces derniers mots ; et André regretta de les avoir dits, Philippe eut un serrement de cœur. Ils se taisaient, gênés. Heureusement Sonia survint et leur annonça que Madeleine reposait.

— Allons revoir le petit, — dit Philippe.

Ils entrèrent, sur la pointe du pied, dans la chambre de Philippe II ; et le père, en voyant cette petite chose née de lui, eut un tel retour de joie, un sentiment si profond — presque maternel — de l'identité de cette chair à peine formée et de la sienne, qu'il oublia dans l'instant même la lutte fatale des générations qui se poussent et se remplacent, la rivalité de tous les pères et de tous les fils, la loi d'airain des successions.

II

LA PETITE FILLE ÉTRANGÈRE AU GRENIER D'AUTEUIL

Les hommes arrivés à l'âge d'homme en même temps que Philippe Lefebvre, quand ils étaient enfants, ont ouï dire que le XIXe siècle fut celui de la vapeur et de l'électricité, et que, vers son milieu, les conditions de la vie, privée ou publique, furent subitement modifiées du tout au tout. Pleins de cette idée, ils ont oublié de s'apercevoir qu'environ

la fin du même siècle et le début de celui-ci la figure du monde a encore beaucoup plus changé, et que nous avons gardé moins d'habitudes de notre premier âge que nos pères n'en avaient gardé de leurs grands-pères. Le téléphone a, bien autrement que le télégraphe, hâté les relations, et l'on ne pouvait se flatter, avant les automobiles, que la distance et le temps fussent vaincus, du moins dans un petit rayon et dans le trantran bourgeois. Le rythme n'avait pas été, somme toute, sensiblement accéléré.

Cette remarque était une de celles que Philippe s'amusait à vérifier : non qu'elle lui parût témoigner d'une façon éclatante la clairvoyance dont il se piquait ; mais il avait, plutôt que de l'orgueil, un rien de misanthropie méprisante qui n'épargnait pas ses plus notables contemporains, et il ne lui déplaisait pas qu'à une époque où le premier amateur venu se targue du génie de l'observation, certaines choses qui crèvent les yeux échappent même aux professionnels.

Il ne manquait point de rêver à ce grand changement de la figure du monde, quand il revenait, au cours de ses promenades maintenant si faciles et si brèves, seul ou accompagné de son fils adolescent à peine, en l'un des endroits où naguère il avait mené Rex enfant, et où c'était alors un véritable voyage de parvenir ; quand par exemple il passait boulevard de Montmorency devant la maison des Goncourt, où il avait fréquenté peu, mais enfin un peu, le dimanche, jour de réception au « grenier ».

— Te rappelles-tu, quand vous veniez me chercher ici, toi et maman, avec la voiture, après avoir fait le tour du Bois?

Philippe II répondait d'un signe, sans plus, rêveur aussi, et regardait, avec une sorte de rancune, ce boulevard dont il n'avait jamais aimé la tristesse, mal dissipée par le fracas et les sifflets des trains qui passent. Puis, il levait les yeux, regardait la façade, si simple, le médaillon, la plaque de marbre ; et cela lui paraissait « drôle » d'avoir connu vivant un homme dont le nom était à présent inscrit sur une plaque de marbre ; presque aussi « drôle » que de voir en marbre, aux Champs-Élysées, Alphonse Daudet qui lui disait en ce temps-là, avec son joli accent : « Bonjour, petit. »

Rex — car tous le nommaient ainsi : Philippe n'avait pas su garder secret le nom d'élection qu'il lui avait donné la nuit de sa naissance —, Rex se rappelait encore, avec ennui, toute l'affaire que c'était, ces promenades, et les plans et les combinaisons dès que son père, à déjeuner, avait dit :

— Madeleine, il faut vraiment que j'aille aujourd'hui chez Goncourt, je n'y ai pas mis les pieds depuis six semaines ! J'irai par le chemin de fer, tu prendras la voiture et tu viendras me chercher vers cinq heures et demie. Tu auras encore une demi-heure à rester, et nous ne rentrerons pas trop tard à la maison.

Les Lefebvre avaient une voiture au mois, grand luxe à cette époque de simplicité ; une voiture traînée par un cheval, naturellement; mais c'était une Urbaine, la caisse était cannée, le cocher portait une livrée beige !

Lorsque Philippe disait à Rex en passant devant la « maison d'un artiste » : « Te rappelles-tu ? » il y avait dans sa voix un peu d'embarras, d'inquiétude. Un homme ne l'eût point senti ; mais Rex était déjà doué, ou plutôt il l'était encore, d'une finesse de vue et d'ouïe extraordinaire. Il percevait surtout, non pour ainsi dire lui-même, mais par réverbération, tout ce qui faisait ombre ou lueur sur l'âme de son père. Sa conscience n'était, en surface, que le miroir où celle de Philippe se reflétait, comme l'eau reflète le ciel et imite la fuite des nuages; et non plus que l'eau mystérieuse elle n'avait jusqu'alors trahi ce qui se cachait dans ses profondeurs.

Te rappelles-tu? Rex le savait bien, *Te rappelles-tu?* voulait dire *Si tu pouvais ne pas te rappeler!* et ne faisait pas allusion à n'importe lequel de ces dimanches, mais à un dimanche particulier, où il s'était passé là quelque chose dont Rex ne pouvait pas mesurer la grandeur ou le désastre, mais qu'il sentait obscurément, qui avait eu sur la vie de son père, de sa mère, sur la sienne, une influence longtemps continuée, inépuisable, irréparable.

Ce dimanche-là, comme les autres, Philippe avait dit :

— Je ne suis pas allé chez Goncourt depuis plus de six semaines, j'irai cette après-midi. Tu veux venir, Rex?

Et Rex avait répondu oui sans hésiter, mais en fronçant

légèrement le sourcil. Cette petite manifestation avait fait sourire le père, pour qui le fils n'avait guère de secrets, un peu plus cependant que le père n'en avait pour le fils.

Rex avait le tact des enfants, non pas supérieur à leur âge, mais au contraire qui ne survit pas à l'enfance. Il sentait fort bien qu'un gamin n'était pas trop à sa place, même une demi-heure, au grenier, où le Maître l'accueillait avec ses grandes manières courtoises, mais avec cette espèce de noble gaucherie du vieillard sans postérité que le postérité des autres déconcerte. C'est Philippe qui manquait un peu de tact en imposant Rex, et Rex le sentait encore très bien : il cédait par faiblesse pour son père, qui était comme une âme en peine loin de lui. Rex ne comptait pas de s'amuser beaucoup dans un cénacle littéraire : cette crainte est pardonnable, à cinq ans. Mais il se disait, avec une précoce philosophie :

« Si on y va aujourd'hui, on n'ira pas dimanche prochain. En voilà pour un mois ou deux. »

Les sentiments de Philippe, à beaucoup plus de cinq ans, ne différaient guère des sentiments de Rex, et cela est assez plaisant. Ses visites au grenier de Goncourt n'étaient pas pour lui des corvées, il ne faut pas employer ce vilain mot, mais elles lui causaient une appréhension, un malaise préalable, qui se dissipait — quelquefois, non pas toujours — après coup. Sa situation dans les milieux littéraires, et singulièrement dans celui-là, était assez mal définie. On y avait trop de justice et de respect de l'intelligence pour méconnaître la qualité de la sienne ; et malgré l'extrême rareté de sa production, dont, au surplus, un souci un peu bas de la concurrence eût empêché qu'on ne lui fît reproche, nul ne se fût avisé de le traiter d'amateur ; mais on le traitait moins en confrère qu'en original ou en bête curieuse, et avec une certaine froideur qui n'était point exempte de méfiance ni d'hostilité. De vrai, on ne concevait rien à ce phénomène.

Sa haute culture, son humanisme, son hellénisme passaient — si l'on peut emprunter ce mot à la langue anglaise — pour des *excentricités*. Certaines de ses admirations faisaient scandale ; celle, par exemple, qu'il vouait à Renan ; car on pensait avoir tout dit de l'auteur des *Origines du Christianisme*, quand on avait dit que « son cerveau est une cathé-

drale désaffectée ». Il va de soi qu'on ne savait pas au juste si Ashley Bell était un personnage réel ou imaginaire.

D'autre part, les querelles d'école, où s'attardaient là des jeunes gens et souvent des hommes déjà mûrs, étaient pour Philippe Lefebvre un sujet de perpétuel étonnement. Avec la meilleure volonté du monde, il ne pouvait prendre aucun intérêt aux questions de menue esthétique qui semblaient tous les passionner. Le champ de leur activité intellectuelle lui semblait prodigieusement restreint ; et enfin, ce qui par-dessus tout le choquait, c'était, dans ces réunions, comme dans les livres de ceux qui assidûment y fréquentaient, — sauf un seul, — l'absence totale d'esprit.

Il avait trop de sens critique pour ne pas faire la distinction du Maître avec les hommes qui, sans être ses disciples, s'étaient groupés autour de lui ; mais l'auteur de *Chérie* et de *la Fille Élisa* aurait été suffoqué s'il avait pu savoir ce que prisait en lui Philippe Lefebvre : car ce n'était pas la supériorité littéraire. Philippe ne niait pas à Edmond de Goncourt une qualité de talent singulière, mais qui, en somme, le touchait peu. Les jeunes naturalistes l'ennuyaient avec leur préoccupation d'originalité ou plutôt de spécialité, et cette âpre dispute autour du réel, dont chacun prétendait posséder en propre et défricher seul un lopin ; mais les recherches « artistes » du vieil écrivain ne l'excitaient pas davantage ; et même son goût classique s'effarouchait de la question extraordinaire où les deux frères ont soumis notre pur parler français. Jamais il n'avait pensé recevoir un si beau compliment que le jour où un des familiers d'Auteuil lui avait dit, à propos d'un de ses opuscules :

— Mais vous écrivez, monsieur, comme si les Goncourt n'avaient jamais existé !

Philippe n'avait pu se défendre de répliquer, non sans arrogance :

— Mais je l'espère fichtre bien !

Chez cet homme qui ne croyait être qu'un homme de lettres, ce que Philippe Lefebvre admirait surtout, c'était la qualité de l'homme, la tradition française inscrite sur sa physionomie de vieux maréchal de France et, bien plus que ses velléités révolutionnaires, son goût, sa fine intelligence

de l'art le plus français, de l'art du XVII.e siècle. La japonerie de Goncourt semblait à Philippe un caprice, un faible. Il savait gré au minutieux preneur de notes d'avoir vécu davantage que ses amis actuels, pénétré plus de milieux divers et vu — autrefois — plus de gens. On ne l'avait mis en chapelle que sur le tard, et comme les statues antiques de dieux, plus grandes que nature, il dominait de tout le buste le toit béant du minuscule sanctuaire où ses fidèles l'avaient cantonné. (Philippe était assez fier d'avoir imaginé cette comparaison.)

Goncourt, en dépit de ses humanités médiocres et de ses idées courtes, lui semblait un être beaucoup moins étroit que ceux de sa suite, plus nombreux, plus intéressant à feuilleter, et pour user d'un terme d'atelier dont on abusait à l'époque : plus amusant. Philippe lui rendait justice plus volontiers depuis qu'un jour il l'avait vu secouer fort brutalement un de ses hôtes qui médisait de l'esprit.

— Si vous en aviez, — répliqua le Maître, — vous en parleriez avec plus de considération.

Il avait d'autant plus de mérite à soutenir cette cause qu'on n'aurait su dire précisément qu'il eût lui-même de l'esprit.

Chaque fois que Philippe Lefebvre se rendait à Auteuil, il rusait pour voir le vrai Goncourt, c'est-à-dire le voir seul, au moins quelques instants, ou parmi d'autres visiteurs que les membres attitrés du grenier ; et, bien qu'il fût invité justement à l'heure du grenier, il s'arrangeait pour être reçu un peu plus tôt. C'est encore ce qu'il fit ce dimanche-là ; mais, comme d'ordinaire, son impatience se ralentit au moment qu'il arrivait ; et pour différer au contraire la cérémonie d'une visite, dont il redoutait maintenant — l'ennui, non pas, mais le plaisir morose, il descendit du train à la station de Passy au lieu de descendre à celle d'Auteuil, sous prétexte qu'il faisait bon marcher. C'était le premier jour tiède du printemps ; et les arbres du Bois n'avaient pas de feuilles, mais, dans les vergers, les arbres fruitiers étaient couverts de fleurs.

Philippe cheminait à pas lents le long du boulevard, entre la voie du chemin de fer et les petits hôtels, environnés de

jardins nus et fleuris. La pensée lui venait d'un autre boulevard, celui qui longe, à Oxford, le parc de l'Université ; et il revoyait la façade rose de Paumanock house, ou bien, parmi les verdures de la Mésopotamie, Ashley Bell entouré de ses jeunes disciples. Il entendait aussi les rires et les cris prochains de centaines d'enfants qui jouaient au Ranelagh, et il pensait à Rex ; non pas à Rex Tintagel : à son fils Rex. Il se demandait s'il n'était pas fou d'aller passer auprès d'un vieil homme ce beau dimanche de printemps, ce beau dimanche de Paris, au lieu de se promener avec son fils, en le tenant par la main. Mais il anticipait le plaisir accru de revoir son enfant tout à l'heure chez le vieil homme, après en avoir été privé plus de deux heures.

Malgré sa flânerie, il arriva encore, ou put croire qu'il arrivait le premier : quand il entra, pour déposer ses affaires, selon l'usage de la maison, dans la petite salle du rez-de-chaussée toute vêtue de tapisseries, il ne vit aucun pardessus ni aucun chapeau sur la table. Pélagie, la fidèle servante que le *Journal* de son maître a rendue célèbre, lui dit :

— Monsieur est dans le jardin.

Goncourt n'y était pas seul ; mais deux étrangers, que Philippe Lefebvre aperçut près de lui, n'avaient pas voulu se découvrir pour aller au jardin. Lui-même avait une calotte noire sur ses beaux cheveux épais, soyeux et d'une radieuse blancheur, un bon veston de molleton noir et, autour du cou, un foulard blanc négligemment noué. Il ressemblait, sauf la calotte, d'une manière frappante à la belle eau-forte de Bracquemond. Il avait l'air imposant et timide.

Les deux amis de Goncourt qui avaient précédé Philippe n'appartenaient pas au groupe officiel ; ainsi donc qu'il l'avait souhaité, il arrivait encore à temps ; il en fut charmé quoique l'un des deux ne lui inspirât aucune sympathie, et lui inspirât même comme une répugnance physique.

C'était un grand gaillard, d'une élégance louche, une gueuse parfumée, qui devait pourtant lire Martial — dans la traduction, et tenir de lui qu'il ne faut pas sentir bon continuellement. Il laissait maintenant grisonner ses cheveux, mais les avait teints jusqu'à la semaine dernière au henné, dont ils gardaient encore çà et là quelques taches et quelques reflets. Cet

homme si l'on peut dire était conteur à la petite semaine, libertin avec application ; surtout gazetier, nouvelliste à la main et à la bouche ; il essayait de détourner, en collaborant à la chronique scandaleuse, les coups qu'elle avait trop d'occasions de lui asséner : il prenait l'offensive. Il tirait d'un sac deux moutures, parlait ses articles avant de les écrire et ne publiait qu'après avoir colporté. Il manquait d'instruction, mais non de littérature ; apprêté, inculte ; avec du talent, de la verve et même, comme toutes les pestes, de l'esprit ; une manière, qui déguisait sa vulgarité, une voix criarde qui la trahissait, un perpétuel sourire content de soi.

L'autre faisait avec lui un contraste pittoresque et n'aurait pu souhaiter un meilleur repoussoir. Il n'avait pas le timbre moins haut, mais il avait le timbre du faubourg Saint-Germain. Il était si évidemment né qu'il pouvait se permettre des extravagances de dandysme qui, de tout autre, singulièrement du gazetier, eussent prêté à rire. Il n'avait sans doute pas moins de méchanceté, mais de grand seigneur, avec toute la différence du salon à l'office; il causait comme Saint-Simon écrit, mais s'abaissait à tenir compte de la syntaxe, et pour bien montrer qu'il achevait ses phrases, appuyait sur la dernière syllabe du dernier mot. Tout en lui sentait le grand siècle, jusqu'à sa politesse et à son impertinence, que Philippe lui enviait autant que le mordant de son esprit. Et cela, sans doute, était étudié, mais si bien qu'il n'y paraissait pas, et que le personnage avait bien l'air de ne s'être jamais donné la peine que de naître. Il portait, en effet, un des plus grands noms de France, et il avait eu, non le caprice, mais la volonté, d'ajouter « au cimier doré du gentilhomme » cette plume de fer dont parle Vigny. Il n'avait point jusqu'alors tâté de la prose, et ne faisait figure que de poète hautain, original, redouté dans son propre monde, qui pourtant s'honorait de lui. Il se répandait peu dans les milieux littéraires : il choisissait. Il avait jugé digne de lui la maison des Goncourt, mais n'y venait qu'à ses heures, qui n'étaient pas celles du commun. Quant au gazetier, s'il venait aussi à ses heures, c'était pour éviter ses confrères, dont il avait traîné la plupart dans la boue.

L'autorité du poète était admirable et bien servie par la

puissance de son organe : il dominait toutes les voix, et après une courte lutte, gardait seul la parole, à la grande colère du gazetier dont le bavardage était intarissable. Goncourt était ordinairement silencieux. Aujourd'hui, c'est lui qui parlait, et ils l'écoutaient tous deux avec une égale attention, ne voulant rien perdre d'une histoire qu'il leur récitait, qui amusait leur dilettantisme de la sottise. Il leur contait les bévues et les pataquès d'une femme du monde, alors célèbre par sa ligne, sa consomption, son ineptie et son intellectualité, qui tout à l'heure était venue visiter le petit musée japonais d'Auteuil.

Il s'interrompit cependant pour accueillir Philippe. Il lui donna une poignée de main assez cordiale, mais *fondante*. Puis il lui demanda, non comment il se portait, mais s'il avait bien travaillé cette semaine ; à quoi Philippe, qui n'avait pas les habitudes d'assiduité — d'ailleurs fort louables — de l'école naturaliste, répondit en termes vagues. Au surplus, Goncourt n'écouta pas la réponse et reprit tout aussitôt :

— Et savez-vous ce qu'elle a dit quand je lui ai montré mes gardes de sabres? Elle a dit : « Oh ! c'est charmant, ces entrées de serrures ! »

— Entrées de serrures ! — répéta le poète en accentuant la finale.

Le gazetier, ne pouvant placer un mot, se contentait de rire et de glousser. Philippe, qui connaissait la dame, sourit. Cette approbation plus discrète plut davantage à Goncourt, qui se tourna vers lui, disant :

— Vous avez bien fait de venir aujourd'hui, Lefebvre. Nous aurons un dimanche très intéressant, au moins pour vous qui êtes curieux des âmes étrangères.

(Malgré lui, le vieux Maître sédentaire accusait rien que par l'intonation un étonnement quelque peu candide que l'on pût avoir cette curiosité. Son quant-à-soi était celui des Anciens, moins *xénophobes* que certains modernes, et qui cependant avaient fait synonymes les mots « étranger » et « ennemi ». Peut-être même allait-il jusqu'à renverser la belle maxime de Térence : « Rien d'humain ne m'est étranger. » Il semblait que, pour lui, ce qui était étranger ne fût pas proprement humain.)

— Figurez-vous, — reprit Goncourt, — que j'ai rencontré mercredi chez la Princesse...

Une exclamation sauvage l'interrompit. Aussitôt après l'avoir poussée, le poète, qui perdait le sang-froid au seul nom de la princesse Mathilde, se mit à déblatérer contre la nièce de Napoléon. Il enfilait, avec une volubilité extraordinaire et une féroce drôlerie, des anecdotes d'ailleurs usées ou apocryphes ; cependant qu'Edmond de Goncourt, éperdu, faisait, pour arrêter ce flux, de vains efforts, ne trouvant pas même jour à un *permettez* ou à un *je vous prie*, et suppléant à l'insuffisance de ces interjections par son geste familier de collectionneur, manieur de bibelots fragiles, qui devenait en l'occurrence comme un geste propitiatoire. Le Maître était fidèle à ses amitiés, cancanier par devoir et uniquement par écrit, mais haïssant au fond la médisance. Il réussit enfin à débiter toute une phrase, fort brève, fort sèche, par où il témoigna que les mauvais propos à l'endroit de la Princesse l'atteignaient lui personnellement ; et il mit fin à l'intermède avec une autorité un peu timide, néanmoins sans réplique. Il ne manqua point d'ajouter que, le jour où il publierait le volume de son *Journal* concernant ladite Princesse, on aurait là un document comme il ne croyait pas qu'il en eût jamais été publié de semblable sur une Altesse Impériale, quant à la vérité vraie.

— Qui donc avez-vous rencontré chez la Princesse? — demanda Philippe, qui fréquentait rue de Berri, et déjà regrettait de n'y être pas allé le mercredi précédent.

— Une drôle de petite bonne femme, — dit Goncourt. — Elle n'a pas quinze ans, et c'est — à un âge où, sous le régime de nos climats, il subsiste dans le sexe même comme un doute, l'agacement d'un hermaphrodisme — c'est, non pas une jeune fille comme notre Renée Mauperin ou ma Chérie — mais une femme et la plus douée de *féminité* peut-être que nous ayons jamais vue. Elle m'a *époustouflé*. Elle a lu mes livres. Elle a tout lu, elle sait tout. Quatorze langues ! (Il eut une velléité — très faible — de lever les bras au ciel.) Les mathématiques supérieures ! Elle parle de tous les systèmes philosophiques, à ce qu'il m'a semblé, avec compétence, mais à tort et à travers et avec la même frivolité qu'elle parle toilette. Au

reste, elle brouille ces deux sujets, et tous les autres. Avec cela, une artiste. La promesse, et déjà mieux que la promesse, d'un très réel talent de peintre. Et quand on lui demande si c'est afin de poursuivre ses études de peinture qu'elle est venue en France, elle vous répond qu'elle a fermement l'intention d'entrer chez Jullian, mais qu'elle n'est pas décidée du tout à faire une carrière de peintre ni à exposer ; qu'elle n'a pas de préférence pour tel ou tel art, et n'aime, au bout du compte, que « la gloire » qui est le couronnement de n'importe lequel. C'est curieux : elle parle de la gloire avec passion, mais sans aucune emphase, et comme d'une chose qu'on décroche fatalement pourvu qu'on se donne la peine de tendre la main, comme les anneaux au carrousel. En somme, la gloire est la seule chose dont cette petite fille sans naïveté parle avec une vraie candeur.

— D'où sort-elle? — dit Philippe Lefebvre, presque sèchement.

— Ah ! voilà... — repartit Goncourt, en faisant cette fois un geste quasi désespéré. — C'est une sorte de monstre ethnographique. Elle est née dans ces régions de la Hongrie où les races se croisent si rageusement qu'une chatte n'y reconnaîtrait pas ses chatons, et je pense qu'elle est elle-même très sang-mêlé. Je présume cependant qu'elle est plus foncièrement Polonaise, d'après son petit nom de Zosia... Joli, n'est-ce pas? — fit Goncourt, en s'adressant au poète et au gazetier, à qui gracieusement il semblait donner à entendre que, s'ils avaient à nommer une Polonaise en leurs ouvrages, ils pouvaient user de ce nom-ci, dont il leur faisait cadeau et qu'il ne se réservait point. — Son petit nom de Zosia, — répéta-t-il, — et son nom patronymique de Wieliczka. Il y a une ville de Wieliczka et le domaine de la famille se trouve à proximité ; mais la petite Zosia et la comtesse Wieliczka sa maman résident plus volontiers à Nice. Ah ! cette maman ! Si enfantine alors que la fillette est si femme ! Le vide de ce cerveau ! Et cet attifement qui est un programme, la table des matières d'une psychologie ! La robe balayeuse ! Splendeur et misère ! Coulage ! Au demeurant, une fortune *montécristesque* : P***, qui me les a présentées, me l'a dit. Et ce luxe théâtral jusqu'à l'oripeau, qui caricaturise la mère, met

à l'entour de la petite quelque chose comme l'irréel d'une héroïne de « de Musset », une Barberine ou une Kalékairi.

Les trois auditeurs du Maître lui prêtaient l'oreille diversement. Le gazetier avait un sourire de danseuse sur le retour ; et déjà il rédigeait *in petto*, en démarquant Goncourt, la note qu'il comptait d'insérer dans sa plus prochaine chronique sur les comtesses Wieliczka. Il enrageait de penser qu'il ne serait plus là quand elles viendraient (puisque la prudence l'obligeait de déguerpir bientôt). Le poète demeurait assez indifférent : il avait d'autres relations cosmopolites, dont il était blasé. Philippe Lefebvre, qui ne laissait pas d'en avoir aussi, écoutait cependant avec une attention passionnée. Il imaginait la mère et la fille, la mère davantage, dont à son tour il enrageait. Il critiquait au fur et à mesure le procédé descriptif de Goncourt et cette analyse en ordre dispersé, ce *pointillisme*, et ne pouvait avec cela leur refuser un singulier pouvoir d'évocation. A moins que sa propre fantaisie ne fît tous les frais de l'image instantanée qu'il crayonnait des deux étrangères, et qui avait le contour net d'une hallucination vraie anticipée.

— Et elle va venir? — dit-il avec impatience.

— Oui, — dit Goncourt, — elle m'en a demandé la permission. Elle veut voir mes Gavarni. Et surtout, — ajouta-t-il, mais trop visiblement par politesse, — elle veut vous voir tous.

Philippe eut dans l'instant même la certitude que, parmi tous les autres, Zozia Wieliczka ne ferait attention qu'à lui. Il eut honte, à la réflexion, de cette vanité stupide et, de surcroît, peu vraisemblable, attendu que tous les autres étaient célèbres ou à peu près, et lui-même à peine connu. « Je serai le seul, se dit-il, à qui cette jeune personne ne fera aucune attention. » Il se l'affirma raisonnablement, ne se le persuada point, et par l'effet d'une de ces contradictions qui lui étaient familières, en fut extrêmement mortifié.

Mais les habitués du dimanche arrivaient. Pélagie, au seuil de la maison, héla son maître, qui se leva aussitôt. Le nouvelliste fit des adieux hâtés et se retira comme on fuit. Le poète, à pas comptés, accompagna Philippe et Goncourt, et les retint encore à la porte de la rue. Ils montèrent assez

lentement le petit escalier tournant et raide, dont la rampe dissimulait sa banalité sous de précieuses étoffes japonaises et dont les murs étaient ornés de kakémonos. Quand ils entrèrent dans la pièce meublée de fauteuils commodes et de divans que Goncourt appelait son grenier, mais qui n'avait du grenier que la mansarde, ils y trouvèrent déjà plusieurs personnes installées. Goncourt s'excusa de son retard sans trop de cérémonie, et ne craignit point de déclarer pour quels visiteurs mal vus de ses intimes il était demeuré au jardin si longtemps.

Cette petite manifestation de bravoure plut à Philippe. Elle était méritoire et marqua bien l'entrée de Goncourt chez lui, qui sans cela eût passé peut-être inaperçue. De vrai, personne ne semblait avoir pris garde que le maître de la maison fût absent. Cette distraction était due à la présence de deux autres maîtres qui étaient là comme chez eux et qui avaient l'air de recevoir. Ils ne le faisaient pas exprès ; mais leur renommée, beaucoup plus répandue que celle de Goncourt et, diraient les Américains, d'une valeur commerciale plus haut cotée, leur donnait — malgré eux — l'autorité, l'aisance, et le pouvoir de fasciner les jeunes.

Le contraste de ces deux physionomies était frappant : Daudet, la finesse même, et que son mal affinait encore, diminué par la douleur physique, spirituellement grandi par le martyre ; Zola rude et carré, pesant, grossièrement sain, prolifique, aussi orgueilleux de sa fécondité que de son engrais. Ils différaient si brutalement qu'on ne pouvait nier entre eux une de ces irréductibles antipathies cérébrales qui ne sont comparables qu'aux répugnances de peau ; mais avant tout ils étaient hommes de lettres et confrères ; dès qu'ils se rencontraient, ils se reconnaissaient à ce seul point qui leur était commun et tangent ; ils s'asseyaient l'un près de l'autre sur le même divan, et d'abord, sans exorde, à demi voix, traitaient de ces questions que le profane vulgaire appelle « questions de boutique », sans distinguer comme il devrait les plus hauts soucis de métier des plus bas.

Près d'eux s'était assis, pour bien marquer son égalité avec les maîtres, le plus âgé des disciples et le plus indépendant. Il n'intervenait dans le dialogue qu'après avoir pris

une multitude de précautions oratoires. Les formules de sa politesse étaient compliquées, quasi orientales ; et il enguirlandait si bien ses premières phrases qu'on ne s'avisait qu'à la réflexion, trop tard, que le sens nu de ces premières phrases était : « Pardon, cher maître, vous n'y entendez absolument rien. » Après quoi, il disait des choses ensemble interminables et définitives. Il s'était levé, à l'entrée de Goncourt.

Daudet, abîmé dans les coussins, ne se leva pas. Goncourt vint jusqu'à lui, et lui prit la main, s'informa de sa santé avec une tendresse qu'on ne sait quelle gaucherie rendait plus charmante, puis fut lui-même s'asseoir sur un autre divan, tandis que cinq ou six jeunes hommes, venus d'abord à lui, retournaient causer à voix basse dans l'embrasure d'une fenêtre mansardée qui donnait sur le jardin, autour d'une petite table où étaient des flacons et des verres.

La conversation à voix haute était générale. Les deux noms peu sympathiques que Goncourt venait bravement d'y jeter en avaient suggéré un troisième, celui d'un romancier en vogue, mais d'ailleurs, ici peu goûté, envié surtout ; et l'association des idées amena dès lors à la file les divers lieux communs en faveur au grenier de Goncourt : de l'influence du monde sur la littérature, de la vilenie des ambitions d'argent et de l'agrément d'en gagner. On parla ensuite, naturellement, des tirages et des acceptions diverses du mot succès. Puis on revint à l'esthétique pure, et l'on disputa curieusement de minuties et de scrupules qui semblaient à Philippe dénués du moindre intérêt.

Il ne savait pas s'ennuyer. Il ne tenait pas en place. Dix fois il s'était assis, puis levé. Il regardait avec attention, mais sans les voir, les Gavarni, allait vers le groupe de la fenêtre, essayait, par politesse, de prendre intérêt à la conversation, et se sentait accueilli avec méfiance. Ah ! qu'à présent il regrettait d'avoir donné rendez-vous ici à sa femme et à son fils ! Il aurait pu s'esquiver, aller les rejoindre au Ranelagh. Mais alors il n'aurait pas fait la connaissance des comtesses Wieliczka. D'ailleurs il ne s'en souciait plus. Un intermède sans précédent au grenier le divertit à propos.

Un jeune romancier, qui venait de publier un roman mili-

taire, contait avec sang-froid, mais d'un air assez gourmé, que l'un après l'autre les officiers de son ancien régiment lui demandaient raison, soit d'avoir écrit d'eux trop de mal ou trop de bien. C'était ordinairement le dimanche, jour de permission, qu'il recevait ces cartels, il en avait reçu un ce matin même, et, l'affaire devant être réglée avant l'heure du dernier train, il avait pas la liberté de venir à Auteuil escorté de ses deux témoins qui avaient un procès-verbal à rédiger. Goncourt s'empressa de les installer tous les trois dans une pièce voisine, et sitôt qu'ils furent hors de portée d'entendre, on se mit à disputer de cette affaire d'honneur avec beaucoup d'animation et d'indépendance, c'est-à-dire sans se croire obligé à priori de donner raison au confrère.

Tout le monde, sauf Daudet, était maintenant debout ; on gesticulait ; et c'est parmi un tohu-bohu inusité que les comtesses Wieliczka firent leur apparition. Pélagie avait cru devoir les accompagner jusqu'en haut. Elle ouvrit la porte et, par mégarde, entra la première, tant elle était effarée. Elle le fut encore davantage lorsqu'elle vit une assemblée, contre l'ordinaire, si tumultueuse ; mais sa première émotion s'expliquait très suffisamment par la physionomie quelque peu surprenante des deux étrangères.

A rebours de ce que pronostiquait Philippe, après avoir entendu Goncourt faire le portrait de Zosia, ce n'était pas la fille, mais la mère qui attirait d'abord et accaparait l'attention. Elle avait la même façon de se faire remarquer qu'un phare dans la nuit, qui, au lieu d'éclairer, aveugle. Elle étonnait l'ouïe au moins autant que la vue ; le timbre de sa voix était charmant, le diapason insupportable, et la musique de son accent aurait paru délicieuse si elle avait mis la sourdine, mais elle mettait la pédale. Sa volubilité était étourdissante ; elle faisait succéder les mots aux mots comme la nature les effets aux causes, sans que l'on pût concevoir une cause première ni un point final. On ne doutait point, quand on l'entendait, qu'on ne l'eût entendue tout à l'heure, la veille et ainsi de suite en remontant jusqu'aux origines du monde, ni qu'on ne dût l'entendre, hélas ! indéfiniment, pour peu que l'on fût éternel. C'est ce que sa fille exprimait par cette drôlerie scolastique :

— Le commencement et la fin des bavardages de maman sont des antinomies que Kant a oubliées.

Au surplus, on n'entendait que l'ensemble de ces bavardages, point le détail, comme on ne perçoit pas le bruit de chacune des vagues, mais le fracas total de l'océan. La comtesse débitait tant de paroles, successivement ou à la fois, que toutes semblaient égales et indifférentes. Peut-être que ses lèvres laissaient tomber des perles dans le nombre; mais elle faisait plutôt songer aux pommiers de Normandie que le vent d'automne secoue et qui lancent leurs pommes de tous les côtés.

Le verbe infini et innombrable de madame Wieliczka n'était pas la seule de ses antinomies, pour parler pédantesquement comme Zosia : elle était toute fabriquée de contrastes. A première vue, on ne pouvait se défendre de dire : « Bon Dieu ! quelle est donc cette vieille caricature? » Puis on apercevait, après un examen plus sérieux, ou à la réflexion, qu'elle avait encore de la jeunesse, ou point d'âge, même qu'elle était régulièrement belle, avec toute la grâce piquante et languissante de son pays. Elle était fine, avec un embonpoint, un volume invraisemblable. Elle avait dû acquérir cette ampleur, en dépit de son tempérament, à force de ne pas faire un pas et de vivre étendue. Cependant, elle ne tenait pas en place ; mais, au lieu de courir de chaise en chaise, elle courait de sofa en sofa. Elle était d'une extrême coquetterie, et nippée misérablement, avec un luxe fou : poupée de chiffons à trois ou quatre cents francs le mètre. Sa *balayeuse* — c'était alors la mode — était vraiment une balayeuse qui ramassait toute la poussière des trottoirs, bien qu'elle ne fît que les traverser en descendant de sa voiture. Elle avait très certainement ce qu'il y avait de mieux comme modiste et couturière ou couturier, non pas à Vienne, mais à Paris; et à force de défaire elle-même, de refaire ses chapeaux et ses robes, d'y ajouter un tas de petits accessoires d'une couleur locale, elle se donnait un genre plus étranger qu'il ne semble humainement possible en un temps où la mode est uniforme et universelle. Enfin, elle avait l'air d'une marchande à la toilette qui a grand air, et ce n'était pas le moindre de ses contrastes, de paraître à la fois imposante et ridicule.

Lorsque l'oreille s'accoutumait au charivari qu'elle faisait en parlant, et qu'au sens propre du mot on commençait de l'entendre, c'était une surprise nouvelle : on distinguait parmi ce flux incroyable de futilités, et même de sottises, une abondance non moins incroyable d'idées, de connaissances, où il ne manquait guère qu'un peu d'ordre ; si bien que Philippe étourdi se demandait : « Est-ce de la mère ou de la fille que Goncourt nous a dit tout à l'heure : « Elle » sait tout, quatorze langues, les mathématiques supérieures, » elle parle philosophie avec compétence mais à tort et à tra- » vers, et elle brouille tous les sujets ? »

L'impossibilité où était Zosia de placer un mot ne facilitait point la comparaison, ni surtout ne permettait pas de remarquer tout d'abord que la fille avait la même volubilité de pensée et de langue que la mère, la même agilité pour monter soudain du plus bas et du plus puéril de l'esprit au plus haut : comme dans ces morceaux mal écrits pour la voix qui font le désespoir des chanteurs ; mais, pour les deux comtesses, ces manières de tours de force étaient d'habitude ou d'instinct, et elles les exécutaient sans le savoir. Le sentiment de qui voyait ces deux femmes pour la première fois était qu'avec des différences, non pas marquées, mais, si l'on peut dire, énormes, elles se ressemblaient aussi essentiellement qu'une mère et une fille se doivent ressembler ; et cette première impression n'était point du tout fausse, Zosia était bien une réplique de sa mère — plus effacée : on le trouvait naturel d'une jeune fille, et l'on oubliait qu'elle n'était même qu'une petite fille. Sa taille formée, son allure, sa toilette, plus modeste, encore tapageuse, trompaient sur son âge. Elle perdait ainsi tout le déplaisant bénéfice de la précocité. L'enfant prodige n'étonnait et n'agaçait plus, parce que rien d'elle ne semblait enfant. C'était, comme avait dit Goncourt, « une drôle de petite bonne femme ».

Le jugement de Philippe Lefebvre, à ce premier contact, fut entièrement faussé, pour un temps, il est vrai, assez bref. Zosia d'abord ne l'intéressa point, la comtesse l'amusait, et d'autant plus qu'il avait le sentiment flatteur d'être seul ici capable d'apprécier son pittoresque. Dans ce milieu, on se piquait bien d'exotisme, mais à titre littéraire. Philippe seul

avait effectivement voyagé. Il ne pouvait jamais se rappeler sans rire qu'un des grands maîtres de céans, ayant visité l'Angleterre sur le tard, disait naïvement d'Oxford (Philippe rapportait tout à Oxford) :

— C'est une ville admirable, et *personne ne le sait.*

En vertu de sa compétence particulière, il pensait avoir également, sur madame Wieliczka, des droits privilégiés ; et bien qu'il fût d'ordinaire fort réservé à Auteuil, peu causeur, presque morose, par contagion, et peu disposé à se mettre en avant, il se donna des airs de vouloir revendiquer et séquestrer l'étrangère. On ne la lui disputait point et, après l'avoir honorée d'une curiosité ahurie, on s'écartait d'elle comme d'une intruse ; mais la grosse comtesse était insaisissable. A la première phrase, nécessairement banale, que lui dit, pour l'amorcer, Philippe, elle répondit avec un excès et comme une effusion de banalité, puis se tourna vers un autre, ensuite vers un troisième. Elle ne poussait à fond aucune attaque, les moins bavards en étaient quittes pour la peur, et comme elle faisait les demandes et les réponses, ils n'avaient pas même la peine de riposter. La conversation, bien qu'elle parlât seule, devenait générale, et même, ô miracle ! animée ; ce fut bientôt un charivari dont jamais on n'avait eu d'exemple au grenier d'Auteuil ni on n'en devait avoir dorénavant.

Ce vacarme dans la chapelle divertit un moment Philippe Lefebvre, puis l'excéda ; il s'en retira, quêta un abri, un coin ; et c'est alors que, par chance, il se trouva isolé, tête à tête avec Zosia, à qui personne ne prêtait attention.

Elle avait une vanité extrême d'enfant gâtée, prête à pleurer si on la négligeait ; elle boudait, elle vit approcher Philippe, elle sourit avec malice ; mais son vrai sentiment fut l'humble reconnaissance, et il y eut dès cette minute entre eux une « amitié particulière ». Ils en usèrent comme les enfants qui du premier coup se tutoient. Naturellement, ils ne se permirent point cette familiarité ; mais Zozia, impatiente de briller, supprima tout le protocole. Elle « attaqua » d'abord, en *blaguant* la scène qui se déroulait sous leurs yeux. Elle fit de sa mère un portrait impayable, ou qui parut tel à Philippe Lefebvre parce qu'il pouvait à tout instant et

point par point le vérifier sur l'original. Il avait si exactement la même façon de voir que Zosia qu'il doutait de qui des deux elle traduisait le sentiment, et il s'attribuait le mérite de l'expression, colorée, jaillissante, étourdissante. Si content qu'il pût être de soi, jamais il ne s'était trouvé autant d'esprit. Il goûtait le plaisir paresseux de ceux qui lisent, qui rencontrent chez un auteur de qualité leurs propres pensées toutes rendues, et qui ont la joie sans l'effort, l'illusion de l'honneur sans la peine. Zosia, qui parlait seule, lui ménageait cependant la même satisfaction d'amour-propre que les maîtresses de maison accomplies qui ne disent rien et, en s'effaçant, font briller leurs hôtes.

Puis, passant à elle-même (qui était son sujet favori), elle témoigna qu'elle n'était pas dupe des dissemblances apparentes et savait voir mieux que personne combien elle répétait sa mère. Philippe à l'instant se flatta de l'avoir aussi bien vu ; mais ce n'est guère qu'alors qu'il regarda vraiment Zosia Wieliczka comme il savait regarder. Il fut ébloui. Sa beauté avait un caractère de perfection, et une grâce de fantaisie, un charme rarement compatible avec la régularité des traits. Elle aurait pu dire : « Je hais le mouvement... », et sa physionomie était d'une mobilité extraordinaire, quasi folle, point grimaçante, qui « déplaçait les lignes » mais ne les gâtait pas. Son éclat n'était pas celui de la santé ni de la jeunesse. Philippe lut sur l'ardent visage, comme sur la muraille les mots fatidiques, deux signes de flamme, dont l'un annonçait le génie et l'autre la mort prochaine. L'avenir, la brièveté de l'avenir lui fut mystérieusement révélée. Il sentit que Zosia avait le droit d'être pressée de vivre et que cette hâte excusait cette précocité. Il se rappela le mélancolique proverbe des Grecs sur celui qu'aiment les dieux... Il se rappela que cette femme était une enfant, âgée *réellement* de treize ans à peine.

Alors, il la considéra tout ensemble avec un effroi religieux, à cause du signe de mort, et, à cause du signe d'élection, avec un sentiment d'orgueilleuse égalité (car il n'était pas modeste). Il osa faire, à voix haute, réflexion que, dans un milieu tel que celui-ci, de littérature honnête, appliquée, de pensée médiocre, deux êtres comme elle et lui étaient singu-

lièrement déplacés, mais singulièrement heureux de se joindre. Cette remarque à l'improviste eût été inintelligible à toute autre que Zosia ; mais elle était près de rendre à Philippe le même hommage brusque, et il l'avait prévenue de si peu qu'elle ne fut surprise que de leur correspondance. Elle partit de là pour juger, sans complaisance, ce cercle où elle n'était admise que depuis un quart d'heure. Ce fut elle cette fois qui prévint Philippe et exprima son opinion, plus hardiment peut-être qu'il n'eût fait, si brillamment qu'il en fut ébloui et presque fâché. Il lui demanda, non sans une ironie glacée, trop supérieure, quelles hautes ambitions elle nourrissait donc elle-même pour se permettre de dédaigner des hommes qui, après tout, dans le petit domaine de leur art, volontairement rétréci par eux, avaient atteint à la maîtrise. Elle ne prit point garde au ton, ne parut point blessée, et avec cette espèce d'impudence ingénue des ambitieux de grande marque, elle répondit qu'elle avait deux appétits immenses, insatiables, l'amour de l'amour et l'amour de la gloire.

Philippe sourit, mais par contenance, et laissant de côté l'amour (elle avait treize ans), il lui demanda par quel chemin elle comptait de parvenir à la gloire. Zosia répondit sans le moindre embarras qu'elle ne s'en doutait pas encore et qu'elle n'avait de préférence pour aucune science, ni pour aucun art ; que la gloire seule l'intéressait, la gloire fatale qu'elle voyait au bout de n'importe quelle carrière. Elle articulait avec une emphase naïve et à la fois une familiarité ce mot de « gloire » que les modernes ont banni de leur vocabulaire, qu'ils laissent tomber en désuétude, comme on ne sait quoi de romantique, de suranné, de ridicule et peut-être d'inconvenant, qu'ils excusent, gauchement, par la moquerie de l'intonation quand ils ne peuvent pas faire autrement que de l'employer. Pour le même motif, Philippe continuait de sourire, mais Zosia voyait bien que c'était de mauvaise foi, que s'il eût été avec elle vraiment seul et tête à tête, non pas entourés d'hommes célèbres, sceptiques à l'endroit de la gloire, il eût prononcé le grand mot comme elle-même le prononçait, naturellement, avec une piété sans-gêne. C'est alors qu'elle s'avisa d'une chose plaisante : elle ne savait

pas du tout qui était ce jeune homme avec qui elle faisait la conversation.

Cette gamine si hardie eut un accès de timidité. Elle, qui osait tout, n'osa pas lui demander : « Qui êtes-vous? » Comme on dit au théâtre, elle enchaîna, revint au *leitmotiv* de la gloire, et déclara qu'elle hésitait entre la musique et la peinture. Elle fit sur l'une et l'autre un développement assez long en manière de lieu commun ; enfin elle changea de ton et dit, presque bas :

— Vous savez que je n'ai pas entendu votre nom, quand on vous a présenté à moi tout à l'heure.

— Je me nomme Personne, — répondit orgueilleusement Philippe. — Mon nom ne vous apprendrait rien. Je suis parfaitement inconnu, au milieu de tous ces notables. Les débutants mêmes ont cinq ou six volumes sur la conscience; moi, je suis l'original qui n'a pas fait imprimer cent pages.

Ces précautions oratoires ne l'empêchèrent point de dire ensuite qu'il s'appelait Philippe Lefebvre. Zosia fit une légère exclamation. Comme la plupart des étrangères « au courant de notre littérature », elle ignorait des gens qui sont officiellement célèbres, et des noms, en France à peine connus, lui étaient familiers. Elle avait lu les opuscules de Philippe! Ce qui le toucha davantage, elle avait appris par son intermédiaire l'existence d'Ashley Bell; et elle aimait passionnément *les Voix de la Mer, de la Ville et de la Forêt*. Elle en savait par cœur des pièces entières qu'elle se mit à lui réciter tout bas, dans le texte, d'une façon bizarre, si intelligente, d'une voix chantante et monotone. Elle baissait la tête, ses grands yeux se fermaient à demi, elle semblait prier; et Philippe revoyait la terre promise, l'Isis et le Cherwell, les bois sacrés de la Mésopotamie; et il ne s'étonnait pas, mais il était gêné, amusé aussi, un peu, d'entendre passer par ces lèvres innocentes les plus ardents poèmes du Maître, les versets, comme disait naguère l'innocent Rex Tintagel, les plus « sexuels ».

Soudain, elle se tut, releva le front. Ils se regardèrent et sourirent. Qu'ils se sentaient loin d'ici, et plus haut — ensemble!

— Vous l'avez approché? — murmura-t-elle avec une expression de ferveur.

Philippe alors se mit à lui parler de cet homme, de ces choses, d'une voix si mélancolique, si basse qu'elle ne pouvait l'entendre qu'en le devinant; et elle l'écoutait comme on aime d'être écouté. Elle était dans l'extase. Ses narines, qui palpitaient, semblaient quêter, aspirer les parfums de l'herbe humide et de la rivière ; ses mains s'ouvraient, se refermaient et semblaient caresser les images qu'il lui suggérait ; son corps était abandonné comme au fil de l'eau.

Le bruit de la porte qui s'ouvrait rompit le charme. Madeleine et Rex parurent. Philippe sentit un inexplicable remords et eut conscience comme d'une infidélité, mais dont la victime était son fils plutôt que sa femme.

Il se pencha vers Zosia Wieliczka, lui dit furtivement :

— C'est ma femme et mon fils.

Comme il eût dit : « Prenez garde... »

Elle ne répondit pas. Elle regardait les nouveaux venus fixement, gravement. Tous s'étaient groupés autour d'eux, et Goncourt flattait l'enfant avec cette gaucherie, cette bonne volonté touchante de ceux qui ne connaissent la paternité que par ouï-dire.

Philippe ne pouvait courir au-devant de Madeleine et de Rex. Il avait quelques instants de répit. Il dit à Zosia :

— Vous êtes une passagère, je ne vous reverrai peut-être jamais.

Elle parut s'éveiller d'un rêve, et répondit brièvement :

— Ce soir, si vous voulez. N'irez-vous pas chez la princesse Mathilde? C'est dimanche.

Puis elle rentra dans le cercle, où Philippe la suivit. Il ne lui adressa plus quatre mots jusqu'à la fin de la réception qui fut à peine un quart d'heure plus tard, et lui dit adieu comme à une inconnue. Il partit en voiture avec Madeleine et Rex, tandis que les autres allaient à pied vers les gares d'Auteuil ou de Passy. La nuit tombait, le ciel était pâle, le crépuscule pauvre et froid. Cependant Rex demanda si on ne faisait pas encore un petit tour, d'un ton d'enfant boudeur et gâté ; il semblait dire : « On me doit bien une compensation. » Selon l'usage, on lui obéit ; mais Philippe était taciturne, absent. Il dit tout d'un coup :

— C'est assommant ! Je ne sais pas où j'ai eu la tête :

j'ai promis à Goncourt que nous irions ce soir chez la Princesse... Il est vrai que nous n'y avons pas mis les pieds depuis des éternités.

Il ajouta, comme s'il n'eût pas dit *nous* :

— Tu viendras?

— Tu crois que tu ne pourrais pas y aller tout seul? — dit Madeleine.

— Vingt minutes, — répondit Philippe.

Elle reprit, après un temps, et sans elle-même se rendre compte de l'association mystérieuse qui lui suggérait cette réplique :

— J'ai été bien étonnée de voir ces deux femmes chez Goncourt. Qui est-ce donc?

Et comme si elle n'eût parlé que de Zosia, Philippe lui repartit :

— C'est une drôle de petite bonne femme.

Cependant Rex avait levé les yeux sur son père et le gênait d'un de ces inquiétants regards d'enfants, dont on ne sait jamais s'ils sont vagues et vides, ou s'ils contiennent, avec l'immense mémoire de tout le passé, la prévision de tout l'avenir.

III

RUE DE BERRI

Bien avant que cette première rencontre de Zosia eût révélé ses effets, le souvenir de ce dimanche au grenier d'Auteuil s'était installé dans la mémoire de Philippe Lefebvre, où il faisait époque selon la définition de Bossuet :

« *Il faut avoir certains temps, marqués par quelque grand événement auquel on rapporte tout le reste; c'est ce qui s'appelle époque, d'un mot grec qui signifie s'arrêter, parce qu'on s'arrête pour considérer comme d'un lieu de repos tout ce qui est arrivé devant ou après.* »

Les hommes ont aussi de ces lieux de repos, d'où ils considèrent tout ce qui est arrivé devant ou après dans leur histoire particulière, qui les intéresse ordinairement davantage que l'histoire universelle. Mais, comme cette histoire, en même

temps qu'ils la considèrent, ils la vivent, et que leur faculté de se connaître peut aller jusqu'au pressentiment, non jusqu'à la prescience de l'avenir, ils n'aperçoivent qu'après coup l'importance véritable et la signification des époques : cependant ils ne laissent pas d'en être avertis sur le moment même par une instinctive clairvoyance, avec une assez grande marge d'erreur.

L'erreur consista, pour Philippe, à croire que ce dimanche aux longs retentissements fît exclusivement époque dans l'histoire de son amour paternel. Pouvait-il anticiper de si loin, malgré l'éveil et le trouble de sa curiosité, le rôle futur de Zosia Wieliczka dans sa vie? Ce jugement, au surplus, s'il était incomplet, n'était point faux. Dès la première confrontation de Zosia et de Rex, le père et le fils — cette petite âme entr'ouverte, déjà capable de toutes les divinations — avaient senti la même sourde angoisse. Quelque chose les avait avertis, pour ainsi dire à leur insu, que la discorde venait de se dresser entre eux. Et c'est bien à ce moment précis de la durée que leur immense et jalouse tendresse avait perdu la sécurité de la paix, pour devenir, pour rester jusqu'au dernier jour un douloureux et perpétuel conflit.

L'enfant, chez qui l'instinct était d'autant plus fort qu'il échappait au contrôle de la raison, fut peut-être plus prompt que le père à éventer la menace et à prendre les premières mesures pour y parer. Ses armes furent celles de la faiblesse ; même, il mentit, et s'étant mis en tête (d'où lui venait cette idée ?) qu'il ne fallait point que son père allât chez la princesse Mathilde ce dimanche soir, il feignit une indisposition.

La suggestion, en ce cas, est presque certaine à son âge : il se procura le malaise qu'il simulait. Le printemps nouveau l'y aida, toute une journée de trop grand air, de congé, de désœuvrement. Il dîna peu ou point. Il avait les yeux brillants et en détresse, le sang au visage, lui dont le teint était naturellement olivâtre et mat, — son père disait en riant : « Le teint espagnol de Philippe II. »

Rex n'obtint qu'un demi-avantage. Madeleine, qui n'avait pas l'intention d'aller chez la Princesse, n'y alla point; et Philippe, qui semblait quémander un prétexte pour n'y pas aller, finit de guerre lasse pas s'habiller, en bâillant, et partit.

Il répéta qu'il n'y demeurerait que vingt minutes et serait de retour avant une heure. Il ajoutait, à part lui :

« C'est bien la peine! Puisque je ne *la* rencontrerai pas! »

De cela il était parfaitement sûr, et cette sûreté lui agaçait les nerfs. Bien qu'il eût connu peu de Slaves, de l'un ou de l'autre sexe, il avait comme l'intuition de leur fabuleuse inexactitude, qui fait que, si on a le malheur de leur assigner un rendez-vous, on peut jurer qu'ils ne s'y rendront pas, ou deux heures trop tard, ou même — c'est leur raffinement — deux heures trop tôt. Philippe était si sûr de sa déconvenue qu'il en prenait déjà son parti et se disait :

« Bah ! j'aurai toujours fait ma visite et je n'aurai plus à la faire dimanche prochain. »

Il n'allait guère qu'en rechignant dans ce salon, si brillant jadis et aujourd'hui assez morne ; mais son rechignement n'était pas d'entière bonne foi. Sans doute, il ne s'amusait pas, au sens vulgaire, chez la Princesse, mais ensuite il ne regrettait point d'y avoir passé la soirée. Outre un rien de snobisme (qu'il faut bien avouer), il y goûtait en expert tout ce qui, dans cette maison, pourtant simple et privée, avait encore le grand air impérial, non du dernier règne, mais de l'autre. Sans doute, les bustes de Napoléon III et d'Eugénie de Montijo faisaient face à la porte d'entrée du vestibule ; mais, dès que les gens ouvraient celle du premier salon, à droite, il semblait que l'on pénétrât, soudain et de plain-pied, dans un passé plus passé, dans une relativement plus ancienne histoire.

La reine Hortense y présidait, pâle figure de marbre, d'une grâce souveraine et inconséquente ; puis, la Princesse elle-même, vieille et vivante, brusque et superbe. Tout l'essentiel du masque tenait, intact malgré les ans. Elle avait tout d'une médaille, sauf le fruste. Majestueuse sans y penser, elle était, dans un fauteuil commode et sans style, assise comme dans un trône. A près de quatre-vingts ans, elle pouvait montrer ses épaules en grand décolleté de cérémonie, et ne se parer point d'autres bijoux que d'un rang de grosses perles noires. C'est la roideur, plutôt que la courbure de la taille, qui accusait son âge.

— Mon père, — disait-elle, — pour m'habituer à me tenir

bien, me faisait porter, en guise de bretelles, deux grands cordons de moire de la légion d'honneur croisés sous mon corsage.

Elle accueillait tous les visiteurs avec un sans-façon qui était l'extrême raffinement de la condescendance et de la politesse. Pour n'importe quelle femme elle se levait, leur dérobait sa main quand elles faisaient mine de la baiser, et les baisait elle-même au front pendant la révérence. Elle honorait jusqu'aux hommes d'un imperceptible soulèvement. Son langage était aussi impérial, qui ne signifie pas langage de cour, mais militaire et plébéien ; de même son accent, sa voix commandante. Elle avait en horreur toute étiquette, et lorsque Philippe, selon la règle, lui disait : « Votre Altesse Impériale se porte bien? » elle ne manquait pas de lui répondre :

— Pas mal. Et vous? Et votre femme? Est-ce que je ne la verrai pas ce soir?

L'entretien se bornait le plus souvent à ces deux répliques et à oui, ou une excuse évasive. Philippe Lefebvre s'asseyait sur l'un des cinq ou six sièges qui entouraient celui de la Princesse, qu'un des précédents arrivés lui laissait et que, deux minutes plus tard, il laissait à un autre. Puis il cherchait par le salon quelques personnes de connaissance, qu'il ne trouvait pas toujours. De compagnie ou seul, il allait flâner dans la serre, ainsi nommée d'un massif de plantes vertes au centre, et d'un grand vélum de coutil bis et rose à larges raies. Il explorait d'un bout à l'autre l'immense toile de Victor Giraud qui occupait tout un des murs, et sortait par la salle à manger qui communiquait à l'antichambre.

Ce soir, à peine eut-il pris place dans le cercle qu'il sentit une démangeaison inaccoutumée de participer à la conversation, ou plutôt de l'interrompre, pour demander à la Princesse si les comtesses Wieliczka étaient arrivées et se cachaient, ou si du moins elles étaient tout de bon attendues. Mais il savait que l'on n'interroge pas les princes, et observait le protocole beaucoup plus à la rigueur que la nièce de Napoléon, qui disait volontiers :

— Je n'y entends rien. Je ne suis pas de droit divin, moi : je ne suis pas née.

Cependant, on trouve toujours une transition quand on a une idée fixe, et Lefebvre crut un instant qu'une boutade de la Princesse lui allait fournir l'occasion qu'il cherchait. Elle avait rencontré, aux environs de Saint-Gratien, une femme à bicyclette, en culotte (cette mode était alors dans sa plus fraîche nouveauté) :

— C'est d'une laideur ! On m'a dit : « Madame, ne regardez pas ça !... »

Mais Philippe ne trouva pas le joint. La suite fut plus favorable. Elle critiquait avec âpreté cette manie de donner aux enfants des bonnes étrangères pour leur apprendre les langues vivantes.

— Alors, disait-elle, ils apprennent l'allemand et l'anglais des domestiques?

— Cela, dit soudain Philippe, est d'autant plus désobligeant pour nous, que les étrangers qui apprennent le français apprennent celui des maîtres et même des académiciens. La comparaison est fâcheuse... J'ai vu, — poursuivit-il en pressant son débit comme s'il eût craint d'être coupé, ou qu'une timidité ne l'essoufflât, — j'ai vu aujourd'hui, chez monsieur de Goncourt, une Polonaise qui parle français à ravir.

— Est-ce la Wieliczka? — dit la Princesse. — Une drôle de petite bonne femme...

— Au fait ! Votre Altesse la connaît...

— Elle devait venir ce soir, avec la maman. Mais ces dames, paraît-il, avaient complètement oublié qu'elles partaient pour Nice à huit heures.

Philippe, outré, se leva si brusquement qu'il se fût trouvé ensuite bien gêné si un très vénérable diplomate n'était survenu fort à propos. Il sembla ne s'être levé que pour céder sa chaise à cet ancien ambassadeur (qui, au lieu d'une rosette au revers, portait sa croix de commandeur au cou ainsi que pour une réception officielle). Bien que cette entrée opportune eût empêché que l'on ne remarquât la soudaineté de sa retraite, il n'osa point, comme d'habitude, s'esquiver aussitôt, et demeura en vue un bon quart d'heure par respect humain. A quoi bon? Personne ne prenait garde à lui.

Lorsqu'il pénétra dans la serre, il eut la surprise d'entendre

une musique. Il vit dans la pièce voisine, surélevée de quelques marches, et dont la baie à quatre vantaux était grande ouverte, un de ces orchestres de Napolitains en habit rouge et en pantalon blanc, qui exécutaient les chansons populaires de leur pays. La Princesse les avait fait venir sans doute par pure bonté; on les avait relégués le plus loin possible, et invités à ne pas troubler les conversations par trop de bruit; ce qui expliquait dans une certaine mesure que Philippe jusqu'alors ne les eût même pas entendus.

Il aperçut alors Goncourt, seul sur un de ces sièges appelés dos-à-dos, et qui faisait mine d'écouter, mais qui avait plutôt l'air de ruminer sa note quotidienne, Philippe, que sa déconvenue rendait taquin, prit un malin plaisir à contrarier le vieux maître dans l'exercice de cette fonction, et s'assit sur le dos-à-dos. Goncourt ne l'accueillit pas moins courtoisement, mais se vengea de l'intrus en lui disant avec une perfidie pateline :

— Vous comptiez de trouver ici les Wieliczka? Elles devaient partir ce soir pour Nice et n'y pensaient plus. Elles se sont fait excuser.

Cette originalité des deux Polonaises ne pouvait manquer de les conduire à quelques réflexions sur le secret de l'âme étrangère, qui était l'un des lieux communs favoris de l'école naturaliste; mais ils furent divertis par les musiciens, qui faisaient à ce moment un peu plus de bruit que tout à l'heure, pour la raison qu'ils pliaient bagage.

On vit alors la princesse Mathilde s'avancer toute seule et très lentement à travers le salon vide. Elle ne jugeait pas suffisante la gratification qu'elle avait fait remettre aux Napolitains et voulait y ajouter un remercîment. Elle vint jusqu'au pied des marches, et dit à ces braves gens confus deux ou trois phrases en italien, que Philippe n'entendit pas. Puis, comme si cela ne suffisait pas encore, elle leur fit coup sur coup plusieurs courtes révérences, avant de s'en retourner, du même pas lent et majestueux, vers ses invités.

Cette curieuse scène frappa singulièrement Philippe; et plus tard, n'ayant revu depuis lors la Princesse que peu de fois, quand il songeait à elle, il ne pouvait l'imaginer qu'au bas de cette estrade, saluant, elle, la nièce du grand

empereur, avec sa dignité souveraine, de pauvres musiciens qui n'étaient guère plus que des artistes de la rue.

Dès que la Princesse eût regagné le cercle, il se persuada, sans trop bien saisir en vertu de quelle relation, que maintenant il avait congé de partir. Il ne fit ses adieux qu'à Goncourt, et s'esquiva comme d'ordinaire par la salle à manger. Trois valets de pied sommeillaient dans le vestibule; un autre lui donna son manteau. La cour était déserte, peu éclairée, la porte cochère close, les voitures, en petit nombre, attendaient le long du trottoir.

— Vite, — dit-il, — à la maison.

Il avait hâte de voir Rex, entièrement oublié depuis plus d'une heure, dont l'indisposition recommençait soudain de l'inquiéter.

« C'est bien fait », se disait-il, pensant aux Wieliczka et se moquant de lui-même, avec un vague remords. Ce départ pour Nice lui semblait un départ pour le bout du monde, sans esprit de retour. Il ne doutait plus qu'il ne dût jamais les revoir. En était-il fâché?... Il avait un poids de moins sur la conscience.

Sitôt rentré, sans même quitter son manteau, le chapeau sur la tête, il fut droit à la chambre de Rex, où il trouva Madeleine qui veillait. L'enfant, agité, mais qui semblait dormir, ouvrit les yeux et regarda son père fixement. Quelles choses mystérieuses se dirent-ils sans dire un seul mot, et rien que par l'intelligence de ce regard échangé? Ils sentirent qu'ils étaient réconciliés. Philippe II eut aussi un poids de moins sur la conscience. Il sourit, ses yeux se refermèrent, et il se rendormit apaisé.

(A suivre.)

ABEL HERMANT

LE ROI ALBERT AUX ARMÉES

L'imagination populaire a fait du roi des Belges une sorte de figure légendaire : le chevalier du droit et de la justice, l'incarnation même de la cause de la liberté. Sa fidélité aux engagements, sa fermeté dans l'adversité, tout a contribué à lui créer une gloire singulièrement pure, et, ce qui a touché tous les cœurs, c'est cette simplicité avec laquelle il accepta de vivre au milieu de ses troupes, dans cette humble villa de La Panne, qu'il ne voulut pas quitter avant l'heure de la délivrance. C'est avec une nuance très particulière d'affection et de sympathie qu'on l'a appelé le « roi-soldat ». L'instinct populaire ne s'est pas trompé. Ce jeune souverain, qui n'avait rien de militariste et qui semblait s'intéresser beaucoup plus aux questions industrielles qu'à l'art de la guerre, a conduit la guerre en soldat, et, dans la mesure de ses forces, il a exercé, sur la conduite des opérations, une action beaucoup plus considérable qu'on ne le suppose généralement.

Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on pourra faire l'histoire scientifique de la guerre, mais je voudrais, dès à présent, montrer, par un simple et sec exposé des faits, la part qui revient au roi des Belges dans la victoire commune que le monde célèbre aujourd'hui.

***

La Constitution belge donne au roi le commandement suprême de l'armée : il en est ainsi dans presque tous les États

monarchiques. Mais d'ordinaire, cette disposition demeure purement fictive : les souverains s'exposent rarement à compromettre leur prestige en se risquant à l'art difficile de la stratégie, où une si grande part appartient à la fortune. Le roi Albert, qui est plutôt de ceux qui acceptent de grands devoirs que de ceux qui cherchent un grand rôle, n'a pas paru rompre avec cette tradition monarchique : on ne l'a pas vu imposant son avis aux généraux, dans l'exécution des opérations, ni cherchant à usurper la gloire de ses subordonnés ; mais, remplissant son office avec cette même conscience qu'il met à faire tout ce qui concerne son métier de roi, il n'en a pas moins exercé effectivement le commandement en chef, en ce sens qu'il a eu une part déterminante dans la conception d'ensemble de toutes les opérations de l'armée belge depuis août 1914. Or, on peut se rendre compte dès à présent de l'importance qu'eurent ces opérations dans leur cadre restreint, et de l'influence qu'elles exercèrent sur toute la conduite de la guerre.

***

Il serait injuste et inexact de dire que l'armée belge d'avant 1914 n'était qu'une armée de parade, — à Liége, sur la Gette, sur l'Yser, elle a vaillamment combattu; — mais c'était incontestablement une armée destinée à ne jamais faire la guerre.

Tous les théoriciens du droit des gens, même les Allemands, reconnaissent explicitement que l'État neutre a le droit et même le devoir de défendre sa neutralité par les armes. Mais l'opinion belge, dans son immense majorité, s'était accoutumée à considérer la violation de sa neutralité comme impossible : « Je ne me permets pas de douter de la parole des puissances », avait dit un jour à la Chambre M. Charles Wœste, le principal adversaire du service personnel et de l'augmentation des charges militaires. On justifiait ainsi cette tendance au moindre effort qui s'empare des peuples trop prospères et trop heureux.

Dans un mémoire prophétique, intitulé *Considérations politiques sur la défense de la Meuse*, un haut fonctionnaire du

ministère des Affaires étrangères belge, M. Émile Banning, avait, il est vrai, dès 1881, fort nettement mis en lumière le danger allemand et la vanité des garanties qu'offrait la neutralité permanente ; mais son travail n'était point connu, et les gouvernements qui se succédèrent au pouvoir semblent l'avoir ignoré ou n'y avoir attaché qu'une attention distraite. A l'étranger, le problème n'avait pas été plus sérieusement examiné : l'Allemagne, avec une arrière-pensée que les événements de 1914 ont mise en évidence, ne demandait qu'à encourager la Belgique dans son impuissance volontaire; le grand état-major français était hypnotisé par la frontière de l'Est ; l'Angleterre, comme on l'a vu par les conversations du colonel Bernardiston, attaché militaire à Bruxelles, avec le général belge Ducarne, — conversations dont le procès-verbal, dérobé par les Allemands, a été publié par eux, — avait examiné l'éventualité d'une violation de la neutralité belge, mais sans beaucoup d'esprit de suite.

A la vérité, en Belgique du moins, la tension diplomatique qui suivit le coup d'Agadir ouvrit les yeux à quelques personnes. Le parti catholique, au pouvoir depuis 1884, avait toujours été résolûment opposé à l'augmentation des charges militaires : c'était sa meilleure plate-forme électorale auprès de sa clientèle paysanne. Seule, une fraction, celle qu'on appelait « la jeune droite », s'y était ralliée, mais sans enthousiasme. Le parti libéral, partisan du service personnel et du renforcement de l'armée, était impuissant. Le parti socialiste s'en tenait obstinément au système de la « nation armée », c'est-à-dire au système suisse. Ce fut l'honneur de M. de Broqueville d'obtenir de ce Parlement hésitant et divisé la loi de 1911 qui, si elle ne donnait pas à la Belgique l'armée correspondante au chiffre de sa population, permettait du moins de mettre en ligne 350 000 hommes. Mais cette loi ne devait produire tous ses effets qu'en 1918, et en 1914 l'effectif de l'armée était loin d'atteindre ce chiffre.

D'autre part, au moment où la guerre éclata, le plan de campagne inspiré par l'idée de neutralité n'avait pas été modifié. Toutes les frontières étaient également gardées, comme si le danger eût été égal du côté de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. La première division, ou division

des Flandres, regardait l'Angleterre; la troisième division, ou division de Liége, regardait l'Allemagne; les quatrième et cinquième divisions regardaient la France, la quatrième ayant à faire face à une attaque sur Namur, la cinquième à une armée qui eût débouché de Maubeuge-Lille. C'était l'ancienne théorie, imposée à la Belgique par les traités de 1839, et suivant laquelle toutes les puissances garantes et voisines du pays étaient également à respecter et également à craindre. La Belgique n'avait pas le droit de voir où étaient ses véritables ennemis, et malheureusement, elle s'était montrée scrupuleuse jusqu'à la sottise des obligations qui lui avaient été imposées. La seule modification qui, avant 1914, eût été apportée au vieux plan neutraliste, c'était le renforcement de la garnison de Liége, et cette mesure avait été prise à l'initiative du roi Albert.

***

Au moment ou la guerre éclata, il fallut donc modifier instantanément tout le plan de défense. Pour faire face à une agression dont le roi prévoyait la violence et la puissance sinon la férocité, le haut commandement belge ne disposait que d'une armée de campagne de 117 000 hommes, auxquels vinrent s'ajouter ultérieurement 18 500 volontaires. Il ne pouvait être question d'une résistance prolongée. Sans le secours des Alliés, la Belgique ne pouvait rien. Aussi, dès les premiers jours, le roi considéra-t-il que le rôle de l'armée belge devait être celui d'une avant-garde de l'Entente, rôle périlleux mais glorieux entre tous.

Cependant, telle était la puissance des idées inspirées par le régime de la neutralité à laquelle la Belgique ne devait renoncer officiellement que beaucoup plus tard, qu'il fallut d'abord donner à l'action militaire de l'armée belge le sens d'une simple défense du droit violé par l'Allemagne. C'est la signification de l'appel que le 4 août la Belgique adressa aux puissances garantes de sa neutralité :

Il y aurait, disait le Gouvernement belge dans ce document, une action concertée et commune, ayant pour but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et, en même

temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans la guerre. La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assurera la défense des places fortes.

Cette action concertée et commune, il eût fallu du temps pour la préparer et l'organiser. L'armée anglaise ne put prendre contact avec l'ennemi qu'à la fin d'août. Quant à l'armée française, elle avait à opérer un gigantesque changement de front. Elle y mit toute la diligence possible, et l'offensive qu'elle prit à la fois dans les Ardennes et entre Sambre et Meuse, et qui devait se terminer par la cruelle défaite de Charleroi, si elle a été jugée imprudente depuis par beaucoup d'experts militaires, a du moins montré que la France n'abandonne jamais ceux qui se sacrifient pour elle ; elle a noué entre la grande République et le petit Royaume des liens désormais indissolubles.

En réalité, l'action « concertée et commune » ne commença qu'à la bataille de l'Yser. Jusqu'au 6 octobre, l'armée belge demeura isolée. Avant-garde volontaire des Alliés, elle semblait abandonnée à ses propres ressources. Attaquée par des forces infiniment supérieures, ne disposant que d'une artillerie de campagne insuffisante, complètement dépourvue d'artillerie lourde, elle voyait le terrain qu'elle était obligée d'abandonner abominablement ravagé par l'ennemi. Il y avait de quoi désespérer...

Ce fut le grand mérite du roi de ne jamais désespérer. Aucun souverain, aucun chef d'État n'eût eu plus de droit que lui d'adopter la magnifique devise de Guillaume d'Orange : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. » Et il eut d'autant plus de noblesse à s'en tenir fermement à son dessein qu'il n'était pas très bien secondé. Le haut commandement belge était un commandement du temps de paix : il n'avait aucune expérience de la guerre. Il eût fallu le renouveler, le rajeunir : on n'en avait pas le temps. Mais quelles qu'aient été les fautes de détail qui ont pu être commises, l'armée n'en a pas moins rempli son devoir avec autant de succès que de courage, accomplissant à la lettre le plan très sage et très prudent que le roi avait conçu et à l'exécution duquel il sut veiller lui-même avec une vigilance de tous les instants. Ce plan consistait essentiellement

à retenir et à fatiguer l'ennemi, afin de permettre au gros des forces alliées de préparer son entrée en action. Il s'agissait de gagner du temps pour que l'armée française pût achever ses préparatifs.

Dans le *Rapport du Commandement de l'Armée belge, sur l'action de l'armée pour la défense du pays et le respect de sa neutralité* (période du 31 juillet au 31 décembre 1914), on a publié les instructions générales qui furent données aux chefs de corps. Il n'est pas sans intérêt de les reproduire ici :

I. — *Toutes les fois que l'armée aura devant elle des forces très supérieures :*

1° Se maintenir le plus en avant possible sur de bonnes positions défensives barrant le chemin à l'envahisseur, de manière à soustraire la plus grande partie du territoire à l'invasion ;

2° L'armée étant ainsi placée en avant-garde des armées françaises et anglaises, attendre sur ces positions que la réunion avec ces armées puisse s'opérer ;

3° Si cette jonction n'est pas faite au moment de l'arrivée des masses ennemies, ne pas exposer l'armée à une perte certaine qui entraînerait nécessairement l'occupation du territoire et pour cela :

a) Éviter que l'armée livre seule une bataille contre ces masses;

b) Éviter que l'armée se laisse envelopper et agir, au contraire, de façon à lui ménager toujours une ligne de retraite permettant sa réunion ultérieure avec les armées françaises et anglaises, en vue de l'action commune avec celles-ci.

II. — *Toutes les fois que l'armée n'aura devant elle que des forces égales :*

Attaquer l'ennemi au moment le plus favorable, soit que ses positions soient trop étendues et insuffisamment organisées, soit qu'il se soit momentanément affaibli.

Cette tâche exactement définie n'était-elle pas, à la lettre, celle d'une avant-garde?

L'avant-garde de l'avant-garde se trouvait à Liége, position solidement fortifiée par le général Brialmont, mais qui, dans l'ancien plan de défense de la Belgique, n'avait qu'une garnison absolument insuffisante. A la suggestion du roi, par une disposition prise un peu avant 1914, cette garnison devait être renforcée, en cas de guerre, par toute une division de l'armée de campagne. Peut-être le haut commandement allemand l'ignorait-il, car il attaqua la place comme s'il comptait sur une défense absolument illusoire.

Dans la matinée du 5 août, un parlementaire se présenta au général Leman, gouverneur de la position fortifiée, et lui demanda de livrer passage. Il essuya un refus catégorique. Immédiatement, sans préparation d'artillerie lourde, l'infanterie allemande passa à l'assaut des forts de Chaudfontaine, Evegnée, Fléron, Barchon et Pontisse. Partout, elle fut repoussée avec des pertes énormes (au cours des opérations de Liége, l'armée d'invasion perdit environ 40 000 hommes), et une énergique contre-attaque de la 11e brigade belge rejeta les assaillants en désordre au delà de leurs positions de départ.

Ce succès qui eut non seulement en Belgique, mais aussi en France et en Angleterre un immense retentissement, devait être sans lendemain. La 3e division belge avait devant elle une armée de 300 000 hommes. Une partie de cette armée avait passé la Meuse à Lixhe, près de la frontière hollandaise, et ses avant-postes se trouvaient déjà à Tongres. Les forces dont disposait le général Leman étaient insuffisantes pour défendre les intervalles des forts : il comprit que s'il tentait une résistance prolongée, son armée de campagne ne manquerait pas d'être entourée et faite prisonnière. Selon les instructions générales qu'il avait reçues, et qu'il exécuta avec un admirable héroïsme, il décida de défendre les forts jusqu'à la dernière extrémité, mais il ordonna la retraite immédiate de l'armée de campagne. Cette retraite s'exécuta dans un ordre parfait, et les derniers forts ne succombèrent que le 16 et le 17 août.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les conséquenses que la résistance imprévue de Liége eut sur la suite de la guerre. Tous les écrivains militaires les ont immédiatement mises en lumière. Le succès du plan allemand dépendait de la rapidité de son exécution. Or, le temps d'arrêt que lui imposa le général Leman embouteilla l'armée allemande et entrava son ravitaillement. Les routes et les voies de chemin de fer furent encombrées pendant plusieurs semaines, et des divisions entières en furent réduites à piétiner sur place, tandis que s'opérait en France le changement de front nécessité par la violation de la neutralité belge.

Devant les forces considérables qu'elle avait devant elle, l'armée belge eût pu, sans déshonneur, se retirer dès ce

moment sur le camp retranché d'Anvers, considéré comme le réduit national, et où se trouvaient son ravitaillement, ses approvisionnements et sa base. Mais le roi, obstinément fidèle au plan qu'il avait conçu, et décidé à se maintenir le plus en avant possible sur toutes les positions défensives qui lui étaient offertes, arrêta le mouvement en arrière sur la ligne de la Gette qui, appuyée à gauche du Démer, prolongée par le cours de la Meuse entre Namur et Givet, protège une grande partie du territoire.

Cette ligne est trop étendue pour que la petite armée belge pût songer à l'occuper tout entière. Mais on pouvait espérer que l'armée française arriverait à temps pour défendre la Meuse de Namur à Givet. L'opération fut tentée, mais sans succès : une formidable armée allemande occupait déjà le massif des Ardennes, et la position fortifiée de Namur, dont les forts furent immédiatement détruits par l'artillerie lourde, n'offrit pas la même résistance que celle de Liége.

L'armée belge, massée derrière la Gette, devait donc se trouver promptement dans une situation dangereuse. Elle ne continua pas moins à tenir jusqu'au dernier moment, retenant devant elle onze corps d'armée, et soutenant victorieusement plusieurs combats, dont celui de Hælen, qui fut un succès sérieux.

Le 18 août, la situation devint nettement critique ; indépendamment des forces allemandes qui se dirigeaient vers la France à travers les provinces belges de Luxembourg et de Namur, il y avait environ 500 000 hommes qui marchaient sur la rive gauche de la Meuse. Or, on avait alors perdu tout espoir que l'armée belge pût être secourue à temps par les armées française et anglaise. Suivant les renseignements fournis par le commandement français, un des corps de la 5e armée tenait les ponts de la Meuse, entre Hastière et Namur, et les ponts de la Sambre entre Floreffe et Tamines. Les trois autres corps de cette armée étaient arrivés le 19 dans la région de Philippeville. Elle était menacée tout entière par un fort groupement ennemi qui s'étendait d'Yvoir à Beauraing, et qui avait attaqué Dinant le 17. Quant à l'armée anglaise, elle arrivait en ce moment au sud de la Sambre, et ne pouvait être en état d'entrer en action avant le 22 ou le 23 août.

L'armée belge, forte de deux corps environ, demeurait donc seule en contact avec onze corps ennemis. Accepter la bataille dans ces conditions, c'était courir à un désastre certain : le roi décida la retraite sur Anvers, l'ennemi entra le 19 à Louvain, qu'il incendia, et le 20 à Bruxelles.

Le commandement allemand semble avoir jugé à ce moment que l'armée belge était définitivement hors de cause. Il ne laisse devant Anvers qu'un rideau de troupes, et lance toutes ses forces contre la France. Il gagne la bataille de Charleroi et se précipite vers Paris, en brûlant les villages et en rançonnant les villes. C'est la guerre « fraîche et joyeuse »...

Cette ruée, qui fut le premier grand mouvement offensif de l'Allemagne, s'arrêta à la bataille de la Marne, qui décida du sort de la guerre. Dans la défense hâtive, improvisée que la France et l'Angleterre opposèrent à l'agression germanique, ces deux puissances avaient triomphé grâce à l'héroïsme des soldats de Joffre, et grâce à cette courageuse résistance de la Belgique que tout le monde croyait impossible. Par sa claire conception de la tâche qu'elle pouvait remplir, la petite armée belge destinée à ne jamais faire la guerre avait joué un rôle capital dans la plus formidable bataille de l'histoire. Placée en avant des armées alliées, elle avait supérieurement rempli la fonction de toutes les avant-gardes qui est de « retarder et de reconnaître la marche de l'ennemi ».

***

Cette fonction, elle devait l'assumer encore, lors du second grand mouvement offensif qu'entreprit l'Allemagne sur le front occidental, celui qui commença environ un mois après la Marne et se termina par la bataille des Flandres, ou bataille de l'Yser. La première offensive avait commencé par le siège de Liége; la seconde commença par le siège d'Anvers. Pendant la bataille de la Marne, la garnison de cette place avait effectué deux sorties qui avaient suffisamment inquiété le haut commandement allemand pour retenir un certain nombre de divisions qui eussent été fort utiles à von Kluck. Il décida d'assurer avant tout ses derrières et de se débarrasser d'une menace qu'il ne jugeait plus négligeable. Mais il ne renouvela pas la

faute qu'il avait commise à Liége en faisant attaquer la place par l'armée von Emmich qui était dépourvue d'artillerie lourde ; l'armée qui entreprit le siège d'Anvers sous le commandement de von Beseer était abondamment pourvue de pièces de gros calibre. Dans le même temps, une nouvelle armée se formait et s'instruisait en Allemagne, prête à entrer en action dès que la place aurait succombé.

Le plan allemand était bien conçu. Tandis que les armées qui, sur la Marne, avaient été battues mais non détruites, retiendraient sur la ligne de l'Aisne les armées françaises, animées d'un magnifique esprit offensif mais encore insuffisamment pourvues de munitions et de matériel pour pouvoir percer un front déjà formidablement organisé, la nouvelle armée, renforcée par l'armée von Beseler, devait se précipiter vers la mer, s'emparer de Dunkerque, de Calais et de Boulogne et couper les communications directes de la France et de l'Angleterre. Ce plan échoua grâce à l'héroïsme que l'armée belge devait déployer sur l'Yser, mais tout cet héroïsme eût été vain si la résistance d'Anvers ne se fût prolongée assez longtemps pour permettre aux forces franco-anglaises de secourir à temps les vaillants défenseurs du petit fleuve flamand. Or c'est à l'action directe du roi Albert, à sa ferme volonté, que l'on doit d'avoir tenu à Anvers jusqu'au 10 octobre.

Dès le 1er, le commandement belge s'était aperçu que contrairement à toutes les espérances, la résistance de la place ne pourrait être longue. Les premiers coups de l'artillerie lourde allemande avaient été foudroyants. Le 29 septembre déjà, les deux principaux forts de la défense, ceux de Waelhem et de Wavre-Sainte-Catherine avaient été mis hors d'usage. Aussi à partir de ce moment commença-t-on à envisager l'éventualité de la retraite vers l'ouest, opération délicate parce qu'on ne disposait que d'une voie ferrée qui part de la rive gauche de l'Escaut, tandis que la ville et les forts se trouvent sur la rive droite. Mais alors que beaucoup voulaient l'entreprendre immédiatement, le roi manifesta sa volonté de ne céder la place qu'à la dernière extrémité.

La situation était tragique. Anvers est une ville de 300 000 habitants : le Gouvernement et tous les services administratifs de la Belgique s'y trouvaient réunis et, malgré l'état de siège,

l'élément civil y avait une grande influence. Or les premiers effets du bombardement de l'ennemi qui, bien entendu, ne s'était pas contenté de tirer sur les forts, mais, dès qu'il avait pu le faire, avait dirigé le feu de ses batteries sur la ville elle-même, avaient produit dans ce milieu mal préparé à la guerre un véritable affolement. La plupart des membres du Gouvernement, un grand nombre d'officiers et de généraux suppliaient le roi d'ordonner la retraite immédiate. Ils pouvaient d'ailleurs mettre en avant des arguments d'ordre militaire.

En exécution du plan qui semble avoir été adopté par le grand état-major aussitôt après la défaite de la Marne, les armées allemandes en effet, remontant de Lassigny vers le nord, avaient atteint les environs de Lille. Que ce mouvement s'étendît davantage et l'armée belge était coupée de l'armée franco-anglaise. Le roi se rendait parfaitement compte du péril, mais il voulait s'en tenir à ce grand principe de l'art de la guerre : on n'abandonne jamais à l'ennemi ni terrain ni forteresse tant qu'il est possible de les défendre. Cependant il était sur le point d'être débordé par la masse de ceux qui voulaient opérer la retraite immédiatement, quand M. Winston Churchill arriva dans la ville assiégée. Le roi n'eut pas de peine à faire partager ses idées au ministre anglais, et il se servit de l'autorité et du prestige du grand pays que représentait M. Churchill pour imposer sa volonté de résister à outrance. Il obtint d'ailleurs immédiatement de l'Angleterre la promesse d'un secours destiné à assurer la retraite de l'armée belge. Par une convention passée le 3 octobre, le Gouvernement britannique s'engageait à occuper Gand et « tout autre point de la ligne de retraite de l'armée belge » avec des forces suffisantes. De son côté, le haut commandement français ne devait pas tarder à jeter en avant au secours de la Belgique l'héroïque brigade des fusiliers marins, qui partageront désormais le sort de l'armée royale et, se couvrant de gloire, prendront une part brillante à la défense de l'Yser.

Malheureusement, si important qu'ils eussent été, ces renforts anglais et français ne purent retenir longtemps l'énorme masse allemande qui se trouvait sur la ligne de la Dendre. Dans la soirée du 8 octobre la situation se présentait ainsi : La ligne de la Nèthe était percée ; la ligne de la Dendre

était franchie et celle de l'Escaut vivement attaquée par des forces qui s'accroissaient sans cesse. La liaison sous Anvers avec le gros des forces françaises et anglaises ne pouvait plus être espérée ; l'occupation de Gand par l'ennemi était inévitable. Dans ces conditions, il devenait urgent d'évacuer Anvers.

Le passage du fleuve commença aussitôt et le 7 toute l'armée de campagne était transportée sur la rive gauche ; la 4e division et les troupes anglaises qui étaient venues secourir la ville reçurent l'ordre de défendre les forts tant que leurs communications ne seraient pas irrémédiablement coupées. La place capitula le 10. La plus grande partie de la garnison put rejoindre l'armée ; quelques éléments passèrent en Hollande, et l'ennemi fit relativement peu de prisonniers.

Par son héroïque obstination le roi avait gagné toute une semaine et il avait rendu ainsi à la cause commune un service inestimable. Si l'armée belge, en effet, avait quitté Anvers une semaine plus tôt, l'armée assiégeante faisait une semaine plus tôt sa jonction avec la IVe armée allemande, la bataille de l'Yser s'engageait une semaine plus tôt, soit vers le 11 octobre ; et comme les premiers renforts français — la 42e division — ne purent arriver sur le front Nieuport-Dixmude que le 23, il est infiniment probable que ce front eût été enfoncé et Calais occupé par l'ennemi. Les 48 000 combattants auxquels se trouva réduite l'armée belge après sa rude campagne et sa pénible retraite — soutenus il est vrai de la brigade des fusiliers-marins, troupes incomparables, mais dont l'effectif n'était que de 8 000 hommes environ — purent tenir seuls, du 17 au 23, puis, renforcés, du 23 au 31 ; mais à ce moment, ils étaient arrivés à l'extrême limite des forces humaines.

***

Je n'ai pas à raconter les péripéties de la bataille de l'Yser. Elles sont universellement connues. C'est l'épisode le plus glorieux de la glorieuse bataille des Flandres où se brisa la seconde grande offensive allemande en Occident. Le haut commandemant allié avait demandé à l'armée belge épuisée,

et à laquelle la brigade des fusiliers-marins avait été rattachée, de résister pendant quarante-huit heures : elle résista huit jours et, donnant ainsi aux forces franco-anglaises le temps d'organiser le front, elle sauva la situation. La légende a déjà popularisé le rôle du roi dans cette période critique : elle est conforme à l'histoire. A ce moment, Albert Ier mérita vraiment ce titre de roi-soldat que lui décernèrent les journaux. Pas un instant il ne quitta le front. On le voyait, insoucieux du danger, visiter les uns après les autres tous les postes de commandement, inspecter les tranchées, encourageant les hommes de la parole et du geste : plus que jamais il fut alors l'âme de la résistance, l'âme de son armée.

La période qui suivit la bataille de l'Yser fut pour l'armée belge une période de recueillement. Tandis qu'elle garde le front réduit, et désormais assez calme, qu'elle a héroïquement défendu, elle se réorganise à l'arrière.

Tout était à refaire : on renouvela, on rajeunit le haut commandement; on fonda en France des écoles d'officiers, qui ne devaient pas tarder à fournir à la jeune armée des cadres excellents; on reconstitua les effectifs en appelant sous les drapeaux tous les Belges de dix-huit à quarante ans qui se trouvaient dans la Belgique libre, les pays alliés et les pays neutres. Grâce à l'appui de la France et de l'Angleterre, on réapprovisionna l'armée en artillerie, en munitions et en matériel de toute nature. Bref, en pleine guerre, et alors que le Gouvernement se trouvait sur le sol étranger, on forma une armée nouvelle qui, dès la fin de 1915, comportait six divisions, plus deux divisions de cavalerie. Bien que ne disposant d'aucune réserve d'alimentation, cette armée, peu à peu, par un entraînement constant et méthodique, arriva à devenir un excellent instrument de combat; elle continua à garder un front de plus en plus étendu, exécutant sans cesse des coups de main, tenant l'ennemi en haleine, et retenant devant elle un certain nombre de divisions.

Durant cette période de reconstitution, le rôle du roi fut en apparence assez effacé, parce que ce fut surtout un rôle moral. Refusant l'hospitalité qui lui était offerte en France et en Angleterre, il avait voulu rester au milieu de ses soldats, et cette résolution eut sur l'esprit de l'armée le meilleur effet.

Rien n'est plus démoralisant que l'inaction périlleuse et laborieuse de la guerre de tranchées. Dans le morne paysage dévasté et presque toujours noyé de brume où ils montaient la garde, sans cesse menacés par le bombardement ennemi qui leur causait des pertes journalières assez considérables, éloignés de leurs foyers et de leurs familles, sans espoir de prendre avant de longs mois l'offensive libératrice, les troupiers belges étaient plus que d'autres des victimes désignées pour le « cafard ». Le roi l'avait compris. Très heureusement assisté par la reine qui fut admirable d'ingéniosité, de charité et de délicatesse dans son rôle d'infirmière et de sœur de charité, il s'appliqua à améliorer la vie du soldat, à soutenir son moral, à le distraire, à l'instruire. Peut-être aurait-il pu jouer un rôle politique plus important, prendre une part plus active dans les conseils de l'Entente. D'autres souverains dans sa situation eussent sans doute cherché à exercer une action directe sur les affaires européennes, eussent rêvé de grande politique : ne voulant d'autre tâche dans l'avenir que celle de restaurateur de la patrie belge, il ne songea qu'à rester le chef de son armée. Pour modeste qu'elle soit, cette conception du devoir royal a sa grandeur, et le sentiment populaire l'a fort bien compris. Le roi, se promenant de long en large sur la plage de La Panne, ayant à ses côtés soit la reine, fine et menue silhouette féminine, soit quelque officier d'ordonnance, s'arrêtant par instants devant la mer grise, où croisaient les monitors anglais, puis reprenant sa promenade songeuse, quelle image émouvante du malheur fermement supporté, et de l'espérance obstinée dans la Justice !

Il attendait son heure.

Dès le commencement de 1918, la nouvelle armée belge était parfaitement au point ; bien équipée, bien exercée, abondamment fournie d'artillerie, elle était au courant de toutes les difficultés de la guerre de tranchée. Le général Gillain, chef d'état-major, s'était appliqué à développer son esprit offensif par des raids et des coups de main continuels. Lors de l'offensive allemande contre les monts de Flandre, elle s'était distinguée notamment au combat de Kippe, où elle rétablit la situation un moment compromise et infligea à l'ennemi un échec sérieux. Aussi, quand vint le moment de

l'offensive générale, brûlait-elle tout entière du désir d'y prendre part.

Avec ce sentiment juste des situations qu'il avait montré à Anvers, le roi saisit l'occasion. Étant donnée la faiblesse de ses effectifs, il ne pouvait être question pour l'armée belge d'entreprendre à elle seule la libération du territore. Elle n'avait pas d'ailleurs à agir isolément : son effort davait faire partie de l'effort général. Le roi demanda donc au haut commandement allié que des forces françaises et anglaises fussent adjointes à l'armée belge, et placées sous son commandement. Cette suggestion fut immédiatement acceptée, et c'est avec la coopération d'une armée française et d'une armée anglaise placées toutes deux sous les ordres du roi, que l'armée belge prit part à la grande bataille décivise qui, commencée par la victorieuse contre-offensive du général Mangin, se termina par l'armistice du 11 novembre.

L'offensive avait été minutieusement étudiée par l'état-major belge, d'accord avec les états-majors français et anglais qui lui avaient été adjoints, et le roi lui-même y avait apporté toute son attention. Le plan qui avait été arrêté fut exécuté avec une extrême précision, malgré les difficultés du terrain. Tandis que les Anglais attaquaient vigoureusement au sud d'Ypres, l'armée belge entrait en action, à la fois dans le secteur de Dixmude et devant la forêt d'Houthulst. En deux jours, elle enlevait ce formidable réduit, merveilleusement organisé, où les Allemands jusque-là avaient tenu contre toutes les attaques, elle reprenait les ruines de Dixmude, et poussait jusqu'aux crêtes des Flandres, position stratégique qui commande tout le pays.

A ce moment, l'armée allemande était encore un redoutable instrument de combat. La résistance avait été sérieuse, et malgré l'enthousiasme de la victoire, l'armée belge seule n'eût sans doute pas pu poursuivre ses avantages, d'autant plus que les difficultés du terrain augmentaient au fur et à mesure que l'on avançait. Mais alors, l'armée française des Flandres, sous les ordres du général Degoutte, entre en ligne. Après un temps d'arrêt nécessité par la mise en état des routes, des voies de communication et de ravitaillement, on reprend la marche en avant : Français, Belges, Anglais poursuivent

sans interruption leur offensive qui ne s'arrêtera qu'à l'armistice.

Jamais coopération entre alliés ne fut plus complète et plus intime : Roulers enlevé, la côte occupée, toute l'armée allemande de Belgique était irrémédiablement compromise, et les victoires des armées anglo-belges, placées sous les ordres du roi Albert, coïncidant avec les victoires de Lorraine et de Champagne, contribuèrent pour leur part au désarroi qui devait amener la brusque capitulation de l'Allemagne.

***

M. Paul Deschanel à la Chambre a salué dans le roi des Belges le vainqueur des Flandres. C'est un beau titre que, sans doute, conservera l'histoire, mais en réalité le rôle du roi Albert fut moins sonore et plus important. De par les traités qui avaient présidé à sa fondation, la Belgique n'avait d'autre obligation militaire que la défense de sa neutralité et de son territoire. Elle parut d'abord s'y tenir, d'ailleurs héroïquement, mais, usant des prérogatives que lui donnait la Constitution, le roi, dès les débuts de la guerre, comprit sa tâche d'une façon beaucoup plus large et plus généreuse. En acceptant le rôle d'avant-garde des Alliés, il prépara l'abandon du régime de la neutralité qui avait été si funeste à l'esprit public du pays, et, du même coup, l'entrée de la nation belge dans la grande alliance des nations libres. Les traités de 1831 et de 1839, qui portaient encore la marque de l'esprit qui régnait en Europe au moment du traité de Vienne, avaient fait de la neutralité belge une sorte de bastion contre la France. Le rôle qu'elle a joué dans cette guerre, rôle que le roi, expression vivante de la conscience nationale, a su choisir et délimiter, a rendu le pays à ses destinées véritables, qui sont d'occuper les avant-postes de la Gaule et de barrer la route aux éternelles ambitions germaniques. Le roi-soldat, soldat du droit, commande aux avant-postes de la civilisation occidentale.

L. DUMONT-WILDEN

ODE SUR L'ENTRÉE DES FRANÇAIS A METZ

(*19 novembre 1918*)

Un jour qui n'est ni bleu, ni sombre
Et qui ressemble à tous les jours ;
Un jour de novembre où quelque ombre
Baigne un ciel aux nuages courts.
Pourtant chacun de ces nuages
Entrait dans l'histoire des âges
Doré d'un nimbe sans pareil,
Et du balcon à la croisée
La ville était si pavoisée
Qu'elle ruisselait de soleil.

O Metz vue au loin dans la plaine !
Haute et molle apparition
Sous le ciel où son fils Verlaine
Vit de blancs vols d'assomption !
Un charme est sur ce paysage,
Un charme d'yeux et de visage,
Un sortilège presque humain,
Le charme des antiques Gaules
Qui, leurs cheveux sur les épaules,
Venaient boire à l'esprit romain.

Rome opposait ce territoire
Aux Germains âprés et trompeurs :
On sent sur ces coteaux l'histoire
Qui palpite dans les vapeurs.

C'est ici que sur la Moselle,
Autrefois consul plein de zèle,
Ausone vieux buvait son vin,
Le même, blond, sans flamme aucune,
Qu'on boit comme du clair de lune
Dans un verre à pied frêle et fin.

Là-bas, les sombres Germanies,
Par delà le Rhin brusque et vert,
Massent leurs forêts infinies
Loin de ce beau pays ouvert.
Avec Hermann, le premier reître,
Elles ont tué d'un bras traître,
Varus, tes légions, hélas !
Mais leur châtiment, c'est que Rome
Ne leur a pas enseigné l'Homme
Qu'elle avait appris de l'Hellas !

— Oh ! dans les brumes mosellanes
La Mutte inonde le matin,
Sous des vols fous d'aéroplanes
Où parfois tonne un fort lointain !
Et sa voix fait tinter et vivre
Des échos d'argent et de cuivre
Et des harmoniques d'airain,
Par delà l'ancienne frontière,
Aux cloches de la France entière
De la Bretagne jusqu'au Rhin !

Oui, toute la France délire
En ces beaux jours tant retardés !
Comme les cordes d'une lyre,
Nos clochers restaient accordés !
Musique heureuse, unique, immense
Que semble verser sur la France
Un seul instrument irréel !
Harpe de cloches, harmonies
Dont les vibrations unies
Font comme un sonore arc-en-ciel !



O crainte que l'heure ineffable
Ne déçoive l'espoir ancré !
O bonheur que tout soit semblable
A ce qu'on s'était figuré !
Canons, fleurs, clairons en cadences,
Cris de joie, ô chansons, ô danses,
Des vierges avec les vainqueurs !
Moment d'extase sur la cime,
Image d'Épinal sublime,
Enfance héroïque des cœurs !

Oui, c'est nous, amis, c'est la France.
Ce n'est pas un soldat germain,
Petit garçon sans assurance,
De qui ta main touche la main !
Le rêve est accompli : la chose
Dont on parlait à porte close,
Seuls, à voix basse, au coin du feu,
Elle est là, passant dans la rue,
Et cette foule ivre se rue
Pour la voir au grand jour de Dieu !

Écoutez, Messins, ces musiques
Aux heurts de cuivre assourdissants
Qui semblent les gestes physiques,
Les bonds en nos corps de nos sangs !
Écoutez ces airs de la race,
Gais, fiers, jactants, mais qu'à la trace,
Mais qu'au pas la Victoire suit,
Et cette Madelon nouvelle
Chantant la femme, image frêle
Que chaque soldat porte en lui !

Je les connais, ces longues chaînes
D'habits bleus et de bonnets blancs
Que les vieilles marches lorraines
Entraînent en chœurs jubilants !

Nos pères de quatre-vingt-seize
Faisaient courir l'âme française
Parmi ces guirlandes de main :
Ce sont elles, sans différence,
Elles relient Metz à la France,
Elles nouent hier à demain !

Ce sont elles, c'est la spirale
Des folles rondes d'autrefois,
Sous les murs de la cathédrale
Qui renvoient tambours et hautbois !
Ainsi, quand Hoche en cadenettes
Portait aux vieux Rhénans honnêtes
Le reflet de la Liberté,
C'étaient ces jeux, c'étaient ces danses,
Quand, mi-nue à travers les lances,
La *Marseillaise* avait chanté !

La *Marseillaise!* elle erre et fuse
Par échos à tous les tournants.
Metz n'est plus qu'une voix confuse
Qui recommence : *Allons, enfants !...*
Tous les peuples ont pris pour guides
Des hymnes pieux ou splendides
Dont les airs graves ou rythmés
Font leurs cœurs s'épanouir d'aise ;
Mais il n'est qu'une *Marseillaise*
Que chantent tous les opprimés!

Chaque mot de l'ode guerrière
Vit mourir un homme en un champ,
Qui, vaincu, jetait sa prière
Au ciel vengeur avec ce chant.
Il est comme un vent pur des cimes :
Il mêle les bruits des abîmes
Aux rayons du soleil levé.
— Mais pour les vaincus de l'histoire,
En notre propre jour de gloire,
Le jour de gloire est arrivé !

Oui, si Metz redevient française,
Une équité vit dans les faits ;
Hier déjà, triste Louis XVI,
Pershing venant, tu triomphais.
Mais c'est plus loin que vont ces choses :
C'est dans des feux d'apothéoses
Que Jeanne d'Arc brûle à son tour,
Et l'on croit voir dans la nuée
Chaque main du Christ déclouée
Par la Justice et par l'Amour !

O larmes, larmes qui dans l'ombre
Coulez des yeux mal essuyés,
Coulez, pleurs, sans honte et sans nombre,
Vous que tant de sang a payés !
Pour nous que tout un peuple envie,
Nous sommes au haut de la vie,
Maintenant nous pouvons mourir.
Oh ! si le sang fou de nos veines
Ranimait là-bas les chairs vaines
Qui n'ont pas fini de pourrir !

Indicible et poignant mélange
D'allégresse et de gravité !
Chaque âme ici frissonne et change
Comme la mer au vent d'été !
Oh ! voir ce peuple qui se donne
Ainsi qu'une seule personne
A la France qu'on porte en soi !
Sentir sa patrie adorée
Si belle, si pure, sacrée !
O communion d'une foi !

Aujourd'hui c'est des frères mêmes
Que triomphants nous délivrons :
Le bonheur qui fait nos fronts blêmes
Incline là-bas d'autres fronts.
Ils ont fait verser trop de larmes
Pour que nous ne trouvions des charmes

A narguer des yeux leurs douleurs;
Il faut qu'augmentant notre ivresse,
Au vin pur de notre allégresse,
Se mêle un peu l'eau de leurs pleurs!

Ils ont sous une nuit profonde
Aveuglé quatre ans l'horizon;
Ils ont fait osciller le monde
Sur les pôles de la raison.
S'ils avaient vaincu, notre Terre
N'eût plus été qu'une adultère
Dans le chœur des chastes soleils.
C'était la planète maudite
D'où la Justice eût pris la fuite,
Du sang à ses lâches orteils!

Sous leur glaive, sous la Matière
Le monde a failli succomber;
C'est l'Espérance humaine entière
Qu'avec nous l'on eût vu tomber.
Aujourd'hui c'est la délivrance :
Ce n'est pas seulement la France
Qui revient dans une cité;
Après un lustre d'agonies,
C'est l'Idée et l'Ame infinies
Qui rentrent dans l'humanité!

O peuple de l'élan, où l'Ame
Combat l'antique pesanteur!
Semeur de blé, verseur de flamme,
Peuple toujours libérateur!
Tels ont l'égoïsme pour crible.
Toi, ton secret le plus terrible,
C'est de savoir te faire aimer,
O France, et non pas pour toi-même,
Mais pour un idéal suprême,
Pour l'Humain que tu fais germer!

Jour le plus pur de notre gloire
Où l'infini sembla tenir !
Ciel bleu rouvert dans notre histoire !
Pont d'or jeté sur l'avenir !
Tu viens donc de t'écouler toute,
Journée, et nul n'a sur ta route
Pu t'arrêter, fût-ce un moment !
Quand une heure humaine est si belle,
Elle devrait, perle éternelle,
Rester sertie au firmament !

FERNAND GREGH

LETTRES

(AOUT 1914 — MARS 1916)

Abel Ferry est mort pour la France le dimanche 15 septembre 1918. Ses yeux se sont fermés sur l'émouvante certitude de la victoire. Maintenant que les grandes choses pour lesquelles il a donné sa vie sont accomplies, il va être ramené dans son pays, afin que sur le tertre de Saint-Dié, en face de la ligne bleue des Vosges et à côté de son oncle Jules Ferry, cette brève destinée développe pour la génération de la grande guerre tout le sens dont elle est pleine. Ceux qui, dans les premiers jours d'août 1914, ont arrêté par une intense et courte méditation le compte de leurs raisons de vivre et qui ne sont pas morts parce que la mort ne les a pas choisis, comprennent l'efficacité du sacrifice d'Abel Ferry. Il a été consenti pendant quatre ans, sans discontinuité, avec toute la lucidité d'une haute conscience conservée dans les remous de la politique comme dans les élans de la bataille.

Ferry était, de race, de tradition, de tempérament, de raison, un homme de combat. Fier du nom qu'il honorait et porteur d'un idéal national qu'il élaborait et mûrissait lentement, il a exprimé le fond de sa nature dans son premier discours à la Chambre : « On ne ruse pas avec une idée juste. » Cette formule donne la courbe de son destin. Ayant combattu dans le rang, appris la guerre à la guerre, et lutté pour l'institution des commissaires aux armées, il est mort pour prouver la justesse de son idée.

Député, ministre et soldat, il fut une sorte de synthèse concrète et douloureuse de la nation armée : ardent au feu et tout entier dans la bataille, et cependant attentif jusqu au drame de conscience à mettre son expérience de combattant au service du Gouvernement et du Parlement pour perfectionner les moyens par lesquels la victoire devait être obtenue. Au conseil des ministres et à la Chambre, comme au front, il servait avec la même passion

patriotique, le même entêtement. Ses satisfactions de chef de troupe, à la fin de l'attaque, étaient abrégées par les exigences de ses fonctions politiques. Il préparait un rapport pour la commission de l'armée comme une affaire en service commandé, avec la même minutie, le même sens du risque, le même goût du résultat. Il écrivait et parlait pour agir, et quand il avait agi, il allait au point expérimental, sans souci du danger, vérifier la portée de son acte. L'admiration mêlée de tendresse qu'il avait pour le poilu, et la fière conception qu'il avait de son rôle de représentant du peuple lui faisaient accomplir son mandat de contrôle aux armées avec une bravoure comparable à celle que donne l'entraînement du combat. Il s'exposait avec une crânerie qui prenait un air de nonchalance. On lui criait : « Tu es fou ! » Il répondait doucement : « Je suis député ! », chargeant ce mot de tout le poids de sincérité, de probité, de dévouement au bien public que lui ont donné plusieurs générations de parlementaires, dont Abel Ferry était le bourgeon terminal. Sur son rôle politique pendant la guerre il s'expliquera lui-même, quand l'heure sera venue de débûcher du fourré des passions contemporaines pour entrer dans l'histoire. Car, armé d'une solide méthode, il a parlé et agi la plume à la main.

La publication des lettres et notes qui suivent font connaître un homme dont les qualités du cœur et de l'esprit étaient souvent cachées par les rigueurs de l'action. Elles ont été écrites dans des conditions et dans des circonstances où la nature humaine se découvre et se livre jusqu'en ses plus profonds replis. « On a sous le danger, dit-il, entre sa chair et soi, des colloques intimes. On sait le plus ou moins d'autorité qu'on peut laisser à son cœur qui se resserre et tremble. Chaque jour on compte mieux sur soi, les autres comptent mieux sur vous. Mes hommes sont comme des moineaux dans ma main... L'idéal n'est pas verbal. Il est fait de sueur, de nuits sans dormir, de petit et de grand courage. »

Abel Ferry était sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères quand la guerre éclata. Après avoir vécu heure par heure toutes les émotions de la catastrophe inéluctable, il donna sa démission pour rejoindre l'armée, bien qu'il eût été réformé au cours de son service militaire. Cette démission n'ayant pas été acceptée, il partit le 6 août, affecté au 166e régiment d'infanterie avec le grade de caporal. Nommé sous-lieutenant, il combattit dans cette unité jusqu'au début de 1915. Il passa ensuite par plusieurs états-majors pour voir la guerre par en haut et la comprendre dans son ensemble ; il était lieutenant mitrailleur au 91e régiment d'infanterie lorsqu'il fut envoyé en mission de contrôle aux armées par la commission de l'armée de la Chambre. Il s'en acquitta avec ce patriotisme lucide et ardent, cette ténacité, cette inquiétude du devoir, une sorte de scrupule républicain qui étaient les traits fondamentaux de son caractère. Il s'y était préparé en se soumettant à toutes les épreuves de la guerre ; dès le début il en définissait ainsi l'esprit :

« Je veux, écrivait-il le 15 novembre 1914, faire mes notes aussi vraies que possible, collées à la vérité, un décalque des caractères, un dessin réel des combats. Je n'y veux mettre que de l'exact, tel du moins que je le vois. J'y veux mettre ce que l'on voit de la guerre, j'entends de la guerre vue par en bas, les renseignements que l'on en peut tirer pour la conduite de la troupe ; où que la destinée me mène durant cette guerre, je continuerai. »

Ces lettres et ces notes sont aussi une contribution précieuse à l'histoire morale de la grande guerre, dont la mise en œuvre importe à l'avenir de la nation, et qui ne peut être tentée que par l'apport au trésor commun de l'innombrable correspondance entre le front et l'arrière. L'âme de tout un peuple, en la diversité et multiplicité des éléments qui le composent, souffrant, vibrant, pensant, méditant, mourant, s'est exprimée dans le secret du cœur, dans l'isolement de la raison, dans l'exaltation de la douleur, dans la joie du devoir accompli, face à face avec la mort. Quelle merveilleuse interprétation de la vie individuelle et nationale nous découvrirons peu à peu, et tout le long d'une génération, dans ces millions de lettres de poilus, de mères et de femmes !

Ces fragments d'histoire publiés ici sont d'une étoffe d'humanité qui les fera certainement apprécier du lecteur et intégrer dans les profondeurs de l'édifice qui sera élevé à la gloire de la France. Ils émanent de l'un des combattants qui l'ont servie avec le plus de courage, de calme ardent, de droiture et qui est mort pour elle la tête pleine et le cœur gros des plus nobles et des plus douces raisons de vivre. — H. M.

17 août 1914. — Fort de Belrupt — 166e R. I. 4e Cie.

Je bous d'impatience : nos armées se battent et nous sommes l'arme au pied. Je fais une période d'instruction, rien de plus. Cela ne sera d'ailleurs pas inutile et je connaîtrai moyennement ma théorie lorsqu'il faudra l'appliquer sous les balles et sous les shrapnells. Thann est repris. Le 10e, de Saint-Dié, est dans mes grands bois du Donon : il y fait la chasse, non au cerf, mais à l'Allemand !

Je me pendrais d'être ici au lieu de là-bas, dans les bois où papa m'a appris à aimer la France, où tant de fois j'ai pleuré sur nos défaites, où la « Revanche » a été mon premier amour. J'étais entré dans la politique pour la conquérir...

Ah ! j'avais eu peur en partant d'avoir peur ! La haine, la revanche, la bataille sont dans mon sang, et j'espère y entrer moi-même. Si j'y reste, je ferai de la terre française ! Si j'y reste... mais je n'y resterai pas.

23 août 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Enfin, voilà la bataille qui vient ! Hélas ! j'aurais voulu la porter sous Metz, mais la guerre a ses reflux : celle-ci sera longue et rude, mêlée de revers, mais suivie de l'avantage final ! L'élan est trop formidable pour qu'il n'emporte pas les barrages de casques et de pointes.

Dispositif d'alerte ! Je t'écris harnaché, près du colonel ; le canon tonne dans le ciel serein. Orage de chaleur dont les gouttes sont de sang ! J'ai gardé mon sang-froid : ils sont tous affolés, sauf le colonel ; je crois que je ne perdrai pas la tête.

... Je te rapporterai l'Alsace dans ma musette. C'est le dernier mot que j'ai dit à papa [1] mourant, il ne l'a pas entendu, — c'est le dernier mot que je t'envoie.

29 août 1914. — 166e R. I. 4e Ci. — Premier combat : bataille d'Etain.

Notre colonel vient d'être tué d'une balle au front sur la ligne de feu : ce pauvre J... était une belle figure de soldat ; sorte de reître, ayant un ascendant extraordinaire sur ses hommes. Il ne vivait que pour cette guerre ; depuis la mobilisation il n'avait pas retiré ses bottes. Je verrai toujours sa silhouette nerveuse et déjetée, son bon sens ironique. C'était un Vosgien patriote et brave, laid et bon. J'ai été très affecté par sa mort. Il m'avait donné le commandement d'une section presque sous le feu.

Mon impression, je te la résume : celle que j'ai ressentie à mon premier discours à la Chambre. Quand on m'a dit : « Vous allez attaquer Étain », une angoisse au cœur, puis, dans l'action, tout mon sang-froid. Conduire, même une section, est un travail intellectuel constant, préoccupant, qui distrait du danger.

Au premier obus percutant qui a soulevé devant nous un nuage de fumée noire, j'ai fait saluer mes hommes ; à partir de ce moment je les ai eus en main. Je me suis, m'a-t-on dit, conduit comme un vieux sous-lieutenant. Mes hommes ont été admirables de placidité et d'allant sous les shrapnells. On m'a ordonné de venir à l'état-major du nouveau colonel, j'ai refusé. Je suis resté avec ma section; nous couchons dans les bois...

1. M. Charles Ferry, sénateur, puis député des Vosges, mort en juillet 1909.

3 septembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Il faut apprendre la grandeur qu'il y a à aimer son pays, à espérer, à ne pas désespérer, car pour tristes que soient les nouvelles, la défaite en cinq semaines et l'incroyable invasion, il ne faut pas désespérer. Je fais, dans mon coin, mon devoir. Je m'attache à mes hommes, je parfais les tranchées où nous combattons et mourrons. Je relève les courages. Les guerres sont des luttes morales ; il faut dans la défaite chercher les éléments de la victoire et, même battu, ne pas se sentir une âme de vaincu. Le temps, la patience, et nous reprendrons l'Alsace. Le grave, c'est que tant de lâches s'embusquent. Voilà des éléments de défaite !... Pas assez de dureté, voilà notre vice !

L'idéal n'est pas verbal ! Il est fait de sueur, de nuits sans dormir, de petit et de grand courage. Dis bien autour de toi que Verdun ne faiblira pas, que le moral est bon.

Tu embrasseras tendrement ma tante [1] et tous autour de toi. Dis bien à ma tante, qui a dû avoir tant de joie à penser que Thann était traversée par les pantalons rouges, tant de douleur à penser qu'elle était reprise, que rien ne sera désespéré tant que la paix ne sera pas signée, que je l'aime tendrement et que je ferai ce que mon nom oblige, afin que « mon oncle et mon père l'ayant fait entrer dans l'histoire, il soit dignement porté ». Je serai fidèle au testament d'oncle Jules [2].

7 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Le 7 octobre au soir, notre bataillon fut porté en avant de Fresnes-en-Woëvre, à l'attaque de la cote 233. Les Allemands avaient sur cette cote établi de grosses batteries, une sorte de fort, flanqué à gauche par le village de Marcheville, à droite par le village de Champlon. Le secteur d'attaque attribué à notre bataillon, tout compris entre les deux routes qui partent en éventail de la droite et de la gauche du gros bourg de Fresnes, dessinait un immense triangle. C'était un billard. Le bon sens disait au moindre soldat que pour s'y tenir il fallait s'y terrer : on nous y porta le soir par un beau

1. Madame Jules Ferry.
2. Jules Ferry.

clair de lune; à peine y étions-nous que l'ordre arriva de nous reporter en arrière à la lisière du village. Nous y passâmes la nuit à faire des tranchées, et le matin, au petit jour, on nous reporta à l'endroit occupé la veille. Les tranchées faites restèrent à 500 mètres en arrière, inoccupées, et nous voici reconduits sur notre billard.

Un admirable soleil d'octobre se levait dans un ciel pur; de suite nous fûmes repérés; un aéroplane allemand tournoya lentement au-dessus de nos têtes. Par demi-section, nous étions couchés, serrés comme des perdrix arrêtées. Du coin de l'œil, je suivais l'oiseau noir. On rabattait, par gestes lents, les capotes bleues sur les pantalons rouges. A l'une des sections, à ma droite, un homme se souleva. Des jurons et des invectives coururent la ligne; mais, immobiles ou debout, nous étions décelés et les percutants commençaient l'arrosage méthodique; il en tomba un sur la section où l'homme s'était levé, et le sergent Ramon fut tué. A droite, à gauche, en avant, en arrière, partout nous étions couverts de terre et j'avais des blessés.

De 1 heure du matin à 15 heures, les heures sous les rafales passaient lentes, lentes. Avancer était impossible; nous avions devant nous, avant d'arriver à la cote 233, 1 500 mètres de glacis dénudés, derrière nous aucune réserve, aucune artillerie pour seconder l'attaque, mais par fractions, à droite, des soldats du 303e se repliaient sur la route de Champlon. Je reçus l'ordre avec deux sections de protéger leur repli. Ce fut une détente joyeuse : en rampant, la section se déploya par un changement de front demi à droite, face à Champlon. Les batteries allemandes firent rage. Leurs feux se croisaient. Les gros obusiers d'Herbeville nous tiraient à vue comme des lapins, leurs percutants creusaient leurs trous à dix mètres en avant de la ligne. Je saisis l'instant : « En avant! » et d'un bond, entre deux rafales, nous passâmes. Retourné, j'eus l'indicible plaisir de les voir tomber derrière nous, dans nos bottes, il est vrai, mais derrière nous, à la place quittée à l'instant même. Cette lutte de l'intelligence et du fer m'enivrait. Le bruit infernal, les balles tapant sur la terre faisaient tac, tac. Les shrapnells éclataient bas au-dessus de nous et les percutants ciraient nos bottes. Je dis à un brave

mineur du Nord : « Hein ! c'est beau ! » et l'homme, qui n'y avait jamais pensé, répondit : « C'est beau ! »

Les hommes ici et là tombaient, mais parmi eux pas une hésitation, pas un fléchissement. Ils tombaient et ne tiraient pas encore. J'avais envoyé Debelvalet se renseigner auprès du capitaine Condamy. Il revint me dire qu'on pouvait tirer, puis il tomba mort. Alors je lâchai ma fusillade. En vain avais-je fouillé le village de Champlon, à peine avais-je cru apercevoir un homme. Je fis tirer au hasard sur les abords du village, car le terrible de cette guerre aura été de se battre sans voir. Le costume a sauvé bien des vies allemandes, le nôtre a coûté bien des vies françaises.

A quatre pattes, je courais le long de la ligne ; je plaçais chaque homme, et mes types, malgré moi, se mettaient à genoux ou debout pour mieux tirer. Ah ! la belle âme de soldat ! pas un qui fléchît, hésitât ou tremblât. Un caporal blessé me demande de desserrer son ceinturon : « Allez, allez, me dit-il, les autres ont besoin de vous. » Puis avec un peu de mousse rouge aux lèvres, il expira.

A chacun d'eux je parlais, j'avais l'impression d'une réunion publique. L'un d'eux, blessé, déroulait des paquets de cartouches pour son camarade et disait : « Vise bien, vise bien. » Debout en avant, les bras tendus, je plaçais mes hommes. Je fis infléchir de plus en plus les lignes sur la droite, mais voici que derrière nous des fractions se repliaient. Je voyais, au milieu d'eux, de gros percutants faire des nuages noirs. Les obus à la poursuite des hommes, même isolés, marchaient, couraient comme des choses vivantes derrière du gibier traqué.

Tout le monde rentra au village, et me voici avec ma longue et frêle ligne de tirailleurs pris en face, de flanc et bientôt débordé par derrière. J'ordonnai le repli. Il se fit méthodique, fraction par fraction, et sous les balles nous défilâmes. Je choisis comme point de direction, non point celui que m'avait indiqué le capitaine, à l'issue de la route de Marcheville — l'artillerie y faisait un barrage d'obus —, mais une haie devant une sorte de château-villa. Tout le monde s'y rallia. Je sortis debout, on me visait, mais les hommes dans leur retraite gardèrent leur moral ; le capitaine Mignon

vint me trouver et me félicita. Il pleuvait des balles; nous fîmes passer des hommes derrière le bâtiment, et resté seul, lentement, pour ma femme, je cueillis une rose et, face à l'ennemi, la baisai. Derrière le mur, à tous mes hommes, je serrai la main, et dans cette poignée de main je sentis qu'ils se donnaient à moi. A ce moment, on apporta le corps du lieutenant X... qui venait, dans le même jardin, de recevoir une balle à travers sa lorgnette, qui avait fait sauter la cervelle. Il était très brave.

Une de mes escouades était réduite de 16 hommes à 4; j'étais parti le matin avec 46 hommes, j'en ramenais 22.

Tout chaud de la bataille, je montrais, une heure après, ma section réduite au commandant X... « Voilà, mon commandant, tout ce qu'il me reste de ma section; ils se sont admirablement conduits. » « Bah ! me dit-il, vous retrouverez les autres. » Mais les autres, morts, blessés, ou disparus, ne sont jamais revenus.

9 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Le capitaine vient, impassible, m'annoncer « mêmes ordres d'attaque qu'hier ». Nous y retournerons. C'est un dur moment. Nous savons, par expérience, la mort presque certaine; je me répète un mot emprunté à un roman de Claude Farrère et qu'affectionne de Nazelle : « Un gentilhomme doit payer. » Oui, mais c'est dur. J'avertis mes hommes. J'entends quelques murmures : « Alors quoi, ils veulent notre peau? De la viande à boucherie ? » J'interviens en quelques paroles rudes et les mêmes hommes, d'une voix claire : « Craignez rien, mon lieutenant, on ira. » Ah ! les braves gens, comme je les aime. Ce premier acte de chef m'a permis de me reprendre un peu. Contre-ordre... Nous n'attaquons plus et progressons par sape. Ouf... je viens, dans ce colloque intime, entre ma chair et moi, de toucher le fond de mon courage ou de ma peur, comme on veut...

11 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Le désastre du 8 n'a rien appris à nos chefs. Ils l'ont déjà oublié, du moins les anonymes lointains, qui commandent à nos chefs de bataillon, l'ont déjà oublié. Ordre : même progression du bataillon vers la cote 233, au grand jour éga-

lement. La 4e compagnie, trop éprouvée, est, cette fois-ci, de deuxième ligne. La première et la troisième prennent notre place. Pauvres amis !

La même pauvre histoire ! Comme nous, au grand soleil ils quittent les tranchées à l'avant du village. Nous les y remplaçons. Les percutants nous encadrent, mais le projectile a horreur du but. Le jour, par intervalle, j'ai observé leurs sections couchées, progressant comme à la manœuvre, par escouade, mètre par mètre. C'est beau !

Quand ils ont approché des grands peupliers, le sol à semblé se soulever autour de certaines escouades. La terre fume, comme dit de Nazelle. On voit la lueur des coups de canon. On tire les hommes au canon comme au fusil. Ils sont dans la même fournaise que nous avant-hier. et, comme le 8, le 364e lâche les abords de Champlon. La 1re et la 3e compagnie sont réduites de moitié. Pas un homme n'a hésité. Le capitaine Herrick, toujours calme, a continué, paraît-il, de voir tomber les obus en propriétaire placide dont on ensemence le champ. Ce soir, je vois de Nazelle. Il a le visage qui sent les grandes émotions domptées. De l'escouade de tête, du lieutenant Mongard, parvenue aux grands peupliers, il ne reste sur 50 hommes que 12 hommes. Pas un n'a reculé ! Mongard lui-même est mourant. Il a conduit sa section comme à la manœuvre, a dit de Nazelle. J'ai un pauvre papier entre les mains où Mongard a griffonné ces mots : « Mes chers parents, j'agonise sur le champ de bataille, je vous embrasse bien. » On l'a emporté mourir tandis qu'il répétait : « J'ai été aussi loin que possible. »

J'ai pleuré sa mort comme celle d'un frère. Je le connaissais peu; c'était un petit brun, timide, myope, avec des lorgnons.

Tous les soirs nos patrouilles, les mains dans les poches, s'en allaient aux grands peupliers. Il suffisait d'y porter la troupe le soir pour s'y retrancher la nuit. Nos morts, jalonnant le terrain, eussent dû montrer, du moins, que ce glacis était un tombeau. Mais les chefs font la guerre sur la carte. Ils ne viennent pas voir le terrain. Leur Kriegspiel, leur littérature militaire ne « colle » pas avec la réalité. La 2e compagnie, affaiblie par la typhoïde et décimée par le feu, est partie. Le bataillon reste à 320 hommes. Le com-

mandant du 2e bataillon dénie nos pertes. Pour les prouver, il faut donner des états individuels...

15 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Chaque nuit, nous faisons une tranchée plus avant. Cette nuit nous avons creusé de véritables tanières sous de grands peupliers. Les peupliers sont un point de repère pour l'artillerie. J'ai joué là-dessus. J'ai pensé avec mon capitaine que les Allemands ne supposeraient pas que nous ayons l'audace de nous y installer. Mais il faut y être caché, aussi ai-je surveillé moi-même, cette nuit, chaque abri. J'ai fait faire, malgré les projecteurs allemands, sous ma direction, les corvées de volets pour nous protéger des shrapnells, les corvées de branchages. On a saupoudré le tout de feuilles mortes ; au petit jour, à trois pas, on n'y voyait rien. « Allons tous à..., et maintenant qu'on ne voie pas un mouvement de toute la journée. »

Dans ces tranchées on est assez protégé. Il faut le coup malheureux pour y périr. Hier, un percutant de 105 est tombé à cinquante centimètres d'une de nos tranchées, a brisé trois fusils et enseveli quatre hommes ; le soir je les ai retrouvés frais, encore un peu émus, mais joyeux. Les braves types !

Il est bien énervant de tendre sans cesse l'oreille à la trajectoire. Le sol tremble sans cesse. La tête fait mal, on respire mal à l'aise. Hier le capitaine s'est évanoui...

Cette vie me transforme peu à peu, et tu trouveras un mari plus trempé, plus résolu et qui se connaît mieux. On descend jusqu'au fond de soi-même. On a, sous le danger, entre sa chair et soi, des colloques intimes. On sait le plus ou moins d'autorité qu'on peut laisser à son cœur qui se serre et tremble. Chaque jour on compte mieux sur soi, les autres comptent mieux sur vous. Mes hommes sont comme des moineaux dans ma main, j'ai sur eux l'ascendant qui peut aller jusqu'à la mort...

Malgré cela, nos hommes, fatigués, éreintés, décimés, souvent déjà atteints par la typhoïde, gardent leur énergie, leur patriotisme. Conduits sous les rafales pendant une journée, ils reviennent moitié, mais ils ne reculent pas. Ils ne vont plus,

comme aux premiers jours, au combat comme on va à la danse : ils y vont graves, fatalistes, calmes et leur patriotisme moins brillant s'est fait plus intense, ils tiendront le coup.

Si j'y reste.,. j'aurai fait mon devoir et mérité du moins l'estime de ceux qui m'auront connu. La seule chose que je redoute est d'être abandonné sur le champ de bataille. Songe que je viens d'y retrouver deux de mes hommes qui y étaient depuis quatre jours avec la jambe cassée.

Vive la France victorieuse !

27 octobre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Cette vie dans la tranchée est insipide. Dormir le jour ; la nuit organiser des postes d'écoute, veiller à la sûreté, faire le terrassier, le contremaître galonné. Comme cette guerre est loin de la bataille, du soleil et de la jouissance qu'avaient rêvés les militaires. Nos officiers ne sont pas découragés, mais désillusionnés.

Seuls les artilleurs gardent à cette guerre un intérêt joyeux. Seuls, en effet, ils ont des armes à la hauteur des nécessités. Nous n'avons qu'un bâton sur l'épaule. La plupart de mes hommes sont tombés sans tirer un coup de fusil ; les autres n'ont jamais vu un Allemand. Nous ne sommes que des buts qui marchent. Le reine des batailles, c'est la mécanique.

Ne crois pas que ce que je t'écris soit du pessimisme : c'est la constatation d'une réalité. Il faut s'en pénétrer pour préparer la Victoire.

... A mon retour on m'a annoncé que nous attaquions une position très forte. C'était la certitude d'être frappé pour la moitié au moins des officiers présents...

L'attaque est remise de quelques jours, et voici que se pose, pour moi, un délicat cas de conscience : la date tombera probablement au moment où je devrai partir pour Bordeaux. Je crois, à la réflexion, ma présence indispensable là-bas, au début du mois. Je ne veux pas d'autre part, par un départ à la veille du combat, affaiblir l'autorité morale que j'ai conquise ici, et puis ce n'est pas mon habitude de fuir le risque. J'adresse donc une demande de congé pour le 3 novembre, en spécifiant que s'il y a combat à ce moment-là je reste. Approuves-tu ? Est-ce le devoir ?

La canonnade continue : les obus fouillent le terrain à côté de nous : c'est le seul intérêt de ces longues journées. Il faut leur savoir gré de donner au moins un aliment à notre curiosité...

2 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Tous les jours, le bombardement nous met hors de combat 4 ou 5 hommes. Voici que les marmites tombent Les officiers sont réunis dans une chambre qui n'offre qu'une demi-protection. Malgré soi l'oreille inquiète suit le zim... zim... boum qui signale la trajectoire et le point d'éclatement. On a parlé de nos chefs, le général X..., le colonel Y..., et qu'on n'a jamais vus sur la ligne de feu, et qui travaillent et décident sur croquis et bouts de papier.

Je me mets à lire madame de Sévigné. Je tombe sur la mort de Turenne : « Monsieur de Turenne est mort en revenant de placer lui-même une batterie. » — « Bon, dit un officier, voilà madame de Sévigné, elle-même, qui dit du mal de nos grands chefs ! »

9 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie,

... La vie, ici, est physiquement dure, moralement assez douce. Nous formons un petit noyau d'officiers très unis. Les uns et les autres nous savons ce que nous valons, nous nous sommes vus au feu et nous nous sommes jugés, éprouvés. Nous mettons en commun, dans notre popote, nos risques, nos provisions, notre gaîté. Je te présenterai mon capitaine Mignon [1], un honnête homme, un homme consciencieux. Il faut le voir faire ses cantonnements, chercher les caves et les abris. Quand lui et ton mari ont placé la compagnie, elle peut être sûre d'être au minimum des risques, tandis que les autres compagnies subissent 4 à 5 hommes de pertes par le bombardement de tous les jours.

La guerre, bénissons-la, bénis-la, même si je n'en reviens pas. Elle aura refait une jeunesse à notre pays. Elle refait, dans la mort, ce pays. Les sentiments de notre vieille France renaissent et rajeunissent. Tous ceux qui ont un cœur volent plus haut à l'heure qu'il est, et c'est dans cette grande coupe d'idéal et d'énergie que la France s'est retrempée...

1. Capitaine Mignon, commandant la 4e Cie du 166e R. I.

11 novembre 1914. — Devant Marcheville. Parallèle P. 3.
11 heures du soir. — 166e R. I. 4e Cie.

Je t'écris dans la nuit, à la lueur intermittente des fusées allemandes qui éclairent la plus somptueuse attaque de nuit qu'il m'ait été donné de voir. C'est à 200 mètres devant nous un tintamarre exaspéré de mitrailleuses et de fusils. Notre 75 donne enfin et fait des torches brillantes au-dessus de leurs tranchées. J'ai placé tous mes hommes, je les ai groupés, j'ai parlé à chacun d'eux et je veux que ma meilleure pensée, chantant dans les balles qui font un bruit de guêpes sur la tranchée, soit pour le seul amour de ma vie. Pour risquer de perdre avec la vie ton amour, il me faut du courage...

12 novembre 1914. — Riaville. — 166e R. I. 4e Cie.

Endormi, harassé, à 3 heures du matin, réveillé par un vague bruit : « On bombarde. » Il est 8 heures. Les Allemands ne commencent jamais leur bombardement avant 10 heures ; c'est irrégulier ! Cette infraction aux habitudes prises, et qui paraissent déjà des lois impératives, me met hors de moi. Je sors : shrapnells. Le capitaine et moi filons vers la cave où est, ironie des mots, le poste de commandement du commandant R... Je donne des ordres pour que la section se réfugie dans l'abri, derrière l'église.

Le bombardement croît, d'heure en heure, en intensité. Cent obus à l'heure sur les trente maisons du village. Tout l'état-major du régiment, tout le monde est réuni là. On blague, on déjeune, je mange comme quatre, car qui sait quand je pourrai manger. La terre tremble sous les 150, le village, pas très grand, va être détruit. Notre cave n'offre qu'une sécurité relative.

Peu à peu l'énervement croît. Je vois directement l'effet du bombardement : certains somnolent, harassés par la tension nerveuse. Le lieutenant de Nazelle avoue son énervement. Le courage prend les formes les plus diverses. Gentilhomme, fin, allié aux Lannes de Montebello, militaire par hérédité plus que par vocation, de Nazelle récite volontiers des passages entiers d'Anatole France et de Rabelais. Il se tient longuement à l'entrée de la cave. Évi-

demment elle est, par espionnage, connue des Allemands, et devant les deux portes il y a un barrage de shrapnells. Toutes les demi-minutes, une rafale, pan, pan, pan, pan. C'est une attaque, évidemment, et tous se harnachent. Je fais remarquer quelle admirable mise en scène offre cette cave : dans un angle, deux soldats appuyés sur un fusil ; dans un coin, femmes et vieillards réfugiés, Le lieutenant de Nazelle à la porte, un pied sur les marches, regarde chaque rafale.

Ce bombardement intense et long ne nous aura pas coûté de grandes pertes; on les verra inférieures à celles subies par le bombardement intermittent des jours précédents, qui agit par surprise ; mais le désarroi moral est intense. Pour moi, mon courage est calé par un bon déjeuner, j'ai le courage physique, comme dit, dans une de ses notes, de Goncourt, d'oncle Jules [1], à propos du siège de Paris : « Son tempérament sanguin se grisait au spectacle. » De Nazelle, lui, a un courage de dompteur de nerfs. Je l'admire, car cette bravoure plus contenue est aussi plus belle.

La nuit vient : ordre de réunir la compagnie. Je sors sous les shrapnells. Je ne la trouve plus : le bombardement l'a dissipée, comme une ouverture de chasse dissipe une compagnie de perdreaux. Enfin je la retrouve par morceaux. J'aligne les hommes dans la rue, où les shrapnells tombent ralentis, comme une queue d'orage. Obligé, pour les remettre en main, de leur faire faire du maniement d'armes. Voilà les effets du canon ; il amollit les courages et désorganise la troupe.

Les Allemands s'emparent, à gauche, des tranchées de Pintheville ; nous sommes à droite, toute la nuit nous faisons des tranchées ; il fait un froid glacial et un grand vent qui chasse les nuages. Je ne peux plus remuer ma jambe percluse.

Toute la nuit se passe à faire travailler les hommes, à les empêcher de dormir, car nous manquons, comme à l'ordinaire, de matériel de défense accessoire...

15 novembre 1914. — Riaville. — 166e R. I. 4e Cie.

Riaville est bombardée quotidiennement. Tous les jours

1. Jules Ferry.

4 à 5 tués ou blessés. Toutes les fenêtres sont sans carreaux. A ce sujet, un joli mot de notre logeuse, paysanne, l'un des derniers spécimens de la population civile de ce triste patelin tout amoché : « Les obus font trop de poussière, on ne peut plus rien garder de propre. »

15 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

Je veux faire mes notes aussi vraies que possible, collées à la vérité, un décalque des caractères, un dessin réel des combats. Je n'y veux mettre que de l'exact, tel du moins que je le vois. J'y veux mettre ce que l'on voit de la guerre, j'entends de la guerre vue par en bas, les renseignements que l'on en peut tirer pour la conduite de la troupe ; où que la destinée me mène durant cette guerre, je continuerai...

Elles ne sont pas, comme tu dis, « style victoire », elles sont « style vérité »...

16 novembre 1914. — Manheules. — 166e R. I. 4e Cie.

Le peu de sensibilité acquise durant la paix s'émousse vite. Les grandes douleurs sont épisodiques : épisode, la destruction d'un régiment, c'est ce qui rend les chefs si durs aux hommes et les hommes si indifférents aux camarades.

Pour moi, la plus grande tristesse, c'est la sélection faite à rebours : les meilleurs sont sur le front : sur le front, les meilleurs se font tuer. J'ai commandé le caporal de Pierreux pour une patrouille : « Choisissez vos hommes, lui dis-je. — Tous ceux qui venaient d'ordinaire avec moi sont tombés. » Et il me cite : Chaumet, Debelbalut, etc. J'ai rapporté le fait à la popote. Le capitaine Mignon a constaté qu'il en est de même des officiers du régiment. Le major Mistarlet a étendu la remarque aux hommes de sport et aux musiciens. J'ai pensé à Pierre Goujon, un des seuls députés indépendants de ses électeurs, comme de toute ambition. Le capitaine Condamy, de son ton brusque, a conclu par cette remarque qui, nous classant, nous marque aussi pour la destinée : « Aucun de nous ne reviendra indemne. »

Silencieusement, chacun a regardé son voisin et a approuvé...

17 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie

Cette guerre est anonyme. J'interroge mes hommes : « Qui vous commande? — Le capitaine Mignon, le général Joffre. » Entre les deux, un trou. Les officiers ne sont guère plus renseignés. Quelques rares noms de commandants d'armée flottent dans les conversations. Cette imperson-nalité dans la guerre, si contraire à nos habitudes d'individualisme, n'est peut-être pas sans enlever du mordant aux attaques. Les ordres prennent un caractère abstrait, on les exécute sans confiance. Les officiers s'en plaignent. Cette chape d'ignorance rend la guerre plus lourde.

17 novembre 1914. — Sur la route de Fresnes. — 166e R. I. 4e Cie.

On m'a versé, aujourd'hui, 11 hommes de la classe 1914. Je les ai interrogés, ce sont des ouvriers d'art parisiens, imberbes et gouailleurs; derrière moi, dans la colonne, j'entends un murmure d'écoliers; je gronde, mais je suis ravi. Parmi mes lourds gas du Nord et de la Meuse, tenaces au combat, mais si lourds à mouvoir qu'il me semble parfois soulever ma section à bras tendus, ils vont mettre de l'activité et de l'intelligence. Du Parisien, pas trop n'en faut, juste un peu pour faire levain.

Je vais gaîment sur la route. L'attaque de Marcheville, tout à l'heure si oppressante à mon cœur, me paraît légère, facile, faite. Je sens frémir, derrière moi, ma section, comme un membre vivant.

22 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

... Tu as vu ma citation [1] à l'ordre du jour de la 3e armée. Elle est belle et j'avoue franchement ma satisfaction. Je crois, d'ailleurs, ce jour-là, l'avoir bien méritée...

27 novembre 1914. — 166e R. I. 4e Cie.

J'assiste fortuitement à la conversation de deux grands chefs dont l'un est notre général de division. Ils discutent opérations. Je traduis : ils discutent nos vies. Le général

1. 15 novembre 1914. — 3e armée. — « Le sous-lieutenant Abel Ferry, 166e R. I., 4e Cie, par son attitude énergique et brillante au combat du 8 octobre a su maintenir, malgré de nombreuses pertes, sa section sous un feu violent d'infanterie et d'artillerie. »

X... se montre d'ailleurs précis et méthodique. Il monte son affaire en horloger, d'un peu loin, mais minutieusement. Il compte sur ses doigts ses coups de canon, car les approvisionnements sont si raréfiés que la place est obligée de compter ses obus comme un vieillard ses dépenses.

Mais pourquoi le général emploie-t-il ce « je »? Ce « je » me déconcerte, qui annexe tant de jeunes gens à cette tête blanche. « J'ai été attaqué à Pintheville-Riaville. » Eh non ! ce sont mes camarades, mes hommes, nous, qui avons subi le bombardement. « J'irai à Marcheville », et « je », ce sont des hommes qu'il n'a jamais vus, dont il sait tout juste le nombre, le numéro de régiment, qui iront. Et pourtant ce « je » accapareur et sinistre est légitime. Il exprime l'inégalité nécessaire du cerveau qui doit penser et des membres qui doivent agir. Il exprime la supériorité du chef sur l'exécutant. La gloire comme l'électricité s'accumule aux sommets, et nous, nous sommes l'innombrable et anonyme forêt.

24 février 1915. — 2e C. A.

Quelle douleur ! Le meilleur de tous les cœurs de la Chambre est mort [1]. Quand j'ai connu l'attaque sur les Éparges, j'en ai eu le pressentiment. J'ai eu peur pour lui. Il est mort. Des quatre députés que nous étions à Verdun, Maginot est blessé et lui, mort... La terrible guerre! Goujon, Chevillon... Quelle peine ! Il avait un si joli courage. Te souviens-tu comme il était gai, jeune et vivant. Je sentais en lui une si chaude amitié ; nous étions liés pour la vie. Je n'ai plus goût à rien. Mon pauvre Chevillon ! Je l'avais connu par la guerre qui permet de juger vite et bien. Je l'avais compris, aimé. J'ai beaucoup de peine... console-moi... J'ai beaucoup de peine et j'ai bien peur pour Charles [2].

28 février 1915. — Laval, près de Perthes. — 2e C. A.

... Ne t'inquiète pas, hélas ! les dangers que je cours sont rares ; quelques vagues sifflements, mais rien qui me rappelle la vieille chanson de la guerre. Pour rester ici je dois d'ailleurs

1. Frédéric Chevillon, député des Bouches-du-Rhône.
2. Sous-lieutenant de la Porte, cousin d'Abel Ferry.

faire un effort. Je suis résolu à n'y faire qu'un stage : après avoir vu la troupe, voir le haut commandement[1].

Il semble que nos états-majors fonctionnent bien. La machine est huilée, elle va sans hâte et sans fatigue. Ces officiers d'É.-M. sont de bons bureaucrates. Ils classent, écrivent, téléphonent, et s'exclament d'étonnement et d'admiration quand ils ont vu passer un obus. Je viens de rencontrer un officier de réserve. Il était calme et se chauffait à l'âtre en sommeillant. Des 60 officiers que comptait son régiment au départ, il n'en reste que 5. En vérité quand j'aurai vu cette affaire complète je redescendrai près de la troupe.

L'idée de la manœuvre tentée est de monter par les plaines de Champagne et de vider la poche des lignes allemandes à l'est de notre ligne[2]. Il semble qu'il y ait des craquelures, la ligne allemande est fêlée en maints endroits. Hier, j'étais en liaison à la division, légèrement à l'ouest de Perthes. Je suivais, pour en rendre compte au corps, quatre attaques montées soigneusement et qui devaient avoir lieu ; à 3 heures et demie un feu effroyable d'artillerie, d'innombrables colonnes de fumée noires et blanches ponctuaient la petite ligne et se croisaient en tous sens sur le terrain. C'étaient nos 75 qui bombardaient les tranchées allemandes ; puis voici soudain, à la jumelle, une ligne de petits arbres, mais la ligne marche, se déploie, se disloque. Ce sont des hommes. Ils courent, ils s'éparpillent. On voit des petites taches allongées sur le terrain ; ce sont des blessés ou des morts. La nuit tombe, ils auront froid, hélas ! Je songe à tous mes pauvres bougres. Comme je les aime, les pauvres qui courent là-bas ! C'est plus pénible à voir qu'à vivre, et quoique nos attaques aient réussi, je me sens, au milieu de l'allégresse de tous ces gens qui n'ont pas vécu de pareilles heures, tout triste...

1er mars 1915. — 2e C. A.

Ce matin j'ai ramené un blessé dans mon auto ; il avait les trois doigts de sa main enlevés. Le seule chose qui l'ennuyait c'est d'avoir laissé trois de ses doigts aux mains des Boches dans la tranchée. Comme son sang avait maculé les coussins :

1. Il venait d'être affecté à l'E.-M. du 2e C. M.
2. Bataille des Hurlus.

« Pardon, excuse, me dit-il, je me suis bien mal conduit, j'ai taché la voiture. » Ce sont ces braves gens qui gagneront la bataille.

Nous poussons sur la cote 196. La ligne allemande[1] fléchit lentement; s'il ne survient pas de réserves, nous passerons peut-être.

Mais les régiments fondent. Ils passent dix à douze jours aux tranchées; un bataillon est réduit à 220 hommes. C'est une effroyable bataille; si je n'y avais été hier, si je ne devais pas y retourner demain, je deviendrais fou. Je suis au Balcon [2]. On ne prend pas tant de douleur et d'héroïsme au spectacle. Sans doute je suis utile, mais je ne cours que le risque de quelques coups malheureux. Je verrai le mécanisme de la bataille, puis je rentrerai dans la vraie fournaise...

9 mars 1915. — Cote 196. — Hurlus. — 2e C. A.

Bonne nouvelle ! Je vais te revenir. Nous sommes mis au repos... Je suis satisfait de faire mon devoir. Je commence à croire que ce sentiment est le fond de ma nature.

J'ai tant laissé voir la gêne que me causait la demi-sécurité de cette vie d'état-major, qu'on m'a laissé faire la liaison avec les brigades et les tranchées de première ligne.

Nos soldats attaquent avec furie un petit mamelon. Les morts jonchent la terre et de loin font de petites taches sombres. Ils sont partout sur les parapets. Au fond des tranchées, leurs corps font de brusques dénivellations. On bute sur des bras, des jambes qui dépassent. Au fond d'une tranchée de quatrième ligne un lieutenant est tombé il y a quinze jours. On s'est contenté de jeter une sorte de toile sur son visage, puis la boue l'a maculé. Ça sent le cadavre.

Le canon-revolver, que je ne connaissais pas, écrête les parapets, brutal et rapide. Chaque mètre de tranchée nous a peut-être coûté un homme. Toute compagnie qui attaque perd la moitié de son effectif. Les hommes se battent, héroïques comme des condamnés à mort; ils sont, *dans cette mort certaine*, comme dans leur élément. Je heurte deux hommes dont l'un n'a plus de tête et l'autre n'a plus de ventre. Une

1. Les Hurlus.
2. Poste d'observation ainsi nommé.

bombe à main vient de tomber sur eux, et leurs deux voisins de me dire, tranquilles : « Mon lieutenant, on était assis comme ça, on a rien eu, ce sont eux qui ont écopé de tout », du ton dont ils m'auraient dit : « C'est eux que l'adjudant a fourrés dedans! »

Ils chargent en chantant *la Marseillaise*. Ils mangent du Boche avant de mourir. Les peureux ici deviennent braves, les braves sont des héros. Ils se battent depuis quinze jours, ils sont épuisés, mais leur moral est surhumain. Non, cela ne s'est jamais vu ! Hier le 110e a chargé avec un tel entrain que le 120e l'applaudissait debout sous les balles et sur les parapets. Ils sont frénétiques et excités...

27 mars 1915. — Verdun. — 2e C. A.

Quatre mois après, je viens faire un triste et doux pèlerinage au théâtre de mes anciens combats. L'horizon était le même, les éclatements fumaient aux mêmes endroits. La nature, les hommes, la guerre avaient les mêmes habitudes. Je vais le cœur battant par la même vieille route de Manheules ; voici le grand chêne de Pintheville près duquel, lors de ma dernière relève, de Nazelle disait, de son air grand seigneur, à chaque balle sifflante : « la garce ».

Je suis dans mes boyaux, dans mes tranchées, en P. 2, P. 3. Ce ne sont que visages troublés et mains tendues. Le sergent Drain pleure, le capitaine Herrick accourt. Ils me content la triste histoire. Après six mois de préparation, l'attaque de Marcheville, si souvent annoncée et que l'on croyait abandonnée, a eu lieu. On a fait sauter la mine forée depuis six mois; seulement, au lieu d'être face à un saillant de la tranchée allemande, la mine était face à un rentrant; au lieu d'être dessous, elle était devant. Ah ! les postes de commandement d'où l'on fait la guerre sur le papier sans venir sur les lieux ! Les Allemands n'ont pas sauté, leur réseau est resté presque intact. Le régiment n'a pas pu déboucher; la 8e compagnie sortie des tranchées y a été détruite en arrivant sur le réseau intact, oui intact. Une dizaine seulement, sans chef, sont allés en angle mort dans la tranchée allemande. Le soir, un des leurs revint en rampant et dit : « Je suis l'agent de liaison des camarades.

Ils demandent s'ils doivent attendre, revenir ou attaquer. » Est-ce beau?

La 4e, ma chère 4e compagnie, est partie en chantant. La veille ils avaient, ravis d'attaquer, joué toute la journée au bouchon. Ils ont été surhumains; même maintenant, ils n'ont pas l'air abattu. Le capitaine Mignon ne se faisait aucune illusion, il ne croyait pas au succès; il est tombé la tête dans la tranchée allemande, une balle dans l'œil.

Le lieutenant K. tué. Les voici sans chef. Une mitrailleuse allemande prit les survivants dans la tranchée en enfilade. Bouzin, un gringalet, le petit cycliste du capitaine, me raconte qu'il a arrêté une première panique. Ce petit a des qualités de chef. Il juge la situation, il prend des responsabilités. La belle race de soldats! Une seconde panique se produit en remontant le parapet, ils sont tirés comme des lapins; les survivants se réfugient dans l'entonnoir de mine, mais le téléphone que M. de X... n'a pas daigné, depuis six mois, faire enterrer est coupé par les obus allemands : l'artillerie française tire dans l'entonnoir et y massacre nos hommes. Ils remontent, se sauvent — comment? ils ne le savent. Des 220 partis si joyeux, 29 seulement sont revenus; l'un d'entre eux est devenu fou. Les meilleurs sont tués : Derlin, un délicieux garçon de café; Schneider, un épatant patrouilleur; de Neuville, un doux sergent, industriel de Reims. Tous les chefs de section sont tués...

Mistarlet, qui, paraît-il, a été épatant, me dit que l'ordre a été donné aux capitaines Herrick et Legouis, le Normalien; ils ont été admirables de stoïcisme dans l'acceptation de leur devoir. Je les regarde; c'est vrai, ils sont sublimes, ce sont des morts certains et je suis tout triste et tout honteux de n'avoir pas été avec eux ce jour-là, avec ma chère 4e détruite le 8 octobre, détruite le 18 mars. La capitaine S..., qui m'accompagne, me dit un mot qui m'est doux : « Vous avez laissé des souvenirs, dans ce régiment, qui vous font honneur. » J'ai embrassé Drain, Mistarlet, aussi fort que j'ai pu. La guerre me prendra-t-elle aussi Mistarlet? Avant-hier, de Nazelle, en passant dans la tranchée avec sa négligence hautaine, a été tué, la cervelle gisait à ses côtés.

Six mois de travail pour faire une mine, 600 hommes tués

ont abouti à ceci : les Allemands se sont installés dans l'entonnoir et dominent maintenant de ses bords surélevés nos tranchées. Et sur tout ce secteur on va recommencer.

... Ici j'ai pu voir et faire connaître des choses utiles. Pourtant je souffre dans ma conscience. La troupe m'appelle.

17 avril 1915. — 2e C. A.

Le plan allemand n'a pas échoué autant qu'on se plaît à le dire. Il s'est tout au plus déformé. La France n'est pas désarmée, mais elle est partiellement conquise. La volonté allemande est de nous amener, après nous être vainement usés sur ses tranchées, à traiter, l'ennemi étant encore en possession du territoire conquis. Or, ce que j'ai pu voir de la guerre pendant huit mois, sublime par en bas, inquiétante par en haut, me conduit à penser que si le G. Q. G. continue à grignoter dans ses attaques fragmentaires les forces d'offensive de ce pays, le jour est proche où l'armée française devra renoncer à rompre le front.

La guerre d'usure. — Tous les officiers de tous grades qu'il m'a été donné, en tous lieux, de voir, déclarent : « La guerre d'usure, *elle se fait contre nous.* »

21 mai 1915. — 2e C. A. — Les Éparges.

Ta lettre de fleurs, de tendresse, ta lettre sentant Targé vient de m'arriver. Je suis dans les mêmes bois où cet été je couchais sur la terre et sous la pluie. Ce sont les mêmes odeurs variées de bonne terre trempée, de déjections et de viandes pourrissantes. Au-dessus de nos têtes les mêmes départs et les mêmes arrivées. Cette guerre a ses coutumes; elles varient moins que les saisons. Je suis attaché à la division : ce n'est déjà plus la garnison du temps de paix des hauts états-majors, c'est un peu la guerre. Un tir de barrage gronde à l'instant même sur les Éparges. Hier, j'y ai fait une longue reconnaissance : une pente sinistre, presque à pic, descend dans la vallée de la « Mort ». Pas un arbre qu'un obus n'ait coupé ; dans ce printemps verdoyant, la terre des Eparges est d'une stérilité volcanique. La plaine est verte, les bois des Hauts de Meuse sont verts. Elle, elle est noire et retournée; partout des cratères, des

trous énormes où l'on ensevelirait une escouade. Là ont percuté des 105, des 150, des 21, des 28, des 305, des Minenwerfer. Les Allemands appellent cela l'enfer de Combres. Une de leurs poésies trouvée sur un prisonnier dit : « Là, l'obus enterre les hommes, horreur ! Là, l'obus les déterre, horreur ! »

Les tranchées sont construites de cadavres; partout des pieds, des mains dépassent; on ne reconnaît plus les Allemands des Français qu'aux bottes. Un homme donnant un coup de pioche dans le parapet a crevé un ventre ; du jus de cadavre lui a sauté au visage. La puanteur est épouvantable; il faut pourtant vivre, se battre et manger là. Les hommes ont le mal de mer. Ils vomissent. 50 000 hommes sont tombés là ; 8 à 10 000 sont peut-être ensevelis dans la boue de ces deux kilomètres carrés. Nous sommes accrochés en haut de cette lame de couteau ; une forte poussée allemande et, de l'avis de tous, nous roulerions au bas de la pente. De là je n'ai pas mieux vu mes vieilles tranchées de Marcheville que de la croupe de Montgirmont. Pourquoi 50 000 hommes de part et d'autre ont-ils été sacrifiés pour la conquête de ce petit charnier ? Pauvres familles ! Ce sont là les « disparus ». Jamais elles ne recevront même la pauvre médaille d'identité accrochée à leur cou; ils descendent inconnus dans la boue : misère et grandeur !

Targé... Les Éparges... Là-bas le charme, la beauté de la vie : ici toute la grandeur morale... Comme je voudrais être près de toi ! Quel repos !...

22 mai 1915. — 2e C. A. 4e D. I. — Tranchée de Calonne.

Passé ces deux jours à faire pour la division une reconnaissance dans les tranchées situées le long de la route dénommée « Tranchée de Calonne », en souvenir de l'aimable ministre de Louis XVI. Le soleil est lourd, les arbres sont immobiles, les soldats sommeillent. Les grosses mouches à cadavres et à charognes somnolent le long des boyaux ; les marmites semblent elles-mêmes venir plus péniblement. Les tranchées sont en forêt. Dans les gros arbres se dissimulent les bons tireurs, dénommés *perroquets* ; par endroits, les tranchées françaises sont enfilées par les perroquets alle-

mands. Pour passer inaperçus, les tranchées ont été couvertes de branches d'arbres. Par ce chaud soleil, on se croirait sous des tonnelles aux environs de Paris. Quel contraste avec les Éparges !

Sur un abri où dort un homme, je relève cette inscription qui synthétise bien le moral actuel du soldat français : « Vive le 147e, vivement la paix, mort aux Boches ! » Je conclus mon rapport en disant qu'autant les Éparges sont faibles, autant notre position, dans ces bois, est forte.

4 juin 1915. — 2e C. A.

Bourdeau[1] m'écrit que, par un hasard que je lui envie, il avait rencontré P... la veille de sa mort. Mon doux ami était, paraît-il, « resté le même, aimable, discret, sincèrement bienveillant ». Sa mère avait refusé de le laiser mettre en sursis, et lui-même voulut servir dans les chasseurs à pied. Quelle génération ! L'histoire déconcertée, stupéfaite, s'arrêtera devant cette facilité d'héroïsme.

1793 était tout enthousiasme, l'Empire était épopée : nous, nous sommes tout *devoir*. Nous ne nous sentons ni une âme de vaincu, ni une âme de conquérant. La guerre d'aujourd'hui n'est ni gaie, ni triste, elle est grave. C'est une guerre par devoir et voilà pourquoi nous serons vainqueurs. Mais pour ceux qui resteront quel désert d'amitiés !

Je pense sans cesse à P... ; c'est un morceau de ma vie qui s'en va. Je pleure...

25 juin 1915. — 38e D. I.

Comme ce secteur de Nieuport est varié et prenant. J'ai passé cette nuit derrière des tranchées déconcertantes. Ce sont, dans le polder, de hauts murs de sacs à terre; sur une estrade de planches courant à cinquante centimètres du sol, les zouaves, l'œil aux créneaux, veillent. Pas de sac au dos; on se promène comme le long d'un mur de parc dans la plaine plate et nue. D'innombrables petites tombes font une allée de petites croix continues ; les zouaves à chaque relève apportent des fleurs pour les entretenir.

Un zouave dans la nuit s'écrie : « Mais c'est monsieur Abel !

1. Sous-chef de cabinet d'Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Moi, je suis le fils de Colin, de Pallignez, vous savez bien, celui qui à vos dernières élections apporta le résultat de Pallignez! » On s'embrasse. Il est sergent. C'est un de ces gosses de la classe 14, dont la guerre, si elle les épargne, fera la plus belle génération qu'aura jamais connue la France.

Les uns, les autres, pressés, me content leurs souvenirs; le plus terrible ce sont les grandes torpilles aériennes ; il en pleut de temps en temps; elles contiennent 50 kilos d'explosif, tandis que nos 75 en contiennent 830 grammes : elles volatilisent les hommes. Le compte rendu de ces derniers jours comptait trois hommes disparus: pas un fragment de retrouvé. Une compagnie a perdu 100 hommes par ces deux torpilles; elles s'élèvent dans l'air avec le balancement d'une jeune poule; les hommes, les yeux fixés sur elles, hypnotisés, toute la journée... attendent.

5 août 1915. — 1re brigade coloniale. — Bois de la Grurie.

... Ici, le moral est excellent. Ah ! les nobles cœurs et les braves gens ! Comme la France est belle dans ces tranchées et dans ces trous. Le meilleur de son cœur bat dans cette terre humide et chaude, hostile ou bonne, mais qu'on aime parce qu'on la défend. Je suis sûr de bien t'aimer en aimant mon pays.

11 août 1915. — 1re brigade coloniale.

Tu sais que la correspondance venue du front doit être désormais ouverte : cette mesure déprime plus les poilus que la prise de Varsovie...

Je me sens ici digne de toi : c'est ce qui fait ma joie et me console des privations et des risques. Nous habitons en effet, par une sorte de laisser-aller fanfaron, la dernière maison qui reste debout de Vienne-le-Château. Les cuisines en sont détruites, elle est en carton-pâte, elle est condamnée. Les tranchées sont passionnantes : j'y retrouve cette odeur de boue, de sang pourri, de détritus et de mort qui souille sur tant de centaines de kilomètres notre beau sol de France.

Je me bats pour toi, pour nos enfants; la vie est douce et la mort légère à qui fait son devoir.

29 août 1915. — 250e brigade d'inf. — La Chalade.

... Je poursuis mon éducation de guerre. Il y a peu de générations à qui soit offerte une pareille vivisection de la société. Je passe de l'étude des mitrailleuses à celle des tranchées, des lance-bombes. On m'a pourvu d'un casque qui me fait une tête ronde de pompier, mais ce n'est peut-être pas inutile, car tout ce secteur est fort crapouilloté. J'aimais la guerre, j'étais fait pour elle; si j'avais vécu celles d'il y a un siècle, j'aurais donné ma mesure. La carrière militaire pendant la guerre était ma vocation et je n'ai accepté la politique que comme pis aller. Je suis sûr que je la comprends et je suis aussi à mon aise dans ce travail que dans celui de la Chambre. La belle armée que nous avons et comme il est vrai que tout Français naît soldat ! L'enthousiasme ne décroît pas. Le soldat reste décidé à tenir tant qu'il faudra...

2 septembre 1915. — 250e brigade d'inf.

Éliane s'amuse-t-elle bien? Je voudrais bien voir ma petite chérie écouter tes histoires. Ne lui donne pas de moi une trop sublime idée ; en grandissant, elle pourrait s'apercevoir de tout ce qui me manque et je serais obligé de me corriger d'un tas de petits défauts qui me sont bien commodes et auxquels tu es indulgente. Il me faudrait être correct, me bien tenir, et la guerre m'a donné tant d'habitudes supplémentaires de laisser-aller.

... Mais j'ai l'intime conviction de remplir ici un devoir qui n'est pas d'apparat. A mes risques et périls, péniblement, par un effort de recherches et de méditations patientes, par une enquête incessante dans la tranchée et dans les papiers, j'ai vu la guerre *mieux* qu'aucun autre homme. Je l'ai vue par en haut, par en bas, de biais, de face, et je suis arrivé à une conception de guerre, *la surprise et la préparation*. Des indices me permettent de croire que mon idée, d'abord repoussée, peu à peu fait son chemin.

Si elle réussit, je pourrai m'imaginer que j'y suis pour quelque chose ; quelle joie, et comment aurais-je pu mieux servir mon pays? Oui, j'aurais pu rester aux Affaires étrangères, mais je n'aurais pu intervenir qu'à la condition d'être au conseil des ministres et je n'y vais, moi, que parce que

je vais dans la tranchée. Mon autorité morale, le droit même de prendre part au conseil des ministres, ma part dans la direction générale des affaires, me viennent de ce que je suis, en temps de guerre, le seul civil qui sache un peu la guerre.

... Comme nous sommes ici sur la défensive et que, sous peu, j'aurai vu tout ce que j'ai à voir, j'ai demandé à la 3e armée de me réaffecter à la brigade coloniale qui se trouve justement le long de la route de Suippes dont te parlait S., comme axe de la prochaine offensive.

Je suis curieux de savoir s'ils me donneront satisfaction : mon devoir à l'heure présente est d'être aux lieux importants de combats, pour renseigner le Gouvernement. Ce n'est pas pour mon plaisir, c'est parce que je dois, si je veux pouvoir jouer utilement les commissaires aux armées, être aux grandes batailles. J'ai déjà raté celle d'Arras; j'avais demandé à être de la 95e brigade qui s'y est battue, on ne m'a pas répondu. Je demande à être de la prochaine offensive pour la seule raison qu'il faut contre les choses, les hommes et les balles, employer sa volonté à être utile. ... L'amour n'exclut pas le devoir...

6 septembre 1915. — 250e brigade d'inf. — Courtes-Chausses.

Moi, je suis bien loin, dans quelque poste d'écoute où l'on n'entend pas battre son cœur. Il passe dans la nuit hostile de subits froufrous. Les soldats nomment cela des souris, des queues de rats ou des hirondelles; ça vient de la tranchée d'en face et ça éclate au premier contact.

La tranchée est comme la mer, on en a la nostalgie. On l'aime « par une nuit sans lune » où palpite seule la lueur des fusées. Les arbres, la terre, les hommes sont les témoins de ces choses brutales... J'ai le cœur serré. Tant d'impéritie, le savoir, être Français et ne pouvoir que se faire tuer! C'est une mauvaise vague de gaz moralement asphyxiant, et j'ai partiellement tort, car il se fait ici un gros effort de travail de la part de la troupe et d'organisation de la part des chefs. Pour la première fois, le chaos des bonnes volontés s'oriente vers un but commun. Je m'en veux d'avoir moins espéré, comme je m'en voudrais de t'avoir moins aimée...

15 septembre 1915. — 250e brigade.

... Le colonel H..., commandant la brigade, veut, je crois, me proposer pour un troisième galon ; je n'ai dit ni oui, ni non ; l'avancement se fait vite en temps de guerre, et ton frère, s'il n'avait été blessé, commanderait une compagnie. Mon ambition à moi serait de commander un bataillon.

Mais j'ai refusé tout net d'être proposé pour la Légion d'honneur : j'ai mis en avant ma qualité de membre du Gouvernement; la vérité est que ma croix de guerre me suffit; je n'ai rien mérité de plus, et cette petite goutte de sang, que Napoléon a imaginé de mettre à la boutonnière de mes contemporains, garde à mes yeux un air trop bonapartiste, et puis je ne veux pas être soupçonné d'avoir fait mon devoir pour être récompensé.

24 décembre 1915. — 250e brigade d'inf.

Je viens de passer cette matinée de Noël à patauger dans la boue montant par-dessus mes bottes.

Nos poilus de France sont bien sublimes : qui fera le compte des milliers de petites misères auxquelles a résisté ce peuple en armes, ferait une addition dont le total dépasserait nos imaginations, comme la dépassent les sommes de chiffres donnés par les astronomes. C'est le spectacle de ces chers poilus qui me garde ma foi...

9 mars 1916. — 91e R. I. — Poste des Cymbales.

Je ne saurais te dire combien je suis content d'être redevenu « poilu » au milieu des poilus [1].

Je t'écris d'une petite cagna en planches, élevée sur une pente de gazon, seule au milieu des bois et d'où l'on voit la ligne marmitée des tranchées allemandes. Après avoir dormi sous mes couvertures, d'un sommeil réparateur à peine troublé par le bruit lointain d'une petite attaque, j'ai été présenté à mes hommes. Vérification faite de leur installation, couchettes, nourriture, j'ai écrit de longues pages.

1. Il venait d'être affecté au 91e régiment d'infanterie, comme lieutenant mitrailleur.

30 mars 1916. — 91e R. I.

Le capitaine Lambert est nommé commandant du 66e bataillon de chasseurs à pied. J'en suis heureux pour lui, je le regrette pour moi.

Il y a deux catégories d'officiers : les fonctionnaires et ceux qui aiment la guerre. Ceux qui aiment la guerre seront tués, mais ils auront donné la Victoire ; les autres, les fonctionnaires, l'écriront. Oui, ils écriront la guerre à la gloire des états-majors. Qu'importe ! la terre de France saura reconnaître les siens. On saluera éternellement les petites tombes dans les champs et les bois jusqu'à ce que peu à peu elles disparaissent dans l'éternelle nature.

Les autres auront des cimetières de bourgeois avec des allées sablées, une concession perpétuelle, un bel enterrement, sur leurs vieux jours. Ils auront même peut-être des discours ; les autres auront le regret rapide de ceux qui les auront connus et compris.

Qu'importe, l'homme qui aime son pays retourne naturellement à la troupe, à la bataille, à la souffrance, à la victoire, qui se fait comme le sang va au cœur... Lambert, Mistarlet, voilà les vrais vainqueurs. Je les aime et je tremble pour eux...

ABEL FERRY

L'IDÉE[1]

III

LA GRANDE VISION

Les semaines et les mois ont passé et l'horrible drame continue toujours.

Nous sommes, à présent, dans la première semaine d'octobre 1918. L'été, cette année, semble ne pas vouloir mourir et, sans les feuilles mordorées qui commencent à tomber lentement des arbres, on ne se croirait pas au début de l'automne, tant est douce la température.

Le jardin de la petite villa de Montmartre est illuminé par les rayons d'un soleil à son déclin qui, se glissant à travers le feuillage du marronnier de la pelouse, font, sur le sable des allées et sur le perron, de remuantes taches d'or pâle.

La grille et la porte donnant sur la rue sont entièrement masquées, l'une et l'autre, par un grillage serré, matelassé de lierre encore vivace et des arbustes rapprochés.

Madame Dupont, assise dans un fauteuil en osier, tricote avec ardeur; Jacqueline et Marguerite, debout devant une table, confectionnent des paquets; Dupont, enfoncé dans un rocking-chair, lit avec la plus grande attention des journaux.

Absorbés par leur besogne réciproque, les personnages ne se parlent pas pendant un long moment, mais, soudain, Dupont pousse une exclamation qui fait lever la tête aux trois femmes.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet et du 1er août 1919.

DUPONT. — Quinze cent vingt-troisième jour de la guerre!... quinze cent vingt-troisième jour de la guerre!... Quand je vois ces chiffres, je suis suffoqué!

MADAME DUPONT. — Tu les vois tous les jours, mon ami.

DUPONT. — C'est entendu... je suis suffoqué tous les jours... quinze cent vingt-trois!... Mille cinq cent vingt-trois!...

JACQUELINE. — Tenez, Marguerite, aidez-moi à ficeler ce paquet, je vous prie.

MARGUERITE. — Tout de suite, madame,

MADAME DUPONT (*posant son ouvrage*). — Encore une paire de chaussettes finie, Jacqueline.

JACQUELINE. — C'est très bien, mère.

MADAME DUPONT. — Je vais, à présent, commencer un chandail.

JACQUELINE. — Vous êtes, sans doute, la dernière Parisienne qui tricote pour les soldats.

MADAME DUPONT. — La dernière, non, mais il n'y en a plus beaucoup, en effet. En 1914 et 15, ce fut un engoûment général, tout le monde tricotait.

DUPONT. — On organisait des thés-tricot.

MADAME DUPONT. — En 1916, on commença à se lasser.

JACQUELINE. — Il y eut bien toujours des thés...

DUPONT. — Mais le tricot disparut.

JACQUELINE. — A partir de 1917, on ne s'occupa plus de ces choses.

MADAME DUPONT. — Il faut dire, pour être juste, que le besoin s'en fait moins sentir, le gouvernement ayant pu organiser cette fourniture lui-même. Et puis les grands magasins en vendent à si bon compte! On tricote moins, on achète plus, voilà tout!

JACQUELINE. — Oui... Mais il semble que le linge acheté doit leur tenir moins chaud. Dans celui que les femmes faisaient elles-mêmes il y avait un peu de la chaleur de leur cœur.

MADAME DUPONT. — C'est mon opinion, ma chérie.

DUPONT. — Eh bien, moi, j'ai comme une idée que ton travail actuel sera inutile. Nous n'aurons pas une cinquième campagne d'hiver.

MADAME DUPONT. — Puisses-tu dire vrai !

DUPONT. — Le Boche est fichu et, au train dont vont les choses, il ne va pas tarder à demander grâce. Ça chauffe bigrement en ce moment.

JACQUELINE. — Hélas !

Un silence.

Dupont a repris son journal, madame Dupont se tait, occupée par le début de son nouvel ouvrage; Jacqueline rêve et semble regarder au loin un spectacle qui l'angoisse, car sa physionomie est soudain devenue sombre et triste.

Nul bruit dans la rue peu passagère; on entend seulement s'égrener, de l'autre côté, les notes monotones d'une leçon de piano.

Quand madame Dupont a fait plusieurs mailles, elle pousse un soupir et se remet à parler.

MADAME DUPONT. — Votre ouvrière à la journée, madame Lumet, ne vient plus?

JACQUELINE (*tirée de sa rêverie*). — Si, si, tous les après-midi... Je suis étonnée qu'elle ne soit pas encore là. Quelle heure est-il donc?

MARGUERITE. — Quatre heures et demie, madame.

JACQUELINE. — C'est son premier jour d'absence. Peut-être est-elle souffrante.

MADAME DUPONT. — Son mari a été tué à la guerre, n'est-ce pas?

JACQUELINE. — Oui, il y a un an à peu près, en même temps que notre ami Alvarez.

MADAME DUPONT. — Pauvre petite femme !

JACQUELINE. — Elle est très courageuse, très résignée.

MADAME DUPONT. — Elle a des enfants?

JACQUELINE. — Un petit garçon qu'elle élève admirablement.

MADAME DUPONT. — Je voudrais l'aider un peu... Croyez-vous qu'elle accepterait...

JACQUELINE. — De l'argent?... Oh ! sûrement pas, maman... Mais vous pourriez acheter quelque chose pour son fils : un vêtement, des bottines...

MADAME DUPONT. — Voulez-vous vous en charger, ma mignonne? Vous me direz ce que je vous dois?

JACQUELINE. — Avec plaisir.

Nouveau silence, rompu, cette fois, par Dupont.

DUPONT. — Ces Américains sont admirables. Ils se battent comme des lions.

MADAME DUPONT. — Et quand on pense qu'ils font cela sans intérêt !...

DUPONT. — Oui, ça me dépasse ! Les Allemands veulent conquérir des territoires, nous, nous nous défendons, mais eux, ils se font tuer pour une idée !... C'est incompréhensible !

JACQUELINE. — Fernando agit de même.

DUPONT. — Oui... De la part d'un individu, c'est déjà étonnant. Mais que tout un peuple se lance dans la mêlée par amour du droit et de la justice... ça... ça me dépasse ! J'en suis ravi, mais ça me dépasse !

JACQUELINE. — Peut-être y a-t-il quelque chose de changé dans le monde, père?

DUPONT. — Il faut le croire !... Il faut le croire !

Un temps.

JACQUELINE. — Marguerite, montez donc voir si madame Miroslawa n'a besoin de rien.

MARGUERITE. — Bien, madame.

Elle entre dans la maison.

MADAME DUPONT. — J'ai hâte de l'embrasser, cette chère petite... Comment va-t-elle?

JACQUELINE — Elle est arrivée ce matin très fatiguée par son voyage, et j'ai dû la faire coucher... Oh! vous la trouverez bien changée...

MADAME DUPONT. — Elle a été fort malade?

JACQUELINE. — Terriblement. On a craint longtemps pour sa vie.

MADAME DUPONT. — Une fièvre typhoïde?

JACQUELINE. — Suivie d'une pneumonie double... Elle est restée quatre mois à l'hôpital de Châlons. J'avais demandé qu'elle fût envoyée ici, mais elle était intransportable.

MADAME DUPONT. — Il ne lui en est rien resté?

JACQUELINE. — Non... Mais son état de faiblesse est inquiétant. Il lui faut trois mois de repos absolu.

MADAME DUPONT. — Consentira-t-elle à les prendre?... Elle est si dévouée!

JACQUELINE. — Elle ne veut pas. Mais je la garderai ici, malgré elle. Après vingt-huit mois de front, et fatiguée comme elle est, elle peut bien demeurer quelque temps sans rien faire.

MADAME DUPONT. — Certes!

JACQUELINE (*comptant les colis préparés*). — Là!... Enfin, voilà six paquets terminés. (*Répétant sa phrase plus haut.*) Voilà six paquets terminés! Hum!... Père!...

MADAME DUPONT (*à son mari*). — Paul!... Tu es sourd?

DUPONT (*sursautant*). — Hein?... Quoi?

MADAME DUPONT. — Est-ce que tu es venu ici pour lire les journaux, mon ami?

DUPONT. — Non, certes!... Qu'y a-t-il?

JACQUELINE. — Six paquets terminés!

DUPONT (*se tirant avec peine de son rocking*). — Bon, bon... Je colle les étiquettes immédiatement.

MADAME DUPONT. — Et puis, tu iras porter les colis à la poste.

DUPONT. — Ah!... Il faut que... (*Sur un regard de sa femme.*) Bien... bien... J'irai les porter à la poste!

Il saisit des étiquettes, un pot de colle et se met à l'ouvrage en chantonnant. Marguerite sort de la maison.

MARGUERITE. — Madame Miroslawa se lève, madame... Elle va descendre dans un moment.

JACQUELINE. — Pourquoi se lève-t-elle?

MARGUERITE. — Elle dit que cela lui fera du bien de s'étendre un peu dans le jardin.

JACQUELINE. — Eh bien, aidez-la à s'habiller. En passant, regardez si Marcel est sage.

MARGUERITE. — Monsieur Marcel étudie sa leçon très gentiment, madame.

Elle rentre à nouveau dans la maison.

MADAME DUPONT. — Cet enfant est un amour.

DUPONT. — Je n'ai jamais vu un gamin aussi raisonnable!... Je l'emmènerai dimanche au cinéma... si vous permettez, Jacqueline.

JACQUELINE. — Vous plaisantez, père... Mais j'ai peur que vous ne le gâtiez trop.

DUPONT. — Avec une nature comme la sienne, il n'y a pas de danger. J'adore sortir avec lui. Il a des réflexions bien au-dessus de son âge. On lit les journaux du soir ensemble ; il m'explique les communiqués.

JACQUELINE (*riant*). — Vous exagérez !

DUPONT (*convaincu*). — Pas du tout !... Je vous assure qu'il connaît la carte du front infiniment mieux que moi.

MADAME DUPONT. — Enfin, c'est beaucoup plus pour toi que pour lui que tu lui offres des distractions !

DUPONT. — Je l'avoue... je l'avoue... Ah ! quel amour d'enfant !... Et puis, nous avons été assez privés de plaisirs, tous les deux, pendant que les Berthas tiraient sur Paris; je n'osais plus le sortir... Oh ! ce n'est pas qu'il avait peur ! Ce sacré petit homme ne sursautait même pas.

JACQUELINE. — Il sera brave, comme son père !

MADAME DUPONT. — Jacqueline, voici un soldat.

*
* *

En effet, la porte du jardin vient de s'ouvrir et un légionnaire paraît portant plusieurs paquets.

JACQUELINE (*qui s'est retournée*). — Ah ! c'est Dimitri.

MADAME DUPONT. — Tiens, je ne le reconnaissais pas.

Dimitri traverse le jardin; il est en vareuse et en culotte kaki, bonnet de police sur la tête, croix de guerre sur la poitrine, sept brisques de front sur le bras gauche, deux brisques de blessure sur le bras droit, fourragère rouge à l'épaule.

DUPONT (*lui serrant la main*). — Bonjour, monsieur Dimitri ; bien content de vous voir avant votre départ. Ce congé tire à sa fin?

DIMITRI. — Mais oui. Je m'en vais demain matin.

MADAME DUPONT. — Vous ne sentez plus votre blessure?

DIMITRI. — Du tout. Cette fois-ci, ce n'était presque rien.

JACQUELINE. — Avez-vous trouvé tout ce dont vous aviez besoin?

DIMITRI (*posant ses paquets sur la table*). — A peu près... Et... dites-moi, Jacqueline... Miroslawa est-elle arrivée?

JACQUELINE. — Ce matin, deux heures après votre départ !

DIMITRI (*avec un grand mouvement de joie*). — Ah ! quelle chance !... J'avais peur de repartir cette fois encore sans la voir !

JACQUELINE. — Elle s'habille pour descendre au jardin.

DIMITRI. — Je suis bien content... bien heureux !... C'est vrai, cela me faisait gros cœur de n'avoir rencontré aucun de mes camarades... Ah ! c'est une bonne nouvelle que vous m'annoncez là !... (*Aux Dupont.*) Jacqueline m'avait écrit à l'hôpital de Lyon où je me trouvais, qu'elle attendait Mira et qu'elle espérait aussi que ce pauvre Fernando serait rapatrié d'Orient vers cette époque... Je demande vite quelques jours de convalescence, j'arrive ici... personne ! J'allais repartir désespéré ! Enfin, j'aurai au moins vu l'un des deux !... Pas d'autre nouvelle de Fernando?

JACQUELINE. — Rien, depuis cette dépêche où il me disait qu'il était arrivé à Toulon et pensait être dirigé sur Paris, pour passer devant un conseil de réforme.

DIMITRI. — Vous allez voir qu'il arrivera le lendemain de mon départ. C'est ma chance !... Il m'eût été pourtant bien doux de l'embrasser. Voilà deux ans et demi que je ne l'ai vu...

DUPONT. — Deux ans et demi !

DIMITRI. — Dame ! Il est parti en Macédoine avec un détachement de renfort en avril 1916 : comptez !

DUPONT. — C'est exact : comme le temps passe !

DIMITRI. — Et puis, je suis impatient de savoir quel genre de blessure il a eu. C'est évidemment une blessure grave, puisqu'on va le réformer.

JACQUELINE. — Certes !

DIMITRI. — Mais quelle?

DUPONT. — Nous nous perdons en conjectures.

MADAME DUPONT. — Il a dû être très malade, car aucune des lettres arrivées ici n'est de son écriture.

DIMITRI. — Et jamais il n'a fait la moindre allusion?...

JACQUELINE. — Jamais !... J'étais restée un mois et demi sans rien recevoir de lui, lorsqu'un matin arriva le petit

mot que voici. (*Elle prend une lettre dans une corbeille et lit.*) « J'ai été blessé il y a quelque temps et suis à l'hôpital temporaire N° 1 à Salonique. Ne vous inquiétez pas. Je pense être évacué en France dans cinq ou six semaines. » Aussitôt, je lui télégraphiai pour savoir quelle blessure il avait reçue. Il me répondit par dépêche : « Vais mieux. Vous embrasse tous. »

DIMITRI. — Vous n'avez pas eu l'idée de télégraphier à son médecin-chef?

DUPONT. — Bien entendu, si.

DIMITRI. — Alors?

MADAME DUPONT. — Il avait dû, sans doute, le prévenir. Nous n'avons pas reçu de réponse.

DIMITRI. — C'est insensé. Mais cela ne m'étonne pas de Fernando. Il doit trouver que ce qui lui arrive est une contingence insignifiante au milieu du grand drame qui se joue en ce moment. Je le reconnais bien là.

JACQUELINE. — Et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que dans aucune de ses autres lettres il ne manifeste la moindre tristesse. Au contraire, on le sent presque joyeux, en tout cas, vibrant d'enthousiasme. Tenez, si vous voulez les lire...

Elle tend à Dimitri un paquet de lettres.

DIMITRI. — Oh ! avec plaisir. Merci.

Il les prend et va s'asseoir contre l'arbre.

DUPONT. — Ah ! c'est un homme, celui-là !... Je ne partage pas toutes ses idées... il s'en faut... Mais c'est un diable d'homme et je serai bien content de le revoir... (*Un temps.*) Là... Voilà mes étiquettes collées !... Alors, il faut que je porte ces paquets à la poste?

MADAME DUPONT. — Tu ne penses pas, par hasard, qu'ils vont s'y rendre tout seuls?

DUPONT. — Certainement, certainement !... Eh bien, je vais y aller... dans un moment.

MADAME DUPONT. — Mais non, pas dans un moment. Tout de suite ! Pourquoi donc attendre?

DUPONT. — Je vais y aller tout de suite... tout de suite.

JACQUELINE. — D'autant que je vais avoir besoin de vous

pour clouer cette boîte de conserves destinée aux hommes de la section de Pierre.

DUPONT. — Ah !... Il faudra que je cloue ?...

MADAME DUPONT. — A moins que tu ne veuilles que Jacqueline et moi, nous le fassions.

DUPONT. — Non, non... Vous êtes folles !... Je clouerai ! Je clouerai !

MADAME DUPONT. — Dépêche-toi.

Dupont se dirige vers la grille. A ce moment le petit Marcel paraît sur le perron. Il a dix ans et demi et ne porte plus ses cheveux longs. C'est un petit homme déjà.

MARCEL. — Bon papa !... Bon papa, tu sors?

DUPONT (*se retournant*). — Oui, mon mignon, je vais jusqu'à la poste.

MARCEL. — Oh ! tu veux bien que j'aille avec toi, bon papa?

DUPONT. — Mais bien entendu, mon chéri, je veux bien... si ta maman permet.

MARCEL (*descendant les marches en courant*). — Maman permet, maman permet !

JACQUELINE. — Oh ! oh !... cela dépend !... Sais-tu ta leçon?

DUPONT (*vivement*). — Mais naturellement, il sait sa leçon, cet amour !

JACQUELINE (*à Marcel*). — C'est vrai, ça?

MARCEL. — Oui, maman, je la sais... presque.

JACQUELINE. — Presque, ce n'est pas tout à fait.

DUPONT (*entraînant Marcel*). — Il dit presque par modestie, mais il la sait... Je suis sûr qu'il la sait. Viens, mon coco chéri.

MADAME DUPONT. — Le plus enfant des deux...

MARCEL (*sautant en frappant des mains*). — C'est bon papa !

DUPONT. — Il est impayable !... Il a de ces reparties !...

Il ouvre la porte du jardin et se trouve face à face avec madame Lumet qui arrive. Il s'efface.

DUPONT. — Passez donc, madame Lumet, je vous en prie.

MADAME LUMET. — Pardon, monsieur... Bonjour, mon petit Marcel.

MARCEL. — Bonjour, Lumet. Ton fils va bien?

MADAME LUMET. — Très bien, je vous remercie.

Dupont sort avec Marcel. Madame Lumet se dirige vers madame Dupont et Jacqueline. Elle est nu-tête et porte une robe noire très simple.

***

MADAME DUPONT. — Nous parlions de vous, tout à l'heure, madame Lumet.

JACQUELINE. — Nous étions inquiètes de ne pas vous voir arriver.

MADAME LUMET. — Je vous prie de m'excuser, mesdames, si je suis en retard... Mais c'était aujourd'hui l'anniversaire du jour où...

Elle s'arrête avec cette sorte de pudeur des gens malheureux qui ne veulent pas attrister les autres.

JACQUELINE (*vivement*). — Ah ! c'est le 3 octobre que votre mari a été tué.

MADAME LUMET. — Oui, madame, le 3 octobre 1917... Alors, n'est-ce pas... je n'ai pas voulu laisser passer cette date sans prier un peu pour lui.

JACQUELINE. — C'est évident.

MADAME DUPONT. — Vous êtes allée à l'église?

MADAME LUMET. — Non, madame, au temple protestant.

MADAME DUPONT. — Ah ! vous êtes protestante?

MADAME LUMET. — Je suis catholique, madame, mais mon mari était protestant... Alors, j'ai pensé que c'était mieux de prier dans son église à lui... Comment vous dire mon idée?... Ne pouvant pas aller sur sa tombe, il m'a semblé que c'était me rapprocher un peu de lui. Le bon Dieu est le même, n'est-ce pas?

MADAME DUPONT (*émue*). — Vous avez bien fait, ma petite madame Lumet. Votre sentiment est très joli.

MADAME LUMET (*pleurant malgré elle*). — Je l'aimais tant, madame, je l'aimais tant !

MADAME DUPONT (*la serrant dans ses bras*). — Ma pauvre enfant.

MADAME LUMET. — Je vous demande pardon... Je voudrais

être plus forte... mais aujourd'hui... (*Elle s'essuie les yeux*). Madame Jacqueline, avez-vous reçu une lettre de monsieur Pierre?

JACQUELINE. — Il n'y en avait pas au courrier de ce matin.

MADAME DUPONT. — Nous serons peut-être plus heureuses à celui de cinq heures.

MADAME LUMET. — Il faut l'espérer... Oh ! ces lettres... ces lettres... je me souviens...

JACQUELINE. — Quelle angoisse !... On les attend...

MADAME LUMET. — Et elles ne rassurent jamais, car elles datent de trois ou quatre jours.

MADAME DUPONT. — Oui... Rien ne rassure les femmes et les mères.

JACQUELINE. — Attendre toujours... c'est affreux.

Elles se taisent. L'une revoit sa misère passée. C'est elle, la pauvre madame Lumet, qui semble la plus calme. Elle n'attend plus !

Madame Dupont et Jacqueline ont des visages de suppliciées.

Dimitri s'est levé, il s'approche pour rendre à Jacqueline les lettres de Fernando.

Madame Lumet, qui ne l'avait point encore vu, pousse un léger cri de surprise.

MADAME LUMET. — Ah ! monsieur Dimitri, je ne vous savais pas là.

DIMITRI. — Bonjour, ma pauvre madame Lumet.

MADAME LUMET. — Vous repartez ce soir?

DIMITRI. — Demain matin.

MADAME LUMET. — Ah !...

Elle hésite un moment. Ses regards ne peuvent se détacher de Dimitri. Enfin, elle se décide brusquement.

Écoutez, depuis que vous êtes là... il y a quelque chose que je veux faire... et... je n'ose pas !

DIMITRI. — Quoi donc?

MADAME LUMET. — Oh !... Vous allez me trouver bien sotte... Mais cette fourragère que vous portez à votre épaule... si vous saviez comme ça me fait plaisir de la voir... Il était, lui aussi, du 1er étranger... alors je pense qu'il a contribué à la gagner, cette petite ficelle rouge... et je voudrais... Oh !

tant pis !... Vous allez partir... Je ne veux pas qu'elle s'en aille sans que je l'aie embrassée.

Elle pose dévotement ses lèvres sur la fourragère en sanglotant.

DIMITRI (*enlevant la tresse de son épaule*). — Gardez-la, madame Lumet. Emportez-la en souvenir de votre mari.

MADAME LUMET (*joyeuse*). — Vous me la donnez?... Vous me la donnez?... Mais vous?

DIMITRI. — J'en toucherai une autre là-bas... Et puis, vous avez raison, elle est à lui plus qu'à moi.

MADAME LUMET. — Oh ! merci !... merci !... Pardonnez-moi... Vous me causez une joie... Merci !

Elle rentre en courant dans la maison, serrant la fourragère contre son cœur.

MADAME DUPONT (*tamponnant ses yeux avec son mouchoir*). — Je pleure comme une bête... Cette petite m'a émue.

JACQUELINE. — Croyez-vous, quels beaux sentiments il y a en elle... Son mari qu'elle adorait a été tué et jamais vous n'entendrez sortir de sa bouche une imprécation ou même une plainte. Sa douleur est toute auréolée de gloire !

DIMITRI. — C'est admirable.

JACQUELINE. — Son petit appartement est un véritable temple du souvenir. Elle a réuni tous les menus objets que son héros avait sur lui quand il est tombé. Elle a fait encadrer son livret militaire traversé par une balle et que le sang du pauvre homme a largement taché. Elle élève son fils au milieu de tout cela, dans une atmosphère d'héroïsme et de dévouement.

DIMITRI. — On ne sait pas la grandeur d'âme des humbles.

JACQUELINE. — Vous lui avez fait un plaisir dont vous ne pouvez pas vous douter en lui donnant cette fourragère. Les gens qui se disent forts sourient de ces distinctions qu'ils traitent d'enfantillages. Ils ont tort. Ils ne se rendent pas compte de tout ce qu'elles représentent pour certains de courage, de patience, de ténacité, de sacrifices librement consentis. Elles sont des petits drapeaux individuels.

DIMITRI. — Oui, surtout pour les étrangers comme nous.

***

Miroslawa sort de la maison, soutenue par Marguerite. Elle est pâle, ses joues sont creusées, son front dégagé paraît plus grand et plus lumineux.

MIROSLAWA. — Bonjour.

JACQUELINE (*courant à elle*). — Comment vous sentez-vous, Miroslawa?

MIROSLAWA. — Très bien. Je suis tout à fait reposée.

JACQUELINE. — Donnez-moi le bras pour descendre les marches.

MADAME DUPONT. — Quel plaisir de la revoir, cette mignonne... Me permettez-vous de vous embrasser?

MIROSLAWA. — Avec plaisir, madame. (*Elle l'embrasse et à ce moment aperçoit Dimitri.*) — Oh ! Dimitri, vous voici donc, mon grand ami?

Dimitri, très ému, embrasse la main qu'elle lui tend. Il voudrait parler, mais les mots s'arrêtent dans sa gorge, il ne peut que balbutier : « Miroslawa ! »

MIROSLAWA. — Jacqueline m'a dit ce matin, quand je suis arrivée, que vous étiez ici. J'en ai été bien heureuse.

DIMITRI. — C'est moi, Mira...

JACQUELINE. — Ne restez pas debout. Tenez, voici un bon fauteuil qui vous tend les bras.

MADAME DUPONT. — Et un pouf pour étendre vos jambes.

MIROSLAWA (*s'asseyant*). — Que vous êtes bonnes !... Je ne suis pas plus forte qu'un enfant... (*Un temps.*) Pas de lettre de Pierre?

JACQUELINE. — Le facteur n'est pas encore passé.

MADAME DUPONT. — Nous l'attendons avec tant d'impatience, ce facteur, Jacqueline et moi, que nous n'osons même pas en parler. Nous affectons, l'une et l'autre, une insouciance et un détachement... qui ne nous trompent pas, d'ailleurs.

MIROSLAWA. — Vous aurez une lettre aujourd'hui, je le sens !... Moi, je porte bonheur !

JACQUELINE. — Le ciel vous entende. Voilà trois jours que nous n'avons rien reçu de lui et nous commençons à être folles d'inquiétude.

MADAME DUPONT. — Surtout en ce temps d'offensives furieuses !

MIROSLAWA. — Il est officier, maintenant, n'est-ce pas?

JACQUELINE. — Oui, depuis six mois déjà.

MIROSLAWA. — Ses hommes doivent l'adorer.

JACQUELINE. — Je le pense, car lui les aime tendrement. Dans ses lettres il nous parle d'eux, nous raconte leurs mots, leurs histoires... Nous finissons par les connaître tous.

MIROSLAWA. — C'est un si délicieux garçon... Rien, non plus, de Fernando?

JACQUELINE. — Rien.

MIROSLAWA. — Il va tomber ici un de ces jours, sans crier gare, vous allez voir ça. Quel homme prodigieux et original !

DIMITRI. — Vous avez lu ses dernières lettres?

MIROSLAWA. — Oui, Jacqueline me les a données ce matin. Elles sont intéressantes à étudier pour qui le connaît bien. On sent, sous la banalité volontaire des mots dictés à un autre, le bouillonnement de son âme.

JACQUELINE. — Et presque de la joie.

MIROSLAWA. — De la joie, certainement.

DIMITRI. — La joie, sans doute, d'avoir souffert dans sa chair pour son idéal.

MIROSLAWA. — Oui, cette joie-là, peut-être, mais une autre aussi : la joie d'un homme qui est arrivé à une certitude !

DIMITRI. — Comment?

MIROSLAWA. — Ma pensée est assez difficile à exprimer. Vous savez quel chercheur infatigable est notre ami, et comme nous l'avons vu nerveux souvent quand il ne trouvait pas le pourquoi des choses. La guerre, surtout, avait posé à son esprit des problèmes sans nombre, et, dans plusieurs de ses lettres, vous vous en souvenez, il exprimait ses doutes, ses découragements. Dans celles que vous tenez à la main, au contraire, il est calme, heureux : « J'ai souffert, j'ai compris !... » Si je ne me trompe, il y a ces mots dans l'une d'elles.

DIMITRI. — C'est exact !

MIROSLAWA. — Croyez-moi. Ce n'est pas pour nous rassurer qu'il affecte cette sérénité... Il est heureux, vraiment.

JACQUELINE. — Puissiez-vous dire vrai !

MIROSLAWA. — J'ai hâte de le voir, de parler avec lui. Il

a dû amasser tant de réflexions !... (*A Dimitri.*) A ce propos, savez-vous ce que sont devenus ses amis... ceux qui le vinrent une fois chercher pour retourner au front avec lui... il y a longtemps, avant son départ en Orient... des artistes modernistes, de braves garçons... J'ai souvent pensé à eux.

DIMITRI. — Ah ! je vois de qui vous voulez parler... Il y avait Androff, un peintre russe?

MIROSLAWA. — Oui, oui, c'est cela !

DIMITRI. — Il a été tué dans la Somme.

MIROSLAWA. — Ah !... Et l'Américain neurasthénique?

DIMITRI. — Oui... Oh ! comment s'appelait-il donc?... C'est bête, je ne me souviens plus... Enfin, le nom importe peu... Il a été tué dans le Nord.

MIROSLAWA (*toute pâle*). — Assez !... Assez !... Que de morts déjà !

MADAME DUPONT. — On n'ose plus demander des nouvelles de personne.

MIROSLAWA. — Pauvres garçons, si gais !

DIMITRI. — Mais Tropfen, le poète, est vivant. Il a une jambe coupée. Quant à Gorzia, l'Espagnol, il est toujours au régiment, après trois blessures.

MIROSLAWA. — Aucun n'était parti en Macédoine avec Fernando?

DIMITRI. — Aucun.

MIROSLAWA. — Il a dû avoir du chagrin de les quitter, car il semblait avoir beaucoup d'affection pour eux.

Un long silence. La vision de la mort, faucheuse de jeunes hommes, a rendu les visages graves. Chacun évoque en soi-même, les femmes d'une façon vague, Dimitri avec précision, le front de bataille sinistre où, chaque jour, tant de jeunesse, de force, d'espoir et d'amour sont anéantis par la folie de l'humanité appliquée à se détruire elle-même.

Mais, comme toujours, les plus hautes préoccupations sont chassées par les réalités mesquines. Marguerite vient troubler cette méditation douloureuse.

MARGUERITE. — Madame, c'est le livreur du Printemps qui apporte une caisse.

JACQUELINE. — Ah ! bien... (*A madame Dupont.*) Ce sont

les assortiments de laines à choisir que vous m'aviez demandés. (*A Marguerite.*) Apportez-la ici.

MARGUERITE. — C'est qu'elle est très grande et difficile à transporter.

MADAME DUPONT. — Allons faire notre choix dans la salle à manger. Le livreur remportera ceux qui ne nous plairont pas.

JACQUELINE. — Eh bien, c'est ça... Vous nous excusez, Mira?

MIROSLAWA. — Voyons.

MADAME DUPONT. — Ce ne sera pas long.

MIROSLAWA. — Allez donc. Dimitri me tiendra compagnie. Et puis, si vous voulez que je reste longtemps ici, il ne faut pas vous gêner avec moi.

***

Jacqueline et madame Dupont entrent dans la maison. Dimitri, très ému, marche de long en large pendant un instant, cherchant comment engager la conversation.

DIMITRI. — Vous rendez-vous compte, Mira, qu'il y a près de trois ans que nous nous sommes vus pour la dernière fois?

MIROSLAWA. — Près de trois ans?... Oui, c'est vrai. Le temps passe d'une façon effroyable et, pourtant, les angoisses quotidiennes de cette guerre semblent en suspendre le cours.

Un long silence.

DIMITRI. — Vous êtes mal assise. Ne désirez-vous pas un autre coussin dans le dos pour vous soutenir les reins?

MIROSLAWA. — Oui, peut-être, en effet.

Le jeune homme glisse un coussin derrière Miroslawa.

DIMITRI. — Là... Êtes-vous mieux?

MIROSLAWA. — Infiniment mieux. Merci, mon grand ami.

DIMITRI (*s'asseyant à côté d'elle*). — De me retrouver ainsi près de vous, cela me rappelle un autre après-midi que nous avons passé ensemble, il y a très exactement trente-trois mois, dans cette même maison de Montmartre. Vous en souvenez-

vous, Mira?... Les rôles sont renversés aujourd'hui. En janvier 1916, c'était moi qui m'étendais, affaibli par plusieurs mois d'hôpital, et c'était vous qui me prodiguiez vos soins si délicatement bons.

MIROSLAWA. — Oui, oui, je m'en souviens... (*Un long silence.*) Vous me trouvez changée, n'est-ce pas?

DIMITRI. — Non, du tout.

MIROSLAWA. — Laissez toute galanterie. J'ai une glace et des yeux qui savent encore voir.

DIMITRI. — Vous êtes pâlie, certes, et amaigrie. En outre, votre coiffure n'est plus la même. A part ça...

MIROSLAWA. — Si, si, j'ai changé... j'ai beaucoup changé... Peut-être plus encore moralement que physiquement.

Il me semble que mon corps déprimé a donné toute sa force à mon âme.

C'est que j'ai été terriblement malade, mon cher ami, et j'ai bien cru que c'en était fini de moi !

DIMITRI. — Jacqueline m'a tenu au courant de votre mal. Je n'ai pas besoin de vous dire quelles angoisses furent les miennes !... Vous savoir presque mourante, et ne pas pouvoir courir auprès de vous... ne pas pouvoir donner ma vie pour racheter la vôtre !...

En ai-je passé des nuits dans la tranchée, de ces mornes nuits d'hiver, à tendre ma volonté vers vous !... Je me suis même surpris à prier, moi qui ne crois pas !

Ah ! Miroslawa, j'étais bien résolu à ne pas survivre longtemps à la nouvelle de votre mort... J'avais déjà repéré l'endroit où je me devais sûrement faire tuer. Je serais monté sur la tranchée en un point que battait sans cesse une mitrailleuse ennemie, j'aurais crié votre nom et mon âme se serait élancée à la recherche de la vôtre !

MIROSLAWA. — Votre existence ne vous appartient plus, Dimitri, elle appartient à la cause que vous servez.

DIMITRI. — Vous êtes intimement liée à cette cause, Mira ; vous la personnifiez, en tout cas, à mes yeux.

En dehors de vous, rien n'existe pour moi ! Vous êtes ma raison d'être, ma patrie, mon univers ! Non, rien n'existe pour moi en dehors de vous !

Un temps. — Miroslawa baisse la tête et ne répond rien.

Vous disiez tout à l'heure que vous vous sentiez comme purifiée, comme éthérée... J'éprouve la même sensation, en ce qui concerne l'amour profond que j'ai pour vous. Le temps, en le fortifiant, l'a rendu plus noble et plus grave. Il a perdu cet éclat tumultueux qui vous avait fait peur parce qu'il ressemblait à celui de la passion, de cette passion juvénile qui s'élève en chantant comme une fusée, s'épanouit en un éblouissement d'étoiles lumineuses, mais ne dure que quelques minutes, et n'est plus, en retombant dans la nuit, redevenue opaque, qu'une pauvre chose informe noircie par les flammes !

Mon amour pour vous, Miroslawa, est semblable à présent à une lampe de famille, une de ces bonnes vieilles lampes de nos parents qui duraient autant qu'eux et jetaient dans leurs maisons heureuses une lueur douce sous laquelle il faisait si bon vivre.

MIROSLAWA. — Mon ami...

DIMITRI. — De la guerre, en mon âme, est né un désir de paix ! Du tumulte est né un désir de calme !... La vie que je rêve pour nous, si jamais vous consentez à unir votre destinée à la mienne, est une vie toute de bonheur modeste... Une petite maison dans un site harmonieux, loin des trépidations de la ville, un foyer accueillant où le voyageur trouverait l'antique hospitalité de chez nous, une bibliothèque choisie, de bons amis, pas d'ambition.

MIROSLAWA. — Oui... Se reposer... Ne plus se torturer l'âme... Vivre pour soi... C'est un rêve que j'ai souvent caressé, moi aussi... Mais, hélas ! Dimitri, nous ne le réaliserons pas ensemble.

DIMITRI (*étranglé par l'émotion*). — Pourquoi?

MIROSLAWA. — Parce que, si j'ai éprouvé pour vous, sans que vous vous en doutiez, une très grande attirance, elle était indigne de moi et, si j'eusse cédé à ses conseils perfides, je vous aurais fait beaucoup de mal. Les grands incendies peuvent dresser vers le ciel des flammes éblouissantes, mais ils consument et détruisent toujours. J'ai pu me reprendre, étouffer à temps le feu qui couvait en moi. Nous avons échappé, l'un et l'autre, à un grand danger.

DIMITRI. — Je ne comprends pas, Mira, ce que vous voulez dire.

MIROSLAWA. — Eh bien...

Elle s'arrête, car à ce moment la porte du jardin s'ouvre et Marcel entre en courant suivi de Dupont.

***

MARCEL (*criant de toutes ses forces*). — Maman !... Grand'-mère !... Voilà le facteur !... Nous l'avons aperçu au bout de la rue !... Voilà le facteur ! Voilà le facteur !

DUPONT. — Veux-tu bien ne pas crier comme ça !... On dirait qu'il y a le feu !... (*Apercevant Miroslawa.*) Oh ! chère madame, vous vous êtes levée?

MIROSLAWA. — Mais oui, monsieur Dupont.

DUPONT. — Voyons cette mine?... Oh ! oh !... encore un peu pâlotte, hein?... Enfin, après un long repos...

MARCEL (*qui est retourné à la porte*). — Le voilà, ce facteur !... Ah ! zut !... Il s'arrête à côté. Pourquoi qu'ils reçoivent des lettres, les gens d'à côté?

Madame Dupont et Jacqueline sortent de la maison, très nerveuses et très anxieuses surtout.

MADAME DUPONT. — Eh bien, où est-il?

MARCEL. — Un peu de patience, il s'amène !

JACQUELINE. — Marcel !... Tu as des façons de parler !

MARCEL. — Ah ! enfin, il se décide... Allez, facteur, grouillez vos puces... grouillez !

LE FACTEUR (*entrant*). — Salut, messieurs, dames et la compagnie.

JACQUELINE (*très impatiente*). — Il y a des lettres?

LE FACTEUR. — Oui, ma bonne dame, deux lettres et des journaux.

Il les lui tend. Elle les prend fébrilement et, tout de suite, son visage s'éclaire.

JACQUELINE. — Merci.

MADAME DUPONT. — Est-ce que...

JACQUELINE. — Il y a une lettre de Pierre?

MADAME DUPONT. — Ah ! enfin !

MIROSLAWA. — Que vous avais-je dit?

JACQUELINE (*lisant l'enveloppe*). — C'est pour Marcel !

MARCEL. — Pour moi?... Chic alors !

LE FACTEUR. — Messieurs, dames, bien le bonsoir.

DUPONT. — Bonsoir, facteur, bonsoir.

Le facteur sort.

MARCEL. — Donne-la-moi, ma lettre, maman, donne vite !

JACQUELINE. — Une minute, je l'ouvre.

Marguerite et madame Lumet paraissent sur le perron.

***

MARGUERITE. — Il y a une lettre de monsieur?

MADAME DUPONT. — Oui.

MADAME LUMET. — Quel bonheur !

MARCEL (*très fier*). — Une lettre pour moi, Margot, pour moi tout seul !

MARGUERITE. — Vous en avez de la chance, monsieur Marcel !

DUPONT. — Quelle drôle d'idée d'écrire à ce gamin, au lieu d'envoyer une lettre à sa femme ou à ses parents !

JACQUELINE. — Voilà longtemps que Pierre promet cette joie à son fils, et Marcel le lui rappelle dans toutes ses lettres.

MARCEL. — Je suis bien assez grand pour que papa m'écrive, je suppose !

JACQUELINE (*qui a ouvert la lettre*). — Oh ! j'espère qu'elle est longue ! Huit pages !... Ton papa t'a gâté.

MARCEL. — Donne, maman, donne !

JACQUELINE. — La voilà.

MARCEL. — Merci.

Il la prend et court vers la maison.

MADAME DUPONT. — Où vas-tu?

MARCEL. — La lire dans ma chambre.

JACQUELINE. — Tu es fou !

MIROSLAWA. — Voyez-vous, le petit égoïste.

MADAME DUPONT. — Et nous?... Tu ne penses pas à nous?

MARCEL. — Mais...

JACQUELINE. — Tu vas la lire ici et à haute voix, comme je fais moi-même quand j'en reçois une.

DIMITRI. — Nous sommes anxieux d'avoir des nouvelles de ton papa.

JACQUELINE (*asseyant Marcel sur la table*). — Assieds-toi là et lis.

MARCEL. — Mais si papa me dit des choses confidentielles?

DUPONT. — Il est impayable !

JACQUELINE. — Allez, ne fais pas le bête et lis gentiment.

MIROSLAWA. — Va-t-il pouvoir?

DUPONT. — Lui?... Vous allez voir ça !

JACQUELINE. — Vous oubliez qu'il a dix ans passés.

MIROSLAWA. — C'est vrai, pourtant.

MADAME LUMET. — Vous nous permettez d'écouter, madame, à Marguerite et à moi?

JACQUELINE. — Mais certainement. Allez, Marcel, vas-y !

MARCEL. — Vous y êtes?... Je commence.

Tous les assistants se sont groupés autour de l'enfant qui, très posément, très nettement, se met à lire.

« Mon fils chéri, mon joli petit Marcel,

» Ta dernière lettre m'est parvenue quelques instants avant une attaque et, dans la lueur blafarde d'un petit jour brumeux, je n'ai pas pu la lire. J'ai dû me contenter de la mettre dans la poche de ma capote, contre mon cœur, après l'avoir embrassée, et de partir avec elle à l'assaut des positions ennemies.

» Elle m'a protégé, sans doute, puisque après deux jours de combats acharnés et sanglants, je me trouve pouvoir en prendre connaissance dans le cantonnement où mon régiment, très éprouvé, vient d'être envoyé au repos.

» Tu me rappelles, mon chéri, que je t'ai promis de t'écrire longuement.

» C'est donc à toi que je vais consacrer aujourd'hui cette heure de liberté, en te demandant, tout d'abord, de m'excuser auprès de petite maman, à qui j'espère pouvoir écrire demain, et auprès de bon-papa et bonne-maman que tu embrasseras très fort pour moi.

Marcel saute à terre et court embrasser son grand-père et sa grand'mère.

Je fais la commission tout de suite.

JACQUELINE. — Son régiment est au repos, enfin !... Nous allons donc pouvoir respirer un peu.

DUPONT. — Il a été engagé dans les dernières affaires.

JACQUELINE. — Je m'en doutais... C'est pourquoi mon inquiétude était si grande ces jours derniers.

MIROSLAWA. — Enfin, il en est sorti indemne.

MADAME DUPONT. — Continue, mon mignon, continue.

Marcel se rassied et reprend sa lettre.

» Tu es aujourd'hui, Marcel, déjà presque un grand garçon et les enfants de ton âge ont vu et entendu tant de choses qu'ils sont de véritables petits hommes à qui l'on peut parler sérieusement. D'autre part, nous avons, nous autres, les papas, de si graves préoccupations en tête, nous vivons au milieu d'événements si considérables, nous avons devant les yeux des spectacles si grandiosement tragiques, qu'il nous est impossible de sourire et de plaisanter comme autrefois.

» Je ne te raconterai donc pas, dans cette lettre, de belles histoires semblables à celles que nous lisons avec étonnement dans les journaux de l'arrière, et dans lesquelles on voit des obus qui éclatent sans jamais tuer personne, et des Boches lamentables qui lèvent les bras en criant « Kamarades » dès qu'ils aperçoivent un Français.

» Je laisse ces puérilités qui rabaissent le mérite de nos soldats, à ceux qui, pour s'excuser à leurs propres yeux de n'avoir pas pris part à la guerre, se plaisent à se l'imaginer moins terrible qu'elle n'est en réalité.

DIMITRI. — Comme ceci est juste !

MARCEL (*continuant*) :

» Si la lecture de ces pages t'ennuie, mon mignon, replie-les et garde-les pour le temps où tu seras capable de les comprendre mieux.

» Mais j'ai tenu, moi, à te les écrire, au moment où nous sommes engagés dans des combats qui me semblent devoir être décisifs, et ne sachant pas si la destinée me permettrait

de le faire plus tard. J'estime qu'il y a des choses que nos enfants doivent savoir.

» C'est que vous êtes pour nous, ô chers petits, à la fois la grande raison de nos sacrifices et les juges suprêmes de nos actions. C'est à vous que nous en devons rendre compte et je m'étonne qu'il puisse y avoir des pères capables de penser sans terreur qu'un jour viendra où leur sera posée par leurs fils cette terrible question : « Qu'as-tu fait, papa, pendant la grande guerre? »

» C'est une des beautés de ce temps si prodigue en laideurs que cette comparution des hommes devant cet émouvant tribunal des enfants ! Je crois que je pourrai me présenter devant toi la tête haute, mon chéri, et ne pas détourner mon regard quand tu fixeras sur moi tes yeux clairs.

» C'est pour que vous soyez des hommes libres, pour que vous puissiez travailler joyeusement, sans l'appréhension de la guerre inévitable dont furent entravés les efforts de nos générations, que nous avons sacrifié tous nos espoirs, tous nos rêves, que nous supportons avec patience les fatigues et les privations, que nous risquons inlassablement notre vie sur les champs de bataille.

» Oui, tout cela, c'est pour vous que nous le faisons, vous qui constituez non seulement l'avenir de la patrie et de la race, mais aussi celui de l'humanité.

JACQUELINE. — Est-ce que tu comprends, Marcel, ce que dit ton papa?

MARCEL. — Oh! oui, oui, maman... Je comprends très bien... Pauvre papa!

JACQUELINE. — Alors, continue.

MARCEL (*reprenant sa lettre*) :

» Mais, en accomplissant notre devoir envers vous, nous vous créons, à vous-mêmes, un devoir auquel vous ne devrez pas faillir !

Pendant que Marcel continue à lire, la porte du jardin s'ouvre lentement, et Fernando paraît, conduit par un soldat. Il est pâle, amaigri. Ses yeux sont cachés par un épais bandeau noir. Sur sa poitrine, la médaille militaire et la croix de guerre avec deux palmes et deux étoiles.

Entendant parler, il s'arrête, fait signe à son compagnon de ne rien dire, puis il écoute.

Les assistants, pris par la lecture de la lettre, ne se sont pas retournés.

Le jour baisse légèrement. Des lueurs de couchant glissent dans le ciel.

» Cette paix que nous allons remettre entre vos mains et que nous aurons si chèrement acquise, il vous faudra la rendre productive de grandes et de belles choses. Vous devrez surtout la conserver et la défendre. Pour cela, petits Français, continuant l'œuvre traditionnelle de notre chère patrie, vous devrez vous efforcer de répandre par le monde les grandes idées de fraternité, de justice et de liberté, vous devrez prouver que la France est généreuse et noble, puisque nous aurons prouvé, nous, qu'elle était saine et forte !

» Songez toujours que ceux d'entre nous qui ne reviendront pas auront donné leur vie pour le triomphe d'un idéal désintéressé !

» Ils ne vous légueront pas un héritage de haine et ne vous demanderont pas de les venger ! Il leur suffira, pour dormir paisiblement leur glorieux sommeil éternel, que vous viviez libres, heureux et respectés !

» C'est à la guerre que nous faisons la guerre. La bête immonde chancelle déjà ; bientôt elle va s'abattre, impuissante et vaincue. C'est à vous qu'il appartiendra de l'achever !

» Si vos papas sont tués, ne les pleurez pas, mais songez toujours à eux quand vous serez devenus des hommes, afin de puiser dans leur exemple la force d'accepter dignement les responsabilités qui vous incomberont, comme ils ont accepté celles que le sort leur a dévolues. »

***

FERNANDO (*s'approchant*). — Et nous, les survivants, nous vous conduirons par la main, aussi loin qu'il nous sera permis de le faire !

JACQUELINE. — Fernando !... C'est Fernando !

MIROSLAWA. — Lui, enfin.

DIMITRI. — Mon vieil ami, je vais donc pouvoir...

Tous se sont levés et retournés, mais ils poussent un cri d'étonnement douloureux en apercevant Fernando qui s'avance avec hésitation, les mains tendues.

DIMITRI. — Oh !

JACQUELINE. — Aveugle !

MIROSLAWA. — Il est aveugle !

DUPONT. — Pauvre garçon !

MADAME DUPONT. — Quel malheur !

FERNANDO. — Bonjour, mes amis, mes chers amis... Quelle joie pour moi de me retrouver au milieu de vous !

MIROSLAWA (*le prenant par la main*). — Venez, Fernando, je vais vous conduire...

FERNANDO (*avec un frisson imperceptible*). — C'est vous, Miroslawa?... Oui... Je sens votre chère main qui tremble dans la mienne... Petite Jacqueline est là aussi, j'ai reconnu sa voix.

JACQUELINE (*très émue*). — Mon ami...

FERNANDO. — On lisait une lettre de Pierre. J'ai entendu... Donc, il va bien, cela me fait plaisir... C'est Marcel qui lisait... Viens, mon mignon, viens que je t'embrasse... Où es-tu?

Marcel s'est avancé. Fernando caresse avec des gestes maladroits ses cheveux.

Oh ! comme il a grandi !

MARCEL. — Pourquoi tes yeux sont cachés, dis, monsieur Fernando?

FERNANDO. — Parce qu'ils sont morts, mon chéri.

MIROSLAWA (*vivement*). — Mais il y a un espoir de guérison, n'est-ce pas?

FERNANDO. — Aucun, Miroslawa ; mes orbites sont vides.

DIMITRI. — Mon pauvre ami !

FERNANDO. — Dimitri, mon frère, c'est toi?... Viens sur mon cœur. Tu n'es pas blessé à nouveau, je suppose?

DIMITRI. — Si, mais très légèrement, quelques jours d'hôpital, quinze jours de convalescence. Je repars demain.

FERNANDO. — Eh bien, c'est une chance pour moi d'être arrivé à temps pour... J'allais dire pour te voir !... Cela n'aurait pas été tout à fait inexact, d'ailleurs, car je te vois... Je vous

vois tous... Vos visages aimés sont restés gravés dans ma mémoire...

Mais il y a d'autres personnes encore?

JACQUELINE. — Oui, mes beaux-parents.

FERNANDO. — Oh! Monsieur Dupont, donnez-moi votre main.

DUPONT (*bouleversé*). — Monsieur... Je voudrais vous dire... C'est affreux ce qui vous est arrivé là...

FERNANDO. — Mais non, mais non, je vous assure... Bonjour, madame Dupont.

MADAME DUPONT. — Vous êtes brave!

Madame Lumet s'est approchée. Elle se penche, prend la main de Fernando qu'elle embrasse longuement.

FERNANDO. — Mais qui m'embrasse la main, comme cela?

MIROSLAWA. — C'est madame Lumet, notre ouvrière, vous vous en souvenez?

FERNANDO. — Oui, oui, très bien.

JACQUELINE. — Son mari a été tué. Je vous l'ai écrit.

FERNANDO. — En effet... Pauvre femme! (*La relevant.*) Il faut être courageuse, mon enfant, aussi courageuse qu'il l'a été lui-même.

JACQUELINE. — Il y a aussi Marguerite.

FERNANDO. — Hé, bonjour, ma brave Margot.

MARGUERITE. — Monsieur Fernando... je... je...

Elle éclate en sanglots.

FERNANDO. — Pourquoi pleurer, quand je reviens?

MARGUERITE. — Vous voir ainsi... vous...

FERNANDO. — Allez, allez... Ce n'est pas terrible... Il y en a beaucoup qui sont plus à plaindre que moi!...

Avancez-moi une chaise, je vous prie.

MIROSLAWA. — En voici une.

FERNANDO. — Merci. Le camarade qui m'a amené est toujours là?

DIMITRI. — Oui.

FERNANDO. — Donnez-lui un verre de vin, Marguerite, et du bon!... Quand tu l'auras bu, vieux, tu pourras t'en aller. On me reconduira à l'hôpital après le dîner. Profite de ta soirée. Merci pour ta peine.

MARGUERITE (*au soldat*). — Venez par ici, monsieur.

Elle rentre dans la maison avec lui, tout en s'essuyant les yeux avec son tablier.

Un temps.

FERNANDO. — Voyons, Miroslawa... Approchez-vous de moi... Vous avez été très malade, paraît-il. Êtes-vous tout à fait remise?

Jacqueline, Dimitri et les Dupont parlent ensemble de la blessure de Fernando à quelques mètres de là.

MIROSLAWA. — Oui, oui, tout à fait.

FERNANDO (*passant ses mains sur les joues de la jeune femme*). — Vous avez un peu maigri.

MIROSLAWA. — Je ne suis plus la même, Fernando, et vous ne me reconnaîtriez pas.

FERNANDO. — Vous me semblez plus calme. Je ne sens pas en vous l'agitation d'autrefois.

MIROSLAWA. — J'ai souffert dans mon corps, mais mon âme s'est dégagée.

Elle hésite une seconde et voyant que les autres ne se sont pas rapprochés, elle ajoute :

Vous aviez vu clair en moi... Je n'aimais point !

FERNANDO. — Ah !

MIROSLAWA. — Non, je n'aimais point Dimitri, mais, dans l'isolement, j'ai découvert que les grands et beaux sentiments, si élevés fussent-ils, ne pouvaient pas s'emparer d'un homme au point de détruire sa nature humaine. J'ai pensé à des faiblesses révélées qui font du dieu qu'on admirait un demi-dieu qu'on peut aimer.

FERNANDO (*affolé*). — Mira, par grâce, taisez-vous !

MIROSLAWA (*tout bas*). — Personne ne peut nous entendre.

FERNANDO (*fou de joie*). — Mira, je ne veux pas comprendre !...

MIROSLAWA. — Comprenez !

A ce moment, Jacqueline se rapproche et aussi les Dupont et Dimitri.

JACQUELINE. — Vous savez, Fernando, que le médecin

veut que Mira prenne au moins trois mois de repos absolu. Mais elle s'y refuse.

FERNANDO. — Nous l'y forcerons. A présent que je suis là, il va falloir m'obéir.

MIROSLAWA. — Je vous en prie, ne parlons pas de moi. Parlons de vous, plutôt !... Racontez-nous comment vous avez été si cruellement blessé.

DUPONT. — Nous avons hâte de le savoir.

FERNANDO. — Oh ! c'est bien simple et sans le moindre intérêt, je vous assure... Une grenade qui a explosé devant le créneau où je me trouvais et qui a projeté dans mes yeux de la terre et de minuscules facettes d'acier, cependant que la déflagration les brûlait.

MADAME DUPONT. — Quelle horreur !

MARCEL (*qui écoute avec attention*). — Tu as eu très mal, dis, monsieur Fernando?

FERNANDO. — Sur l'instant, oui, mon chéri, et aussi durant les premiers jours du traitement... Puis mes orbites se sont vidées lentement d'elles-mêmes et la souffrance a disparu peu à peu.

JACQUELINE. — Mais pourquoi ne nous avoir pas prévenus?

DUPONT. — Nous faisions toutes les suppositions.

FERNANDO. — Si je vous avais écrit que j'étais aveugle, vous vous seriez affolés. Mira et Jacqueline auraient même été capables de venir là-bas ; vous vous seriez lamentés, et je ne voulais pas qu'on se lamente, nous m'auriez plaint, et je ne voulais pas qu'on me plaigne.

DIMITRI. — Que vous ai-je dit?

FERNANDO (*fermement*). — Et je ne veux pas encore, à l'heure actuelle, qu'on me plaigne, vous entendez, c'est mon désir formel !

DUPONT. — Pourtant...!

FERNANDO. — Non, car je ne suis pas à plaindre !...

MADAME DUPONT. — Un pareil malheur...!

FERNANDO. — N'est pas un malheur pour moi, comprenez-vous? C'est, au contraire, un grand bonheur inespéré !

MIROSLAWA. — Un bonheur?

FERNANDO. — Oui, un bonheur !... Mes yeux se sont éteints après avoir vu des spectacles effroyables, après avoir contem-

plé toutes les horreurs et tous les drames ; il se sont éteints pour que, dans l'ombre, mon cerveau puisse, sans être distrait par rien, classer toutes les impressions, coordonner toutes les idées accumulées depuis quatre ans, et dégager, enfin, de ce chaos, la vérité essentielle qui doit en surgir inévitablement.

Je suis heureux, car, déjà, la lumière commence à se faire en moi...

Je comprends... Je vois !... Oui, je vois... C'est depuis que je suis aveugle que je vois le plus clairement !

MIROSLAWA. — Vous voyez?

FERNANDO. — Je vois le but vers lequel l'Humanité s'avance ; je vois le pas immense qu'elle vient de faire dans la voie du Progrès !

DUPONT. — Mais la guerre est un recul, au contraire.

FERNANDO (*s'exaltant*). — La Société, même quand elle semble rétrograder, ne cesse pas de marcher en avant. Telle est la vérité, la vérité consolante que je veux crier au monde de toutes mes forces.

Si la Société n'avait pas progressé pendant ce conflit formidable, les sacrifices de ceux qui sont morts auraient été vains, et cela n'est pas !

Ils peuvent dormir en paix, ceux que nous avons enfouis dans la terre, car ils sont le bon grain semé dans le sillon, d'où va surgir une moisson magnifique et féconde !

Mais songez, mes amis, songez qu'il y a là-bas, sur le front, des millions d'hommes qui pensent depuis quatre ans avec cette acuité que donne à l'esprit le voisinage constant de la mort, des millions d'hommes qui cherchent le pourquoi de la guerre, des millions d'hommes qui étudient le moyen d'en éviter le retour, et vous croyez qu'il ne va rien naître de ces pensées et de ces volontés réunies?

MIROSLAWA (*qui boit les paroles de Fernando*). — Oh ! si... si !

FERNANDO. — Ces hommes, qui se sont d'abord dévoués pour la noble et belle idée de Patrie, ont tous compris que cette idée était dépassée et qu'ils se battaient, à présent, pour une idée encore plus belle et encore plus noble !

C'est la marche en avant !

Regardez comme, à travers les siècles, elle s'est continuée

lente mais certaine, renversant tous les obstacles ! Les hommes ont lutté pour la liberté de la famille, puis pour la liberté du clan, la liberté de la cité, la liberté de la province, la liberté de la nation. Ils en sont, maintenant, à la liberté des races !... Ils en seront demain à la Liberté toute pure, celle qui n'engendrera ni luttes, ni combats.

MIROSLAWA (*enthousiasmée*). — Oui, cela doit être, en effet !

FERNANDO. — Malheureusement, tous les peuples ne sont pas parvenus au même degré de compréhension. Il y en a encore qui subissent l'emprise de la tyrannie et se laissent mener, comme des enfants, par des fantoches de théâtre, qui les ont corrompus, pour maintenir leur pouvoir, avec des rêves bas de domination, des appétits de conquête !

C'est à ceux-là qu'il va falloir, la paix venue, prêcher inlassablement la vérité. C'est un rôle magnifique auquel j'entends me vouer désormais.

J'irai leur crier, à ces hommes :

« — Pourquoi avez-vous fait cela?

— Pourquoi avez-vous souhaité nous asservir?

— Est-ce que nous n'avons pas, comme vous, droit à la liberté?

— Quels avantages auriez-vous tiré de votre victoire, si le malheur avait voulu que vous fussiez victorieux, paysans, ouvriers de l'Allemagne?

— Votre sort aurait-il été plus heureux? Votre vie aurait-elle été moins dure?

Non ! Seuls, vos dirigeants, la caste qui vous domine, et se sert de vous, en auraient tiré des bénéfices !

Regardez, ouvrez les yeux !... La plaie qui vous ronge est en vous-mêmes !

Chaque peuple doit être maître de ses destinées ! Établissez chez vous la Liberté ! »

DIMITRI. — Mais la liberté d'un peuple ne garantit pas la liberté d'un autre peuple.

FERNANDO (*prophétique*). — Elle la garantira dans l'avenir, car, continuant notre tâche, nous, les apôtres de l'Idée, nous apprendrons aux hommes que la liberté n'est pas la licence et qu'elle est étroitement limitée.

Pour les individus, comme pour les nations, elle trouve ses frontières au libre exercice de la liberté d'autrui !

DIMITRI. — Mais qu'est-ce qui fera respecter cet exercice?

FERNANDO (*debout, vibrant et affirmatif*). — L'Amour !... Le grand sentiment de solidarité humaine qui va naître, qui grandira peu à peu et qui fera que, par-dessus la poignée d'individus intéressés au maintien des cruelles règles internationales actuelles, pleines de périls et de menaces, les peuples assagis se tendront la main.

Oh ! certes, il faudra du temps et, peut-être, d'autres secousses bouleverseront-elles encore la pauvre humanité.

Nous ne verrons pas, nous, cette ère de paix et d'amour, mais nous devons en préparer l'avènement.

C'est nous, qui nous sommes battus, nous seuls, qui avons le droit et le devoir de crier que la guerre est impie et criminelle !

Quant à moi, j'irai prêcher la bonne parole aux hommes. Je leur dirai : « Frères de souffrance, je vous ai donné mes yeux afin que vous puissiez mieux voir la Vérité. Regardez-la bien en face ; elle est consolante et splendide ! »

Miroslawa, qui écoute Fernando avec un enthousiasme croissant de disciple, et une admiration d'amante, se précipite vers lui.

MIROSLAWA. — J'irai avec vous, mon ami. Je me vouerai au même sacerdoce. Je serai votre disciple, votre aide ; je serai votre Antigone, ô grand aveugle sublime !

DIMITRI (*avec un cri désespéré*). — Mira !

Mais Fernando n'entend rien, ni l'offrande passionnée de la femme, ni l'appel tragique de l'amant dont le beau rêve vient de s'écrouler.

Il est au delà de l'humanité. Debout, les mains tendues dans l'espace vers sa vision sublime, le visage illuminé par une flamme intérieure, il continue sa prophétie :

FERNANDO. — Je leur dirai : « Regardez ! »

L'Humanité est accrochée aux flancs d'une montagne abrupte, dont il lui faut atteindre le sommet !

Les générations, s'appuyant les unes sur les autres, montent progressivement.

Chacune d'elles se rapprosche un peu plus... Rien ne le rebute, ni la pente vertigineuse, ni la dureté des roches auxquelles

elles doivent s'agripper, car, là-haut, tout là-haut, elles savent qu'il y a Celle qui doit assurer le bonheur des hommes, Celle que je vois, moi, maintenant que mes yeux sont morts.

Car je la vois et sa vue me plonge dans une extase sublime.

Tous les assistants l'écoutent sans prononcer une parole. Madame Lumet s'est mise à genoux et Marguerite pleure. Dimitri, le poing sur la bouche, le visage contracté, retient les sanglots qui gonflent sa gorge.

Et voici que le petit Marcel, qui est resté tout le temps auprès de Fernando, trouble de sa voix argentine le silence où flotte quelque chose de sacré.

MARCEL. — Que vois-tu, dis, monsieur Fernando?

Fernando se penche vers lui. A tâtons, il cherche la tête de l'enfant et la prend dans ses mains avec une tendresse émue.

FERNANDO. — O mon petit, ô mon enfant, je vois une femme adorablement belle ; sur ses cheveux d'or brille un diadème étincelant, ses yeux bleus sont d'une infinie bonté ; elle n'a pas, comme les déesses guerrières, une cuirasse d'airain et une épée flamboyante, elle est majestueusement nue comme la Vérité et tient dans sa main une étoile si lumineuse qu'elle m'éblouit.

Il soulève, tout en parlant, l'enfant dans ses bras.

Cette femme, ô mon petit, vers qui, nous qui sommes déjà presque le passé, nous te tendons de toutes nos forces, toi qui es l'avenir, c'est la « Liberté » !

DIMITRI (*avec l'accent d'une détresse affreuse*). — Adieu, Mira ! Adieu, Fernando ! Adieu pour toujours !...

J'ai compris !

Vivez !... Vivez pour l'Idée !... Moi, je vais mourir pour elle ! Adieu !

Il sort comme un fou. Fernando a reposé l'enfant à terre. Il reste impassible comme la statue de l'Avenir. Un rayon d'or filtrant à travers les feuilles auréole sa tête.

Miroslawa regarde Dimitri qui tourne la rue en courant, puis elle cache ses yeux dans sa main.

Madame Dupont, grave, fait un signe de croix et murmure tout bas : « Ainsi soit-il ! »

JEAN-JOSÉ FRAPPA

AVEC LE TSAR FERDINAND

JUILLET - SEPTEMBRE 1910

École normale supérieure, mardi 5 juillet 1910. — Cet après-midi, M. Lavisse m'a fait appeler à son cabinet. A brûle-pourpoint, — car notre directeur n'est pas homme à préambuler, — il me demande s'il me conviendrait de faire un tour d'Europe à la suite du tsar Ferdinand de Bulgarie qui a besoin d'un secrétaire particulier pendant les mois d'été. Quelques mots d'hésitation me sont naturellement échappés, car je fréquente par nature plutôt les bibliothèques que les cours; mais M. Lavisse me conseille d'accepter, et croit que je serai vite à la hauteur de mes fonctions. J'ai donc dit « oui » sans plus de cérémonie. Demain matin je dois aller à l'hôtel Carlton me présenter au grand chambellan, le comte de Bourboulon, qui se chargera à son tour de me présenter au roi.

Mercredi, 6 juillet. — Le comte de Bourboulon, avec lequel j'ai au préalable passé trois quarts d'heure, m'a fort aimablement reçu. Il m'a tracé un portrait sommaire du tsar, insistant sur sa passion pour l'histoire naturelle, ses dons linguistiques, la distribution capricieuse de ses heures de travail, ses exigences à l'égard de son personnel, son culte des souvenirs de famille, son attachement à la mémoire de sa mère, la princesse Clémentine. Il m'a dit le sérieux qu'apporte Ferdinand à sa lourde tâche quotidienne, mais aussi son désir de voir ses intentions devinées et devancées, et ses habitudes,

fussent-elles même excentriques, docilement admises comme des postulats inviolables.

Là-dessus, il m'a mené dans un petit salon attenant et s'en est allé quérir le roi, qui fit son apparition quelques minutes après, d'un pas alourdi. Quand on est roi et à demi Bourbon, on a le droit d'être podagre de bonne heure ! Simplement, avec un très charmant sourire, il me tendit la main, qu'il a fine et fort encombrée de bagues, et m'a posé cette abrupte question : « Ainsi vous, Français, — donc, je présume, républicain, — vous consentez à entrer au service d'un roi qui, par définition et par profession, ne saurait l'être? N'éprouvez-vous point de honte à frayer avec moi? »

Je lui répliquai que ma conscience s'accommoderait sans affres de mes fonctions d'un moment, et que je n'étais point anarchiste. L'entrevue fut terminée sur un « au revoir, à Bruxelles ». Je dois en effet entrer en fonctions à Bruxelles dimanche prochain. D'ici là, j'aurai tout le temps de faire mes malles.

Bruxelles, lundi 11 juillet. — Je suis donc « Monsieur le Secrétaire ».

J'ai revu le roi ce matin. L'essentiel de ma tâche sera, me dit-il, de dépouiller les journaux à son usage et de lui signaler ce que je croirai devoir l'intéresser. Mais je ne commencerai pas ce travail ce matin : nous sommes à Bruxelles pour voir l'exposition. En route donc pour l'exposition !

Je suis présenté en hâte à M. Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris et Bruxelles, ainsi qu'à madame Stancioff, qui est Française, et nous filons en auto déjeuner à l'exposition.

Nous y avons passé tout l'après-midi, suivant docilement le roi et ses fils, les princes Boris et Cyrille, que je voyais pour la première fois. Boris est un beau jeune homme, ou plutôt un bel adolescent, car il a encore les formes graciles d'un enfant. Il a de superbes yeux, le teint foncé, le type méridional prononcé. On devinerait à le voir que sa mère fut une princesse italienne.

Notre groupe fait une longue station au pavillon canadien, une plus longue encore au pavillon brésilien. Le « clou » de

ce dernier est une miniature de baie de Rio de Janeiro, en bois et en carton peints, mais d'assez grandes dimensions, qui plaît infiniment au roi. Jadis, il a visité Rio. Il ne se lasse pas d'évoquer le site incomparable de cette « perle du monde »; il se rappelle les noms de tous les quartiers de la ville, de tous les pics qui la dominent, et émerveille le directeur du pavillon par la précision de ses souvenirs.

Le fait est que Ferdinand semble doué d'une extraordinaire mémoire. Il en donne de nouvelles preuves dans le pavillon des joailliers de la rue de la Paix. Les pierres précieuses semblent n'avoir point de secret pour lui. Il connaît toutes les méthodes de taille, toutes les variétés de perles, tous les procédés de sertissage, comme s'il était bijoutier de profession, et aux techniciens de la gemme qui lui montrent à l'envi leurs plus belles pièces, il fait en soupirant cette confidence : « Ah ! si je n'étais roi, je serais joaillier ! »

Il est d'une endurance extrême. Malgré la difficulté qu'il éprouve à marcher, et même à rester debout, il prolonge ses visites devant chaque vitrine et donne à chaque exposant l'impression que, s'il ne tenait qu'à lui, il lui consacrerait plus de temps encore. Que d'amours-propres flattés par lui dans une journée !

Mardi 12 juillet. — J'ai accompagné le roi à Anvers. Nous avons voyagé dans le très beau wagon qui l'a amené de Sofia à Paris. Pendant le trajet, Sa Majesté m'a fait lire au salon des articles de journaux belges et allemands, m'interrompant de temps en temps pour me montrer soit la cathédrale de Malines, surgissant du milieu de la vieille ville, soit les premiers forts du camp retranché d'Anvers, qu'il paraît très bien connaître.

A peine arrivés, nous avons fait un saut au jardin zoologique, littéralement un saut, car le roi retrouve ses jambes de vingt ans quand il s'agit d'aller voir des animaux exotiques. Nous y avons passé pour le moins deux heures. Sa Majesté nous stupéfie par ses connaissances ornithologiques précises : elle dit les noms latins de chaque espèce — sans regarder l'écriteau ! — et ne se trompe jamais sur la région de provenance.

Après déjeuner — ô les plantureux repas belges ! — les singes font longtemps la joie du roi et des princes; puis nous nous mettons en route pour le port, où nous devons visiter le *Finland*, gros bateau de la *Red Star Line.* Après présentation du staff, nous descendons à fond de cale. Le roi pénètre dans la chaufferie, et se fait expliquer tout le mécanisme de transmission de force, depuis les chaudières jusqu'à l'arbre de couche, que nous suivons tout du long, courbés en deux. Pendant ce temps, le vaisseau a viré de bord en plein Escaut, afin que le roi pût voir tout l'organisme en mouvement.

Un champagne d'honneur attendait les hôtes royaux au moment où ils émergeaient des profondeurs; mais ils se sont excusés, car le programme de l'après-midi est encore très chargé. Vite nous montons en auto, sous une pluie diluvienne et tiède. Le directeur des travaux maritimes, qui a pris place vis-à-vis de moi, — brave Belge s'il en fut, mais un peu corpulent, — fond comme gouttière au printemps. Il peste contre la chaleur moite qui règne derrière les portières ruisselantes et me demande discrètement comment se comporte son col. Je le rassure : c'est tout au plus s'il s'y creuse quelques sillons.

Nous longeons d'interminables docks, puis visitons sommairement l'hôtel de ville et la cathédrale, où le bedeau dévoile pour nous la *Descente de Croix* de Rubens. Le roi nous dit la date de la toile : 1612.

Après de brèves dévotions de S. M. — qui est très catholique — nous nous dirigeons vers le consulat de Bulgarie, où une douzaine d'étudiants bulgares attendent leur roi. Un d'eux prononce en sa langue une harangue enflammée et fort longue. Le roi répond dans la même langue avec une élégante aisance, mais sans éclats. Sa voix est indiscutablement d'un très beau timbre. Puis il lève son verre à la prospérité de la Belgique — comme il ne pouvait manquer de le faire, puisque le consul M. Strauss et sa femme sont Belges — en souhaitant que toujours plus de blé bulgare soit chargé à Varna sur toujours plus de vaisseaux belges à destination d'Anvers, pour le plus grand bien de la libre Belgique et de la libre Bulgarie. Après quoi, nous reprenons le train de Bruxelles et débarquons sans encombre à notre hôtel.

Je dîne avec les deux jeunes princes. Je puis donc les observer de près et à loisir. Ils ont l'air intelligent en diable, l'aîné surtout. Très en verve ce soir, il raille agréablement les notables rencontrés pendant la journée. Leur rondeur joviale, leur bonhomie un peu fruste, leur placide satisfaction d'eux-mêmes et de leurs œuvres sont l'objet de quelques innocentes critiques.

Survient le roi vers la fin du repas. Il est « mort », dit-il, n'a pas encore dîné, faute de loisir. Il sort de sa poche trois brochures hypertechniques sur les wagons dynamomètres, et me les donne à digérer afin que je puisse en présenter la quintessence au prince héritier, entiché de mécanique comme son père. Rentré dans ma chambre, j'ai épuisé en une demi-heure les soixante-dix grandes pages de descriptions d'appareils et de chiffres. Il faudrait en vérité être bien niais pour ne pas se tirer d'affaire avec quelques bribes retenues. Le roi semble admettre que Normale m'a donné des clartés sur tout : ne s'est-il pas avisé de me demander dans un moment d'hésitation, au pavillon des mines : « Quand donc était l'époque carbonifère? » Pris de court, j'ai répondu sans songer à mal : « A l'époque secondaire », et il a eu la politesse de paraître s'en remettre à mon savoir.

Mercredi 13 juillet. — Ouf ! Nous avons passé à l'exposition toute la journée, dont deux heures au moins à la section des locomotives et des chemins de fer. Le roi est infatigable. Ses jambes ont l'air de lui refuser service; il s'appuie des deux mains sur sa canne, tout en scrutant bielles et tubulures. Il s'arrête devant le châssis Mercédès, devant le nouveau wagon de 3e classe du Nord Belge qui sollicite son attention. Chose amusante : les fabricants de locomotives français et les fabricants belges, quoique voisins, se jalousent ostensiblement. Ce fut à qui garderait le roi le plus longtemps dans son rayon. Les Belges, qui furent les premiers à le recevoir, lui ont amicalement déconseillé d'aller voir leurs confrères français, car ces derniers n'ont « rien exposé d'intéressant ». Le roi ne s'en arrête pas moins chez les Français, qui lui déclarèrent que, seul, Cail est capable de construire.

Jeudi 14 juillet. — Nous nous sommes de nouveau mis en branle ce matin de bonne heure. Le but de la journée est la visite des usines Cockerill à Seraing. Nous montons dans un train spécial, dûment pourvu d'un wagon dynamomètre du plus récent modèle. C'est dans ce wagon enregistreur que le roi, sa suite, le ministre des chemins de fer belges et quelques ingénieurs du réseau font le trajet, cependant que le prince Boris voyage sur la locomotive même. L'aiguille du cylindre qui indique la vitesse fournie est attentivement observée. Le mécanicien a tenu à honneur de conduire son hôte royal à belle allure : pendant environ une minute, nous avons atteint 131 kilomètres à l'heure et la moyenne a été de 120.

A remarquer la joie de ces bons ingénieurs belges — joie rayonnante, épanouie, — lorsqu'ils expliquent au roi leurs inventions, d'ailleurs très belles. Le roi, non content d'écouter religieusement le grand nombre de détails techniques que lui donne complaisamment M. Doyen, en provoque d'autres qui témoignent de la sûreté de ses connaissances en physique et en dynamique.

A peine descendus à Seraing, nous passons entre les mains du conseil d'administration de la société Cockerill. La visite des ateliers est singulièrement captivante. Nous assistons pendant la matinée et l'après-midi aux multiples opérations de la fonte de l'acier, de la fabrication des canons et des plaques de blindage, du passage des blocs métalliques incandescents au laminoir et de leur étirement en rails, etc.; puis on nous conduit au polygone voisin — une miniature de polygone — où l'on tire en présence du roi quelques coups de canon. Les pièces qui servent à ces expériences sont deux canons de campagne réduits à des proportions de gros jouets. Ce sont en effet des jouets, puisque le conseil d'administration les offre aux princes Boris et Cyrille, dont les noms sont déjà gravés sur les culasses.

Après dîner, nous partions en train spécial pour Hasselt, où nous devons passer la nuit dans nos wagons-lits respectifs.

Vendredi 15 juillet. — Réveillés de très bonne heure, nous partons en automobile pour le champ d'aviation. Nous assis-

tons à une série de vols très réussis du chevalier de Lamine qui pilote un biplan Farman. Il prend successivement à bord les deux princes et le roi, qui reviennent enchantés de leur premier vol. Après avoir fait part au roi Albert, dans un télégramme dont j'ai rédigé le brouillon, de l' « inoubliable sensation » éprouvée en survolant les bois d'une de ses plus belles provinces, après aussi m'avoir décoché quelques sarcasmes au sujet de mon écriture illisible, le roi remonte en auto et nous à sa suite. Nous descendons devant l'église de Hasselt; nous y entrons. Elle est curieuse plutôt par les fidèles qui y sont agenouillés que par son architecture : le marché se tient sur la place de l'église et les braves marchandes en profitent pour venir faire une petite dévotion à la Vierge avec leurs paniers de volailles.

Le roi a un succès de curiosité énorme en sortant de l'église. La curiosité se transforme en sympathie quand on le voit acheter un kilo de cerises à une grosse commère, qui croit que son client s'est trompé en lui donnant un louis au lieu des cinquante centimes qu'elle a demandés. En parfait touriste, le roi entre chez le marchand de cartes postales du coin, pour y griffonner deux cartes à ses filles demeurées en Bulgarie, les princesses Eudoxie et Nadejda.

Nous déjeunons chez le bourgmestre, dont la salle à manger est tendue de jolies tapisseries flamandes. A trois heures, nous étions de retour à notre hôtel à Bruxelles; à cinq heures et demie nous en partions pour aller dîner à l'exposition. Le roi nous avait donné rendez-vous à un restaurant allemand, le *Kaiserhof*, succursale de son homonyme berlinois. Le repas a été particulièrement soigné. Certain soufflé arracha au roi, cependant terriblement exigeant en matière culinaire, des éloges tels, qu'il fit venir le patron pour le complimenter. Ce dernier, gros et gras, a masqué sa joie sous une servilité de gestes et de paroles difficilement imaginable.

Le roi était de charmante humeur et s'est mis en frais de conversation. Il a parlé de l'histoire des Flandres, de l'avenir de l'aviation, et des anciens petits réseaux de chemins de fer rhénans qui ont précédé l'ère des chemins de fer de l'État allemand. On apprend beaucoup à l'écouter, mais il est [illegible] conscient et content de son savoir.

Samedi 16 juillet. — Beaucoup de travail aujourd'hui : lecture de journaux, rédaction de lettres et de dépêches dans la matinée... Appelé dans le cabinet du roi pour y rédiger un télégramme en latin destiné à je ne sais quel prélat, je m'assois pour écrire, tout naturellement et sans y avoir été convié au préalable. Le roi m'a aimablement rappelé à l'ordre, en m'assurant que « Monsieur Fallières, le roturier, ne transigerait pas sur ce point ». Sa Majesté ne m'en veut d'ailleurs point, apparemment, puisque, peu après, elle m'a fait don d'une épingle à cravate. Entre temps, j'étais allé porter de sa part un petit souvenir dans un écrin au patron du restaurant *Kaiserhof*, qui se confond en remerciements et me fait part dans le plus pur berlinois de son intention de toujours se tenir « au courant des progrès de la science à laquelle il s'est voué ».

Dîné le soir avec les princes. Je pense qu'il va y avoir un fort coup de collier à donner cette nuit, à cause du grand nombre de décorations octroyées par Sa Majesté. Il paraît qu'un beaucoup plus grand nombre avait été sollicité, si j'en juge d'après un mot du roi : « Je ne suis pas marchand de décorations, que diable! » Le patron du *Kaiserhof* lui-même avait sollicité un ruban, mais il dut se contenter de la babiole que je lui avais passée de grand cœur !

Dimanche 17 juillet. — Il y eut en effet beaucoup de besogne hier soir, — des lettres à écrire pour le roi, et surtout des décorations à étiqueter au nom du destinataire. Point de surmenage cérébral, somme toute, comme je dis à Stancioff, qui abonda dans mon sens. Il était à ce moment accroupi au milieu du tapis du salon, dont il avait repoussé les meubles contre le mur pour avoir le champ libre, et il s'acharnait à classer par piles de nombre égal les différents hochets — croix du mérite civil ou autres ordres bulgares — par quoi Ferdinand remerciait les Belges de leur hospitalité. Quand je le quittai, tard dans la soirée, il n'était pas encore parvenu à aligner sur le tapis le nombre exact de décorations qui correspondait au nombre des décorés.

J'ai eu un dimanche matin fort mouvementé : à dix heures moins cinq, je frappe par hasard à la porte du lieutenant-

colonel Stoyanoff, aide de camp, et je le vois mettre la dernière main à sa malle. Or je n'avais nullement été avisé de notre départ. Mon bond à ma chambre fut rapide, le jet de mes effets dans ma malle et valises plus rapide encore.

Nous avons déjeuné dans le train et sommes arrivés à une heure à Bruges, où une délégation de la municipalité et du corps consulaire attendait le roi, haut de forme en main. Nous avons visité la ville à la diable, mi à pied, mi en auto, en commençant par l'hôtel de ville. La lumineuse salle du premier étage, toute tapissée d'écussons, semble beaucoup intéresser le roi, nécessairement épris de blason. Redescendus, nous avons gagné la chapelle du Saint-Sang par le ravissant escalier Renaissance. Nous n'avons rien omis de la tournée classique, ni le Musée avec ses merveilleuses dentelles, ni le Lac d'Amour, ni les Memlings de l'hôpital Saint-Jean, ni le tombeau de Charles le Téméraire. N'empêche que nous étions avant six heures à la gare, où nous attendait le train qui doit nous conduire à Lille et à Paris dans la soirée. J'ai obtenu quelques jours de liberté pendant que Ferdinand et ses fils seront les hôtes de M. Schneider au château de la Verrerie.

Vienne, mercredi 27 juillet. — J'ai voyagé seul de Paris à Vienne. Ce qui m'avait dispensé de faire avec le roi le crochet de Cobourg, où il se rendait avec ses fils pour y célébrer je ne sais quel anniversaire. M. de Bourboulon m'avait averti : Ferdinand a le culte des anniversaires. Il effeuille chaque jour les éphémérides de sa propre vie, et de celle de ses parents et alliés. Pas de jour de l'année où il ne soit arrivé à quelqu'un de ses proches quelque chose de triste ou de gai — naissance, baptême, fiançailles, mariage, avènement au trône, beau coup de fusil, extrême-onction. Et il se souvient dudit événement au jour dit, il combine savamment ses voyages pour être en un lieu donné à une heure donnée. Il est à la fois un superstitieux et un sentimental. C'est au point qu'il n'aime pas se séparer des fleurs qu'il a cueillies ou qui lui ont été données. Il se ferait volontiers accompagner en voyage de ses bouquets, jusqu'au moment où ils tombent en poussière, et je ne suis pas bien sûr que, même alors, il ne conserve pas leur cendre dans quelque urne précieuse.

Jeudi 28 juillet. — Le roi, arrivé ce matin, est descendu au Palais Cobourg, dans la Seilerstätte, c'est-à-dire à deux pas de notre hôtel : *Zur Ungarischen Krone.* Adieu ma liberté ! Je dépouille consciencieusement mes journaux, au cas où le « patron » me ferait appeler.

Vendredi 29 juillet. — Ça y est ! Ici aussi il y a une exposition et nous y avons, comme de juste, passé la plus grande partie de la journée !

Il faut convenir au demeurant qu'elle est fort gracieuse, cette *Jagdausstellung* du Prater. Tel pavillon de chasse, l'anglais, est un vrai bijou, avec son mobilier aussi simple que luxueux, ses fenêtres à vitraux si discrètes et sa fraîche pénombre. Le roi a réservé sa plus longue attention à une minutieuse reconstitution de faune et de flore bosniaques, avec oiseaux empaillés dans leurs vrais nids, écureuils sur leur branche et fleurs du pays, le tout dans un paysage. C'est à s'y méprendre ; on se croirait transporté à la lisière d'une forêt de là-bas.

Samedi 30 juillet. — Re-exposition !

J'ai découvert une nouvelle qualité au roi ; il est le meilleur des pédagogues pour ses fils. Il sait les intéresser sans trop les fatiguer. D'ailleurs, les princes sont aussi bons élèves que leur père est bon professeur.

Nous partons ce soir pour le château d'Alcsuth, non loin de Budapest. Le roi doit y rendre visite à sa sœur l'archiduchesse Clotilde.

Dimanche 31 juillet. — Je me réveille en sleeping je ne sais où, en face d'une jolie gare entourée d'acacias et de fleurs, près d'une route recouverte d'un pied de poussière brune que soulèvent mollement de pittoresques chars à bœufs.

La promenade en voiture jusqu'au château d'Alcsuth a été des plus agréables; il était très matin, et le soleil ne s'attirait pas encore notre réprobation.

De vieux domestiques hongrois tout chamarrés de médailles et dont j'admire les belles têtes et les mollets plastiques de valets héréditaires, nous conduisent à nos chambres. La suite

est présentée aux trois archiduchesses, l'archiduchesse Clotilde, sa fille la duchesse d'Orléans, et l'archiduchesse Élisabeth. Elles ont toutes trois l'air très « dame de qualité ».

Tout le château se rend processionnellement à la chapelle, dont nous occupons la galerie, tandis que les villageois et la domesticité prennent place dans la nef. Le service est simple et émouvant. Il a quelque chose de patriarcal.

Nous n'avons pas été nombreux à table : la famille « Cobourg » (trois dames et trois messieurs), le lieutenant-colonel Stoyanoff, le conseiller intime Fleischmann, ex-gouverneur de Sa Majesté, et moi. Le roi exprime sa joie d'être « enfin en vacances », « loin de cet affreux Sofia », et raconte quelques-unes de ses impressions de Paris. Ne s'avise-t-on pas de parler littérature et... *Chantecler* ! L'archiduchesse me demande ce que je pense de ce chef-d'œuvre, bien déterminée à recevoir une réponse pieusement flatteuse pour Rostand. Les réserves que j'ai timidement osé formuler et qu'elle aura du reste prises pour une boutade de collégien béjaune semblent lui déplaire, et elle passe à un autre sujet.

Le roi a consacré une partie de l'après-midi à attraper des papillons et à instruire les princes sur la manière la meilleure de brandir le filet et de saisir le captif entre le pouce et l'index sans le froisser et sans qu'il s'envole de sa prison de fine gaze. Entomologiste ici, ornithologue à l'exposition de chasse, mécanicien à l'exposition de Bruxelles..., combien de rois en Europe ont tant de cordes à leur arc ?

Pleszo, mardi 2 août. — Le roi est parti lundi soir pour ses terres du nord de la Hongrie. Il doit faire tout le trajet en auto. Le lieutenant-colonel Stoyanoff et moi, nous sommes partis très prosaïquement par le train. La première partie du voyage est ennuyeuse et la *pusta* monotone. A partir de Cassovie le paysage se fait de plus en plus pittoresque; nous approchons du Tatra. Descendus à Poprad-Felka, nous gagnons, moyennant deux heures de voiture, le chalet de Pleszo où le roi ne doit nous rejoindre que quelques heures plus tard. Le site en est de toute beauté. C'est un décor de fond de vallon vosgien en plus boisé et en plus solitaire.

Mercredi 3 août. — Le roi, apprenant que le Tatra est pour moi *terra ignota,* m'a donné congé pour aujourd'hui et m'engage à visiter Tatra-Füred et les environs. Il s'offre à me faire conduire en auto jusqu'à Poprad. Je monterai ensuite en tram électrique jusqu'à Tatra-Fured, puis je prendrai le funiculaire jusqu'à Taraj-Karol. Il m'indique jusqu'au sentier que je dois suivre de préférence et me conseille de bien examiner la flore des vallons, car elle présente des analogies frappantes avec la flore ouralienne et même altaïque!

Ainsi dit, ainsi fait. Je n'ai pas eu à me repentir d'avoir de tout point suivi l'itinéraire du roi. Le sentier qu'il m'a recommandé offre une vue splendide sur tous les hauts sommets du Tatra, et notamment la Lomnitzer Spitze, dont les vives découpures, les reflets de fer rouillé et les éboulis blancs tiennent littéralement le regard fasciné. Tout cela vaut bien les Alpes, et je conçois que les familles riches de la plaine galicienne au nord, et de la plaine hongroise au sud ne puissent point se passer de villégiaturer ici chaque été.

Jeudi 4 août. — Cette fois c'est la pluie. Nous sommes néanmoins partis pour la chasse en montagne vers une heure, et ne devions être de retour qu'aux alentours de sept heures du soir. J'ai de nouveau admiré l'endurance du roi, qui a le pas plus montagnard que je n'imaginais. Il a grimpé comme un jeune homme, piétiné des heures entières à l'affût dans l'herbe et les myrtilles, et cela sous une pluie continuelle.

La vie est décidément charmante ici. Les repas sont un vrai plaisir. Le roi y est simple et paternel, toujours causeur, toujours instructif, même quand il commente le menu ou loue les légumes qu'on lui sert.

A propos de menus, c'est moi qui suis chargé de les écrire en français sur les cartons blancs *ad hoc,* ce qui n'est pas toujours facile, car le chef est un Hongrois qui ne baragouine qu'un peu d'allemand et mes traductions sont parfois impropres. Le roi me fait alors aimablement la leçon. Il doit me trouver bien ignorant!

Vendredi 5 août. — Le roi n'est rentré qu'à trois heures passées de sa promenade matinale en auto; il a grondé le

colonel de ce que nous l'avions attendu pour déjeuner. Il nous raconte qu'il a guetté et poursuivi un certain papillon pendant plus d'une heure sans parvenir à le capturer. En revanche il est satisfait de sa moisson d'herbes et de fleurs, qu'il est allé examiner aussitôt après le café.

Samedi 6 août. — La pluie de nouveau, après un terrible orage de nuit. Sa Majesté part néanmoins pour Murany en auto. C'est à cette terre héritée de sa grand'mère paternelle, et très aimée de lui, que Ferdinand emprunte le nom de comte de Murany qu'il prend pour voyager incognito.

Dimanche 7 août. — Le colonel Stoyanoff m'a emmené ce matin au village slovaque de Vernar-Rol, où nous avons assisté à un service uniate. Ce service est tout à fait curieux; mais ce sont les costumes des paysans et paysannes endimanchés qui frappent le plus : les cheveux des jeunes filles, soigneusement lissés et tressés, sont noués à la nuque par une débandade de rubans multicolores trempés de graisse; leurs corsages à forme de corset sont multicolores également, mais le jaune y domine; elles ont des jupes ramagées aux plis innombrables. Les hommes, groupés à part, beuglent à qui mieux mieux, chacun dans son vêtement en peau de mouton — je pourrais dire : chacun dans sa peau de mouton, tant la forme de l'animal est encore reconnaissable sur leurs épaules. Les manches, non enfilées, retombent sur les côtés. Avec cela, des visages d'hommes primitifs, à traits massifs, que fait ressortir un encadrement de longs cheveux noirs flottants.

Nous avons roulé en chemin de fer tout l'après-midi. L'Orient-Express s'est arrêté pour nous prendre à Kubaya, près de Budapest. Le roi y était déjà. Et maintenant, en route pour « cet affreux Sofia » !

Sofia, lundi 8 août. — Je me suis réveillé ce matin en Serbie.

Le parcours de Nisch à Sofia — surtout les défilés de la Nischawa, immédiatement après Nisch — est continuellement intéressant. Plus d'arbres sur les montagnes, ou bien, en guise d'arbres, des pieux de grosseur diverse entourés

d'une mince gaine de feuilles : et au-dessous, le sol nu et raviné. Le roi me donne l'explication de ce phénomène : faute de pâturages en suffisance, on nourrit ici en grande partie le bétail de jeunes frondaisons vertes. Cela ne rappelle-t-il pas Virgile? Le roi me montre également par la portière quelques-uns de ces cochons noirs de Serbie qui sont l'occasion périodique d'une guerre de tarifs entre Serbie et Hongrie.

Voici maintenant que nous pénétrons sur le sol bulgare et changeons d'heure. Quels pauvres et misérables postes-frontière, tant le serbe que le bulgare !

A première vue Sofia donne l'impression d'un grand village aux constructions basses, dominé au fond par le Vitosch et son unique flaque de neige. Seules, les rues des alentours du palais sont pavées, mais elles le sont fort bien, ou plutôt elles sont carrelées, car on s'est servi de carreaux jaunâtres très durs soudés entre eux par une coulée de bitume. Le palais, qui n'est autre que l'ancien *konak* turc rénové, — et agrandi, — est entouré de jardins bien ombragés et bien entretenus. On me conduit à mon appartement, clair et spacieux ; puis le lieutenant-colonel Stoyanoff me présente au maréchal de la cour, le colonel Draganoff, gros homme d'apparence peu distinguée, avec qui je dois dîner. Le roi et son aide de camp sont aussitôt partis rejoindre leurs épouses à Tsarska-Bistritza, villégiature favorite des Sofiotes, abritée derrière un contrefort des Rhodopes.

Mardi 9 août. — J'ai fait ce matin plus ample connaissance avec la capitale. Je suis revenu enchanté de la vieille ville, surtout du quartier du marché, qui est très « couleur locale ». Ce n'était pas grand jour de marché, — il faut pour cela attendre vendredi, — mais malgré cela l'animation ne manquait pas. Des petites filles, pieds nus, un filet grossier à la main, font très sérieusement leurs achats, débattant les prix et n'oubliant pas de se faire donner quelques oignons par-dessus le marché, par le galant marchand de légumes qui trône avec beaucoup de dignité derrière sa montagne de *paprikas* et autres légumes quasi exotiques pour un Français. Des paysans bulgares, une pipe bizarre à la bouche, passent chaussés

de leurs simples semelles, attachées au-dessus du pied par une lanière, plus souvent par une ficelle, plus souvent encore par des bouts de ficelle qui grimpent tout le long du mollet en tours hélicoïdaux, enserrant le bas des pantalons en laine écrue. Des poitrines velues au vent, une adroite substitution des doigts et de la poussière du chemin au mouchoir occidental; des gosses qui passent, portant dans chaque main, par la langue, de sales têtes de moutons couvertes de mouches; des étaux de bouchers à l'avenant; des nòms juifs sur des devantures; quelques consommateurs de café à la turque sur le pas des portes; des petites boutiques d'un mètre carré où l'on débite du tabac et des timbres; le cri guttural d'un petit vendeur de journaux; d'ignobles chromos de la tête royale un peu partout; une jupe entravée (une seule) : voilà ce qui m'a le plus frappé dans mes pérégrinations de ce matin à travers les rues les plus sales que j'aie pu trouver. Je dois dire qu'elles sont peu nombreuses.

Le roi et la reine ont dû rentrer tout à l'heure.

Vendredi 12 août. — Même à Sofia je prends des habitudes : c'est, le matin entre huit et dix, une promenade dans la ville et les environs immédiats, promenade dont je suis toujours récompensé, soit par un coup d'œil furtivement jeté dans les chambrées de la caserne du premier régiment de la garde, soit par le charme tout particulier d'un puits aux deux solives vermoulues, vaguement articulées en potence, et que manœuvre une vieille femme, soit par la vue de deux buffles accouplés, soit enfin par des rencontres de réfugiés macédoniens aux pittoresques costumes bariolés qui ont fui l'oppression turque; assis coude à coude, sur le bord d'un trottoir inondé de soleil, ils attendent avec un fatalisme tout oriental que les autorités leur trouvent un gîte dans une école ou une caserne.

L'après-midi, je dépouille les différents journaux et périodiques auxquels est abonnée Sa Majesté, c'est-à-dire le *Figaro* et le *Temps*, l'*Opinion*, la *Kölnische Zeitung*, la *Neue Freie Presse*, la *Zeit*, le *Pester Lloyd*, le *Bukarester Tageblatt*, la *Turquie*, *Stamboul*, d'autres encore. Parfois le roi me fait appeler. Je lui lis alors les longues dépêches roses, à lui

adressées par ses agents de Macédoine et qui racontent des atrocités turques. Le roi écoute gravement, presque tragiquement. Il ne commente pas, mais on devine en lui la volonté de libérer les « frères » de Macédoine dès qu'il le pourra ou l'osera. Il est assis derrière sa vaste table de travail, garnie de photographies de tous les êtres qu'il a aimés : le duc d'Aumale, le duc d'Alençon, dont il a tout récemment accompagné la dépouille mortelle jusqu'à la crypte de la chapelle de la famille d'Orléans à Dreux; la princesse Clémentine, sa mère, au premier plan. « Que tout cela est près et pourtant que c'est loin ! » me dit-il dans un moment d'abandon, en regardant ses « chers disparus ».

De temps en temps je reste à dîner avec le roi. Il arrive, alors, qu'il me prie de lui parler anglais. Il a l'air enchanté de réaccoutumer son oreille à ces sons anglo-saxons qui lui furent jadis familiers quand, tout enfant, il rendait visite à sa grand'mère, la reine Marie-Amélie, sur les bords de la Tamise. Après dîner, je lui lis les journaux français, remplis des exploits de nos aviateurs du Circuit de l'Est. Le roi est dans l'admiration. Il aimerait que plus souvent je lui lusse du français, mais le temps pour cela? Il me renvoie vers minuit pour s'en aller signer des douzaines de papiers.

Sytniakowo, samedi 13 août. — Nous avons quitté Sofia en auto hier soir vers dix heures pour nous rendre à la propriété royale de Sytniakowo dans les Rhodopes, où le roi transporte ses pénates pour quelques jours. Nous y sommes arrivés à minuit et demi, après avoir obscurément admiré les gorges de l'Iskr et nous être arrêtés une demi-heure en route par suite d'une panne. La villa royale est très joliment située; des sapins de tous côtés entourant une clairière centrale située sur un épaulement de montagne. Cet épaulement continue à s'élever en pente douce derrière la villa et ses dépendances. Un tronc d'arbre sur lequel le roi, alors prince, s'asseyait pendant la chasse au coq de bruyère, puis une modeste cabane-abri, puis un petit pavillon, puis une aile, puis une autre, puis les dépendances : chalet pour la suite, postes et télégraphe, écuries, garages d'autos, une bonne route d'accès : telles sont les diverses étapes qui ont fait

de Sytniakowo une résidence vraiment princière. La journée a été pluvieuse, mais un temps d'arrêt l'après-midi nous a permis, au capitaine Bogdanoff, au lieutenant Saraëlieff et à moi, de faire une plaisante et assez longue promenade à pied du côté des sources de la Maritza, la rivière nationale des Bulgares.

Nous prenons nos repas avec le roi et les deux princes dans la charmante salle à manger d'un des pavillons latéraux. Elle est exquisement simple, toute boisée et plafonnée de ce pin de Macédoine que rendent si gai et si attrayant à l'œil ses riches nuances jaune clair, les nodosités foncées qui le parsèment capricieusement de leurs disques, et son éclat luisant.

Dimanche 14 août. — J'ai déjeuné avec le roi, ses quatre enfants (je n'avais pas encore vu les princesses, de jolies fillettes) et les deux gouvernantes.

L'après-midi nous avons fait une agréable promenade à cheval en suivant sensiblement le même itinéraire qu'hier. J'ai pris grand plaisir à revoir, sous une tout autre lumière, les sites admirés la veille.

Le roi est en excursion le père de famille modèle. C'est lui qui choisit un emplacement propice pour le déballage et la dégustation des « munitions de bouche » convoyées à dos de mulet, lui encore qui se préoccupe de signaler aux petites princesses les points de vue intéressants et les endroits où elles trouveront les plus belles digitales.

J'ai eu ma soirée libre, car le roi offrait à dîner à ses ministres et n'a heureusement pas besoin de moi quand il est au milieu de « ses » Bulgares.

Lundi 15 août. — Grande excursion à cheval jusqu'au sommet du Mus Alla, le pic le plus élevé des Balkans. Tous les ministres étaient de la partie. Il a fait très froid, mais le temps était beau et la vue splendide. Le Rilo assez proche, dont on devine l'historique monastère derrière une crête, plus loin le Perim-Dagh crevassé de neige, tous les monts de Macédoine, les sources de la Maritza, de l'Iskr et de la Bistritza, la vallée plus distante du Vardar, une partie du plateau

bulgare, le Vitosch à demi coiffé de brume comme toujours, à nos pieds des abîmes où les princes s'amusent à précipiter des quartiers de roc, tout cela forme un panorama saisissant, inconnu des touristes.

Il m'a semblé — est-ce une imagination? — que le roi et ses ministres ont eu presque tout le temps le regard et l'attention tournés du côté de la Macédoine et de la mer Égée...

Redescendus vers les quatre heures à la cabane que nous avons laissée dans son fond de vallée sauvage, proche trois lacs sinistrement noirs, nous sommes repartis après avoir déjeuné, et surtout assisté à une scène bien curieuse. Les ministres ont choisi ce site pour offrir au roi, enfermée dans un superbe étui en argent martelé, lui-même contenu dans une boîte en beau palissandre, elle-même enclose dans un coffret de cuir, la récente déclaration d'indépendance de Tyrnovo, luxueusement calligraphiée sur un parchemin signé de tous les ministres et garni de leurs sceaux. Une courte allocution du premier ministre Malinoff, à laquelle le roi répond avec la même brièveté et la même simplicité, est suivie de hourras poussés par les ministres, repris par les quelques soldats de l'escorte et répercutés de la manière la plus impressionnante par un grave et puissant écho, où mon imagination en éveil discerne je ne sais quelles sonorités mythologiques, orphéennes. La scène était vraiment émouvante. Le cadre qui contribuait à la pénétrer de majesté : un cirque de hautes montagnes rocheuses plongé dans l'ombre, tandis que l'une des parois est encore illuminée de soleil; un vert tapis de gazon irrégulièrement semé de blocs erratiques; à côté une pauvre hutte; vingt pas plus loin un feu de branches mortes où l'on rôtit de la viande et auprès duquel sont accroupis des montagnards bulgares; au-dessus de nous, enfin, un ciel glauque que traversent au galop de grands spectres blancs.

Cet épisode imprévu se termina d'une façon impressionnante : le roi choisit une grande roche plate émergeant du pâturage, se fit apporter de l'encre et une plume, et, à genoux, face au Mus Alla, face à la Macédoine, dans une pose solennelle et quasi hiératique, apposa lentement sa signature sur le parchemin.

Le caractère démocratique et simple, mais intensément patriotique de cette cérémonie, m'a fort ému. Ces ministres paraissaient de braves gens, un peu paysans, si bien que le tact et la délicatesse qu'ils ont montrés m'ont étonné. Ils étaient très gais tout le long du chemin et j'ai perdu mainte bonne — ou mauvaise — plaisanterie en ne comprenant pas le bulgare. Je me suis surtout entretenu avec Malinoff, le ministre des Travaux publics, qui parle très bien le français.

Mais le soleil se couchait ; nous prîmes le chemin du retour, à pied d'abord, à cheval ensuite, lorsque l'obscurité se fit.

Que cette longue vallée de la Bistritza, que nous longeons maintenant, a changé depuis le matin ! Ce sont d'abord des effets de crépuscule, puis la lune se lève et argente les pentes dénudées qui nous dominent. Enfin, juste avant d'arriver au bois épais qui ceinture le chalet royal, nous plongeons dans une nuit invraisemblablement noire. Impossible d'imaginer une fin de journée plus pittoresque ni plus romantique. Il était neuf heures. Nous en avions donc passé douze en plein air.

Une longue séance de rédaction de dépêches me guettait encore après dîner. Le roi, lui-même fatigué, s'est courtoisement excusé de me « mettre à la broche » en un moment aussi indu. C'était hier l'anniversaire de l'avènement au trône de Sa Majesté, ce qui explique le grand nombre de télégrammes de remerciements à rédiger.

A minuit, nous avons appris l'incendie de l'exposition de Bruxelles, nouvelle qui a paru beaucoup affecter le roi.

Mardi 16 août. — La journée a été magnifiquement ensoleillée. J'en ai profité pour lire un peu, à l'ombre des beaux et vigoureux mélèzes plantés par le roi à peu de distance de sa résidence et qu'il est très fier d'avoir été le premier à acclimater en Bulgarie. Je n'eus qu'un petit travail ; en lisant le *Temps*, j'avais vu que ce journal prenait à son compte une information de la *Neue Freie Presse* aux termes de laquelle le roi Ferdinand, atteint de surdité, allait être opéré par des chirurgiens viennois. Je communiquai le journal au roi, qui, n'étant point sourd — il a plutôt l'ouïe trop fine — fut vexé.

Il me pria de démentir la fausse nouvelle. J'ai donc rédigé et expédié sur-le-champ trois télégrammes, l'un au comte de Bourboulon, le second à Hébrard, et le troisième à mon camarade Comert, correspondant du *Temps* à Vienne. Le mensonge a, paraît-il, été lancé par une feuille de chou de l'extrême-gauche bulgare. C'est, me dit le roi, un exemple des procédés auxquels ont recours, pour le discréditer auprès de son peuple, certains journalistes « crapules » de Sofia. Ne m'a-t-il pas assuré que ses ennemis vont jusqu'à payer des espions parmi la domesticité du palais pour savoir la couleur de ses chemises?

On m'avertit à quatre heures que les bagages partent pour Sofia à quatre heures et demie... et que nous les suivons de près. Il s'agit d'emballer prestement. En fait, nous ne les suivons que d'assez loin, puisque notre départ de Sytniakowo est renvoyé à onze heures du soir. Nous n'arriverons guère à Sofia avant une heure et demie du matin.

Sofia, jeudi 18 août. — Sofia, cela veut dire pour moi des promenades au marché et des œillades à l'adresse, non pas des femmes, — elles sont horriblement laides, avec leurs mâchoires tatares et leurs pommettes kalmoukes, — mais de leurs costumes. Certaines portent de larges culottes bouffantes et bigarrées, qui ressemblent plutôt à d'amples robes qu'une épingle ou une couture relèverait entre les genoux. Sofia, cela veut dire encore de bibliques emplissements de cruches à la fontaine; une jeune femme fait l'office d'échanson auprès d'un vieux marchand juif perché au plus haut du bât d'apparence instable qui surplombe son bourriquet. Mais cela signifie aussi, hélas ! bien des journaux à lire.

Nous prenons le train à huit heures du soir, à destination de Cettigné. Le roi va rendre visite au vieux prince Nikita, à l'occasion de sa prochaine élévation à la dignité royale. C'est décidément la course à la royauté dans les Balkans! Il me semble que depuis quelque temps tous les souverains y reçoivent, ou plutôt y prennent à tour de rôle de l'avancement.

(La fin prochainement.)

FRANCK-L. SCHOELL

NOS EFFECTIFS

(AOUT 1914 — MARS 1918)

Par quels moyens notre pays a-t-il pu entretenir pendant près de cinq années l'effectif de ses armées? Jusqu'au milieu de 1916, la France a presque seule supporté tout le poids de la lutte sur le front occidental. Elle a subi, à proportion de sa population, des pertes plus élevées qu'aucun autre belligérant. Et cependant, non seulement l'armée française a sans cesse accru et perfectionné ses armements, mais elle a conservé intacte sa ressource la plus précieuse, sa force en matériel humain ; elle a pu, jusqu'au bout, fournir plus que sa part dans tous les moments difficiles, et elle s'est trouvée capable de jouer un rôle décisif dans l'offensive finale de 1918, ruinant ainsi les prévisions sur lesquelles se fondaient les dernières espérances de l'ennemi. Comment a-t-il été possible de réaliser un pareil miracle?

Sans doute serait-il prématuré de vouloir écrire aujourd'hui l'histoire complète des effectifs français pendant la guerre. Cette histoire est, en effet, intimement liée à celle des plans d'opération, des conceptions et des intentions qui ont dirigé les actes de notre haut commandement et qui ne nous ont encore été qu'incomplètement révélés. Peut-être, cependant, n'est-il pas impossible de recueillir dès mainte-

nant certaines données objectives [1] et de dégager quelques conclusions relatives à la politique suivie et aux résultats obtenus par ceux qui ont été chargés de l'administration de nos effectifs.

***

Pendant les premières semaines de la guerre, il n'y avait pas, pour l'état-major, de question des effectifs, ou du moins cette question se posait dans les termes les plus simples. Il s'agissait d'amener le plus rapidement possible à pied d'œuvre, pour une lutte décisive et immédiate, la totalité des hommes valides en âge de porter les armes [2]. Le plan de mobilisation avait été établi dans cette intention et il fut réalisé avec un succès qui dépassa, on peut le dire, toutes les espérances. On s'attendait à un déchet de 10 p. 100 dans le rendement des contingents de réserve. Or le déficit fut en réalité beaucoup moindre. Tel fut même l'empressement avec lequel les appelés, devançant en grand nombre le jour fixé, répondirent à l'ordre de mobilisation, que les dépôts ne trouvèrent pas le temps de compter ces hommes au passage. A peine habillés, les soldats partaient pour la ligne de feu et il arrivait qu'ils fussent engagés et tués avant même d'avoir rejoint l'unité à laquelle ils étaient destinés et sans que leurs noms eussent été inscrits sur aucun contrôle. Comment, dans ces conditions, établir un bilan d'effectifs? Mais on ne se souciait guère, à cette époque, de bilans et de statistiques. A quoi bon, en effet, compter et discuter, tant que la supériorité numérique de l'ennemi restait assez marquée pour qu'il ne pût y avoir aucune hésitation sur le but à viser? A tout prix il fallait disputer à l'ennemi cet avantage du nombre qui avait rendu notre situation si périlleuse pendant la première période de l'invasion.

1. En ce qui concerne les données statistiques, nous nous sommes efforcé de n'utiliser que des renseignements puisés à des sources sûres. En particulier, nous nous sommes abstenu d'établir des comparaisons numériques entre les effectifs français et les effectifs ennemis, les indications que nous avons sur ces derniers ayant nécessairement un caractère conjectural.

2. Le plan de mobilisation ne prévoyait pas la convocation globale des classes de la réserve de l'armée territoriale, inaptes pour une grande part au service combattant. En fait, la dernière de ces classes (1887) n'a jamais été appelée, et l'avant-dernière ne le fut qu'en très faible partie.

Prévoyant que les contingents appelés par le décret de mobilisation — quatre millions d'hommes environ — seraient insuffisants, l'état-major chercha presque immédiatement à se procurer de nouvelles ressources. La classe 1914, dont le temps de service normal commençait en octobre, avait été incorporée dès l'ouverture des hostilités. La classe 1915 fut à son tour recensée et convoquée pour décembre. De nombreux fonctionnaires, agents des chemins de fer, sursitaires divers, furent retirés des services civils et appelés sous les drapeaux, en même temps que commençait l'incorporation de la réserve de l'armée territoriale. D'autre part, un décret rendu le 9 septembre assujettit tous les réformés et exemptés âgés de moins de quarante-trois ans à subir l'examen d'un nouveau conseil de revision. Enfin, on prescrivit une visite générale des hommes du service auxiliaire en vue de faire passer dans le service armé tous ceux qui étaient assez résistants pour supporter les fatigues de la campagne.

Vers la fin de 1914, cependant, l'armée française se trouva en présence de conditions nouvelles. Un état d'équilibre avait fini par s'établir sur notre front — où nous avions porté notre effectif à 2 300 000 hommes [1] — et l'on se rendait compte, d'autre part, qu'il faudrait, pour terminer la guerre, entreprendre une nouvelle série d'opérations dont la durée pouvait être assez longue. C'eût été le moment, semble-t-il, d'examiner avec soin l'état de nos effectifs et d'arrêter les principes qui devaient dorénavant en régler l'emploi. Pourtant les préoccupations de notre haut commandement ne se tournèrent pas tout de suite de ce côté. La question des effectifs continuait à être estimée secondaire, et cela pour des raisons assez curieuses à analyser.

Ainsi que nous le disions tout à l'heure, l'état-major se trouva longtemps dépourvu de toute donnée statistique précise sur les variations de nos effectifs. On a parfois supposé que ce défaut d'information portait nos chefs à un optimisme

1. L'effectif dont il est question ici et dans les pages qui suivent est l'effectif global de nos armées en campagne évalué en nombre d'hommes. On ne saurait, en effet, mesurer la force numérique des armées au nombre de leurs divisions, étant donné que la composition et l'effectif de celles-ci ont varié considérablement au cours de la guerre.

exagéré en leur faisant estimer trop bas le chiffre de nos pertes. Ce fut cependant l'inverse qui se produisit. Par une rencontre singulière, en effet, tous les procédés auxquels on avait recours pour évaluer les pertes des armées belligérantes se trouvaient fausser dans un même sens les calculs des états-majors et tendaient à accréditer la même erreur.

Il semblait à première vue que l'on pourrait déterminer approximativement le nombre de nos morts en comptant les avis de décès et de disparition qu'établissait le ministère de la Guerre. On décida donc de faire ce dénombrement. Or les chiffres que l'on obtint se trouvèrent notablement trop forts, car, par suite de circonstances inévitables, il est fréquemment arrivé qu'un même décédé ou un même disparu ait été l'objet de plusieurs avis. Pour évaluer, d'autre part, le nombre des blessés mis hors de combat, on utilisait souvent certaines formules toutes faites, fondées sur l'expérience des guerres antérieures. Or, ces formules avaient cessé d'être exactes, ainsi qu'on en pourra juger par un seul exemple. On enseignait autrefois que la proportion du nombre des blessés évacués au nombre des tués était en moyenne de 3 à 4 contre 1 et certains spécialistes affirmaient, d'autre part, que 50 p. 100 des blessés étaient irrécupérables, c'est-à-dire définitivement perdus pour l'armée [1]. Ainsi il eût fallu compter 150 ou 200 hommes irrécupérables contre 100 morts sur le terrain. Or le proportion réelle, constatée ultérieurement, n'a été que de 60 contre 100. On voit quel était l'ordre de grandeur de l'erreur commise.

Mais, s'il en était ainsi, dira-t-on, d'où vient que l'on ne se soit pas alarmé et que l'on ait cru pouvoir, au contraire, envisager l'avenir avec confiance? La cause de ce paradoxe apparent est facile à découvrir. C'est que des raisons analogues, des méthodes de raisonnement semblables à celles qui nous portaient à majorer les pertes françaises nous faisaient commettre une erreur beaucoup plus considérable sur le compte des pertes ennemies. Si élevé était le chiffre auquel on estimait celles-ci que nous n'avions aucune raison de nous inquiéter de l'étendue de nos propres sacrifices. Mais il y a plus. La

1. Soit qu'ils meurent dans les formations sanitaires, soit qu'ils doivent être réformés.

double erreur commise dans l'évaluotion des pertes conduisait directement à certaines conclusions qui risquaient d'entretenir chez nous des espérances excessives.

Que résultait-il, en effet, des données imparfaites sur lesquelles on croyait pouvoir faire fonds? Si les pertes de l'armée allemande atteignaient vraiment le chiffre que l'on présumait, si la proportion des invalides irrécupérables parmi les blessés était telle que le supposaient les formules d'école, alors la force numérique de l'ennemi, après avoir franchi un maximum, ne pouvait manquer de décliner bientôt d'une allure précipitée. La stratégie, sans doute, s'était montrée impuissante à terminer la guerre en quelques mois ; mais l'usure des effectifs en amènerait certainement la fin en un temps un peu plus long, un an, dix-huit mois peut-être. Ainsi il n'était point besoin d'instituer, pour l'utilisation de nos effectifs, une politique à longue portée. Il n'était pas utile de s'engager à ce propos dans des investigations statistiques, puisque l'on n'avait pas encore à faire un choix entre plusieurs politiques différentes ; on n'avait à préparer aucun programme dont il fallût peser le pour et le contre. Intensifier sans cesse notre effort et tâcher, dans chaque affaire, de perdre moins que notre adversaire, tels paraissaient être, en 1915 comme en 1914, les préceptes essentiels dont l'application devait suffire à nous conduire au succès.

Or, pendant le premier semestre de 1915, l'état de nos ressources en hommes était incontestablement de nature à encourager tous les espoirs. Les mesures énergiques que l'on avait prises au début de la guerre étaient en train de porter leurs fruits. La revision des réformés et exemptés fournissait 400 000 hommes, dont 250 000 bons pour le service armé. La revision des « auxiliaires » faisait gagner au service armé 300 000 militaires. Le contingent [1] 1915 (250 000 hommes) était à l'instruction, et la classe 1916 (200 000 hommes) allait être appelée en avril, dix-huit mois plus tôt qu'elle ne l'eût été en temps de paix. Les classes 1891 à 1889, presque tout entières réservées jusqu'alors, étaient également convoquées, et l'incorporation progressive des auxiliaires de tout âge se poursuivait

1. Classe 1915 et ajournés des classes précédentes.

méthodiquement [1]. Aussi avait-on partout des hommes en abondance.

Sans doute les cinq premiers mois de la guerre nous avaient coûté (on l'a su depuis) près de 500 000 morts et prisonniers et autant de blessés et malades évacués sur la zone de l'intérieur. Néanmoins les effectifs de nos armées ne cessaient de s'accroître avec une régularité remarquable. C'était trop beau, en vérité, et la tentation était grande, pour le commandement, de s'engager un peu légèrement dans des opérations brillantes, mais d'un intérêt limité, sans regarder suffisamment à la dépense. De quel prix avons-nous dû payer les âpres combats d'Alsace et tant d'autres, fort sanglants, livrés en des points variés du front, dans les intervalles ou indépendamment des grandes entreprises de l'année, telles que la première offensive de Champagne et la bataille de l'Artois ! Aussi la moyenne de nos pertes a-t-elle été beaucoup plus forte pendant le premier semestre de 1915 que durant toute autre période de la guerre de tranchées. Elle s'est élevée à 40 000 morts et prisonniers et 95 000 évacués par mois [2]. Et néanmoins, l'on estime que, pendant ce même semestre, les effectifs de nos armées [3] sur le front ont réalisé un gain net de plus de 400 000 hommes.

Au point de vue numérique, on le voit, la situation de nos armées était encore très favorable au 1er juillet 1915. Malheureusement l'état de notre armement était loin d'être aussi satisfaisant, et, pour mettre celui-ci au point, il était nécessaire d'accomplir un effort considérable, qui allait avoir une répercussion sensible sur nos effectifs. Presque tous les ouvriers spécialistes en âge de porter les armes avaient subi la loi commune en 1914 et avaient rejoint leurs régiments. Peut-être, lors des premières batailles, la présence au front de tous les contingents disponibles a-t-elle été, en effet, d'une utilité appréciable. Mais, du moment où la guerre durait plus de

1. Le nombre des auxiliaires mobilisés (abstraction faite de ceux qui ont été versés dans le service armé) s'est élevé à 500 000, environ, en 1915. Il atteignit 700 000 en 1918 (en comptant les militaires versés dans le service auxiliaire au cours de la guerre pour cause de blessure ou de maladie).

2. Sur la zone de l'intérieur.

3. Nous comprenons dans ces effectifs celui du corps expéditionnaire des Dardanelles qui comptait environ 40 000 hommes.

quelques mois, il devenait déraisonnable de maintenir les ouvriers hors de l'usine. Toutefois, cette vérité ne s'imposa pas immédiatement, et c'est pourquoi le mouvement de retour des ouvriers se trouvait à peine commencé à l'époque de notre plus grande richesse en effectifs. Ce mouvement prit, par contre, une ampleur considérable pendant l'été de 1915. Le 17 août, le statut des ouvriers spécialistes fut définitivement fixé par la loi Dalbiez, et, de ce fait, les services militaires perdirent un effectif qui s'élevait déjà à 300 000 hommes au bout de quelques mois et qui monta plus tard à 550 000 hommes.

Un pareil déchet, venant s'ajouter aux pertes de guerre, devait, dès juillet 1915, donner à réfléchir. Cependant une grande offensive était alors en préparation, et il convenait sans doute d'en attendre le résultat avant de spéculer sur les difficultés de l'avenir.

A la fin du mois de septembre l'offensive eut lieu, en effet, mais elle ne donna pas les résultats espérés. Par contre, nous perdîmes, en septembre et octobre, environ 100 000 morts et disparus et 200 000 blessés et malades évacués. Après une telle bataille, il n'était plus possible de traiter avec indifférence le problème des effectifs [1]. Ce problème passait brusquement au premier plan des préoccupations de notre état-major, et il devait dorénavant y demeurer.

Que signifiait, en effet, l'insuccès de notre offensive? Suivant toute vraisemblance, on ne pourrait plus éviter que la guerre ne fût longue, très longue, et, dès lors, notre souci principal, le but suprême de notre politique militaire, devait désormais consister à durer.

C'est à ce moment que se fixent, en ce qui regarde les effectifs, les traits essentiels de la politique qu'allait suivre presque sans interruption, pendant deux ans et demi, le Gouvernement français. Remise en question, semble-t-il, en certains instants critiques de la guerre, cette politique fut cependant maintenue et appliquée avec une remarquable persévérance jusqu'au jour de l'assaut final, en 1918.

1. Le total des pertes en morts et prisonniers subies par notre armée depuis le début de la guerre s'élevait à cette époque à plus de 900 000 hommes.

***

L'expression même dont s'est constamment servi l'état-major de l'armée pour définir la tâche qu'il cherchait à remplir met bien en lumière l'idée directrice qui lui dictait cette tâche. Il s'agissait d'assurer « l'entretien de nos effectifs ». En d'autres termes, le but poursuivi n'était point de porter le nombre de nos combattants à un maximum absolu, soit au jour le plus prochain, soit à une échéance déterminée, mais simplement de réaliser un état des effectifs aussi stable que possible et de faire durer cet état aussi longtemps que les conditions de la lutte resteraient stationnaires.

Dans quelle mesure la fixité que l'on recherchait a-t-elle pu être obtenue? Quelques chiffres vont nous permettre de nous en rendre compte.

A la fin de 1915, après la constitution de l'armée d'Orient (remplaçant le corps expéditionnaire des Dardanelles), l'effectif total de nos armées, tant sur le front français qu'en Macédoine, s'élevait à environ 2 800 000 hommes [1]. Quatre mois plus tard, en avril, cet effectif s'était accru de 150 000 hommes : c'étaient les fruits du grand effort de recrutement de 1915 que l'on continuait à récolter. D'avril 1916 à mars 1917, l'effectif monte encore de 15 000 hommes, et du 1er avril 1917 au 1er mars 1918, il s'abaisse de 60 000, formant à cette dernière date un total d'environ 2 900 000 hommes. Ainsi, entre la première phase de la bataille de Verdun et la grande attaque allemande de 1918, nos effectifs, sur l'ensemble des fronts, ne se sont affaiblis que dans la proportion de 1,5 p. 100, et le total de ces effectifs était plus élevé en mars 1918 qu'en décembre 1915.

Mais, dira-t-on, si la quantité des effectifs français est en effet demeurée sensiblement constante, en a-t-il été de même de la qualité? C'est là une question que l'on s'est posée fréquemment — non sans quelque inquiétude — aussi bien chez nos alliés que chez nous-mêmes.

Hélas ! il n'est pas douteux que ce sont les meilleurs éléments de l'armée — et notamment les jeunes gens — qui, ayant le plus souvent et le plus généreusement prodigué leurs

1. Dans ce total, l'armée d'Orient compte pour environ 100 000 hommes.

efforts, ont été aussi le plus durement atteints. On estimait qu'au printemps de 1917, 35 p. 100 de nos pertes en morts portaient sur les cinq plus jeunes classes déjà engagées à fond (1911 à 1915). D'autre part, le plus grande partie de ces pertes — 90 p. 100 — affectait les contingents de l'infanterie. Qu'en est-il résulté? A mesure que le temps passait, il a fallu se montrer moins difficile sur le choix des hommes. C'est ainsi que les commissions médicales ont introduit peu à peu dans les rangs de nos combattants une proportion croissante de militaires dont l'aptitude physique était douteuse. Et, néanmoins, l'on a vu décroître progressivement les effectifs de notre infanterie. Entre le printemps de 1916 et celui de 1918, le nombre de nos fantassins combattants a été réduit d'environ 20 p. 100 [1]. N'était-il pas naturel de craindre que la valeur de notre armée ne fût, de ce fait, sérieusement diminuée?

L'état-major français reconnut de bonne heure que cette crainte était injustifiée.

Sans doute nos jeunes classes ont été cruellement éprouvées. Mais, par contre, les contingents incorporés pendant la guerre ont compris une majorité de jeunes gens. L'effectif total des militaires âgés de moins de trente-cinq ans n'a décru que de 100 000 hommes environ entre le mois d'août 1914 et le mois de mars 1918.

Sans doute a-t-il fallu, pour combler les vides qui se produisaient, faire appel à des hommes physiquement imparfaits. Mais la plupart se sont adaptés aux fatigues de la guerre. Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, les statistiques médicales ont montré que l'état sanitaire de nos troupes — tout en subissant certaines fluctuations dues aux événements militaires et aux changements de saisons — n'a nullement empiré dans son ensemble entre 1915 et 1918.

Enfin et surtout, pendant ce laps de temps, les conditions mêmes de la guerre ont progressivement évolué. Aussi, nos armées — tandis qu'elles réclamaient un nombre de plus en plus grand d'artilleurs, de terrassiers, d'automobilistes,

1. Environ 300 000 hommes (en tenant compte de l'augmentation des effectifs de l'armée d'Orient).

d'aviateurs — ont-elles pu, sans s'affaiblir[1], renoncer à une partie de leurs fantassins. Si le nombre [2] et l'effectif de nos bataillons d'infanterie a diminué, l'armement de ces bataillons n'a cessé par contre de se développer. D'autre part, entre décembre 1915 et mars 1918, le nombre des artilleurs a augmenté de 25 p. 100 (100 000 hommes) et le nombre des canons de toutes catégories de 120 p. 100; la quantité des avions en service a plus que quadruplé; le char d'assaut a été créé.

En définitive, l'expérience a montré qu'à la condition de répartir convenablement les nouveaux mobilisés et de rectifier constamment la distribution des anciens — versant dans l'infanterie tous ceux qui pouvaient y prendre place, en retirant au contraire les hommes affaiblis — il était possible d'obvier aux inconvénients résultant de la raréfaction des hommes vigoureux. Mais l'on se serait exposé, par contre, à des risques graves si l'on n'avait pas trouvé le moyen d'éviter une chute de notre effectif global, dont les effets se seraient rapidement fait sentir dans toutes les branches et services de l'armée.

Ainsi c'est à bon escient que notre état-major avait déterminé sa politique d'effectifs. Comment, cependant, a-t-il été possible de pratiquer avec succès cette politique pendant la longue période de deux ans et demi au seuil de laquelle nous nous sommes arrêtés? Cherchons à nous en rendre compte en parcourant rapidement les phases successives de cette période.

L'accalmie prolongée qui suivit l'offensive de septembre-octobre 1915 — premier répit sérieux accordé à nos troupes

1. Avec le temps, il est vrai, nous sommes devenus moins riches en troupes de choc, et, comme ces troupes jouent un rôle fondamental dans le déclenchement d'une offensive, il devint manifeste à partir de 1916 — et surtout en 1917 — que nous ne pourrions plus, avec nos seuls moyens, recommencer sans cesse de nouvelles tentatives de percée. Mais s'il était inévitable qu'après deux ans de lutte notre armée, assagie, eût perdu un peu de son mordant, on peut dire qu'elle a conservé jusqu'à la fin les plus solides des qualités sur lesquelles reposait sa puissance combative dans l'attaque comme dans la défense.

2. Remarquons, en outre, que les bataillons d'infanterie supprimés ont été en majeure partie des bataillons territoriaux. Ainsi, entre décembre 1915 et mars 1918, le nombre de nos bataillons actifs n'a diminué que de 100 (sur 1 200 environ), tandis que le nombre de nos bataillons territoriaux passait de 550 à 350. Une partie du personnel de ces bataillons fut versée dans les bataillons actifs tandis qu'une autre partie était renvoyée dans la zone de l'intérieur.

depuis l'ouverture des hostilités — permit de réparer les pertes subies pendant cette bataille et de remplacer les ouvriers spécialistes rendus par l'armée aux usines. On était alors à l'époque où les derniers contingents recrutés au printemps de 1915 parvenaient au terme de leur instruction et devenaient disponibles pour le service du front. D'autre part, les lois du 6 avril et du 17 août (loi Dalbiez) avaient assujetti les hommes réformés au cours de la guerre et les militaires du service auxiliaire [1] à un nouvel examen médical. A la suite de cet examen, 50 000 réformés environ furent réincorporés d'août à décembre 1915, et 70 000 auxiliaires versés dans le service armé. Enfin, 30 000 ajournés des classes 1913 à 1915 furent incorporés au mois d'août. Grâce à ces appoints, nos effectifs purent supporter dans de bonnes conditions, au début de 1916, le terrible choc sur lequel comptaient nos ennemis pour nous écraser.

Environ 55 000 morts ou prisonniers et 80 000 blessés ou malades évacués sur l'intérieur en février et mars ; 55 000 morts ou prisonniers et 110 000 évacués d'avril à juin, tel fut le triste bilan des premiers mois de la bataille de Verdun. Cependant, l'ennemi n'avait pas percé nos lignes, Verdun tenait toujours, et notre armée, que la propagande allemande déclarait saignée à blanc, se trouvait en réalité, dans les derniers jours de juin 1916, plus forte d'environ 100 000 hommes qu'elle ne l'était six mois auparavant [2].

Or, en cette fin de juin 1916, le corps expéditionnaire britannique, formidablement accru en puissance, était prêt à sortir de sa longue inaction, le front russe s'était réveillé, et l'ennemi, dont notre résistance avait ruiné les plans, allait sous peu être obligé de changer de rôle. Dorénavant, et jusqu'au 20 mars 1918, il allait nous laisser l'initiative des opérations sur le front occidental et la possibilité, par conséquent, d'être jusqu'à un certain point maîtres de la consommation de nos effectifs.

Le second semestre de 1916 a été pour nos armes une période

1. Ceux du moins qui n'avaient pas déjà subi une contre-visite.
2. La part de l'armée d'Orient dans cette augmentation fut d'environ 25 000 hommes.

de très grande activité. Tandis que s'achève la première bataille de Verdun, nous livrons avec les troupes britanniques la bataille de la Somme, qui se prolonge sans répit pendant quatre mois. A la fin de l'automne, notre armée d'Orient entre en scène à son tour. En décembre, enfin, a lieu cette brillante bataille d'hiver qui nous rend les principales défenses de Verdun. Or, tous ces efforts sont accomplis sans dommage pour nos effectifs, ceux-ci ne variant pas d'une façon appréciable, en six mois, sur l'ensemble des fronts français et oriental [1].

Au commencement du semestre, il est vrai, les furieuses attaques que les Allemands réitèrent sous Verdun sont relativement meurtrières. Nous perdons encore en juillet et août, sur cette partie du front, près de 25 000 morts et prisonniers et 35 000 évacués. Mais sur la Somme, nos pertes sont incroyablement légères : environ 28 000 morts et prisonniers et 40 000 évacués pendant juillet et août. Dans l'ensemble du semestre, la moyenne des pertes de nos armées en morts, prisonniers et évacués n'est que de 70 000 hommes par mois, alors qu'elle était de 90 000 pendant la première phase de la bataille de Verdun (février à juin).

Or, toutes les mesures étaient prises pour faire face à des pertes que l'on craignait de voir plus élevées.

Tout d'abord, nous pouvions compter sur notre nouvelle armée coloniale qui fit pendant l'été de 1916 sa première apparition sur le front occidental. Les contingents noirs que nous avions pu amener en France avant 1916 avaient un effectif très limité : 70 000 hommes environ [2]. Assez durement éprouvés dès les premières semaines de la guerre, ces contingents n'avaient joué en 1915 aucun rôle appréciable. Mais nos colonies, pendant ce temps, préparaient les nouveaux bataillons qu'elles allaient nous envoyer les années suivantes. 40 000 combattants sénégalais ont été dirigés sur le front français en 1916, tandis que 30 000 autres soldats noirs et

1. Vers la fin de l'hiver, quatre divisions furent prélevées sur le front Nord-Est au profit de l'Armée française d'Orient. L'effectif de cette dernière se trouva ainsi porté à 200 000 hommes dans les premiers mois de 1917.

2. Quelques bataillons noirs furent en outre dirigés sur le corps expéditionnaire des Dardanelles en 1915.

jaunes venaient remplir dans la zone arrière et dans la zone de l'intérieur des emplois de toute nature.

En ce qui concerne, d'autre part, l'utilisation des contingents français, l'état-major fit porter particulièrement ses efforts sur le dégagement — au profit des effectifs combattants — des militaires indûment employés dans les services sédentaires, et sur la récupération des blessés et malades.

Tous les services du territoire, à l'exception des usines de guerre, furent invités à réduire au strict minimum le personnel militaire qu'ils immobilisaient. Déjà la loi Dalbiez avait posé en principe que tout homme appartenant au service armé devait avoir servi sur le front. On alla plus loin en déclarant qu'eût-il déjà séjourné aux armées, un homme valide ne devait en aucun cas être employé dans un service de l'intérieur s'il n'y était absolument indispensable. Cette règle — dont l'application fut surveillée par un service spécial d'inspection et qui fut sanctionnée plus tard, en ce qui concerne du moins l'armée active et sa réserve, par la loi Mourier — se heurta à la résistance tenace des intéressés. Néanmoins, grâce à un effort incessant et à un emploi judicieux de la main-d'œuvre féminine étrangère et coloniale, le contingent des militaires affectés aux services du territoire[1] put être graduellement transformé et réduit. Entre juillet 1916 et janvier 1918 ce contingent diminua de plus de 100 000 hommes, dont la moitié du service armé. Les hommes jeunes en furent presque totalement exclus.

Ajoutons que les mesures ainsi appliquées dans la zone de l'intérieur furent bientôt étendues aux services de l'arrière du front : alors que ces services n'employaient primitivement que des hommes du service armé, on y introduisit peu à peu un nombre important d'auxiliaires, une centaine de mille en quelques mois, ainsi que du personnel civil.

En collaboration avec le service de santé, d'autre part, l'état major étudia de très près les conditions dans lesquelles il convenait d'évacuer nos blessés et nos malades, de les soigner et les réentraîner après guérison, de manière à les

1. Non compris les G. V. C. et les hommes momentanément détachés comme travailleurs agricoles. Ce contingent comprenait environ 550 000 hommes en juillet 1916.

récupérer en aussi grand nombre et aussi rapidement que possible. Divers progrès furent ainsi réalisés, à la suite desquels le taux de la récupération, pour la totalité des blessés et malades (évacués ou non sur l'intérieur), se stabilisa aux environs de 88 p. 100 — dont 60 p. 100 récupérables en un mois.

Les dispositions dont nous venons de parler avaient pour objet d'améliorer le rendement des contingents déjà en service. On pouvait inscrire, d'autre part, au compte des ressources, d'importants contingents nouveaux. La classe 1917 — 155 000 hommes — appelée en hiver terminait son instruction au mois d'octobre. Les ajournés des classes 1913 à 1917 fournirent en outre, en septembre, un contingent supplémentaire de 120 000 hommes. Rappelons enfin que deux divisions russes prirent place sur notre front, au cours de l'été, dans les rangs de l'armée française.

C'est dans ces conditions que commença, pour les régulateurs de nos effectifs, l'année 1917. Les opérations s'étaient de nouveau arrêtées, et il ne fut pas difficile, pendant la période d'hiver, de porter une fois de plus à son point le plus haut la force numérique de nos armées. Dès que le commandement jugerait le moment venu, celles-ci seraient en mesure de jouer la grande partie, que certains espéraient devoir être décisive.

Pourtant, ceux qui observaient de près la situation de nos effectifs n'étaient pas sans éprouver quelques inquiétudes. La campagne de 1917 s'ouvrait incontestablement dans des conditions moins favorables que celle de 1916. Tout irait bien, sans doute, si le succès pouvait être obtenu très rapidement. Mais, dans l'hypothèse où nous aurions à soutenir notre effort pendant plusieurs mois, serions-nous à même d'entretenir, sans interruption, les effectifs nécessaires?

Un calcul dont l'exactitude fut prouvée en 1918, permettait d'imaginer le prix que pourrait coûter une bataille générale poursuivie sans répit jusqu'au succès final, et dans laquelle chacun des adversaires irait jusqu'au bout de ses moyens. En se fondant sur l'expérience des années antérieures, on pouvait estimer à 100 000 hommes, définitivement éliminés

ou irrécupérables avant quatre mois, le déchet mensuel que pourrait subir, au cours d'une telle bataille, la seule armée française. Ainsi, dans l'espace de cinq mois, nous perdrions 500 000 hommes, sans compter les unités fatiguées qu'il faudrait mettre temporairement au repos. D'ailleurs, les neuf dixièmes des pertes frappaient l'infanterie combattante et l'on n'aurait pas, en cours de bataille, le temps de procéder aux remaniements qui eussent permis de reporter sur les autres armes une partie du déficit. Or, les contingents frais d'infanterie que l'on serait en mesure de fournir aux armées pendant cinq mois, à partir du 15 avril, étaient inférieurs à 200 000 hommes. C'est dire que, si la grande bataille offensive avait une durée aussi longue, nos disponibilités en infanterie combattante aux armées du Nord-Est (1 200 000 hommes environ[1]) pourraient se trouver réduites d'un quart ou d'un tiers, tandis que l'ennemi, en se tenant sur la défensive, réussirait peut-être à limiter ses pertes.

Or, au printemps de 1917, les troupes américaines n'étaient pas encore avec nous, et nous avions déjà lieu de redouter la défection ou le renoncement de l'armée russe. D'importants perfectionnements de notre armement étaient à l'étude (artillerie lourde, chars d'assaut), mais ils n'étaient pas encore réalisés[2]. Pouvions-nous, dans ces conditions, affronter une diminution de nos effectifs? C'eût été nous exposer à une funeste surprise, étant donnée la longueur du front que nous occupions encore à cette époque[3]. Non, encore une fois, le temps ne travaillerait pour nous, en cas de longue bataille, que si, du premier coup, nous frappions assez fort pour que l'ennemi fût hors d'état de se refaire avant que nous ne commencions nous-mêmes à faiblir.

Divers sujets de préoccupation venaient d'ailleurs aug-

1. Nous comptons, dans ces disponibilités, les effectifs des bataillons d'instruction qui constituaient des réserves pouvant être, en cas de besoin, presque immédiatement utilisées.

2. 2 500 chars légers, en particulier, furent commandés au printemps de 1917. Ces chars, comme la plus grande partie du matériel d'artillerie commandé en 1917, ne devaient être prêts qu'en juillet 1918. Voir à ce sujet les conclusions d'un article sur *la Guerre et ses principes*, signé du général Lahoussaye, et manifestement inspiré par le Grand Quartier Général, qui a paru dans la *Revue du Mois* du 10 avril 1919.

3. Plus des quatre cinquièmes du front français total.

menter les craintes qu'inspirait aux gardiens de nos effectifs l'incertitude de la situation militaire. Si la politique suivie jusqu'alors en matière d'effectifs avait donné de bon résultats, c'est parce qu'un régime d'équilibre avait pu être établi entre les exigences de l'armée et les besoins du pays. Or, aux plaintes qui se faisaient entendre de nombreux côtés, à l'état de plus en plus précaire de notre agriculture, on pouvait reconnaître que l'équilibre était sur le point d'être rompu [1]. La France avait jusque-là donné sans compter ses fils à l'armée; mais, menacée de périr d'inanition, elle allait être obligée de lui en redemander un grand nombre. Dès janvier 1917, le mouvement se déclencha, et 60 000 agriculteurs furent rendus aux travaux de la terre avant la bataille d'avril. Ce n'était qu'un commencement. Du 1er avril 1917 au 1er mars 1918, 210 000 militaires de plus furent cédés à l'agriculture, 135 000 autres furent mis en sursis ou libérés.

Une autre cause de souci était la situation de notre armée d'Orient. Il y avait, comme on sait, urgence à la renforcer. C'étaient 50 000 hommes de plus, 100 000 hommes peut-être, qu'il faudrait embarquer et qu'on serait obligé de prélever sur les effectifs du front occidental [2]. D'autre part, le remplacement de tous les militaires ayant séjourné plus de dix-huit mois en Orient allait bientôt devenir nécessaire, et, comme un grand nombre de ces hommes, affaiblis par les fièvres, resteraient longtemps inutilisables en France, on pouvait prévoir que l'opération de relève serait très onéreuse.

En regard des dépenses probables, que trouvait-on à inscrire au chapitre des ressources? Pour les premiers mois, nous l'avons dit, quelque 200 000 hommes disponibles. Pour l'automne, et l'hiver — au cas où le guerre ne serait pas finie — le seul contingent important sur lequel on pût normalement compter était la nouvelle classe (classe 1918) comprenant environ 180 000 hommes. Les ajournés des classes

1. Il était fatal qu'il fût rompu au bout d'un certain temps, étant donné que l'appel de chaque classe nouvelle n'était point compensé par la libération correspondante d'une classe ancienne.

2. En fait, l'effectif de l'armée française d'Orient, qui était déjà de près de 200 000 hommes au début de 1917, ne dépassa jamais 260 000 hommes.

précédentes en état d'être récupérés avaient été, pour la plupart, appelés en 1916. L'armée arabe et l'armée noire seraient entretenues, mais non sensiblement accrues avant 1910. Le « désembusquage » ne pourrait sans doute plus fournir que quelques dizaines de milliers d'hommes.

Pour augmenter ses ressources, l'état-major de l'armée dut recourir à des mesures radicales. Le service de la garde des voies de communication (service des G. V. C.) fut aux deux tiers supprimé, et 35 000 hommes bons pour les armées furent ainsi recouvrés. D'autres services, comme le service de place, subirent peu à peu le même sort. Un projet de loi fut déposé, d'autre part, en vue de soumettre à une nouvelle revision les Français exemptés ou réformés avant la guerre qui n'avaient pas été reconnus bons pour le service en 1914 et 1915. Ce projet, modifié entre temps, et restreint aux classes 1896 à 1914 (avec quelques exceptions), fut finalement adopté par le Parlement le 20 février. Il souleva, néanmoins, avant et après le vote des Chambres, des protestations assez vives dans divers milieux. A quoi bon, disait-on, incorporer ces hommes, qui assurent tant bien que mal depuis trente mois la vie économique du pays et qui, par contre, sont trop faibles physiquement pour rendre de réels services à l'armée?

Il est indéniable, en effet, que le rendement de la nouvelle loi a été assez modeste : 60 000 hommes incorporés dans le service auxiliaire, et 60 000 appelés dans le service armé, mais qui ne purent pas tous y rester. Pourtant on a le droit de penser que l'initiative prise par le ministre de la Guerre a été opportune et qu'elle a eu, en somme, d'heureuses conséquences. En effet, l'expérience de la guerre avait montré qu'une grande vigueur physique n'était pas indispensable pour faire un bon soldat, et les règlements des conseils de revision avaient été modifiés en conséquence. Du reste, qui eût osé soutenir que les conseils de 1914 n'avaient point, dans leur hâte, commis certaines erreurs, qu'il était équitable de rectifier? D'autre part, l'armée, qui allait rendre en moins d'un an 400000 hommes aux occupations civiles, était sans doute en droit d'en recevoir, en échange, 120 000 autres, probablement moins nécessaires à l'activité économique du pays. Enfin la situation de nos effectifs pouvait sous peu devenir

critique en raison des événements militaires qui se préparaient.

Le 16 avril 1917, l'attaque attendue se produisit. Les résultats, comme on sait, ne répondirent pas aux espoirs que le commandement avait conçus. Nulle part il n'y eut rupture du front ni même commencement de rupture, et les pertes au bout de cinq jours s'élevaient à 30 000 tués et prisonniers (environ), et à 55 000 blessés [1], dont 5 000 mortellement. Ce n'était pas le brillant succès qui eût été nécessaire pour nous permettre de poursuivre, sans péril pour nos effectifs, une offensive de longue haleine. Déjà le commandement de nos armées avait modifié et restreint ses plans. Pendant quelques semaines encore — jusqu'à la mi-mai — la bataille se prolongea avec une intensité diminuée, nous coûtant 30 000 morts et prisonniers de plus. Puis elle s'éteignit. Le compte d'effectifs du premier semestre de 1917, qui avait donné lieu à tant d'inquiétudes, se solda finalement par un bénéfice, nos troupes ayant gagné sur l'ensemble du front 40 000 hommes environ : elles en avaient, par contre, perdu 70 000, par rapport à l'effectif renforcé du 1er avril.

Les mois qui suivirent furent parmi les plus calmes de toute la guerre. Quelques brillantes opérations furent exécutées ; elles se distinguèrent par la légèreté des sacrifices qui en furent le prix. Aussi, la moyenne des pertes totales de nos armées en morts, prisonniers et blessés ou malades évacués s'abaissa-t-elle, pendant les sept derniers mois de 1917, à un chiffre qui battait tous les records : 35 000 hommes.

Qu'on ne s'imagine pas, pourtant, que cette période fut exempte de difficultés. Si les pertes proprement dites diminuaient, la perspective d'un nouvel hiver de guerre rendait plus angoissante la situation économique de la France. La récolte s'annonçait déplorable, et cette circonstance donnait un grand poids à l'argumentation d'une importante fraction du Parlement qui demandait la démobilisation immédiate des agriculteurs de quatre ou cinq classes. L'opinion publique attendait impatiemment la libération complète des classes

1. Sans compter les malades et les blessés légèrement atteints presque immédiatement récupérables.

les plus anciennes. On peut dire que jamais nos effectifs n'avaient subi un pareil assaut. Il fallut toute la sagacité et toute l'énergie du Gouvernement et du commandement pour concilier tant d'exigences contradictoires. On décida de renvoyer à la terre les agriculteurs des classes 1890 et 1891 et de mettre en sursis les classes 1888 et 1889, cependant qu'un nombre important de spécialistes étaient mis ou remis à la disposition des mines, de l'aéronautique, des chemins de fer. L'ensemble formait un total imposant — plus de 300 000 hommes. Mais, grâce à la prudence de notre politique militaire, l'équilibre de nos effectifs put être sauvegardé une fois de plus. Légèrement diminuée au début de l'automne, notre armée reprit toute sa force lorsque les jeunes gens de la classe 1918 eurent achevé leur instruction. Au mois de mars 1918, nos effectifs sur l'ensemble des fronts étaient presque aussi élevés qu'en avril 1917 [1], et nos réserves, dans la zone de l'intérieur, s'étaient notablement accrues. Il est vrai que nous avions désormais un nouveau front à défendre, le front italien, où se trouvaient momentanément six divisions françaises, mais nous avions obtenu des Anglais qu'ils nous relevassent sur une partie de notre ligne en France, D'ailleurs, la conception du front unique ayant finalement triomphé, la distribution passagère des unités devait cesser d'entrer en ligne de compte dans l'évaluation des forces belligérantes.

Ainsi, deux ans et demi d'efforts et de patience avaient porté leurs fruits et notre armée avait traversé sans faiblir cette longue phase de guerre d'usure qui, inférieure en intérêt dramatique aux grands jours de 1914 et de 1918, n'en a pas moins été peut-être la période la plus difficile de la guerre.

Nous étions, le 21 mars 1918, pour le nombre des hommes comme pour l'armement, dans une situation aussi bonne que possible : 2 900 000 hommes, environ, sur les divers fronts [2];

1. La diminution — 60 000 hommes — était due, pour les deux tiers, au fait que les bataillons sénégalais, retirés dans le Midi pour la période d'hiver, retournèrent au front plus tardivement en 1918 qu'en 1917.

2. Le total des pertes en morts, disparus et prisonniers subies par notre armée depuis le début de la guerre, s'élevait en mars 1918 à 1 500 000 hommes.

300 000 jeunes soldats[1], français et arabes, à l'instruction de nos dépôts; 400 000 noirs en réserve. Pour l'automne, une nouvelle classe (classe 1919) et un contingent d'ajournés, ainsi que des contingents indigènes considérables (notamment 80 000 Arabes) provenant d'une nouvelle et intense campagne de recrutement. Enfin, les usines de guerre, dont la tâche commençait à être moins lourde, et où l'emploi de la main-d'œuvre non militaire s'était généralisé, allaient pouvoir restituer un certain nombre des soldats qui leur avaient été prêtés[2]. Déjà, entre l'été de 1917 et mars 1918, l'effectif des militaires détachés dans ces usines était descendu d'environ 25 000 hommes. Pendant la période critique qui suivit, il fut possible, comme on sait, de faire un nouveau prélèvement sur ce personnel.

Nous avions devant nous, on le voit, plusieurs mois assurés. Or, une fois ce temps écoulé, la question des effectifs aurait cessé de se poser pour les Alliés, puisque l'armée américaine allait bientôt venir occuper une partie de notre front et renforcer d'éléments puissants nos masses de manœuvre.

Sans doute l'ennemi allait essayer de brusquer le cours des événements. Constatant que le dénouement ne pouvait plus être différé, il tenterait probablement de nous briser avant l'entrée en scène des Américains. Mais, en ce cas, c'est lui qui affronterait le risque que nous n'avions pas voulu courir en 1917. Une fois la lutte engagée pour la décision, on ne pourrait plus l'interrompre. Elle se prolongerait peut-être pendant de nombreux mois. Or, lequel des deux adversaires serait le plus rapidement épuisé? L'Allemagne allait amener sur notre front les divisions — presque toutes médiocres — qu'elle avait encore en Russie. Mais qu'était cette force en comparaison des effectifs américains? Que nous puissions résister trois mois au premier choc, et nos chances de succès iraient rapidement en augmentant.

***

Après avoir esquissé l'histoire de nos effectifs pendant les

1. Y compris les jeunes soldats achevant leur instruction dans les unités d'instruction des armées.

2. Notamment à l'occasion de l'application de la loi Mourier.

principales périodes de la guerre, nous aurions souhaité pouvoir formuler quelques appréciations sur la part qui revient, dans l'œuvre accomplie en commun, à chacun des organes qui y ont collaboré. Mais comment discerner, dans un ensemble de faits aussi complexe, les initiatives et les actes qui appartiennent à un homme ou à un bureau? Cherchons cependant à nous faire une idée des conditions dans lesquelles ont travaillé les principaux services d'état-major régulateurs de nos effectifs, voyons quelles difficultés ils ont eues à vaincre et quels concours de circonstance ont pu, en revanche, simplifier leur tâche. En nous rendant un compte plus exact de la fonction remplie par ces organes, peut-être comprendrons-nous mieux l'importance des services qu'ils ont rendus.

Les états-majors de notre armée avaient, relativement aux effectifs, un double rôle à jouer. Il leur fallait pourvoir aux besoins des services militaires en personnel de toute nature. Ils devaient aussi faire respecter le principe de l'égalité et les diverses lois ou prescriptions qui réglaient les conditions d'emploi de mobilisés. Dans cette seconde partie de leur tâche, les états-majors ont été constamment aidés par les commissions parlementaires et par les organes spéciaux qui furent chargés de faire la police des services militaires de l'arrière et de donner la chasse aux « embusqués ». Par contre, la direction des opérations ayant trait à l'entretien de l'effectif des armées est restée concentrée entre les mains des premiers bureaux de l'état-major de l'armée et de l'état-major général, agissant respectivement au nom du ministre de la Guerre et du général commandant en chef.

Au général en chef il appartenait de prévoir et de faire connaître ses besoins, de répartir les renforts reçus, d'en surveiller la consommation, de tirer le meilleur parti de toutes ses ressources en adaptant rigoureusement les hommes aux emplois.

Le ministre était le véritable maître de nos effectifs, puisque c'est lui qui tient le robinet par où s'alimentent les armées. A lui de décider si les besoins signalés par le général en chef seront satisfaits, si les pertes seront intégralement réparées, et, une fois sa décision prise, à lui d'échelonner les envois de renforts en conséquence, de fixer les dates d'appel

et la durée de l'instruction des nouvelles recrues, de restreindre au profit des armées combattantes le personnel de certains services, de proposer éventuellement au Gouvernement et au Parlement des mesures exceptionnelles de recrutement. Au ministre, également, incombe le soin d'assurer un juste équilibre des différentes parties de l'armée et de doter les formations ou services nouveaux en distribuant les recrues entre les différentes armes ou emplois.

Tel est, du moins, le programme idéal qu'il faudrait remplir au jour le jour, sans jamais se laisser distancer par les événements, si pareille tâche était humainement possible lorsque l'on est en présence d'une masse de cinq millions[1] d'hommes continuellement en cours de renouvellement.

Pour donner une idée de la multiplicité et de la complexité des mouvements qui agitent en tous sens l'effectif mobilisé, citons quelques chiffres se rapportant à une période de stabilité relative, celle qui s'étend du printemps de 1916 à mars 1918.

Au cours de chacun des mois de ces deux années, notre armée a perdu en moyenne 20 000 morts et prisonniers, 15 000 blessés et malades réformés ou rapatriés dans les colonies, 25 000 hommes, dont 15 000 agriculteurs, rendus aux occupations civiles, soit un total de 65 000 militaires définitivement éliminés. Pendant la même durée d'un mois, 110 000 militaires en moyenne, blessés et malades guérissables, sont évacués sur les hôpitaux et ambulances, 12 000 hommes passent du service armé au service auxiliaire ou inversement, un grand nombre, dont l'état de santé s'est modifié en bien ou en mal, doivent être changés d'armes. En outre, une foule de causes diverses viennent à tout instant bouleverser le personnel disponible. Tantôt c'est une armée qu'on doit renforcer d'urgence, une relève qu'il faut effectuer en Orient ; tantôt c'est un service ou une arme qui prend une extension nouvelle et réclame du personnel ; tantôt c'est une réglementation ou une loi (loi Dalbiez, loi Mourier), qui entraîne le déplacement de nombreux mobilisés; ce sont des modifications survenant dans les situations de famille (naissances d'enfants, décès de

1. Nombre moyen des hommes entretenus simultanément sous les drapeaux, tant aux armées que dans la zone de l'intérieur et l'Afrique du Nord.

frères) qui donnent aux hommes le droit de changer d'emploi; ce sont des mises en sursis temporaire, des permissions agricoles; c'est un va-et-vient continuel d'indigènes et d'Européens entre la France et l'Afrique du Nord. Au total, plus de 200 000 changements d'armes ou de corps doivent être prononcés chaque mois, tandis qu'à l'intérieur même des corps d'innombrables remaniements se produisent.

Est-il possible d'exercer une direction sur un ensemble de mouvements aussi compliqué? Réussira-t-on, seulement, à voir clair dans ces mouvements et à savoir exactement où l'on en est et où l'on va?

La difficulté serait sans doute insurmontable si la complexité même du problème n'avait pas finalement pour effet de le simplifier. Tel est l'avantage des grands nombres. De l'infinie variété des cas individuels certaines moyennes, certaines lois se dégagent; les circonstances accidentelles se neutralisent; les multiples mouvements se combinent entre eux et tendent à réaliser naturellement un état d'équilibre. — En faisant cette observation, nous n'avons nullement l'intention de suggérer que les faits d'ordre militaire doivent être traités aujourd'hui comme des faits économiques. Ce que nous voulons dire, ce que l'on a eu maintes fois au cours de la guerre l'occasion de remarquer, c'est que la tâche si délicate de notre état-major avait été singulièrement facilitée par l'action de ces forces naturelles qui, d'elles-mêmes, et automatiquement en quelque sorte, tendaient à sauvegarder la stabilité de nos effectifs.

N'est-il pas merveilleux, cet accord incessant des circonstances et des volontés qui, à mesure que la guerre se prolonge, permet de réduire graduellement ses effets meurtriers et nous donne le moyen de réparer nos pertes? Sur le front, chacun, avec le temps, devient plus résistant et plus circonspect; tranchées et organisations défensives sont rendues plus solides; le développement de l'artillerie, la création des chars d'assaut permettent d'utiliser pour l'action offensive de nombreuses catégories de militaires qui ne sont pas ou ne sont plus aptes au service du fantassin; enfin, une heureuse alternance des phases d'activité et des mois de calme met notre armée à même de réparer périodiquement ses forces. A l'intérieur du pays, le régime de l'hospitalisation se stabilise de lui-

même et la récupération des blessés et malades suit un cours de plus en plus régulier ; les manifestations de l'opinion publique se produisent juste à point pour aider l'état-major et le Parlement à comprimer les services dotés d'un personnel démesuré et à faire partir pour le front les hommes qui y deviennent nécessaires ; enfin, c'est grâce à l'accord spontané de tous les intéressés que l'équilibre s'établit entre les exigences militaires et les besoins économiques. Dans les moments de sécurité relative, il serait impossible d'obtenir du pays un effort supplémentaire, qui semble au-dessus de ses forces ; lorsque vient le danger, au contraire, chacun va volontairement au-devant des demandes du Gouvernement.

Ainsi, c'est, en grande partie, à l'instinct et au bon sens de tous, à l'harmonie préétablie des bonnes volontés, que notre armée doit d'avoir pu conserver toute sa force jusqu'au jour de l'action décisive.

Loin de nous pourtant la pensée que ce résultat fût fatal. Soutenir une pareille thèse serait tout d'abord commettre une grave injustice envers la nation française et méconnaître le caractère voulu de l'héroïsme qu'elle a déployé.

Lorsque l'on analysera plus tard les causes de la défaite allemande, il est un fait qui dominera tous les autres : c'est l'abnégation avec laquelle le peuple français s'est immolé à la cause commune. Si nos effectifs ont pu s'élever et se maintenir au chiffre nécessaire, c'est parce que les Français ont consenti à s'imposer des sacrifices qui ont dépassé ceux de toutes les autres nations belligérantes. La France, au cours de la guerre, a mobilisé 7 950 000 hommes[1], soit plus de 20 p. 100 de sa population. L'Afrique du Nord nous a envoyé 250 000 indigènes, et nos colonies 200 000. Jamais, avant 1914, on n'avait envisagé comme possible un pareil effort de recrutement[2].

1. Y compris les officiers nommés avant la guerre (environ 100 000).

2. Rappelons que d'août 1914 à novembre 1918, les pertes totales de l'armée française en morts et disparus (non identifiés comme prisonniers) se sont élevées à environ 1 375 000 hommes, dont 70 000 indigènes (morts ou disparus en France ou à l'armée d'Orient) et 35 000 officiers. A ces pertes s'ajoutaient, en novembre 1918, 475 000 prisonniers environ et 700 000 hommes réformés (non compris les indigènes rapatriés et réformés en Afrique ou dans les colonies) ; l'effectif des réformés de la guerre a naturellement continué à augmenter depuis l'armistice.

Comment le Gouvernement et l'état-major français ont-ils usé de cette force immense, mise à leur disposition par la nation? On a parfois nié que la France ait eu une politique d'effectifs raisonnée. Il est difficile de souscrire à cette opinion si l'on considère avec attention la suite des faits et des décisions que nous avons rapportés plus haut. Pour se convaincre que le succès obtenu fut bien le résultat d'une action consciente et réfléchie, il suffit de placer en regard de la politique française celle des autres pays belligérants.

Dans ces pays aussi de grands efforts ont été accomplis grâce à la collaboration de populations entières; chez les uns comme chez les autres, les conditions de la guerre ont subi la même évolution; et cependant, la mise en valeur des effectifs n'a pas été partout dirigée de la même manière.

Observons, par exemple, ce qui s'est passé en Grande-Bretagne. Nos alliés ont réalisé, en fait d'effectifs, un véritable tour de force. Bien que leur marine de guerre, leur flotte commerciale, l'exploitation de leurs mines et leurs industries de guerre aient absorbé une portion considérable de leur population masculine, ils ont réussi à recruter une armée de plusieurs millions d'hommes. Pourtant leur corps expéditionnaire, quelle que fût par ailleurs sa force de résistance, n'a jamais possédé ce caractère de stabilité qui semble avoir été l'apanage de l'armée française. Lent à croître, il ne parvint que tardivement — au printemps de 1917 — à un maximum, auquel il ne lui était pas possible de se maintenir d'une façon durable étant donné le taux du recrutement britannique à cette époque [1]. Ce fut là, pour le commandement anglais, une source de difficultés lorsque survint la crise de 1918.

Il est vrai que la Grande-Bretagne — et l'on en pourrait dire autant de l'Italie — ne s'est pas trouvée dans la même situation que la France, la période d'action militaire intense ayant été plus courte pour elle que pour nous. Un meilleur terme de comparaison nous serait fourni par nos ennemis, qui ont eu à soutenir une lutte aussi acharnée que nous-mêmes pendant le même espace de temps. Comment donc ont-ils réglé l'emploi de leurs effectifs ?

1. Le recrutement britannique, qui s'était ralenti en 1917, devint de nouveau rtès intense à partir de janvier 1918.

C'est là une question à laquelle on ne saurait répondre encore avec certitude. Il apparaît cependant à divers indices que l'Allemagne n'a pas eu sur la question des effectifs les mêmes conceptions que la France.

L'Allemagne — a-t-on fait observer — paraît avoir monté son entreprise non pas en durée, mais en intensité[1]. En d'autres termes, elle n'aurait pas visé à entretenir le plus longtemps possible une force numérique stable, mais au contraire à enfler très rapidement ses effectifs à certains moments déterminés, — en allant jusqu'au bout de ses ressources, — de façon à jeter tout d'un coup dans la balance des forces écrasantes. Son effort aurait été essentiellement discontinu.

En agissant ainsi, l'Allemagne se conformait, semble-t-il, à certains préceptes classiques de la science militaire. Aurions-nous dû l'imiter, cependant? L'état-major français estima que non, et adopta délibérement une méthode différente. Or, l'événement a prouvé qu'il avait vu juste. Non seulement la politique qu'a suivie la France était celle qui répondait le mieux aux exigences de notre situation et aux plans de notre alliance. Mais, en raison des fins qu'elle se proposait, — stabilité et durée, — cette politique s'est trouvée conforme à l'instinct naturel et à la volonté patiente du pays. C'est pourquoi, sans doute, elle a réussi. Dans une guerre où sont engagées les populations de plusieurs continents, le chef le plus entreprenant ne saurait pétrir à sa guise l'énorme masse d'hommes dont il dispose. A vouloir forcer la nature, on s'expose fatalement à une déception.

PIERRE BOUTROUX

1. Joseph Bédier, *la Pression allemande sur le front français.* (*Revue de Paris* du 1er juillet 1918.)

L'ÉVOLUTION DES CAUSES DE GUERRE

Y aura-t-il toujours des guerres?

Cette question ouvre un débat qui n'est pas purement académique ; elle correspond à un ordre positif des faits. Car suivant que vous répondrez « oui » ou « non », vous serez conduit à préconiser deux politiques tout à fait opposées.

Si c'est « oui », il n'y a de soutenable que le nationalisme radical, l'égoïsme national absolu. Éternité de la guerre ou triomphe du plus fort, cela revient au même. Des hommes d'État qui escomptent un tel avenir auront pour devoir de ne baser leur politique étrangère que sur la présomption du mépris — chez les autres ! — de toute moralité. Quelle imprudence alors pour eux-mêmes que d'obéir à des scrupules vertueux ! Avoir de la conscience aujourd'hui qu'on est le plus fort, c'est favoriser ceux qui s'en embarrasseront le moins quand ils seront les plus forts à leur tour ; l'instinct de conservation vous conseille de les prévenir.

Si c'est « non », vous pratiquerez le désintéressement national avec toutes ses conséquences; car, tablant sur la stabilité de la paix, on n'aura pas à se préoccuper des intérêts nationaux : ils n'existent qu'en fonction de guerres éventuelles qu'eux seuls, d'ailleurs, peuvent déchaîner.

Mais la réalité est plus complexe. On répond toujours à la fois « oui et non », ce dont s'étonnera seul celui qui croit que la logique préside aux affaires humaines.

Il n'y a jamais eu, en effet, d'homme d'État, si partisan fût-il de la doctrine de la Force, qui n'ait agi, en certaines occasions, comme un adepte de la doctrine contraire, non plus que de dirigeant pacifiste qui n'ait préconisé des mesures incompatibles avec la foi en un régime de paix stable.

En public, les machiavélistes les plus cyniques affectèrent très souvent, sinon toujours, un sérieux attachement pour la Justice, l'Humanité, l'esprit de conciliation, le respect des traités... Ils exaltaient ainsi, chez leurs propres peuples, la moralité internationale; la jugeant, à part soi, dérisoire, ils lui reconnaissaient en même temps un pouvoir suprême sur le cœur humain; sans cela, pourquoi tant redouter de ne pas paraître en règle avec elle ? Or non seulement la moralité internationale, mais la moindre notion du « Droit » ne prennent une valeur intelligible qu'avec la perspective d'un régime pacifique stable ; à défaut de cette perspective, tout ce qui n'est pas l'expression pure et simple de la volonté du plus fort n'a aucun sens. Et la pratique des vertus *officiellement* prônées par les gouvernements de proie aurait depuis longtemps supprimé la guerre. De sorte que les machiavélistes eux-mêmes sont obligés de conduire l'État comme si on pouvait à la fois et ne pouvait pas clore l'ère de la violence.

Inversement, s'il y a jamais eu des hommes d'État foncièrement pacifistes, ce sont les membres de la Conférence de la Paix; ils se réunissent pour empêcher à jamais le retour du cataclysme récent et ils croient évidemment leur entreprise réalisable ; malgré quoi ils prennent des décisions qui impliquent la croyance contraire; cédant à certaines nécessités pratiques, ils distribuent quelques territoires (peu de chose) autrement que ne l'indiquerait le droit des peuples; cela équivaut à répondre « oui » à la question : — Y aura-t-il toujours des guerres? — Car s'il ne doit plus y en avoir, l'application stricte du droit des peuples ne présente que des avantages. Pourquoi un État voudra-t-il cependant imposer sa souveraineté à certaines populations qui la repoussent? Ce sera pour acquérir de bonnes frontières, des mines de charbon, de fer, etc... Or l'expérience historique montre que les meilleures frontières ont été franchies ; elles ne sont que des cartes importantes du jeu stratégique où bien d'autres

atouts sont nécessaires ; puisqu'elles ne sauraient donc à elles seules garantir une paix durable, leur recherche suppose l'expectative de guerres à venir. En temps de paix, la mine de charbon étrangère voisine de votre territoire vous rend autant de services que si elle était nationale ; vous avez, en effet, si peu de craintes de manquer de son charbon que vous le grevez de droits de douane ; le désir de la posséder ne s'explique que par la prévision de la guerre ; s'il y a la guerre, en effet, on n'aura jamais assez de charbon *à soi*.

Bien que tous répondent « oui et non » à la question posée, les uns répondent « plutôt oui que non », les autres « plutôt non que oui ». Dans l'ensemble, la prédominance de l'affirmation ou de la négation est assez observable pour qu'on puisse tracer une ligne de démarcation entre les partis adeptes du « plutôt oui » et leurs adversaires qui tiennent pour le « plutôt non ». Les premiers sont dits « nationalistes », désignation que l'usage établi empêche d'être confuse, bien qu'en réalité tout le monde, sauf les bolchevistes — et encore ! — se sente obligé à conserver jusqu'à nouvel ordre une certaine dose de nationalisme, ne fût-ce que par précaution contre le nationalisme des étrangers. C'est par l'opposition entre ces deux tendances que se marque, beaucoup mieux que par n'importe quelle autre, l'essentiel du débat politique contemporain envisagé dans sa plus grande généralité. Voilà ce qui montre l'importance des idées relatives à un avenir de la guerre et de la paix.

Rien de plus vain cependant que de donner une réponse ferme sur cet avenir, que de prophétiser. Les moins optimistes comptent bien ne pas revoir une grande guerre, et si la grande paix est vraiment venue, on ne le saura que bien après notre mort ; nous ne serons plus là pour recevoir des événements le démenti ou la confirmation de notre pronostic ; choisissons-le donc au gré de nos préférences, il sera toujours bon, et c'est ce qui lui enlève toute valeur.

Il n'y a de raisonnable et d'intéressant, en ce qui concerne l'histoire future, que d'en amorcer la direction d'après celle qui a été suivie par l'évolution humaine jusqu'au point de la durée où nous en sommes.

Des changements se sont produits dans la nature des

personnalités collectives entre lesquelles peuvent naître des conflits, dans leur « âme », dans leurs intérêts vitaux, ou du moins ceux qu'elles considèrent comme tels, dans leurs conditions économiques, et il n'y a rien de comparable à la métamorphose mondiale qui s'accomplit encore sous nos yeux. De là des changements parallèles dans les causes de guerre, dans les chances de guerre, dans les possibilités d'inaugurer un régime de paix stable.

***

L'histoire tout entière pourrait se raconter comme une alternative de concentration et de dissolution des sociétés politiques humaines ; mais, dans l'ensemble, jusqu'à nos jours du moins et surtout de nos jours, c'est la concentration qui l'a emporté. Les civilisés se sont agglomérés en communautés de plus en plus nombreuses et de plus en plus centralisées.

Comme types d'« États », l'antiquité connut les tribus, les cités, les empires. Les tribus, tels les peuples des Gaules, et les cités formaient les seules unités politiques permanentes. Nous les trouverions singulièrement petites si la grandeur de leurs noms ne nous abusait parfois. Les cités, Rome ellemême d'abord, se réduisaient à peu près à une ville et aux champs d'alentour. Si démocratique que fût leur régime, elles étaient toujours en fait gouvernées par une oligarchie, car la majorité de leur population consistait en esclaves, affranchis et métèques, lesquels n'eurent jamais que des droits politiques nuls ou très incomplets. A ne compter que les seuls citoyens, une cité comme Athènes, qui fut populeuse, équivalait à une de nos médiocres préfectures.

Le fameux colosse aux pieds d'argile dont nous parle la Bible était l'image des empires de l'antiquité. Tous, ceux des Assyriens, Babyloniens, Macédoniens, celui de Carthage, étaient de simples juxtapositions de cités et de tribus sans lien entre elles. Ils croulaient d'une chute lourde et soudaine, leurs petits matériaux élémentaires demeurant indemnes, sauf deux ou trois que le choc destructeur endommageait. On pouvait détruire la ville elle-même de Carthage sans toucher à rien du reste de l'empire, et, une fois Carthage détruite,

tout ce reste tombait en morceaux dont aucun n'était carthaginois.

L'incapacité générale des Anciens à réaliser une concentration stable fit le succès de Rome. Elle employa les cinq premiers siècles de son histoire à se faire un noyau territorial qui n'excédait certainement pas en superficie la Hollande actuelle. Mais ce noyau était compact, d'un seul tenant, composé de cantons véritablement annexés et assimilés par la cité conquérante. Pareil bloc n'existait ni n'avait existé nulle part, de sorte que Rome était dès lors virtuellement la maîtresse du monde civilisé antique, dont elle s'empara, d'ailleurs, en deux fois moins de temps que de l'Italie centrale. Elle défit ensuite elle-même cette concentration en noyant, comme nous le dirions aujourd'hui, le nationalisme romain dans le cosmopolitisme : être romain, cela signifia seulement être civilisé. Les Barbares n'eussent certainement pas ruiné un empire au cœur duquel se fût maintenue la Rome des guerres puniques.

Avec le ve siècle après J.-C., recommença l'ère des colosses aux pieds d'argile : empires wisigoth, arabe, franc, Saint Empire... Mais la féodalité, qui porta d'abord à son comble l'inconsistance de semblables édifices politiques, inaugura une concentration progressive qui ne s'arrêta pas jusqu'à nos jours. Elle commença par la fondation de ces États féodaux, comtés et duchés, qui devinrent, en France, nos provinces, et persistèrent, en tant que souverainetés nominales, au sein même de l'Allemagne de 1914.

Au stade suivant, des monarques cumulent les pouvoirs féodaux, et ainsi se réalise le type de l'État d'ancien régime. Parlant de ses sujets, le chef de cet État disait parfois « mes peuples », et c'était une expression très juste. Il avait réuni en sa personne les souverainetés des grands vassaux d'autrefois ; quand elles correspondaient à des unités politiques devenues homogènes, elles régissaient chacune un peuple caractérisé par son dialecte, ses coutumes... ; cela faisait donc bien *des* peuples.

On en arrive enfin à l'État moderne où le souverain, quand il subsiste, cesse d'incarner l'État pour ne plus en être que le représentant. La Nation est née, grâce surtout à la Révolution

de 1789 qui fédéra, par un accord unanime, les peuples provinciaux français en un seul peuple français. Elle représente la concentration à son apogée : sous l'ancien régime, peu importe que les peuples d'une monarchie aient, *entre eux*, une attache quelconque : du moment que chacun d'eux *séparément* pratique un loyalisme sincère à l'égard du souverain, cela suffit pour assurer la vie de l'État ; tandis que c'est la volonté commune à *tous* les membres d'une collectivité politique de former une seule nation qui fait la Nation.

On ne peut imaginer une concentration plus forte que celle que réalise le lien national; elle résiste, en effet, à toutes les causes de désagrégation : différence de « race », c'est-à-dire de langues, — la Belgique est bilingue, la Suisse trilingue ou même « quadrilingue » si l'on compte le romanche, — différences de religion, de coutumes, de lois...; et surtout elle persiste malgré les changements de constitution ou de dynastie.

Au contraire, l'État d'ancien régime n'a pour armature que la dynastie. Une fois éteinte la lignée maîtresse d'un groupe de peuples, rien ne maintient plus leur cohésion ; chacun d'eux, insoucieux du sort des autres, ne pense qu'à soi, à moins précisément qu'ils ne sentent entre eux un lien de nation.

Or la concentration par le lien national est récente : la nation italienne n'a pas trois quarts de siècle d'existence, l'allemande va tout juste célébrer son cinquantenaire ; à peu près aussi récemment sont nées la Grèce, la Roumanie, la Serbie, et je n'ai pas besoin de rappeler quels sont les fruits magnifiques de la Grande Guerre terminant, au prix des dernières douleurs, cette parturition des nationalités qui a commencé presque aussitôt après le Congrès de Vienne.

Il ne serait pas juste d'invoquer l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et de l'empire ottoman et l'amoindrissement de la Russie pour en conclure à une prédominance actuelle de la dissolution sur la concentration. En réalité, la ruine de ces États a fait succéder des concentrations, relativement petites sans doute, à ce qui n'était pas du tout une concentration. Eux-mêmes travaillaient, depuis quelque temps et de leurs propres mains, à se désagréger moralement, et y réussissaient, bien qu'ils poursuivissent, ou plutôt parce qu'ils

poursuivaient, un but d'unité nationale. Étant de type d'ancien régime, ils eussent dû dire « mes peuples » et ne réclamer de chacun de ces peuples séparément que le loyalisme envers la dynastie. Au lieu de cela, ils voulurent les fondre en un seul bloc par divers procédés, notamment par l'usage imposé, comme langue officielle, de l'un des idiomes parlés sur le territoire de l'État. Les Tzars russifièrent, ce qui revenait à prétendre changer en Moscovites les Finlandais, Esthoniens, Lettons, Lithuaniens, Polonais. De même, la magyarisation en Hongrie tendait à faire des Slovaques, Serbes, Allemands, Roumains, des Magyars. Jusqu'au gouvernement jeune-turc qui se mêla tout récemment de turquifier!

Ces efforts datent surtout de l'époque où ils ne pouvaient plus réussir, de la naissance du mouvement des nationalités, suite naturelle de la Révolution de 1789. Par réaction contre le mouvement libéral qui lui était connexe, les États autoritaires s'assujettirent de plus en plus leurs peuples en augmentant l'emprise sur eux de la bureaucratie centrale; de là des résistances qui amenaient des répressions et de nouvelles mesures d'« assimilation ». La lutte alla en s'échauffant et en s'étendant par action et réaction et à mesure que se développaient les moyens généraux de communication entre les hommes : presse, moyens de transport, enseignement primaire. Le sentiment de la nationalité jaillissait par l'effet même de la compression exercée pour l'étouffer. Les Posnaniens, par exemple, n'étaient pas des sujets récalcitrants du roi de Prusse. On entreprit de les germaniser, et, à cette fin, de faire prier en allemand dans les écoles; les enfants s'y refusèrent et furent schlagués. « Je veux vous donner des sentiments allemands, disaient les magisters d'outre-Rhin; vous avez des sentiments polonais, donc je vous traite en Polonais, et je vous dis et vous prouve ainsi que vous êtes Polonais. » Comment ne pas les croire?

Ainsi les États oppresseurs de nationalités opéraient des concentrations à leurs dépens. Ils achevaient celles qu'avait commencées l'histoire et même en créaient que l'histoire, jusqu'à ces derniers temps, ne semblait pas préparer, telle la Yougo-Slavie réunissant Croatie, Dalmatie, Slovénie, Serbie, Bosnie et Monténégro.

D'un seul choc, la victoire ententiste les dégagea soudain toutes formées.

La constitution fédérative, le régionalisme, dont plusieurs auteurs annoncent la prochaine prédominance, ne répondent pas non plus à un relâchement de la concentration. Ils ne signifient rien que décentralisation administrative et n'entraînent nul affaiblissement du lien national. Celui-ci a autant de force aux États-Unis et en Suisse que dans bien des États plus uniformisés. Au surplus, les attributions du pouvoir central ont plutôt augmenté que diminué dans ces confédérations.

Pour apprécier les conséquences de l'évolution de l'humanité civilisée vers la concentration, il faut y joindre le progrès de l'opinion et le progrès démocratique ; ces deux progrès n'en font qu'un, car la démocratie ne se définit sans équivoque que comme l'extension et le pouvoir de l'opinion : tout autre point de départ permet à n'importe qui, professant n'importe quelles idées, de les présenter comme les seules « vraiment » démocratiques.

Il serait banal d'insister là-dessus. Remarquez seulement que la Grande Guerre, achevant, pour plus de la moitié de l'Europe, la concentration nationale et la démocratisation, inaugure vraiment une ère nouvelle ; jusque-là, et depuis assez peu de temps, nous n'en étions qu'à la transition entre elle et la précédente.

***

Une autre évolution, très moderne aussi, nous a fait entrer dans l'ère économique. Elle se caractérise surtout par les modifications d'une importance incalculable qu'elle amène dans les relations entre les États; elle rend vitale pour eux la solidarité commerciale qui les unit.

Jusqu'au milieu du XIXe siècle environ, un grand État civilisé pouvait se suffire à la rigueur à lui-même; quand son commerce extérieur pâtissait, même au point de se réduire à rien, il n'en résultait pas pour lui une souffrance intolérable. Dès lors, il n'avait pas à redouter la ruine d'un autre grand État civilisé, en particulier s'il en était l'auteur lui-même par la guerre ou autrement.

Mais aujourd'hui, des millions d'hommes, dans un tel pays, dépendent, pour leur subsistance, de ce qu'il exporte et importe. Les milliards de francs d'exportation représentent le travail de ces millions d'hommes, et, par conséquent, leur vie, à condition qu'ils soient payés ; or comment le sont-ils? dans l'ensemble par les importations.

Il se rencontre encore çà et là quelqu'un pour avoir comme idéal que ses compatriotes soient uniquement exportateurs : on les paierait en or ; ils draineraient ainsi tout l'or du monde et seraient le peuple le plus riche du monde. Au train de milliards du commerce international, ce résultat serait atteint en quelques années, au bout desquelles ce peuple exportateur ne pourrait plus rien exporter, parce qu'on n'aurait plus rien pour le payer ; ce serait la ruine chez lui et autour de lui.

Anéantir un concurrent est donc devenu une opération désastreuse, lors du moins qu'il s'agit de grands États économiquement développés, parce que l'on supprime ainsi un client irremplaçable.

Admettez que l'Allemagne victorieuse ait ruiné l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, bien des gens se seraient écriés : « La voilà maîtresse du marché du monde ! » Oui, mais en devenant seule vendeuse sur un marché sans acheteurs. Que d'Allemands seraient morts de cette forte paix allemande !

C'est ce qui rend si délicate la question des indemnités de guerre. Une fois pris les quelques milliards d'or du vaincu, et ce qu'il peut fournir en nature, — une misère devant l'énormité des réparations exigibles [1], — il ne paiera plus rien qu'avec les bénéfices de son travail, c'est-à-dire de ses exportations ; mais chez qui exportera-t-il? Chez l'Entente qui représente pratiquement la totalité du monde économique. Et celui-ci se rappellera qu'avant la guerre la valeur de ses

1. La réparation en nature : remplacement de tout objet détruit par un objet semblable et de même valeur : table par une table, charrue par une charrue, vache par une vache, bicyclette par une bicyclette, etc... la plus équitable et, économiquement, la plus sûre, est très limitée par toutes sortes de difficultés pratiques. Quant à la main-d'œuvre des prisonniers allemands, elle n'a certes pas donné un rendement supérieur au prix de leur entretien qui était payé par l'Allemagne, — on sait combien sont peu économiques les résultats du travail forcé ; — cela revient toujours à une indemnité pécuniaire.

ventes annuelles à l'Allemagne s'élevait à une dizaine de milliards. S'il veut faire revivre cet énorme commerce, — et il le voudra fatalement, — il faudra qu'il importe des produits allemands pour une somme au moins égale, puisque l'Allemagne, n'ayant plus ni or ni crédit, ne pourra s'acquitter de ses achats qu'en marchandises; l'Entente souffrirait sérieusement d'une trop forte décadence économique de l'Allemagne.

L'ère économique se caractérise donc en ceci qu'un État riche ne saurait appauvrir un de ses pareils sans préjudice grave pour lui-même. Il n'y a plus que le pauvre qui puisse supporter la ruine du riche, et il n'y a plus de ruine supportable pour le riche que celle du pauvre. Ainsi le Monténégro de 1913 se fût accommodé sans peine de la disparition de l'Empire Britannique, et réciproquement.

C'est une ère vraiment nouvelle, car elle introduit dans les relations entre les sociétés politiques des conditions qui ne s'y trouvèrent jamais avant les trois derniers quarts de siècle écoulés.

Ceux des États de naguère et de jadis qui vivaient surtout de négoce, comme il y en eut beaucoup, étaient en général assimilables à des particuliers dirigeant chacun une maison de commerce : on ruine ses concurrents, tant mieux ! Quand même ils seraient des clients et des fournisseurs, le dommage reste minime, car ils comptent peu devant ce qui subsiste de clients et de fournisseurs, d'autant qu'on bénéficie de leur clientèle.

Une cité antique, si adonnée qu'elle fût au trafic et aux transports maritimes, n'avait aucune larme à verser sur la mort d'une de ses pareilles ; elle n'était privée que d'un débouché entre cent et bénéficiait de la place commerciale laissée vacante par la disparue ; faible gain dépassant en général la perte. Rien à redouter non plus de l'écroulement d'un grand empire comme le perse ou le carthaginois : ce n'était qu'un cadre brisé, les cités qu'il contenait restaient indemnes sauf une ou deux, et cela revenait au cas précédent.

Tout ce qui est dit là du monde civilisé s'applique encore mieux aux barbares : ils étaient trop pauvres pour qu'on pût agiter à leur sujet la question de clientèle perdue : la

victoire ne se soldait qu'en bénéfices nets pour leurs vainqueurs — acquisition d'esclaves, suppression d'ennemis convoiteux — ou pour eux — butin magnifique —.

Au moyen âge, le cas des États commerciaux était analogue à celui des cités antiques. Les non commerciaux, sans être pareils aux peuples barbares, n'avaient pas une importance économique suffisante pour que les désastres qui leur étaient infligés eussent la moindre répercussion fâcheuse sur le vainqueur.

Cette situation ne changea pas lorsque la concentration accrue donna naissance à de grands États. Par le fait seul de l'extension de leur souveraineté à de vastes territoires, ils étaient beaucoup plus agricoles qu'industriels, et leurs industries satisfaisaient surtout à des besoins locaux. En aucun cas, la ruine du reste de l'Europe n'eût été un désastre pour l'un d'eux ; il se nourrissait de son propre blé, de la viande de son propre bétail ; les produits dits coloniaux pouvaient seuls lui manquer ; mais, privé d'épices par la disparition d'une marine étrangère, il n'avait qu'à aller chercher le poivre, la cannelle, le sucre... sur ses propres bateaux; et même il considérait cet encouragement à ses constructeurs navals et armateurs comme un gros avantage.

Que l'on se représente le protectionnisme, le colbertisme, ayant produit ses dernières conséquences dans la France de Louis XIV, et même celle de Louis-Philippe : drainage de tout l'or du monde et par conséquent arrêt des exportations françaises que l'étranger ne peut pas payer en or — il n'en a plus — ni en importations rigoureusement interdites, c'est un malheur, non une catastrophe ; tout compte fait, quelques milliers d'hommes en pâtissent (quelques centaines sous Louis XIV) et non pas comme aujourd'hui un ou deux millions chez nous, plus ailleurs.

Ce fut le Royaume-Uni qui entra le premier dans l'ère économique ; les autres États suivirent avec assez de retard d'abord, mais on peut dire qu'elle est inaugurée depuis un demi-siècle environ pour toute l'Europe occidentale et centrale et pour l'Amérique du Nord.

*
* *

La conséquence directe du progrès de la concentration des sociétés politiques et de celui du progrès de l'opinion et de la démocratie est que, parmi les causes de guerre, les causes morales ont pris une importance prédominante.

Dans une communauté hellénique de jadis, aussi démocrate qu'elle pouvait l'être, et de première importance, il y avait peut-être vingt mille citoyens. Chacun d'eux touchait, pour ainsi dire, de la main les affaires de la cité; il sentait très directement en quoi son intérêt y était impliqué. Mais la nation moderne est une cité agrandie dans la proportion de mille pour un, comme nombre de citoyens, et à une échelle incomparablement plus vaste encore si l'on regarde au territoire métropolitain; et, au lieu de se réduire à une seule ville, elle en comprend des centaines. Noyé au milieu d'un ensemble aussi vaste, le citoyen moderne ne voit plus les affaires communes que de loin, de si loin qu'il n'a plus de recours que dans son imagination. Or celle-ci lui représente les choses d'après des partis pris, des préjugés, des principes, un idéal... Suivant la locution populaire, « il se fait des idées ».

Les affaires nationales étaient, sous l'ancien régime, les affaires du Roi, auquel on s'en remettait de gouverner ses peuples comme à Dieu de gouverner le monde; ce qu'il faisait était bien fait. On pouvait souvent demeurer ignorant et passif devant les pages d'histoire qui se tournaient à quelques dizaines de lieues de l'endroit où l'on habitait, — tandis que ces transactions des « hautes sphères » tombent maintenant dans le domaine public. Il est difficile, même si on le voulait, de ne pas en entendre les échos. La politique nationale vient « vous relancer » dans les coins les plus obscurs; chacun s'en occupe, du moins pour s'en affecter, y penser, en parler.

On ne la comprend pas au sens rationnel du mot « comprendre », surtout si on est intelligent, car il faudrait une dose inouïe de présomption, de bêtise et d'ignorance pour prétendre déterminer la voie des intérêts « véritables » de la nation scientifiquement, comme un ingénieur mécanicien fabrique une locomotive avec la certitude qu'elle marchera bien pour

peu qu'on observe dans sa construction les lois de l'expérience et de la logique. On est obligé, ou de ne penser à rien, ou de prendre les principes de ses opinions dans l'ordre irrationnel, affectif, passionnel, qui mérite ici le nom d'idéal.

Il le mérite tout autant alors qu'on croit se trouver en présence de l'intérêt, même le plus matériel.

Des bourgeois bien intentionnés se disent qu'il faut combattre l'antipatriotisme et l'antimilitarisme dans le peuple par des arguments de bon sens bien positif et non par les appels aux « grands sentiments » qui paraissent vagues. Ces gens allaient trouver le travailleur et lui disaient :

— Défends la France pour défendre ton pain. Si tu refuses de te battre, l'Allemand prendra les usines, les charrues, le bétail et les champs ; ouvrier et paysan, vous mourrez de faim.

Il serait dangereux de ne compter que sur la raison « terre à terre » de l'homme simple, car, ne s'inspirant que d'elle, il trouverait une réponse immédiate :

— Il fallait rester en paix. Si on avait commencé tout de suite par faire ce que l'Allemand demandait, il n'y aurait pas eu de guerre; et c'est parce qu'il y a la guerre que l'Allemand veut en profiter le plus qu'il peut en raflant tout.

Comment convaincre ce prolétaire en ne faisant appel qu'à l'intérêt matériel immédiat? Il était bien difficile de lui prouver qu'il aurait eu plus de peine à se procurer vivres, habillements, couvert, si on avait laissé les mains libres à l'Autriche en Serbie, abandonné l'alliance russe, consenti à l'occupation, par les troupes germaniques, de Toul et de Verdun.

Bon gré, mal gré, on devait en arriver à spéculer sur l'avenir, à montrer que, si on cédait une fois à l'Allemagne, il faudrait céder encore, puis toujours, jusqu'au moment où on serait à son entière discrétion.

Mais le « patriotisme économique », celui que l'on propose à qui n'est pas « dupe des sentiments », ne suffit en rien pour repousser la perspective d'une hégémonie telle que la germanique. Étudiez la littérature de guerre et d'avant-guerre consacrée à la puissance allemande, les ouvrages de Jules Huret, Victor Cambon, Lysis, et tant d'autres, vous en

conclurez à une immense supériorité de l'organisation économique allemande sur toutes les autres. Si donc l'intérêt économique prime tout, il fallait s'en remettre au bon vouloir de l'Allemagne, désarmer, — première économie, non négligeable, des dépenses militaires, — puis favoriser la pénétration chez nous des banquiers, industriels, agronomes, savants, commerçants allemands dont le génie organisateur eût suppléé à notre infériorité.

Mais les partisans du « patriotisme économique » répliquaient : « Les hommes d'affaires allemands auraient enrichi l'Allemagne en appauvrissant la France. » Piètres organisateurs alors que ces surhommes teutons ! Ils appliqueraient à leur colonie, la France, ce système qui a si mal réussi à l'Espagne et que nous-mêmes n'avons pas encore tout à fait abandonné : vendre très cher à la colonie ce dont elle a besoin et lui acheter pour rien ses produits, excellente méthode employée par la métropole pour se boucher un débouché dès son ouverture ; prétendre écouler beaucoup de marchandises à un client auquel on retire les moyens de les payer, c'est un rêve interdit à qui possède le moindre sens commercial ; les Allemands, eux, ont ce sens très développé; ils enrichiraient la France, parce que ce serait leur seul moyen de s'enrichir de la France.

Une telle discussion durera indéfiniment tant qu'on ne répondra pas :

— Nous aimons mieux tomber au dernier degré d'indigence que de nous enrichir sous la direction des Allemands.

Voilà le fond de la question. Que le simple soupçon d'une possibilité d'asservissement soit d'abord écarté de notre pensée, et à tout prix ! Le reste ne vient qu'après dans nos préoccupations véritables.

Cette extrême susceptibilité nationale qui se retrouve cachée derrière une foule d'arguments soi-disant « mathématiques », toujours discutables et souvent contradictoires — comme s'ils étaient plus « sérieux » qu'elle — appartient à la catégorie de l'Idéal, d'un Idéal très élevé, très général, très humain ; elle est l'instinct de résistance à l'oppression. Sans elle, il n'y aura pas de liberté dans le monde, car dès que quelqu'un fait le moindre geste qui implique la reconnaissance d'une infé-

riorité, il se trouve aussitôt quelqu'un d'autre pour tenter d'agir en supérieur.

C'est qu'il existe un Idéal contraire : les personnes collectives, comme les individus, non seulement résistent à ce qui les diminuerait, mais tendent à se grandir. Idéal louable quelquefois, car il a gagné à la civilisation d'énormes espaces : l'Amérique, l'Australie, l'Afrique, mais le plus souvent dangereux : il a déchaîné la plupart des guerres.

Les sentiments nationaux d'appétits prédateurs, d'orgueil de la domination, ont beau être immoraux, ils n'appartiennent pas moins, pour la masse des gens, au domaine de l'idéal. C'est tout à fait exceptionnellement que l'individu saura en quoi il bénéficie personnellement d'un succès impérialiste de sa patrie ; il n'a indubitablement à lui, il ne « touche » — dirait-on en style d'intendance — que l'idée du succès, grande joie cependant. Qu'est-ce qu'un pays conquis? C'est un pays où il en coûte plus à l'indigène d'insulter le conquérant qu'au conquérant d'insulter l'indigène. Voilà le seul bénéfice certain d'une annexion par la force : tous les autres peuvent se discuter. On l'a bien vu pour l'Alsace-Lorraine dont il était raisonnable aussi de dire qu'elle apportait à l'Allemagne des charges et des dangers. Mais la majorité des Allemands n'allaient pas en Alsace-Lorraine, ils n'éprouvaient pas pour leur propre compte la satisfaction d'étaler certains sentiments parmi une population contrainte à refréner les sentiments contraires ; ils savaient seulement que ce privilège appartenait à certains de leurs compatriotes ; ils en jouissaient donc en idée, idéalement.

Plus on avancera dans l'ère démocratique et économique, plus s'accentuera cette vision « idéale » des choses de la politique étrangère; non pas que la mentalité humaine s'élève, mais parce qu'il y aura de moins en moins de possibilités de voir autrement. L'interdépendance économique des États, l'imprévu des répercussions produites par les crises commerciales et financières, l'instabilité de la balance entre les intérêts de la consommation et ceux de la production, la diversité des besoins, leur opposition, sans compter les revendications sociales, tout cela ira en croissant. On y verra donc de moins en moins clair, et comme on s'en occupera de plus

en plus, il faudra bien qu'on en juge d'après des principes, des idées d'une très grande généralité. On ne cessera pas, sans doute, de parler de politique « réaliste », « positive », — pure locution, aussi mal appliquée que le serait l'algèbre à la psychologie.

Mais, sera-t-il objecté, il y a des intérêts personnels sous les intérêts nationaux. La métallurgie, ou toute autre industrie française, anglaise, belge, américaine, se résume en un certain nombre d'industriels français, etc... et plus particulièrement de ceux qu'on qualifie de « gros ». C'est en somme l'influence qu'ils ont ou peuvent avoir sur les destinées de l'État que les socialistes appellent le régime capitaliste. Tout en s'appuyant sur des faits certains, l'objection ne porte pas : les gros intérêts particuliers se heurtent entre eux, ceux des industriels à ceux des commerçants et consommateurs dont beaucoup sont non moins gros. La preuve en est qu'à côté des capitalistes flétris par le socialisme, il y a ceux que dénonce le nationalisme; en général, ils s'opposent; les petits et moyens capitalistes ne manquent pas non plus de moyens de pression sur les pouvoirs publics. Un ploutocrate ne saurait avoir un intérêt sans que ce soit celui de bien d'autres, et lui-même n'a que dans un champ très restreint l'expérience directe du contact entre ses affaires propres et les affaires nationales ; dans l'ensemble, il doit se contenter, comme le vulgaire, de « se faire des idées ».

Au surplus, les potentats économiques ne mèneront pas l'État sans créer un courant d'opinion conforme à leurs vues, donc en passionnant la masse des particuliers pour toutes ces grandes questions de liberté nationale, d'impérialisme, d'intérêts nationaux, qui, s'étant éloignées des yeux du citoyen, se rapprochent de son cœur.

Un livre célèbre de Norman Angell porte le titre de *la Grande Illusion*. L'auteur y établit fort bien, du moins à mon sens, qu'on se fait illusion quand on envisage aujourd'hui la guerre comme une opération économique fructueuse. Il n'y a pas lieu de reprendre ici ses arguments. Mais la grande illusion de Norman Angell lui-même c'est de ne pas voir que les biens les plus chers aux hommes sont ceux qui échappent à leur expérience directe, ceux qu'ils ne possèdent que par

la représentation de leur esprit, ceux qui sont un acheminement incertain vers un but hors de portée de la génération actuelle, ceux que précisément on appelle, en langage économique, des illusions.

* * *

La lutte est donc désormais de plus en plus entre ces Grandes Illusions : gloire, puissance, liberté, justice, qui sont aussi les plus grandes réalités, puisque les hommes sont morts pour elles par millions.

Engendreront-elles sans cesse par leur conflit des catastrophes mondiales, ou s'accommoderont-elles en un régime de paix?

Il faut remarquer qu'il y a parmi elles une hiérarchie : la justice est incontestablement à leur tête, car si l'idéal impérialiste et l'idéal d'indépendance s'opposent dans une guerre, jamais aucun belligérant ne se dispense d'invoquer celui de justice. Victorieux cependant, on fait triompher sa volonté sur celle de l'adversaire ; voilà le résultat : une fois acquis, tout le reste ne l'empêchera pas d'être acquis, tout le reste est superfétation. D'où vient donc ce souci d' « avoir raison »?

Il ne s'expliquerait pas si les hommes n'avaient une aspiration, plus ou moins confuse, vers un ordre qui devrait régner entre les États comme entre les membres d'une société régie par des lois, lesquelles à leur tour s'appuient sur une équité, un Droit naturel, universellement reconnus, en un mot, l'aspiration vers une Société des États.

Un instinct qui la contredit coexiste avec elle et la représente comme chimérique ; il répond, dans la pensée inconsciente, à la perception d'un obstacle réel, formidable, qui s'oppose à la fondation de la Société des États : cet obstacle provient d'une différence fondamentale qu'il y a entre une telle société et celle qu'un État forme entre individus : la seconde réunit des millions de membres, la première compterait les siens par dizaines. De là cette conséquence importante : les rapports juridiques — sans lesquels il n'y a pas de lien social — ont été réalisés au sein de la seconde ; en faire bénéficier la

première est une tâche dont les immenses difficultés apparaissent quand on se rappelle dans quelles conditions l'idée de justice exerce un pouvoir de fait.

Il y a bien, certes, une idée de justice telle qu'on puisse la dire inhérente à l'humanité non absolument sauvage, et si répandue que l'on appelle anormales, monstrueuses, les consciences particulières d'où elle paraît absente. C'est à l'unanimité qui se fait autour d'elle que les lois doivent d'avoir de l'efficacité. L'existence même d'une police et de tribunaux suppose qu'ils agissent d'après la conception générale des crimes et des délits, de la morale, du droit, qui inspire les mœurs et par conséquent l'opinion ; on ne voit vraiment pas comment ni pourquoi on réprimerait, par exemple, le vol dans un pays où tout le monde le considérerait comme une action indifférente.

Mais s'il y a une conscience humaine universelle, à quoi bon des institutions judiciaires? Voilà la question que posent Rousseau et ses disciples : entre des hommes naturellement bons, c'est-à-dire d'accord sur le bien et le mal, le juste et l'injuste, ils ne voient pas quelles peuvent être les querelles; concluant donc à l'inutilité de toute force répressive, ils semblent insinuer que si l'on supprimait le gendarme, l'assassin disparaîtrait. Leur erreur n'est pas dans l'appréciation optimiste de la nature humaine, — l'homme est certainement juste, — mais dans l'oubli d'une particularité importante de cette nature : l'individu est « subjectif », doué d'un Moi, et par là de l'impuissance à confondre avec les autres contacts ceux qui se produisent entre lui et le monde extérieur. Aussi, quand il s'agit de sa propre cause, ou, ce qui revient au même, d'une cause amie, juge-t-il tout autrement que dans un conflit entre inconnus qui ne lui inspirent par eux-mêmes aucun sentiment ni de sympathie ni d'antipathie.

Un passionné, un impulsif, parfaitement honnête d'ailleurs, s'attachera avec la même violence au droit et à ce qu'il désire ; s'il y a une contradiction entre les deux, il ne la verra pas, ou elle ne sera pour lui qu'un fantôme; il ne « voudra pas croire », il ne « pourra pas croire » qu'elle existe; ayant une foi impérative en la valeur de ses affections, il ne les laissera pas s'altérer par leur conflit ; de même que le croyant écarte

les doutes sur le dogme comme une tentation mauvaise, il repousse tout soupçon naissant en lui-même sur la non-conformité de ses actes avec sa conscience qu'il veut intègre. Qui n'a rencontré çà et là des échantillons de ce type psychologique? Atténuez-en les traits et vous le trouverez absolument général. L'incohérence morale qui le caractérise se manifeste à un moindre degré en chacun de nous, de temps à autre sinon habituellement. Elle donne au saint lui-même deux poids et deux mesures; à tout le moins les questions de justice où ses affections sont intéressées se distinguent-elles des autres en ce qu'elles réclament de lui un *effort* d'impartialité ; et sa bonne volonté ne rend pas toujours à sa clairvoyance ce que l'amour lui fait perdre. « Moi ! ce n'est pas la même chose ! » Voilà ce que dit implicitement chacun de nous quand il compare son procès au procès identique d'autrui.

La sagesse des nations, ayant reconnu tout cela depuis longtemps, a décrété que nul n'est juge dans sa propre cause. C'est pour cela qu'il y a des tribunaux, beaucoup plus que pour mettre la société à l'abri des individus à conscience mal conformée.

D'autre part, l'homme de la moralité la plus ordinaire a en lui, parfaitement nette, l'idée générale de justice, aussi fait-il un juge très suffisant pour toutes les affaires qui ne le touchent directement ni lui ni les siens. Or ce sont les plus nombreuses, ce sont presque toutes les affaires dans une société, tel un État moderne, qui compte des millions de membres. Il en est ainsi pour chacun de ceux-ci ; de là un effet de masse qui assure une puissance positive (non assurément parfaite ni absolue) à l'idée de justice.

Rien de pareil dans une Société aussi peu nombreuse que le serait celle des États : elle réunirait théoriquement de vingt à trente membres, pratiquement une dizaine, car il n'y aurait que les États prépondérants à mener les affaires communes. Ces grandes personnalités sont douées d'un Moi, ce qui leur fait dire en cas de litige : « Moi ! ce n'est pas la même chose ! » Et comme il n'existe pas d'affaires mondiales où chacune ne soit intéressée, elles sont, toujours et en tout, juges suspects et récusables, comme étant à la fois juges et parties, bien qu'elles puissent adhérer à un idéal commun du

bien. Plus encore que l'individu humain ordinaire, elles sont susceptibles de réaliser ce type de l'incohérence morale qui pratique, avec un aplomb stupéfiant, le contraire de ce qu'il professe, et conserve, en dépit de tout, la foi en la pureté de sa conscience.

Ici, pas d'effet de masse qui permette à des institutions judiciaires de se fonder, qui les soutienne et donne ainsi à l'idée de justice une puissance de fait. Il n'existera jamais entre États considérés comme individualités distinctes.

On ne peut l'espérer que dans un accord d'opinion nationale à opinion nationale.

Il faut donc, avant tout, qu'il y ait dans les États une opinion, et assez forte pour avoir une influence décisive en matière politique, c'est-à-dire que l'État soit démocratique, soit une Nation.

Or la Grande Guerre a rendu universelle cette métamorphose des États en Nations, condition nécessaire du triomphe de l'idéal de justice.

Nécessaire, mais non suffisante, diraient les géomètres : l'opinion représente aussi parfois un Moi impulsif et passionné capable des inconséquences morales les plus déconcertantes.

Surtout quand elle est jeune ! Elle débute souvent dans l'existence par des soubresauts qui la ballottent d'un absolu politique à l'autre. Elle modère ses oscillations en prenant de l'âge, car, à mesure qu'elle se développe, elle se divise; les partis s'émiettent ; c'est une grande gêne pour un gouvernement parlementaire qui se voit interdire par là toute suite dans les desseins, mais en même temps une garantie : quand une tendance d'ensemble se manifestera, il y aura plus de chance pour qu'elle exprime l'aspiration vers quelque chose de général, d'humain ; les opinions nationales ont besoin d'une évolution politique assez prolongée avant qu'elles deviennent capables de s'unir autour d'une notion commune du droit.

C'est pourquoi la Société des Nations ne saurait débuter sans avoir pour noyau cette association, que la Grande Guerre a réalisée, de l'Europe occidentale avec l'Amérique. Partout ailleurs, ces « âmes » collectives qu'expriment les opinions nationales sont encore incertaines.

***

Les Alliés de l'Ouest ont dû pratiquer la solidarité économique non moins que la militaire, et il faudra qu'ils continuent longtemps encore. Et ils seront obligés de tenir compte de l'interdépendance qu'il y a entre eux et l'Allemagne, ne fût-ce que pour en obtenir les réparations nécessaires.

On peut se demander en quoi les chances de paix stable sont modifiées du fait que les dommages graves subis par un belligérant ont leur répercussion chez son ennemi et dans le monde entier, pour peu qu'il s'agisse d'une collision sanglante entre États économiquement développés.

Or depuis que l'humanité est entrée dans l'ère économique, l'intérêt économique de la guerre a complètement changé : il n'existe plus *en soi* par le profit qu'apporte une conquête ou une indemnité pécuniaire, car, tout compte fait, l'opération se solde en perte [1]; tout au plus apparaît-elle comme une spéculation hasardeuse.

Il n'y a plus qu'à la paix que soit attaché le véritable intérêt économique *en soi*, j'entends celui qu'indique le calcul, tout sentiment mis à part. C'est cependant un motif rationnel de guerre quand on se croit assez fort pour devenir, par la victoire, le gendarme du monde : on restera seul armé parmi des États désarmés. Paix romaine, avec Berlin en guise de Rome ; ce rêve n'avait rien d'utopique de la part de l'Allemagne. Elle disait bien à qui voulait l'entendre : « Comment aurais-je été assez absurde pour déchaîner la guerre, interrompre l'essor de ma prospérité industrielle et commerciale, chercher, au prix d'une dépense effroyable en vies et en argent, des profits que la paix m'assurait automatiquement? » Un pareil argument ne valait rien pour l'innocenter : elle était fondée raisonnablement à compter mettre la France hors de cause et la paralyser de telle sorte qu'aucune résistance à la politique germanique ne fût plus désormais possible en Europe ; c'était une assurance de paix durable sous l'organisation commerciale et industrielle allemande. But économique

1. Si l'on cite la guerre de 1870, il faut faire entrer en ligne de compte tout ce que l'Allemagne a perdu comme concours financier de la France ; elle n'est entrée d'ailleurs que vers 1890 dans l'ère économique.

dont on ne saurait exagérer l'importance ; les plus gros sacrifices consacrés à l'atteindre étaient un placement hors ligne. On ne l'a pas assez dit : *l'Allemagne jouait sur le velours*; son gain possible — la paix durable par l'hégémonie — n'était accessible qu'à elle seule ; il n'y avait que ses alliés et ses adversaires qui courussent des risques mortels ; et la victoire de l'Entente, toutes réparations effectuées, laissera la France aussi épuisée économiquement que l'Allemagne dont les usines devront fonctionner à pleine puissance, si l'on veut qu'elle paye, puisque le paiement sera prélevé principalement sur leur travail.

Mais le cas de l'Allemagne est unique ; tant qu'il ne se représentera pas, la guerre sera une mauvaise spéculation économique.

Ce qui fait croire le contraire, c'est que la guerre prend un caractère de plus en plus économique dans ses moyens : elle nécessite, pour être soutenue, l'emploi intensif de toutes les ressources d'une nation : matières premières, transports, agriculture, métallurgie, usines de produits chimiques... ; elles ne seront jamais trop grandes. On considérera leur augmentation comme un intérêt vital, et l'on voudra prendre des mines de charbon, de fer, de pétrole, etc. Si l'on recherché, par la guerre, de telles acquisitions, on fait alors la guerre en réalité pour la prochaine guerre et non pas en vue d'une paix mieux assise, car, en temps de paix, le charbon, le fer, le pétrole du voisin sont aussi bien à vous qu'à lui : vous n'avez qu'à les payer ; il les paie le même prix que vous ; si vous les payez plus cher, c'est vous et non pas lui qui les aurez chargés de droits de douane.

Les libre-échangistes disent : — Établissez le libre-échange et vous aurez la paix stable. — Ils ont certainement raison au point de vue d'une bonne gestion de la planète par l'humanité. Dans l'ensemble, rien de plus absurde que le protectionnisme qui vous oblige à donner vingt francs de ce qu'on vous offre pour dix. Absurde si la paix doit toujours régner, mais il peut y avoir la guerre ! et on répondra aux libre-échangistes : — Vous mettez la charrue avant les bœufs : supprimez d'abord la guerre, et il n'y aura plus aucun inconvénient à établir le régime de la porte ouverte. La France

n'a-t-elle pas couru les plus grands dangers parce qu'elle avait laissé à l'Allemagne le monopole de la fourniture de certains produits chimiques?

C'est un cercle vicieux, cas particulier de celui qui a rendu insoluble jusqu'ici le problème de la paix stable : on prend des garanties en vue de la guerre possible, mais comme elles sont toujours prises aux dépens de quelqu'un, elles inspirent toujours à quelqu'un des désirs de revanche, elles constituent des causes de guerre. Si, d'un autre côté, on fait preuve de désintéressement, on tente l'adversaire éventuel qui, le moment venu, profitera de votre infériorité, et c'est aussi une cause de guerre.

Par là, l'ère économique n'a pas apporté de grands changements. Si d'un côté elle fait hésiter davantage devant les aventures sanglantes, elle augmente d'autre part la valeur des garanties de sécurité et par conséquent la convoitise qu'on a.

Il y a cependant une amélioration du fait de la solidarité économique entre les États développés : elle existera aussi longtemps qu'eux, et sans s'affaiblir un seul jour ; elle est donc plus forte que leurs sursauts de passion, et agit dans le sens de la paix stable.

Je me bornerai à ces généralités sur l'évolution des causes de guerre. Pour entrer dans les détails, il faudrait vivre à une époque où les formes du présent soient plus distinctes, ce qui permettrait de spéculer raisonnablement sur leur prochain avenir. Or la fin de la Grande Guerre ne nous ramène pas le plein jour. C'est une aube des temps, mais brumeuse. Les brouillards ne se lèveront pas avant des années. Que verra-t-on alors? Quel qu'il soit, le décor apparu semblera ancien, et il faudra bien des années encore avant que l'on sache en discerner les aspects nouveaux.

JULES SAGERET

LES LETTRES ET LA VIE

Malgré son titre, *l'Énergie spirituelle* [1], que vient de publier M. Henri Bergson, n'a aucun rapport avec ces manuels de conduite pratique : *l'Art d'être viril, l'Art de dominer, l'Art de vaincre la timidité,* en vente, depuis quelques années, aux étalages des libraires.

Ce sont bel et bien des corollaires, des *parerga et paralipomena* de la philosophie bergsonienne — mais se présentant sous quel aspect modeste et rassurant ! Des essais, des conférences, des causeries — bref, l'air d'un bon petit recueil de bergsonisme cordial et édulcoré à l'usage du grand public. Mais approchez un peu, pour voir !

Sans doute je n'ignore pas que, pour beaucoup de mondains et même de mondaines, la lecture de M. Bergson n'est qu'un jeu d'enfant. « Savez-vous, me disait récemment, avec une admiration un peu irritée, un vieux Parisien, savez-vous que je rencontre à chaque instant dans le monde des « poules » qui prétendent lire couramment Bergson ! »

Je ne mets pas le fait en doute, car il n'a rien d'invraisemblable, lire étant une chose, et comprendre ce qu'on lit une autre. Ainsi il y a une traduction de *l'Égoïste,* de Méredith, dont toutes les phrases sont correctement composées et se suivent dans un ordre normal. J'ai bien souvent ouvert cette traduction, j'en lisais des pages et des pages. Et je n'y ai jamais compris un mot.

1. In-8. — Alcan.

Pour ma part, en ce qui concerne M. Bergson, j'ai frayé avec pas mal de philosophes assez durs, et je crois pouvoir affirmer cependant que M. Bergson est un des plus durs parmi les plus durs.

Une des premières difficultés dont se hérissent ses textes, c'est l'usage continu du dialecte philosophique, qui constitue déjà, je ne vous l'apprends pas, un dialecte aussi différent de la langue coutumière que le tatar ou le mandchou. Les mots n'y offrent aucun caractère d'extranéité, mais sont employés dans une acception si particulière et si conventionnelle, qu'un profane mal entraîné essaierait vainement d'en saisir le sens. Pour aider les débutants dans ce dialecte, on en est même venu à publier un vocabulaire spécial où les termes philosophiques ont leur traduction en langue française.

Mais ce qui, chez M. Bergson, corse encore ces difficultés, c'est l'addition constante d'un dialecte individuel au déjà si obscur dialecte philosophique courant. Autrement dit, lorsque les vocables que lui assure cet idiome ne suffisent pas à l'expression de sa pensée, M. Bergson ou bien en institue de nouveaux ou bien attribue aux anciens un sens à lui strictement personnel, greffant sur la terminologie métaphysique de jadis une sorte d'espérantisme bergsonien ou de volapukisme bergsonien, qui pour aisé qu'il paraisse aux « poules », ne va pas sans causer maint casse-tête aux simples lecteurs réfléchis. Figurez-vous un télégraphiste bouleversant à sa convenance tout le code Morse et vous envoyant là-dessus toute une série de sans-fil soignés ; vous aurez une idée approximative de ce qui se passe quand M. Bergson se trouve au départ du développement philosophique et le lecteur à l'arrivée. Conscience, perception, sensibilité, esprit, matière, il n'est presque pas un seul des termes fondamentaux de la métaphysique que M. Bergson n'ait reforgés sur son enclume privée, façonnés et repliés selon les contours de modèles exclusivement réservés. Et loyalement d'ailleurs, il en fait l'aveu. « Nous-même, écrit-il par exemple, dans un travail antérieur, nous avons pris les mots « réalisme » et « idéalisme » dans un sens assez différent du sens usuel. » Vous aviez déjà eu quelque peine à pénétrer ce sens usuel. Pour

comprendre M. Bergson, il vous faudra en sus connaître le sens bergsonien. D'où souvent, toute une éducation à refaire !

Heureusement, néanmoins, avec un peu d'habitude des spéculations philosophiques, cette éducation se refait assez vite. Et sans lire le Bergson aussi couramment que les volatiles ci-dessus mentionnées, on parvient, tant bien que mal, à se débrouiller dans les arcanes dont le maître aime à s'envelopper.

Témoin le volume qui nous occupe, et où il m'a bien semblé que M. Bergson s'appliquait à résoudre le vieux problème des rapports du physique et du moral.

Mais vous pensez qu'un esprit si original n'abordera pas ce problème en partant des données fournies par ses devanciers. Il le reprendra à pied d'œuvre, du point de vue uniquement bergsonien, et commencera par une définition de la conscience, selon la doctrine rigoureusement bergsonienne.

Vous n'ignorez pas que pour M. Bergson, la conscience tout entière presque se réduit à la mémoire. M. Bergson nie le présent. C'est à la fois un prophète du passé et un prophète de l'avenir. Comment se définira donc pour lui la conscience? Oh ! bien simplement : « Un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un pont entre le passé et l'avenir. »

Pourquoi ces cris? Vous venez de vous brûler avec votre cigarette? Et après? Vous en avez éprouvé une douleur cuisante? Et encore? Cette douleur persiste? Qu'en concluez-vous? Que la perception de ce premier choc et la perception de cette douleur persistante ne constituent pas des phénomènes de conscience passés ou futurs, mais des faits de conscience, hélas ! beaucoup trop présents ? Soit, demeurez dans ces grossiers sophismes, mettez de la fécule sur votre brûlure et n'en parlons plus. Vous n'entendrez jamais rien aux beautés de la philosophie bergsonienne.

Car si je veux ajouter que, d'après M. Bergson, la caractéristique, la fonction de la conscience est de choisir, — de rejeter certaines impressions, de s'emparer de certaines autres, vous m'objecterez que le choix implique la liberté, que M. Bergson n'a pas, et pour cause, prouvé la liberté, et nous n'en finirons plus.

Alors je vous conseille plutôt de feuilleter le volume, et

d'y lire ce que vous y comprendrez sûrement : une foule de pages profondes ou fines sur la différence entre le plaisir et la joie, sur les rêves, sur les phénomènes de télépathie. Vous sauterez ce qui précède ou suit, et du reste vous tirerez le plus vif agrément, M. Bergson étant l'écrivain et l'observateur le plus élégant, le plus ingénieux, dès qu'il abandonne la doctrine pour se pencher sur la vie réelle.

Et les rapports du physique et du moral? me demanderez-vous. Vous tenez absolument à être fixés là-dessus. Eh bien, attaquez-vous à deux des chapitres du livre : *l'Ame et le Corps* et *le Cerveau et la Pensée*. Ce sont incontestablement les meilleurs, les plus neufs du recueil. Non que M. Bergson, sur les rapports entre l'un et l'autre, nous apporte une solution définitive, une explication plausible. Mais du moins, avec une force singulière, il démontre la fragilité, pour ne pas dire la puérilité des dogmes officiels sur ce problème.

Jusqu'ici, en effet, on se contentait de noter le parallélisme des phénomènes cérébraux et des phénomènes mentaux : le cerveau d'un côté qui vibre, et de l'autre par choc en retour la pensée qui perçoit et agit. Puis, de la simultanéité on concluait à la transmutation — d'un accord dans le temps à une sorte d'identité entre les substances, quand justement l'écrasant, l'éternel mystère, c'est la transformation de ces vibrations matérielles en vibrations de conscience.

Aujourd'hui, après les vigoureux coups de pioche de M. Bergson, il ne subsiste plus une pierre du pont illusoire jeté sur l'abîme entre les deux pôles de l'humaine nature. Pour les rejoindre, pour expliquer leurs secrètes transactions, il faudra trouver autre chose. Mais quoi?

M. Bergson ne nous le dit pas. Et comment pourrait-il le dire? Il a accompli son office de philosophe qui consiste à dénoncer l'erreur de ses devanciers. Ce qu'on appelle la philosophie n'a jamais fait plus. Par quel miracle ferait-elle jamais davantage?

Avez-vous, du reste, réfléchi sur ce qu'était un philosophe et sur l'étrangeté de sa profession ou, si vous préférez, de son art? En général, le philosophe, à l'origine, c'est un élève excellent, qui, dès la classe de philosophie, a « mordu » au

genre, montré pour les questions métaphysiques des dispositions précoces. Ses professeurs le louent, l'encouragent. Le voilà licencié, agrégé, maître à son tour. Supposez-le doué de l'esprit le plus méditatif, le plus distingué, le plus autonome, allons plus loin, mettons que ce soit un esprit supérieur. Au total, nous n'avons qu'un homme — c'est-à-dire un être aux moyens limités, aux horizons bornés par la réalité, et sans aucune communication directe ou indirecte avec l'au-delà. C'est pourtant ce faible humain qui assumera la charge de dévoiler tous les mystères de nos destinées, de prononcer sur tout l'insoluble et tout le caché de l'univers, de dire le mot de toutes les énigmes que, depuis l'aube du monde, l'humanité s'acharne vainement à percer...

Le premier de ces spécialistes, le premier qui se détache de la science pour pratiquer isolément la philosophie, Socrate, sent tellement l'énormité de son audace qu'il éprouve le besoin de faire avaliser ses affirmations par une puisssance supraterrestre. Il se dit inspiré, guidé par un petit dieu personnel, un « daimôn » tout à son service. Comme cela, d'abord le public est mis en confiance, et puis, si les faits viennent à contredire la doctrine, on pourra toujours rejeter la faute sur le « daimôn ». C'est à la fois modeste et pratique, et ça donne une certaine autorité.

Le « daimôn » ayant mal réussi à Socrate, ou ses successeurs se jugeant assez forts pour parler en leur propre nom, l'usage du petit dieu tombe en désuétude. Seulement qu'arrive-t-il? C'est que désormais les philosophes passeront leur carrière soit à développer les doctrines de leurs prédécesseurs, soit à les amender en les censurant. D'Aristote jusqu'à Nietzsche suivez la chaîne, vous ne rencontrerez que des rafistoleurs ou des destructeurs de systèmes.

Et le bilan de tous ces siècles d'efforts, vous le connaissez. En morale, quelques remarques justes, mais auxquelles les préceptes religieux de tous les temps eussent largement suppléé, en cas de nécessité. En logique, quelques heureux perfectionnements des méthodes scientifiques.

Mais la métaphysique, c'est-à-dire ce qui forme l'essentiel, le but suprême, la raison d'être de la philosophie, quelle faillite ! La métaphysique n'a que quelques problèmes à résou-

dre. Passez-les en revue et voyez ce qu'on nous a appris à leur sujet.

Nature de l'âme, nature de la conscience — néant. Rapports du physique et du moral — néant. Liberté, volonté — néant. Perception du monde extérieur — néant. Survie ou anéantissement de l'âme après la mort — néant. Destinées originelles et futures de l'homme, de la création — néant.

Quel est l'art, quelle est la science qui ne se rebuterait pas après des siècles de pareils échecs? La philosophie, elle, ne renonce pas. Même à notre époque de science, elle s'obstine. Dans nos collèges, dans nos facultés, la métaphysique continue à tenir ses assises et à promulguer ses verdicts. Un instant elle paraissait s'orienter vers la critique historique des systèmes antérieurs, pour dorénavant s'y confiner. Ce n'a été qu'une fugitive apparence. Bientôt sur les systèmes défunts des systèmes non moins arbitraires se sont remis à germer. Et particularité extraordinaire, sans jamais se heurter à l'incrédulité.

De tout temps, les religions ont suscité des iconoclastes. De tout temps, le Ciel a vu se dresser contre lui le poing des impies. Le XVIIIe siècle tout entier s'est épuisé à discréditer, à déchiqueter, à pulvériser les écritures saintes.

Plus favorisée, la métaphysique a toujours ignoré ces révoltes ou ces profanations. Les leçons succèdent aux leçons, les professeurs aux professeurs, les systèmes aux systèmes, les assertions incontrôlables aux hypothèses invérifiables. Et pas une fois, dans nos plus hautes écoles, même dans l'élite de nos étudiants, personne qui se soit levé pour poser au maître cette brève question : « Qu'en savez-vous? »

Eh bien, cette immutabilité, cette infrangibilité de la foi métaphysique, après une telle succession de « ratés » que ne coupèrent jamais un succès net, une précision acquise, une solution franche, que voulez-vous, moi, cela me dépasse. Il y a vingt-cinq ans, au sortir des études, je ne pouvais me retenir d'en écrire ma stupeur. Et maintenant encore, chaque fois que j'y pense, je me sens rajeuni de vingt-cinq ans.



Je vous signalais, il y a quelques mois, à propos de certains écrivains de guerre, la contradiction des tendances sociales que les hostilités avaient inculquées à ces auteurs ; la guerre ayant tantôt rallié des fils de bourgeois au communisme et à l'internationalisme, tantôt converti des révolutionnaires ou des internationalistes aux principes d'ordre et de conservatisme. Je mettais « tendances sociales » pour ne pas mettre tendances « politiques ». Mais je ne gardais que peu d'illusion sur la portée de cet euphémisme, étant bien sûr que, dans leurs œuvres futures, les intéressés continueraient infailliblement à accuser les opinions contractées par eux, soit au front, soit à l'arrière. Or, il se trouve que la réalité a devancé mes prévisions, puisque, sans parfois même attendre le volume, les écrivains en question et leurs camarades ont éprouvé le besoin de professer publiquement leurs convictions et de s'organiser en partis nettement déterminés selon des programmes nettement opposés.

La première de ces manifestations, due à l'initiative de M. Romain Rolland, s'est produite sous la forme d'un ardent appel adressé à tous les intellectuels du monde civilisé, en vue d'obtenir leur concours pour établir entre les peuples l'universelle entente et l'universelle concorde. L'intention ne semblait pas mauvaise, mais elle ne paraît pas avoir fait recette, gâtée qu'elle était par la présence, parmi les signataires, de quatre ou cinq écrivains allemands.

Le voisinage de ces messieurs, en effet, n'avait guère de quoi plaire aux écrivains français ou étrangers qui ont conservé contre l'Allemagne une haine et une rancune dont l'apaisement n'est pas pour demain. Et puis, ressentiment et chauvinisme à part, il n'y avait rien de bien flatteur à coudoyer, sur la même liste, des gens issus d'une nation qui l'an dernier encore proclamait comme dogmes sa suprématie foncière sur toutes les races de l'univers et le droit d'imposer cette suprématie à l'humanité entière, par les pires ressources de la force. Si modeste qu'on fût, l'idée de fraterniser avec des surhommes tellement imbus de leur supériorité, ne promettait pas beaucoup d'agrément.

Enfin, à supposer que les signataires allemands eussent, par une rare exception, répudié l'odieux pangermanisme, on ne pouvait s'empêcher de remarquer qu'ils avaient mis bien du temps à publier cette aversion.

Obscurs pour la plupart, les cinq années de guerre leur avaient offert mille occasions de se distinguer aux côtés de Liebknecht, en protestant, au nom du droit et de l'humanité, contre les crimes de leur gouvernement ou de leurs armées. Or loin de là, à l'inverse de Liebknecht, ils avaient gardé devant ces scélératesses le silence le plus déférent. On notait également l'heureuse chance qui, par la suite, leur avait épargné de mourir pour leurs idées comme Liebknecht ou quelques autres. Et l'on en venait nécessairement à se demander si leur brusque explosion de tendresse humaine était le cri de consciences opprimées ou le fruit de notre victoire.

Vous concevez alors le peu d'empressement de nos auteurs à interpréter la cantate pacifiste de M. Romain Rolland en compagnie de choristes si improvisés. L'œuvre en soi était peut-être excellente ; mais, comme il arrive aux meilleures pièces, elle a pâti d'une erreur d'affiche.

L'association tentée par M. Romain Rolland visait à réunir les écrivains de tous les pays. Plus restreints, mais plus importants et plus durables semblent deux groupements récents qui se sont recrutés exclusivement parmi les auteurs français. Le premier a pris pour nom *Clarté*. Le second, quoique n'ayant pas adopté encore de titre officiel, pourrait s'intituler *Intelligence*, puisqu'une des fins qu'il s'assigne c'est « la défense de l'intelligence », et particulièrement de l'intelligence française.

Clarté a débuté par un manifeste-programme, des plus véhéments.

Intelligence a riposté par un manifeste-programme dont la véhémence n'avait rien à envier à celle de ses antagonistes. Ces deux manifestes sont d'une lecture fort intéressante. Cependant, pour en prévoir le contenu, il eût suffi de se reporter à la liste des premiers signataires. Parmi ceux du manifeste *Clarté*, tous les écrivains internationalistes et

révolutionnaires, suivis de quelques auteurs d'un socialisme moins coloré, mais de tendances démocratiques nettement marquées. Parmi les signataires du second, même progression dans les opinions inverses. Bref, d'un côté presque toute la littérature de gauche, de l'autre presque toute la littérature de droite. Et, comme dans les deux camps, loin de borner l'action aux régions littéraires, on se propose de la porter dans les luttes publiques, c'est en somme non seulement la politique qui s'installe dans la littérature, mais la littérature qui s'engage dans la politique.

Si soudain que paraisse ce schisme, et si nouveau dans les lettres françaises, il n'étonnera que les non initiés. En réalité, il couvait secrètement parmi nous depuis des années et la guerre n'aura fait qu'en hâter l'éclosion. A certains égards même, mieux vaut peut-être qu'il ait pris corps officiellement, car à connaître la couleur des écrivains, le lecteur pourra mieux discerner, dans les éloges ou dans les blâmes, la part qui revient à l'esprit de parti. Il en résultera sans doute plus d'âpreté dans les mœurs littéraires, mais dans le public plus de clairvoyance, donc plus d'équité. Et si par hasard cette scission tournait finalement au détriment des lettres, à quoi servirait de se lamenter, en invoquant le bon vieux temps où la littérature planait au-dessus des tourmentes sociales? Ce temps n'est plus, un autre commence ; et comme rien n'en empêchera le cours, le plus sage sera de s'en accommoder.

En ce qui me concerne, inutile d'ajouter que je ne me suis affilié à aucun des deux groupes; mais, si vous voulez savoir les raisons de mon abstention, je ne vois nul inconvénient à vous les dire :

1° Je n'ai jamais fait partie d'aucune ligue. Soit manque de discipline, soit manque d'humilité, je n'ai jamais pu me résigner à abdiquer entre les mains d'une collectivité l'expression de ma propre pensée. Et ce n'est pas à mon âge que je vais commencer.

2° Quoique ma franchise ici vous ait souvent montré, je crois, que je n'étais pas « l'ami de tout le monde », j'aurais eu peine à choisir entre les deux manifestes, tant, dans chacun, je trouve de choses justes, sensées et généreuses. Mais de chacun d'eux je me sentais autant écarté par certaines décla-

rations qui m'y choquent. Comment suivre le groupe *Clarté* quand il accuse en bloc tous les écrivains de droite d'avoir « dégradé » la pensée française? Et comment approuver le groupe *Intelligence* quand il ne voit dans les écrivains de gauche qu'un amas de « malheureux » et de « bolcheviks » asservis à l'Allemagne pour réaliser la déchéance française? En regard de ces violences, je n'avais qu'à évoquer, dans chaque camp, les belles œuvres, les belles pages des signataires, pour que, même sur le point de signer, la plume me tombât des mains.

3º Enfin, à défaut des exigences de mon instinct littéraire, il y avait à sauvegarder ici l'indépendance de mes jugements; et c'eût été fait d'elle, si je m'affiliais à l'un ou à l'autre des groupes. Or, tant par goût que par devoir professionnel, je désire la préserver de toute atteinte.

Le jour où l'actualité me conduira à parler de tels ou tels écrivains de droite ou d'action française, j'entends rester libre de dire le bien que j'en pense ou les défauts que j'y trouve, sans que le lecteur soupçonne, selon le cas, une courbette à *Intelligence* ou une concession à *Clarté*. Et de même s'il m'arrive de louanger M. Barbusse ou de critiquer MM. Dorgelès et Vaillant-Couturier, pour qu'éloges et critiques portent, il ne faut pas que les uns viennent d'un adepte de *Clarté*, les autres d'un féal d'*Intelligence*.

Voilà telles quelles toutes mes raisons, dont la dernière fut sûrement la prédominante. Je ne me dissimule pas d'ailleurs ce qu'elle pourra m'aliéner de sympathies ou d'appuis chez les deux partis. Mais, dans les lettres comme dans la vie, l'indépendance est un luxe coûteux; et si on le veut, on doit savoir faire quelques sacrifices.

* * *

Cette double vague de politique, il faut cependant le dire, n'a pas encore submergé en entier le monde des lettres, où l'on continue paisiblement à s'occuper des problèmes littéraires. Jamais même la floraison de ces problèmes n'a été plus exubérante que depuis la conclusion de la paix. Ce ne sont partout qu'enquêtes et contre-enquêtes sur ce que sera la

littérature prochaine, sur les changements qu'y aura apportés la guerre, sur les destinées de l'art de demain et notamment sur le point de savoir si nous aurons un art moins mandarinesque, moins mondain, plus rapproché du peuple, enfin lâchons le grand mot : un art social?

Ce dernier problème doit être assez difficile à résoudre, car, si ma mémoire ne m'abuse pas, voilà bien une vingtaine d'années, sinon plus, qu'on nous le pose environ tous les ans. Et ce ne sont pas les termes dans lesquels on nous le soumet, qui aident beaucoup à la solution. Généralement on s'abstient de nous dire en quoi consiste au juste cet art social, réclamé par la démocratie, et c'est peu à peu qu'on se l'imagine comme reflétant à la fois les mœurs populaires et formulant les desiderata du peuple ; une sorte de macédoine où alterneraient la peinture des prolétaires et les cahiers de leurs revendications sociales.

Ainsi envisagé, la guerre aura-t-elle été favorable ou non à l'art social? Et parce que durant cinq années, la vie de tranchées les mêla au peuple, nos écrivains vont-ils céder à une nostalgie d'aristocratie ou au contraire s'ingénier à contenter leurs camarades d'hier? Comme toujours en matière littéraire, je crois ici bien plus aux hasards de l'initiative individuelle qu'aux efforts concertés des groupes. Social ou non, l'art prémédité, l'art qui s'achemine dogmatiquement vers un but officiellement fixé, et par des voies tracées à l'avance, a rarement donné du bon. Au contraire, un talent hors pair mais inconscient de sa force et allant au gré de l'inspiration, une personnalité heureusement douée et qui invente, sans le savoir, à mesure qu'elle écrit, voilà de beaux livres qui naissent, parfois des chefs-d'œuvre — un genre qui grandit, crée des adeptes.

Tout me porte à penser que l'art social, s'il doit fleurir en littérature, suivra le même sort. Il ne devra pas sa prospérité aux théories ou aux programmes. La fortune lui viendra d'écrivains supérieurs, dont les œuvres et le succès feront date et école.

Mais, déjà bien avant la guerre, ne possédions-nous pas des auteurs qui, sous le rapport d'un art populaire sinon social, répondaient à ce brillant signalement? Je vous en

citerai tout au moins deux que des livres récents viennent de remettre en vedette : M. Pierre Hamp et madame Neel Doff.

Quels cas singuliers que celui de M. Pierre Hamp et celui de madame Neel Doff ! Voilà deux écrivains qui comptent parmi les plus personnels et même les plus puissants de notre époque. Ils n'ont contre eux ni l'ésotérisme qui éloigne, ni l'obscurité qui rebute. Par les sujets comme par la forme, ils sont nets, directs, émouvants. Ils possèdent toutes les qualités pour plaire au lecteur. Et cependant le grand public les ignore presque totalement. Le public lettré les estime et les goûte, certes, mais sans ferveur, avec cette discrétion qui tient plus de l'équité que de l'emballement. Quant à la presse, c'est à peine si elle sait leurs noms. M. Pierre Hamp est un journaliste remarquable, madame Neel Doff une conteuse de premier ordre. Leur collaboration aux journaux s'est néanmoins bornée pour M. Pierre Hamp à quelques articles dans les feuilles socialistes, pour madame Neel Doff à quelques contes dans feu *Comœdia*... Et tous les jours, vous rencontrez des directeurs de gazettes se plaignant « qu'il n'y ait personne » ! ! Resteraient alors pour rendre pleine justice à M. Hamp et à madame Neel Doff, les salons, c'est-à-dire les milieux mondains où l'on se pique de priser les auteurs dernier cri et dernier bateau, de connaître le fin du fin de notre mouvement littéraire. Mais nul n'ayant informé les salons qu'il était de bon ton d'admirer M. Hamp et madame Neel Doff, les salons ne lisent ni l'un ni l'autre. De sorte que M. Hamp et madame Neel Doff ne sont même pas à la mode !

Y seront-ils un jour? J'en doute. Car, lorsque je vous disais qu'ils avaient tout pour aller au public, j'oubliais ce qui les sépare et les séparera peut-être toujours de certains lecteurs : leurs origines, leur classe de naissance, et tous les sentiments comme toutes les idées qu'ils en gardent. « Je veux être peuple ! » choisissait jadis La Bruyère. L'alternative de l'être ou de ne pas l'être ne s'est probablement jamais posée, ni pour M. Hamp, ni pour madame Neel Doff. Peuple, tous deux le sont dans le sang, dans les moelles, dans leurs remarques, dans leurs élans, dans leurs gaietés, dans leurs

rancunes; et jusque dans leur écriture, jusque dans leur talent, c'est le pur accent plébéien qui sonne.

M. Pierre Hamp a, m'assure-t-on, débuté par l'atelier. Il y était, je crois, quelque chose comme contremaître; et, même entré dans les lettres, il est demeuré inspecteur d'usines, conservant un contact journalier avec ses camarades de jadis. Son style se ressent de ces débuts comme de ces fréquentations. Ce n'est pas celui d'un jeune bourgeois formé par le lycée ou les facultés. Ce n'est pas davantage celui d'un primaire se haussant, à force de lectures, jusqu'au beau langage. Ce serait plutôt un style empirique — pour parler comme à présent — forgé instinctivement par l'auteur à la mesure de ses sentiments, selon le tour de ses idées, et visant beaucoup moins le bien dire que le tout exprimer. Une forme parfois en contravention avec la syntaxe, souvent rocailleuse et abrupte, mais tordue et façonnée d'un poignet vigoureux qui sait ce qu'il veut et manie la plume comme le marteau ou la varlope. Ajoutez des vocables du cru, des emprunts au patois du Nord, les ironies à la fois patelines et mordantes de là-bas, qui donnent aux récits de M. Pierre Hamp toute la rêche saveur du genièvre — du « genieff » comme on dit au pays du Petit Quinquin. Et vous aurez une idée sommaire de ce ton ultra-personnel.

Il ne fallait à M. Hamp rien moins que ces coloris nouveaux pour venir à bout de l'immense fresque qu'il a entreprise et dont le titre général vous indiquera le sujet : *la Peine des Hommes*[1]. Et vous avez deviné, je suppose, que ces hommes n'étaient autres que les hommes du peuple.

Germinal, l'Assommoir, pour ne nommer que des livres célèbres, avaient auparavant tenté cette peinture. Mais lisez de M. Pierre Hamp deux petits ouvrages : *Marée fraîche* et *Vin de Champagne*, et vous sentirez toute la différence entre l'écrivain bourgeois, fût-il génial, qui ne connaît le peuple que par étude, par application et quelqu'un qui en a été, qui en est encore et partagea la vie qu'il décrit. Depuis lors, M. Pierre Hamp nous a donné de beaux romans comme *le Rail, l'Enquête, Vieille histoire*, des *Contes* où les mœurs de ses concitoyens sont retracées avec une fermeté

1. Éditions de la *Nouvelle Revue Française*.

et une belle humeur dignes de nos meilleurs conteurs; il vient de publier récemment *les Métiers blessés*, où l'héroïsme et le martyre des populations ouvrières du Nord, pendant la guerre, nous sont dépeints en des pages pantelantes d'émotion et de colère. Mais dans aucun de ces livres, M. Hamp n'a surpassé les dons et la manière originale qu'il attestait dans ces deux petites brochures de début.

Marée fraîche, c'est l'histoire d'une sole, oui, d'une pauvre petite sole, depuis le moment où on la pêche en pleine mer, jusqu'à celui où on la sert sur la table d'un grand cabaret. Seulement, que de souffrance humaine entre le départ et l'arrivée! Pêcheurs, mareyeurs, trimardeurs, hommes, femmes, enfants, la pluie, le froid, les attentes sans fin — pour aboutir à des croquis de grande vie aussi acerbes que des Forain. Et c'est la même odyssée pour un magnum, que l'histoire de *Vin de Champagne*. Encore l'interminable série des tourments d'autrui qui nous procurent le plaisir.

Mais dans tout cela rien de didactique, rien de déclamatoire. Rien d'un apologue moral et rien d'un libelle anarchiste. Des personnages, des portraits, des faits entremêlés à des chiffres, à des statistiques, car, chez M. Hamp, le technicien ne perd jamais la carte et appuie ses dires de preuves sérieuses. Puis, soudain, par contraste, le drame qui se révèle, la leçon qui surgit, tout l'abîme qui se découvre entre tant de peines pour si peu de salaire et tant de jouissances faciles sans effort.

Les ambitions de madame Neel Doff sont moins amples que celles de M. Pierre Hamp. Elle est femme, et, comme presque toute femme qui écrit, elle ne sait guère que se dire elle-même. Ses trois livres, *Jours de Famine et de Détresse*[1], *Contes farouches*[2], *Keetje*[3] ne sont que des confessions. Madame Neel Doff nous y conte son aventure, qu'on résumerait en quatre mots : elle a eu faim.

Knut Hamsun, sous ce titre, *la Faim*, a écrit un livre très dramatique. Mais, par le dispositif des épisodes, par le soin de la composition, on sent sous cette pseudo-autobio-

1. Fasquelle.
2 et 3. Ollendorff.

graphie, l'auteur, le romancier. Chez madame Neel Doff nulle trace analogue de métier. On a l'intuition que de si affreuses souffrances ne s'inventent pas, que l'imagination même la plus féconde n'ourdirait pas de tels détails.

Le style dans sa nudité a un prodigieux relief. Telle remarque, telle description, tel cri, telle réplique feraient envie aux plus vieux routiers du conte. Il y a dans ces récits tragiques une ironie presque constante, le sourire qui brille presque toujours sous les larmes. Mais l'impression dominante qu'on en éprouve, c'est une pitié mêlée de remords et comme une participation aux douleurs qu'on lit — le cœur qui se serre et l'estomac qui se pince.

Tous les contes de madame Neel Doff se passent parmi les miséreux des grandes villes de Hollande ou de Belgique. Là le souci de tous : père, mère, gamins et petites filles, consiste à pouvoir manger. Oh ! pas des balthazars, je vous prie de le croire. Pas même « manger » au sens usuel du repas. Simplement assouvir un peu, de temps à autre, sa faim avec un bout de tartine, un petit morceau de lard, la tasse de café chaud constituant la grande bombance.

Vient un jour, pourtant, où ni la mère ni le père ne peuvent subvenir à ces élémentaires besoins. Alors une femme, une petite jeune fille qui a trop faim, pour manger, vous savez ce qu'elle fait ? Et Keetje, l'héroïne du livre, le fait, et ô tristesse ! sa mère même l'y pousse.

Keetje, le dernier livre de madame Neel Doff, paraît clore cet atroce martyrologe. A partir de la centième page, le livre perd en émotion, car Keetje a rencontré un ami, s'établit presque, quitte son enfer.

La suite présente, par contre, un vif intérêt littéraire, madame Neel Doff nous y racontant son initiation à la lecture et aux lettres. Notamment, elle cite comme lui ayant porté le grand coup deux auteurs : le Rousseau des *Confessions* et Dostoïewski. Elle est effectivement de leur famille, mais je ne pense pas qu'elle soit de leur lignée. Pour moi, ses maîtres, ses muses véritables ont d'autres noms. Elles s'appellent la Faim et la Misère.

Depuis les hostilités, la pitié humaine paraît traverser une crise de défaveur même chez beaucoup de ceux qui y

étaient le plus enclins. On se montre volontiers plus endurci. Dans les milieux les plus libéraux, il se prononce quotidiennement des phrases de ce genre : « La justice n'est pas de ce monde. Il y aura toujours des gens qui..., etc., etc. » Je ne crois pas que les personnes qui s'expriment ainsi soient plus insensibles que d'autres. Si elles cèdent à une sorte d'égoïsme revêche, c'est chez elles moins sécheresse d'âme et de cœur que manque d'imagination. Des livres comme ceux de M. Pierre Hamp et madame Neel Doff me semblent faits pour leur repréciser des images qu'une longue guerre a peut-être un peu oblitérées.

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — La librairie Crès, qui avait déjà publié une réédition de la traduction de *Moll Flanders*, par Marcel Schwob, nous offre aujourd'hui une autre traduction de Daniel de Foë non moins intéressante : *Lady Roxana*. Nous avons ainsi au complet le diptyque des deux courtisanes anglaises : celle d'en bas et celle d'en haut.

Double lecture recommandée aux grandes personnes qui ne se représentent souvent Daniel de Foë que sur les souvenirs d'enfance laissés par le bénin *Robinson Crusoé*.

F. V.

LES ARMÉNIENS

DANS LA GUERRE MONDIALE

Depuis le début de la guerre, le peuple arménien s'est engagé aux côtés de l'Entente, combattant sur le front occidental et sur le front oriental, dans les rangs de l'armée russe — à laquelle il a fourni un contingent de plus de 180 000 hommes, — au Caucase — où des dizaines de milliers de volontaires ont fait leur devoir — et enfin en France, en Palestine, et en Syrie. Comme conséquence de cette participation active et efficace des Arméniens aux opérations militaires aux côtés des Alliés sur tous les fronts, l'Arménie turque a été ensanglantée par des massacres qui ont fait près d'un million de victimes.

Ces faits sont aujourd'hui connus du monde entier, mais ce que l'on connaît moins, c'est la part que l'Arménie caucasienne a prise à la guerre mondiale, c'est l'héroïsme avec lequel cette Arménie a lutté seule, depuis le moment où les troupes russes, gagnées par la démoralisation bolchévique, abandonnèrent le front du Caucase.

A ce moment, fin 1917, les trois éléments principaux de la population transcaucasienne, Arméniens, Géorgiens et Tatares, avaient, pour remplacer l'autorité russe disparue, institué un « Commissariat de Transcaucasie », lequel, sans rompre définitivement avec la Russie, refusait de reconnaître le gouvernement bolchévik. Ce commissariat, siégeant à Tiflis, comprenait douze membres : trois Arméniens, trois Géorgiens, quatre Tatares et deux Russes.

Mais, à côté de ce gouvernement central, chaque groupement ethnique, Arméniens, Géorgiens, Tatares, et plus tard Russes, avait aussi son Conseil national ; ces conseils formaient autant d'autorités différentes. Chacun de ces groupements ethniques avait son orientation politique propre : alors que les Arméniens étaient pour l'Entente, les Tatares étaient acquis aux Turcs, et les Géorgiens, dont la politique avait toujours été assez équivoque, manœuvraient entre les deux partis.

Telle était la situation en Transcaucasie au moment où l'armée russe abandonnait le front arménien et où le gouvernement bolchévik, par le traité de Brest-Litovsk, livrait aux Turcs Kars, Batoum et Ardahan.

Les Arméniens, les plus menacés par l'invasion turque, prirent soin, les premiers, de réorganiser la défense de ce front. A cet effet, le Conseil national, élu par le Congrès de tous les Arméniens de Russie qui s'était réuni à Tiflis au mois de septembre 1917, s'efforça, sous l'impulsion de son président, l'éminent écrivain Avétis Aharonian, de constituer une armée arménienne. Tout en faisant leurs préparatifs, les Arméniens entamaient des pourparlers avec les Géorgiens afin de coordonner les efforts des deux peuples pour la défense de la commune patrie. Ces pourparlers n'aboutirent point. Les Géorgiens firent des promesses, mais au moment critique, lorsqu'il fallut agir, leur Conseil national déclara qu'il n'était pas en état d'envoyer un seul soldat sur le front.

Cette défection, qui ouvrait aux Turcs les portes du Caucase et mettait les Arméniens dans une situation tragique, avait ses raisons... dictées par « l'égoïsme sacré ». Abandonnant secrètement leurs voisins, les chefs géorgiens négociaient avec les Germano-Turcs.

Plus tard, les Arméniens apprirent même que, dès 1914, un accord avait été conclu entre Géorgiens et Turcs. Le texte de cet accord a été publié récemment par le *Morning Post*. On comprend pourquoi les envahisseurs turcs traitaient les Géorgiens avec mansuétude, alors qu'ils ravageaient d'un bout à l'autre l'Arménie russe.

Donc, les Arméniens devaient seuls lutter contre l'avalanche turque, disputer seuls aux Germano-Turcs la posses-

sion du Caucase et de la grande voie de la Perse. La tâche fut rude. En vain le Conseil national arménien cherchait-il à rassembler au Caucase les soldats et officiers arméniens qui, au nombre de 180 000, restaient disséminés dans les armées russes sur les fronts occidentaux. D'une part, les hésitations de Kérensky qui ne saisissait pas l'importance réelle du front caucasien, de l'autre, la désorganisation générale de la Russie, le manque de moyens de transport, rendaient impossible le rassemblement des forces arméniennes. Le Conseil national arménien n'eut donc à sa disposition que le faible contingent de soldats arméniens qui se trouvaient primitivement dans l'ancienne armée russe du front du Caucase. Et c'est autour de ce petit noyau de troupes régulières qu'il décida, au mois de décembre 1917, la mobilisation générale de tous les Arméniens du Caucase.

Le recrutement se faisait au milieu de difficultés de tout ordre créées par les Tatares et les Kurdes, et dues aussi à la sourde opposition des pouvoirs officiels de Transcaucasie, qui étaient principalement entre les mains des Géorgiens et des Tatares. Le mauvais vouloir du Commissariat de Transcaucasie et des Soviets retarda en effet, jusqu'au 17 février 1918, la publication officielle du décret de mobilisation.

Les Turcs avaient déjà attaqué les troupes arméniennes qui étaient sur le front. Environ 20 000 hommes, commandés par le généralissime arménien Nazarbekian, vieux soldat hautement apprécié de l'armée russe, et une division d'environ 12 000 Arméniens de Turquie, sous les ordres du fameux chef de partisans Andranik, tenaient, avec leurs faibles effectifs, l'immense front s'étendant d'Erzindjian à la frontière persane.

L'armée turque commandée par des officiers allemands était de beaucoup supérieure en nombre, en matériel, en organisation. La lutte s'engagea, inégale et âpre. Elle allait durer huit mois, pendant lesquels, loin des Alliés et sans recevoir les secours qui lui avaient été promis, abandonné par les Géorgiens, traqué par ses autres voisins Kurdes et Tatares, le « vieux peuple martyr » résista héroïquement, dans l'espoir non pas de vaincre les Turcs, mais seulement d'entraver leur marche vers l'intérieur du Caucase et d'atteindre ainsi l'heure

de la grande victoire des Ailliés, victoire dont il ne douta jamais.

C'est au milieu de janvier 1918 que les Turcs, secondés par les Kurdes du pays, commencèrent leurs attaques dans la région d'Erzindjian ; le détachement arménien leur opposa une forte résistance, jusqu'au 9 février, puis se fraya un passage par la vallée de l'Euphrate et rejoignit, le 14 février, le détachement d'Erzeroum.

Les combats qui se livrèrent alors dans les régions de Mélidjian, de Kaki-Darassi et d'Ilidja ne furent pas à l'avantage des Arméniens. On manquait surtout d'artilleurs, ceux-ci étant généralement des Russes et des Polonais, qui étaient partis avec l'armée russe en débandade.

La pénurie de troupes spéciales, surtout d'artillerie, constituait la principale cause de l'infériorité des Arméniens, les Turcs leur étant, sur ce point, infiniment supérieurs. C'est aussi cette pénurie qui rendit extrêmement difficile la défense d'Erzeroum où d'importants combats eurent lieu pendant la deuxième quinzaine de février et les premiers jours de mars 1918.

D'autres causes encore entravèrent la résistance sur ce point. Les renforts, c'est-à-dire les troupes de réserve créées grâce à la mobilisation et au volontariat, ne purent arriver à temps, faute de moyens de transport, parce que toutes les voies de communication, lignes ferrées et routes, se trouvaient entre les mains d'un Tatare, le commissaire-ministre Mélik-Aslanoff. Il en fut de même des munitions que refusaient le gouvernement central des commissaires de Transcaucasie et les Soviets, qui continuaient leur politique d'obstruction.

Enfin, lorsque après d'interminables discussions le Conseil national eut obtenu de ces pouvoirs les munitions et les wagons nécessaires, les convois et les troupes, attaqués en cours de route par la population tatare, ne purent passer et arriver à temps à Erzeroum, au secours des troupes de défense.

Au contraire, les assaillants, — les meilleures divisions turques de Palestine, comme en a témoigné Liman von Sanders, — très supérieures en nombre, en artillerie et en organisation, étaient en outre activement secondés par la

population turque de la ville et par les tribus kurdes qui se trouvaient à l'arrière des forces arméniennes.

L'ordre fut donné, le 11 mars, d'évacuer Erzeroum, d'où, sous la protection de la cavalerie de volontaires de Mourade, les troupes arméniennes se retirèrent à Sarikamisch, entraînant dans leur recul le détachement de Knis qui se repliait vers Meliazgert et Kara-Kilisé.

Cependant le recrutement et l'instruction de l'armée se poursuivaient avec fièvre, en dépit des difficultés sans cesse causées par la malveillance des Tatares et des Kurdes qui s'appliquaient à couper les communications et à détruire les voies ferrées. Pour garder les lignes de communication, on dut retirer du front, où les effectifs étaient déjà insuffisants, d'importants détachements qui durent livrer de véritables batailles tout le long de la ligne ferrée d'Alexandropol à Djoulfa.

La pénurie de matériel roulant causait aussi une gêne extrême aux Arméniens. Tiflis, en effet, continuait à leur refuser tout, trains blindés, locomotives et wagons.

La situation était angoissante. De faibles forces arméniennes tenaient le front de Sarikamish, Kars, Alexandropol. Craignant la démoralisation de ces troupes, le Conseil national arménien leur dépêcha son président Aharonian et quelques-uns de ses membres. Le 21 mars, Aharonian arriva à Sarikamisch. Sur la demande du commandant en chef Nazarbekian, il parcourut les rangs des troupes. Et, sous le vent glacial qui souffle des hauteurs couvertes de neige, il les harangua :

> Frères, leur dit-il, vous devez tous mourir ici plutôt que de laisser passer les Turcs... Le sort de vos enfants, de vos femmes, de vos sœurs, est entre vos mains... Ici, c'est la porte de l'Arménie... Défendez-la, défendez-en le passage aux Turcs ou mourez tous...

Presque tous ces jeunes soldats devaient tomber à Sarikamisch au cours des engagements qui suivirent. Le lendemain, en effet, les Turcs s'élancèrent pour forcer le passage. Pendant onze jours, les Arméniens, pour la plupart de jeunes recrues, résistèrent à leurs assauts ; durant onze jours, en pleine neige, ils luttèrent en désespérés... Menacés d'enveloppement ils battirent en retraite. En ordre parfait, sous la direction du général Arechian et du colonel Mamikonian, ils

se replièrent, les 3 et 4 avril, sur les positions de Begli-Akhmed.

Aharonian repartit pour Alexandropol, Kars et Tiflis où sa foi et son patriotisme stimulèrent encore les énergies, accélérèrent la mobilisation et l'envoi d'indispensables renforts au front. A Tiflis, c'est aux femmes, aux mères arméniennes qu'il s'adressa :

Sur tous les fronts vos enfants sont tombés, tués ou blessés, leur dit-il. Donnez encore à la patrie ceux qui vous restent. Donnez-lui vos derniers enfants, même les plus jeunes... L'ennemi féroce avance... Coûte que coûte, il faut nous défendre jusqu'au bout, il faut l'arrêter... Mères, vous souffrez le martyre dans votre chair; mais la patrie est une mère plus grande et plus douloureuse encore. Sacrifiez-vous, sacrifiez-lui vos derniers enfants...

Et toutes les pauvres femmes arméniennes qui écoutaient en pleurant le président du Conseil national, séchèrent leurs larmes pour l'acclamer. Et ainsi quelques nouveaux renforts purent être formés, qui partirent de Tiflis, d'Érivan et d'Alexandropol. Avec eux, pour être plus près du front, le Conseil national tout entier, se transporta à Alexandropol. Il avait à se prononcer sur l'ultimatum que venait de lancer Véhib Pacha, commandant en chef des troupes turques, qui exigeait l'acceptation des conditions du traité de Brest-Litovsk, c'est-à-dire l'abandon de Kars, de Batoum et d'Ardahan.

En dehors des difficultés d'ordre militaire, le Conseil national arménien devait aussi tenir compte de la question des fugitifs qui, de toutes les régions envahies par les Turcs, fuyaient par centaines de milliers vers le nord, encombraient les routes et mettaient partout le désordre, parfois jusque dans l'armée. Néanmoins, à l'unanimité, le Conseil national décida de repousser l'ultimatum turc.

Malheureusement, à ce moment même, Batoum était déjà livré par les Géorgiens. Le 17 avril, l'attaché militaire français au Caucase, le colonel Chardigny et le commandant en chef du front du Caucase, chef purement nominal, hélas ! le général russe Lébédinsky, passèrent en revue, à Alexandropol, les réserves arméniennes, environ 5 000 hommes, dont la tenue et la discipline les étonnèrent. Ils allèrent

ensuite visiter les défenses de Kars qu'ils trouvèrent bien organisées. Le 19 avril, enfin, ils se rendirent sur les positions même de Begli-Akhmed que les Turcs, renforcés par une nouvelle division envoyée de Palestine, attaquaient violemment.

Durant deux jours, les troupes arméniennes réussirent à refouler l'ennemi. Et c'est en défendant le terrain pas à pas qu'elles reculèrent les 21, 22 et 23 avril, vers Kars et Akhbaba. Dans son rapport au Conseil national, le général Nazarbekian après avoir dépeint les actes de courage de ses hommes déclarait : « *Avec de tels soldats nous serions invincibles, si nous n'étions pas submergés par tant de difficultés.* » Ces difficultés étaient très graves. En effet, le gouvernement central de Tiflis qui, depuis le mois de février, avait entamé à Trébizonde des pourparlers avec les Turcs et était disposé à livrer Kars en échange de la restitution de Batoum, continuait à refuser aux Arméniens le matériel roulant et les munitions indispensables. Enfin, les Tatares, qui ne cessaient pas leurs attaques, opéraient maintenant jusque dans la région comprise entre Tiflis et Alexandropol.

Le 23 avril, de sa propre initiative, le Géorgien Tchkhenkel, devenu ministre-président du gouvernement de Transcaucasie, envoya un télégramme signé de lui et du ministre de la Guerre, un Géorgien nommé Odchélidzé, au général Nazarbekian : il lui annonçait que l'armistice était conclu avec les Turcs et lui enjoignait de lui livrer la forteresse de Kars. Ce télégramme fut une surprise douloureuse pour le général arménien qui n'était nullement disposé à livrer la fameuse citadelle. Il tenta de communiquer télégraphiquement avec le Conseil national arménien, afin d'éclaircir le mystère; mais toutes ses tentatives échouèrent, ses dépêches furent supprimées. Le télégraphe était entre les mains des partisans des Germano-Turcs.

Malgré tous ses efforts, le général Nazarbekian ne put enrayer la panique de la population : après avoir mis le feu à leurs maisons, les habitants fuyaient déjà vers Alexandropol. La démoralisation gagna les troupes, et force fut d'abandonner la forteresse et de se retirer jusqu'à la rive de l'Arpa-Tchaï, qui était la frontière indiquée par le traité de Brest-

Litovsk, c'est-à-dire l'ancienne frontière russo-turque de 1876.

Mais, en dépit des conventions stipulées dans ce traité, en dépit de l'accord conclu entre le gouvernement central des commissaires de Transcaucasie et le haut commandement turc, les troupes ottomanes, dépassant cette ligne, continuaient à avancer. Nazarbekian se replia alors sur Alexandropol.

Le 15 mai, une lettre provenant du commandement turc fut remise au commandant de la forteresse d'Alexandropol. Toujours contrairement aux conditions de l'armistice, les Turcs exigeaient la reddition de la forteresse et de la ligne ferrée Alexandropol-Djoulfa.

De plus, cette lettre-ultimatum remise à *sept heures du matin* exigeait une réponse pour le même jour, *six heures du matin*. Et les Turcs ouvrirent immédiatement le feu. La lutte reprit. Elle dura jusqu'au 24 mai, en s'étendant jusqu'à Karaklis, où se livra la dernière et la plus sanglante bataille de ce front.

A la veille de cet engagement et alors que plus heureux sur un autre front, celui d'Érivan, d'autres forces arméniennes triomphaient des Turcs, le vieux général Nazarbekian adressa au peuple arménien un émouvant appel qui faisait ressortir la situation tragique des troupes arméniennes, dépourvues de vivres et de munitions. Voici cet appel :

Arméniens !

Après des siècles de servitude sous le joug turc, nous avons résolu de vivre libres ou de mourir avec honneur. Notre situation est critique.

Malgré les négociations du gouvernement du Caucase, malgré l'armistice, les Turcs, répudiant le pacte conclu, ont profité de cet armistice pour attaquer déloyalement et s'emparer d'Alexandropol.

Tout semblait perdu, il ne restait à l'ennemi perfide qu'à continuer d'avancer en Arménie, et aux habitants qu'à fuir ou à se soumettre à son joug exécrable.

Heureusement, la valeureuse armée d'Érivan les a repoussés après leur avoir infligé des pertes sanglantes, et à l'heure actuelle les poursuit.

Cette victoire d'Érivan a relevé le moral de nos soldats. Partout accourent vers moi des détachements, dont l'unique désir est de vaincre ou de mourir.

Malheureusement, les vivres, les armes et les munitions, surtout les cartouches, me manquent. Il faut donc que chaque Arménien qui vient à moi soit armé et apporte ses cartouches.

Nous ne devons compter que sur nos seuls moyens. Si nous ne parvenons pas à subvenir aux besoins de l'armée, nous sommes perdus.

L'heure suprême a sonné ; nous devons sauver notre avenir ou périr.

Le Commandant de l'Armée arménienne,

GÉNÉRAL NAZARBEKIAN

Les Arméniens étaient au nombre de 10 000, les Turcs, constituant la 9e armée, commandée par Chefki Pacha, étaient le double, 20 000 hommes. La bataille s'engagea le 24 mai : elle dura quatre jours, avec des alternatives de succès et de revers, et ne cessa que lorsque les Arméniens eurent épuisé toutes leurs munitions.

« *La victoire m'échappe,* télégraphia Nazarbekian, *parce que j'ai brûlé ma dernière cartouche.* »

Cependant, comme on l'a vu, des luttes sanglantes avaient aussi pour théâtre Érivan, où un autre combat se livrait dans la plaine de Sardarabad, sur les bords de l'Araxe.

Là, les Arméniens, au nombre de 6 à 7 000 hommes seulement, commandés par le général arménien Silikoff et par Dro, leur héros populaire, repoussèrent les Turcs jusqu'à Alexandropol. La victoire fut si complète que le général Silikoff télégraphia au Conseil national de refuser l'armistice turc et de continuer la lutte.

Mais lorsque le Conseil national soumit cette proposition au haut commandement de Nazarbekian, celui-ci ne put que répondre encore : « *Je n'ai plus de munitions, je n'ai plus de cartouches.* »

Alors, et bien que sachant d'avance que les Turcs continueraient à ne pas respecter l'armistice et à avancer, le Conseil national se vit dans l'obligation d'accepter cet armistice, tandis que la plupart des troupes, et entre autres le détachement d'Andranik tout entier, allaient se réfugier dans les montagnes de Zanguezour et de Karabagh, prêtes à reprendre la lutte.

Les Turcs, en effet, dépassèrent la ligne ferrée pour s'arrêter seulement dans les montagnes de Lori et pour avancer plus profondément encore dans la région d'Alexandropol, dans l'Aderbaidjian et vers Bakou.

Heureusement, les Jeunes-Turcs avaient conçu un plan dont l'exécution laissa un répit aux Arméniens. Ayant abandonné la politique panislamique, à la suite de l'attitude prise par certains musulmans comme les Arabes et les Syriens, ils étaient alliés à l'idée du panturquisme ou pantouranisme; il s'agissait de grouper d'abord les Tatares du Caucase, puis les musulmans des montagnes du nord du Caucase, et à l'est ceux de l'Aderbaidjan persan, et enfin ceux des pays transcaspiens. Enver pacha était l'âme de cette propagande, que dirigeaient au Caucase les intellectuels musulmans d'Élisavetpol et de Bakou, et dont la première étape devait être la prise de Bakou. C'est pourquoi les dirigeants Jeunes-Turcs laissèrent momentanément tranquilles les Arméniens.

Cette trêve permit aux Arméniens de reconstituer leur armée et de recueillir des centaines de milliers de réfugiés qui avaient fui les régions envahies. En gagnant du temps, on pouvait atteindre l'heure de la grande victoire en Occident.

A ce moment, les Allemands arrivaient par la voie de Poti à Tiflis, au nombre de 3 000 hommes ; les Géorgiens, sous leur protection, avaient déjà proclamé l'indépendance de la Géorgie ; les Tatares suivant leur exemple, mais sous la protection des Turcs, s'étaient également déclarés indépendants.

Ainsi l'unité caucasienne, qui n'avait jamais été que nominale, se trouvait brisée.

Il ne restait plus au Conseil national arménien qu'à proclamer lui aussi l'indépendance de l'Arménie, proclamation qu'il fit connaître aux représentants des puissances étrangères par un acte ainsi conçu :

Par suite du démembrement de la République transcaucasienne, le Conseil national arménien du Caucase, dans sa réunion du 28 mai 1918, et en vertu des pouvoirs dont il est investi par le peuple arménien, a décidé de déclarer l'indépendance de l'État arménien et d'instituer la *République démocratique arménienne*.

La cessation, au moins momentanée, de la lutte sur les fronts arméniens était si nécessaire aux Turcs qu'ils ne s'opposèrent même pas à la création et à l'indépendance de la République de l'Arménie du Caucase. L'avalanche turque roulait désormais vers Bakou.

Le gouvernement de la nouvelle République d'Arménie se transporta dans le courant de juin à Érivan, où le Parlement arménien était également convoqué et où il s'appliqua à reconstituer l'armée et à soulager la misère de la population qui souffrait de la faim.

Les Turcs cependant avançaient sur le siège central de l'Église arménienne, vers Etchmiadzin. Un engagement se produisit au mois de juillet, près du village Zéva, entre eux et les troupes arméniennes, et finit à l'avantage de ces dernières. De son côté, le chef du cercle, Andranik, « tenait » toujours à Nakhitchevan, avec 3 500 hommes.

Mais, c'est sur le front de Bakou que les Turcs concentrent alors le gros de leurs forces. Et durant sept à huit mois, le grand centre pétrolifère fut le théâtre de luttes violentes entre les deux vieux adversaires ; d'un côté, les Turcs, alliés à leurs frères de race, de langue et de religion, les Tatares ; de l'autre, les Arméniens, appuyés par une poignée de Russes. La supériorité numérique de l'ennemi était écrasante. Les Arméniens combattaient en plein pays musulman. L'ennemi avait coupé toute communication avec le monde extérieur, détruit les conduites d'eau. Néanmoins, les Arméniens résistaient sous le commandement du général arménien Bagratouni et des chefs de volontaires Mourad et Hamazasp.

Ils résistaient, en attendant les secours britanniques annoncés. Ces secours arrivèrent trop tard et en nombre insuffisant : à peine un bataillon. Les forces britanniques se virent obligées de quitter la ville.

Abandonnés, les Arméniens succombèrent et un massacre eut lieu dans la partie arménienne de Bakou : 20 000 Arméniens, hommes, femmes et enfants, furent égorgés avec des raffinements de cruauté.

Tel a été le rôle des Arméniens dans la guerre mondiale.

Ils ont été des belligérants dès le début et ont souffert plus que n'importe quel autre peuple belligérant. Au moment où les troupes alliées, sous le commandement du général Allenby, brisaient l'armée turque de Palestine, les meilleures divisions turques étaient engagées au Caucase contre les Arméniens. Néanmoins, l'Arménie n'a pas été admise à la Conférence de la Paix. On n'a pas reconnu la République indépendante créée dans l'Arménie caucasienne. Et lors de la conclusion de l'armistice, quand la Turquie était à la merci des Alliés, ceux-ci n'ont pas imposé aux Turcs l'évacuation de l'Arménie. L'administration turque fonctionne toujours dans les six vilayets arméniens et en Cilicie. Des milliers d'orphelins et de jeunes filles arméniennes gémissent encore dans les maisons et les harems ottomans. Des centaines de milliers de réfugiés arméniens de Turquie ne pouvant rentrer chez eux continuent à vivre sur le territoire de la République arménienne du Caucase, où sévissent la famine et les épidémies.

A. VANDOUNY

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1919

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1919

LIVRAISON DU 1er AOUT 1919

LIVRAISON DU 15 AOUT 1919

AP La Revue de Paris
20
R47
1919
juil.-août

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY